



---

**FÉDÉRATION DE RUSSIE – MESURES VISANT L'IMPORTATION DE  
PORCINS VIVANTS, DE VIANDE DE PORC ET D'AUTRES PRODUITS  
DU PORC EN PROVENANCE DE L'UNION EUROPÉENNE**

RAPPORT DU GROUPE SPÉCIAL

## TABLE DES MATIÈRES

<b>1 INTRODUCTION .....</b>	<b>30</b>
1.1 Plainte de l'Union européenne .....	30
1.2 Établissement et composition du Groupe spécial .....	30
1.3 Travaux du Groupe spécial .....	31
1.3.1 Généralités .....	31
1.3.2 Procédures de travail concernant les renseignements strictement confidentiels (RSC) .....	31
1.3.3 Modalités relatives aux services d'interprétation .....	31
1.3.4 Consultation d'experts et d'organisations internationales compétentes .....	32
<b>2 ASPECTS FACTUELS .....</b>	<b>35</b>
2.1 Maladie pertinente: peste porcine africaine .....	35
2.2 Mesures en cause .....	36
2.3 Produits en cause .....	38
2.4 Normes, directives et recommandations internationales pertinentes .....	38
2.4.1 L'OIE et son mandat .....	38
2.4.2 Le Code sanitaire de l'OIE pour les animaux terrestres (Code terrestre) .....	38
2.4.3 Normes, directives ou recommandations pertinentes invoquées par les parties .....	40
2.5 Situation intérieure des parties en ce qui concerne la PPA .....	40
2.5.1 Union européenne .....	40
2.5.2 Russie .....	40
<b>3 CONSTATATIONS ET RECOMMANDATIONS DEMANDÉES PAR LES PARTIES .....</b>	<b>40</b>
<b>4 ARGUMENTS DES PARTIES .....</b>	<b>41</b>
<b>5 ARGUMENTS DES TIERCES PARTIES .....</b>	<b>41</b>
<b>6 RÉEXAMEN INTÉIMAIRE .....</b>	<b>41</b>
6.1 Introduction .....	41
6.2 But et portée du réexamen intérimaire .....	42
6.3 Ajout de nouveaux éléments de preuve au dossier pendant la phase de réexamen intérimaire .....	42
6.4 Question de savoir si les mesures relatives aux importations en provenance de Lettonie et d'Estonie relèvent du mandat du Groupe spécial .....	45
6.5 Cadre temporel pour l'évaluation par le Groupe spécial .....	45
6.6 Allégations au titre de l'article 6:1, 6:2 et 6:3 de l'Accord SPS (concernant l'interdiction à l'échelle de l'UE) .....	46
6.7 Allégations au titre des articles 2:2, 5:1 et 5:7 de l'Accord SPS (concernant l'interdiction à l'échelle de l'UE) .....	46
6.8 Allégations au titre de l'article 6:1, 6:2 et 6:3 de l'Accord SPS (concernant les interdictions d'importer les produits en cause en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne) .....	47
6.9 Question de savoir si les mesures de la Russie sont incompatibles avec l'article 2:3 de l'Accord SPS .....	50
6.10 Conclusions et recommandations du Groupe spécial .....	51

6.11 Appendice 1 du rapport du Groupe spécial .....	51
<b>7 CONSTATATIONS.....</b>	<b>51</b>
7.1 Questions de procédure.....	51
7.1.1 Modalités relatives aux services d'interprétation simultanée .....	51
7.1.2 Présence d'un représentant de la branche de production dans la délégation d'un Membre .....	55
7.2 Ordre d'analyse.....	56
7.2.1 Principaux arguments des parties .....	56
7.2.2 Principaux arguments des tierces parties .....	56
7.2.3 Analyse du Groupe spécial .....	57
7.2.4 Conclusion .....	57
7.3 Questions préliminaires .....	58
7.3.1 Introduction.....	58
7.3.2 Question de savoir si l'interdiction à l'échelle de l'UE alléguée est une mesure susceptible d'être contestée dans le cadre du mécanisme de règlement des différends de l'OMC .....	60
7.3.3 Question de savoir si les modalités d'accès de la Russie limitent l'évaluation par le Groupe spécial des allégations de l'Union européenne relatives à l'interdiction à l'échelle de l'UE alléguée.....	69
7.3.4 Question de savoir si les mesures relatives aux importations en provenance de Lettonie et d'Estonie relèvent du mandat du Groupe spécial .....	77
7.3.5 Résumé des mesures en cause dans le présent différend .....	89
7.3.6 Cadre temporel pour l'évaluation par le Groupe spécial.....	91
7.4 Question de savoir si les mesures de la Russie relèvent de l'Accord SPS .....	93
7.4.1 Introduction.....	93
7.4.2 Principaux arguments des parties .....	93
7.4.3 Principaux arguments des tierces parties .....	94
7.4.4 Analyse du Groupe spécial .....	95
7.4.5 Conclusion .....	105
7.5 Allégations relatives à l'interdiction à l'échelle de l'UE .....	105
7.5.1 Question de savoir si l'interdiction à l'échelle de l'UE est "établie sur la base" des normes internationales pertinentes (allégations au titre de l'article 3:1 de l'Accord SPS).....	105
7.5.2 Allégations au titre de l'article 6:1, 6:2 et 6:3 de l'Accord SPS .....	131
7.5.3 Allégations au titre de l'article 3:1 de l'Accord SPS (suite).....	171
7.5.4 Allégations au titre de l'article 8 et de l'Annexe C de l'Accord SPS .....	173
7.5.5 Allégations au titre des articles 2:2, 5:1, 5:2 et 5:7 de l'Accord SPS .....	197
7.5.6 Allégations au titre des articles 5:3, 5:4, 5:6 et 2:2 de l'Accord SPS .....	225
7.6 Allégations relatives aux interdictions d'importer les produits en cause en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne .....	248
7.6.1 Allégations au titre de l'article 3:1 et 3:2 de l'Accord SPS .....	248
7.6.2 Allégations au titre de l'article 6:1, 6:2 et 6:3 de l'Accord SPS .....	264
7.6.3 Question de savoir si les interdictions d'importer les produits en cause en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne sont "établies sur la base" des normes internationales pertinentes au sens de l'article 3:1 de l'Accord SPS (suite).....	293

---

7.6.4 Allégations au titre de l'article 8 et de l'Annexe C de l'Accord SPS .....	295
7.6.5 Allégations au titre des articles 2:2, 5:1, 5:2 et 5:7 de l'Accord SPS .....	310
7.6.6 Allégations au titre des articles 5:3, 5:4, 5:6, et 2:2 de l'Accord SPS .....	327
7.7 Allégations au titre des articles 2:3 et 5:5 de l'Accord SPS.....	338
7.7.1 Introduction.....	338
7.7.2 Relation entre les articles 2:3 et 5:5 de l'Accord SPS et ordre d'analyse .....	338
7.7.3 Question de savoir si les mesures de la Russie sont incompatibles avec l'article 2:3 de l'Accord SPS.....	340
7.7.4 Allégation de l'Union européenne au titre de l'article 5:5 de l'Accord SPS .....	363
7.8 Allégations au titre de l'article 7 et de l'Annexe B de l'Accord SPS.....	367
7.8.1 Principaux arguments des parties .....	367
7.8.2 Analyse du Groupe spécial .....	367
7.8.3 Résumé des conclusions en ce qui concerne les mesures contestées .....	373
<b>8 CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS .....</b>	<b>373</b>
<b>9 APPENDICE 1 CHRONOLOGIE DES ÉCHANGES DE RENSEIGNEMENTS ENTRE L'UNION EUROPÉENNE ET LA RUSSIE À COMPTER DU 24 JANVIER 2014 .....</b>	<b>379</b>
<b>10 APPENDICE 2 DESCRIPTION DE LA DIRECTIVE 2002/60/CE DU CONSEIL .....</b>	<b>414</b>

**LISTE DES ANNEXES****ANNEXE A****PROCÉDURES DE TRAVAIL DU GROUPE SPÉCIAL**

<b>Table des matières</b>		<b>Page</b>
Annexe A-1	Procédures de travail du Groupe spécial	A-2
Annexe A-2	Procédures de travail additionnelles concernant les renseignements strictement confidentiels (RSC)	A-7
Annexe A-3	Procédures de travail additionnelles pour la consultation du Groupe spécial avec des experts	A-9

**ANNEXE B****ARGUMENTS DES PARTIES***UNION EUROPÉENNE*

<b>Table des matières</b>		<b>Page</b>
Annexe B-1	Première partie du résumé analytique intégré des arguments de l'Union européenne	B-2
Annexe B-2	Deuxième partie du résumé analytique intégré des arguments de l'Union européenne	B-19

*FÉDÉRATION DE RUSSIE*

<b>Table des matières</b>		<b>Page</b>
Annexe B-3	Première partie du résumé analytique intégré des arguments de la Fédération de Russie	B-37
Annexe B-4	Deuxième partie du résumé analytique intégré des arguments de la Fédération de Russie	B-50

**ANNEXE C****ARGUMENTS DES TIERCES PARTIES**

<b>Table des matières</b>		<b>Page</b>
Annexe C-1	Résumé analytique intégré des arguments de l'Australie	C-2
Annexe C-2	Résumé analytique intégré des arguments du Brésil	C-4
Annexe C-3	Résumé analytique intégré des arguments de l'Inde	C-8
Annexe C-4	Résumé analytique intégré des arguments du Japon	C-11
Annexe C-5	Résumé analytique intégré des arguments de la Norvège	C-14
Annexe C-6	Résumé analytique intégré des arguments des États-Unis	C-18

## AFFAIRES CITÉES DANS LE PRÉSENT RAPPORT

Titre abrégé	Titre complet de l'affaire et référence
Argentine – Chaussures (CE)	Rapport de l'Organe d'appel Argentine – Mesures de sauvegarde à l'importation de chaussures, <a href="#">WT/DS121/AB/R</a> , adopté le 12 janvier 2000
Argentine – Mesures à l'importation	Rapports de l'Organe d'appel Argentine – Mesures affectant les importations de marchandises, <a href="#">WT/DS438/AB/R</a> / <a href="#">WT/DS444/AB/R</a> / <a href="#">WT/DS445/AB/R</a> , adoptés le 26 janvier 2015
Australie – Pommes	Rapport de l'Organe d'appel Australie – Mesures affectant l'importation de pommes en provenance de Nouvelle-Zélande, <a href="#">WT/DS367/AB/R</a> , adopté le 17 décembre 2010
Australie – Saumons (article 21:5 – Canada)	Rapport du Groupe spécial Australie – Mesures visant les importations de saumons – Recours du Canada à l'article 21:5 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends, <a href="#">WT/DS18/RW</a> , adopté le 20 mars 2000
Canada – Aéronefs	Rapport de l'Organe d'appel Canada – Mesures visant l'exportation des aéronefs civils, <a href="#">WT/DS70/AB/R</a> , adopté le 20 août 1999
Canada – Aéronefs	Rapport du Groupe spécial Canada – Mesures visant l'exportation des aéronefs civils, <a href="#">WT/DS70/R</a> , adopté le 20 août 1999, confirmé par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS70/AB/R
Canada – Automobiles	Rapport de l'Organe d'appel Canada – Certaines mesures affectant l'industrie automobile, <a href="#">WT/DS139/AB/R</a> , <a href="#">WT/DS142/AB/R</a> , adopté le 19 juin 2000
Canada – Énergie renouvelable / Canada – Programme de tarifs de rachat garantis	Rapports de l'Organe d'appel Canada – Certaines mesures affectant le secteur de la production d'énergie renouvelable / Canada – Mesures relatives au programme de tarifs de rachat garantis, <a href="#">WT/DS412/AB/R</a> / <a href="#">WT/DS426/AB/R</a> , adoptés le 24 mai 2013
Canada – Énergie renouvelable / Canada – Programme de tarifs de rachat garantis	Rapports du Groupe spécial Canada – Certaines mesures affectant le secteur de la production d'énergie renouvelable / Canada – Mesures relatives au programme de tarifs de rachat garantis, <a href="#">WT/DS412/R</a> et Add.1 / <a href="#">WT/DS426/R</a> et Add.1, adoptés le 24 mai 2013, modifiés par les rapports de l'Organe d'appel WT/DS412/AB/R / WT/DS426/AB/R
Canada – Exportations de blé et importations de grains	Rapport de l'Organe d'appel Canada – Mesures concernant les exportations de blé et le traitement des grains importés, <a href="#">WT/DS276/AB/R</a> , adopté le 27 septembre 2004
Canada – Maintien de la suspension	Rapport de l'Organe d'appel Canada – Maintien de la suspension d'obligations dans le différend CE – Hormones, <a href="#">WT/DS321/AB/R</a> , adopté le 14 novembre 2008
Canada – Produits laitiers	Rapport de l'Organe d'appel Canada – Mesures visant l'importation de lait et l'exportation de produits laitiers, <a href="#">WT/DS103/AB/R</a> , <a href="#">WT/DS113/AB/R</a> , adopté le 27 octobre 1999
CE – Accessoires de tuyauterie	Rapport de l'Organe d'appel Communautés européennes – Droits antidumping sur les accessoires de tuyauterie en fonte malléable en provenance du Brésil, <a href="#">WT/DS219/AB/R</a> , adopté le 18 août 2003
CE – Amiante	Rapport de l'Organe d'appel Communautés européennes – Mesures affectant l'amiante et les produits en contenant, <a href="#">WT/DS135/AB/R</a> , adopté le 5 avril 2001
CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques	Rapports du Groupe spécial Communautés européennes – Mesures affectant l'approbation et la commercialisation des produits biotechnologiques, <a href="#">WT/DS291/R</a> , Add.1 à Add.9 et Corr.1 / <a href="#">WT/DS292/R</a> , Add.1 à Add.9 et Corr.1 / <a href="#">WT/DS293/R</a> , Add.1 à Add.9 et Corr.1, adoptés le 21 novembre 2006
CE – Bananes III	Rapport de l'Organe d'appel Communautés européennes – Régime applicable à l'importation, à la vente et à la distribution des bananes, <a href="#">WT/DS27/AB/R</a> , adopté le 25 septembre 1997
CE – Bananes III (États-Unis)	Rapport du Groupe spécial Communautés européennes – Régime applicable à l'importation, à la vente et à la distribution des bananes, plainte déposée par les États-Unis, <a href="#">WT/DS27/R/USA</a> , adopté le 25 septembre 1997, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS27/AB/R
CE – Bananes III (article 21:5 – Équateur II)	Rapport du Groupe spécial Communautés européennes – Régime applicable à l'importation, à la vente et à la distribution des bananes – Deuxième recours de l'Équateur à l'article 21:5 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends, <a href="#">WT/DS27/RW2/ECU</a> , adopté le 11 décembre 2008, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS27/AB/RW2/ECU

Titre abrégé	Titre complet de l'affaire et référence
CE – Certaines questions douanières	Rapport de l'Organe d'appel <i>Communautés européennes – Certaines questions douanières</i> , <a href="#">WT/DS315/AB/R</a> , adopté le 11 décembre 2006
CE – Certaines questions douanières	Rapport du Groupe spécial <i>Communautés européennes – Certaines questions douanières</i> , <a href="#">WT/DS315/R</a> , adopté le 11 décembre 2006, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS315/AB/R
CE – Éléments de fixation (Chine)	Rapport de l'Organe d'appel <i>Communautés européennes – Mesures antidumping définitives visant certains éléments de fixation en fer ou en acier en provenance de Chine</i> , <a href="#">WT/DS397/AB/R</a> , adopté le 28 juillet 2011
CE – Éléments de fixation (Chine)	Rapport du Groupe spécial <i>Communautés européennes – Mesures antidumping définitives visant certains éléments de fixation en fer ou en acier en provenance de Chine</i> , <a href="#">WT/DS397/R</a> et Corr.1, adopté le 28 juillet 2011, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS397/AB/R
CE – Hormones	Rapport de l'Organe d'appel <i>Mesures communautaires concernant les viandes et les produits carnés (hormones)</i> , <a href="#">WT/DS26/AB/R</a> , <a href="#">WT/DS48/AB/R</a> , adopté le 13 février 1998
CE – Hormones (Canada)	Rapport du Groupe spécial <i>Mesures communautaires concernant les viandes et les produits carnés (hormones)</i> , plainte déposée par le Canada, <a href="#">WT/DS48/R/CAN</a> , adopté le 13 février 1998, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS26/AB/R, WT/DS48/AB/R
CE – Hormones (États-Unis)	Rapport du Groupe spécial <i>Mesures communautaires concernant les viandes et les produits carnés (hormones)</i> , plainte déposée par les États-Unis, <a href="#">WT/DS26/R/USA</a> , adopté le 13 février 1998, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS26/AB/R, WT/DS48/AB/R
CE – Linge de lit	Rapport de l'Organe d'appel <i>Communautés européennes – Droits antidumping sur les importations de linge de lit en coton en provenance d'Inde</i> , <a href="#">WT/DS141/AB/R</a> , adopté le 12 mars 2001
CE – Morceaux de poulet	Rapport de l'Organe d'appel <i>Communautés européennes – Classification douanière des morceaux de poulet désossés et congelés</i> , <a href="#">WT/DS269/AB/R</a> , <a href="#">WT/DS286/AB/R</a> , adopté le 27 septembre 2005, et Corr.1
CE – Préférences tarifaires	Rapport de l'Organe d'appel <i>Communautés européennes – Conditions d'octroi de préférences tarifaires aux pays en développement</i> , <a href="#">WT/DS246/AB/R</a> , adopté le 20 avril 2004
CE – Produits dérivés du phoque	Rapports de l'Organe d'appel <i>Communautés européennes – Mesures prohibant l'importation et la commercialisation de produits dérivés du phoque</i> , <a href="#">WT/DS400/AB/R</a> / <a href="#">WT/DS401/AB/R</a> , adoptés le 18 juin 2014
CE – Produits des technologies de l'information	Rapports du Groupe spécial <i>Communautés européennes et leurs États membres – Traitement tarifaire de certains produits des technologies de l'information</i> , <a href="#">WT/DS375/R</a> / <a href="#">WT/DS376/R</a> / <a href="#">WT/DS377/R</a> , adoptés le 21 septembre 2010
CE – Sardines	Rapport de l'Organe d'appel <i>Communautés européennes – Désignation commerciale des sardines</i> , <a href="#">WT/DS231/AB/R</a> , adopté le 23 octobre 2002
CE – Subventions à l'exportation de sucre	Rapport de l'Organe d'appel <i>Communautés européennes – Subventions à l'exportation de sucre</i> , <a href="#">WT/DS265/AB/R</a> , <a href="#">WT/DS266/AB/R</a> , <a href="#">WT/DS283/AB/R</a> , adopté le 19 mai 2005
Chili – Système de fourchettes de prix	Rapport de l'Organe d'appel <i>Chili – Système de fourchettes de prix et mesures de sauvegarde appliqués à certains produits agricoles</i> , <a href="#">WT/DS207/AB/R</a> , adopté le 23 octobre 2002
Chine – AMGO	Rapport de l'Organe d'appel <i>Chine – Droits compensateurs et droits antidumping visant les aciers dits magnétiques laminés, à grains orientés, en provenance des États-Unis</i> , <a href="#">WT/DS414/AB/R</a> , adopté le 16 novembre 2012
Chine – Droits de propriété intellectuelle	Rapport du Groupe spécial <i>Chine – Mesures affectant la protection des droits de propriété intellectuelle et les moyens de les faire respecter</i> , <a href="#">WT/DS362/R</a> , adopté le 20 mars 2009
Chine – HP SSST (Japon) / Chine – HP SSST (UE)	Rapports de l'Organe d'appel <i>Chine – Mesures imposant des droits antidumping sur les tubes, sans soudure, en acier inoxydable haute performance ("HP SSST") en provenance du Japon / Chine – Mesures imposant des droits antidumping sur les tubes, sans soudure, en acier inoxydable haute performance ("HP SSST") en provenance de l'Union européenne</i> , <a href="#">WT/DS454/AB/R</a> et Add.1 / <a href="#">WT/DS460/AB/R</a> et Add.1, adoptés le 28 octobre 2015
Chine – Matières premières	Rapports de l'Organe d'appel <i>Chine – Mesures relatives à l'exportation de diverses matières premières</i> , <a href="#">WT/DS394/AB/R</a> / <a href="#">WT/DS395/AB/R</a> / <a href="#">WT/DS398/AB/R</a> , adoptés le 22 février 2012

Titre abrégé	Titre complet de l'affaire et référence
<i>Chine – Matières premières</i>	Rapports du Groupe spécial <i>Chine – Mesures relatives à l'exportation de diverses matières premières</i> , <a href="#">WT/DS394/R</a> , Add.1 et Corr.1 / <a href="#">WT/DS395/R</a> , Add.1 et Corr.1 / <a href="#">WT/DS398/R</a> , Add.1 et Corr.1, adoptés le 22 février 2012, modifiés par les rapports de l'Organe d'appel WT/DS394/AB/R / WT/DS395/AB/R / WT/DS398/AB/R
<i>Chine – Pièces automobiles</i>	Rapports du Groupe spécial <i>Chine – Mesures affectant les importations de pièces automobiles</i> , <a href="#">WT/DS339/R</a> , Add.1 et Add.2 / <a href="#">WT/DS340/R</a> , Add.1 et Add.2 / <a href="#">WT/DS342/R</a> , Add.1 et Add.2, adoptés le 12 janvier 2009, confirmé (WT/DS339/R) et modifiés (WT/DS340/R / WT/DS342/R) par les rapports de l'Organe d'appel WT/DS339/AB/R / WT/DS340/AB/R / WT/DS342/AB/R
<i>Chine – Publications et produits audiovisuels</i>	Rapport du Groupe spécial <i>Chine – Mesures affectant les droits de commercialisation et les services de distribution pour certaines publications et certains produits de divertissement audiovisuels</i> , <a href="#">WT/DS363/R</a> et Corr.1, adopté le 19 janvier 2010, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS363/AB/R
<i>Chine – Terres rares</i>	Rapports de l'Organe d'appel <i>Chine – Mesures relatives à l'exportation de terres rares, de tungstène et de molybdène</i> , <a href="#">WT/DS431/AB/R</a> / <a href="#">WT/DS432/AB/R</a> / <a href="#">WT/DS433/AB/R</a> , adoptés le 29 août 2014
<i>Chine – Terres rares</i>	Rapports du Groupe spécial <i>Chine – Mesures relatives à l'exportation de terres rares, de tungstène et de molybdène</i> , <a href="#">WT/DS431/R</a> et Add.1 / <a href="#">WT/DS432/R</a> et Add.1 / <a href="#">WT/DS433/R</a> et Add.1, adoptés le 29 août 2014, confirmés par les rapports de l'Organe d'appel WT/DS431/AB/R / WT/DS432/AB/R / WT/DS433/AB/R
<i>Corée – Boissons alcooliques</i>	Rapport du Groupe spécial <i>Corée – Taxes sur les boissons alcooliques</i> , <a href="#">WT/DS75/R</a> , <a href="#">WT/DS84/R</a> , adopté le 17 février 1999, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS75/AB/R, WT/DS84/AB/R
<i>Corée – Certains papiers</i>	Rapport du Groupe spécial <i>Corée – Droits antidumping sur les importations de certains papiers en provenance d'Indonésie</i> , <a href="#">WT/DS312/R</a> , adopté le 28 novembre 2005
<i>Corée – Diverses mesures affectant la viande de bœuf</i>	Rapport de l'Organe d'appel <i>Corée – Mesures affectant les importations de viande de bœuf fraîche, réfrigérée et congelée</i> , <a href="#">WT/DS161/AB/R</a> , <a href="#">WT/DS169/AB/R</a> , adopté le 10 janvier 2001
<i>Corée – Produits laitiers</i>	Rapport de l'Organe d'appel <i>Corée – Mesure de sauvegarde définitive appliquée aux importations de certains produits laitiers</i> , <a href="#">WT/DS98/AB/R</a> , adopté le 12 janvier 2000
<i>États-Unis – Acier au carbone</i>	Rapport de l'Organe d'appel <i>États-Unis – Droits compensateurs sur certains produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance d'Allemagne</i> , <a href="#">WT/DS213/AB/R</a> , adopté le 19 décembre 2002
<i>États-Unis – Acier laminé à chaud</i>	Rapport de l'Organe d'appel <i>États-Unis – Mesures antidumping appliquées à certains produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon</i> , <a href="#">WT/DS184/AB/R</a> , adopté le 23 août 2001
<i>États-Unis – Animaux</i>	Rapport du Groupe spécial <i>États-Unis – Mesures affectant l'importation d'animaux, de viandes et d'autres produits d'origine animale en provenance d'Argentine</i> , <a href="#">WT/DS447/R</a> et Add.1, adopté le 31 août 2015
<i>États-Unis – Chemises et blouses de laine</i>	Rapport de l'Organe d'appel <i>États-Unis – Mesure affectant les importations de chemises, chemisiers et blouses, de laine, tissés en provenance d'Inde</i> , <a href="#">WT/DS33/AB/R</a> , adopté le 23 mai 1997, et Corr.1
<i>États-Unis – Cigarettes aux clous de girofle</i>	Rapport du Groupe spécial <i>États-Unis – Mesures affectant la production et la vente de cigarettes aux clous de girofle</i> , <a href="#">WT/DS406/R</a> , adopté le 24 avril 2012, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS406/AB/R
<i>États-Unis – Coton upland</i>	Rapport de l'Organe d'appel <i>États-Unis – Subventions concernant le coton upland</i> , <a href="#">WT/DS267/AB/R</a> , adopté le 21 mars 2005
<i>États-Unis – Crevettes</i>	Rapport de l'Organe d'appel <i>États-Unis – Prohibition à l'importation de certaines crevettes et de certains produits à base de crevettes</i> , <a href="#">WT/DS58/AB/R</a> , adopté le 6 novembre 1998
<i>États-Unis – Crevettes II (Viet Nam)</i>	Rapport du Groupe spécial <i>États-Unis – Mesures antidumping visant certaines crevettes en provenance du Viet Nam</i> , <a href="#">WT/DS429/R</a> et Add.1, adopté le 22 avril 2015, confirmé par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS429/AB/R
<i>États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)</i>	Rapport du Groupe spécial <i>États-Unis – Droits antidumping et droits compensateurs définitifs visant certains produits en provenance de Chine</i> , <a href="#">WT/DS379/R</a> , adopté le 25 mars 2011, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS379/AB/R



Titre abrégé	Titre complet de l'affaire et référence
États-Unis – EPO	Rapports du Groupe spécial <i>États-Unis – Certaines prescriptions en matière d'étiquetage indiquant le pays d'origine (EPO)</i> , <a href="#">WT/DS384/R</a> / <a href="#">WT/DS386/R</a> , adoptés le 23 juillet 2012, modifiés par les rapports de l'Organe d'appel <a href="#">WT/DS384/AB/R</a> / <a href="#">WT/DS386/AB/R</a>
États-Unis – Essence	Rapport de l'Organe d'appel <i>États-Unis – Normes concernant l'essence nouvelle et ancienne formules</i> , <a href="#">WT/DS2/AB/R</a> , adopté le 20 mai 1996
États-Unis – Fils de coton	Rapport de l'Organe d'appel <i>États-Unis – Mesure de sauvegarde transitoire appliquée aux fils de coton peignés en provenance du Pakistan</i> , <a href="#">WT/DS192/AB/R</a> , adopté le 5 novembre 2001
États-Unis – Jeux	Rapport de l'Organe d'appel <i>États-Unis – Mesures visant la fourniture transfrontières de services de jeux et paris</i> , <a href="#">WT/DS285/AB/R</a> , adopté le 20 avril 2005, et Corr.1
États-Unis – Loi de 1916 (Japon)	Rapport du Groupe spécial <i>États-Unis – Loi antidumping de 1916, plainte du Japon</i> , <a href="#">WT/DS162/R</a> et Add.1, adopté le 26 septembre 2000, confirmé par le rapport de l'Organe d'appel <a href="#">WT/DS136/AB/R</a> , <a href="#">WT/DS162/AB/R</a>
États-Unis – Maintien de la suspension	Rapport de l'Organe d'appel <i>États-Unis – Maintien de la suspension d'obligations dans le différend CE – Hormones</i> , <a href="#">WT/DS320/AB/R</a> , adopté le 14 novembre 2008
États-Unis – Maintien de la suspension	Rapport du Groupe spécial <i>États-Unis – Maintien de la suspension d'obligations dans le différend CE – Hormones</i> , <a href="#">WT/DS320/R</a> et Add.1 à Add.7, adopté le 14 novembre 2008, modifié par le rapport de l'Organe d'appel <a href="#">WT/DS320/AB/R</a>
États-Unis – Mesures compensatoires et mesures antidumping (Chine)	Rapport de l'Organe d'appel <i>États-Unis – Mesures compensatoires et mesures antidumping visant certains produits en provenance de Chine</i> , <a href="#">WT/DS449/AB/R</a> et Corr.1, adopté le 22 juillet 2014
États-Unis – Réduction à zéro (CE)	Rapport de l'Organe d'appel <i>États-Unis – Lois, réglementations et méthode de calcul des marges de dumping ("réduction à zéro")</i> , <a href="#">WT/DS294/AB/R</a> , adopté le 9 mai 2006, et Corr.1
États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion	Rapport de l'Organe d'appel <i>États-Unis – Réexamen à l'extinction des droits antidumping appliqués aux produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance du Japon</i> , <a href="#">WT/DS244/AB/R</a> , adopté le 9 janvier 2004
États-Unis – Volaille (Chine)	Rapport du Groupe spécial <i>États-Unis – Certaines mesures visant les importations de volaille en provenance de Chine</i> , <a href="#">WT/DS392/R</a> , adopté le 25 octobre 2010
Guatemala – Ciment I	Rapport de l'Organe d'appel <i>Guatemala – Enquête antidumping concernant le ciment Portland en provenance du Mexique</i> , <a href="#">WT/DS60/AB/R</a> , adopté le 25 novembre 1998
Inde – Automobiles	Rapport du Groupe spécial <i>Inde – Mesures concernant le secteur automobile</i> , <a href="#">WT/DS146/R</a> , <a href="#">WT/DS175/R</a> et Corr.1, adopté le 5 avril 2002
Inde – Brevets (États-Unis)	Rapport de l'Organe d'appel <i>Inde – Protection conférée par un brevet pour les produits pharmaceutiques et les produits chimiques pour l'agriculture</i> , <a href="#">WT/DS50/AB/R</a> , adopté le 16 janvier 1998
Inde – Produits agricoles	Rapport de l'Organe d'appel <i>Inde – Mesures concernant l'importation de certains produits agricoles</i> , <a href="#">WT/DS430/AB/R</a> , adopté le 19 juin 2015
Inde – Produits agricoles	Rapport du Groupe spécial <i>Inde – Mesures concernant l'importation de certains produits agricoles</i> , <a href="#">WT/DS430/R</a> et Add.1, adopté le 19 juin 2015, modifié par le rapport de l'Organe d'appel <a href="#">WT/DS430/AB/R</a>
Inde – Restrictions quantitatives	Rapport de l'Organe d'appel <i>Inde – Restrictions quantitatives à l'importation de produits agricoles, textiles et industriels</i> , <a href="#">WT/DS90/AB/R</a> , adopté le 22 septembre 1999
Japon – Boissons alcooliques II	Rapport de l'Organe d'appel <i>Japon – Taxes sur les boissons alcooliques</i> , <a href="#">WT/DS8/AB/R</a> , <a href="#">WT/DS10/AB/R</a> , <a href="#">WT/DS11/AB/R</a> , adopté le 1 <sup>er</sup> novembre 1996
Japon – Pellicules	Rapport du Groupe spécial <i>Japon – Mesures affectant les pellicules et papiers photographiques destinés aux consommateurs</i> , <a href="#">WT/DS44/R</a> , adopté le 22 avril 1998
Japon – Pommes	Rapport de l'Organe d'appel <i>Japon – Mesures visant l'importation de pommes</i> , <a href="#">WT/DS245/AB/R</a> , adopté le 10 décembre 2003
Japon – Pommes	Rapport du Groupe spécial <i>Japon – Mesures visant l'importation de pommes</i> , <a href="#">WT/DS245/R</a> , adopté le 10 décembre 2003, confirmé par le rapport de l'Organe d'appel <a href="#">WT/DS245/AB/R</a>

Titre abrégé	Titre complet de l'affaire et référence
<i>Japon – Produits agricoles II</i>	Rapport de l'Organe d'appel <i>Japon – Mesures visant les produits agricoles</i> , <a href="#">WT/DS76/AB/R</a> , adopté le 19 mars 1999
<i>Mexique – Sirop de maïs (article 21:5 – États-Unis)</i>	Rapport de l'Organe d'appel <i>Mexique – Enquête antidumping concernant le sirop de maïs à haute teneur en fructose (SHTF) en provenance des États-Unis – Recours des États-Unis à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends</i> , <a href="#">WT/DS132/AB/RW</a> , adopté le 21 novembre 2001
<i>Philippines – Spiritueux distillés</i>	Rapports de l'Organe d'appel <i>Philippines – Taxes sur les spiritueux distillés</i> , <a href="#">WT/DS396/AB/R</a> / <a href="#">WT/DS403/AB/R</a> , adoptés le 20 janvier 2012
<i>République dominicaine – Importation et vente de cigarettes</i>	Rapport de l'Organe d'appel <i>République dominicaine – Mesures affectant l'importation et la vente de cigarettes sur le marché intérieur</i> , <a href="#">WT/DS302/AB/R</a> , adopté le 19 mai 2005
<i>République dominicaine – Mesures de sauvegarde</i>	Rapport du Groupe spécial <i>République dominicaine – Mesures de sauvegarde visant les importations de sacs en polypropylène et de tissu tubulaire</i> , <a href="#">WT/DS415/R</a> , <a href="#">WT/DS416/R</a> , <a href="#">WT/DS417/R</a> , <a href="#">WT/DS418/R</a> et Add.1, adopté le 22 février 2012
<i>Thaïlande – Cigarettes (Philippines)</i>	Rapport de l'Organe d'appel <i>Thaïlande – Mesures douanières et fiscales visant les cigarettes en provenance des Philippines</i> , <a href="#">WT/DS371/AB/R</a> , adopté le 15 juillet 2011
<i>Thaïlande – Poutres en H</i>	Rapport du Groupe spécial <i>Thaïlande – Droits antidumping sur les profilés en fer ou en aciers non alliés et les poutres en H en provenance de Pologne</i> , <a href="#">WT/DS122/R</a> et Corr.1, adopté le 5 avril 2001, modifié par le rapport de l'Organe d'appel <a href="#">WT/DS122/AB/R</a>
<i>Turquie – Textiles</i>	Rapport de l'Organe d'appel <i>Turquie – Restrictions à l'importation de produits textiles et de vêtements</i> , <a href="#">WT/DS34/AB/R</a> , adopté le 19 novembre 1999

**PIÈCES CITÉES DANS LE PRÉSENT RAPPORT\***

N°	Titre complet	Titre abrégé (pour les pièces souvent citées, le cas échéant)
EU-1	Code terrestre de l'OIE, 23 <sup>ème</sup> édition, note d'introduction	Code terrestre
EU-2	Guide de l'utilisateur, Code terrestre de l'OIE	Guide de l'utilisateur du Code terrestre de l'OIE
EU-3	Chapitre 15.1., Peste porcine africaine, Code terrestre de l'OIE	
EU-5	Chapitre 2.8.1., Peste porcine africaine, Manuel terrestre de l'OIE	
EU-6	G/SPS/N/RUS/46 (Ukraine)	G/SPS/N/RUS/46
EU-7	G/SPS/N/RUS/48 (Lituanie)	G/SPS/N/RUS/48
EU-8	G/SPS/N/RUS/48/Add.1 (Lituanie)	G/SPS/N/RUS/48/Add.1
EU-9	G/SPS/N/RUS/49 (Pologne)	G/SPS/N/RUS/49
EU-10	G/SPS/N/RUS/48/Add.2 (Lituanie)	G/SPS/N/RUS/48/Add.2
EU-11	G/SPS/N/RUS/49/Add.1 (Pologne)	G/SPS/N/RUS/49/Add.1
EU-12	G/SPS/N/RUS/64 (Lettonie)	G/SPS/N/RUS/64
EU-13	G/SPS/N/RUS/76 (Estonie)	G/SPS/N/RUS/76
EU-14.a.	a. (russe) Lettre de la Russie à l'UE du 29 janvier 2014, FS-SA-8/1277	Lettre de la Russie à l'Union européenne du 29 janvier 2014, FS-SA-8/1277
EU-14.b.	b. (anglais) traduction	
EU-15.a.	a. (russe) Lettre du 14 février 2014 adressée par la Russie à l'UE, HΦ-12-26/1650	Lettre du 14 février 2014 adressée par la Russie à l'Union européenne, FS-HΦ-12-26/1650
EU-15.b.	b. (anglais) traduction	
EU-16.a.	a. (russe) Annonce du FSVPS du 6 février 2014 ( <a href="http://fsvps.ru/fsvps/news/8935.html">http://fsvps.ru/fsvps/news/8935.html</a> )	Annonce du FSVPS russe du 6 février 2014
EU-16.b.	b. (anglais) traduction	
EU-17.a.	a. (russe) Liste des lots réexpédiés, annexe 2 de la lettre de la Russie adressée à l'UE le 6 août 2014, FS-EN-7/14507 (les renseignements non pertinents ou confidentiels ont été caviardés)	Liste des lots réexpédiés
EU-17.b.	b. (anglais) traduction	
EU-18.a.	a. (russe) Instructions relatives aux mesures de prévention et d'éradication de la peste porcine africaine, approuvées par la Direction générale de la médecine vétérinaire du Ministère de l'agriculture de l'URSS du 21 novembre 1980	Mesures russes de prévention et d'éradication de la PPA du 21 novembre 1980
EU-18.b.	b. (anglais) traduction	
EU-21	Peste porcine africaine de 2007 à 2014, compilation de cartes de l'OIE par la Commission européenne	
EU-23	African Swine Fever spread in the Russian Federation and the risk for the region, FAO, December 2009	
EU-24	Scientific Opinion on African Swine Fever, EFSA Panel on Animal Health and Welfare (AHAW), <i>EFSA Journal</i> 2010 8(3)1556	Avis scientifique de l'EFSA sur la PPA, <i>EFSA Journal</i> 2010 8(3)1556
EU-25	Scientific Report of EFSA, Evaluation of possible mitigation measures to prevent introduction and spread of African swine fever virus through wild boar, <i>EFSA Journal</i> 2014 12(3)3616	Rapport scientifique de l'EFSA sur la PPA, <i>EFSA Journal</i> 2014 12(3)3616
EU-26	Scientific Opinion on African Swine Fever, EFSA Panel on Animal Health and Welfare (AHAW), <i>EFSA Journal</i> 2014 12(4):3628	Avis scientifique de l'EFSA sur la peste porcine africaine, <i>EFSA Journal</i> 2014 12(4):3628
EU-27	<i>ASF diagnosis and molecular characterization Lithuania</i> , EURL-ASF, CISA-INIA, 1317, 28/10/2014	Diagnostic et caractérisation moléculaire concernant la PPA, Lituanie, EURL-ASF, CISA-INIA, 1317, 28/10/2014
EU-28	<i>ASF diagnosis and molecular characterization Poland</i> , EURL-ASF, CISA-INIA, 1145, 30/09/2014	Diagnostic et caractérisation moléculaire concernant la PPA, Pologne, EURL-ASF, CISA-INIA, 1145, 30/09/2014

\* Les pièces mentionnées dans les appendices 1 et 2 plus loin ne sont pas incluses dans le présent tableau.

N°	Titre complet	Titre abrégé (pour les pièces souvent citées, le cas échéant)
EU-29	<i>ASF diagnosis and molecular characterization Latvia</i> , EURL-ASF, CISA-INIA, 1232, 17/10/2014	Diagnostic et caractérisation moléculaire concernant la PPA, Lettonie, EURL-ASF, CISA-INIA, 1232, 17/10/2014
EU-30	<i>ASF diagnosis and molecular characterization Estonia</i> , EURL-ASF, CISA-INIA, 1375, 7/11/2014	Diagnostic et caractérisation moléculaire concernant la PPA, Estonie, EURL-ASF, CISA-INIA, 1375, 7/11/2014
EU-31	Directive 2002/60/CE du Conseil du 27 juin 2002 établissant des dispositions spécifiques pour la lutte contre la peste porcine africaine et modifiant la Directive 92/119/CEE, en ce qui concerne la maladie de Teschen et la peste porcine africaine, J.O. L 192, page 27	Directive 2002/60/CE du Conseil du 27 juin 2002
EU-32	Décision 2003/422/CE de la Commission du 26 mai 2003 portant approbation du manuel de diagnostic de la peste porcine africaine, J.O. L 143, page 35	
EU-33	Décision d'exécution 2014/43/UE de la Commission du 27 janvier 2014 concernant certaines mesures provisoires de protection contre la peste porcine africaine en Lituanie, J.O. L 26, page 44	
EU-34	Décision d'exécution 2014/93/UE de la Commission du 14 février 2014 concernant certaines mesures de protection contre la peste porcine africaine en Lituanie, J.O. L 46, page 20	
EU-35	Décision d'exécution 2014/100/UE de la Commission du 18 février 2014 concernant certaines mesures provisoires de protection contre la peste porcine africaine en Pologne, J.O. L 50, page 35	
EU-36	Décision d'exécution 2014/134/UE de la Commission du 12 mars 2014 concernant certaines mesures de protection contre la peste porcine africaine en Pologne, J.O. L 74, page 63	
EU-37	Décision d'exécution 2014/178/UE de la Commission du 27 mars 2014 concernant des mesures zoosanitaires de lutte contre la peste porcine africaine dans certains États membres, J.O. L 95, page 47	Décision d'exécution 2014/178/UE de la Commission du 27 mars 2014
EU-38	Décision d'exécution 2014/417/UE de la Commission du 27 juin 2014 concernant certaines mesures provisoires de protection contre la peste porcine africaine en Lettonie, J.O. L 192, page 66	
EU-39	Décision d'exécution 2014/448/UE de la Commission du 8 juillet 2014 modifiant la Décision d'exécution 2014/178/UE de la Commission concernant la peste porcine africaine en Lettonie, J.O. L 201, page 31	Décision d'exécution 2014/448/UE de la Commission du 8 juillet 2014
EU-40	Décision d'exécution 2014/502/UE de la Commission du 24 juillet 2014 concernant certaines mesures provisoires de protection contre la peste porcine africaine en Lituanie, J.O. L 222, page 20	Décision d'exécution 2014/502/UE de la Commission du 24 juillet 2014
EU-41	Décision d'exécution 2014/513/UE de la Commission du 31 juillet 2014 modifiant l'annexe de la Décision d'exécution 2014/178/UE en ce qui concerne les zones de Lituanie, de Lettonie et d'Estonie soumises à des restrictions au titre de la peste porcine africaine, J.O. L 231, page 7	
EU-42	Décision d'exécution 2014/530/UE de la Commission du 13 août 2014 concernant certaines mesures provisoires de protection contre la peste porcine africaine en Lettonie, J.O. L 242, page 31	
EU-43	Décision d'exécution 2014/637/UE de la Commission du 28 août 2014 modifiant l'annexe de la Décision d'exécution 2014/178/UE en ce qui concerne les zones soumises à des restrictions en raison de la peste porcine africaine dans certains États membres, J.O. L 259, page 23	

N°	Titre complet	Titre abrégé (pour les pièces souvent citées, le cas échéant)
EU-44	Décision d'exécution 2014/709/UE de la Commission du 9 octobre 2014 concernant des mesures zoosanitaires de lutte contre la peste porcine africaine dans certains États membres et abrogeant la Décision d'exécution 2014/178/UE, J.O. L 295, page 63	
EU-50	Décision d'exécution 2014/442/UE de la Commission du 7 juillet 2014 portant approbation des plans d'éradication de la peste porcine africaine chez les porcs sauvages dans certaines zones de Lituanie et de Pologne, J.O. L 200, page 21	
EU-51	Directives pour favoriser la mise en œuvre dans la pratique de l'article 6 de l'Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires	Directives du Comité SPS concernant la mise en œuvre de l'article 6
EU-52	Certificat vétérinaire pour les porcelets à l'engrais exportés de l'UE vers la Fédération de Russie, 11/08/2006	Certificat vétérinaire pour les porcelets à l'engrais, 11/08/2006
EU-53	Certificat vétérinaire pour les porcins destinés à la reproduction exportés de l'UE vers la Fédération de Russie, 11/08/2006	Certificat vétérinaire pour les porcins destinés à la reproduction, 11/08/2006
EU-54	Certificat vétérinaire pour la viande de porc et les préparations à base de viande de porc crue exportées de l'UE vers la Fédération de Russie, 11/08/2006	Certificat vétérinaire pour la viande de porc et les préparations à base de viande de porc crue, 11/08/2006
EU-55	Certificat vétérinaire pour les porcins destinés à l'abattage exportés de l'UE vers la Fédération de Russie, 16/12/2009	Certificat vétérinaire pour les porcins destinés à l'abattage, 16/12/2009
EU-56	Certificat vétérinaire pour les produits alimentaires finis, contenant des matières premières d'origine animale exportés de l'UE vers la Fédération de Russie, 24/05/2011	Certificat vétérinaire pour les produits alimentaires finis, contenant des matières premières d'origine animale, 24/05/2011
EU-57	Certificat vétérinaire pour la viande en conserve, les salamis et autres produits carnés prêts à consommer exportés de l'UE vers la Fédération de Russie, 24/05/2011	Certificat vétérinaire pour la viande en conserve, les salamis et autres produits carnés prêts à consommer, 24/05/2011
EU-61	<i>Memorandum between the European Community represented by DG Health and Consumer Protection and the Presidency and the Russian Federation represented by the Federal Service for Veterinary and Phytosanitary Surveillance concerning principles of zoning and compartmentalization in the veterinary field</i> , 4 avril 2006	Mémorandum du 4 avril 2006 entre l'Union européenne et la Russie sur les principes de zonage et de compartimentation en matière vétérinaire
EU-62	Lettre de l'UE à la Russie du 29 janvier 2014 et son annexe (pages 1 à 5), ARES(2014)209377, SANCO G7/RF/mh(2014)219959	Lettre de l'Union européenne à la Russie du 29 janvier 2014, ARES(2014)209377, SANCO G7/RF/mh(2014)219959
EU-63	Tableau Excel sur la Pologne, annexe à la lettre du 29 janvier 2014 (pages 6 à 8)	
EU-64	Lettre de l'UE à la Russie du 31 janvier 2014, ARES(2014)226547, SANCO G7/JP/mh(2014)241111, y compris 1) l'annexe du certificat vétérinaire pour la viande de porc et les préparations à base de viande de porc crue, exportées de l'UE vers la Fédération de Russie, 2) l'annexe du certificat vétérinaire pour les porcelets à l'engrais exportés de l'UE vers la Fédération de Russie, 3) l'annexe du certificat vétérinaire pour les porcins destinés à la reproduction exportés de l'UE vers la Fédération de Russie et 4) l'annexe du certificat vétérinaire pour les porcins destinés à l'abattage exportés de l'UE vers la Fédération de Russie	Lettre de l'Union européenne à la Russie du 31 janvier 2014, ARES(2014)226547, SANCO G7/JP/mh(2014)241111
EU-65	Lettre de l'UE à la Russie du 7 février 2014 et ses annexes I à IV, ARES(2014)304571, SANCO/G7/DP/tb(2014)328578	Lettre de l'Union européenne à la Russie du 7 février 2014, ARES(2014)304571, SANCO/G7/DP/tb(2014)328578
EU-66	<i>African swine fever in Lithuania</i> , exposé du Service national de l'alimentation et des questions vétérinaires de la Lituanie, 6-7 février 2014	
EU-67	<i>Protective measures introduced in Poland against the African swine fever threat</i> , Inspection générale de la Pologne, 6-7 février 2014	

N°	Titre complet	Titre abrégé (pour les pièces souvent citées, le cas échéant)
EU-68	<i>Protective measures against African swine fever in Latvia</i> , 6 février 2014	
EU-69	Renseignements sur la mise en œuvre de mesures de protection contre la peste porcine africaine en Estonie, 7 février 2014	
EU-70.a.	a. (lituanien) Arrêté n° B1-48 du 24 janvier 2014 concernant l'Arrêté n° B1-31 du 20 janvier 2014 du Directeur du Service national de l'alimentation et des questions vétérinaires au sujet des mesures visant à prévenir la dissémination de la peste porcine africaine	
EU-70.b.	b. (anglais) traduction	
EU-71.a.	a. (lituanien) Arrêté n° B1-49 du 24 janvier 2014 sur les mesures visant à lutter contre la peste porcine africaine	
EU-71.b.	b. (anglais) traduction	
EU-72.a.	a. (lituanien) Arrêté n° B1-60 du 30 janvier 2014 sur l'abattage des porcs dans le cadre des mesures visant à prévenir la dissémination de la peste porcine africaine	
EU-72.b.	b. (anglais) traduction	
EU-74.a.	a. (lituanien) Plan d'urgence de la Lituanie pour la peste porcine classique (PPC) et la peste porcine africaine (PPA), 30 décembre 2011	
EU-74.b.	b. (anglais) traduction	
EU-75.a.	a. (polonais) Plan d'urgence vétérinaire de la Pologne pour la peste porcine africaine, janvier 2014	
EU-75.b.	b. (anglais) traduction	
EU-76.a.	a. (letton) Plan de la République de Lettonie visant à lutter contre les maladies animales infectieuses très dangereuses, 28 février 2013	
EU-76.b.	b. (anglais) traduction	
EU-77.a.	a. (estonien) Code de conduite pour la lutte contre la peste porcine africaine en Estonie, 11 avril 2013	
EU-77.b.	b. (anglais) traduction	
EU-79	Rapport final d'un audit effectué en Lituanie du 27 février au 2 mars 2012 afin d'évaluer les mesures prises à l'occasion de l'apparition récente de foyers de peste porcine classique et les plans d'intervention contre les épizooties, SANCO 2012-6386	
EU-80	Rapport final d'un audit effectué en Lettonie du 4 au 8 mars 2013 afin d'évaluer la mise en œuvre des plans d'urgence en matière de santé animale et des dispositions relatives à la protection des animaux en cas de dépeuplement dans le but de lutter contre une maladie, SANCO 2013-6777	
EU-81	Rapport final d'un audit spécifique effectué en Lettonie du 15 au 19 juin 2009 afin d'évaluer les plans d'intervention en cas d'épizootie et le programme d'éradication de la rage dans le contexte d'un audit général, SANCO 2009-8259	
EU-82	Rapport final d'un audit effectué en Estonie du 15 au 19 avril 2013 afin d'évaluer la mise en œuvre des plans d'urgence en matière de santé animale et des dispositions relatives à la protection des animaux en cas de dépeuplement dans le but de lutter contre une maladie, SANCO 2013-6781	
EU-83	Rapport final d'un audit spécifique effectué en Pologne du 7 au 16 avril 2008 afin d'évaluer les plans d'intervention contre les épizooties (en particulier la fièvre aphteuse et la peste porcine classique) et les activités de surveillance de la fièvre catarrhale ovine, SANCO 2008-7789	
EU-84.a.	a. (russe) Lettre de la Russie à l'UE du 5 février 2014, FS-SD 8/1640	Lettre de la Russie à l'Union européenne du 5 février 2014, FS-SD 8/1640
EU-84.b.	b. (anglais) traduction	



N°	Titre complet	Titre abrégé (pour les pièces souvent citées, le cas échéant)
EU-85	Lettre de l'UE à la Russie du 14 février 2014, ARES(2014)398065, SANCO/G7/PD(2014)428299	
EU-86	Lettre de l'UE à la Russie du 6 mars 2014, ARES(2014)601346, SANCO/G7/PD/mh/(2014)630598	Lettre de l'Union européenne à la Russie du 6 mars 2014, ARES(2014)601346, SANCO/G7/PD/mh/(2014)630598
EU-87	Lettre de l'UE à la Russie du 6 mars 2014, ARES(2014)605187, SANCO G7/PD/mh (2014)640752	
EU-88	<i>Working Document on EU preventive measures for ASF</i> , joint à la lettre ARES(2014)605187	Document de travail de l'UE sur la PPA, ARES(2014)605187
EU-89	<i>Protocol of the technical meeting-consultation between the EU and the FGBI ARRIA, FGBI VGNKI experts as well as Rosselkhoznadzor representatives which was held at the FGBI Federal Center for Animal Health, Vladimir, 7 March 2014</i>	Procès-verbal de la réunion technique entre l'Union européenne et la Russie du 7 mars 2014
EU-90.a.	a. (russe) Lettre adressée par la Russie à l'UE du 12 mars 2014, FS-SD-4/3620	Lettre de la Russie à l'Union européenne du 12 mars 2014, FS-SD-4/3620
EU-90.b.	b. (anglais) traduction	
EU-91	Lettre de l'UE à la Russie du 13 mars 2014, incluant un tableau avec les réponses de l'UE concernant les sujets mentionnés dans la lettre FS-SD-4/3620 de la Russie, ARES(2014)709435, SANCO/G7/PD/mh(2014)745829	Lettre de l'Union européenne à la Russie du 13 mars 2014, ARES(2014)709435, SANCO/G7/PD/mh(2014)745829
EU-92	Lettre de l'UE à la Russie du 21 mai 2014, y compris ses 6 annexes contenant les réponses à des questions spécifiques, ARES(2014)1658269, SANCO/G6/AB(2014)1782253	Lettre de l'Union européenne à la Russie du 21 mai 2014, ARES(2014)1658269, SANCO/G6/AB(2014)1782253
EU-93.a.	a. (russe) Lettre de la Russie à l'UE datée du 16 mai 2014 (reçue le 4 juin 2014), FS-EN-8/7999	Lettre de la Russie à l'Union européenne du 16 mai 2014, FS-EN-8/7999
EU-93.b.	b. (anglais) traduction	
EU-94	Lettre de l'UE à la Russie du 13 juin 2014, ARES(2014)1941949, SANCO/G7/PD/mh(2014)2038505	Lettre de l'Union européenne à la Russie du 13 juin 2014, ARES(2014)1941949, SANCO/G7/PD/mh(2014)2038505
EU-95	<i>African swine fever in Lithuania</i> , Service national de l'alimentation et des questions vétérinaires, Lituanie, 21 août 2014	
EU-96	<i>African swine fever in Poland, Update on epidemiological situation and implemented actions</i> , Bruxelles, 3-4 novembre 2014	
EU-97	<i>African swine fever in Latvia</i> , réunion du Comité permanent des végétaux, des animaux, des denrées alimentaires et des aliments pour animaux, Bruxelles, 3-4 novembre 2014	
EU-98	<i>African swine fever in Estonia</i> , Comité permanent des végétaux, des animaux, des denrées alimentaires et des aliments pour animaux, Bruxelles, 3-4 novembre 2014	
EU-100	Lettre du 27 janvier 2014 levant les restrictions liées à la PPA pour l'oblast de Moguilev, Bélarus, FR-EN-8/1093	
EU-101	Plan d'éradication de la peste porcine africaine chez les porcins sauvages dans certaines zones de la Lituanie (communiqué à la Russie le 24 mars 2015)	
EU-102	Plan d'éradication de la peste porcine africaine chez les porcins sauvages dans certaines zones de la Pologne (communiqué à la Russie le 24 mars 2015)	
EU-103	Décision d'exécution (UE) 2015/570 de la Commission du 7 avril 2015 portant approbation des plans d'éradication de la peste porcine africaine chez les porcs sauvages dans certaines zones d'Estonie et de Lettonie, J.O. L93, page 80	
EU-104	Eurostat, statistiques commerciales sur les exportations de viande issue de porcins, fraîche, réfrigérée ou congelée en provenance de Pologne et à destination des États-Unis et du Canada	

N°	Titre complet	Titre abrégé (pour les pièces souvent citées, le cas échéant)
EU-107	Décision d'exécution 2014/236/UE de la Commission du 24 avril 2014 concernant une contribution financière de l'Union aux mesures de surveillance et autres mesures d'urgence appliquées en Estonie, en Lettonie, en Lituanie et en Pologne contre la peste porcine africaine, J.O. L 125, page 86	
EU-108	<i>Standing Group of Experts on African swine fever in the Baltic and Eastern Europe region under the GF-TADs umbrella, First meeting (SGE1), Minsk, Belarus, December 1- 2 2014</i>	
EU-109	Équipe vétérinaire communautaire d'urgence, Vilnius, 8-10 octobre 2014	
EU-114	Service national de l'alimentation et des questions vétérinaires, Lituanie, Mesures de protection contre la PPA en Lituanie, Bruxelles, 07.10.2013	
EU-115	Sistemas de Circulación Ecológica (SICIREC), définitions, corridors	
EU-116	<i>Eradication plan for African swine fever in wild boar in Latvia</i>	
EU-117	<i>Plan for the eradication of African swine fever from feral pig population in Estonia</i>	
EU-118	Compte rendu détaillé des foyers chez les porcins domestiques et notification des cas détectés chez les sangliers dans l'UE, tels qu'ils ont été notifiés à l'OIE	Cas de PPA dans l'Union européenne notifiés à l'OIE
EU-119	Cartes chronologiques des cas et des foyers détectés	
EU-120	Carte montrant les trois ensembles de foyers à l'extérieur des zones considérées comme infectées	
EU-121	Statistiques non exhaustives des exportations en provenance des zones non affectées de la Pologne à destination d'autres pays	
EU-125	<i>Better Training For Safer Food, contingency planning</i>	
EU-126	Audit du système de plans d'urgence de la Lituanie	
EU-129	Lettre du 4 novembre 2014, ARES(2014)3660850	
EU-130	Rosell, C., Navàs, F. & Romero, S., 2012. <i>Reproduction of wild boar in a cropland and coastal wetland area: implications for management. Animal Biodiversity and Conservation</i> , 35.2: 209–217	
EU-132	Communication du 24 janvier 2014: La peste porcine africaine (PPA) détectée chez deux sangliers en Lituanie, dans les régions de Salcininkai et de Varena, à la frontière avec le Bélarus	
EU-133	Communication du 27 janvier 2014: Peste porcine africaine (PPA) en Lituanie. Mesures provisoires de protection	
EU-134	Communication du 30 janvier 2014: Peste porcine africaine (PPA) en Lituanie. Mesures provisoires de protection (adoption de la Décision d'exécution)	
EU-135	Communication du 6 février 2014: Peste porcine africaine (PPA) en Lituanie. Décision d'exécution de la Commission concernant certaines mesures de protection contre la peste porcine africaine en Lituanie (approbation par le Comité de la Décision d'exécution)	
EU-136	Communication du 17 février 2014: Présence de peste porcine africaine (PPA) confirmée en Pologne chez un sanglier trouvé à 900 mètres de la frontière avec le Bélarus	
EU-137	Communication du 18 février 2014: Peste porcine africaine (PPA) en Lituanie (adoption de la Décision d'exécution)	
EU-138	Communication du 18 février 2014: Peste porcine africaine (PPA) en Pologne – Renseignements sur la zone infectée	
EU-139	Communication du 18 février 2014: Peste porcine africaine (PPA) en Pologne. Mesures provisoires de protection	



N°	Titre complet	Titre abrégé (pour les pièces souvent citées, le cas échéant)
EU-140	Communication du 18 février 2014: Peste porcine africaine (PPA) en Pologne. Adoption de mesures provisoires de protection	
EU-141	Communication du 20 février 2014: Peste porcine africaine (PPA) en Pologne (adoption de la Décision d'exécution)	
EU-142	Communication du 26 février 2014: Peste porcine africaine (PPA) en Pologne. Mesures mises en place dans la zone infectée	
EU-143	Communication du 5 mars 2014: Peste porcine africaine (PPA) en Lituanie et en Pologne – Exposés sur la situation	
EU-144	Communication du 5 mars 2014: Peste porcine africaine (PPA) en Pologne (approbation par le Comité de la Décision d'exécution)	
EU-145	Communication du 17 mars 2014: Peste porcine africaine (PPA) en Pologne (publication de la Décision d'exécution)	
EU-146	Communication du 27 mars 2014: Adoption de mesures de lutte contre la peste porcine africaine dans certains États membres	
EU-147	Communication du 26 juin 2014: Détection de la peste porcine africaine (PPA) en Lettonie	
EU-148	Communication du 27 juin 2014: Peste porcine africaine (PPA) en Lettonie – Adoption de mesures provisoires de protection	
EU-149	Règlement (UE) n° 142/2011 de la Commission du 25 février 2011 portant application du Règlement (CE) n° 1069/2009 du Parlement européen et du Conseil établissant des règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux et produits dérivés non destinés à la consommation humaine et portant application de la Directive 97/78/CE du Conseil en ce qui concerne certains échantillons et articles exemptés des contrôles vétérinaires effectués aux frontières en vertu de cette directive, J.O. L 54, page 1	
EU-150	Règlement (CE) n° 1069/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux et produits dérivés non destinés à la consommation humaine et abrogeant le Règlement (CE) n° 1774/2002 (règlement relatif aux sous-produits animaux), J.O. L 300, page 1	
EU-151	Cartes au sujet des porcins domestiques dans l'UE	
EU-152	Rapport de suivi n° 6, référence de l'OIE: 15045, date du rapport: 31/03/2014, pays: Pologne	
EU-153	Rapport de suivi n° 34, référence de l'OIE: 17579, date du rapport: 22/04/2015, pays: Lettonie	
EU-154	Rapport de suivi n° 41, référence de l'OIE: 17590, date du rapport: 24/04/2015, pays: Lituanie	
EU-155	Rapport de suivi n° 43, référence de l'OIE: 17604, date du rapport: 28/04/2015, pays: Estonie	
EU-156	Rapport de suivi n° 48, référence de l'OIE: 17628, date du rapport: 29/04/2015, pays: Pologne	
EU-157	Certificat vétérinaire pour l'exportation de viande de bœuf non désossée en provenance de l'UE et à destination de la Fédération de Russie en vigueur en 2011	
EU-158.a.	a. (russe) Instructions de la Russie, FS-EN-2/11554, du 5 septembre 2011	
EU-158.b.	b. (anglais) traduction	
EU-159	Certificat pour l'exportation de volailles vivantes et d'œufs à couvrir en provenance du Canada et à destination de la Fédération de Russie	
EU-160.a.	a. (russe) Instructions de la Russie, FS-EN-8/6139, du 15 avril 2015	
EU-160.b.	b. (anglais) traduction	

N°	Titre complet	Titre abrégé (pour les pièces souvent citées, le cas échéant)
EU-161.a.	a. (russe) Instructions du Rosselkhoznadzor, FS-SA-7/1275, du 29 janvier 2014	Instructions de la Russie du 29 janvier 2014, FS-SA-7/1275
EU-161.b.	b. (anglais) traduction	
EU-162.a.	a. (russe) Lettre du 5 février 2014, FS-EN-8/1642	Lettre de la Russie à l'Union européenne du 5 février 2014, FS-EN-8/1642
EU-162.b.	b. (anglais) traduction	
EU-165	Communiqué de presse, Service fédéral russe de surveillance vétérinaire et phytosanitaire, 2 août 2012 ( <a href="http://www.fsvps.ru/fsvps/news/5049.html">http://www.fsvps.ru/fsvps/news/5049.html</a> )	
EU-167.a.	a. (russe) Lettre de la Russie à l'UE du 18 février 2015	
EU-167.b.	b. (anglais) traduction	
EU-168.a.	a. (russe) Lettre du Service fédéral russe de surveillance vétérinaire et phytosanitaire, FS-EN-8/5081, du 2 avril 2014	Lettre de la Russie du 2 avril 2014 contenant des instructions, FS-EN-8/5081
EU-168.b.	b. (anglais) traduction	
EU-169.a.	a. (russe) Lettre du Service fédéral russe de surveillance vétérinaire et phytosanitaire, FS-NF-8/11315, du 27 juin 2014	Lettre de la Russie du 27 juin 2014 contenant des instructions, FS-NF-8/11315
EU-169.b.	b. (anglais) traduction	
EU-171.a.	a. (russe) Lettre de la Fédération de Russie à l'Union européenne du 6 août 2014, FS-EN-7/14507	Lettre de la Russie à l'Union européenne du 6 août 2014, FS-EN-7/14507
EU-171.b.	b. (anglais) traduction	
EU-172	Lettre du 27 janvier 2014 de la DG SANCO aux autorités de la Fédération de Russie, ARES(2014)188318	
EU-173	Lettre de la DG SANCO du 10 mars 2014 (SANCO/G7/PD/mh(2014)6591200)	
EU-175	Lettre de la DG SANCO du 20 février 2014 (SANCO/G7/PD/mh (2014) 450287)	
EU-177	Lettre de la DG SANCO du 26 septembre 2014, ARES(2014) 3176148	
EU-186	Communication du 7 juillet 2014: Peste porcine africaine (PPA) chez les sangliers en Pologne à l'intérieur de la zone réglementée mentionnée dans la partie II de l'annexe de la Décision 2014/178/UE	
EU-187	Communication du 22 juillet 2014: Peste porcine africaine en Lettonie	
EU-203	Situation épidémiologique au regard de la PPA en Estonie – mise à jour, Comité permanent des végétaux, des animaux, des denrées alimentaires et des aliments pour animaux, Bruxelles, 9-10 septembre 2015	
EU-206	Communication du 1 <sup>er</sup> juillet 2014: Peste porcine africaine (PPA) chez les porcins domestiques et les sangliers en Lettonie, Décision d'exécution 2014/417/UE de la Commission du 27 juin 2014	
EU-207	Communication du 8 juillet 2014: Adoption de la Décision d'exécution de la Commission modifiant la Décision 2014/178/UE concernant la peste porcine africaine en Lettonie	
EU-208	Communication du 8 juillet 2014: Peste porcine africaine (PPA) chez les sangliers en Pologne à l'intérieur de la zone réglementée mentionnée dans la partie II de l'annexe de la Décision 2014/178/UE	
EU-209	Communication du 9 juillet 2014: Mise à jour des renseignements épidémiologiques et carte montrant la régionalisation établie dans la Décision 2014/178/UE, telle qu'elle a été modifiée en dernier lieu, concernant la peste porcine africaine	
EU-210	Communication du 10 juillet 2014: Publication de la Décision modifiant la Décision d'exécution 2014/178/UE de la Commission sur la régionalisation concernant la peste porcine africaine	

N°	Titre complet	Titre abrégé (pour les pièces souvent citées, le cas échéant)
EU-211	Communication du 11 juillet 2014: Peste porcine africaine (PPA) chez les sangliers en Pologne à l'intérieur de la zone réglementée mentionnée dans la partie II de l'annexe de la Décision 2014/178/UE	
EU-212	Communication du 14 juillet 2014: Peste porcine africaine (PPA) en Lettonie à l'intérieur de la zone réglementée mentionnée dans la partie II de l'annexe de la Décision 2014/178/UE	
EU-214	Annexe annotée de la lettre du 7 février 2014, qui contient des références aux numéros des pièces de l'UE correspondant à chaque document	
EU-215	Statistiques sur les porcins dans l'UE	
EU-217	Synthèse des pages Web de l'OAV concernant des audits effectués en Finlande, au Portugal, aux Pays-Bas et en Estonie	
EU-218	Rapport final d'un audit effectué en Finlande, 3-7 septembre 2012	
EU-219	Observations de l'autorité compétente reçues le 17 janvier 2013 (Finlande)	
EU-220	Plan d'intervention reçu le 17 janvier 2013 (Finlande)	
EU-221	Annexe 2, résumé des prescriptions juridiques relatives aux plans d'urgence en cas d'épizootie (Finlande)	
EU-222	Rapport final d'un audit effectué au Portugal, 24-28 septembre 2012	
EU-223.a	a. (portugais) Observations de l'autorité compétente reçues le 16 janvier 2013 (Portugal)	
EU-223.b	b. (anglais) traduction	
EU-224	Plan d'intervention reçu le 16 janvier 2013 (Portugal)	
EU-225	Annexe 2, résumé des prescriptions juridiques relatives aux plans d'urgence en cas d'épizootie (Portugal)	
EU-226	Rapport final d'un audit effectué aux Pays-Bas, 28 janvier-6 février 2013	
EU-227	Annexe 2, résumé des prescriptions juridiques relatives aux plans d'urgence de lutte contre une épizootie (Pays-Bas)	
EU-228	Observations de l'autorité compétente reçues le 16 avril 2013 (Pays-Bas)	
EU-229	Réponse des autorités compétentes des Pays-Bas aux recommandations figurant dans le projet de rapport (DG SANCO 2013-6775), plan d'intervention reçu le 16 avril 2013	
EU-230	Corrigendum relatif à la version anglaise du rapport portant la cote DG(SANCO)/2013-6775 – audit de l'OAV effectué aux Pays-Bas du 28 janvier au 6 février 2013	
EU-231	Rapport final d'un audit effectué en Estonie, 15-19 avril 2013	
EU-232.a	a. (estonien) Observations de l'autorité compétente – Reçues le 16 août 2013 (Estonie)	
EU-232.b	b. (anglais) traduction	
EU-233.a	a. (estonien) Annexe, Réponse des autorités compétentes de l'Estonie aux recommandations figurant dans le rapport DG(SANCO)/2013-6781-MR sur un audit effectué du 15 au 19 avril 2013	
EU-233.b	b. (anglais) traduction	
EU-234	Annexe, Réponse des autorités compétentes de la Lituanie aux recommandations figurant dans le rapport DG(SANCO)/2012-6386-MR sur un audit effectué du 27 février au 2 mars 2012, plan d'intervention actualisé reçu le 9 octobre 2012	
EU-235	Réponse des autorités compétentes de la Lituanie aux recommandations figurant dans le rapport DG(SANCO)/2012-6386-MR sur un audit effectué du 27 février au 2 mars 2012, plan d'intervention reçu le 14 mai 2012	

N°	Titre complet	Titre abrégé (pour les pièces souvent citées, le cas échéant)
EU-236	Atelier sur les audits de l'OAV sur la planification des interventions, 25-26 septembre 2013	
EU-237	<i>Veterinary Control Programme on African swine fever Poland in 2014, 2013</i>	
EU-238	<i>Veterinary Control Programme on African swine fever early detection in Lithuania and Belarus in 2014, 2013</i>	
EU-239	<i>Veterinary Programme on African swine fever early detection in Latvia in 2014, 2013</i>	
EU-240	Programme estonien de mesures additionnelles de surveillance vétérinaire en rapport avec l'apparition de foyers de peste porcine africaine en Russie et en Biélorussie en 2014, approuvé pour 2013	
EU-241	Liste des ateliers de découpe de viandes d'animaux de boucherie agréés CE, France	
EU-242	Liste des abattoirs d'ongulés domestiques agréés CE, France	
EU-243	Exposé sur les porcins, Comité de gestion de l'organisation commune des marchés agricoles, 23 janvier 2014	
EU-244	Population de porcins de l'UE, 2014	
EU-245	Production de porcins de l'UE, 2014	
EU-248.a	a. (lituanien) Observations de l'autorité compétente lituanienne sur le rapport d'inspection de la Russie, 2014	
EU-248.b	b. (anglais) traduction	
EU-249.a	a. (polonais) Observations de l'autorité compétente polonaise sur le rapport d'inspection de la Russie, 2014	
EU-249.b	b. (anglais) traduction	
EU-250	Directive 2008/71/CE du Conseil du 15 juillet 2008 concernant l'identification et l'enregistrement des animaux de l'espèce porcine, J.O. L 213, page 31	
EU-253	Communication du 31 juillet 2014: Peste porcine africaine – modification de la régionalisation au moyen de la modification de l'annexe de la Décision d'exécution 2014/178/UE de la Commission	
EU-254	Communication du 4 août 2014: Peste porcine africaine – modification de la régionalisation au moyen de la modification de l'annexe de la Décision d'exécution 2014/178/UE de la Commission – publiée au Journal officiel	
EU-255	Communication du 7 août 2014: renseignements actualisés sur la situation au regard de la peste porcine africaine en Lettonie – ASF FAX 047/2014	
EU-256	Communication du 7 août 2014: Nouveaux renseignements actualisés sur la situation au regard de la peste porcine africaine en Lettonie – ASF FAX 048/2014	
EU-257	Communication du 12 août 2014: Peste porcine africaine chez les sangliers en Lettonie – Adoption de mesures provisoires de protection urgentes – ASF FAX 052/2014	
EU-258	Communication du 13 août 2014: Peste porcine africaine chez les sangliers en Lettonie – mesures provisoires de protection urgentes adoptées – ASF FAX 055/2014	
EU-259	Communication du 14 août 2014: Peste porcine africaine chez les sangliers en Lettonie – mesures provisoires de protection urgentes publiées – ASF FAX 056/2014	
EU-260	Communication du 22 août 2014: Décision d'exécution de la Commission modifiant la Décision 2014/178/UE en ce qui concerne la régionalisation pour la peste porcine africaine – ASF FAX 058/2014	

N°	Titre complet	Titre abrégé (pour les pièces souvent citées, le cas échéant)
EU-261	Communication du 28 août 2014: Correction de la date de publication – Peste porcine africaine – modification de la régionalisation au moyen de la modification de l'annexe de la Décision d'exécution 2014/178/UE de la Commission – ASF FAX 060/2014	
EU-262	Communication du 1 <sup>er</sup> septembre 2014: Peste porcine africaine (PPA) – Publication de la régionalisation révisée au moyen de la modification de l'annexe de la Décision d'exécution 2014/178/UE de la Commission – ASF FAX 062/2014	
RUS-1	J.M. Sánchez-Vizcaíno <i>et al.</i> , "An Update on the Epidemiology and Pathology of African Swine Fever", J. Comp. Path Vol. 152 (2015), 9-21	
RUS-3	FAO, "African swine fever in the Russian Federation: risk factors for Europe and beyond", EMPRES Watch Vol. 28 (mai 2013)	
RUS-4	Fiches d'information générale de l'OIE sur les maladies: peste porcine africaine	
RUS-5	B.V. Boev <i>et al.</i> , "The wild boar. Modelling and prognosis for cylvatic African swine fever"	
RUS-7	Commission européenne, "ASF: Biosecurity in the pig breeding sector", exposé de Mary Louise Penrith (30 octobre 2014)	
RUS-8	Liste rouge des espèces menacées de l'UICN, "Sus Scrofa"	
RUS-13	Plan des mesures visant à prévenir la dissémination du virus de la peste porcine africaine (PPA) et à l'éradiquer sur le territoire de la Fédération de Russie, approuvé par le Président de la Commission interdépartementale, Ministère de l'agriculture de la Fédération de Russie, 25 septembre 2012	
RUS-15.a	a. (russe) Loi n° 4979-I sur la médecine vétérinaire de la Fédération de Russie, 14 mai 1993	
RUS-15.b	b. (anglais) traduction	
RUS-16.a	a. (russe) Décret fédéral n° 476 de la Russie relatif au contrôle vétérinaire de l'État, 5 juin 2013	Décret fédéral n° 476 de la Russie relatif au contrôle vétérinaire de l'État
RUS-16.b	b. (anglais) traduction	
RUS-17.a	a. (russe) Décret n° 717 du gouvernement de la Fédération de Russie sur le programme national pour le développement agricole et la réglementation des marchés de produits agricoles pour 2013-2020, 14 juillet 2012	
RUS-17.b	b. (anglais) traduction	
RUS-18.a	a. (russe) Arrêté n° 476 du Ministère de l'agriculture de la Fédération de Russie portant confirmation de la liste des maladies animales contagieuses qui nécessitent des mesures de confinement, 19 décembre 2011	
RUS-18.b	b. (anglais) traduction	
RUS-19.a	a. (russe) Arrêté n° 281 du Ministère de l'agriculture de la Fédération de Russie portant confirmation des règles relatives aux certificats vétérinaires pour le transport et à l'ordre de délivrance de ces certificats, 17 juillet 2014	
RUS-19.b	b. (russe) traduction	
RUS-19.a (révisée)	Arrêté n° 281 du Ministère de l'agriculture de la Russie du 17 juillet 2014 portant approbation de la réglementation relative à l'organisation du travail lié à l'établissement, par voie électronique, des documents vétérinaires à joindre (enregistré au Ministère de la justice de la Fédération de Russie le 18 juillet 2014, référence 33161) (pièce RUS-19.a)	

N°	Titre complet	Titre abrégé (pour les pièces souvent citées, le cas échéant)
RUS-20.a	a. (russe) Ministère des ressources naturelles de la Fédération de Russie, Plan concernant les mesures organisationnelles et spécifiques de suivi, de dépopulation et de réduction des activités migratoires des sangliers sur le territoire de la Fédération de Russie, y compris les zones naturelles spécialement protégées ayant une importance régionale et fédérale, 21 novembre 2013	
RUS-20.b	b. (anglais) traduction	
RUS-21.a	a. (russe) Décret n° 310 du gouvernement de la Fédération de Russie sur la saisie d'animaux et de produits d'origine animale en cas d'éradication de foyers de maladies très dangereuses, 26 mai 2006	Décret n° 310 de la Fédération de Russie sur la saisie d'animaux et de produits d'origine animale
RUS-21.b	b. (anglais) traduction	
RUS-22.a	a. (russe) Arrêté n° 258 du Ministère de l'agriculture de la Fédération de Russie portant approbation des directives relatives à la détermination du statut zoosanitaire des exploitations porcines et des établissements qui procèdent à l'abattage des porcins ainsi qu'à la transformation et à l'entreposage des produits du porc, 23 juillet 2010	Arrêté n° 258 du Ministère de l'agriculture de la Fédération de Russie
RUS-22.b	b. (anglais) traduction	
RUS-25.a	a. (russe) Décision n° 317 de la Commission de l'Union douanière sur l'utilisation de mesures vétérinaires-sanitaires dans l'Union douanière, 18 juin 2010	Décision n° 317 de l'Union douanière
RUS-25.b	b. (anglais) traduction	
RUS-27	Interface WAHIS de l'OIE, rapport de suivi n° 31 – référence du rapport: 1, référence de l'OIE: 17147, date du rapport: 06/02/2015, pays: Lituanie	
RUS-28.a	a. (russe) Lettre du service vétérinaire russe à la DG SANCO, FS-EN-8/1023, 25 janvier 2014	Lettre de la Russie à l'Union européenne du 25 janvier 2014, FS-EN-8/1023
RUS-28.b	b. (anglais) traduction	
RUS-29.a	a. (russe) Lettre du service vétérinaire russe, FS-NV-8/2972, 27 février 2014	Lettre du service vétérinaire russe, FS-NV-8/2972, 27 février 2014
RUS-29.b	b. (anglais) traduction	
RUS-30.a	a. (russe) Lettre de la DG SANCO au service vétérinaire russe, SANCO/G7/PD/mh(2014)542957, 26 février 2014	
RUS-30.b	b. (anglais) traduction	
RUS-31	Rapport sur la mission effectuée par S.A. Dankvert, Directeur du service vétérinaire russe, à Madrid (Espagne) du 13 au 16 mars 2014	
RUS-32	Glossaire, Code terrestre de l'OIE	Glossaire du Code terrestre
RUS-33	Interface WAHIS de l'OIE, rapport de suivi n°38 – référence de l'OIE: 17218, date du rapport: 18/02/2015, pays: Pologne	
RUS-34	Interface WAHIS de l'OIE, rapport de suivi n° 27 – référence de l'OIE: 17211, date du rapport: 17/02/2015, pays: Lettonie	
RUS-35	Interface WAHIS de l'OIE, rapport de suivi n° 33 – référence de l'OIE: 17202, date du rapport: 16/02/2015, pays: Estonie	
RUS-36	Décision d'exécution (UE) 2015/251 de la Commission du 13 février 2015, JO L 41, 17.2.2015, pages 46 à 51	
RUS-37.a	a. (russe) Lettre du service vétérinaire russe à la DG SANCO, FS-NV-8/17431, 11 septembre 2014	Lettre de la Russie à l'Union européenne du 11 septembre 2014, FS-NV-8/17431
RUS-37.b	b. (anglais) traduction	
RUS-39.a	a. (russe) Lettre du service vétérinaire russe à la DG SANCO, FS-EN-8/19574, 13 octobre 2014	
RUS-39.b	b. (anglais) traduction	
RUS-41	Déclaration de Lebedev	
RUS-42	Lettre du service vétérinaire russe au service vétérinaire biélorussien, FS-EN-8/1089, 27 janvier 2014	

N°	Titre complet	Titre abrégé (pour les pièces souvent citées, le cas échéant)
RUS-43	Lettre du service vétérinaire russe au service vétérinaire biélorussien, FS-EN-8/1093, 27 janvier 2014	
RUS-53.a	a. (russe) Lettre du service vétérinaire russe à la DG SANCO, FS-EN-8/5095, 2 avril 2014	Lettre de la Russie à l'Union européenne du 2 avril 2014, FS-EN-8/5095
RUS-53.b	b. (anglais) traduction	
RUS-54.a	a. (russe) Lettre du service vétérinaire russe à la DG SANCO, FS-EN-8/5084, 2 avril 2014	Lettre de la Russie à l'Union européenne du 2 avril 2014, FS-EN-8/5084
RUS-54.b	b. (anglais) traduction	
RUS-55	Lettre de la DG SANCO au service vétérinaire russe, SANCO/G&PD/mh (2014) 1114118, 4 avril 2014	
RUS-56.a	a. (russe) Lettre de la DG SANCO au service vétérinaire russe, SANCO/G7/PD/mh (2014) 1055360, 4 avril 2014	
RUS-56.b	b. (anglais) traduction	
RUS-69	Commission européenne, <i>Final Report of an Audit Carried out in Lithuania from 14 to 16 April 2014 in order to evaluate the implementation of animal health controls in relation to African Swine Fever</i> (Rapport sur l'audit vétérinaire de l'UE de 2014 concernant la Lituanie, 14-16 avril 2014)	
RUS-71.a	a. (russe) Service vétérinaire russe, rapport du Directeur adjoint, E.A. Nepoklonov, sur la visite en République de Lituanie (Vilnius), 10-12 février 2014	
RUS-71.b	b. (anglais) traduction	
RUS-73	Interface WAHIS de l'OIE, PPA, Pologne, rapport de suivi n° 1 (24/02/2014)	
RUS-78	Exposé de l'OIE intitulé "The OIE International standards on CSF and ASF – recent developments", Séminaire TAIEX sur la peste porcine classique et la peste porcine africaine, Vilnius, Lituanie, 3-4 septembre 2013	
RUS-84	Chapitre 3.1, Les services vétérinaires, Code terrestre de l'OIE	
RUS-85	Roselkhoz nadzor News, "New Meat Product Smuggling Channel from the EU Detected by Roselkhoz nadzor", 16 janvier 2014	
RUS-86	Pig Progress, "Russia: Measures needed to stop 'pork fraud'", 5 décembre 2014	
RUS-87	Roselkhoz nadzor News, "Working meeting between Head of Roselkhoz nadzor Sergey Dankvert and heads of national veterinary Services and Industrial Associations from Denmark, France, the Netherlands and Italy", 20 novembre 2014	
RUS-88	The Pig Site, "European Vets Support Swill Feeding Ban to Control African Swine Fever", 25 février 2014	
RUS-89	Commission européenne, document de travail SANCO/G2/SB (14.01.2014), "Guidelines on surveillance and control of African swine fever in feral pigs and preventative measures for pig holdings", 14 janvier 2014	
RUS-99	Morelle <i>et al.</i> , "Towards understanding wild boar <i>Sus scrofa</i> movement: a synthetic movement ecology approach", <i>Mammal Review</i> , (2014)	
RUS-104	Interface WAHIS de l'OIE, rapport de suivi n° 32 concernant l'Estonie (9 février 2015)	
RUS-105	Interface WAHIS de l'OIE, rapport de suivi n° 33 concernant la Lituanie (20 février 2015)	
RUS-106	Interface WAHIS de l'OIE, rapport de suivi n° 26 concernant la Lettonie (10 février 2015)	
RUS-107	Interface WAHIS de l'OIE, rapport de suivi n° 2 concernant la Pologne (6 mars 2014)	
RUS-108.a	a. (russe) Rapport du service vétérinaire de Voronej, n° 1418, 22 juillet 2014	
RUS-108.b	b. (anglais) traduction	



N°	Titre complet	Titre abrégé (pour les pièces souvent citées, le cas échéant)
RUS-109.a	a. (russe) Décret n° 237-y du gouverneur de la région de Voronej de la Fédération de Russie sur l'imposition d'une quarantaine liée à la PPA sur le territoire du district municipal d'Anninsky de la région de Voronej, 17 juillet 2014	
RUS-109.b	b. (anglais) traduction	
RUS-110.a	a. (russe) Rapport du service vétérinaire de Voronej, n° 1443, 25 juillet 2014	
RUS-110.b	b. (anglais) traduction	
RUS-111.a	a. (russe) Arrêté n° 236 du gouverneur de la région de Voronej sur la compensation, 17 juillet 2014	
RUS-111.b	b. (anglais) traduction	
RUS-112.a	a. (russe) Rosselkhoz nadzor News, "To continue controlling of ASF, Voronezh Administration of Rosselkhoz nadzor arrested a pork consignment from Ukraine" 23 janvier 2015	
RUS-112.b	b. (anglais) traduction	
RUS-113	G. A. Dzhalilidi, R.A. Krivonos, A.A. Shevchenko, O. Yu. Chernykh, <i>Measures for prevention and eradication of African Swine Fever in Krasnodar Territory</i>	
RUS-114.a	a. (russe) Résolution du chef de l'administration (gouverneur) du territoire de Krasnodar, 16 août 2012	
RUS-114.b	b. (anglais) traduction	
RUS-115	Pig Progress, "Russian Vet service: More African Swine Fever in Krasnodar region", 30 juillet 2012	
RUS-116.a	a. (russe) Déclaration de M. Dzhalilidi, 24 février 2015	
RUS-116.b	b. (anglais) traduction	
RUS-117.a	a. (russe) Lettre de M. Anisimov à M. Vlasov – rapport (Mesures de Belgorod), n° 06/1613, 10 juin 2014	
RUS-117.b	b. (anglais) traduction	
RUS-118	Pig Progress, "New ASF outbreak in Belgorod Oblast, Russia", 11 juin 2014	
RUS-119.a	a. (russe) Lettre de M. Aleinik à M. Petrikov (Mesures de Belgorod), 6/17-2502, 4 juillet 2014	
RUS-119.b	b. (anglais) traduction	
RUS-120.a	a. (russe) <i>Resolution of Governor of Belgorod Oblast to Eliminate and Prevent Further Spread of African Swine Fever within the Infected Area, c'est-à-dire Grafskiy Les Stow of Agrotekhgarant "Alekseevsky" OOO Hunting Farm in Alekseevsky District of Belgorod Oblast, 4 June 2014, No. 56</i>	
RUS-120.b	b. (anglais) traduction	
RUS-121.a	a. (russe) <i>Resolution of the Government of Belgorod Oblast on Implementing the "Preventing the Introduction and Spread of the African Swine Fever (ASF) virus in Belgorod Oblast for 2014-2016" long term target program, 5 May 2014, No. 173-nn</i>	
RUS-121.b	b. (anglais) traduction	
RUS-122.a	a. (russe) Lettre de M. Anisimov à M. Vlasov (Mesures de Belgorod), 27 août 2014	
RUS-122.b	b. (anglais) traduction	
RUS-127	<i>Russian Veterinary Service, Guidelines for prevention of distribution of African swine fever among wild boars</i>	
RUS-130.a	a. (russe) Lettre du service vétérinaire russe à la DG SANCO, FS-SD-8/4168, 19 mars 2014	Lettre de la Russie à l'Union européenne du 19 mars 2014, FS-SD-8/4168
RUS-130.b	b. (anglais) traduction	
RUS-131.a	a. (russe) Lettre du service vétérinaire russe à la DG SANCO, FS-AS-8/23743, 1 <sup>er</sup> décembre 2014	
RUS-131.b	b. (anglais) traduction	
RUS-132	Lettre de la DG SANCO au service vétérinaire russe, SANCO/G7/PD/mh (2014) 4703183, 23 décembre 2014	



N°	Titre complet	Titre abrégé (pour les pièces souvent citées, le cas échéant)
RUS-133	Lettre de la DG SANCO au service vétérinaire russe, ARES(2014)2495649, 28 juillet 2014	
RUS-135.a	a. (russe) Lettre du service vétérinaire russe à la DG SANCO, FS-SD-4/3620, 12 mars 2014	Lettre de la Russie à l'Union européenne du 12 mars 2014, FS-SD-4/3620
RUS-135.b	b. (anglais) traduction	
RUS-137.a	a. (russe) Lettre du service vétérinaire russe à la DG SANCO, FS-SD-8/3196, 3 mars 2014	
RUS-137.b	b. (anglais) traduction	
RUS-138.a	a. (russe) Lettre du service vétérinaire russe à la DG SANCO, FS-AS-8/6360, 18 avril 2014	
RUS-138.b	b. (anglais) traduction	
RUS-138.b (révisée)	Lettre du service vétérinaire russe à la DG SANCO, FS-AS-8/6360, 18 avril 2014	
RUS-140	Rapport de recherche de l'autorité vétérinaire finlandaise (EVIRA) intitulé "Possible routes of entry into the country for African swine fever – Risk profile", publié en septembre 2011	
RUS-144	Interface WAHIS de l'OIE, rapports récapitulant les événements, peste porcine africaine, Russie (2007-2014)	Rapports de l'interface WAHIS de l'OIE, Russie (2007-2014)
RUS-145	Interface WAHIS de l'OIE, PPA, Pologne, notification immédiate (17/02/2014)	
RUS-148	<i>Declaration by Vladimir Maslow on the ASF Outbreak that occurred at One of the Enterprises of the AGOECO group in the Voronezh Region of the Russian Federation</i>	
RUS-149	<i>The Polish plan of measures in order to eradicate African Swine Fever in wild boar in infected area and buffer zone developed on the basis of Article 16 of the Council Directive 2002/60/EC.</i> Areas(2015)1284836 – 24/03/2015	
RUS-151	Décision d'exécution (UE) 2015/558 de la Commission du 1 <sup>er</sup> avril 2015, J.O. L 92, 8.4.2015	
RUS-152	Données tirées de l'interface WAHIS de l'OIE – Foyers et cas de PPA par mois pour la Lituanie, la Pologne, la Lettonie et l'Estonie, janvier 2014 à mars 2015	
RUS-153	Lettre du service vétérinaire russe au service vétérinaire de l'Union européenne, FS-EN-8/4220, 19 mars 2015	
RUS-154	Lettre du 24 mars 2015 adressée par l'UE à la Russie, ARES(2015)1284836	
RUS-156	Plan d'éradication de la peste porcine africaine chez les sangliers dans le sud de la Lituanie, juin 2014	
RUS-157	Lettre de la Russie à l'UE, EH-8/14006, 31 juillet 2014	Lettre de la Russie à l'Union européenne du 31 juillet 2014, EH-8/14006
RUS-159	Rapport du Groupe de travail de l'accession de la Fédération de Russie, WT/ACC/RUS/70 et WT/MIN(11)/2, distribué le 17 novembre 2011, paragraphes 893 et 1450	
RUS-160	Protocole d'accession de la Fédération de Russie, WT/MIN(11)/24 et WT/L/839	Protocole d'accession de la Russie
RUS-164	Données tirées de l'interface WAHIS de l'OIE – Cas de PPA pour la Lituanie, la Pologne, la Lettonie et l'Estonie, janvier 2014 à mars 2015	
RUS-167	Lettre de la DG SANTE au FSVPS, ARES(2015)1284836 – 24/03/2015; réponses de l'UE au questionnaire envoyé par le FSVPS avec la lettre FS-AS-8/23743 datée du 1 <sup>er</sup> décembre 2014	
RUS-168	Interface WAHIS de l'OIE	Interface WAHIS de l'OIE
RUS-171	Fiche d'information générale de l'OIE sur les maladies, peste porcine africaine	
RUS-172	C. Gallardo <i>et al.</i> , "Experimental Infection of Domestic Pigs with African Swine Fever Virus Lithuania 2014 Genotype II Field Isolate", dans <i>Transboundary and Emerging Diseases</i> (2015)	

N°	Titre complet	Titre abrégé (pour les pièces souvent citées, le cas échéant)
RUS-175	Mur L, Igolkin A, Varentsova A, Pershin A, Remyga S, Shevchenko I, Zhukov I, Sánchez-Vizcaíno JM. "Detection of African Swine Fever Antibodies in Experimental and Field Samples from the Russian Federation: Implications for Control". <i>Transbound Emerg. Dis.</i> 2014 Nov 30. Doi: 10.1111/tbed.12304	
RUS-177	Maladies, infections et infestations de la Liste de l'OIE en vigueur en 2015	
RUS-185.a	a. (russe) Lettre de la DG SANCO, G7/PD/(2014)312766 datée du 6 février 2014	
RUS-185.b	b. (anglais) traduction	
RUS-186	OIE, fiche technique sur la PPA	
RUS-191	Lettre du service vétérinaire de l'UE au service vétérinaire russe, ARES(2014) 3176148 – 26/09/2014, 26 septembre 2014	
RUS-194	Données tirées de l'interface WAHIS de l'OIE WAHID et d'EUR-Lex, au 30 avril 2015	
RUS-205	Exposé de l'OIE intitulé "The OIE International standards on CSF and ASF – recent developments", Séminaire TAIEX sur la peste porcine classique et la peste porcine africaine, Vilnius, Lituanie, 3-4 septembre 2013	
RUS-209.a	a. (russe) Lettre du service vétérinaire russe, EC-AC-8/3671, 13 mars 2014	
RUS-209.b	b. (anglais) traduction	
RUS-217	Lettre de la DG SANCO au service vétérinaire russe, SANCO/G7/PD/mh(2014) 450287, 20 février 2014	
RUS-218	Chronologie concernant les certificats – négociations entre la Russie et l'UE au sujet de la modification du libellé figurant dans le(s) certificat(s) vétérinaire(s)	
RUS-224	Lettre du service vétérinaire de l'UE au service vétérinaire russe, 27 janvier 2014, SANCO G7/JP/mh(2014)197026	
RUS-231	Lettre adressée par le service vétérinaire russe au service vétérinaire français, 27 février 2014, ΦC-HB-8/2964	
RUS-234	Rossselkhoz nadzor news, "Negotiations between Sergey Dankvert, Head of Rossselkhoz nadzor, and Alex Van Meeuwen, Ambassador of the Kingdom of Belgium", 4 mars 2014	
RUS-240	Lettre du service vétérinaire russe au service vétérinaire polonais, 10 avril 2014, FS-NV-8/5827	Lettre de la Russie à la Pologne du 10 avril 2014, FS-NV-8/5827
RUS-250	Lettre du service vétérinaire russe au service vétérinaire de l'UE, 30 juin 2014, ΦC-CD-8/11415	
RUS-251	Rossselkhoz nadzor news, "Negotiations between Dankvert and DG SANCO", 6 juillet 2014	
RUS-263	Lettre du service vétérinaire russe au service vétérinaire de l'UE, 29 juillet 2014, C-EH-8/13771	Lettre de la Russie à l'Union européenne du 29 juillet 2014, C-EH-8/13771
RUS-268	Décision d'exécution (UE) 2015/820 de la Commission du 22 mai 2015, J.O. L 129, 27.5.2015	
RUS-275	Données tirées de l'interface WAHIS de l'OIE et d'EUR-Lex, au 5 juin 2015	
RUS-277	D. Gavier-Widen <i>et al.</i> , "African Swine Fever in Wild Boar in Europe: a notable challenge", <i>Veterinary Record</i> , 23 février 2015	
RUS-291	Friedrich-Loeffler-Institut, "Qualitative Risikobewertung zur Einschleppung der Afrikanischen Schweinepest nach Deutschland aus Osteuropa", 2 avril 2014	
RUS-291.b	b. (anglais) traduction	
RUS-292	Society for Applied Microbiology (SfAM), "Restrictions In Place As African Swine Fever Hits Lithuania", 31 janvier 2014	
RUS-296	Données tirées de l'interface WAHIS de l'OIE, au 31 août.	
RUS-296 (révisée)	Données tirées de l'interface WAHIS de l'OIE, au 31 août	

N°	Titre complet	Titre abrégé (pour les pièces souvent citées, le cas échéant)
RUS-297 (révisée)	Vue d'ensemble actualisée des foyers, des modifications des zones et des foyers apparus hors-zones, au 31 août 2015	
RUS-298	Décision d'exécution (UE) 2015/1169 de la Commission du 14 juillet 2015, J.O. L 188, 16.7.2015, pages 45 à 54	
RUS-299	Décision d'exécution (UE) 2015/1318 de la Commission du 29 juillet 2015, J.O. L 203, 31.7.2015, pages 14 à 24	
RUS-300	Décision d'exécution (UE) 2015/1372 de la Commission du 7 août 2015, J.O. L 211, 8.8.2015, pages 34 à 44	
RUS-301	Décision d'exécution (UE) 2015/1405 de la Commission du 18 août 2015, J.O. L 218, 19.9.2015, pages 16 à 26	
RUS-302	Décision d'exécution (UE) 2015/1432 de la Commission du 25 août 2015, J.O. L 224, 27.08.2015, pages 39 à 49	
RUS-307.a	a. (russe) Déclaration de Georgy Djailidi, 12 septembre 2015	
RUS-307.b	Déclaration de Georgy Djailidi, 12 septembre 2015	
RUS-308.a	a. (russe) Déclaration de Tatyana Ausheva, 12 septembre 2015	
RUS-308.b	b. (anglais) traduction	
RUS-309	Déclaration de Konstantin Gruzdev, 12 septembre 2015	
RUS-319	Lettre du service vétérinaire de l'Union européenne au service vétérinaire de la Fédération de Russie, ARES(2015)2518258. 16 janvier 2015	
RUS-323	Lettre du service vétérinaire russe aux chefs des autorités vétérinaires des entités de la Fédération de Russie, FS-EN-8/1644, 5 février 2014	
RUS-324	Lettre du service vétérinaire russe aux chefs des administrations territoriales du Rosselkhoznadzor, FS-AS-8/4443, 25 mars 2014	
RUS-325	Lettre du service vétérinaire russe à l'Inspecteur vétérinaire en chef de la République du Bélarus, FS-EN-8/13779, 29 juillet 2014	
RUS-326	Fax, SANCO/G2/FR/is (2014) 2721683, 24 juillet 2014	
RUS-327	Fax, SANCO/G2/FB/is (2014) 2728623, 24 juillet 2014	
RUS-328	Fax, SANCO/G2/FB/is (2014) 2729207, 24 juillet 2014	
RUS-329	Lettre du service vétérinaire russe, FS-NV-8/5906, 10 avril 2015	
RUS-330	Fax, SANCO/G2/MP/kh (2014) 2759647, 28 juillet 2014	
RUS-331	Lettre du service vétérinaire russe au Directeur Bernard Van Goethem, FS-EN-8/2029, 12 février 2014	
RUS-333	Tableau 41, extraits de la Liste des marchandises soumises à un contrôle vétérinaire. Rapport du Groupe de travail	
RUS-349	Décision d'exécution de la Commission concernant des mesures destinées à prévenir l'introduction dans l'Union du virus de la peste porcine africaine depuis certains pays tiers ou certaines parties du territoire de pays tiers où la présence de cette maladie est confirmée, et abrogeant la Décision 2011/78/UE (2013/426/UE)	
RUS-351	Lettre du Rosselkhoznadzor adressée aux bureaux régionaux de la Russie, 2 mars 2012, FS-EN-7/2793	

N°	Titre complet	Titre abrégé (pour les pièces souvent citées, le cas échéant)
RUS-352	Décret n° 327 du gouvernement de la Fédération de Russie du 30 juin 2004 intitulé "Approbation de la réglementation du Service fédéral de surveillance vétérinaire et phytosanitaire (Rosselkhoznadzor)", paragraphe 1, Rossiyskaya Gazeta // URL: <a href="http://www.rg.ru/2004/07/15/veterinar-dok.html">http://www.rg.ru/2004/07/15/veterinar-dok.html</a>	Décret n° 327 du gouvernement russe
RUS-355	Lettre du service vétérinaire russe au Directeur du Service national de l'alimentation et des questions vétérinaires de la République de Lituanie, FS-NV-8/9668, 5 juin 2014	
RUS-359	Rapport sur la visite en Pologne, Gruzdev, Pantuhov, 28 février 2014	
RUS-379	Lettre du service vétérinaire russe au Directeur des affaires vétérinaires et internationales, Commission européenne, HB-8/25328, 19 décembre 2014	
RUS-380	Commission européenne, ARES (2014) 2495649, 28 juillet 2014	
RUS-386	Règlement relatif à la procédure unifiée de contrôle vétérinaire à la frontière de l'Union douanière et sur le territoire de l'Union douanière, approuvé par la Décision n° 317 de l'Union douanière, 18 juin 2010	Contrôle vétérinaire dans la Décision n° 317 de l'Union douanière

**ABRÉVIATIONS UTILISÉES DANS LE PRÉSENT RAPPORT**

<b>Abréviation</b>	<b>Désignation</b>
Accord SPS	Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires
Code terrestre	Code sanitaire pour les animaux terrestres de l'OIE
Convention de Vienne	Convention de Vienne sur le droit des traités, faite à Vienne le 23 mai 1969
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FSVPS	Service fédéral russe de surveillance vétérinaire et phytosanitaire de la Fédération de Russie
GATT de 1994	Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994
Mémorandum d'accord	Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends
OIE	Organisation mondiale de la santé animale
OMC	Organisation mondiale du commerce
ORD	Organe de règlement des différends
PPA	Peste porcine africaine
Protocole d'accession de la Russie	Protocole d'accession de la Fédération de Russie

## 1 INTRODUCTION

### 1.1 Plainte de l'Union européenne

1.1. Le 8 avril 2014, l'Union européenne a demandé l'ouverture de consultations avec la Fédération de Russie (Russie) conformément aux articles 1<sup>er</sup> et 4 du Mémoire d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends (Mémoire d'accord), à l'article 11 de l'Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires (Accord SPS) et à l'article XXIII de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 (GATT de 1994), au sujet des mesures et allégations exposées ci-après.<sup>1</sup>

1.2. Les consultations ont eu lieu les 30 avril et 1<sup>er</sup> mai 2014. Elles n'ont pas permis de régler le différend.<sup>2</sup>

### 1.2 Établissement et composition du Groupe spécial

1.3. Le 27 juin 2014, l'Union européenne a demandé, conformément à l'article 6 du Mémoire d'accord, l'établissement d'un groupe spécial doté du mandat type énoncé à l'article 7:1 du Mémoire d'accord.<sup>3</sup> À sa réunion du 22 juillet 2014, l'Organe de règlement des différends (ORD) a établi un groupe spécial, comme l'Union européenne l'avait demandé dans le document WT/DS475/2, conformément à l'article 6 du Mémoire d'accord.<sup>4</sup>

1.4. Le mandat du Groupe spécial est le suivant:

Examiner, à la lumière des dispositions pertinentes des accords visés cités par les parties au différend, la question portée devant l'ORD par l'Union européenne dans le document WT/DS475/2; faire des constatations propres à aider l'ORD à formuler des recommandations ou à statuer sur la question, ainsi qu'il est prévu dans lesdits accords.<sup>5</sup>

1.5. Le 13 octobre 2014, l'Union européenne a demandé au Directeur général de déterminer la composition du Groupe spécial, conformément à l'article 8:7 du Mémoire d'accord.

1.6. En conséquence, le 23 octobre 2014, le Directeur général a donné au Groupe spécial la composition suivante<sup>6</sup>:

Président: M. Mohammad Saeed

Membres: M. Juan Antonio Dorantes  
M. Ulrich Kihm

1.7. Le 30 octobre 2014, M. Ulrich Kihm a renoncé à siéger au Groupe spécial. À la suite d'une demande présentée par l'Union européenne le 3 novembre 2014, le Directeur général a désigné M. Steve Hathaway comme membre du Groupe spécial le 6 novembre 2014.<sup>7</sup> Le 26 novembre 2014, M. Steve Hathaway a renoncé à siéger au Groupe spécial. À la suite d'une demande présentée par l'Union européenne le 28 novembre 2014, le Directeur général a désigné Mme Delilah Cabb Ayala comme membre du Groupe spécial le 4 décembre 2014. En conséquence, la composition du Groupe spécial est la suivante<sup>8</sup>:

Président: M. Mohammad Saeed

Membres: Mme Delilah Cabb Ayala  
M. Juan Antonio Dorantes

---

<sup>1</sup> Demande de consultations présentée par l'Union européenne (WT/DS475/1).

<sup>2</sup> Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Union européenne (WT/DS475/2).

<sup>3</sup> Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Union européenne.

<sup>4</sup> Voir WT/DSB/M/348.

<sup>5</sup> Constitution du Groupe spécial, paragraphe 2 (WT/DS475/3).

<sup>6</sup> Constitution du Groupe spécial, paragraphe 4.

<sup>7</sup> Remplacement d'un membre du Groupe spécial (WT/DS475/4).

<sup>8</sup> Remplacement d'un membre du Groupe spécial (WT/DS475/5).

1.8. L'Afrique du Sud, l'Australie, le Brésil, la Chine, les États-Unis, l'Inde, le Japon, la Norvège, la République de Corée et le Taipei chinois ont réservé leur droit de participer aux travaux du Groupe spécial en tant que tierces parties.

### **1.3 Travaux du Groupe spécial**

#### **1.3.1 Généralités**

1.9. Le 8 décembre 2014, après avoir consulté les parties, le Groupe spécial a adopté ses procédures de travail<sup>9</sup> et son calendrier. Après avoir décidé de consulter l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE) et des experts scientifiques individuels, et après avoir consulté les parties, le Groupe spécial a adopté son calendrier révisé et ses procédures de travail additionnelles pour la consultation avec des experts le 2 juin 2015.<sup>10</sup>

1.10. Le Groupe spécial a tenu une première réunion de fond avec les parties les 20 et 23 avril 2015. Une séance avec les tierces parties a eu lieu le 21 avril 2015. Le Groupe spécial a tenu une réunion avec les experts et les parties les 14 et 15 septembre 2015, puis une deuxième réunion de fond avec les parties les 16 et 17 septembre 2015.

1.11. Le 19 novembre 2015, le Groupe spécial a remis la partie descriptive de son rapport aux parties. Il leur a remis son rapport intérimaire le 11 février 2016. Il a remis son rapport final aux parties le 7 avril 2016.

#### **1.3.2 Procédures de travail concernant les renseignements strictement confidentiels (RSC)**

1.12. À la demande de la Russie et après avoir consulté les deux parties, le Groupe spécial a adopté des procédures de travail additionnelles concernant les RSC le 8 décembre 2014.<sup>11</sup>

#### **1.3.3 Modalités relatives aux services d'interprétation**

1.13. Le 16 avril 2015, juste avant la première réunion de fond, la Russie a demandé au Groupe spécial d'autoriser une interprétation simultanée de l'anglais vers le russe et du russe vers l'anglais lors de la première réunion de fond. Après s'être entretenu avec les parties, et après avoir écouté leurs vues au cours de la première réunion de fond, le Groupe spécial a informé les parties que, aux fins de la première réunion de fond avec elles, i) des interprètes pourraient être présents à la réunion, à condition que la Russie inclue leurs noms dans la liste de sa délégation et qu'ils soient mis à disposition et financés par ses soins; ii) les interprètes pourraient utiliser les cabines d'interprétation pour assurer une interprétation simultanée de l'anglais vers le russe seulement, à l'intention de la délégation russe; iii) les communications et déclarations de la délégation russe à l'intention du Groupe spécial et des autres parties ne doivent être formulées qu'en anglais; et iv) aux fins de la procédure, seules les déclarations et communications formulées en anglais doivent faire partie du dossier.

1.14. Au début de la séance avec les tierces parties, après avoir écouté leurs vues, le Groupe spécial a autorisé une interprétation simultanée de l'anglais vers le russe pour cette séance, aux mêmes conditions que pour la première réunion de fond avec les parties.

1.15. Le 1<sup>er</sup> juin 2015, bien avant la deuxième réunion de fond avec les parties, la Russie a de nouveau demandé une interprétation simultanée de l'anglais vers le russe et du russe vers l'anglais, en particulier pour la réunion du Groupe spécial avec les experts. Le 13 août 2015, après s'être entretenu avec les parties, et après avoir consulté les tierces parties<sup>12</sup>, le Groupe spécial a

<sup>9</sup> Voir les procédures de travail du Groupe spécial à l'annexe A-1.

<sup>10</sup> Voir les procédures de travail additionnelles pour la consultation du Groupe spécial avec des experts à l'annexe A-3.

<sup>11</sup> Voir les procédures de travail additionnelles du Groupe spécial concernant les renseignements strictement confidentiels à l'annexe A-2.

<sup>12</sup> Le Groupe spécial n'a reçu aucune demande de droits de tierce partie renforcés de la part des tierces parties. Toutefois, dans une communication datée du 19 juin 2015, l'Union européenne a invité le Groupe spécial, compte tenu des intérêts systémiques en jeu, à solliciter l'avis des tierces parties sur la demande de la Russie visant à ce que des services d'interprétation soient assurés lors de la deuxième réunion de fond et de la

informé les parties qu'il autoriserait une interprétation simultanée de l'anglais vers le russe et du russe vers l'anglais lors de la réunion du Groupe spécial avec les experts, ainsi qu'une interprétation simultanée de l'anglais vers le russe lors de la deuxième réunion de fond avec les parties (selon les mêmes modalités que pour la première réunion de fond avec les parties). Le Groupe spécial a en outre confirmé que les interprètes pourraient utiliser, selon les disponibilités, les cabines d'interprétation des salles réservées pour la réunion avec les experts et pour la deuxième réunion de fond avec les parties.

1.16. Par ailleurs, le Groupe spécial a souligné que les modalités relatives aux services d'interprétation étaient subordonnées aux conditions suivantes: i) l'interprétation ne serait assurée que par les interprètes inclus dans la délégation russe; ii) le coût de l'interprétation serait pris en charge exclusivement par la Russie; iii) seules les déclarations faites en anglais feraient partie du dossier officiel de la procédure; et iv) seule la traduction faite par les interprètes des déclarations qu'un membre de la délégation russe aurait exprimées dans une langue autre que l'anglais serait considérée comme faisant partie du dossier.

1.17. Les modalités que le Groupe spécial a communiquées aux parties le 13 août 2015 ont été appliquées lors de la réunion avec les experts et de la deuxième réunion de fond.

### **1.3.4 Consultation d'experts et d'organisations internationales compétentes**

#### **1.3.4.1 Décision du Groupe spécial de consulter des experts**

1.18. À la réunion d'organisation que le Groupe spécial a tenue avec les parties le 21 novembre 2014, l'Union européenne a indiqué qu'à ce stade, elle n'estimait pas nécessaire que le Groupe spécial consulte des experts. La Russie a suggéré que le Groupe spécial décide de consulter ou non des experts après la première réunion de fond. Le Groupe spécial a décidé de reporter sa décision à ce sujet qui serait prise après la première réunion de fond.

1.19. Le 28 avril 2015, après la première réunion de fond, le Groupe spécial a demandé aux parties d'identifier les questions pour lesquelles elles estimaient qu'il serait bénéfique de recueillir les avis d'experts et d'organisations internationales, dans l'hypothèse où le Groupe spécial consulterait des experts et/ou des organisations internationales conformément à l'article 11:2 de l'Accord SPS. Le Groupe spécial a également demandé aux parties d'exprimer leurs vues sur i) le profil des experts dont la consultation par le Groupe spécial serait la plus utile dans le présent différend; ii) la question de savoir si le Groupe spécial devrait mener des consultations écrites, orales ou les deux; iii) la question de savoir si le Groupe spécial devrait consulter d'autres organisations internationales ou régionales compétentes; et iv) un calendrier révisé et des procédures de travail additionnelles.<sup>13</sup>

1.20. Le 19 mai 2015, l'Union européenne et la Russie ont exprimé leurs vues sur ces questions.

1.21. Le 26 mai 2015, le Groupe spécial a informé les parties de sa décision de consulter l'OIE ainsi que des experts individuels. Il a en outre demandé aux parties de présenter les éléments suivants: i) la liste des noms des experts individuels dont elles sont convenues; ii) une liste de questions susceptibles d'être posées aux experts; et iii) des observations sur le calendrier révisé et les procédures de travail additionnelles incorporant le processus de consultation des experts. Le 1<sup>er</sup> juin 2015, les parties ont présenté leurs observations sur le calendrier révisé et les procédures de travail additionnelles.

1.22. Le 2 juin 2015, le Groupe spécial a adopté le calendrier révisé et les procédures de travail additionnelles pour la consultation avec des experts.

---

réunion avec les experts. Après avoir consulté les parties et conformément au paragraphe 12 de ses procédures de travail, le Groupe spécial a décidé de demander aux tierces parties de donner leur avis sur le recours à l'interprétation lors de toute réunion ultérieure du Groupe spécial.

<sup>13</sup> Question n° 1 du Groupe spécial après la première réunion de fond.



### 1.3.4.2 Choix des experts

1.23. Le 28 mai 2015, le Groupe spécial a demandé à l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et à l'OIE de fournir les noms et coordonnées d'experts individuels qui pourraient éventuellement l'assister dans cinq domaines liés à la peste porcine africaine: épidémiologie, virologie, écologie du comportement des sangliers, suivi et surveillance, et contrôle et sécurité biologique. Le Groupe spécial a reçu des listes de noms de la part de l'OIE et de la FAO les 8 et 11 juin 2015, respectivement.

1.24. Le 12 juin 2015, conformément au calendrier, les parties ont présenté les questions qu'elles suggéraient d'adresser à l'OIE et aux experts individuels. Elles n'ont pas présenté de liste convenue de noms d'experts individuels. Toutefois, la Russie a envoyé sa propre liste de suggestions de noms d'experts. À une exception près, les noms communiqués par la Russie figuraient déjà dans les listes de noms présentées par l'OIE et la FAO les 8 et 11 juin 2015, respectivement.

1.25. Le même jour, le Groupe spécial a adressé aux parties une communication comportant la liste des noms d'experts suggérés par la Russie et demandant à l'Union européenne d'indiquer si, selon elle, le Groupe spécial devrait contacter l'expert suggéré par la Russie mais ne figurant pas sur les listes présentées par la FAO et l'OIE.

1.26. Le 15 juin 2015, l'Union européenne a dit préférer que le Groupe spécial ne contacte que les personnes figurant sur la liste d'experts possibles suggérés par la FAO et l'OIE. Le même jour, le Groupe spécial a adressé des communications préliminaires aux experts suggérés par la FAO et l'OIE. Le 17 juin 2015, la Russie a envoyé des observations additionnelles.

1.27. Le 18 juin 2015, le Groupe spécial a informé les parties qu'il avait contacté les experts suggérés par la FAO et l'OIE.

1.28. Le 29 juin 2015, le Groupe spécial a adressé aux parties une liste consolidée des noms des experts, accompagnée de la documentation pertinente disponible.<sup>14</sup> En outre, le Groupe spécial a demandé aux parties d'indiquer si, selon elles, il devrait contacter deux autres experts dont les noms avaient été suggérés par l'un des experts de la liste présentée par l'OIE ainsi que l'expert suggéré par la Russie mais ne figurant pas sur les listes présentées par la FAO et l'OIE. Le 3 juillet 2015, les parties ont présenté leurs observations. L'Union européenne considérait que les experts déjà contactés par le Groupe spécial constituaient une base suffisante pour les étapes suivantes de la procédure. La Russie considérait qu'il n'était pas approprié de contacter l'un ou l'autre des experts suggérés par l'expert proposé par l'OIE, alors qu'elle était favorable à ce que l'expert qu'elle avait identifié auparavant soit contacté.

1.29. Le 8 juillet 2015, après avoir reçu la réponse de l'un des experts recommandés par l'OIE, le Groupe spécial a adressé aux parties une liste consolidée mise à jour de noms d'experts et leur a demandé de présenter des observations sur cette liste. Le 15 juillet 2015, les parties ont présenté leurs observations. L'Union européenne se félicitait de la somme des compétences spécialisées que représentaient les experts contactés par le Groupe spécial et a demandé à celui-ci de ne pas envisager de retenir l'un des experts possibles en raison d'un éventuel conflit d'intérêts. La Russie a dit préférer que le Groupe spécial choisisse comme experts le professeur Penrith, le docteur Thomson et le docteur Thiermann.

1.30. Le 21 juillet 2015, le Groupe spécial a informé les parties qu'il avait choisi les experts suivants pour lui fournir une assistance: i) le Dr Gideon Brückner<sup>15</sup>; ii) le Pr Mary Louise Penrith<sup>16</sup>; iii) le Dr Alejandro Thiermann<sup>17</sup>; et iv) le Dr Gavin Thomson.<sup>18</sup>

<sup>14</sup> Cette documentation comprenait, pour chaque candidat, lorsque ces documents étaient disponibles: i) un curriculum vitae, ii) une liste de publications, iii) une déclaration concernant d'éventuels conflits d'intérêts, et iv) la réponse de l'expert à la communication du Groupe spécial lui demandant s'il serait disponible pour exercer les fonctions d'expert auprès du Groupe spécial et s'il souhaitait exercer ces fonctions.

<sup>15</sup> Le Dr Brückner est Président de la Commission scientifique pour les maladies animales de l'OIE et ancien Directeur national des Services vétérinaires d'Afrique du Sud, ancien chef du Service scientifique et technique de l'OIE et ancien Directeur général adjoint de l'OIE.

### 1.3.4.3 Questions posées par le Groupe spécial à l'OIE et aux experts individuels

1.31. Le 24 juillet 2015, le Groupe spécial a adressé des questions écrites aux experts individuels et à l'OIE. Il a reçu des réponses écrites du Dr Thiermann le 13 août 2015, du Pr Penrith le 19 août 2015 et des Drs Bruckner et Thomson le 21 août 2015.

1.32. À la lumière des réponses présentées par les experts, le 24 août 2015, le Groupe spécial a demandé à l'OIE de fournir une copie électronique officielle de la 23<sup>ème</sup> édition du Code terrestre.<sup>19</sup> Il lui a également demandé de préciser s'il avait été apporté au chapitre 15.1 (Peste porcine africaine) de la 22<sup>ème</sup> édition du Code des modifications qui transparaissaient dans la 23<sup>ème</sup> édition.

1.33. Le 25 août 2015, le Groupe spécial a reçu une copie électronique de la 23<sup>ème</sup> édition du Code terrestre adressée par l'OIE. Celle-ci a indiqué que, à son avis, aucune modification substantielle n'avait été apportée au chapitre 15.1 (Peste porcine africaine) entre les 22<sup>ème</sup> et 23<sup>ème</sup> éditions du Code terrestre. Le 26 août 2015, elle a également exprimé l'opinion selon laquelle toute modification perceptible du texte du chapitre 15.1 transparaissant dans la 23<sup>ème</sup> édition du Code terrestre était purement rédactionnelle. Le Groupe spécial a fourni aux parties une copie de la correspondance de l'OIE.

1.34. Le 24 août 2015, le Groupe spécial a demandé aux experts de confirmer si et dans quelle mesure leurs réponses à ses questions seraient substantiellement différentes à la lumière des modifications apportées au chapitre 15.1 (Peste porcine africaine) entre les 22<sup>ème</sup> et 23<sup>ème</sup> éditions du Code terrestre. Aucun des experts individuels n'a indiqué que les modifications rédactionnelles auraient une incidence substantielle sur les réponses aux questions du Groupe spécial qu'il avait présentées.

1.35. Le 28 août 2015, le Groupe spécial a reçu des réponses écrites de l'OIE à ses questions.

1.36. Le 7 septembre 2015, les parties ont présenté des observations sur les réponses de l'OIE et des experts individuels.

1.37. Le Groupe spécial a adressé des questions additionnelles à l'OIE le 23 septembre 2015 et a reçu ses réponses écrites à ces questions le 25 septembre 2015. Il a demandé aux parties de formuler des observations sur les réponses de l'OIE. L'Union européenne a invité le Groupe spécial à se reporter à sa réponse à la question n° 241 du Groupe spécial; la Russie n'a présenté aucune observation sur les réponses de l'OIE.

### 1.3.4.4 Réunion du Groupe spécial avec les experts et les parties

1.38. En préparation de la réunion du Groupe spécial avec les experts et les parties, le 7 septembre 2015, les parties ont soumis par avance des questions à l'intention des experts.

1.39. Le Groupe spécial a tenu une réunion avec les experts et les parties les 14 et 15 septembre 2015.

1.40. Le 1<sup>er</sup> octobre 2015, le Groupe spécial a adressé le procès-verbal de la réunion aux experts individuels et aux parties, en leur demandant de vérifier que ce procès-verbal rendait compte avec exactitude de leurs interventions. Après avoir reçu des observations sur le procès-verbal et

---

<sup>16</sup> Le professeur Penrith est consultante vétérinaire et professeur à l'Université de Pretoria (Afrique du Sud), ancienne Directrice adjointe de l'Onderstepoort Veterinary Institute et Vice-Présidente du Comité de l'enseignement de la South African Veterinary Association.

<sup>17</sup> Le Dr Thiermann est Coordonnateur principal des organisations internationales pour les Services d'inspection zoosanitaire et phytosanitaire du Département de l'agriculture des États-Unis, en poste à l'OIE, et ancien Président de la Commission des normes sanitaires pour les animaux terrestres de l'OIE.

<sup>18</sup> Le Dr Thomson est Codirecteur de TAD Scientific CC, société de conseil immatriculée en Afrique du Sud; il a été employé par la FAO en tant qu'épidémiologiste principal du Programme panafricain de lutte contre les épizooties et a été Directeur de l'Onderstepoort Veterinary Institute.

<sup>19</sup> L'un des experts a appelé l'attention du Groupe spécial sur le fait qu'il apparaissait que la pièce EU-3, intitulée "Chapitre 15.1 de la 23<sup>ème</sup> édition du Code terrestre", correspondait à la 22<sup>ème</sup> édition du Code terrestre.

effectué certaines corrections demandées par les experts et les parties, le Groupe spécial a adressé aux experts et aux parties la version finale du procès-verbal le 19 novembre 2015.<sup>20</sup>

## 2 ASPECTS FACTUELS

### 2.1 Maladie pertinente: peste porcine africaine

2.1. La peste porcine africaine (PPA) est une maladie hémorragique hautement contagieuse qui touche les porcs, les phacochères et les sangliers d'Europe et d'Amérique, à laquelle tant les mâles que les femelles et toutes les classes d'âge sont également sensibles. L'organisme pathogène responsable de la PPA est le virus de la PPA, un virus à ADN de la famille des Asfarviridés; genre *Asfivirus*. La virulence des souches isolées du virus de la PPA est très variable.<sup>21</sup> Les cas sévères de la maladie se caractérisent par une forte fièvre, une perte d'appétit, une détresse respiratoire, de la diarrhée, des hémorragies au niveau de la peau et des organes internes et une évolution mortelle en deux à dix jours en moyenne. Le taux de mortalité peut atteindre 100%.<sup>22</sup>

2.2. La PPA est une maladie couverte par le chapitre 15.1 du Code terrestre et doit être signalée à l'OIE.<sup>23</sup> Le chapitre 15.1 du Code terrestre établit une distinction entre:

- a. les porcs domestiques (y compris tenus en permanence en captivité ou élevés en plein air) et les porcs sauvages (y compris les porcs féroces et les sangliers sauvages); et
- b. l'espèce *Sus scrofa* et les espèces de porcs africains (par exemple les phacochères).<sup>24</sup>

2.3. La PPA survient par le biais de cycles de transmission impliquant les porcs domestiques, les sangliers, les porcins sauvages africains et les tiques molles. Les espèces porcines sauvages africaines, telles que les phacochères (*Phacochoerus aethiopicus*), les potamochères et les sangliers géants des forêts ou hylochères (*Hylochoerus meinertzhageni*), présentent généralement des infections inapparentes et constituent des hôtes réservoirs du virus de la PPA en Afrique. En revanche, les porcs domestiques (*Sus domestica*), les sangliers d'Europe et d'Amérique et l'espèce *Sus scrofa* sont des hôtes chez qui la maladie se manifeste. Les tiques du genre *Ornithodoros* sont considérées comme l'arthropode hôte naturel et il existe des hypothèses selon lesquelles le virus de la PPA est un virus des arthropodes, et que des espèces mammifères, telles que les porcins domestiques, en sont des "hôtes accidentels".<sup>25</sup>

<sup>20</sup> Conformément au paragraphe 1.13 des procédures de travail additionnelles pour la consultation du Groupe spécial avec des experts, ce procès-verbal ne sera pas annexé au rapport du Groupe spécial. Le 8 octobre 2015, le Groupe spécial a reçu les observations de la Russie sur le procès-verbal. Celle-ci demandait au Groupe spécial de changer, entre autres choses, un mot dans l'intervention faite par Mme Ausheva, membre de la délégation russe, lors de la réunion avec les experts consultés par le Groupe spécial. Le Groupe spécial n'a pas changé le mot en question dans la version finale du procès-verbal adressée aux parties et aux experts le 19 novembre 2015. Le 3 décembre 2015, dans ses observations sur le projet de partie descriptive, la Russie a demandé au Groupe spécial d'introduire le changement concernant ce mot. Le Groupe spécial n'accepte pas cette demande. Comme nous l'indiquons au paragraphe 1.17 plus haut, le Groupe spécial autoriserait l'interprétation simultanée de l'anglais vers le russe et du russe vers l'anglais lors de sa réunion avec les experts étant entendu que seule la traduction faite par les interprètes des déclarations qu'un membre de la délégation russe aurait exprimées dans une langue autre que l'anglais serait considérée comme faisant partie du dossier. Il ressort clairement d'une nouvelle écoute de l'enregistrement de la réunion que le mot que la Russie a demandé de modifier est clair dans l'enregistrement de ce qu'a dit l'interprète s'adressant au Groupe spécial en anglais. À la lumière de ces considérations, le Groupe spécial ne modifiera pas le procès-verbal final versé au dossier. En outre, nous faisons savoir que, dans le contexte des éléments de preuve versés au dossier, le changement demandé par la Russie n'aurait pas substantiellement affecté les constatations que nous formulons plus loin.

<sup>21</sup> Fiches d'information générale de l'OIE sur les maladies: peste porcine africaine (Fiche d'information sur la PPA) (pièces RUS-4 et RUS-171).  
[http://www.oie.int/fileadmin/Home/fr/Media\\_Center/docs/pdf/Disease\\_cards/ASF-FR.pdf](http://www.oie.int/fileadmin/Home/fr/Media_Center/docs/pdf/Disease_cards/ASF-FR.pdf) (consultée pour la dernière fois le 23 octobre 2015).

<sup>22</sup> Fiche d'information sur la PPA (pièces RUS-4 et RUS-171).

<sup>23</sup> Site Web de l'OIE, *Maladies, infections et infestations de la Liste de l'OIE en vigueur en 2015* (pièce RUS-177).

<sup>24</sup> Voir l'article 15.1.1 (premier paragraphe) de la 23<sup>ème</sup> édition du Code terrestre. OIE, *Code sanitaire pour les animaux terrestres*, 23<sup>ème</sup> éd. (2014), volume II, page 721.

<sup>25</sup> Fiche technique de l'OIE sur la peste porcine africaine (Fiche technique sur la PPA)  
["http://www.oie.int/fileadmin/Home/eng/Animal\\_Health\\_in\\_the\\_World/docs/pdf/Disease\\_cards/AFRICAN\\_SWI](http://www.oie.int/fileadmin/Home/eng/Animal_Health_in_the_World/docs/pdf/Disease_cards/AFRICAN_SWI)

2.4. Le virus de la PPA peut se transmettre directement par contact entre animaux malades et animaux sains. Étant donné que le virus peut rester infectieux pendant trois à six mois dans les produits du porc non cuits, il peut y avoir transmission indirecte par consommation de déchets contenant de la viande contaminée. Les autres moyens indirects de transmission comprennent des vecteurs biologiques (tiques molles du genre *Ornithodoros*) et des vecteurs passifs tels que les locaux, véhicules, instruments et vêtements.<sup>26</sup>

2.5. Le virus est présent dans le sang, les tissus, les sécrétions et excréments des animaux malades et morts, ainsi que chez les tiques molles du genre *Ornithodoros*. Les animaux qui se sont remis d'infections aiguës ou chroniques peuvent devenir infectés de façon persistante et être porteurs du virus, en particulier les porcins sauvages africains et les porcs domestiques des zones enzootiques. La période d'incubation du virus de la PPA dans la nature est généralement de 4 à 19 jours ou de 3 à 4 jours pour les formes aiguës. Aux fins de l'application du Code terrestre, la période d'incubation chez les espèces *Sus scrofa* est fixée à 15 jours.<sup>27</sup>

2.6. D'après l'OIE, le virus de la PPA reste viable pendant de longues périodes dans le sang, les matières fécales et les tissus, en particulier dans les produits du porc contaminés non cuits ou insuffisamment cuits. Il a en outre la capacité de se multiplier dans les vecteurs (*Ornithodoros* sp.). La fiche technique de l'OIE sur la PPA indique que le virus de la PPA est hautement résistant aux basses températures, mais peut être inactivé par un traitement technique à 56 °C pendant 70 minutes ou à 60 °C pendant 20 minutes.<sup>28</sup> La fiche technique de l'OIE indique également que le virus de la PPA peut aussi être inactivé à un pH inférieur à 3,9, ou supérieur à 11,5 dans un milieu exempt de sérum; il est en outre sensible à des produits chimiques et à des désinfectants tels que l'éther et le chloroforme.<sup>29</sup>

2.7. Comme l'indique la fiche technique de l'OIE (mise à jour pour la dernière fois en avril 2013), la PPA est enzootique dans la plupart des pays d'Afrique subsaharienne, y compris Madagascar. En Europe, elle a été signalée et éradiquée avec succès dans la péninsule ibérique mais reste présente en Sardaigne. Dans les années 1970, la PPA était présente dans les Caraïbes (en Haïti et en République dominicaine) et dans un pays d'Amérique du Sud (le Brésil), mais a été éradiquée avec succès. Plus récemment, elle est réapparue dans le Caucase (en Géorgie, en Azerbaïdjan et en Arménie) ainsi qu'en Russie.<sup>30</sup> La situation au moment de la présente procédure de groupe spécial sera examinée plus avant plus loin.<sup>31</sup>

## 2.2 Mesures en cause

2.8. Dans la présente procédure, l'Union européenne conteste "certaines mesures russes concernant l'adoption, le maintien ou l'application d'une prohibition à l'importation ou de restrictions à l'importation, qui empêchent l'importation en Russie des produits visés en provenance de l'UE".<sup>32</sup>

2.9. Dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial, l'Union européenne énumère les mesures spécifiques en cause comme suit:

une prohibition à l'importation visant la Lituanie comme l'indique l'Avis administratif du 25 janvier 2014 du Service fédéral de surveillance vétérinaire et phytosanitaire russe (FS-EN-8/1023). Cet avis annonçait à compter du 25 janvier 2014 une restriction temporaire à l'importation visant "les porcins vivants et le matériel génétique de ces animaux, les produits du porc (n'ayant pas été soumis à un traitement thermique à au moins 72 °C pendant une durée minimale de 30 minutes), les produits issus de l'abattage de sangliers, les cornes, sabots et cuirs, les matières intestinales, les soies, les aliments pour porcins, les trophées de chasse n'ayant pas

[NE\\_FEVER.pdf](#)" (mise à jour pour la dernière fois en avril 2013; consultée pour la dernière fois le 23 octobre 2015). Voir OIE, fiche technique sur la PPA (pièce RUS-186).

<sup>26</sup> Fiche technique sur la PPA (pièce RUS-186).

<sup>27</sup> Fiche technique sur la PPA. Voir aussi l'article 15.1.1 (Considérations générales) du Code terrestre. OIE, *Code sanitaire pour les animaux terrestres*, 23<sup>ème</sup> éd. (2014), volume II, page 721.

<sup>28</sup> Fiche technique sur la PPA (pièce RUS-186).

<sup>29</sup> Fiche technique sur la PPA (pièce RUS-186).

<sup>30</sup> Fiche technique sur la PPA (pièce RUS-186).

<sup>31</sup> Voir plus loin les paragraphes 2.22 et 2.23. Voir aussi plus loin l'appendice 1 et le paragraphe 7.208.

<sup>32</sup> Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Union européenne, page 1.

subi de traitement taxidermique complet, le matériel précédemment utilisé pour le traitement, le transport, l'abattage et la découpe de porcins" en provenance de Lituanie. Cette mesure a été notifiée à l'OMC le 10 février 2014 (G/SPS/N/RUS/48);

une prohibition à l'importation visant la Pologne comme l'indique l'Avis administratif du 27 février 2014 du Service fédéral de surveillance vétérinaire et phytosanitaire russe (FS-NV-8/2972) annonçant à compter du 27 février 2014 une restriction temporaire à l'importation visant "les porcins vivants et le matériel génétique de ces animaux, les produits du porc (n'ayant pas été soumis à un traitement thermique à au moins 80 °C pendant une durée minimale de 30 minutes), les produits issus de l'abattage de sangliers, les cornes, sabots et cuirs, les matières intestinales, les soies, les aliments pour porcins, les trophées de chasse n'ayant pas subi de traitement taxidermique complet, le matériel précédemment utilisé pour le traitement, le transport, l'abattage et la découpe de porcins" en provenance de Pologne. Cette mesure a été notifiée à l'OMC le 4 mars 2014 (G/SPS/N/RUS/49);

une prohibition à l'importation visant la Lituanie et la Pologne comme l'indique l'Avis administratif du 2 avril 2014 du Service fédéral de surveillance vétérinaire et phytosanitaire russe (FS-EN-8/5081). Cet avis annonçait que, à compter du 7 avril 2014, les restrictions à l'importation en vigueur étaient étendues aux produits transformés contenant du porc à l'exclusion des produits prêts à l'emploi pour l'alimentation des chiens et des chats traités thermiquement (température d'au moins 70 °C pendant une durée minimale de 20 minutes), en provenance de Lituanie et de Pologne. Ces mesures ont été notifiées à l'OMC le 4 avril 2014 sous forme de mises à jour des notifications initiales présentées à l'OMC (G/SPS/N/RUS/48/Add.2 et G/SPS/N/RUS/49/Add.1);

le refus par la Russie d'accepter les importations des produits visés en provenance de l'ensemble de l'UE, qui équivaut à une prohibition à l'échelle de l'UE. L'UE considère que cette mesure spécifique en cause est à la fois une action (une prohibition ou restriction à l'importation) et, à titre subsidiaire, une omission (le fait de ne pas accepter les importations en provenance de l'UE). Elle demande l'examen de cette mesure spécifique en cause en tant que telle et telle qu'appliquée, *de jure* et *de facto* (c'est-à-dire sur la base de tous les faits pertinents). Elle demande aussi l'examen de cette mesure spécifique en cause à la fois dans la mesure où elle est écrite et dans la mesure où elle est non écrite. L'UE note la lettre que lui a adressée en date du 29 janvier 2014 (FS-SA-8/1277) le Service fédéral de surveillance vétérinaire et phytosanitaire russe et qui fait référence à certains certificats d'exportation auparavant utilisés pour certaines exportations de l'UE vers la Russie, et notamment le membre de phrase suivant: "animaux sains élevés sur des exploitations agricoles et/ou des territoires administratifs officiellement exempts de maladies animales contagieuses, y compris la peste porcine africaine, pendant une période de trois ans sur l'ensemble du territoire de l'UE, à l'exception de la Sardaigne". À cet égard, les autorités russes ont fait la déclaration suivante: "les vétérinaires des États membres de l'UE doivent cesser la certification des produits susmentionnés. Sinon, les produits accompagnés de certificats vétérinaires délivrés après le 27 janvier 2014 ne pourront pas être admis sur le territoire des États membres de l'Union douanière et seront réexpédiés".<sup>33</sup>

---

<sup>33</sup> Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Union européenne, pages 1 et 2. Dans sa première communication écrite, l'Union européenne contestait également les restrictions que la Russie a imposées sur les importations en provenance de l'Estonie et de la Lettonie après l'apparition de foyers de PPA sur leur territoire (première communication écrite de l'Union européenne, paragraphes 86 et 87). L'inclusion de la présente note de bas de page dans cette section est sans préjudice de la décision du Groupe spécial sur le point de savoir si les mesures visant l'Estonie et la Lettonie relèvent de son mandat.

## 2.3 Produits en cause

2.10. Les produits en cause sont les porcins vivants et leur matériel génétique, la viande de porc et certains autres produits du porc.<sup>34</sup>

## 2.4 Normes, directives et recommandations internationales pertinentes

### 2.4.1 L'OIE et son mandat

2.11. L'OIE est une organisation intergouvernementale qui a été créée par un accord international signé le 25 janvier 1924, en réponse à la nécessité de lutter contre les maladies animales au niveau mondial. En mai 2003, l'Office international des épizooties a changé de nom pour devenir l'Organisation mondiale de la santé animale, tout en conservant son acronyme antérieur.<sup>35</sup> L'un des objectifs déclarés de l'OIE est la "sécurité sanitaire" pour "les échanges internationaux des animaux et de leurs produits".<sup>36</sup> Les activités de l'OIE dans ce domaine se centrent sur l'élaboration de documents normatifs concernant les règles "utilisables par [ses] pays membres pour se protéger de l'introduction de maladies et d'agents pathogènes sans pour autant instaurer des barrières sanitaires injustifiées".<sup>37</sup>

2.12. Au mois de septembre 2015, l'OIE comptait 180 membres<sup>38</sup>, dont les délégués nationaux forment l'Assemblée mondiale des délégués.<sup>39</sup> Les États membres de l'Union européenne et la Russie sont membres de l'OIE, de même que les tierces parties au présent différend.<sup>40</sup> Outre son siège qui se trouve à Paris, l'OIE a des bureaux régionaux et sous-régionaux sur chaque continent.<sup>41</sup>

### 2.4.2 Le Code sanitaire de l'OIE pour les animaux terrestres (Code terrestre)

2.13. L'Accord SPS reconnaît explicitement les normes, directives et recommandations élaborées sous les auspices de l'OIE en tant que normes, directives et recommandations internationales pour la santé des animaux et les zoonoses.<sup>42</sup> L'OIE a élaboré des normes internationales relatives au commerce international des animaux terrestres (mammifères, oiseaux et abeilles) et de leurs produits. Ces normes sont actuellement énoncées dans le Code terrestre.<sup>43</sup>

2.14. Le Code terrestre a été publié pour la première fois en 1968 et il est mis à jour chaque année. La version pertinente aux fins du présent différend est celle qui était en vigueur à la date de l'établissement du Groupe spécial.<sup>44</sup> Celui-ci a été établi le 22 juillet 2014 et, par conséquent, la

<sup>34</sup> Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Union européenne, page 1. Voir aussi plus loin le tableau 1.

<sup>35</sup> Site Web de l'OIE, *À propos*, <http://www.oie.int/fr/a-propos/> (consulté pour la dernière fois le 21 septembre 2015).

<sup>36</sup> Site Web de l'OIE, *Objectifs*, <http://www.oie.int/fr/a-propos/nos-missions/> (consulté pour la dernière fois le 21 septembre 2015).

<sup>37</sup> Site Web de l'OIE, *Objectifs*, <http://www.oie.int/fr/a-propos/nos-missions/> (consulté pour la dernière fois le 21 septembre 2015).

<sup>38</sup> Site Web de l'OIE, *Les 180 Membres de l'OIE*, "<http://www.oie.int/fr/a-propos/nos-membres/pays-membres-new/>" (consulté pour la dernière fois le 21 septembre 2015).

<sup>39</sup> Site Web de l'OIE, *L'Assemblée mondiale des Délégués*, "<http://www.oie.int/fr/a-propos/wo/assemblee-mondiale/>" (consulté pour la dernière fois le 21 septembre 2015).

<sup>40</sup> Site Web de l'OIE <http://www.oie.int/fr/a-propos/nos-membres/pays-membres-new/> (consulté pour la dernière fois le 21 septembre 2015). Dans sa réponse aux questions n° 27 et 28 du Groupe spécial, l'OIE a précisé que les États membres de l'UE agissaient à titre individuel au sein de l'OIE et avaient les mêmes droits et obligations que tous les autres membres de l'OIE. L'Union européenne en elle-même n'est ni membre de l'OIE, ni observateur auprès de cette organisation.

<sup>41</sup> Site Web de l'OIE, *Les Représentations régionales de l'OIE*, "<http://www.oie.int/fr/a-propos/wo/representations-regionales/>" (consulté pour la dernière fois le 21 septembre 2015).

<sup>42</sup> Annexe A 3) b) de l'Accord SPS. Le glossaire du Code terrestre définit *zoonose* comme "toute maladie ou infection naturellement transmissible des animaux à l'homme". Glossaire du Code terrestre, page x (pièce RUS-32).

<sup>43</sup> Site Web de l'OIE, *Code sanitaire pour les animaux terrestres* "<http://www.oie.int/fr/normes-internationales/code-terrestre/>" (consulté pour la dernière fois le 21 septembre 2015).

<sup>44</sup> À cet égard, nous suivons l'approche de groupes spéciaux antérieurs (rapport du Groupe spécial *États-Unis – Animaux*, paragraphe 2.24, et rapport du Groupe spécial *Inde – Produits agricoles*, paragraphes 7.211 à 7.213). De plus, nous notons que les parties conviennent que la version pertinente du



23<sup>ème</sup> édition du Code terrestre, adoptée à la 82<sup>ème</sup> Session générale de l'OIE en mai 2014, est la version pertinente aux fins du présent différend.

2.15. L'OIE a une procédure volontaire pour la reconnaissance officielle du statut sanitaire, qui est actuellement appliquée à six maladies. La PPA n'en fait pas partie.<sup>45</sup>

#### 2.4.2.1 Objectifs et structure du Code terrestre

2.16. Le Code terrestre vise à établir des "normes [internationales] destinées à améliorer la santé et le bien-être des animaux terrestres ainsi que la santé publique vétérinaire dans le monde, ... notamment des textes à caractère normatif garantissant la sécurité sanitaire des échanges internationaux d'animaux terrestres (mammifères, oiseaux et abeilles) et de produits d'animaux terrestres".<sup>46</sup> Conformément au Code terrestre, ces normes consistent en des mesures sanitaires fondées sur les preuves scientifiques les plus récentes et "doivent être appliquées" par les autorités vétérinaires des pays importateurs et exportateurs pour, entre autres, éviter la transmission d'agents pathogènes aux animaux terrestres et/ou à l'homme par le biais des échanges internationaux d'animaux terrestres et de leurs produits dérivés, tout en évitant l'instauration d'entraves sanitaires au commerce non justifiées.<sup>47</sup> En résumé, le Code terrestre aspire à assurer la sécurité sanitaire des échanges internationaux d'animaux terrestres tout en évitant l'instauration d'entraves sanitaires au commerce non justifiées.<sup>48</sup>

2.17. Le Code terrestre est divisé en deux volumes. Le volume I, intitulé "Dispositions générales", contient des normes horizontales qui s'appliquent à un large éventail d'espèces, de secteurs de production et de maladies, et est organisé en sept titres. Par exemple, il contient des règles sur le diagnostic, la surveillance et la notification des maladies animales (titre 1), l'analyse des risques (titre 2), la qualité des services vétérinaires (titre 3), la prévention et le contrôle des maladies (titre 4), les mesures commerciales, les procédures d'importation et d'exportation et la certification vétérinaire (titre 5).

2.18. Le volume II, intitulé "Recommandations applicables aux maladies listées par l'OIE et autres maladies ayant une importance pour le commerce international" quant à lui, contient des normes, directives et recommandations applicables à des maladies spécifiques, y compris les recommandations concernant la surveillance des maladies, l'évaluation des risques, le zonage et la compartimentation. Dans le cas de la PPA, le chapitre 15.1 énonce spécifiquement les facteurs à prendre en considération dans la détermination du statut d'un pays, d'une zone ou d'un compartiment concernant la PPA. Il énonce en outre les facteurs à prendre en considération pour le recouvrement du statut de pays, zone ou compartiment exempt de PPA et contient des recommandations relatives aux importations de produits spécifiques en provenance de pays, zones ou compartiments exempts de PPA et infectés par la PPA.

2.19. Dans le contexte de l'OIE, le terme "mesure sanitaire" désigne "une mesure, telle que celles décrites dans divers chapitres du Code terrestre, qui est destinée à protéger, sur le territoire d'un État membre, la vie et la santé humaines ou animales vis-à-vis des risques liés à la pénétration, à l'établissement et/ou à la diffusion d'un danger".<sup>49</sup> D'après le Code terrestre, le terme "risque" désigne la probabilité de survenue et l'ampleur probable des conséquences d'un événement préjudiciable à la santé animale ou humaine en termes biologiques et économiques.<sup>50</sup> Le terme "analyse de risque" désigne la démarche comprenant l'identification des dangers, l'appréciation du risque, la gestion du risque et la communication relative au risque, alors que le terme "appréciation du risque" désigne une appréciation scientifique de la probabilité, ainsi que des conséquences biologiques et économiques, de la pénétration, de l'établissement et de la diffusion d'un danger sur le territoire d'un pays importateur.<sup>51</sup>

---

Code terrestre est sa 23<sup>ème</sup> édition (première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 118; et première communication écrite de la Russie, note de bas de page 119).

<sup>45</sup> Site Web de l'OIE, *Statuts sanitaires officiels* "<http://www.oie.int/fr/sante-animale-dans-le-monde/statuts-officiels-des-maladies/>" (consulté pour la dernière fois le 22 septembre 2015).

<sup>46</sup> OIE, *Code sanitaire pour les animaux terrestres*, 23<sup>ème</sup> édition (2014), volume 1, page v.

<sup>47</sup> OIE, *Code sanitaire pour les animaux terrestres*, 23<sup>ème</sup> édition (2014), volume 1, page v.

<sup>48</sup> OIE, *Code sanitaire pour les animaux terrestres*, 23<sup>ème</sup> édition (2014), volume 1, page v.

<sup>49</sup> OIE, *Code sanitaire pour les animaux terrestres*, 23<sup>ème</sup> édition (2014), volume 1, page xvi.

<sup>50</sup> OIE, *Code sanitaire pour les animaux terrestres*, 23<sup>ème</sup> édition (2014), volume 1, page xviii.

<sup>51</sup> OIE, *Code sanitaire pour les animaux terrestres*, 23<sup>ème</sup> édition (2014), volume 1, pages xi et xii.

### 2.4.3 Normes, directives ou recommandations pertinentes invoquées par les parties

2.20. Selon l'Union européenne, les normes applicables pertinentes pour les mesures correspondantes sont principalement énoncées au chapitre 15.1 (Peste porcine africaine) du Code terrestre, qui porte sur le commerce des produits en cause, conjointement avec le chapitre 4.3, qui porte sur la régionalisation.<sup>52</sup> L'Union européenne fait valoir que les mesures de la Russie sont contraires aux articles 15.1.5, 15.1.8, 15.1.10, 15.1.12, 15.1.13, 15.1.14 et 15.1.16 du Code terrestre.<sup>53</sup>

2.21. Selon la Russie, les dispositions les plus pertinentes pour la PPA figurent aux articles 1.4.6 et 1.6.1 ainsi qu'aux chapitres 3.1, 3.2, 4.3 (en particulier aux articles 4.3.3.1, 4.3.3.5 et 4.3.3.6), 5.3 (en particulier aux articles 5.3.1 et 5.3.7) et 15.1 du Code terrestre.<sup>54</sup> Initialement, la Russie a aussi indiqué que le chapitre 4.4 était pertinent.<sup>55</sup>

## 2.5 Situation intérieure des parties en ce qui concerne la PPA

### 2.5.1 Union européenne

2.22. Au début de 2014, la PPA n'était pas présente dans l'Union européenne, à l'exception de l'île de Sardaigne<sup>56</sup>. Cette situation a changé avec l'apparition d'un foyer en Lituanie le 24 janvier 2014. Outre la Lituanie, la PPA est actuellement présente en Estonie, en Lettonie et en Pologne.<sup>57</sup>

### 2.5.2 Russie

2.23. La PPA a été introduite en Russie en novembre-décembre 2007, lorsque cinq cas de sangliers atteints ont été signalés à l'OIE.<sup>58</sup> La PPA est actuellement présente dans certaines zones du territoire de la Russie.<sup>59</sup>

## 3 CONSTATATIONS ET RECOMMANDATIONS DEMANDÉES PAR LES PARTIES

3.1. L'Union européenne demande que le Groupe spécial constate que les mesures de la Russie en cause sont incompatibles avec les obligations de ce pays au titre des articles 2:2, 2:3, 3:1, 3:2, 3:3, 5:1, 5:2, 5:3, 5:4, 5:5, 5:6, 5:7, 6:1, 6:2, 6:3, 7 et 8, de l'Annexe B 1), 2), 5), 6) et de l'Annexe C 1) a), b), c) de l'Accord SPS.<sup>60</sup> Dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial, l'Union européenne a inclus des allégations au titre des articles I:1, III:4 et XI:1 du GATT de 1994.<sup>61</sup> Toutefois, en réponse aux questions posées par le Groupe spécial à la première réunion de fond avec les parties, l'Union européenne a inclus qu'elle ne maintenait pas les allégations au titre du GATT de 1994.<sup>62</sup>

<sup>52</sup> Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 122.

<sup>53</sup> Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 139.

<sup>54</sup> Deuxième communication écrite de la Russie, paragraphe 21; réponse de la Russie à la question n° 101 du Groupe spécial, paragraphe 146.

<sup>55</sup> Par la suite, la Russie a indiqué que les dispositions relatives à la compartimentation n'étaient pas pertinentes compte tenu de la clarification de l'Union européenne selon laquelle elle n'avait pas cherché à établir de compartiments. Voir, par exemple, la réponse de la Russie à la question n° 258 du Groupe spécial et ses observations sur les réponses des experts à la question n° 31 du Groupe spécial.

<sup>56</sup> Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 60 (faisant référence à l'avis scientifique de l'EFSA sur la PPA, *EFSA Journal* 2010 8(3)1556 (avis scientifique de l'EFSA de 2010) (pièce EU-24), page 9).

<sup>57</sup> Première communication écrite de la Russie, paragraphe 42.

<sup>58</sup> Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 47 (faisait référence à "*African Swine Fever spread in the Russian Federation and the risk for the region*", FAO, décembre 2009 (pièce EU-23), page 3).

<sup>59</sup> Voir la première communication écrite de la Russie, paragraphe 23.

<sup>60</sup> Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 358.

<sup>61</sup> Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Union européenne, page 7.

<sup>62</sup> Réponse de l'Union européenne à la question n° 80 du Groupe spécial, paragraphe 155; et deuxième communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 194.



3.2. L'Union européenne demande en outre que le Groupe spécial recommande que l'ORD demande à la Russie de rendre les mesures contestées conformes à ses obligations au titre de l'Accord SPS.<sup>63</sup>

3.3. La Russie demande que le Groupe spécial constate que l'Union européenne n'a établi le bien-fondé d'aucune des allégations formulées au cours de la présente procédure, et que les mesures de la Russie ne sont pas incompatibles avec ses obligations au titre des Accords de l'OMC pertinents.<sup>64</sup>

#### **4 ARGUMENTS DES PARTIES**

4.1. Les arguments des parties sont exposés dans les résumés analytiques qu'elles ont fournis au Groupe spécial conformément au paragraphe 20 des procédures de travail adoptées par celui-ci (voir les annexes B-1, B-2, B-3 et B-4).<sup>65</sup>

#### **5 ARGUMENTS DES TIERCES PARTIES**

5.1. Les arguments de l'Australie, du Brésil, des États-Unis, de l'Inde, du Japon et de la Norvège sont exposés dans les résumés analytiques qu'ils ont fournis conformément au paragraphe 21 des procédures de travail adoptées par le Groupe spécial (voir les annexes C-1, C-2, C-3, C-4, C-5 et C-6).<sup>66</sup> L'Afrique du Sud, la Chine, la République de Corée et le Taipei chinois n'ont pas présenté d'arguments écrits ou oraux au Groupe spécial.

#### **6 RÉEXAMEN INTÉIMAIRE**

##### **6.1 Introduction**

6.1. Le 11 février 2016, le Groupe spécial a remis son rapport intérimaire aux parties. Le 25 février 2016, l'Union européenne et la Russie ont chacune demandé par écrit que le rapport intérimaire soit réexaminé. La Russie n'a pas demandé de réunion consacrée au réexamen intérimaire. Cependant, l'Union européenne a demandé une réunion avec le Groupe spécial au cours de laquelle la Russie aurait toutes possibilités de présenter de nouvelles observations sur certains points et documents mis en avant par l'Union européenne, à moins que la Russie et le Groupe spécial estiment que cela n'est pas nécessaire.

6.2. À la lumière des observations des parties sur le rapport intérimaire, le 4 mars 2016, le Groupe spécial a informé les parties qu'il avait décidé de tenir une réunion dans le cadre du réexamen intérimaire, qui a eu lieu le 10 mars 2016. Le Président du Groupe spécial, M. Mohammad Saeed, a présidé la réunion, tandis que Mme Delilah Cabb Ayala et M. Juan Antonio Dorantes ont participé par visioconférence. Le Groupe spécial a décidé que la réunion ne traiterait que des questions soulevées par l'Union européenne au sujet des paragraphes 7.991 et 7.993 du rapport intérimaire. Le 10 mars 2016, chaque partie a en outre présenté des observations sur la demande de l'autre tendant à ce que d'autres "aspects précis" du rapport intérimaire soient réexaminés. Le 15 mars 2016, les parties ont présenté leurs réponses aux questions posées par le Groupe spécial après la réunion consacrée au réexamen intérimaire.

---

<sup>63</sup> Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 359; et deuxième communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 194.

<sup>64</sup> Première communication écrite de la Russie, paragraphe 447; et deuxième communication écrite de la Russie, paragraphe 195.

<sup>65</sup> Le 2 juin 2015, le Groupe spécial a reçu les premiers résumés analytiques des parties. La Russie a présenté un résumé analytique de sa première communication écrite, de sa déclaration liminaire et de sa déclaration finale, qui, au total, dépassait la limite de 15 pages établie au paragraphe 20 des procédures de travail. Le 1<sup>er</sup> juillet 2015, après avoir consulté les parties, le Groupe spécial a demandé à la Russie de présenter une version intégrée de son premier résumé analytique ne dépassant pas 15 pages. Le 30 juillet 2015, la Russie a présenté son premier résumé analytique intégré, qui figure ci-joint à l'annexe B-3.

<sup>66</sup> Le Groupe spécial rappelle l'importance du respect des délais dans les procédures de groupe spécial. À cet égard, nous notons que ni l'Australie ni l'Inde n'ont fourni leur résumé analytique dans les délais indiqués dans le calendrier adopté par le Groupe spécial. Par conséquent, le 20 octobre 2015, le Groupe spécial a demandé à ces deux tierces parties de préciser si leurs déclarations écrites ou orales devaient être considérées comme leur résumé analytique. Le 21 octobre 2015, l'Inde a confirmé que sa déclaration orale constituerait le résumé analytique de ses arguments. Le 30 octobre 2015, l'Australie a fourni son résumé analytique de tierce partie.

Le 21 mars 2016, chaque partie a présenté des observations sur les réponses de l'autre aux questions posées par le Groupe spécial après la réunion consacrée au réexamen intérimaire.

6.3. Conformément à l'article 15:3 du Mémoire d'accord, la présente section du rapport traite des demandes de réexamen d'aspects précis du rapport présentées par les parties pendant la phase de réexamen intérimaire. Nous examinons ci-après les demandes des parties visant à ce que des modifications de fond soient apportées, en suivant d'une manière générale l'ordre des paragraphes ou de la section auxquels se rapportent les demandes. Outre les demandes examinées ci-après, des erreurs typographiques et d'autres erreurs ne portant pas sur le fond figurant dans le rapport ont été corrigées, y compris celles que les parties avaient signalées.

6.4. La numérotation de certains des paragraphes et notes de bas de page du rapport final a changé en comparaison de celle du rapport intérimaire. Dans l'exposé ci-après, les numéros indiqués sont ceux du rapport intérimaire, les numéros correspondants du rapport final étant inclus lorsqu'ils sont différents.

## **6.2 But et portée du réexamen intérimaire**

6.5. Avant de traiter les demandes individuelles des parties visant au réexamen de son rapport intérimaire, le Groupe spécial note qu'un certain nombre des demandes de la Russie visent à contester soit l'évaluation par le Groupe spécial des éléments de preuve versés au dossier, soit l'évaluation par le Groupe spécial des allégations de l'Union européenne. Celle-ci a contesté individuellement, pour divers motifs, certaines de ces observations formulées par la Russie.

6.6. Le Groupe spécial a fait observer que l'article 15:2 du Mémoire d'accord et le paragraphe 22 de ses Procédures de travail ménagent aux parties la possibilité de demander au Groupe spécial qu'il "réexamine des aspects précis de son rapport intérimaire". De précédents groupes spéciaux ont refusé d'élargir le champ du réexamen intérimaire au-delà de celui que prévoit l'article 15:2 et ont en conséquence limité leur examen pour ne traiter que les observations portant sur des "aspects précis" du rapport intérimaire.<sup>67</sup> De précédents groupes spéciaux ont aussi noté qu'il n'était pas approprié de reprendre (remettre en avant), au stade du réexamen intérimaire, des arguments qui avaient déjà été présentés à un groupe spécial.<sup>68</sup>

6.7. Conformément à notre interprétation de l'article 15:2 du Mémoire d'accord et à l'approche adoptée par de précédents groupes spéciaux, nous examinerons notre rapport intérimaire eu égard seulement aux observations des parties qui portent sur des "aspects précis" de ce rapport. En outre, lorsque nous estimerons qu'une demande particulière d'une partie équivaut pour celle-ci à revenir sur des arguments qui nous ont déjà été présentés, nous rejeterons cette demande.

## **6.3 Ajout de nouveaux éléments de preuve au dossier pendant la phase de réexamen intérimaire**

6.8. Dans le contexte de ses observations sur les paragraphes 7.991 et 7.993, l'Union européenne demande au Groupe spécial d'accepter dix nouvelles pièces (EU-253 à EU-262). Selon elle, ces communications étayaient sa demande visant à ce que le Groupe spécial réexamine des aspects précis du paragraphe 7.991 et à ce qu'il supprime le paragraphe 7.993 pour assurer l'exactitude factuelle de son rapport. L'Union européenne a demandé une réunion avec le Groupe spécial, au cours de laquelle la Russie aurait toutes possibilités de présenter de nouvelles observations (outre ses observations écrites concernant les observations de l'Union européenne relatives au rapport intérimaire) sur les points et documents mis en avant par l'Union européenne, à moins que la Russie et le Groupe spécial estiment que cela n'est pas nécessaire.

6.9. Comme il est indiqué plus haut au paragraphe 6.2, le Groupe spécial a décidé de tenir, dans le cadre du réexamen intérimaire, une réunion limitée à l'examen des questions soulevées par

<sup>67</sup> Rapports des Groupes spéciaux *Japon – Boissons alcooliques II*, paragraphe 5.2; *Australie – Saumons*, paragraphe 7.3; *Japon – Pommes (article 21:5 – États-Unis)*, paragraphe 7.21; *Inde – Restrictions quantitatives*, paragraphe 4.2; *Canada – Maintien de la suspension*, paragraphes 6.16 et 6.17; *États-Unis – Maintien de la suspension*, paragraphes 6.17 et 6.18; et *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 6.5.

<sup>68</sup> Rapports des Groupes spéciaux *Japon – DRAM (Corée)*, paragraphe 6.2; *États-Unis – Volaille (Chine)*, paragraphe 6.32; et *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 6.5.

l'Union européenne aux pages 5 et 6 de sa communication datée du 25 février 2016, qui se rapportent spécifiquement aux paragraphes 7.991 et 7.993 du rapport intérimaire.

6.10. La principale raison pour laquelle l'Union européenne demande au Groupe spécial d'accepter les nouveaux éléments de preuve est qu'elle n'aurait pas pu prévoir, et le Groupe spécial n'a indiqué à aucun moment de la procédure, que la date pertinente dont il tiendrait compte en ce qui concerne la Lettonie serait une date postérieure à celle de son établissement. L'Union européenne considère que le Groupe spécial devrait tenir compte d'éléments de preuve pertinents dont il n'avait pas été tenu compte auparavant aux fins de la régularité de la procédure. Elle fait valoir que l'acceptation de ces nouveaux éléments de preuve n'irait pas à l'encontre de la jurisprudence antérieure du fait des circonstances particulières du présent différend, y compris le fait que la Russie a eu accès à ces pièces avant qu'elles ne soient présentées au Groupe spécial.<sup>69</sup> De plus, l'Union européenne fait valoir que sa demande revient à demander au Groupe spécial de réexaminer un "aspect précis" du rapport intérimaire, conformément à ce que prévoit l'article 15:2 du Mémoire d'accord.<sup>70</sup>

6.11. La Russie s'oppose à ce que le Groupe spécial accepte les nouveaux éléments de preuve présentés par l'Union européenne. La principale raison qu'elle avance à cet égard est que, dans la jurisprudence procédurale du règlement des différends à l'OMC, il existe un principe bien établi selon lequel de nouveaux éléments de preuve ne peuvent pas être acceptés pendant la phase de réexamen intérimaire.<sup>71</sup>

6.12. Le Groupe spécial a connaissance de la portée limitée de la phase de réexamen intérimaire, telle qu'elle est décrite plus haut dans la section 6.2. Il sait également l'importance que revêt la régularité de la procédure dans le contexte des procédures de règlement des différends à l'OMC.<sup>72</sup> À cet égard, nous rappelons que l'Organe d'appel a indiqué que la régularité de la procédure était "intrinsèquement liée aux notions d'équité, d'impartialité et aux droits des parties de se faire entendre et de se voir ménager des possibilités adéquates de présenter leurs allégations, de prouver la validité de leurs moyens de défense et d'établir les faits dans le contexte de procédures menées d'une manière équilibrée et harmonieuse, conformément aux règles établies".<sup>73</sup>

6.13. Des groupes spéciaux antérieurs et l'Organe d'appel ont été saisis d'une question analogue, qui est de savoir si un groupe spécial peut accepter de nouveaux éléments de preuve présentés par une partie pendant la phase de réexamen intérimaire.

6.14. Dans l'affaire *CE – Sardines*, l'Organe d'appel a expliqué que la phase de réexamen intérimaire n'était pas un moment approprié pour présenter de nouveaux éléments de preuve:

Nous rejetons également la prétention des Communautés européennes concernant les lettres qu'elles ont communiquées au stade du réexamen intérimaire. Ce stade du réexamen intérimaire n'est pas un moment approprié pour présenter de nouveaux éléments de preuve. Nous rappelons que l'article 15 du Mémoire d'accord régit le réexamen intérimaire. L'article 15 permet aux parties, à ce stade de la procédure, de

<sup>69</sup> Déclaration liminaire de l'Union européenne à la réunion du Groupe spécial consacrée au réexamen intérimaire, paragraphes 3 à 5. Voir aussi les réponses de l'Union européenne à la question n° 331 du Groupe spécial.

<sup>70</sup> Déclaration liminaire de l'Union européenne à la réunion du Groupe spécial consacrée au réexamen intérimaire, paragraphes 2 et 3. Voir aussi les réponses de l'Union européenne à la question n° 331 du Groupe spécial.

<sup>71</sup> Déclaration liminaire de la Russie à la réunion du Groupe spécial consacrée au réexamen intérimaire, paragraphe 5 (faisant référence aux rapports de l'Organe d'appel *CE – Sardines*, paragraphe 301; *CE – Certaines questions douanières*, paragraphe 6.6; et aux rapports des Groupes spéciaux *CE – Produits dérivés du phoque*, paragraphes 6.53 à 6.55; *CE – Produits des technologies de l'information*, paragraphes 6.47 et 6.48; *CE – Bananes III (article 21:5 – États-Unis)*, paragraphes 6.5 à 6.18; *CE et certains États membres – Aéronefs civils gros porteurs*, paragraphe 6.311; et *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques*, paragraphes 6.134 et 6.162 à 6.164). Voir aussi les réponses de la Russie à la question n° 331 du Groupe spécial.

<sup>72</sup> Voir les rapports de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, note de bas de page 138 relative au paragraphe 152; *Inde – Brevets (États-Unis)*, paragraphe 95; *Argentine – Chaussures, textiles et vêtements*, note de bas de page 68 relative au paragraphe 79; *CE – Matériels informatiques*, paragraphe 70; *États-Unis – FSC*, paragraphe 166; *Australie – Saumons*, paragraphes 272 et 278; *États-Unis – Maintien de la suspension / Canada – Maintien de la suspension*, paragraphe 433; et *Thaïlande – Cigarettes (Philippines)*, paragraphe 147.

<sup>73</sup> Rapport de l'Organe d'appel *Thaïlande – Cigarettes (Philippines)*, paragraphe 147.

présenter des observations sur le projet de rapport remis par le groupe spécial, et de demander "que celui-ci réexamine des aspects précis de son rapport intérimaire". À ce moment-là, les travaux du groupe spécial sont presque achevés; ce sont uniquement – selon les termes de l'article 15 – des "aspects précis" du rapport qui doivent être vérifiés pendant le réexamen intérimaire. Et cela ne peut pas, selon nous, dûment inclure une évaluation d'éléments de preuve nouveaux et auxquels les parties n'ont pas répondu. Par conséquent, nous sommes d'avis que le Groupe spécial a agi à bon droit en refusant de prendre en compte les nouveaux éléments de preuve pendant le réexamen intérimaire et n'a donc pas agi d'une manière incompatible avec l'article 11 du Mémoire d'accord.<sup>74</sup>

6.15. Le Groupe spécial *CE – Certaines questions douanières* a considéré que "les termes de l'article 15:2 [l']empêch[aient] de prendre en considération des éléments de preuve qui ne figur[aient] pas dans le rapport intérimaire", et s'est donc abstenu de prendre en considération certains nouveaux éléments de preuve présentés par les Communautés européennes.<sup>75</sup> En appel, l'Organe d'appel a constaté que le Groupe spécial n'avait pas fait erreur:

S'agissant des pièces EC-167, EC-168 et EC-169 (qui ont trait à l'adoption du Règlement (CE) n° 2171/2005 et à ses conséquences), nous sommes d'avis que le Groupe spécial n'a pas fait erreur en s'abstenant de prendre en considération ces éléments de preuve.<sup>76</sup> Comme l'Organe d'appel l'a dit dans le cadre de l'affaire *CE – Sardines*, "[l]e stade du réexamen intérimaire n'est pas un moment approprié pour présenter de nouveaux éléments de preuve".<sup>77</sup> La décision du Groupe spécial de s'abstenir de prendre en considération les pièces EC-167, EC-168 et EC-169 nous semble conforme à ce que l'Organe d'appel a dit dans le cadre de l'affaire *CE – Sardines*, à savoir que "ce sont uniquement ... des "aspects précis" du rapport [intérimaire] qui doivent être vérifiés pendant le réexamen intérimaire ... [e]t cela ne peut pas ... dûment inclure une évaluation d'éléments de preuve nouveaux et auxquels les parties n'ont pas répondu".<sup>78</sup> Au demeurant, même en admettant que les pièces EC-167, EC-168 et EC-169 auraient pu étayer la thèse selon laquelle une application uniforme avait été obtenue au moment où le Groupe spécial a remis son rapport, nous ne voyons pas comment ces pièces pouvaient être révélatrices d'une application uniforme au moment de l'établissement du Groupe spécial.<sup>79</sup>

6.16. Compte tenu de ces indications, le Groupe spécial considère que la phase de réexamen intérimaire ne peut pas (et ne devrait pas) être utilisée pour la fourniture d'éléments de preuve "nouveaux et auxquels les parties n'ont pas répondu".<sup>80</sup>

6.17. À notre avis, contrairement à ce qu'elle allègue, l'Union européenne a eu des possibilités suffisantes de présenter des éléments de preuve se rapportant à la Lettonie au cours des étapes antérieures de la procédure. De fait, elle a présenté des pièces postérieures à la date d'établissement du Groupe spécial dès le début de la présente procédure. Par exemple, les pièces EU-40 à EU-44 et EU-95 à EU-98, qui ont été présentées ensemble avec la première communication écrite de l'Union européenne, ont toutes une date postérieure au 22 juillet 2014.

<sup>74</sup> Rapport de l'Organe d'appel *CE – Sardines*, paragraphe 301.

<sup>75</sup> Rapport du Groupe spécial *CE – Certaines questions douanières*, paragraphe 6.6.

<sup>76</sup> (note de bas de page de l'original) Voir le rapport du Groupe spécial, paragraphe 6.6.

<sup>77</sup> (note de bas de page de l'original) Rapport de l'Organe d'appel *CE – Sardines*, paragraphe 301.

<sup>78</sup> (note de bas de page de l'original) *Ibid.*

<sup>79</sup> Rapport de l'Organe d'appel *CE – Certaines questions douanières*, paragraphe 259.

<sup>80</sup> Rapport de l'Organe d'appel *CE – Sardines*, paragraphe 301; rapport de l'Organe d'appel *Communautés européennes – Certaines questions douanières*, paragraphe 259. Cette approche a été adoptée par les Groupes spéciaux *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques*, *CE – Bananes (article 21:5 – États-Unis)*, et *CE – Produits des technologies de l'information*. Voir les rapports du Groupe spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques*, paragraphes 6.162 à 6.164; le rapport du Groupe spécial *CE – Bananes (article 21:5 – États-Unis)*, paragraphes 6.5 à 6.18; et le rapport du Groupe spécial *CE – Produits des technologies de l'information*, paragraphes 6.47 et 6.48. Le Groupe spécial *Chine – Pièces automobiles* a également fait ce raisonnement mais a noté que les éléments de preuve en question n'auraient toutefois pas changé son point de vue. Voir le rapport du Groupe spécial *Chine – Pièces automobiles*, paragraphes 6.24 à 6.37. Il est également à noter que le Groupe spécial *République dominicaine – Mesures de sauvegarde* a admis de nouveaux éléments de preuve après que le rapport intérimaire avait été remis, quoiqu'il n'ait modifié qu'une date figurant dans la partie factuelle du rapport. Voir le rapport du Groupe spécial *République dominicaine – Mesures de sauvegarde*, paragraphe 6.3.

6.18. En outre, le fait que les renseignements fournis par l'Union européenne au Groupe spécial au moyen des pièces EU-253 à EU-262 étaient accessibles au public à partir du second semestre de 2014 ne signifie pas que ces renseignements aient été portés à l'attention du Groupe spécial par le plaignant. L'Union européenne fait valoir que le Groupe spécial n'a pas demandé ces éléments de preuve mais c'est au plaignant qu'il incombe d'établir des éléments *prima facie*.<sup>81</sup>

6.19. Enfin, nous ne voyons pas, dans le présent différend, de raisons impérieuses qui justifieraient que nous nous écartions de ce qu'ont fait les groupes spéciaux antérieurs en ce qui concerne le rejet de nouveaux éléments de preuve présentés pendant la phase de réexamen intérimaire.

6.20. Sur la base de ce qui précède, nous constatons que les pièces que l'Union européenne a présentées conjointement avec ses observations sur le rapport intérimaire (pièces EU-253 et EU-262) ne sont pas recevables et nous n'en tiendrons pas compte lorsque nous examinerons la demande de l'Union européenne visant à ce que le Groupe spécial réexamine les paragraphes 7.991 et 7.993 du rapport intérimaire.

6.21. Nous examinons maintenant les observations individuelles que les parties ont formulées au sujet du rapport intérimaire.

#### **6.4 Question de savoir si les mesures relatives aux importations en provenance de Lettonie et d'Estonie relèvent du mandat du Groupe spécial**

6.22. En ce qui concerne le tableau 1 qui suit le paragraphe 7.144, l'Union européenne suggère d'ajouter "porc" et "produits à base de viande de porc crue" à la désignation des produits visés par les mesures appliquées aux importations des produits en cause en provenance de Lituanie et de Pologne. La Russie n'a pas formulé d'observations sur cette demande; toutefois, elle demande au Groupe spécial d'ajouter "porc" dans le même tableau, à la désignation des produits visés par les mesures appliquées aux importations des produits en cause en provenance de Lituanie et de Pologne. S'agissant de cette demande de la Russie, l'Union européenne considère qu'il serait plus exact de faire référence aux "produits à base de viande de porc crue". À la lumière des observations des parties et des éléments de preuve versés au dossier, le Groupe spécial a ajouté "porc" et "produits à base de viande de porc crue" à la désignation des produits visés par les mesures en cause appliquées aux importations en provenance de Lituanie et de Pologne dans le tableau 1 qui suit le paragraphe 7.144.

#### **6.5 Cadre temporel pour l'évaluation par le Groupe spécial**

6.23. Pour ce qui est du paragraphe 7.173, la Russie demande au Groupe spécial de rendre compte également des arguments qu'elle a présentés en réponse à la question n° 311 du Groupe spécial, dans lesquels elle demande à celui-ci d'examiner tous les éléments de preuve présentés par les parties. En ce qui concerne l'observation de la Russie sur le paragraphe 7.173, l'Union européenne a observé qu'elle suggérerait de remplacer l'expression "as of" par "as at" dans la version anglaise du rapport lorsque le Groupe spécial fait référence à un moment spécifique, afin d'éviter les ambiguïtés quant à la période à laquelle le Groupe spécial se réfère. Nous jugeons la demande de la Russie acceptable et nous avons apporté les modifications demandées au paragraphe 7.173. Nous jugeons aussi acceptable la demande de l'Union européenne tendant à remplacer "as of" par "as at" dans la version anglaise du rapport lorsque le Groupe spécial fait référence à un moment spécifique. Nous avons apporté cette modification aux paragraphes suivants: 7.430, 7.435, 7.444, 7.449, 7.451, 7.673, 7.935, 7.965, 7.974, 7.976, 7.977, 7.982, 7.985, 7.986, 7.995, 7.1001, 7.1003, 7.1004, 7.1015, 7.1016, 7.1017, 7.1018, 7.1030, 7.1151, 8.1.e.vii et 8.1.e.viii.

6.24. À la lumière des observations des parties, s'agissant en particulier des paragraphes 7.991 et 7.993, le Groupe spécial a décidé d'apporter des modifications rédactionnelles au paragraphe 7.176 afin de donner une explication plus claire de la période sur laquelle il a axé son analyse. Il procède à ces modifications de façon à expliquer qu'il a examiné les mesures concernant la Lituanie, la Pologne et la Lettonie pour la période allant jusqu'à la date de son établissement (le 22 juillet 2014), et qu'il a examiné les éléments de preuve pour la période allant

---

<sup>81</sup> Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Produits agricoles II*, paragraphe 122.

jusqu'au 11 septembre 2014, afin d'étayer encore son analyse pour la période allant jusqu'au 22 juillet 2014. En ce sens, nous sommes d'avis que les observations concernant la période sur laquelle le Groupe spécial a axé son analyse, en relation avec les paragraphes 7.991 et 7.993, que l'Union européenne a formulées au cours de la réunion consacrée au réexamen intérimaire et en réponse aux questions posées par le Groupe spécial après cette réunion donnent une description inexacte de la période sur laquelle le Groupe spécial a axé son analyse. Comme nous venons de l'indiquer, le Groupe spécial a examiné les mesures appliquées aux importations des produits en cause en provenance de Lituanie, de Pologne et de Lettonie qui existaient jusqu'au 22 juillet 2014 et a étendu son examen jusqu'au 11 septembre 2014 étant donné que la mesure visant les importations en provenance d'Estonie relevait de son mandat. De l'avis du Groupe spécial, cela est acceptable sur la base de son mandat et des indications de l'Organe d'appel quant au pouvoir d'appréciation dont jouit un groupe spécial lorsqu'il s'agit d'examiner et de peser tous les éléments de preuve versés au dossier qui sont antérieurs et postérieurs à son établissement.<sup>82</sup>

#### **6.6 Allégations au titre de l'article 6:1, 6:2 et 6:3 de l'Accord SPS (concernant l'interdiction à l'échelle de l'UE)**

6.25. En ce qui concerne le paragraphe 7.410, la Russie demande au Groupe spécial de formuler un certain nombre de constatations de fait relatives à l'efficacité et à la capacité des services vétérinaires de chacun des quatre États membres de l'UE affectés. L'Union européenne considère que le Groupe spécial devrait rejeter la demande de la Russie et que, s'il décidait d'inclure des références à des pièces telles que RUS-359, il devrait aussi inclure des références à des pièces telles que EU-248 et EU-249. Afin de rendre compte des arguments et des vues de la Russie de manière suffisante, le Groupe spécial a modifié le paragraphe 7.410; toutefois, il n'a pas modifié les constatations de fait qu'il énonce dans ce paragraphe.

6.26. Pour ce qui est du paragraphe 7.432, la Russie demande au Groupe spécial d'ajouter une phrase énonçant des réserves sur la valeur probante des pièces EU-237, EU-238 et EU-239, auxquelles il fait référence dans ce paragraphe. L'Union européenne s'oppose à la demande de la Russie. À notre avis, les observations de la Russie concernant les éléments de preuve auxquels le Groupe spécial fait référence au paragraphe 7.432 ne sont pas nécessaires. Le Groupe spécial relève déjà la valeur probante limitée de ces pièces et indique clairement ce que, selon lui, ces pièces illustrent du point de vue des mesures de lutte des États membres de l'UE qui y sont mentionnées. Par conséquent, nous rejetons la demande de la Russie.

6.27. S'agissant du paragraphe 7.447, la Russie demande au Groupe spécial de formuler des constatations de fait relatives à la valeur probante de la lettre du 13 juin 2014, la portée des renseignements additionnels figurant dans les plans d'éradication de la PPA de la Pologne et de la Lituanie et la dissémination de la PPA au-delà des zones infectées initialement établies. L'Union européenne s'oppose à la demande de la Russie et se réfère à un certain nombre de documents qu'elle a fournis à la Russie à cet égard. À notre avis, la Russie tente de revenir sur la manière dont le Groupe spécial a évalué les éléments de preuve versés au dossier et de la contester. De plus, la contestation de la valeur probante de la lettre du 13 juin 2014 par la Russie est hors de contexte car les constatations énoncées au paragraphe 7.447 tiennent compte des constatations de fait que le Groupe spécial énonce dans les paragraphes précédents. Le Groupe spécial rejette la demande de la Russie et ne juge pas nécessaire d'ajouter de nouvelles références aux communications des parties. En outre, il nous semble qu'au paragraphe 7.967, nous avons décrit la dissémination de la PPA au-delà des zones infectées initialement établies, de sorte qu'il n'est pas nécessaire de faire référence à cette situation dans ce paragraphe également. Comme il est expliqué plus loin au paragraphe 6.35, nous avons ajouté des références aux communications des parties et à certaines pièces versées au dossier au paragraphe 7.967.

#### **6.7 Allégations au titre des articles 2:2, 5:1 et 5:7 de l'Accord SPS (concernant l'interdiction à l'échelle de l'UE)**

6.28. En ce qui concerne le paragraphe 7.730, l'Union européenne suggère de reformuler la référence que le Groupe spécial fait à la description par l'Union européenne du vecteur le plus probable de la dissémination de la PPA dans l'Union européenne en 2014, en ajoutant que cette dissémination s'est faite via le Bélarus. Le Groupe spécial trouve cette suggestion acceptable et l'a prise en compte dans le paragraphe 7.730. De plus, il juge approprié de compléter la référence

<sup>82</sup> Voir plus loin la section 7.3.6.



mentionnée dans la note de bas de page 1015 relative au paragraphe 7.730 afin de mieux indiquer la source des vues de l'Union européenne sur cette question.

### **6.8 Allégations au titre de l'article 6:1, 6:2 et 6:3 de l'Accord SPS (concernant les interdictions d'importer les produits en cause en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne)**

6.29. À la lumière des observations des parties, s'agissant en particulier des paragraphes 7.991 et 7.993, le Groupe spécial a décidé d'apporter des modifications rédactionnelles au paragraphe 7.941 afin de donner une explication plus claire de l'approche analytique qu'il a suivie en ce qui concerne les interdictions d'importer les produits en cause en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne.

6.30. Pour ce qui est du paragraphe 7.945, la Russie demande au Groupe spécial d'inclure un certain nombre de constatations de fait sur la teneur des rapports scientifiques 2010, 2014 et 2015 de l'EFSA et les différences entre ces rapports. L'Union européenne n'a formulé aucune observation particulière sur cette demande. À notre avis, la demande de la Russie semble peu pertinente en ce qui concerne la teneur du paragraphe 7.945 car cette demande ne clarifie pas la manière dont le rapport 2010 de l'EFSA donne des renseignements géographiques sur la présence de la PPA dans la région et la dissémination possible de la maladie, dont il est question dans ce paragraphe. Nous rejetons donc la demande de la Russie.

6.31. En ce qui concerne le paragraphe 7.948, la Russie demande au Groupe spécial d'inclure un certain nombre de constatations de fait sur les lacunes alléguées des renseignements fournis par l'Union européenne en ce qui concerne les fondements scientifiques des limites des nouvelles zones. L'Union européenne rappelle au Groupe spécial les communications et pièces pertinentes au moyen desquelles elle a expliqué à la Russie comment les zones étaient établies. Nous considérons qu'il est fait référence aux lacunes alléguées soulignées par la Russie, ainsi qu'aux communications pertinentes que lui a adressées l'Union européenne dans l'appendice 1 du rapport du Groupe spécial. De plus, nous sommes d'avis que la demande de la Russie visant l'inclusion de certaines constatations de fait s'apparente davantage, par nature, à une reformulation de ses allégations, car elle conteste la manière dont le Groupe spécial a évalué les éléments de preuve versés au dossier. Comme nous l'avons expliqué dans la section 6.2, il n'est pas acceptable que les parties reformulent leur argumentation pendant la phase de réexamen intérimaire. Sur la base de ce qui précède, nous rejetons les demandes de la Russie concernant le paragraphe 7.948.

6.32. En ce qui concerne le paragraphe 7.949, la Russie demande au Groupe spécial d'inclure certaines constatations de fait au sujet de son évaluation des mesures de suivi et de surveillance de la PPA de l'Union européenne. Elle demande également au Groupe spécial d'identifier et d'expliquer les renseignements additionnels sur le suivi et les enquêtes que l'Union européenne a fournis au moyen des lettres des 6 mars, 13 mars et 13 juin 2014. L'Union européenne considère que cette demande devrait être rejetée parce que le Groupe spécial a procédé à une évaluation objective des éléments de preuve qui lui avaient été présentés et qu'il dispose d'une certaine marge d'appréciation pour ce faire. Nous sommes d'avis que la demande de la Russie visant l'inclusion de certaines constatations de fait s'apparente davantage, par nature, à une reformulation de ses allégations, car elle conteste la manière dont le Groupe spécial a évalué les éléments de preuve versés au dossier. Comme nous l'avons expliqué dans la section 6.2, il n'est pas acceptable que les parties reformulent leur argumentation pendant la phase de réexamen intérimaire. Sur la base de ce qui précède, nous rejetons les demandes de la Russie concernant le paragraphe 7.949. Par ailleurs, nous avons ajouté certaines références aux arguments de la Russie au paragraphe 7.929 pour rendre davantage compte de certains des points qu'elle demande au Groupe spécial d'introduire en tant que constatations de fait.

6.33. Pour ce qui est du paragraphe 7.951, la Russie demande au Groupe spécial d'ajouter des références à son argumentation afin de refléter toute l'étendue des réserves de la Russie quant aux plans d'urgence concernant la PPA. L'Union européenne n'a pas formulé d'observations spécifiques sur cette demande. Le Groupe spécial considère que la demande de la Russie est acceptable et a apporté les modifications correspondantes au paragraphe 7.951.

6.34. S'agissant du paragraphe 7.952, la Russie demande au Groupe spécial de fournir un résumé plus complet de ses arguments relatifs au caractère inadéquat des mesures de lutte contre la PPA



de l'Union européenne. Celle-ci n'a pas formulé d'observations spécifiques sur cette demande. Le Groupe spécial considère que la demande de la Russie est acceptable et a apporté les modifications correspondantes au paragraphe 7.952.

6.35. À la lumière des observations de la Russie sur la nécessité d'inclure des références indiquant les expansions des zones infectées et des zones tampons initialement établies en janvier 2014 par l'Union européenne, nous avons ajouté des références aux pièces pertinentes à la fin de la première phrase du paragraphe 7.967, dans laquelle nous nous référons à l'évolution constante de la situation et à l'expansion des zones de protection et des zones de surveillance. De plus, au paragraphe 7.967, nous avons également expliqué que, dans la législation de l'UE (Directive 2002/60/CE du Conseil)<sup>83</sup>, les zones infectées étaient appelées "zones de protection" et les zones tampons étaient appelées "zones de surveillance". Tout au long du rapport, nous appelons: "zones infectées" les zones dans lesquelles des foyers de PPA se sont déclarés et que la législation de l'UE a identifiées comme des zones de protection; "zones tampons" les zones appelées "zones de surveillance" dans la législation de l'UE; et "zones exemptes de PPA" les zones dans lesquelles la PPA n'a pas été notifiée, qui ne sont ni des zones infectées ni des zones tampons.

6.36. En ce qui concerne le paragraphe 7.972, la Russie demande au Groupe spécial d'inclure certaines constatations de fait sur le type de renseignements figurant dans le plan d'éradication de la PPA de la Lituanie. L'Union européenne n'a pas formulé d'observations spécifiques sur cette demande. Nous sommes d'avis que la demande de la Russie visant l'inclusion de certaines constatations de fait s'apparente davantage, par nature, à une reformulation de ses allégations, car elle conteste la manière dont le Groupe spécial a évalué les éléments de preuve versés au dossier. Comme nous l'avons expliqué dans la section 6.2, il n'est pas acceptable que les parties reformulent leur argumentation pendant la phase de réexamen intérimaire. Sur la base de ce qui précède, nous rejetons les demandes de la Russie concernant le paragraphe 7.972. Par ailleurs, nous avons ajouté certaines références aux arguments de la Russie au paragraphe 7.967 pour rendre davantage compte de certains des points qu'elle demande au Groupe spécial d'introduire en tant que constatations de fait.

6.37. Pour ce qui est des paragraphes 7.975 et 7.976, la Russie demande au Groupe spécial d'inclure un certain nombre de constatations de fait sur les foyers de PPA qui se sont déclarés en Lituanie en 2014 ainsi que sur les réponses des experts relatives aux conséquences des foyers qui se sont déclarés en dehors des zones infectées. L'Union européenne n'a pas formulé d'observations spécifiques sur ces demandes. À la lumière des demandes de la Russie, nous avons modifié le texte des paragraphes 7.975 et 7.976 et les références qu'ils contenaient. Nous avons aussi ajouté un passage additionnel au paragraphe 7.411, expliquant l'origine possible des divergences dans la manière dont un membre de l'OIE signale l'apparition de maladies à déclaration obligatoire.

6.38. S'agissant du paragraphe 7.980, la Russie demande au Groupe spécial d'inclure certaines constatations de fait sur le type de renseignements figurant dans le plan d'éradication de la PPA de la Pologne. L'Union européenne n'a pas formulé d'observations spécifiques sur cette demande. Nous considérons que la demande de la Russie visant l'inclusion de certaines constatations de fait s'apparente davantage, par nature, à une reformulation de ses allégations, car elle conteste la manière dont le Groupe spécial a évalué les éléments de preuve versés au dossier. Comme nous l'avons expliqué dans la section 6.2, il n'est pas acceptable que les parties reformulent leur argumentation pendant la phase de réexamen intérimaire. Sur la base de ce qui précède, nous rejetons les demandes de la Russie concernant le paragraphe 7.980. Par ailleurs, nous avons ajouté certaines références aux arguments de la Russie au paragraphe 7.967 pour rendre davantage compte de certains des points qu'elle demande au Groupe spécial d'introduire en tant que constatations de fait.

6.39. En outre, en ce qui concerne le paragraphe 7.984, la Russie demande au Groupe spécial d'introduire une constatation de fait selon laquelle la zone infectée de la Pologne a fait l'objet de trois expansions entre janvier et septembre 2014, chacune réduisant la zone exempte de PPA. La Russie se réfère à la pièce RUS-297 (révisée) pour étayer cette demande. L'Union européenne n'a pas formulé d'observations spécifiques sur cette demande. Il nous semble qu'au paragraphe 7.967, nous avons décrit la situation factuelle dont la Russie souhaite qu'il soit fait mention au paragraphe 7.984, et nous rejetons donc sa demande. Comme il est indiqué plus haut

<sup>83</sup> Voir l'article 9 de la Directive 2002/60/CE du Conseil (pièce EU-31). Voir aussi plus loin l'appendice 2.

au paragraphe 6.35, nous avons ajouté des références à certaines pièces versées au dossier au paragraphe 7.967.

6.40. Pour ce qui est des paragraphes 7.991 et 7.993, l'Union européenne demande au Groupe spécial d'accepter dix nouvelles pièces (pièces EU-253 à EU-262), sur la base desquelles elle lui demande d'assurer l'exactitude factuelle des assertions faites dans ces paragraphes. En particulier, elle demande au Groupe spécial d'indiquer, au paragraphe 7.991, qu'elle a fourni sans délai à la Russie des renseignements significatifs sur les mesures de lutte révisées et actualisées en Lettonie, après l'apparition du premier foyer dans cet État membre de l'UE, jusqu'en septembre 2014. La Russie a formulé de nombreuses observations sur cette demande dans les déclarations qu'elle a faites à la réunion consacrée au réexamen intérimaire et dans ses réponses aux questions posées par le Groupe spécial après cette réunion. Elle soutient principalement que de nouveaux éléments de preuve ne peuvent pas être présentés pendant la phase de réexamen intérimaire et que, de ce fait, la demande de l'Union européenne tendant à ce que les paragraphes 7.991 et 7.993 soient réexaminés, sur la base des nouveaux éléments de preuve présentés au moyen des pièces EU-253 à EU-262, devrait être rejetée. La Russie fonde ses vues sur un certain nombre de rapports de groupes spéciaux et de l'Organe d'appel antérieurs.<sup>84</sup>

6.41. Plus haut, dans la section 6.3, nous avons expliqué pourquoi, à notre avis, les dix nouvelles pièces (pièces EU-253 à EU-262) étaient irrecevables à ce stade de la procédure. Sur la base de cette constatation, nous rejetons la demande de l'Union européenne tendant à ce que les paragraphes 7.991 et 7.993 soient réexaminés. Cependant, nous avons modifié la formulation de ces paragraphes pour rendre compte plus exactement de l'appréciation par le Groupe spécial des arguments et des éléments de preuve versés au dossier.

6.42. S'agissant également du paragraphe 7.991, en relation avec le paragraphe 7.1017, la Russie demande au Groupe spécial d'introduire une constatation de fait selon laquelle la zone infectée de la Lettonie a fait l'objet de quatre expansions entre juin et août 2014, chacune réduisant la zone exempte de PPA. La Russie se réfère à la pièce RUS-297 (révisée) pour étayer cette demande. L'Union européenne se réfère à ses observations sur le paragraphe 7.991, ainsi qu'aux nouvelles pièces indiquant que la Russie a été immédiatement et constamment informée de la situation au regard de la PPA en Lettonie. Il nous semble qu'au paragraphe 7.967, nous avons décrit la situation factuelle dont la Russie souhaite qu'il soit fait mention aux paragraphes 7.991 ou 7.1017, et nous rejetons donc sa demande. Comme il est indiqué plus haut au paragraphe 6.35, nous avons ajouté des références à certaines pièces versées au dossier au paragraphe 7.967.

6.43. En ce qui concerne également le paragraphe 7.993, la Russie demande au Groupe spécial d'introduire des constatations de fait selon lesquelles le plan d'éradication de la PPA de la Lettonie comporte des renseignements que l'Union européenne n'a pas fournis auparavant aux fonctionnaires chargés des questions SPS de la Russie et selon lesquelles ce plan met en évidence le risque d'une dissémination plus étendue de la PPA via des fermes artisanales. L'Union européenne se réfère à ses observations sur le paragraphe 7.993 ainsi qu'aux nouvelles pièces indiquant que la Russie a été immédiatement et constamment informée de la situation au regard de la PPA en Lettonie. Le Groupe spécial a traité les vues de la Russie sur les nouveaux renseignements fournis par le biais du plan d'éradication de la PPA de la Lettonie au moyen d'une note de bas de page relative au paragraphe 7.993. Toutefois, il considère que les demandes de la Russie visant à l'introduction de ces observations en tant que nouvelles constatations de fait équivalent à une reformulation des allégations de la Russie plutôt qu'à une demande de réexamen d'aspects précis du rapport intérimaire. Sur la base de l'explication de la portée de la phase de réexamen intérimaire que nous avons donnée plus haut au paragraphe 6.2, nous rejetons les demandes de la Russie concernant le paragraphe 7.993.

6.44. Pour ce qui est des paragraphes 7.1015 et 7.1017, la Russie demande au Groupe spécial de fournir plus de détails sur ce qu'elle appelait "renseignements géographiques les plus récents versés au dossier". L'Union européenne n'a pas formulé d'observations sur cette demande. À la fin de la phrase du paragraphe 7.1015 à laquelle la Russie se réfère, le Groupe spécial a inséré une note de bas de page renvoyant aux pièces EU-119 et RUS-297 (révisée). Ce sont les renseignements figurant dans ces pièces que le Groupe spécial appelle "renseignements géographiques les plus récents versés au dossier". Le Groupe spécial a clarifié cette question dans

---

<sup>84</sup> Voir la déclaration liminaire de la Russie à la réunion du Groupe spécial consacrée au réexamen intérimaire, paragraphe 5.

la note de bas de page qui figure au paragraphe 7.1015. Ce renvoi figure également, et a été modifié, aux paragraphes 7.1016, 7.1017 et 7.1018.

6.45. S'agissant du paragraphe 7.1018, la Russie demande au Groupe spécial d'introduire une constatation de fait selon laquelle la zone infectée de l'Estonie a fait l'objet de six expansions, chacune réduisant la zone exempte de PPA et, au 7 août 2015, l'ensemble de l'Estonie continentale était considérée et déclarée comme infectée par la PPA. La Russie se réfère à la pièce RUS-297 (révisée) pour étayer sa demande. Elle demande également au Groupe spécial de constater que, jusqu'au 7 août 2015, 3 foyers se sont déclarés dans des zones exemptes de PPA et 18 se sont déclarés dans les zones tampons. L'Union européenne n'a pas formulé d'observations spécifiques sur ces demandes. Il nous semble qu'au paragraphe 7.967, nous avons décrit la première situation factuelle dont la Russie souhaite qu'il soit fait mention au paragraphe 7.1018, et nous rejetons donc sa demande. Comme il est indiqué plus haut au paragraphe 6.35, nous avons ajouté des références à certaines pièces versées au dossier au paragraphe 7.967. Pour ce qui est de la seconde demande, nous sommes d'avis que la demande de la Russie s'apparente davantage, par nature, à une reformulation de ses allégations, car elle conteste la manière dont le Groupe spécial a évalué les éléments de preuve versés au dossier. Comme nous l'avons expliqué dans la section 6.2, il n'est pas acceptable que les parties reformulent leur argumentation pendant la phase de réexamen intérimaire. Sur la base de ce qui précède, nous rejetons les demandes de la Russie concernant le paragraphe 7.1018.

### **6.9 Question de savoir si les mesures de la Russie sont incompatibles avec l'article 2:3 de l'Accord SPS**

6.46. En ce qui concerne le paragraphe 7.1279, la Russie demande au Groupe spécial d'inclure ses arguments selon lesquels il n'y a pas de traitement arbitraire ou injustifiable parce que des mesures qui sont structurées ou fonctionnent différemment peuvent refléter le même niveau approprié de protection. L'Union européenne n'a pas formulé d'observations spécifiques sur cette demande. Le Groupe spécial considère que la demande de la Russie est acceptable et a modifié le paragraphe 7.1279 en conséquence.

6.47. Pour ce qui est du paragraphe 7.1300, la Russie demande au Groupe spécial soit de faire explicitement référence à sa décision de rejeter l'allégation de discrimination de l'Union européenne concernant le Bélarus, soit de faire explicitement référence au fait que l'Union européenne a retiré cette allégation. L'Union européenne considère que le Groupe spécial n'a pas besoin de modifier le paragraphe 7.1300 et note que le Groupe spécial a fait référence aux arguments de l'Union européenne concernant le traitement discriminatoire à l'égard du Bélarus au paragraphe 7.1398. Nous observons que le paragraphe 7.1300 expose les arguments des parties concernant les allégations au titre de la première phrase de l'article 2:3 de l'Accord SPS, tandis que les arguments de l'Union européenne concernant le Bélarus ne sont pertinents qu'au regard de la deuxième phrase de cet article. Comme l'indique l'Union européenne, le Groupe spécial examine les arguments de l'Union européenne concernant le Bélarus plus loin dans le rapport. Sur la base de ce qui précède, le Groupe spécial rejette la demande de la Russie.

6.48. S'agissant du paragraphe 7.1353, la Russie demande au Groupe spécial d'inclure certaines constatations de fait concernant l'efficacité des mesures de lutte contre la PPA appliquées dans certaines de ses régions. L'Union européenne n'a pas formulé d'observations à ce sujet. Le Groupe spécial a ajouté des références additionnelles au paragraphe 7.1353 pour rendre compte des éléments de preuve auxquels la Russie se réfère.

6.49. En ce qui concerne le paragraphe 7.1383, en relation avec le paragraphe 8.1.f.i, la Russie demande au Groupe spécial de formuler une constatation explicite selon laquelle l'Union européenne n'a pas déterminé que la Russie avait établi une discrimination à l'égard de l'Ukraine. L'Union européenne conteste que le Groupe spécial doive modifier le paragraphe 7.1383, car il a formulé les constatations nécessaires pour arriver à une solution positive du différend dont il est saisi. De l'avis du Groupe spécial, la demande de la Russie s'apparente davantage, par nature, à une reformulation de ses allégations, car elle conteste la manière dont le Groupe spécial a exercé son pouvoir discrétionnaire pour évaluer les allégations de l'Union européenne. Comme nous l'avons expliqué dans la section 6.2, il n'est pas acceptable que les parties reformulent leur argumentation pendant la phase de réexamen intérimaire. Sur la base de ce qui précède, nous rejetons les demandes de la Russie concernant les paragraphes 7.1383 et 8.1.f.i.

## 6.10 Conclusions et recommandations du Groupe spécial

6.50. Pour ce qui est des paragraphes 8.1.d.viii, 8.1.e.xii et 8.6, la Russie attire l'attention du Groupe spécial sur le fait qu'il devrait modifier la formulation de ces paragraphes de manière à rendre compte des constatations qu'il énonce aux paragraphes 7.783 et 7.1208. À notre avis, les paragraphes 8.1.d.vii, 8.1.e.xii et 8.6 rendent correctement compte des constatations du Groupe spécial énoncées aux paragraphes 7.783 et 7.1208.

6.51. S'agissant des paragraphes 8.1.d.ix et 8.1.e.xiv, la Russie se réfère à ses arguments concernant l'article 2:2 de l'Accord SPS et demande au Groupe spécial de supprimer la référence au fait que la Russie n'a pas présenté d'arguments ou d'éléments de preuve pour réfuter la présomption d'incompatibilité avec l'article 2:2 découlant d'une constatation d'incompatibilité avec l'article 5:6 de l'Accord SPS. L'Union européenne considère que ces deux paragraphes sont corrects et que le Groupe spécial ne devrait pas les modifier. Le Groupe spécial a apporté de petites modifications aux paragraphes 7.846, 7.1254, 8.1.d.ix, et 8.1.e.xiv.

## 6.11 Appendice 1 du rapport du Groupe spécial

6.52. En ce qui concerne l'appendice 1 du rapport du Groupe spécial, la Russie demande au Groupe spécial d'inclure un certain nombre de communications, de communiqués de presse, de rapports et d'autres documents versés au dossier. L'Union européenne considère que la chronologie fournie par la Russie ne peut d'aucune manière prouver que la Russie a agi conformément à ses obligations dans le cadre de l'OMC. Le but de l'appendice 1 était de rendre compte des communications envoyées par l'Union européenne à la Russie et par la Russie à l'Union européenne afin d'étayer l'évaluation par le Groupe spécial des éléments de preuve que l'Union européenne a présentés à la Russie s'agissant des foyers de PPA en Estonie, en Lettonie, en Lituanie et en Pologne. Ces documents sont mentionnés dans l'ordre chronologique. L'appendice 1 exclut les communiqués de presse, rapports unilatéraux de réunions bilatérales ou récits d'appels téléphoniques. Compte tenu de l'objectif de l'appendice 1, nous avons accepté un nombre limité de documents parmi ceux que la Russie demande au Groupe spécial d'inclure dans cet appendice.

## 7 CONSTATATIONS

### 7.1 Questions de procédure

#### 7.1.1 Modalités relatives aux services d'interprétation simultanée

7.1. Comme il est indiqué plus haut dans la section 1.3.3, en réponse à des demandes de la Russie, le Groupe spécial a adopté des modalités particulières concernant le recours à l'interprétation simultanée lors de la première réunion de fond avec les parties, de la réunion avec les tierces parties, de la réunion avec les experts et de la deuxième réunion de fond. Dans la présente section, le Groupe spécial explique la raison d'être qui sous-tend les modalités mentionnées plus haut aux paragraphes 1.13 à 1.16.

7.2. Nous rappelons que, le 16 avril 2015 – peu avant la première réunion de fond avec les parties, prévue pour le lundi 20 avril 2015 –, la Russie a demandé au Groupe spécial d'autoriser le recours à l'interprétation simultanée de l'anglais vers le russe et du russe vers l'anglais. Elle a expliqué qu'elle mettrait les interprètes à disposition et prendrait en charge tous les coûts associés. Le 17 avril 2015, en réponse à l'invitation du Groupe spécial, l'Union européenne a présenté une communication concernant la demande de la Russie. Elle a indiqué qu'elle ne pouvait donner son avis définitif à si bref délai.

7.3. Le 17 avril 2015, la Russie a réitéré sa demande, à laquelle l'Union européenne a répondu le 20 avril 2015. La Russie a fait valoir que ses droits en matière de régularité de la procédure ne seraient pas garantis si le Groupe spécial rejetait sa demande, tandis que l'Union européenne était d'avis qu'une telle demande soulevait des considérations systémiques, entre autres choses, en ouvrant la possibilité que le russe devienne une langue de travail *de facto* dans le cadre du règlement des différends à l'OMC. Au début de la réunion du 20 avril 2015, la Russie et l'Union européenne ont échangé des observations orales, réitérant leurs avis divergents.

7.4. Comme il est expliqué plus haut au paragraphe 1.13, après s'être entretenu avec les parties, et après avoir écouté leurs vues au cours de la première réunion de fond, le Groupe spécial a informé les parties que, aux fins de la première réunion de fond avec elles, i) des interprètes pourraient être présents à la réunion, à condition que la Russie inclue leurs noms dans la liste de sa délégation et qu'ils soient mis à disposition et financés par ses soins; ii) les interprètes pourraient utiliser les cabines d'interprétation pour assurer une interprétation simultanée de l'anglais vers le russe seulement, à l'intention de la délégation russe; iii) les communications et déclarations de la délégation russe à l'intention du Groupe spécial et des autres parties ne doivent être formulées qu'en anglais; et iv) aux fins de la procédure, seules les déclarations et communications présentées en anglais doivent faire partie du dossier.

7.5. Lors de la séance avec les tierces parties tenue le 21 avril 2015, plusieurs tierces parties ont donné leur avis sur le recours à l'interprétation simultanée durant la procédure. Les États-Unis, le Japon et la Norvège ont pris la parole et indiqué qu'ils n'avaient pas d'objections à formuler au sujet des modalités que le Groupe spécial avait adoptées s'agissant de la demande de la Russie lors de la séance avec les parties au différend. Comme il est indiqué plus haut au paragraphe 1.14, le Groupe spécial a autorisé une interprétation simultanée de l'anglais vers le russe pour la séance avec les tierces parties aux mêmes conditions que pour la première réunion de fond avec les parties.

7.6. Le 1<sup>er</sup> juin 2015, bien avant la deuxième réunion de fond, la Russie a de nouveau demandé une interprétation simultanée de l'anglais vers le russe et du russe vers l'anglais. Selon elle, la décision prise par le Groupe spécial à la première réunion avec les parties de n'autoriser que l'interprétation simultanée de l'anglais vers le russe créerait une charge importante qui limiterait la capacité de la Russie de participer activement à l'audition. En particulier, la Russie a indiqué qu'à la première réunion, des fonctionnaires russes bien informés chargés des questions SPS n'avaient pas pu répondre aisément aux observations formulées par l'Union européenne ou répondre aux questions du Groupe spécial. Dans sa communication du 12 juin 2015, l'Union européenne s'est opposée à la demande réitérée de la Russie, développant l'avis exprimé dans sa communication du 20 avril 2015.

7.7. Le 19 juin 2015, la Russie a répondu aux observations formulées par l'Union européenne dans sa communication du 12 juin 2015. La Russie a exprimé l'opinion selon laquelle "le juste équilibre" permettant de ne pas porter atteinte au droit de chaque partie au différend à une procédure régulière serait atteint si sa demande visant à ce que soit assurée une "interprétation simultanée lors de la réunion avec les experts" était acceptée par le Groupe spécial.

7.8. Les 2 et 3 juillet 2015, en réponse à une question posée par le Groupe spécial, le Brésil, les États-Unis, le Japon et la Norvège ont donné leurs avis sur le recours à l'interprétation lors des réunions ultérieures du Groupe spécial.

7.9. Le 15 juillet 2015, la Russie a précisé la portée de sa deuxième demande d'interprétation. Elle a expliqué que sa dernière demande d'interprétation simultanée du russe vers l'anglais était limitée à la réunion du Groupe spécial avec les experts. Elle a souligné qu'une telle interprétation était importante en raison de la nature scientifique et technique de la réunion du Groupe spécial avec les experts, tout en se disant reconnaissante pour l'interprétation simultanée de l'anglais vers le russe autorisée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

7.10. Comme il est indiqué plus haut aux paragraphes 1.15 et 1.16, le 13 août 2015, le Groupe spécial a informé les parties des modalités de l'interprétation simultanée lors de la réunion avec les experts et de la deuxième réunion de fond. Il les a informées qu'il autoriserait une interprétation simultanée de l'anglais vers le russe et du russe vers l'anglais lors de sa réunion avec les experts, ainsi qu'une interprétation simultanée de l'anglais vers le russe lors de la deuxième réunion de fond avec les parties (selon les mêmes modalités que pour la première réunion de fond avec les parties). Le Groupe spécial a en outre confirmé que les interprètes pourraient utiliser, selon les disponibilités, les cabines d'interprétation des salles réservées pour la réunion avec les experts et pour la deuxième réunion de fond avec les parties.

7.11. Par ailleurs, le Groupe spécial a souligné que les modalités relatives aux services d'interprétation étaient subordonnées aux conditions suivantes: i) l'interprétation ne serait assurée que par les interprètes inclus dans la délégation russe; ii) le coût de l'interprétation serait pris en

charge exclusivement par la Russie; iii) seules les déclarations faites en anglais feraient partie du dossier officiel de la procédure; et iv) seule la traduction faite par les interprètes des déclarations qu'un membre de la délégation russe aurait exprimées dans une langue autre que l'anglais serait considérée comme faisant partie du dossier.

7.12. Pour ce qui est de la raison d'être qui sous-tend les modalités relatives à l'interprétation que nous avons adoptées, le Groupe spécial fait d'abord observer que l'article XVI de l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce dispose que cet accord a été conclu dans trois langues, à savoir l'anglais, l'espagnol et le français, les trois versions faisant foi. Ces trois langues sont aussi les langues de travail de l'OMC.<sup>85</sup>

7.13. Deuxièmement, le Groupe spécial reconnaît que chaque Membre de l'OMC a le droit exclusif de déterminer la composition de sa délégation dans une procédure de règlement d'un différend.<sup>86</sup> Le Groupe spécial fait observer en outre que les parties aux procédures de règlement des différends ont l'obligation correspondante de faire en sorte que la confidentialité des procédures de règlement des différends à l'OMC soit pleinement respectée.<sup>87</sup> La prérogative de la Russie de déterminer la composition de sa délégation l'autoriserait à y inclure des interprètes. Conformément au paragraphe 5 de nos procédures de travail, la Russie doit s'assurer que chaque membre de sa délégation agit conformément au Mémoire d'accord et aux procédures de travail du Groupe spécial, en particulier en ce qui concerne la confidentialité de la procédure.<sup>88</sup> À partir du moment où elle a inclus les interprètes dans sa délégation, la Russie a assumé cette obligation en ce qui les concerne. À notre avis, les modalités relatives à l'interprétation adoptées dans la présente procédure ont permis de faire en sorte que la confidentialité de cette procédure soit pleinement respectée.

7.14. Troisièmement, nous faisons observer que l'Organe d'appel a indiqué que le Mémoire d'accord donnait à un groupe spécial "le pouvoir ample et étendu d'engager et de contrôler le processus par lequel il s'informe aussi bien des faits pertinents de la cause que des normes et principes juridiques applicables à ces faits".<sup>89</sup> Ce large pouvoir discrétionnaire d'engager la procédure de groupe spécial et d'en contrôler la conduite doit être exercé dans les limites du Mémoire d'accord et de la régularité de la procédure.<sup>90</sup> Nous sommes par ailleurs conscients

<sup>85</sup> Les langues de travail de l'OMC ont été indiquées dans les règlements intérieurs de la plupart de ses organes. Voir: Règle 30 du Règlement intérieur des sessions de la Conférence ministérielle et Règle 35 du Règlement intérieur des réunions du Conseil général (WT/L/161); Règle 1 du Règlement intérieur des réunions de l'Organe de règlement des différends (WT/DSB/9); paragraphe 1 du Règlement intérieur des réunions du Conseil des ADPIC (IP/C/1); paragraphe 1 du Règlement intérieur des réunions du Conseil du commerce des services (S/L/15); Règle 1 du Règlement intérieur des réunions de l'Organe d'examen des politiques commerciales (WT/TPR/6/Rev.3); paragraphe 1 du Règlement intérieur des réunions du Comité du commerce et du développement (WT/COMTD/6); paragraphe 1 du Règlement intérieur des réunions du Comité des accords commerciaux régionaux (WT/REG/1); Règle 1 du Règlement intérieur des réunions du Comité des restrictions appliquées à des fins de balance des paiements (WT/BOP/10); paragraphe 1 du Règlement intérieur des réunions du Comité de l'accès aux marchés (G/L/148); paragraphe 1 du Règlement intérieur des réunions du Comité de l'agriculture (G/L/142); paragraphe 1 du Règlement intérieur des réunions du Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires (G/L/170); Règle 35 du Règlement intérieur des réunions du Comité des obstacles techniques au commerce (G/L/150); Règle 35 du Règlement intérieur des réunions du Comité des pratiques antidumping (G/L/143); paragraphe 1 du Règlement intérieur des réunions du Comité des règles d'origine (G/L/149); paragraphe 1 du Règlement intérieur des réunions du Comité des licences d'importation (G/L/147); paragraphe 1 du Règlement intérieur des réunions du Comité des mesures concernant les investissements et liées au commerce (G/L/151); Règle 35 du Règlement intérieur des réunions du Comité des sauvegardes (G/L/145); paragraphe 1 du Règlement intérieur des réunions du Comité des participants sur l'expansion du commerce des produits des technologies de l'information (G/IT/3); paragraphe 1 du projet de Règlement intérieur des réunions du Comité de l'évaluation en douane (G/VAL/W/2); Règle 35 du projet de Règlement intérieur des réunions du Comité du commerce et de l'environnement (WT/CTE/W/13/Rev.1).

<sup>86</sup> Rapport de l'Organe d'appel *CE – Bananes III*, paragraphes 10 à 12, et rapports des Groupes spéciaux *Corée – Boissons alcooliques*, paragraphe 10.31, et *Indonésie – Automobiles*, paragraphe 14.2. Voir aussi les Procédures de travail du Groupe spécial, paragraphe 5.

<sup>87</sup> Voir le rapport de l'Organe d'appel *Canada – Aéronefs*, paragraphe 145. L'Union européenne a reconnu ce point dans ses communications des 17 et 20 avril 2015.

<sup>88</sup> Cette règle énoncée dans les procédures de travail du Groupe spécial est conforme à la constatation de l'Organe d'appel selon laquelle les Membres ont l'obligation d'étendre l'obligation de maintenir la confidentialité des procédures d'appel aux personnes qu'ils choisissent comme représentants, conseils et consultants. Rapport de l'Organe d'appel *Canada – Aéronefs*, paragraphe 141.

<sup>89</sup> Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Crevettes*, paragraphe 106.

<sup>90</sup> Rapports de l'Organe d'appel *Inde – Brevets (États-Unis)*, paragraphe 92, et *CE – Hormones*, paragraphe 154.

de notre obligation au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord d'évaluer objectivement la question dont nous sommes saisis, y compris en procédant à une évaluation objective des faits de la cause en l'espèce. De plus, l'article 12 du Mémorandum d'accord prescrit aux groupes spéciaux d'offrir une flexibilité suffisante pour que les rapports des groupes soient de haute qualité, sans toutefois retarder indûment les travaux. Le Groupe spécial a également connaissance de l'article 13 du Mémorandum d'accord, qui établit le droit des groupes spéciaux de demander des renseignements, et de l'article 11:2 de l'Accord SPS, qui concerne les groupes spéciaux demandant l'avis d'experts dans les différends qui soulèvent des questions scientifiques ou techniques et consultant des organisations internationales compétentes.

7.15. Nous sommes d'avis que les modalités relatives à l'interprétation adoptées par le Groupe spécial n'ont pas retardé indûment les travaux ni porté atteinte à la régularité de la procédure, et aucune partie n'a laissé entendre le contraire.

7.16. Pour ce qui est d'éviter les éventuels retards, les modalités relatives à l'interprétation ont permis au Groupe spécial d'utiliser au mieux le temps limité dont il disposait avec les experts et les parties lors de la réunion avec les experts. De plus, autoriser l'interprétation de l'anglais vers le russe à l'intention de la délégation russe a permis le bon déroulement des réunions tant avec les parties qu'avec les tierces parties<sup>91</sup> et a permis d'éviter les retards éventuels dans le calendrier du Groupe spécial dus aux délais qui auraient pu être nécessaires pour que les traductions en rapport avec les réunions du Groupe spécial puissent être effectuées.

7.17. Pour ce qui est de la régularité de la procédure, le Groupe spécial a donné aux parties et aux tierces parties la possibilité d'expliquer leurs préoccupations concernant les modalités relatives à l'interprétation, afin de pouvoir y répondre et en tenir compte. En outre, tenir le dossier officiel de la procédure du Groupe spécial en anglais et faire en sorte que seule la traduction faite par les interprètes des déclarations qu'un membre de la délégation russe a exprimées dans une langue autre que l'anglais soit considérée comme faisant partie du dossier n'ont pas changé la manière dont le plaignant a participé aux travaux du Groupe spécial, ni n'a eu d'incidence préjudiciable importante à cet égard.

7.18. Nous sommes convaincus que les modalités relatives à l'interprétation ont permis au Groupe spécial d'obtenir, en temps utile, des connaissances scientifiques et techniques essentielles qui l'ont aidé à honorer ses obligations, au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord, de procéder à une évaluation objective des faits de la cause et, au titre de l'article 11:2 de l'Accord SPS, de demander l'avis d'experts. Dans le présent différend, nous sommes saisis de questions scientifiques et techniques complexes. Nous avons déterminé que la contribution d'experts compétents, y compris ceux sur lesquels les deux parties s'appuient, nous serait bénéfique. À notre avis, étant donné la nature très technique des questions dont nous sommes saisis et la capacité limitée des experts scientifiques de la Russie d'apporter efficacement leur contribution dans toute langue autre que le russe, nous avons déterminé que, à moins que nous adoptions les modalités relatives à l'interprétation, comme nous l'avons fait, la Russie n'aurait pas pu répondre aux questions du Groupe spécial en temps voulu, ni présenter des éléments de preuve pertinents et être en mesure de se défendre en l'espèce. Nous sommes en outre persuadés que nous n'aurions pas été en mesure d'évaluer de façon appropriée les arguments et éléments de preuve en l'espèce en temps voulu et de manière aussi efficace, et n'aurions donc pas été capables de remplir de façon aussi efficace nos obligations énoncées dans le Mémorandum d'accord.

7.19. Nous avons à l'esprit que le Groupe spécial dispose de ressources et d'infrastructures limitées, ce que l'Union européenne et certaines des tierces parties ont aussi souligné régulièrement. Nous faisons observer que les modalités relatives à l'interprétation autorisées par le Groupe spécial n'ont entraîné aucun coût pour l'OMC. Le Groupe spécial souligne que ces modalités ont été envisagées dans le contexte de la procédure du présent Groupe spécial et que, en tant que telles, elles tiennent compte de la nature particulière et des circonstances du présent différend. Toute demande analogue devrait être évaluée au cas par cas compte tenu de la faisabilité d'accepter des modalités relatives aux services d'interprétation simultanée. Nous ne faisons aucune évaluation de la pertinence et de l'utilité éventuelles, entre autres choses, de modalités analogues pour d'autres procédures.

---

<sup>91</sup> Nous notons que, dans sa communication du 17 avril 2015, l'Union européenne a fait mention de la "pratique tout à fait normale" de membres d'une délégation s'entretenant avec des interprètes qui font partie de la même délégation.



### 7.1.2 Présence d'un représentant de la branche de production dans la délégation d'un Membre

7.20. Lors de notre première réunion de fond avec les parties, l'Union européenne a fait observer que la délégation russe comprenait un représentant de la branche de production russe de porcins, qui avait été identifié comme le président du conseil d'administration du groupe AGROECO. De l'avis de l'Union européenne, il serait inapproprié que cette personne participe à la partie de la réunion durant laquelle le Groupe spécial poserait des questions aux parties. Se référant au paragraphe 3 des procédures de travail du Groupe spécial concernant les renseignements strictement confidentiels<sup>92</sup>, l'Union européenne a indiqué que certaines personnes, dont la personne concernée de la branche de production russe de porcins, ne devaient pas avoir accès aux renseignements strictement confidentiels. La Russie a répondu qu'elle estimait important que cette personne assiste à la séance car elle pourrait être bien placée pour répondre à certaines des questions du Groupe spécial. Elle a ajouté que cette personne était incluse dans sa délégation et qu'il incombait à la Russie de veiller à ce que le délégué respecte la confidentialité des renseignements divulgués au cours de la réunion. Elle a fait observer que l'Union européenne n'avait qualifié aucun renseignement de "strictement confidentiel" et que tous les renseignements qui seraient examinés provenaient de sources accessibles au public. L'Union européenne a répondu qu'elle accepterait un arrangement selon lequel cette personne quitterait la salle si l'Union européenne considérait qu'elle divulguerait des renseignements strictement confidentiels pour répondre à une question du Groupe spécial. La Russie a accepté cet arrangement.

7.21. Après avoir entendu les vues des parties, nous avons décidé de ne pas accéder à la demande de l'Union européenne visant à exclure le membre de la délégation russe en question. Nous avons fait observer que, comme le prévoyait le paragraphe 5 de nos procédures de travail, la Russie avait le droit de déterminer la composition de sa délégation dans la présente procédure. Nous avons aussi indiqué que conformément à l'article 18:2 du Mémoire d'accord et au paragraphe 5 de nos procédures de travail<sup>93</sup>, la Russie assumait la responsabilité de sa délégation, y compris le respect de la confidentialité des renseignements échangés au cours de la première réunion de fond.<sup>94</sup> Nous avons en outre pris note de l'accord des parties selon lequel, au cas où l'Union européenne présenterait des renseignements désignés comme étant strictement confidentiels, le membre en question de la délégation russe se retirerait de la réunion.

<sup>92</sup> Le paragraphe 3 de nos procédures de travail additionnelles concernant les renseignements strictement confidentiels dispose ce qui suit:

Comme le prescrit le paragraphe 3 des procédures de travail du Groupe spécial, les délibérations du Groupe spécial et les documents qui lui auront été présentés seront traités comme confidentiels. D'autre part, comme le prescrit l'article 18:2 du Mémoire d'accord, une partie ou tierce partie ayant accès à des renseignements désignés comme RSC soumis dans le cadre de la présente procédure du Groupe spécial les traitera comme confidentiels et ne les divulguera pas à d'autres personnes que celles qui sont autorisées à les recevoir en vertu des présentes procédures de travail additionnelles. Il incombe à chaque partie ou tierce partie de veiller à ce que ses employés, conseillers et experts extérieurs se conforment aux présentes procédures de travail additionnelles pour la protection des RSC. Un conseiller extérieur n'est pas autorisé à avoir accès aux RSC s'il est membre du personnel ou employé d'une entreprise qui produit, exporte ou importe les produits qui sont visés par le présent différend.

<sup>93</sup> Le paragraphe 5 de nos procédures de travail dispose ce qui suit:

Chaque partie ou tierce partie a le droit de déterminer la composition de sa propre délégation pour la réunion avec le Groupe spécial. Chaque partie ou tierce partie sera responsable de tous les membres de sa propre délégation et s'assurera que chaque membre de cette délégation agit conformément au Mémoire d'accord et aux présentes procédures de travail, en particulier en ce qui concerne la confidentialité de la procédure.

<sup>94</sup> Le Groupe spécial *Corée – Certains papiers* s'est prononcé sur une demande analogue de la Corée concernant la présence de représentants de la branche de production indonésienne de papier dans la délégation indonésienne. Voir le rapport du Groupe spécial *Corée – Certains papiers*, paragraphes 7.10 à 7.12. Voir aussi le rapport de l'Organe d'appel *Canada – Aéronefs*, paragraphe 141 (en ce qui concerne l'obligation des Membres d'étendre l'obligation de préserver la confidentialité de la procédure d'appel aux personnes qu'ils choisissent comme représentants, conseils et consultants); et les rapports des Groupes spéciaux *Thaïlande – Poutres en H*, paragraphe 5.3 (faisant référence à l'importance de la protection de la confidentialité des renseignements et à l'obligation des Membres de maintenir cette confidentialité au titre de l'article 18:2 du Mémoire d'accord), *Brésil – Aéronefs (article 21:5 – Canada II)*, paragraphes 3.5 à 3.10 (concernant une demande du Brésil visant à ce que le Groupe spécial considère que le Canada avait enfreint les procédures de travail du Groupe spécial en divulguant des renseignements confidentiels à des personnes qui ne faisaient pas partie de sa délégation), et *Indonésie – Automobiles*, paragraphe 14.1 (concernant la présence, dans la délégation indonésienne, de deux conseils juridiques privés lors de la première réunion de fond).

7.22. Nous sommes conscients de la nécessité de protéger les renseignements sensibles dans les procédures de règlement des différends de l'OMC, et en particulier de l'importance de la protection des renseignements qualifiés par les parties de strictement confidentiels lorsqu'un groupe spécial a adopté des procédures de travail pour la protection de tels renseignements. Nous faisons observer que, au moment où nous avons pris notre décision à ce sujet, l'Union européenne n'avait pas identifié de renseignements spécifiques pour lesquels elle demandait un traitement strictement confidentiel. En fait, elle a demandé à exclure un membre de la délégation russe de la partie de la première réunion de fond des parties avec le Groupe spécial consacrée aux réponses aux questions du Groupe spécial, ainsi que de réunions ultérieures. Lors de la première réunion de fond et au cours de la présente procédure, aucune des deux parties n'a désigné de renseignements spécifiques comme étant strictement confidentiels. De plus, la Russie a par la suite indiqué que la personne dont la présence était contestée par l'Union européenne ne ferait pas partie de sa délégation pendant le reste de la première réunion de fond, et n'était pas incluse dans la délégation russe pour aucune des réunions ultérieures du Groupe spécial avec les parties, les tierces parties ou les experts.

## 7.2 Ordre d'analyse

7.23. Avant d'aborder certaines questions préliminaires et de commencer à analyser les allégations de l'Union européenne, nous étudions d'abord l'ordre dans lequel nous examinerons ces allégations.

7.24. Dans le présent différend, l'Union européenne demande au Groupe spécial de constater que les mesures de la Russie en cause sont incompatibles avec ses obligations au titre des articles 2:2, 2:3, 3:1, 3:2, 5:1, 5:2, 5:3, 5:4, 5:5, 5:6, 5:7, 6:1, 6:2, 6:3, 7 (et des paragraphes 1, 2, 5 et 6 de l'Annexe B) et 8 (et de l'Annexe C 1 a), b) et c)) de l'Accord SPS.<sup>95</sup> De plus, en réponse aux allégations de l'Union européenne au titre de l'Accord SPS, la Russie invoque les articles 3:1, 3:2, 5:7 et 6:3 de cet accord.

7.25. Le Groupe spécial doit décider de l'ordre dans lequel il examinera les allégations au titre de l'Accord SPS.

### 7.2.1 Principaux arguments des parties

7.26. L'Union européenne fait remarquer que le Groupe spécial *Inde – Produits agricoles* est convenu avec le défendeur de l'ordre d'analyse et a commencé son évaluation au titre des dispositions de l'Accord SPS relatives à l'harmonisation, ne procédant qu'ensuite à l'analyse des allégations relatives à l'absence d'une évaluation des risques. L'Union européenne souligne que, si ce groupe spécial avait constaté que les mesures de l'Inde concernant la grippe aviaire étaient "conformes aux" normes internationales, alors ces mesures auraient été présumées compatibles avec les dispositions pertinentes de l'Accord SPS. Se référant à ce raisonnement, l'Union européenne présente ses allégations en commençant par celles qui ont trait à l'article 3 de l'Accord SPS.<sup>96</sup>

7.27. La Russie ne présente pas d'arguments concernant l'ordre particulier dans lequel le Groupe spécial devrait examiner les allégations de l'Union européenne.

### 7.2.2 Principaux arguments des tierces parties

#### 7.2.2.1 Australie

7.28. L'Australie indique que le Groupe spécial doit déterminer, en fait, si les mesures de la Russie sont conformes au Code terrestre ou fondées sur ce code, faisant observer que seules les mesures qui sont *conformes aux* normes internationales bénéficient de la présomption de compatibilité avec

<sup>95</sup> La demande d'établissement d'un groupe spécial de l'Union européenne comportait initialement des allégations au titre du GATT de 1994 (articles I:1, XI:1 et III:4) en plus de ses allégations au titre des dispositions de l'Accord SPS, mais l'Union européenne a par la suite précisé qu'elle ne maintiendrait pas ces allégations. En conséquence, nous procédons directement à un examen des allégations de l'Union européenne au titre de l'Accord SPS. Voir la réponse de l'Union européenne à la question n° 80 du Groupe spécial, paragraphe 155.

<sup>96</sup> Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphes 108 et 109.

l'Accord SPS. L'Australie note également que cette présomption est réfragable. Elle fait valoir que, compte tenu de ce qui précède, il serait approprié que le Groupe spécial commence son analyse par les allégations au titre de l'article 3 et examine ensuite, si cela est nécessaire, les allégations formulées ultérieurement au titre des articles 5 et 6 de l'Accord SPS.<sup>97</sup>

### 7.2.3 Analyse du Groupe spécial

7.29. Un groupe spécial est généralement libre de déterminer l'ordre dans lequel il examine les allégations présentées par la partie plaignante. Comme le Groupe spécial *États-Unis – Animaux*, nous croyons comprendre, d'après le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réduction à zéro (CE)* (article 21:5 – CE), que, pour s'acquitter de ses devoirs au titre de l'article 11 du Mémoire d'accord, un groupe spécial peut "s'écarter de l'ordre suggéré par la partie plaignante, en particulier si cela est exigé par l'interprétation ou l'application correcte des dispositions juridiques en cause".<sup>98</sup> De fait, l'Organe d'appel a dit que, en règle générale, les groupes spéciaux étaient libres de structurer l'ordre de leur analyse comme ils l'entendaient<sup>99</sup>, pour autant que leur analyse soit compatible avec "la structure et la logique" des dispositions en cause dans chaque différend.<sup>100</sup> Il peut y avoir des situations dans lesquelles un ordre particulier est imposé par des principes d'interprétation valides dont la non-observation pourrait amener à commettre une erreur de droit.<sup>101</sup> En outre, les groupes spéciaux saisis d'allégations au titre de dispositions de l'Accord SPS ont examiné les circonstances particulières du différend et les implications de leurs constatations pour les allégations ultérieures qu'ils avaient à examiner au moment de décider de l'ordre dans lequel examiner les allégations des plaignants.<sup>102</sup>

7.30. Étant donné les circonstances particulières du présent différend et la nature des arguments présentés par les parties devant le présent Groupe spécial, la question de savoir si les mesures de la Russie sont "conformes aux" normes internationales pertinentes énoncées dans le Code terrestre ou établies "sur la base de" ces normes au regard de l'article 3:2 et 3:1 de l'Accord SPS est on ne peut plus pertinente. Il en est ainsi en particulier en raison de l'incidence que les constatations du Groupe spécial au titre de ces dispositions auront finalement pour ce qui est des autres allégations de l'Union européenne, et de leur lien étroit avec d'autres questions qui se posent en l'espèce, telles que les questions relatives à la régionalisation qui se posent au titre de l'article 6 de l'Accord SPS.

### 7.2.4 Conclusion

7.31. En conséquence, en ce qui concerne l'ordre d'analyse des allégations de l'Union européenne au titre de l'Accord SPS, le Groupe spécial commencera par déterminer quelles mesures relèvent de son mandat pour s'assurer qu'il est compétent pour les examiner et doté d'un mandat à cet égard. À cette fin, le Groupe spécial examinera les arguments de la Russie en ce qui concerne l'imputation à celle-ci de l'interdiction à l'échelle de l'UE alléguée et les limites de la sphère de compétence du Groupe spécial que les modalités d'accession de la Russie à l'OMC pourraient créer. Après avoir confirmé les paramètres de notre mandat, nous déterminerons si les mesures de la Russie en cause sont des mesures SPS relevant de l'Accord SPS. Si elles le sont, nous procéderons à l'examen des allégations et arguments concernant les autres dispositions de l'Accord SPS invoquées par l'Union européenne. Par souci de clarté, le Groupe spécial traitera séparément, d'une part, les allégations et arguments présentés par les parties en ce qui concerne l'interdiction à l'échelle de l'UE alléguée et, d'autre part, les interdictions d'importer les produits en cause en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne, dans cet ordre particulier.

7.32. Le Groupe spécial traitera ces allégations et arguments en commençant par examiner la question de l'harmonisation dans le cadre de l'article 3:1 et 3:2 de l'Accord SPS, en examinant, selon qu'il sera pertinent, la mesure dans laquelle les mesures contestées de la Russie "sont conformes aux" normes internationales pertinentes et/ou sont établies "sur la base de" ces

<sup>97</sup> Communication de l'Australie en tant que tierce partie, paragraphes 8 et 9.

<sup>98</sup> Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réduction à zéro (CE)* (article 21:5 – CE), paragraphe 277. Voir le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.13.

<sup>99</sup> Rapport de l'Organe d'appel *Canada – Exportations de blé et importations de grains*, paragraphes 126 à 129.

<sup>100</sup> Rapports de l'Organe d'appel *Canada – Automobiles*, paragraphe 151; et *Canada – Exportations de blé et importations de grains*, paragraphe 109.

<sup>101</sup> Rapport du Groupe spécial *Inde – Automobiles*, paragraphe 7.154.

<sup>102</sup> Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Animaux*, paragraphes 7.7 à 7.20.

normes. En l'espèce, nous jugeons approprié d'évaluer les allégations des parties ayant trait à la régionalisation au titre de l'article 6:1, 6:2 et 6:3 de l'Accord SPS au cours de notre évaluation dans le cadre de l'article 3.

7.33. Après avoir terminé notre analyse concernant l'harmonisation et la régionalisation, nous aborderons les autres allégations des parties, dans l'ordre suivant:

- a. allégations au titre de l'article 8 et de l'Annexe C de l'Accord SPS;
- b. allégations au titre des articles 2:2, 5:1, 5:2 et 5:7 de l'Accord SPS;
- c. allégations au titre de l'article 5:3, 5:4 et 5:6 de l'Accord SPS.

7.34. Le Groupe spécial évaluera ensuite, pour les deux ensembles de mesures contestées, les arguments des parties en ce qui concerne:

- a. les allégations au titre des articles 2:3 et 5:5 de l'Accord SPS; et
- b. les allégations au titre de l'article 7 et de l'Annexe B de l'Accord SPS.

7.35. Avant d'examiner chacune des allégations de l'Union européenne, le Groupe spécial abordera un certain nombre de questions préliminaires relatives à son mandat.

### 7.3 Questions préliminaires

#### 7.3.1 Introduction

7.36. Comme il est indiqué plus haut dans la section 2.2, dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial, l'Union européenne dit qu'elle conteste "certaines mesures russes concernant l'adoption, le maintien ou l'application d'une prohibition à l'importation ou de restrictions à l'importation, qui empêchent l'importation en Russie des produits visés [porcins vivants et leur matériel génétique, viande de porc et certains autres produits du porc] en provenance de l'Union européenne".<sup>103</sup>

7.37. L'Union européenne indique, en tant que mesures spécifiques en cause dans le présent différend, deux ensembles de mesures:

- le "refus par la Russie d'accepter les importations des produits visés en provenance de l'ensemble de l'UE", le qualifiant d'"interdiction à l'échelle de l'UE"<sup>104</sup>; et
- des interdictions d'importer individuelles visant les porcins vivants et les produits du porc en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne.<sup>105</sup> Les interdictions d'importer les produits en cause en provenance de Lituanie et de Pologne sont explicitement mentionnées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial.<sup>106</sup> Celles relatives aux importations en provenance d'Estonie et de Lettonie ne le sont pas, parce que les premières ont été adoptées à la date même à laquelle l'Union européenne a présenté la demande d'établissement d'un groupe spécial (27 juin 2014)<sup>107</sup>, tandis que

<sup>103</sup> Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Union européenne, page 1.

<sup>104</sup> Appelée dans le présent rapport "interdiction à l'échelle de l'UE alléguée" ou "interdiction à l'échelle de l'UE".

<sup>105</sup> Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Union européenne, pages 1 et 2; première communication écrite de l'Union européenne, paragraphes 82 à 97; déclaration liminaire de l'Union européenne à la première réunion du Groupe spécial, paragraphes 24 à 27; et réponse de l'Union européenne à la question n° 57 du Groupe spécial, paragraphe 135. Dans sa première communication écrite, l'Union européenne mentionne les quatre États membres de l'UE visés par les interdictions d'importer spécifiques dans l'ordre chronologique dans lequel les mesures ont été adoptées par chaque État. Toutefois, par souci de commodité, nous énumérons ces quatre États membres de l'UE dans l'ordre alphabétique.

<sup>106</sup> Voir plus haut le paragraphe 2.9.

<sup>107</sup> Notification de la Russie au Comité SPS: G/SPS/N/RUS/64 (notification SPS concernant les importations en provenance de Lettonie) (pièce EU-12); et Lettre du Service fédéral russe de surveillance

les dernières ont été adoptées le 11 septembre 2014.<sup>108</sup> Toutefois, l'Union européenne a inclus ces deux mesures parmi les mesures en cause qui sont contestées dans sa première communication écrite.<sup>109</sup>

7.38. La Russie fait valoir que l'interdiction à l'échelle de l'UE alléguée n'est pas une mesure qui lui est imputable. En fait, elle est une conséquence de l'incapacité des responsables vétérinaires de l'Union européenne de certifier que les produits en cause destinés à l'exportation respectent les conditions énoncées dans le formulaire des certificats vétérinaires convenus bilatéralement par la Russie et l'Union européenne pour le commerce des produits en cause. Par conséquent, la Russie allègue que l'Union européenne n'a pas démontré que l'interdiction à l'échelle de l'UE alléguée était une mesure selon la définition figurant à l'article premier et à l'Annexe A de l'Accord SPS.<sup>110</sup>

7.39. Selon la Russie, la validité des certificats vétérinaires est elle-même une modalité de son accession à l'OMC. Par conséquent, son engagement de maintenir l'application des certificats bilatéraux réduit à néant les allégations de l'Union européenne, qui découlent directement ou indirectement de l'application des certificats bilatéraux, conformément aux dispositions de l'Accord SPS.<sup>111</sup>

7.40. L'Union européenne rejette les arguments de la Russie concernant les conséquences de la validité des certificats vétérinaires. À son avis, la référence aux certificats vétérinaires dans les documents d'accession de la Russie devrait être interprétée dans le contexte de l'obligation continue de la Russie d'adapter ses mesures aux caractéristiques SPS régionales.<sup>112</sup> Elle ajoute que les modalités d'accession de la Russie à l'OMC ne peuvent pas être interprétées comme empêchant l'adaptation des certificats bilatéraux aux mesures de régionalisation concernant la PPA appliquées dans l'Union européenne.<sup>113</sup>

7.41. En outre, la Russie n'a formulé aucune objection en ce qui concerne le fait que les mesures à l'échelle du pays concernant la Lettonie et l'Estonie relèvent du mandat du Groupe spécial. Elle a seulement formulé des observations sur cette question en réponse aux questions du Groupe spécial qui portaient sur le fait que ces mesures n'étaient pas explicitement mentionnées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial.<sup>114</sup> Elle a aussi ajouté que "les deux parties [étaient] convenues qu'il [était] approprié que le Groupe spécial considère que les allégations de l'Union européenne englob[aient] une contestation des interdictions d'importer visant la Lettonie et l'Estonie ... qui n'étaient pas incluses dans la demande d'établissement d'un groupe spécial".<sup>115</sup>

7.42. Le Groupe spécial doit d'abord déterminer si l'interdiction à l'échelle de l'UE alléguée est une mesure susceptible d'être contestée dans le cadre du mécanisme de règlement des différends de l'OMC. Il doit ensuite examiner si les modalités d'accession de la Russie, en ce qui concerne la validité de certains certificats vétérinaires d'exportation bilatéraux, limitent son évaluation des allégations de l'Union européenne concernant l'interdiction à l'échelle de l'UE alléguée. Puis,

---

vétérinaire et phytosanitaire russe, FS-NF-8/11315, du 27 juin 2014 (Mesure visant les importations en provenance de Lettonie) (pièce EU-169).

<sup>108</sup> Notification de la Russie au Comité SPS: G/SPS/N/RUS/76 (notification SPS concernant les importations en provenance d'Estonie) (pièce EU-13); et Lettre du service vétérinaire russe à la DG SANCO, FS-NV-8/17431, 11 septembre 2014 (Mesure visant les importations en provenance d'Estonie) (pièce RUS-37).

<sup>109</sup> Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphes 4, 86 et 87.

<sup>110</sup> Réponse de la Russie à la question n° 72 du Groupe spécial, paragraphe 108; deuxième communication écrite de la Russie, paragraphes 3 et 171 à 174; déclaration liminaire de la Russie à la deuxième réunion du Groupe spécial, paragraphes 50 à 60; et réponse de la Russie à la question n° 275 du Groupe spécial, paragraphe 111.

<sup>111</sup> Réponse de la Russie à la question n° 274 du Groupe spécial, paragraphes 104 à 110. Voir aussi la réponse de la Russie à la question n° 75 du Groupe spécial, paragraphes 110 à 118; et la deuxième communication écrite de la Russie, paragraphes 177 à 184.

<sup>112</sup> Deuxième communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 27 (faisant référence à l'article 6:1 de l'Accord SPS et au rapport de l'Organe d'appel *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 5.154).

<sup>113</sup> Observations de l'Union européenne sur la réponse de la Russie à la question n° 254 du Groupe spécial, paragraphe 12.

<sup>114</sup> Réponse de la Russie à la question n° 74 du Groupe spécial, paragraphes 119 à 123. Au paragraphe 123, la Russie a noté que, même si le Groupe spécial constatait que les mesures visant les importations en provenance d'Estonie et de Lettonie ne relevaient pas de son mandat, elles étaient néanmoins pertinentes pour le différend en tant qu'éléments de preuve, même si elles étaient postérieures à la date de la demande d'établissement d'un groupe spécial.

<sup>115</sup> Réponse de la Russie à la question n° 279 du Groupe spécial, paragraphe 122.

indépendamment des vues des parties sur la question, il lui incombe de déterminer si les mesures concernant les importations en provenance de Lettonie et d'Estonie relèvent de son mandat. Il examinera chacune de ces questions l'une après l'autre.

### **7.3.2 Question de savoir si l'interdiction à l'échelle de l'UE alléguée est une mesure susceptible d'être contestée dans le cadre du mécanisme de règlement des différends de l'OMC**

#### **7.3.2.1 Introduction**

7.43. Nous commençons notre examen des questions préliminaires relatives aux mesures en cause par la question de savoir si l'interdiction à l'échelle de l'UE alléguée est une mesure susceptible d'être contestée dans le cadre du mécanisme de règlement des différends de l'OMC. Dans le cadre de sa contestation concernant la qualification de l'interdiction à l'échelle de l'UE alléguée comme étant une mesure SPS, la Russie affirme que l'interdiction à l'échelle de l'UE alléguée ne lui est pas imputable.<sup>116</sup> Afin d'effectuer une évaluation cohérente et complète des questions préliminaires relatives aux mesures en cause, dont nous sommes saisis, nous nous concentrerons d'abord sur l'argument de la Russie selon lequel l'interdiction à l'échelle de l'UE alléguée n'est pas une mesure qui lui est imputable.

7.44. À notre avis, l'argument de la Russie selon lequel l'interdiction à l'échelle de l'UE alléguée ne lui est pas imputable concerne la question de savoir si la Russie a, en fait, mis en place une mesure et si cette mesure est susceptible d'être contestée dans le cadre du mécanisme de règlement des différends de l'OMC. Par conséquent, après avoir examiné l'argument des parties à cet égard, le Groupe spécial abordera cette question.

#### **7.3.2.2 Principaux arguments des parties**

7.45. Des porcins vivants et leur matériel génétique, de la viande de porc et certains autres produits du porc ("les produits en cause") en provenance de l'Union européenne sont exportés en Russie sur la base de certificats vétérinaires convenus bilatéralement qui, entre autres choses, attestent le statut de l'Union européenne concernant la PPA.<sup>117</sup> À la suite de l'apparition des foyers de PPA qui ont été confirmés en Lituanie le 24 janvier 2014<sup>118</sup>, la Russie a cessé d'accepter les importations des produits en cause faisant l'objet de ces certificats vétérinaires bilatéraux en provenance de l'ensemble des États membres de l'UE. Cette décision a été adoptée parce que la situation épidémiologique dans l'Union européenne concernant la PPA ne correspondait pas aux prescriptions énoncées dans ces certificats.<sup>119</sup>

<sup>116</sup> La question de savoir si l'interdiction à l'échelle de l'UE est une mesure SPS est examinée plus loin dans la section 7.4.4.2.1.

<sup>117</sup> Première communication écrite de la Russie, paragraphes 343 et 344; et réponse à la question n° 69 du Groupe spécial, paragraphe 100; voir aussi la première communication écrite de l'Union européenne, note de bas de page 82 (faisant référence au certificat vétérinaire pour les porcelets à l'engrais, exportés de l'UE vers la Russie, 11/08/2006) (certificat vétérinaire pour les porcelets à l'engrais) (pièce EU-52); le certificat vétérinaire pour les porcins destinés à la reproduction, exportés de l'UE vers la Russie, 11/08/2006 (certificat vétérinaire pour les porcins destinés à la reproduction) (pièce EU-53); le certificat vétérinaire pour la viande de porc et les préparations à base de viande de porc crue, exportées de l'UE vers la Russie, 11/08/2006 (certificat vétérinaire pour la viande de porc et les préparations à base de viande de porc crue) (pièce EU-54); le certificat vétérinaire pour les porcins destinés à l'abattage, exportés de l'UE vers la Russie, 16/12/2009 (certificat vétérinaire pour les porcins destinés à l'abattage) (pièce EU-55); le certificat vétérinaire pour les produits alimentaires finis, contenant des matières premières d'origine animale, exportés de l'UE vers la Russie, 24/05/2011 (certificat vétérinaire pour les produits alimentaires finis) (pièce EU-56); le certificat vétérinaire pour la viande en conserve, les salamis et autres produits carnés prêts à consommer, exportés de l'UE vers la Russie, 24/05/2011 (certificat vétérinaire pour la viande en conserve, les salamis et autres produits carnés prêts à consommer) (pièce EU-57).

<sup>118</sup> Interface WAHIS de l'OIE, rapport de suivi n° 31 – référence du rapport: 1, référence de l'OIE: 17147, date du rapport: 06/02/2015, pays: Lituanie (pièce RUS-27).

<sup>119</sup> Lettre du Service fédéral russe de surveillance vétérinaire et phytosanitaire adressée à l'Union européenne le 29 janvier 2014, FS-SA-8/1277 (lettre du FSVPS du 29 janvier 2014, FS-SA-8/1277) (pièce EU-14), paragraphe 3; annonce sur le site Web du Rosselkhozadzor datée du 6 février 2014 (annonce du FSVPS) (pièce EU-16); liste des lots réexpédiés de produits du porc (pièce EU-17); voir aussi la première communication écrite de l'Union européenne, paragraphes 88 à 97; et la première communication écrite de la Russie, paragraphes 343, 344, 346 et 347.



7.46. Bien que l'Union européenne décrive la mesure de la Russie comme étant une "interdiction à l'échelle de l'UE", la Russie insiste pour dire que cette mesure est dûment qualifiée de "respect provisoire" de sa part des certificats vétérinaires bilatéraux actuels, réaffirmant que, compte tenu des foyers de PPA, c'est l'Union européenne qui n'est pas en mesure de se conformer aux prescriptions énoncées dans les certificats.<sup>120</sup>

### 7.3.2.2.1 Union européenne

7.47. Dans la demande d'établissement d'un groupe spécial, l'Union européenne indique en tant que mesure distincte en cause le "refus par la Russie d'accepter les importations des produits visés en provenance de l'ensemble de l'UE, qui équivaut à une prohibition à l'échelle de l'UE".<sup>121</sup> L'Union européenne fait référence à cette mesure alléguée comme étant:

une action (une prohibition ou restriction à l'importation) et, à titre subsidiaire, une omission (le fait de ne pas accepter les importations en provenance de l'UE). Elle demande l'examen de cette mesure spécifique en cause en tant que telle et telle qu'appliquée, *de jure* et *de facto* (c'est-à-dire sur la base de tous les faits pertinents). Elle demande aussi l'examen de cette mesure spécifique en cause à la fois dans la mesure où elle est écrite et dans la mesure où elle est non écrite.<sup>122</sup>

7.48. À l'appui de l'existence de l'interdiction à l'échelle de l'UE alléguée, l'Union européenne donne l'explication suivante dans la demande d'établissement d'un groupe spécial:

L'UE note la lettre que lui a adressée en date du 29 janvier 2014 (FS-SA-8/1277) le Service fédéral de surveillance vétérinaire et phytosanitaire russe et qui fait référence à certains certificats d'exportation auparavant utilisés pour certaines exportations de l'UE vers la Russie, et notamment le membre de phrase suivant: "animaux sains élevés sur des exploitations agricoles et/ou des territoires administratifs officiellement exempts de maladies animales contagieuses, y compris la peste porcine africaine, pendant une période de trois ans sur l'ensemble du territoire de l'UE, à l'exception de la Sardaigne". À cet égard, les autorités russes ont fait la déclaration suivante: "les vétérinaires des États membres de l'UE doivent cesser la certification des produits susmentionnés. Sinon, les produits accompagnés de certificats vétérinaires délivrés après le 27 janvier 2014 ne pourront pas être admis sur le territoire des États membres de l'Union douanière et seront réexpédiés".<sup>123</sup>

7.49. Dans la demande d'établissement d'un groupe spécial, l'Union européenne fait aussi référence à la déclaration suivante tirée d'une lettre du Ministère de l'agriculture de la Russie datée du 14 février 2014 (HF-12-26/1650): "cet incident modifie considérablement la situation [épidémiologique] non seulement en Lituanie, mais aussi dans l'ensemble de l'UE".<sup>124</sup> En outre, elle trouve des éléments à l'appui de son affirmation concernant l'interdiction à l'échelle de l'UE alléguée dans l'annonce officielle du Service fédéral de surveillance vétérinaire et phytosanitaire russe (FSVPS)<sup>125</sup> datée du 6 février 2014, selon laquelle l'importation de produits du porc (têtes et cœurs congelés) d'origine autrichienne et allemande était interdite dans les régions de Tver et de Pskov, en raison des risques allégués de PPA sur l'ensemble du territoire de l'Union européenne.<sup>126</sup> Enfin, elle fait référence au refus par la Russie d'accepter une expédition de viande de porc

<sup>120</sup> Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Union européenne, page 2; première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 88; déclaration liminaire de l'Union européenne à la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 24; réponse de l'Union européenne à la question n° 57 du Groupe spécial, paragraphe 135; et deuxième communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 21. Première communication écrite de la Russie, paragraphes 344 et 347; et déclaration liminaire de la Russie à la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 47.

<sup>121</sup> Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Union européenne, page 2.

<sup>122</sup> Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Union européenne, page 2. Voir aussi la première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 88.

<sup>123</sup> Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Union européenne, page 2.

<sup>124</sup> Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Union européenne, page 2, faisant référence à la lettre du 14 février 2014 (HF-12-26/1650) adressée par la Russie à l'Union européenne (lettre du 14 février 2014, HF-12-26/1650) (pièce EU-15).

<sup>125</sup> FSVPS est aussi l'abréviation anglaise du Rosselkhoznadzor (abréviation russe).

<sup>126</sup> Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Union européenne, page 3 (renvoyant à l'adresse: <http://fsvps.ru/fsvps/news/8935.html>).



congelée parce que le certificat d'exportation ne certifiait pas correctement la situation relative à la PPA pour ce qui était des foyers de PPA sur le territoire lituanien.<sup>127</sup>

7.50. L'Union européenne explique en outre qu'elle croit comprendre que "par suite des instructions FS-SA-7/1275 datées du 29 janvier 2014<sup>128</sup>, la Russie a cessé de délivrer des permis d'importation pour les produits en cause en provenance de l'Union européenne. En outre, les exportateurs ont été informés de la lettre du 29 janvier 2014, FS-SA-8/1277, selon laquelle la Russie avait cessé d'accepter les importations."<sup>129</sup><sup>130</sup> Par conséquent, il n'y avait plus de cas de lots refusés, parce que "de toute évidence, aucun opérateur n'engagera de coûts ruineux pour expédier des chargements à la frontière russe en sachant que leur entrée sera refusée."<sup>131</sup> Selon l'Union européenne, elle a présenté des éléments de preuve suffisants pour démontrer que l'interdiction à l'échelle de l'UE alléguée était imputable à la Russie.<sup>132</sup>

7.51. L'Union européenne considère que "les parties conviennent en fait de l'existence de la mesure en cause. Ce que l'UE appelle l'interdiction à l'échelle de l'UE est qualifiée par la Russie de "respect provisoire des conditions des certificats vétérinaires".<sup>133</sup><sup>134</sup>

7.52. En outre, l'Union européenne rejette l'argument de la Russie selon lequel l'interdiction à l'échelle de l'UE alléguée ne lui est pas imputable, parce qu'elle peut d'une certaine manière aussi être imputable à l'Union européenne. L'Union européenne affirme que même si la situation actuelle lui était d'une certaine manière imputable, cela ne conduirait pas à la conclusion qu'elle n'est pas aussi imputable à la Russie. Elle ajoute en outre qu'elle n'a pas renoncé à ses droits de contester les mesures de la Russie au titre du Mémoire d'accord.<sup>135</sup>

#### 7.3.2.2.2 Russie

7.53. La Russie ne souscrit pas à la qualification par l'Union européenne de la mesure en cause comme étant une interdiction à l'échelle de l'UE. En fait, elle considère que l'interdiction à l'échelle de l'UE alléguée est la conséquence du fait que l'Union européenne n'a pas "respecté les prescriptions liées à la PPA figurant dans les certificats vétérinaires convenus par elle et la Fédération de Russie".<sup>136</sup> Elle note en outre que l'interdiction à l'échelle de l'UE alléguée "représente en fait les efforts constants déployés par la Fédération de Russie pour suivre les prescriptions liées à la PPA des certificats vétérinaires convenues par l'Union européenne et la Fédération de Russie, qui n'autorisent pas l'importation de porcins et de produits du porc non certifiés."<sup>137</sup> Par conséquent, l'incapacité pour les produits d'entrer en Russie "n'est pas directement imputable à la Fédération de Russie".<sup>138</sup>

7.54. La Russie explique que les certificats vétérinaires convenus bilatéralement par elle et l'Union européenne exigent que toute l'Union européenne soit exempte de PPA pendant les trois années précédentes pour que les porcins vivants et les produits du porc puissent être exportés en

<sup>127</sup> Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Union européenne, page 3. Voir aussi la première communication écrite de l'Union européenne, paragraphes 89 à 96.

<sup>128</sup> (note de bas de page de l'original) Instructions de la Russie du 29 janvier 2014, FS-SA-7/1275 (pièce EU-161).

<sup>129</sup> (note de bas de page de l'original) Lettre du 14 janvier 2014 adressée par la Russie à l'Union européenne, FS-SA-8/1277 (pièce EU-14).

<sup>130</sup> Réponse de l'Union européenne à la question n° 56 du Groupe spécial, paragraphe 133, et deuxième communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 23.

<sup>131</sup> Réponse de l'Union européenne à la question n° 56 du Groupe spécial, paragraphe 134, et deuxième communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 24.

<sup>132</sup> Deuxième communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 22.

<sup>133</sup> (note de bas de page de l'original) Première communication écrite de la Russie, section H.2.

<sup>134</sup> Deuxième communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 23.

<sup>135</sup> Réponse de l'Union européenne à la question n° 21 du Groupe spécial, paragraphe 89. Voir aussi la deuxième communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 25.

<sup>136</sup> Première communication écrite de la Russie, paragraphe 343.

<sup>137</sup> Première communication écrite de la Russie, paragraphe 345; et réponse de la Russie à la question n° 78 du Groupe spécial, paragraphe 129. Voir aussi la réponse de la Russie à la question n° 84 du Groupe spécial, paragraphe 138.

<sup>138</sup> Réponse de la Russie à la question n° 72 du Groupe spécial, paragraphe 108. Voir aussi la deuxième communication écrite de la Russie, paragraphe 3.

Russie.<sup>139</sup> Elle soutient donc que, dans les lettres du 29 janvier 2014 et du 14 février 2014 qu'elle a adressées à l'Union européenne, elle reconnaît simplement le fait que, en raison de l'apparition d'un foyer de PPA dans l'Union européenne, les responsables vétérinaires des États membres de l'UE étaient dans l'incapacité, conformément aux conditions des certificats vétérinaires et au chapitre 5.1 du Code terrestre, de certifier que le territoire de l'Union européenne, à l'exclusion de la Sardaigne, était exempt de PPA pendant les trois années précédentes.<sup>140</sup>

7.55. Selon la Russie, l'Union européenne n'a pas démontré que la mise en œuvre des conditions figurant dans les certificats vétérinaires, qui est un acte accompli par les autorités vétérinaires de l'Union européenne, était un acte imputable à la Russie.<sup>141</sup> La Russie fait valoir que "l'incapacité d'accepter des importations en provenance de l'Union européenne n'est pas directement imputable à la Fédération de Russie. Ce sont les responsables vétérinaires de l'Union européenne – et non ceux de la Fédération de Russie – qui sont dans l'incapacité de certifier la conformité des produits en cause destinés à l'exportation sur la base des conditions énoncées dans le formulaire du certificat qui a été convenu bilatéralement par la Fédération de Russie et l'Union européenne."<sup>142</sup>

### 7.3.2.3 Analyse du Groupe spécial

7.56. L'Organe d'appel a dit, en ce qui concerne le champ d'application de l'article 3:3 du Mémoire d'accord, qu'"[e]n principe, tout acte ou omission imputable à un Membre de l'OMC [pouvait] être une mesure de ce Membre aux fins d'une procédure de règlement des différends."<sup>143</sup>

7.57. Pour déterminer si l'interdiction à l'échelle de l'UE alléguée est susceptible d'être contestée dans le cadre de l'Accord sur l'OMC, nous devons examiner si elle est un acte ou une omission imputable à la Russie. À notre avis, cet examen nécessite deux étapes. Premièrement, nous devons comprendre à quel acte ou omission l'Union européenne fait référence, c'est-à-dire la teneur et la portée de l'interdiction à l'échelle de l'UE alléguée. Deuxièmement, nous devons vérifier si cet acte ou omission est imputable à la Russie.

#### 7.3.2.3.1 Question de savoir si l'Union européenne a présenté des arguments et des éléments de preuve concernant la teneur et la portée de l'interdiction à l'échelle de l'UE alléguée

7.58. L'Organe d'appel a fait référence dans différents contextes à la charge dont un plaignant devait s'acquitter pour ce qui est de démontrer la teneur particulière des mesures qu'il conteste. Dans l'affaire *États-Unis – Jeux*, lorsqu'il a fait référence aux éléments de preuve et arguments à la base des éléments présentés *prima facie*, l'Organe d'appel a dit qu'ils comprenaient l'identification de la mesure contestée et sa portée fondamentale.<sup>144</sup>

7.59. À la lumière de ces indications, nous considérons que, dans la présente affaire, l'Union européenne a la charge de démontrer quelles sont la teneur et la portée fondamentale de l'interdiction à l'échelle de l'UE alléguée. Par conséquent, nous devons examiner les arguments et les éléments de preuve que l'Union européenne a présentés à cet égard.

7.60. L'Union européenne a fourni les éléments de preuve suivants concernant la teneur et la portée de l'interdiction à l'échelle de l'UE alléguée:

<sup>139</sup> Première communication écrite de la Russie, paragraphes 347, 351 et 343 (faisant référence aux certificats vétérinaires pour les porcelets à l'engrais (pièce EU-52), aux certificats vétérinaires pour les porcins destinés à la reproduction (pièce EU-53) et aux certificats vétérinaires pour la viande de porc et les préparations à base de viande de porc crue (pièce EU-54)).

<sup>140</sup> Première communication écrite de la Russie, paragraphe 344. La référence à la lettre du 29 janvier 2014, FS-SA-8/1277 est interprétée comme étant la référence à la lettre du FSVPS du 29 janvier 2014, FS-SA-8/1277 (pièce EU-14) et la référence à la lettre du 14 février 2014 correspond à la référence à la lettre du 14 février 2014, HF-12-26/1650 (pièce EU-15).

<sup>141</sup> Deuxième communication écrite de la Russie, paragraphe 171.

<sup>142</sup> Deuxième communication écrite de la Russie, paragraphe 173. Voir aussi la réponse de la Russie à la question n° 275 du Groupe spécial, paragraphe 111.

<sup>143</sup> Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, paragraphe 81.

<sup>144</sup> Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Jeux*, paragraphe 141.

- lettre du 29 janvier 2014 (FS-SA-8/1277)<sup>145</sup> adressée par le FSVPS à la DG SANCO<sup>146</sup>;
- instructions du 29 janvier 2014 adressées par le FSVPS (FS-SA-7/1275)<sup>147</sup> à ses chefs de départements territoriaux<sup>148</sup>;
- lettre du 14 février 2014 (HF-12-26/1650)<sup>149</sup> émanant du Ministère de l'agriculture de la Russie<sup>150</sup>;
- annonce du FSVPS du 6 février 2014 concernant l'interdiction d'importer des produits du porc (têtes et cœurs congelés) d'origine autrichienne et allemande dans les régions de Tver et de Pskov, en raison des risques allégués de PPA sur l'ensemble du territoire de l'UE<sup>151</sup>;
- cas où il n'a pas été autorisé d'importer en Russie des lots de produits du porc en provenance des États membres de l'Union européenne après le 25 janvier 2014 parce que la situation épizootique au regard de la PPA n'était pas correctement présentée au point 4.3 du certificat vétérinaire ou en raison de problèmes liés à la date de délivrance du certificat vétérinaire.<sup>152</sup>

7.61. Nous passons à l'examen plus détaillé de chacun de ces éléments de preuve mentionnés par l'Union européenne.

#### **7.3.2.3.1.1 Lettre du 29 janvier 2014 (FS-SA-8/1277) adressée par le FSVPS à la DG SANCO**

7.62. La lettre du 29 janvier 2014, FS-SA-8/1277, indique ce qui suit:

Malgré la compréhension mutuelle et l'étroite coopération inhérentes aux relations entre le Rosselkhoznadzor et la DG SANCO, toute approche visant à simplifier la situation résultant de la détection de la peste porcine africaine (PPA) sur le territoire de l'UE, semble improductive.

Jusqu'à maintenant, des porcins vivants, de la viande de porc et des produits à base de viande de porc crue en provenance de l'UE et à destination de la Russie ont été exportés sur la base des certificats vétérinaires du 11 août 2006, et actuellement, sur accord mutuel, leur validité couvre l'ensemble du territoire de l'Union douanière du Bélarus, du Kazakhstan et de la Russie. Conformément à ces certificats, ces produits doivent provenir d'"animaux sains élevés sur des exploitations agricoles et/ou des territoires administratifs officiellement exempts de maladies animales contagieuses, y compris la PPA, pendant une période de trois ans sur l'ensemble du territoire de l'UE, à l'exception de la Sardaigne". À cet égard et conformément aux prescriptions figurant aux points 4.3 et 4.1 des certificats existants, les vétérinaires des États membres de

<sup>145</sup> Lettre du FSVPS du 29 janvier 2014, FS-SA-8/1277 (pièce EU-14). Dans sa première communication écrite, l'Union européenne note que cette lettre fait référence aux certificats vétérinaires suivants: le certificat vétérinaire pour les porcelets à l'engrais (pièce EU-52); le certificat vétérinaire pour les porcins destinés à la reproduction (pièce EU-53); le certificat vétérinaire pour la viande de porc et les préparations à base de viande de porc crue (pièce EU-54); le certificat vétérinaire pour les porcins destinés à l'abattage (pièce EU-55); le certificat vétérinaire pour les produits alimentaires finis (pièce EU-56); le certificat vétérinaire pour la viande en conserve, les salamis et autres produits carnés prêts à consommer (pièce EU-57) (première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 89, note de bas de page 82).

<sup>146</sup> Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 89.

<sup>147</sup> Lettre du Service fédéral russe de surveillance vétérinaire et phytosanitaire (Rosselkhoznadzor) aux chefs des départements territoriaux du Rosselkhoznadzor, FS-SA-7/1275, du 29 janvier 2014 (instructions du FSVPS à ses départements territoriaux du 29 janvier 2014) (pièce EU-161).

<sup>148</sup> Réponse de l'Union européenne à la question n° 56 du Groupe spécial, paragraphe 133; et deuxième communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 23.

<sup>149</sup> Lettre du 14 février 2014, HF-12-26/1650 (pièce EU-15).

<sup>150</sup> Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 91.

<sup>151</sup> Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 93; et annonce du FSVPS russe du 6 février 2014 (pièce EU-16).

<sup>152</sup> Liste des lots réexpédiés (pièce EU-17); et première communication écrite de l'Union européenne, paragraphes 94 à 96.

*L'UE doivent cesser la certification des produits susmentionnés. Sinon, les produits accompagnés de certificats vétérinaires délivrés après le 27 janvier 2014 ne pourront pas être admis sur le territoire des États membres de l'Union douanière et seront réexpédiés.*<sup>153</sup> (pas d'italique dans l'original)

7.63. Cette lettre fait clairement référence au fait qu'en conséquence de la détection de la PPA sur le territoire de l'Union européenne, et à la lumière des résultats improductifs des approches visant à simplifier cette situation, les produits accompagnés de certificats vétérinaires attestant les prescriptions vétérinaires figurant dans les certificats bilatéraux convenus par la Russie et l'Union européenne en 2006 seraient réexpédiés à leur arrivée en Russie.

#### **7.3.2.3.1.2 Instructions du 29 janvier 2014 adressées par le FSVPS (FS-SA-7/1275) à ses chefs de départements territoriaux**

7.64. Au moyen des instructions FS-SA-7/1275 du 29 janvier 2014, le FSVPS a informé ses chefs de départements territoriaux qu'"en raison de la fièvre porcine africaine (PPA) apparue dans la République de Lituanie, il [était] nécessaire de porter une attention particulière au respect des prescriptions figurant au point 4.3 du certificat vétérinaire convenu pour les exportations de viande de porc et de produits à base de viande de porc crue en provenance de l'Union européenne et à destination de la Fédération de Russie et au point 4.1 du certificat vétérinaire convenu pour les exportations de porcs de reproduction en provenance de l'Union européenne et à destination de la Fédération de Russie."<sup>154</sup> Ces prescriptions sont précisément liées à l'absence de PPA, pendant les trois dernières années, sur tout le territoire de l'Union européenne, à l'exception de la Sardaigne.

7.65. En outre, par cette lettre, le FSVPS signalait à ses chefs de départements territoriaux que [l]orsqu'ils [prenaient] une décision concernant les produits susmentionnés provenant des autres pays de l'Union européenne, qui sont accompagnés des certificats vétérinaires mentionnés délivrés après le 27 janvier 2014 et qui violent les prescriptions figurant aux points 4.3 et 4.1, cette décision [devait] être régie par la législation de l'Union douanière et de la Fédération de Russie s'appliquant dans le domaine vétérinaire."<sup>155</sup>

7.66. Comme l'a expliqué la Russie en réponse à une question du Groupe spécial, la législation à laquelle le FSVPS fait référence inclut la Décision n° 317 de l'Union douanière (qui autorise le refus de lots de produits qui ne sont pas accompagnés de certificats vétérinaires conformes à la teneur des prescriptions vétérinaires communes).<sup>156</sup>

#### **7.3.2.3.1.3 Lettre du 14 février 2014 émanant du Ministère de l'agriculture de la Russie**

7.67. La lettre du 14 février 2014 confirme le point de vue de la Russie selon lequel les deux cas de PPA détectés en Lituanie chez des sangliers avaient des répercussions sur la situation épizootique de toute l'Union européenne. En particulier, le Ministre de l'agriculture de la Russie a noté, dans cette lettre, que l'apparition des deux foyers de PPA "modifi[ait] considérablement la situation [épizootique] non seulement en Lituanie, mais aussi dans l'ensemble de l'UE".<sup>157</sup>

7.68. Cette lettre confirmait aussi qu'"afin d'éviter l'arrêt complet du commerce des produits du porc avec l'UE, le Rosselkhoznadzor avait donné son accord en ce qui concerne les importations de produits finis sûrs soumis à un traitement thermique profond."<sup>158</sup>

<sup>153</sup> Lettre du FSVPS du 29 janvier 2014, FS-SA-8/1277 (pièce EU-14), paragraphe 3. Voir aussi la lettre de la Russie à l'Union européenne du 2 avril 2014, FS-EN-8/5095 (pièce RUS-53), paragraphes 3 et 4.

<sup>154</sup> Instructions du FSVPS à ses départements territoriaux du 29 janvier 2014 (pièce EU-161). (pas d'italique dans l'original)

<sup>155</sup> Instructions du FSVPS à ses départements territoriaux du 29 janvier 2014 (pièce EU-161).

<sup>156</sup> Réponse de la Russie à la question n° 278 du Groupe spécial, paragraphe 116. Voir les articles 3.14 et 3.15 relatifs au contrôle vétérinaire dans la Décision n° 317 de l'Union douanière (pièce RUS-386).

<sup>157</sup> Lettre du 14 février 2014, HF-12-26/1650 (pièce EU-15).

<sup>158</sup> Lettre du 14 février 2014, HF-12-26/1650 (pièce EU-15). Voir aussi plus loin le paragraphe 7.143, faisant référence aux produits visés par l'interdiction à l'échelle de l'UE alléguée.

#### 7.3.2.3.1.4 Annonce du FSVPS du 6 février 2014

7.69. Les instructions et communications du FSVPS ont donné lieu à des cas dans lesquels des agents présents aux frontières russes ont interdit ou refusé des lots des produits en cause. En particulier, l'Union européenne fournit des éléments de preuve concernant une annonce du FSVPS datée du 6 février 2014. Dans des articles de presse figurant sur sa page Web, le FSVPS a annoncé l'interdiction d'importer des produits du porc (têtes et cœurs congelés) d'origine autrichienne et allemande dans les régions de Tver et de Pskov, en raison des risques allégués de PPA sur tout le territoire de l'Union européenne.<sup>159</sup>

#### 7.3.2.3.1.5 Cas dans lesquels il n'a pas été autorisé d'importer en Russie des lots de produits du porc en provenance des États membres de l'Union européenne après le 25 janvier 2014

7.70. En outre, l'Union européenne a fourni des éléments de preuve selon lesquels les produits en cause n'avaient pas été admis en Russie en raison de la non-fiabilité des renseignements sur le statut du territoire de l'Union européenne au regard de la PPA indiqués dans les certificats vétérinaires accompagnant les produits.<sup>160</sup> La Russie admet avoir "imposé des restrictions à l'importation en ce qui concerne les lots de produits du porc accompagnés de certificats vétérinaires portant une date ultérieure au 27 janvier 2014 – quelques jours après que la Lituanie a vu apparaître son premier foyer de PPA".<sup>161</sup>

#### 7.3.2.3.1.6 Autres éléments de preuve à l'appui

7.71. La lettre du FSVPS du 2 avril 2014 adressée à la DG SANCO reconnaît l'existence des restrictions à l'importation des produits en cause en Russie, en indiquant ceci:

Le Rosselkhoznadzor a restreint les importations de porcins et de produits du porc en provenance de toutes les régions de la Lituanie et de la Pologne, mais n'a pas restreint les importations en provenance de toute l'UE. Les restrictions imposées ont été spécifiées dans les certificats UE-Russie des produits du porc qui ont été paraphés en 2006. L'UE a demandé que la validité de ces certificats soit prolongée jusqu'à la conclusion d'un accord sur de nouveaux certificats vétérinaires contenant des prescriptions différentes de celles de l'Union douanière.

Les produits du porc de l'UE ne peuvent pas être certifiés *de facto*. Cependant, la Commission européenne n'a encore engagé aucune discussion ou rédaction de certificats vétérinaires pour le commerce entre l'Union européenne et l'Union douanière.<sup>162</sup>

7.72. Selon l'Union européenne, cela confirme aussi "l'existence d'une interdiction à l'échelle de l'UE, sous le couvert d'un problème administratif allégué lié à la supposée conformité avec le libellé

<sup>159</sup> Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 93; et annonce du FSVPS (pièce EU-16).

<sup>160</sup> Liste des lots réexpédiés de produits du porc (pièce EU-17) reproduite à l'annexe 2 de la lettre du 6 août 2014 adressée par le FSVPS à l'Union européenne (DG SANCO), FS-EN-7/14507 (lettre du FSVPS du 6 août 2014, FS-EN-7/14507) (pièce EU-171). Outre les raisons énoncées à droite de la liste des envois réexpédiés, le texte de la lettre du FSVPS du 6 août 2014, FS-EN-7/14507 (pièce EU-171) confirme que l'une des raisons du refus des expéditions était la "réception de produits sous surveillance accompagnés de certificats vétérinaires ne garantissant pas le respect des prescriptions vétérinaires et sanitaires et des normes de l'Union douanière". Voir aussi l'annonce du FSVPS (pièce EU-16). Il apparaît que l'existence des faits mentionnés dans cette annonce est confirmée par la Russie (réponse de la Russie à la question n° 61 du Groupe spécial, paragraphe 88).

<sup>161</sup> Réponse de la Russie à la question n° 25 du Groupe spécial, paragraphe 10. Dans ses réponses aux questions n° 68 et n° 69 du Groupe spécial sur le point de savoir s'il y avait une quelconque possibilité pour les produits en cause d'entrer autrement qu'au moyen du certificat vétérinaire, la Russie a indiqué que, généralement, elle exigeait, pour l'importation de porcins et de produits du porc, qu'un certificat vétérinaire convenu par elle et l'Union européenne soit fourni. Les seuls produits à entrer après la date de l'événement déclencheur étaient ceux "qui étaient déjà en cours de route ou en quarantaine".

<sup>162</sup> Lettre du FSVPS du 2 avril 2014, FS-EN-8/5095 (pièce RUS-53).

des certificats vétérinaires, compte tenu du changement de la situation épidémiologique concernant la PPA".<sup>163</sup>

7.73. L'Union européenne explique en outre que, du fait des instructions FS-SA-7/1275 du 29 janvier et de la lettre du 29 janvier 2014, FS-SA-8/1277, les exportateurs n'ont pratiquement pas fait de nouvelles tentatives pour expédier les produits en cause à la frontière russe en raison des coûts associés au refus de la Russie de laisser entrer ces produits.<sup>164</sup>

#### 7.3.2.3.1.7 Conclusion préliminaire

7.74. À notre avis, les éléments de preuve examinés dans la présente section – qui comprennent une lettre adressée par le FSVPS à la DG SANCO, les instructions adressées par le FSVPS à ses chefs de départements territoriaux, une lettre du Ministère de l'agriculture, le refus par la Russie des lots des produits en cause en provenance de l'Union européenne et l'effet dissuasif en résultant pour les exportations en provenance de l'Union européenne et à destination de la Russie – étaient l'affirmation de l'Union européenne selon laquelle certaines actions entreprises par la Russie équivalent à une interdiction d'importer appliquée à l'importation de certains produits du porc en provenance de toute l'Union européenne. Nous passons maintenant à la question de savoir si les actions qui équivalent à cette interdiction d'importer sont imputables à la Russie.

#### 7.3.2.3.2 Question de savoir si l'interdiction à l'échelle de l'UE alléguée est une mesure imputable à la Russie

7.75. L'Organe d'appel a dit que, lorsqu'il examinait la question de savoir quelles mesures d'un Membre faisaient l'objet d'une procédure de règlement des différends à l'OMC, "[l]es actes ou omissions qui [étaient] ainsi imputables [étaient] habituellement les actes ou omissions des organes de l'État, y compris ceux du pouvoir exécutif."<sup>165</sup>

7.76. D'après les éléments de preuve examinés plus haut aux paragraphes 7.60 à 7.70, l'interdiction d'importer les produits en cause en provenance de l'Union européenne a été déclenchée le 25 janvier 2014 et a pris effet à compter du 29 janvier 2014, après trois événements précis: i) l'apparition d'un foyer de PPA chez des sangliers en Lituanie le 24 janvier 2014; ii) la transmission d'instructions par le FSVPS à ses chefs de départements territoriaux le 29 janvier 2014<sup>166</sup>; et iii) l'envoi d'une lettre datée du 29 janvier 2014 par le FSVPS à la DG SANCO.<sup>167</sup>

7.77. Comme nous l'avons fait observer dans la section qui précède, les éléments de preuve présentés par l'Union européenne indiquent que la Russie entreprenait en fait des actions spécifiques qui faisaient qu'il était impossible d'importer les produits en cause en provenance de l'Union européenne vers la Russie. Ces actions étaient: i) la transmission d'instructions datées du 29 janvier 2014 par le FSVPS à ses chefs de départements territoriaux, selon lesquelles il fallait prêter une attention particulière au respect des prescriptions vétérinaires figurant aux points 4.1 et 4.3 des certificats vétérinaires convenus applicables aux produits en cause<sup>168</sup>; ii) le refus des importations des produits en cause entre le 25 janvier 2014 et le 11 février 2014<sup>169</sup>; et iii) le fait d'informer l'Union européenne que si les vétérinaires des États membres de l'UE ne cessaient pas

<sup>163</sup> Déclaration liminaire de l'Union européenne à la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 30.

<sup>164</sup> Réponse de l'Union européenne à la question n° 56 du Groupe spécial, paragraphes 133 et 134; et deuxième communication écrite de l'Union européenne, paragraphes 23 et 24. Instructions du FSVPS à ses départements territoriaux du 29 janvier 2014 (pièce EU-161) et lettre du FSVPS du 29 janvier 2014, FS-SA-8/1277 (pièce EU-14).

<sup>165</sup> Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, paragraphe 81. Voir aussi les rapports de l'Organe d'appel *Australie – Pommes*, paragraphe 171; *États-Unis – Crevettes*, paragraphe 173; et les rapports des Groupes spéciaux *Canada – Énergie renouvelable/Canada – Programme de tarifs de rachat garantis*, note de bas de page 37; et *Australie – Saumons (article 21:5 – Canada)*, paragraphe 7.12 et note de bas de page 146.

<sup>166</sup> Instructions du FSVPS à ses départements territoriaux du 29 janvier 2014 (pièce EU-161).

<sup>167</sup> Lettre du FSVPS du 29 janvier 2014, FS-SA-8/1277 (pièce EU-14).

<sup>168</sup> Instructions du FSVPS à ses départements territoriaux du 29 janvier 2014 (pièce EU-161). Voir aussi la réponse de la Russie à la question n° 278 du Groupe spécial, paragraphe 116, dans laquelle la Russie fait référence au champ d'application de ces instructions.

<sup>169</sup> Annonce du FSVPS (pièce EU-16); et liste des lots réexpédiés (pièce EU-17).



la certification des produits en cause, ces produits ne seraient pas admis sur le territoire des États membres de l'Union douanière et seraient réexpédiés.<sup>170</sup>

7.78. Ces actions sont en outre appuyées par la confirmation donnée par la Russie au moyen de la lettre adressée par le FSVPS à la DG SANCO en date du 6 août 2014, selon laquelle les départements du FSVPS situés dans les régions de Tver et de Pskov, les régions de Saint-Petersbourg et de Leningrad, les régions de Briansk et de Smolensk, Moscou, les régions de Moscou et de Tula, la région de Kaliningrad, le kraï du Primorié et la région de Sakhaline avaient découvert des irrégularités dans certains lots de produits du porc et délivré des déclarations de réexpédition.<sup>171</sup> Les éléments de preuve que nous avons examinés, pris ensemble, démontrent que les départements territoriaux du FSVPS ont refusé les importations de certains produits en cause en provenance de l'Union européenne.

7.79. Le paragraphe 1 du Décret n° 327 du gouvernement russe dispose que le FSVPS "est l'autorité exécutive fédérale qui exerce des fonctions de supervision et de surveillance dans le domaine de la médecine vétérinaire."<sup>172</sup> La Russie précise que, comme il est indiqué dans le Décret n° 327, "les différents départements territoriaux sont tenus de suivre les directives du gouvernement fédéral".<sup>173</sup> Par conséquent, nous croyons comprendre que le FSVPS et ses départements territoriaux sont des organes du gouvernement russe. Conformément à la règle concernant l'imputation énoncée plus haut au paragraphe 7.75, les actions du FSVPS, et celles des chefs de ses départements territoriaux, sont imputables à la Russie.<sup>174</sup>

7.80. Il est vrai que, en date du 25 janvier 2014, tout le territoire de l'Union européenne, à l'exception de la Sardaigne, n'était pas exempt de PPA – ce qui ne correspondait donc pas au libellé exact des certificats vétérinaires convenus bilatéralement. Néanmoins, c'est la Russie, et non l'Union européenne, qui entreprend l'action donnant effet à l'interdiction d'importer. Nous notons aussi que les conditions des certificats vétérinaires ne sont pas ce qui est exigé par l'Union européenne pour les importations entrant sur son territoire, mais ce qui est exigé par la Russie pour que les produits puissent entrer sur son territoire. À cet égard, nous rappelons que l'Accord SPS reconnaît le rôle joué par les certificats vétérinaires dans le commerce international. Cette idée est inscrite dans le troisième considérant du préambule de l'Accord SPS, selon lequel "les mesures sanitaires et phytosanitaires sont souvent appliquées sur la base d'accords ou protocoles bilatéraux".

7.81. Cela est en outre confirmé par la façon dont la Russie régit plus généralement l'importation des produits en cause. Conformément aux paragraphes 3.7, 6.1 et 6.3 de la Décision n° 317 de l'Union douanière, les importations des produits en cause en Russie requièrent un certificat vétérinaire délivré par les autorités du pays exportateur ainsi qu'un permis d'importation délivré par le pays importateur.<sup>175</sup> De même, conformément au paragraphe 6.2 de la Décision n° 317 de l'Union douanière, la Russie exige aussi que les importations de certains produits en cause proviennent d'entreprises, y compris les abattoirs/usines de transformation, enregistrés dans le Registre russe des établissements de pays tiers. Dans le cadre du processus d'approbation de l'enregistrement de ces entreprises, les responsables russes peuvent procéder à l'inspection des

<sup>170</sup> Lettre du FSVPS du 29 janvier 2014, FS-SA-8/1277 (pièce EU-14), paragraphe 3. Voir aussi la lettre du FSVPS du 2 avril 2014, FS-EN-8/5095 (pièce RUS-53), paragraphes 3 et 4.

<sup>171</sup> Lettre du FSVPS du 6 août 2014, FS-EN-7/14507 (pièce EU-171); et liste des lots réexpédiés de produits du porc (pièce EU-17) reproduite dans l'annexe 2 de cette lettre.

<sup>172</sup> Décret n° 327 du gouvernement de la Fédération de Russie du 30 juin 2004 intitulé "Approbation de la réglementation du Service fédéral de surveillance vétérinaire et phytosanitaire (Rosselkhoznadzor)", paragraphe 1 (pièce RUS-352). Voir aussi le règlement relatif au contrôle vétérinaire de l'État approuvé par le Décret n° 476 du gouvernement de la Russie du 5 juin 2013 (rév. 24.03.2014) (pièce RUS-16), paragraphes 1 et 4 a); et la réponse de la Russie à la question n° 276 du Groupe spécial, paragraphe 112.

<sup>173</sup> Réponse de la Russie à la question n° 276 du Groupe spécial, paragraphe 113, faisant référence au Décret n° 327 du gouvernement de la Fédération de Russie du 30 juin 2004 intitulé "Approbation de la réglementation du Service fédéral de surveillance vétérinaire et phytosanitaire (Rosselkhoznadzor)", paragraphe 4 (pièce RUS-352).

<sup>174</sup> Cette règle a été appliquée dans les différends de l'OMC suivants: rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, paragraphe 81; rapports des Groupes spéciaux *États-Unis – Loi de 1916 (Japon)*, paragraphe 5.10; et *États-Unis – Mesures compensatoires et mesures antidumping (Chine)*, paragraphe 7.250.

<sup>175</sup> Paragraphes 3.7, 6.1 et 6.3 relatifs au contrôle vétérinaire de la Décision n° 317 de l'Union douanière (pièce RUS-386). Voir aussi la réponse de la Russie à la question n° 260 du Groupe spécial, paragraphes 24 et 25.



locaux de ces entreprises, y compris les exploitations agricoles qui les approvisionnent en matières premières.<sup>176</sup>

7.82. Comme il est décrit dans le paragraphe 6.3 de la Décision n° 317 de l'Union douanière, les prescriptions mentionnées dans le paragraphe qui précède, ainsi que la présence d'un certificat vétérinaire valable, serviront de base à la décision des inspecteurs vétérinaires d'autoriser ou de prohiber l'importation des différents produits en cause, d'en suspendre le transport ou de les réexpédier.<sup>177</sup> À notre avis, cela signifie que les importations des produits en cause en Russie requièrent non seulement la présentation des certificats vétérinaires, mais aussi le respect d'un certain nombre de prescriptions dans le cadre du contrôle effectué par les autorités russes.

7.83. Sur la base des éléments de preuve versés au dossier, nous constatons qu'après l'apparition d'un foyer de PPA chez des sangliers en Lituanie le 24 janvier 2014, la Russie a refusé d'accepter les importations des produits en cause en provenance de l'Union européenne tout entière. Ce refus est fondé sur l'incapacité des vétérinaires de l'Union européenne de certifier que ces produits respectent la prescription énoncée dans les certificats vétérinaires convenus bilatéralement. Selon cette prescription, toute l'Union européenne, à l'exception de la Sardaigne, doit être exempte de PPA pendant une période de trois ans pour que les produits en cause puissent être importés en Russie. Les autorités russes appliquent activement cette prescription en refusant les lots des produits en cause qui ne satisfont pas à cette prescription. Ces actions, prises ensemble, constituent une mesure composite, et c'est ce que l'Union européenne appelle une "interdiction à l'échelle de l'UE"; c'est aussi ce qui constitue une mesure en cause imputable à la Russie. C'est cette mesure dont nous évaluerons la conformité avec les dispositions pertinentes de l'Accord SPS.

#### **7.3.2.4 Conclusion préliminaire**

7.84. À notre avis, l'Union européenne a démontré l'existence de l'interdiction à l'échelle de l'UE alléguée en tant que mesure composite qui reflète le refus par la Russie d'accepter certaines importations des produits en cause en provenance de l'Union européenne. Le fondement du refus de la Russie est la prescription générale figurant dans le modèle des certificats vétérinaires négociés avec l'Union européenne. Selon cette prescription générale, l'ensemble du territoire de l'Union européenne, à l'exception de la Sardaigne, doit être exempt de PPA pendant une période de trois ans pour que les produits en cause puissent être importés en Russie. Suite à l'apparition de foyers de PPA en Lituanie, les produits en provenance de l'Union européenne ne satisfont pas à cette prescription générale. Par conséquent, les actions entreprises par la Russie pour appliquer cette prescription générale à la situation actuelle dans l'Union européenne donnent lieu à une interdiction à l'échelle de l'UE des produits en cause imputable à la Russie.

### **7.3.3 Question de savoir si les modalités d'accession de la Russie limitent l'évaluation par le Groupe spécial des allégations de l'Union européenne relatives à l'interdiction à l'échelle de l'UE alléguée**

#### **7.3.3.1 Introduction**

7.85. Les parties ne sont pas d'accord sur la mesure dans laquelle l'interdiction à l'échelle de l'UE fait partie des modalités d'accession de la Russie; et, si elle fait partie des modalités d'accession de la Russie, sur les conséquences que cela aurait. Dans la présente section, le Groupe spécial examinera les arguments des parties à cet égard et déterminera si les modalités d'accession de la Russie limitent de quelque manière notre évaluation des allégations de l'Union européenne relatives à l'interdiction à l'échelle de l'UE.

<sup>176</sup> Réponse de la Russie à la question n° 260 du Groupe spécial, paragraphes 26 à 30. Voir aussi le tableau 41, extraits de la Liste des marchandises soumises à un contrôle vétérinaire. Rapport du Groupe de travail (pièce RUS-333).

<sup>177</sup> Conformément au paragraphe 3.15 de la Décision n° 317 de l'Union douanière, ce sont les quatre décisions qu'un responsable chargé du contrôle peut prendre en ce qui concerne les marchandises soumises à contrôle. Contrôle vétérinaire dans la Décision n° 317 de l'Union douanière (pièce RUS-386).

### 7.3.3.2 Principaux arguments des parties

#### 7.3.3.2.1 Union européenne

7.86. L'Union européenne signale le fait que plusieurs des certificats mentionnés contiennent une note de bas de page qui indique que "les territoires administratifs, les zones et les périodes peuvent être modifiés d'un commun accord sur la base du Mémorandum du 4 avril 2006 sur le zonage et la régionalisation".<sup>178</sup> Par conséquent, elle soutient que la Russie "aurait facilement pu éviter des perturbations commerciales en appliquant les principes de l'OIE concernant le zonage et la régionalisation".<sup>179</sup>

7.87. L'Union européenne rejette les arguments de la Russie concernant les conséquences de la validité des certificats vétérinaires. À son avis, la référence aux certificats vétérinaires dans les documents d'accession de la Russie devrait être interprétée dans le contexte de l'obligation continue de la Russie d'adapter ses mesures aux caractéristiques SPS régionales.<sup>180</sup> L'Union européenne souligne donc que "[l]e fait que les certificats vétérinaires continuent d'être utilisés après l'accession de la Russie est un élément distinct du fait que les conditions de ces certificats devraient être adaptées en permanence aux caractéristiques SPS de régions spécifiques dans des cas particuliers".<sup>181</sup>

7.88. L'Union européenne ajoute que les paragraphes 892 et 893 du rapport du Groupe de travail de l'accession de la Russie "ne peuvent en aucune manière être interprétés comme empêchant l'adaptation des certificats bilatéraux aux mesures de régionalisation concernant la PPA dans l'UE".<sup>182</sup> Elle note que ces deux paragraphes du rapport du Groupe de travail reflètent la préoccupation exprimée par les Membres au sujet de la prescription imposant l'utilisation de certificats vétérinaires communs de l'Union douanière pour les importations de certains produits. Dans ce contexte, ces paragraphes reflètent l'"engagement [pris par la Russie] de ne *pas* rendre obligatoires ces certificats vétérinaires de l'Union douanière, en maintenant les certificats bilatéraux existants (tels que ceux convenus entre l'UE et la Russie), ainsi que leurs modifications ultérieures".<sup>183</sup>

#### 7.3.3.2.2 Russie

7.89. La Russie dit que la validité des certificats vétérinaires UE-Russie est une "modalité" de son accession à l'OMC.<sup>184</sup> À son avis, "la reconnaissance de la validité de ces certificats implique la compatibilité de ces certificats avec les obligations de la Fédération de Russie au titre des Accords de l'OMC, y compris l'Accord SPS".<sup>185</sup> Selon elle, la validité et la compatibilité avec les règles de l'OMC de ces certificats, y compris leurs modifications ultérieures convenues bilatéralement, était une "modalité" de son accession à l'OMC par l'interaction du paragraphe 893 et du paragraphe 1450 du rapport du Groupe de travail de l'accession de la Russie, qui fait référence au Protocole d'accession de la Fédération de Russie (Protocole d'accession de la Russie).<sup>186</sup>

<sup>178</sup> Deuxième communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 28; et réponse de l'Union européenne à la question n° 79 du Groupe spécial, paragraphe 153.

<sup>179</sup> Deuxième communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 28; et réponse de l'Union européenne à la question n° 79 du Groupe spécial, paragraphe 153.

<sup>180</sup> Deuxième communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 27 (faisant référence à l'article 6:1 de l'Accord SPS et au rapport de l'Organe d'appel *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 5.154).

<sup>181</sup> Deuxième communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 27.

<sup>182</sup> Observations de l'Union européenne sur la réponse de la Russie à la question n° 254 du Groupe spécial, paragraphe 12.

<sup>183</sup> Observations de l'Union européenne sur la réponse de la Russie à la question n° 254 du Groupe spécial, paragraphe 13.

<sup>184</sup> Déclaration liminaire de la Russie à la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 50; réponse de la Russie aux questions n° 72, n° 73 et n° 82 du Groupe spécial, paragraphes 109, 112, 113 et 135; et deuxième communication écrite de la Russie, paragraphe 178.

<sup>185</sup> Réponse de la Russie à la question n° 73 du Groupe spécial, paragraphe 111.

<sup>186</sup> Déclaration liminaire de la Russie, paragraphe 50; deuxième communication écrite de la Russie, paragraphes 177 et 178; rapport du Groupe de travail de l'accession de la Fédération de Russie, WT/ACC/RUS/70 et WT/MIN(11)/2, distribué le 17 novembre 2011 (pièce RUS-159), paragraphe 893; rapport du Groupe de travail de l'accession de la Fédération de Russie, WT/ACC/RUS/70 et WT/MIN(11)/2, distribué le 17 novembre 2011, paragraphe 1450, incorporé par référence (pièce RUS-159), Protocole d'accession de la Fédération de Russie, WT/MIN(11)/24 et WT/L/839 (pièce RUS-160), paragraphe 3; la Russie fait référence

7.90. La Russie déclare qu'en adoptant le Protocole d'accession de la Russie et les engagements auxquels elle fait référence (par exemple les certificats vétérinaires), l'Union européenne était convenue que le formulaire des certificats vétérinaires qu'elle avait conclus avec la Russie resterait valable jusqu'à ce qu'elle convienne de nouveaux certificats avec l'Union douanière. Cette validité implique aussi que le refus des lots sur la base de ces certificats vétérinaires est compatible avec les disciplines de l'Accord SPS.<sup>187</sup>

7.91. La Russie fait valoir qu'étant donné que, jusqu'à la fin de janvier 2014, il n'y avait eu aucun accord visant à introduire des certificats vétérinaires au niveau de l'Union douanière, elle était tenue, conformément aux modalités de son accession à l'OMC, d'appliquer les certificats convenus bilatéralement avec l'Union européenne.<sup>188</sup>

7.92. De l'avis de la Russie, le Groupe spécial pourrait suivre le cadre analytique élaboré par l'Organe d'appel dans l'affaire *Chine – Terres rares* pour déterminer la relation entre le Protocole d'accession de la Russie et ses engagements au titre de l'Accord SPS. Elle considère que la conséquence d'une telle analyse serait une constatation selon laquelle ses engagements spécifiques de maintenir l'application des certificats bilatéraux, comme modalité de son accession à l'OMC, "rédui[sent] à néant toutes les allégations formulées par l'Union européenne"<sup>189</sup> au titre de l'Accord SPS en ce qui concerne l'interdiction à l'échelle de l'UE. La raison en est que toutes ces allégations découlent, directement ou indirectement, de l'application des modalités d'accession de la Russie.<sup>190</sup>

7.93. Sur la base de ces arguments, la Russie demande au Groupe spécial de constater que le maintien de la validité des certificats est une modalité de son accession à l'OMC et que les allégations de l'Union européenne en découlant devraient être rejetées.<sup>191</sup> Elle considère que si le Groupe spécial devait en décider autrement, ses recommandations et décisions sur cette question n'auraient pas de fondement juridique suffisant.<sup>192</sup>

### 7.3.3.3 Analyse du Groupe spécial

7.94. Le Groupe spécial est appelé à examiner la relation entre les conditions d'accession de la Russie à l'OMC et les allégations de l'Union européenne relatives à l'interdiction à l'échelle de l'UE. Afin d'évaluer cette relation, nous examinerons d'abord toutes les indications figurant dans les constatations de groupes spéciaux antérieurs et de l'Organe d'appel en ce qui concerne la relation entre le Protocole d'accession d'un Membre et les droits et obligations de ce Membre au titre de l'Accord de Marrakech et des Accords commerciaux multilatéraux qui y sont annexés. Nous examinerons ensuite les modalités d'accession de la Russie dans la mesure où elles sont pertinentes pour le présent différend. Enfin, nous évaluerons si les modalités d'accession de la Russie à l'OMC limitent de quelque manière notre évaluation des allégations de l'Union européenne relatives à l'interdiction à l'échelle de l'UE.

#### 7.3.3.3.1 Relation entre le Protocole d'accession d'un Membre et ses obligations au titre d'un accord visé particulier

7.95. L'article XII de l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce (Accord de Marrakech), intitulé "Accession", dispose ce qui suit:

1. Tout État ou territoire douanier distinct jouissant d'une entière autonomie dans la conduite de ses relations commerciales extérieures et pour les autres questions traitées dans le présent accord et dans les Accords commerciaux multilatéraux pourra accéder au présent accord à des conditions à convenir entre lui et l'OMC. Cette

---

aux rapports de l'Organe d'appel *Chine – Terres rares*, paragraphe 5.27 (interprétant l'article XII:1 de l'Accord de Marrakech et notant que "[l]es "conditions" d'accession ... ne sont pas définies".)

<sup>187</sup> Réponse de la Russie à la question n° 73 du Groupe spécial, paragraphe 118; et deuxième communication écrite de la Russie, paragraphes 177 et 179.

<sup>188</sup> Réponse de la Russie à la question n° 274 du Groupe spécial, paragraphe 102.

<sup>189</sup> Réponse de la Russie à la question n° 274 du Groupe spécial, paragraphe 109.

<sup>190</sup> Réponse de la Russie à la question n° 274 du Groupe spécial, paragraphe 109. Voir aussi les paragraphes 105 à 108.

<sup>191</sup> Réponse de la Russie à la question n° 274 du Groupe spécial, paragraphe 110. Voir aussi la deuxième communication écrite de la Russie, paragraphe 183.

<sup>192</sup> Réponse de la Russie à la question n° 274 du Groupe spécial, paragraphe 110.

accession vaudra pour le présent accord et pour les Accords commerciaux multilatéraux qui y sont annexés.

2. Les décisions relatives à l'accession seront prises par la Conférence ministérielle. La Conférence ministérielle approuvera l'accord concernant les modalités d'accession à une majorité des deux tiers des Membres de l'OMC.

3. L'accession à un Accord commercial plurilatéral sera régie par les dispositions dudit accord.

7.96. Conformément à cette disposition, le 16 décembre 2011, la Conférence ministérielle a décidé que [l]a Fédération de Russie pourr[ait] accéder à l'Accord sur l'OMC selon les modalités et aux conditions énoncées dans le projet de Protocole annexé à la présente décision<sup>193</sup>. La section 1.2 du Protocole d'accession de la Russie, qui est analogue au paragraphe correspondant du Protocole d'accession d'autres Membres<sup>194</sup>, dispose ce qui suit:

L'Accord sur l'OMC auquel la Fédération de Russie accédera sera l'Accord sur l'OMC, y compris les Notes explicatives de cet accord, tel qu'il aura été rectifié, amendé ou autrement modifié par des instruments juridiques qui seront entrés en vigueur avant la date d'entrée en vigueur du présent protocole. Le présent protocole, qui comprendra les engagements mentionnés au paragraphe 1450 du rapport du Groupe de travail, fera partie intégrante de l'Accord sur l'OMC.

7.97. Des groupes spéciaux antérieurs et l'Organe d'appel ont examiné la relation entre le Protocole d'accession d'un Membre et certaines dispositions des Accords commerciaux multilatéraux annexés à l'Accord de Marrakech.<sup>195</sup> La dernière décision de cette série d'affaires a été rendue dans les rapports de l'Organe d'appel dans l'affaire *Chine – Terres rares*. Dans ce différend, la Chine a fait appel des constatations du Groupe spécial concernant la relation entre la section 1.2 de son Protocole d'accession et l'Accord de Marrakech et les Accords commerciaux multilatéraux. Elle a fait valoir que la section 1.2 de son Protocole d'accession et l'article XII:1 de l'Accord de Marrakech signifiaient qu'une disposition spécifique de son Protocole d'accession fai[sait] partie intégrante de l'Accord de Marrakech ou de l'un des Accords commerciaux multilatéraux auxquels elle se rapport[ait] intrinsèquement.<sup>196</sup> L'Organe d'appel a rejeté l'interprétation de la Chine et a dit ce qui suit:

À notre avis, la section 1.2 du Protocole d'accession de la Chine sert à établir un pont entre l'ensemble de dispositions du Protocole et l'ensemble de droits et d'obligations existants qui découlent du cadre juridique de l'OMC. Cependant, ni ces obligations ni ces droits ne peuvent être automatiquement transposés d'une partie de ce cadre juridique à une autre. Le fait que la section 1.2 établit un tel pont n'est que le point de départ et ne répond pas en soi aux questions de savoir s'il y a un lien objectif entre une *disposition individuelle* du Protocole d'accession de la Chine et des obligations existantes au titre de l'Accord de Marrakech et des Accords commerciaux multilatéraux, et si la Chine peut s'appuyer sur une exception prévue dans ces accords pour justifier une violation de cette disposition du Protocole. *Pour répondre à ces questions, il faut procéder à une analyse approfondie des dispositions pertinentes sur la base des règles coutumières d'interprétation des traités et des circonstances du différend. L'analyse doit commencer par le texte de la disposition pertinente du*

<sup>193</sup> Protocole d'accession de la Fédération de Russie, WT/MIN(11)/24 et WT/L/839 (pièce RUS-160). Voir WT/MIN(11)/24 – WT/L/839.

<sup>194</sup> Rapports de l'Organe d'appel *Chine – Terres rares*, paragraphe 5.40. Par exemple, la section 1.2 du Protocole d'accession de la Chine dispose ce qui suit:

2. L'Accord sur l'OMC auquel la Chine accédera sera l'Accord sur l'OMC tel qu'il aura été rectifié, amendé ou autrement modifié par des instruments juridiques qui seront entrés en vigueur avant la date d'accession. Le présent protocole, qui comprendra les engagements mentionnés au paragraphe 342 du rapport du Groupe de travail, fera partie intégrante de l'Accord sur l'OMC.

<sup>195</sup> Rapports de l'Organe d'appel *Chine – Terres rares*, paragraphes 5.1 à 5.74; *Chine – Matières premières*, paragraphes 270 à 307; *Chine – Publications et produits audiovisuels*, paragraphes 205 à 233; rapports des Groupes spéciaux *États-Unis – Crevettes II (Viet Nam)*, paragraphes 7.173 à 7.193; *Chine – Terres rares*, paragraphes 7.73 à 7.99; *Chine – Matières premières*, paragraphes 7.116 à 7.160; et *Chine – Publications et produits audiovisuels*, paragraphe 7.281.

<sup>196</sup> Rapports de l'Organe d'appel *Chine – Terres rares*, paragraphe 5.73.

*Protocole d'accession de la Chine et tenir compte du contexte de cette disposition, y compris celui qui est constitué par le Protocole lui-même et par les dispositions pertinentes du rapport du Groupe de travail de l'accession, ainsi que par les accords s'inscrivant dans le cadre juridique de l'OMC. L'analyse doit aussi tenir compte de l'architecture globale du système de l'OMC en tant qu'ensemble unique de droits et d'obligations ainsi que de tous autres éléments d'interprétation pertinents, et elle doit être appliquée aux circonstances de chaque différend, y compris la mesure en cause et la nature de la violation alléguée.*<sup>197</sup> (pas d'italique dans l'original)

7.98. La question que nous examinons ici n'est manifestement pas identique à celle abordée dans l'affaire *Chine – Terres rares*: nous n'examinons pas si un Membre peut s'appuyer sur une exception prévue dans l'Accord de Marrakech et dans les Accords commerciaux multilatéraux pour justifier une violation d'une disposition d'un Protocole d'accession. En fait, il nous est demandé d'examiner si la Russie peut s'appuyer sur ses modalités d'accession pour soustraire effectivement la mesure en cause à un examen plus approfondi au titre du Mémoire d'accord et de l'Accord SPS. Néanmoins, compte tenu des similitudes entre le texte de la section 1.2 du Protocole d'accession de la Chine et celui de la section 1.2 du Protocole d'accession de la Russie cité plus haut, nous considérons que les indications données par l'Organe d'appel sont appropriées pour effectuer un examen du Protocole d'accession de la Russie. À cet égard, nous examinons d'abord les termes du Protocole d'accession de la Russie invoqués par celle-ci à l'appui de son argument selon lequel l'application des certificats vétérinaires d'exportation bilatéraux est couverte par les modalités de son accession à l'OMC.

7.99. Après avoir examiné le texte des dispositions pertinentes du Protocole d'accession de la Russie, nous examinerons ensuite les vues des parties sur les efforts qu'elles ont déployés pour modifier les certificats vétérinaires d'exportation convenus bilatéralement. Dans ce contexte, nous passerons à l'évaluation du bien-fondé de l'argument de la Russie concernant la validité des certificats vétérinaires d'exportation bilatéraux et de la question de savoir si nos constatations ont une quelconque incidence pour les allégations de l'Union européenne relatives à l'interdiction à l'échelle de l'UE.

#### **7.3.3.3.2 Modalités d'accession de la Russie à l'OMC relatives à l'application de certificats vétérinaires d'exportation bilatéraux**

7.100. À l'appui de son argument, la Russie renvoie aux paragraphes 2 et 3 de son Protocole d'accession, ainsi qu'aux paragraphes 893 et 1450 du rapport du Groupe de travail de l'accession de la Russie. En réponse aux arguments de la Russie, l'Union européenne renvoie aussi au paragraphe 892 du rapport du Groupe de travail.<sup>198</sup>

7.101. Les trois premiers paragraphes du Protocole d'accession de la Russie<sup>199</sup> disposent ce qui suit:

#### **PARTIE I – DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

1. À compter de la date à laquelle le présent protocole entrera en vigueur conformément au paragraphe 8, la Fédération de Russie accédera à l'Accord sur l'OMC conformément à l'article XII dudit accord et deviendra ainsi Membre de l'OMC.

2. L'Accord sur l'OMC auquel la Fédération de Russie accédera sera l'Accord sur l'OMC, y compris les Notes explicatives de cet accord, tel qu'il aura été rectifié, amendé ou autrement modifié par des instruments juridiques qui seront entrés en vigueur avant la date d'entrée en vigueur du présent protocole. Le présent protocole, qui comprendra les engagements mentionnés au paragraphe 1450 du rapport du Groupe de travail, fera partie intégrante de l'Accord sur l'OMC.

3. Sauf dispositions contraires du paragraphe 1450 du rapport du Groupe de travail, les obligations découlant des Accords commerciaux multilatéraux annexés à l'Accord sur l'OMC qui doivent être mises en œuvre au cours d'une période commençant au

<sup>197</sup> Rapports de l'Organe d'appel *Chine – Terres rares*, paragraphe 5.74.

<sup>198</sup> Voir plus haut les paragraphes 7.88, 7.89 et 7.92.

<sup>199</sup> Protocole d'accession de la Fédération de Russie, WT/MIN(11)/24 et WT/L/839 (pièce RUS-160).

moment de l'entrée en vigueur dudit accord seront mises en œuvre par la Fédération de Russie comme si elle avait accepté cet accord à la date de son entrée en vigueur.

7.102. Les paragraphes 892, 893 et 1450 du rapport du Groupe de travail de l'accession de la Russie<sup>200</sup> disposent ce qui suit:

892. Les membres ont exprimé leur préoccupation au sujet d'une prescription imposant l'utilisation d'un certificat vétérinaire commun de l'Union douanière. Ils ont noté qu'actuellement, les certificats vétérinaires de certains pays exportateurs incluaient des prescriptions qui différaient notablement de celles incluses dans le formulaire commun et des prescriptions vétérinaires de la Fédération de Russie. Ces différences tenaient compte des conditions du pays exportateur ou de la région exportatrice, conformément à l'article 6 de l'Accord SPS de l'OMC et à d'autres accords internationaux. Ces membres ont demandé confirmation que la Fédération de Russie et ses partenaires de l'Union douanière négocieraient des certificats spécifiques incluant des prescriptions qui pourraient être différentes des prescriptions communes de l'Union douanière et que les certificats d'exportation actuellement en vigueur avec la Fédération de Russie resteraient valables jusqu'à ce qu'il soit convenu d'un certificat de remplacement au niveau de l'Union douanière. En outre, si aucun certificat ne régissait le commerce d'un produit réglementé, ces membres ont demandé confirmation qu'un pays exportateur pouvait négocier avec les Parties à l'Union douanière un certificat incluant des prescriptions différentes des prescriptions communes de l'Union douanière.

893. Le représentant de la Fédération de Russie a confirmé que son pays et les Parties à l'Union douanière coopéreraient avec les membres intéressés en vue de négocier des certificats vétérinaires incluant des prescriptions différentes de celles incluses dans le formulaire commun de l'Union douanière et des prescriptions spécifiques communes de l'Union douanière, si un pays exportateur présentait, avant le 1<sup>er</sup> janvier 2013, une demande motivée en vue de négocier un certificat vétérinaire d'exportation de ce type. *Les certificats vétérinaires d'exportation bilatéraux paraphés par l'une des Parties à l'Union douanière avant le 1<sup>er</sup> juillet 2010, ainsi que toutes modifications ultérieures apportées à ces certificats en accord avec l'organe compétent de cette Partie à l'Union douanière, resteraient valables pour les exportations du pays concerné à destination du territoire de l'Union douanière jusqu'à ce qu'un certificat d'exportation soit convenu avec une Partie à l'Union douanière sur la base des positions concertées des autres Parties à l'Union douanière.* Les certificats vétérinaires d'exportation bilatéraux paraphés par l'une des Parties à l'Union douanière entre le 1<sup>er</sup> juillet 2010 et le 1<sup>er</sup> décembre 2010 ne resteraient valables pour l'importation et la circulation des marchandises concernées que sur le territoire de la Partie à l'Union douanière qui a paraphé le certificat jusqu'à ce qu'un certificat vétérinaire d'exportation soit convenu avec une Partie à l'Union douanière sur la base des positions concertées des autres Parties à l'Union douanière. Ces nouveaux certificats incluraient des dispositions sur des questions traitées dans un traité international, conclu avant le 1<sup>er</sup> juillet 2010 entre une Partie et le pays tiers concerné, qui n'étaient pas moins favorables que les dispositions correspondantes de ce traité concernant cette question. Ces certificats vétérinaires d'exportation bilatéraux pouvaient comprendre des prescriptions différentes de celles du formulaire commun et des prescriptions communes de l'Union douanière, mais ils devaient assurer le niveau approprié de protection déterminé par les Parties à l'Union douanière. Le Groupe de travail a pris note de ces engagements.

...

1450. Le Groupe de travail a pris note des explications et des déclarations de la Fédération de Russie concernant son régime de commerce extérieur, telles qu'elles figurent dans le présent rapport. Il a pris acte des engagements de la Fédération de Russie sur certains points précis qui sont énoncés aux paragraphes ... 893 ... Il a noté

---

<sup>200</sup> Rapport du Groupe de travail de l'accession de la Fédération de Russie, WT/ACC/RUS/70 et WT/MIN(11)/2, distribué le 17 novembre 2011 (pièce RUS-159).

que ces engagements avaient été incorporés au paragraphe 2 du Protocole d'accession de la Fédération de Russie à l'OMC. (pas d'italique dans l'original)

7.103. Nous notons d'abord que, conformément au texte en italique du paragraphe 893 du rapport du Groupe de travail: "[I]es certificats vétérinaires d'exportation bilatéraux paraphés par l'une des Parties à l'Union douanière avant le 1<sup>er</sup> juillet 2010, *ainsi que toutes modifications ultérieures apportées à ces certificats* en accord avec l'organe compétent de cette Partie à l'Union douanière, resteraient valables pour les exportations du pays concerné à destination du territoire de l'Union douanière jusqu'à ce qu'un certificat d'exportation soit convenu avec une Partie à l'Union douanière sur la base des positions concertées des autres Parties à l'Union douanière." (pas d'italique dans l'original)

7.104. La Russie fait valoir que, d'après ce libellé, éclairé par le paragraphe 892, "la Fédération de Russie n'est pas autorisée à exiger la délivrance de certificats vétérinaires autres que ceux qui ont été convenus bilatéralement si un certificat a été convenu bilatéralement avec un Membre."<sup>201</sup> Elle dit aussi que le paragraphe 893 "n'autorise pas ni n'interdit la modification des certificats tout en maintenant leur validité".<sup>202</sup>

7.105. Nous rappelons que l'Organe d'appel a considéré, dans l'affaire *Chine – Terres rares*, que, "[p]our répondre" aux questions concernant la relation entre les droits et obligations énoncés dans le Protocole d'accession de la Chine et ceux découlant des Accords commerciaux multilatéraux, "il [fallait] procéder à une analyse approfondie des dispositions pertinentes sur la base des règles coutumières d'interprétation des traités et des circonstances du différend".<sup>203</sup> En gardant cela à l'esprit, à notre avis, l'interprétation donnée par la Russie ne concorde pas avec le texte du paragraphe 893 du rapport du Groupe de travail. Bien que le texte du paragraphe 893, lu conjointement avec le paragraphe 892, fasse référence à la validité des certificats d'exportation bilatéraux paraphés avant le 1<sup>er</sup> juillet 2010, il fait aussi référence à la validité des modifications apportées ultérieurement à ces certificats. En outre, l'expression "resteraient valables" fait référence à un objet particulier, à savoir, "pour les exportations". Cela semblerait laisser entendre que l'engagement de la Russie consiste à reconnaître la validité des certificats vétérinaires d'exportation bilatéraux ou leurs modifications, pour les importations en provenance de Membres et à destination de la Russie.

7.106. Dans l'affaire *CE – Bananes III*, l'Organe d'appel a examiné le champ d'application de la dérogation pour Lomé.<sup>204</sup> Parmi les questions juridiques qu'il a examinées, il y avait celle de savoir si cette dérogation couvrirait la conformité avec les obligations énoncées aux articles I:1 et XIII du GATT de 1994. Pour répondre à cette question, il a noté ce qui suit:

Le libellé de la dérogation pour Lomé est clair et sans équivoque. Selon ses termes précis, il n'est dérogé qu'"aux dispositions du paragraphe 1 de l'article premier de l'Accord général ... dans la mesure nécessaire" pour faire ce qu'"exigent" les dispositions pertinentes de la Convention de Lomé. La dérogation pour Lomé ne renvoie, ni ne se reporte en aucune façon, à une autre disposition du GATT de 1994 ou de tout autre accord visé. Ni les circonstances entourant la négociation de la dérogation pour Lomé, ni la nécessité d'interpréter cette dernière de manière à lui permettre d'atteindre ses objectifs, ne nous autorisent à négliger le libellé clair et sans équivoque de la dérogation pour Lomé en étendant son champ d'application à une dérogation aux obligations énoncées à l'article XIII.<sup>205</sup>

7.107. Dans l'affaire *CE – Bananes III (article 21:5 – Équateur II)/(article 21:5 – États-Unis)*, l'Organe d'appel a en outre expliqué la nature et la fonction des dérogations dans le contexte de l'OMC:

À notre avis, une dérogation a pour fonction de libérer un Membre, pendant une période donnée, d'une obligation particulière prévue dans les accords visés, sous réserve des modalités et conditions, des circonstances exceptionnelles justificatives ou

<sup>201</sup> Réponse de la Russie à la question n° 274 du Groupe spécial, paragraphe 105.

<sup>202</sup> Réponse de la Russie à la question n° 274 du Groupe spécial, paragraphe 103.

<sup>203</sup> Rapports de l'Organe d'appel *Chine – Terres rares*, paragraphe 5.74.

<sup>204</sup> Rapport de l'Organe d'appel *CE – Bananes III*, paragraphes 164 à 166.

<sup>205</sup> Rapport de l'Organe d'appel *CE – Bananes III*, paragraphe 183.



des objectifs décrits dans la décision portant octroi de la dérogation. Son but n'est pas de modifier des dispositions existantes des accords, et encore moins de créer une nouvelle règle ou accroître ou modifier les obligations découlant d'un accord visé ou d'une liste. En conséquence, les dérogations ont un caractère exceptionnel, sont soumises à des disciplines strictes et devraient être interprétées avec beaucoup de précaution.<sup>206</sup>

7.108. À notre avis, ce raisonnement de l'Organe d'appel est utile pour éclairer notre évaluation des arguments de la Russie concernant son Protocole d'accession. En particulier, nous considérons que si un Membre allègue qu'une disposition figurant dans son protocole d'accession l'autorise à s'écarter d'autres obligations inscrites dans les Accords commerciaux multilatéraux, le texte de cette disposition devrait au moins contenir des termes clairs et sans équivoque à cet effet. Nous considérons donc que pour qu'une disposition du Protocole d'accession de la Russie puisse servir de base pour la dispenser de se conformer à l'une quelconque de ses obligations de fond au titre des Accords commerciaux multilatéraux, il serait au moins nécessaire que cette disposition contienne des termes clairs et sans équivoque à cet effet.

7.109. Le texte du paragraphe 893 ne fait d'aucune façon référence aux obligations de fond de la Russie au titre de l'Accord SPS. Contrairement à ce que la Russie semble laisser entendre, le texte et le contexte du paragraphe 893 n'indiquent pas que l'application directe ou indirecte des prescriptions vétérinaires figurant dans les certificats vétérinaires d'exportation bilatéraux, dans toute situation, est automatiquement compatible avec les droits et obligations de la Russie au titre de l'Accord SPS. En outre, nous ne trouvons aucun élément textuel ou contextuel à l'appui de l'interprétation du paragraphe 893 suggérée par la Russie, et cela ne peut pas non plus être inféré des termes utilisés dans ce paragraphe.

7.110. Nous rappelons que les sections 1.2 et 1.3 du Protocole d'accession de la Russie font chacune explicitement référence au paragraphe 1450 du rapport du Groupe de travail. En vertu de la section 1.2, le Protocole d'accession de la Russie, "qui comprendra les engagements mentionnés au paragraphe 1450 du rapport du Groupe de travail, fera partie intégrante de l'Accord sur l'OMC." La section 1.3 signale le caractère exceptionnel de la teneur du paragraphe 1450, en commençant par le membre de phrase: "Sauf dispositions contraires du paragraphe 1450 du rapport du Groupe de travail...". Nous notons que le paragraphe 1450 contient une référence explicite au paragraphe 893. Nous avons constaté que le paragraphe 893 ne contenait pas de termes clairs et sans équivoque qui auraient pour effet de soustraire la mesure en cause à un examen plus approfondi au titre du Mémoire d'accord et de l'Accord SPS. Par conséquent, la référence explicite au paragraphe 893 qui est faite dans le paragraphe 1450 ne nous amène pas à considérer que le paragraphe 1450 "contient des dispositions contraires" ou a un quelconque effet exceptionnel en ce qui concerne l'application des prescriptions vétérinaires figurant dans les certificats vétérinaires d'exportation bilatéraux.

7.111. Nous ne sommes donc pas convaincus par l'argument de la Russie selon lequel ses modalités d'accession à l'OMC rendent l'application directe ou indirecte des certificats vétérinaires d'exportation bilatéraux compatible avec ses obligations au titre de l'Accord SPS.

#### **7.3.3.3 Efforts déployés par les parties pour renégocier la teneur des certificats vétérinaires convenus bilatéralement**

7.112. Les parties ont longuement expliqué au Groupe spécial les divers efforts qu'elles avaient déployés pour réexaminer la prescription relative aux certificats vétérinaires convenus bilatéralement.<sup>207</sup> Il est clair pour nous que les deux parties ont tenté d'adapter le texte des certificats vétérinaires d'exportation bilatéraux pour les produits en cause compte tenu de la situation concernant la PPA dans l'Union européenne depuis le 24 janvier 2014. Le Groupe spécial se félicite de ces efforts et partage le sentiment exprimé par le Dr Thiermann a exprimée pendant l'audition des experts concernant l'importance de la confiance entre les partenaires commerciaux

<sup>206</sup> Rapport de l'Organe d'appel *CE – Bananes III (article 21:5 – Équateur II)/(article 21:5 – États-Unis)*, paragraphe 382.

<sup>207</sup> Réponses de l'Union européenne aux questions n° 21, n° 54, n° 184, n° 185, n° 186 et n° 231 du Groupe spécial; et réponses de la Russie aux questions n° 39, n° 40, n° 54, n° 73, n° 184, n° 185 et n° 186 du Groupe spécial; et observations de la Russie sur la réponse de l'Union européenne à la question n° 231 du Groupe spécial. Voir aussi la chronologie des négociations sur les certificats UE-Russie (pièce RUS-218).

afin de trouver des solutions de rechange qui permettraient la reprise d'échanges commerciaux sûrs.<sup>208</sup> Cependant, le Groupe spécial considère que les efforts de négociation des parties ou l'absence de tels efforts ne sont pas déterminants pour sa tâche qui consiste à procéder à une évaluation objective de la question dont il est saisi, comme l'exige l'article 11 du Mémorandum d'accord.

#### **7.3.3.3.4 Question de savoir si les modalités d'accession de la Russie à l'OMC limitent l'évaluation par le Groupe spécial des allégations de l'Union européenne relatives à l'interdiction à l'échelle de l'UE**

7.113. Compte tenu de l'argument de la Russie concernant la validité des certificats vétérinaires d'exportation bilatéraux, nous devons déterminer si nos conclusions sur les modalités d'accession de la Russie limitent, d'une manière quelconque, notre analyse des allégations de l'Union européenne relatives à l'interdiction à l'échelle de l'UE.

7.114. Dans la section 7.3.3.3.2 plus haut, nous avons expliqué pourquoi nous n'étions pas convaincus par l'argument de la Russie selon lequel le maintien de la validité des certificats vétérinaires d'exportation bilatéraux était une modalité de son accession à l'OMC, et selon lequel les allégations de l'Union européenne en découlant devraient être rejetées.<sup>209</sup> Il est clair pour nous que le paragraphe 893 du rapport du Groupe de travail, lu conjointement avec le Protocole d'accession de la Russie, ne fait pas référence à la compatibilité des mesures adoptées, directement ou indirectement, en ce qui concerne les certificats vétérinaires d'exportation bilatéraux, avec les obligations de la Russie au titre de l'Accord SPS.

7.115. En outre, ces dispositions ne disent rien au sujet des conséquences potentielles du maintien de la validité des certificats vétérinaires dans le règlement du différend à l'OMC. Nous ne voyons donc, dans les modalités d'accession de la Russie, aucune limite quant à l'évaluation du bien-fondé des allégations formulées par l'UE au sujet de l'interdiction à l'échelle de l'UE.

#### **7.3.3.4 Conclusion**

7.116. Sur la base de ce qui précède, le Groupe spécial ne voit, dans les modalités d'accession de la Russie, aucune limite quant à l'évaluation du bien-fondé des allégations formulées par l'Union européenne au sujet de l'interdiction à l'échelle de l'UE.

### **7.3.4 Question de savoir si les mesures relatives aux importations en provenance de Lettonie et d'Estonie relèvent du mandat du Groupe spécial**

#### **7.3.4.1 Introduction**

7.117. Comme il est mentionné plus haut dans la section 2.2, dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial (datée du 27 juin 2014 et distribuée le 30 juin 2014), l'Union européenne fait référence aux restrictions visant les importations en provenance de Lituanie et de Pologne.<sup>210</sup> La première communication écrite de l'Union européenne fait aussi référence aux restrictions visant les importations en provenance de Lettonie (adoptées le 27 juin 2014) et en provenance d'Estonie (adoptées le 11 septembre 2014), qui n'étaient ni les unes ni les autres mentionnées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Union européenne.

7.118. La Russie ne conteste pas que les restrictions visant les importations en provenance de Lettonie et d'Estonie relèvent du mandat du Groupe spécial. Au contraire, elle a dit que "les deux parties [étaient] convenues qu'il [était] approprié que le Groupe spécial considère que les allégations de l'Union européenne englob[aient] une contestation des interdictions d'importer visant la Lettonie et l'Estonie ... qui n'étaient pas incluses dans la demande d'établissement d'un groupe spécial".<sup>211</sup>

<sup>208</sup> Dr Thiermann, procès-verbal, paragraphes 1.275, 1.368 et 1.454.

<sup>209</sup> Réponse de la Russie à la question n° 274 du Groupe spécial, paragraphe 110. Voir aussi la deuxième communication écrite de la Russie, paragraphe 183.

<sup>210</sup> Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Union européenne, pages 1 et 2. Voir plus haut le paragraphe 2.9.

<sup>211</sup> Réponse de la Russie à la question n° 279 du Groupe spécial, paragraphe 122.

7.119. Malgré l'accord des parties, il incombe au Groupe spécial de déterminer si les restrictions visant les importations en provenance de Lettonie et d'Estonie relèvent dûment de son mandat. Le mandat du Groupe spécial, tel qu'il est énoncé dans la demande d'établissement d'un groupe spécial, délimite la compétence du Groupe spécial.<sup>212</sup> Comme l'a établi l'Organe d'appel, il relève de la propre responsabilité d'un groupe spécial, même si elles n'ont pas été soulevées par les parties, d'examiner les questions qui touchent au fondement de sa compétence.<sup>213</sup> Par conséquent, même si la Russie n'a formulé aucune objection directe sur le fait que les mesures concernant l'Estonie et la Lettonie relevaient du mandat du Groupe spécial, celui-ci examinera cette question de sa propre initiative.

### 7.3.4.2 Principaux arguments des parties

#### 7.3.4.2.1 Union européenne

7.120. L'Union européenne explique que les mesures relatives aux importations de produits en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne sont "distinctes mais intimement liées".<sup>214</sup> Selon elle, les interdictions à l'importation individuelles concernant l'Estonie et la Lettonie étendent le champ des produits visés par l'interdiction à l'échelle de l'UE et constituent donc une extension qui entre dans le champ de la demande d'établissement d'un groupe spécial, lorsqu'elle est lue dans son intégralité.<sup>215</sup>

7.121. En réponse aux questions du Groupe spécial concernant l'absence de référence explicite, dans la demande d'établissement d'un groupe spécial, aux mesures concernant l'Estonie et la Lettonie, l'Union européenne soutient que ces mesures relèvent de la catégorie "modifications, mesures complémentaires, [extensions] et mesures de mise en œuvre" mentionnée dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial.<sup>216</sup> Selon elle, ces mesures constituent une extension du champ des produits visés par l'interdiction à l'échelle de l'UE<sup>217</sup>, et elles relèvent donc du mandat du Groupe spécial.<sup>218</sup>

#### 7.3.4.2.2 Russie

7.122. La Russie n'a pas explicitement contesté l'argument de l'Union européenne selon lequel les mesures concernant l'Estonie et la Lettonie relevaient du mandat du Groupe spécial.<sup>219</sup> Elle a dit que "les deux parties [étaient] convenues qu'il [était] approprié que le Groupe spécial considère que les allégations de l'Union européenne englob[aient] une contestation des interdictions d'importer visant la Lettonie et l'Estonie ... qui n'étaient pas incluses dans la demande d'établissement d'un groupe spécial".<sup>220</sup>

#### 7.3.4.3 Analyse du Groupe spécial

7.123. Conformément à l'article 7 du Mémoire d'accord, le mandat d'un groupe spécial est déterminé par la demande d'établissement d'un groupe spécial, à moins que les parties n'en

<sup>212</sup> Rapports de l'Organe d'appel *Chine – HP-SSST (Japon) / Chine – HP-SSST (UE)*, paragraphe 5.12.

<sup>213</sup> Rapport de l'Organe d'appel *Mexique – Sirop de maïs (article 21:5 – États-Unis)*, paragraphes 36 et 53.

<sup>214</sup> Déclaration liminaire de l'Union européenne à la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 24; et réponse de l'Union européenne à la question n° 57 du Groupe spécial, paragraphe 135.

<sup>215</sup> Déclaration liminaire de l'Union européenne à la première réunion du Groupe spécial, paragraphes 26 et 27; et deuxième communication écrite de l'Union européenne, paragraphes 17 à 20.

<sup>216</sup> Déclaration liminaire de l'Union européenne à la première réunion du Groupe spécial, paragraphes 26 et 27; réponse de l'Union européenne à la question n° 55 du Groupe spécial, paragraphe 129; et deuxième communication écrite de l'Union européenne, paragraphes 17 et 18.

<sup>217</sup> Déclaration liminaire de l'Union européenne à la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 26; réponse de l'Union européenne à la question n° 55 du Groupe spécial, paragraphe 128; et deuxième communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 17.

<sup>218</sup> Déclaration liminaire de l'Union européenne à la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 27; réponse de l'Union européenne à la question n° 55 du Groupe spécial, paragraphe 131; et deuxième communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 18.

<sup>219</sup> Cependant, elle a énoncé les conditions dans lesquelles une mesure postérieure à la demande d'établissement d'un groupe spécial pourrait être réputée relever du mandat du Groupe spécial. Réponse de la Russie à la question n° 74 du Groupe spécial, paragraphes 119 à 123.

<sup>220</sup> Réponse de la Russie à la question n° 279 du Groupe spécial, paragraphe 122.

conviennent autrement.<sup>221</sup> Puisque l'Organe d'appel a constaté qu'"[e]n vertu de l'article 6:2, la demande d'établissement d'un groupe spécial [devait] indiquer la "mesure spécifique en cause" qui, prise conjointement avec le "fondement juridique de la plainte", constitu[ait] la "question portée devant l'ORD" qui [était] le fondement du mandat d'un groupe spécial."<sup>222</sup> En d'autres termes, une demande d'établissement d'un groupe spécial, y compris les mesures qui y sont indiquées, déterminera le domaine de compétence du Groupe spécial.<sup>223</sup>

7.124. L'article 6:2 du Mémoire d'accord exige que la demande d'établissement d'un groupe spécial i) soit présentée par écrit; ii) précise si des consultations ont eu lieu; iii) indique les mesures spécifiques en cause; et iv) contienne un bref exposé du fondement juridique de la plainte, qui doit être suffisant pour énoncer clairement le problème.<sup>224</sup>

7.125. La demande d'établissement d'un groupe spécial de l'Union européenne, qui a été présentée par écrit, indiquait que, le 30 avril et le 1<sup>er</sup> mai 2014, des consultations avaient été tenues entre l'Union européenne et la Russie.<sup>225</sup> Par conséquent, la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Union européenne satisfait aux deux premières prescriptions de l'article 6:2.

7.126. S'agissant de la troisième prescription de l'article 6:2, l'indication des mesures spécifiques en cause, le Groupe spécial rappelle que la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Union européenne indique clairement les restrictions à l'importation visant les produits en cause en provenance de Lituanie et de Pologne. La demande d'établissement d'un groupe spécial de l'Union européenne désigne la mesure concernant la Lituanie comme "une prohibition à l'importation visant la Lituanie comme l'indique l'avis administratif du 25 janvier 2014 du Service fédéral de surveillance vétérinaire et phytosanitaire russe (FS-EN-8/1023)", tandis qu'elle désigne la mesure concernant la Pologne comme "une prohibition à l'importation visant la Pologne comme l'indique l'avis administratif du 27 février 2014 du Service fédéral de surveillance vétérinaire et phytosanitaire russe (FS-NV-8/2972)". L'Union européenne fait aussi référence à une modification de ces restrictions à l'importation au moyen de l'avis administratif du 2 avril 2014 du Service de surveillance vétérinaire et phytosanitaire russe (FS-EN-8/5081).<sup>226</sup>

7.127. Pour ce qui est de la quatrième prescription de l'article 6:2, la demande d'établissement d'un groupe spécial de l'Union européenne établit un lien entre l'interdiction à l'échelle de l'UE et les mesures visant les importations des produits en cause en provenance de Lituanie et de Pologne, et les dispositions des accords visés dont l'Union européenne allègue qu'elles ont été enfreintes. Elle mentionne expressément les dispositions de l'Accord SPS qui, à son avis, sont enfreintes par les mesures en cause. Bien que cette partie de la demande d'établissement d'un groupe spécial ne mentionne pas séparément chacune des mesures (à l'exception des mesures dont il est allégué qu'elles enfreignent l'article 7 et l'Annexe B), l'explication incluse par l'Union européenne pour chacune de ses allégations indique pourquoi et comment, à son avis, les mesures en cause, y compris l'interdiction à l'échelle de l'UE, enfreignent certaines dispositions de l'Accord SPS.<sup>227</sup> À notre avis, ce résumé satisfait à la quatrième prescription de l'article 6:2.

7.128. La principale question dont nous sommes saisis ici découle de la troisième prescription de l'article 6:2 en rapport avec les restrictions à l'importation des produits en cause en provenance de Lettonie et d'Estonie. Nous examinons maintenant cette question.

<sup>221</sup> Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier au carbone*, paragraphe 124. Voir aussi les rapports de l'Organe d'appel *Argentine – Mesures à l'importation*, paragraphe 5.11.

<sup>222</sup> Rapports de l'Organe d'appel *Argentine – Mesures à l'importation*, paragraphe 5.11.

<sup>223</sup> Rapports de l'Organe d'appel *Chine – HP-SSST (Japon) / Chine – HP-SSST (UE)*, paragraphe 5.12. Voir aussi le rapport de l'Organe d'appel *Guatemala – Ciment I*, paragraphe 72.

<sup>224</sup> Rapport de l'Organe d'appel *Corée – Produits laitiers*, paragraphe 120. Voir aussi le rapport du Groupe spécial *Chine – Droits de propriété intellectuelle*, paragraphe 7.4. Pour évaluer de quelle façon un groupe spécial devrait examiner le respect de ces prescriptions dans une affaire donnée, voir les rapports de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesures compensatoires et mesures antidumping (Chine)*, paragraphes 4.8 et 4.9; *Argentine – Mesures à l'importation*, paragraphes 5.40 à 5.42; et *Chine – Matières premières*, paragraphe 220.

<sup>225</sup> Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Union européenne, page 2.

<sup>226</sup> Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Union européenne, page 2.

<sup>227</sup> Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Union européenne, pages 2 à 7.

7.129. En ce qui concerne l'indication des mesures spécifiques en cause (la troisième prescription de l'article 6:2), l'Organe d'appel a fait observer que "la détermination du point de savoir si une demande d'établissement d'un groupe spécial était "suffisamment précise" nécessitait un examen de cette demande "dans son ensemble, et d'après le libellé utilisé."<sup>228</sup> Une telle détermination, qui est faite au cas par cas, peut dépendre "du contexte particulier dans lequel ces mesures existent et fonctionnent, et peut exiger d'examiner jusqu'à quel point ces mesures peuvent être indiquées de façon précise."<sup>229</sup>

7.130. Dans des affaires antérieures, des groupes spéciaux et l'Organe d'appel ont examiné si une mesure qui n'était pas explicitement mentionnée dans une demande d'établissement d'un groupe spécial pouvait quand même constituer une mesure en cause dans un différend particulier.<sup>230</sup> L'Organe d'appel a clarifié que, généralement, "les mesures incluses dans le mandat d'un groupe spécial [devaient] être des mesures qui exist[aient] au moment de l'établissement du groupe spécial."<sup>231</sup> Il a aussi constaté que, exceptionnellement, "un groupe spécial était habilité à examiner un instrument juridique promulgué après l'établissement du groupe spécial qui modifiait une mesure indiquée dans la demande d'établissement d'un groupe spécial, à condition que la modification ne modifie pas l'essence de la mesure indiquée."<sup>232</sup> Pour que cette exception s'applique, la demande d'établissement d'un groupe spécial devrait être suffisamment large pour inclure les modifications apportées à une mesure.<sup>233</sup>

7.131. Des groupes spéciaux antérieurs ont aussi dit qu'une mesure qui n'était pas expressément indiquée dans une demande d'établissement d'un groupe spécial pouvait satisfaire aux prescriptions de l'article 6:2 lorsqu'elle avait un lien évident et étroit avec une mesure décrite dans la demande d'établissement d'un groupe spécial, de manière à ce que l'on puisse raisonnablement constater que la partie défenderesse avait été suffisamment informée des allégations formulées par la partie plaignante.<sup>234</sup> Le Groupe spécial *Japon – Film* a noté que: "ce n'[était] que si une "mesure" [était] annexe ou étroitement liée à une "mesure" expressément indiquée que l'information sera suffisante".<sup>235</sup>

7.132. On peut trouver d'autres indications concernant l'examen par un groupe spécial de mesures étroitement liées qui sont postérieures à une demande d'établissement d'un groupe spécial dans l'affaire *CE – Éléments de fixation (Chine)*. Dans cette affaire, le groupe spécial a examiné si un Règlement (CE) du Conseil qui abrogeait et remplaçait le Règlement (CE) antérieur du Conseil indiqué par la Chine dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial relevait de son mandat. La demande d'établissement d'un groupe spécial de la Chine ne comprenait aucune référence générale à des mesures qui modifiaient celles qui y étaient indiquées ou étaient postérieures à celles-ci. En outre, le Règlement (CE) ultérieur du Conseil contenait – en des termes presque identiques et d'une manière identique quant au fond – la même disposition que celle du Règlement du Conseil qui était indiqué dans la demande d'établissement d'un groupe spécial de la Chine. Le Groupe spécial *CE – Éléments de fixation (Chine)* a constaté que, même si la demande d'établissement d'un groupe spécial de la Chine ne faisait pas référence à des mesures de

<sup>228</sup> Rapports de l'Organe d'appel *Argentine – Mesures à l'importation*, paragraphe 5.41 (citant le rapport de l'Organe d'appel *CE et certains États membres – Aéronefs civils gros porteurs*, paragraphe 641). Voir aussi le rapport de l'Organe d'appel *Chine – HP-SSST (Japon) / Chine – HP-SSST (UE)*, paragraphe 5.13 (citant le rapport de l'Organe d'appel *CE – Éléments de fixation, (Chine)*, paragraphe 562).

<sup>229</sup> Rapports de l'Organe d'appel *Argentine – Mesures à l'importation*, paragraphe 5.41 (citant les rapports de l'Organe d'appel *Chine – Matières premières*, paragraphe 220).

<sup>230</sup> Voir le rapport de l'Organe d'appel *Chili – Système de fourchettes de prix*, paragraphes 143 et 144. Voir aussi les rapports des Groupes spéciaux *Argentine – Services financiers*, paragraphes 7.26 à 7.33; *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 7.77, *CE – Produits des technologies de l'information*, paragraphe 7.140; et *Japon – Film*, paragraphe 10.8; et la décision préliminaire du Groupe spécial *Australie – Emballage neutre du tabac (République dominicaine)*, note de bas de page 139 relative au paragraphe 5.16.

<sup>231</sup> Rapport de l'Organe d'appel *CE – Certaines questions douanières*, paragraphe 184 (citant le rapport de l'Organe d'appel *CE – Morceaux de poulet*, paragraphe 156).

<sup>232</sup> Rapport de l'Organe d'appel *CE – Certaines questions douanières*, paragraphe 184 (citant le rapport de l'Organe d'appel *Chili – Système de fourchettes de prix*, paragraphe 139).

<sup>233</sup> Rapport de l'Organe d'appel *Chili – Système de fourchettes de prix*, paragraphe 144. Voir aussi le rapport du Groupe spécial *CE – Produits des technologies de l'information*, paragraphe 7.140.

<sup>234</sup> Voir le rapport du Groupe spécial *Inde – Produits agricoles*, paragraphes 7.78 à 7.80, le rapport du Groupe spécial *Japon – Film*, paragraphes 10.8 et 10.9; le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Acier au carbone*, paragraphe 8.11; et le rapport du Groupe spécial *Australie – Saumons (article 21:5 – Canada)*, paragraphe 7.10, alinéa 27.

<sup>235</sup> Rapport du Groupe spécial *Japon – Film*, paragraphe 10.8.

modification ou ultérieures, le nouveau Règlement du Conseil relevait de son mandat, car il était "identique sur le fond" au Règlement du Conseil indiqué dans la demande d'établissement d'un groupe spécial de la Chine.<sup>236</sup>

7.133. Comme d'autres groupes spéciaux antérieurs, le Groupe spécial *CE – Éléments de fixation (Chine)* a aussi souligné l'importance d'un "lien étroit" et d'une "information suffisante", en faisant observer ceci:

Il est maintenant bien établi qu'une mesure qui n'est pas indiquée dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le plaignant peut quand même relever du mandat du groupe spécial si elle est assez étroitement liée à la mesure indiquée dans la demande, de manière à ce qu'il puisse être constaté que le défendeur a été suffisamment informé de la nature des allégations que le demandeur pourrait soulever pendant la procédure de groupe spécial.<sup>237</sup>

7.134. Bien que le Groupe spécial ait reconnu qu'il était important que la demande d'établissement d'un groupe spécial satisfasse aux prescriptions de l'article 6:2 en informant le défendeur de la mesure en cause et de la nature des allégations formulées, il a indiqué que "[l]e fait d'obliger la Chine dans ces circonstances à recommencer le processus de règlement des différends, ce qui pourrait nécessiter la présentation d'une nouvelle demande de consultations, irait à l'encontre du but du Mémoire d'accord consistant à prévoir le "règlement rapide de toute situation dans laquelle un Membre considér[ait] qu'un avantage résultant pour lui" ... d'un accord visé se trouv[ait] compromis par une mesure prise par un autre Membre, ainsi qu'il est prévu à l'article 3:3 du Mémoire d'accord."<sup>238</sup> Le Groupe spécial a donc mis en balance la capacité du défendeur de se défendre, qui découle des obligations du plaignant au titre de l'article 6:2 du Mémoire d'accord, et l'objectif de règlement rapide des différends énoncé à l'article 3:3 du Mémoire d'accord.

7.135. De même, dans le présent différend, le Groupe spécial est appelé à déterminer si, bien qu'elles ne soient pas mentionnées spécifiquement dans la demande d'établissement d'un groupe spécial de l'Union européenne, les restrictions visant les importations des produits en cause en provenance de Lettonie et d'Estonie relèvent de son mandat. Pour traiter cette question, le Groupe spécial examinera d'abord l'argument de l'Union européenne selon lequel les mesures visant les importations en provenance d'Estonie et de Lettonie constituent une modification (ou une mesure complémentaire ou une prorogation) d'une mesure mentionnée spécifiquement dans la demande d'établissement d'un groupe spécial de l'Union européenne (c'est-à-dire l'interdiction à l'échelle de l'UE ou les mesures concernant la Lituanie et la Pologne) d'une manière qui n'en modifie pas l'essence.

#### **7.3.4.3.1 Question de savoir si les restrictions à l'importation visant les produits en cause en provenance d'Estonie et de Lettonie constituent des modifications, mesures complémentaires, extensions, mesures de remplacement, mesures de reconduction ou mesures de mise en œuvre qui ne modifient pas l'essence de celles qui sont indiquées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial de l'Union européenne**

7.136. L'Union européenne fait valoir que les mesures concernant l'Estonie et la Lettonie relèvent du mandat du Groupe spécial parce que les deux mesures individuelles avaient pour effet d'étendre dans la pratique le champ des produits visés par l'interdiction à l'échelle de l'UE aux produits du porc soumis à un traitement thermique et à une maturation.<sup>239</sup> L'établissement d'un lien entre ces mesures et la demande d'établissement d'un groupe spécial par l'Union européenne

<sup>236</sup> Rapport du Groupe spécial *CE – Éléments de fixation (Chine)*, paragraphe 7.38 (faisant référence aux rapports de l'Organe d'appel *Chili – Système de fourchettes de prix*, paragraphe 135; et *États-Unis – Réduction à zéro (Japon) (article 21:5 – Japon)*, paragraphe 113; et rapport du Groupe spécial *Japon – Film*, paragraphe 10.8).

<sup>237</sup> Rapport du Groupe spécial *CE – Éléments de fixation (Chine)*, paragraphe 7.38 (faisant référence aux rapports de l'Organe d'appel *Chili – Système de fourchettes de prix*, paragraphe 135; et *États-Unis – Réduction à zéro (Japon) (article 21:5 – Japon)*, paragraphe 113; et rapport du Groupe spécial *Japon – Film*, paragraphe 10.8).

<sup>238</sup> Rapport du Groupe spécial *CE – Éléments de fixation (Chine)*, paragraphe 7.34 (notes de bas de page omises).

<sup>239</sup> Réponse de l'Union européenne à la question n° 55 du Groupe spécial, paragraphe 128.

est fondé sur la déclaration suivante qui figure dans la demande d'établissement d'un groupe spécial qu'elle a présentée:

La présente demande concerne les mesures en cause, ainsi que toutes modifications, mesures complémentaires, [extensions], mesures de remplacement, mesures de reconduction et mesures de mise en œuvre.<sup>240</sup>

7.137. Selon l'Union européenne, même si, au moment de la demande d'établissement d'un groupe spécial, il n'y avait aucune interdiction individuelle visant l'Estonie et la Lettonie, la plupart des produits en cause "étaient déjà visés par l'interdiction à l'échelle de l'UE imposée par la Russie depuis l'apparition du premier cas en Lituanie".<sup>241</sup> Elle ajoute qu'"[e]n pratique, les deux mesures individuelles étendaient l'interdiction aux produits du porc soumis à un traitement thermique et à une maturation: les "produits prêts à consommer, contenant de la viande de porc, à l'exception de ceux pour l'alimentation des chiens et des chats (soumis à un traitement thermique à au moins 70 °C pendant une durée minimale de 20 minutes)" et les "saucisses, saucissons et produits similaires de viande, et la viande en conserve".<sup>242</sup> Elle soutient que ces mesures constituent une extension du champ des produits visés par l'interdiction à l'échelle de l'UE.<sup>243</sup> Sur cette base, elle allègue que "[l]es interdictions russes individuelles concernant la Lettonie et l'Estonie relèvent de la catégorie des modifications, mesures complémentaires, extensions et mesures de mise en œuvre et sont donc clairement couvertes par la demande d'établissement d'un groupe spécial."<sup>244</sup> Elle affirme en outre que les mesures concernant l'Estonie et la Lettonie "ne modifient pas l'essence des mesures indiquées".<sup>245</sup>

7.138. La Russie souligne que l'Union européenne doit démontrer au Groupe spécial que les mesures de la Russie postérieures à la date de la demande d'établissement d'un groupe spécial, en particulier les restrictions à l'importation visant les porcins vivants, les produits du porc et à base de viande de porc en provenance de Lettonie et d'Estonie, peuvent être considérées comme des "modifications". La Russie considère que cela dépend de la question de savoir si ces mesures ultérieures reflètent des implications juridiques différentes de celles des mesures concernant la Lituanie et la Pologne et si l'examen de ces mesures est nécessaire pour arriver à une solution positive du différend.<sup>246</sup>

7.139. Le Groupe spécial note d'abord que la demande d'établissement d'un groupe spécial de l'Union européenne est formulée en termes généraux. Afin de déterminer si les mesures concernant l'Estonie et la Lettonie sont couvertes par la formulation générale de la demande d'établissement d'un groupe spécial, comme le fait valoir l'Union européenne, le Groupe spécial évaluera i) si les mesures concernant l'Estonie et la Lettonie constituent des modifications, mesures complémentaires, extensions, mesures de remplacement, mesures de reconduction et mesures de mise en œuvre; et ii) si les mesures concernant l'Estonie et la Lettonie modifient l'essence des mesures explicitement indiquées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial.

7.140. Pour traiter ces questions, le Groupe spécial a établi le tableau 1 ci-après, qui montre les produits visés par les restrictions à l'importation visant l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie et la Pologne ainsi que par l'interdiction à l'échelle de l'UE. Le tableau 1 ci-après indique aussi les produits qui sont exclus du champ des produits visés par les mesures en cause.<sup>247</sup>

<sup>240</sup> Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Union européenne, page 7.

<sup>241</sup> Déclaration liminaire de l'Union européenne à la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 26; réponse de l'Union européenne à la question n° 55 du Groupe spécial, paragraphe 128; et deuxième communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 17.

<sup>242</sup> Déclaration liminaire de l'Union européenne à la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 26; réponse de l'Union européenne à la question n° 55 du Groupe spécial, paragraphe 128; et deuxième communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 17.

<sup>243</sup> Déclaration liminaire de l'Union européenne à la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 26; réponse de l'Union européenne à la question n° 55 du Groupe spécial, paragraphe 128; et deuxième communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 17.

<sup>244</sup> Deuxième communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 18.

<sup>245</sup> Deuxième communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 20.

<sup>246</sup> Réponse de la Russie à la question n° 74 du Groupe spécial, paragraphe 120.

<sup>247</sup> Les parties ont fait référence dans leurs arguments à une distinction entre les produits soumis à un traitement thermique et ceux non soumis à un traitement thermique. Nous rappelons que, conformément à



7.141. Selon l'Union européenne, l'interdiction à l'échelle de l'UE s'applique aux produits suivants exportés de l'Union européenne vers la Russie, qui font l'objet de certificats vétérinaires convenus bilatéralement: porcelets à l'engrais; porcs destinés à la reproduction; porcs destinés à l'abattage; viande de porc et préparations à base de viande de porc crue.<sup>248</sup>

7.142. La Russie ne conteste pas l'indication par l'Union européenne des produits en cause visés par l'interdiction à l'échelle de l'UE, précisant que les certificats vétérinaires qu'elle a convenus avec l'Union européenne sur lesquels son respect provisoire est fondé "concernent les porcelets à l'engrais"<sup>249</sup>, les porcs destinés à la reproduction<sup>250</sup>, et la viande de porc et les préparations à base de viande crue<sup>251</sup>.<sup>252</sup> Les éléments de preuve présentés par les parties montrent clairement que l'interdiction à l'échelle de l'UE s'applique aux produits suivants, qui font l'objet des certificats vétérinaires convenus bilatéralement le 11 août 2006: les porcelets à l'engrais et les porcs destinés à la reproduction (porcins vivants), et la viande de porc et les préparations à base de viande de porc crue.<sup>253</sup> La Russie reconnaît que les conditions des certificats vétérinaires sont respectées en ce qui concerne les porcs destinés à l'abattage; elle précise toutefois que les porcs destinés à l'abattage n'ont pas été admis sur son territoire en raison de mesures appliquées pour la peste porcine classique.<sup>254</sup>

---

une lettre du service vétérinaire russe aux chefs des autorités vétérinaires en Russie, FS-EN-8/1644, 5 février 2014 (pièce RUS-323), trois catégories de produits traités ne sont pas visées par l'interdiction à l'échelle de l'UE et n'étaient pas visées par les interdictions visant les importations en provenance de Lituanie et de Pologne du 6 février 2014 au 7 avril 2014. Ces catégories englobent les produits soumis à: un traitement thermique, une fermentation et une maturation. Nous désignons donc ces produits par les termes "produits traités".

<sup>248</sup> Réponse de l'Union européenne à la question n° 77 du Groupe spécial, paragraphe 147 (faisant référence aux pièces suivantes: certificat vétérinaire pour les porcelets à l'engrais (EU-52), certificat vétérinaire pour les porcins destinés à la reproduction (EU-53), certificat vétérinaire pour la viande de porc et les préparations à base de viande de porc crue (EU-54) et certificat vétérinaire pour les porcins destinés à l'abattage (EU-55). Dans la note de bas de page 82 de la première communication écrite de l'Union européenne, il y a une référence additionnelle au certificat vétérinaire pour les produits alimentaires finis (pièce EU-56); et au certificat vétérinaire pour la viande en conserve, les salamis et les autres produits carnés prêts à consommer (pièce EU-57) ((première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 89, note de bas de page 82). Il apparaît aussi que cette conclusion est confirmée par l'annonce du FSVPS (pièce EU-16) et la liste des lots réexpédiés de produits du porc (pièce EU-17) présentant en détail les produits dont l'entrée a été refusée par la Russie: chair de tête de porc congelée; cœurs de porc congelés; viande de porc congelée; peau de porc congelée; lard; abats de porc (cœur), congelés; chair de porc (provenant de la tête), congelée; et viande de porc. L'Union européenne explique que les produits soumis à un traitement thermique certifiés, visés par les certificats vétérinaires, dont elle a présenté des copies en tant que pièces EU-56 et EU-57, ne sont pas visés par l'interdiction à l'échelle de l'UE. Réponse de l'Union européenne à la question n° 77 du Groupe spécial, paragraphes 148 à 151. Les produits visés par le certificat vétérinaire présenté par l'Union européenne en tant que pièce EU-56 sont les produits alimentaires finis, contenant des matières premières d'origine animale; et les produits visés par le certificat vétérinaire présenté par l'Union européenne en tant que pièce EU-57 sont la viande en conserve, les salamis et autres produits carnés prêts à consommer.

<sup>249</sup> (note de bas de page de l'original) Certificat vétérinaire pour les porcelets à l'engrais exportés de l'UE vers la Russie, 11/08/2006 (pièce EU-52).

<sup>250</sup> (note de bas de page de l'original) Certificat vétérinaire pour les porcins destinés à la reproduction exportés de l'UE vers la Russie, 11/08/2006 (pièce EU-53).

<sup>251</sup> (note de bas de page de l'original) Certificat vétérinaire pour la viande de porc et les préparations à base de viande de porc crue exportées de l'UE vers la Russie, 11/08/2006 (pièce EU-54).

<sup>252</sup> Réponse de la Russie à la question n° 77 du Groupe spécial, paragraphe 127.

<sup>253</sup> Lettre du FSVPS du 29 janvier 2014, FS-SA-8/1277 (pièce EU-14), paragraphe 3; lettre du 14 février 2014, HF-12-26/1650 (pièce EU-15), page 2; instructions du FSVPS à ses départements territoriaux du 29 janvier 2014 (pièce EU-161), paragraphe 1; lettre FS-EN-8/5095 du Service fédéral russe de surveillance vétérinaire et phytosanitaire adressée à l'Union européenne le 2 avril 2014 (lettre du FSVPS du 2 avril 2014, FS-EN-8/5095) (pièce RUS-53), paragraphe 3. Il apparaît aussi que cette conclusion est confirmée par l'annonce du FSVPS (pièce EU-16) et la liste des lots réexpédiés de produits du porc (pièce EU-17) présentant en détail les produits dont l'entrée a été refusée par la Russie: chair de tête de porc congelée; cœurs de porc congelés; viande de porc congelée; peau de porc congelée; lard; abats de porc (cœur), congelés; chair de porc (provenant de la tête), congelée; et viande de porc.

<sup>254</sup> Réponse de la Russie à la question n° 267 du Groupe spécial, paragraphes 57 à 60. Voir aussi la lettre du Rosselkhoz nadzor adressée aux bureaux régionaux de la Russie, 2 mars 2012, FS-EN-7/2793 (pièce RUS-351).

7.143. En outre, les deux parties conviennent que les produits soumis à un traitement thermique, à une fermentation et à une maturation ne sont pas visés par l'interdiction à l'échelle de l'UE.<sup>255</sup>

7.144. Comme il est indiqué dans le tableau 1, l'interdiction à l'échelle de l'UE ne s'applique pas à certains produits finis contenant du porc qui ont été soumis à des formes particulières de traitement. Néanmoins, les restrictions visant les importations en provenance d'Estonie et de Lettonie couvrent la plupart des produits inclus dans la catégorie des produits finis du porc soumis à un traitement thermique et la catégorie de la viande de porc en conserve soumise à un traitement thermique, des saucisses, saucissons et autres produits carnés prêts à consommer, à l'exception de certains aliments et additifs alimentaires destinés aux animaux.

**Tableau 1 Produits visés par les mesures en cause<sup>256</sup>**

À l'échelle de l'UE <sup>257</sup>	Lituanie <sup>258</sup>	Pologne <sup>259</sup>	Lettonie <sup>260</sup>	Estonie <sup>261</sup>
porcins vivants	porcins vivants matériel générique de ces animaux	porcins vivants matériel générique de ces animaux	porcins vivants	porcins vivants matériel génétique des porcins
	produits finis contenant du porc	produits finis contenant du porc	produits finis contenant du porc	produits finis contenant du porc
	produits issus de l'abattage de sangliers	produits issus de l'abattage de sangliers		viande de sanglier
viande de porc	porc	porc	porc	porc
préparations à base de viande crue	produits à base de viande de porc crue	produits à base de viande de porc crue	produits à base de viande de porc crue	produits à base de viande de porc crue
	matières constituées de cornes et de sabots cuirs matières intestinales	matières constituées de cornes et de sabots cuirs matières intestinales		Matières constituées de cornes et de sabots cuirs matières intestinales
	soies aliments pour porcins	soies aliments pour porcins		pelage tous les types d'aliments et d'additifs alimentaires destinés aux porcins
	trophées de chasse n'ayant pas subi de traitement taxidermique complet	trophées de chasse n'ayant pas subi de traitement taxidermique complet		trophées de chasse provenant d'espèces animales sensibles n'ayant pas subi de traitement taxidermique complet

<sup>255</sup> Lettre du service vétérinaire russe aux chefs des autorités vétérinaires en Russie, FS-EN-8/1644, 5 février 2014 (pièce RUS-323); et lettre de la Russie à l'Union européenne du 5 février 2014, FS-EN-8/1642 (pièce EU-162). Voir aussi les observations de l'Union européenne sur la réponse de la Russie à la question n° 256 du Groupe spécial, paragraphes 21 à 25; et la réponse de la Russie à la question n° 256 du Groupe spécial, paragraphes 14 à 16.

<sup>256</sup> Le Groupe spécial a établi ce tableau sur la base des pièces suivantes: pièces EU-7, EU-8, EU-10, EU-11, EU-168 et RUS-28 (au sujet des mesures concernant la Lituanie); pièces EU-9, EU-10, EU-11, EU-168 et RUS-29 (au sujet des mesures concernant la Pologne); pièces EU-12 et EU-169 (au sujet des mesures concernant la Lettonie); et pièces EU-13 et RUS-37 (au sujet des mesures concernant l'Estonie). Les parties ont formulé des observations sur ce tableau en réponse à la question n° 271 du Groupe spécial. Voir la réponse de l'Union européenne à la question n° 271 du Groupe spécial, paragraphes 83 à 89; et la réponse de la Russie à la question n° 271 du Groupe spécial, paragraphes 95 à 98.

<sup>257</sup> Réponse de l'Union européenne à la question n° 77 du Groupe spécial, paragraphes 148 à 151 et réponse de l'Union européenne à la question n° 271 du Groupe spécial, paragraphes 85 et 86. Voir aussi la réponse de la Russie à la question n° 77 du Groupe spécial, paragraphe 127, et la réponse de la Russie à la question n° 271 du Groupe spécial, paragraphe 97. Voir aussi la lettre de la Russie à l'Union européenne du 5 février 2014, FS-EN-8/1642 (pièce EU-162).

<sup>258</sup> Voir les pièces EU-7, EU-8, EU-10, EU-11, EU-11, EU-168 et RUS-28.

<sup>259</sup> Voir les pièces EU-9, EU-10, EU-11, EU-168 et RUS-29.

<sup>260</sup> Voir les pièces EU-12 et EU-169.

<sup>261</sup> Voir les pièces EU-13 et RUS-37.

À l'échelle de l'UE <sup>257</sup>	Lituanie <sup>258</sup>	Pologne <sup>259</sup>	Lettonie <sup>260</sup>	Estonie <sup>261</sup>
	matériel précédemment utilisé pour le stockage, le transport, l'abattage et la découpe de porcins	matériel précédemment utilisé pour le stockage, le transport, l'abattage et la découpe de porcins		matériel précédemment utilisé pour le stockage, l'abattage et la découpe de porcins
<u>Exclus</u> : produits traités (soit par traitement thermique, fermentation ou maturation): produits finis contenant des matières premières d'origine animale (porc) et viande en conserve, saucisses, saucissons et autres produits carnés prêts à consommés (à base de porc) destinés à la production d'aliments pour animaux familiers et d'aliments pour animaux à fourrure	<u>Exclus</u> : aliments pour chiens et chats traités thermiquement (température d'au moins 70 °C pendant une durée minimale de 20 mn)  Note: Cette exclusion a été introduite le 7 avril 2014. Avant cela, ces restrictions à l'importation n'étaient pas appliquées aux catégories des produits exclus de l'interdiction à l'échelle de l'UE, comme il est décrit dans le présent tableau		<u>Exclus</u> : aliments pour chiens et chats traités thermiquement (température d'au moins 70 °C pendant une durée minimale de 20 mn)	<u>Exclus</u> : additifs d'aliments pour animaux obtenus par synthèse chimique ou microbiologique et préparations d'aliments pour animaux ayant été soumises à un traitement thermique (température minimale: 70 °C, durée minimale du traitement: 20 mn)

7.145. Il s'ensuit donc que l'affirmation de l'Union européenne selon laquelle les mesures concernant l'Estonie et la Lettonie étendent le champ des produits visés par l'interdiction à l'échelle de l'UE est étayée par les éléments de preuve versés au dossier. Toutefois, si l'interdiction à l'échelle de l'UE coexiste avec les mesures concernant la Lettonie et l'Estonie, il semble que l'extension du champ des produits visés ne s'appliquerait qu'aux importations des produits en cause en provenance de ces deux pays et non aux importations en provenance du reste des États membres de l'UE. En outre, une telle extension s'appliquerait à l'Estonie et à la Lettonie selon les modalités spécifiques des interdictions concernant chaque pays.

7.146. En même temps, la conclusion de l'Union européenne fait seulement référence au chevauchement entre les produits visés par l'interdiction à l'échelle de l'UE et les mesures concernant l'Estonie et la Lettonie. Ainsi, son raisonnement ne traite pas le lien entre les aspects des mesures visant les importations en provenance de Lettonie et d'Estonie qui ne se rapportent pas aux produits visés.

7.147. Cette circonstance aurait une incidence notable sur l'évaluation ultérieure par le Groupe spécial de la question de savoir si cette extension du champ des produits visés modifie ou non l'essence de l'interdiction à l'échelle de l'UE, quelle que soit sa classification en tant que modification, mesure complémentaire, extension, mesure de remplacement, mesure de reconduction ou mesure de mise en œuvre. Suivre l'argument de l'Union européenne impliquerait de considérer l'interdiction à l'échelle de l'UE comme une mesure modifiée par les mesures concernant l'Estonie et la Lettonie pour autant que le champ des produits visés par cette interdiction est élargi. Toutefois, les mesures concernant ces deux États membres de l'UE contiennent d'autres éléments qui ne seraient pas inclus dans une version modifiée de l'interdiction à l'échelle de l'UE.

7.148. Si, par ailleurs, tous les autres aspects des mesures concernant l'Estonie et la Lettonie étaient inclus dans cette modification, ils pourraient modifier l'essence de l'interdiction à l'échelle de l'UE. Comme l'indiquent les éléments de preuve versés au dossier, l'interdiction à l'échelle de l'UE et les interdictions visant les importations des produits en cause en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne sont des ensembles de mesures distincts, bien que liés. Ces mesures existent en parallèle. L'adoption ou l'abrogation des interdictions appliquées aux importations en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie ou de Pologne n'affecte pas l'existence de l'interdiction à l'échelle de l'UE, et inversement.

7.149. L'application de l'interdiction à l'échelle de l'UE et l'application des mesures concernant l'Estonie et la Lettonie peuvent se chevaucher, par exemple lorsque tant l'interdiction à l'échelle de

l'UE que les mesures concernant l'Estonie et la Lettonie s'appliquent aux produits en cause originaires d'Estonie et de Lettonie. C'est dans ce contexte que l'Union européenne fait valoir que les mesures concernant l'Estonie et la Lettonie étendent le champ des produits visés par l'interdiction à l'échelle de l'UE. Cependant, le fait que cette extension *de facto* puisse se produire en raison de l'application concomitante des mesures concernant l'Estonie et la Lettonie et de l'interdiction à l'échelle de l'UE n'a pas pour effet de faire entrer tous les aspects de ces mesures concernant l'Estonie et la Lettonie dans le cadre de l'interdiction à l'échelle de l'UE. Les deux continuent d'exister séparément.

7.150. Pour ces raisons, l'argument de l'Union européenne sur la façon de faire entrer tous les aspects des mesures concernant l'Estonie et la Lettonie dans le cadre du mandat du Groupe spécial en attirant l'attention sur le fait qu'elles étendaient *de facto* le champ des produits visés par l'interdiction à l'échelle de l'UE ne semble pas convaincant.

7.151. En outre, accepter l'argument de l'Union européenne aurait pour conséquence d'empêcher le Groupe spécial de formuler des constatations distinctes sur les mesures concernant les importations en provenance d'Estonie et de Lettonie. La raison en est que le Groupe spécial ne pourrait considérer comme relevant de sa compétence que l'interdiction à l'échelle de l'UE modifiée, y compris les modifications apportées par les restrictions à l'importation visant les produits en cause en provenance d'Estonie et de Lettonie, et non chacune de ces mesures (c'est-à-dire l'interdiction à l'échelle de l'UE et les interdictions concernant l'Estonie et la Lettonie), prise individuellement. Cela ne nous permettrait pas de formuler des constatations propres à atteindre l'objectif de règlement rapide des différends conformément à l'article 3:3 du Mémoire d'accord et le but du mécanisme de règlement des différends qui est d'arriver à une solution positive de ce différend, comme il est indiqué à l'article 3:7 du Mémoire d'accord.

7.152. Puisque nous ne sommes pas convaincus par l'argument de l'Union européenne selon lequel les restrictions à l'importation visant les produits en cause en provenance d'Estonie et de Lettonie constituent des modifications, mesures complémentaires, extensions, mesures de remplacement, mesures de reconduction ou mesures de mise en œuvre en ce qui concerne l'interdiction à l'échelle de l'UE, le Groupe spécial examinera ci-après cette question selon son propre raisonnement.<sup>262</sup>

7.153. Pour que le Groupe spécial soit en mesure de s'acquitter de son obligation de procéder à une évaluation objective de la question dont il est saisi et pour éviter que les prescriptions procédurales du système de règlement des différends de l'OMC aboutissent à une situation dans laquelle des mesures pourraient échapper complètement à l'examen, nous développerons notre propre raisonnement sur la base des éléments de preuve présentés par les parties.<sup>263</sup> Ce raisonnement implique d'examiner si les mesures concernant l'Estonie et la Lettonie satisfont au critère juridique du lien étroit et de l'information suffisante, comme il est expliqué plus haut au paragraphe 7.131.

#### **7.3.4.3.2 Question de savoir si les restrictions à l'importation visant les produits en cause en provenance d'Estonie et de Lettonie sont étroitement liées aux mesures explicitement indiquées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial de l'Union européenne**

7.154. Comme il est indiqué plus haut au paragraphe 7.123, pour qu'une mesure relève du mandat d'un groupe spécial, elle doit satisfaire aux prescriptions de l'article 7 du Mémoire d'accord tel qu'il est éclairé par l'article 6:2 du Mémoire d'accord.<sup>264</sup> En analysant ces prescriptions, des groupes spéciaux et l'Organe d'appel ont constaté qu'il pouvait y avoir des circonstances dans lesquelles une mesure qui n'était pas explicitement incluse dans la demande d'établissement d'un groupe spécial pourrait quand même relever du mandat du groupe spécial. À

<sup>262</sup> Voir, par exemple, le rapport de l'Organe d'appel *Canada – Énergie renouvelable / Canada – Programme de tarifs de rachat garantis*, paragraphe 5.215 ("Même si un groupe spécial ne peut pas plaider la cause d'un plaignant, il est habilité à "utiliser librement les arguments présentés par l'une ou l'autre des parties – ou [à] développer sa propre argumentation juridique – pour étayer ses constatations et conclusions concernant la question à l'examen.") (citant le rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphe 156).

<sup>263</sup> Voir le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Animaux*, paragraphes 7.444 à 7.447.

<sup>264</sup> Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier au carbone*, paragraphe 124. Voir aussi les rapports de l'Organe d'appel *Argentine – Mesures à l'importation*, paragraphe 5.11.

ce sujet, l'Organe d'appel a dit que le respect des prescriptions de l'article 6:2 devait être déterminé en fonction des particularités de chaque affaire, après avoir examiné la demande d'établissement dans son ensemble, et compte tenu des circonstances entourant l'affaire.<sup>265</sup> À cet égard, le Groupe spécial note que l'Union européenne qualifie l'interdiction à l'échelle de l'UE et les restrictions à l'importation visant les produits en cause en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne de "distinctes mais étroitement liées".<sup>266</sup>

7.155. Sur la base des indications qui figurent dans la jurisprudence, comme il est décrit plus haut aux paragraphes 7.130 à 7.134, le Groupe spécial examinera si les mesures concernant l'Estonie et la Lettonie sont étroitement liées aux mesures explicitement mentionnées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial de l'Union européenne, de telle sorte que la Russie a été suffisamment informée de la nature des allégations que l'Union européenne peut avoir formulées pendant la procédure du Groupe spécial. Pour évaluer cette question, nous tiendrons compte du principe du Mémorandum d'accord concernant le "règlement rapide de toute situation dans laquelle un Membre considère qu'un avantage résultant pour lui" d'un accord visé se trouve compromis par une mesure prise par un autre Membre, prévu à l'article 3:3 du Mémorandum d'accord, et de l'objectif d'arriver à une solution positive du différend, prévu à l'article 3:7 du Mémorandum d'accord.

7.156. Sur cette base, la question essentielle que nous examinerons est celle de savoir si les restrictions à l'importation visant les produits en cause en provenance d'Estonie et de Lettonie sont étroitement liées à l'interdiction à l'échelle de l'UE et/ou aux restrictions à l'importation visant les produits en cause en provenance de Lituanie et de Pologne. Le Groupe spécial note qu'il apparaît que tant les mesures visant les importations en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne que l'interdiction à l'échelle de l'UE ont été adoptées pour atteindre le même objectif réglementaire: protéger le territoire de la Russie de l'entrée et de la propagation plus étendue de la PPA.<sup>267</sup> Il apparaît aussi que ces restrictions à l'importation sont semblables pour ce qui est de leur conception (y compris les produits visés décrits dans le tableau 1 ci-dessus), structure (y compris les instruments juridiques au moyen desquels elles sont appliquées) et incidence, entraînant l'application de restrictions à l'importation des produits en cause en provenance de l'Union européenne ou de ses États membres.

7.157. Les deux ensembles de mesures sont mis en œuvre au moyen d'instruments juridiques analogues. La Russie a expliqué que des restrictions temporaires visant les produits en cause en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne avaient été imposées sur la base des "Directives constituant les dispositions applicables au niveau des départements dans l'ensemble de la Fédération de Russie" émanant du FSVP.<sup>268</sup> En outre, elle explique que, comme il est indiqué dans le Décret n° 327, "les différents départements territoriaux sont tenus de suivre les directives du gouvernement fédéral, y compris les instructions relatives aux restrictions des importations émanant des quatre États membres de l'UE infectés par la PPA".<sup>269</sup> De même, comme il est décrit plus haut aux paragraphes 7.77 à 7.79, l'interdiction à l'échelle de l'UE est appliquée par des actions prises par les départements fédéraux et territoriaux de la Russie.

7.158. En outre, il y a un chevauchement géographique entre la mesure à l'échelle de l'UE et les mesures concernant les importations en provenance de Lettonie et d'Estonie. Comme l'Union européenne l'a expliqué, depuis la fin de janvier 2014, les importations des produits en cause (à l'exception des produits finis soumis à un traitement thermique, une fermentation ou une maturation) en provenance de tout État membre de l'UE, y compris l'Estonie et la Lettonie, n'étaient plus acceptées.<sup>270</sup> Des mois plus tard, lorsque les mesures concernant les importations

<sup>265</sup> Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier au carbone*, paragraphe 127.

<sup>266</sup> Déclaration liminaire de l'Union européenne à la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 24.

<sup>267</sup> Voir les pièces EU-13 et RUS-37 (concernant l'Estonie); EU-12 et EU-169 (concernant la Lettonie); EU-9, EU-10, EU-11, EU-168 et RUS-29 (concernant la Pologne); EU-7, EU-8, EU-10, EU-11, EU-168 et RUS-28 (concernant la Lituanie); et EU-14 et EU-161 (concernant l'interdiction à l'échelle de l'UE). Voir aussi la deuxième communication écrite de la Russie, paragraphe 143; et la réponse de la Russie à la question n° 297 du Groupe spécial, paragraphe 165.

<sup>268</sup> Réponse de la Russie à la question n° 276 du Groupe spécial, paragraphe 112.

<sup>269</sup> Réponse de la Russie à la question n° 276 du Groupe spécial, paragraphe 113, faisant référence au Décret n° 327 du gouvernement de la Fédération de la Russie du 30 juin 2004 intitulé "Approbation de la réglementation du Service fédéral de surveillance vétérinaire et phytosanitaire (Rosselkhoznadzor)", paragraphe 4 (pièce RUS-352).

<sup>270</sup> Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 92.

en provenance de Lettonie (27 juin 2014)<sup>271</sup> et d'Estonie (11 septembre 2014)<sup>272</sup> ont été mises en place, des zones géographiques couvertes par l'interdiction à l'échelle de l'UE ont été assujetties à des restrictions à l'importation visant les produits en cause en provenance de ces deux États membres de l'UE spécifiques.

7.159. De plus, les mesures sont voisines dans le temps, tant dans l'absolu qu'en termes relatifs, avec les mesures indiquées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial, la demande d'établissement d'un groupe spécial elle-même et la date d'établissement du Groupe spécial. Nous notons que les mesures concernant l'Estonie et la Lettonie ont été adoptées à un stade précoce de la procédure. L'interdiction visant la Lettonie a été adoptée le jour où la demande d'établissement d'un groupe spécial a été présentée (27 juin 2014), tandis que la mesure concernant l'Estonie a été adoptée le 11 septembre 2014. Ces deux mesures ont été adoptées avant la composition du groupe spécial (qui a eu lieu le 23 octobre 2014), la réunion d'organisation (qui a eu lieu le 21 novembre 2014) et la date limite pour la présentation par les parties de leur première communication écrite (le 14 janvier 2015 s'agissant de l'Union européenne et le 25 février 2015 s'agissant de la Russie).<sup>273</sup>

7.160. Sur la base de ce qui précède, le Groupe spécial constate qu'il y a i) un objectif réglementaire identique; ii) une conception, une structure et une incidence semblables; et iii) une relation géographique et temporelle étroite entre les restrictions à l'importation visant les produits en cause en provenance d'Estonie et de Lettonie et les restrictions à l'importation des produits en cause en provenance de Lituanie et de Pologne ainsi que du reste de l'Union européenne. Nous considérons que ces constatations factuelles étayent fermement la conclusion préliminaire selon laquelle les restrictions à l'importation visant les produits en cause en provenance d'Estonie et de Lettonie sont étroitement liées aux mesures qui sont explicitement décrites dans la demande d'établissement d'un groupe spécial de l'Union européenne.

7.161. Nous passons à l'examen de la question de savoir si la Russie a été suffisamment informée de la nature des allégations que l'Union européenne peut avoir formulé pendant la procédure du Groupe spécial. Cette analyse est nécessaire pour s'assurer que les droits de la Russie en matière de régularité de la procédure ne sont pas violés. Le Groupe spécial rappelle que son examen de la question de l'information suffisante découle de la relation étroite entre les mesures non désignées et celles qui sont incluses dans la demande d'établissement d'un groupe spécial.<sup>274</sup> Afin de déterminer s'il serait porté atteinte à la capacité de la Russie de se défendre s'il était constaté que les restrictions à l'importation visant les produits en cause en provenance d'Estonie et de Lettonie relevaient du mandat du Groupe spécial, nous devons déterminer si les mesures concernant l'Estonie et la Lettonie sont liées assez étroitement aux mesures explicitement indiquées dans la demande d'établissement du groupe spécial, de sorte que la Russie pouvait raisonnablement prévoir que ces mesures seraient contestées dans la présente procédure du Groupe spécial.

7.162. Nous jugeons aussi pertinent d'appeler l'attention sur les circonstances factuelles du présent différend. Des foyers de PPA sont apparus à la fin de janvier 2014 en Lituanie. Comme les éléments de preuve versés au dossier le démontrent<sup>275</sup>, la situation concernant la dissémination de la maladie a changé au cours des mois ayant suivi les foyers initiaux et continue d'évoluer. Cela a entraîné l'apparition de nouveaux foyers en Pologne, en Lettonie et en Estonie au cours de 2014. Ces circonstances particulières confirment encore l'existence d'une relation étroite entre les mesures imposées sur les importations des produits en cause en provenance d'Estonie et de Lettonie et celles qui sont imposées sur les importations en provenance de Lituanie et de Pologne ainsi que du reste de l'Union européenne. Dans ce contexte, cette déclaration de la Russie n'est pas surprenante: "les deux parties sont convenues qu'il est approprié que le Groupe spécial considère que les allégations de l'Union européenne englobent une contestation des interdictions

<sup>271</sup> Document G/SPS/N/RUS/64 (pièce EU-12) et lettre d'instructions de la Russie datée du 27 juin 2014, FS-NF-8/11315 (pièce EU-169).

<sup>272</sup> Document G/SPS/N/RUS/76 (pièce EU-13) et lettre de la Russie à l'Union européenne du 11 septembre 2014, FS-NV-8/17431 (pièce RUS-37).

<sup>273</sup> Voir plus haut le paragraphe 1.6.

<sup>274</sup> Rapport du Groupe spécial *Japon – Film*, paragraphe 10.8.

<sup>275</sup> Compte rendu détaillé des foyers chez les porcins domestiques et notification des cas détectés chez les sangliers dans l'UE, tels qu'ils ont été notifiés à l'OIE (pièce EU-118). Voir aussi les données tirées de l'interface WAHIS de l'OIE, au 31 août (RUS-296 révisée).

d'importer visant la Lettonie et l'Estonie ... qui n'étaient pas incluses dans la demande d'établissement d'un groupe spécial".<sup>276</sup>

7.163. Il semble clair aussi, d'après les arguments formulés par l'Union européenne dans le cadre de la procédure, que celle-ci aurait présenté les mêmes arguments pour ce qui est de l'incompatibilité des mesures concernant l'Estonie et la Lettonie avec les accords visés que ceux présentés s'agissant des mesures concernant la Lituanie et la Pologne. Cela signifie aussi que les moyens de défense présentés par la Russie s'agissant des mesures concernant l'Estonie et la Lettonie auraient probablement été les mêmes que ceux qu'elle a présentés s'agissant des mesures concernant la Lituanie et la Pologne. Cela est, en fait, confirmé par les arguments que la Russie a présentés dans ses communications.

7.164. Sur la base de ce qui précède, le Groupe spécial constate que la Russie pouvait raisonnablement prévoir que l'Union européenne contesterait les mesures concernant l'Estonie et la Lettonie.

7.165. L'examen par le Groupe spécial des mesures en cause concernant l'Estonie et la Lettonie en tant que mesures distinctes serait conforme à l'objectif de règlement rapide des différends et à celui visant à arriver à une solution positive du différend. Le Groupe spécial serait en mesure de formuler des constatations individuelles concernant la conformité de ces mesures avec les accords visés et, ainsi, procéderait à un examen et formulerait des constatations, en ce qui concerne l'ensemble des mesures, et leurs caractéristiques particulières, s'agissant de la façon dont la Russie gère l'importation des produits en cause en provenance de l'Union européenne. Il considère que le fait de ne pas formuler de constatation en ce qui concerne les restrictions à l'importation visant les produits en cause en provenance d'Estonie et de Lettonie ne serait conforme ni à l'objectif de règlement rapide des différends ni à celui visant à arriver à une solution positive du différend au sens du Mémoire d'accord, dans la mesure où l'Union européenne devrait contester ces mesures dans le cadre d'une procédure distincte.

7.166. Nous considérons que, eu égard aux faits et circonstances propres au présent différend, et compte tenu des constatations que nous avons formulées plus haut au paragraphe 7.126, nos constatations relatives aux mesures concernant l'Estonie et la Lettonie établissent aussi le lien nécessaire entre les mesures contestées et les dispositions des accords visés dont il est allégué qu'elles ont été enfreintes, aux fins de la présentation d'un bref exposé du fondement juridique de la plainte, qui doit être suffisant pour énoncer clairement le problème afin de satisfaire à la quatrième prescription de l'article 6:2.

#### **7.3.4.4 Conclusion**

7.167. Sur la base de ce qui précède, et compte tenu des circonstances particulières du présent différend, le Groupe spécial constate que les restrictions à l'importation visant les produits en cause en provenance d'Estonie et de Lettonie relèvent de son mandat.

#### **7.3.5 Résumé des mesures en cause dans le présent différend**

7.168. Comme il est indiqué plus haut au paragraphe 7.84, nous constatons que l'interdiction à l'échelle de l'UE est une mesure imputable à la Russie. En outre, comme il est indiqué plus haut au paragraphe 7.116, nous constatons que les modalités d'accession de la Russie à l'OMC n'imposent aucune limite à notre évaluation des allégations de l'Union européenne concernant l'interdiction à l'échelle de l'UE.

7.169. Comme il est indiqué plus haut au paragraphe 7.167, nous constatons que les restrictions à l'importation visant les produits en cause en provenance d'Estonie et de Lettonie relèvent de notre mandat.

7.170. Sur la base de nos constatations précédentes, le tableau 2 ci-après récapitule les mesures en cause dans le présent différend, en indiquant les produits visés par chacune des mesures à l'examen.

---

<sup>276</sup> Réponse de la Russie à la question n° 279 du Groupe spécial, paragraphe 122.



Tableau 2 Mesures en cause

Mesure	Instrument juridique	Date d'imposition	Date d'application	Notification à l'OMC	Date de notification
Restrictions visant les importations de certains produits du porc non soumis à un traitement thermique en provenance de <b>Lituanie</b> <sup>277</sup>	Lettre du FSVPS du 25 janvier 2014 (FS-EN-8/1023)	25 janvier 2014	25 janvier 2014	G/SPS/N/RUS/48	10 février 2014
<b>Interdiction à l'échelle de l'UE</b> de certains produits du porc non traités	Par interprétation <sup>278</sup>	s.o.	29 janvier 2014 <sup>279</sup>	Non notifiée	s.o.
Restrictions visant les importations de certains produits du porc non soumis à un traitement thermique en provenance de <b>Pologne</b> <sup>280</sup>	Lettre du FSVPS du 27 février 2014 (FS-NV-8/2972)	27 février 2014	27 février 2014	G/SPS/N/RUS/49	4 mars 2014
Extension du champ d'application des restrictions visant les importations de certains produits du porc soumis à un traitement thermique en provenance de <b>Lituanie</b> et de <b>Pologne</b> <sup>281</sup>	Lettre du FSVPS du 2 avril 2014 (FS-EN-8/5081)	2 avril 2014	7 avril 2014	G/SPS/N/RUS/48/Add.2 G/SPS/N/RUS/49/Add.1	4 avril 2014
Restrictions visant les importations de certains produits du porc soumis à un traitement thermique et non soumis à un traitement thermique en provenance de <b>Lettonie</b> <sup>282</sup>	Lettre du FSVPS du 27 juin 2014 (FS-NF-8/11315)	27 juin 2014	28 juin 2014	G/SPS/N/RUS/64	16 juillet 2014
Restrictions visant les importations de certains produits du porc soumis à un traitement thermique et non soumis à un traitement thermique en provenance d' <b>Estonie</b> <sup>283</sup>	Lettre du FSVPS du 11 septembre 2014 (FS-NV-8/17431)	11 septembre 2014	11 septembre 2014	G/SPS/N/RUS/76	16 septembre 2014

<sup>277</sup> Voir les documents G/SPS/N/RUS/48 (pièce EU-7), G/SPS/N/RUS/48/Add.1 (pièce EU-8) et la lettre de la Russie à l'Union européenne du 25 janvier 2014, FS-EN-8/1023 (pièce RUS-28).

<sup>278</sup> Voir plus haut la section 7.3.2.3.1.

<sup>279</sup> Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphes 94 et 95 (faisant référence à la liste des lots réexpédiés de produits du porc (pièce EU-17), points 7, 8, 9, 13, 14, 15 et 16).

<sup>280</sup> Voir les pièces EU-9 et RUS-29.

<sup>281</sup> Voir les pièces EU-10, EU-11 et EU-168.

<sup>282</sup> Voir les pièces EU-12 et EU-169.

<sup>283</sup> Voir les pièces EU-13 et RUS-37.

### 7.3.6 Cadre temporel pour l'évaluation par le Groupe spécial

#### 7.3.6.1 Introduction

7.171. Compte tenu du caractère évolutif des foyers de PPA associés à l'imposition des mesures en cause, le Groupe spécial a demandé aux parties d'exprimer leurs vues sur la période appropriée pour son évaluation des allégations de l'Union européenne.<sup>284</sup> Sans préjudice des considérations additionnelles concernant notre évaluation quant au fond, la présente section rend compte de nos vues sur la dimension temporelle des éléments de preuve et des événements que nous examinerons dans notre évaluation des allégations de l'Union européenne.

#### 7.3.6.2 Principaux arguments des parties

##### 7.3.6.2.1 Union européenne

7.172. L'Union européenne considère que le moment pertinent pour évaluer le respect par la Russie des dispositions de l'Accord SPS est la date d'établissement du Groupe spécial (22 juillet 2014). Pour elle, par symétrie, le même moment devrait être retenu en ce qui concerne les éléments de preuve qu'elle a présentés à la Russie pour lui permettre de procéder à une évaluation des risques.<sup>285</sup> Toutefois, elle a aussi dit clairement qu'à tout moment, ses mesures de régionalisation concernant la PPA étaient bien adaptées à l'évolution de la maladie. Des faits nouveaux, survenus après la date d'établissement du Groupe spécial, ne font que confirmer le bien-fondé de ses mesures de régionalisation et, en même temps, le caractère inutile et arbitraire des mesures de la Russie en cause. Elle affirme que, plus de 20 mois après l'apparition des premiers cas de PPA en janvier 2014, la Russie ne lui avait encore présenté, ainsi qu'au Groupe spécial, aucune évaluation des risques.<sup>286</sup>

##### 7.3.6.2.2 Russie

7.173. La Russie soutient qu'il serait approprié que le Groupe spécial évalue la conformité des mesures en cause avec les dispositions citées de l'Accord SPS au moment de l'établissement du Groupe spécial, ainsi qu'après la date d'établissement du Groupe spécial, pour englober également les faits nouveaux survenus jusqu'en août 2015. Selon elle, cela permettrait au Groupe spécial de tenir compte de l'évolution des infections de PPA ainsi que des zones infectées par la PPA et des zones exemptes de PPA dans les quatre États membres de l'UE affectés.<sup>287</sup> Elle affirme que la jurisprudence pertinente étaye le choix de la fin d'août 2015 comme point de référence temporel approprié.<sup>288</sup> Les allégations de la Russie sont différentes selon la période que le Groupe spécial choisit pour son examen des allégations présentées par l'Union européenne en l'espèce. Par exemple, elle soutient que si le Groupe spécial détermine que la date d'établissement du Groupe spécial est la date pertinente pour son examen, elle invoquerait l'article 5:7 en ce qui concerne les interdictions d'importer les produits en cause en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne.<sup>289</sup> En outre, la Russie estime que, sur la base de la jurisprudence pertinente, le Groupe spécial devrait examiner tous les éléments de preuve qui lui ont été présentés, y compris ceux qui sont datés après son établissement.<sup>290</sup>

<sup>284</sup> Réponses de l'Union européenne aux questions n° 279, n° 309 et n° 311 du Groupe spécial; réponses de la Russie aux questions n° 279, n° 309 et n° 311 du Groupe spécial; et observations de la Russie sur les réponses de l'Union européenne à la question n° 236 du Groupe spécial.

<sup>285</sup> Réponse de l'Union européenne à la question n° 311 du Groupe spécial, paragraphes 171 à 173.

<sup>286</sup> Déclaration liminaire de l'Union européenne à la deuxième réunion du Groupe spécial, paragraphe 60.

<sup>287</sup> La Russie souligne aussi qu'il est approprié d'examiner les faits nouveaux survenus au cours du premier et du deuxième trimestre de 2015, compte tenu de la communication par l'Union européenne des plans d'éradication pour ses quatre États membres affectés. Réponse de la Russie à la question n° 279 du Groupe spécial, paragraphes 117 à 139.

<sup>288</sup> Réponse de la Russie à la question n° 279 du Groupe spécial, paragraphe 131.

<sup>289</sup> Voir la réponse de la Russie à la question n° 279 du Groupe spécial, paragraphes 133 et 134; la réponse de la Russie à la question n° 293 du Groupe spécial, paragraphe 148; et la réponse de la Russie à la question n° 294 du Groupe spécial, paragraphe 150.

<sup>290</sup> Réponse de la Russie à la question n° 311 du Groupe spécial, paragraphes 269 à 272.

### 7.3.6.3 Analyse du Groupe spécial

7.174. L'Organe d'appel dans l'affaire *CE – Certaines questions douanières* a examiné la distinction entre les mesures en cause et les éléments de preuve à l'appui de la manière dont ces mesures étaient administrées, aux fins de l'article X:3 a) du GATT de 1994. Il a fait le raisonnement selon lequel il était important d'établir une distinction entre les mesures et les éléments de preuve, et a ajouté ceci :

S'il existe des limites temporelles en ce qui concerne les mesures qui peuvent relever du mandat d'un groupe spécial, ces limites ne s'appliquent pas de la même façon aux éléments de preuve. Les éléments de preuve qui viennent étayer une allégation contestant des mesures qui relèvent du mandat d'un groupe spécial peuvent être antérieurs ou postérieurs à l'établissement du groupe spécial. Il n'est pas interdit à un groupe spécial d'apprécier un élément de preuve simplement parce que celui-ci est antérieur ou postérieur à son établissement. ... Un groupe spécial jouit d'un certain pouvoir d'appréciation lorsqu'il s'agit de déterminer la pertinence et la valeur probante d'un élément de preuve qui est antérieur ou postérieur à son établissement."<sup>291</sup>

7.175. Nous sommes conscients de notre mandat et de notre devoir dans le cadre du Mémorandum d'accord de procéder à une évaluation objective de la question qui nous est soumise par l'ORD conformément à notre mandat, en vertu des articles 6:2, 7 et 11 du Mémorandum d'accord. Comme nous l'avons expliqué plus haut, il est bien établi que la demande d'établissement d'un groupe spécial définit le mandat d'un groupe spécial. Cependant, comme l'a fait observer l'Organe d'appel, il y a une différence entre les limites temporelles applicables aux mesures en cause et celles applicables aux éléments de preuve examinés à l'appui des allégations évaluées par un groupe spécial. Nous sommes aussi conscients du but du mécanisme de règlement des différends de l'OMC qui est d'arriver à une solution positive des différends, tel qu'il est inscrit à l'article 3:7 du Mémorandum d'accord.

### 7.3.6.4 Conclusion

7.176. Nous rappelons la constatation que nous avons formulée plus haut au paragraphe 7.167, selon laquelle les interdictions d'importer les produits en cause en provenance de Lettonie et d'Estonie relevaient de notre mandat bien qu'elles soient concomitantes ou postérieures à la date de la demande d'établissement du Groupe spécial. Nous rappelons que cette constatation tient compte de l'opinion convenue des parties selon laquelle ces mesures relèvent du mandat du Groupe spécial et qu'elle est conforme à ce point de vue. À notre avis, notre mandat ainsi que la date d'établissement du Groupe spécial éclairent la période appropriée pour notre examen de la question dont nous sommes saisis. Compte tenu des faits et circonstances propres à la présente affaire, nous estimons qu'il est approprié d'examiner la question dont nous sommes saisis jusqu'à la date de l'adoption par la Russie de la mesure concernant l'Estonie inclusivement, à savoir, jusqu'au 11 septembre 2014 inclus. En même temps, nous notons que notre détermination de cette période donnée à cette fin n'affecterait pas substantiellement nos constatations en ce qui concerne les interdictions d'importer les produits en cause en provenance de Lituanie, de Pologne et de Lettonie, sauf dans la mesure où elles étayeraient encore davantage nos constatations en ce qui concerne ces mesures, ainsi qu'en ce qui concerne l'interdiction à l'échelle de l'UE, et la situation qui existait à la date d'établissement du Groupe spécial. En résumé, le Groupe spécial a examiné les éléments de preuve versés au dossier avant et après la date de son établissement, en se concentrant en particulier sur la situation factuelle au 22 juillet 2014, pour les mesures qui existaient à cette date, et au 11 septembre 2014, pour les mesures en cause.

7.177. L'Organe d'appel a constaté qu'un groupe spécial pouvait s'appesantir sur les éléments de preuve qui étaient antérieurs ou postérieurs à son établissement et en déterminer la valeur probante.<sup>292</sup> Conformément à ces indications, nous soupèserons et examinerons tout élément de preuve pertinent versé au dossier qui est antérieur et postérieur à l'établissement du Groupe spécial. Cela inclut les éléments de preuve et les arguments qui sont postérieurs à la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Union européenne.

<sup>291</sup> Rapport de l'Organe d'appel *CE – Certaines questions douanières*, paragraphe 188.

<sup>292</sup> Rapport de l'Organe d'appel *CE – Certaines questions douanières*, paragraphe 188.

7.178. Les considérations temporelles jouent un rôle dans l'évaluation de bon nombre des allégations de l'Union européenne au titre de l'Accord SPS, étant donné la nécessité d'examiner le caractère suffisant des preuves scientifiques, les renseignements pertinents disponibles, l'adaptation des mesures de "façon permanente" dans les cas portant sur la régionalisation au titre de l'article 6 et l'existence d'un "délai raisonnable" ou de tous retards injustifiés s'agissant de certaines procédures. Chacun de ces examens impose des exigences particulières.<sup>293</sup> En ce qui concerne l'évaluation des mesures en cause dont est saisi le Groupe spécial s'agissant de l'Estonie, de la Lettonie, de la Lituanie et de la Pologne et de l'interdiction à l'échelle de l'UE, nous avons adopté une approche spécifique à l'affaire et aux dispositions en question, qui tient compte des faits et circonstances propres au présent différend à la lumière des arguments et éléments de preuve présentés par les parties.

## 7.4 Question de savoir si les mesures de la Russie relèvent de l'Accord SPS

### 7.4.1 Introduction

7.179. Comme nous l'avons indiqué en détail plus haut dans la section 2.2, l'Union européenne formule des allégations, concernant les mesures en cause, au titre de l'Accord SPS. Dans le cadre de notre examen de ces allégations, la question liminaire est de savoir si les mesures de la Russie sont des mesures SPS soumises aux disciplines de l'Accord SPS.<sup>294</sup>

7.180. Pour commencer, nous notons qu'aucune des parties n'a contesté que les restrictions visant les importations en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne étaient des mesures SPS soumises aux disciplines énoncées dans l'Accord SPS.<sup>295</sup> Toutefois, les parties sont en désaccord sur le point de savoir si l'interdiction à l'échelle de l'UE est une mesure SPS. Compte tenu du devoir qui nous incombe, en vertu de l'article 11 du Mémoire d'accord, de procéder à une évaluation objective de l'applicabilité des accords visés pertinents<sup>296</sup>, nous examinerons les arguments des parties sur cette question liminaire.

### 7.4.2 Principaux arguments des parties

#### 7.4.2.1 Union européenne

7.181. L'Union européenne fait valoir que "[l']interdiction russe est appliquée au moyen des "lois, décrets, réglementations, prescriptions et procédures pertinents", constitués des quatre avis administratifs concernant chacun des États membres de l'UE visés ainsi que des prescriptions et procédures liées à l'interdiction à l'échelle de l'UE".<sup>297</sup> L'Union européenne allègue ainsi que l'interdiction à l'échelle de l'UE et l'interdiction d'importer les produits en cause en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne constituent des mesures SPS qui relèvent des définitions figurant à l'Annexe A 1) a) et b) de l'Accord SPS; la PPA étant une maladie au sens de l'Annexe A 1) a) et le virus de la PPA étant un organisme pathogène relevant de l'Annexe A 1) b).<sup>298</sup> Selon l'Union européenne, ces mesures affectent par ailleurs directement le

<sup>293</sup> Par exemple, on retient en règle générale la date d'adoption de la mesure SPS en question aux fins de la détermination par le Groupe spécial de la période pour l'évaluation du caractère "suffisant" des preuves scientifiques pertinentes. Rapports du Groupe spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques*, paragraphe 7.3253.

<sup>294</sup> Rapport du Groupe spécial *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 7.132. Voir aussi le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.30.

<sup>295</sup> Le Groupe spécial note que la Russie n'a pas contesté que les restrictions à l'importation des produits en cause en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne étaient des mesures SPS. Voir la réponse de la Russie à la question n° 84 du Groupe spécial, paragraphe 138. En outre, la Russie fonde son moyen de défense concernant les restrictions à l'importation des produits en cause en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne sur l'hypothèse qu'elles sont soumises à l'application de l'Accord SPS. Voir la première communication écrite de la Russie, paragraphe 7. Voir aussi la deuxième communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 15.

<sup>296</sup> Rapports des groupes spéciaux *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.30; et *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 7.133.

<sup>297</sup> Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 103.

<sup>298</sup> Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphes 101 et 106.

commerce international au sens de l'article 1:1 de l'Accord SPS.<sup>299</sup> Par conséquent, d'après elle, l'Accord SPS s'applique aux mesures en cause.<sup>300</sup>

7.182. L'Union européenne ajoute que les parties ne contestent pas que les "quatre interdictions individuelles concernant la Lituanie, la Pologne, la Lettonie et l'Estonie sont des mesures SPS au sens de l'Annexe 1 a) de l'Accord SPS".<sup>301</sup>

#### 7.4.2.2 Russie

7.183. La Russie allègue que l'Union européenne n'a pas démontré que l'interdiction à l'échelle de l'UE était une mesure qui lui était imputable. Cette mesure n'est donc pas soumise aux dispositions de l'Accord SPS.<sup>302</sup>

7.184. De plus, la Russie fait valoir que l'interdiction à l'échelle de l'UE n'est pas une prescription ni une procédure au sens de l'Annexe A 1) de l'Accord SPS et qu'elle ne constitue donc pas une mesure SPS.<sup>303</sup> À cet égard, la Russie affirme que la présente affaire est analogue au différend *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques* dans la mesure où l'interdiction à l'échelle de l'UE n'est pas une prescription ou une procédure en soi, c'est-à-dire qu'elle n'est pas le certificat vétérinaire, mais consiste en l'application des prescriptions ou procédures qui sont énoncées dans ces certificats vétérinaires.<sup>304</sup> Se fondant sur le refus du Groupe spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques* de considérer qu'un moratoire général sur l'approbation de la commercialisation d'organismes génétiquement modifiés était une mesure SPS parce que ce moratoire concernait seulement l'application ou le fonctionnement de ces procédures et non les procédures elles-mêmes, la Russie allègue que l'interdiction à l'échelle de l'UE n'est pas une mesure SPS au sens de l'Annexe A 1) de l'Accord SPS.<sup>305</sup>

7.185. La Russie donne en outre à entendre que, parce que l'Union européenne n'a pas allégué dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial ni dans ses communications au Groupe spécial que les certificats vétérinaires en question, négociés bilatéralement entre l'UE et la Russie, étaient incompatibles avec les règles de l'OMC, "le Groupe spécial ne devrait pas formuler de constatations au sujet de la compatibilité de ces certificats avec l'Accord SPS".<sup>306</sup>

7.186. Comme il est mentionné plus haut<sup>307</sup>, la Russie n'a pas contesté que les restrictions visant les importations des produits en cause en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne constituaient des mesures SPS.<sup>308</sup>

### 7.4.3 Principaux arguments des tierces parties

#### 7.4.3.1 Brésil

7.187. Dans ses réponses aux questions du Groupe spécial, le Brésil a fait référence au champ d'application de l'Annexe A 1) de l'Accord SPS et à la constatation du Groupe spécial *CE –*

<sup>299</sup> Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphes 104 à 106.

<sup>300</sup> Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 106.

<sup>301</sup> Deuxième communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 15.

<sup>302</sup> Déclaration liminaire de la Russie à la deuxième réunion de fond, paragraphe 50; et réponse de la Russie à la question n° 275 du Groupe spécial, paragraphe 111. Voir aussi, plus haut, les arguments de la Russie dans la section 7.3.2.2.2, selon lesquels l'interdiction à l'échelle de l'UE alléguée n'est pas imputable à la Russie.

<sup>303</sup> Déclaration liminaire de la Russie à la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 49; et deuxième communication écrite de la Russie, paragraphe 172 (faisant référence à la première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 103).

<sup>304</sup> Déclaration liminaire de la Russie à la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 49; et deuxième communication écrite de la Russie, paragraphe 172 (faisant référence aux rapports du Groupe spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques*, paragraphes 7.1395, 7.1407, 7.1421, 7.1441, 7.1448 et 7.1465).

<sup>305</sup> Déclaration liminaire de la Russie à la première réunion du Groupe spécial, paragraphes 48 et 49; et deuxième communication écrite de la Russie, paragraphes 172 et 174; et réponse de la Russie à la question n° 72 du Groupe spécial, paragraphe 107.

<sup>306</sup> Réponse de la Russie à la question n° 72 du Groupe spécial, paragraphe 109.

<sup>307</sup> Voir par exemple plus haut le paragraphe 7.180.

<sup>308</sup> Voir aussi la réponse de la Russie à la question n° 84 du Groupe spécial, paragraphe 138.

*Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques* selon laquelle le moratoire *de facto* contesté dans cette affaire ne prenait pas la forme d'une mesure SPS. Le Brésil a ensuite conclu que, en l'espèce, la qualification des mesures en tant que mesures SPS dans le contexte de l'Annexe A 1) semblait incontestable.<sup>309</sup>

#### 7.4.3.2 États-Unis

7.188. Dans leurs réponses aux questions du Groupe spécial, les États-Unis ont fait référence aux objectifs déclarés des mesures contestées et au texte de l'Annexe A 1) a) de l'Accord SPS, et ont indiqué que, selon eux, les mesures en cause constituaient des mesures SPS.<sup>310</sup>

### 7.4.4 Analyse du Groupe spécial

#### 7.4.4.1 Dispositions juridiques pertinentes

7.189. La partie pertinente de l'article premier de l'Accord SPS dispose ce qui suit:

1. Le présent accord s'applique à toutes les mesures sanitaires et phytosanitaires qui peuvent, directement ou indirectement, affecter le commerce international. Ces mesures seront élaborées et appliquées conformément aux dispositions du présent accord.

2. Aux fins du présent accord, les définitions données à l'Annexe A seront d'application.

7.190. L'Annexe A 1) dispose ce qui suit:

1. Mesure sanitaire ou phytosanitaire – Toute mesure appliquée:

a) pour protéger, sur le territoire du Membre, la santé et la vie des animaux ou préserver les végétaux des risques découlant de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination de parasites, maladies, organismes porteurs de maladies ou organismes pathogènes;

b) pour protéger, sur le territoire du Membre, la santé et la vie des personnes et des animaux des risques découlant des additifs, contaminants, toxines ou organismes pathogènes présents dans les produits alimentaires, les boissons ou les aliments pour animaux;

c) pour protéger, sur le territoire du Membre, la santé et la vie des personnes des risques découlant de maladies véhiculées par des animaux, des plantes ou leurs produits, ou de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination de parasites; ou

d) pour empêcher ou limiter, sur le territoire du Membre, d'autres dommages découlant de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination de parasites.

Les mesures sanitaires ou phytosanitaires comprennent toutes lois, tous décrets, toutes réglementations, toutes prescriptions et toutes procédures pertinents, y compris, entre autres choses, les critères relatifs au produit final; les procédés et méthodes de production; les procédures d'essai, d'inspection, de certification et d'homologation; les régimes de quarantaine, y compris les prescriptions pertinentes liées au transport d'animaux ou de végétaux ou aux matières nécessaires à leur survie pendant le transport; les dispositions relatives aux méthodes statistiques, procédures d'échantillonnage et méthodes d'évaluation des risques pertinentes; et les prescriptions en matière d'emballage et d'étiquetage directement liées à l'innocuité des produits alimentaires.

<sup>309</sup> Réponse du Brésil en tant que tierce partie à la question n° 5 du Groupe spécial.

<sup>310</sup> Réponse des États-Unis en tant que tierce partie à la question n° 5 du Groupe spécial.



7.191. Nous convenons avec les groupes spéciaux antérieurs que, sur la base de ces dispositions, pour que l'Accord SPS s'applique, les mesures en cause doivent i) être des mesures SPS au sens de l'article premier et de l'Annexe A 1) de l'Accord SPS qui ii) peuvent, directement ou indirectement, affecter le commerce international.<sup>311</sup> Nous passons donc à l'examen de chacune de ces prescriptions.

#### 7.4.4.2 Question de savoir si les mesures de la Russie sont des mesures SPS au sens de l'Annexe A 1)

7.192. Conformément à l'article 1:1 et à l'Annexe A 1) de l'Accord SPS, les mesures SPS sont celles qui relèvent de l'une ou de plusieurs des définitions données aux alinéas a) à d) de l'Annexe A 1) de l'Accord SPS. Une mesure relèvera de l'une ou de plusieurs des définitions données à l'Annexe A 1) si elle est appliquée pour protéger au moins un des intérêts énumérés ou pour empêcher ou limiter certains dommages.<sup>312</sup> De plus, "la détermination du point de savoir si une mesure est une mesure SPS nécessite d'examiner si la mesure est du type de celles qui peuvent relever de la définition d'une mesure SPS et si elle fait apparaître un lien approprié avec l'un des buts spécifiés aux alinéas a) à d)".<sup>313</sup>

7.193. Dans l'affaire *Australie – Pommes*, l'Organe d'appel a considéré qu'un élément fondamental permettant de déterminer l'applicabilité de l'Accord SPS aux mesures en cause était leur but, c'est-à-dire leur application en vue de protéger le ou les intérêts énumérés à l'Annexe A 1) ou d'empêcher ou limiter les dommages qui y étaient spécifiés.<sup>314</sup> En ce qui concerne cet élément, l'Organe d'appel a fait observer que l'"adverbe "to" (pour) associé au verbe à l'infinitif "protect" (protéger) indiqu[ait] un but ou une intention."<sup>315</sup> Il établ[issait] ainsi un lien nécessaire entre la mesure et l'intérêt protégé".<sup>316</sup> L'Organe d'appel a ajouté que le "terme "appliquée" renvo[yait] à l'application de la mesure et tend[ait] à indiquer, par conséquent, que le rapport entre la mesure et l'un des objectifs énumérés à l'Annexe A 1) [devait] être manifeste dans la mesure elle-même ou bien ressortir clairement des circonstances relatives à l'application de la mesure. Cela tend[ait] à indiquer que le but d'une mesure [devait] être établi sur la base de considérations objectives"<sup>317</sup>,<sup>318</sup>

7.194. Suivant les indications données par l'Organe d'appel, la détermination du point de savoir si une mesure est appliquée pour protéger un des intérêts énumérés à l'Annexe A 1), ou pour empêcher ou limiter les dommages qui y sont spécifiés, ne doit pas être établie seulement d'après les objectifs de la mesure tels qu'ils sont exprimés par la partie défenderesse. Elle doit aussi résulter du texte et de la structure de la mesure pertinente, du contexte réglementaire qui l'entoure et de la manière dont elle est conçue et appliquée. Pour toute mesure donnée relevant du champ d'application de l'un des alinéas de l'Annexe A 1), l'examen de ces circonstances doit montrer qu'il y a "un rapport clair et objectif" entre cette mesure et le but spécifique énuméré dans l'un des alinéas de l'Annexe A 1).<sup>319</sup>

7.195. L'Organe d'appel a expliqué que la première partie du second paragraphe de l'Annexe A 1) de l'Accord SPS fournissait une liste exemplative et non exhaustive d'instruments juridiques au moyen desquels des mesures SPS pouvaient être adoptées (lois, décrets, réglementations, prescriptions et procédures pertinents).<sup>320</sup> Sur cette base, le Groupe spécial *États-Unis – Animaux* a compris que, s'agissant de cette prescription, sa tâche consistait à examiner si la mesure était

<sup>311</sup> Rapports des Groupes spéciaux *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.30 (faisant référence aux rapports des Groupes spéciaux *CE – Hormones (Canada)*, paragraphe 8.39 et *CE – Hormones (États-Unis)*, paragraphe 8.36); et *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 7.136 (faisant référence aux rapports des Groupes spéciaux *CE – Hormones (Canada)*, paragraphe 8.39; *CE – Hormones (États-Unis)*, paragraphe 8.36; *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques*, paragraphe 7.2554; et *États-Unis – Volaille (Chine)*, paragraphe 7.82).

<sup>312</sup> Rapport de l'Organe d'appel *Australie – Pommes*, paragraphe 172.

<sup>313</sup> Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.33.

<sup>314</sup> Rapport de l'Organe d'appel *Australie – Pommes*, paragraphe 172.

<sup>315</sup> (note de bas de page de l'original) *Shorter Oxford English Dictionary*, 6<sup>ème</sup> édition, A. Stevenson (éd.) (Oxford University Press, 2007), volume 2, page 3280.

<sup>316</sup> Rapport de l'Organe d'appel *Australie – Pommes*, paragraphe 172.

<sup>317</sup> (note de bas de page de l'original) Voir, dans le même ordre d'idées, les rapports du Groupe spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques*, paragraphe 7.2558.

<sup>318</sup> Rapport de l'Organe d'appel *Australie – Pommes*, paragraphe 172.

<sup>319</sup> Rapport de l'Organe d'appel *Australie – Pommes*, paragraphe 173.

<sup>320</sup> Rapport de l'Organe d'appel *Australie – Pommes*, paragraphe 175.



du type de celles qui pouvaient relever de la définition d'une mesure SPS, et non si elle correspondait parfaitement à l'une des catégories explicitement énumérées.<sup>321</sup>

7.196. À cet égard, nous convenons avec le Groupe spécial *États-Unis – Volaille (Chine)* que la distinction faite par le Groupe spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques* entre la forme juridique et la nature d'une mesure SPS n'est pas l'approche la plus appropriée pour examiner le second paragraphe de l'Annexe A 1).<sup>322</sup> Nous convenons que la forme juridique peut intrinsèquement déterminer la nature d'une mesure aux fins de déterminer si une mesure est du type énuméré dans le second paragraphe de l'Annexe A 1).<sup>323</sup>

7.197. Suivant ces indications, nous examinerons premièrement si l'interdiction à l'échelle de l'UE est une mesure SPS au sens de l'Annexe A 1). Puis, nous évaluerons, pour chacune des restrictions à l'importation visant les produits en cause en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne, si elles sont des mesures SPS au sens de l'Annexe A 1).

#### **7.4.4.2.1 Question de savoir si l'interdiction à l'échelle de l'UE est une mesure SPS au sens de l'Annexe A 1)**

##### **7.4.4.2.1.1 Question de savoir si l'interdiction à l'échelle de l'UE relève des alinéas a) à d) de l'Annexe A 1) de l'Accord SPS**

7.198. Nous commençons notre examen en abordant la question de savoir si l'interdiction à l'échelle de l'UE relève des alinéas a) à d) de l'Annexe A 1) de l'Accord SPS.

7.199. Nous avons fait référence à la lettre du FSVPS à la DG SANCO du 29 janvier 2014, ainsi qu'aux instructions que le FSVPS a données à ses chefs de départements territoriaux à la même date, en tant qu'éléments de preuve concernant l'interdiction à l'échelle de l'UE. À notre avis, ces documents, conjointement avec certains éléments du cadre réglementaire de la santé vétérinaire qui est applicable en Russie<sup>324</sup>, établissent le contexte normatif que nous devons examiner pour évaluer les objectifs de l'interdiction à l'échelle de l'UE.

7.200. Nous notons que la lettre du FSVPS à la DG SANCO et les instructions du FSVPS à ses chefs de départements territoriaux du 29 janvier 2014 font tous deux référence à la situation concernant la PPA dans l'Union européenne, en particulier en Lituanie. De plus, les deux documents font référence aux points 4.1 et 4.3 des certificats vétérinaires convenus pour les exportations en provenance de l'Union européenne vers la Russie s'agissant d'un certain nombre de produits en cause (voir plus haut dans le tableau 1 la liste des produits faisant l'objet de l'interdiction à l'échelle de l'UE).<sup>325</sup> Les sections pertinentes des certificats vétérinaires font généralement référence à la prescription vétérinaire selon laquelle les produits exportés doivent provenir "de locaux et/ou du territoire administratif de l'État membre de l'UE, officiellement exempts des maladies contagieuses suivantes<sup>326</sup>: peste porcine africaine – durant les trois dernières années sur le territoire de l'UE, à l'exclusion de la Sardaigne".<sup>327</sup>

<sup>321</sup> Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Animaux*, paragraphes 7.32 et 7.33.

<sup>322</sup> Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Volaille (Chine)*, paragraphes 7.85 et 7.86, et 7.100 et 7.101. Voir aussi le rapport du Groupe spécial *Australie – Pommes*, paragraphes 7.150 à 7.153 (faisant référence au lien étroit entre les éléments qui déterminent la forme juridique et la nature dans le second paragraphe de l'Annexe A 1) de l'Accord SPS).

<sup>323</sup> Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Volaille (Chine)*, paragraphe 7.118.

<sup>324</sup> Voir le contrôle vétérinaire dans la Décision n° 317 de l'Union douanière (pièce RUS-386); et le Décret n° 327 du gouvernement de la Fédération de Russie du 30 juin 2004 intitulé "Approbation de la réglementation du Service fédéral de surveillance vétérinaire et phytosanitaire" (Rosselkhoznadzor)", paragraphe 1, Rossiyskaya Gazeta // URL: <http://www.rg.ru/2004/07/15/veterinar-dok.html> (pièce RUS-352). Voir aussi le règlement relatif au contrôle vétérinaire de l'État approuvé par le Décret n° 476 du gouvernement de la Russie du 5 juin 2013 (rév. 24.03.2014) (pièce RUS-16), paragraphes 1 et 4 a); et la réponse de la Russie à la question n° 276 du Groupe spécial, paragraphe 112.

<sup>325</sup> Lettre du FSVPS du 29 janvier 2014, FS-SA-8/1277 (pièce EU-14) et instructions du FSVPS à ses départements territoriaux du 29 janvier 2014 (pièce EU-161).

<sup>326</sup> (note de bas de page de l'original) Les territoires administratifs, les zones et les périodes peuvent être modifiés d'un commun accord sur la base du Mémoire d'accord du 4 avril 2006 sur le zonage et la régionalisation.

<sup>327</sup> Cet extrait est tiré du texte du certificat vétérinaire pour les porcelets à l'engrais (pièce EU-52). Dans sa première communication écrite, l'Union européenne note que la lettre du FSVPS à la DG SANCO du

7.201. En outre, le reste des éléments présentés par l'Union européenne concernant l'existence et la teneur de l'interdiction à l'échelle de l'UE<sup>328</sup> font référence au refus des importations des produits en cause pour des raisons liées à la situation concernant la PPA dans l'Union européenne. En particulier, certains éléments de preuve font état du manque de fiabilité de la représentation de la situation concernant la PPA dans l'Union européenne, telle qu'elle est décrite dans certains certificats vétérinaires joints aux produits en cause.<sup>329</sup>

7.202. Nous estimons que l'interdiction à l'échelle de l'UE a été adoptée compte tenu de la situation concernant la PPA sur le territoire de l'Union européenne. Comme il est noté plus haut dans la section 7.3.2.3.1, elle a été adoptée en réponse à l'apparition d'un foyer de PPA chez les sangliers en Lituanie à la fin du mois de janvier 2014.

7.203. Certains éléments du cadre juridique russe concernant la santé vétérinaire apportent des éclaircissements sur les objectifs de l'interdiction à l'échelle de l'UE en ce qui concerne la PPA. Le paragraphe 1 du Décret n° 327 du gouvernement de la Russie dispose que le FSVPS "est l'autorité exécutive fédérale qui exerce les fonctions de supervision et de surveillance dans le domaine de la médecine vétérinaire".<sup>330</sup> Dans le cadre de ces fonctions de surveillance, il veille au respect des prescriptions vétérinaires.<sup>331</sup>

7.204. La Décision n° 317 de l'Union douanière indique que l'un de ses objectifs est "d'assurer la protection du territoire douanier de l'Union douanière contre l'introduction et la dissémination d'agents pathogènes de maladies animales contagieuses, y compris de maladies communes à l'homme et à l'animal, et l'importation de marchandises qui ne sont pas conformes aux prescriptions vétérinaires communes".<sup>332</sup> Cette décision de l'Union douanière comprend des chapitres établissant les prescriptions vétérinaires applicables aux importations d'un certain nombre de marchandises sur le territoire de l'Union douanière. Parmi ces marchandises, on compte les produits ci-après qui font partie des produits en cause: porcins destinés à la reproduction et porcins utilitaires (chapitre 7); semence de verrats (chapitre 8); porcins destinés à l'abattage (chapitre 9); viandes et autres matières premières carnées comestibles (chapitre 22); viandes d'animaux sauvages (chapitre 28); matières premières constituées de cuir, de cornes et de sabots, matières premières intestinales, pelleteries, poils et soies (chapitre 33); aliments et additifs alimentaires pour animaux, d'origine animale (chapitre 35); additifs alimentaires pour chiens et chats, et aliments préparés pour chiens et chats, soumis à un traitement thermique (chapitre 37); et trophées de chasse (chapitre 38). Tous les chapitres faisant référence à ces marchandises indiquent quelle doit être la situation concernant la PPA pour que les importations des produits en question soient acceptées.<sup>333</sup> Cette prescription est formulée différemment pour chaque marchandise comme l'indique le tableau 3 ci-dessous.

---

29 janvier 2014 (pièce EU-14) fait référence aux certificats vétérinaires suivants: certificat vétérinaire pour les porcelets à l'engrais (pièce EU-52); certificat vétérinaire pour les porcins destinés à la reproduction (pièce EU-53); certificat vétérinaire pour la viande de porc et les préparations à base de viande de porc crue (pièce EU-54); certificat vétérinaire pour les porcins destinés à l'abattage (pièce EU-55); certificat vétérinaire pour les produits alimentaires finis (pièce EU-56); certificat vétérinaire pour la viande en conserve, les salamis et autres produits carnés prêts à consommer (pièce EU-57) (première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 89, note de bas de page 82). Les instructions du FSVPS à ses chefs de départements territoriaux du 29 janvier 2014 font référence au point 4.3 des certificats vétérinaires pour les exportations de viande de porc et de produits à base de viande de porc crue, et au point 4.1 du certificat vétérinaire pour les porcins destinés à la reproduction (pièce EU-53).

<sup>328</sup> Voir plus haut le paragraphe 7.60.

<sup>329</sup> Liste des lots réexpédiés (pièce EU-17). Voir aussi la première communication écrite de l'Union européenne, paragraphes 94 à 96.

<sup>330</sup> Décret n° 327 du gouvernement de la Fédération de Russie du 30 juin 2004 intitulé "Approbation de la réglementation du Service fédéral de surveillance vétérinaire et phytosanitaire" (Rosselkhoznadzor)", paragraphe 1 (pièce RUS-352). Voir aussi le règlement relatif au contrôle vétérinaire de l'État approuvé par le Décret n° 476 du gouvernement de la Russie du 5 juin 2013 (rév. 24.03.2014) (pièce RUS-16), paragraphes 1 et 4 a).

<sup>331</sup> Décret n° 327 du gouvernement de la Russie du 30 juin 2004 intitulé "Approbation de la réglementation du Service fédéral de surveillance vétérinaire et phytosanitaire" (Rosselkhoznadzor)", paragraphe 5 (pièce RUS-352).

<sup>332</sup> Préambule de la Décision n° 317 de l'Union douanière (pièce RUS-25).

<sup>333</sup> Décision n° 317 de l'Union douanière (pièce RUS-25). Nous notons que la Décision n° 317 de l'Union douanière mentionne aussi les animaux sauvages, les animaux de zoo et les animaux de cirque (chapitre 16).

**Tableau 3 Prescriptions vétérinaires concernant la PPA, énoncées dans la Décision n° 317 de l'Union douanière<sup>334</sup>**

Produits	Prescription vétérinaire concernant la PPA, relative au lieu d'origine des animaux ou aux installations de transformation d'où les produits proviennent
Porcins destinés à la reproduction et porcins utilitaires; semence de verrats; animaux sauvages, animaux de zoo et de cirque; viandes et autres matières premières carnées comestibles; matières premières constituées de cuir, de cornes et de sabots, matières premières intestinales, pelleteries, poils et soies; et trophées de chasse	Durant les 36 derniers mois sur le territoire du pays ou sur le territoire administratif conformément à la régionalisation
Porcins destinés à l'abattage	Durant les 36 derniers mois sur le territoire du pays ou sur le territoire administratif conformément à la régionalisation ou durant les 12 derniers mois sous réserve de la confirmation d'une certaine surveillance épizootique et entomologique
Viandes d'animaux sauvages	Sur le territoire du pays ou sur le territoire administratif conformément aux recommandations du Code terrestre
Aliments et additifs alimentaires pour animaux, d'origine animale	Sur le territoire du pays ou sur le territoire administratif conformément à la régionalisation durant une période de 3 ans
Additifs alimentaires pour chiens et chats, et aliments préparés pour chiens et chats soumis à un traitement thermique	Durant les 12 derniers mois sur le territoire administratif conformément à la régionalisation

7.205. Comme il est montré dans le tableau 3, les prescriptions vétérinaires visant les importations des produits en cause en Russie sont semblables à celles qui figurent dans le texte des certificats vétérinaires sur lesquels la Russie fonde son refus des importations des produits en cause. Tant les dispositions de la Décision n° 317 de l'Union douanière que les certificats vétérinaires font référence à la situation concernant la PPA sur le lieu d'origine des produits en cause qui sont importés en Russie.

7.206. En outre, conformément au paragraphe 4 des dispositions finales et transitoires de la Décision n° 317 de l'Union douanière, la Russie continue d'utiliser les certificats vétérinaires bilatéralement convenus avec l'Union européenne, pour l'exportation de porcins vivants et de produits du porc.<sup>335</sup>

7.207. Les mesures prises au titre de l'Annexe A 1) a) ont pour objectif de prévenir les risques pour la vie ou la santé des animaux "découlant de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination" de parasites, maladies, organismes porteurs de maladies ou organismes pathogènes. La PPA est une maladie hémorragique hautement contagieuse qui touche les porcins et le sanglier européen. L'organisme responsable de cette maladie est le virus de la PPA, un virus à ADN de la famille des Asfarviridés, genre *Asfivirus*<sup>336</sup>, et comme cela a été confirmé par les experts et l'OIE, ce virus est un organisme pathogène qui peut être transmis, soit directement d'un animal à un autre, soit par les produits alimentaires contaminés par le virus de la PPA qui sont

<sup>334</sup> Tableau élaboré par le Groupe spécial sur la base des renseignements fournis dans la Décision n° 317 de l'Union douanière (pièce RUS-25).

<sup>335</sup> Le paragraphe 4 de la Décision n° 317 de l'Union douanière est libellé ainsi:  
Jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2013, dans le cadre des échanges commerciaux entre les Parties et des pays tiers, l'importation de marchandises soumises à inspection sera autorisée avec les certificats vétérinaires valables au 1<sup>er</sup> juillet 2010, paraphés par l'une des Parties et les pays d'exportation, ainsi que toutes modifications ultérieures de ceux-ci, qui auront été convenus entre la Partie et le pays d'exportation conformément à la position convenue avec les autres Parties. En l'absence de certificats vétérinaires paraphés, les marchandises soumises à inspection devront être accompagnées de certificats vétérinaires attestant du respect des prescriptions vétérinaires (vétérinaires et sanitaires) communes de l'Union douanière (modifiées par les Décisions de la Commission de l'Union douanière n° 455 du 18 novembre 2010 et n° 726 du 15 juillet 2011).

La Russie a expliqué que, suite à un accord conclu ultérieurement entre l'Union européenne et la Fédération, la validité des certificats vétérinaires bilatéraux a été prolongée au-delà du 1<sup>er</sup> janvier 2013 (réponse de la Russie à la question n° 177 du Groupe spécial, paragraphe 314).

<sup>336</sup> Fiches d'information générale de l'OIE sur les maladies: peste porcine africaine (Fiche d'information sur la PPA) (pièces RUS-4 et RUS-171).  
[http://www.oie.int/fileadmin/Home/fr/Media\\_Center/docs/pdf/Disease\\_cards/ASF-FR.pdf](http://www.oie.int/fileadmin/Home/fr/Media_Center/docs/pdf/Disease_cards/ASF-FR.pdf) (consulté pour la dernière fois le 15 décembre 2015).

consommés par les porcins. Le risque pour la santé animale résultant de la présence d'un organisme pathogène dans un produit alimentaire ou dans un aliment pour animaux entre dans le champ d'application de l'Annexe A 1) b).

7.208. Pour ce qui est des risques découlant "de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination" de la PPA, nous savons que la maladie était déjà présente dans certaines régions de la Russie au moment où celle-ci a adopté l'interdiction à l'échelle de l'UE<sup>337</sup> et que l'arrivée de sangliers infectés provenant de Russie (et du Bélarus) sur le territoire de l'Union européenne a été probablement le moyen par lequel le virus a été introduit dans l'Union européenne. Les risques associés à "l'entrée, l'établissement ou la dissémination" d'une maladie à l'intérieur d'un pays où elle existe déjà sont souvent considérablement différents des risques comparables pour un pays qui n'a jamais connu cette maladie et qui ne dispose pas d'un cadre réglementaire et de l'expérience lui permettant d'y faire face.<sup>338</sup>

7.209. Dans le même temps nous reconnaissons que la Russie a mis en place un certain nombre de mesures visant à combattre et à éradiquer la PPA sur son territoire.<sup>339</sup> Sur la base des éléments de preuve versés au dossier, nous constatons que la PPA est présente dans certaines zones du territoire de la Russie depuis l'apparition des premiers foyers de la maladie chez les sangliers en Lituanie. Toutefois, il y a des zones de la Russie qui restent exemptes de PPA, zones dans lesquelles la PPA a été éradiquée, et d'autres zones encore où le degré de prévalence de la PPA a baissé, le nombre de nouveaux foyers ayant diminué au cours des tout derniers mois.<sup>340</sup> Nous rappelons que le préambule de l'Accord SPS contient le membre de phrase: "[d]ésireux d'améliorer [la situation en matière de] santé ... des animaux ... dans tous les Membres". Nous ne sommes donc pas d'avis qu'il serait raisonnable d'attendre d'un Membre qu'il accepte des risques pouvant détériorer son statut SPS actuel, en particulier lorsqu'il prend des mesures pour lutter contre une maladie en particulier.

7.210. Eu égard à cette situation, dans ses réponses aux questions du Groupe spécial, la Russie note qu'"[é]tant donné que l'Union européenne n'a pas démontré que ses zones dont il est allégué qu'elles sont exemptes de PPA étaient exemptes de cette maladie et le resteraient, il existe un risque non négligeable que des zones de la Fédération de Russie, actuellement non infectées, soient infectées par des importations à risque en provenance de l'Union européenne et que la situation sanitaire concernant la PPA s'aggrave à l'intérieur des zones de la Fédération de Russie dans lesquelles cette maladie est actuellement combattue."<sup>341</sup>

7.211. Cela confirme que l'un des objectifs de l'interdiction à l'échelle de l'UE est la protection de la vie ou de la santé des animaux sur le territoire de la Russie contre les risques découlant de

<sup>337</sup> Première communication écrite de la Russie, paragraphe 23 (faisant référence à l'interface WAHIS de l'OIE, rapports récapitulants les événements, peste porcine africaine, Russie (2007-2014) (pièce RUS-144)); deuxième communication écrite de la Russie, paragraphes 146 et 147.

<sup>338</sup> Voir Dr Thomson, procès-verbal, paragraphe 2.128.

<sup>339</sup> Première communication écrite de la Russie, paragraphes 26 à 35 (dans lesquels la Russie fait référence aux pièces suivantes: Instructions concernant la PPA (pièce EU-18); Loi n° 4979-I sur la médecine vétérinaire de la Fédération de Russie, 14 mai 1993 (pièce RUS-15); Plan de 2012 (pièce RUS-13); Décret fédéral n° 476 de la Russie relatif au contrôle vétérinaire de l'État (pièce RUS-16); Décret n° 717 du gouvernement de la Fédération de Russie sur le programme national pour le développement agricole et la réglementation des marchés de produits agricoles pour 2013-2020, 14 juillet 2012 (pièce RUS-17); Arrêté n° 476 du Ministère de l'agriculture de la Fédération de Russie portant confirmation de la liste des maladies animales contagieuses qui nécessitent des mesures de confinement, 19 décembre 2011 (pièce RUS-18); Arrêté n° 281 du Ministère de l'agriculture de la Fédération de Russie portant confirmation des règles relatives aux certificats vétérinaires pour le transport et à l'ordre de délivrance de ces certificats, 17 juillet 2014 (pièce RUS-19); Ministère des ressources naturelles de la Fédération de Russie, Plan concernant les mesures organisationnelles et spécifiques de suivi, de dépopulation et de réduction des activités migratoires des sangliers sur le territoire de la Fédération de Russie, y compris les zones naturelles spécialement protégées ayant une importance régionale et fédérale, 21 novembre 2013 (pièce RUS-20); Décret n° 310 du gouvernement de la Fédération de Russie sur la saisie d'animaux et de produits d'origine animale en cas d'éradication de foyers de maladies très dangereuses, 26 mai 2006 (pièce RUS-21); et Arrêté n° 258 du Ministère de l'agriculture de la Fédération de Russie portant approbation des directives relatives à la détermination du statut zoosanitaire des exploitations porcines et des établissements qui procèdent à l'abattage des porcins ainsi qu'à la transformation et à l'entreposage des produits du porc, 23 juillet 2010 (pièce RUS-22)) et paragraphes 251 à 273 (ainsi que les pièces qui y sont citées); réponses de la Russie aux questions n° 29 et 30 du Groupe spécial (ainsi que les pièces qui y sont citées).

<sup>340</sup> Réponse de la Russie à la question n° 143 du Groupe spécial, paragraphes 263 et 264.

<sup>341</sup> Réponse de la Russie à la question n° 143 du Groupe spécial, paragraphe 264.

l'entrée (ou d'une nouvelle entrée) et de la dissémination plus étendue d'une maladie et d'un organisme pathogène déjà présent sur des parties du territoire de la Russie; et d'un organisme pathogène dans des aliments pour animaux, déjà présent sur des parties du territoire de la Russie. Ainsi, l'interdiction à l'échelle de l'UE, interprétée dans le contexte du cadre juridique de la Russie sur la surveillance vétérinaire et de la situation concernant la présence de la PPA sur le territoire de la Russie, a manifestement un rapport clair et objectif avec les buts énoncés dans l'Annexe A 1) a) et b) de l'Accord SPS.

#### **7.4.4.2.1.2 Question de savoir si l'interdiction à l'échelle de l'UE est du type mentionné dans la première partie du second paragraphe de l'Annexe A 1) de l'Accord SPS**

7.212. La Russie allègue que l'interdiction à l'échelle de l'UE ne peut pas être considérée comme une mesure SPS parce qu'il ne s'agit pas d'une mesure qui lui est imputable.<sup>342</sup> Nous avons constaté plus haut au paragraphe 7.84 que l'Union européenne avait démontré l'existence de l'interdiction à l'échelle de l'UE en tant que mesure composite qui reflète le refus par la Russie d'accepter certaines importations des produits en cause en provenance de l'Union européenne, et que l'interdiction à l'échelle de l'UE était une mesure imputable à la Russie. Sur la base de cette constatation, nous examinons à présent si cette mesure, telle qu'elle est décrite plus haut au paragraphe 7.84, est du type mentionné dans la première partie du second paragraphe de l'Annexe A 1).

7.213. La Russie fait valoir par ailleurs que l'interdiction à l'échelle de l'UE n'est pas une prescription ni une procédure au sens de l'Annexe A 1) de l'Accord SPS et qu'elle ne constitue donc pas une mesure SPS.<sup>343</sup> Elle s'appuie sur le fait que l'Union européenne n'a pas contesté la compatibilité avec les règles de l'OMC des certificats vétérinaires négociés bilatéralement entre l'UE et la Russie, et qu'elle s'est, au lieu de cela, axée sur l'application des prescriptions ou procédures qui sont énoncées dans ces certificats vétérinaires.<sup>344</sup> Faisant la distinction entre la prescription ou la procédure proprement dite et l'application de cette prescription ou procédure, la Russie conclut que l'interdiction à l'échelle de l'UE ne relève pas de l'Annexe A 1) de l'Accord SPS.<sup>345</sup>

7.214. Dans l'affaire *Australie – Pommes*, l'Organe d'appel a indiqué sans équivoque que la liste d'instruments juridiques figurant dans la première partie du second paragraphe de l'Annexe A 1) de l'Accord SPS était à la fois exemplative et non exhaustive.<sup>346</sup> Le Groupe spécial *États-Unis – Animaux* a approfondi cette interprétation en indiquant que les mesures d'un type qui n'était pas expressément énuméré dans la première partie du second paragraphe de l'Annexe A 1) pouvaient néanmoins constituer des mesures SPS lorsqu'elles étaient pertinentes, c'est-à-dire lorsqu'elles étaient appliquées dans un but qui correspondait à l'un de ceux qui étaient énumérés aux alinéas a) à d).<sup>347</sup>

7.215. Nous notons que le texte de l'Annexe A 1) limite le champ d'application des "lois, décrets, réglementations, prescriptions et procédures" seulement en précisant qu'ils devraient être "pertinents", ce que l'Organe d'appel a interprété comme signifiant qu'ils étaient "appliqués" dans un but correspondant à l'un de ceux qui étaient énumérés aux alinéas a) à d).<sup>348</sup>

7.216. Nous rappelons que l'interdiction à l'échelle de l'UE est une mesure composite, appliquée sur la base d'instructions impératives émanant du FSVPS et dont le respect est assuré par les actions des responsables du contrôle vétérinaire aux frontières de la Russie.<sup>349</sup> Le résultat de cette

<sup>342</sup> Deuxième communication écrite de la Russie, paragraphes 171 et 173.

<sup>343</sup> Déclaration liminaire de la Russie à la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 49; et deuxième communication écrite de la Russie, paragraphe 172 (faisant référence à la première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 103).

<sup>344</sup> Réponse de la Russie à la question n° 72 du Groupe spécial, paragraphe 109.

<sup>345</sup> Déclaration liminaire de la Russie à la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 49; et deuxième communication écrite de la Russie, paragraphe 172 (faisant référence aux rapports du Groupe spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques*, paragraphes 7.1395, 7.1407, 7.1421, 7.1441, 7.1448 et 7.1465).

<sup>346</sup> Rapport de l'Organe d'appel *Australie – Pommes*, paragraphe 175.

<sup>347</sup> Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.32. Voir aussi le rapport du Groupe spécial *Australie – Pommes*, paragraphe 7.169.

<sup>348</sup> Rapport de l'Organe d'appel *Australie – Pommes*, paragraphes 175 et 176.

<sup>349</sup> Voir plus haut le paragraphe 7.84.

mesure est l'interdiction effective qui vise certains des produits en cause provenant de l'Union européenne. Selon les termes de l'interdiction, les produits en cause visés par celle-ci ne seraient acceptés sur le territoire de la Russie que lorsqu'ils proviennent de zones qui ont été exemptes de PPA durant les trois années précédant leur importation.

7.217. L'interdiction à l'échelle de l'UE peut être comprise comme une prescription<sup>350</sup> exprimée sous la forme négative.<sup>351</sup> Cette prescription négative consiste en le refus de la Russie d'accepter les importations des produits en cause en provenance de l'Union européenne qui ne respectent pas le libellé actuel des certificats vétérinaires convenus entre ces deux pays en 2006. Même si les conditions de fond générales relatives à l'entrée en Russie des produits en cause en provenance de l'Union européenne sont décrites dans les certificats vétérinaires convenus par les parties, c'est l'application par la Russie du libellé actuel de ces certificats qui constitue une prescription au sens du second paragraphe de l'Annexe A 1) de l'Accord SPS.

7.218. En outre, l'interdiction à l'échelle de l'UE pourrait être considérée comme une procédure. Le Groupe spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques* a estimé que, bien qu'une procédure d'homologation ne soit pas définie dans l'Annexe A 1), c'était un concept qui était approfondi dans l'Annexe C 1). Après avoir examiné le libellé des deux dispositions, ce Groupe spécial a conclu ceci: "[s]ur la base de ces éléments, l'expression "procédures d'homologation" peut être considérée comme englobant les procédures appliquées pour vérifier et assurer le respect de l'une ou plusieurs des prescriptions SPS de fond dont l'observation est une condition préalable à l'approbation de la mise sur le marché d'un produit".<sup>352</sup> Suivant cette définition, nous estimons que l'application par la Russie du libellé actuel des certificats vétérinaires fait partie de la procédure appliquée pour vérifier et assurer le respect des prescriptions SPS de fond énoncées dans ces certificats vétérinaires. Ainsi, nous considérons que l'interdiction à l'échelle de l'UE relève d'une procédure d'homologation au sens du second paragraphe de l'Annexe A 1) de l'Accord SPS.

7.219. Compte tenu de ces considérations, nous concluons que l'interdiction à l'échelle de l'UE relève de la liste indicative de mesures, "lois, décrets, réglementations, prescriptions et procédures", qui figure au second paragraphe de l'Annexe A 1).

#### 7.4.4.2.1.3 Conclusion préliminaire

7.220. Sur la base de ce qui précède, nous constatons que l'interdiction à l'échelle de l'UE est une mesure SPS au sens de l'Annexe A 1) de l'Accord SPS.

7.221. Nous allons examiner à présent si les interdictions d'importer les produits en cause en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne sont aussi des mesures SPS au sens de l'Annexe A 1) de l'Accord SPS.

<sup>350</sup> Comme l'a noté le Groupe spécial *Australie – Pommes*: "Selon la définition donnée par le dictionnaire, le mot "requirement" (prescription) désigne "something called for or demanded; a condition which must be complied with" (une chose exigée ou demandée, une condition à remplir)". Rapport du Groupe spécial *Australie – Pommes*, paragraphe 7.160 (faisant référence à *The New Shorter Oxford English Dictionary*, Ed. Brown, L., Clarendon Press, Oxford, volume 2, page 2557).

<sup>351</sup> Le Groupe spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques*, faisant référence à l'interdiction de la commercialisation d'un produit particulier, a indiqué que, comme la référence à des "prescriptions" dans l'Annexe A 1) était large et sans réserve, une telle interdiction pouvait "constituer[] une prescription négative". Rapports du Groupe spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques*, paragraphe 7.2597.

<sup>352</sup> Rapports du Groupe spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques*, paragraphe 7.424.



#### **7.4.4.2.2 Question de savoir si les interdictions visant les importations en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne sont des mesures SPS au sens de l'Annexe A 1) de l'Accord SPS**

##### **7.4.4.2.2.1 Question de savoir si les interdictions d'importer les produits en cause en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne relèvent des alinéas a) à d) de l'Annexe A 1) de l'Accord SPS**

7.222. Nous commençons par examiner la question de savoir si les interdictions d'importer les produits en cause en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne relèvent des alinéas a) à d) de l'Annexe A 1) de l'Accord SPS. Les mesures visant l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie et la Pologne constituent des restrictions à l'importation en Russie des produits en cause en provenance de ces pays. Ces restrictions ont été imposées conformément aux instructions du FSVPS afin de répondre à l'apparition de foyers de PPA sur le territoire de chacun de ces États membres de l'UE. À notre avis, ces documents, conjointement avec certains éléments du cadre réglementaire de la santé publique qui est applicable en Russie<sup>353</sup>, établissent le contexte normatif que nous devons examiner pour évaluer les objectifs des interdictions d'importer les produits en cause en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne. Comme nous l'avons déjà noté dans notre analyse des objectifs visés par l'interdiction à l'échelle de l'UE, nous considérons que la présence de la PPA dans certaines zones de la Russie au moment où celle-ci a adopté l'interdiction à l'échelle de l'UE<sup>354</sup> peut nous aider à comprendre quels étaient les risques que la Russie cherchait à prévenir au moyen des interdictions d'importer les produits en cause en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne.

7.223. Comme nous l'avons expliqué plus haut au paragraphe 7.79, le FSVPS est l'autorité fédérale chargée de la supervision et de la surveillance dans le domaine de la médecine vétérinaire. Dans l'exercice de ses pouvoirs, le FSVPS a émis, à l'intention des chefs de ses départements territoriaux, des instructions imposant les restrictions à l'importation mentionnées, qui font explicitement référence aux foyers de PPA dans les États membres de l'UE visés.<sup>355</sup> L'une des instructions fait par ailleurs expressément référence au but visant à empêcher l'introduction de la PPA en Russie via l'État membre de l'UE visé.<sup>356</sup> Toutes les instructions mentionnent le traitement thermique spécifique applicable aux produits du porc, tandis que certaines d'entre elles indiquent explicitement que ce traitement est nécessaire à la destruction du virus de la PPA.<sup>357</sup>

7.224. En outre, comme il a été mentionné dans le cadre de notre examen des objectifs visés par l'interdiction à l'échelle de l'UE, nous estimons que le cadre juridique de la Russie dans le domaine de la santé vétérinaire confirme en outre que les instructions émises par le FSVPS sont liées à la protection de la santé animale contre la PPA.

7.225. Un autre élément étayant ce point de vue sont les notifications que la Russie a adressées au Comité SPS concernant les interdictions d'importer les produits en cause en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne. Dans chacune de ces notifications, la Russie a déclaré comme objectifs pour chacune de ces mesures, l'innocuité des produits alimentaires et la santé animale.<sup>358</sup>

<sup>353</sup> Voir plus loin le paragraphe 7.733.

<sup>354</sup> Voir plus haut les paragraphes 7.207 à 7.209.

<sup>355</sup> Voir la lettre du service vétérinaire russe à la DG SANCO, FS-EN-8/1023, 25 janvier 2015 (pièce RUS-28); la lettre du service vétérinaire russe, FS-NV-8/2972, 27 février 2014 (pièce RUS-29); la lettre de la Russie du 2 avril 2014 contenant des instructions, FS-EN-8/5081 (pièce EU-168); la lettre de la Russie du 27 juin 2014 contenant des instructions, FS-NF-8/11315 (pièce EU-169); et la lettre du service vétérinaire russe à la DG SANCO, FS-NV-8/17431, 11 septembre 2014 (pièce RUS-37).

<sup>356</sup> Instructions du FSVPS aux chefs de ses départements territoriaux, au 25 janvier 2014, FS-EN-8/1023 (pièce RUS-28), paragraphe 2.

<sup>357</sup> Instructions du FSVPS aux chefs de ses départements territoriaux, au 25 janvier 2014, FS-EN-8/1023 (pièce RUS-28), paragraphe 1; instructions du FSVPS aux chefs de ses départements territoriaux, au 27 février 2014, FS-NV-8/2972 (pièce RUS-29), paragraphe 1.

<sup>358</sup> Pièces EU-7, EU-8, EU-9, EU-10, EU-12 et EU-13. Nous notons que, dans ses notifications des mesures concernant l'Estonie et la Lettonie, la Russie a indiqué, comme objectif, la santé des personnes. Or les deux parties à la procédure ont confirmé que la PPA ne présentait pas de risques pour la santé des personnes (première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 100; réponse de la Russie à la question n° 24 du Groupe spécial, paragraphe 9). Cela a été en outre confirmé par l'OIE (voir la réponse de l'OIE à la question n° 10 du Groupe spécial).



7.226. Sur la base de ce qui précède, nous estimons que l'un des objectifs de chacune des mesures prises à l'égard de l'Estonie, de la Lettonie, de la Lituanie et de la Pologne est d'assurer la protection du territoire de la Russie contre l'entrée (ou la nouvelle entrée) et la dissémination plus étendue de la PPA et du virus de la PPA.

7.227. Comme il a été mentionné plus haut au paragraphe 7.207, d'après l'OIE, la PPA est une maladie touchant les porcs et le virus de la PPA est l'organisme viral responsable de la PPA.

7.228. Eu égard aux facteurs évoqués plus haut, nous constatons que les restrictions à l'importation des produits en cause en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne sont appliquées par la Russie aux fins de la protection de la vie ou de la santé des animaux sur son territoire contre les risques découlant d'une nouvelle entrée et de la dissémination plus étendue d'une maladie et d'un organisme pathogène déjà présents sur certaines parties du territoire de la Russie, et aux fins de la protection de la vie ou de la santé des animaux contre la présence d'un organisme pathogène dans les produits alimentaires et les aliments pour animaux. Nous concluons par conséquent que chacune des interdictions d'importer les produits en cause en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne, interprétée dans le contexte du cadre juridique de la Russie sur la surveillance vétérinaire et de la situation concernant la présence de la PPA sur le territoire de la Russie, poursuit les objectifs énoncés aux alinéas a) et b) de l'Annexe A 1) de l'Accord SPS.

#### **7.4.4.2.2 Question de savoir si les interdictions visant les importations en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne sont du type mentionné dans la première partie du second paragraphe de l'Annexe A 1)**

7.229. Les restrictions à l'importation des produits en cause en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne sont appliquées par la Russie conformément aux instructions que le FSVPS a données aux chefs de ses départements territoriaux.<sup>359</sup> Comme la Russie l'a précisé, en vertu du Décret n° 327, "les différents départements territoriaux sont tenus de suivre les directives du gouvernement fédéral".<sup>360</sup>

7.230. Sur la base de l'explication de la Russie concernant la nature impérative des directives données par le FSVPS aux chefs de ses départements territoriaux, nous estimons que ces instructions relèvent de la liste indicative de mesures, "lois, décrets, réglementations, prescriptions et procédures", qui figure au second paragraphe de l'Annexe A 1) de l'Accord SPS.

#### **7.4.4.2.3 Conclusion préliminaire**

7.231. Sur la base de ce qui précède, nous constatons que les restrictions à l'importation des produits en cause en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne sont des mesures SPS au sens de l'Annexe A 1) de l'Accord SPS.

7.232. Nous passons à l'examen de la deuxième prescription à satisfaire pour qu'une mesure soit réputée être une mesure SPS aux fins de l'article premier de l'Accord SPS. Il s'agit de savoir si les mesures en cause peuvent, directement ou indirectement, affecter le commerce international.

#### **7.4.4.2.3 Question de savoir si les mesures en cause peuvent, directement ou indirectement, affecter le commerce international**

7.233. Comme l'ont noté des groupes spéciaux antérieurs, même si une mesure répond à la définition d'une mesure SPS énoncée à l'Annexe A 1) de l'Accord SPS, cette mesure doit encore, conformément à l'article 1:1 de l'Accord SPS, être une mesure qui affecte directement ou indirectement le commerce international pour être visée par les disciplines de l'Accord SPS.<sup>361</sup> Nous convenons avec un groupe spécial antérieur qu'il n'est pas nécessaire de démontrer qu'une

<sup>359</sup> Pièces RUS-28, RUS-29, EU-168, EU-169 et RUS-37.

<sup>360</sup> Réponse de la Russie à la question n° 276 du Groupe spécial, paragraphe 113, faisant référence au Décret n° 327 du gouvernement de la Fédération de Russie du 30 juin 2004 intitulé "Approbation de la réglementation du Service fédéral de surveillance vétérinaire et phytosanitaire" (Rosselkhoz nadzor)", paragraphe 4 (pièce RUS-352).

<sup>361</sup> Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Volaille (Chine)*, paragraphe 7.87.

mesure SPS a un effet réel sur le commerce. L'article 1:1 prescrit simplement qu'une mesure SPS "peu[ ]t, directement ou indirectement, affecter le commerce international".<sup>362</sup>

7.234. Les Groupes spéciaux *États-Unis – Animaux, Inde – Produits agricoles* et *CE – Hormones* ont estimé qu'une interdiction à l'importation affectait le commerce international.<sup>363</sup> Selon les termes du Groupe spécial *Inde – Produits agricoles*: "[d]e fait, une interdiction d'importer est, de par sa nature même, conçue pour affecter le commerce international".<sup>364</sup>

7.235. Comme nous l'avons expliqué plus haut, l'interdiction à l'échelle de l'UE prohibe l'importation des produits en cause en provenance de l'Union européenne, tandis que chacune des interdictions d'importer les produits en cause en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne prohibe l'importation des produits en cause en provenance de chacun de ces États membres de l'UE.

7.236. Ainsi, en accord avec l'interprétation donnée par des groupes spéciaux antérieurs, nous concluons que les mesures en cause affectent, directement ou indirectement, le commerce international.

#### 7.4.5 Conclusion

7.237. Sur la base de ce qui précède, nous constatons que les mesures en cause sont des mesures SPS conformément à l'article premier et à l'Annexe A 1) de l'Accord SPS. Par conséquent, les mesures en cause dans le présent différend sont soumises aux dispositions de l'Accord SPS.

7.238. Comme nous l'avons expliqué plus haut au paragraphe 7.31, nous allons procéder à présent à l'examen des allégations de l'Union européenne concernant l'interdiction à l'échelle de l'UE et les interdictions d'importer les produits en cause en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne.

### 7.5 Allégations relatives à l'interdiction à l'échelle de l'UE

#### 7.5.1 Question de savoir si l'interdiction à l'échelle de l'UE est "établie sur la base" des normes internationales pertinentes (allégations au titre de l'article 3:1 de l'Accord SPS)

##### 7.5.1.1 Principaux arguments des parties

###### 7.5.1.1.1 Union européenne

7.239. L'Union européenne affirme que l'interdiction à l'échelle de l'UE n'est "conforme à" aucune norme internationale pertinente, ni "établie sur la base" d'une telle norme au sens de l'article 3:2 et de l'article 3:1 de l'Accord SPS, respectivement. Selon elle, l'interdiction à l'échelle de l'UE va en fait à l'encontre des normes internationales pertinentes.<sup>365</sup>

7.240. L'Union européenne soutient qu'une mesure qui est en réalité contraire aux normes internationales ne peut pas être considérée comme étant établie sur la base des normes en question.<sup>366</sup>

7.241. L'Union européenne fait valoir que, bien que les normes internationales pertinentes recommandent le commerce en provenance des zones exemptes de PPA s'agissant de plusieurs produits en cause, ou le commerce des produits ayant été traités afin de garantir la destruction du

<sup>362</sup> Rapports du Groupe spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques*, paragraphes 7.434 et 7.435.

<sup>363</sup> Rapports des Groupes spéciaux *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.44; *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 7.157; *CE – Hormones (Canada)*, paragraphe 8.26; et *CE – Hormones (États-Unis)*, paragraphe 8.23.

<sup>364</sup> Rapport du Groupe spécial *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 7.157.

<sup>365</sup> Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphes 113 et 122.

<sup>366</sup> Déclaration orale de l'Union européenne à la deuxième réunion de fond, paragraphe 56.

virus de la PPA, la Russie fait exactement le contraire et interdit le commerce en provenance des zones exemptes de PPA de l'UE.<sup>367</sup>

#### 7.5.1.1.2 Russie

7.242. La Russie fait valoir que l'Union européenne n'a pas établi d'éléments *prima facie* concernant l'existence d'une interdiction à l'échelle de l'UE parce qu'elle n'a pas fourni d'éléments de preuve et d'arguments suffisants pour mettre en évidence une interdiction à l'échelle de l'UE.<sup>368</sup> Elle fait valoir également que "ce qui, selon les allégations de l'Union européenne, est une "interdiction à l'échelle de l'UE" représente en fait les efforts constants déployés par la Fédération de Russie pour suivre les prescriptions liées à la PPA des certificats vétérinaires, convenues par l'Union européenne et la Fédération de Russie, qui n'autorisent pas l'importation de porcins et de produits du porc non certifiés".<sup>369</sup>

7.243. La Russie souligne en outre que l'Union européenne "ne s'est pas acquittée de la charge qui lui incombait d'établir *prima facie* que ladite "interdiction à l'échelle de l'UE" est une mesure au titre de l'Accord SPS".<sup>370</sup>

7.244. À titre subsidiaire, par rapport à son argument selon lequel l'interdiction à l'échelle de l'UE n'existe pas, la Russie affirme que l'interdiction à l'échelle de l'UE est "établie sur la base de la norme de l'OIE dans la mesure du possible".<sup>371</sup>

#### 7.5.1.2 Principaux arguments des tierces parties

##### 7.5.1.2.1 Australie

7.245. L'Australie fait valoir que, à la lumière de l'article 3:2 de l'Accord SPS, le Groupe spécial devra déterminer, en fait, si les mesures de la Russie sont conformes au Code terrestre ou si elles sont établies sur la base de ce code, en notant que seules les mesures qui sont conformes aux normes internationales bénéficient de la présomption de compatibilité avec l'Accord SPS.<sup>372</sup>

7.246. L'Australie affirme qu'en gardant la supposition qui précède à l'esprit, il serait approprié que le Groupe spécial commence son analyse par les allégations au titre de l'article 3 et examine ensuite, si cela est nécessaire, les allégations ultérieures au titre des articles 5 et 6 de l'Accord SPS.<sup>373</sup>

##### 7.5.1.2.2 Brésil

7.247. Le Brésil souligne que, bien que les Membres soient autorisés à s'écarter de l'utilisation des normes internationales et à adopter un niveau de protection plus élevé que celui qui est reconnu par l'OIE, l'article 3:2 et 3:3, conjointement avec les articles 5:1 et 6 de l'Accord SPS, exige que ce niveau de protection plus élevé dans le contexte du principe de la régionalisation soit adopté uniquement sur la base d'une évaluation des risques.

7.248. Le Brésil souligne que le Code terrestre établit par ailleurs des recommandations relatives aux importations en provenance de pays ou de zones considérés comme infectés par la PPA et que, par conséquent, si un Membre décide de s'écarter de ces normes et/ou recommandations, alors cette décision devrait être fondée sur des preuves scientifiques, étayées dans une évaluation des risques.<sup>374</sup>

<sup>367</sup> Déclaration orale de l'Union européenne à la deuxième réunion de fond, paragraphe 57.

<sup>368</sup> Première communication écrite de la Russie, paragraphe 339.

<sup>369</sup> Première communication écrite de la Russie, paragraphe 345.

<sup>370</sup> Deuxième communication écrite de la Russie, paragraphe 171.

<sup>371</sup> Première communication écrite de la Russie, paragraphe 385.

<sup>372</sup> Communication de l'Australie en tant que tierce partie, paragraphe 7.

<sup>373</sup> Communication de l'Australie en tant que tierce partie, paragraphe 9.

<sup>374</sup> Communication du Brésil en tant que tierce partie, paragraphes 12 et 14.

### 7.5.1.3 Analyse du Groupe spécial

#### 7.5.1.3.1 Introduction

7.249. Nous rappelons que le Groupe spécial a déjà constaté que l'interdiction à l'échelle de l'UE alléguée existait et qu'elle était une mesure SPS que le Groupe spécial pouvait à juste titre examiner.<sup>375</sup>

7.250. Nous commençons donc notre analyse par l'examen des dispositions juridiques en cause afin de nous assurer du critère juridique applicable.

#### 7.5.1.3.2 Dispositions juridiques pertinentes

7.251. L'article 3 de l'Accord SPS s'intitule "Harmonisation". Il dispose, dans sa partie pertinente, ce qui suit:

##### *Article 3*

##### *Harmonisation*

1. Afin d'harmoniser le plus largement possible les mesures sanitaires et phytosanitaires, les Membres établiront leurs mesures sanitaires ou phytosanitaires sur la base de normes, directives ou recommandations internationales, dans les cas où il en existe, sauf disposition contraire du présent accord, et en particulier les dispositions du paragraphe 3.

2. Les mesures sanitaires ou phytosanitaires qui sont conformes aux normes, directives ou recommandations internationales seront réputées être nécessaires à la protection de la vie et de la santé des personnes et des animaux ou à la préservation des végétaux, et présumées être compatibles avec les dispositions pertinentes du présent accord et du GATT de 1994.

3. Les Membres pourront introduire ou maintenir des mesures sanitaires ou phytosanitaires qui entraînent un niveau de protection sanitaire ou phytosanitaire plus élevé que celui qui serait obtenu avec des mesures fondées sur les normes, directives ou recommandations internationales pertinentes s'il y a une justification scientifique ou si cela est la conséquence du niveau de protection sanitaire ou phytosanitaire qu'un Membre juge approprié conformément aux dispositions pertinentes des paragraphes 1 à 8 de l'article 5.<sup>1</sup> Nonobstant ce qui précède, aucune mesure qui entraîne un niveau de protection sanitaire ou phytosanitaire différent de celui qui serait obtenu avec des mesures fondées sur les normes, directives ou recommandations internationales ne sera incompatible avec une autre disposition du présent accord.

---

<sup>1</sup> Aux fins du paragraphe 3 de l'article 3, il y a une justification scientifique si, sur la base d'un examen et d'une évaluation des renseignements scientifiques disponibles conformément aux dispositions pertinentes du présent accord, un Membre détermine que les normes, directives ou recommandations internationales pertinentes ne sont pas suffisantes pour obtenir le niveau de protection sanitaire ou phytosanitaire qu'il juge approprié.

7.252. L'Organe d'appel a indiqué que l'article 3 de l'Accord SPS encourageait l'harmonisation des mesures SPS sur la base de normes internationales, tout en reconnaissant le droit des Membres de l'OMC de déterminer leur niveau approprié de protection.<sup>376</sup> À cet égard, il a rappelé qu'"[il était] dit dans le Préambule de l'Accord SPS que l'un de ses objectifs [était] de "favoriser l'utilisation de mesures sanitaires et phytosanitaires harmonisées entre les Membres, sur la base de normes,

---

<sup>375</sup> Voir plus haut les paragraphes 7.84, 7.220 et 7.237.

<sup>376</sup> Rapport de l'Organe d'appel *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 5.76.

directives et recommandations internationales élaborées par les organisations internationales compétentes, dont ... l'Office international des épizooties"".<sup>377</sup>

7.253. Les trois premiers paragraphes de l'article 3 de l'Accord SPS énoncent l'obligation incombant aux Membres d'harmoniser<sup>378</sup> leurs mesures SPS soit en les établissant sur la base de normes internationales, soit en les rendant conformes à ces normes, tout en leur laissant une certaine marge, ou latitude<sup>379</sup>, pour s'écarter de celles-ci, sous réserve de compatibilité avec le reste de l'Accord SPS. Les éléments de preuve et l'argumentation des parties sont axés sur la question de savoir si l'interdiction à l'échelle de l'UE est "établie sur la base" de la norme internationale pertinente au sens de l'article 3:1 de l'Accord SPS, et nous centrons notre analyse sur cette disposition.

7.254. Nous notons que l'article 3:1 de l'Accord SPS dispose que les Membres établiront leurs mesures SPS sur la base de normes, directives ou recommandations internationales, dans les cas où il en existe. Dans l'affaire *CE – Hormones*, l'Organe d'appel a indiqué ceci: ""[s]ur la base de" quelque chose signifie communément "en partant de cela, en prenant cela comme principe fondamental, comme point de départ"". <sup>380</sup> Il a estimé que, pour être "établie sur la base" d'une norme internationale, une mesure "[pouvait] retenir quelques-uns des éléments de la norme internationale, sans nécessairement les incorporer tous".<sup>381</sup> Le Membre imposant cette mesure ne bénéficie pas de la présomption de compatibilité accordée à l'article 3:2. Dans le même temps, il n'est cependant pas pénalisé parce qu'un Membre plaignant n'est pas exempté de la charge lui incombant normalement de montrer *prima facie* qu'il y a incompatibilité avec l'article 3:1 ou avec n'importe quel autre article pertinent de l'Accord SPS ou du GATT de 1994. Cela signifie qu'il incomberait toujours au plaignant la charge d'établir *prima facie* l'existence d'une violation de l'article 3:1.<sup>382</sup> Dans l'affaire *CE – Sardines*, l'Organe d'appel a fait observer qu'"il [devait] y avoir une relation très forte et très étroite entre deux choses pour que l'on puisse dire que l'une [était] "la base de" l'autre".<sup>383</sup> Il a ainsi indiqué que, lorsqu'un règlement technique et la norme internationale pertinente se contredisaient mutuellement, on ne pouvait pas dûment conclure que la norme internationale avait été utilisée "comme base du" règlement technique.<sup>384</sup> Comme l'Organe d'appel l'a reconnu dans l'affaire *CE – Sardines*, l'expression "comme base de" figurant à l'article 2.4 de l'Accord OTC est semblable au libellé employé à l'article 3:1 de l'Accord SPS.<sup>385</sup> De plus, le Groupe spécial *Inde – Produits agricoles* a conclu que lorsqu'on s'écarterait fondamentalement de la norme internationale pertinente, cela équivalait à contredire cette norme.<sup>386</sup>

<sup>377</sup> Rapport de l'Organe d'appel *Inde – Produits agricoles*, note de bas de page 396 relative au paragraphe 5.76.

<sup>378</sup> Dans l'affaire *CE – Hormones*, l'Organe d'appel a expliqué ceci:

De manière générale, l'objet et le but de l'article 3 consistent à favoriser l'harmonisation la plus large possible des mesures SPS des Membres, tout en reconnaissant que les Membres ont le droit et le devoir de protéger la vie et la santé de leur population et en leur garantissant ce droit. L'harmonisation des mesures SPS a pour ultime objectif d'empêcher que ces mesures exercent une discrimination arbitraire ou injustifiable entre les Membres ou qu'elles constituent une restriction déguisée au commerce international, sans pour autant empêcher les Membres d'adopter ou de faire appliquer des mesures qui sont à la fois "nécessaires à la protection" de la vie et de la santé des personnes et "fondées sur des principes scientifiques", et cela sans les obliger à modifier leur niveau de protection approprié.

Rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphe 177.

<sup>379</sup> Voir le rapport du Groupe spécial *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 7.196.

<sup>380</sup> Rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphe 163.

<sup>381</sup> Rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphe 171.

<sup>382</sup> L'Organe d'appel a précisé qu'il n'y avait pas de relation "règle générale – exception" entre les trois paragraphes pertinents de l'article 3. En conséquence, les trois scénarios possibles sont également à la disposition des Membres de l'OMC. L'Organe d'appel a expliqué que "ce droit qu'[avait] un Membre d'établir son propre niveau de protection au titre de l'article 3:3 de l'Accord SPS [était] un droit autonome et *non* une "exception" à une "obligation générale" au titre de l'article 3:1". (italique dans l'original) Rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphe 172.

<sup>383</sup> Rapport de l'Organe d'appel *CE – Sardines*, paragraphe 245.

<sup>384</sup> Rapport de l'Organe d'appel *CE – Sardines*, paragraphe 248.

<sup>385</sup> Rapport de l'Organe d'appel *CE – Sardines*, paragraphe 242. Le Groupe spécial *Inde – Produits agricoles* a fait référence à ce cas de jurisprudence de l'Organe d'appel aux paragraphes 7.265 à 7.269 de son rapport lorsqu'il a déterminé quand une mesure SPS pouvait être "établie sur la base" d'une norme internationale.

<sup>386</sup> Rapport du Groupe spécial *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 7.271.

7.255. Dans l'affaire *CE – Hormones*, l'Organe d'appel a défini les expressions "établie sur la base" et "conforme à" comme formant des cercles concentriques. Il a constaté qu'"[u]ne mesure qui [était] "conforme à" une norme ... et qui l'incorpor[ait] [était], bien entendu, établie "sur la base de" cette norme".<sup>387</sup> Une mesure qui est "établie sur la base" d'une norme peut ne pas être nécessairement "conforme à" ladite norme, car certains éléments de la norme peuvent ne pas être présents dans la mesure en cause. En effet, s'il peut être suffisant de ne retenir que *quelques-uns* des éléments d'une norme internationale pour que la mesure soit "établie sur la base de" cette norme, l'article 3:2 exige qu'une mesure SPS incorpore complètement la norme pour être dite "conforme à" celle-ci. Ainsi, le libellé de l'article 3:1 selon lequel une mesure SPS peut être "établie sur la base" d'une norme internationale énonce un critère moins rigoureux que celui qui est envisagé à l'article 3:2 ("conforme à").<sup>388</sup>

7.256. Ces indications sont utiles à notre examen des questions dont nous sommes saisis en l'espèce, et nous croyons comprendre que les indications de l'Organe d'appel, en particulier, devraient être lues à la lumière des faits et circonstances spécifiques d'un différend donné. Nous estimons qu'il peut y avoir des situations dans lesquelles l'un des éléments d'une mesure s'écarte ou dévie d'un certain aspect d'une norme sans être nécessairement en contradiction flagrante avec cet aspect de la norme. En outre, même si l'écart équivaut à une contradiction, cela n'amènera pas nécessairement à la conclusion que d'autres éléments de la mesure ne peuvent absolument pas être "établis sur la base" d'autres aspects de cette norme. Par exemple, dans les cas où une norme s'applique à un ensemble ou à un sous-ensemble particulier de produits, une partie de la mesure portant sur un produit peut être établie sur la base de la norme internationale tandis qu'une autre partie de la mesure portant sur un produit différent peut ne pas être *établie sur la base* de la norme internationale. Par ailleurs, des distinctions peuvent exister entre les normes. Il peut y avoir des normes qui sont subordonnées à des actions particulières accomplies par le Membre exportateur, que ce soit de manière ponctuelle ou dans le cadre d'une situation SPS qui dure, de manière continue et dynamique, et qui peut faire intervenir des considérations de temps ou nécessiter des mesures supplémentaires.

7.257. Dans la présente affaire, les parties sont convenues que les produits visés par l'interdiction à l'échelle de l'UE étaient les suivants: porcs vivants (porcelets à l'engrais et porcs destinés à la reproduction), viande de porc et préparations à base de viande de porc crue. Les deux parties ont confirmé que l'interdiction à l'échelle de l'UE ne s'appliquait pas aux produits finis qui avaient subi un traitement garantissant la destruction du virus de la PPA et n'ont pas indiqué si elle s'appliquait au matériel génétique porcin.<sup>389</sup>

7.258. Compte tenu des produits qu'elle vise, l'interdiction à l'échelle de l'UE fait jouer différentes recommandations du chapitre 15.1 du Code terrestre concernant l'importation de: porcs vivants (domestiques et sauvages); viandes fraîches (de porcs domestiques et sauvages); produits à base de viande de porcs (domestiques ou sauvages); et produits d'origine animale (qui sont issus de viandes fraîches de porc) appelés à entrer dans la composition d'aliments pour animaux ou destinés à l'usage agricole ou industriel, ou à l'usage pharmaceutique ou chirurgical; tous ces produits n'ayant pas subi de traitement. Chacun des articles (15.1.5 à 15.1.17) du chapitre 15.1 concerne spécifiquement un sous-ensemble particulier des produits pertinents. Certaines de ces recommandations font référence aux importations en provenance de pays, zones ou compartiments exempts de PPA et d'autres aux importations en provenance de pays ou de zones considérés comme infectés par la PPA. Certains des articles mentionnés contiennent aussi des dispositions concernant le commerce de produits qui ont été soumis à un traitement afin de garantir la destruction du virus de la PPA, si les précautions nécessaires ont été prises après le traitement<sup>390</sup> afin d'éviter que les produits n'entrent en contact avec une source potentielle de virus de la PPA. De même, comme les experts l'ont confirmé, bon nombre des dispositions "horizontales" du Code terrestre, y compris, mais pas exclusivement, le chapitre 4.3 et l'article 5.3.7, sont pertinentes pour déterminer si le pays exportateur a établi une zone exempte de PPA conforme aux recommandations de l'OIE.<sup>391</sup>

<sup>387</sup> Rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphe 163.

<sup>388</sup> Rapport du Groupe spécial *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 7.202.

<sup>389</sup> Voir plus haut les paragraphes 7.142 et 7.143 ainsi que le tableau 1.

<sup>390</sup> Comme il est indiqué plus haut dans la note de bas de page 245, nous faisons référence aux produits qui ont subi un traitement visant à garantir la destruction du virus de la PPA comme étant des "produits traités".

<sup>391</sup> Voir les réponses des experts aux questions n° 33, 34 et 35 du Groupe spécial.

7.259. Les parties ne sont pas en désaccord sur l'idée que l'un des éléments d'une mesure peut être établi sur la base de la norme internationale même si un autre élément de la mesure ne l'est pas.<sup>392</sup> Compte tenu de l'éventail de normes et de recommandations en jeu, nous tenons compte dans le cadre de notre examen de la possibilité qu'une mesure contestée soit "établie sur la base" de la norme internationale pour un élément donné, mais pas pour un autre.

7.260. Nous notons, d'une part, que certaines dispositions du Code terrestre contiennent des normes prohibitives claires, qui sont plus propices à une détermination précise de ce qui est "établi sur la base" de ces normes. D'autre part, d'autres dispositions du Code terrestre contiennent des normes qui proposent des options et ménagent une flexibilité considérable quant aux moyens par lesquels les Membres peuvent établir leurs mesures sur la base de ces normes. Ces normes plus souples reconnaissent le pouvoir discrétionnaire qui appartient aux Membres d'exercer leur jugement dans un ensemble particulier de circonstances, et un groupe spécial doit tenir compte dans son examen de la nature particulière de la disposition de la norme internationale pertinente en cause, à la lumière des faits et circonstances propres au différend.<sup>393</sup> De plus, les normes mettant en jeu des processus interactifs, dans le cadre desquels certaines étapes peuvent dépendre de l'accomplissement d'autres étapes, peuvent obliger un groupe spécial à examiner tant les actions des Membres importateurs que celles des Membres exportateurs. La mesure dans laquelle l'obligation qui incombe à un Membre importateur d'observer la norme, directive ou recommandation internationale est levée ou limitée par l'action ou l'inaction du Membre exportateur doit être déterminée au cas par cas.

7.261. Gardant cette approche à l'esprit, nous examinons à présent si l'interdiction à l'échelle de l'UE est "établie sur la base" des normes internationales pertinentes du Code terrestre. Dans le cadre de cet examen, la charge de la preuve normale à l'OMC s'applique pour ce qui est de l'établissement par le plaignant d'éléments *prima facie* (commencement de preuve). Dans l'affaire *CE – Hormones*, l'Organe d'appel a émis l'avis que si une mesure adoptée par un Membre est établie sur la base d'une norme internationale (mais n'est pas conforme à celle-ci), le Membre plaignant n'est pas exempté de "l'obligation normale de présenter un commencement de preuve d'incompatibilité avec le paragraphe 1 de l'article 3 ou avec n'importe quel autre article pertinent de l'Accord SPS ou du GATT de 1994".<sup>394</sup>

7.262. Ayant déterminé quels sont la mesure en cause exacte et le critère juridique applicable, dans notre analyse au titre de l'article 3 de l'Accord SPS, nous allons procéder comme suit: i) identifier les normes internationales pertinentes; ii) discerner le sens de ces normes internationales; et iii) évaluer les mesures en cause à la lumière de ces normes internationales afin de déterminer si ces mesures sont "établies sur la base de" ces normes.

#### 7.5.1.3.3 Identifier les normes internationales pertinentes

7.263. Les Groupes spéciaux *CE – Hormones* et *Inde – Produits agricoles* ont fait observer que, pour examiner si un Membre avait établi sa mesure SPS sur la base de normes internationales conformément à l'article 3:1, un groupe spécial devait seulement déterminer si une telle norme existait. Par conséquent, un groupe spécial n'aurait pas à examiner les niveaux de protection ni les types de mesures SPS recommandés par la norme, le consensus autour de la norme, ni son processus d'adoption.<sup>395</sup> Nous souscrivons à cette approche que nous suivrons dans notre examen.

7.264. Dans le différend *Inde – Produits agricoles*, l'Organe d'appel a relevé que "les normes, directives ou recommandations internationales pertinentes mentionnées à l'article 3 [étaient] celles qui [étaient] établies par les organisations internationales mentionnées au paragraphe 3 de

<sup>392</sup> Voir la réponse de l'Union européenne à la question n° 306 du Groupe spécial, paragraphes 149 à 152, et la réponse de la Russie à la question n° 306 du Groupe spécial, paragraphes 227 à 259.

<sup>393</sup> Par exemple, l'article 5.1.1 du Code terrestre dispose que "[c]ompte tenu des différences qui existent entre les statuts zoosanitaires des pays, le Code terrestre propose diverses options." (OIE, *Code sanitaire pour les animaux terrestres*, 23<sup>ème</sup> édition (2014), volume I, page 189) L'article 4.3.1 du Code terrestre dispose que "[d]ans la plupart des cas, les réglementations sur les importations reposent, en partie, sur l'appréciation de l'efficacité des procédures sanitaires appliquées par le pays exportateur, aussi bien à ses frontières que sur son territoire." (OIE, *Code sanitaire pour les animaux terrestres*, 23<sup>ème</sup> édition (2014), volume I, page 127)

<sup>394</sup> Rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphe 171.

<sup>395</sup> Rapports des Groupes spéciaux *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 7.205; *CE – Hormones (Canada)*, paragraphe 8.72; et *CE – Hormones (États-Unis)*, paragraphe 8.69.



l'Annexe A de l'Accord SPS, ou élaborées sous les auspices de ces organisations".<sup>396</sup> Cette annexe mentionne l'OIE comme étant l'organisation de normalisation compétente pour les questions de santé animale et les zoonoses.<sup>397</sup> L'OIE est donc l'organisation de normalisation compétente pour les questions de santé animale.<sup>398</sup> L'une de ces séries de normes, qui comprend des recommandations sur la PPA (une maladie hémorragique hautement contagieuse qui affecte la santé des animaux)<sup>399</sup>, est incorporée dans le Code terrestre.<sup>Les</sup> parties conviennent que la norme internationale pertinente aux fins du présent différend est le Code terrestre.<sup>400</sup> Nous adoptons le point de vue partagé par les parties selon lequel les normes internationales pertinentes aux fins du présent différend sont énoncées dans le Code terrestre.

7.265. En outre, les parties conviennent que la version pertinente du Code terrestre pour le présent différend est la version qui était en vigueur à la date d'établissement du présent Groupe spécial, c'est-à-dire la 23<sup>ème</sup> édition adoptée en mai 2014.<sup>401</sup> Nous rappelons que le présent Groupe spécial a été établi le 22 juillet 2014. Nous souscrivons au point de vue partagé par les parties selon lequel la version pertinente du Code terrestre est celle qui était en vigueur à la date d'établissement du présent Groupe spécial: la 23<sup>ème</sup> édition du Code terrestre. Nous notons que l'identification de la version du Code terrestre en vigueur à la date d'établissement du Groupe spécial concorde avec l'approche adoptée par les Groupes spéciaux *Inde – Produits agricoles et États-Unis – Animaux*.<sup>402</sup> Gardant à l'esprit qu'il est important d'examiner les mesures SPS à la lumière des preuves scientifiques disponibles les plus récentes, nous ne devons pas non plus oublier que le prisme le plus approprié à travers lequel les mesures du défendeur devraient être appréciées ne peut absolument pas être une cible mobile. Au contraire, les règles régissant la régularité de la procédure exigent une sécurité et une prévisibilité s'agissant de la norme au regard de laquelle les mesures en cause seront évaluées dans le cadre de la procédure du

<sup>396</sup> Rapport de l'Organe d'appel *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 5.78. L'Annexe A 3) de l'Accord SPS dispose ce qui suit:

3. *Normes, directives et recommandations internationales*

- a) pour l'innocuité des produits alimentaires, les normes, directives et recommandations établies par la Commission du Codex Alimentarius en ce qui concerne les additifs alimentaires, les résidus de médicaments vétérinaires et de pesticides, les contaminants, les méthodes d'analyse et d'échantillonnage, ainsi que les codes et les directives en matière d'hygiène;
- b) pour la santé des animaux et les zoonoses, les normes, directives et recommandations élaborées sous les auspices de l'Office international des épizooties;
- c) pour la préservation des végétaux, les normes, directives et recommandations internationales élaborées sous les auspices du Secrétariat de la Convention internationale pour la protection des végétaux en coopération avec les organisations régionales opérant dans le cadre de ladite Convention; et
- d) pour les questions qui ne relèvent pas des organisations susmentionnées, les normes, directives et recommandations appropriées promulguées par d'autres organisations internationales compétentes ouvertes à tous les Membres et identifiées par le Comité.

<sup>397</sup> Annexe A 3) b) de l'Accord SPS. Le glossaire du Code terrestre définit le terme *zoonose* comme étant "toute *maladie* ou *infection* naturellement transmissible des *animaux* à l'homme". Glossaire du Code terrestre, page xxi (pièce RUS-32).

<sup>398</sup> Les parties conviennent que la PPA ne présente pas de risques pour la santé des personnes. Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 100; réponse de la Russie à la question n° 24 du Groupe spécial, paragraphe 9. L'OIE ne considère pas la PPA comme une zoonose. Le chapitre 2.8.1 du Manuel des tests de diagnostic et des vaccins pour les animaux terrestres de l'OIE indique que: "la PPA n'est pas une zoonose et n'affecte pas la santé publique". Chapitre 2.8.1, Peste porcine africaine, Manuel terrestre de l'OIE (pièce EU-5). Voir la réponse de l'OIE à la question n° 10 du Groupe spécial à l'OIE. Les avis des experts convergeaient dans leur réponse à la question n° 11 du Groupe spécial: Dr Brückner: "Toute la documentation disponible sur la PPA indique de manière catégorique que la maladie n'est pas susceptible d'infecter les humains"; professeur Penrith: "Aucun cas d'infection humaine par le virus de la PPA n'a jamais été signalé. Quant à la question de savoir si cela peut être scientifiquement confirmé, des éléments de preuve solides de l'impossibilité de l'infection des humains pourraient être fournis par des tests sérologiques effectués sur des personnes qui travaillaient avec des porcs lorsque des foyers se sont déclarés, mais pour autant que je le sache, personne n'a estimé que cela ne valait pas la peine parce qu'aucun symptôme de la maladie n'a été signalé chez ces personnes ..."; Dr Thomson: "Il n'existe pas de preuves scientifiques ni d'éléments circonstanciels crédibles, dont je sois informé, qui indiqueraient que le virus de la PPA peut infecter des personnes ou causer la maladie chez elles. Le risque pour les humains est par conséquent négligeable."

<sup>399</sup> Voir plus haut le paragraphe 7.207.

<sup>400</sup> Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 115; et réponse de la Russie à la question n° 105 du Groupe spécial, paragraphe 170.

<sup>401</sup> Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphes 116 à 118; première communication écrite de la Russie, note de bas de page 110.

<sup>402</sup> Rapports des Groupes spéciaux *Inde – Produits agricoles*, paragraphes 7.211 à 7.213; et *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.225, note de bas de page 681.

présent Groupe spécial. Nous estimons que la version du Code terrestre qui était en vigueur à la date d'établissement du Groupe spécial satisfait à la prescription en matière de régularité de la procédure, en notant qu'il s'agissait également de la version qui était en vigueur au moment de l'adoption par la Russie des mesures visant la Lettonie et l'Estonie, et qu'elle n'a pas subi de modifications substantielles<sup>403</sup> par rapport à la version qui était en vigueur au moment de l'adoption par la Russie des mesures visant la Lituanie et la Pologne.

7.266. Bien que les parties conviennent que le Code terrestre contient la norme internationale pertinente, elles ont des vues divergentes sur les dispositions précises du Code qui sont pertinentes dans le présent différend et, en particulier, sur la hiérarchie et les rapports des dispositions du Code sur le zonage et la régionalisation, entre elles (chapitres 4.3, 4.4 et 5.4) et avec les dispositions du Code portant spécifiquement sur la PPA (chapitre 15.1).

7.267. Selon l'Union européenne, les normes applicables "correctes" concernant les mesures en question figurent principalement dans le chapitre 15.1 (Peste porcine africaine) du Code terrestre, qui traite du commerce des produits en cause, et dans le chapitre 4.3 qui traite de la régionalisation.<sup>404</sup> L'Union européenne affirme qu'elle n'a pas établi de zones de confinement ni de compartiments au sens qui est donné à ces termes dans le Code terrestre; en revanche, elle a établi des zones considérées comme infectées par la PPA et des zones exemptes de PPA. D'après elle, cette approche est une option offerte au titre de l'article 4.3.3.3 (zonage et compartimentation).<sup>405</sup> L'Union européenne allègue que l'interdiction à l'échelle de l'UE et les interdictions d'importer les produits en cause en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne sont incompatibles avec les dispositions par produit du chapitre 15.1 du Code terrestre.<sup>406</sup>

7.268. Au cours de la présente procédure, la Russie a changé d'avis sur les dispositions du Code terrestre qui étaient les plus pertinentes. Pour commencer, elle a indiqué comme dispositions du Code les plus pertinentes pour la PPA celles qui figuraient aux chapitres 4.3 (zonage et compartimentation), 4.4 (compartimentation), 5.3 (procédures pertinentes pour l'application de l'Accord SPS) et 15.1 (peste porcine africaine). La Russie a par ailleurs indiqué que la relation entre ces chapitres était séquentielle plutôt que linéaire.<sup>407</sup> À un stade ultérieur de la procédure, la Russie a cessé de se référer au chapitre 4.4 pour se reporter aux dispositions du chapitre 4.3 consacré à la régionalisation (en particulier, les articles 4.3.3.1, 4.3.3.5 et 4.3.3.6), a centré ses références sur des dispositions particulières du chapitre 5.3 (en particulier, les articles 5.3.1 et 5.3.7) et a ajouté des renvois aux articles 1.4.6 (surveillance visant à démontrer l'absence de maladie ou d'infection), 1.6.1 (auto-déclaration de pays, zones ou compartiments exempts de maladie), et aux chapitres 3.1 (les services vétérinaires) et 3.2 (évaluation des services vétérinaires).

7.269. En particulier, la Russie affirme que les dispositions relatives à la PPA du chapitre 15.1, concernant les *produits non traités*, ne sont appliquées que lorsque le pays exportateur a objectivement démontré au pays importateur qu'il a établi des zones conformes aux recommandations de l'OIE, c'est-à-dire suivant les principes de la définition et de l'établissement de zones et de compartiments énoncés à l'article 4.3.3.<sup>408</sup> Le chapitre 5.3 du Code terrestre énonce les directives à suivre pour qu'une zone ou un compartiment soit reconnu aux fins du commerce international. La Russie soutient que, si un pays exportateur n'établit pas correctement des zones, cela autorise le pays importateur à appliquer des restrictions à l'importation à l'échelle du pays aux produits non soumis à un traitement thermique.<sup>409</sup> La Russie déclare qu'elle souhaite et peut accepter des produits provenant de pays touchés par la PPA qui respectent des normes de

---

<sup>403</sup> Répondant à une question du Groupe spécial, l'OIE a confirmé qu'il n'avait pas été apporté de modifications substantielles au chapitre 15.1 (Peste porcine africaine) entre la 22<sup>ème</sup> et la 23<sup>ème</sup> édition du Code terrestre. Voir plus haut le paragraphe 1.33.

<sup>404</sup> Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 122.

<sup>405</sup> Deuxième communication écrite de l'Union européenne, paragraphes 37 à 40.

<sup>406</sup> Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 139.

<sup>407</sup> Deuxième communication écrite de la Russie, paragraphe 21; et réponse de la Russie à la question n° 101 du Groupe spécial, paragraphe 146.

<sup>408</sup> Deuxième communication écrite de la Russie, paragraphe 33.

<sup>409</sup> Déclaration liminaire de la Russie à la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 17.

régionalisation, de compartimentation et/ou de traitement thermique conformes aux recommandations de l'OIE.<sup>410</sup>

7.270. Le Code terrestre comprend un certain nombre de chapitres. Ceux du "volume I" traitent de questions générales (dites "horizontales") tandis que ceux du "volume II" portent sur les recommandations applicables à certaines maladies (maladies figurant sur la liste de l'OIE et autres maladies importantes pour le commerce international) et sur l'adoption de mesures y relatives. Le chapitre 15.1 est spécialement consacré à la PPA. Nous centrons notre analyse sur les normes internationales pertinentes pour la PPA qui sont énoncées dans le Code, en particulier au chapitre 15.1. Nous observons que chacun des différents articles 15.1.5 à 15.1.17 du chapitre 15.1 concerne spécifiquement un sous-ensemble particulier de produits. Certaines de ces recommandations font référence aux importations en provenance de pays, de zones ou de compartiments exempts de PPA, et de pays ou zones considérés comme infectés par la PPA. Ces articles renvoient, également, à de nombreuses dispositions horizontales du Code terrestre, y compris à celles du chapitre 4.3 et de l'article 5.3.7, et devraient être analysés au regard de celles-ci.<sup>411</sup> Certains des articles du chapitre 15.1 mentionnés contiennent aussi des dispositions concernant le commerce de produits ayant été soumis à un traitement afin de garantir la destruction du virus de la PPA, et que les précautions nécessaires ont été prises après le traitement afin d'éviter que les produits n'entrent en contact avec une source potentielle de virus de la PPA.

7.271. À notre avis, la différence dans les situations visées par les dispositions du chapitre 15.1 (c'est-à-dire celles qui concernent les marchandises en provenance de pays, de zones ou de compartiments exempts de PPA et les produits ayant été soumis à un traitement afin de garantir la destruction du virus de la PPA) mérite un examen indépendant des normes applicables aux catégories de produits visés dans chaque situation. En d'autres termes, nous estimons que la structure du chapitre 15.1 fournit une indication claire des deux séries de normes sur la base desquelles une mesure pourrait être établie. Ces catégories comprennent des normes pour: i) le commerce de produits du porc en provenance de pays, de zones ou de compartiments exempts de PPA; et ii) le commerce de produits du porc soumis à un traitement afin de garantir la destruction du virus de la PPA.

7.272. À la lumière des observations des parties et de la structure des recommandations figurant au chapitre 15.1 du Code terrestre, nous allons centrer notre analyse sur le sens des normes internationales pertinentes aux fins du commerce des produits faisant l'objet de l'interdiction à l'échelle de l'UE. Dans la présente section, nous allons donc seulement examiner le sens des dispositions du Code terrestre qui se rapportent au commerce des produits non traités. Nous procédons maintenant à cet examen.

#### **7.5.1.3.4 Discerner le sens des normes internationales pertinentes**

7.273. L'identification par le Groupe spécial des normes internationales pertinentes aux fins de l'article 3 de l'Accord SPS est intrinsèquement liée au sens des dispositions du Code terrestre indiquées par les parties dans le présent différend. Avant de commencer l'examen qui doit nous permettre de discerner le sens des dispositions indiquées, nous rappelons certaines lignes directrices.

##### **7.5.1.3.4.1 Observations préliminaires**

7.274. Dans l'affaire *Inde – Produits agricoles*, l'Organe d'appel a confirmé la constatation du Groupe spécial selon laquelle les mesures de l'Inde n'étaient pas "établies sur la base" des normes internationales pertinentes au sens de l'article 3:1 de l'Accord SPS et n'étaient pas "conformes" aux normes internationales pertinentes au sens de l'article 3:2 de l'Accord SPS. En faisant cela, l'Organe d'appel a offert un "aperçu général" de l'article 3, qui éclaire la manière dont un groupe spécial peut procéder pour discerner le sens de la norme internationale pertinente. S'agissant de l'examen par un groupe spécial de la mesure d'un Membre au titre de l'article 3 et à la lumière de la norme internationale pertinente, dans l'affaire *Inde – Produits agricoles*, l'Organe d'appel a fait observer ceci:

<sup>410</sup> Réponse de la Russie à la question n° 115 du Groupe spécial, paragraphe 206.

<sup>411</sup> Voir plus haut les paragraphes 2.17 et 2.18.

Ces dispositions de l'article 3 établissent les obligations d'un Membre en ce qui concerne l'harmonisation avec les normes internationales pertinentes.<sup>412</sup> Pour déterminer si une mesure SPS particulière est établie sur la base d'une norme internationale pertinente, y est conforme ou entraîne un niveau de protection plus élevé par rapport à la norme, un groupe spécial doit effectuer une évaluation comparative de la mesure contestée et de la norme internationale. À cet égard, du fait que la norme internationale sert de point de repère pour l'évaluation de la conformité d'un Membre avec l'article 3, il appartient au groupe spécial de discerner le sens de cette norme. Pour effectuer cette évaluation, les groupes spéciaux disposent de divers moyens. Un groupe spécial peut être guidé par des principes d'interprétation pertinents, y compris les règles coutumières pertinentes d'interprétation du droit international public. En outre, il peut trouver utile de recourir à des sources additionnelles pour discerner le sens de la norme internationale. Par exemple, les groupes spéciaux souhaiteront peut-être se référer à l'avis de l'organisme de normalisation compétent, comme il est indiqué au paragraphe 3 de l'Annexe A de l'Accord SPS, par le biais d'éléments de preuve versés à son dossier ou par consultation directe de cet organisme, ou d'autres experts dans les domaines pertinents, conformément à l'article 11:2 de l'Accord SPS et à l'article 13 du Mémoire d'accord.<sup>413</sup>

7.275. Lorsque nous avons mené notre évaluation comparative entre les mesures contestées et les normes internationales, nous avons pu avoir recours aux diverses sources à notre disposition.

7.276. En particulier, nous avons été guidés par des principes d'interprétation, y compris les règles coutumières d'interprétation du droit international public. Nous rappelons que, lors de son examen du raisonnement et des constatations du Groupe spécial concernant le sens du Code terrestre dans le différend *Inde – Produits agricoles*, l'Organe d'appel a déploré la nature vague des allégations de l'Inde au sujet de défauts dans l'approche interprétative du Groupe spécial. L'Organe d'appel a estimé que l'Inde n'avait pas démontré pourquoi ni en quoi l'analyse de ce Groupe spécial s'écarterait d'une application correcte des règles coutumières d'interprétation des traités, ni de quelle manière, si elles avaient été correctement appliquées, ces règles auraient produit un résultat différent s'agissant du sens du Code terrestre. Dans le présent différend, l'Union européenne affirme que le Code terrestre n'est pas un accord international (traité), mais un document adopté par l'Assemblée mondiale des Délégués de l'OIE.<sup>414</sup> L'Union européenne convient que, pour interpréter le Code, les organes juridictionnels de l'OMC peuvent chercher des indications dans les règles coutumières pertinentes d'interprétation des traités, y compris dans la Convention de Vienne sur le droit des traités (Convention de Vienne).<sup>415</sup> La Russie est par ailleurs d'avis que le Groupe spécial peut appliquer les règles coutumières d'interprétation des traités pour déterminer le sens du Code terrestre et des normes internationales pertinentes.<sup>416</sup>

7.277. L'article 3:2 du Mémoire d'accord fait référence aux règles coutumières d'interprétation des traités. Il est bien établi que celles-ci sont énoncées dans la Convention de Vienne et qu'elles appellent l'examen du texte, du contexte, de l'objet et du but des traités internationaux devant être interprétés. En vertu de l'article 2.1 a) de la Convention de Vienne, aux fins de cette Convention, un traité est un accord international conclu par écrit entre États et régi par le droit international. Il est évident que les règles coutumières d'interprétation des traités

<sup>412</sup> (note de bas de page de l'original) Bien que les dispositions de l'article 3 et de l'Annexe A mentionnent les "normes, directives et recommandations internationales", nous emploierons ci-après, par souci de commodité, les expressions "norme internationale" ou "normes internationales".

<sup>413</sup> Rapport de l'Organe d'appel *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 5.79. Nous notons que l'approche de l'Organe d'appel, pour ce qui est de la manière de faire référence à des normes internationales concorde avec celle du Groupe spécial *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.231. L'Annexe A ne donne de définition spécifique pour aucun des termes "normes", "directives" ou "recommandations". Aucun groupe spécial n'a encore dû déterminer le sens de ces termes dans le contexte de l'Accord SPS. L'Accord SPS n'exige pas que soit établie une distinction subtile entre les trois termes pour sa bonne application. L'OIE semble utiliser ces termes de manière interchangeable, disant du Code terrestre qu'il fait partie de ses activités de normalisation tandis que les différentes dispositions par produit relatives à la PPA (les "articles") du Code terrestre s'intitulent "recommandations" (voir les réponses de l'OIE aux questions du Groupe spécial).

<sup>414</sup> Réponse de l'Union européenne à la question n° 117 du Groupe spécial, paragraphe 235.

<sup>415</sup> Réponse de l'Union européenne à la question n° 117 du Groupe spécial, paragraphe 235 (faisant référence à la Convention de Vienne sur le droit des traités, faite à Vienne le 23 mai 1969, Recueil des traités des Nations Unies, volume 1155, page 354).

<sup>416</sup> Réponse de la Russie à la question n° 117 du Groupe spécial, paragraphe 212.

figurant dans la Convention de Vienne doivent être appliquées aux fins de notre interprétation des dispositions d'un "traité" (à savoir l'Accord SPS qui fait partie de l'Accord sur l'OMC).

7.278. Le Code terrestre, en revanche, est un ensemble de normes internationales plutôt qu'un traité. Par conséquent, les règles d'interprétation de la Convention de Vienne ne seraient pas directement applicables aux fins de l'interprétation des normes internationales énoncées dans le Code terrestre de la même manière qu'elles le seraient pour un traité. Néanmoins, nous estimons qu'elles peuvent nous guider utilement dans notre examen des dispositions du Code.

7.279. En outre, nous nous sommes référés à l'avis de l'OIE, en sa qualité d'organisme de normalisation compétent mentionné dans l'Annexe A 3) de l'Accord SPS, par consultation écrite directe de cet organisme. Nous avons aussi pu tenir des consultations orales et écrites avec des experts dans les domaines pertinents conformément à l'article 11:2 de l'Accord SPS et de l'article 13 du Mémoire d'accord.

7.280. Nous trouvons, dans la décision rendue par l'Organe d'appel dans l'affaire *Inde – Produits agricoles*, des éléments justifiant ce processus de consultation écrite avec l'OIE dans le cadre des travaux du présent Groupe spécial, et les questions posées à l'OIE au sujet du sens des dispositions pertinentes du Code terrestre et des liens existant entre elles. Dans ladite affaire, l'Organe d'appel a rappelé le caractère global du pouvoir discrétionnaire qu'un groupe spécial avait de "demander" des renseignements et des avis techniques "à toute personne ou à tout organisme" qu'il pouvait juger approprié, ou "à toute source qu'il [jugerait] appropriée", au titre de l'article 13 du Mémoire d'accord, en soulignant qu'un groupe spécial avait en particulier la possibilité et le pouvoir de déterminer si des renseignements et des avis étaient nécessaires dans une affaire donnée, d'évaluer l'admissibilité et la pertinence des renseignements ou avis reçus et de décider quelle importance il convenait d'accorder à ces renseignements ou avis ou de conclure qu'aucune importance ne devrait être accordée à ce qui avait été reçu.<sup>417</sup>

7.281. L'Organe d'appel a ensuite fait observer qu'en vertu des règles spéciales ou additionnelles prévues à l'article 11:2 de l'Accord SPS<sup>418</sup>, même si on pouvait généralement attendre d'un groupe spécial qu'il consulte des experts dans les affaires SPS, celui-ci gardait un pouvoir discrétionnaire quant aux experts qu'il souhaitait consulter et quant à la manière dont il souhaitait structurer ces consultations. L'Organe d'appel a souligné en outre la nature globale des pouvoirs d'un groupe spécial en matière d'établissement des faits et le large champ admissible des consultations qu'il peut mener avec des experts sur le sens du Code terrestre.<sup>419</sup>

7.282. De plus, la décision de l'Organe d'appel dans le différend *Inde – Produits agricoles* a donné des indications au présent Groupe spécial en ce qui concerne le processus de consultation des experts et la conduite de la réunion avec ces derniers. En substance, dans le cadre de sa propre évaluation du sens du Code terrestre, le présent Groupe spécial est resté vigilant quant à la manière dont il a traité les réponses reçues de l'OIE et à la façon dont il a entrepris son évaluation du sens du Code. À cet égard, le Groupe spécial a gardé à l'esprit le raisonnement de l'Organe d'appel dans l'affaire *Inde – Restrictions quantitatives* selon lequel un groupe spécial ne peut pas déléguer sa fonction judiciaire à une organisation internationale qu'il consulte, mais doit au lieu de cela faire une analyse critique des vues de cette organisation internationale.<sup>420</sup> Les constatations de l'Organe d'appel dans l'affaire *Inde – Produits agricoles* confirment que le Groupe spécial doit faire sa propre évaluation du sens du Code terrestre et non simplement s'appuyer sur les vues de l'OIE s'agissant du sens de ce Code. Un groupe spécial peut, en ce qui concerne chacune des questions d'interprétation qu'il examine, se référer et accorder de l'importance aux réponses de l'OIE à ses questions; toutefois, il doit indiquer, dans chaque cas, que ses conclusions sont aussi

<sup>417</sup> Rapport de l'Organe d'appel *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 5.86 (citant le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Crevettes*, paragraphe 104).

<sup>418</sup> L'article 1:2 du Mémoire d'accord dispose que ses dispositions s'appliquent sous réserve des règles et procédures spéciales ou additionnelles indiquées dans son Appendice 2. L'article 11:2 de l'Accord SPS est mentionné dans la liste de l'Appendice 2. L'article 1:2 prévoit en outre que: "[d]ans la mesure où il y a une différence entre les règles et procédures du présent mémoire d'accord et les règles et procédures spéciales ou additionnelles indiquées à l'Appendice 2, ces dernières prévaudront".

<sup>419</sup> Rapport de l'Organe d'appel *Inde – Produits agricoles*, paragraphes 5.87 à 5.89.

<sup>420</sup> Rapport de l'Organe d'appel *Inde – Restrictions quantitatives*, paragraphe 149.

fondées sur son propre examen du libellé ou du texte des recommandations pertinentes du Code terrestre.<sup>421</sup>

7.283. Compte tenu de ces considérations, nous examinons maintenant les dispositions pertinentes du Code terrestre telles qu'elles se rapportent aux mesures en cause dans le présent différend.

#### 7.5.1.3.4.2 Dispositions pertinentes du Code terrestre

7.284. Nous notons que, dans sa préface, le Code terrestre indique qu'il rassemble des normes destinées à améliorer la santé et le bien-être des animaux terrestres ainsi que la santé publique vétérinaire dans le monde, y compris, à cet effet, des textes à caractère normatif garantissant la sécurité sanitaire des échanges internationaux d'animaux terrestres. Selon le point 2 de la partie A du Guide de l'utilisateur du Code terrestre:

Les Autorités vétérinaires doivent appliquer les normes figurant dans le Code terrestre afin de mettre en place des mesures régissant la détection précoce, la déclaration dans le pays, la notification et le contrôle des agents pathogènes ... et empêchant leur dissémination à la faveur des échanges internationaux d'animaux et de produits d'origine animale, tout en évitant l'instauration d'entraves sanitaires au commerce non justifiées.<sup>422</sup>

7.285. Au point 10 de la partie B du Guide de l'utilisateur, il est indiqué ceci:

Les normes figurant dans chacun des chapitres des titres 8 à 15 sont conçues, d'après la nature des marchandises commercialisées, le statut zoosanitaire du pays, de la zone ou du compartiment d'exportation et des mesures de réduction des risques applicables à chaque marchandise, pour éviter l'introduction, dans le pays importateur, des agents étiologiques mentionnés sur la liste des maladies, infections et infestations dressée par l'OIE.<sup>423</sup>

7.286. Comme il a été noté plus haut, le Code terrestre comprend un certain nombre de chapitres. Ceux du volume I traitent de questions générales (dites horizontales) tandis que ceux du volume II portent sur les recommandations applicables à certaines maladies (maladies figurant sur la liste de l'OIE et autres maladies importantes pour le commerce international) et sur l'adoption de mesures y relatives. Le chapitre 15.1 est spécialement consacré à la PPA. Nous centrons notre analyse sur les normes internationales pertinentes pour la PPA qui sont énoncées dans le Code terrestre, en particulier au chapitre 15.1. Conjointement avec d'autres dispositions pertinentes applicables, le chapitre 15.1 du Code terrestre sert de principal point de référence par rapport auquel l'interdiction à l'échelle de l'UE doit être comparée pour déterminer si celle-ci est établie sur la base de cette norme. En conséquence, suivant les indications données plus haut, il incombe au Groupe spécial de discerner le sens des dispositions pertinentes du chapitre 15.1 et d'autres dispositions pertinentes du Code et d'entreprendre l'évaluation comparative requise de l'interdiction à l'échelle de l'UE avec ces normes afin de déterminer si cette interdiction correspond aux éléments de l'article 3:1.<sup>424</sup>

<sup>421</sup> Rapport de l'Organe d'appel *Inde – Produits agricoles*, paragraphes 5.93 et 5.94.

<sup>422</sup> Guide de l'utilisateur du Code terrestre (pièce EU-2), page vii du volume I. Voir aussi la réponse de l'OIE à la question n° 19 du Groupe spécial.

<sup>423</sup> Guide de l'utilisateur du Code terrestre (pièce EU-2), page viii du volume I. Voir aussi la réponse de l'OIE à la question n° 19 du Groupe spécial.

<sup>424</sup> Nous analysons plus loin les dispositions pertinentes du Code terrestre concernant la régionalisation (voir les paragraphes 7.292 à 7.325). À ce stade de notre analyse, nous rappelons que le chapitre 4.3 intitulé "zonage et compartimentation" indique que: "[l]e présent chapitre a pour objet d'aider les États membres qui souhaitent définir et préserver différentes sous-populations à l'intérieur de leur territoire, selon les principes de la compartimentation et du zonage. *Ces principes doivent être appliqués conformément aux mesures préconisées dans le ou les chapitres correspondant à la maladie considérée.* Le présent chapitre décrit également les étapes que peuvent suivre les partenaires commerciaux pour aboutir à la reconnaissance de telles sous-populations. Le meilleur moyen, pour les partenaires commerciaux, de suivre ces étapes est de concevoir des paramètres adaptés et d'obtenir un accord sur les mesures nécessaires avant qu'un foyer de maladie n'éclate". (pas d'italique dans l'original)

7.287. L'article 15.1.1 contient des dispositions générales. Les articles 15.1.2 à 15.1.4 traitent du statut sanitaire d'un pays, d'une zone ou d'un compartiment au regard de la PPA (l'article 15.1.2 établit les éléments à prendre en considération aux fins de la détermination du statut sanitaire d'un pays, d'une zone ou d'un compartiment au regard de la PPA; l'article 15.1.3 établit les éléments à prendre en considération s'agissant du statut historiquement exempt et du statut exempt de PPA acquis grâce à l'application d'un programme d'éradication; et l'article 15.1.4 traite du recouvrement du statut exempt de PPA). Les articles 15.1.5 à 15.1.16<sup>425</sup> contiennent des recommandations par produit sur la manière d'importer en toute sécurité des porcs ou produits du porc sensibles à la PPA, ou des produits qui en sont issus, en fonction du statut sanitaire du pays, de la zone ou du compartiment exportateur au regard de la PPA. Les articles 15.1.14 à 15.1.16 prévoient par ailleurs des dispositions pour la situation dans laquelle les produits visés ont été soumis à un traitement dans un établissement agréé afin de garantir la destruction du virus de la PPA. D'après l'OIE, toutes les différentes combinaisons de procédures d'essai, de traitement et de certification décrites au chapitre 15.1 assurent la sécurité sanitaire du commerce des animaux et des produits d'origine animale.<sup>426</sup>

7.288. S'agissant du texte même des dispositions en question, nous notons que l'article 15.1.1, intitulé "Considérations générales", est libellé comme suit:

#### **Article 15.1.1 Considérations générales**

Le porc et ses plus proches cousins parmi lesquels sont classés toutes les variétés de l'espèce *Sus scrofa* (tant domestiques que *sauvages*), les phacochères (*Phacochoerus* spp.), les potamochères (*Potamochoerus* spp.) et les sangliers géants des forêts ou hylochères (*Hylochoerus meinertzhageni*), sont les seuls hôtes naturels du virus de la peste porcine africaine. Aux fins de l'application du présent chapitre, il est fait une distinction entre les porcs domestiques (tenus en permanence en captivité ou élevés en plein air) et les porcs *sauvages* (y compris les porcs *féroces* et les sangliers *sauvages*), ainsi qu'entre l'espèce *Sus scrofa* et les espèces de porcs africains.

Toutes les variétés de l'espèce *Sus scrofa* sont sensibles aux effets pathogènes du virus de la peste porcine africaine contrairement aux espèces de porcs *sauvages* africains qui, par ailleurs, constituent une espèce réservoir de l'*infection*. Les tiques du genre *Ornithodoros* sont des hôtes naturels du virus et jouent un rôle de *vecteur* biologique dans la transmission de l'*infection*.

Aux fins de l'application du *Code terrestre*, la *période d'incubation* de la peste porcine africaine chez les espèces *Sus scrofa* est fixée à 15 jours.

Les normes pour les épreuves de diagnostic sont décrites dans le *Manuel terrestre*.

7.289. Les dispositions à respecter pour qu'un pays ou une zone soit considéré comme exempt de PPA figurent aux articles 15.1.2 et 15.1.3:

#### **Article 15.1.2 Détermination du statut sanitaire d'un pays, d'une zone ou d'un compartiment au regard de la peste porcine africaine**

Le statut sanitaire d'un pays, d'une *zone* ou d'un *compartiment* au regard de la peste porcine africaine ne peut être déterminé qu'en fonction des critères applicables aux porcs domestiques et aux porcs *sauvages* qui sont exposés ci-dessous, selon leur pertinence:

1) la peste porcine africaine est à déclaration obligatoire sur l'ensemble du territoire et tous les signes cliniques évoquant sa présence sont l'objet d'investigations appropriées menées sur le terrain et au laboratoire;

<sup>425</sup> L'article 15.1.17, qui n'est pas invoqué dans le présent différend, contient des recommandations relatives à l'importation de fumier et de lisier (de porcs).

<sup>426</sup> Réponses de l'OIE à la question n° 19 du Groupe spécial.



2) un programme continu de sensibilisation est mis en œuvre, visant à favoriser la déclaration de tous les cas évoquant la peste porcine africaine;

3) l'*Autorité vétérinaire* a une connaissance courante de tous les porcs domestiques détenus dans le pays, la zone ou le compartiment et a autorité sur ces derniers;

4) l'*Autorité vétérinaire* a une connaissance courante des espèces, des populations et de l'habitat des porcs *sauvages* existant dans le pays ou la zone.

#### **Article 15.1.3 Pays, zone ou compartiment indemne de peste porcine africaine**

##### **1. Statut historiquement indemne**

Un pays ou une zone peut être considéré(e) comme indemne de peste porcine africaine sans avoir mis en œuvre, dans un cadre formel, un programme de *surveillance* spécifique lorsque les dispositions prévues à l'article 1.4.6 sont respectées.

##### **2. Statut indemne acquis grâce à l'application d'un programme d'éradication**

Un pays ou une zone qui ne satisfait pas aux conditions requises au point 1 ci-dessus ou un *compartiment* peut être considéré(e) comme indemne de peste porcine africaine lorsque:

a) aucun *foyer* de la *maladie* ne s'est déclaré au cours des 3 dernières années; cette période peut être ramenée à 12 mois si le rôle des tiques dans l'épidémiologie de l'*infection* n'est pas mis en évidence;

b) aucun signe d'*infection* par le virus de la peste porcine africaine n'a été constaté au cours des 12 derniers mois;

c) un système de *surveillance* ciblant les porcs domestiques est en place depuis au moins 12 mois;

d) les importations de porcs domestiques sont effectuées conformément, selon le cas, à l'article 15.1.5 ou à l'article 15.1.6.

ET

Il ressort des données issues de la *surveillance* que l'*infection* par le virus de la peste porcine africaine n'est établie dans aucune des populations de porcs *sauvages* présentes dans le pays ou la zone, et:

e) ni signe clinique ni indice virologique de peste porcine africaine n'ont été observés chez le porc sauvage au cours des 12 derniers mois;

f) la présence de porcs *sauvages* possédant des anticorps n'a pas été décelée dans la catégorie d'*animaux* âgés de 6 à 12 mois au cours des 12 derniers mois;

g) les importations de porcs *sauvages* sont effectuées conformément à l'article 15.1.7.

7.290. Le recouvrement du statut de pays, zone ou compartiment exempt de la maladie après l'apparition d'un foyer de PPA est l'objet de l'article 15.1.4:

#### **Article 15.1.4 Recouvrement du statut de pays, zone ou compartiment indemne de peste porcine africaine**

Dans le cas où un *foyer* de peste porcine africaine se déclare dans un pays, une zone ou un *compartiment* qui en était indemne jusqu'alors, le recouvrement du statut de

pays, zone ou *compartiment* indemne de peste porcine africaine peut intervenir à condition que les résultats du programme de *surveillance* se révèlent négatifs:

1) à l'issue d'un délai d'attente de trois mois après le dernier *cas* lorsque l'*abattage sanitaire* est pratiqué et que cette mesure est associée à l'administration d'un traitement acaricide et à l'utilisation de porcs sentinelles en cas de suspicion d'une implication des tiques dans l'épidémiologie de l'*infection*, ou

2) au terme du respect des dispositions prévues au point 2 de l'article 15.1.3 lorsque l'*abattage sanitaire* n'est pas pratiqué.

ET

Il ressort des données issues de la *surveillance* que l'*infection* par la peste porcine africaine n'est établie dans aucune des populations de porcs *sauvages* existant dans le pays ou la zone.

7.291. Après ces dispositions relatives au statut sanitaire d'un pays, d'une zone ou d'un compartiment au regard de la PPA, le reste du chapitre 15.1 énonce des recommandations par produit. Nous rappelons que l'interdiction à l'échelle de l'UE ne s'applique pas aux produits qui ont été soumis à certaines formes de traitement qui garantiraient la destruction du virus de la PPA.<sup>427</sup> Gardant cela à l'esprit, le tableau 4 ci-dessous reproduit les dispositions par produit figurant dans le chapitre 15.1 du Code terrestre qui se rapportent aux produits en cause visés par l'interdiction à l'échelle de l'UE.

**Tableau 4. Dispositions par produit du chapitre 15.1 du Code terrestre<sup>428</sup>**

À l'échelle de l'UE <sup>429</sup>	Norme internationale pertinente (dispositions par produit pertinentes du chapitre 15.1 du Code terrestre)
Porcins vivants	<p><u>Article 15.1.5</u></p> <p><b>Recommandations relatives aux importations en provenance de pays, zones ou compartiments indemnes de peste porcine africaine</b></p> <p>Pour les porcs domestiques</p> <p>Les <i>Autorités vétérinaires</i> doivent exiger la présentation d'un <i>certificat vétérinaire international</i> attestant que les <i>animaux</i>:</p> <p>1) ne présentaient aucun signe clinique de peste porcine africaine le jour de leur chargement;</p> <p>2) ont séjourné depuis leur naissance, ou durant les 40 derniers jours, dans un pays, une zone ou un <i>compartiment</i> indemne de peste porcine africaine.</p>
Viande de porc	<p><u>Article 15.1.12</u></p> <p><b>Recommandations relatives aux importations en provenance de pays, zones ou compartiments indemnes de peste porcine africaine</b></p> <p>Pour les viandes fraîches de porcs domestiques</p> <p>Les <i>Autorités vétérinaires</i> doivent exiger la présentation d'un <i>certificat vétérinaire international</i> attestant que les <i>viandes fraîches</i> faisant l'objet de la présente expédition proviennent en totalité d'<i>animaux</i>:</p> <p>1) qui ont séjourné depuis leur naissance, ou durant au moins les 40 derniers jours, dans un pays, une zone ou un <i>compartiment</i> indemne de peste porcine africaine, ou qui ont été importés conformément, selon le cas, à l'article 15.1.5 ou à l'article 15.1.6;</p> <p>2) qui ont été abattus dans un <i>abattoir</i> agréé et qui ont été soumis, conformément au chapitre 6.2, aux inspections <i>ante mortem</i> et <i>post mortem</i> sans que ces inspections révèlent le moindre signe clinique évocateur de la peste porcine africaine.</p>

<sup>427</sup> Voir plus haut le paragraphe 7.143.

<sup>428</sup> Ce tableau contient les dispositions pertinentes par produit figurant dans le chapitre 15.1 du Code terrestre et les produits tels qu'ils sont indiqués dans les mesures de la Russie. La Russie a estimé que l'article 15.1.6 était pertinent pour les "porcelets à l'engrais"/porcins destinés à la reproduction s'agissant de l'interdiction à l'échelle de l'UE (voir par exemple la réponse de la Russie à la question n° 272 du Groupe spécial, paragraphe 119). Comme l'Union européenne ne pratique pas la "compartimentation" et n'a pas essayé de s'appuyer sur ce concept dans son argumentation au titre de l'article 3 de l'Accord SPS, l'article 15.1.6 et d'autres dispositions relatives aux compartiments ne figurent pas dans le tableau 4.

<sup>429</sup> Réponse de l'Union européenne à la question n° 77 du Groupe spécial, paragraphes 148 à 151; et réponse de l'Union européenne à la question n° 271 du Groupe spécial, paragraphes 85 à 89. Voir aussi la réponse de la Russie à la question n° 77 du Groupe spécial, paragraphe 127; et la réponse de la Russie à la question n° 271 du Groupe spécial, paragraphes 97 et 98.

À l'échelle de l'UE <sup>429</sup>	Norme internationale pertinente (dispositions par produit pertinentes du chapitre 15.1 du Code terrestre)
Préparations à base de viande crue	<p>Articles 15.1.12 et 15.1.14 (nous reproduisons le texte de l'article 15.1.13 pour donner une indication des conditions auxquelles l'article 15.1.14 fait référence)</p> <p><u>Article 15.1.13</u>  <b>Recommandations relatives aux importations en provenance de pays ou de zones indemnes de peste porcine africaine</b>  <b>Pour les viandes fraîches de porcs sauvages</b>  Les <i>Autorités vétérinaires</i> doivent exiger la présentation d'un <i>certificat vétérinaire international</i> attestant:</p> <p>1) que les <i>viandes fraîches</i> faisant l'objet de la présente expédition proviennent en totalité d'<i>animaux</i> qui:</p> <p>a) ont été abattus à la chasse dans un pays ou une zone indemne de peste porcine africaine;</p> <p>b) ont été soumis, conformément au chapitre 6.2, à l'inspection <i>post mortem</i> dans un centre d'inspection agréé sans que cette inspection révèle le moindre signe évocateur de la peste porcine africaine;</p> <p>et, si la zone dans laquelle a été abattu l'<i>animal</i> est adjacente à une zone où les porcs sauvages sont infectés:</p> <p>2) qu'un prélèvement a été effectué sur chaque <i>animal</i> abattu à la chasse et qu'il a fait l'objet d'une recherche de la peste porcine africaine au moyen d'une épreuve virologique et d'une épreuve sérologique, dont les résultats se sont révélés négatifs.</p> <p><u>Article 15.1.14</u>  <b>Recommandations relatives à l'importation de produits à base de viande de porcs (domestiques ou sauvages), de produits d'origine animale (qui sont issus de viandes fraîches de porc) appelés à entrer dans la composition d'aliments pour animaux ou destinés à l'usage agricole ou industriel, ou à l'usage pharmaceutique ou chirurgical, et de trophées de porcs sauvages</b>  Les <i>Autorités vétérinaires</i> doivent exiger la présentation d'un <i>certificat vétérinaire international</i> attestant que les produits:</p> <p>1) ont été élaborés:</p> <p>a) exclusivement à partir de <i>viandes fraîches</i> satisfaisant aux conditions requises, selon le cas, à l'article 15.1.12 ou à l'article 15.1.13;</p> <p>b) dans un établissement de transformation qui:</p> <p>i) est agréé pour l'exportation par l'<i>Autorité vétérinaire</i>;</p> <p>ii) ne traite que des <i>viandes</i> satisfaisant aux conditions requises, selon le cas, à l'article 15.1.12 ou à l'article 15.1.13;</p> <p>OU</p> <p>2) ont été soumis à un traitement dans un établissement agréé pour l'exportation par l'<i>Autorité vétérinaire</i> afin de garantir la destruction du virus de la peste porcine africaine, et que les précautions nécessaires ont été prises après le traitement afin d'éviter que les produits n'entrent en contact avec une source potentielle de virus de la peste porcine africaine.</p>

7.292. Selon l'Union européenne, les normes applicables correctes concernant les mesures en question figurent principalement dans le chapitre 15.1 (Peste porcine africaine) du Code terrestre, qui traite du commerce des produits en cause, et dans le chapitre 4.3 qui traite de la régionalisation.<sup>430</sup> L'Union européenne affirme qu'elle n'a pas établi de zones de confinement ni de compartiments au sens qui est donné à ces termes dans le Code terrestre; en revanche, elle a établi des zones considérées comme infectées par la PPA et des zones exemptes de PPA. D'après elle, cette approche est une option offerte au titre de l'article 4.3.3.3 (zonage et compartimentation).<sup>431</sup> La Russie affirme que les dispositions relatives à la PPA du chapitre 15.1, concernant les produits non traités, ne sont appliquées que lorsque le pays exportateur a objectivement démontré au pays importateur qu'il a établi des zones conformes aux recommandations de l'OIE – c'est-à-dire suivant les principes de la définition et de l'établissement de zones et de compartiments énoncés à l'article 4.3.3.<sup>432</sup> Eu égard aux vues exprimées par les parties, nous allons nous attacher à établir de quelle manière, selon le Code terrestre, un pays ou une zone exempt de PPA pourrait être déterminé, et nous ne ferons pas référence à l'établissement de compartiments.

7.293. Dans le présent différend, la référence dans les dispositions pertinentes du Code terrestre non seulement à la notion de "pays" exempt de PPA, mais également à celle de "zone" exempt

<sup>430</sup> Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 122.

<sup>431</sup> Deuxième communication écrite de l'Union européenne, paragraphes 37 à 40.

<sup>432</sup> Deuxième communication écrite de la Russie, paragraphe 33.

de PPA, est particulièrement significative. Il nous est nécessaire de bien comprendre le concept de "zonage" ainsi que tous les liens, quels qu'ils soient, existant entre le chapitre du Code terrestre portant sur la maladie (le chapitre 15.1) et les chapitres "horizontaux" (les chapitres 4.3, 4.4 et 5.3) consacrés à la question "zonage et compartimentation", étant donné que cela aura une incidence importante sur notre examen des arguments des parties et des éléments de preuve présentés à l'appui.

7.294. L'un des experts auprès du Groupe spécial a confirmé que "[l]e chapitre 15.1 du Code terrestre prévo[yait] la possibilité d'effectuer des importations en provenance de pays infectés par la PPA à condition que les mesures d'atténuation des risques prescrites soient appliquées afin de rendre les produits "sûrs" ...".<sup>433</sup> Pour les pays dans lesquels la présence de foyers de PPA a été confirmée, le chapitre 15.1 du Code terrestre permet l'exportation de certains produits en provenance de zones et de compartiments exempts de PPA. Ainsi, un pays dans lequel la présence d'un foyer de PPA a été confirmée peut établir une zone exempte de la maladie, conformément aux dispositions de l'OIE, en provenance de laquelle les produits spécifiés (par exemple porcins domestiques vivants, viande de porcins domestiques, et préparations à base de viande crue de porcins domestiques et sauvages) peuvent être importés selon les conditions décrites aux articles 15.1.5, 15.1.12 et 15.1.14 du Code terrestre.

7.295. L'acceptation des produits non traités visés aux articles 15.1.5 (porcins vivants), 15.1.12 (viandes fraîches de porcins domestiques), et 15.1.14 (produits de la viande de porcins) est subordonnée à la détermination selon laquelle les produits en question proviennent de pays, zones ou compartiments exempts de PPA. Les conditions qui devraient être remplies pour qu'un pays, une zone ou un compartiment soit considéré comme exempt de PPA sont énoncées aux articles 15.1.2, 15.1.3 et 15.1.4 tandis que les dispositions plus générales concernant l'établissement de zones exemptes de maladies figurent dans l'article 1.4.6 et dans les chapitres 4.3 et 5.3.

7.296. En particulier, l'article 15.1.2 du Code terrestre énonce certaines conditions préalables à vérifier pour déterminer le statut sanitaire d'un pays, d'une zone ou d'un compartiment au regard de la PPA. Il s'agit des conditions suivantes: i) la peste porcine africaine est à déclaration obligatoire sur l'ensemble du territoire; ii) tous les signes cliniques évoquant sa présence sont l'objet d'investigations appropriées menées sur le terrain et au laboratoire; iii) un programme continu de sensibilisation est mis en œuvre, visant à favoriser la déclaration de tous les cas évoquant la peste porcine africaine; iv) l'Autorité vétérinaire<sup>434</sup> a une connaissance courante de tous les porcs domestiques détenus dans le pays, la zone ou le compartiment et a autorité sur ces derniers; et v) l'Autorité vétérinaire a une connaissance courante des espèces, des populations et de l'habitat des porcs sauvages existant dans le pays ou la zone.<sup>435</sup> À notre avis, ces éléments renvoient à la traçabilité des animaux, ainsi qu'à la surveillance épidémiologique, qui est un terme utilisé à l'article 6:2 de l'Accord SPS lorsqu'il est fait référence aux facteurs sur la base desquels un Membre devrait faire sa détermination des zones exemptes de maladies.

7.297. En outre, l'article 15.1.3 du Code terrestre traite des prescriptions que doit respecter un pays, une zone ou un compartiment pour être considéré comme exempt de PPA. Cette disposition indique d'abord quand un pays ou une zone peut être considéré historiquement exempt de PPA. À cet égard, la disposition établit qu'"un pays ou une zone peut être considéré(e) comme indemne de peste porcine africaine sans avoir mis en œuvre, dans un cadre formel, un programme de surveillance spécifique lorsque les dispositions prévues à l'article 1.4.6 sont respectées".

7.298. L'article 1.4.6 du Code terrestre s'intitule "Surveillance visant à démontrer l'absence de maladie ou d'infection". Il prévoit dans sa partie pertinente ce qui suit:

<sup>433</sup> Réponse du Dr Brückner à la question n° 36 du Groupe spécial, compilation des réponses des experts, paragraphe 4.42.

<sup>434</sup> D'après le glossaire du Code terrestre, l'Autorité vétérinaire "désigne l'autorité gouvernementale d'un État membre, comprenant des vétérinaires et d'autres professionnels et paraprofessionnels, ayant la responsabilité de mettre en œuvre les mesures relatives à la protection de la santé et du bien-être des animaux, de gérer les activités de certification vétérinaire internationale et d'appliquer les autres normes et recommandations figurant dans le Code terrestre, ou d'en superviser l'exécution sur l'ensemble du territoire national, et présentant les compétences nécessaires à cet effet". Glossaire, page xii du volume I du Code terrestre (pièce RUS-32).

<sup>435</sup> Article 15.1.2, OIE, *Code sanitaire pour les animaux terrestres*, 23<sup>ème</sup> édition (2014), volume II, page 721.

1. Conditions nécessaires pour qu'un pays ou une zone puisse être déclaré(e) indemne de maladie ou d'infection sans surveillance spécifique des agents pathogènes

Le présent article contient les principes généraux applicables pour déclarer un pays ou une zone indemne d'une maladie ou infection donnée en fonction de la date de survenue du dernier cas, et notamment pour reconnaître le statut historiquement indemne.

Les dispositions du présent article reposent sur les dispositions prévues par l'article 1.4.3 et sur les éléments suivants:

- en l'absence de maladie et de vaccination, la population animale deviendrait sensible au bout d'un certain laps de temps;
- les agents pathogènes auxquels ces dispositions s'appliquent sont susceptibles de provoquer des signes cliniques identifiables chez les animaux sensibles;
- des services vétérinaires compétents et efficaces sont capables de rechercher, diagnostiquer et déclarer une maladie si elle est présente;
- les maladies ou les infections peuvent toucher aussi bien les animaux domestiques que la faune sauvage;
- dans les États membres, l'absence de maladie ou d'infection sur une période prolongée dans une population sensible peut être démontrée grâce à l'efficacité des investigations et des déclarations effectuées.

a) Statut historiquement indemne

Sauf disposition contraire prévue dans le chapitre traitant de la maladie concernée, un pays ou une zone peut être reconnu(e) indemne d'infection sans appliquer formellement un programme de surveillance spécifique des agents pathogènes si:

- i) la maladie n'est jamais survenue, ou
- ii) l'éradication a été obtenue, ou la maladie ou l'infection n'est pas réapparue depuis au moins 25 ans; sous réserve toutefois que, depuis au moins 10 ans:
- iii) il s'agisse d'une maladie à déclaration obligatoire;
- iv) un système de détection précoce soit en place pour toutes les espèces concernées;
- v) des mesures visant à prévenir l'introduction de la maladie ou de l'infection aient été mises en place et aucune vaccination contre la maladie n'ait été pratiquée, sauf disposition contraire prévue dans le Code terrestre;
- vi) rien ne donne à penser que l'infection est établie dans la faune sauvage du pays ou de la zone. Un pays ou une zone ne peut prétendre au statut historiquement indemne s'il existe des preuves d'infection dans la faune sauvage.

b) Dernier cas survenu au cours des 25 années écoulées

Les pays ou zones ayant obtenu l'éradication (ou dans lesquels ou lesquelles la maladie ou l'infection a cessé d'apparaître) au cours des 25 dernières années doivent suivre, si elles existent, les dispositions du Code terrestre relatives à la surveillance spécifique des agents pathogènes. En l'absence de dispositions spécifiques, les pays suivront les recommandations générales portant sur la surveillance, établies dans le présent chapitre, sous réserve que, depuis au moins 10 ans:

- i) il s'agisse d'une maladie à déclaration obligatoire;

- ii) un système de détection précoce soit en place;
- iii) des mesures visant à prévenir l'introduction de la maladie ou de l'infection aient été mises en place;
- iv) aucune vaccination contre la maladie n'ait été pratiquée, sauf disposition contraire du Code terrestre;
- v) rien ne donne à penser que l'infection est établie dans la faune sauvage du pays ou de la zone. Un pays ou une zone ne peut prétendre à la reconnaissance du statut indemne s'il existe des preuves d'infection dans la faune sauvage.

...

##### 5. Démonstration de l'absence d'infection

Un système de surveillance visant à démontrer l'absence d'infection doit répondre aux exigences énoncées ci-après, en plus des dispositions générales stipulées à l'article 1.4.3.

L'absence d'infection implique l'absence de l'agent pathogène dans le pays, la zone ou le compartiment. Les méthodes scientifiques ne fournissent pas de certitude absolue sur l'absence d'infection. Par conséquent, pour démontrer l'absence d'infection, il faut fournir suffisamment de preuves démontrant (avec un niveau de confiance acceptable pour les États membres) que l'infection par un agent pathogène spécifique, si elle est présente, touche un pourcentage d'individus inférieur à un chiffre donné.

La caractérisation d'une infection à n'importe quelle prévalence de la population cible invalide cependant automatiquement toute déclaration d'absence d'infection, sauf indication contraire stipulée dans le chapitre relatif à la maladie concernée. Lorsqu'une maladie ou une infection est présente dans la faune sauvage, les répercussions sur le statut des animaux domestiques du pays ou de la zone doivent être appréciées pour chaque situation particulière, comme indiqué dans le chapitre du Code terrestre relatif à la maladie considérée.

Comme cela est indiqué plus haut, les résultats d'une surveillance reposant sur des sources de données ciblées, aléatoires ou non, peuvent augmenter le niveau de confiance ou permettre de déceler une prévalence plus faible avec le même niveau de confiance que les recherches structurées.

7.299. L'article 1.4.6 fait partie du chapitre 1.4 qui traite de la surveillance de la santé animale. Comme indiqué, cette disposition mentionne les possibilités existantes pour déterminer le statut sanitaire d'un pays, d'une zone ou d'un compartiment au regard d'une maladie. Selon l'article 1.4.6, un pays ou une zone peut être reconnu comme étant exempt d'une infection – par la PPA dans la présente affaire – sans appliquer formellement un programme de surveillance spécifique des agents pathogènes si i) la maladie n'est pas survenue, ou ii) l'éradication a été obtenue, ou la maladie ou l'infection n'est pas réapparue depuis au moins 25 ans. Dans ce second cas de figure, aux fins de l'obtention du statut de pays ou zone exempt(e) de la maladie, les conditions suivantes doivent être remplies depuis 10 ans: i) il s'agit d'une maladie à déclaration obligatoire; ii) un système de détection précoce est en place pour toutes les espèces concernées; iii) des mesures visant à prévenir l'introduction de la maladie ou de l'infection ont été mises en place; et iv) rien ne donne à penser que l'infection est établie dans la faune sauvage du pays ou de la zone.

7.300. De plus, l'article 1.4.6 du Code terrestre prévoit que, lorsque le dernier cas est survenu au cours des 25 années écoulées, le pays ou la zone ayant obtenu l'éradication ou dans lequel ou laquelle la maladie a cessé d'apparaître, doit suivre, si elles existent, les dispositions du Code

terrestre relatives à la surveillance spécifique des agents pathogènes.<sup>436</sup> En l'absence de telles dispositions, les mêmes conditions que celles qui sont indiquées pour le second cas de statut historiquement exempt au paragraphe précédent devraient être remplies depuis dix ans.

7.301. En ce qui concerne les prescriptions relatives à la détermination du statut exempt de PPA d'un pays ou d'une zone, l'OIE a expliqué ceci:

Les dispositions de l'article 1.4.6 fournissent une base objective sur laquelle peuvent se fonder les partenaires commerciaux pour convenir des mesures sanitaires appliquées à leurs échanges. Conformément à la politique de l'OIE en matière de gestion des risques associés à une maladie, il existe plusieurs approches qui devraient être utilisées et adaptées (dans certaines limites) en fonction des circonstances du pays membre de l'OIE concerné. La première étape est d'exercer une surveillance pour s'assurer que la situation réelle au regard d'une maladie ou d'une infection est connue avec le degré de fiabilité approprié. Après cela, la difficulté sera de fournir des éléments de preuve et une justification scientifique qui puissent convaincre les partenaires commerciaux. Cette seconde étape est influencée par plusieurs considérations, parmi lesquelles la nature de la relation entre les pays et la crédibilité des services vétérinaires du pays exportateur. L'OIE fournit des indications sur tous ces points.<sup>437</sup>

7.302. En outre, l'OIE a fait observer ceci:

Comme il a déjà été mentionné, les recommandations de portée générale figurant dans le chapitre 1.4 *peuvent être* affinées par les approches spécifiques décrites dans les chapitres portant sur les maladies (italique ajouté pour mettre en valeur ces termes). L'emploi des mots "peuvent être" rend compte du fait que des approches spécifiques ne figurent pas dans tous ces chapitres, en particulier dans les plus anciens d'entre eux qui n'ont pas été révisés depuis plusieurs années. Les prescriptions à satisfaire pour que des pays, zones ou compartiments soient considérés comme exempts de la peste porcine africaine figurent à l'article 15.1.3. Cet article renvoie à l'article 1.4.6 concernant les prescriptions relatives au statut "historiquement indemne". Le chapitre 15.1 actuel ne contient pas de prescriptions détaillées concernant la surveillance de la peste porcine africaine.<sup>438</sup> (guillemets dans l'original)

7.303. Dans ce contexte, nous estimons que l'article 1.4.6 traite également de la reconnaissance de zones exemptes de maladies sur le territoire d'un membre de l'OIE sur la base de l'application d'une surveillance spécifique des agents pathogènes conformément aux recommandations du chapitre 1.4 du Code terrestre. Le virus de la PPA est l'agent pathogène spécifique pour lequel une surveillance devrait être mise en place dans le contexte de la présente affaire.

7.304. L'article 15.1.3 du Code terrestre fait aussi référence au statut exempt de maladies de pays, de zones ou de compartiments grâce à l'application d'un programme d'éradication. Selon cet article, lorsqu'un pays ou une zone ne peut pas être considéré comme historiquement exempt de PPA, il peut quand même être considéré comme exempt de PPA lorsque i) aucun foyer de la maladie ne s'est déclaré au cours des trois dernières années, ou 12 mois si le rôle des tiques n'est pas mis en évidence; ii) il n'y a eu aucun signe d'infection par le virus de la PPA au cours des 12 derniers mois; iii) un système de surveillance ciblant les porcins domestiques est en place depuis au moins 12 mois; et iv) les porcins domestiques importés ne présentaient aucun signe clinique de PPA le jour de leur chargement et ont séjourné depuis leur naissance, ou durant les 40 derniers jours, dans un pays, une zone ou un compartiment exempt de PPA (voir les articles 15.1.5 et 15.1.6 du Code terrestre). Outre ces éléments, pour que le pays ou la zone soit considéré comme exempt de PPA, l'article 15.1.3 exige i) qu'aucun signe clinique ni indice virologique de PPA n'aient été observés chez les porcins sauvages au cours des 12 derniers mois; ii) que la présence de porcins sauvages possédant des anticorps n'ait pas été décelée dans la

<sup>436</sup> Nous rappelons que, dans ses réponses aux questions du Groupe spécial, l'OIE a confirmé que le chapitre 15.1 de la 23<sup>ème</sup> édition du Code terrestre "ne cont[enait] pas de prescriptions détaillées concernant la surveillance de la peste porcine africaine". Réponse de l'OIE à la question n° 4 du Groupe spécial.

<sup>437</sup> Réponse de l'OIE à la question n° 4 du Groupe spécial.

<sup>438</sup> Réponse de l'OIE à la question n° 4 du Groupe spécial.



catégorie d'animaux âgés de 6 à 12 mois au cours des 12 derniers mois; et iii) que les porcins sauvages importés n'aient présenté aucun signe clinique de PPA le jour de leur chargement, qu'ils aient été capturés dans un pays ou une zone exempt de PPA et, si cette zone est adjacente à une zone où les porcins sauvages sont infectés, que les animaux aient été maintenus dans une station de quarantaine pendant les 40 jours ayant précédé leur chargement et aient été soumis à une épreuve virologique et à une épreuve sérologique réalisées au moins 21 jours après leur entrée dans la station de quarantaine, dont les résultats se sont révélés négatifs (voir l'article 15.1.7 du Code terrestre).

7.305. Aux termes de l'article 15.1.4, lorsqu'un foyer de PPA se déclare dans un pays, une zone ou un compartiment qui en était exempt jusqu'alors, le statut de pays, zone ou compartiment exempt de PPA peut être recouvré si certaines conditions sont remplies.<sup>439</sup>

7.306. En résumé, un pays ou une zone peut être historiquement exempt de PPA (lorsque les conditions énoncées à l'article 15.1.3.1 sont remplies – outre celles qui sont prévues à l'article 1.4.6), peut être considéré comme exempt de PPA grâce à l'application d'un programme d'éradication (lorsque les conditions énoncées à l'article 15.1.3.2 sont remplies), ou son statut de pays ou zone exempt(e) de PPA peut être recouvré après l'apparition d'un foyer de la maladie (lorsque les conditions énoncées à l'article 15.1.14 sont remplies). En outre, la détermination du statut d'un pays, d'une zone ou d'un compartiment au regard de la PPA dépend de la prise en considération de certains facteurs liés à la surveillance épidémiologique.

7.307. Nous notons que les dispositions du Code terrestre relatives au statut au regard de la PPA prévoient la reconnaissance de pays, zones et compartiments exempts de PPA. Plus spécifiquement, les articles 15.1.2, 15.1.3 et 15.1.4 font chacun référence à un "pays", à une "zone" ou à un "compartiment" exempt de PPA<sup>440</sup>, sur le même plan, sans imposer d'ordre, de préférence ou de hiérarchie entre ces trois termes.

7.308. Outre que nous devons examiner les dispositions relatives à la PPA figurant au chapitre 15.1, nous devons aussi tenir compte des dispositions pertinentes du chapitre 4.3 (zonage et compartimentation) et de l'article 5.3.7 (Séquence d'étapes à suivre pour définir une zone ou un compartiment et obtenir leur reconnaissance à des fins commerciales). Avant d'examiner le sens de ces deux dispositions, nous allons d'abord nous pencher sur la question fondamentale du rapport entre les dispositions horizontales et les dispositions spécifiques du Code terrestre.

7.309. Outre qu'il a interrogé les parties sur le concept "horizontal" du zonage et sur son rapport avec les dispositions relatives à la PPA du Code terrestre, le Groupe spécial a posé une série de questions connexes à l'OIE et aux experts. Certaines questions devaient permettre de mieux comprendre l'interaction entre les chapitres horizontaux du volume I et les chapitres consacrés à des maladies spécifiques du volume II.

7.310. L'OIE a expliqué que les textes du volume I, comme le chapitre 1.4 sur la surveillance de la santé animale et le chapitre 4.3 sur le zonage et la régionalisation, établissaient un cadre de base qui pouvait être appliqué à toutes les maladies et à toutes les espèces hôtes. L'objectif est de mettre en place une approche systématique pour la prévention et le contrôle de la maladie, fondée sur la science et sur une série de principes fondamentaux. Dans les chapitres consacrés à des maladies spécifiques figurant dans le volume II, comme le chapitre 15.1 (Peste porcine africaine), les recommandations sont adaptées aux caractéristiques épidémiologiques spécifiques des agents infectieux. Le rôle des animaux sauvages dans l'épidémiologie d'une maladie est un facteur de risque important pour certaines maladies, mais pas pour d'autres. L'importance de la maladie dans la faune sauvage est mentionnée comme facteur à prendre en considération de manière générale dans la conception de programmes de surveillance. Les dispositions spécifiques figurent dans le volume II, mais seulement en ce qui concerne les maladies pour lesquelles il est nécessaire de lutter contre l'infection chez les animaux sauvages afin de contrôler la maladie chez les animaux domestiques.<sup>441</sup> L'OIE a également expliqué que certains points étaient traités dans le volume II, mais pas dans le volume I, par exemple, à l'article 4.3.1:

<sup>439</sup> Voir plus haut le paragraphe 7.290.

<sup>440</sup> Voir plus loin les paragraphes 7.311 à 7.316.

<sup>441</sup> Réponse de l'OIE à la question n° 6 du Groupe spécial.

Pour recouvrer le statut de *zone* indemne ou de *compartiment* indemne d'une *maladie* déterminée après la survenue d'un *foyer de maladie*, les États membres doivent suivre les recommandations spécifiées dans les chapitres pertinents du *Code terrestre*.<sup>442</sup>

7.311. Les dispositions du Code terrestre relatives au zonage et à la compartimentation contribuent à l'objectif du Code qui est d'assurer la sécurité des échanges tout en évitant l'instauration, à des fins sanitaires, d'entraves au commerce non justifiées.<sup>443</sup> L'article 4.3.1 indique que le zonage et la compartimentation sont des procédures mises en œuvre par un membre de l'OIE en vue de définir sur son territoire des sous-populations caractérisées par des statuts sanitaires distincts, aux fins du contrôle des maladies ou des échanges internationaux. L'instauration de zones a pour but de maintenir une séparation du point de vue du statut sanitaire de sous-populations distinctes d'animaux afin que les mesures sanitaires appropriées puissent cibler la population appropriée. Le zonage et la compartimentation permettent d'atteindre cet objectif en reconnaissant que le statut sanitaire peut ne pas être établi à l'échelle du pays et que l'application de mesures à l'importation devrait être adaptée au statut de la zone exportatrice. Ce principe général est inscrit dans les articles 4.3.2 et 4.3.3. L'article 4.3.2 dispose que le pays importateur doit reconnaître l'existence d'une zone ou d'un compartiment: i) lorsque les mesures appropriées qui sont préconisées dans le Code terrestre y sont appliquées; et ii) que l'Autorité vétérinaire du pays exportateur atteste l'application de ces mesures. Par ailleurs, l'article 4.3.3 énonce les principes à retenir pour définir et établir une zone ou un compartiment.<sup>444</sup>

7.312. Selon l'OIE, aucune tentative n'est faite pour différencier les niveaux de protection prévus par les dispositions des chapitres sur les maladies ou des chapitres horizontaux (par exemple pour dire que la compartimentation assure un niveau de protection plus élevé ou plus faible que le zonage).<sup>445</sup> L'approche adoptée au chapitre 4.3 et, pour la PPA au chapitre 15.1, concorde avec celle qui est appliquée pour d'autres maladies. Plusieurs options pour la gestion des risques sont prévues. Des mesures sont recommandées par référence au statut exempt de PPA au niveau d'un pays, d'une zone ou d'un compartiment (par exemple aux articles 15.1.5, 15.1.7, 15.1.8, 15.1.10, 15.1.12 et 15.1.13) et par référence au statut de pays ou de zone infecté par la PPA (aux articles 15.1.6, 15.1.9 et 15.1.11). Pour l'importation de produits soumis à un traitement, le statut du pays, de la zone ou du compartiment exportateur au regard de la PPA peut être exempt ou infecté (articles 15.1.14 à 15.1.17 inclus).

7.313. Selon le glossaire du Code terrestre, une "zone/région" désigne une partie clairement délimitée du territoire d'un pays, qui détient une sous-population animale caractérisée par un statut sanitaire distinct au regard d'une maladie particulière contre laquelle sont appliquées les mesures de surveillance, de contrôle et de sécurité biologique requises aux fins des échanges internationaux. Le zonage/la régionalisation est le fait d'établir une zone/région. L'OIE ne fait pas de distinction entre le zonage et la régionalisation.<sup>446</sup> Les termes zone et zonage sont employés de manière générale dans le Code terrestre. La compartimentation est liée au zonage. Toutes les applications du zonage et de la compartimentation sont fondées sur la définition d'une sous-population d'animaux ayant un statut sanitaire différent de celui de la population du reste du territoire national. Comme il est indiqué à l'article 4.3.1 du Code terrestre, "[t]andis que le zonage s'applique à des sous-populations animales définies par des critères principalement géographiques (en s'appuyant sur les frontières naturelles, artificielles ou réglementaires), la compartimentation s'applique à des sous-populations animales dont la définition se fonde essentiellement sur des critères tels que les pratiques de gestion et d'élevage reposant sur la sécurité biologique. Les

<sup>442</sup> Réponse de l'OIE à la question n° 6 du Groupe spécial (citant OIE, *Code sanitaire pour les animaux terrestres*, 23<sup>ème</sup> édition (2014), volume I, page 128. (italique dans l'original))

<sup>443</sup> Voir la réponse de l'OIE à la question n° 19 du Groupe spécial, page 35 des réponses de l'OIE aux questions du Groupe spécial, dans laquelle l'Organisation dit que: "[toutes] les différentes combinaisons de procédures d'essai, de traitement et de certification décrites au chapitre 15.1 assurent la sécurité sanitaire du commerce des animaux et des produits d'origine animale". De plus, le paragraphe 3) de l'introduction du Guide de l'utilisateur du Code terrestre indique que "[l]es normes de l'OIE s'appuient sur les connaissances scientifiques et techniques les plus récentes. Ces normes, lorsqu'elles sont correctement appliquées, permettent de préserver la santé et le bien-être des animaux et la santé publique vétérinaire au cours de la production et des échanges d'animaux et de produits d'origine animale". Guide de l'utilisateur du Code terrestre (pièce EU-2), page vii du volume II.

<sup>444</sup> OIE, *Code sanitaire pour les animaux terrestres*, 23<sup>ème</sup> édition (2014), volume I, pages 128 à 130.

<sup>445</sup> Réponses de l'OIE à la question n° 19 du Groupe spécial.

<sup>446</sup> Réponses de l'OIE à la question n° 16 du Groupe spécial.

considérations spatiales, tout comme les bonnes pratiques de gestion incluant les plans de sécurité biologique, jouent, en pratique, un rôle important dans l'application de ces deux concepts".<sup>447</sup>

7.314. Comme il a été noté plus haut, les dispositions du chapitre 15.1 font référence aux concepts de zones exemptes de PPA et de zones infectées par la PPA. Le glossaire du Code terrestre définit une zone infectée comme étant une zone dans laquelle une maladie a été diagnostiquée.<sup>448</sup> Une zone exempte (indemne) "désigne une zone dans laquelle l'absence de la maladie considérée a été démontrée par le respect des conditions prévues dans le Code terrestre pour la reconnaissance du statut de zone indemne de cette maladie. À l'intérieur et aux limites de cette zone, un contrôle vétérinaire officiel est effectivement exercé sur les animaux et les produits d'origine animale, ainsi que sur leur transport ou leur circulation".<sup>449</sup> Ce glossaire donne en outre les définitions de deux types de zones, à savoir les "zones de confinement" et les "zones de protection":

"Zone de confinement" désigne une zone clairement délimitée autour de plusieurs exploitations infectées ou suspectées de l'être, dont l'étendue est fixée en tenant compte des facteurs épidémiologiques et des résultats des investigations menées et à l'intérieur de laquelle des mesures de contrôle destinées à prévenir la propagation de l'infection sont appliquées.

"Zone de protection" désigne la zone établie en vue de protéger le statut sanitaire des animaux d'un pays ou d'une zone indemne d'une maladie en les préservant du contact avec des animaux se trouvant dans des pays ou des zones ayant un statut zoosanitaire différent.<sup>450</sup>

7.315. L'OIE a expliqué que les zones de confinement et les zones de protection étaient les unes comme les autres établies par des mesures fondées sur l'épidémiologie de la maladie considérée pour prévenir la propagation de l'agent pathogène responsable. Ces mesures peuvent consister en la vaccination, le contrôle des déplacements, l'identification des animaux, la sécurité biologique et la surveillance de la maladie. L'OIE a également expliqué que la principale distinction entre les deux zones se rapportait aux circonstances dans lesquelles elles étaient utilisées. Une zone de confinement est établie en réponse à l'apparition d'un foyer limité de maladie dans un pays ou une zone exempt. Son objet est de confiner le foyer, c'est-à-dire de le circonscrire à une zone délimitée, en partie pour contrôler la maladie, mais aussi afin de limiter ses effets sur le commerce. Une zone de protection, au contraire, est établie pour protéger le statut zoosanitaire d'un pays ou d'une zone qui est exempt d'une maladie donnée contre le risque d'infection par les pays ou zones voisins ayant un statut zoosanitaire différent (inférieur).<sup>451</sup>

7.316. Selon l'OIE, ces zones sont définies avec suffisamment de précision, sur la base de leurs objectifs et des prescriptions régissant leur établissement. L'OIE donne la possibilité aux pays d'utiliser une terminologie différente (par exemple fondée sur celle qui est employée dans la législation vétérinaire nationale). Toutefois, cela ne devrait pas faire obstacle à la reconnaissance de l'équivalence des mesures de protection de la santé des animaux. L'OIE encourage les approches harmonisées (sinon l'emploi des mêmes termes) pour favoriser la reconnaissance des zones établies et l'entente sur les prescriptions régissant la certification des marchandises.<sup>452</sup>

7.317. Nous considérons que le concept de "zone" dans le Code terrestre est large. Il inclut, de manière non exhaustive, les concepts de zones de "protection" et de zones de "confinement". L'opinion exprimée par l'OIE vient étayer notre point de vue.<sup>453</sup> L'OIE est par ailleurs d'avis que cela inclut aussi les zones infectées, les zones exemptes de maladies avec ou sans vaccination, les zones qui sont officiellement reconnues par l'OIE et les zones saisonnièrement exemptes, et que

<sup>447</sup> OIE, *Code sanitaire pour les animaux terrestres*, 23<sup>ème</sup> édition (2014), volume I, page 127.

<sup>448</sup> Glossaire du Code terrestre, page xxi du volume I (pièce RUS-32).

<sup>449</sup> Glossaire du Code terrestre, page xxi du volume I (pièce RUS-32).

<sup>450</sup> Glossaire du Code terrestre, page xxi du volume I (pièce RUS-32).

<sup>451</sup> Réponses de l'OIE à la question n° 17 du Groupe spécial.

<sup>452</sup> Réponses de l'OIE à la question n° 16 du Groupe spécial.

<sup>453</sup> Réponses de l'OIE à la question n° 16 du Groupe spécial.

diverses applications du concept de zonage figurent dans les chapitres consacrés à des maladies spécifiques selon ce qui est approprié en fonction de l'épidémiologie de chaque maladie.<sup>454</sup>

7.318. D'après la Russie, pour être en mesure de mettre en œuvre les recommandations énoncées dans certaines dispositions du chapitre 15.1 du Code terrestre (Peste porcine africaine), l'Union européenne doit d'abord démontrer qu'elle a établi des zones ou compartiments effectifs conformément aux principes énoncés aux articles 4.3.3 et 5.3.7 du Code terrestre. La Russie fait valoir que le Code prévoit la possibilité de restrictions à l'importation à l'échelle du pays lorsque les pays exportateurs n'ont pas établi effectivement de zones après l'apparition d'un foyer de PPA.<sup>455</sup> L'Union européenne affirme que les dispositions du Code terrestre portant sur des maladies spécifiques "prévalent" sur les dispositions horizontales, au moins chaque fois que le chapitre dédié à une maladie donnée est plus spécifique ou restreint les options qui sont décrites dans les chapitres horizontaux. L'Union européenne affirme qu'il n'est pas correct d'invoquer directement les chapitres 4.3 et 5.7 en laissant de côté les articles 15.1.2. et 15.1.3 (qui portent sur la détermination du statut d'un pays ou d'une zone au regard de la PPA, sur le statut historiquement exempt des zones et sur le recouvrement du statut de pays ou zone exempt(e) de la maladie grâce à l'application d'un programme d'éradication).<sup>456</sup>

7.319. En ce qui concerne l'affirmation de l'Union européenne selon laquelle "les chapitres du Code terrestre portant sur des maladies spécifiques (volume II) prévalent sur les chapitres horizontaux (volume I), au moins chaque fois que le chapitre dédié à une maladie donnée est plus spécifique ou restreint les options qui sont décrites dans les chapitres horizontaux"<sup>457</sup>, nous rappelons la précision donnée par l'OIE selon laquelle elle estimait que cette affirmation de l'Union européenne était "généralement correcte".<sup>458</sup> L'OIE convient par ailleurs avec l'Union européenne qu'"il n'est pas correct d'extraire certaines dispositions des chapitres 4.3 et 5.7 en laissant de côté les articles 15.1.2 et 15.1.3 ...".<sup>459</sup> Selon l'OIE, en pratique, les dispositions des volumes I et II s'appliquent habituellement de manière complémentaire. Il y a rarement, pour ne pas dire jamais, conflit entre ces dispositions parce que celles du volume I ont une portée générale et celles du volume II sont spécifiques et ne s'appliquent qu'à la maladie qui fait l'objet du chapitre. Il n'est donc habituellement pas nécessaire qu'une disposition "prévale" sur une autre.<sup>460</sup> L'OIE a appelé notre attention sur l'article 1.4.1.1 concernant la surveillance de la santé animale qui, selon ce qu'elle a affirmé, aide à expliquer le rapport entre les dispositions du volume I et celles du volume II.

#### Article 1.4.1.1

Les recommandations qui suivent peuvent être appliquées à toutes les maladies ou à toutes les infections ainsi qu'à toutes les espèces sensibles, y compris à la faune sauvage. Les recommandations de portée générale figurant dans le présent chapitre *peuvent être affinées par les approches spécifiques* décrites dans les chapitres portant sur les maladies (italique ajouté pour mettre en valeur ces termes). Lorsqu'il n'existe pas d'informations détaillées spécifiques pour une maladie ou une infection, on aura recours à des approches adaptées s'inspirant des recommandations du présent chapitre. (italique ajouté)

7.320. D'une manière similaire, l'article 4.3.1 du Code terrestre indique que:

Le présent chapitre a pour objet d'aider les États membres qui souhaitent définir et préserver différentes sous-populations à l'intérieur de leur territoire, selon les principes de la compartimentation et du zonage. Ces principes doivent être appliqués *conformément aux mesures préconisées dans le ou les chapitres correspondant à la maladie considérée.* (italique ajouté)

<sup>454</sup> Réponses de l'OIE à la question n° 16 du Groupe spécial.

<sup>455</sup> Voir, par exemple, la première communication écrite de la Russie, paragraphe 60; et la deuxième communication écrite de la Russie, paragraphe 40.

<sup>456</sup> Réponse de l'Union européenne à la question n° 20 du Groupe spécial, paragraphes 83 à 86.

<sup>457</sup> Réponse de l'Union européenne à la question n° 20 du Groupe spécial, paragraphe 85.

<sup>458</sup> Réponses de l'OIE à la question n° 6 du Groupe spécial, faisant référence aux réponses de l'Union européenne à la question n° 20 du Groupe spécial, paragraphes 84 et 85.

<sup>459</sup> Réponses de l'OIE à la question n° 6 du Groupe spécial.

<sup>460</sup> Réponses de l'OIE à la question n° 6 du Groupe spécial.

7.321. Selon l'OIE, les mots "souhaitent définir" indiquent que le recours au zonage et à la compartimentation est facultatif.<sup>461</sup> Dans un pays dans lequel un foyer de PPA s'est déclaré, c'est l'autorité vétérinaire qui doit décider d'adopter ou non ces approches. Nous partageons ce point de vue, qui est étayé par le texte de l'article 4.3.1, qui indique aussi ce qui suit:

Avant tout échange commercial portant sur des animaux ou sur des produits qui en sont issus, un pays importateur doit s'assurer que son statut zoosanitaire sera correctement protégé. Dans la plupart des cas, les réglementations sur les importations reposent, en partie, sur l'appréciation de l'efficacité des procédures sanitaires appliquées par le pays exportateur, aussi bien à ses frontières que sur son territoire.

7.322. Par ailleurs, l'article 4.3.2 dispose que:

Le pays exportateur doit être capable de démontrer, par une documentation détaillée fournie au pays importateur, qu'il a mis en œuvre les recommandations figurant dans le Code terrestre pour créer et maintenir cette zone ou ce compartiment.

Tout pays importateur doit reconnaître l'existence de cette zone ou de ce compartiment lorsque les mesures appropriées qui sont préconisées dans le Code terrestre y sont appliquées et que l'Autorité vétérinaire du pays exportateur atteste l'application de ces mesures.

7.323. En réponse à une question du Groupe spécial ayant trait au zonage selon le Code terrestre, l'OIE a expliqué ce qui suit:

Un pays importateur peut choisir de prendre des mesures seulement à l'échelle d'un pays, ou seulement à l'échelle d'une zone, ou seulement à l'échelle d'un compartiment, sous réserve des recommandations du Code terrestre ...

L'article 5.1.2 établit les responsabilités d'un pays importateur dans le cadre du commerce international. Le point 1 dispose que les conditions d'importation ... doivent garantir que les marchandises introduites dans le pays importateur satisfont aux normes de l'OIE. (italique ajouté pour mettre en valeur ces termes).<sup>462</sup>

7.324. Nous rappelons ce que le Dr Thiermann a dit, à savoir que "[q]uelle que soit l'approche adoptée pour le zonage, la séquence d'étapes à suivre pour définir une zone ou un compartiment et obtenir leur reconnaissance à des fins commerciales est celle qui est décrite à l'article 5.3.7 du Code terrestre".<sup>463</sup>

7.325. L'article 5.3.7 traite de la définition de sous-populations spécifiques (zone ou compartiment) et de leur reconnaissance aux fins du commerce international.<sup>464</sup> Il expose une façon de procéder pour obtenir la reconnaissance de sous-populations spécifiques par les partenaires commerciaux. S'il se révèle impossible de parvenir à un accord, l'article 5.3.8 prévoit une procédure de règlement des différends entre les pays, par exemple en cas de refus de reconnaître une zone. Nous observons toutefois que l'article 5.3.7 même indique clairement ce qui suit:

Il n'existe pas de séquence universelle d'étapes à suivre pour établir une *zone* ou un *compartiment*, car la démarche choisie et mise en œuvre par les *Services vétérinaires* des *pays importateurs* et des *pays exportateurs* dépendra généralement des

<sup>461</sup> Réponses de l'OIE à la question n° 26 du Groupe spécial.

<sup>462</sup> Réponses de l'OIE à la question n° 26 du Groupe spécial. (italique dans l'original)

<sup>463</sup> Réponse du Dr Thiermann à la question n° 34 du Groupe spécial, paragraphe 4.35.

<sup>464</sup> Comme l'OIE l'a expliqué: "L'article ne fournit pas d'indications explicites sur la manière de *définir* la sous-population. En fait, il renvoie le lecteur à d'autres parties du Code, par exemple:

À l'article 5.3.7:1 b): "le pays exportateur décrit dans le plan de sécurité biologique fourni pour la zone les mesures qui sont appliquées, ou pourront l'être, pour distinguer épidémiologiquement le secteur identifié des autres parties de son territoire, *conformément aux recommandations figurant dans le Code terrestre*" (italique ajouté pour mettre en valeur ces termes)", réponses de l'OIE à la question n° 6 du Groupe spécial (italique dans l'original).

circonstances qui prévalent à l'intérieur des pays ou à leurs frontières, ainsi que des antécédents commerciaux. (italique dans l'original)

7.326. Reconnaissant la nature facultative<sup>465</sup> de l'établissement de zones exemptes de maladies et de leur forme selon le Code terrestre, et compte tenu de la précision supplémentaire donnée à l'article 5.3.7 d'après laquelle différentes procédures peuvent être appliquées en vue de la reconnaissance de ces zones entre les partenaires commerciaux, nous examinons si les mesures de la Russie équivalent à "s'écarter fondamentalement", c'est-à-dire à aller à l'encontre des dispositions du Code terrestre relatives à la régionalisation et au commerce. Cela constituera le fondement de la conclusion sur la question de savoir si, oui ou non, les mesures sont "établies sur la base" de la norme internationale pertinente au sens de l'article 3:1.

#### **7.5.1.3.5 Question de savoir si l'interdiction à l'échelle de l'UE est "établie sur la base" des normes figurant dans le Code terrestre pour ce qui est des produits non traités**

7.327. Ayant ces considérations à l'esprit, nous lisons en parallèle les dispositions des volumes I et II du Code terrestre. À notre avis, le texte du chapitre 15.1, lu conjointement avec les obligations générales relatives au zonage et à la compartimentation qui sont énoncées à l'article 4.3.2, et la séquence d'étapes à suivre décrite à l'article 5.3.7, indique que les recommandations relatives à l'importation qui y figurent sont destinées à s'appliquer non seulement à l'échelle des pays, mais également aux zones et aux compartiments. L'application par un Membre importateur des recommandations par produit à des zones ou des compartiments présuppose que le Membre exportateur a établi ces zones ou ces compartiments sur son territoire conformément au Code terrestre (en l'occurrence, les articles 4.3.3 et 15.1.2 à 15.1.4).<sup>466</sup> Si un pays exportateur l'a fait, le chapitre 15.1 prévoit que le Membre importateur autorisera les importations en provenance de cette zone ou de ce compartiment sous réserve des recommandations spécifiques qu'il contient. Cela veut dire que le Code terrestre prévoit que les Membres importateurs, lorsqu'ils appliquent des mesures visant à prévenir le risque découlant de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination de la PPA, reconnaîtront que, même si un Membre exportateur n'est pas entièrement exempt de PPA, il peut avoir des zones ou des compartiments exempts de PPA lorsque ceux-ci ont été dûment établis par ce Membre.

7.328. Selon nous, la structure et la nature particulières de la norme internationale pertinente applicable au commerce de viande de porc et de produits du porc non traités, telle qu'elle est énoncée dans les dispositions du Code terrestre déjà examinées, laissent transparaître clairement des parallèles avec les obligations de fond qui incombent aux Membres dans le contexte de l'article 6 de l'Accord SPS. L'Organe d'appel a fait observer que l'article 6 établissait, au moyen de ses trois paragraphes, une série d'obligations concernant l'adaptation des mesures SPS aux conditions régionales.<sup>467</sup> Parmi les caractéristiques auxquelles un Membre a l'obligation d'adapter ses mesures SPS figurent les "zones exemptes de parasites ou de maladies". Cela est clairement indiqué dans le titre de l'article 6 (Adaptation aux conditions régionales, y compris les zones exemptes de parasites ou de maladies et les zones à faible prévalence de parasites ou de maladies) et dans le texte de l'article 6:2 et 6:3 qui fait référence aux "zones exemptes de maladies". En outre, conformément à l'Annexe A 6) de l'Accord SPS, une zone exempte de maladies est une "[z]one, qu'il s'agisse de la totalité d'un pays, d'une partie d'un pays ou de la totalité ou de parties de plusieurs pays, identifiée par les autorités compétentes, dans laquelle ... une maladie spécifique n'existe pas". Le glossaire du Code terrestre définit une zone exempte comme étant une zone "dans laquelle l'absence de la maladie considérée a été démontrée par le

<sup>465</sup> Voir aussi la réponse du Dr Thomson à la question n° 31 du Groupe spécial, paragraphe 4.19 de la compilation des réponses des experts, dans laquelle celui-ci estime que "la manière dont un pays gère le risque associé à la PPA ne doit pas concerner un importateur, du moment que le risque global est effectivement géré et que le pays exportateur certifie que les normes du Code terrestre se rapportant à la marchandise ou au produit en question ont été respectées".

<sup>466</sup> Nous trouvons des éléments étayant cette approche dans le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.249 ("[l']application par un Membre importateur des recommandations par produit à des zones ou des compartiments présuppose que le Membre exportateur a établi ces zones ou ces compartiments sur son territoire conformément au Code terrestre (en l'occurrence, les articles 4.3.3 et 8.5.4)"); et dans le rapport du Groupe spécial *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 7.262 ("l'application par un pays importateur de recommandations par produit à des zones ou à des compartiments présuppose que le pays exportateur a établi de telles zones ou de tels compartiments sur son territoire conformément au Code terrestre").

<sup>467</sup> Rapport de l'Organe d'appel *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 5.131.

respect des conditions prévues dans le Code terrestre pour la reconnaissance du statut de zone indemne de cette maladie. À l'intérieur et aux limites de cette zone, un contrôle vétérinaire officiel est effectivement exercé sur les animaux et les produits d'origine animale, ainsi que sur leur transport ou leur circulation".<sup>468</sup> À notre avis, les deux définitions renvoient à la même question de fond, à savoir celle de la présence d'une maladie dans une zone donnée.

7.329. Nous rappelons que le moyen de défense invoqué par la Russie à titre subsidiaire, selon lequel l'interdiction à l'échelle de l'UE est "établie sur la base de la norme de l'OIE dans la mesure du possible", est largement fondé sur son argument selon lequel elle "a décidé objectivement de ne pas reconnaître"<sup>469</sup> les zones exemptes de PPA identifiées par l'Union européenne. Selon nous, cela se rapporte clairement aux arguments des parties concernant l'article 6:3 de l'Accord SPS.

7.330. Nous avons examiné le sens des normes internationales pertinentes applicables aux produits non traités à la lumière des arguments avancés par les parties et des circonstances dans le présent différend. Nous concluons que, avant de comparer l'interdiction à l'échelle de l'UE avec ces normes aux fins de déterminer si cette mesure est "établie sur la base" de celles-ci, il est approprié et instructif pour nous de procéder à l'examen des allégations de l'Union européenne au titre de l'article 6 de l'Accord SPS.

7.331. Nous notons que cette approche est appropriée dans les circonstances de la présente affaire, dans laquelle nos conclusions au titre de l'article 3:1 de l'Accord SPS n'auront pas d'incidence sur la charge de la preuve qui incombe au plaignant s'agissant des allégations formulées au titre d'autres dispositions de l'Accord SPS (c'est-à-dire l'article 6). Cela ne serait pas le cas pour un groupe spécial chargé d'examiner une justification selon laquelle les mesures contestées sont "conformes à" la norme internationale pertinente conformément à l'article 3:2 parce qu'une constatation positive concernant cette justification entraînerait une présomption de compatibilité avec les dispositions pertinentes de l'Accord SPS et du GATT de 1994.<sup>470</sup>

7.332. Par conséquent, nous allons suspendre notre analyse des allégations des parties au titre de l'article 3 concernant l'interdiction à l'échelle de l'UE afin d'examiner cette mesure au titre de l'article 6. À la suite de notre analyse de la compatibilité de l'interdiction à l'échelle de l'UE avec l'article 6, nous reprendrons notre analyse de la question de savoir si la mesure est "établie sur la base" de la norme internationale pertinente et nous communiquerons nos constatations à cet égard. Nous passons maintenant à l'examen des allégations formulées par l'Union européenne au titre de l'article 6 au sujet de l'interdiction à l'échelle de l'UE.

## **7.5.2 Allégations au titre de l'article 6:1, 6:2 et 6:3 de l'Accord SPS**

### **7.5.2.1 Principaux arguments des parties**

#### **7.5.2.1.1 Union européenne**

7.333. L'Union européenne fait valoir qu'au lieu de respecter "provisoirement" les conditions des certificats vétérinaires, ce que la Russie affirme faire, cette dernière avait l'obligation d'*adapter* ses mesures aux caractéristiques sanitaires de la région d'origine et de destination des produits en cause.<sup>471</sup>

7.334. L'Union européenne allègue que l'interdiction à l'échelle de l'UE est incompatible avec l'article 6:1 et 6:2 de l'Accord SPS parce que la Russie n'a pas fait en sorte, et ne fait pas en sorte, que cette interdiction soit adaptée aux caractéristiques sanitaires de la région d'origine et de destination des produits en cause. Elle soutient en outre que l'interdiction à l'échelle de l'UE ne tenait pas compte, entre autres choses, du degré de prévalence de la PPA ou de son absence, ni de l'existence de programmes d'éradication et de lutte dans les États membres de l'UE affectés (immédiatement mis en œuvre conformément aux normes internationales établies par l'OIE), ni des critères ou directives appropriés élaborés par les organisations internationales compétentes.<sup>472</sup>

<sup>468</sup> Glossaire du Code terrestre, page xxi du volume I (pièce RUS-32).

<sup>469</sup> Voir, par exemple, la deuxième communication écrite de la Russie, section II.A.3.

<sup>470</sup> Voir le rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphes 102 et 170.

<sup>471</sup> Deuxième communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 95.

<sup>472</sup> Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 216.



7.335. Au sujet de la première phrase de l'article 6:2, l'Union européenne fait valoir que la Russie n'a pas reconnu les concepts de zones exemptes de maladies en ce qui concerne la PPA dans l'Union européenne.<sup>473</sup> Elle allègue que c'est ce que démontre l'application par la Russie d'une interdiction à l'échelle de l'UE sans discernement.<sup>474</sup> Pour ce qui est de la deuxième phrase de l'article 6:2, l'Union européenne fait en outre valoir que ces interdictions ont été appliquées sans qu'il soit tenu compte de facteurs pertinents tels que la géographie, les écosystèmes, la surveillance épidémiologique et l'efficacité des contrôles sanitaires.<sup>475</sup> Elle allègue que, compte tenu de l'étendue de son territoire géographique, il doit être tenu compte du facteur géographique, et souligne les mesures de lutte qu'elle a prises à cet égard. L'Union européenne présente les diverses mesures prises pour lutter contre la PPA chez les porcins vivants et les sangliers.<sup>476</sup>

7.336. En ce qui concerne l'article 6:3, l'Union européenne affirme avoir fourni à la Russie des renseignements allant au-delà de ce qui était nécessaire pour démontrer objectivement que les zones exemptes de maladies ou les zones à faible prévalence de maladies étaient, et resteraient vraisemblablement, des zones exemptes de maladies ou des zones à faible prévalence de maladies, respectivement.<sup>477</sup>

#### 7.5.2.1.2 Russie

7.337. La Russie fait valoir que, compte tenu des facteurs mêmes qui sont énumérés à l'article 6:1 de l'Accord SPS, de manière objective et raisonnable, elle n'a pas reconnu les zones de l'Union européenne.<sup>478</sup> Elle affirme que pour évaluer s'il existe une base objective à sa décision de ne pas reconnaître les zones exemptes de PPA proposées, conformément aux normes du Code terrestre applicables et d'une manière compatible avec l'article 6 de l'Accord SPS, le Groupe spécial doit déterminer si la décision qu'elle a prise concernant les diverses zones de l'Union européenne était "objectivement justifiable". La Russie souligne que, en procédant à cet examen, le Groupe spécial ne doit pas substituer sa propre appréciation du poids qui doit être accordé à certains éléments de preuve à celle du pays importateur. En fait, il doit déterminer si les circonstances et les éléments de preuve, dans leur totalité, (ou leur absence) étaient suffisants pour étayer l'objectivité de la décision de la Russie à la lumière des dispositions pertinentes du Code terrestre et des critères énoncés à l'article 6 de l'Accord SPS ainsi que des renseignements disponibles.<sup>479</sup> La Russie fait en outre valoir que, si le Groupe spécial constatait qu'il était objectivement justifié pour elle de ne pas reconnaître les zones de l'UE conformément aux normes, recommandations, et directives de référence du Code terrestre en matière de zonage/régionalisation, il devrait également constater qu'elle a agi d'une manière compatible avec l'article 6 de l'Accord SPS.<sup>480</sup>

7.338. La Russie répond à l'allégation de l'Union européenne au titre de la première phrase de l'article 6:2 de l'Accord SPS en soutenant que l'obligation qu'elle contient de reconnaître les concepts de zones exemptes de parasites ou de maladies, et de zones à faible prévalence de parasites ou de maladies se rapporte à une idée abstraite et n'est pas liée à des zones spécifiques d'un Membre exportateur donné.<sup>481</sup> Par conséquent, la Russie attire l'attention du Groupe spécial sur la législation existante de l'Union douanière – en particulier la Décision n° 317 de l'Union douanière – qui, selon elle, reconnaît le concept de zones exemptes de maladies dans l'abstrait et le reconnaît explicitement tel qu'il s'applique à la PPA.<sup>482</sup> En outre, elle fait référence au Mémoire d'avis de 2006 entre l'Union européenne et la Russie qui comprend des dispositions visant l'application de principes de zonage et de régionalisation au mouvement des animaux et à la circulation des produits d'origine animale au niveau international, entre les États membres de l'UE et la Russie.<sup>483</sup> Sur cette base, la Russie fait valoir que, manifestement, elle reconnaît le

<sup>473</sup> Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 215.

<sup>474</sup> Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 210.

<sup>475</sup> Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 210.

<sup>476</sup> Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphes 211 à 214.

<sup>477</sup> Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 218.

<sup>478</sup> Première communication écrite de la Russie, paragraphe 231.

<sup>479</sup> Deuxième communication écrite de la Russie, paragraphe 49. Voir aussi la réponse de la Russie à la question n° 113 du Groupe spécial, paragraphes 190 à 196.

<sup>480</sup> Deuxième communication écrite de la Russie, paragraphe 56.

<sup>481</sup> Première communication écrite de la Russie, paragraphe 222.

<sup>482</sup> Première communication écrite de la Russie, paragraphes 223 et 224 (faisant référence à la pièce RUS-25).

<sup>483</sup> Première communication écrite de la Russie, paragraphe 225.

concept de zones exemptes de maladies non seulement dans l'abstrait, comme le prescrit l'article 6:2 de l'Accord SPS, mais également tel qu'il s'applique spécifiquement à la PPA en ce qui concerne l'Union européenne.<sup>484</sup> Elle fait en outre valoir, s'agissant spécifiquement de l'interdiction à l'échelle de l'UE, que le libellé des certificats vétérinaires convenus prend en compte le concept de zones exemptes de maladies.<sup>485</sup>

7.339. La Russie fait valoir que l'Union européenne ne lui a pas démontré objectivement que les zones exemptes de PPA alléguées établies dans les quatre États membres de l'UE infectés "[étaient], et rester[aient] vraisemblablement, des zones exemptes de parasites ou de maladies", conformément à l'article 6:3 de l'Accord SPS.<sup>486</sup> Selon elle, l'Union européenne n'a pas effectivement établi de zones de confinement de la PPA conformément aux directives de l'OIE et, par conséquent, les quatre États membres de l'UE infectés devraient être, dans leur intégralité, considérés comme étant infectés par la PPA.<sup>487</sup> La Russie fait valoir que l'Union européenne n'a pas fourni en temps opportun des renseignements exhaustifs et exacts pertinents pour l'évaluation de ses zones et de ses mesures de lutte contre la PPA d'une manière incompatible avec l'article 6:3 de l'Accord SPS et l'article 5.3.7 du Code terrestre. En outre, l'Union européenne n'a pas divulgué les plans d'éradication nationaux à la Russie jusqu'en mars 2015 et mai 2015, bien qu'ayant admis que ces rapports contenaient des renseignements très pertinents.<sup>488</sup>

### 7.5.2.2 Principaux arguments des tierces parties

#### 7.5.2.2.1 Australie

7.340. L'Australie affirme qu'elle partage l'avis de la Russie selon lequel la première phrase de l'article 6:2 de l'Accord SPS exige seulement la reconnaissance du *concept de* "zones exemptes de pestes ou de maladies et de zones à faible prévalence de parasites ou de maladies". Cependant, elle souligne également que, dans l'affaire *Inde – Produits agricoles*, l'Organe d'appel a estimé que "pour que les mesures SPS adoptées par les Membres de l'OMC soient conformes à l'article 6:2, elles [devaient] au minimum ne pas refuser ni contredire la reconnaissance des concepts recouvrant ces zones lorsqu'ils [étaient] pertinents en ce qui concerne la maladie en cause".<sup>489</sup>

7.341. L'Australie souligne qu'il sera nécessaire que le Groupe spécial détermine si les mesures de la Russie, ayant fait l'objet d'une notification ou autre, fonctionnent de telle manière qu'elles refusent ou contredisent la reconnaissance de ces zones. Une telle constatation peut être éclairée par les autres constatations du Groupe spécial au titre de l'article 3 et de l'article 5 de l'Accord SPS.<sup>490</sup>

#### 7.5.2.2.2 Brésil

7.342. Le Brésil fait valoir que la grande question à l'examen à ce sujet est celle de savoir s'il est possible d'imposer légitimement une prohibition à l'importation (interdiction à l'échelle du pays et/ou de l'UE) si le Membre importateur considère que les mesures adoptées par le Membre exportateur n'étaient pas suffisantes pour établir des zones ou compartiments exempts de maladies ou de parasites.<sup>491</sup>

7.343. Le Brésil affirme que l'adaptation aux conditions régionales dans le contexte de l'article 6:1 de l'Accord SPS implique de tenir compte, entre autres choses, des critères ou directives appropriés qui pourraient être élaborés par les organisations internationales compétentes.<sup>492</sup>

7.344. Le Brésil fait valoir qu'un Membre a le droit de considérer que les mesures adoptées par un autre Membre ne sont pas satisfaisantes pour la détermination de la zone de confinement si i) il

<sup>484</sup> Première communication écrite de la Russie, paragraphe 225.

<sup>485</sup> Première communication écrite de la Russie, paragraphe 411.

<sup>486</sup> Première communication écrite de la Russie, paragraphe 236.

<sup>487</sup> Première communication écrite de la Russie, paragraphe 237.

<sup>488</sup> Voir la deuxième communication écrite de la Russie, paragraphes 58 à 77.

<sup>489</sup> Communication de l'Australie en tant que tierce partie, paragraphe 19 (citant le rapport du Groupe spécial *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 7.698).

<sup>490</sup> Communication de l'Australie en tant que tierce partie, paragraphe 20.

<sup>491</sup> Communication du Brésil en tant que tierce partie, paragraphe 4.

<sup>492</sup> Communication du Brésil en tant que tierce partie, paragraphe 5.

n'y avait pas conformité avec la norme au sens de l'article 3:2 ou si ii) le niveau de protection recherché par le Membre importateur est plus élevé que celui établi par la norme. Selon le Brésil, si un Membre importateur considère que les mesures adoptées par le Membre exportateur ne sont pas conformes à la norme internationale, en ce sens qu'elles n'"incorpor[ent] [pas] complètement la norme internationale", alors il pourrait être fondé d'établir une prohibition à l'importation. Par ailleurs, un Membre peut choisir d'adopter un niveau de protection plus élevé et décider que le mécanisme établi par le pays exportateur n'est pas suffisant eu égard à son propre niveau approprié de protection. Le Brésil signale que, si tel est le cas, il faudra procéder à une évaluation des risques afin de fournir une justification scientifique à l'appui de la mesure SPS.<sup>493</sup>

### 7.5.2.2.3 Norvège

7.345. La Norvège fait valoir que pour examiner les allégations se rapportant à la régionalisation, le Groupe spécial devrait d'abord évaluer si la Russie a dûment reconnu les concepts de zones exemptes de parasites ou de maladies, et de zones à faible prévalence de parasites ou de maladies et si toute détermination de ces zones s'est faite sur la base de facteurs pertinents, y compris la géographie, les écosystèmes, la surveillance épidémiologique et l'efficacité des contrôles sanitaires et phytosanitaires. Ensuite, le Groupe spécial devrait évaluer si la Russie a fait en sorte que les mesures en cause soient adaptées aux caractéristiques SPS de la région affectée, comme l'indique l'article 6:1. Conformément à la seconde phrase de cette disposition, le Groupe spécial devrait examiner si, dans son évaluation des caractéristiques SPS d'une région, la Russie a tenu compte des facteurs pertinents comme le degré de prévalence de la PPA, l'existence de programmes d'éradication ou de lutte, et les critères ou directives appropriés élaborés par les organisations internationales compétentes.

7.346. La Norvège souligne qu'une constatation établissant que la partie défenderesse n'a pas reconnu les concepts de zones exemptes de parasites ou de maladies, et de zones à faible prévalence de parasites ou de maladies amènera à constater que cette partie n'a pas fait en sorte que ses mesures soient adaptées aux caractéristiques SPS de ces régions conformément à la première phrase de l'article 6:1, et que, inversement, s'il est constaté que la partie défenderesse a reconnu ces concepts, il faut examiner si cette partie a fait en sorte que ses mesures soient adaptées aux caractéristiques SPS des régions affectées et si elle a tenu compte de facteurs pertinents dans son évaluation des caractéristiques SPS d'une région, d'une manière compatible avec l'article 6:1.<sup>494</sup>

### 7.5.2.2.4 États-Unis

7.347. Les États-Unis font valoir que les dispositions de l'article 6 contiennent des obligations séparées, mais liées entre elles, qui doivent être lues conjointement dans leur contexte. Ils soulignent que, tandis que la première phrase de l'article 6:1 de l'Accord SPS impose une obligation concernant les mesures, la première phrase de l'article 6:2 prescrit de reconnaître des concepts, c'est-à-dire ceux de zones exemptes de parasites ou de maladies et de zones à faible prévalence de parasites ou de maladies.<sup>495</sup>

7.348. Les États-Unis soulignent que ni les obligations énoncées dans la première phrase de l'article 6:2 de l'Accord SPS ni celles qui figurent à l'article 6:1 n'entrent en jeu uniquement après qu'une demande a été formulée au titre de l'article 6:3 pour la reconnaissance d'une zone spécifique comme zone exempte de parasites ou de maladies ou comme zone à faible prévalence de parasites ou de maladies.<sup>496</sup>

## 7.5.2.3 Analyse du Groupe spécial

### 7.5.2.3.1 Introduction

7.349. Le Groupe spécial est saisi des questions de savoir si l'interdiction à l'échelle de l'UE est compatible avec l'article 6:1 et 6:2 de l'Accord SPS et si l'Union européenne a satisfait aux prescriptions de l'article 6:3 de l'Accord SPS en ce qui concerne cette interdiction.

<sup>493</sup> Communication du Brésil en tant que tierce partie, paragraphes 7 à 9.

<sup>494</sup> Communication de la Norvège en tant que tierce partie, paragraphes 27 à 30.

<sup>495</sup> Communication des États-Unis en tant que tierce partie, paragraphes 3 à 6.

<sup>496</sup> Communication des États-Unis en tant que tierce partie, paragraphes 7 à 11.

7.350. Nous examinons maintenant ces dispositions juridiques.

#### **7.5.2.3.2 Dispositions juridiques en cause**

7.351. L'article 6 de l'Accord SPS est ainsi libellé:

##### *Article 6*

##### *Adaptation aux conditions régionales, y compris les zones exemptes de parasites ou de maladies et les zones à faible prévalence de parasites ou de maladies*

1. Les Membres feront en sorte que leurs mesures sanitaires ou phytosanitaires soient adaptées aux caractéristiques sanitaires ou phytosanitaires de la région d'origine et de destination du produit – qu'il s'agisse de la totalité d'un pays, d'une partie d'un pays ou de la totalité ou de parties de plusieurs pays. Pour évaluer les caractéristiques sanitaires ou phytosanitaires d'une région, les Membres tiendront compte, entre autres choses, du degré de prévalence de maladies ou de parasites spécifiques, de l'existence de programmes d'éradication ou de lutte, et des critères ou directives appropriés qui pourraient être élaborés par les organisations internationales compétentes.

2. Les Membres reconnaîtront, en particulier, les concepts de zones exemptes de parasites ou de maladies, et de zones à faible prévalence de parasites ou de maladies. La détermination de ces zones se fera sur la base de facteurs tels que la géographie, les écosystèmes, la surveillance épidémiologique et l'efficacité des contrôles sanitaires ou phytosanitaires.

3. Les Membres exportateurs qui déclarent que des zones de leur territoire sont des zones exemptes de parasites ou de maladies ou des zones à faible prévalence de parasites ou de maladies en fourniront les preuves nécessaires afin de démontrer objectivement au Membre importateur que ces zones sont, et resteront vraisemblablement, des zones exemptes de parasites ou de maladies ou des zones à faible prévalence de parasites ou de maladies, respectivement. À cette fin, un accès raisonnable sera ménagé au Membre importateur qui en fera la demande pour des inspections, des essais et autres procédures pertinentes.

7.352. Aux termes de l'Annexe A 6) et A 7), les "zones exemptes de parasites ou de maladies" et les "zones à faible prévalence de parasites ou de maladies" sont respectivement définies comme suit:

6. Zone exempte de parasites ou de maladies – Zone, qu'il s'agisse de la totalité d'un pays, d'une partie d'un pays ou de la totalité ou de parties de plusieurs pays, identifiée par les autorités compétentes, dans laquelle un parasite ou une maladie spécifique n'existe pas.

NOTE: Une zone exempte de parasites ou de maladies peut entourer une zone, être entourée par une zone ou être adjacente à une zone – qu'il s'agisse d'une partie d'un pays ou d'une région géographique englobant des parties ou la totalité de plusieurs pays – dans laquelle il est connu qu'un parasite ou une maladie spécifique existe mais qui fait l'objet de mesures régionales de contrôle telles que l'établissement d'une protection, d'une surveillance et de zones tampons qui circonscriront ou éradiqueront le parasite ou la maladie en question.

7. Zone à faible prévalence de parasites ou de maladies – Zone, qu'il s'agisse de la totalité d'un pays, d'une partie d'un pays ou de la totalité ou de parties de plusieurs pays, identifiée par les autorités compétentes, dans laquelle un parasite ou une maladie spécifique existe à des niveaux faibles et qui fait l'objet de mesures efficaces de surveillance, de lutte ou d'éradication.

7.353. L'Organe d'appel a fait observer dans l'affaire *Inde – Produits agricoles* que l'article 6 de l'Accord SPS établissait, au moyen de ses trois paragraphes, une série d'obligations concernant l'adaptation des mesures SPS aux conditions régionales. Il a noté tout d'abord ce qui suit:

[T]ant le titre de cette disposition que la première phrase de l'article 6:1 font référence à la prescription imposant d'"adapter" les mesures SPS à certaines conditions régionales. Alors que le titre parle plus généralement d'"Adaptation aux conditions régionales", la première phrase de l'article 6:1 impose aux Membres de l'OMC l'obligation spécifique de faire en sorte que leurs mesures SPS soient "adaptées" aux "caractéristiques sanitaires ou phytosanitaires" des régions d'origine et de destination du produit. En outre, nous faisons observer que le titre de l'article 6 fait référence, parmi les conditions régionales pour lesquelles une adaptation est prévue, aux "zones exemptes de parasites ou de maladies et [aux] zones à faible prévalence de parasites ou de maladies". Il y a selon nous un lien entre ce libellé et la deuxième phrase de l'article 6:1, qui identifie le "degré de prévalence de maladies ou de parasites spécifiques" comme étant l'une des caractéristiques SPS pertinentes d'une région pour laquelle une adaptation est prévue. De même, la référence aux "zones exemptes de parasites ou de maladies et [aux] zones à faible prévalence de parasites ou de maladies" dans le titre de l'article 6 est aussi directement liée aux deuxième et troisième paragraphes de cette disposition, qui traitent explicitement de ces types de zones.<sup>497</sup>

7.354. La première phrase de l'article 6:1 dispose que "les Membres feront en sorte que leurs mesures sanitaires ou phytosanitaires soient adaptées aux caractéristiques sanitaires ou phytosanitaires de la région d'origine et de destination du produit ..." À propos du texte de la première phrase de l'article 6:1, l'Organe d'appel a fait remarquer ce qui suit:

Le verbe "ensure" (faire en sorte) est défini comme suit: "to make certain the occurrence of a situation or outcome" (rendre certain une situation ou un résultat).<sup>498</sup> Quant au terme "adapt" (adapter), il signifie "fit, adjust, (to); make suitable (to or for)" (faire correspondre, ajuster (à); rendre approprié (à)).<sup>499</sup> Deux régions sont pertinentes pour ce qui est de l'obligation énoncée dans la première phrase de l'article 6:1: la région d'origine du produit et sa région de destination. L'article 6:1 dit que le terme "area" (région) englobe "la totalité d'un pays, ... une partie d'un pays ou ... la totalité ou [des] parties de plusieurs pays". Les "areas" (régions) qui sont pertinentes aux fins de l'article 6:1 peuvent donc varier et peuvent couvrir un territoire qui peut être plus petit, de la même taille ou plus grand qu'un pays. Nous faisons observer que, conformément à la première phrase de l'article 6:1, l'obligation d'un Membre de faire en sorte que les mesures soient adaptées s'applique aux "mesures SPS" au pluriel, ce qui laisse entendre qu'elle s'applique d'une manière générale, ainsi qu'en rapport avec chaque mesure SPS spécifique maintenue par un Membre. En outre, l'emploi du temps présent "are adapted" (soient adaptées), et l'absence de tout libellé limitant le champ temporel de l'application de cette obligation, laissent entendre que l'obligation énoncée à l'article 6:1 ne s'applique pas uniquement à un moment spécifique (par exemple lorsqu'une mesure SPS est adoptée), mais qu'elle est, au lieu de cela, une obligation continue. De fait, tant la notion d'"adaptation", que le fait que les caractéristiques SPS pertinentes des régions peuvent fluctuer<sup>500</sup>, indiquent que c'est une obligation qui n'est pas statique, mais continue, qui prescrit que les mesures SPS soient ajustées au cours du temps de façon à établir qu'elles demeurent appropriées et à maintenir ce caractère approprié eu

<sup>497</sup> Rapport de l'Organe d'appel *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 5.131.

<sup>498</sup> (note de bas de page de l'original) Les définitions pertinentes du terme "ensure" (faire en sorte) sont les suivantes: "guarantee, warrant" (garantir, assurer) et "make certain the occurrence of (an event, situation, outcome, etc.) (Foll. by *that*)" (rendre certain (un événement, une situation, un résultat, etc.) (suivi de *que*)). (*Shorter Oxford English Dictionary*, 6<sup>ème</sup> édition, A. Stevenson (éd.) (Oxford University Press, 2007), volume 1, page 840)

<sup>499</sup> (note de bas de page de l'original) *Shorter Oxford English Dictionary*, 6<sup>ème</sup> édition, A. Stevenson (éd.) (Oxford University Press, 2007), volume 1, page 24.

<sup>500</sup> (note de bas de page de l'original) Ainsi, par exemple, un parasite peut être introduit dans une région où il n'était pas présent auparavant, ou il peut y avoir un foyer d'une maladie dans une région qui était auparavant exempte de cette maladie. Ou alors, les parasites ou les maladies peuvent être éradiqués dans des régions spécifiques.

égard aux caractéristiques SPS pertinentes des régions pertinentes. Nous estimons aussi que l'emploi du verbe "ensure" (faire en sorte) en relation avec l'adaptation des "mesures SPS" au pluriel indique que quelque chose devrait être fait de manière constante et systématique par les Membres.<sup>501</sup>

7.355. S'agissant du texte de la première phrase de l'article 6:2, l'Organe d'appel a indiqué ce qui suit:

La première phrase de l'article 6:2 établit que les "Membres reconnaîtront, en particulier, les concepts de zones exemptes de parasites ou de maladies, et de zones à faible prévalence de parasites ou de maladies".<sup>502</sup> Nous faisons observer que l'emploi des mots "en particulier" dans la première phrase de l'article 6:2 met en évidence le lien entre l'article 6:1 et l'article 6:2. De même, le titre de l'article 6, intitulé "Adaptation aux conditions régionales, y compris les zones exemptes de parasites ou de maladies et les zones à faible prévalence de parasites ou de maladies"<sup>503</sup>, lu conjointement avec la première phrase de l'article 6:1, indique que les "zones exemptes de parasites ou de maladies" et les "zones à faible prévalence de parasites ou de maladies" sont un sous-ensemble de toutes les caractéristiques SPS d'une région qui peuvent nécessiter l'adaptation d'une mesure SPS. D'après la lecture que nous en faisons, les termes "en particulier", conjointement avec le titre de l'article 6, soulignent les liens entre les premier et deuxième paragraphes de l'article 6. Plus spécifiquement, nous considérons que ces éléments mettent en évidence l'importance particulière des "zones exemptes de parasites ou de maladies" et des "zones à faible prévalence de parasites ou de maladies" en tant que facteurs à prendre en compte dans l'évaluation des caractéristiques SPS d'une région, conformément à la deuxième phrase de l'article 6:1. Ces considérations indiquent, à notre avis, que, pris ensemble, l'article 6:1 et l'article 6:2 accordent une place importante à la teneur de l'article 6:2 comme moyen particulier par lequel un Membre peut faire en sorte que ses mesures SPS soient "adaptées" comme l'exige l'article 6:1.<sup>504</sup>

7.356. L'Organe d'appel a ensuite noté que la structure des deux premiers paragraphes de l'article 6 était semblable à certains égards. Chaque paragraphe est constitué de deux phrases et, dans chacun d'eux, l'obligation énoncée dans la première phrase est de nature plus générale que celle énoncée dans la deuxième phrase. La première phrase de l'article 6:2 établit l'obligation de reconnaître "les concepts de zones exemptes de parasites ou de maladies, et de zones à faible prévalence de parasites ou de maladies". Aucune des premières phrases de l'article 6:1 ou de l'article 6:2 n'est liée explicitement à une évaluation ou une détermination spécifique. En fait, la première phrase de l'article 6:1 parle d'une obligation de "faire en sorte" que les mesures soient adaptées en ce qui concerne les mesures SPS en général, et la première phrase de l'article 6:2 fait référence à l'obligation générale de "reconnaître" les "concepts" qui y sont énumérés.<sup>505</sup> L'Organe d'appel a poursuivi ainsi:

De la même façon, les deuxièmes phrases de l'article 6:1 et de l'article 6:2 indiquent toutes deux comment une action spécifique doit être entreprise. La deuxième phrase de l'article 6:1 précise, de manière non exhaustive, les éléments dont les Membres doivent tenir compte pour évaluer les caractéristiques SPS d'une région. Ces éléments comprennent: le degré de prévalence de maladies ou de parasites spécifiques; l'existence de programmes d'éradication ou de lutte; et les critères ou directives appropriés qui pourraient être élaborés par les organisations internationales

<sup>501</sup> Rapport de l'Organe d'appel *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 5.132.

<sup>502</sup> (note de bas de page de l'original) Le paragraphe 6 de l'Annexe A de l'Accord SPS définit l'expression "zone exempte de parasites ou de maladies" comme étant une "[z]one, qu'il s'agisse de la totalité d'un pays, d'une partie d'un pays ou de la totalité ou de parties de plusieurs pays, identifiée par les autorités compétentes, dans laquelle un parasite ou une maladie spécifique n'existe pas". Le paragraphe 7 de l'Annexe A définit, quant à lui, l'expression "zone à faible prévalence de parasites ou de maladies" comme étant une "[z]one, qu'il s'agisse de la totalité d'un pays, d'une partie d'un pays ou de la totalité ou de parties de plusieurs pays, identifiée par les autorités compétentes, dans laquelle un parasite ou une maladie spécifique existe à des niveaux faibles et qui fait l'objet de mesures efficaces de surveillance, de lutte ou d'éradication".

<sup>503</sup> (note de bas de page de l'original) Pas d'italique dans l'original.

<sup>504</sup> Rapport de l'Organe d'appel *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 5.133.

<sup>505</sup> Rapport de l'Organe d'appel *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 5.134.

compétentes. La deuxième phrase de l'article 6:2 indique comment l'action spécifique de déterminer l'existence de "ces zones" (à savoir les zones exemptes de parasites ou de maladies et les zones à faible prévalence de parasites ou de maladies) doit être entreprise. Cette phrase dispose que les facteurs suivants doivent servir de base à l'établissement de cette détermination: géographie, écosystèmes, surveillance épidémiologique et efficacité des contrôles sanitaires ou phytosanitaires. Ainsi, les deuxièmes phrases de l'article 6:1 et de l'article 6:2, respectivement, indiquent comment un Membre est tenu d'"évaluer" les caractéristiques SPS d'une région et de "déterminer" les zones exemptes de parasites ou de maladies et les zones à faible prévalence de parasites ou de maladies.<sup>506</sup>

7.357. L'Organe d'appel a souligné l'existence d'éléments communs importants tout au long de l'article 6, ce qui mettait en évidence les rapports qui existaient entre les paragraphes de cette disposition. Les trois paragraphes de l'article 6 sont tous liés entre eux, traitant des aspects différents de l'obligation d'adapter les mesures SPS aux conditions régionales. L'obligation principale et globale prévue à l'article 6 imposant à un Membre de faire en sorte que ses mesures SPS soient adaptées aux caractéristiques SPS régionales est énoncée dans la première phrase de l'article 6:1. Quant au reste de l'article 6, il développe des aspects spécifiques de cette obligation, notamment, en ce qui concerne les zones exemptes de parasites ou de maladies et les zones à faible prévalence de parasites ou de maladies, ainsi que les devoirs respectifs qui s'appliquent aux Membres importateurs et exportateurs à cet égard.<sup>507</sup>

7.358. L'article 6:3 fait référence à une situation qui est distincte de celle dont il est question à l'article 6:1 et 6:2. Il ne vise pas les Membres en général, comme le font les deux premiers paragraphes de l'article 6. En fait, l'article 6:3 se rapporte à la situation particulière dans laquelle un Membre exportateur déclare qu'une zone de son territoire est une zone exempte de parasites ou de maladies ou une zone à faible prévalence de parasites ou de maladies. Cette disposition précise ce qui doit être démontré objectivement par un Membre exportateur qui demande qu'une zone spécifique de son territoire soit reconnue comme zone exempte de parasites ou de maladies ou comme zone à faible prévalence de parasites ou de maladies au moyen de la fourniture des preuves nécessaires. L'Organe d'appel dans l'affaire *Inde – Produits agricoles* a indiqué que, au moyen de l'expression "[à] cette fin", l'article 6:3 disposait également, dans sa seconde phrase, que ce Membre devait permettre au Membre importateur qui adoptait ou maintenait une mesure SPS d'avoir accès à son territoire aux fins de vérifier cette démonstration.<sup>508</sup> Comme l'article 6:2, l'article 6:3 se rapporte aux zones exemptes de parasites ou de maladies et aux zones à faible prévalence de parasites ou de maladies, qui sont un sous-ensemble des caractéristiques SPS qui sont pertinentes au titre de l'article 6:1.

7.359. L'Organe d'appel a précisé, au sujet du rapport entre l'article 6:1 et l'article 6:3, que bien qu'ayant convenu qu'"aucune formulation conditionnelle explicite ne li[ait] l'article 6:1 à l'article 6:3", il soulignait que l'article 6:1 et le reste de l'article 6 devaient être lus conjointement.<sup>509</sup> Il a fait observer que, en fonction de la nature des allégations formulées et des circonstances propres à l'affaire, un groupe spécial pouvait être appelé à examiner si un Membre avait déterminé qu'une zone spécifique était exempte de maladies et avait adapté ses mesures SPS en conséquence. Même si un Membre peut agir d'une manière incompatible avec l'obligation prévue dans la première phrase de l'article 6:1 si un Membre exportateur ne fait pas la démonstration objective, prévue à l'article 6:3<sup>510</sup>, l'examen par le groupe spécial peut nécessiter d'examiner si le Membre importateur a reçu une demande d'un Membre exportateur visant à ce qu'une zone de son territoire soit reconnue comme étant "exempte de maladies". Dans ces affaires, un Membre exportateur pourra être en mesure d'établir que le fait que le Membre importateur n'a pas reconnu ni déterminé cette zone exempte de maladies, ni adapté ses mesures SPS en conséquence, est incompatible avec l'article 6:1 et 6:2 uniquement si ce Membre exportateur peut aussi établir qu'il a effectué les étapes prescrites à l'article 6:3.<sup>511</sup> L'Organe d'appel a indiqué ce qui suit:

<sup>506</sup> Rapport de l'Organe d'appel *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 5.135.

<sup>507</sup> Rapport de l'Organe d'appel *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 5.141.

<sup>508</sup> Rapport de l'Organe d'appel *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 5.140.

<sup>509</sup> Rapport de l'Organe d'appel *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 5.155.

<sup>510</sup> Rapport de l'Organe d'appel *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 5.157.

<sup>511</sup> Rapport de l'Organe d'appel *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 5.156.



[U]n Membre exportateur qui déclare, par exemple, qu'un Membre importateur n'a pas déterminé une zone spécifique du territoire de ce Membre exportateur comme étant "exempte de parasites ou de maladies" – et n'a pas finalement adapté ses mesures SPS à cette zone – aura du mal à faire admettre une allégation selon laquelle le Membre importateur a de ce fait agi d'une manière incompatible avec l'article 6:1 ou l'article 6:2, à moins que le Membre exportateur ne puisse démontrer qu'il s'est lui-même conformé à l'article 6:3.

Il ne s'agit pas de laisser entendre, comme le fait l'Inde, qu'il peut *uniquement* être constaté qu'un Membre qui adopte ou maintient une mesure SPS a manqué à l'obligation énoncée dans la première phrase de l'article 6:1 après qu'un Membre exportateur a fait la démonstration objective prévue à l'article 6:3. En effet, comme il a été dit plus haut, même en l'absence de cette démonstration objective par un Membre exportateur, il pouvait néanmoins être constaté qu'un Membre n'avait pas fait en sorte qu'une mesure SPS soit adaptée aux conditions régionales au sens de l'article 6:1, lorsque par exemple, le concept de zones exemptes de parasites et de maladies était pertinent, mais que le régime réglementaire de ce Membre empêchait la reconnaissance de ce concept. En outre, comme il a été dit plus haut, les zones exemptes de parasites ou de maladies et les zones à faible prévalence de parasites ou de maladies, qui sont traitées spécifiquement à l'article 6:2 et 6:3, ne sont qu'un sous-ensemble des caractéristiques SPS qui peuvent nécessiter l'adaptation d'une mesure SPS conformément à la première phrase de l'article 6:1. Nous faisons aussi observer que l'article 6:1 indique expressément que les "critères ou directives" élaborés par des organisations compétentes étaient pertinents pour l'évaluation des caractéristiques SPS de régions, ce qui donne à penser que, dans certaines circonstances, l'adaptation d'une mesure SPS aux caractéristiques SPS régionales peut être effectuée en tenant compte des critères et directives pertinents élaborés par ces organisations, le cas échéant. Enfin, nous rappelons que la prescription globale prévue à l'article 6:1 imposant d'assurer l'adaptation des mesures SPS est une obligation permanente qui s'applique à l'adoption d'une mesure SPS ainsi que par la suite. Toutes ces considérations confortent le point de vue selon lequel un Membre peut agir d'une manière incompatible avec l'obligation prévue dans la première phrase de l'article 6:1 si un Membre exportateur ne fait pas la démonstration objective, prévue à l'article 6:3. Pour ces raisons, nous partageons l'avis du Groupe spécial selon lequel "les obligations énoncées à l'article 6:1 et 6:2 ne sont pas déclenchées par le fait d'invoquer l'article 6:3, comme l'Inde l'a fait valoir".<sup>512</sup>

7.360. Le Groupe spécial *États-Unis – Animaux* a également constaté que, une fois que le Membre importateur déterminait que la zone faisant l'objet de la déclaration du Membre exportateur était une zone exempte de parasites ou de maladies ou une zone à faible prévalence de parasites ou de maladies, il était tenu d'"adapter" sa mesure au statut de cette zone en ce qui concerne les parasites ou les maladies. À cet égard, le Membre importateur "devra tenir compte", outre de la prévalence de parasites ou de maladies, des autres facteurs énumérés dans la deuxième phrase de l'article 6:1.<sup>513</sup> Bien que le Groupe spécial *États-Unis – Animaux* ait également indiqué que les obligations énoncées à l'article 6:1 et 6:2 n'étaient pas nécessairement subordonnées aux actions du Membre exportateur au titre de l'article 6:3, il a estimé que "dans certaines circonstances, la capacité du Membre importateur d'adapter une mesure en vertu de l'article 6:1 [était] subordonnée au respect de l'article 6:3 par le Membre exportateur".<sup>514</sup>

7.361. Pour ce qui est de l'obligation du Membre exportateur de se conformer aux dispositions spécifiques énoncées à l'article 6:3 de l'Accord SPS, le Groupe spécial *États-Unis – Animaux* a indiqué ce qui suit:

[L]'article 6:3 reconnaît que, dans certains cas, les Membres exportateurs sont bien placés, voire les mieux placés, pour recueillir des renseignements sur les conditions SPS des zones géographiques situées dans leurs territoires, et que, sans leur coopération, la "démonstration objective" au Membre importateur du statut des zones

<sup>512</sup> Rapport de l'Organe d'appel *Inde – Produits agricoles*, paragraphes 5.156 et 5.157. (notes de bas de page omises)

<sup>513</sup> Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.661.

<sup>514</sup> Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.664.

considérées en ce qui concerne les parasites ou les maladies peut s'avérer impossible. De plus, il ne serait pas logique d'attendre d'un Membre importateur qu'il adapte nécessairement ses mesures aux statuts sanitaires de toutes les zones, régions ou parties des pays du monde en l'absence d'une demande ou de la fourniture de renseignements pertinents de la part des Membres exportateurs souhaitant obtenir un accès à son marché.<sup>515</sup>

7.362. Le Groupe spécial *États-Unis – Animaux* a également déterminé que lorsqu'un Membre importateur disposait d'un cadre réglementaire approprié, le Membre exportateur pouvait présenter une déclaration indiquant que des zones spécifiques de son territoire étaient exemptes de parasites ou de maladies ou étaient des zones à faible prévalence de parasites ou de maladies. Le Groupe spécial a déterminé que l'article 6:3 "prévo[yait] un échange de renseignements entre le Membre exportateur et le Membre importateur, par lequel, le premier fourni[ssait] des preuves relatives au statut des zones situées sur son territoire en ce qui concerne les parasites ou les maladies, et le second évalu[ait] ces renseignements afin d'adapter sa mesure aux caractéristiques SPS des zones concernées."<sup>516</sup> En outre, le Groupe spécial *États-Unis – Animaux* a souligné l'obligation du Membre exportateur selon laquelle il n'était pas seulement tenu de démontrer objectivement que des zones de son territoire étaient exemptes de parasites ou de maladies ou étaient des zones à faible prévalence de parasites ou de maladies à un moment donné, mais aussi que ces zones "rester[aient] vraisemblablement" dans la même situation en ce qui concerne les parasites ou les maladies.<sup>517</sup>

#### 7.5.2.3.3 Ordre d'analyse des allégations au titre de l'article 6

7.363. Nous notons que le Groupe spécial *Inde – Produits agricoles* a constaté qu'il était approprié de commencer son analyse de la compatibilité des mesures du défendeur par l'article 6, en se focalisant sur l'article 6:2, puis sur l'article 6:1 de l'Accord SPS. Le Groupe spécial a en outre interprété l'article 6:2 de telle sorte qu'une constatation selon laquelle un Membre n'avait pas reconnu les concepts de zones exemptes de parasites ou de maladies, et de zones à faible prévalence de parasites ou de maladies comme il est prescrit par la première phrase de l'article 6:2 débouchait inévitablement sur une constatation selon laquelle ce Membre n'avait pas non plus déterminé ces zones sur la base de facteurs tels que la géographie, les écosystèmes, la surveillance épidémiologique et l'efficacité des contrôles sanitaires ou phytosanitaires.<sup>518</sup> Nous considérons que le schéma factuel de cette affaire est différent de celui du présent différend. En particulier, nous notons que, dans l'affaire *Inde – Produits agricoles*, les États-Unis n'avaient pas formulé d'allégations en ce qui concerne le fait que certaines zones de leur territoire étaient exemptes d'influenza aviaire, mais avaient plutôt mis l'accent sur le fait que les mesures de l'Inde empêchaient la reconnaissance de zones exemptes de maladies ou de zones à faible prévalence de la maladie.<sup>519</sup>

7.364. En l'espèce, l'Union européenne indique qu'elle a formellement demandé à la Russie de reconnaître le statut de zone exempte de PPA des régions autres que celles dans lesquelles des foyers de PPA étaient apparus.<sup>520</sup> Les éléments de preuve versés au dossier indiquent que l'Union européenne a présenté une demande de reconnaissance d'une/de zone(s) exempte(s) de maladies particulière(s) à la Russie et qu'elle lui a par la suite demandé instamment d'accepter cette demande.<sup>521</sup> L'Union européenne a adressé aux autorités compétentes en Russie des lettres dans lesquelles elle demandait la reconnaissance du statut sanitaire de ses États membres et de leurs régions, le 31 janvier 2014.<sup>522</sup> Dans sa lettre à la Russie, l'Union européenne demandait effectivement "[aux] autorités compétentes de la Fédération de Russie de reconnaître le statut sanitaire de zone exempte de PPA des États membres de l'UE (et de leurs régions au titre du

<sup>515</sup> Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.664.

<sup>516</sup> Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.659.

<sup>517</sup> Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.649.

<sup>518</sup> Rapport du Groupe spécial *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 7.689.

<sup>519</sup> Rapport du Groupe spécial *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 7.693.

<sup>520</sup> Réponse de l'Union européenne à la question n° 133 du Groupe spécial, paragraphe 279.

<sup>521</sup> Déclaration liminaire de l'Union européenne à la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 109 (faisant référence à la lettre de l'Union européenne du 31 janvier 2014, ARES(2014)226547, SANCO G7/JP/mh(2014)241111 (pièce EU-64)). Voir aussi les pièces EU-65, EU-85, EU-86, EU-173, EU-91, EU-92, EU-94, RUS-154 et RUS-319.

<sup>522</sup> Lettre de l'Union européenne du 31 janvier 2014, ARES(2014)226547, SANCO G7/JP/mh(2014)241111 (pièce EU-64).

principe de régionalisation) et les normes sanitaires animales pour le commerce international des porcins vivants et des produits du porc, conformément aux normes et critères sanitaires et commerciaux de l'OIE et au Mémoire de 2006 entre la Communauté européenne et la Fédération de Russie sur les principes de zonage et de régionalisation en matière vétérinaire".<sup>523</sup> Bien qu'elle ne conteste pas que l'Union européenne a présenté une telle demande, la Russie affirme que celle-ci n'a pas présenté les "preuves nécessaires" afin d'étayer de manière adéquate ou appropriée sa demande au sens de l'article 6:3 ainsi que les demandes ultérieures, étant donné que des foyers de la maladie étaient apparus ultérieurement, et que, en conséquence, les allégations de l'Union européenne au titre l'article 6:1 et 6:2 doivent être jugées sans fondement.<sup>524</sup>

7.365. Le Groupe spécial considère qu'il peut effectivement être difficile pour un pays exportateur, quel qu'il soit, de demander la reconnaissance d'une zone exempte de maladies en l'absence d'un système réglementaire, dans le pays importateur, qui permette la reconnaissance de ce concept. Par conséquent, le Groupe spécial examine tout d'abord si la Russie reconnaît le concept de zones exemptes de maladies au sens de l'article 6:2 de l'Accord SPS. Si nous devions constater que la Russie reconnaît ce concept, nous examinerions ensuite si l'Union européenne a fourni les preuves nécessaires à cet égard afin de démontrer objectivement à la Russie qu'il y avait à l'intérieur de l'Union européenne des zones qui étaient, et qui resteraient vraisemblablement, des zones exemptes de parasites ou de maladies conformément à l'article 6:3 de l'Accord SPS. Guidé par ses constatations concernant cette question, le Groupe spécial poursuivra en examinant si la Russie s'est conformée à l'obligation, énoncée à l'article 6:1, de faire en sorte que ses mesures soient adaptées aux caractéristiques SPS de la région d'origine et de destination des produits.

#### **7.5.2.3.4 Question de savoir si la Russie reconnaît le concept de zones exemptes de parasites ou de maladies et de zones à faible prévalence de parasites ou de maladies conformément à la première phrase de l'article 6:2**

7.366. Nous passons à l'allégation de l'Union européenne selon laquelle la Russie a agi d'une manière incompatible avec la première phrase de l'article 6:2 de l'Accord SPS en ne reconnaissant pas les concepts de zones exemptes de parasites ou de maladies, et de zones à faible prévalence de parasites ou de maladies.<sup>525</sup>

7.367. L'article 6 ne précise aucune manière particulière dont un Membre doit "reconnaître" les concepts énoncés à l'article 6:2.<sup>526</sup> La première phrase de cet article ne prescrit pas si la reconnaissance par un Membre des concepts pertinents doit être faite par écrit au moyen d'un acte formel des pouvoirs publics, ou si elle doit être effectuée d'une autre manière.<sup>527</sup> Compte tenu de cela, l'Organe d'appel a présumé ce qui suit:

Nous considérons que le fait que l'article 6 ne prescrit pas la manière particulière au moyen de laquelle les Membres doivent "faire en sorte" d'adapter leurs mesures SPS ou "reconnaître" les concepts pertinents donne à penser que les Membres disposent d'une certaine latitude pour déterminer comment le faire dans le cadre de leur régime SPS national. Par conséquent, l'évaluation du point de savoir si un Membre s'est conformé ou non aux obligations énoncées à l'article 6:1 et 6:2 sera nécessairement fonction de la nature des allégations soulevées par le plaignant et des circonstances propres à chaque affaire. Cela peut nécessiter d'examiner les étapes et actes spécifiques que le Membre a effectués ou non compte tenu des caractéristiques SPS des zones pertinentes, qui peuvent inclure des zones exemptes de parasites ou de maladies ou des zones à faible prévalence de parasites ou de maladies, et aussi compte tenu des aspects plus généraux du régime réglementaire du Membre importateur, le cas échéant, régissant les questions SPS. La deuxième phrase de l'article 6:1 met aussi en évidence la pertinence des critères ou directives appropriés élaborés par les organisations internationales compétentes pour l'obligation énoncée

<sup>523</sup> Lettre de l'Union européenne du 31 janvier 2014, ARES(2014)226547, SANCO G7/JP/mh(2014)241111 (pièce EU-64).

<sup>524</sup> Deuxième communication écrite de la Russie, paragraphes 131 et 132.

<sup>525</sup> Deuxième communication écrite de l'Union européenne, paragraphes 89 à 93.

<sup>526</sup> Rapport de l'Organe d'appel *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 5.136.

<sup>527</sup> Rapport de l'Organe d'appel *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 5.136; et rapport du Groupe spécial *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 7.698.

dans ce paragraphe. Nous notons, à cet égard, qu'il apparaît que le Groupe spécial a reconnu à juste titre que le fait qu'une organisation internationale compétente a déterminé que les concepts de zones exemptes de parasites ou de maladies et de zones à faible prévalence de parasites ou de maladies étaient, ou n'étaient pas, pertinents en ce qui concerne un parasite ou une maladie spécifique pouvait avoir une incidence sur l'évaluation du respect par un Membre de l'article 6 pour ce parasite ou cette maladie.<sup>528</sup> Cela souligne également le fait que l'évaluation du point de savoir si un Membre s'est conformé à ses obligations au titre de l'article 6 est, par nature, propre à chaque affaire.

Même si l'évaluation de la compatibilité de la mesure SPS d'un Membre avec l'article 6:1 et 6:2 sera fonction des allégations formulées par le plaignant et des circonstances de chaque affaire particulière, il ressort néanmoins clairement que la conformité avec les obligations énoncées à l'article 6:1 et 6:2 sera facilitée dans les circonstances dans lesquelles les Membres de l'OMC ont mis en place un système ou une structure réglementaire qui permet l'adaptation des mesures SPS de façon permanente.<sup>529</sup> En outre, bien que les analyses au titre de l'article 6:1 et 6:2 soient, par nature, propres aux circonstances, nous souscrivons à l'observation du Groupe spécial selon laquelle il n'est pas possible de constater que les mesures SPS ou les systèmes réglementaires dans le domaine SPS qui excluent explicitement la possibilité de reconnaître les concepts de zones exemptes de parasites ou de maladies et de zones à faible prévalence de parasites ou de maladies sont compatibles avec l'article 6:2, lorsque ces concepts sont pertinents pour les maladies visées par ces mesures SPS.<sup>530</sup>

Les rapports entre l'article 6:1 et l'article 6:2 de l'Accord SPS éclairent, également, le lien étroit entre, d'une part, le respect de l'obligation qu'a un Membre de reconnaître les concepts de zones exemptes de parasites ou de maladies et de zones à faible prévalence de parasites ou de maladies indiqués à l'article 6:2, et d'autre part, le respect par ce Membre de l'obligation de faire en sorte que ses mesures SPS soient adaptées aux caractéristiques SPS pertinentes, au sens de l'article 6:1. Plus spécifiquement, dans une situation où les zones exemptes de parasites ou de maladies ou les zones à faible prévalence de parasites ou de maladies sont pertinentes, un Membre peut être tenu de reconnaître les concepts recouvrant ces zones non seulement en raison de l'obligation expresse énoncée à l'article 6:2, mais aussi afin d'être en mesure d'"évaluer" de manière appropriée les caractéristiques SPS des zones pertinentes au titre de la deuxième phrase de l'article 6:1, et, en dernier lieu, de faire en sorte, comme il est prescrit par la première phrase de l'article 6:1, que ses mesures SPS soient adaptées en conséquence.<sup>531</sup>

7.368. Compte tenu de ces considérations, nous rappelons que la Russie répond à l'allégation de l'Union européenne au titre de la première phrase de l'article 6:2 de l'Accord SPS en soutenant que l'obligation qu'elle contient de reconnaître les concepts de zones exemptes de parasites ou de maladies, et de zones à faible prévalence de parasites ou de maladies se rapporte à une idée abstraite et n'est pas liée à des zones spécifiques d'un Membre exportateur donné.<sup>532</sup> Par conséquent, la Russie attire l'attention du Groupe spécial sur la législation existante de l'Union douanière – en particulier la Décision n° 317 de l'Union douanière – qui, selon la Russie, reconnaît le concept de zones exemptes de maladies dans l'abstrait et le reconnaît explicitement tel qu'il s'applique à la PPA.<sup>533</sup> En outre, elle fait référence au Mémoire de 2006 entre l'Union européenne et la Russie qui comprend des dispositions visant l'application des principes de zonage et de régionalisation au mouvement des animaux et à la circulation des produits d'origine

<sup>528</sup> (note de bas de page de l'original) Rapport du Groupe spécial, note de bas de page 1217 relative au paragraphe 7.698.

<sup>529</sup> (note de bas de page de l'original) Cela serait le cas, par exemple, lorsqu'un Membre a établi un mécanisme de reconnaissance de zones exemptes de parasites ou de maladies et de zones à faible prévalence de parasites ou de maladies spécifiques lorsqu'une demande dûment étayée a été présentée par un Membre exportateur qui demande la reconnaissance et permet qu'une vérification soit faite à cette fin.

<sup>530</sup> (note de bas de page de l'original) Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.698.

<sup>531</sup> Rapport de l'Organe d'appel *Inde – Produits agricoles*, paragraphes 5.137 à 5.139.

<sup>532</sup> Première communication écrite de la Russie, paragraphe 222.

<sup>533</sup> Première communication écrite de la Russie, paragraphes 223 et 224 (faisant référence à la pièce RUS-25).

animale au niveau international, entre les États membres de l'UE et la Russie.<sup>534</sup> Sur cette base, la Russie fait valoir que, manifestement, elle reconnaît le concept de zones exemptes de maladies non seulement dans l'abstrait, comme le prescrit l'article 6:2 de l'Accord SPS, mais également tel qu'il s'applique spécifiquement à la PPA en ce qui concerne l'Union européenne.<sup>535</sup> Elle fait en outre valoir, s'agissant spécifiquement de l'interdiction à l'échelle de l'UE, que le libellé des certificats vétérinaires convenus prend en compte le concept de zones exemptes de maladies.<sup>536</sup>

7.369. Passant aux éléments de preuve présentés par la Russie à l'appui de son affirmation selon laquelle son cadre réglementaire dans le domaine SPS reconnaît le concept de "régionalisation" dans l'abstrait, nous faisons remarquer que la Décision n° 317 de l'Union douanière énonce ce qui suit: "La "régionalisation" est la détermination de la bonne santé ou non d'un pays ou de son territoire administratif (République, région, pays, département, comté, État, province, district etc.) en ce qui concerne les maladies animales contagieuses figurant sur la liste des maladies dangereuses et pouvant faire l'objet d'une mise en quarantaine de la Partie, et s'agissant des entités de contrôle des pays tiers – pour ce qui est des maladies mentionnées dans les présentes prescriptions"; et "[i]l est procédé à la régionalisation conformément aux recommandations de l'Organisation mondiale de la santé animale (ci-après l'"OIE") (tel que modifié par la Décision n° 830 de la Commission de l'Union douanière du 18 octobre 2011)".<sup>537</sup>

7.370. En outre, la Décision n° 317 de l'Union douanière comprend des chapitres énonçant des prescriptions vétérinaires applicables à l'importation d'un certain nombre de marchandises sur le territoire de l'Union douanière. Par exemple, le chapitre 7 prévoit ce qui suit: "Sont autorisés l'importation sur le territoire douanier de l'Union douanière, et/ou les mouvements entre les Parties, de porcins destinés à la reproduction et au commerce sains, provenant de territoires exempts des maladies animales contagieuses suivantes ... [y compris] la peste porcine africaine – pendant les 36 derniers mois sur le territoire du pays ou sur le territoire administratif, conformément à la régionalisation."<sup>538</sup> Tous les chapitres de la Décision n° 317 de l'Union douanière qui font référence aux produits en cause incluent une référence à la situation concernant la PPA qui est nécessaire pour que les importations des produits correspondants soient acceptées.<sup>539</sup> Pour chacun des produits, la prescription mentionne clairement "sur le territoire du pays ou sur le territoire administratif". (pas d'italique dans l'original)

7.371. Sur la base des éléments de preuve versés au dossier, nous constatons que le cadre réglementaire SPS de la Russie en ce qui concerne la PPA, établi par la Décision n° 317 de l'Union douanière, a effectivement reconnu, et continue de reconnaître expressément, le concept de régionalisation et la possibilité que celle-ci soit prise en compte et mise en œuvre. En outre, le Mémoire de 2006 entre l'Union européenne et la Russie comprend des dispositions visant l'application des principes de zonage et de régionalisation au mouvement des animaux et à la circulation des produits d'origine animale au niveau international, entre les États membres de l'UE et la Russie<sup>540</sup>, et les certificats vétérinaires bilatéraux contiennent également un libellé qui reconnaît le concept de régionalisation dans le cadre du commerce entre la Russie et l'Union européenne.<sup>541</sup> En particulier, la plupart des certificats vétérinaires convenus bilatéralement, qui font référence aux prescriptions vétérinaires figurant dans chaque certificat, indiquent que "[l]es territoires administratifs, les zones et les périodes peuvent être modifiés d'un commun accord sur la base du Mémoire de 2006 du 4 avril 2006 sur le zonage et la régionalisation".<sup>542</sup> En outre, les certificats vétérinaires convenus bilatéralement reconnaissent le concept de régionalisation du fait qu'ils exigent qu'il soit attesté que l'ensemble du territoire de

<sup>534</sup> Première communication écrite de la Russie, paragraphe 225.

<sup>535</sup> Première communication écrite de la Russie, paragraphe 225.

<sup>536</sup> Première communication écrite de la Russie, paragraphe 411. Voir aussi la deuxième communication écrite de la Russie, paragraphes 215 à 218.

<sup>537</sup> Section intitulée "Termes employés dans les prescriptions vétérinaires (vétérinaires et sanitaires) communes" de la Décision n° 317 de l'Union douanière (pièce RUS-25), page 1.

<sup>538</sup> Parmi d'autres chapitres pertinents figurent les chapitres 8, 9, 22, 28, 33, 35, 37 et 38. Voir le paragraphe 7.204 et le tableau 3.

<sup>539</sup> Voir, par exemple, le chapitre 7 intitulé "Prescriptions vétérinaires relatives à l'importation de porcins destinés à la reproduction et de porcins utilitaires sur le territoire douanier de l'Union douanière et/ou leurs mouvements entre les Parties" de la Décision n° 317 de l'Union douanière (pièce RUS-25).

<sup>540</sup> Mémoire de 2006 entre l'Union européenne et la Russie sur les principes de zonage et de compartimentation en matière vétérinaire (pièce EU-61).

<sup>541</sup> Voir plus haut la note de bas de page 248.

<sup>542</sup> Par exemple, voir la note de bas de page 1 du certificat vétérinaire pour les porcelets à l'engrais (pièce EU-52). Voir aussi plus haut la note de bas de page 248.

l'UE est exempt de PPA "à l'exception de la Sardaigne", prévoyant ainsi un traitement différent pour cette région de l'Union européenne.<sup>543</sup>

7.372. Par conséquent, nous ne sommes pas dans une situation comme celle envisagée par le Groupe spécial et l'Organe d'appel dans l'affaire *Inde – Produits agricoles*<sup>544</sup>, dans laquelle le système réglementaire du Membre importateur exclut explicitement la possibilité de reconnaître les concepts de zones exemptes de parasites ou de maladies, et de zones à faible prévalence de parasites ou de maladies de sorte que l'on ne peut pas constater qu'il est compatible avec l'article 6:2.

7.373. Rappelant que la reconnaissance d'"idées abstraites" particulières aux fins de l'article 6:2 est moins stricte que l'obligation de "faire en sorte" qu'une mesure soit "adaptée" aux caractéristiques SPS d'une région au titre de l'article 6:1, nous constatons que le cadre législatif de la Russie reconnaît le concept de régionalisation au sens de l'article 6:2 de l'Accord SPS.<sup>545</sup>

7.374. Cependant, les arguments des parties nous poussent à examiner plus avant si cette reconnaissance dans le cadre législatif/réglementaire d'un Membre est suffisante pour que ce Membre se conforme à ses obligations au titre de la première phrase de l'article 6:2 en ce qui concerne les mesures SPS spécifiques en cause dans une affaire donnée. L'Union européenne affirme que, même si la Russie soutient que sa législation reconnaît le concept de zones exemptes de maladies dans l'abstrait, cette interprétation du terme "reconnaissance" contredit les indications récentes données par l'Organe d'appel dans l'affaire *Inde – Produits agricoles*. À son avis, ce qui importe pour la présente analyse "n'est pas la reconnaissance abstraite, *distincte et antérieure* du concept de zones exemptes de maladies dans la législation russe, mais la reconnaissance de ce

<sup>543</sup> Voir plus haut la note de bas de page 248.

<sup>544</sup> Dans l'affaire *Inde – Produits agricoles*, le Groupe spécial a déterminé que, conformément à sa première phrase ("les Membres reconnaîtront ... les concepts de zones exemptes de parasites ou de maladies, et de zones à faible prévalence de parasites ou de maladies"), l'article 6:2 impose une obligation de reconnaître les "concepts". Le Groupe spécial a précisé que le terme concept était défini comme étant une "abstract idea" (idée abstraite). ((note de bas de page de l'original) The Oxford Dictionaries Online, consulté le 10 avril 2014, <<http://www.oxforddictionaries.com/definition/english/concept?q=concept>> ou "an idea of a class of objects, a general notion or idea" (une représentation d'une catégorie d'objets; une notion ou idée générale). (note de bas de page de l'original) The Oxford English Dictionary, OED Online, Oxford University Press, consulté le 10 avril 2014, <<http://www.oed.com/view/Entry/38130?rskey=vaS8sT&result=1#eid>>.) Le Groupe spécial a en outre expliqué que cela voulait dire que les Membres étaient tenus de reconnaître l'idée ou la notion de zones exemptes de parasites ou de maladies et de zones à faible prévalence de parasites ou de maladies dans l'abstrait, et que l'obligation au titre de l'article 6:2, première phrase, n'était pas liée à des zones spécifiques d'un Membre exportateur donné. Rapport du Groupe spécial *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 7.695. Le Groupe spécial a également rappelé que l'instrument de mise en œuvre pertinent prohibait l'importation des produits pertinents à l'échelle du pays. Il a constaté qu'il n'y avait apparemment rien dans cet instrument qui permettait de reconnaître des zones exemptes de maladies et/ou des zones à faible prévalence de maladies dans un pays qui notifiât la présence de l'IA à déclaration obligatoire à l'OIE. En fait, il a considéré que le Décret 1663(E) "indiqu[ait] le contraire", rapport du Groupe spécial *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 7.702, et qu'il le faisait en des "termes clairs et sans équivoque", rapport du Groupe spécial *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 7.703. Par conséquent, le Groupe spécial a estimé que, "en imposant une interdiction à l'échelle du pays, [le Décret 1663(E)] contredi[sait] la prescription imposant de reconnaître le concept de zones exemptes de maladies et de zones à faible prévalence de maladies". Rapport du Groupe spécial *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 7.702. L'Organe d'appel a constaté que le Groupe spécial n'avait pas fait erreur dans son application de l'article 6:2 en ne se fondant pas uniquement sur certaines dispositions législatives qui ne disaient rien sur les concepts de zones exemptes de maladies et de zones à faible prévalence de maladies pour évaluer si l'Inde reconnaissait les concepts de "zones exemptes de maladies" et de "zones à faible prévalence de maladies". Rapport de l'Organe d'appel *Inde – Produits agricoles*, paragraphes 5.173 à 5.175. En outre, l'Organe d'appel n'a pas exclu la possibilité que la reconnaissance des concepts puisse être faite par et à l'adoption de la même mesure SPS qui était adaptée aux caractéristiques SPS des régions pertinentes. Rapport de l'Organe d'appel *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 5.175.

<sup>545</sup> Nous trouvons des éléments à l'appui dans l'approche suivie par le Groupe spécial *États-Unis – Animaux*, qui a fait référence au raisonnement du Groupe spécial *Inde – Produits agricoles* et a conclu que "les Membres [étaient] tenus d'accepter l'autorité et la validité des notions générales de "zones exemptes de parasites ou de maladies et de zones à faible prévalence de parasites ou de maladies" et de les traiter comme étant dignes de considération dans l'adoption et l'application de leurs mesures SPS". Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.647. En particulier, le Groupe spécial a fait référence à l'"obligation moins exigeante" de la première phrase de l'article 6:2, qui "imposait simplement" la reconnaissance d'"idées abstraites" particulières, par rapport aux obligations prévues par l'article 6:1 de "faire en sorte" qu'une mesure soit "adaptée" aux caractéristiques SPS d'une région au titre de l'article 6:1. Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.647.

concept *par et à l'adoption de la mesure SPS même* qui doit être adaptée aux caractéristiques SPS des régions pertinentes".<sup>546</sup> L'Union européenne mentionne l'existence de l'interdiction à l'échelle de l'UE comme un élément de preuve indiquant que la Russie n'a pas établi de distinction entre les zones exemptes de PPA et celles considérées comme infectées par la PPA.<sup>547</sup> En outre, elle fait valoir que la reconnaissance de la régionalisation par la Russie est contredite par les faits en l'espèce.<sup>548</sup> Pour sa part, en se référant à la même décision de l'Organe d'appel dans l'affaire *Inde – Produits agricoles*, la Russie fait valoir qu'il existe une flexibilité considérable quant aux moyens par lesquels les Membres peuvent démontrer que leur reconnaissance du concept de régionalisation est compatible avec l'Accord SPS.<sup>549</sup> La Russie établit une distinction entre la reconnaissance du concept de régionalisation et l'acceptation des mesures spécifiques de régionalisation dans un cas particulier, soutenant que l'article 6:2 de l'Accord SPS et les Directives du Comité SPS concernant la mise en œuvre de l'article 6 n'imposent pas au pays importateur l'obligation de reconnaître effectivement la région d'un pays exportateur. La Russie fait valoir qu'en fait l'article 6:2 exige simplement que le pays importateur permette que la régionalisation soit envisagée.<sup>550</sup>

7.375. Nous faisons remarquer que la référence de l'Union européenne au rapport de l'Organe d'appel dans l'affaire *Inde – Produits agricoles* correspond aux paragraphes dans lesquels celui-ci a examiné le raisonnement sur lequel s'était appuyé le Groupe spécial, dans le différend en question, pour établir la relation entre l'article 6:1 et l'article 6:2. En particulier, l'Organe d'appel a exprimé son désaccord avec l'idée formulée par le Groupe spécial selon laquelle "l'obligation de faire en sorte que les mesures SPS d'un Membre soient "adaptées" au sens de l'article 6:1 présupposait *toujours* qu'un Membre devait avoir reconnu les concepts mentionnés à l'article 6:2".<sup>551</sup> Dans le contexte de ce désaccord, l'Organe d'appel a fait observer ce qui suit: "nous mettons en doute la déclaration du Groupe spécial dans la mesure où elle peut être lue comme excluant que la reconnaissance des concepts puisse être faite par et à l'adoption de la même mesure SPS qui est adaptée aux caractéristiques SPS des régions pertinentes".<sup>552</sup> À notre avis, les considérations de l'Organe d'appel visaient à répondre à une situation dans laquelle une mesure SPS adoptée par un Membre pouvait reconnaître les concepts mentionnés à l'article 6:2, même en l'absence d'un cadre réglementaire préexistant reconnaissant ces concepts.

7.376. Cependant, en l'espèce, nous sommes confrontés à une situation différente. Comme nous l'avons décrit plus haut, nous avons affaire à un ensemble de mesures qui ont été adoptées dans le contexte d'un cadre réglementaire qui, selon nous, assure une reconnaissance générale des concepts mentionnés dans la première phrase de l'article 6:2 de l'Accord SPS. Cela n'était pas le cas dans le contexte des mesures adoptées par l'Inde et examinées par le Groupe spécial et l'Organe d'appel dans l'affaire *Inde – Produits agricoles*. En outre, en l'espèce, selon les allégations, les mesures en cause ne reconnaissent l'existence d'aucune zone exempte de maladies sur le territoire de l'Union européenne. Comme nous y avons fait allusion plus haut au paragraphe 7.373, nous estimons qu'il vaut mieux examiner cette allégation dans le contexte de notre analyse de l'obligation d'un Membre au titre de l'article 6:1 plutôt qu'au titre de l'article 6:2 de l'Accord SPS.

7.377. Nous considérons qu'il s'agit de la meilleure approche pour les raisons suivantes. L'interprétation du concept de "reconnaissance" proposée par l'Union européenne semble reposer sur l'hypothèse que la seule manière dont un Membre pourrait se conformer à son obligation au titre de l'article 6:2 serait en accordant la reconnaissance des concepts énumérés dans la première phrase de l'article 6:2 au moyen de la mesure SPS contestée. Selon nous, cette hypothèse ne s'applique pas toujours. Il se pourrait que la mesure SPS contestée soit un moyen de déterminer si un Membre reconnaît les concepts pertinents énoncés dans la première phrase de l'article 6:2. Cependant, comme l'a noté l'Organe d'appel, le texte de la première phrase de l'article 6:2 ne fait pas référence à la manière dont un Membre reconnaîtra ces concepts.<sup>553</sup> Comme nous l'avons

<sup>546</sup> Deuxième communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 90. (italique dans l'original)

<sup>547</sup> Deuxième communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 91.

<sup>548</sup> Deuxième communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 92.

<sup>549</sup> Deuxième communication écrite de la Russie, paragraphe 133, citant le rapport de l'Organe d'appel *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 5.137.

<sup>550</sup> Deuxième communication écrite de la Russie, paragraphe 135 (faisant référence aux Directives du Comité SPS concernant la mise en œuvre de l'article 6 (pièce EU-51)).

<sup>551</sup> Rapport de l'Organe d'appel *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 5.143.

<sup>552</sup> Rapport de l'Organe d'appel *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 5.143.

<sup>553</sup> Rapport de l'Organe d'appel *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 5.136.



expliqué, nous ne considérons pas qu'il s'agit d'un cas dans lequel la mesure SPS contestée constitue le moyen le plus approprié pour déterminer la conformité avec l'article 6:2.

7.378. En outre, nous considérons que l'interprétation proposée par l'Union européenne rendrait redondante et inutile la première phrase de l'article 6:2 de l'Accord SPS en l'espèce. Si nous acceptons l'interprétation suggérée par l'Union européenne, nous examinerions un élément crucial de notre évaluation au titre de l'article 6:1, c'est-à-dire le point de savoir si la Russie a calibré les mesures en cause suivant l'existence ou non de zones exemptes de PPA dans l'Union européenne, sous l'angle de l'article 6:2. À notre avis, l'approche de l'Union européenne risquerait d'aboutir à une situation dans laquelle un groupe spécial qui aurait affaire à une mesure SPS adoptée par un Membre qui dispose d'un cadre juridique reconnaissant les concepts décrits dans la première phrase de l'article 6:2 devrait quand même constater une incompatibilité d'une mesure contestée avec la première phrase de l'article 6:2. Nous pensons que cela pourrait nous amener à agir à l'encontre du principe de l'interprétation des traités dit de l'effet utile (*ut res magis valeat quam pereat*), reconnu par l'Organe d'appel comme étant celui qui fait obligation à un interprète de donner sens et effet à tous les termes du traité et l'empêche d'adopter une lecture qui aurait pour résultat de rendre redondants ou inutiles des clauses ou des paragraphes entiers d'un traité.<sup>554</sup>

7.379. Sur la base de ce qui précède, nous considérons que la Russie reconnaît les concepts indiqués dans la première phrase de l'article 6:2 en ce qui concerne la PPA, et, en conséquence, que l'interdiction à l'échelle de l'UE n'est pas incompatible avec les obligations de la Russie au titre de la première phrase de l'article 6:2 de l'Accord SPS. Après cette constatation, nous passons à l'examen du respect par l'Union européenne des dispositions de l'article 6:3 pour formuler des constatations qui éclaireront notre analyse du respect par la Russie de ses obligations au titre de l'article 6:1.

#### **7.5.2.3.5 Question de savoir si l'Union européenne a démontré objectivement qu'il y avait des zones exemptes de maladies ou des zones à faible prévalence de maladies en dehors du territoire de l'Estonie, de la Lettonie, de la Lituanie et de la Pologne, conformément à l'article 6:3 de l'Accord SPS**

##### **7.5.2.3.5.1 Introduction**

7.380. L'Union européenne fait valoir que, depuis la détection de la PPA chez les sangliers en Lituanie en janvier 2014, elle a fourni à la Russie des renseignements qui, selon elle, vont au-delà de ce qui est nécessaire pour démontrer objectivement que les zones exemptes de maladies ou les zones à faible prévalence de maladies sont, et resteront vraisemblablement, les zones exemptes de maladies ou les zones à faible prévalence de maladies, respectivement.<sup>555</sup> Elle soutient qu'elle a communiqué en temps opportun tous les renseignements nécessaires sur ses mesures de régionalisation concernant la PPA en Lituanie, en Pologne, en Lettonie et en Estonie, afin de démontrer objectivement à la Russie que les zones dans ces États membres de l'UE et sur le reste de son territoire, à l'exception de la Sardaigne, sont, et resteront vraisemblablement, des zones exemptes de maladies; et qu'un accès raisonnable a été ménagé à la Russie pour des inspections, des essais et autres procédures pertinentes. L'Union européenne affirme que la Russie n'a pas achevé son processus de reconnaissance sans retard injustifié, en violation de ses obligations au titre de l'article 6 de l'Accord SPS.<sup>556</sup>

7.381. L'Union européenne est d'avis que, au titre de l'article 6:3 de l'Accord SPS, un Membre importateur n'est pas obligé d'accepter automatiquement une proposition de régionalisation présentée par un Membre exportateur. Cependant, sa décision doit tenir compte de facteurs objectifs tels que ceux énoncés dans la deuxième phrase de l'article 6:2 de l'Accord SPS: la géographie, les écosystèmes, la surveillance épidémiologique et l'efficacité des contrôles sanitaires. En cas de désaccord entre le Membre importateur et le Membre exportateur, ce dernier peut renvoyer le différend devant les organes juridictionnels de l'OMC. Un groupe spécial chargé

<sup>554</sup> Rapport de l'Organe d'appel *Corée – Produits laitiers*, paragraphe 80 (faisant référence aux rapports de l'Organe d'appel *États-Unis – Essence*, page 26; *Japon – Boissons alcooliques*, page 14; *Canada – Produits laitiers*, paragraphe 133; et *Argentine – Chaussures (CE)*, paragraphe 88).

<sup>555</sup> Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphes 218 et 219 à 232.

<sup>556</sup> Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 236.

d'une telle affaire a le devoir de procéder à une évaluation objective de la question dont il est saisi conformément à l'article 11 du Mémorandum d'accord.<sup>557</sup>

7.382. La Russie fait valoir que l'Union européenne ne lui a pas démontré objectivement que les zones exemptes de PPA alléguées établies dans les quatre États membres de l'UE infectés "[étaient], et rester[aient] vraisemblablement, des zones exemptes de parasites ou de maladies", conformément à l'article 6:3 de l'Accord SPS.<sup>558</sup> Selon elle, l'Union européenne n'a pas effectivement établi de zones de confinement concernant la PPA conformément aux directives de l'OIE, et, par conséquent, les quatre États membres de l'UE affectés devraient être, dans leur intégralité, considérés comme étant infectés par la PPA.<sup>559</sup> La Russie fait valoir que l'Union européenne n'a pas fourni en temps opportun des renseignements exhaustifs et exacts pertinents pour l'évaluation de ses zones et de ses mesures de lutte contre la PPA d'une manière incompatible avec l'article 6:3 de l'Accord SPS et l'article 5.3.7 du Code terrestre. En outre, l'Union européenne n'a pas divulgué les plans d'éradication nationaux à la Russie jusqu'en mars 2015 et mai 2015, bien qu'ayant admis que ces rapports contenaient des renseignements très pertinents.<sup>560</sup>

#### 7.5.2.3.5.2 Critère juridique

7.383. Conformément à l'article 6:3 de l'Accord SPS, un Membre exportateur qui déclare qu'une zone de son territoire est une zone exempte de parasites ou de maladies ou une zone à faible prévalence de parasites ou de maladies en fournira les preuves nécessaires afin de démontrer objectivement au Membre importateur que ces zones sont, et resteront vraisemblablement, des zones exemptes de parasites ou de maladies ou des zones à faible prévalence de parasites ou de maladies, respectivement.

7.384. Nous considérons qu'une évaluation au titre de l'article 6:3 nous impose d'examiner un certain nombre d'aspects. Nous faisons remarquer que le Membre exportateur doit fournir des "preuves", et pas simplement des "renseignements", pour étayer sa déclaration selon laquelle une zone est exempte de maladies. De plus, ces preuves ne doivent pas seulement "démontrer", mais doivent en fait "démontrer objectivement" au Membre importateur que ces zones sont, et resteront vraisemblablement, des zones exemptes de parasites ou de maladies ou des zones à faible prévalence de parasites ou de maladies, respectivement. Gardant cela à l'esprit, nous devons d'abord déterminer quelles sont les "preuves nécessaires" que le Membre exportateur doit fournir. Il nous faut également déterminer ce que l'on entend par "démontrer objectivement" le statut sanitaire d'une zone. À notre avis, il est nécessaire de procéder à l'examen de ces deux éléments en relation avec le statut sanitaire existant, selon les déclarations du Membre exportateur, compte tenu des circonstances d'un différend particulier. En l'espèce, l'Union européenne déclare qu'il y a des zones sur son territoire qui sont exemptes de PPA et qui le resteront vraisemblablement.<sup>561</sup> Pour examiner quelles sont les "preuves nécessaires" que l'Union européenne aurait dû fournir à la Russie, nous examinerons à la fois les zones exemptes de PPA et la probabilité que ces zones restent exemptes de la maladie. De même, nous jugeons approprié pour notre analyse des allégations des parties en l'espèce d'énoncer le critère de ce qui est requis afin de "démontrer objectivement" qu'une zone est exempte de PPA mais aussi qu'elle le restera vraisemblablement. Nous passons à l'examen du sens de l'expression "preuves nécessaires".

7.385. Les Groupes spéciaux *Inde – Produits agricoles* et *États-Unis – Animaux* ont fait observer que l'article 6:3 ne précisait pas quelles seraient les preuves nécessaires qu'un Membre exportateur devrait fournir au Membre importateur afin de démontrer objectivement qu'une zone de son territoire était, et resterait vraisemblablement, une zone exempte de parasites ou de maladies ou une zone à faible prévalence de parasites ou de maladies.<sup>562</sup>

<sup>557</sup> Réponse de l'Union européenne à la question n° 112 du Groupe spécial, paragraphes 219 et 220.

<sup>558</sup> Première communication écrite de la Russie, paragraphe 236.

<sup>559</sup> Première communication écrite de la Russie, paragraphe 237.

<sup>560</sup> Voir la deuxième communication écrite de la Russie, paragraphes 58 à 77.

<sup>561</sup> Déclaration liminaire de l'Union européenne à la deuxième réunion du Groupe spécial, paragraphe 46 (faisant référence à la première communication écrite de l'Union européenne, paragraphes 218 à 236; et à la deuxième communication écrite de l'Union européenne, paragraphes 101 à 125).

<sup>562</sup> Rapports des Groupes spéciaux *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 7.676; et *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.660.

7.386. Le Groupe spécial *Inde – Produits agricoles* a reconnu le lien possible entre les renseignements requis pour l'évaluation des caractéristiques SPS envisagée par la deuxième phrase de l'article 6:1 et l'obligation faite à un Membre exportateur de fournir les "preuves nécessaires", au titre de la première phrase de l'article 6:3, montrant qu'une zone de son territoire est exempte de parasites ou de maladies, ou est une zone à faible prévalence de parasites ou de maladies. Dans ce contexte, ce Groupe spécial a fait observer ce qui suit:

[L]'article 6:1, deuxième phrase, fournit une liste non exhaustive de facteurs qu'un Membre pourrait prendre en compte pour évaluer les caractéristiques SPS de la région en question. Ainsi, bien que l'article 6:1 puisse éclairer l'examen qu'un Membre importateur peut effectuer pour déterminer si un Membre exportateur a "démontr[é] objectivement" qu'il y a, sur son territoire, une zone exempte de parasites ou de maladies, ou une zone à faible prévalence de parasites ou de maladies, rien dans le libellé de l'une ou l'autre disposition ne prescrit cette approche particulière.<sup>563</sup>

7.387. Comme l'a fait remarquer le Groupe spécial *États-Unis – Animaux*, la deuxième phrase de l'article 6:2 fournit une liste non exhaustive de facteurs que le Membre importateur devra prendre en considération pour formuler une conclusion concernant le statut sanitaire d'une zone. Ce Groupe spécial a fait observer ce qui suit: "si un Membre exportateur souhaite "démontrer objectivement" qu'une zone a le statut de zone exempte de maladies, les renseignements communiqués devraient traiter des facteurs énumérés à l'article 6:2, en plus de tout autre renseignement qui permettrait au Membre importateur d'établir sa détermination. Les Directives concernant l'article 6 donnent également des renseignements sur les preuves qui devraient être fournies par le Membre exportateur et sur les facteurs qui devraient normalement être pris en considération par le Membre importateur dans cette situation".<sup>564,565</sup>

7.388. Nous convenons que les facteurs énumérés dans la deuxième phrase de l'article 6:1 et dans la deuxième phrase de l'article 6:2 peuvent faire partie des "preuves nécessaires" qu'un Membre exportateur doit fournir au Membre importateur afin de "démontrer objectivement" qu'une zone de son territoire est, et restera vraisemblablement, une zone exempte de parasites ou de maladies, ou une zone à faible prévalence de parasites ou de maladies. En outre, nous considérons également que les Directives du Comité SPS concernant la mise en œuvre de l'article 6 apportent un éclairage en la matière.<sup>566</sup>

7.389. En résumé, un Membre exportateur cherchant à "démontrer objectivement" le statut sanitaire d'une zone donnée de son territoire devrait fournir, parmi les "preuves nécessaires" à l'appui de cette démonstration, les éléments suivants en ce qui concerne la zone en question, selon qu'il sera pertinent en fonction de la situation particulière: i) la géographie; ii) les écosystèmes; iii) la surveillance épidémiologique; iv) l'efficacité des contrôles sanitaires ou phytosanitaires; v) le degré de prévalence de maladies ou de parasites spécifiques; vi) l'existence de programmes d'éradication ou de lutte; et vii) les renseignements correspondant aux critères ou directives appropriés élaborés par les organisations internationales compétentes. Nous soulignons que les catégories et le nombre de preuves pour chacun de ces éléments doivent être déterminés au cas par cas, en tenant dûment compte des circonstances effectives qui sont analysées par un groupe spécial.

7.390. Nous rappelons que, conformément à l'article 6:3, ces preuves devraient correspondre à celles qui sont "nécessaires" afin de "démontrer objectivement" le statut sanitaire d'une zone particulière. À notre avis, un examen du respect par un Membre exportateur de cette obligation exige de comprendre clairement ce qu'implique une telle démonstration objective. Ni les groupes spéciaux antérieurs ni l'Organe d'appel ne se sont prononcés sur le sens de l'expression "démontrer objectivement" dans le contexte de l'article 6:3.

<sup>563</sup> Rapport du Groupe spécial *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 7.676.

<sup>564</sup> (note de bas de page de l'original) Voir les Directives concernant l'article 6, paragraphes 8 à 10.

<sup>565</sup> Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.660.

<sup>566</sup> Nous considérons qu'en l'espèce les caractéristiques de l'infrastructure et des autorités vétérinaires et phytosanitaires du Membre exportateur sont d'une importance particulière étant donné qu'elles sont pertinentes pour la détermination de la surveillance épidémiologique, de l'efficacité des contrôles sanitaires ou phytosanitaires et de l'existence de programmes d'éradication et de lutte. Voir les Directives concernant l'article 6, paragraphes 8 à 10.

7.391. L'adverbe "objectively" (objectivement) est ainsi défini dans le dictionnaire: "without being influenced by personal feelings or opinions; in an impartial or detached manner" (sans être influencé par des sentiments ou opinions personnels; de manière impartiale ou détachée).<sup>567</sup> Le dictionnaire donne du verbe "demonstrate" (démontrer) la définition suivante: "[t]o establish the truth of (a proposition, theory, claim, etc.) by reasoning or deduction or (in later use) by providing practical proof or evidence"; "to prove"; "[o]f a thing, fact, situation, etc.: to show the truth of"; "to be proof of or constitute evidence for (a claim, theory, etc.)" (établir la véracité d'une affirmation, théorie, allégation, etc.) par un raisonnement ou une déduction ou (pour une utilisation ultérieure) en fournissant des preuves ou des éléments concrets; prouver; à propos d'une chose, d'un fait, d'une situation, etc.: montrer la véracité de; être la preuve de ou constituer un élément de preuve d'une allégation, théorie, etc.); et "[t]o establish the truth of something; to show that a proposition, conclusion, etc., is a necessary consequence of axioms or previously accepted statements" (établir la véracité de quelque chose; montrer qu'une affirmation, une conclusion, etc., est une conséquence nécessaire d'axiomes ou de déclarations acceptées précédemment).<sup>568</sup> Il semble donc que l'expression "démontrer objectivement" signifie prouver quelque chose de manière impartiale. Par conséquent, nous considérons que le Membre exportateur ne peut pas simplement fournir des renseignements généraux à l'appui de sa déclaration, mais qu'il doit en fait fournir des preuves scientifiques et techniques pertinentes et suffisantes, selon qu'il sera pertinent en fonction des circonstances d'un différend particulier, pour prouver de manière impartiale qu'une zone de son territoire est exempte d'une maladie et qu'elle le restera vraisemblablement.

7.392. Nous considérons que cette conclusion est conforme à la façon dont l'Organe d'appel a interprété le sens d'une expression semblable qui figure à l'article 3.1 de l'Accord antidumping. Même si cette interprétation a été donnée par l'Organe d'appel dans le contexte d'un autre Accord de l'OMC, nous considérons qu'elle apporte un éclairage en l'espèce. L'article 3.1 de l'Accord antidumping dispose qu'une "détermination de l'existence d'un dommage aux fins de l'article VI du GATT de 1994 se fondera sur des éléments de preuve positifs et comportera un examen objectif [de] ...". L'Organe d'appel a constaté que l'expression "examen objectif" exigeait "que l'examen effectué par l'autorité chargée de l'enquête "respect[e] les impératifs correspondant aux principes fondamentaux que sont la bonne foi et l'équité élémentaire" et soit effectué "de manière impartiale, sans favoriser au cours de l'enquête les intérêts d'aucune partie intéressée ou d'aucun groupe de parties intéressées"". <sup>569</sup> En substance, le terme "objectif" exige un critère d'impartialité.

7.393. Selon nous, l'article 6:3 exige qu'un Membre exportateur fournisse les "preuves nécessaires", ce qui inclut les catégories décrites plus haut au paragraphe 7.389, afin de "démontrer objectivement", c'est-à-dire afin de prouver de manière impartiale le statut sanitaire d'une zone de son territoire. Le Groupe spécial souligne que ce critère n'est pas rempli par la fourniture de certains renseignements concernant les catégories pertinentes décrites plus haut. En fait, il implique de fournir au Membre importateur les preuves nécessaires pour faire la démonstration objective du statut sanitaire du territoire du Membre exportateur.

7.394. Le statut sanitaire pertinent en l'espèce inclut l'existence de zones exemptes de PPA et la probabilité que ces zones restent exemptes de cette maladie. Cela oblige à examiner, selon qu'il sera pertinent en fonction des circonstances du présent différend, les renseignements qui constitueraient les "preuves nécessaires" que l'Union européenne aurait dû fournir à la Russie afin de démontrer objectivement qu'il y avait des zones exemptes de PPA sur son territoire. Il est également nécessaire que nous examinions séparément ce qui constituerait les "preuves nécessaires" que l'Union européenne aurait dû fournir à la Russie afin de démontrer objectivement que les zones exemptes de PPA alléguées le resteraient vraisemblablement.

7.395. Nous avons indiqué que, parmi les "preuves nécessaires" requises afin de "démontrer objectivement" le statut sanitaire d'une zone donnée, un Membre devait fournir des preuves concernant i) la géographie; ii) les écosystèmes; iii) la surveillance épidémiologique; iv) l'efficacité des contrôles sanitaires ou phytosanitaires; v) le degré de prévalence de maladies ou de parasites

<sup>567</sup> *Online Oxford English Dictionary*, "objectively (adverb, entry 5)", <http://www.oed.com/view/Entry/129636?redirectedFrom=objectively#eid> (consulté le 17 décembre 2015).

<sup>568</sup> *Online Oxford English Dictionary*, "demonstrate" (verb, Entries 2.a, 2.b et 2.c.) <http://www.oed.com/view/Entry/49840?rskey=9X3Glf&result=2&isAdvanced=false#eid> (consulté le 17 décembre 2015).

<sup>569</sup> Rapport de l'Organe d'appel *Chine – AMGO*, paragraphe 126. Voir aussi le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier laminé à chaud*, paragraphe 193.

spécifiques; vi) l'existence de programmes d'éradication ou de lutte; et vii) les renseignements correspondant aux critères ou directives appropriés élaborés par les organisations internationales compétentes. Nous notons qu'il s'agit d'une liste exemplative et que ces éléments ne sont pas cumulatifs. En outre, certains de ces éléments sont liés entre eux. Par exemple, il se peut que la géographie ne soit pas un facteur pertinent dans la dissémination de tous les parasites et maladies, et les programmes d'éradication et de lutte sont uniquement pertinents lorsque la présence d'une maladie particulière est connue dans une région. De même, le degré de prévalence d'une maladie spécifique ne peut être établi qu'en évaluant l'efficacité des programmes de surveillance.

7.396. À notre avis, il est nécessaire de déterminer au cas par cas le nombre et le type de preuves qu'un Membre devrait présenter à l'appui du statut sanitaire d'une zone donnée. Par conséquent, nous examinerons certains aspects pertinents en l'espèce qui nous permettront d'indiquer de façon plus spécifique les catégories de renseignements que l'Union européenne aurait dû fournir à la Russie afin de démontrer objectivement qu'il y avait des zones sur son territoire qui étaient exemptes de PPA.

7.397. La nature de la maladie et le type de caractéristiques dont un Membre exportateur a déclaré qu'elles existaient dans une zone de son territoire sont particulièrement pertinents pour déterminer les catégories de preuves en rapport avec un différend particulier. Comme nous l'avons déjà indiqué, l'Union européenne allègue qu'elle a démontré objectivement qu'une zone de son territoire était exempte de PPA et le resterait vraisemblablement.<sup>570</sup> Nous considérons que l'allégation de l'Union européenne devrait être examinée compte tenu de l'absence de PPA sur la majeure partie de son territoire.

7.398. Nous rappelons la définition que l'Accord SPS donne d'une zone exempte de parasites ou de maladies. Le paragraphe 6 de l'Annexe A de l'Accord SPS dispose ce qui suit:

Zone, qu'il s'agisse de la totalité d'un pays, d'une partie d'un pays ou de la totalité ou de parties de plusieurs pays, identifiée par les autorités compétentes, dans laquelle un parasite ou une maladie spécifique n'existe pas.

NOTE: Une zone exempte de parasites ou de maladies peut entourer une zone, être entourée par une zone ou être adjacente à une zone – qu'il s'agisse d'une partie d'un pays ou d'une région géographique englobant des parties ou la totalité de plusieurs pays – dans laquelle il est connu qu'un parasite ou une maladie spécifique existe mais qui fait l'objet de mesures régionales de contrôle telles que l'établissement d'une protection, d'une surveillance et de zones tampons qui circonscriront ou éradiqueront le parasite ou la maladie en question.

7.399. Cette définition fournit des éléments utiles pour comprendre ce qu'un Membre doit prouver afin de démontrer l'existence d'une zone exempte de maladies. En particulier, au paragraphe 6 de l'Annexe A, une zone exempte de maladies s'entend d'une zone dans laquelle la maladie spécifique n'existe pas. La lecture de l'article 6:3 dans le contexte du paragraphe 6 de l'Annexe A nous amène à considérer qu'un Membre exportateur cherchant à démontrer objectivement l'existence d'une zone exempte de maladies doit démontrer objectivement que la maladie pertinente n'existe pas dans la zone concernée (à savoir, la totalité d'un pays, une partie d'un pays ou la totalité ou des parties de plusieurs pays). Sur la base de notre interprétation de l'expression "preuves nécessaires" figurant à l'article 6:3, nous avons déjà identifié certaines catégories de preuves qui seraient nécessaires afin de démontrer objectivement le statut sanitaire d'une zone. Cependant, nous jugeons approprié d'examiner plus avant les sources scientifiques pertinentes pour comprendre plus en détail ce à quoi renvoie chacune de ces catégories de renseignements dans le contexte d'une maladie spécifique.

7.400. Nous sommes conscients qu'aucun Membre ne peut fournir une preuve scientifique du type de celles obtenues en laboratoire qui montrerait qu'une maladie particulière n'est pas présente dans une zone donnée. Ce qui doit être démontré objectivement par un Membre exportateur qui déclare qu'une zone de son territoire est exempte de maladies dépend de la maladie spécifique et

---

<sup>570</sup> Déclaration liminaire de l'Union européenne à la deuxième réunion du Groupe spécial, paragraphe 46 (faisant référence à la première communication écrite de l'Union européenne, paragraphes 218 à 236; et à la deuxième communication écrite de l'Union européenne, paragraphes 101 à 125).

de la situation de ce Membre particulier. Cela peut inclure, entre autres aspects, des situations dans lesquelles des preuves de l'existence de la maladie ont été recherchées mais n'ont pas été trouvées, des situations dans lesquelles des systèmes de suivi, de surveillance et de signalement sont en place pour veiller à ce que toute preuve de l'existence de la maladie soit signalée dans les moindres délais et des situations dans lesquelles des mesures visant à empêcher l'entrée de la maladie sont en place. Ces éléments sont liés à l'existence d'un système de surveillance spécifique des agents pathogènes, tel qu'il s'applique dans le contexte des normes internationales énoncées au chapitre 1.4 du Code terrestre.<sup>571</sup>

7.401. Nous rappelons que le chapitre 1.4 du Code terrestre comporte certaines dispositions pertinentes pour le type de surveillance que les membres de l'OIE devraient exercer en vue de démontrer le statut sanitaire d'une zone donnée. Parmi les dispositions du chapitre 1.4, l'article 1.4.6 illustre le type de preuves qui devraient être fournies par un Membre exportant des produits visés par des mesures SPS en raison de la présence d'une maladie couverte par le Code terrestre. Cette disposition s'applique à la PPA, ainsi qu'il est indiqué à l'article 15.1.3 du Code terrestre. Comme nous l'avons expliqué plus haut, l'article 1.4.6 prévoit la possibilité que des zones exemptes de PPA puissent être déterminées sur la base d'une surveillance spécifique des agents pathogènes.<sup>572</sup>

7.402. À propos de l'explication de l'OIE concernant la démonstration du fait que des zones sont exemptes de maladies conformément à l'article 1.4.6 du Code terrestre<sup>573</sup>, au cours de la réunion du Groupe spécial avec les experts, celui-ci leur a demandé quel était, selon eux, le type de preuves qu'un Membre exportateur devait fournir afin de démontrer le statut historiquement indemne d'une zone. En réponse à cette question, le Dr Thiermann a mentionné le suivi et la surveillance historiques des agents pathogènes, tels qu'ils étaient consignés dans le système d'information WAHIS de l'OIE. En outre, le professeur Penrith a fait remarquer qu'il serait difficile d'imaginer une situation dans laquelle l'infection serait présente chez les porcins domestiques et passerait totalement inaperçue, sans qu'un certain pourcentage de la population porcine ne développe la maladie.<sup>574</sup>

7.403. Les éléments décrits plus haut, tels qu'ils sont énoncés à l'article 1.4.6 du Code terrestre et expliqués par l'OIE et les experts, en ce qui concerne la démonstration du statut sanitaire d'un pays, d'une zone ou d'un compartiment, illustrent la façon dont nous pouvons interpréter la portée de certaines catégories des preuves nécessaires requises, conformément à l'article 6:3, afin de démontrer objectivement l'existence de zones exemptes de PPA.

7.404. Sur la base de ce qui précède, nous considérons que l'Union européenne aurait dû fournir à la Russie des preuves nécessaires en ce qui concerne i) la surveillance épidémiologique de la PPA; ii) l'efficacité des contrôles sanitaires ou phytosanitaires concernant la PPA; iii) les écosystèmes et la présence de la PPA chez la faune sauvage; et iv) le degré de prévalence de la PPA. Les renseignements que l'Union européenne a fournis à la Russie concernant ces catégories devraient démontrer objectivement qu'il y a des zones exemptes de PPA dans l'Union européenne.

7.405. Aucun groupe spécial antérieur n'a eu à examiner, conformément à l'article 6:3, quelles étaient les preuves nécessaires afin de démontrer objectivement qu'une zone exempte de maladies le resterait vraisemblablement. L'expression "likely to remain" (rendue par "resteront vraisemblablement" en français), telle qu'elle figure à l'article 6:3 de l'Accord SPS, semble proche du terme "likelihood" (rendu par "probabilité" en français) mentionné dans la définition d'une évaluation des risques figurant au paragraphe 4 de l'Annexe A. Le terme "likely" (rendu par "vraisemblablement" en français) est utilisé en tant qu'adverbe dans la dernière phrase de l'article 6:3. Le terme "likelihood" (rendu par "probabilité" en français) est utilisé en tant que nom dans le contexte de la première phrase du paragraphe 4 de l'Annexe A. D'après la définition du dictionnaire, tant le mot "likely" (vraisemblable) que le mot "likelihood" (caractère vraisemblable) désignent une "probabilité".<sup>575</sup> Nous rappelons que l'Organe d'appel a interprété le terme

<sup>571</sup> Voir plus haut le paragraphe 7.299.

<sup>572</sup> Voir plus haut le paragraphe 7.303.

<sup>573</sup> Réponse de l'OIE à la question n° 4 du Groupe spécial.

<sup>574</sup> Professeur Penrith, procès-verbal, paragraphes 1.303 et 1.308.

<sup>575</sup> Voir *Online Oxford English Dictionary*, "likely" (adj. and adv. - 2.a), <http://www.oed.com/view/Entry/108315?rskey=cgzzqFH&result=1&isAdvanced=false#eid> (consulté le 2 février 2016) et *Online Oxford English Dictionary*, "likelihood" (noun - 2.a), <http://www.oed.com/view/Entry/108313?redirectedFrom=likelihood#eid> (consulté le 2 février 2016).



"likelihood" (rendu par "probabilité" en français) dans le contexte du paragraphe 4 de l'Annexe A. Dans l'affaire *Australie – Saumons*, l'Organe d'appel a fait observer ce qui suit:

[N]ous notons qu'il est question dans la première définition figurant au paragraphe 4 de l'annexe A d'évaluation de la "probabilité". Dans notre rapport sur l'affaire *Communautés européennes – Hormones*, nous nous sommes référés au sens que donne le dictionnaire au mot "probability", défini dans les termes suivants ("degrees of likelihood" et "a thing that is judged likely to be true"), dans le but d'établir une distinction entre les termes "potential" et "probability".<sup>576</sup> En l'espèce, nous nous référons de la même manière au sens ordinaire de "likelihood" et nous estimons qu'il a le même sens que "probability".<sup>577</sup> Compte tenu de ces considérations ainsi que de la définition que donne l'Office international des épizooties ("OIE"), aux termes "risque" et "évaluation des risques" et des *Lignes directrices de l'OIE pour l'évaluation des risques*, nous maintenons qu'il ne suffit pas, pour qu'une évaluation des risques corresponde au sens donné à cette expression à l'article 5:1 et dans la première définition figurant au paragraphe 4 de l'annexe A, que l'évaluation des risques conclue à la *possibilité* de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination de maladies et des conséquences biologiques et économiques en résultant. Une bonne évaluation des risques de ce type doit évaluer la "probabilité" de l'entrée, de l'établissement ou de dissémination de maladies et des conséquences biologiques et économiques en résultant ainsi que la "probabilité" de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination de maladies *en fonction des mesures SPS qui pourraient être appliquées*.<sup>578</sup>

7.406. Compte tenu de ces indications, nous considérons que la démonstration objective du point de savoir si une zone restera vraisemblablement exempte d'une maladie impose au Membre exportateur de fournir les preuves nécessaires pour étayer la "probabilité" que le statut de zone exempte de maladies sera maintenu dans la zone considérée. S'agissant de l'affirmation qualitative d'un Membre exportateur selon laquelle une zone exempte de maladies le restera vraisemblablement, nous considérons que les preuves nécessaires sont également éclairées par la nature de la maladie et les vecteurs naturels qui seraient susceptibles de propager la maladie dans le contexte de l'efficacité des mesures de lutte dont le Membre exportateur dispose pour la maladie particulière.

7.407. Comme nous l'avons expliqué, la PPA est une maladie hémorragique hautement contagieuse qui touche les porcs et les sangliers d'Europe, qui est causée par le virus de la peste porcine africaine. Les sangliers sont des hôtes chez qui la maladie se manifeste.<sup>579</sup> Par conséquent, il est pertinent pour déterminer la probabilité de la dissémination de la maladie de fournir des preuves concernant sa présence chez les sangliers et l'endroit exact où cette présence a été détectée. Cela sera particulièrement pertinent dans les situations où les zones déclarées comme étant exemptes de PPA par le Membre exportateur sont situées à proximité géographique de zones où la PPA est présente chez les sangliers.

7.408. À notre avis, outre les preuves que nous avons déjà indiquées concernant la démonstration du fait qu'une zone est exempte de maladies, un Membre exportateur devrait fournir des preuves montrant l'efficacité de ses mesures de lutte. Nous considérons que ces preuves devraient au moins inclure des preuves concernant les mesures visant à empêcher l'entrée et la dissémination de la maladie et les actions d'urgence mises en place en cas de foyer de la maladie et, lorsque cela sera pertinent, les programmes d'éradication de la maladie dans les zones où celle-ci existe.

7.409. En outre, nous considérons que, conformément au Code terrestre, l'évaluation des services vétérinaires du Membre exportateur est pertinente dans le contexte de l'évaluation de l'efficacité

<sup>576</sup> (note de bas de page de l'original) Rapport adopté le 13 février 1998, WT/DS26/AB/R-WT/DS48/AB/R, paragraphe 184.

<sup>577</sup> (note de bas de page de l'original) "Likelihood: probability", *The Concise Oxford Dictionary of Current English* (9<sup>ème</sup> édition, Clarendon Press).

<sup>578</sup> Rapport de l'Organe d'appel *Australie – Saumons*, paragraphe 123 (certaines notes de bas de page sont omises). (italique dans l'original)

<sup>579</sup> Fiche technique de l'OIE sur la peste porcine africaine (Fiche technique sur la PPA) "[http://www.oie.int/fileadmin/Home/eng/Animal\\_Health\\_in\\_the\\_World/docs/pdf/Disease\\_cards/AFRICAN\\_SWINE\\_FEVER.pdf](http://www.oie.int/fileadmin/Home/eng/Animal_Health_in_the_World/docs/pdf/Disease_cards/AFRICAN_SWINE_FEVER.pdf)" (mise à jour pour la dernière fois en avril 2013; consultée pour la dernière fois le 23 octobre 2015). Voir OIE, fiche technique sur la PPA (pièce RUS-186).



des mesures de lutte qui sont appliquées par ce Membre. Les dispositions pertinentes à cet égard figurent au chapitre 3 du Code terrestre, en particulier au chapitre 3.2. Selon nous, pour pouvoir se fier aux garanties données par les autorités vétérinaires du Membre exportateur, un Membre importateur devrait disposer des preuves nécessaires démontrant la capacité de ces autorités.

7.410. Dans la présente affaire, les faits montrent qu'il existe une longue tradition commerciale en ce qui concerne les produits d'origine animale en provenance de l'Union européenne et à destination de la Russie et que, jusqu'à l'apparition du premier cas de PPA sur le territoire de l'Union européenne, les échanges des produits en cause en l'espèce s'effectuaient sur la base des certificats vétérinaires délivrés par les autorités compétentes dans les États membres de l'UE. Ainsi, jusqu'à l'apparition du premier cas de PPA dans l'Union européenne, la Russie avait apparemment confiance en la capacité et la crédibilité des services vétérinaires des États membres de l'UE. Nous considérons que tel était le cas, bien que la Russie ait allégué avoir des "doutes raisonnables quant à la capacité des autorités vétérinaires dans les États membres de l'UE infectés à lutter effectivement contre la PPA".<sup>580</sup> Selon nous, les exemples de contrebande et de certificats frauduleux mentionnés par la Russie ne constituent en aucun cas des éléments de preuve qui contribueraient à remettre en question la capacité des autorités vétérinaires dans l'Union européenne ou dans les États membres de l'UE affectés.<sup>581</sup> Il n'y a absolument aucun élément indiquant que cette capacité et cette crédibilité ont cessé d'exister du seul fait de l'incidence de la PPA sur le territoire de l'Union européenne. Au contraire, malgré les observations de la Russie concernant la crédibilité et la capacité des services vétérinaires pertinents<sup>582</sup>, compte tenu du volume et de la fréquence des renseignements fournis à la Russie par les services vétérinaires de l'Union européenne en ce qui concerne les cas et les foyers de PPA, ainsi que des nombreux échanges bilatéraux et visites de contrôle dont les deux parties ont rendu compte, il apparaîtrait que la capacité et la crédibilité des services vétérinaires de l'Union européenne étaient confirmées par les actions qu'ils ont menées en réponse aux foyers de PPA.

7.411. Les données relatives à la dissémination effective d'une maladie sur une période déterminée, dans la mesure où elles sont disponibles, sont un élément utile pour évaluer l'efficacité de ces mesures de lutte. Si ces données sont à la disposition du Membre exportateur au moment où il déclare que les zones exemptes de maladies sur son territoire le resteront vraisemblablement, ces preuves concrètes pourraient étayer – ou remettre en cause – ses déclarations en ce qui concerne la probabilité qu'une zone déterminée reste exempte de maladies. Il peut y avoir des situations dans lesquelles un Membre exportateur déclare à plusieurs reprises que des zones exemptes de maladies sur son territoire le resteront vraisemblablement. Dans ce

<sup>580</sup> Première communication écrite de la Russie, paragraphes 160 à 175; et deuxième communication écrite de la Russie, paragraphes 122 à 124.

<sup>581</sup> Première communication écrite de la Russie, paragraphes 163 à 168 (faisant référence à la déclaration de Lebedev, paragraphes 30 à 33 (pièce RUS-41); à Rosselkhoznadzor News, "New Meat Product Smuggling Channel from the EU Detected by Rosselkhoznadzor", 16 janvier 2014 (pièce RUS-85); à Pig Progress, "Russia: Measures needed to stop pork fraud", 5 December 2014 (pièce RUS-86); à Rosselkhoznadzor News, "On the working meeting between Sergey Dankvert, Head of Rosselkhoznadzor, and Senior Officials of State Veterinary Services and Heads of Industry Unions and Associations from Denmark, France, the Netherlands and Italy", 20 novembre 2014 (pièce RUS-87); et deuxième communication écrite de la Russie, paragraphe 124 (faisant référence à des exemples de dysfonctionnements concernant des certificats datant de 2007, avis scientifique de l'EFSA de 2010, page 37 (pièce EU-24)).

<sup>582</sup> Première communication écrite de la Russie, paragraphes 80 à 110 et déclaration orale liminaire de la Russie à la deuxième réunion du Groupe spécial, paragraphe 8 (concernant le caractère approprié des zones établies dans les quatre États membres de l'UE affectés dans le but de contrôler la dissémination de la PPA); pièce RUS-297 (révisée) (faisant référence à l'efficacité des zones infectées par la PPA établies par chacun des quatre États membres de l'UE affectés après l'apparition du premier foyer dans l'État membre de l'UE concerné); pièces EU-15, EU-84, RUS-31, RUS-53 et RUS-263 (faisant référence à certains aspects de l'efficacité des mesures de protection contre la PPA adoptées par l'Union européenne et les quatre États membres de l'UE affectés); première communication écrite de la Russie, paragraphes 117 à 130 (faisant référence aux risques de dissémination de la PPA résultant des densités de sangliers et du nombre d'établissements et d'exploitations avec des porcins dans des fermes artisanales dans les quatre États membres de l'UE affectés); pièces RUS-71, RUS-309 et RUS-359 (rapports des responsables russes qui se sont rendus dans certaines zones des États membres de l'UE affectés en 2014). Le Groupe spécial fait observer que des éléments de preuve versés au dossier indiquent que les autorités vétérinaires lituaniennes et polonaises ont contesté certains des incidents signalés par les responsables vétérinaires russes qui se sont rendus dans ces États membres de l'UE en 2014; voir les pièces EU-248 (observations des autorités vétérinaires lituaniennes sur le rapport d'inspection des responsables vétérinaires de l'Union douanière) et EU-249 (observations des autorités vétérinaires polonaises sur le rapport d'inspection des responsables vétérinaires de l'Union douanière).

cas, l'évaluation des preuves concrètes pourrait inclure les renseignements les plus récents dont un Membre exportateur dispose. Dans le présent différend en particulier, les États membres de l'UE fournissent à l'OIE des renseignements qui sont ensuite enregistrés dans la base de données WAHIS.<sup>583</sup> En réponse à une question du Groupe spécial, les deux parties ont expliqué qu'il pourrait y avoir des écarts dans les renseignements qu'elles ont indiqués concernant le nombre de cas et de foyers, probablement du fait de l'utilisation de sources différentes et d'interprétations distinctes des renseignements disponibles dans la base de données WAHIS.<sup>584</sup> Ces différences ont suscité quelques difficultés s'agissant de l'identification de la date et du lieu spécifiques d'apparition de certains des cas ou foyers. Cependant, les éléments de preuve versés au dossier ont étayé notre interprétation s'agissant de la présence et de la dissémination de la PPA sur le territoire des quatre États membres de l'UE affectés pour l'ensemble de l'année 2014 et une partie de l'année 2015.

7.412. À notre avis, il est extrêmement important d'indiquer si la maladie était présente chez la faune sauvage ou chez les porcins domestiques. Cela tient, comme l'ont expliqué les experts consultés par le Groupe spécial, à la différence qu'il y a entre les risques associés à la dissémination de la PPA par le biais des sangliers et les risques associés à la dissémination de la PPA par l'infection des porcins domestiques vivants. Le professeur Penrith<sup>585</sup> et le docteur Thomson<sup>586</sup> ont indiqué qu'il était peu probable que des sangliers deviennent la source d'infection la plus importante. Même s'il peut être difficile d'éradiquer la PPA chez les sangliers, les contrôles de leurs mouvements peuvent suffire à réduire les risques de dissémination de la maladie aux grandes exploitations porcines commerciales, qui sont soumises à des mesures de sécurité biologique, ainsi que les risques d'infection de ces exploitations. Ce sont principalement ces dernières qui fournissent les animaux utilisés dans la production des produits destinés à l'exportation.

7.413. Sur la base de ce qui précède, nous considérons que, afin de démontrer objectivement que les zones exemptes de PPA le resteraient vraisemblablement, l'Union européenne aurait dû fournir à la Russie les preuves nécessaires en ce qui concerne l'efficacité de ses mesures de lutte contre la PPA (y compris des renseignements sur leur efficacité concrète). À cette fin, nous examinerons les renseignements fournis concernant: i) le programme de surveillance; ii) l'analyse diagnostique; iii) les mesures de détection et de prise en charge précoces, y compris le contrôle des déplacements; et iv) l'éradication de la maladie.

7.414. Dans le cas où nous constaterions qu'elle a fourni à la Russie les preuves nécessaires en ce qui concerne l'absence de la PPA dans certaines zones et la probabilité que ces zones restent exemptes de PPA, indépendamment de toute évolution ultérieure, l'Union européenne aurait réussi à démontrer objectivement que, à un moment déterminé dans le temps, les zones qu'elle avait déclarées comme étant exemptes de PPA, étaient exemptes de cette maladie et le resteraient vraisemblablement.

7.415. Ayant ces considérations à l'esprit, nous examinerons si l'Union européenne a fourni à la Russie les preuves nécessaires afin de démontrer objectivement qu'il y avait des zones dans l'Union européenne en dehors de l'Estonie, de la Lettonie, de la Lituanie et de la Pologne, qui étaient exemptes de PPA et qui le resteraient vraisemblablement.

7.416. Notre tâche consiste ensuite à évaluer de manière objective, conformément à l'article 11 du Mémoire d'accord, si l'Union européenne a fourni à la Russie les preuves nécessaires afin de démontrer objectivement que des zones sur son territoire étaient, et resteraient vraisemblablement, exemptes de PPA. Nous procéderons à notre examen en évaluant les arguments et les éléments de preuve présentés par les parties. Notre analyse sera également étayée, lorsque cela sera pertinent, par les indications que nous avons obtenues par le biais des réponses des experts. Nous rappelons que l'examen suivant est axé sur la portée géographique de l'interdiction à l'échelle de l'UE, c'est-à-dire ces zones de l'Union européenne qui sont situées en dehors des territoires de l'Estonie, de la Lettonie, de la Lituanie et de la Pologne. Dans la

---

<sup>583</sup> Voir plus loin le paragraphe 7.425.

<sup>584</sup> Voir la réponse de l'Union européenne à la question n° 52 du Groupe spécial, paragraphes 118 à 120; et la réponse de la Russie à la question n° 52 du Groupe spécial, paragraphes 75 et 76.

<sup>585</sup> Réponse du professeur Penrith à la question n° 2 du Groupe spécial.

<sup>586</sup> Réponse du Dr Thomson à la question n° 2 du Groupe spécial.

section 7.6.1.3.2 plus loin, nous effectuons ce même examen s'agissant des zones exemptes de maladies, selon les allégations, situées sur ces territoires.

7.417. Nous rappelons que l'interdiction à l'échelle de l'UE a initialement été mise en place le 29 janvier 2014. La première demande de l'Union européenne pour la reconnaissance de zones exemptes de maladies a été adressée à la Russie le 31 janvier 2014. À ce moment-là, l'interdiction à l'échelle de l'UE visait l'ensemble du territoire de l'Union européenne à l'exception de la Lituanie. Cette situation a changé le 27 février 2014, avec la mise en place de l'interdiction visant la Pologne, puis de nouveau le 27 juin 2014, avec la mise en place de l'interdiction visant la Lettonie et enfin le 11 septembre 2014, avec la mise en place de l'interdiction visant l'Estonie. Dans la section 7.3.6 plus haut, nous avons exposé le cadre temporel général que nous suivrons lors de notre examen des allégations de l'Union européenne. Sur la base de cette approche générale et des considérations temporelles mentionnées plus haut, nous examinerons les renseignements fournis par l'Union européenne pendant la période comprise entre le 29 janvier et le 11 septembre 2014, ainsi que tout renseignement versé ultérieurement au dossier pour déterminer si, et à quels moments, l'Union européenne a fourni les preuves nécessaires conformément à son obligation au titre de l'article 6:3 de l'Accord SPS. Nous faisons remarquer que cette approche est justifiée dans le contexte du présent différend, ce qui pourrait ne pas être le cas pour d'autres affaires dans lesquelles la situation concernant la maladie en question a des circonstances temporelles différentes.

7.418. À la section suivante, le Groupe spécial présente, d'après les éléments de preuve versés au dossier, les renseignements que l'Union européenne a fournis à la Russie entre janvier 2014 et septembre 2015. Cette section sera suivie de l'examen par le Groupe spécial de ces éléments de preuve à la lumière des arguments des parties et du critère juridique applicable.

#### **7.5.2.3.5.3 Renseignements fournis par l'Union européenne à la Russie depuis janvier 2014**

7.419. Depuis le 24 janvier 2014, l'Union européenne a adressé une correspondance à la Russie au sujet des foyers de PPA, qui sont apparus d'abord en Lituanie, puis en Pologne, en Lettonie et en Estonie. Cette correspondance peut être divisée en trois grandes catégories.

7.420. La première catégorie inclut des mises à jour, parfois quotidiennes, concernant le statut des nouveaux foyers de PPA dans les États membres de l'UE affectés. Ces renseignements étaient normalement adressés aux Missions permanentes à Bruxelles, y compris celle de la Russie, et communiqués par fax. Ces fax transmettaient normalement le rapport de l'autorité vétérinaire nationale de l'État membre de l'UE dans lequel le foyer était apparu ainsi que la Décision d'exécution de la Commission<sup>587</sup> (projet de décision ou décision finale) adoptée en ce qui concerne l'identification des zones de protection et de surveillance, prescrites par la Directive 2002/60/CE du Conseil, sur le territoire où le foyer était apparu.<sup>588</sup>

7.421. La deuxième catégorie concerne les communications adressées par l'Union européenne au sujet des réunions prévues par les deux parties pour engager des consultations sur la meilleure façon de répondre à la situation.<sup>589</sup>

7.422. La troisième catégorie comprend les lettres que l'Union européenne a envoyées à la Russie, contenant des renseignements étayant sa déclaration selon laquelle il y avait des zones exemptes de PPA, qui le resteraient vraisemblablement, sur son territoire. La plupart de ces communications ont été adressées en réponse aux demandes de renseignements envoyées par la Russie.<sup>590</sup> Il s'agit de lettres envoyées par la DG SANCO au FSVPS le 7 février<sup>591</sup>, le 6 mars<sup>592</sup>,

<sup>587</sup> Voir les pièces EU-33, EU-34, EU-35, EU-36, EU-37, EU-38, EU-39, EU-40, EU-41, EU-42, EU-43, EU-44, EU-103, EU-107, RUS-36, RUS-151, RUS-268, RUS-298, RUS-299, RUS-300, RUS-301 et RUS-302.

<sup>588</sup> Voir les pièces EU-132, EU-133, EU-134, EU-135, EU-136, EU-137, EU-138, EU-139, EU-140, EU-141, EU-142, RUS-30, EU-143, EU-144, EU-145, EU-146, EU-147, EU-148, EU-206, EU-186, EU-207, EU-208, EU-209, EU-210, EU-187, RUS-326, RUS-327, RUS-328, EU-177, EU-211 et EU-212.

<sup>589</sup> Voir les pièces EU-62, EU-64, RUS-185, EU-175, RUS-217, EU-87, EU-89, EU-173, RUS-56, RUS-133, RUS-380, RUS-330 et RUS-132.

<sup>590</sup> Les demandes de renseignements de la Russie et ses observations sur les renseignements fournis par l'Union européenne ont été présentées dans les communications suivantes: lettre du 29 janvier 2014 (pièce EU-62); lettre du 5 février 2014 (pièce EU-84); lettre du 27 février 2014 (pièce RUS-231); lettre du 3 mars 2014 (pièce RUS-137); lettre du 12 mars 2014 (pièces EU-90/RUS-135); lettre du 13 mars 2014

le 13 mars<sup>593</sup>, le 21 mai<sup>594</sup> et le 13 juin<sup>595</sup> 2014, et de lettres envoyées par la DG SANTE au FSVPS le 24 mars 2015<sup>596</sup> et le 16 juin 2015.<sup>597</sup> Ces communications incluaient des renseignements se rapportant, entre autres choses, au cadre réglementaire applicable pour la lutte contre la PPA, à la planification d'urgence pour les maladies infectieuses, aux audits des plans d'urgence nationaux, à des exemples de législations nationales adoptées en ce qui concerne les foyers de PPA, la population porcine, les exploitations porcines et le secteur porcin.

7.423. Le Groupe spécial a soigneusement examiné les éléments de preuve susmentionnés. Dans l'appendice 1 du rapport, il fournit une chronologie détaillée des communications échangées entre l'Union européenne et la Russie, telles qu'elles figurent dans le dossier, en indiquant les documents joints à ces communications qui ont été versés au dossier de la présente procédure par l'une ou l'autre des parties.

7.424. L'Union européenne signale que, en plus d'avoir fourni à la Russie les renseignements décrits ci-dessus, elle a également invité à plusieurs reprises les autorités russes à envoyer des experts pour qu'ils participent, en tant qu'observateurs, aux visites sur place de l'équipe vétérinaire communautaire d'urgence dans les États membres de l'UE affectés. Des experts russes se sont rendus dans les régions affectées aux dates suivantes: du 28 au 31 janvier 2014 (Lituanie), du 25 au 28 février 2014 (Pologne) et les 13 et 14 octobre 2014 (Estonie).<sup>598</sup>

7.425. Nous notons que, outre ces renseignements, les autorités vétérinaires des États membres de l'UE ont régulièrement notifié à l'OIE les foyers de PPA touchant les sangliers ou les porcins domestiques. Nous rappelons que l'OIE a expliqué que les "États membres de l'UE agissaient à titre individuel au sein de l'OIE" et que chacun de ces États membres avait la responsabilité de "faire part des renseignements sur le statut sanitaire dans le pays, par l'application, dans le pays concerné" du Code terrestre.<sup>599</sup> En outre, l'Union européenne explique que la notification des maladies à l'OIE est entièrement effectuée par chaque État membre de l'UE, sans coordination de la Commission de l'Union européenne.<sup>600</sup> Les deux parties ont versé au dossier du Groupe spécial des pièces s'appuyant sur, ou contenant, des rapports de notification tirés de la base de données WAHIS concernant les déclarations de foyers et de cas de PPA dans les quatre États membres de l'UE affectés.<sup>601</sup> Les experts ont reconnu que le taux de notification était supérieur à la moyenne pour ce qui était des États membres de l'UE, en particulier dans le secteur de l'élevage artisanal.<sup>602</sup>

(pièce RUS-209); lettre du 19 mars 2014 (pièce RUS-130); lettre du 2 avril 2014 (pièce RUS-54); lettre du 2 avril 2014 (pièce RUS-53); lettre du 10 avril 2014 (pièce RUS-240); lettre du 16 mai 2014 (pièce EU-93); lettre du 30 juin 2014 (pièce RUS-250); lettre du 29 juillet 2014 (pièce RUS-263); lettre du 31 juillet 2014 (pièce RUS-157); lettre du 13 octobre 2014 (RUS-39); lettre du 1<sup>er</sup> décembre 2014 (pièce RUS-131); lettre du 19 décembre 2014 (pièce RUS-379); lettre du 19 mars 2015 (pièce RUS-153); et lettre du 10 avril 2015 (pièce RUS-329).

<sup>591</sup> Lettre de l'Union européenne à la Russie du 7 février 2014, ARES(2014)304571, SANCO/G7/DP/tb(2014)328578 (pièce EU-65).

<sup>592</sup> Lettre de l'Union européenne à la Russie du 6 mars 2014, ARES(2014)601346, SANCO/G7/PD/mh/(2014)630598 (pièce EU-86).

<sup>593</sup> Lettre de l'Union européenne à la Russie du 13 mars 2014, ARES(2014)709435, SANCO/G7/PD/mh(2014)745829 (pièce EU-91).

<sup>594</sup> Lettre de l'Union européenne à la Russie du 21 mai 2014, ARES(2014)1658269, SANCO/G6/AB(2014)1782253 (pièce EU-92).

<sup>595</sup> Lettre de l'Union européenne à la Russie du 13 juin 2014, ARES(2014)1941949, SANCO/G7/PD/mh(2014)2038505 (pièce EU-94).

<sup>596</sup> Réponses de l'Union européenne aux questions adressées par la Russie dans la pièce jointe de la lettre FS-AS-8/23743 datée du 1<sup>er</sup> décembre 2014 (24 mars 2015) (pièce RUS-167). Voir également la lettre du 24 mars 2015, adressée par l'UE à la Russie, ARES(2015)1284836 (pièce RUS-154).

<sup>597</sup> Lettre du service vétérinaire de l'Union européenne au service vétérinaire de la Fédération de Russie, ARES(2015)2518258. 16 janvier 2015. (pièce RUS-319).

<sup>598</sup> Réponse de l'Union européenne à la question n° 47 du Groupe spécial, paragraphe 106. Voir plus bas l'appendice 1.

<sup>599</sup> Réponse de l'OIE à la question n° 28 du Groupe spécial.

<sup>600</sup> Réponse de l'Union européenne à la question n° 241 du Groupe spécial, paragraphe 47.

<sup>601</sup> Ces pièces incluent les suivantes: EU-118, RUS-27 (mentionnée dans la première communication écrite de la Russie, au sujet de la situation concernant la PPA en Lituanie), RUS-33 (mentionnée dans la première communication écrite de la Russie, au sujet de la situation concernant la PPA en Pologne), RUS-34 (mentionnée dans la première communication écrite de la Russie, au sujet de la situation concernant la PPA en Lettonie), RUS-35 (mentionnée dans la première communication écrite de la Russie, au sujet de la situation concernant la PPA en Estonie), RUS-73 (mentionnée dans la première communication écrite de la Russie, au

7.426. Il existe une dernière catégorie des renseignements fournis par l'Union européenne à la Russie. Ces derniers n'ont, semble-t-il, été fournis que dans les communications et les pièces versées au dossier de la présente procédure. Il s'agit notamment de compilations de cartes sur la situation concernant la PPA dans l'Union européenne entre 2007 et 2014<sup>603</sup> et des plans d'éradication pour l'Estonie et la Lettonie.<sup>604</sup>

#### **7.5.2.3.5.4 Évaluation par le Groupe spécial des preuves fournies par l'Union européenne à la Russie**

7.427. Dans la section qui précède, nous avons expliqué qu'en l'espèce l'Union européenne avait la charge de démontrer qu'elle avait fourni à la Russie les preuves nécessaires afin de démontrer objectivement deux aspects de sa situation concernant la PPA. Le premier est qu'il y a des zones exemptes de PPA dans l'Union européenne en dehors de l'Estonie, de la Lettonie, de la Lituanie et de la Pologne. Le deuxième est que ces zones resteront vraisemblablement exemptes de PPA. Nous examinerons tout d'abord la question portant sur l'existence de zones exemptes de PPA dans l'Union européenne, puis nous passerons à l'examen du point de savoir si ces zones resteront vraisemblablement des zones exemptes de PPA.

7.428. Comme nous l'avons expliqué à la section précédente, nous considérons que, afin de démontrer objectivement qu'il y a des zones exemptes de PPA sur son territoire en dehors de l'Estonie, de la Lettonie, de la Lituanie et de la Pologne, l'Union européenne a la charge de démontrer, conformément à son obligation au titre de l'article 6:3 de l'Accord SPS, qu'elle a fourni à la Russie les preuves nécessaires en ce qui concerne i) la surveillance épidémiologique de la PPA; ii) l'efficacité des contrôles sanitaires ou phytosanitaires concernant la PPA; iii) les écosystèmes et la présence de la PPA chez la faune sauvage; et iv) le degré de prévalence de la PPA. En outre, ces renseignements devraient démontrer objectivement que la PPA n'existe pas sur le territoire de l'Union européenne en dehors des quatre États membres de l'UE qui sont affectés.

7.429. Selon nous, l'Union européenne a fourni des preuves concernant chacune des catégories précédentes. Nous examinons maintenant à quel moment ces renseignements ont été mis à la disposition de la Russie et dans quelle mesure ils seraient suffisants pour étayer la démonstration objective, par l'Union européenne, du statut de zone exempte de PPA des zones de son territoire situées en dehors de l'Estonie, de la Lettonie, de la Lituanie et de la Pologne.

7.430. Nous commençons par examiner en premier lieu la prescription relative aux preuves concernant la surveillance épidémiologique de la PPA. La première question que nous examinons à cet égard est de savoir si la PPA est une maladie à déclaration obligatoire dans l'Union européenne. L'ensemble des renseignements joints à la lettre qui a été adressée par la DG SANCO au FSVPS le 7 février 2014 incluait un lien vers le site Web sur lequel figurait le texte de la Directive 2002/60/CE du Conseil, laquelle énonce des dispositions spécifiques pour la lutte

---

sujet de la situation concernant la PPA en Pologne), RUS-104 (mentionnée dans la première communication écrite de la Russie, paragraphe 238, au sujet de la situation concernant la PPA en Estonie), RUS-105 (mentionnée dans la première communication écrite de la Russie, paragraphe 238, au sujet de la situation concernant la PPA en Lituanie), RUS-106 (mentionnée dans la première communication écrite de la Russie, paragraphe 238, au sujet de la situation concernant la PPA en Lettonie), RUS-107 (mentionnée dans la première communication écrite de la Russie, paragraphe 238, au sujet de la situation concernant la PPA en Pologne), RUS-145 (mentionnée dans la première communication écrite de la Russie, au sujet de la situation concernant la PPA en Pologne), RUS-152 (mentionnée dans la déclaration orale liminaire de la Russie à la première réunion du Groupe spécial, paragraphes 27 et 28, Foyers et cas de PPA par mois en Lituanie, en Pologne, en Lettonie et en Estonie, janvier 2014 à mars 2015), RUS-164 (mentionnée dans la déclaration orale liminaire de la Russie à la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 30), RUS-168 (mentionnée au paragraphe 12 de la déclaration finale de la Russie à la première réunion du Groupe spécial – faisant référence à l'interface WAHIS), RUS-194 (réponse de la Russie à la question n° 26 du Groupe spécial, paragraphe 14), RUS-275 (mentionnée dans la deuxième communication écrite de la Russie, paragraphe 94), RUS-296 (mentionnée dans les observations de la Russie sur les réponses des experts à la question n° 52 du Groupe spécial, paragraphe 134) et RUS-296 révisée (présentée lors de la déclaration liminaire de la Russie à la deuxième réunion du Groupe spécial).

<sup>602</sup> Voir les réponses des experts à la question n° 50 du Groupe spécial, compilation des réponses des experts, paragraphes 4.124 à 4.129.

<sup>603</sup> Peste porcine africaine de 2007 à 2014, compilation de cartes de l'OIE par la Commission européenne (pièce EU-21).

<sup>604</sup> Voir la réponse de l'Union européenne à la question n° 19 du Groupe spécial, paragraphe 82. Ces plans ont été présentés en tant que pièces EU-116 et EU-117. Voir aussi la pièce EU-103.

contre la PPA.<sup>605</sup> Au moyen de la lettre envoyée par la DG SANCO au FSVPS, l'Union européenne a expliqué que, conformément à la Directive 2002/60/CE du Conseil, ses États membres avaient l'obligation de veiller à ce que la présence ou la suspicion de la PPA fassent l'objet d'une notification obligatoire et immédiate à l'autorité compétente.<sup>606</sup> En effet, l'article 3 de la Directive 2002/60/CE du Conseil, intitulé "Notification de la peste porcine africaine", prévoit l'obligation décrite par l'Union européenne dans sa lettre du 13 mars 2014.<sup>607</sup> Selon nous, l'Union européenne avait fourni à la Russie, tout au moins en date du 7 février 2014, les preuves nécessaires afin de démontrer objectivement que la PPA était une maladie à déclaration obligatoire dans l'Union européenne. En outre, nous considérons que cette constatation est encore renforcée par les notifications concernant la PPA que les États membres de l'UE ont adressées à l'OIE et par la fiabilité de ces notifications effectuées par l'intermédiaire du système d'information WAHIS permettant de vérifier à tout moment la situation concernant la PPA dans les États membres de l'UE.<sup>608</sup>

7.431. La deuxième question en ce qui concerne la surveillance épidémiologique est de savoir si l'Union européenne avait mis en place des mécanismes de suivi et de surveillance appropriés concernant la PPA. L'ensemble des renseignements joints à la lettre adressée par la DG SANCO au FSVPS le 7 février 2014 incluait, outre la Directive 2002/60/CE du Conseil déjà mentionnée, un lien vers le site Web sur lequel figurait le texte de la Décision 2003/422/CE de la Commission portant approbation d'un manuel de diagnostic de la PPA.<sup>609</sup> À notre avis, ces réglementations fournissent un cadre juridique clair pour ce qui est des mécanismes de suivi et de surveillance de la PPA dans l'Union européenne. L'article 18 de la Directive 2002/60/CE du Conseil, intitulé "Procédures de diagnostic et exigences en matière de biosécurité" prévoit les obligations générales imposant aux États membres de l'UE une approche uniforme en matière de procédures de diagnostic, de prélèvements et de tests de laboratoire pour détecter la PPA. La description détaillée des procédures de diagnostic est exposée dans la Décision 2003/422/CE de la Commission.

7.432. À cet égard, l'Union européenne s'est également référée, dans sa lettre du 7 février 2014, aux programmes de surveillance approuvés pour l'année 2013 concernant l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie et la Pologne. Elle a indiqué que les révisions actualisées de ces programmes, qui devaient être mis en œuvre en 2014 avec le soutien financier de l'Union européenne, faisaient l'objet de discussions internes.<sup>610</sup> Nous sommes conscients de la valeur probante limitée de ces documents, qui semblent être des demandes de contributions financières présentées à l'Union européenne. Cependant, nous considérons qu'ils donnent une indication sur le type de surveillance qui a été mis en place par certains États membres de l'UE présentant un risque plus élevé en raison de leur proximité avec des régions du Bélarus et de l'Ukraine où des foyers de PPA étaient apparus. Ces programmes de surveillance incluaient des activités telles que i) des tests de laboratoire pratiqués sur des sangliers et des porcins domestiques morts; ii) le renforcement de la sécurité biologique aux frontières routières (y compris la désinfection des camions); iii) des inspections régulières des exploitations porcines; iv) des campagnes d'information pour accroître la prise de conscience et sensibiliser le public et les parties prenantes concernées à la menace que constitue l'apparition d'un foyer de PPA; et v) la formation des parties prenantes concernées visant à transmettre des connaissances sur la PPA.<sup>611</sup> En outre, ces documents font généralement référence aux réglementations nationales qui prévoient les conditions pour l'application des obligations de surveillance, qui étaient annoncées dans la Directive 2002/60/CE du Conseil, et conformément à la Décision 2003/422/CE de la Commission.

<sup>605</sup> Lettre de l'Union européenne à la Russie du 7 février 2014, ARES(2014)304571, SANCO/G7/DP/tb(2014)328578 (pièce EU-65). Le texte de la Directive 2002/60/CE du Conseil figure dans le dossier en tant que pièce EU-31.

<sup>606</sup> Lettre de l'Union européenne à la Russie du 13 mars 2014, ARES(2014)709435, SANCO/G7/PD/mh(2014)745829 (pièce EU-91), page 6.

<sup>607</sup> Directive du Conseil du 27 juin 2002, 2002/60/CE (pièce EU-31), page L 192/28.

<sup>608</sup> Voir plus haut le paragraphe 7.425.

<sup>609</sup> Lettre de l'Union européenne à la Russie du 7 février 2014, ARES(2014)304571, SANCO/G7/DP/tb(2014)328578 (pièce EU-65). Le texte de la Décision 2003/422/CE de la Commission figure dans le dossier en tant que pièce EU-32.

<sup>610</sup> Lettre de l'Union européenne à la Russie du 7 février 2014, ARES(2014)304571, SANCO/G7/DP/tb(2014)328578 (pièce EU-65), page 5 de l'annexe.

<sup>611</sup> Voir *Veterinary Control Programme on African swine fever Poland in 2014, 2013* (pièce EU-237), *Veterinary Control Programme on African swine fever early detection in Lithuania and Belarus in 2014, 2013* (pièce EU-238) et *Veterinary Programme on African swine fever early detection in Latvia in 2014, 2013* (pièce EU-239).

7.433. De même, s'agissant des mécanismes de suivi et de surveillance de la PPA, l'Union européenne a expliqué dans la lettre adressée par la DG SANCO au FSVPS du 6 mars 2014 que la Directive 2002/60/CE du Conseil et le manuel de diagnostic de la PPA avaient déjà été fournis.<sup>612</sup> De plus, au moyen de la lettre adressée par la DG SANCO au FSVPS du 13 mars 2014, l'Union européenne a expliqué que "[l]a surveillance en vue de démontrer l'absence de la PPA dans l'UE sur les territoires qui ne présentaient pas un risque élevé et qui n'étaient pas adjacents à des zones infectées [était] fondée sur une surveillance passive exercée au moyen d'activités de surveillance structurée non aléatoire qui [étaient] décrites à l'article 1.4.5. du Code terrestre de l'OIE".<sup>613</sup> Elle a en outre expliqué que cette surveillance était fondée sur l'obligation de ses États membres de veiller à ce que la présence ou la suspicion de la PPA fassent l'objet d'une notification obligatoire et immédiate à l'autorité compétente, conformément à l'article 3 de la Directive 2002/60/CE du Conseil. L'Union européenne a également expliqué qu'une surveillance active était appliquée dans des zones à risque désignées qui couvraient, en 2014, quatre de ses États membres (l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie et la Pologne), et que cette surveillance serait étendue à d'autres États membres de l'UE qui étaient adjacents à des zones exposées à un risque élevé, comme la Finlande ou la Roumanie, par exemple, des zones frontalières de pays présentant des foyers actifs de PPA.<sup>614</sup>

7.434. Au moyen de la lettre adressée par la DG SANCO au FSVPS du 21 mai 2014, l'Union européenne s'est référée aux programmes de surveillance approuvés pour 2013 concernant les quatre États membres de l'UE affectés, communiqués dans la lettre du 7 février 2014. Cette lettre du 21 mai incluait également des versions actualisées de ces programmes pour l'année 2014.<sup>615</sup> Enfin, au moyen de la lettre adressée par la DG SANCO au FSVPS du 13 juin 2014, l'Union européenne a de nouveau expliqué le type de programmes de surveillance qu'elle appliquait en fonction du risque de PPA lié à la proximité géographique. Selon ses termes, "[e]n règle générale, une surveillance non spécifique ou passive est appliquée dans l'ensemble de l'UE. Une surveillance ciblée (active) de la PPA est appliquée là où un risque différencié existe, comme sur les territoires ou dans les pays voisins de pays infectés. En 2013, une surveillance a été mise en œuvre en Estonie, en Lettonie, en Lituanie et en Pologne. En 2014, suite à des détections de cas, la surveillance dans ces quatre pays a encore été renforcée. Cette surveillance est également renforcée dans d'autres États membres de l'UE qui se considèrent comme des pays à risque du fait qu'ils se trouvent à proximité immédiate de la frontière avec la Fédération de Russie, le Bélarus et/ou l'Ukraine."<sup>616</sup>

7.435. À notre avis, les explications et les renseignements qu'elle a fournis au moyen des communications mentionnées au sujet de la surveillance épidémiologique de la PPA démontrent d'une manière suffisante que l'Union européenne avait mis en place des mécanismes de suivi et de surveillance appropriés concernant la PPA. L'Union européenne a fourni à la Russie des renseignements sur son cadre réglementaire concernant la PPA au moyen de sa lettre du 7 février 2014. Même si certaines des explications fournies par l'Union européenne à cet égard l'ont été au moyen des communications du 6 mars et du 21 mai 2014, du fait que ces explications étaient fondées sur le cadre juridique qui avait déjà été fourni à la Russie dans la lettre du 7 février 2014, nous constatons que l'Union européenne avait fourni à la Russie, tout au moins en date du 7 février 2014, les preuves nécessaires afin de démontrer objectivement qu'elle avait mis en place des mécanismes de suivi et de surveillance appropriés concernant la PPA.

7.436. Le deuxième ensemble de preuves que nous examinerons fait référence à l'efficacité des contrôles sanitaires ou phytosanitaires concernant la PPA. Pour ce qui est de cet ensemble de renseignements, nous examinerons si l'Union européenne avait mis en place des mesures pour prévenir l'introduction de la PPA. Nous trouvons les indications les plus utiles à cet égard dans la pièce jointe à la lettre du 13 mars 2014 et intitulée "*Working Document on EU preventive measures for ASF* (SANCO/7037/2014 Rev 1)" (document de travail sur les mesures préventives

<sup>612</sup> Lettre de l'Union européenne à la Russie du 6 mars 2014, ARES(2014)601346, SANCO/G7/PD/mh/(2014)630598 (pièce EU-86), page 6.

<sup>613</sup> Lettre de l'Union européenne à la Russie du 13 mars 2014, ARES(2014)709435, SANCO/G7/PD/mh(2014)745829 (pièce EU-91), page 6.

<sup>614</sup> Lettre de l'Union européenne à la Russie du 13 mars 2014, ARES(2014)709435, SANCO/G7/PD/mh(2014)745829 (pièce EU-91), pages 6 et 7.

<sup>615</sup> Lettre de l'Union européenne à la Russie du 21 mai 2014, ARES(2014)1658269, SANCO/G6/AB(2014)1782253 (pièce EU-92), page 9.

<sup>616</sup> Lettre de l'Union européenne à la Russie du 13 juin 2014, ARES(2014)1941949, SANCO/G7/PD/mh(2014)2038505 (pièce EU-94), page 5.



de l'UE concernant la PPA).<sup>617</sup> Nous considérons que ce document donne des indications, d'un point de vue scientifique et technique, sur les mesures préventives concernant la PPA dont disposait l'Union européenne. Dans ce document, daté du 6 mars 2014, l'Union européenne a indiqué six volets qui résumaient les mesures en vigueur sur son territoire pour prévenir l'introduction et la dissémination de la PPA. Le premier de ces volets est appelé "mesures de référence pour l'élevage et les mouvements des porcins dans les États membres", et fait référence à la Directive 2008/71/CE en ce qui concerne l'identification des animaux, leur marquage et leur enregistrement dans une base de données ainsi qu'à la réglementation applicable à l'utilisation des produits d'origine animale dans l'alimentation des porcins, qui interdit l'utilisation des eaux grasses dans l'alimentation et garantit que les porcins ne sont en contact qu'avec des ingrédients qui ne présentent aucun danger.<sup>618</sup> Nous ne disposons d'aucun élément de preuve versé au dossier qui montre clairement que l'Union européenne a fourni à la Russie des exemplaires de la Directive 2008/71/CE<sup>619</sup> ou de la réglementation applicable à l'utilisation des produits d'origine animale dans l'alimentation des porcins.<sup>620</sup>

7.437. Le deuxième volet indiqué par l'Union européenne dans le cadre des mesures en vigueur pour prévenir l'introduction et la dissémination de la PPA a trait aux "mesures de référence pour le commerce intra-UE de porcins vivants". À cet égard, l'Union européenne a décrit les conditions applicables aux porcs nouveau-nés concernant le lieu où ils devraient être élevés durant les 30 premiers jours, les inspections cliniques vétérinaires dont ils devraient faire l'objet, les conditions de délivrance de certificats vétérinaires, leur enregistrement dans le système TRACES une fois définie la destination du lot et les conditions relatives au transport.<sup>621</sup>

7.438. Le troisième volet que l'Union européenne a identifié dans le cadre des mesures en vigueur pour prévenir l'introduction et la dissémination de la PPA a trait aux "mesures de référence concernant l'introduction dans l'Union de colis personnels contenant des produits d'origine animale". À cet égard, l'Union européenne a expliqué qu'elle avait mis en place des contrôles visant à détecter la présence de colis personnels contenant des produits d'origine animale, organisés sur la base d'une évaluation des risques et nécessitant l'utilisation de scanners et de chiens, qui donnaient lieu à la saisie et à la destruction de colis personnels ainsi qu'à des sanctions; et que ses États membres présentaient des rapports annuels sur ce volet à la Commission.<sup>622</sup>

7.439. Le quatrième volet identifié par l'Union européenne dans le cadre des mesures en vigueur pour prévenir l'introduction et la dissémination de la PPA porte sur les "mesures de référence concernant l'hygiène alimentaire". L'Union européenne a expliqué que ce volet englobait l'inspection vétérinaire ante mortem et post mortem de tous les porcins; l'inspection post mortem du gibier sauvage et l'examen initial par des chasseurs formés; et l'inspection officielle des porcins abattus en dehors des abattoirs et destinés à la consommation personnelle.<sup>623</sup>

7.440. Au titre du cinquième volet, l'Union européenne mentionne les "règles spécifiques en cas de présence de la PPA dans des États membres". Elle a expliqué que ces règles comprenaient la surveillance de toutes les exploitations porcines suspectes et environnantes, et de toutes les

<sup>617</sup> Voir la lettre de l'Union européenne à la Russie du 13 mars 2014, ARES(2014)709435, SANCO/G7/PD/mh(2014)745829 (pièce EU-91), page 7, et le document de travail de l'Union européenne sur la PPA, ARES(2014)605187 (pièce EU-88).

<sup>618</sup> Document de travail de l'Union européenne sur la PPA, ARES(2014)605187 (pièce EU-88), page 2.

<sup>619</sup> L'Union européenne a présenté la Directive 2008/71/CE en tant que pièce EU-250, qu'elle cite dans ses observations sur la réponse de la Russie à la question n° 306 du Groupe spécial, paragraphes 158 à 160.

<sup>620</sup> Nous croyons comprendre que le cadre juridique applicable à l'utilisation des eaux grasses dans l'alimentation est décrit dans la réponse de l'Union européenne à la question n° 49 du Groupe spécial, paragraphes 109 à 112, qui fait référence au Règlement (UE) n° 142/2011 de la Commission du 25 février 2011 portant application du règlement (CE) n° 1069/2009 du Parlement européen et du Conseil établissant des règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux et produits dérivés non destinés à la consommation humaine et portant application de la directive 97/78/CE du Conseil en ce qui concerne certains échantillons et articles exemptés des contrôles vétérinaires effectués aux frontières en vertu de cette directive, JO L 54, page 1 (pièce EU-149) et fait référence au Règlement (CE) n° 1069/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux et produits dérivés non destinés à la consommation humaine et abrogeant le règlement (CE) n° 1774/2002 (règlement relatif aux sous-produits animaux), JO L 300, page 1 (pièce EU-150).

<sup>621</sup> Document de travail de l'Union européenne sur la PPA, ARES(2014)605187 (pièce EU-88), page 2.

<sup>622</sup> Document de travail de l'Union européenne sur la PPA, ARES(2014)605187 (pièce EU-88), page 4.

<sup>623</sup> Document de travail de l'Union européenne sur la PPA, ARES(2014)605187 (pièce EU-88), page 4.

exploitations situées dans la zone infectée; l'interdiction de tout mouvement des porcs autour de chaque foyer apparu dans une ferme et dans les exploitations porcines dans la zone infectée; la création de zones de protection et de surveillance en réponse aux foyers apparus chez les porcs domestiques et la création d'une zone infectée en cas de foyers chez les sangliers; des restrictions à la circulation des produits du porc; le nettoyage et la désinfection des exploitations infectées; le renforcement de la sécurité biologique des élevages; l'abattage sanitaire de tous les porcs dans les exploitations infectées et environnantes; et les programmes d'éradication.<sup>624</sup> Nous notons que ces règles correspondent à celles qui sont inscrites dans les articles pertinents de la Directive 2002/60/CE du Conseil, que l'Union européenne a communiquée à la Russie au moyen de la lettre du 7 février 2014.<sup>625</sup> L'Union européenne a en outre expliqué que ses États membres appliquaient des mesures additionnelles pour veiller à ce que certains produits du porc ne soient pas expédiés à partir de leur territoire ou de la partie du territoire soumise à des restrictions en raison de la PPA.<sup>626</sup>

7.441. Enfin, l'Union européenne se réfère aux "mesures spécifiques pour atténuer les risques d'introduction de la PPA depuis des pays voisins". Ces mesures font référence à une prescription imposant de prouver que les bétailières en provenance de pays tiers ont été nettoyées et désinfectées; et à une prescription concernant le nettoyage et la désinfection dans le cas où ces opérations n'auraient pas été effectuées de manière satisfaisante sur la bétailière à son entrée.<sup>627</sup> Au moyen de la lettre du 13 mars 2014, l'Union européenne a fourni à la Russie la Décision d'exécution 2013/426/UE de la Commission concernant des mesures destinées à prévenir l'introduction dans l'Union du virus de la PPA depuis certains pays tiers, contenant les mesures susmentionnées visant à atténuer le risque d'introduction de la PPA depuis des pays voisins.<sup>628</sup> En outre, les programmes de surveillance de la PPA en Estonie, en Lettonie, en Lituanie et en Pologne, présentés au moyen de la lettre du 7 février 2014, mentionnent ce type d'activité.<sup>629</sup>

7.442. Outre le document de travail sur les mesures préventives de l'UE concernant la PPA, l'Union européenne a fourni à la Russie des renseignements sur les mesures en place pour prévenir l'introduction de la PPA. Il s'agit notamment des directives pour la planification d'urgence dans les États membres de l'UE, des plans d'urgence de certains États membres de l'UE et des audits d'une partie de ces plans d'urgence. Ces renseignements ont été communiqués au moyen de la lettre du 7 février 2014.<sup>630</sup> La Russie fait objection à l'utilisation de ces renseignements parce qu'elle estime qu'ils ne reflètent pas les conditions, ni les mesures de lutte appropriées qui devraient être prises, après l'apparition d'un foyer.<sup>631</sup> À notre avis, les documents que l'Union européenne a fournis à la Russie à propos de la planification d'urgence incluaient des renseignements généraux sur le type de plans d'urgence qui seraient exécutés en cas d'apparition de foyers d'une maladie épidémique, qui précisaient le type de mesures préventives qui devaient être mises en place conformément au cadre juridique de l'Union européenne applicable à la prévention de la PPA.

7.443. Nous notons également que l'Union européenne a tenu à clarifier et à traiter les situations qui causaient des préoccupations à la Russie en matière de prévention de la PPA. En particulier, nous nous référons à la lettre du 4 avril 2014 dans laquelle l'Union européenne a fourni des explications et a répondu aux demandes de renseignements de la Russie portant sur la circulation

<sup>624</sup> Document de travail de l'Union européenne sur la PPA, ARES(2014)605187 (pièce EU-88), pages 4 et 5.

<sup>625</sup> Voir plus loin l'appendice 1.

<sup>626</sup> Document de travail de l'Union européenne sur la PPA, ARES(2014)605187 (pièce EU-88), page 5.

<sup>627</sup> Document de travail de l'Union européenne sur la PPA, ARES(2014)605187 (pièce EU-88), page 5.

<sup>628</sup> Décision d'exécution de la Commission concernant "des mesures destinées à prévenir l'introduction dans l'Union du virus de la peste porcine africaine depuis certains pays tiers ou certaines parties du territoire de pays tiers où la présence de cette maladie est confirmée, et abrogeant la Décision 2011/78/UE" (2013/426/UE) (pièce RUS-349).

<sup>629</sup> Voir plus haut le paragraphe 7.432.

<sup>630</sup> Voir la section "Intervention d'urgence en cas d'apparition de la PPA dans les États membres de l'UE/Plans d'urgence" dans le tableau A4 de l'appendice 1 plus loin.

<sup>631</sup> Observations de la Russie sur la réponse de l'Union européenne à la question n° 322 du Groupe spécial, paragraphe 198.

des produits du porc depuis les zones de l'Union européenne affectées par la PPA et les soupçons de violations concernant le transbordement de produits de pays tiers.<sup>632</sup>

7.444. À notre avis, l'Union européenne a fourni à la Russie des renseignements en rapport avec les mesures mises en place pour prévenir l'introduction de la PPA. Le document qu'elle a envoyé à la Russie, en tant que pièce jointe de la lettre du 13 mars 2014, intitulé "Document de travail sur les mesures préventives de l'UE concernant la PPA (SANCO/7037/2014 Rev 1)" nous paraît particulièrement pertinent.<sup>633</sup> Comme il est décrit aux paragraphes qui précèdent, certains de ces renseignements avaient déjà été communiqués à la Russie avec la lettre de l'Union européenne du 7 février 2014. Nous faisons remarquer que les explications présentées par l'Union européenne dans le document de travail sur les mesures préventives de l'UE concernant la PPA mentionné ci-dessus, n'indiquaient pas la base réglementaire de certaines des mesures qui y étaient décrites. Cependant, nous considérons qu'en dépit de ces limitations, nous constatons que les renseignements généraux communiqués par l'Union européenne au 7 février 2014 équivalent aux preuves nécessaires afin de démontrer objectivement que celle-ci avait mis en place des mesures pour prévenir l'introduction de la PPA.

7.445. La troisième catégorie de preuves que nous jugeons nécessaires pour que l'Union européenne démontre objectivement que certaines zones de son territoire sont des zones exemptes de PPA concerne les écosystèmes. Le premier aspect que nous examinerons est le point de savoir si l'établissement de la PPA chez la faune sauvage dans les zones déclarées comme étant exemptes de PPA est connu. Aux paragraphes 7.430 à 7.435, nous avons examiné le fait que la PPA est une maladie à déclaration obligatoire ainsi que les mécanismes de suivi et de surveillance que l'Union européenne avait mis en place pour cette maladie. Sur la base de ces considérations et de la façon dont les différents États membres de l'UE ont présenté des notifications actualisées et fiables à l'OIE afin qu'elles soient incluses dans la base de données WAHIS, nous jugeons fondé le fait que la PPA n'est pas connue pour être établie chez la faune sauvage en dehors des quatre États membres de l'UE affectés (l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie et la Pologne), à l'exception de la Sardaigne.

7.446. Notre point de vue sur la question est encore renforcé par les preuves que l'Union européenne a fournies au sujet de l'écologie du comportement des sangliers. À cet égard, elle a adressé à la Russie l'avis scientifique de l'EFSA de 2010, en tant que pièce jointe de la lettre du 7 février 2014. Ce document explique ce qui suit:

[L]es sangliers ne migrent pas, tout du moins selon la définition classique de la migration. On enregistre quelques mouvements saisonniers de courte portée, mais toujours à l'intérieur du site d'habitat habituel des individus, qui varie entre 20 et 100 km<sup>2</sup>. Les infections peuvent toutefois se propager entre des régions plus étendues lorsqu'il existe une continuité dans la distribution géographique des sangliers, comme cela a été observé pour la PPC (EFSA, 2009c). À cet égard, l'Ukraine (Crimée), la Pologne et la Roumanie peuvent être exposées à un risque en raison de la distribution continue et de la densité élevée chez les sangliers. Il peut également exister d'éventuels corridors reliant les zones russes infectées et la Lituanie ou la Lettonie. En l'absence de sangliers ou lorsque les barrières naturelles/artificielles empêchent un contact direct entre les populations infectées et les populations sensibles, les infections disparaissent généralement de façon spontanée (Artois *et al.*, 2002); pour la PPA, ce schéma a été observé en Sardaigne uniquement (Firinu et Scarano, 1988).<sup>634</sup>

7.447. Cela a encore été confirmé au moyen de l'explication fournie en pièce jointe de la lettre adressée par la DG SANCO au FSVPS le 13 juin 2014, dans laquelle l'Union européenne a expliqué les critères utilisés pour délimiter les frontières des zones infectées/exemptes de maladies/à haut risque sur le territoire de la Pologne et de la Lituanie.<sup>635</sup> Les experts auprès du Groupe spécial ont

<sup>632</sup> Lettre de la DG SANCO au service vétérinaire russe, SANCO/G7/PD/mh(2014)1055360, 4 avril 2014 (pièce RUS-56).

<sup>633</sup> Lettre de l'Union européenne à la Russie du 13 mars 2014, ARES(2014)709435, SANCO/G7/PD/mh(2014)745829 (pièce EU-91) page 7. Ce document a été présenté en tant que pièce EU-88.

<sup>634</sup> Avis scientifique de l'EFSA de 2010 (pièce EU-24).

<sup>635</sup> Lettre de l'Union européenne à la Russie du 13 juin 2014, ARES(2014)1941949, SANCO/G7/PD/mh(2014)2038505 (pièce EU-94), page 4.

confirmé le fondement scientifique de ces renseignements.<sup>636</sup> À notre avis, cette justification scientifique démontre le caractère négligeable du risque que la PPA se propage, par le biais des populations de sangliers, des territoires les plus à l'est de l'Union européenne aux régions centrales et occidentales. En outre, les explications de l'Union européenne se rapportant aux mesures adoptées pour prévenir la dissémination de la PPA étayaient la démonstration objective selon laquelle les zones exemptes de PPA sur son territoire le resteront vraisemblablement.

7.448. La dernière catégorie de preuves concerne le degré de prévalence de la PPA dans les zones déclarées comme étant exemptes de cette maladie. Comme nous l'avons déjà fait remarquer, les preuves concernant le degré de prévalence de la PPA sont directement liées aux programmes de surveillance. À cet égard, nous avons déjà noté que les États membres de l'UE avaient présenté des notifications actualisées et fiables à l'OIE en vue de leur inclusion dans la base de données WAHIS. Ces renseignements confirment clairement que la PPA et le virus de la PPA ne sont pas présents dans les zones situées en dehors de l'Estonie, de la Lettonie, de la Lituanie et de la Pologne et déclarées comme étant exemptes de PPA par l'Union européenne.

7.449. Selon nous, l'examen des éléments de preuve précédents étaye une conclusion selon laquelle, en date du 7 février 2014, l'Union européenne avait fourni à la Russie les preuves nécessaires afin de démontrer objectivement que les zones exemptes de PPA dans l'Union européenne étaient exemptes de PPA et qu'elles le resteraient vraisemblablement. Cependant, nous sommes conscients de la nature changeante de la situation concernant la PPA dans la partie orientale de l'Union européenne entre cette date et le 11 septembre 2014. Nous sommes également conscients que nous examinons l'interdiction à l'échelle de l'UE indépendamment des interdictions à l'importation des produits en cause en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne. Cela signifie que nous examinons l'interdiction à l'échelle de l'UE telle qu'elle était après le 11 septembre 2014, après l'adoption des interdictions à l'importation des produits en cause en provenance d'Estonie. À la lumière de ces considérations, dans la section 7.6.1.3.3 plus loin nous examinerons s'il y a eu un changement quelconque concernant les preuves nécessaires que l'Union européenne devait fournir à la Russie afin de démontrer objectivement qu'il existait des zones exemptes de PPA en Estonie, en Lettonie, en Lituanie et en Pologne. Gardant cela à l'esprit, notre conclusion préliminaire fondée sur l'examen des éléments de preuve précédents est uniquement applicable en ce qui concerne les zones exemptes de la PPA dans l'Union européenne qui sont situées en dehors de l'Estonie, de la Lettonie, de la Lituanie et de la Pologne.

7.450. Nous rappelons que la Russie a contesté le caractère suffisant des renseignements examinés pour déterminer si l'Union européenne avait respecté son obligation au titre de l'article 6:3. Nous gardons ces objections à l'esprit en poursuivant notre analyse.<sup>637</sup>

7.451. Outre les preuves que nous avons mentionnées, l'Union européenne a fourni des explications et des renseignements additionnels pour compléter les preuves nécessaires présentées au 7 février 2014. Parmi ces renseignements, nous attirons l'attention sur les explications concernant le plan d'intervention d'urgence détaillé communiqué dans la lettre du 21 mai 2014<sup>638</sup>; et sur les renseignements détaillés sur le suivi/la surveillance des sangliers dans chaque État membre de l'UE, les données relatives au rôle des sangliers dans la dissémination de la PPA dans les États membres de l'UE, les renseignements détaillés concernant les mesures prises par chaque État membre de l'UE pour prévenir la dissémination transfrontières de la PPA dans l'Union européenne, les renseignements détaillés concernant les mesures prises par chaque État membre de l'UE pour prévenir la dissémination transfrontières de la PPA par le mouvement des sangliers dans l'Union européenne et les renseignements détaillés concernant les mesures destinées à prévenir la propagation de la PPA à/depuis des exploitations agricoles de petite taille et de taille moyenne et des exploitations/installations agricoles ayant un faible niveau de protection (par exemple les locaux dans lesquelles les porcs ne sont pas confinés à l'intérieur)

<sup>636</sup> Voir la réponse du professeur Penrith aux questions n° 9.d, n° 21.a et n° 22.a du Groupe spécial; et la réponse du Dr Thomson à la question n° 9.d du Groupe spécial.

<sup>637</sup> Deuxième communication écrite de la Russie, paragraphes 131 et 132; observations de la Russie sur les réponses des experts aux questions n° 12 et n° 13 du Groupe spécial; et observations de la Russie sur la réponse de l'Union européenne à la question n° 322 du Groupe spécial.

<sup>638</sup> Voir plus loin le tableau A5 dans l'appendice 1.

dans chaque État membre, tous ayant été communiqués au moyen de la lettre du 24 mars 2015.<sup>639</sup>

7.452. En outre, il est pertinent de souligner qu'avant l'apparition du premier foyer de PPA en Lituanie, la Russie avait estimé que l'ensemble du territoire de l'Union européenne était exempt de PPA, à l'exception de la Sardaigne. Cela était le cas, tout au moins en 2006, lorsque le texte des certificats vétérinaires bilatéraux a été convenu.<sup>640</sup> Nous rappelons que, conformément au Mémorandum de 2006, le libellé du certificat vétérinaire bilatéral qui avait été convenu entre l'Union européenne et la Russie autorise l'importation des produits concernés qui sont accompagnés d'une attestation indiquant que les produits en cause "... proviennent de locaux et/ou du territoire administratif de l'État membre de l'UE, officiellement exempts des maladies contagieuses suivantes: peste porcine africaine – durant les trois dernières années sur le territoire de l'UE, à l'exclusion de la Sardaigne ...".<sup>641</sup> Jusqu'à l'apparition du premier foyer de PPA en Lituanie en janvier 2014, l'ensemble du territoire de l'Union européenne (à l'exception de la Sardaigne) avait été reconnu par la Russie comme étant exempt de PPA pendant au moins les "trois dernières années". C'était sur cette base et en s'appuyant sur une relation de confiance mutuelle que l'Union européenne pouvait faire le commerce des produits du porc avec la Russie.<sup>642</sup>

7.453. Outre l'analyse qui précède concernant les renseignements fournis par l'Union européenne à la Russie afin de démontrer objectivement qu'il y a des zones exemptes de PPA sur son territoire en dehors de l'Estonie, de la Lettonie, de la Lituanie et de la Pologne, nous examinerons les renseignements fournis par l'Union européenne sur le fait que ces zones exemptes de PPA le resteraient vraisemblablement.

7.454. Au paragraphe 7.406 plus haut, nous avons expliqué que pour qu'un Membre exportateur démontre objectivement qu'une zone exempte de maladies le restera vraisemblablement, il devrait fournir au Membre importateur les preuves nécessaires pour étayer la "probabilité" que le statut de zone exempte de maladies sera maintenu dans la zone considérée. Nous avons également fait observer qu'une démonstration objective du fait qu'une zone exempte de maladies le restera vraisemblablement exigeait, outre les renseignements requis afin de démontrer objectivement qu'il y avait des zones exemptes de maladies, les preuves nécessaires pour étayer l'efficacité des mesures de lutte contre ces maladies.

7.455. Nous avons effectué un examen détaillé en ce qui concerne l'efficacité des mesures de lutte mises en place pour les États membres de l'UE non affectés par la PPA.<sup>643</sup> Nous avons indiqué des éléments de preuve à l'appui de notre conclusion selon laquelle l'Union européenne avait fourni à la Russie les preuves nécessaires afin de démontrer objectivement qu'elle avait mis en place des mesures pour prévenir l'introduction de la PPA. En outre, nous considérons que le fait que, au moment de l'établissement du Groupe spécial, le 22 juillet 2014 et même au moment où les parties ont communiqué les derniers renseignements sur la dissémination de la PPA dans l'Union européenne, le 22 octobre 2015, aucun cas de PPA n'avait été signalé en dehors de l'Estonie, de la Lettonie, de la Lituanie et de la Pologne, constitue une autre preuve concrète témoignant de l'efficacité des mesures de lutte contre la PPA de l'Union européenne.<sup>644</sup> Nous concluons, par conséquent, que l'Union européenne a fourni à la Russie les preuves nécessaires afin de démontrer objectivement que les zones exemptes de PPA dans l'Union européenne en dehors de l'Estonie, de la Lettonie, de la Lituanie et de la Pologne resteraient vraisemblablement exemptes de cette maladie.

7.456. Sur la base de ce qui précède, nous concluons que, pendant la période comprise entre le 7 février 2014 et le 11 septembre 2014, l'Union européenne a démontré objectivement à la Russie qu'il y avait des zones de son territoire, en dehors de l'Estonie, de la Lettonie, de la Lituanie et de la Pologne, qui étaient exemptes de PPA et qui le resteraient vraisemblablement. En outre, les éléments de preuve pertinents versés au dossier qui ont été communiqués par

<sup>639</sup> Voir plus loin le tableau A8 dans l'appendice 1.

<sup>640</sup> Voir plus haut la note de bas de page 117.

<sup>641</sup> Certificat vétérinaire pour les porcelets à l'engrais (pièce EU-52).

<sup>642</sup> Voir la déclaration liminaire de l'Union européenne à la deuxième réunion du Groupe spécial, paragraphe 103.

<sup>643</sup> Voir plus haut les paragraphes 7.436. à 7.444.

<sup>644</sup> Voir les données tirées de l'interface WAHIS de l'OIE au 31 août 2015 (pièce RUS-296 révisée).

l'Union européenne à la Russie après le 11 septembre 2014 servent à confirmer et à étayer notre constatation.

#### **7.5.2.3.6 Question de savoir si la Russie, au moyen de l'interdiction à l'échelle de l'UE, a fait en sorte qu'il y ait une adaptation aux caractéristiques SPS de l'Union européenne et de la Russie concernant la PPA, conformément à ses obligations au titre de l'article 6:1 de l'Accord SPS**

##### **7.5.2.3.6.1 Introduction**

7.457. L'Union européenne fait valoir que la Russie n'a pas, au moyen de l'interdiction à l'échelle de l'UE, adapté ses mesures aux caractéristiques SPS de l'Union européenne et de la Russie concernant la PPA. Cela tient à ce que, dans son évaluation des caractéristiques sanitaires de la zone affectée, la Russie n'a pas tenu compte, entre autres choses, du degré de prévalence ou de l'absence de la PPA, ni de l'existence de programmes d'éradication et de lutte (immédiatement mis en œuvre conformément aux normes internationales établies par l'OIE) ni des critères ou directives appropriés élaborés par les organisations internationales compétentes.<sup>645</sup> L'Union européenne souligne en outre que, malgré la mise en œuvre de mesures de régionalisation appropriées dans l'UE, la Russie ne reconnaît pas que le territoire de celle-ci, à l'exclusion des zones soumises à restriction, est une zone exempte de maladies.<sup>646</sup> L'Union européenne signale également que l'article 6:1 de l'Accord SPS exige que les mesures soient adaptées non seulement à la région d'origine d'un produit, mais également à sa région de destination. À cet égard, elle souligne qu'il y a des régions en Russie où on ne trouve pas de sangliers et que, dans la mesure où on ne trouve pas de porcs domestiques dans ces régions de Russie, l'introduction des produits en cause ne présenterait pas de risques sanitaires liés à la PPA et l'importation à destination des consommateurs dans ces régions devrait être autorisée.<sup>647</sup>

7.458. La Russie fait valoir que, compte tenu des facteurs mêmes qui sont énumérés à l'article 6:1 de l'Accord SPS, de manière objective et raisonnable, elle n'a pas reconnu les zones de l'Union européenne.<sup>648</sup> Elle affirme que, pour évaluer s'il existe une base objective à sa décision de ne pas reconnaître les zones exemptes de PPA proposées, conformément aux normes du Code terrestre applicables et d'une manière compatible avec l'article 6 de l'Accord SPS, le Groupe spécial doit déterminer si la décision qu'elle a prise concernant les diverses zones de l'Union européenne était "objectivement justifiable". La Russie souligne que, en procédant à cet examen, le Groupe spécial ne doit pas substituer sa propre appréciation du poids qui doit être accordé à certains éléments de preuve à celle du pays importateur. En fait, il doit déterminer si les circonstances et les éléments de preuve, dans leur totalité, (ou leur absence) étaient suffisants pour étayer l'objectivité de la décision de la Russie à la lumière des dispositions pertinentes du Code terrestre et des critères énoncés à l'article 6 de l'Accord SPS ainsi que des renseignements disponibles.<sup>649</sup> La Russie affirme en outre qu'il existe des parallèles significatifs entre les dispositions plus spécifiques relatives au zonage qui figurent au chapitre 4.3 et à l'article 5.3.7 du Code terrestre et les facteurs pertinents plus généraux qui sont énumérés à l'article 6:2 et 6:1 de l'Accord SPS.<sup>650</sup> À cet égard, elle fait valoir que, premièrement, l'article 6:1 rend obligatoire de tenir compte "des critères et directives appropriés qui pourraient être élaborés par les organisations internationales compétentes", ce qui signifie que toute évaluation objective d'une zone exempte de PPA compatible avec l'article 6:1 de l'Accord SPS devrait inclure l'évaluation des "principes" de zonage énoncés à l'article 4.3.3 et à l'article 5.3.7 connexe du Code terrestre.<sup>651</sup> Deuxièmement, tous les facteurs généraux énumérés à l'article 6:1 et 6:2 de l'Accord SPS, dont les pays importateurs doivent tenir compte lorsqu'ils décident d'accepter la régionalisation, figurent également dans les dispositions plus spécifiques du chapitre 4.3 du Code terrestre et, indépendamment du point de savoir si les dispositions de l'article 4.3.3 et 4.3.3.3 du Code terrestre sont contraignantes pour l'Union européenne lorsqu'elle cherche à établir une zone exempte de PPA, ces dispositions constituent, au minimum, des points de repère pertinents pour

<sup>645</sup> Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 215.

<sup>646</sup> Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 215.

<sup>647</sup> Deuxième communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 128.

<sup>648</sup> Première communication écrite de la Russie, paragraphe 231.

<sup>649</sup> Deuxième communication écrite de la Russie, paragraphe 49. Voir aussi la réponse de la Russie à la question n° 113 du Groupe spécial, paragraphes 190 à 196.

<sup>650</sup> Deuxième communication écrite de la Russie, paragraphe 50.

<sup>651</sup> Deuxième communication écrite de la Russie, paragraphe 51.

évaluer les critères généraux de l'article 6 de l'Accord SPS.<sup>652</sup> Troisièmement, l'article 6:3 de l'Accord SPS coïncide également en grande partie avec l'article 5.3.7 du Code terrestre, qui traite de la "séquence d'étapes à suivre pour définir une zone ou un compartiment et obtenir leur reconnaissance à des fins commerciales".<sup>653</sup> La Russie conclut que le Code terrestre est une version plus détaillée et plus précise des dispositions générales énoncées à l'article 6 de l'Accord SPS. Par conséquent, s'il constatait qu'il était objectivement justifié pour la Russie de ne pas reconnaître les zones de l'UE conformément aux normes, recommandations et directives de référence du Code terrestre en matière de zonage/régionalisation, le Groupe spécial devrait également constater que la Russie a agi d'une manière compatible avec l'article 6 de l'Accord SPS.<sup>654</sup>

7.459. À la lumière des arguments des parties, le Groupe spécial est saisi de la question de savoir si la Russie, en appliquant l'interdiction à l'échelle de l'UE, a adapté ses mesures aux caractéristiques SPS de l'Union européenne et de la Russie concernant la PPA, conformément à ses obligations au titre de l'article 6:1 de l'Accord SPS. Pour répondre à cette question, le Groupe spécial procédera tout d'abord à l'examen du critère juridique applicable, y compris à un examen de l'argument de la Russie relatif au critère d'examen applicable.

#### 7.5.2.3.6.2 Critère juridique

7.460. La première phrase de l'article 6:1 de l'Accord SPS dispose que "[l]es Membres feront en sorte que leurs mesures sanitaires ou phytosanitaires soient adaptées aux caractéristiques sanitaires ou phytosanitaires de la région d'origine et de destination du produit ..." Conformément à la deuxième phrase de l'article 6:1, pour "évaluer les caractéristiques sanitaires ou phytosanitaires d'une région, les Membres tiendront compte, entre autres choses, du degré de prévalence de maladies ou de parasites spécifiques, de l'existence de programmes d'éradication ou de lutte, et des critères ou directives appropriés qui pourraient être élaborés par les organisations internationales compétentes".

7.461. L'Organe d'appel dans l'affaire *Inde – Produits agricoles* a fait observer ce qui suit à propos de la première phrase de l'article 6:1: "[l]e verbe "ensure" (faire en sorte) est défini comme suit: "to make certain the occurrence of a situation or outcome" (rendre certain une situation ou un résultat).<sup>655</sup> Quant au terme "adapt" (adapter), il signifie "fit, adjust, (to); make suitable (to or for)" (faire correspondre, ajuster (à); rendre approprié (à)).<sup>656</sup> L'Organe d'appel a en outre noté qu'il y avait deux régions pertinentes pour ce qui était de l'obligation énoncée dans la première phrase de l'article 6:1: la région d'origine du produit et sa région de destination.<sup>658</sup> Il a indiqué que l'adaptation d'une mesure SPS n'avait pas lieu uniquement une seule fois; et qu'en fait, l'obligation de faire en sorte que les mesures SPS d'un Membre soient "adaptées" aux régions pertinentes était une "obligation continue".<sup>659</sup>

7.462. Le Groupe spécial *États-Unis – Animaux* a indiqué que l'obligation au titre de l'article 6:1 exigeait l'"adaptation" d'une mesure, ce qui, comme il l'expliquait, impliquait que la mesure en question doive être adaptée ou calibrée suivant les caractéristiques SPS spécifiques de la région concernée.<sup>660</sup> Il a également souligné qu'il y avait une obligation inhérente pour le Membre qui

<sup>652</sup> Deuxième communication écrite de la Russie, paragraphe 52.

<sup>653</sup> Deuxième communication écrite de la Russie, paragraphe 53.

<sup>654</sup> Deuxième communication écrite de la Russie, paragraphe 56.

<sup>655</sup> (note de bas de page de l'original) Les définitions pertinentes du terme "ensure" (faire en sorte) sont les suivantes: "guarantee, warrant" (garantir, assurer) et "make certain the occurrence of (an event, situation, outcome, etc.) (Foll. by that)" (rendre certain (un événement, une situation, un résultat, etc.) (suivi de que)). (*Shorter Oxford English Dictionary*, 6<sup>ème</sup> édition, A. Stevenson (éd.) (Oxford University Press, 2007), volume 1, page 840)

<sup>656</sup> (note de bas de page de l'original) *Shorter Oxford English Dictionary*, 6<sup>ème</sup> édition, A. Stevenson (éd.) (Oxford University Press, 2007), volume 1, page 24.

<sup>657</sup> Rapport de l'Organe d'appel *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 5.132. Voir également les rapports des Groupes spéciaux *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 7.668; et *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.641.

<sup>658</sup> Rapport de l'Organe d'appel *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 5.132.

<sup>659</sup> Rapport de l'Organe d'appel *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 5.154.

<sup>660</sup> Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.642.



réglementait d'adapter sa mesure non seulement à la région d'origine d'un produit, mais également à sa région de destination.<sup>661</sup>

7.463. S'agissant de la deuxième phrase de l'article 6:1, l'Organe d'appel dans l'affaire *Inde – Produits agricoles* a fait observer qu'elle "précis[ait], de manière non exhaustive, les éléments dont les Membres [devaient] tenir compte pour évaluer les caractéristiques SPS d'une région. Ces éléments compren[naient]: le degré de prévalence de maladies ou de parasites spécifiques; l'existence de programmes d'éradication ou de lutte; et les critères ou directives appropriés qui pourraient être élaborés par les organisations internationales compétentes".<sup>662</sup>

7.464. Le Groupe spécial *États-Unis – Animaux* partageait l'avis du Groupe spécial *Inde – Produits agricoles* selon lequel la deuxième phrase de l'article 6:1 "présuppos[ait] que les Membres évaluent les caractéristiques SPS d'une ... [région]", et cont[enait] "une liste de facteurs dont les Membres [devaient] tenir compte pour effectuer cette évaluation".<sup>663</sup>

7.465. Le Groupe spécial *États-Unis – Animaux* a conclu que les deux phrases de l'article 6:1 présentaient une "progression logique" selon laquelle un Membre devait "évaluer" les caractéristiques SPS d'une région donnée, en tenant compte, entre autres choses, des facteurs indiqués dans la deuxième phrase de l'article 6:1. Une fois que les caractéristiques SPS de la région ont été évaluées, le Membre est tenu d'"adapter" sa mesure SPS à ces caractéristiques.<sup>664</sup>

7.466. Le Groupe spécial *Inde – Produits agricoles* a expliqué que s'il était déterminé que les concepts de zones exemptes de maladies et de zones à faible prévalence de maladies – comme l'exigeait la première phrase de l'article 6:2 – n'étaient pas reconnus, cela amènerait alors à constater que les mesures n'étaient pas adaptées aux caractéristiques SPS de la région d'origine et de destination des produits, conformément à la première phrase de l'article 6:1.<sup>665</sup>

7.467. Le Groupe spécial *Inde – Produits agricoles* a en outre précisé que le fait qu'un Membre n'avait pas fait en sorte que ses mesures SPS soient adaptées aux caractéristiques SPS d'une région aux fins de la première phrase de l'article 6:1 pouvait justifier une constatation concomitante selon laquelle ce Membre n'avait pas tenu compte des facteurs indiqués dans la deuxième phrase de l'article 6:1 pour évaluer les caractéristiques SPS d'une région. Ce Groupe spécial a indiqué que le temps employé dans la première phrase de l'article 6:1 était le présent ("are adapted"), ce qui amenait à considérer que l'adaptation de la mesure aux caractéristiques SPS de la région était un élément de la mesure SPS *en tant que telle*, que le Membre mettant en œuvre devait faire en sorte de réaliser.<sup>666</sup> La première phrase de l'article 6:1 indique qu'un Membre doit rendre certain le *caractère approprié* de ses mesures (en l'espèce, approprié aux caractéristiques SPS de la région).<sup>667</sup>

7.468. Nous convenons avec le Groupe spécial *États-Unis – Animaux* de ce qui suit:

[L']"adaptation" d'une mesure implique que la mesure en question doive être adaptée ou calibrée suivant les caractéristiques SPS spécifiques de la région concernée. Par exemple, si la région d'origine d'un produit présentait un niveau de risque moins élevé que le reste du territoire d'un Membre exportateur, un Membre importateur serait tenu d'imposer des conditions moins strictes aux importations de produits provenant de cette région. L'inverse peut également être vrai. En effet, si la région d'origine d'un produit présente un niveau de risque plus élevé que le reste du territoire du Membre exportateur, une telle caractéristique SPS peut justifier l'imposition de restrictions à l'importation qui soient particulièrement strictes et qui ciblent cette région spécifique. Nous notons également que la première phrase de l'article 6:1 fait référence à la fois à la région "d'origine ... du produit" et à la région "de destination du produit". Cela indique que le Membre qui réglemente est tenu d'adapter sa mesure non seulement à la région d'origine d'un produit, mais également à sa région de destination. Si, par

<sup>661</sup> Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.642.

<sup>662</sup> Rapport de l'Organe d'appel *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 5.135.

<sup>663</sup> Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.643.

<sup>664</sup> Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.646.

<sup>665</sup> Rapport du Groupe spécial *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 7.709.

<sup>666</sup> Rapport du Groupe spécial *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 7.675.

<sup>667</sup> Rapport du Groupe spécial *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 7.669.

exemple, une région particulière du territoire d'un Membre importateur a un statut SPS similaire à celui de la région d'origine d'un produit (par exemple, le même degré de prévalence pour une maladie donnée), ce Membre peut être tenu d'adapter sa mesure en assouplissant les restrictions à l'importation dans cette région.<sup>668</sup>

7.469. En examinant si les États-Unis avaient adapté leur mesure aux caractéristiques SPS de la Patagonie, le Groupe spécial *États-Unis – Animaux* a évalué si le fait que les États-Unis avaient omis de reconnaître la Patagonie comme étant distincte du reste du territoire était justifié par le fait que l'Argentine n'avait pas démontré objectivement qu'au moment de l'établissement du Groupe spécial, la Patagonie était, et resterait vraisemblablement, exempte de fièvre aphteuse.<sup>669</sup> Après avoir été convaincu que l'Argentine s'était acquittée de la charge lui incombant de fournir les preuves nécessaires afin de "démontrer objectivement" que la Patagonie dans son ensemble était, et resterait vraisemblablement, exempte de fièvre aphteuse, le Groupe spécial a conclu que le fait que les États-Unis n'avaient pas reconnu la Patagonie comme étant exempte de fièvre aphteuse constituait un manquement à l'obligation d'adapter leur prohibition générale à l'importation d'animaux et de produits d'origine animale sensibles à la fièvre aphteuse en provenance d'Argentine aux caractéristiques SPS spécifiques de la région de la Patagonie, et que, par conséquent, il était incompatible avec l'article 6:1 de l'Accord SPS.<sup>670</sup>

7.470. Dans le présent différend, la Russie affirme que le Groupe spécial ne doit pas substituer sa propre appréciation du poids qui doit être accordé à certains éléments de preuve à celle du pays importateur. En fait, il doit déterminer si les circonstances et les éléments de preuve, dans leur totalité, (ou leur absence) étaient suffisants pour étayer l'objectivité de la décision de la Russie à la lumière des dispositions pertinentes du Code terrestre et des critères énoncés à l'article 6 de l'Accord SPS ainsi que des renseignements disponibles.<sup>671</sup>

7.471. Selon nous, l'approche suivie par le Groupe spécial *États-Unis – Animaux* donne des précisions sur le type d'évaluation qu'il faudrait effectuer dans le contexte de l'article 6:1. Il est nécessaire que le Groupe spécial examine le dossier des éléments de preuve et qu'il procède à une évaluation objective, conformément à son obligation au titre de l'article 11 du Mémoire d'accord, du point de savoir si la mesure contestée est adaptée aux caractéristiques de la PPA pertinentes de la région d'origine des produits en cause et de leur région de destination. Cette évaluation objective s'inscrit dans le contexte plus large du critère d'examen des groupes spéciaux que l'Organe d'appel a décrit, s'agissant de l'établissement des faits, comme n'étant "ni l'examen *de novo* proprement dit, ni la "déférence totale", mais "l'évaluation objective des faits"<sup>672</sup>, et, en ce qui concerne les questions de droit, l'article 11 du Mémoire d'accord exige qu'un groupe spécial "proc[ède] à une évaluation objective de la question dont il est saisi, y compris une évaluation objective des faits de la cause, de l'applicabilité des dispositions des accords visés pertinents et de la conformité des faits avec ces dispositions".<sup>673</sup>

7.472. Sur la base de ce qui précède, nous examinons maintenant si l'interdiction à l'échelle de l'UE est adaptée à certaines régions de l'Union européenne situées en dehors des territoires de l'Estonie, de la Lettonie, de la Lituanie et de la Pologne ainsi qu'aux caractéristiques SPS en Russie.

#### **7.5.2.3.6.3 Question de savoir si l'interdiction à l'échelle de l'UE est adaptée aux caractéristiques SPS pertinentes des régions de l'Union européenne situées en dehors des territoires de l'Estonie, de la Lettonie, de la Lituanie et de la Pologne ainsi qu'aux caractéristiques SPS de la Russie**

7.473. Nous rappelons que, conformément à l'article 6:1 de l'Accord SPS, la Russie a l'obligation d'adapter ses mesures SPS aux caractéristiques sanitaires et phytosanitaires de la région d'origine et de destination du produit. En l'espèce, il s'agit de l'adaptation aux caractéristiques SPS du territoire de l'Union européenne en dehors de l'Estonie, de la Lettonie, de la Lituanie et de

<sup>668</sup> Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.642.

<sup>669</sup> Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.670.

<sup>670</sup> Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.674.

<sup>671</sup> Deuxième communication écrite de la Russie, paragraphe 49. Voir aussi la réponse de la Russie à la question n° 113 du Groupe spécial, paragraphes 190 à 196.

<sup>672</sup> Rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphe 117.

<sup>673</sup> Rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphe 118.

la Pologne ainsi qu'aux caractéristiques SPS de la Russie.<sup>674</sup> Pour déterminer si la Russie a procédé à cette adaptation, nous examinerons tout d'abord les caractéristiques SPS dans chacune de ces régions puis nous analyserons si l'interdiction à l'échelle de l'UE est effectivement adaptée à ces caractéristiques.

7.474. Dans la section 7.5.2.3.5 plus haut, nous avons examiné si l'Union européenne avait démontré objectivement qu'il y avait des zones exemptes de maladies, qui le resteraient vraisemblablement, en dehors du territoire de l'Estonie, de la Lettonie, de la Lituanie et de la Pologne, conformément à l'article 6:3 de l'Accord SPS. Après avoir examiné les preuves fournies par l'Union européenne à la Russie, nous avons constaté, plus haut au paragraphe 7.449, que c'était bien le cas.

7.475. Les programmes de surveillance et de lutte que l'Union européenne a mis en place concernant la PPA sont un élément important à l'appui de cette conclusion. Ils sont prévus dans le cadre juridique global concernant la PPA, à savoir la Directive 2002/60/CE du Conseil, que nous décrivons plus haut au paragraphe 7.433 et plus loin dans l'appendice 2. En outre, le site d'habitat limité des sangliers étaye la conclusion selon laquelle les zones exemptes de PPA dans l'Union européenne le resteront vraisemblablement.<sup>675</sup>

7.476. Sur la base de ce qui précède, nous concluons que les zones de l'Union européenne situées en dehors de l'Estonie, de la Lettonie, de la Lituanie et de la Pologne se caractérisent comme étant des zones exemptes de PPA qui le resteront vraisemblablement. C'est à cette caractéristique particulière que la Russie a l'obligation d'adapter ses mesures.

7.477. À notre avis, le fait d'imposer une interdiction pure et simple sur les produits non traités en cause, comme celle que la Russie impose par le biais de l'interdiction à l'échelle de l'UE, et le fait de ne pas reconnaître l'existence de zones exemptes de PPA sur le territoire de l'Union européenne équivalent à ne pas adapter la mesure aux caractéristiques sanitaires et phytosanitaires du territoire de l'Union européenne en dehors de l'Estonie, de la Lettonie, de la Lituanie et de la Pologne.

7.478. Par ailleurs, nous avons fait observer que des foyers de PPA étaient apparus en Russie à partir de 2007 et que cette maladie n'avait pas été éradiquée dans ce pays.<sup>676</sup> À notre avis, cela fait partie des caractéristiques SPS du territoire de destination des produits en cause en provenance de l'Union européenne auxquelles la Russie doit aussi adapter sa mesure. Les experts SPS consultés par le Groupe spécial ont souligné à maintes reprises qu'il "[était] nécessaire de rappeler que la [Fédération de Russie] n'[était] pas un pays exempt de PPA".<sup>677</sup>

7.479. Le Groupe spécial *États-Unis – Animaux* a fait remarquer que "[s]i, par exemple, une région particulière du territoire d'un Membre importateur [avait] un statut SPS similaire à celui de la région d'origine d'un produit (par exemple, le même degré de prévalence pour une maladie donnée), ce Membre [pouvait] être tenu d'adapter sa mesure en assouplissant les restrictions à l'importation dans cette région".<sup>678</sup> Nous souscrivons à cette déclaration, en ce sens que le degré de prévalence d'une maladie donnée sur le territoire du Membre importateur fait partie intégrante de ce à quoi ce Membre doit adapter ses mesures SPS. Nous rappelons également l'observation suivante du docteur Thomson: "il me semble que le problème à l'examen est un problème régional englobant le Caucase, les États Baltes, la Fédération de Russie et la partie orientale de l'UE. Comme il est indiqué ailleurs, du point de vue de la PPA, l'ensemble de la région semble, à peu de

<sup>674</sup> Voir aussi la réponse du professeur Penrith à la question n° 13 du Groupe spécial, paragraphe 2.126 de la compilation des réponses des experts individuels, dans laquelle elle estime qu'"[i]l y a 27 États dans l'UE; [et que] l'on ne peut pas considérer que tous présentent un risque de PPA égal pour la Russie. Par exemple, au moins en ce qui concerne la dissémination par la migration des sangliers, cela n'aurait guère de sens que le Royaume-Uni et l'Irlande, ainsi que Malte, Chypre et toute autre île de l'UE, y compris la Sardaigne bien qu'elle ne soit pas exempte de PPA, soient tenus de fournir des renseignements détaillés sur les populations de sangliers et leurs mouvements ...".

<sup>675</sup> Voir plus haut le paragraphe 7.446.

<sup>676</sup> Voir la première communication écrite de la Russie, paragraphe 23 (faisant référence à l'interface WAHIS de l'OIE, rapports récapitulant les événements, peste porcine africaine, Russie (2007-2014) (pièce RUS-144)); réponse de la Russie à la question n° 143 du Groupe spécial, paragraphe 264; et deuxième communication écrite de la Russie, paragraphes 146 et 147. Voir aussi plus haut les paragraphes 4.22 à 4.24.

<sup>677</sup> Dr Thomson, réponse à la question n° 13 du Groupe spécial, paragraphe 2.128.

<sup>678</sup> Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.642.

choses près, se trouver dans la même situation. La majeure partie de la vaste superficie de l'UE se situe en dehors de cette région ..."<sup>679</sup> Cela ne veut pas dire qu'un pays dans lequel il existe une maladie ne peut pas imposer de restrictions à l'importation pour prévenir une nouvelle entrée de la maladie dans les régions où des mesures de lutte ont été mises en place ou pour prévenir sa propagation à des zones du pays importateur qui en sont exemptes. En réalité, le fait qu'une maladie existe déjà dans la région d'importation et le fait qu'elle fasse l'objet de contrôles officiels sont des facteurs à prendre en considération pour déterminer si une mesure particulière, qui est appliquée aux produits importés, est adaptée aux caractéristiques SPS de la région de destination d'un produit.

7.480. En outre, conformément à la deuxième phrase de l'article 6:1, pour évaluer les caractéristiques SPS d'une région, les Membres tiendront compte, entre autres choses, du degré de prévalence de maladies ou de parasites spécifiques, de l'existence de programmes d'éradication ou de lutte, et des critères ou directives appropriés qui pourraient être élaborés par les organisations internationales compétentes. À notre avis, étant donné qu'un Membre a besoin de savoir quelles sont les caractéristiques SPS auxquelles ses mesures SPS doivent être adaptées, il lui serait difficile d'agir conformément à ses obligations au titre de l'article 6:1 sans avoir procédé à une évaluation des régions d'origine et de destination des produits en cause.

7.481. Nous convenons avec le Groupe spécial *États-Unis – Animaux* de ce qui suit: "l'obligation de "tenir compte" des facteurs énumérés dans la deuxième phrase [de l'article 6:1] est intrinsèquement liée aux obligations relatives à l'évaluation des risques au titre de l'article 5 de l'Accord SPS. En particulier, l'article 5:2 impose aux Membres qui procèdent à une évaluation des risques de "tenir compte", entre autres choses, de la "prévalence de maladies ou parasites spécifiques" et de l'"existence de zones exemptes de parasites ou de maladies" lorsqu'ils évaluent les risques comme le prescrit l'article 5:1. Par conséquent, il est raisonnable de conclure que l'évaluation des caractéristiques SPS d'une région, tenant compte des facteurs énumérés dans la deuxième phrase de l'article 6:1, pourrait être effectuée dans le cadre de l'évaluation des risques faite par un Membre".<sup>680,681</sup>

7.482. Il n'est pas contesté que la Russie n'a pas fondé son interdiction à l'échelle de l'UE sur une évaluation des risques. Dans la section 7.5.5 plus loin, nous examinons les justifications que la Russie a avancées pour se dispenser du respect de son obligation, en vertu de l'article 5:1, de fonder ses mesures SPS sur une évaluation des risques. Nonobstant notre examen figurant dans la section 7.5.5 plus loin, nous jugeons pertinent pour notre analyse au titre de l'article 6:1 le fait que la Russie n'a pas procédé à une évaluation des risques liés à l'importation des produits en cause en provenance du territoire de l'Union européenne en dehors de l'Estonie, de la Lettonie, de la Lituanie et de la Pologne. En particulier, nous considérons que l'absence d'une évaluation des risques limite la capacité d'un Membre d'évaluer les caractéristiques SPS du lieu d'origine des produits en question.

7.483. En l'espèce, nous considérons que le fait de refuser les importations de marchandises en provenance de l'une quelconque des régions de l'Union européenne situées en dehors de l'Estonie, de la Lettonie, de la Lituanie et de la Pologne dont l'Union européenne a démontré qu'elles étaient exemptes de PPA et qu'elles le resteraient vraisemblablement, et le fait de ne pas adapter l'interdiction à l'échelle de l'UE de manière à faire en sorte qu'elle soit adaptée à la présence de la PPA dans certaines zones en Russie, constituent un manquement à l'obligation de la Russie au titre de l'article 6:1. Ce manquement est encore corroboré par le fait que la Russie n'a pas procédé à une évaluation des risques selon qu'il était approprié en fonction des circonstances, ce qui, en l'espèce, impliquait de procéder à un examen exhaustif, comprenant la justification scientifique correspondante, des mesures de régionalisation adoptées par l'Union européenne.

#### 7.5.2.3.6.4 Conclusion

7.484. Sur la base de ce qui précède, nous constatons que la Russie n'a pas adapté l'interdiction à l'échelle de l'UE aux caractéristiques SPS concernant la PPA des régions d'origine des produits

<sup>679</sup> Dr Thomson, réponse à la question n° 5 de l'UE, procès-verbal, paragraphe 1.128.

<sup>680</sup> (note de bas de page de l'original) Notre affirmation ne devrait pas être lue comme excluant la possibilité d'autres situations dans lesquelles l'article 6:1 pourrait être appliqué en l'absence d'une évaluation des risques.

<sup>681</sup> Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.644.

visés par cette mesure, ni aux caractéristiques SPS concernant la PPA en Russie. Nous constatons, par conséquent, que l'interdiction à l'échelle de l'UE est incompatible avec l'article 6:1 de l'Accord SPS.

#### **7.5.2.4 Conclusion concernant la compatibilité de l'interdiction à l'échelle de l'UE avec l'article 6 de l'Accord SPS**

7.485. Dans la présente section, nous constatons que la Russie reconnaît les concepts de zones exemptes de parasites ou de maladies, et de zones à faible prévalence de parasites ou de maladies en ce qui concerne la PPA, et, par conséquent, que l'interdiction à l'échelle de l'UE n'est pas incompatible avec les obligations de la Russie au titre de l'article 6:2 de l'Accord SPS.<sup>682</sup>

7.486. Nous constatons également que, pendant la période comprise entre le 7 février et le 11 septembre 2014, l'Union européenne a démontré objectivement à la Russie, conformément à l'article 6:3, qu'il y avait des zones de son territoire, en dehors de l'Estonie, de la Lettonie, de la Lituanie et de la Pologne, qui étaient exemptes de PPA et qui le resteraient vraisemblablement.<sup>683</sup>

7.487. Enfin, nous constatons que la Russie n'a pas adapté l'interdiction à l'échelle de l'UE aux caractéristiques SPS concernant la PPA des régions d'origine des produits visés par cette mesure ni aux caractéristiques SPS concernant la PPA en Russie. Par conséquent, l'interdiction à l'échelle de l'UE est incompatible avec l'article 6:1.<sup>684</sup>

#### **7.5.3 Allégations au titre de l'article 3:1 de l'Accord SPS (suite)**

##### **7.5.3.1 Évaluation de l'interdiction à l'échelle de l'UE à la lumière de la norme internationale pertinente afin de déterminer si elle est "établie sur la base" de cette norme**

7.488. Dans la section 7.5.1.3.4 plus haut, nous avons discerné le sens des normes internationales pertinentes en l'espèce, lesquelles sont énoncées dans le Code terrestre. À la fin de cette section, nous avons indiqué que, à la suite de notre examen du sens des normes internationales pertinentes applicables aux produits non traités à la lumière des arguments des parties et des circonstances dans le présent différend, nous avons conclu que, avant de comparer l'interdiction à l'échelle de l'UE avec ces normes aux fins de déterminer si cette mesure était "établie sur la base" de celles-ci, nous jugions approprié et instructif de procéder à l'examen des allégations de l'Union européenne au titre de l'article 6 de l'Accord SPS.<sup>685</sup> Après avoir procédé à notre examen de ces allégations et formulé les constatations correspondantes, nous reprenons maintenant notre examen de la question de savoir si l'interdiction à l'échelle de l'UE est établie sur la base des dispositions pertinentes du Code terrestre applicables aux produits non traités en cause.

7.489. Dans la section 7.5.1.3.2 plus haut, nous avons expliqué le critère juridique applicable au titre de l'article 3:1 de l'Accord SPS. Pour qu'une mesure soit établie sur la base d'une norme internationale pertinente, elle devrait avoir cette norme comme "principe fondamental", comme "point de départ", ou être "étayée" par celle-ci. En outre, s'il est constaté qu'une mesure est en contradiction avec la norme, c'est-à-dire qu'elle s'en écarte fondamentalement, on ne peut pas dûment conclure que cette norme internationale a été utilisée "comme base de" la mesure correspondante.<sup>686</sup> Eu égard à ces critères, nous passons à présent à la question de savoir si l'interdiction à l'échelle de l'UE est "établie sur la base" des dispositions pertinentes du Code terrestre.

7.490. Nous rappelons que les dispositions du Code terrestre relatives au statut sanitaire au regard de la PPA prévoient la reconnaissance de pays, zones et compartiments exemptes de PPA. Ainsi, les articles 15.1.2, 15.1.3 et 15.1.4 font chacun référence à un "pays", à une "zone" ou à un "compartiment" exempt de PPA sur le même plan, sans imposer d'ordre, de préférence ou de

<sup>682</sup> Voir plus haut la section 7.5.2.3.4.

<sup>683</sup> Voir plus haut la section 7.5.2.3.5.

<sup>684</sup> Voir plus haut la section 7.5.2.3.6.

<sup>685</sup> Voir plus haut le paragraphe 7.330.

<sup>686</sup> Voir plus haut le paragraphe 7.254.

hiérarchie entre ces trois termes. De plus, conformément aux articles 15.1.5 (applicable au commerce des porcins vivants), 15.1.12 (applicable au commerce de la viande de porc et des préparations à base de viande de porc) et 15.1.14 (applicable aux préparations à base de viande de porc), le commerce de certains produits du porc et à base de viande de porc est sans danger lorsque ces produits sont issus d'animaux provenant d'un pays ou d'une zone exempt de PPA.<sup>687</sup>

7.491. Dans la section 7.5.2.3.5 plus haut, nous concluons que l'Union européenne a fourni à la Russie les preuves nécessaires afin de démontrer objectivement que des zones de l'Union européenne en dehors de l'Estonie, de la Lettonie, de la Lituanie et de la Pologne sont exemptes de PPA et le resteront vraisemblablement.<sup>688</sup>

7.492. Nous rappelons également que, conformément au Mémoire de 2006<sup>689</sup>, le libellé du certificat vétérinaire bilatéral qui avait été convenu entre l'Union européenne et la Russie autorise l'importation des produits concernés qui sont accompagnés d'une attestation indiquant que les produits en cause "... proviennent de locaux et/ou du territoire administratif de l'État membre de l'UE, officiellement exempts des maladies contagieuses suivantes: peste porcine africaine – durant les trois dernières années sur le territoire de l'UE, à l'exclusion de la Sardaigne".<sup>690</sup> Jusqu'à l'apparition du premier foyer de PPA en Lituanie en janvier 2014, l'ensemble du territoire de l'Union européenne (à l'exception de la Sardaigne) avait été reconnu par la Russie comme étant exempt de PPA pendant au moins les "trois dernières années". Suite à l'apparition de ce foyer de PPA en Lituanie, la Russie a interdit certains produits en provenance de tous les États membres de l'UE, même des autres États membres qui n'avaient pas connu de cas de PPA. Le Groupe spécial rappelle que chacun des États membres de l'UE est membre de l'OIE à titre individuel.<sup>691</sup>

7.493. Étant donné que les dispositions pertinentes du Code terrestre appellent les membres de l'OIE à prévoir la possibilité d'une reconnaissance du statut exempt de PPA (historiquement ou sur la base de programmes d'éradication) pour un pays ou une "zone", le fait que la Russie n'a même pas prévu la possibilité d'effectuer des importations en provenance des États membres de l'UE non affectés, depuis janvier 2014, équivaut, selon nous, à "s'écarter fondamentalement" des dispositions du Code terrestre traitant du statut exempt de PPA, en particulier, les articles 15.1.2 à 15.1.4. En conséquence, nous constatons, s'agissant des produits non traités, que l'interdiction à l'échelle de l'UE est contraire aux normes internationales pertinentes et ne peut donc pas être considérée comme ayant été "établie sur la base" de ces normes aux fins de l'article 3:1 de l'Accord SPS.

### 7.5.3.2 Conclusion

7.494. Sur la base de ce qui précède, nous constatons que l'interdiction à l'échelle de l'UE n'est pas établie sur la base du Code terrestre et qu'elle est donc incompatible avec l'obligation de la Russie d'établir ses mesures SPS sur la base de normes internationales, conformément à l'article 3:1 de l'Accord SPS.

<sup>687</sup> Voir plus haut la section 7.5.1.3.4.2.

<sup>688</sup> Voir plus haut la section 7.5.2.3.5.4.

<sup>689</sup> Mémoire de 2006 du 4 avril 2006 entre l'Union européenne et la Russie sur les principes de zonage et de compartimentation en matière vétérinaire (pièce EU-61).

<sup>690</sup> Certificat vétérinaire pour les porcelets à l'engrais (pièce EU-52). Un texte semblable figure dans les certificats suivants: certificat vétérinaire pour les porcins destinés à la reproduction, exportés de l'UE vers la Russie, 11 août 2006 (certificat vétérinaire pour les porcins destinés à la reproduction) (pièce EU-53); certificat vétérinaire pour la viande de porc et les préparations à base de viande de porc crue, exportées de l'UE vers la Russie, 11 août 2006 (certificat vétérinaire pour la viande de porc et les préparations à base de viande de porc crue) (pièce EU-54); certificat vétérinaire pour les porcins destinés à l'abattage, exportés de l'UE vers la Russie, 16 décembre 2009 (certificat vétérinaire pour les porcins destinés à l'abattage) (pièce EU-55); certificat vétérinaire pour les produits alimentaires finis, contenant des matières premières d'origine animale, exportés de l'UE vers la Russie, 24 mai 2011 (certificat vétérinaire pour les produits alimentaires finis) (pièce EU-56); certificat vétérinaire pour la viande en conserve, les salamis et autres produits carnés prêts à consommer, exportés de l'UE vers la Russie, 24 mai 2011 (certificat vétérinaire pour la viande en conserve, les salamis et autres produits carnés prêts à consommer) (pièce EU-57).

<sup>691</sup> Réponses de l'OIE à la question n° 27 du Groupe spécial.

## 7.5.4 Allégations au titre de l'article 8 et de l'Annexe C de l'Accord SPS

### 7.5.4.1 Principaux arguments des parties

#### 7.5.4.1.1 Union européenne

7.495. L'Union européenne allègue que la Russie n'a pas modifié, et ne modifie toujours pas, les mesures en cause en vue de permettre la reprise des importations en Russie des produits en cause en provenance de zones non affectées de l'Union européenne et/ou des produits traités ou transformés de manière appropriée. Dans son allégation au titre de l'article 8 et de l'Annexe C de l'Accord SPS, l'Union européenne fait référence à "l'acceptation des mesures de régionalisation de l'UE".<sup>692</sup> Elle fait valoir que la Russie n'a pas fait en sorte que les procédures visant à vérifier et à assurer le respect des mesures SPS soient engagées et achevées sans retard injustifié et d'une manière non moins favorable pour les produits importés que pour les produits similaires d'origine nationale, conformément à l'Annexe C 1) a). L'Union européenne soutient en outre que la Russie ne s'est pas acquittée de ses obligations dans l'application des procédures d'homologation prévues à l'Annexe C 1) b). Par ailleurs, elle allègue que la Russie n'a pas fait en sorte que les demandes de renseignements soient limitées à ce qui était nécessaire pour que les procédures de contrôle, d'inspection et d'homologation soient appropriées, comme indiqué à l'Annexe C 1) c). À cet égard, l'Union européenne conclut que les mesures de la Russie sont contraires à l'Annexe C 1) a), b) et c) de l'Accord SPS et, par conséquent, à l'article 8 de l'Accord SPS.

#### 7.5.4.1.2 Russie

7.496. La Russie soutient que le champ des procédures de contrôle, d'inspection et d'homologation tel qu'il est établi à l'article 8 et à l'Annexe C de l'Accord SPS ne couvre pas les allégations de l'Union européenne et les éléments de preuve présentés. De plus, elle affirme que, même si le champ de l'Annexe C couvrirait effectivement les mesures faisant l'objet des allégations de l'Union européenne, celle-ci n'a pas présenté d'éléments de preuve suffisants et ne s'est pas acquittée de la charge qui lui incombait d'établir *prima facie* l'existence d'une violation de l'article 8 et de l'Annexe C 1) a), b) et c) de l'Accord SPS. En ce qui concerne l'interdiction à l'échelle de l'UE, la Russie fait valoir que l'Union européenne n'a pas démontré que les mesures "provisaires" appliquées par la Russie aux zones non affectées de l'Union européenne étaient incompatibles avec l'article 8 et l'Annexe C de l'Accord SPS. La Russie affirme qu'elle réexamine régulièrement ses mesures provisoires, mais que le fait que l'Union européenne n'a pas fourni de renseignements suffisants a causé le retard actuel. Selon la Russie, un ou plusieurs des experts auprès du Groupe spécial ont jugé pertinentes un certain nombre des questions posées par la Russie en ce qui concerne tous les États membres de l'UE.<sup>693</sup>

### 7.5.4.2 Principaux arguments des tierces parties

#### 7.5.4.2.1 Brésil

7.497. Le Brésil fait référence à l'argument de la Russie selon lequel les négociations aboutissant à l'adoption d'une procédure ne relèvent pas du champ d'application de l'article 8 et l'Annexe C de l'Accord SPS. Il estime que l'existence de négociations au sujet de certaines procédures n'est pas en soi un critère décisif aux fins de la détermination de l'applicabilité de l'article 8.<sup>694</sup> En outre, il mentionne la prescription imposant d'achever les procédures SPS sans retard injustifié, et souligne que ce retard sera injustifié s'il est dénué de justification, excessif, ou disproportionné.<sup>695</sup>

#### 7.5.4.2.2 États-Unis

7.498. Les États-Unis estiment que l'allégation de l'Union européenne au titre de l'article 8 et de l'Annexe C de l'Accord SPS repose sur une prémisse erronée, à savoir que les mesures en cause relèvent du champ d'application de ces dispositions, parce qu'il ne s'agit pas des procédures de

<sup>692</sup> Deuxième communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 161.

<sup>693</sup> Observations de la Russie concernant les réponses des experts aux questions n° 12 et n° 13 du Groupe spécial.

<sup>694</sup> Communication du Brésil en tant que tierce partie, paragraphes 22 à 27.

<sup>695</sup> Communication du Brésil en tant que tierce partie, paragraphes 28 à 33.



contrôle, d'inspection ou d'homologation d'une mesure SPS existante, mais plutôt d'une demande de modification de la portée de cette mesure.<sup>696</sup>

### 7.5.4.3 Analyse du Groupe spécial

#### 7.5.4.3.1 Introduction

7.499. L'Union européenne formule ses allégations au titre des dispositions de l'Accord SPS relatives aux procédures de contrôle, d'inspection et d'homologation dans l'ordre suivant: i) l'Annexe C 1), en faisant en particulier référence à ses alinéas a), b) et c); et ii) l'article 8. Elle fait valoir qu'à la lumière des arguments qu'elle a présentés au titre de l'Annexe C 1), la Russie a enfreint les dispositions de l'Annexe C 1) a), b) et c), et par conséquent, de l'article 8.<sup>697</sup> La Russie présente ses arguments à la fois au titre de l'article 8 et de l'Annexe C 1), y compris les dispositions pertinentes de ses alinéas a), b) et c).

7.500. Le Groupe spécial est appelé à examiner le champ d'application de l'article 8 et de l'Annexe C de l'Accord SPS, et à évaluer les allégations d'incompatibilité formulées par l'Union européenne en ce qui concerne l'Annexe C 1) a), b) et c). Avant de passer à l'évaluation en question, nous indiquons les dispositions juridiques pertinentes.

#### 7.5.4.3.2 Dispositions juridiques pertinentes

7.501. L'article 8 de l'Accord SPS, intitulé "Procédures de contrôle, d'inspection et d'homologation", dispose ce qui suit:

Les Membres se conformeront aux dispositions de l'Annexe C dans l'application des procédures de contrôle, d'inspection et d'homologation, y compris les systèmes nationaux d'homologation de l'usage d'additifs ou d'établissement de tolérances pour les contaminants dans les produits alimentaires, les boissons ou les aliments pour animaux, et par ailleurs feront en sorte que leurs procédures ne soient pas incompatibles avec les dispositions du présent accord.

7.502. L'Annexe C de l'Accord SPS s'intitule "Procédures de contrôle, d'inspection et d'homologation". La note de bas de page relative au titre de cette annexe indique ce qui suit:

[7] Les procédures de contrôle, d'inspection et d'homologation comprennent, entre autres, les procédures d'échantillonnage, d'essai et de certification.

7.503. La partie pertinente de l'Annexe C 1) dispose ce qui suit:

1. En ce qui concerne toutes procédures visant à vérifier et à assurer le respect des mesures sanitaires ou phytosanitaires, les Membres feront en sorte:

a) que ces procédures soient engagées et achevées sans retard injustifié et d'une manière non moins favorable pour les produits importés que pour les produits similaires d'origine nationale;

b) que la durée normale de chaque procédure soit publiée ou que la durée prévue soit communiquée au requérant s'il le demande; que, lorsqu'il recevra une demande, l'organisme compétent examine dans les moindres délais si la documentation est complète et informe le requérant de manière précise et complète de toutes les lacunes; que l'organisme compétent communique les résultats de la procédure au requérant aussitôt que possible et de manière précise et complète afin que des correctifs puissent être apportés en cas de nécessité; que, même lorsque la demande comportera des lacunes, l'organisme compétent mène la procédure aussi loin que cela sera réalisable, si le requérant le demande;

<sup>696</sup> Communication des États-Unis en tant que tierce partie, paragraphes 12 à 18.

<sup>697</sup> Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 344.

et que, s'il le demande, le requérant soit informé du stade de la procédure, ainsi que des raisons d'éventuels retards;

c) que les demandes de renseignements soient limitées à ce qui est nécessaire pour que les procédures de contrôle, d'inspection et d'homologation, y compris l'homologation de l'usage d'additifs ou l'établissement de tolérances pour les contaminants dans les produits alimentaires, les boissons ou les aliments pour animaux, soient appropriées;

7.504. L'article 8 de l'Accord SPS exige que les Membres "se conform[ent] aux dispositions de l'Annexe C dans l'application des procédures de contrôle, d'inspection et d'homologation", incorporant ainsi les disciplines de l'Annexe C dans le dispositif de l'Accord SPS. Cela est conforme au libellé de l'article 1:3 de l'Accord SPS, qui énonce que "[l]es annexes [ ] font partie intégrante de [l']accord". Ainsi, le fait de ne pas se conformer aux obligations énoncées à l'Annexe C 1) "implique une violation de l'article 8".<sup>698</sup> En conséquence, le Groupe spécial déterminera d'abord si la Russie a manqué à ses obligations au titre de l'Annexe C 1) a), b) et c). S'il est établi que la Russie a manqué à ses obligations au titre de l'Annexe C, cela signifiera donc que l'article 8 a lui aussi été enfreint.

7.505. Comme la Russie conteste que ses actions contestées relèvent de l'article 8 et de l'Annexe C 1) de l'Accord SPS, le Groupe spécial examinera en premier lieu si l'article 8 et l'Annexe C 1) de l'Accord SPS sont applicables aux actions de la Russie. Si nous constatons que les actions contestées relèvent de ces dispositions, nous procéderons à l'évaluation des allégations d'incompatibilité avec l'Annexe C 1) a) à c) et, par conséquent, avec l'article 8, qui sont formulées par l'Union européenne.

#### **7.5.4.3.3 Question de savoir si les actions contestées de la Russie relèvent de l'article 8 et de l'Annexe C 1) de l'Accord SPS**

##### **7.5.4.3.3.1 Plainte de l'Union européenne**

7.506. Dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial, l'Union européenne allègue que les mesures en cause sont contraires à:

L'article 8 et l'Annexe C.1) a), b) et c) de l'Accord SPS, parce que la Russie n'a pas modifié, et ne modifie pas, les mesures en cause en vue de permettre la reprise des importations en Russie des produits visés en provenance de zones non affectées de l'UE et/ou des produits traités ou transformés de manière appropriée. L'UE a contacté la Russie à plusieurs reprises depuis le début de février 2014 pour que les mesures en cause soient adaptées aux conditions régionales dans l'UE. La Russie a obtenu tous les renseignements demandés, ainsi que d'autres renseignements fournis à l'initiative de l'UE. Par ailleurs, une série de réunions bilatérales ont eu lieu entre les autorités de l'UE et les autorités russes entre février et juin 2014, au cours desquelles d'autres renseignements et explications ont été fournis. Le retard injustifié qui a été pris est dû, entre autres choses, à ce qui suit:

- la lettre du 12 mars 2014 du Service fédéral de surveillance vétérinaire et phytosanitaire russe (FS-SD-4/3620);
- l'absence de réponse aux invitations du 31 janvier et du 14 février 2014 présentées par les autorités de l'UE en vue de tenir des réunions d'urgence;
- l'absence de réponse aux renseignements et explications additionnels fournis par l'UE dans une lettre du 21 mai 2014;

<sup>698</sup> Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Volaille (Chine)*, paragraphe 7.394. Voir aussi le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.62. Dans l'affaire *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques*, le Groupe spécial a constaté que le fait de ne pas se conformer aux dispositions de l'Annexe C de l'Accord SPS impliquait une infraction corollaire à l'article 8. Rapports du Groupe spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques*, paragraphe 7.1569.

- la demande de réponses à des questions auxquelles l'UE avait déjà donné des réponses exhaustives – dans une lettre datée du 16 mai 2014 que l'UE n'avait toutefois reçue que le 4 juin 2014 (FS-EN-8/7999);
- la demande de réponses à des questions qui n'étaient pas pertinentes pour le cas d'espèce (par exemple renseignements sur des établissements situés dans des zones non affectées ventilés en fonction du volume de la production et de la biosécurité);
- l'envoi tardif des invitations nécessaires pour les visas en vue d'une réunion technique qu'il avait été convenu le 21 février d'organiser les 24-25 février 2014, et qui n'a finalement eu lieu que le 7 mars 2014. En conséquence, il apparaît que la Russie ne s'est pas conformée aux dispositions de l'Annexe C de l'Accord SPS dans l'application des procédures de contrôle, d'inspection et d'homologation et n'a par ailleurs pas fait en sorte que ses procédures ne soient pas incompatibles avec les dispositions de l'Accord SPS, comme l'exige l'article 8 dudit accord.

De plus, la Russie n'a pas fait en sorte, en ce qui concerne ses procédures visant à vérifier et à assurer le respect des mesures sanitaires, que ces procédures soient engagées et achevées sans retard injustifié et d'une manière non moins favorable pour les produits importés que pour les produits similaires d'origine nationale, comme l'exige l'Annexe C.1 a) de l'Accord SPS.

En ce qui concerne l'Annexe C.1) b) de l'Accord SPS, la Russie n'a pas fait en sorte que la durée normale de chaque procédure soit publiée ou que la durée prévue soit communiquée au requérant s'il le demande; que, lorsqu'il reçoit une demande, l'organisme compétent examine dans les moindres délais si la documentation est complète et informe le requérant de manière précise et complète de toutes les lacunes; que l'organisme compétent communique les résultats de la procédure au requérant aussitôt que possible et de manière précise et complète afin que des correctifs puissent être apportés en cas de nécessité; que, même lorsque la demande comporte des lacunes, l'organisme compétent mène la procédure aussi loin que cela est réalisable, si le requérant le demande; et que, s'il le demande, le requérant soit informé du stade de la procédure, ainsi que des raisons d'éventuels retards.

Enfin, en ce qui concerne l'Annexe C.1) c) de l'Accord SPS, la Russie n'a pas fait en sorte que les demandes de renseignements soient limitées à ce qui était nécessaire pour que les procédures de contrôle, d'inspection et d'homologation soient appropriées.<sup>699</sup>

7.507. Dans le cadre de la procédure du Groupe spécial, l'Union européenne affirme, en ce qui concerne l'article 8 et l'Annexe C de l'Accord SPS, que l'acceptation de ses mesures de régionalisation ne constitue pas une négociation entre deux Membres, contrairement à ce que fait valoir la Russie, mais en fait un échange objectif de renseignements nécessitant une décision de la part du Membre importateur.<sup>700</sup> L'Union européenne énumère une série d'événements survenus à partir du début de février 2014 qui constituent, selon elle, un retard injustifié dans la procédure, y compris i) la demande répétée par la Russie de renseignements déjà fournis; ii) les demandes par la Russie de renseignements non pertinents; ou iii) l'absence de réponse de la Russie aux renseignements et explications additionnels fournis par l'Union européenne.<sup>701</sup>

7.508. La Russie fait valoir que l'Union européenne, dans son allégation concernant le retard injustifié de la Russie pour répondre aux communications ou aux demandes d'entretien, ne fournit que quelques renseignements sur les discussions et les échanges qui ont eu lieu entre elles.<sup>702</sup> Elle

<sup>699</sup> Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Union européenne, pages 5 et 6 (WT/DS475/2).

<sup>700</sup> Deuxième communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 162.

<sup>701</sup> Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 339; réponse de l'Union européenne à la question n° 194 du Groupe spécial, paragraphes 383 et 384; et deuxième communication écrite de l'Union européenne, paragraphes 161 et 167 à 183.

<sup>702</sup> Première communication écrite de la Russie, paragraphes 432 et 433. En ce qui concerne l'article 8 et l'Annexe C 1) a), la Russie souligne que l'Union européenne fait référence dans ses allégations aux "zones

fait valoir que les éléments de preuve fournis par l'Union européenne donnent une image globale faussée de l'échange constant de renseignements et des négociations intensives sur la régionalisation, y compris les nombreuses explications fournies par la Russie au sujet de l'insuffisance des renseignements présentés. La Russie conclut que l'Union européenne a simplement affirmé qu'il y avait violation de l'article 8 et de l'Annexe C 1) a) en signalant des retards allégués dans l'évaluation des demandes de régionalisation, sans démontrer que ces retards étaient "injustifiés". La Russie affirme que, même si le champ des procédures couvrait les mesures faisant l'objet des allégations de l'Union européenne, celle-ci n'a pas présenté d'éléments de preuve suffisants et ne s'est pas acquittée de la charge qui lui incombait d'établir *prima facie* l'existence d'une violation de l'article 8 et de l'Annexe C 1) a), b) et c) de l'Accord SPS.

7.509. Dans la mesure où l'Union européenne conteste le fait que la Russie, à ce jour, n'a pas accepté sa demande de reconnaissance de zones exemptes de PPA, nous ne voyons, dans l'article 8 ou dans l'Annexe C 1) a) à c), aucune obligation exigeant un *résultat* particulier en ce qui concerne les procédures dont ces dispositions traitent.<sup>703</sup> Nous croyons comprendre néanmoins que l'Union européenne conteste le processus d'examen par la Russie de sa demande de reconnaissance de zones exemptes de PPA, en particulier en ce qui concerne certains renseignements demandés par la Russie.<sup>704</sup>

7.510. Par conséquent, nous allons d'abord examiner si ce processus entre dans le champ d'application de l'article 8 et de l'Annexe C. Dans le cadre de cet examen, nous analyserons si les actions de la Russie, en tant que Membre défendeur, qui ont été indiquées, constituaient "toutes procédures" entrant dans le champ d'application de l'article 8 et de l'Annexe C 1). Si c'est le cas, nous examinerons si ces procédures visaient "à vérifier et à assurer le respect des mesures sanitaires ou phytosanitaires".<sup>705</sup>

#### 7.5.4.3.3.2 Champ des procédures de contrôle, d'inspection et d'homologation

##### "[T]outes" procédures

7.511. L'Union européenne invoque, à l'appui de son argument selon lequel les actions contestées de la Russie entrent dans le champ d'application de l'Annexe C 1) et de l'article 8, plusieurs dispositions de l'Accord SPS comme l'article 6:3, la note de bas de page 7 de cet accord et l'article 4:1, et fait référence aux Directives du Comité SPS concernant l'article 6.<sup>706</sup> Elle ne considère pas que l'acceptation des mesures de régionalisation constitue une "négociation" entre deux Membres différents. Il s'agit plutôt d'un échange objectif de renseignements, et la décision du Membre importateur doit être prise en tenant compte des facteurs objectifs et rationnels du type de ceux qui sont énoncés de façon non exhaustive dans la seconde phrase de l'article 6:2 de

---

non affectées de l'UE", sans préciser ce qu'elle entend par là. Elle indique qu'elle présente ses arguments en supposant que l'Union européenne fait référence à l'Estonie, à la Lettonie, à la Lituanie et à la Pologne.

<sup>703</sup> Nous ne voulons pas dire qu'il n'y a pas dans ces dispositions d'obligation fondamentale de parvenir à une décision (voir les rapports du Groupe spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques*, paragraphe 7.1494). En fait, ces dispositions prévoient une prescription imposant d'exécuter une procédure et d'arriver à une détermination finale, qu'elle soit positive ou négative. Voir, par exemple, le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.112.

<sup>704</sup> Rapport de l'Organe d'appel *Australie – Pommes*, paragraphes 420 et suivants. Dans son rapport sur l'affaire *Australie – Pommes*, l'Organe d'appel a précisé qu'un plaignant jouissait d'un pouvoir discrétionnaire en ce qui concerne l'indication des mesures en cause et que le Groupe spécial ne devrait pas confondre la prescription imposant d'indiquer les mesures en cause et la prescription imposant d'indiquer le fondement juridique de la plainte. Cette précision a été donnée dans la partie du rapport dans laquelle l'Organe d'appel a déterminé si le Groupe spécial avait fait erreur en constatant que les allégations au titre de l'Annexe C 1) a) et de l'article 8 de l'Accord SPS ne relevaient pas de son mandat. L'article 6:2 du Mémoire d'accord n'impose aucune prescription additionnelle, comme l'analyse du Groupe spécial le laisse entendre, voulant qu'un plaignant démontre, dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial, que la mesure en cause indiquée cause la violation, ou peut constituer une violation, de l'obligation pertinente. La question de savoir si les mesures indiquées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial *peuvent constituer une violation ou causer la violation* de l'obligation énoncée à l'Annexe C 1) a) et à l'article 8, est une question essentielle qui doit être examinée et réglée sur le fond. Rapport de l'Organe d'appel *Australie – Pommes*, paragraphe 425.

<sup>705</sup> Voir, par exemple, le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.71.

<sup>706</sup> Deuxième communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 155.

l'Accord SPS. Il découle de ce qui précède que les allégations de l'Union européenne au titre de l'Annexe C et de l'article 8 relèvent du type de situations envisagées dans ces textes juridiques.<sup>707</sup>

7.512. La Russie fait valoir que la définition des procédures de contrôle, d'inspection et d'homologation, énoncée à l'article 8 et à l'Annexe C, ne couvre pas les allégations de l'Union européenne et les éléments de preuve présentés.<sup>708</sup> Elle affirme que le champ de ces procédures doit être interprété à la lumière de la note de bas de page 7 relative à l'Annexe C, laquelle met l'accent sur les aspects procéduraux de l'échantillonnage, des essais et de la certification. La Russie note par ailleurs que l'expression "procédure d'homologation" est remarquablement absente du texte de l'article 6:3 de l'Accord SPS. De l'avis de la Russie, cela constitue un élément additionnel à l'appui de l'argument selon lequel les "inspections, ... essais et autres procédures pertinentes" mentionnés à l'article 6:3 devraient être interprétés comme comprenant seulement les procédures visant à vérifier et à assurer le respect des mesures adoptées en réponse à des demandes concernant la régionalisation. La Russie affirme que les dispositions en question concernent les procédures visant à mettre des produits sur un marché et non les actions ou les événements conduisant à l'adoption ou à la révision de procédures.<sup>709</sup> Ainsi, l'article 8 et l'Annexe C ne s'appliquent pas à la Russie parce que, ni le texte de l'article 8 ni celui de l'Annexe C de l'Accord SPS, ni la jurisprudence ne laissent entendre que l'interprétation de l'expression "procédures de contrôle, d'inspection et d'homologation" peut être étendue pour englober les négociations entre les Membres aux fins de l'adoption d'une procédure.<sup>710</sup>

7.513. De plus, la Russie souscrit, dans sa réponse aux questions du Groupe spécial<sup>711</sup>, à l'argument avancé par les États-Unis dans leur communication en tant que tierce partie selon lequel "les processus visant à modifier une mesure" doivent être distingués des "procédures visant à vérifier et à assurer le respect de la mesure (non modifiée)" et selon lequel l'article 8 de l'Accord SPS vise les secondes et non les premières.<sup>712</sup> La Russie souscrit par ailleurs à l'argument des États-Unis selon lequel l'Annexe C s'applique à des "produits" et non à des "pays ou régions d'origine"<sup>713</sup>, en indiquant que les procédures de l'Annexe C concernent des produits et non les négociations se rapportant à des demandes concernant la régionalisation ou au réexamen d'un mécanisme de certification, comme l'affirmait l'Union européenne dans sa première communication écrite.<sup>714</sup>

7.514. Nous estimons que l'article 8 et l'Annexe C englobent une vaste gamme de procédures.<sup>715</sup> Hormis qu'elle précise que les procédures doivent viser "à vérifier et à assurer le respect des mesures sanitaires ou phytosanitaires"<sup>716</sup>, l'Annexe C 1) ne spécifie ni n'exclut de son application aucun type de procédures.<sup>717</sup> L'utilisation des expressions "y compris" (article 8) et "comprennent,

<sup>707</sup> Deuxième communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 162. Voir aussi la deuxième communication écrite, paragraphes 158 à 162.

<sup>708</sup> Première communication écrite de la Russie, paragraphe 418.

<sup>709</sup> Première communication écrite de la Russie, paragraphe 420.

<sup>710</sup> Première communication écrite de la Russie, paragraphe 423.

<sup>711</sup> Réponse de la Russie à la question n° 200 du Groupe spécial, paragraphes 383 à 385.

<sup>712</sup> Réponse de la Russie à la question n° 200 du Groupe spécial, paragraphe 383.

<sup>713</sup> Communication des États-Unis en tant que tierce partie, paragraphe 17.

<sup>714</sup> Réponse de la Russie aux questions du Groupe spécial, paragraphe 384.

<sup>715</sup> Nous trouvons des éléments à l'appui de notre approche dans le rapport sur l'affaire *États-Unis – Animaux*, dans lequel le Groupe spécial a souscrit à la constatation de l'Organe d'appel dans le différend *Australie – Pommes* et à la constatation du Groupe spécial *États-Unis – Volaille (Chine)* selon lesquelles l'article 8 et l'Annexe C englobaient une vaste gamme de procédures (rapport du Groupe spécial *États-Unis – Animaux*, paragraphes 7.67 et 7.68). En particulier, nous souscrivons à l'avis du Groupe spécial *États-Unis – Volaille (Chine)* selon lequel l'application de l'Annexe C 1) (et d'autres dispositions SPS) n'est pas dictée par le titre ou la qualification que le Membre de l'OMC maintenant une mesure donne à cette mesure. "[L]e Groupe spécial considère que l'application de dispositions spécifiques de l'Accord SPS, telles que l'Annexe C 1), ne se limite nullement au titre ou à la qualification que le Membre de l'OMC maintenant une mesure SPS donne à cette mesure." Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Volaille (Chine)*, paragraphe 7.372.

<sup>716</sup> Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.71.

<sup>717</sup> L'article 6:3 de l'Accord SPS fait référence aux "inspections ... et autres procédures pertinentes". Quant à l'Annexe C et à l'article 8, ils font aussi référence aux "procédures de contrôle, d'inspection et d'homologation". Le texte de l'article 6:3 ne contient aucune référence expresse aux procédures d'"homologation". Toutefois, le caractère inclusif de sa référence aux "autres procédures pertinentes" n'exclut pas la possibilité que les procédures d'homologation soient visées par cette disposition (une question que nous n'avons pas besoin de trancher en l'espèce). En outre, le contexte de la référence faite dans l'article 6:3 se rapporte à l'accès accordé par le Membre exportateur au Membre importateur en ce qui concerne ces

entre autres" (note de bas de page 7 de l'Annexe C), conjointement avec les mots "toutes procédures" (Annexe C 1)), montre que les listes de mesures figurant dans les dispositions en cause sont simplement exemplatives et non exhaustives.<sup>718</sup> En particulier, nous ne voyons rien dans l'article 8 et l'Annexe C 1) qui exclurait de leur champ d'application les procédures liées aux déterminations du statut sanitaire de certaines régions géographiques.<sup>719</sup>

7.515. Contrairement à ce que la Russie avance dans ses arguments, nous ne voyons rien dans le libellé de ces dispositions qui étayerait l'idée que les procédures visées se limitent à celles qui concernent des produits, et donc que le processus d'examen/les déterminations du statut sanitaire de certaines régions géographiques seraient exclus du champ d'application de l'article 8 et de l'Annexe C. Contrairement à ce que la Russie, et les États-Unis en tant que tierce partie au présent différend disent dans leurs arguments, les références dans les alinéas a), d), f) et h) de l'Annexe C à des "produits" et non à des "pays ou régions d'origine" n'excluent pas la possibilité que le processus d'examen des demandes concernant la régionalisation relève du champ d'application de l'Annexe C 1).

7.516. Nous rappelons que le processus en cause dans le présent différend est le processus d'examen par la Russie de la demande présentée par l'Union européenne en vue de la reconnaissance de zones exemptes de PPA sur son territoire. Bien que l'objectif immédiat de ce processus concerne la reconnaissance du statut de zone exempte de PPA de certaines zones de l'Union européenne, son effet ultime est de déterminer si des importations en provenance de l'Union européenne seraient autorisées et dans l'affirmative, lesquelles. Nous partageons l'avis du Groupe spécial *États-Unis – Animaux* selon lequel "[l']effet ultime de toute procédure visant à reconnaître un "statut sanitaire" à une région donnée est de déterminer quelles mesures SPS devraient être appliquées aux *produits* originaires de cette région".<sup>720</sup> Nous souscrivons en outre à la détermination faite par ce Groupe spécial selon laquelle l'effet des procédures contestées sur les importations doit être pris en considération pour déterminer si ces procédures sont "toutes procédures" au sens de l'article 8 et de l'Annexe C 1).<sup>721</sup>

7.517. Comme nous l'avons expliqué, le cadre SPS de la Russie applicable aux maladies animales fait référence, dans le cas de la PPA, à l'acceptation de produits qui proviennent de zones exemptes de PPA.<sup>722</sup> À cet égard, le processus d'examen par la Russie de la demande de l'Union européenne en vue de la reconnaissance de zones exemptes de PPA est étroitement lié à l'imposition et au maintien de l'interdiction à l'échelle de l'UE, y compris la portée géographique de celle-ci et les produits qu'elle vise. Il est donc déterminant aux fins de la mise sur le marché de la Russie de produits en provenance de l'Union européenne.

7.518. Nous constatons donc que les actions contestées de la Russie constituent des "procédures" qui relèvent du champ d'application de l'article 8 et de l'Annexe C 1). Étant parvenus à cette conclusion, nous passons maintenant à l'examen de la question de savoir si ces procédures visaient "à vérifier et à assurer le respect des mesures sanitaires ou phytosanitaires".

#### 7.5.4.3.3.3 "Vérifier et assurer" le "respect" des mesures SPS

7.519. L'article 8 et l'Annexe C 1) s'appliquent aux procédures relatives au contrôle, à l'inspection et à l'homologation "qui visent à vérifier et à assurer le respect des mesures SPS".<sup>723</sup> L'Annexe A 1) définit une "mesure sanitaire ou phytosanitaire" comme toute mesure appliquée pour atteindre l'un quelconque des objectifs qui y sont énoncés. Nous estimons que le membre de

---

procédures, c'est-à-dire une question qui n'est pas au cœur des arguments des parties dans la présente affaire.

<sup>718</sup> Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.68 (faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *Australie – Pommes*, paragraphe 76, dans le contexte de l'Annexe A 1) de l'Accord SPS).

<sup>719</sup> Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.71.

<sup>720</sup> Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.69. (italique dans l'original)

<sup>721</sup> Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.70 (faisant référence au rapport du Groupe spécial *États-Unis – Volaille (Chine)*, paragraphe 7.368). Le Groupe spécial a expliqué que "[...] le fait de mettre l'accent uniquement sur l'objet immédiat des procédures d'un Membre importateur, tout en perdant de vue l'effet ultime de l'achèvement de ces procédures, pourrait permettre aux Membres d'éviter l'application de l'article 8 et de l'Annexe C simplement en scindant leurs processus réglementaires entre les déterminations régionales et les homologations aux fins de l'importation".

<sup>722</sup> Voir la Décision n° 317 de l'Union douanière (pièce RUS-25).

<sup>723</sup> Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Volaille (Chine)*, paragraphe 7.356.

phrase "vérifier et assurer le respect d'une mesure SPS" signifie que l'article 8 et l'Annexe C couvrent toutes procédures visant à rendre certain qu'une mesure appliquée pour atteindre l'un des objectifs énoncés à l'Annexe A 1) soit respectée, c'est-à-dire pleinement mise en œuvre.<sup>724</sup> L'Organe d'appel a fait observer à ce propos que "[c]omme les procédures auxquelles il [était] fait référence à l'Annexe C 1) [étaient] celles qui permett[aient] de vérifier et d'assurer le respect des mesures SPS, cela laiss[ait] entendre que de telles mesures exist[aient] avant l'application, l'engagement ou l'achèvement des procédures pertinentes, car ces dernières vis[aient] à vérifier et à assurer le respect des premières".<sup>725</sup>

7.520. Nous allons donc examiner si la procédure en cause de la Russie permet de vérifier et d'assurer le respect d'une mesure SPS telle qu'elle est définie dans l'Annexe A 1).

7.521. Nous rappelons les constatations que nous avons formulées plus haut au paragraphe 7.219 selon lesquelles l'interdiction à l'échelle de l'UE constitue une mesure SPS au sens de l'Annexe A 1), ainsi que les constatations que nous avons formulées plus haut au paragraphe 7.517 selon lesquelles les procédures en cause – le processus d'examen par la Russie de la demande de régionalisation de l'Union européenne concernant la PPA – sont liées à l'imposition et au maintien de l'interdiction à l'échelle de l'UE et des interdictions d'importer les produits en cause en Russie à l'échelle du pays, ainsi qu'à leur portée géographique et aux produits qu'elles visent. Nous constatons donc que les procédures en cause visent à vérifier et à assurer le respect d'une mesure SPS et relèvent par conséquent du champ d'application de l'article 8 et de l'Annexe C 1).

7.522. La Russie a souligné<sup>726</sup> que l'interdiction à l'échelle de l'UE avait été adoptée sur la base du Mémoire de 2006<sup>727</sup> et des certificats vétérinaires bilatéraux<sup>728</sup>, qui existaient déjà. En outre, cette interdiction a été clairement adoptée dans le cadre de la réglementation SPS générale de la Russie sur les maladies animales, figurant dans la Décision n° 317 de l'Union douanière.<sup>729</sup> Dans ce contexte, nous estimons que la procédure en cause (à savoir le processus d'examen par la Russie de la demande présentée par l'Union européenne en vue de la reconnaissance de zones exemptes de PPA sur son territoire), vise à déterminer si la situation épidémiologique dans l'Union européenne justifie une adaptation des certificats vétérinaires convenus bilatéralement en 2006. Dans le même ordre d'idées, la procédure en cause concerne la vérification du respect d'une mesure qui existe déjà et qui relève de l'article 8 et de l'Annexe C 1) de l'Accord SPS (et elle ne constitue pas des "négociations" sur la régionalisation ou sur les révisions de certificats qui entreraient dans la catégorie des procédures visant à modifier une mesure).

7.523. Nous passons à présent à l'examen de la compatibilité du processus en cause avec les paragraphes a) à c) de l'Annexe C 1).

#### **7.5.4.3.4 Question de savoir si la procédure en cause a été engagée conformément à l'Annexe C 1) a) à c) de l'Accord SPS**

##### **7.5.4.3.4.1 Ordre d'analyse**

7.524. Nous rappelons que l'Union européenne a formulé des allégations se rapportant aux paragraphes a) à c) de l'Annexe C 1) de l'Accord SPS. Comme nous l'avons déjà noté<sup>730</sup>, nous sommes libres de structurer l'ordre de notre analyse des allégations de l'Union européenne compte tenu des circonstances de l'espèce, d'une manière compatible avec la structure et la logique des

<sup>724</sup> Nous trouvons des éléments à l'appui de cette approche dans le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.73.

<sup>725</sup> Rapport de l'Organe d'appel *Australie – Pommes*, paragraphe 436.

<sup>726</sup> Première communication écrite de la Russie, paragraphes 343 et 345; réponse de la Russie à la question n° 78 du Groupe spécial, paragraphe 129; et deuxième communication écrite de la Russie, paragraphes 171 à 174.

<sup>727</sup> Mémoire de 2006 entre l'Union européenne et la Russie sur les principes de zonage et de compartimentation en matière vétérinaire (pièce EU-61).

<sup>728</sup> Voir plus haut la note de bas de page 99.

<sup>729</sup> Décision n° 317 de l'Union douanière (pièce RUS-25).

<sup>730</sup> Voir plus haut le paragraphe 7.29.



dispositions en cause.<sup>731</sup> La plupart des arguments et des éléments de preuve présentés par l'Union européenne portaient principalement sur le fait que la Russie avait demandé des preuves non nécessaires, lesquelles n'ont pas été examinées en temps utile, ce qui a entraîné des violations alléguées des paragraphes c) et a) de l'Annexe C 1). Par ailleurs, l'Union européenne traite, de façon sommaire, d'autres violations potentielles concernant le paragraphe b) de l'Annexe C 1).

7.525. Sur la base de ce qui précède, nous poursuivrons notre analyse par la formulation du critère juridique concernant les paragraphes a) à c) de l'Annexe C 1). Après cela, nous examinerons si les procédures en cause sont contraires au paragraphe c) de l'Annexe C 1), puis nous ferons de même pour les paragraphes a) et b) de cette annexe.

#### 7.5.4.3.4.2 Critère juridique

##### *Première clause de l'Annexe C 1) a) de l'Accord SPS*

7.526. Dans la présente section, nous présentons le critère juridique applicable à la première clause de l'alinéa a) de l'Annexe C 1).

##### **"[E]ngagées et achevées"**

7.527. Selon les termes de l'Annexe C 1) a), le Groupe spécial doit vérifier si les procédures en cause ont été "engagées et achevées sans retard injustifié". Les mots "engagées" et "achevées" sont distincts et les obligations découlant de ces mots distincts sont susceptibles d'être interprétées séparément. Le verbe "engager" renvoie au début<sup>732</sup> ou au commencement<sup>733</sup> de la procédure d'homologation, tandis que le verbe "achever" indique que "les procédures d'approbation doivent non seulement être engagées, mais doivent aussi être terminées ou conclues".<sup>734</sup> Par conséquent, l'expression "engagées et achevées sans retard injustifié" signifie non seulement retard injustifié pour ce qui est du commencement de la procédure et de son achèvement, mais aussi pour ce qui est du processus intermédiaire qui mène du commencement à l'achèvement.<sup>735</sup> Il est important de faire la distinction entre l'obligation de lancer, de mener et de conclure une procédure (qui est prévue par cette disposition), et toute prescription imposant d'arriver à un résultat particulier (qui n'est pas prévue par cette disposition): la prescription inscrite dans l'Annexe C 1) a) consiste simplement à rendre une détermination finale, qu'elle soit positive ou négative.<sup>736</sup>

##### **Sans retard injustifié**

7.528. L'Annexe C 1) a) exige que les procédures en cause soient engagées et achevées "sans retard injustifié". L'analyse d'une allégation de "retard injustifié" au titre de l'article 8 et de l'Annexe C 1) a) nécessite deux étapes.

7.529. Premièrement, le plaignant doit établir qu'il y a eu un retard. Nous rappelons que, de l'avis du Groupe spécial *États-Unis – Animaux*, "une inaction ou une incapacité d'aller de l'avant sur le fond de la demande constitueraient quelque chose qui n'est pas dans le cours normal de la procédure et devraient être considérées comme un retard au sens de l'article 8 et de l'Annexe C 1) a)".<sup>737</sup> Le Groupe spécial *États-Unis – Animaux* a considéré que l'Annexe C 1) a) exigeait des autorités compétentes qu'elles collaborent activement avec le Membre requérant sur le fond de la demande. Ce Groupe spécial a en outre souligné qu'une détermination de "retard" devait se faire compte tenu de la nature et de la complexité de la procédure devant être engagée et achevée.<sup>738</sup> Ayant ces considérations à l'esprit, dans le cadre de notre examen du point de

<sup>731</sup> Rapports de l'Organe d'appel *Canada – Automobiles*, paragraphe 151; et *Canada – Exportations de blé et importations de grains* paragraphe 109. Voir aussi le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.13.

<sup>732</sup> Rapports du Groupe spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques*, paragraphe 7.1494.

<sup>733</sup> Rapport de l'Organe d'appel *Australie – Pommes*, paragraphe 438.

<sup>734</sup> Rapports du Groupe spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques*, paragraphe 7.1494.

<sup>735</sup> Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.112.

<sup>736</sup> Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.112.

<sup>737</sup> Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.113.

<sup>738</sup> Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.114.

savoir s'il y a eu des retards, nous examinons s'il y a eu des périodes d'inaction ou une incapacité d'aller de l'avant sur le fond de la demande.

7.530. Deuxièmement, le plaignant doit établir que le retard était injustifié.<sup>739</sup> Le Groupe spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques*, a constaté que, d'après son sens ordinaire, l'expression "sans retard injustifié", dans la première clause de l'Annexe C 1) a), exigeait que "les procédures d'approbation soient engagées ... sans perte de temps injustifiable".<sup>740</sup> Dans l'affaire *Australie – Pommes*, l'Organe d'appel a fait référence au sens donné par le dictionnaire aux mots "injustifié" et "retard" pour établir le sens de l'expression "sans retard injustifié". Il a indiqué ceci:

L'Annexe C 1) a) contient l'obligation d'engager et d'achever les procédures pertinentes "sans retard injustifié" (without undue delay). À cet égard, le sens ordinaire du mot "delay" (retard) est le suivant: "(a period of) time lost by inaction or inability to proceed" ((période de) temps perdu(e) à cause d'une inaction ou d'une incapacité d'aller de l'avant). Le terme "undue" (injustifié) s'entend de quelque chose "that ought not to be or to be done, inappropriate, unsuitable, improper, unrightful, unjustifiable" or "going beyond what is warranted or natural; excessive, disproportionate" (qui ne devrait pas être ou être fait, inapproprié, inadéquat, incorrect, non légitime, injustifiable) ou (allant au-delà de ce qui est justifié ou naturel; excessif, disproportionné). Par conséquent, l'Annexe C 1) a) prescrit aux Membres de faire en sorte que les procédures pertinentes soient engagées et achevées avec une rapidité appropriée, c'est-à-dire qu'elles ne nécessitent pas des périodes de temps qui sont injustifiées, ou excessives d'une autre manière, disproportionnées ou injustifiables.<sup>741</sup>

7.531. Dans l'affaire *Australie – Pommes*, l'Organe d'appel a conclu que "[l]a question de savoir si une procédure pertinente [avait] été retardée de manière injustifiée n'[était] donc pas une évaluation qui [pouvait] être effectuée de façon abstraite, mais une évaluation qui exig[ea]it une analyse au cas par cas des raisons pour lesquelles l'action n'[avait] pas, selon les allégations, été menée avec une rapidité appropriée, et de la question de savoir si ces raisons [étaient] justifiables".<sup>742</sup>

7.532. Le Groupe spécial *États-Unis – Animaux* s'est appuyé sur les indications données par le Groupe spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques* en ce qui concerne les types de circonstances qui pourraient justifier un retard.<sup>743</sup> Premièrement, les retards imputables à une action ou une inaction d'un requérant ne peuvent pas être reprochés au Membre qui exécute la procédure.<sup>744</sup> Deuxièmement, les retards qui "sont justifiés dans leur intégralité" par le besoin pour les Membres de "déterminer avec une assurance suffisante si leurs prescriptions SPS pertinentes sont respectées" ne devraient pas être considérés comme injustifiés.<sup>745</sup> Troisièmement, si "des renseignements nouveaux ou additionnels deviennent disponibles à un stade avancé d'une procédure d'approbation" et que ces renseignements peuvent raisonnablement être considérés comme "ayant une incidence potentielle sur la détermination d'un Membre", il "pourrait être justifiable que le Membre concerné retarde l'achèvement de la procédure" afin d'évaluer ces renseignements.<sup>746</sup>

7.533. Par ailleurs, le Groupe spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques* a fait observer ce qui suit:

<sup>739</sup> Nous trouvons des éléments à l'appui de cette approche dans le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.115.

<sup>740</sup> Rapports du Groupe spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques*, paragraphe 7.1495. Voir les rapports des Groupes spéciaux *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.115; et *États-Unis – Volaille (Chine)*, paragraphe 7.354.

<sup>741</sup> Rapport de l'Organe d'appel *Australie – Pommes*, paragraphe 437.

<sup>742</sup> Rapport de l'Organe d'appel *Australie – Pommes*, paragraphe 437.

<sup>743</sup> Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.116.

<sup>744</sup> Rapports des Groupes spéciaux *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques*, paragraphe 7.1497; et *États-Unis – Volaille (Chine)* paragraphe 7.354.

<sup>745</sup> Rapports du Groupe spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques*, paragraphe 7.1498.

<sup>746</sup> Rapports du Groupe spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques*, paragraphe 7.1498.

[I] pourrait, par exemple, être justifié qu'un Membre qui juge approprié de suivre une approche de prudence et de précaution pour évaluer et approuver les demandes concernant les OGM et produits dérivés demande à un demandeur des renseignements ou clarifications complémentaires dans une situation où un autre Membre considère que les renseignements disponibles sont suffisants pour procéder à son évaluation et parvenir à une décision au sujet d'une demande.<sup>747</sup> Le point de savoir si une demande particulière est l'expression d'une circonspection et d'une prudence véritables ou si elle est un prétexte pour retarder l'achèvement d'une procédure d'approbation devrait être déterminé à la lumière de tous les faits et circonstances pertinents.<sup>748</sup>

7.534. Le Groupe spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques* a par ailleurs fait référence à des situations dans lesquelles le temps pris pour achever une procédure d'homologation pourrait entraîner un retard injustifié. Le premier exemple serait le cas où un Membre dépasse le temps qui est raisonnablement nécessaire pour vérifier et assurer le respect de ses prescriptions SPS pertinentes, par exemple, parce que le Membre concerné n'a pas agi avec toute la célérité que l'on pouvait attendre de lui compte tenu des circonstances.<sup>749</sup> Un deuxième exemple de situation serait lorsqu'il y a des retards causés par des mesures qui, en dehors d'autres causes de retard (comme des catastrophes naturelles ou une forte augmentation inattendue de la charge de travail) ne sont pas fondées sur des preuves scientifiques.<sup>750</sup> De plus, le Groupe spécial a constaté que si un "Membre caus[ait] un retard injustifié à un stade quelconque d'une procédure d'approbation, cela constituerait une infraction aux dispositions de la première clause de l'Annexe C 1) a)".<sup>751</sup> Quand les renseignements demandés sont non nécessaires ou dénués de pertinence, un requérant ne peut pas être tenu pour responsable de tout retard lié au recueil de ces renseignements.

7.535. Ayant à l'esprit ces indications, nous considérons qu'un retard est injustifié s'il est "injustifié[], ou excessi[f] d'une autre manière, disproportionné[] ou injustifiable[]".<sup>752</sup> Pour évaluer si le "retard" allégué par l'Union européenne peut être considéré comme "un retard injustifié", nous allons examiner si ce retard est injustifié, ou excessif d'une autre manière, disproportionné ou injustifiable.

7.536. Le Groupe spécial *États-Unis – Animaux* ne partageait pas l'avis du Membre défendeur selon lequel la nécessité de "confirm[er] de nouveau et d'actualis[er]" des renseignements préexistants constituait, en elle-même et à elle seule, une justification pour le retard intervenu dans l'achèvement d'une procédure de contrôle, d'inspection ou d'homologation.<sup>753</sup> Dans son explication, le Groupe spécial *États-Unis – Animaux* a fait référence au rapport du Groupe spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques*, lequel a constaté que, lorsque des renseignements pertinents "nouveaux ou additionnels" devenaient disponibles, un Membre pouvait raisonnablement "retard[er] l'achèvement de la procédure" afin de les évaluer. Toutefois, le Groupe spécial *États-Unis – Animaux* a aussi expliqué que "prendre du temps pour évaluer des renseignements nouveaux ou additionnels pertinents n'[était] pas la même chose que prendre du temps pour confirmer de nouveau et actualiser des renseignements déjà reçus".<sup>754</sup> Le Groupe spécial a en outre déterminé qu'"[il était] inévitable que la situation dans tout Membre ou toute région change et ne puisse pas rester statique; [que] plus le processus d'évaluation [était] long, plus il [était] probable qu'il [faudrait] "confirm[er] de nouveau et actualis[er]" les

<sup>747</sup> (note de bas de page de l'original) Nous rappelons que, conformément à l'Annexe C 1) c) de l'Accord SPS, les demandes de renseignements doivent être limitées à ce qui est nécessaire pour les procédures d'approbation appropriées.

<sup>748</sup> Rapports du Groupe spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques*, paragraphe 7.1522.

<sup>749</sup> Rapports du Groupe spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques*, paragraphe 7.1499.

<sup>750</sup> Rapports du Groupe spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques*, paragraphe 7.1500.

<sup>751</sup> Rapports du Groupe spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques*, paragraphe 7.1502.

<sup>752</sup> Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.129. En référence au rapport de l'Organe d'appel *Australie – Pommes*, paragraphe 437 (faisant référence aux rapports du Groupe spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques*, paragraphe 7.1495).

<sup>753</sup> Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.143.

<sup>754</sup> Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.143. (italique dans l'original)

renseignements présentés".<sup>755</sup> De l'avis de ce Groupe spécial, accepter l'argument du défendeur comme justifiant le retard en l'espèce "affaiblirait gravement les obligations énoncées à l'Annexe C 1) a), car si un Membre de l'OMC pouvait indéfiniment reporter l'achèvement d'une procédure en invoquant la nécessité de confirmer de nouveau des renseignements qui ont périmé en raison de sa propre inaction, cela créerait une faille dangereuse dans les disciplines de cette disposition et récompenserait un comportement contraire à la diligence exigée par l'Annexe C 1)".<sup>756</sup>

### **Distinction entre retard injustifié et refus d'accomplir une action dans le domaine SPS**

7.537. Bien que le Groupe spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques* se soit abstenu de trancher sur le sens définitif de ce qui constitue un "retard injustifié", il a en revanche déterminé que les Membres ne pouvaient pas justifier le refus de prendre des décisions de fond dans le domaine SPS en invoquant la constante évolution de la science, la complexité et l'incertitude scientifiques, ou des renseignements ou données scientifiques disponibles limités.<sup>757</sup> Dans le différend *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques*, le Groupe spécial a reconnu que, lorsque des découvertes scientifiques étaient susceptibles de se produire dans un domaine donné, les retards pouvaient permettre la prise de décisions qui tiennent compte des éléments de preuve les plus récents ou qui comblent les lacunes existantes de la justification scientifique de la mesure. Toutefois, le Groupe spécial a adopté le point de vue selon lequel l'Accord SPS donne, à l'article 5:1 et 5:7, la possibilité d'accorder des homologations limitées dans le temps ou de refuser des homologations, quel que soit l'état des connaissances scientifiques, sans causer de retards injustifiés.<sup>758</sup>

### **Le retard, un moyen d'éviter l'évaluation des risques**

7.538. En outre, le Groupe spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques* a fait observer qu'un Membre pouvait délibérément se servir des retards comme instruments pour gérer ou contrôler les risques: le Membre reporterait l'adoption d'une mesure qui était contraire au cadre juridique actuel, en attendant l'établissement de conditions législatives plus propices. Le Groupe spécial a fait remarquer que ce comportement serait incompatible avec l'Annexe C 1) a) et avec les dispositions SPS relatives au système d'évaluation des risques.<sup>759</sup>

### **Seconde clause de l'Annexe C 1) a) de l'Accord SPS**

7.539. La seconde clause de l'Annexe C 1) a) exige que les procédures soient engagées et achevées d'une manière non moins favorable pour les produits importés que pour les produits similaires d'origine nationale. Pour établir une incompatibilité avec la seconde clause de l'Annexe C 1) a), un plaignant doit établir que les produits importés ont été traités d'une "manière moins favorable" que les produits nationaux en ce qui concerne l'engagement et l'achèvement des procédures d'homologation.<sup>760</sup> Comme la seconde clause de l'Annexe C 1) a) énonce une "obligation de traitement national", le Groupe spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques* a fait référence à des décisions de groupes spéciaux antérieurs et de l'Organe d'appel concernant l'article III:1 et III:4 du GATT de 1994. Le Groupe spécial a conclu que le traitement différencié de produits similaires ne démontrait pas à lui seul qu'il y avait traitement moins favorable. De plus, l'issue défavorable d'une demande de mise sur le marché

<sup>755</sup> Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.143.

<sup>756</sup> Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.143.

<sup>757</sup> Rapports du Groupe spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques*, paragraphe 7.1526.

<sup>758</sup> Rapports du Groupe spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques*, paragraphe 7.1527.

<sup>759</sup> Rapports du Groupe spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques*, paragraphe 7.1517.

<sup>760</sup> Nous trouvons des éléments à l'appui de cette approche dans les rapports du Groupe spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques*, paragraphe 7.2400. Nous notons que ce Groupe spécial a défini un critère en deux parties, son second élément étant que les produits en cause et les produits nationaux sont "similaires" de nature. Dans le présent différend, les parties ne sont pas en désaccord sur le fait que les produits en cause sont "similaires". Nous partons du principe que les produits en cause sont "similaires" aux fins de notre présente analyse.

d'un produit importé ne serait pas suffisante pour établir qu'il y avait traitement moins favorable.<sup>761</sup>

### ***Annexe C 1) b) de l'Accord SPS***

#### **Introduction**

7.540. L'Annexe C 1) b) énonce cinq obligations procédurales séparées, mais liées, auxquelles les Membres doivent se conformer dans l'application de leurs procédures de contrôle, d'inspection et d'homologation:

- i. publication ou communication aux demandeurs de la durée de chaque procédure;
- ii. examen du caractère complet de la documentation et indication des lacunes aux demandeurs;
- iii. communication des résultats de la procédure;
- iv. traitement des demandes qui comportent des lacunes; et
- v. fourniture de renseignements sur le stade de la procédure et explication d'éventuels retards.<sup>762</sup>

#### **Annexe C 1) b), i): Publication ou communication de la durée de la procédure**

7.541. L'Annexe C 1) b), exige que "la durée normale de chaque procédure soit publiée ou que la durée prévue soit communiquée au requérant s'il le demande".<sup>763</sup> Les mots "s'il le demande" indiquent que le requérant doit avoir formellement demandé au Membre de communiquer les renseignements avant qu'une allégation de violation de la disposition par le Membre puisse être présentée.<sup>764</sup>

#### **Annexe C 1) b), ii): Caractère complet de la documentation**

7.542. Par ailleurs, l'Annexe C 1) b) exige que, lorsqu'il reçoit une demande, l'organisme compétent d'un Membre examine dans les moindres délais si la documentation est complète et informe le requérant de manière précise et complète de toutes les lacunes.

7.543. Dans l'affaire *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques*, les États-Unis ont fait valoir qu'à cause du moratoire général sur les approbations, les Communautés européennes n'avaient pas examiné dans les moindres délais le caractère complet de la documentation et n'avaient pas informé les demandeurs de toutes lacunes. Le Groupe spécial a rejeté cet argument en faisant observer que la contestation des États-Unis n'était pas étayée par

<sup>761</sup> Rapports du Groupe spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques*, paragraphe 7.2408.

<sup>762</sup> Rapports du Groupe spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques*, paragraphes 7.1574 et 7.1582. D'une manière analogue à ce que le Groupe spécial a constaté dans l'affaire *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques*, dans le différend *États-Unis – Animaux*, le Groupe spécial a confirmé que l'Annexe C 1) b) contenait cinq prescriptions procédurales devant être respectées par les Membres lorsqu'ils appliquaient des procédures de contrôle, d'inspection ou d'homologation. Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.181.

<sup>763</sup> Dans l'affaire *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques*, les États-Unis ont fait valoir que, du fait du moratoire général sur les approbations, les Communautés européennes n'avaient pas respecté les durées normales de la procédure qui étaient publiées dans la législation communautaire applicable en matière d'homologation. Le Groupe spécial a décidé que l'absence de publication n'était pas le résultat de la mesure en cause. Rapports du Groupe spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques*, paragraphes 7.1575 et 7.1576, et 7.1585 à 7.1590.

<sup>764</sup> Nous trouvons des éléments à l'appui de cette approche dans le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Animaux*, paragraphes 7.188 et 7.193.

des éléments de preuve. Il a conclu que l'absence alléguée de documentation complète n'était pas le résultat de la mesure en cause.<sup>765</sup>

#### **Annexe C 1) b), iii): Communication des résultats**

7.544. L'Annexe C 1) b) prévoit que l'organisme compétent d'un Membre communique les résultats de la procédure au requérant aussitôt que possible et de manière précise et complète afin que des correctifs puissent être apportés en cas de nécessité.

7.545. Dans l'affaire *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques*, les États-Unis ont affirmé que, dans le cadre de la mesure en cause, les résultats des procédures n'avaient pas été communiqués dans les moindres délais aux demandeurs afin que des correctifs puissent être apportés. Le Groupe spécial a estimé que les États-Unis n'avaient pas établi le bien-fondé de leur allégation au titre de la troisième obligation énoncée à l'Annexe C 1) b) parce qu'ils n'avaient pas identifié les résultats qui devaient être communiqués.<sup>766</sup>

#### **Annexe C 1) b), iv): Traitement des demandes comportant des lacunes**

7.546. L'Annexe C 1) b) prévoit également que, dans le cas où la demande comporte des lacunes, il est attendu de l'organisme compétent d'un Membre qu'il mène la procédure aussi loin que cela sera réalisable, si le requérant le demande.

7.547. Dans l'affaire *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques*, les États-Unis se sont plaints de ce qu'au titre du moratoire général, le défendeur dans ce différend n'avait pas mené le processus d'homologation aussi loin que cela était réalisable. Le Groupe spécial n'a pas souscrit à ce point de vue et a fait observer que le plaignant n'avait fourni aucun élément de preuve indiquant que le demandeur avait fait une telle demande et, à supposer que le demandeur ait fait cette demande, le fait que les Communautés européennes n'ont pas poursuivi les procédures ne serait pas le résultat de la mesure en cause.<sup>767</sup>

#### **Annexe C 1) b), v): Explication du retard**

7.548. Enfin, conformément à l'Annexe C 1) b), s'il le demande, le requérant est informé du stade de la procédure, ainsi que des raisons d'éventuels retards.

7.549. Le Groupe spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques* a rejeté l'argument des États-Unis selon lequel le défendeur n'avait pas satisfait à la cinquième obligation énoncée à l'Annexe C 1) b). Le Groupe spécial a constaté que les États-Unis n'avaient fourni aucun élément de preuve indiquant qu'ils avaient demandé une explication pour le retard.<sup>768</sup>

7.550. Le Groupe spécial *États-Unis – Animaux* a effectué son analyse concernant la cinquième obligation énoncée dans la disposition en disant que la prescription de l'Annexe C 1) b) était atténuée par les mots "s'il le demande", qui indiquaient que le requérant devait avoir formellement demandé au Membre de communiquer les renseignements avant qu'une allégation de violation de la disposition par le Membre puisse être présentée.<sup>769</sup> Dans ce différend, le Groupe spécial a constaté que le Membre plaignant avait contacté le Membre défendeur à plusieurs reprises pour lui demander des explications sur l'état d'avancement de ses demandes d'importation. Sur cette base, le Groupe spécial *États-Unis – Animaux* a déterminé que le Membre défendeur avait pour obligation d'expliquer les retards pris dans ses processus d'homologation, eu égard aux demandes faites par le plaignant. Sur ce point, le Groupe spécial a conclu que le

<sup>765</sup> Rapports du Groupe spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques*, paragraphe 7.1592.

<sup>766</sup> Rapports du Groupe spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques*, paragraphe 7.1595.

<sup>767</sup> Rapports du Groupe spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques*, paragraphe 7.1598.

<sup>768</sup> Rapports du Groupe spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques*, paragraphe 7.1601.

<sup>769</sup> Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Animaux*, paragraphes 7.188 et 7.193.

Membre défendeur avait enfreint l'Annexe C 1) b) en n'informant pas le plaignant de l'état d'avancement précis des procédures, ni des raisons des retards.<sup>770</sup>

### **Annexe C 1) c) de l'Accord SPS**

7.551. Selon l'Annexe C 1) c), il faut que les demandes de renseignements soient limitées à ce qui est nécessaire pour que les procédures de contrôle, d'inspection et d'homologation, y compris l'homologation de l'usage d'additifs ou l'établissement de tolérances pour les contaminants dans les produits alimentaires, les boissons ou les aliments pour animaux, soient appropriées.<sup>771</sup>

#### **7.5.4.3.5 Question de savoir si la procédure en cause est compatible avec l'article 8 et l'Annexe C 1) a), C 1) b) et C 1) c)**

##### **7.5.4.3.5.1 Introduction**

7.552. Comme nous l'avons indiqué, nous estimons que la manière de procéder la plus appropriée pour nous est de commencer notre examen des allégations de l'Union européenne au titre de l'article 8 et de l'Annexe C 1) par une évaluation de la compatibilité de la procédure en cause avec l'Annexe C 1) c). Nous commencerons donc par cette évaluation, puis nous procéderons à notre examen au titre de l'Annexe C 1) a) et C 1) b).

##### **7.5.4.3.5.2 Question de savoir si la procédure en cause est incompatible avec l'Annexe C 1) c)**

7.553. L'Union européenne affirme que les demandes de renseignements présentées par la Russie n'étaient pas limitées à ce qui était nécessaire aux fins de l'évaluation des mesures de régionalisation de l'UE concernant la PPA, ce qui constitue une violation de l'Annexe C 1) c).<sup>772</sup> À l'appui de cette affirmation, elle a fait référence aux demandes de renseignements spécifiques que nous examinons ci-après. La Russie fait valoir que l'Union européenne n'a pas fourni d'éléments *prima facie* et ne s'est pas acquittée de la charge qui lui incombait de démontrer que la Russie avait enfreint l'Annexe C 1) c).<sup>773</sup>

7.554. En particulier, l'Union européenne allègue que la Russie a formulé des demandes de renseignements non nécessaires. Ces demandes font l'objet des lettres que le FSVPS a envoyées à la DG SANCO les 5 février et 12 mars 2014. En ce qui concerne la lettre du 5 février 2014<sup>774</sup>, l'Union européenne indique que les renseignements suivants sont non nécessaires et dénués de pertinence: i) la population de porcins dans les élevages privés à titre accessoire avec le détail des densités par région; ii) le volume de production de différentes exploitations agricoles et usines; iii) les volumes de viande de sangliers et de trophées de chasse exportés; et iv) des renseignements détaillés sur les chasseurs étrangers. Dans ses arguments, l'Union européenne allègue que les demandes susmentionnées étaient non nécessaires aux fins de l'évaluation de ses mesures de régionalisation.<sup>775</sup> En outre, elle conteste la pertinence des demandes de renseignements présentées par la Russie dans la lettre du 5 février 2014, qui portent sur i) les élevages porcins et les usines de transformation de la viande de porc, y compris des renseignements sur les fournisseurs et les volumes de production; et ii) une estimation approximative des entreprises agréées pour expédier des produits d'origine animale, selon le niveau de l'état zoosanitaire.<sup>776</sup> L'Union européenne fait valoir que ces renseignements peuvent être pertinents aux fins de la compartimentation, mais qu'ils sont dénués de pertinence aux fins de la régionalisation. Elle allègue par ailleurs, non seulement que la Russie disposait déjà des

<sup>770</sup> Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.195.

<sup>771</sup> Rapport du Groupe spécial *Australie – Saumons (article 21:5 – Canada)*, paragraphes 7.154 à 7.157. Il s'agit à ce jour de la seule décision d'un groupe spécial portant sur l'Annexe C 1) c). Le Groupe spécial *Australie – Saumons (article 21:5 – Canada)* a décidé que seules les "procédures visant à vérifier et à assurer le respect des mesures sanitaires ou phytosanitaires" relevaient du paragraphe 1) c) de l'Annexe C et non les "mesures sanitaires fondamentales à part entière". Rapport du Groupe spécial *Australie – Saumons (article 21:5 – Canada)*, paragraphe 7.156.

<sup>772</sup> Deuxième communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 184.

<sup>773</sup> Première communication écrite de la Russie, paragraphe 441.

<sup>774</sup> Lettre de la Russie à l'Union européenne du 5 février 2014, FS-SD 8/1640 (pièce EU-84).

<sup>775</sup> Deuxième communication écrite de l'Union européenne, paragraphes 168 et 169.

<sup>776</sup> Deuxième communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 172. Voir aussi la première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 339.



renseignements concernant les élevages porcins et les usines de transformation agréés, mais aussi que les renseignements demandés sur le niveau de l'état sanitaire n'étaient pas non plus pertinents pour la régionalisation, étant donné que toutes les exploitations dans les régions exemptes sont exemptes de PPA.<sup>777</sup>

7.555. Pour ce qui est de la lettre du 12 mars 2014<sup>778</sup>, l'Union européenne estime que la Russie a demandé des renseignements non nécessaires et dénués de pertinence sur les points suivants: i) l'absence de toute preuve de l'inexistence de la PPA sur le territoire d'autres États membres de l'UE; et ii) l'absence de toute preuve de l'impossibilité d'introduire de la viande issue d'animaux infectés par le virus de la PPA dans le cycle de production de la viande de porc, en provenance d'autres États membres de l'UE.<sup>779</sup>

7.556. L'Union européenne allègue en outre que, dans la lettre du 16 mai 2014 adressée par le FSVPS à la DG SANCO, la Russie a demandé des réponses à des questions auxquelles l'Union européenne avait déjà répondu de manière exhaustive.<sup>780</sup> De plus, l'Union européenne soutient que, dans cette lettre, il était aussi demandé des renseignements non nécessaires, comme ceux qui se rapportent i) au statut zoosanitaire des petites exploitations (du fait de leur nombre important sur les territoires des zones infectées par la PPA/à risque élevé de PPA) et à la mesure de leur protection biologique (possibilité d'élevage en plein air, alimentation de base, régime d'introduction des animaux nouvellement arrivés dans le troupeau, etc.); et ii) à la représentation cartographique des établissements agréés pour fournir des porcins vivants et des produits du porc en provenance des États membres de l'UE (la Pologne et la Lituanie en particulier) à la Russie, avec indication des matières premières de base utilisées par ces établissements.<sup>781</sup>

7.557. De plus, l'Union européenne fait valoir qu'elle a indiqué clairement à la Russie qu'"aucun établissement [infecté] n'[était] autorisé à fournir de la viande de porc ou des produits à base de viande de porc aux établissements agréés pour l'exportation vers la Fédération de Russie".<sup>782</sup> Sur cette base, l'Union européenne affirme qu'elle a fourni de nombreux éléments de preuve pour étayer ses allégations au titre de l'Annexe C et de l'article 8 de l'Accord SPS.<sup>783</sup>

<sup>777</sup> Deuxième communication écrite de l'Union européenne, paragraphes 172 et 173. L'Union européenne a fait référence à des demandes de renseignements analogues formulées dans la lettre du 16 mai 2014; voir la deuxième communication écrite de l'Union européenne, paragraphes 177 et 178 (faisant référence à la lettre de la Russie à l'Union européenne du 16 mai 2014, FS-EN-8/7999 (pièce EU-93)).

<sup>778</sup> Lettre de la Russie à l'Union européenne du 12 mars 2014, FS-SD-4/3620 (pièces EU-90/RUS-135).

<sup>779</sup> Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 339; et deuxième communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 176.

<sup>780</sup> Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 339 (faisant référence à la lettre de la Russie à l'Union européenne du 16 mai 2014, FS-EN-8/7999 (pièce EU-93)).

<sup>781</sup> Deuxième communication écrite de l'Union européenne, paragraphes 177 à 181.

<sup>782</sup> Deuxième communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 182.

<sup>783</sup> Dans sa réponse à la question n° 194 du Groupe spécial, l'Union européenne a indiqué quels étaient les renseignements demandés par la Russie en mars 2014 qui avaient déjà été fournis ou qui n'étaient pas pertinents aux fins de l'évaluation par la Russie des mesures de régionalisation de l'Union européenne:

- la preuve que les régions historiquement exemptes de PPA dans l'ensemble de l'Union européenne sont effectivement exemptes de cette maladie, ce qui est contraire aux dispositions du Code terrestre de l'OIE;
- des renseignements sur la population porcine dans le secteur agro-industriel et dans les élevages privés à titre accessoire avec le détail des densités par région; des renseignements détaillés sur les élevages porcins, les usines de transformation de la viande de porc et les produits semi-finis, classés en fonction du volume de production; les textes réglementaires régissant la chasse au sanglier et l'utilisation ultérieure des animaux tués (pour l'alimentation ou comme trophées); les réglementations régissant l'exportation de la viande de sanglier et de trophées le nombre d'animaux tués ainsi que la viande et les trophées exportés au cours de la période 2013-2014; des renseignements détaillés sur les chasseurs étrangers, qui sont entrés dans les États membres de l'UE pour chasser le sanglier au cours de la période 2013-2014, ventilés par région (y compris des renseignements sur leur nombre et leur pays d'origine); des renseignements détaillés sur les élevages porcins et les usines de transformation de la viande qui sont agréés pour expédier des animaux et des produits vers le territoire de l'Union douanière, y compris des renseignements sur les fournisseurs (nombre, pays, région) et sur les volumes de production, ventilés par région; une estimation approximative des entreprises qui sont agréées pour expédier des produits d'origine animale vers le territoire de l'Union douanière, selon le niveau de l'état zoosanitaire, équivalente à l'évaluation précédemment effectuée pour les entreprises russes et biélorussiennes, ventilées par région et classées par volume de production.

7.558. La Russie, quant à elle, a fait valoir que ces demandes de renseignements étaient justifiées. Selon elle, les experts ont confirmé que ses demandes avaient un fondement objectif.<sup>784</sup>

7.559. Dans le cadre des questions qu'il a posées aux experts, le Groupe spécial a demandé à ces derniers de formuler des observations sur la pertinence des questions figurant dans certaines des demandes de renseignements de la Russie aux fins de l'évaluation des risques pertinents.<sup>785</sup> Les communications auxquelles la question du Groupe spécial faisait référence sont celles qui ont été adressées par la Russie à l'Union européenne ou à certains États membres de l'UE, datées du 5 février 2014<sup>786</sup>, du 12 mars 2014<sup>787</sup>, du 10 avril 2014<sup>788</sup>, du 16 mai 2014<sup>789</sup>, du 31 juillet 2014<sup>790</sup> et du 1<sup>er</sup> décembre 2014.<sup>791</sup>

7.560. Dans sa réponse à cette question, le docteur Brückner a fait observer que "l'objet et l'ampleur des renseignements exigés n'[étaient] pas clairs". Il a fait remarquer en outre ce qui suit:

Les renseignements normalement exigés d'un pays exportateur seraient limités à l'agent pathogène concerné et aux dangers potentiels associés à cet agent en provenance de la zone faisant l'objet du différend (zone affectée par la PPA), et ces renseignements exigés en général qui ne sont pas encore disponibles auprès du pays exportateur (lesquels, dans le cas des exportations en provenance de l'UE vers la Fédération de Russie, seraient par défaut déjà disponibles pour d'autres exportations d'animaux et de produits d'origine animale). Toutefois, les renseignements demandés dans la pièce RUS-131 sont, à mon avis, "disproportionnés" et bon nombre des questions sont hors du sujet non nécessaires aux fins d'une analyse des risques sensée, qu'elle soit quantitative ou qualitative.<sup>792</sup>

7.561. Dans sa réponse à cette question, le professeur Penrith a indiqué qu'il "apparaiss[ait] que ces renseignements [étaient] ceux que l'UE pourrait utiliser pour réaliser une évaluation des risques très détaillée concernant la dissémination du virus sur son territoire".<sup>793</sup> Elle a par ailleurs expliqué que les États membres de l'UE "ne [pouvaient] pas [tous] être considérés comme présentant un risque égal de PPA pour la Russie". Par conséquent, certains renseignements demandés par la Russie sont dénués de pertinence pour certaines zones de l'Union européenne (à savoir, ceux qui concernent les populations de sangliers et leurs mouvements sur des territoires insulaires; et les abattages sanitaires sur des territoires n'ayant jamais connu de cas de PPA ou n'en n'ayant pas eu depuis plus de 20 ans).<sup>794</sup> En outre, le Pr Penrith a indiqué que les renseignements exigés par la Russie devraient se limiter à la liste des points qu'elle avait identifiés, et elle a mentionné que plus de détails pourraient être exigés de pays ayant connu des foyers de la maladie.<sup>795</sup> Elle a conclu sa réponse en indiquant que "dans leur grande majorité, les

<sup>784</sup> Déclaration finale de la Russie à la deuxième réunion avec le Groupe spécial, paragraphe 4. Voir aussi les observations de la Russie sur la réponse de l'Union européenne à la question n° 322 du Groupe spécial; et les observations de la Russie sur les réponses des experts aux questions n° 12 et n° 13 du Groupe spécial.

<sup>785</sup> Question n° 13 du Groupe spécial aux experts.

<sup>786</sup> Lettre de la Russie à l'Union européenne du 5 février 2014, FS-SD 8/1640 (pièce EU-84).

<sup>787</sup> Lettre de la Russie à l'Union européenne du 12 mars 2014, FS-SD-4/3620 (pièces EU-90/RUS-135).

<sup>788</sup> Lettre de la Russie à la Pologne du 10 avril 2014, FS-NV-8/5827 (pièce RUS-240).

<sup>789</sup> Lettre de la Russie à l'Union européenne du 16 mai 2014, FS-EN-8/7999 (pièce EU-93).

<sup>790</sup> Lettre de la Russie à l'Union européenne du 31 juillet 2014, EH-8/14006 (pièce RUS-157).

<sup>791</sup> Lettre du service vétérinaire russe à la DG SANCO, FS-AS-8/23743, 1<sup>er</sup> décembre 2015 (pièce RUS-131).

<sup>792</sup> Réponse du Dr Brückner à la question n° 13 du Groupe spécial, compilation des réponses des experts, paragraphe 2.123.

<sup>793</sup> Réponse du Pr Penrith à la question n° 13 du Groupe spécial, compilation des réponses des experts, paragraphe 2.125.

<sup>794</sup> Réponse du Pr Penrith à la question n° 13 du Groupe spécial, compilation des réponses des experts, paragraphe 2.125.

<sup>795</sup> Réponse du Pr Penrith à la question n° 13 du Groupe spécial, compilation des réponses des experts, paragraphe 2.125. La liste des renseignements mentionnés par le professeur Penrith figurait dans sa réponse à la question n° 12 du Groupe spécial. Cette liste comprend les renseignements suivants: i) le point de savoir s'il s'agit d'une maladie à déclaration obligatoire dans tout le pays et quels sont les moyens utilisés pour faire en sorte que cela soit connu; ii) le point de savoir si le pays dispose d'une capacité de diagnostic concernant la PPA (personnel vétérinaire et acteurs de la chaîne de valeur porcine, formés au diagnostic de terrain, et capacités des laboratoires pour confirmer un diagnostic de terrain); iii) la législation en place pour la prévention et la gestion de foyers de maladies graves, y compris la PPA; iv) les connaissances vétérinaires et

renseignements exigés n'[étaient] pas pertinents ni nécessaires aux fins d'une évaluation des risques par la Russie".

7.562. S'agissant de la lettre datée du 5 février 2014 (pièce EU-84), le Dr Thomson a noté que certaines des questions figurant dans cette pièce étaient des variantes d'autres questions posées ailleurs par la Russie, et a indiqué que, pour un pays qui "n'[était] pas lui-même exempt de PPA, cela [lui] sembl[ait] disproportionné et [était] peut-être une tentative de "brouiller les cartes"". <sup>796</sup> En ce qui concerne la lettre datée du 10 avril 2014 (pièce RUS-240), le Dr Thomson a fait observer que la pertinence des trois questions posées était douteuse, en partie parce qu'"il serait raisonnable de demander à l'UE les résultats et les conclusions issus des enquêtes menées sur son territoire en général", au lieu de demander à la Pologne les enquêtes elles-mêmes. <sup>797</sup> En ce qui concerne la lettre datée du 16 mai 2014 (pièce EU-93), le Dr Thomson a noté que, à l'exception des renseignements concernant la présence du vecteur de la PPA dans les États membres de l'UE, il apparaissait que les questions posées étaient pertinentes. <sup>798</sup> Concernant la lettre datée du 31 juillet 2014 (pièce RUS-157), le Dr Thomson a indiqué que cette "demande [lui] sembl[ait] pertinente et justifiée". <sup>799</sup> Enfin, s'agissant de la lettre datée du 1<sup>er</sup> décembre 2014 (pièce RUS-131), le Dr Thomson a indiqué qu'il pouvait voir de la pertinence, et donc une justification, dans les questions concernant i) les plans de détection précoce et d'intervention concernant la PPA pour chaque État membre de l'UE; ii) des renseignements détaillés sur le suivi et la surveillance des sangliers dans chaque État membre de l'UE; iii) des renseignements détaillés concernant les mesures prises par chaque État membre de l'UE pour prévenir la dissémination transfrontières de la PPA dans l'Union européenne (à l'exclusion des données démontrant leur efficacité); et iv) des renseignements sur le rôle des tiques dans la dissémination de la PPA dans les États membres de l'UE. Le Dr Thomson a ajouté, faisant référence aux autres questions figurant dans cette lettre, qu'elles "[lui] donn[aient] l'impression d'être une répétition ou d'être des questions auxquelles peu de pays au monde, pour ne pas dire aucun, y compris la Fédération de Russie, seraient en mesure d'apporter des réponses satisfaisantes. Il [était] nécessaire de rappeler que la Russie n'[était] pas un pays exempt de PPA". <sup>800</sup>

7.563. À notre avis, les réponses des experts indiquent que certains des renseignements demandés par la Russie dans ses communications sont excessifs par rapport à ce qui lui serait nécessaire pour effectuer une analyse du risque de dissémination de la PPA depuis l'Union européenne en Russie. Selon nous, ceci a un lien direct avec la question dont nous sommes saisis.

7.564. Ainsi que nous l'avons décrit plus haut au paragraphe 7.516, l'objectif immédiat de la procédure en cause est d'évaluer s'il y a des zones exemptes de PPA sur le territoire de l'Union européenne. Pour ce qui est de l'interdiction à l'échelle de l'UE, nous examinons cette évaluation telle qu'elle se rapporte aux zones de l'Union européenne situées en dehors du territoire de l'Estonie, de la Lettonie, de la Lituanie et de la Pologne. Nous estimons ainsi que les demandes de renseignements qui seraient nécessaires dans le cadre de la procédure en cause sont celles qui visent à vérifier le caractère exempt de PPA des territoires à l'examen.

7.565. Nous rappelons que, plus haut dans la section 7.5.2.3.5, nous avons examiné en détail les éléments de preuve nécessaires que l'Union européenne devrait fournir à la Russie pour démontrer objectivement qu'il y a des zones exemptes de PPA sur son territoire.

---

l'expertise sur tous les porcins domestiques dans le pays ou la zone; v) les connaissances vétérinaires sur les espèces, la population, la répartition et l'habitat des porcins sauvages dans le pays ou la zone; vi) le fondement épidémiologique de la reconnaissance d'une zone, y compris toutes les caractéristiques topographiques pertinentes; et vii) le champ et l'étendue de la surveillance active de la PPA entreprise dans le pays ou la zone pour étayer l'affirmation selon laquelle le pays ou la zone est exempt de PPA. Réponse du professeur Penrith à la question n° 12 du Groupe spécial, compilation des réponses des experts, paragraphe 2.114.

<sup>796</sup> Réponse du Dr Thomson à la question n° 13 du Groupe spécial, compilation des réponses des experts, paragraphe 2.131.

<sup>797</sup> Réponse du Dr Thomson à la question n° 13 du Groupe spécial, compilation des réponses des experts, paragraphe 2.130.

<sup>798</sup> Réponse du Dr Thomson à la question n° 13 du Groupe spécial, compilation des réponses des experts, paragraphe 2.132.

<sup>799</sup> Réponse du Dr Thomson à la question n° 13 du Groupe spécial, compilation des réponses des experts, paragraphe 2.129.

<sup>800</sup> Réponse du Dr Thomson à la question n° 13 du Groupe spécial, compilation des réponses des experts, paragraphe 2.128.

7.566. À notre avis, le type de renseignements que l'Union européenne était tenue de fournir à la Russie pour démontrer objectivement l'existence de zones exemptes de PPA sur son territoire, conformément à l'article 6:3 de l'Accord SPS, vise à démontrer exactement ce que la procédure en cause tend à vérifier.

7.567. Dans ce contexte, nous estimons que les demandes de renseignements de la Russie, s'agissant de la vérification de l'existence de zones exemptes de PPA dans l'Union européenne et en dehors de l'Estonie, de la Lettonie, de la Lituanie et de la Pologne devraient être limitées i) aux mesures de surveillance de la PPA (y compris savoir si la maladie était à déclaration obligatoire); ii) aux mesures adoptées pour prévenir l'introduction et la dissémination de la PPA (c'est-à-dire les mesures de contrôle); iii) aux mesures prévues en cas d'apparition d'un foyer de PPA (c'est-à-dire les plans d'urgence), et iv) aux renseignements sur la population de porcins domestiques et sauvages. À notre avis, les demandes de renseignements formulées par la Russie entre février et juillet 2014 dépassent ce cadre. Comme les experts l'ont indiqué, certains des renseignements demandés par la Russie semblent non nécessaires et injustifiés.

7.568. En particulier, des demandes de renseignements excessives ont été présentées au moyen de la lettre du 5 février 2014 en ce qui concerne i) des renseignements détaillés sur les élevages porcins, les usines de transformation de la viande de porc et les produits semi-finis, classés en fonction du volume de la production; ii) les textes réglementaires régissant la chasse au sanglier et l'utilisation ultérieure des animaux tués (pour l'alimentation ou comme trophées); iii) les règlements régissant l'exportation de viande de sanglier et de trophées, le nombre d'animaux tués ainsi que la viande et les trophées exportés au cours de la période 2013-2014 (pour les régions adjacentes à la zone infectée); iv) des renseignements détaillés sur les chasseurs étrangers qui sont entrés dans le pays pour chasser le sanglier au cours de la période 2013-2014 (y compris des renseignements sur leur nombre et leur pays d'origine), ventilés par pays et par région; v) des renseignements détaillés sur les élevages porcins et les usines de transformation de la viande qui sont agréés pour expédier des animaux et des produits vers le territoire de l'Union douanière, y compris des renseignements sur les fournisseurs (nombre, pays, région) et sur les volumes de production, ventilés par pays et par région; et vi) une estimation approximative des entreprises qui sont agréées pour expédier des produits d'origine animale vers le territoire de l'Union douanière, selon le niveau de l'état zoosanitaire, équivalente à l'évaluation précédemment effectuée pour les entreprises russes et biélorussiennes, ventilées par région et classées par volume de production. En outre, le niveau de détail requis pour certains des autres renseignements demandés semble excessif, en particulier i) le détail des densités par région de la population de sangliers; ii) le détail des densités par région de la population de porcins dans le secteur agro-industriel et dans les élevages privés à titre accessoire; et iii) le nombre d'études de suivi sur les porcins et les sangliers menées au cours de la période 2013-2014, ventilé par région.<sup>801</sup>

7.569. De plus, au moyen de la lettre du 12 mars 2014, la Russie a indiqué que les échanges qui avaient eu lieu jusqu'à cette date n'avaient pas encore permis de fournir de renseignements concernant i) l'absence de toute preuve de l'inexistence de la PPA sur le territoire d'autres États membres de l'UE; et ii) l'absence de toute preuve de l'impossibilité d'introduire de la viande issue d'animaux infectés par le virus de la PPA dans le cycle de production de viande de porc, en provenance d'autres États membres de l'UE.<sup>802</sup> Il semble excessif de demander, sur ces points, des renseignements allant au-delà de ceux qui se rapportent aux programmes de surveillance et de contrôle, lesquels, à cette date, avaient déjà été fournis à la Russie par l'Union européenne. Le Groupe spécial note, en particulier, la quasi-impossibilité de "prouver" l'inexistence ou l'impossibilité de la survenue potentielle d'un événement, aussi improbable que puisse être la survenue de cet événement.

7.570. En outre, au moyen de la lettre datée du 16 mai 2014, la Russie a demandé les renseignements ci-après, qui semblent excessifs s'agissant de l'évaluation de zones exemptes de PPA dans l'Union européenne en dehors de l'Estonie, de la Lettonie, de la Lituanie et de la Pologne: i) la représentation cartographique des établissements agréés pour fournir des porcins vivants et des produits du porc en provenance des États membres de l'UE (la Pologne et la Lituanie en particulier) à la Russie, avec indication des matières premières de base utilisées par ces établissements; ii) le statut zoosanitaire des petites exploitations (du fait de leur nombre

<sup>801</sup> Lettre de la Russie à l'Union européenne du 5 février 2014, FS-SD 8/1640 (pièce EU-84).

<sup>802</sup> Lettre de la Russie à l'Union européenne du 12 mars 2014, FS-SD-4/3620 (pièces EU-90/RUS-135).

important sur les territoires des zones infectées par la PPA/à risque élevé de PPA) et la mesure de leur protection biologique (possibilité d'élevage en plein air, alimentation de base, régime d'introduction des animaux nouvellement arrivés dans le troupeau, etc.); iii) des données sur l'évaluation interne par les services vétérinaires des États membres de l'UE des ressources (humaines, techniques et financières) nécessaires à la création et au maintien des zones exemptes de PPA susmentionnées; iv) des données sur l'isolement fonctionnel de sous-populations d'animaux domestiques et sauvages dans les zones, accompagnées de preuves de l'absence de migration/mouvements saisonniers des sangliers entre les zones; et v) des données sur la présence du vecteur de la PPA dans les États membres de l'UE.<sup>803</sup> Nous rappelons que certains de ces renseignements sont dénués de pertinence compte tenu de la distance géographique particulière entre les emplacements des foyers de PPA et les autres zones de l'Union européenne.

7.571. Sur la base de ce qui précède, nous estimons que la Russie a formulé des demandes de renseignements qui n'étaient pas limitées à ce qui était nécessaire pour la procédure en cause, ce qui constitue une infraction à l'Annexe C 1) c).

#### **7.5.4.3.5.3 Question de savoir si la procédure en cause est incompatible avec l'Annexe C 1) a)**

7.572. L'Union européenne fait valoir que, par la demande de renseignements non nécessaires, ainsi que par certaines actions, la Russie n'a pas engagé et achevé la procédure en cause sans retard injustifié.<sup>804</sup> En outre, elle soutient que, compte tenu du traitement discriminatoire appliqué par la Russie aux produits en cause importés en provenance de l'Union européenne par rapport aux produits similaires d'origine nationale, la Russie a mené la procédure concernant les produits en cause en provenance de l'Union européenne d'une manière moins favorable que pour les produits similaires d'origine nationale.<sup>805</sup>

7.573. La Russie fait référence au rapport du Groupe spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques*, lequel a fait observer que les "retards" causés par un Membre n'étaient "pas tous" contraires à l'Annexe C 1) a) et qu'un Membre n'était pas responsable des retards qui ne lui étaient pas imputables.<sup>806</sup> De plus, la Russie a souligné que ce Groupe spécial a constaté que le besoin de renseignements additionnels n'équivalait pas à un retard injustifié, mais que la détermination du point de savoir si une procédure avait été retardée de façon injustifiée exigeait une analyse au cas par cas, compte tenu de tous les faits et circonstances pertinents. Sur cette base, la Russie fait valoir que les éléments de preuve fournis par l'Union européenne donnent une image globale faussée de l'échange constant de renseignements et des négociations intensives sur la régionalisation, y compris les nombreuses explications fournies par la Russie au sujet de l'insuffisance des renseignements communiqués. Elle fait également valoir qu'elle a fait plusieurs offres en vue de la reprise des échanges commerciaux avec l'Union européenne à la condition qu'ils soient exempts de PPA.<sup>807</sup> La Russie conclut que l'Union européenne a simplement affirmé qu'il y avait violation de l'article 8 et de l'Annexe C 1) a) en signalant des retards allégués dans l'évaluation des demandes de régionalisation, sans démontrer que ces retards étaient "injustifiés". Au contraire, la Russie fait valoir qu'il lui a fallu un délai raisonnable pour évaluer les demandes de régionalisation de l'Union européenne, en particulier à la lumière de la détérioration de la situation concernant la PPA qui se détériorait dans l'Union européenne.<sup>808</sup> À cet égard, la Russie soutient que l'Union européenne n'a pas présenté d'éléments de preuve suffisants pour établir des éléments *prima facie* et ne s'est pas acquittée de la charge de la preuve qui lui incombait de démontrer que la Russie avait enfreint l'article 8 et l'Annexe C 1) a).<sup>809</sup>

7.574. Nous rappelons qu'une détermination de la question de savoir si un retard dans une procédure d'homologation, de contrôle ou d'inspection est injustifié, aux fins de l'Annexe C 1) a),

<sup>803</sup> Lettre de la Russie à l'Union européenne du 16 mai 2014, FS-EN-8/7999 (pièce EU-93).

<sup>804</sup> Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphes 338 et 339; et deuxième communication écrite de l'Union européenne, paragraphes 185 et 186.

<sup>805</sup> Deuxième communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 186.

<sup>806</sup> Première communication écrite de la Russie, paragraphe 434 (faisant référence aux rapports du Groupe spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques*, paragraphes 7.1495 et 7.1497).

<sup>807</sup> Première communication écrite de la Russie, paragraphes 435 et 436.

<sup>808</sup> Première communication écrite de la Russie, paragraphe 437.

<sup>809</sup> Première communication écrite de la Russie, paragraphe 438.

doit être examinée à la lumière des circonstances propres à une affaire.<sup>810</sup> L'Organe d'appel a par ailleurs indiqué que:

[L]'obligation de faire en sorte que les procédures pertinentes soient engagées et achevées sans retard injustifié peut être violée par des mesures autres que les procédures de contrôle, d'inspection et d'homologation elles-mêmes, telles que des actions qui prohibent, empêchent ou entravent l'engagement et l'achèvement de ces procédures "sans retard injustifié", ou des omissions tenant au fait de ne pas agir "sans retard injustifié".<sup>811</sup> De telles mesures, même si elles ne sont pas elles-mêmes des procédures, pourraient donner lieu de la même façon à une violation de l'Annexe C 1) a) et de l'article 8.<sup>812</sup>

7.575. Au paragraphe 7.535 plus haut, nous avons fait remarquer que, ayant à l'esprit les indications données par des groupes spéciaux antérieurs et l'Organe d'appel, nous considérons qu'un retard était injustifié s'il était "injustifié[], ou excessi[f] d'une autre manière, disproportionné[] ou injustifiable[]".<sup>813</sup> Pour évaluer si le "retard" allégué par l'Union européenne peut être considéré comme "injustifié", nous examinerons si le retard est injustifié, ou excessif d'une autre manière, disproportionné ou injustifiable.

7.576. Dans le cadre de cet examen, nous cherchons à savoir s'il y a eu des périodes d'inaction ou une incapacité d'aller de l'avant sur le fond de la demande qui constitueraient des retards au sens de l'Annexe C 1) a).<sup>814</sup> Cela suppose non seulement la prise en compte de la période de temps totale durant laquelle la Russie, en tant que Membre importateur, mène la procédure, mais cela exige également une évaluation globale des faits et circonstances propres à l'affaire. Dans l'absolu, le délai dont un Membre a besoin pour évaluer une demande donnée – et le temps nécessaire pour effectuer toute série d'étapes intermédiaires requises pour vérifier l'exhaustivité, l'exactitude et la pertinence des renseignements – dépendront des circonstances propres à l'affaire.<sup>815</sup> Nous partageons le point de vue du Groupe spécial *États-Unis – Animaux* sur l'importance de disposer d'un point de référence pour évaluer le caractère raisonnable de la durée du processus d'examen, par référence à des indicateurs comme la durée normale de la procédure qui transparaît dans les politiques et pratiques du Membre exécutant la procédure, ainsi que les directives données par l'OIE.<sup>816</sup>

7.577. Par ailleurs, nous rappelons les observations que nous avons formulées plus haut dans la section 7.3.6 sur l'importance des considérations temporelles en l'espèce. Nous notons que le Groupe spécial *États-Unis – Animaux* a identifié une date de fin pour la période dont il tiendrait compte afin d'évaluer les retards injustifiés allégués dans la conduite des procédures du Membre défendeur.<sup>817</sup> En faisant référence à la décision de l'Organe d'appel dans l'affaire *CE – Morceaux de poulet* et à la décision du Groupe spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques*, le Groupe spécial *États-Unis – Animaux* a déterminé que la date de fin

<sup>810</sup> Rapport de l'Organe d'appel *Australie – Pommes*, paragraphe 437.

<sup>811</sup> (note de bas de page de l'original) Nous notons que, dans des différends antérieurs dans lesquels des allégations au titre de l'Annexe C 1) a) et de l'article 8 ont été formulées, les Groupes spéciaux ont examiné des mesures autres que des procédures. Dans l'affaire *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques*, le Groupe spécial a examiné un moratoire général *de facto* consistant à suspendre l'examen des demandes d'approbation, et à ne pas examiner des demandes d'approbation spécifiques. (Rapports du Groupe spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques*, paragraphe 7.47) Dans l'affaire *États-Unis – Volaille (Chine)*, la mesure en cause était une disposition législative qui prohibait d'utiliser des fonds pour permettre l'importation de produits à base de volaille en provenance de Chine et qui, de ce fait, empêchait d'engager et d'achever une procédure qui était "une condition préalable à l'importation de ... produits [à base de volaille]". (Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Volaille (Chine)*, paragraphes 7.92 et 7.152)

<sup>812</sup> Rapport de l'Organe d'appel *Australie – Pommes*, paragraphe 438.

<sup>813</sup> Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.129. En référence au rapport de l'Organe d'appel *Australie – Pommes*, paragraphe 437 (faisant référence aux rapports du Groupe spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques*, paragraphe 7.1495).

<sup>814</sup> Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.127.

<sup>815</sup> Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.114. Ce Groupe spécial a fait observer que les Membres requérants présentaient des circonstances différentes du point de vue SPS, qui "[pouvaient] aussi être affectées par la législation, les politiques, la gouvernance et les infrastructures vétérinaires".

<sup>816</sup> Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.117.

<sup>817</sup> Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.118.

appropriée aux fins de l'examen des allégations du plaignant serait la date d'établissement du Groupe spécial.<sup>818</sup>

7.578. La demande de l'Union européenne en vue de la reconnaissance de zones exemptes de PPA sur son territoire a été initialement présentée dans la lettre datée du 31 janvier 2014.<sup>819</sup> À cette date, il n'était apparu que deux foyers de la maladie chez les sangliers en Lituanie. Le dossier révèle que la Russie n'a communiqué de réponse négative à cette demande que par la lettre datée du 29 juillet 2014 (après la date d'établissement du Groupe spécial), une fois que les foyers s'étaient déjà déclarés en Pologne et en Lettonie. La lettre de la Russie indiquait ceci:

*L'aggravation de la situation épidémiologique dans l'UE, ainsi que l'absence d'éléments de preuve concluants indiquant une surveillance efficace et un fonctionnement correct des zones déterminées, conformément aux dispositions des articles 1.4.6 et 4.3.3 du Code sanitaire pour les animaux terrestres de l'OIE (modifié en 2013), empêchent actuellement la Fédération de Russie d'accepter les conditions concernant la régionalisation de l'UE, proposées par la Commission européenne à la réunion qui s'est tenue le 4 juillet 2014 à Moscou, ainsi que de déclarer l'ensemble du territoire de l'UE exempt de PPA.*<sup>820</sup> (italique dans l'original)

7.579. La Russie a envoyé une autre communication à l'Union européenne au sujet de cette procédure le 1<sup>er</sup> décembre 2014. Dans cette communication, elle a indiqué que le processus d'examen des certificats vétérinaires et la reprise des échanges de porcins destinés à la reproduction et de produits du porc étaient "retardés" parce que l'Union européenne n'avait pas fourni les renseignements suffisants exigés aux fins de l'évaluation objective des risques associés à la dissémination de la PPA dans les États membres de l'UE. Cette lettre mentionnait par ailleurs la réticence de l'Union européenne à suivre les principes de la compartimentation prévus dans le Code terrestre. De plus, la lettre demandait à l'Union européenne de fournir des renseignements détaillés concernant une liste particulière de questions.<sup>821</sup>

7.580. L'Union européenne a répondu à cette lettre le 23 décembre 2014. La lettre fait référence aux communications envoyées par la DG SANCO au FSVPS les 7 février, 6 et 13 mars, 21 mai et 13 juin 2014. Elle contenait l'observation suivante au sujet des trois premières de ces cinq communications: "Je ne doute pas que ces renseignements sont plus que suffisants pour permettre à vos services de conclure à la sécurité sanitaire des porcins, et des produits qui en sont issus, en provenance des zones non affectées de l'UE." La lettre indiquait en conclusion qu'il était surprenant que la Russie ait présenté une nouvelle série de questions en dépit du fait qu'au cours des cinq mois précédents, elle n'avait donné aucune information en retour sur les réponses les plus récentes que l'Union européenne avait envoyées à sa demande, et que la Russie alléguait une fois encore que la Commission européenne n'avait pas fourni tous les renseignements nécessaires pour procéder à une évaluation des risques.<sup>822</sup>

7.581. Dans ce contexte, nous devons déterminer si la procédure en cause visant la reconnaissance de zones exemptes de PPA dans l'Union européenne, a été engagée et achevée sans retard injustifié.

7.582. Comme nous l'avons indiqué dans notre analyse des allégations de l'Union européenne au titre de l'Annexe C 1) c), la Russie a formulé un certain nombre de demandes de renseignements qui allaient au-delà des renseignements qui étaient nécessaires à la procédure en cause. Nous soulignons que c'était le cas pour les zones situées dans les États membres de l'UE non affectées par des foyers de PPA.

7.583. À notre avis, lorsqu'un Membre formule des demandes de renseignements non nécessaires, qui vont au-delà de ce qui serait exigé pour procéder à une évaluation sur le fond de

<sup>818</sup> Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.118.

<sup>819</sup> Lettre de l'Union européenne à la Russie du 31 janvier 2014, ARES(2014)226547, SANCO G7/JP/mh(2014)241111 (pièce EU-64).

<sup>820</sup> Lettre de la Russie à l'Union européenne du 29 juillet 2014, C-EH-8/13771 (pièce RUS-263).

<sup>821</sup> Lettre du service vétérinaire russe à la DG SANCO, FS-AS-8/23743, 1<sup>er</sup> décembre 2015 (pièce RUS-131).

<sup>822</sup> Lettre de la DG SANCO au service vétérinaire russe, SANCO/G7/PD/mh (2014) 4703183, 23 décembre 2014 (pièce RUS-132).



la situation faisant l'objet de la procédure en cause, ce Membre agirait d'une manière qui empêche d'engager et d'achever les procédures correspondantes. En l'espèce, les demandes de renseignements excessives et injustifiées de la Russie en ce qui concerne les mesures de surveillance et de contrôle dans les États membres de l'UE non affectés par la PPA correspondent à ce cas de figure. À la lumière des indications de l'Organe d'appel citées plus haut<sup>823</sup>, ce cas peut constituer un manquement à l'obligation d'engager et d'achever une procédure sans retard injustifié.

7.584. Sur la base de ce qui précède, nous concluons que la procédure en cause a été engagée et achevée avec un retard injustifié, ce qui constitue une infraction à la première clause de l'Annexe C 1) a).

7.585. Nous passons à présent à l'allégation de l'Union européenne concernant la seconde clause de l'Annexe C 1) a), c'est-à-dire l'allégation selon laquelle la procédure en cause a été engagée et achevée d'une manière moins favorable pour les produits importés que pour les produits similaires d'origine nationale.

7.586. S'agissant de cette allégation, le Groupe spécial examinera si l'Union européenne a établi que les produits en cause en provenance de l'Union européenne ont été traités d'une "manière moins favorable" que les produits d'origine nationale en ce qui concerne l'engagement et l'achèvement de la procédure en cause.

7.587. En réponse à la question du Groupe spécial l'invitant à donner des précisions sur le traitement moins favorable qu'elle allègue dans le contexte de cette disposition, l'Union européenne a répondu ceci:

L'UE a déjà expliqué [dans la réponse à la question n° 194] que les autorités russes avaient demandé à plusieurs reprises des renseignements supplémentaires, y compris des renseignements déjà communiqués ou des renseignements dénués de pertinence en l'espèce.

Cela aboutit clairement à un traitement moins favorable des produits importés, qui font l'objet d'une interdiction, par rapport aux produits nationaux, qui peuvent librement circuler en provenance des zones non affectées de la Russie. Pour arriver à une décision concernant la régionalisation sur son propre territoire, la Russie n'a clairement pas eu besoin de plus d'un an, ni du type et de la quantité d'éléments de preuve qu'elle a exigés de l'Union européenne.<sup>824</sup>

7.588. Nous croyons comprendre que le raisonnement qui sous-tend l'argument de l'Union européenne est que les demandes de renseignements non nécessaires et excessives que la Russie lui a adressées en ce qui concerne la reconnaissance de zones exemptes de PPA sur son territoire, n'ont pas été faites au sujet des échanges de produits similaires en provenance de zones exemptes de PPA en Russie.

7.589. Nous rappelons que l'Organe d'appel a conclu que les critères de la preuve généralement admis (en régime "code civil", en régime "common law" et, en fait, dans la plupart des systèmes juridiques) étaient d'application dans le système de règlement des différends de l'OMC, à savoir que la charge de la preuve incombait à la partie, qu'elle soit demanderesse ou défenderesse, qui établissait, par voie d'affirmation, une allégation ou un moyen de défense particulier.<sup>825</sup> Pour démontrer *prima facie* le bien-fondé de son allégation, une partie plaignante doit présenter des éléments de preuve suffisants qui, "en l'absence de réfutation effective par la partie défenderesse, fait obligation au groupe spécial, en droit, de statuer en faveur de la partie plaignante fournissant le commencement de preuve".<sup>826</sup> Conformément à cette interprétation, c'est l'Union européenne

<sup>823</sup> Rapport de l'Organe d'appel *Australie – Pommes*, paragraphe 438.

<sup>824</sup> Réponse de l'Union européenne à la question n° 196 du Groupe spécial, paragraphes 386 et 387.

<sup>825</sup> Rapport de l'Organe d'appel *Canada – Produits laitiers (article 21:5 – États-Unis et Nouvelle-Zélande II)*, paragraphe 66; voir aussi le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Chemises et blouses de laine*, pages 15 et 16.

<sup>826</sup> Rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphe 104.

qui assume la charge de démontrer que la procédure en cause prévoit un traitement moins favorable pour les produits importés que pour les produits similaires d'origine nationale.<sup>827</sup>

7.590. Nous traitons en détail les arguments de l'Union européenne concernant ses allégations de discrimination au titre des articles 2:3 et 5:5 de l'Accord SPS dans la section 7.7 plus loin. À notre avis, l'Union européenne n'a pas fourni d'éléments de preuve suffisants pour étayer son affirmation selon laquelle ce type de renseignements n'est pas exigé par la Russie afin de déterminer quelles zones de la Russie sont exemptes de PPA. En outre, elle n'a pas clairement expliqué le processus interne de la Russie visant à établir la reconnaissance de zones exemptes de PPA dans ce pays: elle n'a fait qu'indiquer qu'il n'y avait pas d'interdiction visant le commerce intérieur des produits en cause provenant de zones exemptes de PPA en Russie. L'UE fait seulement référence à la nature limitée des interdictions visant le commerce intra-Russie.<sup>828</sup> Sans plus de renseignements, nous ne sommes pas en mesure de vérifier si la Russie a mis plus d'un an, pour déterminer l'existence de zones exemptes de PPA sur son territoire, ni quel type et quelle quantité d'éléments de preuve elle a exigés de ses autorités régionales à cette fin. Nous estimons par conséquent, comme il a été expliqué au paragraphe précédent, que l'Union européenne ne s'est pas acquittée de la charge qui lui incombait de démontrer que la procédure de la Russie n'était pas conforme à la seconde clause de l'Annexe C 1) a).

7.591. Compte tenu de la constatation que nous avons formulée plus haut concernant la première clause de l'Annexe C 1) a), nous constatons que, dans la mesure où la Russie a engagé et achevé la procédure en cause avec un retard injustifié, cette procédure est incompatible avec l'Annexe C 1) a).

#### **7.5.4.3.5.4 Question de savoir si la procédure en cause est incompatible avec l'Annexe C 1) b)**

7.592. L'Union européenne soutient que la Russie enfreint l'ensemble des cinq obligations énoncées à l'Annexe C 1) b).<sup>829</sup> La Russie fait valoir que l'Union européenne se contente d'énumérer les obligations contenues dans les dispositions sans expliquer en quoi il y a eu manquement à ces obligations procédurales spécifiques.<sup>830</sup>

7.593. Dans le présent différend, l'Union européenne soutient que la Russie n'a pas publié, ni ne lui a communiqué par un autre moyen, la durée normale de la procédure et n'a satisfait à aucune des autres prescriptions de l'Annexe C 1) b) de l'Accord SPS.<sup>831</sup> L'Union européenne fait valoir en outre que, malgré ses demandes répétées en vue d'obtenir des éléments de preuve supplémentaires concernant les mesures de régionalisation de l'Union européenne, la Russie n'a jamais fourni aucun renseignement quant à la durée prévue de la procédure d'homologation.<sup>832</sup> Le Groupe spécial<sup>833</sup> a demandé à l'Union européenne de lui dire si elle avait demandé à la Russie des renseignements sur la durée prévue du traitement de sa demande de régionalisation, et de lui indiquer les éléments de preuve pertinents attestant que cette demande avait été présentée. L'Union européenne a répondu ceci:

<sup>827</sup> Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Chemises et blouses de laine*, pages 15 et 16.

<sup>828</sup> Voir la première communication écrite de l'Union européenne, paragraphes 54 et 55. Le Groupe spécial a défini le champ des limites visant le commerce intra-Russie des produits en cause, ainsi qu'il est prévu à l'article 5 des Instructions de 1980, pages 7 à 10 (pièce EU-18).

<sup>829</sup> Dans l'affaire *États-Unis – Animaux*, le Groupe spécial a d'abord examiné si les mesures contestées relevaient de son mandat. Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Animaux*, paragraphes 7.188 et 7.190. Le Groupe spécial a estimé que, pour se conformer à l'article 6:2 du Mémoire d'accord, un plaignant était tenu de préciser d'une manière suffisamment claire, parmi les cinq obligations figurant dans la disposition, celles qu'il contestait dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial. En l'espèce, nous considérons que l'Union européenne a indiqué qu'elle contestait l'ensemble des cinq obligations énoncées dans l'Annexe C 1) b). Voir la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Union européenne, pages 5 et 6, citée plus haut.

<sup>830</sup> Première communication écrite de la Russie, paragraphe 439.

<sup>831</sup> Deuxième communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 187.

<sup>832</sup> Réponse de l'Union européenne à la question n° 197 du Groupe spécial, paragraphe 388.

<sup>833</sup> Question n° 289 du Groupe spécial, qui souhaitait obtenir des éclaircissements sur le paragraphe 342 de la première communication écrite de l'Union européenne.

L'Union européenne a souligné à plusieurs reprises que les renseignements fournis devraient permettre à la Russie d'évaluer et d'accepter les mesures de régionalisation de l'UE concernant la PPA.<sup>834</sup>

En dépit de la quantité sans précédent de renseignements qui lui ont été fournis, la Russie a déclaré avec insistance qu'elle n'avait pas reçu de renseignements suffisants pour pouvoir procéder à une évaluation des risques.

Au vu du refus de la Russie de reconnaître qu'elle avait reçu tous les renseignements pertinents, l'UE s'est principalement efforcée de fournir les renseignements supplémentaires demandés. Dans ces circonstances, il n'a pas été adressé à la Russie de demande spécifique concernant la durée prévue de traitement de la demande de l'UE.<sup>835</sup>

7.594. Nous constatons par conséquent que l'Union européenne n'a pas fait de demande au sens de la disposition considérée et n'a donc pas déclenché d'obligation pour la Russie de communiquer la durée prévue de la procédure.<sup>836</sup>

7.595. En outre, nous rappelons qu'un "commencement de preuve, en l'absence de réfutation effective par la partie défenderesse, fait obligation au groupe spécial, en droit, de statuer en faveur de la partie plaignante fournissant le commencement de preuve".<sup>837</sup>

7.596. L'Union européenne n'a pas tenté de présenter un quelconque argument ou élément de preuve à l'appui de son allégation selon laquelle la procédure en cause était incompatible avec l'Annexe C 1) b) de l'Accord SPS. Nous estimons par conséquent que l'Union européenne n'a pas établi d'éléments *prima facie* s'agissant de l'incompatibilité alléguée de la procédure en cause avec l'Annexe C 1) b).

#### 7.5.4.4 Conclusion

7.597. Comme il a été expliqué dans les sections précédentes, nous constatons que le processus d'examen par la Russie de la demande présentée par l'Union européenne en vue de la reconnaissance de zones exemptes de PPA au sein de l'UE relève du champ d'application de l'article 8 et de l'Annexe C 1) de l'Accord SPS. Nous constatons également que la Russie a formulé des demandes de renseignements qui n'étaient pas limitées à ce qui était nécessaire pour la procédure en cause, ce qui constitue une infraction à l'Annexe C 1) c). En outre, nous constatons que la Russie a engagé et achevé la procédure en cause avec un retard injustifié, rendant ainsi la procédure en cause incompatible avec l'Annexe C 1) a). Compte tenu de ces constatations, nous constatons aussi que la procédure en cause est incompatible avec l'article 8 de l'Accord SPS. Nous estimons que l'Union européenne n'a pas établi d'éléments *prima facie* pour ce qui est de l'incompatibilité alléguée de la procédure en cause avec l'Annexe C 1) b).

### 7.5.5 Allégations au titre des articles 2:2, 5:1, 5:2 et 5:7 de l'Accord SPS

#### 7.5.5.1 Principaux arguments des parties

##### 7.5.5.1.1 Union européenne

7.598. L'Union européenne fait valoir que, puisque les mesures de la Russie ne sont pas "conformes" aux recommandations de l'OIE et ne sont pas établies "sur la base" de celles-ci, il est nécessaire de déterminer si leur imposition a un fondement scientifique solide.<sup>838</sup>

<sup>834</sup> (note de bas de page de l'original) Lettres du 20 février 2014 (pièce EU-175), du 6 mars 2014 (pièce EU-86) et du 13 mars 2014 (pièce EU-91).

<sup>835</sup> Réponse de l'Union européenne à la question n° 289 du Groupe spécial, paragraphes 135 à 137.

<sup>836</sup> Nous notons que le Groupe spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques* a estimé que la durée prévue des procédures devait être communiquée aux requérants s'ils le demandaient et que, dans ce différend, aucun élément de preuve n'avait été fourni concernant des demandes présentées par ces requérants. Rapports du Groupe spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques*, paragraphes 7.1587 à 7.1589.

<sup>837</sup> Rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphe 104.

7.599. L'Union européenne souligne qu'une analyse au titre de l'article 5:1 de l'Accord SPS suppose d'examiner deux questions: celle de savoir s'il y a une "évaluation des risques" au sens de l'Accord SPS et celle de savoir si les mesures SPS en cause sont établies "sur la base" de ladite évaluation des risques.<sup>839</sup>

7.600. L'Union européenne fait valoir que la Russie n'a fourni aucune évaluation des risques à l'appui de son interdiction à l'échelle de l'UE, bien que cette évaluation des risques ait été demandée au cours des nombreux contacts qui ont eu lieu entre les autorités vétérinaires compétentes de la Russie et celles de l'UE.<sup>840</sup>

7.601. L'Union européenne signale que l'article 5:2 de l'Accord SPS contient une liste des facteurs dont il faut tenir compte lorsque l'on procède à une évaluation des risques.<sup>841</sup> Elle fait valoir que, pour adopter, maintenir et/ou appliquer les mesures en cause, la Russie n'a pas tenu, et ne tient pas, compte, de ces facteurs.<sup>842</sup>

7.602. L'Union européenne affirme que, puisque la Russie n'a fourni aucune évaluation des risques concernant les mesures en cause, elle enfreint les dispositions de l'article 5:1 de l'Accord SPS et qu'il s'ensuit que les dispositions de l'article 2:2 sont aussi enfreintes.<sup>843</sup>

7.603. L'Union européenne signale que, bien que seul l'article 5:7 de l'Accord SPS puisse quand même justifier la mesure d'un Membre dans de telles circonstances, la Russie ne satisfait à aucune des prescriptions de cette disposition.<sup>844</sup>

#### 7.5.5.1.2 Russie

7.604. La Russie fait valoir que l'Union européenne n'a pas établi d'éléments *prima facie* concernant l'existence d'une interdiction à l'échelle de l'UE parce qu'elle n'a pas fourni d'éléments de preuve et d'arguments suffisants pour mettre en évidence une interdiction à l'échelle de l'UE.<sup>845</sup> Elle déclare qu'il n'y a aucune interdiction à l'échelle de l'UE de ce type parce que les restrictions perçues visant les porcins et les produits du porc résultent de l'incapacité des responsables vétérinaires des États membres de l'UE de délivrer des certificats vétérinaires aux producteurs de l'UE conformément aux prescriptions déjà convenues par les parties.<sup>846</sup>

7.605. La Russie fait valoir que, à titre subsidiaire, ce qu'elle considère comme son respect provisoire des certificats vétérinaires est justifié au regard de l'article 5:7 de l'Accord SPS.<sup>847</sup> Elle fait valoir que les preuves scientifiques sont insuffisantes pour procéder à une évaluation des risques concernant l'entrée de la PPA dans la Fédération de Russie résultant de l'importation de porcins et de produits du porc non certifiés en provenance d'autres États membres de l'UE.<sup>848</sup> Elle fait aussi valoir que sa décision de respecter provisoirement les conditions des certificats vétérinaires avait été prise sur la base des renseignements pertinents disponibles.<sup>849</sup>

<sup>838</sup> Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 153.

<sup>839</sup> Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 154.

<sup>840</sup> Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 165.

<sup>841</sup> Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 168.

<sup>842</sup> Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 170.

<sup>843</sup> Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 176.

<sup>844</sup> Deuxième communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 68.

<sup>845</sup> Première communication écrite de la Russie, paragraphe 339.

<sup>846</sup> Première communication écrite de la Russie, paragraphe 346.

<sup>847</sup> Deuxième communication écrite de la Russie, paragraphe 185.

<sup>848</sup> Deuxième communication écrite de la Russie, paragraphe 186.

<sup>849</sup> Deuxième communication écrite de la Russie, paragraphe 197.

### 7.5.5.2 Principaux arguments des tierces parties

#### 7.5.5.2.1 Australie

7.606. L'Australie souligne qu'il n'apparaît pas que la Russie ait procédé à une évaluation des risques en ce qui concerne le commerce des produits pertinents provenant des zones affectées par la PPA, que ce soit à l'intérieur des quatre États membres de l'UE affectés ou à l'échelle de l'UE.<sup>850</sup>

7.607. L'Australie souligne qu'il est nécessaire que le Groupe spécial examine si le niveau des renseignements scientifiques était insuffisant, de manière à justifier l'adoption provisoire par la Russie de mesures SPS non établies sur la base d'une évaluation des risques conformément à l'article 5:7 de l'Accord SPS.<sup>851</sup>

7.608. L'Australie souligne que l'insuffisance des éléments de preuve doit concerner les renseignements qui sont pertinents pour l'évaluation des risques en question. Elle note aussi que la prescription relative au délai raisonnable doit être établie au cas par cas, et que l'incertitude apparente portant, en l'espèce, selon elle, sur les zones de confinement pour la PPA, le Groupe spécial souhaitera peut-être tenir compte des règles et directives connexes en matière de régionalisation.<sup>852</sup>

#### 7.5.5.2.2 Brésil

7.609. Le Brésil fait valoir qu'il n'y a pas de point de référence fixe ou strict pour déterminer ce que sont des "preuves scientifiques suffisantes" aux fins de cette disposition et la quantité de preuves scientifiques peut varier en fonction des circonstances de l'affaire. Il souligne toutefois que, même si la quantité de preuves scientifiques considérée comme suffisante pour justifier une mesure provisoire dans le contexte de l'article 5 puisse varier, la décision rendue par l'Organe d'appel dans l'affaire *Japon – Pommes*, dans laquelle l'Organe d'appel a estimé qu'il y avait une grande quantité de preuves scientifiques lorsqu'il a vérifié l'existence "[d']études scientifiques et [d'une] expérience pratique... accumulées depuis 200 ans", peut servir de point de référence.<sup>853</sup>

#### 7.5.5.2.3 Norvège

7.610. La Norvège souligne que, bien qu'en vertu de l'article 2:1 de l'Accord SPS, les Membres aient le droit de prendre les mesures SPS qui sont "nécessaires à la protection de la santé et de la vie des personnes et des animaux ou à la préservation des végétaux à condition que ces mesures ne soient pas incompatibles avec les dispositions [de l']accord", ce droit comporte certaines obligations, y compris celles qui sont énoncées à l'article 5 de l'Accord SPS.<sup>854</sup>

7.611. La Norvège affirme que l'article 5:1 de l'Accord SPS est considéré comme une "application spécifique" de l'obligation fondamentale énoncée à l'article 2:2 et que l'Organe d'appel a précisé que lorsqu'une mesure n'était pas établie sur la base d'une évaluation des risques conformément à l'article 5:1, elle serait présumée être incompatible avec les deuxième et troisième éléments de l'article 2:2 de l'Accord SPS.<sup>855</sup>

7.612. La Norvège souligne qu'en ce qui concerne l'article 5:7 de l'Accord SPS, l'Organe d'appel a identifié quatre prescriptions cumulatives qui doivent être respectées pour qu'un Membre puisse avoir recours à cet article: i) la mesure doit être imposée relativement à une situation dans laquelle les "renseignements scientifiques pertinents sont insuffisants"; ii) elle doit être adoptée "sur la base des renseignements pertinents disponibles"; iii) le Membre doit "s'efforcer [] d'obtenir les renseignements additionnels nécessaires pour procéder à une évaluation plus objective du risque"; et iv) il doit "examiner [] en conséquence la mesure ... dans un délai raisonnable".<sup>856</sup>

<sup>850</sup> Communication de l'Australie en tant que tierce partie, paragraphe 10.

<sup>851</sup> Communication de l'Australie en tant que tierce partie, paragraphe 11.

<sup>852</sup> Communication de l'Australie en tant que tierce partie, paragraphe 14.

<sup>853</sup> Communication du Brésil en tant que tierce partie, paragraphe 21 (citant le rapport de l'Organe d'appel *Japon – Pommes*, paragraphes 180, 186 et 188).

<sup>854</sup> Communication de la Norvège en tant que tierce partie, paragraphes 3 et 4.

<sup>855</sup> Communication de la Norvège en tant que tierce partie, paragraphe 5.

<sup>856</sup> Communication de la Norvège en tant que tierce partie, paragraphe 8.

7.613. La Norvège souligne que la condition liminaire pour que l'article 5:7 de l'Accord SPS s'applique est que les éléments de preuve soient insuffisants, et que la principale question sera de savoir si les preuves scientifiques disponibles permettent, sur le plan quantitatif ou qualitatif, une évaluation des risques au sens de l'article 5:1.<sup>857</sup>

7.614. La Norvège souligne que le mot "insuffisant", dans le contexte de l'article 5:7 de l'Accord SPS, fait référence à la fois aux situations dans lesquelles il n'y a pas assez de preuves scientifiques (sur le plan quantitatif) et aux situations dans lesquelles il y en a assez, mais elles ne donnent pas de résultats fiables (sur le plan qualitatif).<sup>858</sup>

7.615. La Norvège affirme qu'en ce qui concerne le deuxième élément, les "renseignements pertinents disponibles" doivent équivaloir à "des preuves de l'existence d'un risque", même s'il n'y en a pas assez pour procéder à une évaluation des risques appropriée. En outre, il doit y avoir un lien rationnel entre la base d'éléments de preuve et la mesure provisoire, et même si les critères rigoureux de l'article 5:1, conjointement avec l'article 5:2 et 5:3 et avec l'Annexe A 4), ne s'appliquent pas dans le cadre de l'article 5:7, ils doivent être considérés comme un contexte pertinent et indiquent donc quels types de renseignements peuvent être considérés comme des "renseignements pertinents disponibles".<sup>859</sup>

7.616. En ce qui concerne le troisième élément, qui est de "s'efforcer[ ] d'obtenir les renseignements additionnels nécessaires pour procéder à une évaluation plus objective du risque", la Norvège souligne que cela reflète le caractère temporaire des mesures provisoires au sens de l'article 5:7 de l'Accord SPS et que, même si "les renseignements à obtenir doivent être en rapport avec la réalisation d'"une évaluation plus objective du risque", c'est-à-dire l'évaluation de la probabilité de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination, en l'espèce, d'un parasite en fonction des mesures SPS qui pourraient être appliquées", un Membre "n'est pas censé garantir des résultats spécifiques [et] [i]l n'est pas non plus censé prédire les résultats effectifs de ses efforts pour collecter des renseignements additionnels au moment où il adopte la mesure SPS".<sup>860</sup>

7.617. Pour ce qui est de la prescription imposant de procéder à un examen dans un délai raisonnable, la Norvège souligne que ce qui constitue un "délai raisonnable" devrait être évalué au cas par cas et dépendra "des circonstances propres à chaque cas d'espèce, y compris la difficulté d'obtenir les renseignements additionnels nécessaires pour l'examen et les caractéristiques de la mesure SPS provisoire".<sup>861</sup>

### 7.5.5.3 Analyse du Groupe spécial

#### 7.5.5.3.1 Introduction

7.618. L'Union européenne a formulé ses allégations au titre des articles 2:2, 5:1, 5:2 et 5:7 de l'Accord SPS de la même manière pour l'interdiction à l'échelle de l'UE et pour les interdictions d'importer les produits en cause en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne. Elle fait valoir que les mesures en cause ne sont pas établies sur la base d'une évaluation des risques effectuée conformément à l'article 5:1 et 5:2.<sup>862</sup> En outre, elle soutient que, parce qu'elle conclut que la Russie a enfreint l'article 5:1 en ne fournissant pas d'évaluation des risques concernant les mesures en cause, elle a aussi enfreint, par voie de conséquence, l'article 2:2.<sup>863</sup> Pour ce qui est de l'article 5:7, elle fait valoir qu'il ne s'agit pas d'une situation dans laquelle les preuves scientifiques sont insuffisantes et que la Russie n'a rempli aucune des conditions de

<sup>857</sup> Communication de la Norvège en tant que tierce partie, paragraphes 10 à 12.

<sup>858</sup> Communication de la Norvège en tant que tierce partie, paragraphe 14 (citant le rapport de l'Organe d'appel *Japon – Pommes*, paragraphe 185).

<sup>859</sup> Communication de la Norvège en tant que tierce partie, paragraphe 19.

<sup>860</sup> Communication de la Norvège en tant que tierce partie, paragraphe 20 (citant le rapport de l'Organe d'appel *Japon – Produits agricoles II*, paragraphe 92).

<sup>861</sup> Communication de la Norvège en tant que tierce partie, paragraphe 21.

<sup>862</sup> Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphes 165 et 170.

<sup>863</sup> Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 176. Voir aussi la déclaration liminaire de l'Union européenne à la première réunion du Groupe spécial, paragraphes 78 à 80; la réponse de l'Union européenne à la question n° 122 du Groupe spécial, paragraphes 255 à 257; et la deuxième communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 65.

l'article.<sup>864</sup> Selon elle, le caractère suffisant des preuves scientifiques devrait être évalué au moment de l'adoption de la mesure. De plus, après l'adoption de la mesure, le Membre est obligé de s'efforcer d'obtenir les renseignements additionnels nécessaires pour procéder à une évaluation plus objective du risque. Selon l'Union européenne, à partir du moment où un Membre demande des renseignements qui ne sont pas nécessaires pour procéder à une évaluation plus objective du risque, y compris le type de renseignements qualifiés par les experts individuels, dans le cadre de la présente procédure, de "disproportionnés" ou de tentative de "brouiller les cartes", il ne peut plus bénéficier de la protection provisoire de l'article 5:7. De telles demandes de renseignements sont le signe annonciateur clair que le Membre ne s'efforce pas véritablement de procéder à une évaluation plus objective du risque (objective parce qu'établie sur la base des renseignements pertinents disponibles). La Russie n'a effectué et n'a fourni aucune évaluation des risques à l'appui des mesures en cause.<sup>865</sup>

7.619. En ce qui concerne l'interdiction à l'échelle de l'UE, elle fait valoir que si le Groupe spécial devait constater que l'interdiction à l'échelle de l'UE existe<sup>866</sup>, elle serait justifiée au regard de l'article 5:7.<sup>867</sup>

7.620. Compte tenu des arguments des parties, cette section cite les dispositions juridiques pertinentes puis aborde la relation entre les articles 5:1, 5:2, 2:2 et 5:7 en vue de déterminer l'ordre d'analyse du Groupe spécial. Le Groupe spécial présentera ensuite le critère juridique qui guidera son évaluation au titre des dispositions respectives. Enfin, il examinera l'application des dispositions citées à l'interdiction à l'échelle de l'UE.

#### **7.5.5.3.2 Dispositions juridiques pertinentes**

7.621. L'article 2:2 de l'Accord SPS dispose ce qui suit:

##### *Article 2*

##### *Droits et obligations fondamentaux*

2. Les Membres feront en sorte qu'une mesure sanitaire ou phytosanitaire ne soit appliquée que dans la mesure nécessaire pour protéger la santé et la vie des personnes et des animaux ou préserver les végétaux, qu'elle soit fondée sur des principes scientifiques et qu'elle ne soit pas maintenue sans preuves scientifiques suffisantes, exception faite de ce qui est prévu au paragraphe 7 de l'article 5.

7.622. Les paragraphes pertinents de l'article 5 de l'Accord SPS disposent ce qui suit:

##### *Article 5*

##### *Évaluation des risques et détermination du niveau approprié de protection sanitaire ou phytosanitaire*

1. Les Membres feront en sorte que leurs mesures sanitaires ou phytosanitaires soient établies sur la base d'une évaluation, selon qu'il sera approprié en fonction des circonstances, des risques pour la santé et la vie des personnes et des animaux ou pour la préservation des végétaux, compte tenu des techniques d'évaluation des risques élaborées par les organisations internationales compétentes.

<sup>864</sup> Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 202; déclaration liminaire de l'Union européenne à la première réunion du Groupe spécial, paragraphes 81 à 95; et deuxième communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 68.

<sup>865</sup> Voir la réponse de l'Union européenne à la question n° 309 du Groupe spécial, paragraphe 161 et les observations de l'Union européenne sur la réponse de la Russie à la question n° 309 du Groupe spécial, paragraphe 172.

<sup>866</sup> Première communication écrite de la Russie, paragraphes 339 à 349. Dans sa deuxième communication écrite, paragraphes 171 à 174, la Fédération de Russie soutient que l'interdiction à l'échelle de l'UE n'est pas une mesure SPS.

<sup>867</sup> Première communication écrite de la Russie, paragraphes 352 à 354; et deuxième communication écrite de la Russie, paragraphes 185 à 203.



2. Dans l'évaluation des risques, les Membres tiendront compte des preuves scientifiques disponibles; des procédés et méthodes de production pertinents; des méthodes d'inspection, d'échantillonnage et d'essai pertinentes; de la prévalence de maladies ou de parasites spécifiques; de l'existence de zones exemptes de parasites ou de maladies; des conditions écologiques et environnementales pertinentes; et des régimes de quarantaine ou autres.

...

7. Dans les cas où les preuves scientifiques pertinentes seront insuffisantes, un Membre pourra provisoirement adopter des mesures sanitaires ou phytosanitaires sur la base des renseignements pertinents disponibles, y compris ceux qui émanent des organisations internationales compétentes ainsi que ceux qui découlent des mesures sanitaires ou phytosanitaires appliquées par d'autres Membres. Dans de telles circonstances, les Membres s'efforceront d'obtenir les renseignements additionnels nécessaires pour procéder à une évaluation plus objective du risque et examineront en conséquence la mesure sanitaire ou phytosanitaire dans un délai raisonnable.

7.623. Le paragraphe 4 de l'Annexe A de l'Accord SPS donne la définition suivante d'une évaluation des risques:

Évaluation de la probabilité de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination d'un parasite ou d'une maladie sur le territoire d'un Membre importateur en fonction des mesures sanitaires et phytosanitaires qui pourraient être appliquées, et des conséquences biologiques et économiques qui pourraient en résulter; ou évaluation des effets négatifs que pourrait avoir sur la santé des personnes et des animaux la présence d'additifs, de contaminants, de toxines ou d'organismes pathogènes dans les produits alimentaires, les boissons ou les aliments pour animaux.

#### 7.5.5.3.3 Relation entre les articles 5:1, 5:2, 2:2 et 5:7 et ordre d'analyse

7.624. Les articles 2:2, 5:1 et 5:2 de l'Accord SPS sont "intimement liés".<sup>868</sup> Ils traitent du fondement scientifique des mesures SPS.<sup>869</sup> Cela ne signifie pas que ces dispositions sont identiques.<sup>870</sup> La partie pertinente de l'article 2:2 fait référence aux principes scientifiques et aux preuves scientifiques suffisantes. En ce qui concerne l'obligation spécifique voulant que les mesures SPS soient fondées sur des principes scientifiques et ne soient pas maintenues sans preuves scientifiques suffisantes, l'article 2:2 met directement l'accent sur le lien nécessaire qui doit exister entre la mesure SPS et les principes et preuves scientifiques, tandis que l'article 5:1 et 5:2 concerne l'évaluation des risques. Au titre de l'article 5:1 et 5:2, un tel lien demeure nécessaire, mais il repose sur la prescription imposant de procéder à une évaluation des risques.<sup>871</sup> Des groupes spéciaux antérieurs ont constaté que l'article 5:1 et l'article 5:2 de l'Accord SPS s'éclairaient directement l'un l'autre parce que l'article 5:2 mettait en lumière les éléments qui étaient pertinents pour l'évaluation des risques prévue à l'article 5:1.<sup>872</sup>

7.625. Quant à la relation entre l'article 2:2 et l'article 5:1, l'Organe d'appel a expliqué que l'article 5:1 constituait "une application spécifique des obligations fondamentales énoncées à l'article 2:2" de l'Accord SPS<sup>873</sup> et que l'article 2:2 éclairait l'article 5:1 parce que "les éléments qui définiss[aient] l'obligation fondamentale énoncée à l'article 2:2 donn[aient] un sens à l'article 5:1".<sup>874</sup> Par conséquent, l'Organe d'appel a dit que "les articles 2:2 et 5:1 devraient toujours être lus ensemble".<sup>875</sup>

<sup>868</sup> Rapport du Groupe spécial *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 7.281.

<sup>869</sup> Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Volaille (Chine)*, paragraphe 7.167.

<sup>870</sup> Rapport du Groupe spécial *Australie – Pommes*, paragraphe 7.214.

<sup>871</sup> Rapport du Groupe spécial *Australie – Pommes*, paragraphe 7.214.

<sup>872</sup> Rapports des Groupes spéciaux *Japon – Pommes*, paragraphe 8.230; et *États-Unis – Volaille (Chine)*, paragraphe 7.172.

<sup>873</sup> Rapports de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphe 180; et *Australie – Pommes*, paragraphe 209.

<sup>874</sup> Rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphe 180.

<sup>875</sup> Rapports de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphe 180; et *Australie – Pommes*, paragraphe 209.

7.626. L'article 5:7 de l'Accord SPS permet aux Membres d'adopter provisoirement des mesures SPS dans les cas où les preuves scientifiques pertinentes ne permettent pas de procéder à une évaluation des risques adéquate.<sup>876</sup> Il s'applique lorsque l'ensemble des preuves scientifiques disponibles ne permet pas, sur le plan quantitatif ou qualitatif, de procéder à une évaluation adéquate des risques telle qu'elle est exigée à l'article 5:1 et définie au paragraphe 4 de l'Annexe A.<sup>877</sup> Comme le Groupe spécial *États-Unis – Animaux* l'a noté: "[l']Organe d'appel a expliqué que l'article 5:7 fonctionnait comme une "exemption assortie de réserves" de l'obligation énoncée à l'article 2:2 "de ne pas maintenir de mesures SPS sans preuves scientifiques suffisantes".<sup>878</sup> Pour sa part, l'article 5:1 est "une application spécifique des obligations fondamentales énoncées à l'article 2:2".<sup>879</sup> Ainsi, si une mesure satisfait à toutes les prescriptions de l'article 5:7, les articles 2:2 et 5:1 ne s'appliquent pas."<sup>880</sup>

7.627. L'Organe d'appel et des groupes spéciaux antérieurs ont constaté que, lorsqu'une mesure n'était pas établie sur la base d'une évaluation des risques conformément à l'article 5:1 de l'Accord SPS, elle pouvait être présumée ne pas être fondée sur des principes scientifiques ou être maintenue sans preuves scientifiques suffisantes au sens de l'article 2:2.<sup>881</sup> L'Organe d'appel a en outre clarifié qu'une telle présomption était réfragable, puisque, bien qu'une constatation de violation de l'article 5:1 et 5:2 puisse donner lieu à une présomption d'incompatibilité avec l'article 2:2, elle pourrait ne pas entraîner invariablement une constatation d'incompatibilité avec l'article 2:2.<sup>882</sup> Il a aussi fait observer ce qui suit:

[M]ême si la présomption d'incompatibilité au regard de l'article 2:2 découlant d'une violation de l'article 5:1 et 5:2 est réfragable, il serait dans la plupart des cas difficile d'établir l'existence d'un lien rationnel ou objectif entre la mesure SPS et les preuves scientifiques aux fins de l'article 2:2 si un Membre ne démontre pas que cette mesure est établie sur la base d'une évaluation des risques, selon qu'il sera approprié en fonction des circonstances.<sup>883</sup>

7.628. Cela signifie qu'après avoir constaté qu'une mesure est incompatible avec l'article 5:1 de l'Accord SPS, les groupes spéciaux doivent déterminer si la présomption d'incompatibilité avec l'article 2:2 s'appliquerait dans l'affaire en question et si cette présomption a été réfutée par le défendeur. Par conséquent, la constatation d'incompatibilité avec l'article 2:2 d'un groupe spécial ne peut pas uniquement se fonder sur la présomption découlant d'une constatation d'incompatibilité avec l'article 5:1 et 5:2.<sup>884</sup>

7.629. Le Groupe spécial est confronté à des allégations au titre à la fois de l'article 5:1 et de l'article 5:7 de l'Accord SPS. Par conséquent, il déterminera d'abord l'applicabilité de l'article 5:7.<sup>885</sup> Dans le cadre de cet examen, il évaluera le caractère suffisant des preuves

<sup>876</sup> Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis/Canada – Maintien de la suspension*, paragraphe 701.

<sup>877</sup> Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Pommes*, paragraphe 179.

<sup>878</sup> (note de bas de page de l'original) Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Produits agricoles II*, paragraphe 80. Nous notons que le Groupe spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques* l'a désigné par les termes "droit assorti de réserves". Rapports du Groupe spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques*, paragraphes 7.2939, 7.2945 et 7.2969 (constatant que l'article 5:7 est un "droit" de maintenir une mesure par ailleurs incompatible avec l'article 2:2), paragraphes 7.2996 à 7.2998 (constatant que l'article 5:7 est un droit de maintenir une mesure par ailleurs incompatible avec l'article 5:1), et paragraphe 7.3004.

<sup>879</sup> (note de bas de page de l'original) Rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphe 180.

<sup>880</sup> Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.287.

<sup>881</sup> Rapport de l'Organe d'appel *Australie – Saumons*, paragraphe 138. Le Groupe spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques* a suivi cette approche. Voir les rapports du Groupe spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques*, paragraphe 7.3396.

<sup>882</sup> Rapport de l'Organe d'appel *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 5.24.

<sup>883</sup> Rapport de l'Organe d'appel *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 5.29. Dans la note de bas de page 305 relative à ce paragraphe, l'Organe d'appel a en outre ajouté ceci: "[d]ans les cas où une mesure SPS est jugée incompatible avec l'article 5:1 et 5:2 pour des raisons se rapportant au fondement scientifique de l'évaluation des risques pertinente, il serait encore plus difficile pour un Membre d'établir que cette mesure est néanmoins fondée sur des principes scientifiques et n'est pas maintenue sans preuves scientifiques suffisantes, au sens de l'article 2:2."

<sup>884</sup> Rapport de l'Organe d'appel *Inde – Produits agricoles*, paragraphes 5.24, 5.37 et 5.39.

<sup>885</sup> Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.264 (faisant référence aux rapports du Groupe spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques*, paragraphes 7.3005 à 7.3007).

scientifiques.<sup>886</sup> En outre, si l'article 5:7 est jugé applicable en raison de l'insuffisance des preuves scientifiques, mais que l'une quelconque de ses trois autres conditions, énumérées plus loin au paragraphe 7.632, n'est pas remplie, le Groupe spécial aurait à examiner plus avant la compatibilité de la mesure avec les articles 5:1, 5:2 et 2:2.<sup>887</sup>

7.630. Si le Groupe spécial constate que l'article 5:7 n'est pas applicable à la mesure, il examinera alors si l'interdiction à l'échelle de l'UE est incompatible avec l'article 5:1. Il examinera la conformité de la mesure avec l'article 5:2 dans le contexte de son examen de la compatibilité de la mesure avec l'article 5:1.<sup>888</sup> S'il constate que la mesure est incompatible avec l'article 5:1 et 5:2, il lui faudra alors déterminer si la Russie a réfuté la présomption d'incompatibilité de la mesure avec l'article 2:2.

7.631. Gardant à l'esprit cet ordre d'analyse, le Groupe spécial passe à l'examen du critère juridique relatif aux articles 5:7, 5:1, 5:2 et 2:2 de l'Accord SPS.

#### 7.5.5.3.3.1 Critère juridique

##### *Article 5:7 de l'Accord SPS*

7.632. L'article 5:7 de l'Accord SPS énonce quatre prescriptions cumulatives auxquelles un Membre doit satisfaire pour justifier sa mesure sur la base cet article: i) elle est imposée relativement à une situation dans laquelle les preuves scientifiques pertinentes sont insuffisantes; ii) elle est adoptée provisoirement sur la base des renseignements pertinents disponibles; iii) le Membre qui maintient la mesure s'efforce d'obtenir les renseignements additionnels nécessaires pour procéder à une évaluation plus objective du risque; et iv) le Membre examine la mesure dans un délai raisonnable.<sup>889</sup> L'Organe d'appel a expliqué que les deux premières prescriptions avaient trait à l'adoption de la mesure, alors que les deux dernières prescriptions "[avaient] trait au *maintien* d'une mesure SPS provisoire et soulign[aient] le caractère *provisoire* des mesures adoptées conformément à l'article 5:7".<sup>890</sup> Puisque ces quatre prescriptions sont cumulatives par nature et sont d'importance égale aux fins de déterminer la compatibilité avec cette disposition, chaque fois qu'il n'est pas satisfait à l'une de ces quatre prescriptions, la mesure en cause est incompatible avec l'article 5:7.<sup>891</sup> Toutefois, en suivant la logique qui sous-tend l'application de l'article 5:7, c'est la première condition, à savoir l'existence d'une situation dans laquelle les preuves scientifiques pertinentes sont insuffisantes, qui déclenche initialement son applicabilité.<sup>892</sup>

##### *Article 5:1 et 5:2 de l'Accord SPS*

7.633. L'article 5:1 impose aux Membres de faire en sorte que leurs mesures SPS soient établies sur la base d'une évaluation, selon qu'il sera approprié en fonction des circonstances, des risques pour la santé et la vie des personnes et des animaux ou pour la préservation des végétaux, compte tenu des techniques d'évaluation des risques élaborées par les organisations internationales compétentes. L'article 5:2 contient une liste exemplative des éléments dont il faut tenir compte dans l'évaluation des risques: les preuves scientifiques disponibles; les procédés et méthodes de production pertinents; les méthodes d'inspection, d'échantillonnage et d'essai pertinentes; la prévalence de maladies ou de parasites spécifiques; l'existence de zones exemptes

<sup>886</sup> Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.264 (faisant référence aux rapports du Groupe spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques*, paragraphes 7.3005 à 7.3007).

<sup>887</sup> Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.304.

<sup>888</sup> Voir les rapports des Groupes spéciaux *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.320; *Inde – Produits agricoles*, paragraphes 7.307 et 7.308; *États-Unis – Volaille (Chine)*, paragraphe 7.172; *Australie – Pommes*, paragraphe 7.211; et *Japon – Pommes*, paragraphe 8.230.

<sup>889</sup> Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Produits agricoles II*, paragraphe 89. Voir aussi le rapport de l'Organe d'appel *Japon – Pommes*, paragraphe 179, et le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.287.

<sup>890</sup> Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Pommes*, note de bas de page 318 relative au paragraphe 176 (italique dans l'original).

<sup>891</sup> Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Produits agricoles II*, paragraphe 91. Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.290.

<sup>892</sup> Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Pommes*, paragraphe 184; et rapports du Groupe spécial *CE – Commercialisation et approbation des produits biotechnologiques*, paragraphe 7.2939.

de parasites ou de maladies; les conditions écologiques et environnementales pertinentes; et les régimes de quarantaine ou autres.

7.634. En outre, l'article 5:1 et l'article 5:2 sont "inextricablement liés".<sup>893</sup> Chacune de ces deux dispositions éclaire directement le sens de l'autre parce que l'article 5:2 met en lumière les éléments qui sont pertinents pour l'évaluation des risques prévue à l'article 5:1.<sup>894</sup> Comme l'a noté le Groupe spécial *États-Unis – Animaux*, les éléments de l'article 5:2 devraient être évalués en même temps que l'on examine la conformité avec l'article 5:1.<sup>895</sup>

7.635. Les étapes suivantes doivent être examinées pour déterminer si les mesures SPS sont compatibles avec l'article 5:1 et 5:2: i) s'il existe une évaluation des risques au sens du paragraphe 4 de l'Annexe A de l'Accord SPS; ii) si cette évaluation des risques est appropriée en fonction des circonstances; iii) si les connaissances scientifiques étayent les conclusions de l'évaluation des risques; et iv) si la mesure est établie sur la base de cette évaluation des risques.<sup>896</sup>

7.636. En ce qui concerne la première étape et guidés par des rapports antérieurs de groupes spéciaux et de l'Organe d'appel, nous croyons comprendre qu'une évaluation des risques est un processus scientifique visant à établir la base scientifique des mesures sanitaires d'un Membre, sur la base à la fois des méthodes de laboratoire ainsi que de la situation de la zone particulière où le risque est évalué.<sup>897</sup>

7.637. S'agissant de la deuxième étape, à savoir le caractère approprié d'une évaluation des risques en fonction des circonstances, au moins deux considérations devront être prises en compte. La première est le type d'évaluation des risques (comme il est indiqué au paragraphe 4 de l'Annexe A)<sup>898</sup> qui devrait être effectuée selon les risques que la mesure vise à éviter (c'est-à-dire l'entrée, l'établissement ou la dissémination de parasites ou de maladies, etc. ou découlant des additifs, contaminants, toxines ou organismes pathogènes présents dans les produits alimentaires, les boissons ou les aliments pour animaux).<sup>899</sup> La deuxième est la question de savoir si l'évaluation des risques a été effectuée conformément aux éléments pertinents énoncés à l'article 5:1 (c'est-à-dire compte tenu des techniques d'évaluation des risques élaborées par les organisations internationales compétentes), 5.2 et 5.3. L'Organe d'appel a dit que le niveau approprié de protection du Membre importateur pouvait affecter la portée ou la méthode de l'évaluation des risques.<sup>900</sup>

7.638. La troisième étape comporte une évaluation de la qualité des renseignements scientifiques utilisés par le Membre qui impose la mesure SPS et de la question de savoir si ces renseignements scientifiques étayent les conclusions formulées dans l'évaluation des risques.<sup>901</sup> Lorsqu'ils évaluent

<sup>893</sup> Rapport du Groupe spécial *Australie – Pommes*, paragraphe 7.211. Voir aussi le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Volaille (Chine)*, paragraphe 7.172.

<sup>894</sup> Rapports des Groupes spéciaux *Japon – Pommes*, paragraphe 8.230; et *États-Unis – Volaille (Chine)*, paragraphe 7.172.

<sup>895</sup> Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.320 (faisant référence au rapport du Groupe spécial *Australie – Pommes*, paragraphe 7.211).

<sup>896</sup> Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.321.

<sup>897</sup> Rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphe 187. Voir aussi les rapports de l'Organe d'appel *Australie – Pommes*, paragraphe 207; *États-Unis/Canada – Maintien de la suspension*, paragraphe 527; et le rapport du Groupe spécial *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 7.311.

<sup>898</sup> Dans l'affaire *Australie – Saumons*, l'Organe d'appel a constaté que, s'agissant des deux types d'évaluations des risques envisagés au paragraphe 4 de l'Annexe A, bien que le premier type d'évaluation des risques exige une évaluation de la probabilité de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination d'une maladie et des conséquences biologiques et économiques qui pourraient en résulter, le second ne requ[érait] que l'évaluation des effets négatifs que pourraient avoir sur la santé des personnes et des animaux (...). Rapport de l'Organe d'appel *Australie – Saumons*, paragraphe 123 et note de bas de page 69.

<sup>899</sup> Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.322 (dans lequel le Groupe spécial a considéré qu'un élément dont il fallait tenir compte lorsque l'on déterminerait si une évaluation des risques est appropriée en fonction des circonstances était le type d'évaluation des risques requis). Voir aussi le rapport de l'Organe d'appel *Australie – Saumons*, note de bas de page 67.

<sup>900</sup> Rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphe 129 et rapport du Groupe spécial *Australie – Saumons*, paragraphe 8.57. Voir aussi les rapports de l'Organe d'appel *Australie – Saumons*, paragraphe 130; *États-Unis/Canada – Maintien de la suspension*, paragraphe 562 et *Australie – Pommes*, paragraphes 237 et 244.

<sup>901</sup> Rapport de l'Organe d'appel *Australie – Pommes*, paragraphe 215.

la qualité des renseignements scientifiques utilisés dans l'évaluation des risques, les groupes spéciaux devraient examiner s'ils constituent "des données scientifiques légitimes d'après les normes de la communauté scientifique pertinente".<sup>902</sup> En évaluant ce dernier élément, ils sont tenus d'examiner "la question de savoir si le raisonnement du responsable de l'évaluation des risques était objectif et cohérent, c'est-à-dire si les conclusions étaient suffisamment étayées par les preuves scientifiques utilisées."<sup>903</sup>

7.639. Après avoir examiné les trois étapes précédentes, le groupe spécial doit ensuite déterminer si la mesure SPS spécifique est établie sur la base de cette évaluation des risques. Cela implique de vérifier s'il existe "un lien rationnel ou objectif qui persiste et qui est observable" entre la mesure SPS et l'évaluation des risques.<sup>904</sup> Dans ce contexte, "on ne peut pas dire qu'une mesure qui contredit les conclusions d'une évaluation des risques est établie sur la base de cette évaluation".<sup>905</sup> En outre, l'Organe d'appel a précisé que l'article 5:1 prescrivait que les mesures SPS soient établies sur la base d'une évaluation des risques, ce qui ne signifie pas qu'elles doivent être "conformes" à cette évaluation des risques.<sup>906</sup>

### **Article 2:2 de l'Accord SPS**

7.640. Si une violation de l'article 5:1 et 5:2 est constatée, il y aura une présomption d'incompatibilité de la mesure avec l'obligation énoncée à l'article 2:2. Cette obligation exige que les mesures soient fondées sur des principes scientifiques et qu'elles ne soient pas maintenues sans preuves scientifiques suffisantes. Si tel est le cas, le Groupe spécial devrait examiner plus avant s'il y a des arguments et des éléments de preuve quelconques qui indiqueraient que le Membre importateur a réfuté cette présomption.

7.641. Selon l'article 2:2, une mesure SPS: i) ne doit être appliquée que dans la mesure nécessaire pour protéger la santé et la vie des personnes et des animaux ou préserver les végétaux; ii) doit être fondée sur des principes scientifiques; et iii) ne doit pas être maintenue sans preuves scientifiques suffisantes, exception faite de ce qui est prévu à l'article 5:7.<sup>907</sup> Pour évaluer si les mesures SPS sont compatibles avec ces prescriptions, les groupes spéciaux doivent examiner: les circonstances propres à l'affaire, y compris les caractéristiques des mesures contestées, et la qualité et la quantité des preuves scientifiques<sup>908</sup>; et la relation entre ces preuves et les risques spécifiques contre lesquels les mesures visent à assurer la protection.<sup>909</sup>

7.642. Pour l'évaluation des arguments des parties ayant trait à l'article 2:2, le Groupe spécial est guidé par l'approche du Groupe spécial *Japon – Pommes*, qui a constaté que les preuves scientifiques à considérer "devraient être les preuves recueillies suivant des méthodes scientifiques, ce qui exclu[ait] par-là même les renseignements qui [n'étaient] pas obtenus par une méthode scientifique." Elles "[pouvaient] comprendre la preuve qu'un risque particulier [pouvait] survenir (par exemple, l'entrée, l'établissement et la dissémination de la bactérie responsable du feu bactérien), ainsi que la preuve qu'une prescription particulière [pouvait] limiter ou éliminer ce risque (par exemple, l'efficacité du traitement au chlore pour l'élimination des bactéries)."<sup>910</sup> Ce Groupe spécial a aussi noté que "l'exigence de "preuves scientifiques" ne limit[ait] pas le champ des preuves scientifiques que les Membres [pouvaient] obtenir pour justifier leurs mesures. Des preuves "directes" ou "indirectes" [pouvaient] également être prises en considération. La seule différence résid[ait] non pas dans la qualité scientifique, mais dans la

<sup>902</sup> Rapport de l'Organe d'appel *Australie – Pommes*, paragraphe 215.

<sup>903</sup> Rapport de l'Organe d'appel *Australie – Pommes*, paragraphe 215. Voir aussi le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.324 (faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphes 193 et 194).

<sup>904</sup> Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.324 (citant les rapports de l'Organe d'appel *Japon – Produits agricoles II*, paragraphe 84 et *CE – Hormones*, paragraphe 189). Voir aussi le rapport de l'Organe d'appel *Japon – Pommes*, paragraphes 162 et 163.

<sup>905</sup> Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.324.

<sup>906</sup> Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.324 (faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *États-Unis/Canada – Maintien de la suspension*, paragraphe 528).

<sup>907</sup> Rapports du Groupe spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques*, paragraphe 7.1424.

<sup>908</sup> Rapport de l'Organe d'appel *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 5.26 (faisant référence aux rapports de l'Organe d'appel *Japon – Produits agricoles II*, paragraphe 84; et *Japon – Pommes*, paragraphe 164).

<sup>909</sup> Rapport de l'Organe d'appel *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 5.26.

<sup>910</sup> Rapport du Groupe spécial *Japon – Pommes*, paragraphes 8.92 et 8.93.

valeur probante, au sens juridique du terme, car il [était] évident que des preuves qui ne pouv[ai]ent pas directement un fait ne [pouvai]ent pas avoir autant de poids que des preuves qui le pouv[ai]ent directement, si elles [étaient] disponibles."<sup>911</sup>

#### 7.5.5.3.4 Question de savoir si l'article 5:7 s'applique à l'interdiction à l'échelle de l'UE

##### 7.5.5.3.4.1 Introduction

7.643. Pour ce qui est de la charge de la preuve, nous rappelons que, dans l'affaire *CE - Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques*, le Groupe spécial, qui partait de l'hypothèse que l'article 5:7 était un "droit assorti de réserves", a conclu que, du fait que l'article 5:1 n'était applicable que si l'article 5:7 ne l'était pas, "lorsqu'une partie plaignante formul[ait] une allégation de violation au titre de l'article 5:1, c'[était] à la partie plaignante qu'incomb[ait] la charge d'établir *prima facie* qu'il y [avait] incompatibilité avec l'article 5:1 et l'article 5:7."<sup>912</sup> Le Groupe spécial *États-Unis – Animaux* a observé qu'"il n'y [avait] rien dans la jurisprudence relative à l'article 5:7 ni dans d'autres dispositions établissant des exemptions ou prévoyant la possibilité de déroger à certaines obligations contractées dans le cadre de l'OMC qui rempla[çait] l'hypothèse fondamentale que la partie qui affirm[ait] une chose assum[ait] la charge de la prouver."<sup>913</sup> Par conséquent, le Groupe spécial constate que l'Union européenne avait la charge initiale, dans le cadre de son argumentation au titre de l'article 5:1, d'invoquer l'inapplicabilité de l'article 5:7 – ce qu'elle a fait dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial et dans sa première communication écrite.<sup>915</sup> Puisque la Russie a affirmé que son interdiction à l'échelle de l'UE entrait dans le champ d'application de l'article 5:7, il lui incombe de prouver qu'il a été satisfait à chacune des quatre prescriptions cumulatives.<sup>916</sup>

7.644. Dans le présent différend, en ce qui concerne l'article 5:7, l'Union européenne fait valoir qu'il ne s'agit pas d'une situation dans laquelle les preuves scientifiques sont insuffisantes et que la Russie n'a rempli aucune des conditions de l'article 5:7.<sup>917</sup>

7.645. La Russie soutient que l'interdiction à l'échelle de l'UE (désignée comme respect provisoire des certificats vétérinaires) est justifiée au regard de l'article 5:7. Elle allègue que les renseignements scientifiques sont insuffisants pour qu'elle puisse procéder à une évaluation des risques au sens de l'article 5:1 et qu'elle remplit toutes les conditions de l'article 5:7.<sup>918</sup>

<sup>911</sup> Rapport du Groupe spécial *Japon – Pommes*, paragraphes 8.92, 8.93 et 8.98.

<sup>912</sup> Rapports du Groupe spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques*, paragraphe 7.3000. Comme le Groupe spécial *États-Unis – Animaux*, au paragraphe 7.292 de son rapport, nous relevons que le Groupe spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques* a fondé son raisonnement sur la décision rendue par l'Organe d'appel dans l'affaire *CE – Préférences tarifaires* concernant un libellé similaire figurant dans la Clause d'habilitation, qui avait été publiée après la décision de l'Organe d'appel concernant l'article 5:7 de l'Accord SPS. Dans l'affaire *CE – Préférences tarifaires*, l'Organe d'appel a dit que dans les cas où la disposition contenant l'autorisation constituait un droit plutôt qu'une exception, "la partie plaignante avait la charge d'établir qu'une mesure contestée était incompatible avec la disposition autorisant un comportement particulier". Rapport de l'Organe d'appel *CE – Préférences tarifaires*, paragraphe 88.

<sup>913</sup> (note de bas de page de l'original) Voir, par exemple, le rapport de l'Organe d'appel *Japon – Pommes*, paragraphe 157 ("il incombe à la partie qui affirme un fait d'en apporter la preuve."). Rapport de l'Organe d'appel *Canada – Énergie renouvelable / Canada – Programme de tarifs de rachat garantis* (dans lequel l'Organe d'appel a conclu que "la qualification d'une disposition comme étant une dérogation ne prédétermin[ait] pas la question de savoir à quelle partie incomb[ait] la charge de la preuve en ce qui concerne les prescriptions énoncées dans la disposition.") (Rapport de l'Organe d'appel *Canada – Énergie renouvelable / Canada – Programme de tarifs de rachat garantis*, paragraphe 5.56 (faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *Chine – Matières premières*, paragraphe 334)).

<sup>914</sup> Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.292.

<sup>915</sup> Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Union européenne (WT/DS475/2), page 3; première communication écrite de l'Union européenne, paragraphes 177 à 202; et deuxième communication écrite de l'Union européenne, paragraphes 66 à 83.

<sup>916</sup> Nous trouvons des éléments additionnels à l'appui de cette approche dans le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.293.

<sup>917</sup> Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 202; déclaration liminaire de l'Union européenne à la première réunion du Groupe spécial, paragraphes 81 à 95; et deuxième communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 68.

<sup>918</sup> Première communication écrite de la Russie, paragraphes 351, 352, 354, 374, 379 et 381.



7.646. Les parties ont examiné les quatre prescriptions dans leurs arguments. Les préoccupations de l'Union européenne ont trait à la fois à l'adoption et à l'application continue, ou au maintien, de la mesure en cause. La plupart des éléments de preuve cités par l'Union européenne à l'appui de ses affirmations au titre de l'article 5:7 se rapportent à la période suivant l'adoption de la mesure, y compris les éléments d'information qu'elle a envoyés à la Russie de sa propre initiative et ceux qu'elle lui a donnés en réponse à ses demandes.<sup>919</sup> Par conséquent, le Groupe spécial juge approprié de commencer par examiner le caractère suffisant des preuves scientifiques. Il examinera ensuite la mesure dans laquelle l'interdiction à l'échelle de l'UE est établie sur la base des renseignements pertinents disponibles; puis il évaluera si la Russie s'est efforcée d'obtenir les renseignements additionnels nécessaires pour procéder à une évaluation plus objective du risque. Enfin, il évaluera si la Russie a examiné en conséquence l'interdiction à l'échelle de l'UE dans un délai raisonnable. Comme ces prescriptions sont cumulatives, si nous constatons que la Russie ne s'est pas conformée à l'une quelconque de ces quatre prescriptions, elle serait dans l'impossibilité de s'appuyer sur l'article 5:7 pour exclure l'applicabilité d'autres dispositions de l'Accord SPS. Nous considérons que cette approche est appropriée pour formuler des constatations suffisantes en ce qui concerne les allégations des parties.

#### **7.5.5.3.4.2 Question de savoir si les renseignements scientifiques pertinents étaient insuffisants au moment où l'interdiction à l'échelle de l'UE a été adoptée**

7.647. La première condition pour l'application de l'article 5:7 est l'insuffisance des preuves scientifiques. Comme nous l'avons noté, d'après ce qu'a dit l'Organe d'appel dans l'affaire *Japon – Pommes*, cette insuffisance se présente lorsque l'ensemble des preuves scientifiques disponibles ne permet pas, sur le plan quantitatif ou qualitatif, de procéder à une évaluation adéquate des risques telle qu'elle est exigée à l'article 5:1 et définie au paragraphe 4 de l'Annexe A.<sup>920</sup> La Russie a fait valoir que le caractère suffisant des preuves scientifiques devrait être examiné de manière continue. Elle fait référence à l'observation formulée par le Groupe spécial *Japon – Pommes* concernant le cadre temporel pour l'examen du caractère suffisant des preuves scientifiques au titre de l'article 5:7.<sup>921</sup> Dans cette affaire, le Groupe spécial était confronté à la question de savoir si la mesure SPS était maintenue sans preuves scientifiques suffisantes.<sup>922</sup> En l'espèce, nous sommes confrontés à une question qui concerne le caractère suffisant des preuves scientifiques s'agissant de l'adoption des mesures et du maintien des mesures contestées. Nous partageons l'avis exprimé par le Groupe spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques* selon lequel le caractère (in)suffisant des preuves scientifiques pertinentes devrait être évalué eu égard au moment où la mesure SPS a été adoptée.<sup>923</sup> Par conséquent, nous concentrerons notre examen sur la date d'adoption de l'interdiction à l'échelle de l'UE, en janvier 2014.

7.648. Le paragraphe 4 de l'Annexe A définit une "évaluation des risques" comme étant une "[é]valuation de la probabilité de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination d'un parasite ou d'une maladie sur le territoire d'un Membre importateur en fonction des mesures sanitaires et phytosanitaires qui pourraient être appliquées, et des conséquences biologiques et économiques qui pourraient en résulter; ou [une] évaluation des effets négatifs que pourrait avoir sur la santé des personnes et des animaux la présence d'additifs, de contaminants, de toxines ou d'organismes pathogènes dans les produits alimentaires, les boissons ou les aliments pour animaux." Par conséquent, nous examinerons s'il y a des preuves scientifiques (in)suffisantes pour permettre à la Russie d'évaluer correctement les risques de la probabilité de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination de la PPA sur son territoire, en tant que Membre importateur, en fonction des mesures sanitaires ou phytosanitaires qui pourraient être appliquées, et des conséquences biologiques et économiques qui pourraient en résulter. Nous rappelons nos observations antérieures selon lesquelles la PPA est déjà présente dans certaines parties de la Russie<sup>924</sup>, en particulier dans des zones limitrophes des territoires de l'Estonie, de la Lettonie et du Bélarus. Les risques devant être évalués en l'espèce sont donc ceux d'une nouvelle entrée ou d'une

<sup>919</sup> Pour un exposé détaillé de ces échanges, voir plus loin l'appendice 1.

<sup>920</sup> Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Pommes*, paragraphe 179.

<sup>921</sup> Réponse de la Russie à la question n° 309 du Groupe spécial, paragraphe 265 (faisant référence au rapport du Groupe spécial *Japon – Pommes*, paragraphe 7.10).

<sup>922</sup> Rapport du Groupe spécial *Japon – Pommes*, section VII.D.

<sup>923</sup> Rapports du Groupe spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques*, paragraphe 7.3253. Nous rappelons nos observations générales sur le cadre temporel du Groupe spécial figurant plus haut dans la section 7.3.6.

<sup>924</sup> Voir plus haut le paragraphe 7.208.



dissémination plus étendue potentielles de la PPA en Russie, et en particulier dans ses régions exemptes de PPA.

7.649. Selon la Russie, le type d'évaluation des risques au titre du paragraphe 4 de l'Annexe A qui est pertinent pour la situation dont il s'agit ici est l'"évaluation de la probabilité de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination d'un parasite ou d'une maladie sur le territoire d'un Membre importateur en fonction de la mesure SPS qui pourrait être appliquée, et des conséquences biologiques et économiques qui pourraient en résulter".<sup>925</sup> La Russie allègue que, conformément à l'article 5:1, elle suit l'approche et les méthodes suggérées dans les dispositions en matière d'évaluation des risques du Code terrestre figurant dans le chapitre 2.1 et les articles 2.1.3. et 2.1.4., qui énumèrent quatre volets successifs de l'évaluation des risques: a) appréciation du risque d'entrée; b) appréciation de l'exposition; c) appréciation des conséquences; et d) estimation du risque.<sup>926</sup> Le dernier volet de l'évaluation des risques consiste à intégrer les résultats des trois premiers volets en vue de mesurer globalement les risques associés aux dangers identifiés.<sup>927</sup>

7.650. Selon la Russie, l'estimation du risque de PPA lié à l'importation de porcins et de produits du porc non certifiés en provenance d'États membres de l'UE non affectés doit commencer par une appréciation du risque d'entrée, qui, au sens de l'article 2.1.4. du Code terrestre:

[C]onsiste à décrire le(s) mécanisme(s) biologique(s) nécessaire(s) pour qu'une activité d'importation soit à l'origine d'une introduction d'agents pathogènes dans un milieu donné, et à estimer, de manière qualitative (avec des mots) ou quantitative (avec des valeurs numériques), la probabilité que le processus se déroule complètement. L'appréciation du risque d'entrée décrit les probabilités d'entrée de chacun des *dangers* (les agents pathogènes) dans chaque situation en fonction des quantités et du moment, ainsi que les changements éventuellement induits par différentes actions, événements ou mesures.<sup>928</sup>

7.651. Par conséquent, la Russie fait valoir que, pour effectuer une appréciation du risque d'entrée en ce qui concerne l'importation de porcins et de produits du porc non certifiés en provenance d'États membres de l'UE non affectés, elle doit avoir accès aux renseignements concernant "les mécanismes nécessaires à l'importation de la PPA et la probabilité qu'un événement d'importation se produise pour chaque pays exportateur et chaque porcine et produit du porc importé " et évaluer ces renseignements.<sup>929</sup> Elle donne les précisions suivantes:

Une telle appréciation ferait intervenir de nombreux facteurs clé, y compris le régime de lutte contre la PPA dans les États membres de l'UE exportateurs (par exemple, les mécanismes de surveillance; l'état de préparation à la mise en œuvre un plan d'urgence en cas de foyers de PPA, y compris le zonage et le contrôle des déplacements, l'abattage sanitaire, etc.; les systèmes d'identification et de traçabilité des produits; le niveau des mesures de sécurité biologique mises en place, etc.); l'incidence de la PPA dans les États membres de l'UE; la quantité de porcins et de produits du porc importés depuis les États membres de l'UE vers la Fédération de Russie; le mouvement transfrontières des sangliers et la densité des populations de sangliers dans les États membres de l'UE; les niveaux de commerce licite et illicite de porcins et de produits du porc dans les États membres de l'UE; et les évaluations des services vétérinaires des États membres de l'UE, et des laboratoires de diagnostic.<sup>930</sup>

<sup>925</sup> Première communication écrite de la Russie, paragraphe 357 (citant l'Annexe A, paragraphe 4, de l'Accord SPS).

<sup>926</sup> Première communication écrite de la Russie, paragraphe 363.

<sup>927</sup> Première communication écrite de la Russie, paragraphe 363.

<sup>928</sup> Première communication écrite de la Russie, paragraphe 364 (citant le Code terrestre, article 2.1.4. (italique dans l'original)).

<sup>929</sup> Première communication écrite de la Russie, paragraphe 365.

<sup>930</sup> Première communication écrite de la Russie, paragraphe 365. Voir aussi la première communication écrite de la Russie, paragraphe 367 (faisant référence à la lettre du service vétérinaire russe adressée à la DG SANCO, FS-AS-8/23743, 1<sup>er</sup> décembre 2014 (pièce RUS-131)).

7.652. La Russie affirme que la plupart de ces renseignements n'étaient pas, et ne sont toujours pas, à sa disposition.<sup>931</sup> Elle allègue en outre que les réponses de l'Union européenne à ses questions, communiquées le 24 mars 2015, "ne devraient se voir accorder que peu de poids, voire aucun, par le Groupe spécial dans son analyse de la question concernant l'article 5:7 de l'Accord SPS" puisque, à son avis, l'insuffisance des preuves scientifiques doit être évaluée au moment où la mesure SPS provisoire pertinente a été adoptée.<sup>932</sup> Elle ajoute que les renseignements fournis sont de toute façon incomplets.<sup>933</sup>

7.653. En outre, s'appuyant sur le document de travail de la Commission européenne de janvier 2014 et sur plusieurs déclarations faites dans l'avis de 2010 de l'EFSA, la Russie souligne l'incertitude ou l'insuffisance des données scientifiques concernant: le rôle du sanglier dans l'épidémiologie de la maladie<sup>934</sup>; le point de savoir si les sangliers pourraient avoir un rôle de réservoir ou ne sont infectés que dans des zones où il y a actuellement des foyers chez les porcins domestiques, et la possible intervention d'autres vecteurs biologiques<sup>935</sup>; et le rôle des tiques dans la dissémination de la maladie.<sup>936</sup> Elle fait référence, en outre, à l'incertitude épidémiologique s'agissant de la distance sur laquelle les sangliers peuvent véhiculer la maladie et à l'absence de preuves scientifiques concernant le niveau de contagion de la maladie, en particulier la capacité de survie des sangliers.<sup>937</sup> De plus, elle fait valoir qu'elle ne peut pas procéder à une évaluation des risques de dissémination de la PPA vers les États membres de l'UE non affectés en raison du "peu de données concernant la situation sanitaire dans les autres États membres de l'UE [non-affectés]".<sup>938</sup>

7.654. En outre, la Russie allègue que l'Union européenne n'a pas fourni la preuve que les États membres de l'UE non infectés étaient historiquement exempts de PPA, ce qui a un lien avec le fait allégué que l'Union européenne n'a pas fourni de données concernant les États membres de l'UE affectés, tels que des renseignements sur la densité de la population porcine et les élevages privés à titre accessoire, qui sont nécessaires pour déterminer le risque de dissémination de la PPA depuis les pays affectés vers le reste de l'Union européenne.<sup>939</sup>

7.655. La Russie soutient que chacune des catégories de renseignements qu'elle a demandés était très pertinente. Compte tenu du rôle essentiel des sangliers et des fermes artisanales dans la dissémination de la PPA, elle a demandé à connaître les données et les mesures de contrôle

<sup>931</sup> Première communication écrite de la Russie, paragraphe 365 (faisant référence à la lettre du service vétérinaire russe adressée à la DG SANCO, FS-SD-8/1640, 5 février 2014 (pièce EU-84)) ("Selon des estimations préliminaires, les mesures de lutte contre la PPA et de confinement de la maladie mises en œuvre par la DG SANCO sont incompatibles avec les procédures de l'OIE. Pour broser un tableau plus précis en vue de décisions futures sur la régionalisation concernant la PPA, des experts de l'Union douanière sont en train d'élaborer une longue liste de questions, y compris une mise à jour sur la situation épizootique concernant la PPA dans l'UE après l'apparition de la maladie chez les sangliers de Lituanie, et ont mis en œuvre et envisagé des mesures de surveillance de la PPA, ainsi qu'une évaluation exhaustive du risque que cette maladie animale dangereuse soit disséminée vers des zones non affectées de l'UE."); lettre du service vétérinaire russe à la DG SANCO, FS-SD-8/4168, 19 mars 2014 (pièce RUS-130) ("Malheureusement, nous n'avons pas pu nous entendre sur le processus de régionalisation concernant la PPA dans l'UE, ni sur la question du caractère suffisant de la réponse de l'UE et des éléments de preuve concluants montrant que le reste de l'UE n'est pas affecté par la maladie."); lettre du service vétérinaire russe à la DG SANCO, FS-EN-8/5084, 2 avril 2014 (pièce RUS-54) ("Malheureusement, les experts russes attendent toujours des renseignements détaillés sur les mesures de lutte contre la PPA, qui sont prises par les autorités vétérinaires de l'UE, en particulier des dispositions visant à localiser la maladie dans les pays affectés ainsi qu'à prévenir l'introduction du virus de la PPA dans d'autres pays de l'UE."). Voir aussi l'appendice 1 plus loin pour un compte rendu détaillé des renseignements demandés au moyen de ces communications.

<sup>932</sup> Deuxième communication écrite de la Russie, paragraphe 194 (faisant référence aux rapports du Groupe spécial CE – *Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques*, paragraphe 7.3253).

<sup>933</sup> Deuxième communication écrite de la Russie, paragraphe 194.

<sup>934</sup> Deuxième communication écrite de la Russie, paragraphe 187 (faisant référence au document de travail de la Commission européenne SANCO/G2/SB (14 janvier 2014), "Guidelines on surveillance and control of African swine fever in feral pigs and preventative measures for pig holdings" 14 janvier 2014 (pièce RUS-89)).

<sup>935</sup> Deuxième communication écrite de la Russie, paragraphe 188 (avis scientifique de l'EFSA de 2010, page 8 (pièce EU-24)).

<sup>936</sup> Deuxième communication écrite de la Russie, paragraphe 189 (avis scientifique de l'EFSA de 2010, page 4 (pièce EU-24)).

<sup>937</sup> Deuxième communication écrite de la Russie, paragraphes 190 et 191.

<sup>938</sup> Deuxième communication écrite de la Russie, paragraphe 192.

<sup>939</sup> Deuxième communication écrite de la Russie, paragraphes 193 et 83 à 88.

relatives aux sangliers et aux fermes artisanales pour l'ensemble de l'UE afin de pouvoir évaluer la probabilité de la dissémination persistante de la PPA dans l'Union européenne. De même, compte tenu de la libre circulation des marchandises dans l'Union européenne, elle considère qu'il est pertinent d'avoir des renseignements sur les mesures de contrôle concernant le mouvement des porcs et la circulation des produits du porc vers les usines de transformation, ainsi que sur l'emplacement des usines de transformation qui exportent des produits vers la Russie. En ce qui concerne ce que la Russie décrit comme des cas de certificats falsifiés et d'autres problèmes relatifs aux services de contrôle vétérinaire, elle juge approprié de demander des renseignements sur les facteurs relatifs à la prestation des services vétérinaires.<sup>940</sup>

7.656. Puisque l'Union européenne n'a pas fourni les renseignements demandés et compte tenu des incertitudes épidémiologiques mentionnées, la Russie conclut que les preuves scientifiques dont elle dispose sont insuffisantes pour procéder à une évaluation des risques en ce qui concerne les États membres de l'UE non affectés.<sup>941</sup>

7.657. En réponse aux arguments de la Russie, l'Union européenne maintient que les renseignements scientifiques pertinents sont suffisants et affirme qu'elle les lui a communiqués.<sup>942</sup> À l'appui de cette affirmation, elle fait référence aux lettres, courriels, fax, réunions et inspections par l'intermédiaire desquels ces renseignements ont été fournis.<sup>943</sup>

7.658. Nous notons que la Russie fait référence aux risques potentiels associés à l'importation de porcins et de produits du porc *non certifiés* en provenance des États membres de l'UE non affectés. Cependant, l'Union européenne n'a formulé aucune allégation en ce qui concerne les porcins et les produits du porc *non certifiés*. En fait, l'Union européenne conteste l'interdiction à l'échelle de l'UE imposée par la Russie, que celle-ci considère comme étant son respect provisoire du libellé actuel des certificats vétérinaires.<sup>944</sup>

7.659. Nous gardons à l'esprit que l'insuffisance des preuves scientifiques ne peut pas être invoquée en cas d'"incertitude scientifique" (c'est-à-dire lorsqu'il y a une incertitude scientifique non réglée)<sup>945</sup>, ni en cas de controverse scientifique.<sup>946</sup> En outre, le fait qu'il est possible de compléter les preuves scientifiques sous-jacentes ne les rend pas, à lui seul, insuffisantes.<sup>947</sup>

7.660. Compte tenu de ces éléments et des arguments des parties, le Groupe spécial examinera si les aspects qualitatifs et quantitatifs des preuves scientifiques disponibles, y compris les renseignements que l'Union européenne a fournis à la Russie, sont d'un type et d'une portée (in)suffisante pour que la Russie puisse procéder à une évaluation des risques appropriée en fonction des circonstances.

7.661. Nous notons que, dans le dossier, il y a trois sources principales de preuves scientifiques que nous devons examiner. Premièrement, il y a les preuves scientifiques générales disponibles en ce qui concerne la PPA, qui ont été présentées en tant que pièces par les parties ou mentionnées dans ces pièces. Deuxièmement, il y a les preuves scientifiques mentionnées dans les réponses écrites des experts consultés par le Groupe spécial aux questions de ce dernier. Troisièmement, il y a les preuves scientifiques disponibles en ce qui concerne les normes internationales pertinentes. Avant d'examiner chacune de ces catégories, nous rappelons que notre analyse concernant la disponibilité de ces renseignements se concentre sur le mois de janvier 2014. Sur la base de ce cadre temporel, nous avons exclu les preuves scientifiques pertinentes présentées par les parties qui avaient été publiées après la fin de janvier 2014.<sup>948</sup>

<sup>940</sup> Deuxième communication écrite de la Russie, paragraphe 196.

<sup>941</sup> Deuxième communication écrite de la Russie, para. 196.

<sup>942</sup> Deuxième communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 68.

<sup>943</sup> Deuxième communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 68 (faisant référence aux pièces EU-62, EU-64, EU-65, EU-89, EU-91, EU-92, EU-94 et EU-132 à EU-148). Voir plus loin l'appendice I.

<sup>944</sup> Voir plus haut les sections 7.3.2.3.1 et 7.3.2.3.2.

<sup>945</sup> Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Pommes*, paragraphes 183 et 184.

<sup>946</sup> Rapports de l'Organe d'appel *États-Unis/Canada – Maintien de la suspension*, paragraphe 677.

<sup>947</sup> Rapports de l'Organe d'appel *États-Unis/Canada – Maintien de la suspension*, paragraphe 702.

<sup>948</sup> Ces renseignements comprennent le rapport scientifique de l'EFSA de 2014 (pièce EU-25); l'avis scientifique de l'EFSA sur la peste porcine africaine, *EFSA Journal* 2014 12(4):3628 (avis scientifique de l'EFSA de 2014) (pièce EU-26); le Groupe permanent d'experts en matière de PPA dans la région de l'Europe orientale et de la Baltique, décembre 2014 (pièce EU-108), Équipe vétérinaire communautaire d'urgence, Vilnius,

7.662. S'agissant de la première source de preuves scientifiques, nous notons que la PPA est une maladie bien connue au sujet de laquelle de nombreuses études scientifiques ont été effectuées. Les parties ont fait référence à un certain nombre de rapports ou d'avis scientifiques émis par des organisations internationales et des autorités vétérinaires nationales qui, à notre avis, font état de preuves scientifiques claires concernant la PPA. Dans le tableau 5 ci-dessous, nous donnons un aperçu des documents qui contiennent ces renseignements.

**Tableau 5 Liste de rapports ou de publications scientifiques émanant d'organisations internationales**

Référence	N° de la pièce
Rapport de la FAO intitulé "EMPRES Watch... African swine fever spread in the Russian Federation and the risk for the region" daté de décembre 2009 <sup>949</sup>	EU-23
Avis scientifique de l'EFSA sur la PPA, publié le 19 avril 2010 <sup>950</sup>	EU-24
Rapport de la FAO intitulé "EMPRES Watch... African swine fever spread in the Russian Federation: risk factors for Europe and beyond" daté de mai 2013 <sup>951</sup>	RUS-3
Exposé de l'OIE intitulé "The OIE International standards on CSF and ASF – recent developments", Séminaire TAIEX sur la peste porcine classique et la peste porcine africaine, Vilnius, Lituanie, 3-4 septembre 2013.	RUS-78 et RUS-205
Rapport de recherche de l'autorité vétérinaire finlandaise (EVIRA) intitulé "Possible routes of entry into the country for African swine fever – Risk profile", publié en septembre 2011.	RUS-140

7.663. Également dans le contexte de cette première catégorie de renseignements, les parties ont fait référence à des articles scientifiques spécifiques publiés dans diverses revues savantes. Il s'agit notamment des articles suivants:

**Tableau 6 Liste d'articles scientifiques publiés dans des journaux auxquels les parties ont fait référence**

Référence	N° de la pièce
Rosell, C., Navàs, F.I. & Romero, S., 2012. Reproduction of wild boar in a cropland and coastal wetland area: implications for management. <i>Animal Biodiversity and Conservation</i> , 35.2:209-217.	EU-130
B.V. Boev et al, "The wild boar. Modelling and prognosis for cylvatic African swine fever", <i>Журнал Ветеринария (Veterinary Journal)</i> , décembre 2010.	RUS-5
K. Jerina et al., "First evidence of long-distance dispersal of adult female wild boar ( <i>Sus scrofa</i> ) with piglets", <i>European Journal of Wildlife Research</i> , Vol. 60, No. 2 (2014), pp. 367-370.	RUS-9

8-10 octobre 2014 (pièce EU-109); J.M. Sánchez-Viscaíno et al, publiée en janvier 2015 (pièce RUS-1); l'exposé "ASF: Biosecurity in the pig breeding sector") présenté par le professeur Mary Louise Penrith, le 30 octobre 2014 (pièce RUS-7); des renseignements sur l'espèce *sus scrofa* provenant de la Liste rouge des espèces menacées de l'UICN (pièce RUS-8); Morelle et al., "Towards understanding wild boar *Sus scrofa* movement: a synthetic movement ecology approach", *Mammal Review*, (2014) (pièce RUS-99); C. Gallardo et al, "Experimental Infection of Domestic Pigs with African Swine Fever Virus Lithuania 2014 Genotype II Field Isolate", *Transboundary and Emerging Diseases* (2015) (pièce RUS-172); L. Mur et al, "Detection of African Swine Fever Antibodies in Experimental and Field Samples from the Russian Federation: Implications for Control (2014) (pièce RUS-175); D. Gavier-Widen et al, "African swine fever in wild boar in Europe: a notable challenge", *Veterinary Record*, Vol. 176, No. 8 (2015), 199-200 (pièce RUS-277); German Federal Research Institute for Animal Health (Institut fédéral allemand de recherche en santé animale) (Friedrich-Loeffler-Institut), *Qualitative Risk Analysis on the Introduction of African swine fever from Eastern Europe into Germany* (Analyse qualitative des risques portant sur l'introduction de la peste porcine africaine en Allemagne depuis l'Europe occidentale) 2 avril 2014 (pièce RUS-291).

<sup>949</sup> Ce rapport contient des références à un certain nombre de rapports et d'articles scientifiques. Voir le rapport de la FAO intitulé "EMPRES Watch... African swine fever spread in the Russian Federation and the risk for the region" daté de décembre 2009 (pièce EU-23), page 9.

<sup>950</sup> Ce rapport contient des références à un certain nombre de rapports et d'articles scientifiques. Voir le rapport de la FAO intitulé "EMPRES Watch... African swine fever spread in the Russian Federation and the risk for the region" daté de décembre 2009 (pièce EU-23), pages 81 à 91.

<sup>951</sup> Ce rapport contient des références à un certain nombre de rapports et d'articles scientifiques. Voir EMPRES Watch Vol.28 (mai 2013), "African swine fever in the Russian Federation: risk factors for Europe and beyond" (pièce RUS-3), page 13.

Référence	N° de la pièce
O. Keuling <i>et al.</i> , "How does hunting influence activity and spatial usage in wild boar <i>Sus scrofa</i> L.?", <i>European Journal of Wildlife Research</i> , Vol. 54, No. 4 (2008), 729.	RUS-10
L. Mur <i>et al.</i> , "Risk of African swine fever introduction into the European Union through transport-associated routes: returning trucks and waste from international ships and planes", <i>BMC Veterinary Research</i> , Vol. 8, No. 149 (2012)	RUS-11
T.G. Burrage "African Swine Fever virus infection in <i>Ornithodoros</i> ticks", <i>Virus Research</i> 173 (2013), 131-139.	RUS-12
A.Dors, E. Czyżewska <i>et al.</i> , "Effect of various husbandry conditions on the production parameters of swine herds in Poland", <i>Polish Journal of Veterinary Sciences</i> , Vol. 16, No. 4 (2013), 707-713.	RUS-65
A. Thiermann, "Practical Application of OIE standards and guidelines on compartmentalisation", 2008.	RUS-83
R. Leaper <i>et al.</i> , "The feasibility of reintroducing Wild Boar ( <i>Sus scrofa</i> ) to Scotland", <i>Mammal Review</i> , Vol. 29, No. 4, (1999)	RUS-98
M.L. Penrith <i>et al.</i> , "An investigation into natural resistance to African swine fever in domestic pigs from an endemic area in Southern Africa", <i>Scientific and Technical Review of the OIE</i> , Vol. 23, No. 3 (2004), 965-977	RUS-173
E. Okoth <i>et al.</i> , "Comparison of African swine fever virus prevalence and risk in two contrasting pig-farming systems in South-west and Central Kenya", <i>Preventive Veterinary Medicine</i> , Vol. 110, No. 2, 198-205	RUS-174
S. Costard <i>et al.</i> , "Epidemiology of African swine fever virus", <i>Virus Research</i> , Vol. 173, No. 1 (2012), 191-197	RUS-176
O. Keuling <i>et al.</i> , "Commuting, shifting or remaining? Different spatial utilisation patterns of wild boar <i>Sus scrofa</i> L. in forest and filed crops during summer", <i>Institute of Forest Botany and Forest Zoology, Dresden University of Technology</i> , 2008.	RUS-182
M.L. Penrith and W Vosloo, "Review of African swine fever: transmission, spread and control", <i>Journal of the South African Veterinary Association</i> , Vol. 80, No. 2 (2009), 58-62.	RUS-200

7.664. La deuxième catégorie de preuves scientifiques est constituée des études d'experts mentionnées par les experts dans leurs réponses écrites aux questions du Groupe spécial. Le Dr Brückner, le professeur Penrith et le Dr Thomson ont fourni avec leurs réponses une liste de références. Prises ensemble, ces références comprennent un nombre important d'études scientifiques concernant la PPA qui sont antérieures à la date limite pour notre analyse.<sup>952</sup>

7.665. La troisième catégorie de preuves scientifiques se rapporte au Code terrestre. Nous rappelons les constatations que nous avons formulées plus haut dans la section 7.5.3, relative à l'article 3:1, selon lesquelles l'interdiction à l'échelle de l'UE, s'agissant des produits non traités, n'était pas établie "sur la base de" la norme internationale pertinente, car elle imposait une interdiction en ce qui concerne tout le territoire de l'Union européenne, tandis que les dispositions pertinentes du Code terrestre envisageaient le commerce en provenance de pays, zones et compartiments exempts de PPA. Sur la question de savoir si les preuves scientifiques pertinentes peuvent être insuffisantes lorsqu'il existe une norme internationale, nous notons la clarification suivante apportée par l'Organe d'appel:

À l'article 5:7, rien n'indique qu'un Membre de l'OMC ne peut pas prendre une mesure SPS provisoire dans les cas où une organisation internationale ou un autre Membre a effectué une évaluation des risques. Les renseignements émanant des organisations internationales compétentes ne peuvent pas nécessairement être considérés comme "suffisants" pour procéder à une évaluation des risques, puisqu'ils peuvent faire partie des "renseignements pertinents disponibles" qui constituent la base pour une mesure SPS provisoire au titre de l'article 5:7. En outre, les preuves scientifiques sur lesquelles peut s'être fondé un organisme international pour procéder à l'évaluation des risques qui a conduit à l'adoption d'une norme internationale à un moment donné peuvent ne plus être valables, ou peuvent devenir insuffisantes en raison de l'évolution des travaux scientifiques.<sup>953</sup>

<sup>952</sup> Section 5 de la compilation des réponses des experts.

<sup>953</sup> Rapports de l'Organe d'appel *États-Unis/Canada – Maintien de la suspension*, paragraphe 695.

7.666. L'Organe d'appel a ajouté que, bien qu'il soit raisonnable pour un Membre qui conteste l'incompatibilité d'une mesure SPS avec l'article 5:7 de faire valoir que l'évaluation des risques qui étayait les normes internationales démontrait l'existence de preuves scientifiques pertinentes suffisantes pour qu'une évaluation des risques soit effectuée, ces preuves n'étaient pas déterminantes et pouvaient être réfutées par le Membre qui adoptait la mesure SPS provisoire.<sup>954</sup>

7.667. Dans ce contexte, l'Organe d'appel a en outre expliqué que "[l]a prescription relative à l'"insuffisance" figurant à l'article 5:7 ne [voulait] pas dire que de nouvelles preuves scientifiques [devaient] déplacer entièrement les preuves scientifiques sur lesquelles une norme internationale [était] fondée. Il suffi[sait] que de nouveaux travaux scientifiques amènent à se demander si l'ensemble des preuves scientifiques permet[tait] encore une évaluation suffisamment objective des risques".<sup>955</sup>

7.668. En l'espèce, la Russie a allégué dès le départ que l'interdiction à l'échelle de l'UE était "établie sur la base de la norme de l'OIE dans la mesure du possible".<sup>956</sup> À notre avis, cela implique que la Russie reconnaissait clairement le fondement scientifique de la norme internationale pertinente pour le présent différend. À cet égard, nous considérons que les indications données par l'Organe d'appel concernant la relation entre l'existence d'une norme internationale et le caractère suffisant des preuves scientifiques aux fins de l'article 5:7 ne s'appliquent pas à la situation que nous examinons. En fait, nous voyons que la Russie s'est toujours appuyée sur le fondement scientifique qu'offre le Code terrestre pour adopter et justifier ses mesures.

7.669. En outre, les parties ont présenté certaines pièces en relation avec les preuves scientifiques concernant la norme internationale pertinente. Ces pièces comprennent les fiches d'information générale de l'OIE sur la PPA<sup>957</sup> et la Fiche technique de l'OIE sur la PPA.<sup>958</sup> Nous considérons que l'existence de normes internationales inscrites dans le chapitre 15.1 du Code terrestre et leur fondement scientifique respectif confirment également notre point de vue selon lequel, en janvier 2014, il y avait de nombreuses preuves scientifiques concernant la PPA.<sup>959</sup>

7.670. Renforçant encore la mesure dans laquelle la Russie disposait des preuves scientifiques précédentes en janvier 2014, nous rappelons qu'elle avait été affectée par des foyers de PPA en 2007<sup>960</sup> et avait fait part à plusieurs reprises de ses vastes connaissances scientifiques de la PPA.<sup>961</sup> À cet égard, nous sommes d'avis qu'elle est bien placée pour gérer tout risque potentiel de nouvelle entrée et de dissémination plus étendue de la PPA par le biais des importations des produits en cause en provenance de l'Union européenne, à l'exclusion des quatre États membres de l'UE affectés.

7.671. En outre, nous considérons que l'Union européenne a fourni des renseignements à la Russie au cours de janvier 2014, qui comprennent de nouvelles preuves scientifiques pertinentes

<sup>954</sup> Rapports de l'Organe d'appel *États-Unis/Canada – Maintien de la suspension*, paragraphe 696.

<sup>955</sup> Rapports de l'Organe d'appel *États-Unis/Canada – Maintien de la suspension*, paragraphe 725.

<sup>956</sup> Première communication écrite de la Russie, paragraphe 385.

<sup>957</sup> Fiche d'information générale de l'OIE sur les maladies: peste porcine africaine (pièce RUS-4) et fiche d'information sur les maladies, peste porcine africaine. Disponibles à l'adresse ci-après: <http://www.oie.int/doc/ged/D13955.PDF> (pièce RUS-171) (actualisée en mai 2013).

<sup>958</sup> OIE, African Swine Fever, disponible à l'adresse ci-après: [http://www.oie.int/fileadmin/Home/eng/Animal\\_Health\\_in\\_the\\_World/docs/pdf/Disease\\_cards/AFRICAN\\_SWINE\\_FEVER.pdf](http://www.oie.int/fileadmin/Home/eng/Animal_Health_in_the_World/docs/pdf/Disease_cards/AFRICAN_SWINE_FEVER.pdf). OIE, fiche technique sur la PPA (pièce RUS-186) (actualisée pour la dernière fois en avril 2013; consultée pour la dernière fois le 23 octobre 2015).

<sup>959</sup> Nous notons que l'édition du Code terrestre qui était en vigueur à la date limite pour notre analyse du caractère (in)suffisant des preuves scientifiques était la 22<sup>ème</sup> édition. À notre avis, cela n'affecte en rien l'analyse que nous avons effectuée dans la présente section car l'OIE a expliqué que le chapitre 15.1 n'avait fait l'objet que de modifications d'ordre rédactionnel de la 22<sup>ème</sup> à la 23<sup>ème</sup> édition. À cet égard, aucune modification n'a été apportée au fondement scientifique des normes figurant dans le chapitre 15.1. Voir la réponse que l'OIE a communiquée au Groupe spécial en date du 26 août 2015.

<sup>960</sup> Première communication écrite de la Russie, paragraphe 23 (faisant référence à la pièce RUS-144); réponse de la Russie à la question n° 132 du Groupe spécial, paragraphes 263 et 264; et deuxième communication écrite de la Russie, paragraphes 146 et 147.

<sup>961</sup> Première communication écrite de la Russie, paragraphes 32, 33 et 252 à 273; et deuxième communication écrite de la Russie, paragraphes 143 à 153.

concernant la PPA.<sup>962</sup> Ces renseignements comprennent les rapports sur les activités de surveillance menées en Estonie, en Lettonie, en Lituanie et en Pologne<sup>963</sup> et une annexe détaillée sur les activités de surveillance menées en Pologne<sup>964</sup> envoyée le 29 janvier 2014.

7.672. Après avoir examiné les renseignements mentionnés plus haut, nous considérons que l'ensemble des preuves scientifiques dont disposait la Russie était abondant. À notre avis, ces renseignements comprennent des connaissances concernant l'épidémiologie de la maladie, les vecteurs potentiels de sa transmission et de sa dissémination (y compris l'écologie du comportement des sangliers), les risques potentiels de dissémination de la maladie dans la région de la Baltique et le type de mesures de lutte qui pouvaient être appliquées.

7.673. Nous rappelons que l'Organe d'appel a constaté que les preuves scientifiques seraient insuffisantes lorsque l'ensemble des preuves scientifiques disponibles ne permettait pas, sur le plan quantitatif ou qualitatif, de procéder à une évaluation adéquate des risques telle qu'elle était exigée à l'article 5:1 et définie dans le paragraphe 4 de l'Annexe A de l'Accord SPS.<sup>965</sup> Nous considérons que les éléments de preuve concernant la PPA versés au dossier, qui existaient en janvier 2014, correspondent aux éléments de preuve qui seraient suffisants pour permettre à la Russie de procéder à une évaluation appropriée en fonction des circonstances en ce qui concerne le risque potentiel de réintroduction et de dissémination plus étendue de la PPA associé aux importations des produits en cause en provenance des États membres de l'UE non affectés.

7.674. En outre, nous notons que l'article 5:2 mentionne les renseignements dont un Membre doit tenir compte dans l'évaluation des risques. Il s'agit des preuves scientifiques disponibles; des procédés et méthodes de production pertinents; des méthodes d'inspection, d'échantillonnage et d'essai pertinentes; de la prévalence de maladies ou de parasites spécifiques; de l'existence de zones exemptes de parasites ou de maladies; des conditions écologiques et environnementales pertinentes; et des régimes de quarantaine ou autres. Dans l'analyse que nous avons effectuée dans le contexte de l'article 6, nous avons conclu qu'un nombre considérable de ces renseignements étaient à la disposition de la Russie.<sup>966</sup>

7.675. Sur la base de ce qui précède, nous constatons qu'en janvier 2014, les preuves scientifiques pertinentes étaient suffisantes pour permettre à la Russie de procéder à une évaluation appropriée en fonction des circonstances en ce qui concerne le risque potentiel de réintroduction et de dissémination plus étendue de la PPA associé aux importations des produits en cause en provenance des États membres de l'UE non affectés.

7.676. Bien que la constatation précédente soit suffisante pour conclure que l'interdiction à l'échelle de l'UE n'entre pas dans le champ d'application de l'article 5:7 et que la Russie ne peut pas se prévaloir de l'exemption assortie de réserves des obligations énoncées aux articles 5:1, 5:2 et 2:2, le Groupe spécial juge prudent d'examiner l'interdiction à l'échelle de l'UE dans le contexte des trois autres éléments de l'article 5:7.

#### **7.5.5.3.4.3 Question de savoir si l'interdiction à l'échelle de l'UE a été adoptée sur la base des renseignements pertinents disponibles**

7.677. En ce qui concerne la deuxième condition énoncée à l'article 5:7 – selon laquelle la mesure devrait être adoptée sur la base des renseignements pertinents disponibles – nous considérons que des renseignements sont pertinents lorsqu'il y a un lien rationnel et objectif entre les renseignements concernant le risque et la mesure.<sup>967</sup> L'Organe d'appel dans l'affaire

<sup>962</sup> Voir plus loin l'appendice 1 pour un compte rendu détaillé des renseignements additionnels fournis par l'Union européenne à la Russie tout au long de 2014 et au début de 2015.

<sup>963</sup> Lettre de l'Union européenne à la Russie du 29 janvier 2014, ARES(2014)209377, SANCO G7/RF/mh(2014)219959 (pièce EU-62). Figurent également dans le dossier des exposés du Service national de l'alimentation et des questions vétérinaires de la Lituanie sur les mesures de protection contre la PPA appliquées en Lituanie, présentés le 7 octobre 2013 (pièce EU-114).

<sup>964</sup> Feuille de calcul Excel concernant la Pologne, annexée à la lettre du 29 janvier 2014 (pages 6 à 8) (pièce EU-63).

<sup>965</sup> Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Pommes*, paragraphe 179.

<sup>966</sup> Voir plus haut la section 7.5.2.

<sup>967</sup> Voir les rapports de l'Organe d'appel *États-Unis/Canada – Maintien de la suspension*, paragraphe 678.



*États-Unis/Canada – Maintien de la suspension* a expliqué comment cette prescription devrait être évaluée:

Le droit des Membres de l'OMC de prendre des mesures provisoires dans les circonstances où les renseignements scientifiques pertinents sont "insuffisants" est également soumis à la prescription voulant que de telles mesures soient adoptées "sur la base des renseignements pertinents disponibles". Ces renseignements peuvent comprendre les renseignements émanant "des organisations internationales compétentes" ou découlant des mesures SPS appliquées par d'autres Membres de l'OMC. Ainsi, l'article 5:7 envisage les situations où il y a des éléments de preuve indiquant l'existence possible d'un risque, mais pas assez pour pouvoir procéder à l'évaluation du risque. En outre, il doit y avoir une relation rationnelle et objective entre les renseignements concernant un certain risque et la mesure SPS provisoire d'un Membre. Dans ce sens, l'article 5:7 constitue une "soupape de sécurité temporaire" dans les situations où il y a des preuves de l'existence d'un risque mais pas assez pour procéder à une évaluation complète du risque, ce qui fait qu'il est impossible de satisfaire aux critères plus rigoureux établis par les articles 2:2 et 5:1".<sup>968</sup>

7.678. L'Union européenne affirme aussi que le fait qu'une mesure soit manifestement non nécessaire et disproportionnée serait pertinent pour déterminer si elle est fondée sur des renseignements pertinents ou si elle constitue plutôt une restriction déguisée au commerce international.<sup>969</sup> À cet égard, elle soutient que "lorsqu'il s'agit d'une maladie bien connue comme la PPA, s'il n'y a qu'un seul cas chez des sangliers à quelques kilomètres seulement de la frontière avec le Bélarus, la Russie n'aurait pas dû interdire, même à titre provisoire, les produits en cause en provenance de l'ensemble du territoire de l'Union européenne, y compris des zones situées à des milliers de kilomètres, compte tenu de la fermeté des mesures de l'UE et de l'épidémiologie de la maladie."<sup>970</sup>

7.679. La Russie fait valoir que l'Union européenne n'a pas établi *prima facie* qu'elle ne s'était pas conformée à l'article 5:7 de l'Accord SPS. À son avis, les renseignements pertinents disponibles montrent un risque élevé que les pays qui ne sont pas actuellement infectés par la PPA puissent le devenir. La Russie décrit la situation comme une situation dans laquelle il y a "des éléments de preuve indiquant l'existence possible d'un risque, mais pas assez pour pouvoir procéder à l'évaluation du risque."<sup>971</sup>

7.680. La Russie soutient qu'une recherche scientifique, datée de juillet 2014, sur les porcins domestiques et les sangliers donne à entendre que la PPA peut facilement se disséminer à l'intérieur de régions de l'Union européenne.<sup>972</sup> Elle fait référence aux études qui ont signalé que des porcins domestiques et des sangliers possédant des anticorps anti-PPA avaient été trouvés dans les champs, ce qui, selon elle, pourrait signifier qu'ils avaient survécu à l'infection.<sup>973</sup> À son avis, cela pourrait étendre la période durant laquelle les animaux infectés peuvent infecter d'autres animaux.<sup>974</sup> La Russie mentionne aussi la possibilité que des animaux rétablis restent infectés de manière persistante et transmettent la maladie par l'intermédiaire des tissus.<sup>975</sup> Enfin, selon elle, les mouvements sur de longues distances de porcins sauvages porteurs à long terme entraîneraient probablement une dissémination plus étendue de la PPA sur tout le territoire de l'Union européenne, très probablement par une voie située au nord qui traverse les pays baltes et

<sup>968</sup> Rapports de l'Organe d'appel *États-Unis/Canada – Maintien de la suspension*, paragraphe 678 (note de bas de page omise).

<sup>969</sup> Réponse de l'Union européenne à la question n° 148 du Groupe spécial, paragraphes 305 à 307; et deuxième communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 77.

<sup>970</sup> Deuxième communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 78.

<sup>971</sup> Deuxième communication écrite de la Russie, paragraphe 197 (faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *États-Unis/Canada – Maintien de la suspension*, paragraphe 678).

<sup>972</sup> Première communication écrite de la Russie, paragraphe 376 (faisant référence à l'avis scientifique de l'EFSA de 2014, page 18 (citant Mur *et al.*, communication personnelle, 2014) (pièce EU-26) et B.V. Boev *et al.*, "The wild boar. Modelling and prognosis for cylvatic African swine fever" (pièce RUS-5)).

<sup>973</sup> Première communication écrite de la Russie, paragraphe 376.

<sup>974</sup> Première communication écrite de la Russie, paragraphe 376 (faisant référence à l'avis scientifique de l'EFSA de 2014 (pièce EU-26) page 17).

<sup>975</sup> Première communication écrite de la Russie, paragraphe 376 (faisant référence à l'avis scientifique de l'EFSA de 2014 (pièce EU-26) page 18, citant P.J. Wilkinson, "The persistence of African swine fever in Africa and the Mediterranean", *Preventive Veterinary Medicine*, Vol. 2 (1984), pages 71 à 82).

la Pologne, en raison de la forte densité de la population de sangliers dans le nord-est de l'Europe.<sup>976</sup>

7.681. La Russie fait référence à l'estimation faite par l'Institut fédéral allemand de recherche en santé animale selon laquelle le risque d'entrée de la PPA en Allemagne par le biais du transport illicite et de l'élimination de matériel contaminé est élevé; et le risque d'entrée de viande de porc contaminée et de produits dérivés du porc par le biais de véhicules ou de personnes se déplaçant le long des principales voies de circulation est tout aussi élevé dans le contexte du "scénario le plus sombre".<sup>977</sup>

7.682. De même, la Russie s'appuie sur une publication universitaire dont il est allégué qu'elle étaye ses arguments. En particulier, elle fait référence à l'étude de Gallardo *et al.*, qui a conclu que le fait que près de 501 cas ou foyers de PPA s'étaient déclarés chez les sangliers et les porcins domestiques en Lettonie, en Lituanie et en Pologne, conjugué à la situation incertaine au Bélarus, "représent[ait] un risque permanent de dissémination de la PPA dans de nouvelles régions de l'UE".<sup>978</sup>

7.683. Selon la Russie, l'existence du risque de dissémination de la PPA dans des États membres de l'UE non affectés a aussi été soulignée au cours des négociations entre MM. Dankvert (chef du FSVPS) et Van Goethem (Directeur de la DG SANCO).<sup>979</sup>

7.684. La Russie fait valoir que le risque élevé de dissémination de la PPA dans de nouvelles régions et de nouveaux pays de l'Union européenne peut en outre être établi sur la base du fait que des éléments de preuve montre que des sangliers se déplacent depuis les quatre États membres de l'UE affectés par la PPA vers l'Europe occidentale.<sup>980</sup> Sur la base des éléments de preuve concernant la peste porcine classique dans l'Union européenne, la Russie souligne que la forte densité de population des sangliers en Europe peut facilement maintenir les virus.<sup>981</sup>

7.685. La Russie fait aussi valoir que l'insuffisance, dans l'Union européenne, des zones permettant de contenir et de contrôler la PPA démontre que le risque que la PPA se dissémine encore vers l'ouest ou vers le nord est élevé.<sup>982</sup> En outre, elle met en évidence l'absence de toutes garanties de la part de l'Union européenne que les produits originaires de ses États membres affectés par la PPA ne se retrouvent pas dans les circuits commerciaux européens.<sup>983</sup>

7.686. La Russie conclut donc que les éléments de preuve indiquent qu'il existe un risque important en ce qui concerne le fait de permettre les importations en provenance des États membres de l'UE non affectés, mais que ces éléments de preuve ne sont pas suffisants pour procéder à une évaluation des risques au titre de l'article 5:1 et 5:2 de l'Accord SPS.<sup>984</sup>

7.687. Ayant ces considérations à l'esprit, le Groupe spécial examinera s'il y a un lien rationnel et objectif entre les renseignements pertinents disponibles concernant les risques découlant d'une nouvelle entrée et d'une dissémination plus étendue potentielles de la PPA en Russie par le biais des importations des produits en cause en provenance de toute l'Union européenne, à l'exclusion des quatre États membres de l'UE affectés.

<sup>976</sup> Première communication écrite de la Russie, paragraphe 377 (faisant référence à l'EFSA, "Evaluation of possible mitigation measures to prevent introduction and spread of African swine fever virus through wild boar", *EFSA Journal* (2014),12(3):3616, (pièce EU-25), page 6).

<sup>977</sup> Deuxième communication écrite de la Russie, paragraphe 198 (faisant référence au Friedrich-Loeffler-Institut, "Qualitative Risikobewertung zur Einschleppung der Afrikanischen Schweinepest nach Deutschland aus Osteuropa," 2 avril 2014 (pièce RUS-291), pages 1 et 2).

<sup>978</sup> Deuxième communication écrite de la Russie, paragraphe 199 (faisant référence à C. Gallardo *et al.*, "Experimental Infection of Domestic Pigs with African Swine Fever Virus Lithuania 2014 Genotype II Field Isolate," dans *Transboundary and Emerging Diseases* (2105) (pièce RUS-172), page 1).

<sup>979</sup> Deuxième communication écrite de la Russie, paragraphe 199 (faisant référence à Rosselkhoznadzor news, "Negotiations between Dankvert and DG SANCO," 6 juillet 2014 (pièce RUS-251).

<sup>980</sup> Deuxième communication écrite de la Russie, paragraphe 199 (faisant référence à Society for Applied Microbiology (SfAM), "Restrictions In Place As African Swine Fever Hits Lithuania," 31 janvier 2014 (pièce RUS-292)).

<sup>981</sup> Deuxième communication écrite de la Russie, paragraphe 199 (faisant référence à l'avis scientifique de l'EFSA de 2010, page 28 (citant l'EFSA 2009c) (pièce EU-24)).

<sup>982</sup> Deuxième communication écrite de la Russie, paragraphe 200.

<sup>983</sup> Deuxième communication écrite de la Russie, paragraphe 201.

<sup>984</sup> Deuxième communication écrite de la Russie, paragraphe 203.

7.688. Nous rappelons que, conformément au Mémorandum de 2006, le libellé du certificat vétérinaire bilatéral qui avait été convenu entre l'Union européenne et la Russie autorise l'importation des produits concernés qui sont accompagnés d'une attestation indiquant que les produits en cause "...proviennent de locaux et/ou du territoire administratif de l'État membre de l'UE, officiellement exempts des maladies contagieuses suivantes: peste porcine africaine – durant les trois dernières années sur le territoire de l'UE, à l'exclusion de la Sardaigne".<sup>985</sup> Jusqu'à l'apparition du premier foyer de PPA en Lituanie en janvier 2014, l'ensemble du territoire de l'UE (à l'exception de la Sardaigne) avait été reconnu par la Russie comme étant exempt de PPA pendant au moins les "trois dernières années". Suite à l'apparition de ce foyer de PPA en Lituanie, la Russie a interdit certains produits en provenance de tous les États membres de l'Union européenne, même des autres États membres qui n'avaient pas connu de cas de PPA. Les renseignements pertinents dont la Russie disposait comprenaient le fait que la situation initiale en Lituanie avait une portée limitée et que l'Union européenne avait mis en place un régime de régionalisation pour la surveillance de la PPA et la lutte contre cette maladie et était aussi tenue de se conformer aux obligations découlant pour elle des normes internationales pertinentes figurant dans le Code terrestre. En outre, les renseignements pertinents disponibles sur l'épidémiologie de la PPA, les vecteurs potentiels de sa transmission et de sa dissémination (y compris l'écologie du comportement des sangliers), et les risques potentiels de dissémination de la maladie dans la région de la Baltique indiquaient que, du point de vue de la géographie, et de l'écologie et l'épidémiologie du sanglier, la probabilité de l'entrée et de la dissémination de la PPA dans des pays non adjacents, sans parler des pays ou des zones situés beaucoup plus loin dans la vaste étendue du territoire de l'Union européenne, était faible.<sup>986</sup> Nous rappelons l'examen des renseignements pertinents que nous avons effectué dans le contexte de notre examen au titre de l'article 6 de l'Accord SPS, qui abordait des questions similaires et que nous avons jugé suffisant.<sup>987</sup>

7.689. Nous jugeons aussi pertinent de rappeler que le virus de la PPA est déjà présent et répandu sur le territoire de la Russie. En fait, il se pourrait que la PPA ait été introduite sur le territoire des quatre États membres de l'UE affectés par des sangliers infectés originaires de la Russie et du Bélarus. La Russie a décrit de manière assez détaillée les diverses mesures qu'elle avait mises en place pour tenter de lutter contre la PPA sur son territoire.<sup>988</sup> Puisqu'il est manifeste que les autorités russes possèdent une connaissance étendue de cette maladie et ont mis en place des procédures pour faire face aux risques potentiels liés à la dissémination plus étendue de la PPA, nous sommes d'avis que la Russie est bien placée pour gérer tout risque potentiel de nouvelle entrée et de dissémination plus étendue de la PPA par le biais des importations des produits en cause en provenance de l'Union européenne, à l'exclusion des quatre États membres de l'UE affectés. Par conséquent, nous ne sommes pas en mesure de constater, sur la base des éléments de preuve versés au dossier, qu'il y a un lien rationnel et objectif entre l'interdiction à l'échelle de l'UE et les renseignements pertinents disponibles concernant les risques découlant d'une nouvelle entrée et d'une dissémination plus étendue potentielles de la PPA en Russie par le biais des importations des produits en cause en provenance de toute l'Union européenne, à l'exclusion des États membres de l'UE affectés par la PPA. Nous constatons donc que l'interdiction à l'échelle de l'UE n'a pas été adoptée par la Russie sur la base des renseignements pertinents disponibles.

#### **7.5.5.3.4.4 Question de savoir si la Russie s'est efforcée d'obtenir les renseignements additionnels nécessaires pour procéder à une évaluation plus objective du risque en ce qui concerne l'interdiction à l'échelle de l'UE**

7.690. La troisième prescription de l'article 5:7 est que le Membre importateur qui applique la mesure s'efforce d'obtenir les renseignements additionnels nécessaires pour procéder à une évaluation plus objective du risque.<sup>989</sup>

7.691. L'Union européenne fait valoir que la Russie "a fait un usage abusif du processus au lieu de s'efforcer d'obtenir des renseignements en rapport avec l'évaluation des risques" car les

<sup>985</sup> Voir plus haut la note de bas de page 117.

<sup>986</sup> Voir plus haut les paragraphes 7.445 à 7.447.

<sup>987</sup> Voir plus haut la section 7.5.2.3.

<sup>988</sup> Voir plus loin la note de bas de page 1048.

<sup>989</sup> L'article 5:7 impose au Membre importateur la charge de s'efforcer d'obtenir les renseignements scientifiques additionnels nécessaires pour procéder à une évaluation plus objective du risque. Voir, par exemple, le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis/Canada – Maintien de la suspension*, paragraphe 679; et le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.294.

renseignements qu'elle s'efforçait d'obtenir, selon ses allégations, soit avaient déjà été fournis par l'Union européenne soit étaient dénués de pertinence aux fins des mesures de régionalisation concernant la PPA appliquées par l'Union européenne.<sup>990</sup> Après l'adoption d'une mesure provisoire, le Membre en question a l'obligation de s'efforcer d'obtenir des renseignements additionnels pour procéder à une évaluation plus objective du risque. Selon l'Union européenne, à partir du moment où un Membre demande des renseignements qui ne sont pas nécessaires pour procéder à une évaluation plus objective du risque, y compris le type de renseignements qualifiés par les experts individuels, dans le cadre de la présente procédure, de "disproportionnés" ou de tentative de "brouiller les cartes", il ne peut plus bénéficier de la protection provisoire de l'article 5:7. L'Union européenne fait valoir que de telles demandes de renseignements sont le signe annonciateur clair que le Membre en question ne s'efforce pas véritablement de procéder à une évaluation plus objective du risque (objective parce qu'établie sur la base des renseignements disponibles).

7.692. La Russie fait valoir qu'elle demande à l'Union européenne des renseignements additionnels afin de procéder à une évaluation des risques appropriée sur la base d'un tableau complet de la situation épidémiologique concernant la PPA dans chaque État membre de l'UE, en vue de mieux comprendre la probabilité de l'entrée de la PPA sur son territoire "résultant de l'importation de porcins et de produits du porc non certifiés en provenance d'autres États membres de l'UE [non affectés]".<sup>991</sup> Elle affirme qu'elle a demandé à plusieurs reprises à des représentants de l'Union européenne et de ses États membres des renseignements en rapport avec la réalisation d'une évaluation des risques.<sup>992</sup>

7.693. L'article 5:7 n'impose pas des conditions préalables explicites concernant les renseignements additionnels devant être collectés ou une procédure de collecte spécifique.<sup>993</sup> Néanmoins, l'Organe d'appel a conclu ce qui suit:

[L]e Membre de l'OMC qui adopte une mesure SPS provisoire devrait être en mesure d'identifier les insuffisances en ce qui concerne les preuves scientifiques pertinentes, et les dispositions qu'il entend prendre pour obtenir les renseignements additionnels qui seront nécessaires pour remédier à ces lacunes pour pouvoir procéder à une évaluation plus objective et examiner la mesure provisoire dans un délai raisonnable. Les renseignements additionnels à collecter doivent être "en rapport" avec la réalisation de l'évaluation du risque spécifique.<sup>994</sup>

7.694. D'après l'obligation énoncée dans la deuxième phrase de l'article 5:7, le Membre qui adopte une mesure SPS provisoire "doit faire tout son possible pour remédier aux insuffisances des preuves scientifiques pertinentes au moyen de recherches scientifiques additionnelles ou en recueillant des renseignements auprès des organisations internationales compétentes ou d'autres sources."<sup>995</sup> Toutefois, cela ne signifie pas que ce Membre est censé garantir des résultats spécifiques et il n'est pas non plus censé prédire les résultats effectifs de ses efforts pour collecter des renseignements additionnels au moment où il adopte la mesure SPS.<sup>997</sup>

7.695. Compte tenu de ces considérations, nous rappelons que, suite à l'apparition d'un foyer de PPA en Lituanie, la Russie a interdit certains produits en provenance de tous les États membres de l'UE, même des autres États membres qui n'avaient pas connu de cas de PPA. Nous notons que le champ des renseignements demandés qui font l'objet d'une controverse entre les parties se

<sup>990</sup> Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 196.

<sup>991</sup> Première communication écrite de la Russie, paragraphe 379.

<sup>992</sup> Première communication écrite de la Russie, paragraphe 380.

<sup>993</sup> Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Produits agricoles II*, paragraphe 92, et rapport du Groupe spécial *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.295.

<sup>994</sup> Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis/Canada – Maintien de la suspension*, paragraphe 679 (note de bas de page de l'original omise); et rapport du Groupe spécial *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.295.

<sup>995</sup> (note de bas de page de l'original) Conformément à l'article 10:1 de l'*Accord SPS*, il sera tenu dûment compte des besoins spéciaux des pays en développement Membres pour ce qui est de leur capacité d'obtenir des renseignements additionnels pour une évaluation plus objective des risques.

<sup>996</sup> Rapports de l'Organe d'appel *États-Unis/Canada – Maintien de la suspension*, paragraphe 679.

<sup>997</sup> Rapports de l'Organe d'appel *États-Unis/Canada – Maintien de la suspension*, paragraphe 679. Voir aussi le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Animaux*, paragraphes 7.295 à 7.297.

rapporte largement à la situation sur l'ensemble du territoire et dans tous les États membres de l'UE, en plus des quatre États membres affectés par la PPA.<sup>998</sup>

7.696. Dans notre analyse sur la conformité de la Russie avec l'Annexe C 1) c), nous avons constaté que la Russie avait demandé des renseignements qui allaient au-delà de ce qui était nécessaire pour engager et achever la procédure de vérification de la présence de PPA sur le territoire des États membres de l'UE non affectés.<sup>999</sup> Nous rappelons que parmi ces demandes non nécessaires figurait une demande de preuve précise que chacun des États membres de l'UE non affectés était historiquement exempt de PPA<sup>1000</sup>, ainsi que d'autres catégories de renseignements dont la Russie alléguait qu'ils étaient nécessaires pour déterminer le risque de dissémination de la PPA depuis les pays affectés vers le reste de l'Union européenne.<sup>1001</sup>

7.697. Nous rappelons aussi que, conformément au Mémorandum de 2006, le libellé du certificat vétérinaire bilatéral qui avait été convenu entre l'Union européenne et la Russie autorise l'importation des produits concernés qui sont accompagnés d'une attestation indiquant que les produits en cause "proviennent de locaux et/ou du territoire administratif de l'État membre de l'UE, officiellement exempts des maladies contagieuses suivantes: peste porcine africaine – durant les trois dernières années sur le territoire de l'UE, à l'exclusion de la Sardaigne".<sup>1002</sup> Jusqu'à l'apparition du premier foyer de PPA en Lituanie en janvier 2014, l'ensemble du territoire de l'UE (à l'exception de la Sardaigne) avait été reconnu par la Russie comme étant exempt de PPA pendant au moins les "trois dernières années".

7.698. Compte tenu de cela, et du fait que l'Union européenne avait mis en place un régime de régionalisation pour la surveillance de la PPA et la lutte contre cette maladie, que tous les États membres de l'UE étaient tenus de respecter les obligations découlant pour eux du Code terrestre, et que, du point de vue de la géographie, et de l'écologie et l'épidémiologie du sanglier, la probabilité de l'entrée et de la dissémination de la PPA dans des pays non adjacents – sans parler des pays ou des zones éloignés situés dans les parties les plus à l'ouest du territoire de l'Union européenne – était faible, nous ne voyons rien dans les éléments de preuve versés au dossier qui étaye l'affirmation de la Russie selon laquelle tous les renseignements qu'elle avait demandés étaient "en rapport" avec la réalisation d'une évaluation plus objective<sup>1003</sup> du risque spécifique au sens donné à cet élément de l'article 5:7. Comme nous l'avons déjà noté, les experts consultés par le Groupe spécial ont qualifié certains des renseignements demandés par la Russie de "disproportionnés" ou de tentative de "brouiller les cartes".<sup>1004</sup> Bien que l'article 5:7 prescrive qu'un Membre doit activement faire tout son possible pour remédier aux insuffisances des preuves scientifiques pertinentes au moyen de recherches scientifiques additionnelles ou en recueillant des renseignements auprès des organisations internationales compétentes ou d'autres sources, il ne prévoit pas qu'un Membre utilise ce processus pour demander des renseignements qui ne sont pas en rapport avec le risque spécifique encouru.

<sup>998</sup> Voir plus loin l'appendice 1.

<sup>999</sup> Voir plus haut les paragraphes 7.563 à 7.571.

<sup>1000</sup> La lettre du 12 mars 2014 mentionne l'"absence de toute preuve de l'inexistence de la PPA sur le territoire d'autres États membres de l'UE [non affectés]" (pièce EU-90).

<sup>1001</sup> Voir plus haut le paragraphe 7.563.

<sup>1002</sup> Voir plus haut la note de bas de page 99.

<sup>1003</sup> Nous faisons référence ici à la distinction dans le degré d'objectivité, sur la base des preuves scientifiques disponibles, qui est faite à partir des situations visées à l'article 5:7 et 5:1. L'article 5:7 exige que les Membres qui appliquent une mesure SPS provisoire sur la base des renseignements pertinents disponibles "s'efforcent" d'obtenir les renseignements additionnels nécessaires pour procéder à une *évaluation plus objective du risque* (pas d'italique dans l'original). À notre avis, cela renvoie au type d'évaluation des risques exigée conformément à l'article 5:1 et 5:2, telle qu'elle est définie à l'Annexe A 4) de l'Accord SPS.

<sup>1004</sup> Réponse du Dr Brückner à la question n° 13 du Groupe spécial (indiquent ce qui suit: "les renseignements demandés dans la pièce RUS-131 [lettre du service vétérinaire russe à la DG SANCO, FS-AS-8/23743, 1<sup>er</sup> décembre 2014], sont, à mon avis, "disproportionnés" et bon nombre des questions sont hors sujet ou non nécessaires aux fins d'une analyse des risques sensée, qu'elle soit quantitative ou qualitative); et réponse du Dr Thomson à la question n° 13 du Groupe spécial (indiquent ce qui suit à propos des questions posées dans la lettre du 5 février 2014 adressée par la Russie à l'UE, FS-SD 8/1640 (pièce EU-84): "[c]es questions sont pour la plupart des variantes d'autres questions posées par la Fédération de Russie. Pour un pays qui n'est pas lui-même exempt de PPA, cela me semble être disproportionné et constitue peut-être une tentative de "brouiller les cartes").

7.699. Nous constatons donc que la Russie ne s'est pas efforcée d'obtenir les renseignements additionnels qui étaient "nécessaires" pour procéder à une évaluation plus objective du risque au sens de l'article 5:7.

#### **7.5.5.3.4.5 Question de savoir si la Russie a examiné l'interdiction à l'échelle de l'UE dans un délai raisonnable**

7.700. La quatrième condition de l'article 5:7 est que le Membre qui applique la mesure l'examine dans un délai raisonnable. Ce qui constitue un "délai raisonnable" doit être établi au cas par cas<sup>1005</sup>, sur la base des faits et circonstances propres à une affaire donnée. Dans l'affaire *Japon - Produits agricoles II*, l'Organe d'appel a dit que ce qui constituait un "délai raisonnable" au sens de l'article 5:7 dépendait, entre autres, de la difficulté d'obtenir les renseignements nécessaires pour procéder à une évaluation plus objective du risque.<sup>1006</sup>

7.701. Nous rappelons que le Groupe spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques* a interprété l'expression "délai raisonnable" figurant à l'article 5:7 d'une manière semblable à l'expression "retard injustifié" figurant à l'Annexe C 1) a).<sup>1007</sup> Ce concept ne dépend pas de la durée du retard, mais plutôt du point de savoir si un retard était légitime et justifiable par opposition à injustifié ou excessif.<sup>1008</sup>

7.702. L'Union européenne fait valoir que la Russie n'a pas examiné ses mesures dans un délai raisonnable. Elle identifie la période correspondant aux six mois écoulés entre la date de l'apparition du premier foyer en Lituanie, à la fin de janvier 2014, et la date d'établissement du Groupe spécial, le 22 juillet 2014, et la période allant du moment où elle a fourni des renseignements additionnels, en juin 2014, jusqu'au moment où la Russie l'a contactée de nouveau, au début de décembre 2014.<sup>1009</sup> La Russie affirme que sa mesure fait l'objet d'un processus d'examen en cours qui sera achevé dans un délai raisonnable.<sup>1010</sup> À son avis, le délai était raisonnable, compte tenu de la difficulté d'obtenir les renseignements additionnels nécessaires pour procéder à un examen.<sup>1011</sup>

7.703. Ayant ces considérations à l'esprit, nous examinons si la Russie a examiné la mesure dans un délai raisonnable, à la lumière des faits et circonstances propres à la présente affaire, et compte tenu du cadre temporel pour l'analyse du Groupe spécial (à savoir de janvier à la date d'établissement du Groupe spécial, le 22 juillet 2014, en englobant aussi les dates d'adoption des mesures visant l'Estonie et la Lettonie (septembre 2014)).

7.704. Le Groupe spécial *États-Unis – Animaux* a examiné la question de savoir si les États-Unis avaient examiné les mesures en cause dans ce différend dans un délai raisonnable. Dans son analyse, ce groupe spécial s'est appuyé sur ses constatations au titre de l'Annexe C 1) a) relatives à la question de savoir si les États-Unis avaient pris des retards injustifiés dans leur examen de la

<sup>1005</sup> Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Produits agricoles II*, paragraphe 93.

<sup>1006</sup> Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Produits agricoles II*, paragraphe 93. Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.300.

<sup>1007</sup> Rapports du Groupe spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques*, paragraphes 7.1495 à 7.1497 (concernant l'Annexe C 1) a)) et 7.3245 (concernant l'article 5:7). Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.301.

<sup>1008</sup> Rapport de l'Organe d'appel *Australie – Pommes*, paragraphe 437; rapport du Groupe spécial *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.301. De plus, le Groupe spécial *États-Unis – Animaux* a examiné le contexte des procédures d'arbitrage au titre de l'article 21:3 c) - qui déterminaient le délai raisonnable dans lequel les Membres devaient mettre en œuvre les décisions et recommandations de l'ORD - dans lequel les arbitres avaient interprété l'expression "délai raisonnable" comme désignant "le délai le plus court possible dans le cadre du système juridique du Membre [mettant en œuvre]". Décision de l'arbitre *CE – Hormones (article 21:3 c))*, paragraphe 26. Ce groupe spécial a fait observer que, même si cette interprétation n'était pas directement applicable dans ces circonstances, elle donnait bien à entendre que lorsque les Membres de l'OMC devaient mener des actions législatives ou réglementaires impliquant des processus juridiques complexes pour mettre leurs mesures en conformité avec leurs obligations dans le cadre de l'OMC, le caractère raisonnable pouvait être interprété comme signifiant aussi rapidement qu'il était juridiquement possible tout en acceptant les raisons légitimes d'un retard.

<sup>1009</sup> Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 201.

<sup>1010</sup> Première communication écrite de la Russie, paragraphe 381.

<sup>1011</sup> Première communication écrite de la Russie, paragraphe 381 (citant le rapport de l'Organe d'appel *Japon – Produits agricoles*, paragraphe 93). Voir aussi les observations de la Russie sur la réponse de l'Union européenne à la question n° 236 du Groupe spécial, paragraphes 29 et 31.

demande de l'Argentine concernant le nord de son territoire.<sup>1012</sup> Nous souscrivons à l'approche du Groupe spécial *États-Unis – Animaux*. Nous considérons que notre évaluation de cette question est étroitement liée à notre examen du respect par la Russie de ses obligations au titre de l'Annexe C 1) a). À cet égard, nous avons constaté que les demandes de renseignements excessives et injustifiées de la Russie en ce qui concerne les mesures de surveillance et de contrôle dans les États membres de l'UE non affectés par la PPA revenaient à agir d'une manière qui empêchait d'engager et d'achever la procédure de vérification de l'existence de zones exemptes de PPA. À la lumière des indications de l'Organe d'appel<sup>1013</sup>, nous avons constaté que cette situation constituait un manquement à l'obligation d'engager et d'achever une procédure sans retard injustifié. Nous avons donc constaté que la Russie avait engagé et achevé la procédure en cause avec un retard injustifié.

7.705. Nos constatations concernant l'Annexe C 1) a) éclairent notre analyse du respect par la Russie de la dernière prescription de l'article 5:7. En particulier, nous estimons que les demandes de renseignements excessives de la Russie ont entraîné des retards persistants dans l'examen des renseignements fournis par l'Union européenne. Nous tenons compte du fait qu'un Membre peut avoir besoin d'un certain temps pour traiter des renseignements détaillés et complexes. Il peut même avoir besoin de faire traduire ces renseignements en vue de les évaluer correctement. Néanmoins, nous considérons que, dans la situation que nous examinons concernant les États membres de l'UE non affectés, dans laquelle la Russie a eu des renseignements en sa possession pendant plusieurs mois (de janvier 2014 à septembre 2014) et a insisté de façon injustifiée sur le caractère insuffisant de ces renseignements, la Russie n'examine pas ses mesures SPS dans un délai raisonnable.

7.706. Nous constatons donc qu'il n'est pas satisfait en l'espèce à la quatrième prescription aux fins de l'application de l'article 5:7 parce que la Russie n'a pas examiné l'interdiction à l'échelle de l'UE dans un délai raisonnable.

#### **7.5.5.3.4.6 Conclusion**

7.707. Nous avons constaté qu'il y avait des preuves scientifiques suffisantes pour permettre à la Russie de procéder à une évaluation des risques s'agissant de la situation au regard de la PPA dans les États membres de l'UE non affectés, selon qu'il était approprié en fonction des circonstances. En outre, nous avons constaté que la Russie n'avait pas adopté la mesure provisoirement sur la base des renseignements pertinents disponibles, ne s'était pas efforcée d'obtenir des renseignements additionnels et n'avait pas examiné l'interdiction à l'échelle de l'UE dans un délai raisonnable. Ayant constaté que la Russie n'avait satisfait à aucune des quatre prescriptions aux fins de l'application de l'article 5:7, nous constatons que l'interdiction à l'échelle de l'UE n'entre pas dans le champ d'application de l'article 5:7 et que la Russie ne peut pas se prévaloir de l'exemption assortie de réserves des obligations énoncées aux articles 5:1, 5:2 et 2:2. Par conséquent, nous allons maintenant évaluer la conformité des mesures de la Russie avec les articles 5:1, 5:2 et 2:2 de l'Accord SPS.

#### **7.5.5.3.5 Question de savoir si les mesures de la Russie sont établies sur la base d'une évaluation des risques**

7.708. Dans l'affaire *CE – Hormones*, l'Organe d'appel a mentionné l'importance d'établir une mesure SPS sur la base d'une évaluation des risques, dans le contexte de l'Accord SPS:

L'obligation de procéder à une évaluation des risques, qui est faite à l'article 5:1, et la prescription relative aux "preuves scientifiques suffisantes" énoncée à l'article 2:2, sont essentielles pour maintenir l'équilibre fragile qui a été soigneusement négocié dans l'*Accord SPS* entre les intérêts partagés quoique parfois divergents qui consistent à promouvoir le commerce international et à protéger la vie et la santé des êtres humains.<sup>1014</sup>

7.709. À notre avis, ce même équilibre vaut également en ce qui concerne les mesures adoptées pour la protection de la vie et de la santé des animaux. Nous sommes conscients que l'introduction

<sup>1012</sup> Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.303.

<sup>1013</sup> Rapport de l'Organe d'appel *Australie – Pommes*, paragraphe 438.

<sup>1014</sup> Rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphe 177.



d'une maladie très contagieuse comme la PPA dans une zone auparavant exempte de la maladie ou dans une zone où la dissémination de la maladie fait l'objet de mesures de contrôle pourrait avoir des effets économiques et sociaux dévastateurs sur la santé des animaux et les communautés humaines. En outre, la présence de la maladie pourrait être très perturbatrice pour l'écosystème et les espèces domestiques et sauvages qui pourraient être affectées par cette maladie. Dans ce contexte, nous notons l'importance primordiale du respect des prescriptions liées aux preuves scientifiques énoncées aux articles 2:2 et 5:1. Nous notons qu'il se peut que, dans une situation donnée, une évaluation des risques qui satisfait aux prescriptions de l'article 5:1 et 5:2 et du paragraphe 4 de l'Annexe A de l'Accord SPS puisse servir de fondement à une mesure qui restreint le commerce de certains produits. Toutefois, on ne peut établir une telle détermination qu'en examinant les mesures correspondantes à la lumière de l'évaluation des risques sur la base de laquelle elle est établie.

7.710. Dans le présent différend, la Russie a fait valoir qu'elle n'avait aucune obligation de fournir une évaluation des risques en ce qui concerne l'interdiction à l'échelle de l'UE car il s'agissait d'une mesure qui, s'il était constaté qu'elle lui était imputable, avait été adoptée sur la base de l'article 5:7 de l'Accord SPS.<sup>1015</sup>

7.711. Comme il est indiqué plus haut au paragraphe 7.708, nous avons constaté que les conditions requises au titre de l'article 5:7 n'avaient pas été remplies en ce qui concerne l'interdiction à l'échelle de l'UE. Par conséquent, le fondement de la justification donnée par la Russie pour ne pas avoir d'évaluation des risques sur la base de laquelle l'interdiction à l'échelle de l'UE serait établie n'est pas valable. Compte tenu de cela, nous devons examiner s'il y a une évaluation des risques au sens du paragraphe 4 de l'Annexe A.

7.712. Nous rappelons que nous avons constaté plus haut au paragraphe 7.249 que l'interdiction à l'échelle de l'UE poursuivait les objectifs inscrits à la fois dans l'Annexe A 1) a) et dans l'Annexe A 1) b). Le premier type d'évaluation des risques requis au titre du paragraphe 4 de l'Annexe A (c'est-à-dire l'"évaluation de la probabilité de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination d'un parasite ou d'une maladie") est approprié pour des mesures qui visent l'objectif énoncé à l'Annexe 1) a). Le deuxième type d'évaluation des risques requis au titre du paragraphe 4 de l'Annexe A (c'est-à-dire l'"évaluation des effets négatifs que pourrait avoir sur la santé des personnes et des animaux la présence ... d'organismes pathogènes dans les ... aliments pour animaux") est approprié pour des mesures qui visent l'objectif énoncé à l'Annexe 1) b).<sup>1016</sup> Par conséquent, l'évaluation des risques par la Russie devrait englober les deux types d'évaluation des risques mentionnés au paragraphe 4 de l'Annexe A.

7.713. Tout au long de la présente procédure, la Russie n'a pas fait valoir qu'elle avait procédé à une évaluation des risques au sens de l'article 5:1 et du paragraphe 4 de l'Annexe A.<sup>1017</sup> Nous constatons donc qu'il n'est pas satisfait à la première prescription aux fins de notre examen au titre de l'article 5:1 de l'Accord SPS. Comme nous l'avons indiqué plus haut, notre analyse des allégations de l'Union européenne au titre de l'article 5:2 devrait être effectuée en même temps que celle qui correspond à l'article 5:1. Dans une situation où il n'y a pas d'évaluation des risques, il est clair qu'un Membre ne satisfait à aucune des prescriptions de l'article 5:2.

7.714. Sur la base de ce qui précède, nous constatons que l'interdiction à l'échelle de l'UE est incompatible avec l'article 5:1 et 5:2 de l'Accord SPS.

#### 7.5.5.3.6 Article 2:2 de l'Accord SPS

7.715. Nous rappelons que, d'après ce qu'a dit l'Organe d'appel dans l'affaire *Inde – Produits agricoles*, une constatation d'incompatibilité avec l'article 5:1 et 5:2 de l'Accord SPS établit une présomption réfutable d'incompatibilité avec l'article 2:2.<sup>1018</sup> Par conséquent, nous devons

<sup>1015</sup> Deuxième communication écrite de la Russie, paragraphes 185 à 203.

<sup>1016</sup> Rapport de l'Organe d'appel *Australie – Saumons*, paragraphe 123, note de bas de page 69. Voir aussi le rapport de l'Organe d'appel *Australie – Saumons*, paragraphe 120, et le rapport du Groupe spécial *Australie – Saumons*, paragraphes 8.72 et 8.116.

<sup>1017</sup> La Russie explique plutôt pourquoi elle n'avait aucune obligation de procéder à une évaluation des risques.

<sup>1018</sup> Rapport de l'Organe d'appel *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 5.24.

examiner si la Russie a avancé de quelconques arguments ou a présenté de quelconques éléments de preuve pour réfuter cette présomption.

7.716. Les arguments de la Russie concernant l'absence d'évaluation des risques étaient centrés sur l'applicabilité de l'article 5:7 à l'interdiction à l'échelle de l'UE et sur la justification correspondante au regard des articles 5:1, 5:2 et 2:2.

7.717. La Russie fait valoir qu'une vue d'ensemble des renseignements pertinents disponibles montre un risque élevé que les pays qui ne sont pas actuellement infectés par la PPA puissent le devenir.<sup>1019</sup> Elle signale que des scientifiques européens sont d'avis qu'il y a un risque persistant de dissémination de la PPA vers d'autres États membres de l'Union européenne, par exemple l'Allemagne.<sup>1020</sup> Selon elle, le risque élevé de dissémination de la PPA dans de nouvelles régions de l'Union européenne peut en outre être établi sur la base du fait que des éléments de preuve montrent que des sangliers se déplacent depuis les quatre États membres de l'UE infectés par la PPA vers l'Europe occidentale.<sup>1021</sup> Elle fait également valoir que le nombre important de foyers qui continuent d'apparaître dans les États membres de l'UE infectés par la PPA indique que l'infection demeure très active.<sup>1022</sup> Elle fait aussi valoir que l'Union européenne ne lui a pas donné de garanties que les produits originaires de ses États membres infectés par la PPA ne se retrouvent pas dans les circuits commerciaux européens.<sup>1023</sup> Elle affirme aussi que l'article 5:7 fonctionne comme un droit autonome du Membre importateur de s'écarter provisoirement de certaines disciplines de l'Accord SPS, en particulier de l'article 2:2 et 2:3.<sup>1024</sup>

7.718. Nous avons constaté que l'interdiction à l'échelle de l'UE n'était pas établie sur la base des renseignements pertinents disponibles au titre de l'article 5:7 et qu'il n'y avait pas d'évaluation des risques sur la base de laquelle l'interdiction à l'échelle de l'UE serait établie. Cela confirme notre point de vue selon lequel la mesure n'est ni fondée sur des principes scientifiques ni maintenue avec des preuves scientifiques suffisantes. La Russie n'a formulé aucun argument qui réfuterait ces constatations. À notre avis, elle n'a pas réfuté la présomption d'incompatibilité établie par nos constatations d'incompatibilité avec l'article 5:1 et 5:2.

7.719. Sur la base de ce qui précède, nous constatons que l'interdiction à l'échelle de l'UE est incompatible avec l'article 2:2 de l'Accord SPS.

#### 7.5.5.4 Conclusion

7.720. Nous avons constaté qu'il y avait des preuves scientifiques suffisantes pour permettre à la Russie de procéder à une évaluation des risques s'agissant de la situation au regard de la PPA dans les États membres de l'UE non affectés, selon qu'il était approprié en fonction des circonstances. En outre, nous avons constaté que la Russie n'avait pas adopté la mesure provisoirement sur la base des renseignements pertinents disponibles, ne s'était pas efforcée d'obtenir des renseignements additionnels et n'avait pas examiné l'interdiction à l'échelle de l'UE dans un délai raisonnable. Ayant constaté que la Russie n'avait satisfait à aucune des quatre prescriptions aux fins de l'application de l'article 5:7 de l'Accord SPS, nous constatons que l'interdiction à l'échelle de l'UE n'entre pas dans le champ d'application de l'article 5:7 et que la Russie ne peut pas se prévaloir de l'exemption assortie de réserves des obligations énoncées dans les articles 5:1, 5:2 et 2:2 de l'Accord SPS. Nous avons aussi constaté que la Russie n'avait pas établi l'interdiction à l'échelle de l'UE sur la base d'une évaluation des risques au sens du paragraphe 4 de l'Annexe A de l'Accord SPS, enfreignant ainsi l'article 5:1 et 5:2. Nous avons aussi constaté que la Russie n'avait pas réfuté la présomption d'incompatibilité que nos constatations ont établie en ce qui concerne l'article 2:2. Par conséquent, l'interdiction à l'échelle de l'UE est aussi incompatible avec l'article 2:2.

<sup>1019</sup> Deuxième communication écrite de la Russie, paragraphe 197.

<sup>1020</sup> Deuxième communication écrite de la Russie, paragraphe 198, citant Friedrich-Loeffler-Institut, "Qualitative Risikobewertung zur Einschleppung der Afrikanischen Schweinepest nach Deutschland aus Osteuropa", 2 avril 2014, pages 1 et 2 (pièce RUS-291).

<sup>1021</sup> Deuxième communication écrite de la Russie, paragraphe 199, citant Society for Applied Microbiology (SfAM), "Restrictions In Place As African Swine Fever Hits Lithuania", 31 janvier 2014 (pièce RUS-292).

<sup>1022</sup> Deuxième communication écrite de la Russie, paragraphe 200.

<sup>1023</sup> Deuxième communication écrite de la Russie, paragraphe 201.

<sup>1024</sup> Réponse de la Russie à la question n° 154 du Groupe spécial, paragraphe 276 (citant les rapports du Groupe spécial CE – *Produits biotechnologiques*, paragraphes 7.2962 à 7.2983).

## 7.5.6 Allégations au titre des articles 5:3, 5:4, 5:6 et 2:2 de l'Accord SPS

### 7.5.6.1 Dispositions juridiques pertinentes

7.721. L'Annexe A 5) de l'Accord SPS définit le niveau approprié de protection sanitaire ou phytosanitaire comme suit:

Niveau de protection considéré approprié par le Membre établissant une mesure sanitaire ou phytosanitaire pour protéger la santé et la vie des personnes et des animaux ou préserver les végétaux sur son territoire.

NOTE: De nombreux Membres dénomment ce concept "niveau acceptable de risque".

7.722. L'Union européenne formule des allégations en ce qui concerne quatre dispositions de l'article 5 de l'Accord SPS qui ont trait au niveau approprié de protection: l'article 5:3, 5:4, 5:5 et 5:6. Elle présente ses allégations concernant l'article 5:5 conjointement avec ses allégations au titre de l'article 2:3 relatives au traitement discriminatoire allégué découlant des mesures en cause. Nous reconnaissons que notre examen des allégations au titre de l'article 5:5 est subordonné à notre détermination de ce qu'est le niveau de protection jugé approprié par la Russie. En outre, nous avons à l'esprit qu'il est commode, à des fins analytiques, de grouper notre analyse des allégations formulées au sujet des articles 2:3 et 5:5. Nous examinons donc les allégations de l'Union européenne au titre de ces articles plus loin dans la section 7.6.5. Dans la présente section, nous nous concentrerons sur les allégations de l'Union européenne au titre de l'article 5:3, 5:4 et 5:6.

7.723. Pour analyser les allégations de l'Union européenne au titre de l'article 5:3, 5:4 et 5:6, ainsi que l'infraction corollaire alléguée à l'article 2:2, en ce qui concerne à la fois l'interdiction à l'échelle de l'UE et les interdictions d'importer les produits en cause en provenance des quatre États membres de l'UE affectés, il faut identifier le niveau de protection que la Russie a fixé comme étant approprié pour la PPA. L'Organe d'appel a fait le raisonnement selon lequel la première étape de l'analyse d'allégations au titre de l'article 5:6 était l'identification du niveau de protection jugé approprié par le Membre.<sup>1025</sup> En raison de la relation étroite entre les articles 5:6 et 2:2, l'identification du niveau de protection jugé approprié par un Membre est également pertinente pour la formulation de constatations au titre de l'article 2:2.<sup>1026</sup> En outre, nous sommes d'accord avec le Groupe spécial *États-Unis – Animaux*, qui a considéré qu'il serait difficile de formuler une constatation concernant les éléments dont un Membre a tenu compte pour déterminer le niveau de protection qu'il juge approprié sans savoir quel est ce niveau.<sup>1027</sup> D'une manière similaire, le niveau de protection jugé approprié par la Russie peut éclairer notre évaluation du point de savoir si elle a tenu compte de certains facteurs économiques pour déterminer les mesures qu'elle appliquerait afin d'obtenir ce niveau, conformément à l'article 5:3.

7.724. La partie pertinente de l'article 5 de l'Accord SPS dispose ce qui suit:

#### Article 5

#### *Évaluation des risques et détermination du niveau approprié de protection sanitaire ou phytosanitaire*

...

3. Pour évaluer le risque pour la santé et la vie des animaux ou pour la préservation des végétaux et déterminer la mesure à appliquer pour obtenir le niveau approprié de protection sanitaire ou phytosanitaire contre ce risque, les Membres tiendront compte,

<sup>1025</sup> Rapport de l'Organe d'appel *Australie – Pommes*, paragraphe 344 (auquel il est fait référence dans le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.368).

<sup>1026</sup> Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.368 (faisant référence aux rapports du Groupe spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques*, paragraphe 7.1433).

<sup>1027</sup> En ce qui concerne l'importance de la détermination du niveau approprié de protection d'un Membre aux fins de l'évaluation de ses mesures au regard de l'article 5:4, voir le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.368.

en tant que facteurs économiques pertinents: du dommage potentiel en termes de perte de production ou de ventes dans le cas de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination d'un parasite ou d'une maladie; des coûts de la lutte ou de l'éradication sur le territoire du Membre importateur; et du rapport coût-efficacité d'autres approches qui permettraient de limiter les risques. (pas d'italique dans l'original)

4. Lorsqu'ils détermineront le niveau approprié de protection sanitaire ou phytosanitaire, les Membres devraient tenir compte de l'objectif qui consiste à réduire au minimum les effets négatifs sur le commerce.

...

6. Sans préjudice des dispositions du paragraphe 2 de l'article 3, lorsqu'ils établiront ou maintiendront des mesures sanitaires ou phytosanitaires pour obtenir le niveau approprié de protection sanitaire ou phytosanitaire, les Membres feront en sorte que ces mesures ne soient pas plus restrictives pour le commerce qu'il n'est requis pour obtenir le niveau de protection sanitaire ou phytosanitaire qu'ils jugent approprié, compte tenu de la faisabilité technique et économique.<sup>3</sup>

<sup>3</sup> Aux fins du paragraphe 6 de l'article 5, une mesure n'est pas plus restrictive pour le commerce qu'il n'est requis à moins qu'il n'existe une autre mesure raisonnablement applicable compte tenu de la faisabilité technique et économique qui permette d'obtenir le niveau de protection sanitaire ou phytosanitaire approprié et soit sensiblement moins restrictive pour le commerce.

7.725. Avant d'examiner le fond des allégations de l'Union européenne, le Groupe spécial déterminera d'abord quel est le niveau de protection jugé approprié par la Russie en ce qui concerne la PPA selon qu'il est pertinent pour l'évaluation aussi bien de l'interdiction à l'échelle de l'UE que des interdictions d'importer les produits en cause en provenance des quatre États membres de l'UE affectés. Ensuite, nous examinerons si l'Union européenne a établi le bien-fondé des éléments de ses allégations au titre de l'article 5:3, 5:4 et 5:6 de l'Accord SPS en ce qui concerne l'interdiction à l'échelle de l'UE. À la fin de la présente section, le Groupe spécial examinera l'infraction corollaire alléguée à l'article 2:2 découlant de l'interdiction à l'échelle de l'UE. Plus loin, dans la section 7.6.6, nous examinerons la compatibilité des interdictions d'importer les produits en cause en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne avec les articles 5:3, 5:4, 5:6 et 2:2.

#### **7.5.6.2 Niveau de protection jugé approprié par la Russie pour la PPA**

##### **7.5.6.2.1 Principaux arguments des parties**

###### **7.5.6.2.1.1 Union européenne**

7.726. De l'avis de l'Union européenne, tel qu'il est défini à l'Annexe A 5) de l'Accord SPS, le niveau approprié de protection est un choix politique de chaque gouvernement et ne peut pas être mis en question par les organes juridictionnels de l'OMC.<sup>1028</sup> Cependant, une fois qu'un Membre a choisi le niveau de protection qu'il souhaite, il devrait adapter ses mesures en fonction de ce niveau.<sup>1029</sup>

7.727. L'Union européenne soutient que la Russie n'a pas expressément indiqué son niveau approprié de protection, et demande donc que le Groupe spécial infère ce niveau des mesures SPS appliquées dans la pratique.<sup>1030</sup> Elle laisse entendre en outre que les éléments de preuve versés au dossier indiquent que la Russie a un "niveau approprié de protection plutôt faible", qui ne permet pas d'inférer l'existence d'une "politique de risque zéro".<sup>1031</sup>

<sup>1028</sup> Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphes 238 et 239. Le niveau approprié de protection est aussi dénommé "niveau acceptable de risque" (première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 239, citant le rapport de l'Organe d'appel *Australie – Pommes*, paragraphe 369).

<sup>1029</sup> Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 239.

<sup>1030</sup> Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphes 242 et 243 (citant le rapport de l'Organe d'appel *Australie – Saumons*, paragraphe 207).

<sup>1031</sup> Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 248.

7.728. L'Union européenne affirme que le présent différend est semblable dans une large mesure à l'affaire *Inde – Produits agricoles*, dans laquelle le Groupe spécial a formulé des constatations au sujet du niveau approprié de protection de l'Inde.<sup>1032</sup> Selon l'Union européenne, dans cette affaire, l'Inde n'avait pas clairement indiqué son niveau approprié de protection et a imposé une interdiction à l'échelle du pays pour les produits importés en cause. L'Union européenne ajoute que le Groupe spécial chargé de cette affaire a constaté qu'il ne pouvait pas être déduit de l'interdiction que l'Inde menait une politique de risque zéro, en partie parce que l'influenza aviaire faiblement pathogène (IAFP) pouvait être transmise par les oiseaux sauvages et que l'interdiction des échanges n'était pas apte à restreindre les mouvements de la faune sauvage. L'Union européenne fait observer que le Groupe spécial a ainsi conclu que le niveau approprié de protection de l'Inde était très élevé ou très prudent, mais qu'il ne correspondait pas à un risque zéro.<sup>1033</sup>

7.729. L'Union européenne fait valoir que la Russie a imposé une interdiction à l'échelle des pays s'agissant des produits en cause en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne, ainsi qu'une interdiction à l'échelle de l'UE, malgré le fait que certaines parties de ces quatre États membres, ainsi que la totalité du reste du territoire de l'Union européenne, ne sont pas affectées par la PPA. Elle fait toutefois observer que ces interdictions ne sont pas couplées à une interdiction à l'échelle de la Russie, car le commerce des produits associés au risque de PPA en provenance des zones non affectées de la Russie est autorisé.<sup>1034</sup> En outre, l'Union européenne affirme que ces interdictions ne peuvent pas restreindre les mouvements de la faune sauvage.<sup>1035</sup>

7.730. L'Union européenne affirme que les mesures concernant la PPA prises par la Russie – suivant lesquelles le commerce des produits du porc en provenance des zones non infectées de la Russie est autorisé dans le reste du pays – n'ont pas permis de contenir la dissémination de la PPA en Russie.<sup>1036</sup> De plus, elle indique que les populations de sangliers constituent un facteur important de transmission de la PPA.<sup>1037</sup> Comme l'explique l'Union européenne, des mouvements de plus large portée des sangliers, qui ne sont pas normalement une espèce migratoire, peuvent être déclenchés en période de reproduction, en raison d'un manque de nourriture suffisante ou de leur déplacement dû à la chasse.<sup>1038</sup> Selon l'Union européenne, des sangliers cherchant à échapper aux chasseurs en Russie sont le vecteur le plus probable de la dissémination de la PPA dans l'Union européenne, via le Bélarus, en 2014.<sup>1039</sup>

#### 7.5.6.2.1.2 Russie

7.731. La Russie affirme que son niveau approprié de protection en ce qui concerne les importations en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne est élevé, et explique qu'elle cherche à accomplir ce que l'OIE prescrit au moyen de ce niveau approprié de protection élevé.<sup>1040</sup> Elle ajoute que, pour déterminer le sens et la portée du niveau approprié de protection d'un Membre défendeur, un groupe spécial devait avoir recours à tous les éléments de preuve

<sup>1032</sup> Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 245.

<sup>1033</sup> Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 244 (citant le rapport du Groupe spécial *Inde – Produits agricoles*, paragraphes 7.550 à 7.575).

<sup>1034</sup> Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 245. L'Union européenne ajoute que la faible efficacité des mesures de la Russie est confirmée par des évaluations scientifiques (première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 246, faisant référence à l'avis scientifique de l'EFSA de 2014 (pièce EU-26), pages 11 à 15).

<sup>1035</sup> Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 245.

<sup>1036</sup> Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 246.

<sup>1037</sup> Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 245.

<sup>1038</sup> Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 247 (faisant référence à l'avis scientifique de l'EFSA de 2010 (pièce EU-24), page 29, citant Office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS), 2004, La gestion du sanglier. Des pistes et des outils pour réduire les populations. DER Cnera Cervidés-sanglier, ONCFS, St Benoist).

<sup>1039</sup> Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 247. Dans la note de bas de page 201 relative au paragraphe 247, l'Union européenne a indiqué: "la souche du virus de la PPA dans les États membres de l'UE concernés correspond à 100% à la souche du virus au Bélarus. Diagnostic et caractérisation moléculaire concernant la PPA, Lituanie, EURL-ASF, CISA-INIA, 1317, 28/10/2014 (pièce EU-27); Diagnostic et caractérisation moléculaire concernant la PPA, Pologne, EURL-ASF, CISA-INIA, 1145, 30/09/2014 (pièce EU-28); Diagnostic et caractérisation moléculaire concernant la PPA, Lettonie, EURL-ASF, CISA-INIA, 1232, 17/10/2014 (pièce EU-29); Diagnostic et caractérisation moléculaire concernant la PPA, Estonie, EURL-ASF, CISA-INIA, 1375, 07/11/2014 (pièce EU-30)". Voir aussi la première communication écrite de l'Union européenne, paragraphes 48 et 56 à 58.

<sup>1040</sup> Réponse de la Russie à la question n° 159 du Groupe spécial, paragraphe 298. Voir aussi la deuxième communication écrite de la Russie, paragraphes 7 et 12 à 19.

pertinents, y compris la teneur du texte des mesures à l'importation et des mesures internes pertinentes. Elle ajoute qu'il ne devrait y avoir aucune limite particulière aux éléments de preuve utilisés pour déterminer ce niveau approprié de protection.<sup>1041</sup>

7.732. La Russie affirme que son niveau approprié de protection en ce qui concerne les importations de porcins vivants et de produits du porc en provenance de l'Union européenne est élevé, et qu'il s'agit du même niveau approprié de protection que celui qu'elle applique aux porcins et aux produits du porc échangés sur son territoire.<sup>1042</sup> Selon ses propres termes, la Russie souligne qu'elle a pour "objectif important de prévenir l'introduction de la PPA dans des zones de la Fédération de Russie qui ne sont pas infectées par cette maladie. Elle a également pour objectif de lutter contre l'apparition de foyers de PPA et de les éradiquer dans les zones de la Russie où la PPA s'est déclarée, mais est en cours d'éradication".<sup>1043</sup> La Russie soutient que cela témoigne de l'application d'un niveau approprié de protection "élevé" sur son territoire.<sup>1044</sup>

7.733. La Russie présente de nombreux éléments de preuve à l'appui de son assertion selon laquelle elle applique un niveau approprié de protection élevé sur son territoire. Ces éléments de preuve font notamment référence au cadre juridique national de la Russie et à ses plans administratifs pour la surveillance et le suivi de la PPA, la lutte contre cette maladie et son éradication.<sup>1045</sup> Elle a également fourni des éléments de preuve concernant les mesures qu'elle a appliquées pour lutter contre la PPA et l'éradiquer dans les régions de Voronej<sup>1046</sup>, Krasnodar<sup>1047</sup> et Belgorod.<sup>1048</sup>

<sup>1041</sup> Réponse de la Russie à la question n° 160 du Groupe spécial, paragraphe 302.

<sup>1042</sup> Première communication écrite de la Russie, paragraphe 250. Voir aussi la réponse de la Russie à la question n° 159 du Groupe spécial, paragraphe 298; la deuxième communication écrite de la Russie, paragraphes 1, 7, 12 à 19, et 143; la réponse de la Russie à la question n° 297 du Groupe spécial, paragraphe 165; et la réponse de la Russie à la question n° 304 du Groupe spécial, paragraphe 219.

<sup>1043</sup> Première communication écrite de la Russie, paragraphe 251.

<sup>1044</sup> Première communication écrite de la Russie, paragraphe 251.

<sup>1045</sup> Voir la première communication écrite de la Russie, paragraphes 24 à 35 et 251 à 261; ses réponses aux questions n° 29 et 30 du Groupe spécial; et les pièces suivantes: Instructions concernant la PPA (pièce EU-18); Plan de 2012 (pièce RUS-13); Ministère des ressources naturelles de la Fédération de Russie, Plan concernant les mesures organisationnelles et spécifiques de suivi, de dépopulation et de réduction des activités migratoires des sangliers sur le territoire de la Fédération de Russie, y compris les zones naturelles spécialement protégées ayant une importance régionale et fédérale, 21 novembre 2013 (Plan relatif aux sangliers) (pièce RUS-20); *Russian Veterinary Service, Guidelines for prevention of distribution of African swine fever among wild boars* (pièce RUS-127); Décret n° 310 du gouvernement de la Fédération de Russie sur la saisie d'animaux et de produits d'origine animale en cas d'éradication de foyers de maladies animales très dangereuses, 26 mai 2006 (pièce RUS-21); Arrêté n° 258 du Ministère de l'agriculture de la Fédération de Russie portant approbation des directives relatives à la détermination du statut zoosanitaire des exploitations porcines et des établissements qui procèdent à l'abattage des porcins ainsi qu'à la transformation et à l'entreposage des produits du porc, 23 juillet 2010 (pièce RUS-22); Arrêté n° 476 du Ministère de l'agriculture de la Fédération de Russie portant confirmation de la liste des maladies animales contagieuses qui nécessitent des mesures de confinement, 19 décembre 2011 (pièce RUS-18); Arrêté n° 281 du Ministère de l'agriculture de la Fédération de Russie portant confirmation des règles relatives aux certificats vétérinaires pour le transport et à l'ordre de délivrance de ces certificats, 17 juillet 2014 (pièce RUS-19).

<sup>1046</sup> Voir la première communication écrite de la Russie, paragraphes 262 et 263. Les pièces suivantes ont été soumises à l'appui des mesures appliquées pour lutter contre la PPA et l'éradiquer à Voronej: rapport du service vétérinaire de Voronej, n° 1418, 22 juillet 2014, pages 1 et 2. (pièce RUS-108); Décret n° 237-y du gouverneur de la région de Voronej de la Fédération de Russie pour l'imposition d'une quarantaine liée à la PPA sur le territoire du district municipal d'Anninsky de la région de Voronej, 17 juillet 2014 (pièce RUS-109); rapport du service vétérinaire de Voronej, n° 1443, 25 juillet 2014, page 3. (pièce RUS-110); Arrêté n° 236 du gouverneur de la région de Voronej sur la compensation, 17 juillet 2014 (pièce RUS-111); et Rosselkhoz nadzor News, "To continue controlling of ASF, Voronezh Administration of Rosselkhoz nadzor arrested a pork consignment from Ukraine" 23 janvier 2015. (pièce RUS-112).

<sup>1047</sup> Voir la première communication écrite de la Russie, paragraphes 264 à 268. Les pièces suivantes ont été soumises à l'appui des mesures appliquées pour lutter contre la PPA et l'éradiquer à Krasnodar: G. A. Dzhaïlidi, R. A. Krivonos, A. A. Shevchenko, O. Yu. Chernykh, *Measures for prevention and eradication of African Swine Fever in Krasnodar Territory* (pièce RUS-113); Résolution du chef de l'administration (gouverneur) du territoire de Krasnodar, 16 août 2012 (pièce RUS-114); Pig Progress, "Russian Vet service: More African Swine Fever in Krasnodar region", 30 juillet 2012 (pièce RUS-115); et déclaration de M. Dzhaïlidi, paragraphe 13 (pièce RUS-116).

<sup>1048</sup> Voir la première communication écrite de la Russie, paragraphes 269 à 272. Les pièces suivantes ont été soumises à l'appui des mesures appliquées pour lutter contre la PPA et l'éradiquer à Belgorod: lettre de M. Anisimov à M. Vlasov – rapport (Mesures de Belgorod), 10 juin 2014. (pièce RUS-117); Pig Progress, "New ASF outbreak in Belgorod Oblast, Russia", 11 juin 2014. (pièce RUS-118); lettre de M. Aleinik (Président du



7.734. La Russie indique spécifiquement certaines sections de sa législation intérieure comme confirmation du niveau approprié de protection élevé qu'elle applique sur son territoire. Selon elle, "les instructions concernant la PPA visent à "prévenir ... et éradiquer ... la peste porcine africaine"<sup>1049</sup> en Fédération de Russie, objectif que poursuit également le Plan de 2012 concernant la PPA, qui vise à "prévenir la dissémination du virus de la peste porcine africaine (PPA) et éradiquer ce virus sur le territoire de la Fédération de Russie".<sup>1050</sup><sup>1051</sup>

7.735. En outre, la Russie soutient que son niveau approprié de protection concernant les marchandises importées (y compris celles qui proviennent de l'Union européenne) est exprimé par l'objectif de la Décision n° 317 de l'Union douanière, qui est d'"assurer la protection du territoire douanier de l'Union douanière contre l'introduction et la dissémination d'agents pathogènes de maladies contagieuses, y compris de maladies communes à l'homme et à l'animal, et l'importation de marchandises qui ne sont pas conformes aux prescriptions vétérinaires communes".<sup>1052</sup>

7.736. La Russie affirme par ailleurs que, face à la combinaison "fatale" d'une densité élevée chez les sangliers et de pourcentages élevés de fermes artisanales à faible niveau de sécurité biologique, les mesures à l'importation établies sur la base de la compartimentation sont les mesures les moins restrictives pour le commerce qui lui permettraient d'obtenir le niveau de protection qu'elle juge approprié.<sup>1053</sup> Elle dit avoir informé l'Union européenne qu'elle appliquait un niveau approprié de protection élevé conformément aux dispositions du Code terrestre.<sup>1054</sup>

7.737. La Russie explique en outre que le fait que l'Union européenne n'a pas démontré l'établissement de zones ou de compartiments exempts de PPA d'une manière conforme au Code terrestre ni la conformité avec les conditions de sécurité du commerce des produits traités<sup>1055</sup> rend les interdictions d'importer les produits en cause en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne compatibles avec les dispositions du Code terrestre.<sup>1056</sup>

#### 7.5.6.2.2 Analyse du Groupe spécial

7.738. Nous rappelons que l'Annexe A 5) de l'Accord SPS définit le niveau approprié de protection comme étant le "[n]iveau de protection considéré approprié par le Membre établissant une mesure sanitaire ou phytosanitaire pour protéger la santé et la vie des personnes et des animaux ou préserver les végétaux sur son territoire". La note relative à l'Annexe A 5) indique en outre que "[d]e nombreux Membres dénomment ce concept "niveau acceptable de risque".

7.739. Dans l'affaire *Inde – Produits agricoles*, l'Organe d'appel a indiqué que les Membres avaient la prérogative et l'obligation de spécifier leur niveau approprié de protection.<sup>1057</sup> Il a aussi souligné que, dans le contexte des procédures de règlement des différends de l'OMC, le Membre défendeur était généralement mieux placé que le plaignant pour savoir quel objectif il avait fixé en ce qui

---

gouvernement de Belgorod) à M. Petrikov (Vice-Ministre de l'agriculture de la Fédération de Russie) sur la mise en œuvre du Plan de mesures concernant la PPA, (lettre de M. Aleinik à M. Petrikov (Mesures de Belgorod)), 4 juillet 2014. (pièce RUS-119); *Resolution of Governor of Belgorod Oblast to Eliminate and Prevent Further Spread of African Swine Fever within the Infected Area, i.e. Grafskiy Les Stow of Agrotekhhgarant "Alekseevsky" OOO Hunting Farm in Alekseevsky District of Belgorod Oblast, 4 June 2014, n° 56* (pièce RUS-120); *Resolution of the Government of Belgorod Oblast on Implementing the "Preventing the Introduction and Spread of the African Swine Fever (ASF) virus in Belgorod Oblast for 2014-2016" long term target program, 5 May 2014*. (pièce RUS-121); lettre de M. Anisimov à M. Vlasov (Mesures de Belgorod), 27 août 2014. (pièce RUS-122). Voir aussi les pièces RUS-307 et RUS-308.

<sup>1049</sup> (note de bas de page de l'original) Instructions de la Russie relatives aux mesures de prévention et d'éradication de la PPA du 21 novembre 1980 (pièce EU-18).

<sup>1050</sup> (note de bas de page de l'original) Plan de mesures de 2012 (pièce RUS-13).

<sup>1051</sup> Deuxième communication écrite de la Russie, paragraphe 143.

<sup>1052</sup> Réponse de la Russie à la question n° 297 du Groupe spécial, paragraphe 165 (faisant référence à la Décision n° 317 de l'Union douanière. (pièce RUS-25)). Voir aussi la deuxième communication écrite de la Russie, paragraphe 143.

<sup>1053</sup> Réponse de la Russie à la question n° 159 du Groupe spécial, paragraphe 300.

<sup>1054</sup> Deuxième communication écrite de la Russie, paragraphes 12 à 18 et 143.

<sup>1055</sup> Voir plus haut la note de bas de page 228.

<sup>1056</sup> Observations de la Russie sur la réponse de l'Union européenne à la question n° 286 du Groupe spécial, paragraphe 149.

<sup>1057</sup> Rapport de l'Organe d'appel *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 5.221 (faisant référence aux rapports de l'Organe d'appel *Australie – Saumons*, paragraphes 199, 205 et 206; et *Australie – Pommes*, paragraphe 343).



concerne son niveau approprié de protection. Par conséquent, l'Organe d'appel a indiqué qu'"on attendrait [d'un groupe spécial] qu'il accorde de l'importance à la formulation par le défendeur de son niveau approprié de protection", surtout lorsque ce niveau approprié de protection a été spécifié avant l'adoption de la mesure SPS, qu'il est spécifié avec suffisamment de précision et qu'il a été exprimé avec constance par le Membre défendeur. Cependant, "cela ne signifie pas qu'un groupe spécial doive s'en remettre complètement à la qualification par un défendeur de son propre niveau approprié de protection", mais qu'"un groupe spécial est tenu ... de déterminer le niveau approprié de protection du défendeur sur la base de la totalité des arguments et éléments de preuve versés au dossier".<sup>1058</sup>

7.740. Pour déterminer le niveau approprié de protection de la Russie, nous devons examiner si celle-ci a formulé un niveau approprié de protection, au sens de l'Annexe A 5) de l'Accord SPS, en ce qui concerne la PPA. Nous devons aussi déterminer si elle a défini son niveau approprié de protection ""d'une manière suffisamment précise pour appliquer l'article 5:6"<sup>1059</sup>, c'est-à-dire sans que cela soit "de manière si vague ou si ambiguë qu'appliquer les dispositions pertinentes de l'Accord SPS, comme l'article 5:6, deviendrait impossible".<sup>1060</sup><sup>1061</sup> À cet égard, nous examinerons la manière dont la Russie a indiqué son niveau approprié de protection et les éléments de preuve qu'elle a fournis à l'appui. Nous examinerons également les objections de l'Union européenne à la formulation, par la Russie, de son niveau approprié de protection. Après avoir examiné les vues des parties et les éléments de preuve qu'elles ont fournis à l'appui, nous exposerons nos vues sur ce que nous estimons être le niveau approprié de protection de la Russie.

7.741. La Russie soutient que son niveau approprié de protection concernant les marchandises importées (y compris celles qui proviennent de l'Union européenne) est exprimé par l'objectif de la Décision n° 317 de l'Union douanière, qui est d'"assurer la protection du territoire douanier de l'Union douanière contre l'introduction et la dissémination d'agents pathogènes de maladies contagieuses, y compris de maladies communes à l'homme et à l'animal, et l'importation de marchandises qui ne sont pas conformes aux prescriptions vétérinaires communes".<sup>1062</sup>

7.742. L'Union européenne soutient que le Groupe spécial devrait inférer le niveau approprié de protection de la Russie des mesures appliquées dans la pratique<sup>1063</sup> et laisse entendre en outre que les éléments de preuve versés au dossier indiquent que le niveau approprié de protection de la Russie est "plutôt faible".<sup>1064</sup> Selon l'Union européenne, l'inefficacité des mesures internes de la Russie pour ce qui est de lutter contre la PPA et de l'éradiquer conforte son point de vue selon lequel la Russie applique un niveau approprié de protection plutôt faible.<sup>1065</sup>

7.743. L'Union européenne ajoute qu'elle ne souscrit pas à l'argument de la Russie selon lequel, si un niveau approprié de protection est déduit de la mesure contestée, alors ce niveau ne peut jamais être plus restrictif pour le commerce qu'il n'est requis pour obtenir le niveau approprié de protection. Selon l'Union européenne, une mesure peut révéler des objectifs purement protectionnistes, auquel cas le niveau approprié de protection n'est inféré que des éléments qui ne

<sup>1058</sup> Rapport de l'Organe d'appel *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 5.221. L'Organe d'appel a fourni d'autres indications sur la manière d'identifier le niveau approprié de protection d'un Membre dans les rapports de l'Organe d'appel *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 5.226; et *Australie – Saumons*, paragraphes 203, 204 et 207. Voir aussi les rapports des Groupes spéciaux *États-Unis – Animaux*, paragraphes 7.377 à 7.381; et *Inde – Produits agricoles*, paragraphes 7.583 à 7.586.

<sup>1059</sup> (note de bas de page de l'original) Rapport de l'Organe d'appel *Australie – Saumons*, paragraphe 207.

<sup>1060</sup> (note de bas de page de l'original) Rapports de l'Organe d'appel *Australie – Saumons*, paragraphe 206; et *États-Unis – Maintien de la suspension*, paragraphe 523.

<sup>1061</sup> Rapport du Groupe spécial *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 7.556.

<sup>1062</sup> Réponse de la Russie à la question n° 297 du Groupe spécial, paragraphe 165 (faisant référence à la Décision n° 317 de l'Union douanière. (pièce RUS-25)). Voir aussi la deuxième communication écrite de la Russie, paragraphe 143.

<sup>1063</sup> Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphes 242 et 243 (citant le rapport de l'Organe d'appel *Australie – Saumons*, paragraphe 207).

<sup>1064</sup> Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 248.

<sup>1065</sup> Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphes 9 et 245 à 248; réponse de l'Union européenne à la question n° 161 du Groupe spécial, paragraphe 328; deuxième communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 150; et réponse de l'Union européenne à la question n° 287 du Groupe spécial, paragraphe 130.

sont pas ouvertement protectionnistes.<sup>1066</sup> Elle estime que les interdictions d'importer les produits en cause en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne, ainsi que l'interdiction à l'échelle de l'UE, révèlent des objectifs purement protectionnistes. Par conséquent, l'Union européenne n'a pas pu identifier d'éléments non protectionnistes sur la base desquels inférer correctement le niveau approprié de protection de la Russie.<sup>1067</sup> Elle estime également qu'une conclusion concernant la nécessité ne peut être formulée que sur la base d'un examen des solutions de rechange.<sup>1068</sup>

7.744. Nous rappelons que, dans l'affaire *Australie – Saumons*, l'Organe d'appel a fait le raisonnement selon lequel le niveau approprié de protection "[était] un objectif et [la mesure SPS], un instrument choisi pour atteindre ou réaliser cet objectif".<sup>1069</sup> À cet égard, le Groupe spécial *États-Unis – Animaux* a fait observer que, "[e]n tant qu'expressions d'un objectif général, les niveaux appropriés de protection [étaient] souvent énoncés d'une manière qualitative et générique."<sup>1070</sup>

7.745. Comme nous l'avons vu plus haut dans la section 7.4.4, l'un des objectifs des mesures en cause est d'assurer la protection du territoire de la Russie contre la nouvelle entrée et la dissémination plus étendue de la PPA et du virus de la PPA. La Russie semble faire valoir qu'il s'agit du niveau de protection qu'elle applique aux importations des produits en cause.<sup>1071</sup> À notre avis, cette formulation est assez générale. Cependant, elle fournit une indication du niveau de protection qui est recherché.

7.746. Il se peut que les mesures en cause soient ou non protectionnistes. Le Groupe spécial n'abordera cette question que dans la mesure nécessaire pour son évaluation de fond des allégations de l'Union européenne. Toutefois, l'argument de celle-ci selon lequel, en raison de leur nature protectionniste, ces mesures ne devraient pas être prises en considération dans la détermination du niveau approprié de protection de la Russie en ce qui concerne la PPA semble aller à l'encontre des indications fournies par l'Organe d'appel. Accepter l'argument de l'UE empêcherait le présent Groupe spécial d'examiner le niveau approprié de protection de la Russie sur la base de la totalité des arguments et des éléments de preuve versés au dossier.<sup>1072</sup>

7.747. Nous avons à l'esprit la mise en garde de l'Organe d'appel contre une analyse circulaire qui consisterait à déterminer le niveau approprié de protection d'un Membre par le biais des mesures SPS qu'il applique. Cependant, comme l'Organe d'appel l'a fait observer, il peut y avoir des circonstances dans lesquelles il peut être nécessaire d'adopter cette approche.<sup>1073</sup> Nous considérons que les mesures en cause sont un élément important à l'appui de la détermination de ce qu'est le niveau approprié de protection de la Russie en ce qui concerne la PPA. En particulier, nous estimons qu'un examen des mesures en cause fournira une indication du risque que la Russie est disposée à accepter en ce qui concerne l'entrée et la dissémination plus étendue de la PPA sur son territoire, en particulier pour ce qui est des zones qui ne sont pas encore affectées par cette maladie.

7.748. Refuser d'importer les produits en cause en provenance de l'Union européenne, qu'ils viennent ou non de zones qui pourraient être exemptes de PPA, reflète un critère strict s'agissant d'assurer la protection du territoire de la Russie contre l'entrée et la dissémination plus étendue de la PPA. Cela est encore confirmé par le refus des produits traités (au moyen d'un traitement

<sup>1066</sup> Déclaration liminaire de l'Union européenne à la première réunion avec le Groupe spécial, paragraphe 125.

<sup>1067</sup> Réponse de l'Union européenne à la question n° 152 du Groupe spécial, paragraphe 317; deuxième communication écrite de l'Union européenne, paragraphes 82 et 152; réponse de l'Union européenne à la question n° 287, paragraphes 127 à 130, observations de l'Union européenne sur la réponse de la Russie à la question n° 304 du Groupe spécial, paragraphe 141.

<sup>1068</sup> Déclaration liminaire de l'Union européenne à la première réunion avec le Groupe spécial, paragraphe 125.

<sup>1069</sup> Rapport de l'Organe d'appel *Australie – Saumons*, paragraphe 200.

<sup>1070</sup> Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.380.

<sup>1071</sup> Réponse de la Russie à la question n° 297 du Groupe spécial, paragraphe 165 (faisant référence à la Décision n° 317 de l'Union douanière. (pièce RUS-25)). Voir aussi la deuxième communication écrite de la Russie, paragraphe 143.

<sup>1072</sup> Rapport de l'Organe d'appel *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 5.221.

<sup>1073</sup> Rapport de l'Organe d'appel *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 5.226.

thermique, par fermentation ou maturation) en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne.

7.749. Nous faisons observer par ailleurs que, d'après les éléments de preuve versés au dossier, malgré les mesures que la Russie a mises en place, la PPA reste présente dans certaines zones de son territoire.<sup>1074</sup> Ces mesures comprennent une interdiction visant les produits en cause en provenance des zones qui entourent le centre de l'épizootie où un foyer de PPA s'est déclaré, mais ne comprennent pas d'interdiction générale visant la circulation des produits sensibles en provenance d'autres zones de la Russie elle-même. Cela jette un doute sur l'idée que le niveau approprié de protection de la Russie puisse être considéré comme correspondant au risque zéro. De plus, la Russie n'a pas allégué qu'elle menait une politique de risque zéro.

7.750. Nous faisons également observer que la Russie indique qu'elle a "constamment indiqué dans sa communication avec l'Union européenne ... que la Fédération de Russie appliquait un niveau approprié de protection élevé conformément aux dispositions du Code terrestre de l'OIE".<sup>1075</sup> À notre avis, cela semble confirmer que la Russie reconnaît que son niveau approprié de protection pour la PPA, tel qu'il est appliqué aux importations des produits en cause, pourrait être obtenu par des mesures conformes aux normes énoncées dans le Code terrestre. Telles qu'elles sont examinées en détail plus loin aux paragraphes 7.825 et 7.826, ces normes ne sont pas censées établir un risque zéro, mais sont conçues pour éviter la dissémination de la PPA, et pouvaient donc être décrites comme établissant un niveau de protection élevé.

7.751. L'objectif de la Décision n° 317 de l'Union douanière, dont la Russie allègue qu'il reflète son niveau approprié de protection en ce qui concerne la PPA, pris conjointement avec les mesures strictes appliquées aux importations en provenance de l'Union européenne et l'existence de certaines mesures de contrôle visant la circulation des produits sensibles sur son propre territoire, confirme que le niveau approprié de protection de la Russie est élevé. Cependant, il ne corrobore pas une conclusion selon laquelle ce niveau correspondrait au risque ou à la tolérance zéro.

### **7.5.6.2.3 Conclusion**

7.752. Nous constatons que le niveau approprié de protection que la Russie applique aux importations des produits en cause en provenance de l'Union européenne en ce qui concerne la PPA est élevé ou prudent. Cette constatation générale concernant le niveau de protection jugé approprié par la Russie pour la PPA, tel qu'il s'applique aux importations des produits en cause en provenance de l'Union européenne, sera pertinente dans le cadre de notre analyse concernant les allégations de l'Union européenne au titre de l'article 5:5, que nous examinons plus loin dans la section 7.7.4. Cette constatation est également pertinente pour notre analyse des allégations de l'Union européenne au titre des articles 5:3, 5:4, 5:6 et 2:2 de l'Accord SPS. Nous examinons ces allégations les unes après les autres.

### **7.5.6.3 Question de savoir si l'interdiction à l'échelle de l'UE est incompatible avec l'article 5:3 de l'Accord SPS**

#### **7.5.6.3.1 Principaux arguments des parties**

##### **7.5.6.3.1.1 Union européenne**

7.753. L'Union européenne fait observer que l'existence d'éléments inconnus et incertains ne justifie pas que l'on déroge aux prescriptions de l'article 5:3 (lu conjointement avec l'article 5:1 et 5:2 et le paragraphe 4 de l'Annexe A, lorsqu'il s'agit de procéder à une évaluation des risques).<sup>1076</sup>

7.754. Selon l'Union européenne, les mesures en cause de la Russie ne sont pas conformes aux prescriptions de l'article 5:3 car, pour évaluer le risque pour la santé des animaux et déterminer les mesures à appliquer pour obtenir le niveau approprié de protection sanitaire, la Russie n'a pas tenu compte du rapport coût-efficacité d'autres approches qui permettraient de limiter les risques,

<sup>1074</sup> Voir plus haut les paragraphes 7.208 et 7.209.

<sup>1075</sup> Deuxième communication écrite de la Russie, paragraphe 143.

<sup>1076</sup> Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 261 (citant le rapport de l'Organe d'appel *Australie – Saumons*, paragraphe 130).

ni de tous les autres facteurs économiques pertinents mentionnés à l'article 5:3 de l'Accord SPS.<sup>1077</sup>

#### 7.5.6.3.1.2 Russie

7.755. La Russie fait valoir que les mesures concernant l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie et la Pologne sont présumées être compatibles avec l'article 5:3, 5:4 et 5:6 car elles sont conformes aux normes pertinentes du Code terrestre.<sup>1078</sup>

7.756. Pour ce qui est de l'interdiction à l'échelle de l'UE, la Russie affirme s'être conformée à l'obligation de tenir compte des facteurs économiques pertinents lorsqu'elle a adopté cette interdiction, car elle a bien examiné les dommages potentiels en termes de perte de production, les coûts de la lutte contre la maladie et le rapport coût-efficacité d'autres approches, comme l'illustre la déclaration de V. Maslov.<sup>1079</sup>

#### 7.5.6.3.2 Analyse du Groupe spécial

7.757. L'article 5:3 de l'Accord SPS indique un certain nombre de facteurs économiques pertinents dont les Membres "tiendront" compte pour évaluer le risque pour la santé et la vie des animaux ou pour la préservation des végétaux et déterminer la mesure à appliquer pour obtenir le niveau approprié de protection contre ce risque.

7.758. À la lumière des arguments des parties, la question que nous devons examiner est celle de savoir si la Russie a tenu compte de tous les facteurs économiques pertinents énumérés à l'article 5:3, y compris du rapport coût-efficacité d'autres approches, pour évaluer le risque pour la santé des animaux et déterminé la mesure à appliquer pour obtenir le niveau de protection qu'elle juge approprié.

##### 7.5.6.3.2.1 Portée de l'obligation d'un Membre au titre de l'article 5:3 de l'Accord SPS

7.759. Nous considérons que l'article 5:3 fait référence à deux situations différentes. Dans la première, un Membre "évalue[]" le risque pour la santé et la vie des animaux ou pour la préservation des végétaux". Dans la seconde, un Membre "détermine[]" la mesure à appliquer pour obtenir le niveau approprié de protection sanitaire ou phytosanitaire". Conformément à l'article 5:3, dans ces deux situations, les Membres "tiendront compte" ("shall take into account"), en tant que facteurs économiques pertinents, des facteurs énumérés à la fin de cette disposition. Nous faisons observer que le texte ne contient aucune indication selon laquelle les facteurs énumérés ne le sont qu'à titre d'exemple et que, en fait, la liste est présentée comme étant exhaustive. Afin d'interpréter la portée de l'obligation d'un Membre au titre de l'article 5:3, nous devons d'abord examiner le sens de l'expression "shall take into account" (tiendront compte de).

7.760. Aucun groupe spécial antérieur n'a examiné d'allégations au titre de l'article 5:3. Toutefois, des groupes spéciaux antérieurs ont examiné le sens d'expressions semblables à "shall take into account" (tiendront compte de) dans le contexte d'autres dispositions des accords commerciaux multilatéraux.

7.761. Par exemple, le Groupe spécial *Japon – Pommes* a examiné l'obligation d'un Membre, au titre de l'article 5:1 de l'Accord SPS, de tenir compte des techniques d'évaluation des risques d'organisations internationales. À cet égard, le Groupe spécial a fait le raisonnement selon lequel cette obligation n'exigeait pas que l'évaluation des risques soit "fondée sur" ou "en conformité avec" ces techniques d'évaluation des risques. En fait, "ces techniques devraient être considérées comme pertinentes, mais ... le fait de ne pas les respecter en tous points ne signifierait pas nécessairement en soi que l'évaluation des risques sur laquelle la mesure est basée n'est pas conforme aux prescriptions de l'article 5:1".<sup>1080</sup> Cette approche a été confirmée par les Groupes

<sup>1077</sup> Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 262.

<sup>1078</sup> Première communication écrite de la Russie, paragraphe 216.

<sup>1079</sup> Réponse de la Russie à la question n° 154 du Groupe spécial, paragraphe 279 (faisant référence à *Declaration by Vladimir Maslov on the ASF Outbreak that Occurred at One of the Enterprises of the AGROECO Group in the Voronezh Region of the Russian Federation* (pièce RUS-148)).

<sup>1080</sup> Rapport du Groupe spécial *Japon – Pommes*, paragraphe 8.241.

spéciaux *Canada – Maintien de la suspension* et *États-Unis – Maintien de la suspension* au sujet de la même obligation au titre de l'article 5:1.<sup>1081</sup>

7.762. De façon semblable, le Groupe spécial *États-Unis – Maintien de la suspension* a fait référence à l'obligation d'un Membre, en vertu de l'article 5:2 de l'Accord SPS, de tenir compte des preuves scientifiques disponibles ainsi que d'autres critères énumérés dans cette disposition, lorsqu'il procédait à une évaluation des risques. Dans son raisonnement, le Groupe spécial a dit que "tenir compte des preuves scientifiques disponibles n'exige[ait] pas d'un Membre qu'il agisse en se conformant à une conclusion particulière d'une étude scientifique particulière".<sup>1082</sup>

7.763. Le Groupe spécial *États-Unis – Animaux* a examiné le sens de l'expression "should take into account" (devraient tenir compte de) dans le contexte de l'article 5:4 de l'Accord SPS. Il a confirmé l'interprétation de l'expression "take into account" (tenir compte de) faite par l'Organe d'appel et un groupe spécial antérieur. D'après ces indications, "tenir compte de" signifie "prendre en considération, accorder de l'importance à" et n'exige pas que cette prise en considération ait un résultat particulier.<sup>1083</sup>

7.764. D'autres groupes spéciaux ont examiné la portée de l'obligation "shall take account of" (tiendront compte de) figurent dans d'autres dispositions des accords commerciaux multilatéraux qui font référence aux besoins spéciaux des pays en développement Membres. Bien que l'expression "shall take account of" ne soit pas identique à "shall take into account", le dictionnaire fait référence à ces deux tournures verbales comme ayant le même sens.<sup>1084</sup> Elles signifient: "to take into consideration" (prendre en considération).<sup>1085</sup> Nous considérons donc que des décisions antérieures concernant des dispositions contenant l'obligation "take account of" peuvent étayer en outre notre interprétation de l'obligation énoncée à l'article 5:3 de l'Accord SPS.

7.765. Le Groupe spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques* a fait référence à l'obligation des Membres, en vertu de l'article 10:1 de l'Accord SPS, de tenir compte des besoins spéciaux des pays en développement Membres dans l'élaboration et l'application des mesures SPS. En ce qui concerne la portée de cette obligation, le Groupe spécial a fait le raisonnement suivant: "[l]e dictionnaire définit l'expression "take account of" (tenir compte de) comme signifiant "consider along with other factors before reaching a decision" (prendre en considération en même temps que d'autres facteurs avant d'arriver à une décision).<sup>1086</sup> Dans cette logique, l'article 10:1 ne prescrit pas un résultat spécifique à obtenir."<sup>1087</sup>

7.766. Les Groupes spéciaux *États-Unis – EPO* et *États-Unis – Cigarettes aux clous de girofle* ont examiné l'obligation d'un Membre, en vertu de l'article 12.3 de l'Accord OTC, de tenir compte des besoins spéciaux des pays en développement Membres dans l'élaboration et l'application des règlements techniques, des normes et des procédures d'évaluation de la conformité.<sup>1088</sup> Le Groupe spécial *États-Unis – Cigarettes aux clous de girofle* a souscrit au raisonnement du Groupe spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques* cité plus haut.<sup>1089</sup> Le Groupe spécial *États-Unis – EPO* a conclu que l'article 12.3 n'équivalait pas à l'obligation pour les Membres de l'OMC de mettre leurs actions en conformité avec les besoins spéciaux des pays en

<sup>1081</sup> Rapports des Groupes spéciaux *Canada – Maintien de la suspension*, paragraphes 7.452 à 7.459; et *États-Unis – Maintien de la suspension*, paragraphes 7.462 à 7.469.

<sup>1082</sup> Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Maintien de la suspension*, paragraphe 7.480.

<sup>1083</sup> Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.401 (citant le rapport de l'Organe d'appel *Corée – Diverses mesures affectant la viande de bœuf*, paragraphe 111; et les rapports du Groupe spécial *États-Unis – EPO*, paragraphe 7.776).

<sup>1084</sup> *Online Oxford English Dictionary*, "account (tournures verbales P2.g a) "to take account of" et P2.g c) "to take into (the) account")", <http://www.oed.com/view/Entry/1194?redirectedFrom=take+into+account#eid36657016> (consulté le 26 janvier 2016).

<sup>1085</sup> *Online Oxford English Dictionary*, "account (tournure verbale P2.g a) "to take account of")", <http://www.oed.com/view/Entry/1194?redirectedFrom=take+into+account#eid36657016> (consulté le 26 janvier 2016).

<sup>1086</sup> (note de bas de page de l'original) *The Concise Oxford Dictionary*, 10th edn., J. Pearsall (ed.) (Clarendon Press, 1999), page 8.

<sup>1087</sup> Rapports du Groupe spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques*, paragraphe 7.1620.

<sup>1088</sup> Rapports des Groupes spéciaux *États-Unis – EPO*, paragraphes 7.775 à 7.788; et *États-Unis – Cigarettes aux clous de girofle*, paragraphes 7.610 à 7.649.

<sup>1089</sup> Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Cigarettes aux clous de girofle*, paragraphes 7.632 à 7.634.

développement, mais simplement de prendre ces besoins en considération en même temps que d'autres facteurs avant de prendre une décision.<sup>1090</sup>

7.767. Nous souscrivons à l'interprétation de l'expression "tiendront compte de" faite par les groupes spéciaux susmentionnés. Dans le contexte de l'article 5:3, nous considérons qu'un Membre a l'obligation de prendre en considération les facteurs économiques pertinents énumérés dans cette disposition lorsqu'ils évaluent le risque pour la santé et la vie des animaux ou pour la préservation des végétaux ou lorsqu'ils déterminent la mesure à appliquer pour obtenir le niveau approprié de protection sanitaire ou phytosanitaire, et non d'autres facteurs économiques. Cependant, cette obligation n'implique pas que la prise en considération des facteurs économiques pertinents exigera une ligne de conduite particulière de la part du Membre qui impose une mesure SPS.

7.768. Les groupes spéciaux susmentionnés ont également conclu que le plaignant avait la charge de démontrer que le Membre défendeur n'avait pas tenu compte de l'aspect particulier prescrit dans la disposition pertinente.<sup>1091</sup> Nous considérons que, au titre de l'article 5:3, c'est la partie plaignante qui a la charge de démontrer que la partie défenderesse n'a pas tenu compte des facteurs économiques pertinents énumérés dans cette disposition.

7.769. À notre avis, le deuxième aspect que nous devons examiner est le rôle de cette obligation dans l'Accord SPS. Le texte de l'article 5:3 fait référence à l'obligation de tenir compte des facteurs économiques pertinents qui y sont énumérés au moment i) d'évaluer le risque pour la santé et la vie des animaux ou pour la préservation des végétaux, et ii) de déterminer la mesure à appliquer pour obtenir le niveau approprié de protection sanitaire ou phytosanitaire.

7.770. La première situation est éclairée par les obligations qu'un Membre imposant une mesure SPS a en vertu des articles 2:2, 5:1 et 5:2 de l'Accord SPS. Ces obligations comprennent l'obligation de fonder les mesures SPS sur des principes scientifiques (article 2:2), par le biais d'une évaluation des risques appropriée en fonction des circonstances (article 5:1 et 5:2). À cet égard, l'obligation de tenir compte des facteurs économiques pertinents au moment d'évaluer le risque pour la santé et la vie des animaux est subordonnée à l'obligation de fonder une mesure SPS sur une évaluation des risques en vertu de l'article 5:1 et 5:2 de l'Accord SPS. Si un Membre ne fonde pas ses mesures sur une évaluation des risques qu'il a effectuée ou qui a été mise à sa disposition par d'autres moyens, à moins qu'il soit justifié pour ce Membre de ne pas le faire (en raison de la conformité avec une norme internationale ou de l'adoption d'une mesure provisoire conformément à l'article 5:7), il ne se conforme pas à l'article 5:3.

7.771. La seconde situation est éclairée par le texte des articles 2:2, 5:4 et 5:6 de l'Accord SPS. Entre autres aspects, l'article 2:2 dispose que les Membres feront en sorte que leurs mesures SPS ne soient appliquées que dans la mesure nécessaire pour protéger la santé et la vie des personnes et des animaux ou préserver les végétaux. En vertu de l'article 5:4, lorsqu'ils détermineront leur niveau approprié de protection, les Membres devraient tenir compte de l'objectif qui consiste à réduire au minimum les effets négatifs sur le commerce. De plus, en vertu de l'article 5:6, les Membres feront en sorte que leurs mesures SPS ne soient pas plus restrictives pour le commerce qu'il n'est requis pour obtenir le niveau de protection qu'ils jugent approprié. C'est dans le contexte du respect de ces autres obligations qu'un Membre tiendra compte des facteurs économiques pertinents énumérés à l'article 5:3 pour déterminer la mesure qu'il appliquera pour obtenir le niveau de protection qu'il juge approprié.

<sup>1090</sup> Rapports des Groupes spéciaux *États-Unis – EPO*, paragraphe 7.781.

<sup>1091</sup> Rapports des Groupes spéciaux *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.406 (faisant référence à la charge qui incombe à la partie plaignante de démontrer que la partie défenderesse n'a pas tenu compte de l'objectif qui consiste à réduire au minimum les effets négatifs sur le commerce lorsqu'elle a déterminé son niveau approprié de protection); *États-Unis – Cigarettes aux clous de girofle*, paragraphe 7.633 (faisant référence à la charge qui incombe à la partie plaignante de prouver que le Membre adoptant le règlement technique n'a pas "tenu compte" des besoins des pays en développement Membres, conformément à l'article 12.3 de l'Accord OTC); *États-Unis – EPO*, paragraphe 7.774 (faisant référence à la charge qui incombe à la partie plaignante de prouver que le Membre adoptant le règlement technique n'a pas "tenu compte des" besoins des pays en développement Membres, conformément à l'article 12.3 de l'Accord OTC); et *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques*, paragraphe 7.1622 (faisant référence à la charge qui incombait à l'Argentine de présenter des éléments de preuve et des arguments suffisants pour établir une présomption que les Communautés européennes n'ont pas tenu compte de ses besoins spéciaux en tant que pays en développement Membre conformément à l'article 10:1 de l'Accord SPS).

7.772. Le Groupe spécial fait observer que, si une mesure est adoptée conformément à l'article 5:7 de l'Accord SPS, un Membre n'a pas l'obligation d'établir sa mesure provisoire sur la base d'une évaluation des risques en vertu de l'article 5:1. Par conséquent, un Membre confronté à une telle situation n'aura pas à tenir compte des facteurs économiques pertinents énumérés à l'article 5:3 afin d'évaluer le risque pour la santé et la vie des animaux ou pour la préservation des végétaux. Cependant, même lorsqu'un Membre a adopté une mesure SPS provisoire conformément à l'article 5:7, il aura toujours l'obligation de tenir compte, pour déterminer la mesure qu'il appliquera pour obtenir le niveau de protection qu'il juge approprié, des facteurs économiques pertinents énumérés à l'article 5:3.

7.773. Sur la base de ce qui précède, nous devons déterminer si l'Union européenne a présenté des éléments de preuve et des arguments suffisants pour établir *prima facie* que la Russie n'a pas tenu compte des facteurs économiques pertinents énumérés à l'article 5:3 en ce qui concerne l'une ou l'autre des situations prévues dans cette disposition.

#### **7.5.6.3.2.2 Question de savoir si la Russie a tenu compte des facteurs économiques pertinents lorsqu'elle a évalué le risque pour la santé et la vie des animaux ou pour la préservation des végétaux**

7.774. Nous examinerons d'abord les arguments et éléments de preuve de l'Union européenne en ce qui concerne le non-respect, par la Russie, de son obligation s'agissant de la première situation. L'Union européenne a systématiquement fait valoir que la Russie n'avait pas respecté son obligation d'effectuer une évaluation des risques. En ce qui concerne l'article 5:3 de l'Accord SPS, elle laisse entendre que l'obligation au titre de cette disposition s'agissant de l'évaluation du risque pour la santé et la vie des animaux devrait être envisagée conjointement avec les obligations au titre de l'article 5:1 et 5:2. Cela semble impliquer que, si un Membre a l'obligation d'effectuer une évaluation des risques en vertu de ces dispositions, il a aussi l'obligation de tenir compte des facteurs économiques pertinents énumérés à l'article 5:3 lorsqu'il évalue ces risques, et seulement des facteurs économiques identifiés comme étant pertinents.

7.775. Comme il est indiqué plus haut, nous considérons que, si les preuves scientifiques sont suffisantes mais qu'il y a non-conformité avec la norme internationale pertinente, en n'établissant pas ses mesures SPS sur la base d'une évaluation des risques, telle que définie à l'article 5:1 et à l'Annexe A 4) de l'Accord SPS, un Membre ne serait pas en mesure d'agir d'une manière conforme à l'article 5:3.

7.776. Nous avons constaté que l'interdiction à l'échelle de l'UE n'était pas fondée sur la norme internationale pertinente<sup>1092</sup> et n'était pas établie sur la base d'une évaluation des risques selon qu'il était approprié en fonction des circonstances, dans une situation où il y avait des preuves scientifiques suffisantes pour permettre à la Russie de procéder à une évaluation des risques selon qu'il était approprié en fonction des circonstances.<sup>1093</sup> Sur la base de ces constatations et du raisonnement expliqué plus haut, nous constatons que l'interdiction à l'échelle de l'UE est incompatible avec l'article 5:3.

#### **7.5.6.3.2.3 Question de savoir si la Russie a tenu compte des facteurs économiques pertinents lorsqu'elle a déterminé la mesure à appliquer pour obtenir le niveau approprié de protection sanitaire ou phytosanitaire**

7.777. Nous abordons maintenant la seconde situation. Il s'agit du cas où un Membre détermine la mesure à appliquer pour obtenir le niveau approprié de protection sanitaire ou phytosanitaire. À cet égard, nous considérons que l'obligation au titre de l'article 5:3 en ce qui concerne la détermination de la mesure à appliquer est déclenchée une fois qu'un Membre a fixé son niveau approprié de protection s'agissant d'une maladie ou d'un organisme pathogène et normalement après une évaluation des risques connexes. Cependant, comme nous l'avons fait observer plus haut au paragraphe 7.772, même lorsqu'une mesure est adoptée en vertu de l'article 5:7, sans une évaluation des risques, l'obligation au titre de l'article 5:3 s'applique toujours pour ce qui est du choix de la mesure à appliquer. En tout état de cause, comme il est indiqué plus haut, l'obligation de tenir compte des facteurs économiques pertinents n'exige pas qu'un Membre adopte

<sup>1092</sup> Voir plus haut le paragraphe 7.718.

<sup>1093</sup> Voir plus haut le paragraphe 7.719.



une mesure SPS particulière; un Membre doit plutôt prendre ces facteurs économiques pertinents en considération pour déterminer une telle mesure, et seulement ces facteurs.

7.778. En l'espèce, l'Union européenne n'a pas présenté d'éléments de preuve ni d'arguments à l'appui de son allégation selon laquelle la Russie n'a pas examiné les facteurs économiques pertinents énumérés à l'article 5:3, et seulement ces facteurs, lorsqu'elle a déterminé qu'elle imposerait les mesures en cause. À cet égard, l'Union européenne a limité son argument à un seul paragraphe de sa première communication écrite, dans lequel elle indique sans autre explication que, "pour évaluer le risque pour la santé des animaux et déterminer les mesures à appliquer pour obtenir le niveau approprié de protection sanitaire, la Russie n'a pas tenu compte de tous les facteurs économiques pertinents mentionnés à l'article 5:3 de l'Accord SPS, y compris le rapport coût-efficacité d'autres approches qui permettraient de limiter les risques".<sup>1094</sup>

7.779. Le Groupe spécial a fait observer que la partie plaignante avait la charge de présenter des éléments de preuve et des arguments suffisants pour établir *prima facie* que la partie plaignante n'avait pas pris en considération les facteurs économiques pertinents énumérés à l'article 5:3. À notre avis, l'Union européenne ne s'est pas acquittée de cette charge en ce qui concerne son allégation selon laquelle la Russie n'a pas examiné ces facteurs économiques pertinents, y compris le rapport coût-efficacité d'autres approches qui permettraient de limiter les risques.

7.780. L'Union européenne semble inférer que l'adoption d'une mesure SPS stricte à l'égard de ses exportations des produits en cause implique nécessairement l'absence de prise en considération des facteurs économiques pertinents énumérés à l'article 5:3. À notre avis, cela ne suffit pas à étayer une telle allégation.

7.781. En outre, le Groupe spécial prend note de l'assertion de la Russie selon laquelle elle a bien tenu compte des dommages potentiels en termes de perte de production, des coûts de la lutte contre la maladie et du rapport coût-efficacité d'autres approches.<sup>1095</sup> L'Union européenne n'a pas contesté cette déclaration au cours de la procédure.

7.782. Sur la base de ce qui précède, nous considérons que l'Union européenne ne s'est pas acquittée de la charge qui lui incombait d'établir *prima facie* que l'interdiction à l'échelle de l'UE était incompatible avec l'article 5:3 de l'Accord SPS, pour ce qui est de la prise en considération, par la Russie, des facteurs économiques pertinents au moment de déterminer la mesure à appliquer pour obtenir le niveau approprié de protection sanitaire ou phytosanitaire.

### 7.5.6.3.3 Conclusion

7.783. Nous constatons que l'interdiction à l'échelle de l'UE est incompatible avec l'article 5:3 de l'Accord SPS parce que, du fait qu'elle n'a pas établi cette mesure sur la base d'une évaluation des risques dans des circonstances dans lesquelles l'article 5:7 n'était pas applicable, la Russie pouvait ne pas avoir tenu compte des facteurs économiques pertinents énumérés à l'article 5:3 lorsqu'elle a évalué les risques d'entrée et de dissémination de la PPA conformément à l'article 5:1 et au paragraphe 4 de l'Annexe A de l'Accord SPS. Cependant, l'Union européenne n'a pas établi *prima facie* l'incompatibilité de l'interdiction à l'échelle de l'UE avec l'obligation incombant à la Russie de tenir compte des facteurs économiques pertinents énumérés à l'article 5:3 lorsqu'elle a déterminé la mesure à appliquer pour obtenir le niveau approprié de protection sanitaire ou phytosanitaire en ce qui concerne la PPA.

<sup>1094</sup> Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 262.

<sup>1095</sup> Réponse de la Russie à la question n° 154 du Groupe spécial, paragraphe 279 (faisant référence à *Declaration by Vladimir Maslow on the ASF Outbreak that occurred at One of the Enterprises of the AGOECO group in the Voronezh Region of the Russian Federation* (pièce RUS-148)).

#### **7.5.6.4 Question de savoir si la Russie a tenu compte de l'objectif qui consiste à réduire au minimum les effets négatifs sur le commerce lorsqu'elle a déterminé le niveau approprié de protection sanitaire ou phytosanitaire**

##### **7.5.6.4.1 Principaux arguments des parties**

###### **7.5.6.4.1.1 Union européenne**

7.784. L'Union européenne se réfère à la déclaration du Groupe spécial *CE – Hormones* selon laquelle l'article 5:4 n'impose pas d'obligation aux Membres mais qu'il faut en tenir compte lorsqu'il s'agit d'interpréter d'autres dispositions de l'Accord SPS.<sup>1096</sup>

7.785. L'Union européenne fait observer que l'Accord SPS contient une obligation implicite, pour les Membres de l'OMC, de déterminer leur niveau de protection approprié.<sup>1097</sup> Parce que la Russie n'a pas expressément spécifié son niveau approprié de protection, l'Union européenne déduit d'une analyse des mesures internes de la Russie que le niveau de protection jugé approprié par celle-ci est "plutôt faible".<sup>1098</sup>

7.786. Parce que la Russie applique une interdiction à l'échelle de l'UE et quatre interdictions individuelles à l'échelle des pays, l'Union européenne affirme que la Russie n'a pas tenu compte de l'objectif qui consiste à réduire au minimum les effets négatifs sur le commerce lorsqu'elle a déterminé son niveau approprié de protection, et qu'elle a donc enfreint les dispositions de l'article 5:4 de l'Accord SPS.<sup>1099</sup>

###### **7.5.6.4.1.2 Russie**

7.787. La Russie fait valoir que les mesures concernant l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie et la Pologne sont présumées être compatibles avec l'article 5:3, 5:4 et 5:6 car elles sont conformes aux normes juridiques pertinentes du Code terrestre.<sup>1100</sup> En outre, elle affirme que l'Union européenne n'a pas étayé ses allégations contre l'interdiction à l'échelle de l'UE, que la Russie estime justifiée au regard de l'article 5:7 et donc compatible avec toute autre disposition de l'article 5.<sup>1101</sup>

7.788. La Russie fait observer que l'article 5:4 n'impose aucune obligation et que, ayant à l'esprit l'objectif qui consiste à réduire au minimum les effets négatifs sur le commerce énoncé aussi bien à l'article 5:4 qu'à l'article 5:6, elle a proposé à l'Union européenne de mettre en place des mesures moins restrictives pour le commerce, telles qu'un commerce en provenance de compartiments exempts de PPA ou une modification des prescriptions des certificats vétérinaires. Cependant, le fait que les États membres de l'UE n'ont pas pris de mesures adéquates pour lutter contre la PPA et l'éradiquer a rendu impossible l'adoption de telles mesures de rechange.<sup>1102</sup>

##### **7.5.6.4.2 Analyse du Groupe spécial**

7.789. L'article 5:4 de l'Accord SPS dispose que les Membres "devraient" tenir compte de l'objectif qui consiste à réduire au minimum les effets négatifs sur le commerce lorsqu'ils déterminent leur niveau approprié de protection.

7.790. Les Groupes spéciaux *CE – Hormones* et *États-Unis – Animaux* ont conclu que l'article 5:4 n'imposait pas d'obligation positive aux Membres, en raison de sa nature incitative.<sup>1103</sup> Cependant,

<sup>1096</sup> Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 264 (faisant référence au rapport du Groupe spécial *CE – Hormones (Canada)*, paragraphe 8.169).

<sup>1097</sup> Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 265 (citant le rapport de l'Organe d'appel *Australie – Saumons*, paragraphes 205 à 207).

<sup>1098</sup> Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 265.

<sup>1099</sup> Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 266.

<sup>1100</sup> Première communication écrite de la Russie, paragraphe 216.

<sup>1101</sup> Réponse de la Russie à la question n° 154 du Groupe spécial, paragraphe 277.

<sup>1102</sup> Réponse de la Russie à la question n° 154 du Groupe spécial, paragraphe 280.

<sup>1103</sup> Rapports des Groupes spéciaux *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.404; *CE – Hormones (Canada)*, paragraphe 8.169; et *CE – Hormones (États-Unis)*, paragraphe 8.166. Le Groupe spécial *États-Unis – Animaux*

ils ont aussi constaté que cette disposition était pertinente pour l'interprétation d'autres dispositions de l'Accord SPS.<sup>1104</sup> Par ailleurs, dans les affaires *États-Unis/Canada – Maintien de la suspension*, l'Organe d'appel a considéré qu'un Membre devait respecter les disciplines de l'article 5:4 lorsqu'il choisissait son niveau approprié de protection.<sup>1105</sup>

7.791. L'Union européenne semble souscrire à cette interprétation. Cependant, elle demande au Groupe spécial de constater que les mesures en cause sont incompatibles avec les obligations de la Russie au titre de l'article 5:4.<sup>1106</sup>

7.792. Au vu de la nature incitative de l'article 5:4, le Groupe spécial ne fera pas de constatations concernant le point de savoir si la Russie a tenu compte de l'objectif consistant à réduire au minimum les effets négatifs sur le commerce lorsqu'elle a déterminé son niveau approprié de protection. Cependant, cela est sans préjudice de la prise en considération par le Groupe spécial de l'objectif consistant à réduire au minimum les effets négatifs sur le commerce international dans son interprétation d'autres dispositions de l'Accord SPS à la lumière des allégations de l'Union européenne.

### **7.5.6.5 Question de savoir si l'interdiction à l'échelle de l'UE est plus restrictive pour le commerce qu'il n'est requis conformément à l'article 5:6 de l'Accord SPS**

#### **7.5.6.5.1 Principaux arguments des parties**

##### **7.5.6.5.1.1 Union européenne**

7.793. Faisant référence aux éléments de preuve factuels versés au dossier, l'Union européenne conclut que la Russie a "un niveau approprié de protection plutôt faible".<sup>1107</sup> Dans le même temps, l'Union européenne allègue que, même si l'on devait supposer que la Russie a un niveau approprié de protection très élevé ou prudent, il existe une mesure de rechange qui remplit de manière cumulative les conditions énoncées dans la note de bas de page 3 de l'Accord SPS.<sup>1108</sup>

7.794. L'Union européenne fait valoir que les mesures en cause de la Russie sont plus restrictives pour le commerce qu'il n'est requis parce que, à son avis, l'application des normes du Code terrestre est une mesure SPS de rechange qui:

- 1) est raisonnablement applicable compte tenu de la faisabilité technique et économique,
- 2) permet d'obtenir le niveau de protection SPS jugé approprié par le Membre, et
- 3) est sensiblement moins restrictive pour le commerce que la mesure contestée.<sup>1109</sup>

7.795. L'Union européenne fait valoir que l'application du Code terrestre, qui recommande la régionalisation et le commerce à partir des pays/zones exempts de PPA ou de toute partie d'un pays notifiant la présence de la PPA si les produits ont été soumis à des traitements spécifiques, est une mesure de rechange qui satisfait à toutes les prescriptions juridiques de l'article 5:6 de l'Accord SPS.<sup>1110</sup>

---

a expliqué de façon détaillée pourquoi l'article 5:4 n'établissait pas d'obligation positive. Voir le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Animaux*, paragraphes 7.397 à 7.404.

<sup>1104</sup> Rapports des Groupes spéciaux *CE – Hormones (Canada)*, paragraphe 8.169; et *CE – Hormones (États-Unis)*, paragraphe 8.166.

<sup>1105</sup> Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis/Canada – Maintien de la suspension*, note de bas de page 1088.

<sup>1106</sup> Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 358; et deuxième communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 194.

<sup>1107</sup> Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 248.

<sup>1108</sup> Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 249.

<sup>1109</sup> Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 250, note de bas de page omise (citant le rapport de l'Organe d'appel *Australie – Saumons*, paragraphe 194, faisant référence au rapport du Groupe spécial *Australie – Saumons*, paragraphe 95) et paragraphe 252.

<sup>1110</sup> Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 252; et deuxième communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 134.

7.796. L'Union européenne soutient que l'adoption des recommandations du Code terrestre est une mesure raisonnablement applicable car elle n'imposera pas à la Russie une charge économique additionnelle telle qu'elle serait irréalisable.<sup>1111</sup> Les mesures de lutte relèvent de la responsabilité de l'Union européenne, en tant que pays exportateur, et la vérification des certificats sanitaires pour le commerce de différents produits du porc en provenance de l'Union européenne vers la Russie est déjà effectuée par les autorités russes compétentes.<sup>1112</sup>

7.797. L'Union européenne est également d'avis que l'application de la régionalisation telle qu'elle est recommandée dans le Code terrestre permettra d'obtenir le niveau de protection jugé approprié par la Russie.<sup>1113</sup> Les normes de l'OIE s'appuient sur les connaissances scientifiques et techniques les plus récentes et, lorsqu'elles sont correctement appliquées, permettent de préserver la santé et le bien-être des animaux et la santé publique vétérinaire au cours de la production et des échanges d'animaux et de produits d'origine animale.<sup>1114</sup> Selon l'Union européenne, l'application du Code terrestre, en particulier de la régionalisation, permettra d'obtenir à la fois un niveau approprié de protection "assez faible" et un niveau approprié de protection "très élevé".<sup>1115</sup>

7.798. L'Union européenne indique également que ses mesures de lutte se sont révélées très efficaces pour contenir la PPA. Alors qu'elle est l'un des plus grands exportateurs de produits du porc au monde, il n'existe aucun élément de preuve indiquant que des foyers de PPA soient apparus chez l'un quelconque des partenaires commerciaux de l'Union européenne du fait des exportations en provenance de celle-ci après janvier 2014.<sup>1116</sup>

7.799. L'Union européenne fait valoir que l'application de la régionalisation telle qu'elle est recommandée dans le Code terrestre est sensiblement moins restrictive pour le commerce que les mesures de la Russie. Elle précise que le Code terrestre autorise le commerce en provenance de zones exemptes de PPA situées dans les pays ayant notifié la présence de cette maladie, tandis que les mesures en cause de la Russie sont l'option la plus restrictive possible pour le commerce – une interdiction de ce commerce.<sup>1117</sup>

7.800. De l'avis de l'Union européenne, une interdiction à l'échelle des pays visant les produits en cause qui peuvent provenir de zones distantes de milliers de kilomètres d'une zone infectée est "manifestement disproportionnée", dès lors que les mesures de confinement nécessaires sont prises dans les zones limitées où des foyers de PPA se sont déclarés.<sup>1118</sup>

7.801. L'Union européenne conclut que, pour les raisons expliquées dans les paragraphes précédents, les mesures en cause sont incompatibles avec les dispositions de l'article 5:6.<sup>1119</sup>

#### 7.5.6.5.1.2 Russie

7.802. La Russie fait valoir que l'Union européenne n'a pas établi *prima facie* qu'il existait une mesure de rechange satisfaisant à l'ensemble des trois prescriptions de l'article 5:6.<sup>1120</sup> Selon la Russie, il n'existe pas de mesures de rechange applicables moins restrictives pour le commerce qui permettent d'obtenir le niveau de protection qu'elle juge approprié, qui est fondé sur la norme internationale pertinente.<sup>1121</sup>

7.803. La Russie estime que le Groupe spécial devrait rejeter l'allégation de l'Union européenne au titre de l'article 5:6. Premièrement, dans la mesure où l'Union européenne déduit le niveau approprié de protection de la Russie des mesures appliquées aux importations, ces mesures, de l'avis de la Russie, ne peuvent logiquement pas être plus restrictives pour le commerce qu'il n'est

<sup>1111</sup> Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphes 253 et 254.

<sup>1112</sup> Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 254.

<sup>1113</sup> Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 255.

<sup>1114</sup> Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 256 (citant le Guide de l'utilisateur du Code terrestre, paragraphes A.2 et A.3 (pièce EU-2)).

<sup>1115</sup> Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 255.

<sup>1116</sup> Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 257.

<sup>1117</sup> Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 258.

<sup>1118</sup> Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 258.

<sup>1119</sup> Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 259.

<sup>1120</sup> Première communication écrite de la Russie, paragraphe 337.

<sup>1121</sup> Première communication écrite de la Russie, paragraphe 334.

requis pour obtenir ce niveau de protection.<sup>1122</sup> Deuxièmement, la Russie soutient que, dans la mesure où l'Union européenne déduit un niveau approprié de protection différent des mesures appliquées par la Russie sur son territoire, elle réitère une allégation de niveaux appropriés de protection prétendument distincts qui relève de l'article 5:5 et devrait donc être rejetée par le Groupe spécial dans son examen au titre de l'article 5:6.<sup>1123</sup>

7.804. La Russie précise par ailleurs que, si le pays exportateur ne s'acquitte pas de la charge qui lui incombe d'établir, et de démontrer objectivement qu'il a établi, des zones de confinement conformément aux directives de l'OIE, le pays importateur peut rejeter les zones proposées par le pays exportateur, qui ne reflètent pas le même niveau approprié de protection, et imposer des restrictions à l'importation à l'échelle du pays.<sup>1124</sup> La Russie affirme qu'elle a agi en conséquence et dans le respect du Code terrestre.<sup>1125</sup>

7.805. La Russie affirme aussi que, face à ce qu'elle estime être la combinaison "fatale" d'une densité élevée chez les sangliers et de pourcentages élevés de fermes artisanales à faible niveau de sécurité biologique, les mesures à l'importation établies sur la base de la compartimentation sont les mesures les moins restrictives pour le commerce qui lui permettraient d'obtenir le niveau de protection qu'elle juge approprié.<sup>1126</sup> À un stade ultérieur de la procédure, elle a également dit avoir "constamment indiqué dans sa communication avec l'Union européenne ..., que la Fédération de Russie appliquait un niveau approprié de protection élevé conformément aux dispositions du Code terrestre de l'OIE".<sup>1127</sup> Cela nous semble signifier que la Russie reconnaît que des mesures conformes aux recommandations (c'est-à-dire en ce qui concerne la régionalisation, la compartimentation ou les traitements visant à assurer la destruction du virus de la PPA) formulées dans le Code terrestre pour la sécurité du commerce des produits couverts par le chapitre 15.1 permettraient d'obtenir le niveau de protection qu'elle juge approprié.

#### 7.5.6.5.2 Analyse du Groupe spécial

##### 7.5.6.5.2.1 Critère juridique

7.806. L'article 5:6 de l'Accord SPS exige des Membres qu'ils fassent en sorte que leurs mesures SPS ne soient pas plus restrictives pour le commerce qu'il n'est requis pour obtenir le niveau de protection qu'ils jugent approprié, compte tenu de la faisabilité technique et économique.

7.807. Conformément à la note de bas de page 3 relative à l'article 5:6, pour qu'une mesure soit considérée comme étant plus restrictive pour le commerce qu'il n'est nécessaire, le plaignant doit démontrer<sup>1128</sup> qu'il existe une mesure de rechange qui: i) est raisonnablement applicable compte tenu de la faisabilité technique et économique; ii) permet d'obtenir le niveau de protection jugé approprié par le Membre; et iii) est sensiblement moins restrictive pour le commerce que la mesure contestée.<sup>1129</sup> L'Organe d'appel a fait observer que ces trois conditions étaient de nature cumulative, de sorte que, pour que l'incompatibilité avec l'article 5:6 soit établie, elles devaient toutes trois être démontrées.<sup>1130</sup>

<sup>1122</sup> Première communication écrite de la Russie, paragraphe 336.

<sup>1123</sup> Première communication écrite de la Russie, paragraphe 336. La Russie fait observer qu'elle n'applique pas de niveaux appropriés de protection distincts pour les porcins vivants et produits du porc d'origine nationale et ceux qui sont importés (première communication écrite de la Russie, note de bas de page 637 relative au paragraphe 336 faisant référence à la première communication écrite de la Russie, paragraphes 275 à 287).

<sup>1124</sup> Première communication écrite de la Russie, paragraphe 337; et observations de la Russie sur la réponse de l'Union européenne à la question n° 286 du Groupe spécial, paragraphe 149.

<sup>1125</sup> Première communication écrite de la Russie, paragraphe 337; et observations de la Russie sur la réponse de l'Union européenne à la question n° 286 du Groupe spécial, paragraphe 149.

<sup>1126</sup> Réponse de la Russie à la question n° 159 du Groupe spécial, paragraphe 300.

<sup>1127</sup> Deuxième communication écrite de la Russie, paragraphe 143.

<sup>1128</sup> Le plaignant a la charge de démontrer chacun des trois éléments. Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.431 (faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *Japon – Produits agricoles II*, paragraphe 126, et au rapport du Groupe spécial *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 7.525).

<sup>1129</sup> Rapport de l'Organe d'appel *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 5.203.

<sup>1130</sup> Rapport de l'Organe d'appel *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 5.203. Voir aussi les rapports de l'Organe d'appel *Australie – Saumons*, paragraphe 194; et *Japon – Produits agricoles II*, paragraphe 95; ainsi que les rapports des Groupes spéciaux *États-Unis – Animaux*, paragraphes 7.430 et 7.431; *Inde – Produits*

7.808. Nous rappelons que l'Organe d'appel a fait observer ce qui suit: "[l]a mesure de rechange proposée par un plaignant qui conteste une mesure SPS d'un autre Membre est un "outil conceptuel" à utiliser aux fins de l'analyse au titre de l'article 5:6.<sup>1131</sup> Par conséquent, la démonstration du fait qu'une mesure de rechange permet d'obtenir le niveau de protection que le Membre pertinent juge approprié n'implique pas que le Membre dont une mesure SPS est jugée incompatible avec l'article 5:6 doive adopter cette mesure de rechange ou que cette mesure de rechange soit la seule option qui permettrait d'obtenir le niveau de protection souhaité.<sup>1132</sup>"<sup>1133</sup>

7.809. L'Union européenne allègue que les mesures en cause sont incompatibles avec l'article 5:6 car l'application de la régionalisation conformément au Code terrestre est une mesure de rechange raisonnablement applicable par la Russie, qui ne suppose pas de difficultés techniques ni de charge économique compromettant sa faisabilité, tout en permettant d'obtenir le niveau approprié de protection de la Russie et en étant sensiblement moins restrictive pour le commerce.<sup>1134</sup> L'Union européenne affirme que suivre le Code terrestre (c'est-à-dire autoriser le commerce en provenance de zones exemptes de la maladie conformément à la régionalisation) et reconnaître la régionalisation constitueraient une solution de rechange sensiblement moins restrictive pour le commerce.<sup>1135</sup>

7.810. En ce qui concerne l'interdiction à l'échelle de l'UE, la Russie fait valoir que l'article 5:7 "supprime" la nécessité de se conformer aux autres dispositions de l'article 5, y compris l'article 5:6.<sup>1136</sup>

7.811. Le Groupe spécial serait tenu de traiter la question de savoir si l'article 5:7 "supprime" la nécessité de se conformer à l'article 5:6 uniquement s'il constate que la Russie se conforme à l'article 5:7.<sup>1137</sup> Plus haut, au paragraphe 7.707, nous avons constaté que l'interdiction à l'échelle de l'UE ne relevait pas de l'article 5:7. Nous n'estimons donc pas nécessaire d'examiner l'argument de la Russie concernant la relation entre l'article 5:7 et l'article 5:6.

7.812. Nous rappelons que plus haut, au paragraphe 7.494, nous avons constaté que l'interdiction à l'échelle de l'UE n'était pas établie sur la base des normes internationales énoncées dans le Code terrestre.

7.813. Sur la base de ce qui précède, le Groupe spécial doit déterminer si l'Union européenne a indiqué une ou plusieurs mesures de rechange. Il doit ensuite examiner si les mesures de rechange présentées par l'Union européenne: i) sont raisonnablement applicables par la Russie compte tenu de la faisabilité technique et économique; ii) permettent d'obtenir le niveau de protection jugé approprié par la Russie; et iii) sont sensiblement moins restrictives pour le commerce que l'interdiction à l'échelle de l'UE.<sup>1138</sup> Nous allons examiner les mesures de rechange indiquées par l'Union européenne.

---

*agricoles*, paragraphes 7.521 et 7.522; *États Unis – Volaille (Chine)*, paragraphe 7.331; et *Australie – Pommes*, paragraphe 7.1098.

<sup>1131</sup> (note de bas de page de l'original) Rapport de l'Organe d'appel *Australie – Pommes*, paragraphe 363.

<sup>1132</sup> (note de bas de page de l'original) Rapport de l'Organe d'appel *Australie – Pommes*, paragraphe 363.

<sup>1133</sup> Rapport de l'Organe d'appel *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 5.203.

<sup>1134</sup> Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 259.

<sup>1135</sup> Deuxième communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 134..

<sup>1136</sup> Première communication écrite de la Russie, paragraphe 409 (citant les rapports du Groupe spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques*, paragraphe 7.2969, où il est constaté que "l'article 2:2 exclut de son champ d'application les situations visées par l'article 5:7"). La Russie affirme que cette exclusion s'étend aux dispositions de l'article 5 invoquées par l'Union européenne. Voir aussi la réponse de la Russie à la question n° 154 du Groupe spécial, paragraphes 276 à 278; et les observations de la Russie sur la réponse de l'Union européenne à la question n° 286 du Groupe spécial, paragraphe 148.

<sup>1137</sup> Cela correspond à l'approche adoptée dans le différend *États-Unis – Animaux*, selon laquelle le Groupe spécial, ayant constaté que les mesures des États-Unis n'étaient pas couvertes par l'exemption prévue à l'article 5:7, a décidé de ne pas examiner l'argument des États-Unis selon lequel le maintien d'une mesure provisoire en vertu de l'article 5:7 excluait l'applicabilité de l'article 5:6 (rapport du Groupe spécial *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.439).

<sup>1138</sup> Rapport de l'Organe d'appel *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 5.203.



#### 7.5.6.5.2.2 Question de savoir si l'Union européenne a indiqué une ou plusieurs mesures de rechange

7.814. Les mesures que l'Union européenne présente comme solution de rechange sont celles qui découlent de l'application du Code terrestre, qui recommande la régionalisation et le commerce à partir des pays/zones exempts de PPA ou de toute partie d'un pays ayant notifié la présence de la PPA si les produits ont été soumis à des traitements spécifiques.<sup>1139</sup> En particulier, l'Union européenne fait valoir qu'à la place d'une interdiction à l'échelle de l'UE, la Russie devrait autoriser le commerce de certains produits conformément à des dispositions spécifiques du chapitre 15.1 du Code terrestre. Le tableau 7 ci-dessous renferme les mesures de rechange indiquées par l'Union européenne, telles qu'elles sont pertinentes pour l'interdiction à l'échelle de l'UE, sur la base des dispositions du Code terrestre spécifiées.

**Tableau 7 Mesures de rechange indiquées par l'Union européenne<sup>1140</sup>**

Produit	Disposition du Code terrestre	Recommandation
Porcins vivants	Article 15.1.5	Autoriser le commerce des produits à partir des zones exemptes de PPA dans l'UE.
Semence de porcins domestiques et embryons de porcins domestiques collectés <i>in vivo</i>	Articles 15.1.8 et 15.1.10	Autoriser le commerce des produits à partir des zones exemptes de PPA dans l'UE.
Viandes fraîches de porcins domestiques et de sangliers	Articles 15.1.12 et 15.1.13	Autoriser le commerce des produits à partir des zones exemptes de PPA dans l'UE.

7.815. À notre avis, l'Union européenne a clairement indiqué les mesures de rechange pour les produits en cause. Nous allons maintenant examiner si les mesures fondées sur les recommandations du Code terrestre indiquées par l'Union européenne satisfont aux trois éléments cumulatifs de l'article 5:6 de l'Accord SPS.

#### 7.5.6.5.2.3 Question de savoir si les mesures fondées sur les recommandations du Code terrestre en matière de régionalisation sont raisonnablement applicables, compte tenu de la faisabilité technique et économique

7.816. Ayant déterminé les mesures de rechange indiquées par l'Union européenne, nous devons d'abord examiner si ces mesures de rechange sont raisonnablement applicables par la Russie, compte tenu de la faisabilité technique et économique. En ce qui concerne la première prescription, des groupes spéciaux ont fait observer que l'examen de la faisabilité technique et économique devait être effectué à la lumière des circonstances concrètes.<sup>1141</sup> En outre, le Groupe spécial *Inde – Produits agricoles* a constaté que "les mesures fondées sur les recommandations du Code terrestre [étaient] techniquement et économiquement faisables, et constitu[aient] des solutions de rechange raisonnablement applicables permettant de remplacer" les mesures de l'Inde (la partie défenderesse) concernant l'IA.<sup>1142</sup>

7.817. La Russie n'a pas contesté l'applicabilité technique et économique de mesures conformes au Code terrestre. Au contraire, elle a allégué que ses mesures visant les importations des produits en cause en provenance de l'Union européenne étaient "fondées dans la mesure du possible" sur les normes internationales énoncées dans le Code terrestre, donnant donc à entendre qu'elle considère ces normes comme applicables sur le plan technique et économique.

7.818. Comme indiqué par l'Union européenne, les mesures de rechange découlant du Code terrestre comprennent l'acceptation des importations des produits en cause originaires de zones exemptes de PPA, conformément au Code terrestre. À notre avis, l'acceptation de ces importations en provenance de l'Union européenne n'entraîne pas une charge technique ou économique importante. En réalité, elle nécessite une coopération appropriée entre les services vétérinaires de

<sup>1139</sup> Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 252; et deuxième communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 134.

<sup>1140</sup> Ce tableau est établi sur la base de la déclaration liminaire de l'Union européenne à la deuxième réunion du Groupe spécial, paragraphes 72 à 76.

<sup>1141</sup> Rapport du Groupe spécial *Japon – Pommes (article 21:5 – États-Unis)*, paragraphe 8.171. Cette approche a été entérinée dans le rapport du Groupe spécial *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 7.540.

<sup>1142</sup> Rapport du Groupe spécial *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 7.546.



l'Union européenne et ceux de la Russie aux fins de la reconnaissance des zones qui sont exemptes de PPA et de la prise des dispositions nécessaires pour que le commerce des produits en cause en provenance de ces zones reprenne. Nous rappelons que, pour autoriser ce commerce, l'un des éléments essentiels consisterait à modifier le texte des certificats vétérinaires requis par la Russie. D'après les éléments de preuve versés au dossier, la Russie a déjà fait cela dans le passé<sup>1143</sup>, y compris en ce qui concerne l'acceptation des produits en cause traités en provenance des États membres de l'UE non affectés.<sup>1144</sup>

7.819. Ayant examiné ces éléments, nous considérons que les mesures recommandées en vertu du Code terrestre en ce qui concerne la régionalisation sont raisonnablement applicables par la Russie parce qu'elles sont faisables sur le plan technique et économique.

#### **7.5.6.5.2.4 Question de savoir si les mesures fondées sur les recommandations du Code terrestre en matière de régionalisation permettent d'obtenir le niveau de protection que la Russie juge approprié**

7.820. En ce qui concerne la deuxième prescription, à savoir que la mesure de rechange proposée permette d'obtenir le niveau de protection que la Russie juge approprié, le Groupe spécial rappelle qu'il a constaté que ce niveau était élevé ou prudent.<sup>1145</sup>

7.821. Nous rappelons que la Russie affirme que le fait que l'Union européenne n'a pas démontré l'établissement de zones ou de compartiments exempts de PPA d'une manière compatible avec le Code terrestre ni la conformité avec les conditions de sécurité du commerce des produits traités rend les interdictions d'importer les produits en cause en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne conformes aux dispositions du Code terrestre.<sup>1146</sup> À notre avis, cela confirme la déclaration de la Russie selon laquelle, si elle devait appliquer des mesures conformément aux recommandations du Code terrestre, ces mesures permettraient d'obtenir le niveau de protection qu'elle juge approprié.

7.822. Faisant référence à l'obligation d'un Membre d'accepter les produits qui satisfont à une ou plusieurs des solutions de rechange envisagées par une norme internationale pertinente, l'Union européenne fait valoir que, contrairement à ce que la Russie semble penser, un pays ne peut pas choisir des zones ou des compartiments exempts de PPA en fonction de son niveau approprié de protection.<sup>1147</sup> Elle fait valoir que les solutions de rechange décrites dans le Code terrestre (pays, zone ou compartiment exempt de PPA) sont liées aux caractéristiques objectives de la situation au regard de la PPA et non à un choix subjectif du Membre importateur.<sup>1148</sup> L'Union européenne considère que cela est étayé par le rejet, par le Groupe spécial *Inde – Produits agricoles*, de l'affirmation de l'Inde selon laquelle elle pouvait choisir quelle recommandation du Code terrestre appliquer s'agissant de l'influenza aviaire.<sup>1149</sup> Nous allons maintenant appliquer le critère juridique aux faits de la cause.

7.823. Lorsqu'il a fait référence à la deuxième prescription – en particulier à l'identification du niveau de protection qui serait obtenu au moyen de la mesure de rechange – le Groupe spécial *Inde – Produits agricoles* a examiné le niveau de protection d'une mesure de rechange fondée sur les normes internationales pertinentes. Il a constaté que le Code terrestre prévoyait un niveau optimum de sécurité grâce auquel la sécurité des échanges pouvait être facilitée afin d'empêcher l'introduction de l'influenza aviaire dans un pays importateur.<sup>1150</sup>

<sup>1143</sup> Voir les pièces EU-159 et EU-160.

<sup>1144</sup> Voir les pièces EU-162 et RUS-324.

<sup>1145</sup> Voir plus haut le paragraphe 7.752.

<sup>1146</sup> Observations de la Russie sur la réponse de l'Union européenne à la question n° 286 du Groupe spécial, paragraphe 149.

<sup>1147</sup> Deuxième communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 131.

<sup>1148</sup> Deuxième communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 132.

<sup>1149</sup> Deuxième communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 133 (citant le rapport du Groupe spécial *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 7.270; et le rapport de l'Organe d'appel *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 5.102).

<sup>1150</sup> Rapport du Groupe spécial *Inde – Produits agricoles*, paragraphes 7.580 et 7.581. L'Organe d'appel a indiqué qu'il n'était pas fait appel de cette approche, mais il a considéré qu'elle reflétait une évaluation des mesures de rechange proposées permettant d'obtenir le niveau de protection approprié de l'Inde. Rapport de l'Organe d'appel *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 5.224.

7.824. Nous estimons approprié d'adopter une approche semblable à celle du Groupe spécial *Inde – Produits agricoles*. En l'espèce, la Russie n'allègue pas que ses mesures visent à obtenir un niveau approprié de protection plus élevé que celui qui serait obtenu par l'application des recommandations du Code terrestre. En fait, elle affirme que ses mesures sont en conformité avec le Code terrestre ou fondées sur ce code.<sup>1151</sup>

7.825. Dans ses réponses aux questions du Groupe spécial, l'OIE se réfère à la préface du Code terrestre, où il est dit que "[l]es normes rassemblées dans le Code ... sont destinées à améliorer la santé et le bien-être des animaux terrestres ainsi que la santé publique vétérinaire dans le monde. À cet effet, cet ouvrage prévoit notamment des textes à caractère normatif garantissant la sécurité sanitaire des échanges internationaux d'animaux terrestres".<sup>1152</sup> L'OIE a également fait observer que "[t]outes les différentes combinaisons de procédures d'essai, de traitement et de certification indiquées au chapitre 15.1 assur[ai]ent la sécurité sanitaire des échanges d'animaux et des produits d'origine animale".<sup>1153</sup> De plus, l'OIE conclut que, "[q]uelle que soit la politique d'un pays relative au niveau approprié de protection, l'OIE considère que l'application des mesures recommandées dans le Code terrestre assure les conditions de la sécurité sanitaire des échanges d'animaux et de produits d'origine animale".<sup>1154</sup>

7.826. À notre avis, les réponses de l'OIE confirment que les dispositions du chapitre 15.1 prévoieraient un niveau optimum de sécurité<sup>1155</sup> pour le commerce des produits en cause. Sur la base de ce qui précède, nous considérons que le niveau de protection qui serait obtenu par les mesures de rechange, c'est-à-dire celles qui résulteraient de l'application des recommandations du Code terrestre en matière de régionalisation, est élevé ou prudent.

7.827. Sur cette base, nous devons examiner si le niveau de protection qui serait obtenu par les mesures de rechange suggérées par l'Union européenne atteint le niveau de protection que la Russie juge approprié en ce qui concerne la PPA.<sup>1156</sup> Nous rappelons que nous avons constaté que tant le niveau de protection que la Russie juge approprié que le niveau de protection obtenu au moyen des mesures de rechange suggérées par l'Union européenne étaient élevés. Nous rappelons aussi que la Russie reconnaît que son niveau approprié de protection pour la PPA, tel qu'il est appliqué aux importations des produits en cause, pourrait être obtenu au moyen de mesures qui sont conformes aux normes énoncées dans le Code terrestre.<sup>1157</sup> Nous concluons donc que le niveau de protection obtenu au moyen de mesures conformes aux dispositions du chapitre 15.1 du Code terrestre atteint le niveau de protection que la Russie juge approprié.

7.828. Nous poursuivons donc en procédant à la comparaison entre le caractère restrictif pour le commerce de l'interdiction à l'échelle de l'UE et celui des mesures de rechange indiquées par l'Union européenne.

#### **7.5.6.5.2.5 Question de savoir si les mesures fondées sur les recommandations du Code terrestre en matière de régionalisation sont sensiblement moins restrictives pour le commerce que l'interdiction à l'échelle de l'UE**

7.829. Des groupes spéciaux antérieurs ont examiné la troisième prescription en comparant les mesures de rechange proposées par la partie plaignante avec les mesures contestées.<sup>1158</sup> Le Groupe spécial *Inde – Produits agricoles*, se rangeant à l'avis du Groupe spécial *Australie – Saumons*, a fait observer que "toute mesure imposant des conditions à l'importation, même

<sup>1151</sup> Cette situation est différente de celle de l'affaire *États-Unis – Animaux*, où le Groupe spécial avait examiné si la mesure de rechange suggérée par l'Argentine, qui était différente d'une norme internationale, permettrait d'obtenir le niveau de protection jugé approprié par les États-Unis pour la fièvre aphteuse. Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Animaux*, paragraphes 7.454 à 7.548. Voir aussi les paragraphes 7.435 à 7.437 et 7.442.

<sup>1152</sup> Réponse de l'OIE à la question n° 19 du Groupe spécial.

<sup>1153</sup> Réponse de l'OIE à la question n° 19 du Groupe spécial.

<sup>1154</sup> Réponse de l'OIE à la question n° 19 du Groupe spécial.

<sup>1155</sup> Rapport du Groupe spécial *Inde – Produits agricoles*, paragraphes 7.580 et 7.581.

<sup>1156</sup> Rapport de l'Organe d'appel *Australie – Pommes*, paragraphe 344.

<sup>1157</sup> Voir plus haut les paragraphes 7.750 et 7.805.

<sup>1158</sup> Rapports des Groupes spéciaux *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.425; *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 7.591; et *Australie – Saumons*, paragraphe 8.182.

strictes, "serait encore sensiblement moins restrictive pour le commerce qu'une prohibition pure et simple"<sup>1159</sup>.

7.830. Gardant cela à l'esprit, nous passons à l'analyse de la question de savoir si les mesures appliquées conformément aux recommandations concernant la régionalisation figurant au chapitre 15.1 du Code terrestre sont sensiblement moins restrictives pour le commerce que l'interdiction à l'échelle de l'UE.

7.831. Plus haut, au paragraphe 7.494, nous avons constaté que l'interdiction à l'échelle de l'UE n'était pas établie sur la base des normes internationales énoncées dans le Code terrestre. De plus, nous rappelons que l'Union européenne a démontré que cette interdiction était une mesure composite qui reflétait le refus par la Russie d'accepter certaines importations des produits en cause en provenance de l'Union européenne.<sup>1160</sup> Comme nous l'avons expliqué, cela signifie une interdiction d'importer les produits en cause non traités en provenance du territoire des États membres de l'UE non affectés.

7.832. Dans notre évaluation des dispositions pertinentes du Code terrestre, nous avons expliqué que certaines dispositions du chapitre 15.1 permettaient d'assurer la sécurité sanitaire du commerce à partir des zones exemptes de PPA. Dans nos constatations au titre de l'article 6:3, nous avons constaté que l'Union européenne avait fourni à la Russie les preuves nécessaires pour démontrer objectivement qu'il y avait des zones exemptes de PPA, qui le resteraient vraisemblablement, sur le territoire de l'Union européenne en dehors des quatre États membres de l'UE affectés.

7.833. Sur la base de ce qui précède, nous concluons que la solution de rechange proposée par l'Union européenne, à savoir que la Russie fonde l'interdiction à l'échelle de l'UE sur les recommandations concernant la régionalisation figurant dans le Code terrestre, qui permet d'assurer la sécurité sanitaire du commerce de certains produits en cause en provenance de zones exemptes de PPA visées par les articles 15.1.5, 15.1.12 et 15.1.13, est sensiblement moins restrictive pour le commerce qu'une interdiction visant les mêmes produits.

#### **7.5.6.5.3 Conclusion**

7.834. Nous avons constaté que l'Union européenne avait indiqué des mesures fondées sur les recommandations du Code terrestre en matière de régionalisation comme étant une solution de rechange raisonnablement applicable permettant de remplacer l'interdiction à l'échelle de l'UE telle qu'elle est appliquée aux produits visés par les articles 15.1.5, 15.1.12 et 15.1.13. Nous avons aussi constaté que la solution de rechange était faisable sur le plan technique et économique, permettrait d'obtenir le niveau de protection jugé approprié par la Russie, et était sensiblement moins restrictive pour le commerce que l'interdiction à l'échelle de l'UE. Nous concluons donc que l'interdiction à l'échelle de l'UE est incompatible avec l'article 5:6 de l'Accord SPS, en ce qui concerne les produits non traités visés par le chapitre 15.1 du Code terrestre, car elle est sensiblement plus restrictive pour le commerce qu'il n'est requis pour obtenir le niveau de protection jugé approprié par la Russie.

#### **7.5.6.6 Question de savoir si les mesures en cause représentent plus que ce qui est nécessaire à la protection de la santé des animaux conformément à l'article 2:2**

##### **7.5.6.6.1 Principaux arguments des parties**

###### **7.5.6.6.1.1 Union européenne**

7.835. L'Union européenne fait valoir que l'article 2:2 de l'Accord SPS est une disposition plus générale et que les paragraphes 1, 2 et 6 de l'article 5 sont des dispositions plus spécifiques.<sup>1161</sup> Selon elle, il s'ensuit qu'une constatation de violation de l'article 5:6 en ce qui concerne la gestion

<sup>1159</sup> Rapport du Groupe spécial *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 7.590 (citant le rapport du Groupe spécial *Australie – Saumons*, paragraphe 8.182).

<sup>1160</sup> Voir plus haut les paragraphes 7.83 et 7.84.

<sup>1161</sup> Deuxième communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 129.

des risques entraînera en conséquence une violation de l'article 2:2 de l'Accord SPS, plus précisément en ce qui concerne la prescription relative à la nécessité.<sup>1162</sup>

7.836. L'Union européenne fait valoir que la Russie ne respecte pas les prescriptions de l'article 5:6 et de la note de bas de page 3 de l'Accord SPS.<sup>1163</sup>

#### 7.5.6.6.1.2 Russie

7.837. La Russie fait valoir que ce qu'elle considère comme son respect provisoire des conditions des certificats vétérinaires est justifié au regard de l'article 5:7 de l'Accord SPS.<sup>1164</sup> Elle indique en outre que l'article 2:2 de l'Accord SPS exclut de son champ d'application les situations visées par l'article 5:7.<sup>1165</sup>

#### 7.5.6.6.2 Analyse du Groupe spécial

##### 7.5.6.6.2.1 Disposition juridique pertinente

7.838. L'article 2:2 de l'Accord SPS dispose ce qui suit:

Les Membres feront en sorte qu'une mesure sanitaire ou phytosanitaire ne soit appliquée que dans la mesure nécessaire pour protéger la santé et la vie des personnes et des animaux ou préserver les végétaux, qu'elle soit fondée sur des principes scientifiques et qu'elle ne soit pas maintenue sans preuves scientifiques suffisantes, exception faite de ce qui est prévu au paragraphe 7 de l'article 5.

7.839. Conformément à l'article 2:2, une mesure SPS doit: i) n'être appliquée que dans la mesure nécessaire pour protéger la santé et la vie des personnes et des animaux ou préserver les végétaux; ii) être fondée sur des principes scientifiques; et iii) ne pas être maintenue sans preuves scientifiques suffisantes, exception faite de ce qui est prévu à l'article 5:7.<sup>1166</sup> Les allégations de l'Union européenne relatives à l'article 5:6 ne se rapportent qu'à i): l'application de la mesure SPS seulement dans la mesure nécessaire pour protéger la santé et la vie des personnes et des animaux ou préserver les végétaux.

7.840. L'Organe d'appel a constaté que les obligations fondamentales énoncées à l'article 2 éclairaient d'autres dispositions de l'Accord SPS, y compris certaines des obligations plus spécifiques énoncées à l'article 5, donnaient un sens à ces dispositions et étaient rendues opérationnelles par celles-ci. L'obligation qui incombe à un Membre de faire en sorte qu'une mesure SPS ne soit appliquée que dans la mesure nécessaire pour protéger la santé et la vie des personnes et des animaux ou préserver les végétaux est étroitement liée à l'obligation énoncée à l'article 5:6.<sup>1167</sup>

7.841. Cette relation étroite a été interprétée comme signifiant qu'une constatation d'incompatibilité avec l'article 5:6 pouvait aboutir à une présomption d'incompatibilité avec l'obligation énoncée à l'article 2:2 de faire en sorte qu'une mesure SPS ne soit appliquée que dans la mesure nécessaire pour protéger la santé et la vie des personnes et des animaux ou préserver les végétaux. Cela signifie qu'un groupe spécial devrait vérifier si une telle présomption a été réfutée afin de confirmer une violation de l'article 2:2 après avoir constaté une incompatibilité au titre de l'article 5:6.<sup>1168</sup>

<sup>1162</sup> Deuxième communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 130.

<sup>1163</sup> Deuxième communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 134.

<sup>1164</sup> Première communication écrite de la Russie, paragraphe 382.

<sup>1165</sup> Voir la première communication écrite de la Russie, note de bas de page 697, faisant référence aux rapports du Groupe spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques*, paragraphe 7.2969.

<sup>1166</sup> Rapports du Groupe spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques*, paragraphe 7.1424.

<sup>1167</sup> Rapport de l'Organe d'appel *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 5.208. Voir aussi le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.367 (citant le rapport de l'Organe d'appel *Australie – Pommes*, paragraphe 339).

<sup>1168</sup> Rapport de l'Organe d'appel *Inde – Produits agricoles*, paragraphes 5.37 et 5.38.

7.842. Le Groupe spécial *Inde – Produits agricoles* a examiné la prescription relative à la "nécessité" dans le contexte d'autres dispositions pertinentes des accords visés et a conclu que, de façon semblable aux prescriptions de l'article 5:6, ces dispositions portaient sur le caractère restrictif pour le commerce de la mesure, la contribution qu'elle apportait à son objectif déclaré et le point de savoir si cette contribution pouvait être apportée par une solution de rechange moins restrictive pour le commerce.<sup>1169</sup> Le Groupe spécial a également constaté qu'"une constatation selon laquelle une mesure [était] incompatible avec l'article 5:6 [pouvait] aboutir à une présomption selon laquelle la même mesure [était] incompatible avec l'obligation énoncée à l'article 2:2 de faire en sorte qu'une mesure SPS ne soit appliquée que dans la mesure nécessaire pour protéger la santé et la vie des personnes et des animaux ou préserver les végétaux".<sup>1170</sup> Nous convenons avec le Groupe spécial *Inde – Produits agricoles* que la prescription relative à la "nécessité" énoncée à l'article 2:2 est étroitement liée à la détermination au titre de l'article 5:6.

7.843. L'Union européenne fait valoir que, eu égard à la relation entre les articles 2:2 et 5:6<sup>1171</sup>, une constatation de violation de l'article 5:6 en ce qui concerne la gestion des risques entraînera en conséquence une violation de la prescription relative à la nécessité énoncée à l'article 2:2.<sup>1172</sup> L'Organe d'appel a été clair lorsqu'il a avalisé l'analyse présentée par le Groupe spécial *Inde – Produits agricoles*, en considérant qu'une infraction à l'article 5:6 n'entraînait pas de violation corollaire de l'article 2:2. En fait, une telle constatation peut conduire à formuler une présomption réfragable.<sup>1173</sup>

7.844. À notre avis, la Russie n'a présenté aucun argument ou élément de preuve qui permettrait de réfuter la présomption découlant d'une constatation d'incompatibilité avec l'article 5:6. En fait, elle a axé ses arguments sur la compatibilité des mesures en cause avec ses obligations au titre de l'article 5:6.

7.845. Nous rappelons notre constatation selon laquelle l'interdiction à l'échelle de l'UE est sensiblement plus restrictive pour le commerce que les mesures de rechange indiquées par l'Union européenne. Le Groupe spécial a aussi constaté que les mesures de rechange étaient applicables par la Russie et qu'elles atteignaient le niveau de protection que celle-ci jugeait approprié en ce qui concerne la PPA.

#### **7.5.6.6.2.2 Conclusion**

7.846. Compte tenu de nos constatations au titre de l'article 5:6 et des arguments et éléments de preuve présentés par la Russie pour réfuter la présomption d'incompatibilité avec l'article 2:2 découlant d'une constatation d'incompatibilité de l'interdiction à l'échelle de l'UE avec l'article 5:6, nous constatons que l'interdiction à l'échelle de l'UE est incompatible avec l'article 2:2 de l'Accord SPS parce qu'elle est appliquée au-delà de la mesure nécessaire pour protéger la vie et la santé des personnes et des animaux.

### **7.6 Allégations relatives aux interdictions d'importer les produits en cause en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne**

#### **7.6.1 Allégations au titre de l'article 3:1 et 3:2 de l'Accord SPS**

##### **7.6.1.1 Principaux arguments des parties**

###### **7.6.1.1.1 Union européenne**

7.847. L'Union européenne affirme que les mesures de la Russie ne sont "conformes à" aucune norme internationale pertinente ni "établies sur la base" d'une telle norme au sens de l'article 3:2

<sup>1169</sup> Rapport du Groupe spécial *Inde – Produits agricoles*, paragraphes 7.607 à 7.613.

<sup>1170</sup> Rapport du Groupe spécial *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 7.614.

<sup>1171</sup> Deuxième communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 129 (faisant référence au rapport du Groupe spécial *CE – Hormones (Canada)*, paragraphe 8.99).

<sup>1172</sup> Deuxième communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 130.

<sup>1173</sup> Rapport de l'Organe d'appel *Inde – Produits agricoles*, paragraphes 5.37 et 5.38.

et 3:1 de l'Accord SPS, respectivement, mais, qu'en fait, elles vont à l'encontre des normes internationales pertinentes.<sup>1174</sup>

7.848. L'Union européenne soutient qu'une mesure qui est en réalité contraire aux normes internationales ne peut pas être considérée comme étant établie sur la base des normes en question.<sup>1175</sup>

7.849. L'Union européenne fait valoir que, bien que les normes internationales pertinentes recommandent le commerce en provenance des zones exemptes de PPA s'agissant de plusieurs produits en cause, ou le commerce des produits ayant été traités afin de garantir la destruction du virus de la PPA, la Russie fait exactement le contraire et interdit le commerce en provenance des zones exemptes de PPA de l'UE.<sup>1176</sup>

#### **7.6.1.1.2 Russie**

7.850. La Russie axe ses arguments sur la conformité des interdictions d'importer les produits en cause en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne avec les normes internationales pertinentes au titre de l'article 3:2, ce qui créerait une présomption (réfragable) de compatibilité avec les dispositions pertinentes de l'Accord SPS.<sup>1177</sup> À titre subsidiaire, la Russie affirme que ses mesures visant les importations en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne sont "établies sur la base" des normes internationales pertinentes au sens de l'article 3:1.<sup>1178</sup>

#### **7.6.1.2 Principaux arguments des tierces parties**

##### **7.6.1.2.1 Australie**

7.851. L'Australie fait valoir que, à la lumière de l'article 3:2 de l'Accord SPS, le Groupe spécial devra déterminer, en fait, si les mesures de la Russie sont conformes au Code terrestre ou si elles sont établies sur la base de ce code, en notant que seules les mesures qui sont conformes aux normes internationales bénéficient de la présomption de compatibilité avec l'Accord SPS.<sup>1179</sup>

7.852. L'Australie affirme qu'en gardant à l'esprit la supposition qui précède, il serait approprié que le Groupe spécial commence son analyse par les allégations au titre de l'article 3 et examine ensuite, si cela est nécessaire, les allégations ultérieures au titre des articles 5 et 6 de l'Accord SPS.<sup>1180</sup>

##### **7.6.1.2.2 Brésil**

7.853. Le Brésil souligne que, bien que les Membres soient autorisés à s'écarter de l'utilisation des normes internationales et à adopter un niveau de protection plus élevé que celui qui est reconnu par l'OIE, l'article 3:2 et 3:3, conjointement avec les articles 5:1 et 6 de l'Accord SPS, exige que ce niveau de protection plus élevé dans le contexte du principe de régionalisation soit adopté uniquement sur la base d'une évaluation des risques.

7.854. Le Brésil souligne que le Code terrestre établit par ailleurs des recommandations relatives aux importations en provenance de pays ou de zones considérés comme infectés par la PPA et que, par conséquent, si un Membre décide de s'écarter de ces normes et/ou recommandations, alors cette décision devrait être fondée sur des preuves scientifiques, étayées dans une évaluation des risques.<sup>1181</sup>

<sup>1174</sup> Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphes 113 et 122.

<sup>1175</sup> Déclaration orale de l'Union européenne à la deuxième réunion de fond, paragraphe 56.

<sup>1176</sup> Déclaration orale de l'Union européenne à la deuxième réunion de fond, paragraphe 57.

<sup>1177</sup> Première communication écrite de la Russie, paragraphes 215 à 217.

<sup>1178</sup> Première communication écrite de la Russie, paragraphe 214.

<sup>1179</sup> Communication de l'Australie en tant que tierce partie, paragraphe 7.

<sup>1180</sup> Communication de l'Australie en tant que tierce partie, paragraphe 9.

<sup>1181</sup> Communication du Brésil en tant que tierce partie, paragraphe 14.



### 7.6.1.3 Analyse du Groupe spécial

#### 7.6.1.3.1 Introduction

7.855. Les questions dont le Groupe spécial est saisi sont les suivantes: question de savoir si les mesures de la Russie visant les importations des produits en cause en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne sont "conformes aux" dispositions pertinentes du Code terrestre au sens de l'article 3:2 de l'Accord SPS; et/ou de savoir si elles sont plus simplement "établies sur la base de" ces normes internationales pertinentes aux fins de l'article 3:1 de l'Accord SPS. Dans le cas des interdictions d'importer les produits en cause en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne, les évaluations "établies sur la base de" et "conformes aux" sont des options.

7.856. Dans la section 7.5.1.3.2 plus haut, nous avons examiné le texte de l'article 3 de l'Accord SPS. Pour éviter une répétition inutile, nous ne reproduirons pas le texte de cet article.

7.857. Nous rappelons que les éléments de preuve et l'argumentation présentés par les parties ont porté principalement sur la question de savoir si les interdictions de la Russie visant les importations des produits en cause en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne étaient "établies sur la base de" la norme internationale pertinente au sens de l'article 3:1 et 3:2 de l'Accord SPS et/ou étaient "conformes à" cette norme. Nous centrerons donc notre analyse sur ces dispositions.

7.858. Dans la section 7.5.1.3.2 plus haut, nous avons fait référence à la manière dont l'Organe d'appel et des groupes spéciaux antérieurs avaient interprété le sens de l'article 3:1 et 3:2 et s'étaient concentrés sur le critère juridique auquel il devait être satisfait pour qu'une mesure soit considérée comme étant établie sur la base des normes internationales pertinentes conformément à l'article 3:1.

7.859. Nous notons que l'article 3:2 de l'Accord SPS dispose que les mesures SPS qui sont conformes aux normes, directives ou recommandations internationales seront réputées être nécessaires à la protection de la vie et de la santé des personnes et des animaux ou à la préservation des végétaux, et présumées être compatibles avec les dispositions pertinentes dudit accord et du GATT de 1994. Si un Membre promulgue une mesure SPS qui est conforme à une norme internationale, cette mesure incorporerait complètement la norme internationale et la transformerait en pratique en une norme nationale. Pareille mesure bénéficie donc d'une présomption (quoique réfragable) de compatibilité avec les dispositions pertinentes de l'Accord SPS et du GATT de 1994.<sup>1182</sup>

7.860. Nous notons par ailleurs que l'article 3:1 de l'Accord SPS dispose que les Membres établiront leurs mesures SPS sur la base de normes, directives ou recommandations internationales, dans les cas où il en existe. Dans l'affaire *CE – Hormones*, l'Organe d'appel a indiqué ceci: "[s]ur la base de" quelque chose signifi[ait] communément "en partant de cela, en prenant cela comme principe fondamental, comme point de départ".<sup>1183</sup> Il a estimé que, pour être "établie sur la base" d'une norme internationale, une mesure "[pouvait] retenir quelques-uns des éléments de la norme internationale, sans nécessairement les incorporer tous".<sup>1184</sup> Le Membre imposant cette mesure ne bénéficie pas de la présomption de compatibilité accordée à l'article 3:2; mais il n'est pas pénalisé parce qu'un Membre plaignant n'est pas exempté de la charge lui incombant normalement de montrer *prima facie* qu'il y a incompatibilité avec l'article 3:1 ou avec n'importe quel autre article pertinent de l'Accord SPS ou du GATT de 1994. Cela signifie qu'il incomberait toujours au plaignant la charge d'établir *prima facie* l'existence d'une violation de l'article 3:1.<sup>1185</sup> Dans l'affaire *CE – Sardines*, l'Organe d'appel a fait observer qu'"il

<sup>1182</sup> Rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphe 170.

<sup>1183</sup> Rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphe 163.

<sup>1184</sup> Rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphe 171.

<sup>1185</sup> L'Organe d'appel a précisé qu'il n'y avait pas de relation "règle générale – exception" entre les trois paragraphes pertinents de l'article 3. En conséquence, les trois scénarios possibles sont également à la disposition des Membres de l'OMC. L'Organe d'appel a expliqué que "ce droit qu'[avait] un Membre d'établir son propre niveau de protection au titre de l'article 3:3 de l'Accord SPS [était] un droit autonome et *non* une "exception" à une "obligation générale" au titre de l'article 3:1". (italique dans l'original) Rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphe 172



[devait] y avoir une relation très forte et très étroite entre deux choses pour que l'on puisse dire que l'une [était] la "base de" l'autre".<sup>1186</sup> Il a ainsi indiqué que, lorsqu'un règlement technique et la norme internationale pertinente se contredisaient mutuellement, on ne pouvait dûment conclure que la norme internationale avait été utilisée "comme base du" règlement technique.<sup>1187</sup> Comme l'Organe d'appel l'a reconnu dans l'affaire *CE – Sardines*, l'expression "comme base de" figurant à l'article 2.4 de l'Accord OTC est semblable au libellé employé à l'article 3:1 de l'Accord SPS.<sup>1188</sup> De plus, le Groupe spécial *Inde – Produits agricoles* a conclu que lorsqu'on s'écarterait fondamentalement de la norme internationale pertinente, cela équivalait à contredire cette norme.<sup>1189</sup>

7.861. S'agissant de la relation entre les obligations énoncées à l'article 3:1 et à l'article 3:2, l'Organe d'appel et des groupes spéciaux antérieurs ont constaté qu'une mesure qui était "établie sur la base" d'une norme n'était pas nécessairement conforme à cette même norme, car certains des éléments de la norme pouvaient ne pas être présents dans la mesure en cause.<sup>1190</sup> Suivant cette approche, le Groupe spécial *Inde – Produits agricoles* a fait observer que le fait qu'il n'était pas satisfait au critère "établie sur la base de" énoncé à l'article 3:1 impliquerait également qu'il n'était pas satisfait au critère "conforme à", plus rigoureux, qui était énoncé à l'article 3:2.<sup>1191</sup>

7.862. Au paragraphe 7.256 plus haut, nous avons expliqué qu'il pouvait y avoir des situations dans lesquelles l'un des éléments d'une mesure s'écarte ou dévie d'un certain aspect d'une norme sans être nécessairement en contradiction flagrante avec cet aspect de la norme. Par exemple, dans les cas où une norme s'applique à un ensemble ou à un sous-ensemble particulier de produits, une partie de la mesure portant sur un produit peut être établie sur la base de la norme internationale tandis qu'une autre partie de la mesure portant sur un produit différent peut ne pas être *établie sur la base* de la norme internationale. Par ailleurs, des distinctions peuvent exister entre les normes. Il peut y avoir des normes qui sont subordonnées à des actions particulières accomplies par le Membre exportateur, que ce soit de manière ponctuelle ou dans le cadre d'une situation SPS qui dure, de manière continue et dynamique, et qui peut faire intervenir des considérations de temps ou nécessiter des mesures supplémentaires.

7.863. Dans la présente affaire, les parties sont convenues des produits qui font l'objet des interdictions d'importer les produits en cause en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne. Il s'agit des produits suivants: porcins vivants; matériel génétique des porcins (à l'exception de la Lettonie); produits finis contenant du porc; produits issus de l'abattage de sangliers; produits du porc crus (à l'exception de la Lituanie et de la Pologne); matières constituées de cornes et de sabots, cuirs et matières intestinales; soies; aliments pour porcins<sup>1192</sup>; et trophées de chasse n'ayant pas subi de traitement taxidermique complet.<sup>1193</sup>

7.864. Compte tenu des produits qu'elles visent, les interdictions d'importer les produits en cause en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne font jouer différentes recommandations du chapitre 15.1 du Code terrestre: recommandations relatives aux importations de porcins vivants (domestiques et sauvages), de semence de porcins domestiques, d'embryons de porcins domestiques collectés *in vivo*; de viandes fraîches (de porcins domestiques et sauvages); de produits à base de viande de porcins (domestiques ou sauvages); de produits d'origine animale (qui sont issus de viandes fraîches de porcins) appelés à entrer dans la

<sup>1186</sup> Rapport de l'Organe d'appel *CE – Sardines*, paragraphe 245.

<sup>1187</sup> Rapport de l'Organe d'appel *CE – Sardines*, paragraphe 248.

<sup>1188</sup> Rapport de l'Organe d'appel *CE – Sardines*, paragraphe 242. Le Groupe spécial *Inde – Produits agricoles* a fait référence à ce cas de jurisprudence de l'Organe d'appel aux paragraphes 7.265 à 7.269 de son rapport.

<sup>1189</sup> Rapport du Groupe spécial *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 7.271.

<sup>1190</sup> Rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphe 163.

<sup>1191</sup> Rapport du Groupe spécial *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 7.202.

<sup>1192</sup> Les préparations d'aliments pour animaux ayant été soumises à un traitement thermique (température minimale: 70 degrés Celsius, durée minimale de traitement: 20 minutes) sont exclues du champ de l'interdiction visant les produits en cause en provenance d'Estonie. Voir les pièces EU-13 et RUS-37.

<sup>1193</sup> Voir les pièces EU-7, EU-8, EU-10, EU-11, EU-168 et RUS-28 (au sujet des mesures concernant la Lituanie); les pièces EU-9, EU-10, EU-11, EU-168 et RUS-29 (au sujet des mesures concernant la Pologne); les pièces EU-12 et EU-169 (au sujet des mesures concernant la Lettonie); et les pièces EU-13 et RUS-37 (au sujet des mesures concernant l'Estonie). Voir aussi la réponse de l'Union européenne à la question n° 77 du Groupe spécial, paragraphes 148 à 151; la réponse de l'UE à la question n° 271 du Groupe spécial, paragraphes 83 à 89; la réponse de la Russie à la question n° 77 du Groupe spécial, paragraphe 127, et la réponse de la Russie à la question n° 271 du Groupe spécial, paragraphes 95 à 98.

composition d'aliments pour animaux ou destinés à l'usage agricole ou industriel, ou à l'usage pharmaceutique ou chirurgical; de trophées de porcins sauvages; de produits d'origine animale (qui sont issus de porcins mais pas de viandes fraîches) appelés à entrer dans la composition d'aliments pour animaux ou destinés à l'usage agricole ou industriel; et de soies (de porcins). Comme nous l'avons déjà fait observer<sup>1194</sup>, chacun des articles 15.1.5 à 15.1.17 concerne spécifiquement un sous-ensemble particulier des produits pertinents. Certaines de ces recommandations font référence aux importations en provenance de pays, zones ou compartiments exempts de PPA et de pays ou de zones considérés comme infectés par la PPA. Certains des articles mentionnés contiennent aussi des dispositions concernant le commerce de produits qui ont été soumis à un traitement afin de garantir la destruction du virus de la PPA et concernant les précautions nécessaires devant être prises après le traitement afin d'éviter que les produits n'entrent en contact avec une source potentielle de virus de la PPA. De même, comme les experts l'ont confirmé, bon nombre des dispositions horizontales du Code terrestre, y compris mais pas exclusivement le chapitre 4.3 et l'article 5.3.7, sont pertinentes pour déterminer si le pays exportateur a établi une zone exempte de PPA conforme aux recommandations de l'OIE.<sup>1195</sup>

7.865. Au paragraphe 7.260 plus haut, nous avons expliqué que certaines des dispositions du Code terrestre contenaient des normes prohibitives claires, qui étaient plus propices à une détermination précise de ce qui était "établi sur la base de", selon que la norme avait ou non été appliquée. Par ailleurs, d'autres dispositions du Code terrestre contiennent des normes qui ménagent une flexibilité considérable quant aux moyens par lesquels les Membres peuvent établir le fondement de leurs mesures et/ou qui offrent à un Membre un éventail d'options pour fonder ces mesures sur la norme internationale pertinente, parfois sur la base de certains critères ou facteurs définis de manière exhaustive ou non exhaustive. Ces normes plus souples reconnaissent le pouvoir discrétionnaire qui appartient aux Membres d'exercer leur jugement dans un ensemble particulier de circonstances et un groupe spécial doit tenir compte dans son examen de la nature particulière de la disposition de la norme internationale pertinente en cause à la lumière des faits et circonstances propres au différend.<sup>1196</sup> De plus, les normes mettant en jeu des processus interactifs, dans le cadre desquels certaines étapes peuvent dépendre de l'accomplissement d'autres étapes, peuvent obliger un groupe spécial à examiner tant les actions des Membres importateurs que celles des Membres exportateurs. La mesure dans laquelle l'obligation qui incombe à un Membre importateur d'observer la norme, directive ou recommandation internationale est levée ou limitée par l'action ou l'inaction du Membre exportateur doit être déterminée au cas par cas.

7.866. Gardant cette approche à l'esprit, nous examinons à présent si les interdictions d'importer les produits en cause en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne sont "établies sur la base" des normes internationales pertinentes du Code terrestre et/ou sont "conformes à" ces normes.

7.867. Ayant déterminé quels sont les mesures exactes qui sont à l'examen et le critère juridique applicable, dans notre analyse au titre de l'article 3 de l'Accord SPS, nous allons procéder comme suit: i) identifier les normes internationales pertinentes; ii) discerner le sens de ces normes internationales; et iii) évaluer les mesures en cause à la lumière de ces normes internationales afin de déterminer si ces mesures sont "conformes à" ces normes et/ou si elles ont été "établies sur la base de" ces normes.

<sup>1194</sup> Voir plus haut la section 7.5.1.3.3.

<sup>1195</sup> Voir la réponse du Dr Thomson à la question n° 31 du Groupe spécial, paragraphe 4.19 de la compilation des réponses des experts, faisant référence aux chapitres 4.3 et 4.4 du Code terrestre; la réponse du Dr Brückner à la question n° 34 du Groupe spécial, paragraphe 4.31 de la compilation des réponses des experts, faisant référence à l'article 5.3.7 du Code terrestre; et la réponse du Dr Brückner à la question n° 55 du Groupe spécial, paragraphe 4.151 de la compilation des réponses des experts, faisant référence aux chapitres 4.3 et 15.1 du Code terrestre.

<sup>1196</sup> Par exemple, l'article 5.1.1 du Code terrestre dispose que "[c]ompte tenu des différences qui existent entre les statuts zoosanitaires des pays, le Code terrestre propose diverses options". (OIE, *Code sanitaire pour les animaux terrestres*, 23<sup>ème</sup> édition (2014), volume I, page 189). L'article 4.3.1 du Code terrestre dispose que, "[d]ans la plupart des cas, les réglementations sur les importations reposent, en partie, sur l'appréciation de l'efficacité des procédures sanitaires appliquées par le pays exportateur, aussi bien à ses frontières que sur son territoire". (OIE, *Code sanitaire pour les animaux terrestres*, 23<sup>ème</sup> édition (2014), volume I, page 127).

#### **7.6.1.3.2 Identifier les normes internationales pertinentes**

7.868. Dans la section 7.5.1.3.3 plus haut, nous avons fait référence à la manière dont l'Organe d'appel et des groupes spéciaux avaient indiqué qu'un groupe spécial devrait identifier les normes internationales pertinentes dans un différend particulier. Sur la base de ces indications, nous adoptons le point de vue partagé par les parties selon lequel les normes internationales pertinentes aux fins du présent différend sont énoncées dans la 23<sup>ème</sup> édition du Code terrestre.<sup>1197</sup>

7.869. Nous avons estimé plus haut que, bien que les parties conviennent que le Code terrestre contient les normes internationales pertinentes, elles ont des vues divergentes sur les dispositions précises du Code qui sont pertinentes dans le présent différend et, en particulier, sur la hiérarchie et les rapports des dispositions du Code sur le zonage et la régionalisation, entre elles (chapitres 4.3, 4.4 et 5.4) et avec les dispositions du Code portant spécifiquement sur la PPA (chapitre 15.1).

7.870. Plus haut, dans les sections 7.5.1.3.3 et 7.5.1.3.4, nous avons présenté en détail notre interprétation de la structure et de la teneur du Code terrestre et rappelé les arguments des parties à ce sujet. Plus haut, au paragraphe 7.271, nous avons également fait remarquer à cet égard que la différence dans les situations visées par les dispositions du chapitre 15.1 (c'est-à-dire celles qui concernent les marchandises en provenance de pays, de zones ou de compartiments exempts de PPA et les produits traités afin de garantir la destruction du virus de la PPA) mérite un examen indépendant des normes applicables aux catégories de produits visés dans chaque situation. En d'autres termes, nous estimons que la structure du chapitre 15.1 fournit une indication claire des deux séries de normes sur la base desquelles une mesure pourrait être établie. Ces catégories comprennent des normes pour: i) le commerce de produits du porc en provenance de pays, de zones ou de compartiments exempts de PPA; et ii) le commerce de produits du porc soumis à un traitement afin de garantir la destruction du virus de la PPA.

7.871. À la lumière des observations des parties et de la structure des recommandations figurant au chapitre 15.1 du Code terrestre, nous procéderons à une analyse indépendante pour les deux catégories de normes applicables en ce qui concerne la PPA. Nous discernerons donc premièrement le sens des normes internationales pertinentes applicables aux produits non traités figurant au chapitre 15.1 du Code terrestre, qui fait référence aux produits du porc en provenance de pays, zones ou compartiments exempts de PPA. Nous discernerons ensuite le sens des normes internationales pertinentes applicables aux produits traités figurant au chapitre 15.1. Nous procédons maintenant à cet examen.

#### **7.6.1.3.3 Discerner le sens des normes internationales pertinentes**

7.872. Le tableau 8 ci-dessous reproduit les dispositions par produit figurant dans le chapitre 15.1 du Code terrestre qui se rapportent aux produits en cause en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne visés par les interdictions.

---

<sup>1197</sup> Voir plus haut les paragraphes 7.263 et 7.264.

**Tableau 8 Dispositions par produit du chapitre 15.1 du Code terrestre applicables à chaque catégorie de produits visée par les mesures en cause<sup>1198</sup>**

Lituanie <sup>1199</sup>	Pologne <sup>1200</sup>	Lettonie <sup>1201</sup>	Estonie <sup>1202</sup>	Norme internationale pertinente (dispositions par produit pertinentes du chapitre 15.1 du Code terrestre)
Porcins vivants	Porcins vivants	Porcins vivants	Porcins vivants	<p><u>Article 15.1.5</u>  <b>Recommandations relatives aux importations en provenance de pays, zones ou compartiments indemnes de peste porcine africaine</b>  Pour les porcs domestiques  Les <i>Autorités vétérinaires</i> doivent exiger la présentation d'un <i>certificat vétérinaire international</i> attestant que les <i>animaux</i>:  1) ne présentaient aucun signe clinique de peste porcine africaine le jour de leur chargement ;  2) ont séjourné depuis leur naissance, ou durant les 40 derniers jours, dans un pays, une <i>zone</i> ou un <i>compartiment</i> indemne de peste porcine africaine.</p>
Matériel génétique	Matériel génétique	s.o.	Matériel génétique de porcins	<p><u>Article 15.1.8</u>  <b>Recommandations relatives aux importations en provenance de pays, zones ou compartiments indemnes de peste porcine africaine</b>  Pour la semence de porcs domestiques  Les <i>Autorités vétérinaires</i> doivent exiger la présentation d'un <i>certificat vétérinaire international</i> attestant que:  1) les mâles donneurs:  a) ont séjourné depuis leur naissance, ou au moins pendant les 40 jours ayant précédé le prélèvement de semence, dans un pays, une <i>zone</i> ou un <i>compartiment</i> indemne de peste porcine africaine;  b) ne présentaient aucun signe clinique de peste porcine africaine le jour du prélèvement de la semence;  2) la semence a été prélevée, traitée et stockée conformément aux dispositions des chapitres 4.5 et 4.6.</p> <p><u>Article 15.1.10</u>  <b>Recommandations relatives aux importations en provenance de pays, zones ou compartiments indemnes de peste porcine africaine</b>  Pour les embryons de porcs domestiques collectés <i>in vivo</i>  Les <i>Autorités vétérinaires</i> doivent exiger la présentation d'un <i>certificat vétérinaire international</i> attestant que:  1) les femelles donneuses:  a) ont séjourné depuis leur naissance, ou au moins pendant les 40 jours ayant précédé la collecte d'embryons, dans un pays, une <i>zone</i> ou un <i>compartiment</i> indemne de peste porcine africaine;</p>

<sup>1198</sup> Ce tableau contient les dispositions pertinentes par produit figurant dans le chapitre 15.1 du Code terrestre et les produits tels qu'ils sont indiqués dans les mesures de la Russie. Comme l'Union européenne ne pratique pas la "compartimentation" et n'a pas essayé de s'appuyer sur ce concept dans son argumentation au titre de l'article 3 de l'Accord SPS, l'article 15.1.6 et d'autres dispositions relatives aux compartiments ne figurent pas dans le tableau 8.

<sup>1199</sup> Voir les pièces EU-7, EU-8, EU-10, EU-11, EU-168 et RUS-28.

<sup>1200</sup> Voir les pièces EU-9, EU-10, EU-11, EU-168 et RUS-29.

<sup>1201</sup> Voir les pièces EU-12 et EU-169.

<sup>1202</sup> Voir le document G/SPS/N/RUS/76 (pièce EU-13) et la lettre de la Russie à l'Union européenne du 11 septembre 2014, FS-NV-8/17431 (pièce RUS-37).

Lituanie <sup>1199</sup>	Pologne <sup>1200</sup>	Lettonie <sup>1201</sup>	Estonie <sup>1202</sup>	Norme internationale pertinente (dispositions par produit pertinentes du chapitre 15.1 du Code terrestre)
				<p>b) ne présentaient aucun signe clinique de peste porcine africaine le jour de la collecte des embryons;            2) les embryons ont été collectés, manipulés et stockés conformément aux dispositions pertinentes des chapitres 4.7 et 4.9.            Articles 15.1.14 et 15.1.15</p> <p><u>Article 15.1.14</u>  <b>Recommandations relatives à l'importation de produits à base de viande de porcs (domestiques ou sauvages), de produits d'origine animale (qui sont issus de viandes fraîches de porc) appelés à entrer dans la composition d'aliments pour animaux ou destinés à l'usage agricole ou industriel, ou à l'usage pharmaceutique ou chirurgical, et de trophées de porcs sauvages</b>            Les <i>Autorités vétérinaires</i> doivent exiger la présentation d'un <i>certificat vétérinaire international</i> attestant que les produits:            1) ont été élaborés:            a) exclusivement à partir de <i>viandes fraîches</i> satisfaisant aux conditions requises, selon le cas, à l'article 15.1.12 ou à l'article 15.1.13;            b) dans un établissement de transformation qui:            i) est agréé pour l'exportation par l'<i>Autorité vétérinaire</i>;            ii) ne traite que des <i>viandes</i> satisfaisant aux conditions requises, selon le cas, à l'article 15.1.12 ou à l'article 15.1.13;            OU            2) ont été soumis à un traitement dans un établissement agréé pour l'exportation par l'<i>Autorité vétérinaire</i> afin de garantir la destruction du virus de la peste porcine africaine, et que les précautions nécessaires ont été prises après le traitement afin d'éviter que les produits n'entrent en contact avec une source potentielle de virus de la peste porcine africaine.</p> <p><u>Article 15.1.15</u>  <b>Recommandations relatives à l'importation de produits d'origine animale (qui sont issus de porcs mais pas de viandes fraîches) appelés à entrer dans la composition d'aliments pour animaux ou destinés à l'usage agricole ou industriel</b>            Les <i>Autorités vétérinaires</i> doivent exiger la présentation d'un <i>certificat vétérinaire international</i> attestant que les produits:            1) ont été élaborés:            a) exclusivement à partir de <i>viandes fraîches</i> satisfaisant aux conditions requises, selon le cas, à l'article 15.1.12 ou à l'article 15.1.13;</p>
Produits finis contenant du porc <sup>1203</sup>	Produits finis contenant du porc	Produits finis contenant du porc <sup>1204</sup>	Produits [finals] contenant du porc <sup>1205</sup>	

<sup>1203</sup> Par la lettre FS-EN-8/5081 du 2 avril 2014 (pièce EU-168) du Service fédéral russe de surveillance vétérinaire et phytosanitaire, les produits non soumis aux interdictions visant les importations en provenance de Lituanie et de Pologne ont été limités aux aliments pour chats et chiens traités thermiquement (température d'au moins 70 °C, pendant une durée minimale de 20 minutes).

<sup>1204</sup> À l'exclusion des aliments pour chats et chiens traités thermiquement (température d'au moins 70 °C, pendant une durée minimale de 20 minutes).

<sup>1205</sup> À l'exclusion des additifs d'aliments pour animaux obtenus par une synthèse chimique ou microbiologique et des préparations d'aliments pour animaux ayant été soumises à un traitement thermique (température minimale: 70 °C, durée minimale de traitement: 20 minutes).

Lituanie <sup>1199</sup>	Pologne <sup>1200</sup>	Lettonie <sup>1201</sup>	Estonie <sup>1202</sup>	Norme internationale pertinente (dispositions par produit pertinentes du chapitre 15.1 du Code terrestre)
				<p>b) dans un établissement de transformation qui:</p> <p>i) est agréé pour l'exportation par l'Autorité vétérinaire;</p> <p>ii) ne traite que des <i>viandes</i> satisfaisant aux conditions requises, selon le cas, à l'article 15.1.12 ou à l'article 15.1.13;</p> <p>OU</p> <p>2) ont été soumis à un traitement dans un établissement agréé pour l'exportation par l'Autorité vétérinaire afin de garantir la destruction du virus de la peste porcine africaine, et que les précautions nécessaires ont été prises après le traitement afin d'éviter que les produits n'entrent en contact avec une source potentielle de virus de la peste porcine africaine.</p>
Produits issus de l'abattage de sangliers	Produits issus de l'abattage de sangliers	s.o.	Viandes de sangliers	<p>Articles 15.1.13 et 15.1.14</p> <p><u>Article 15.1.13</u>  <b>Recommandations relatives aux importations en provenance de pays ou de zones indemnes de peste porcine africaine</b>  <u>Pour les viandes fraîches de porcs sauvages</u>  Les Autorités vétérinaires doivent exiger la présentation d'un <i>certificat vétérinaire international</i> attestant:</p> <p>1) que les <i>viandes fraîches</i> faisant l'objet de la présente expédition proviennent en totalité d'<i>animaux</i> qui:</p> <p>a) ont été abattus à la chasse dans un pays ou une <i>zone</i> indemne de peste porcine africaine;</p> <p>b) ont été soumis, conformément au chapitre 6.2, à l'inspection <i>post mortem</i> dans un centre d'inspection agréé sans que cette inspection révèle le moindre signe évocateur de la peste porcine africaine;</p> <p>et, si la <i>zone</i> dans laquelle a été abattu l'<i>animal</i> est adjacente à une <i>zone</i> où les porcs <i>sauvages</i> sont infectés:</p> <p>2) qu'un prélèvement a été effectué sur chaque <i>animal</i> abattu à la chasse et qu'il a fait l'objet d'une recherche de la peste porcine africaine au moyen d'une épreuve virologique et d'une épreuve sérologique, dont les résultats se sont révélés négatifs.</p>

Lituanie <sup>1199</sup>	Pologne <sup>1200</sup>	Lettonie <sup>1201</sup>	Estonie <sup>1202</sup>	Norme internationale pertinente (dispositions par produit pertinentes du chapitre 15.1 du Code terrestre)
s.o.	s.o.	Produits à base de viande de porc crue	Produits à base de viande de porc crue	Articles 15.1.12 et 15.1.14  <u>Article 15.1.12</u> <b>Recommandations relatives aux importations en provenance de pays, zones ou compartiments indemnes de peste porcine africaine</b> Pour les viandes fraîches de porcs domestiques Les <i>Autorités vétérinaires</i> doivent exiger la présentation d'un <i>certificat vétérinaire international</i> attestant que les <i>viandes fraîches</i> faisant l'objet de la présente expédition proviennent en totalité d' <i>animaux</i> : 1) qui ont séjourné depuis leur naissance, ou durant au moins les 40 derniers jours, dans un pays, une zone ou un <i>compartiment</i> indemne de peste porcine africaine, ou qui ont été importés conformément, selon le cas, à l'article 15.1.5 ou à l'article 15.1.6; 2) qui ont été abattus dans un <i>abattoir</i> agréé et qui ont été soumis, conformément au chapitre 6.2, aux inspections <i>ante mortem</i> et <i>post mortem</i> sans que ces inspections révèlent le moindre signe clinique évocateur de la peste porcine africaine.
Matières constituées de cornes et de sabots, cuirs, matières intestinales	Matières constituées de cornes et de sabots, cuirs, matières intestinales	s.o.	Matières constituées de cornes et de sabots, cuirs, matières intestinales	Nous notons que, bien que l'Union européenne et la Russie conviennent que les articles 15.1.1 à 15.1.4 constituent la norme pertinente pour ces produits (réponse de l'Union européenne à la question n° 272 du Groupe spécial; et réponse de la Russie à la question n° 272 du Groupe spécial), nous considérons qu'il n'y a pas, dans le chapitre 15.1, d'articles qui traitent directement ou spécifiquement de ces catégories de produits. Par conséquent, nous ne les considérons pas comme étant soumis à une norme internationale.
Soies	Soies	s.o.	Pelage	<u>Article 15.1.16</u> <b>Recommandations relatives à l'importation de soies (de porcs)</b> Les <i>Autorités vétérinaires</i> doivent exiger la présentation d'un <i>certificat vétérinaire international</i> attestant que les produits: 1) proviennent d'un pays, d'une zone ou d'un <i>compartiment</i> indemne de peste porcine africaine, ou 2) ont été soumis à un traitement dans un établissement agréé pour l'exportation par l' <i>Autorité vétérinaire</i> afin de garantir la destruction du virus de la peste porcine africaine, et que les précautions nécessaires ont été prises après le traitement afin d'éviter que les produits n'entrent en contact avec une source potentielle de virus de la peste porcine africaine.
Aliments pour porcins	Aliments pour porcins	s.o.	Tous types d'aliments et d'additifs alimentaires pour les porcins	Article 15.1.14
Trophées de chasse n'ayant pas subi de traitement taxidermique complet	Trophées de chasse n'ayant pas subi de traitement taxidermique complet	s.o.	Trophées de chasse provenant d'espèces animales sensibles n'ayant pas subi de traitement taxidermique complet	Article 15.1.14



#### 7.6.1.3.3.1 Produits non traités

7.873. Dans la section 7.5.1.3.4.2 plus haut, nous avons procédé à une analyse du sens des normes internationales pertinentes du Code terrestre applicables à certaines catégories de produits non traités en provenance de pays, zones ou compartiments exempts de PPA. Nous avons en particulier examiné les dispositions applicables aux porcins vivants (porcelets à l'engrais et porcins destinés à la reproduction), à la viande de porc et aux préparations à base de viande crue. Il s'agit des articles 15.1.5, 15.1.12 et 15.1.14.

7.874. L'acceptation des produits non traités visés par les articles du chapitre 15.1 énumérés dans le tableau 8 ci-dessus est subordonnée à la détermination selon laquelle les produits en question proviennent de pays, zones ou compartiments exempts de PPA.

7.875. Les articles 15.1.2, 15.1.3 et 15.1.4 énoncent les conditions qui devraient être remplies pour qu'un pays, une zone ou un compartiment soit considéré comme exempt de PPA. Aux paragraphes 7.288 à 7.326 plus haut, nous avons examiné en détail le sens de ces dispositions du Code terrestre. Nous nous appuyons sur l'analyse que nous avons effectuée plus haut pour évaluer si les interdictions d'importer les produits en cause en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne sont "conformes aux" normes énoncées dans ces dispositions ou sont "établies sur la base de" ces normes.

#### 7.6.1.3.3.2 Produits traités

7.876. La deuxième catégorie de produits visés par les normes du Code terrestre sont les produits traités. En particulier, les articles 15.1.14 (produits à base de viande de porcs), 15.1.15 (produits d'origine animale (qui sont issus de porcs mais pas de viandes fraîches) appelés à entrer dans la composition d'aliments pour animaux ou destinés à l'usage agricole ou industriel) et 15.1.16 (soies de porcs) contiennent les normes applicables au commerce de certains produits du porc qui ont été soumis à un traitement afin de garantir la destruction du virus de la PPA, qu'ils soient ou non issus d'animaux provenant de pays, zones ou compartiments exempts de PPA.

7.877. Les conditions spécifiques prescrites par les normes applicables aux produits traités, telles qu'elles sont énoncées aux articles 15.1.14, 15.1.15 et 15.1.16, sont que ces produits du porc "ont été soumis à un traitement dans un établissement agréé pour l'exportation par l'Autorité vétérinaire afin de garantir la destruction du virus de la peste porcine africaine, et que les précautions nécessaires ont été prises après le traitement afin d'éviter que les produits n'entrent en contact avec une source potentielle de virus de la peste porcine africaine".

7.878. Ces normes établissent deux prescriptions cumulatives. La première concerne le traitement des produits du porc concernés. Ce traitement devrait avoir lieu dans un établissement agréé pour l'exportation par l'autorité vétérinaire et devrait permettre de garantir la destruction du virus de la PPA.

7.879. Le chapitre 15.1 n'indique pas comment le virus de la PPA peut être détruit. Comme il s'agit d'une question scientifique, nous jugeons nécessaire de nous appuyer sur certains éléments de nature scientifique versés au dossier. Parmi ceux-ci, nous pouvons nous référer aux réponses fournies par l'OIE aux questions du Groupe spécial, aux réponses des experts aux questions du Groupe spécial, aux interventions des experts pendant la réunion avec le Groupe spécial et aux pièces pertinentes présentées par les parties.

7.880. L'OIE a expliqué que le chapitre 15.1 ne contenait pas de recommandations spécifiques sur le traitement nécessaire pour "garantir la destruction du virus de la PPA".<sup>1206</sup> Si le Code terrestre ne contient pas actuellement de recommandations spécifiques sur l'inactivation de ce virus, on trouve certaines indications dans la fiche technique de l'OIE sur la peste porcine africaine, qui indique qu'il est possible d'inactiver le virus par un traitement thermique à 56 °C pendant 70 minutes, ou à 60 °C pendant 20 minutes.<sup>1207</sup> L'OIE a expliqué que ces recommandations

<sup>1206</sup> Réponses de l'OIE aux questions n° 8 et 9 du Groupe spécial.

<sup>1207</sup> OIE, fiche technique sur la PPA (pièce RUS-186).

"[http://www.oie.int/fileadmin/Home/eng/Animal\\_Health\\_in\\_the\\_World/docs/pdf/Disease\\_cards/AFRICAN\\_SWINE\\_FEVER.pdf](http://www.oie.int/fileadmin/Home/eng/Animal_Health_in_the_World/docs/pdf/Disease_cards/AFRICAN_SWINE_FEVER.pdf)" (actualisée pour la dernière fois en avril 2013, consultée pour la dernière fois le 20 novembre 2015).

étaient fondées sur une étude réalisée aux États-Unis en 1977, qui est citée dans le rapport de 2010 de l'EFSA.<sup>1208</sup> L'OIE a fait observer à titre de mise en garde que ses fiches techniques ne constituaient pas des normes adoptées. En fait, ce sont de brefs résumés de preuves scientifiques. Il convient de prêter attention aux renseignements scientifiques qui sont publiés après la publication d'une fiche technique.<sup>1209</sup>

7.881. Les experts conseillant le Groupe spécial ont indiqué que les études entreprises à la fois à partir du virus de la peste porcine classique et du virus de la peste porcine africaine avaient permis de conclure que ces deux virus nécessitaient des températures et une période de temps similaires pour être inactivés. Le chapitre 15.2 sur la peste porcine classique contient des précisions qu'il est proposé d'inclure dans la version actualisée du chapitre 15.1 qui est actuellement en cours d'élaboration.<sup>1210</sup> Plus spécifiquement, le Dr Brückner et le Dr Thomson ont indiqué qu'il était admis que le fait de chauffer du matériel contenant le virus à une température interne de 70 °C inactiverait la plupart des agents pathogènes d'origine animale, y compris le virus de la PPA.<sup>1211</sup> Ainsi, bien que les normes internationales pertinentes ne précisent pas le temps et la durée du traitement thermique qui garantirait la destruction du virus de la PPA, les experts auprès du Groupe spécial ont indiqué qu'une température interne de 70 °C permettrait d'atteindre ce résultat et que cela devrait conduire à l'acceptation des produits ayant été soumis à un traitement thermique de ce type.

7.882. Cette déclaration est conforme à ce qui est indiqué dans l'avis scientifique de 2010 de l'EFSA, selon lequel le virus de la PPA "est inactivé par un traitement thermique à 60 °C pendant 30 minutes et par un grand nombre de solvants qui perturbent les bicouches lipidiques, ainsi que par les désinfectants du commerce".<sup>1212</sup> En outre, l'avis scientifique cité indique que "dans les produits préparés par salaison, comme le jambon de Parme, aucune infectiosité virale n'a été mise en évidence dans le jambon 300 jours après le traitement et la salaison. ... Le virus a survécu pendant 140 jours dans le jambon ibérique et le jambon Serrano et 112 jours dans la longe".<sup>1213</sup> Dans cet avis scientifique, il est conclu qu'"aucun virus infectieux de la PPA n'a été décelé dans les jambons cuits ou en conserve lorsqu'ils avaient été traités à 70 °C".<sup>1214</sup>

7.883. Nous notons par ailleurs que, sur la base des éléments de preuve versés au dossier, la Russie a accepté certaines formes de traitement pour autoriser les importations de produits spécifiques en provenance du territoire de l'Union européenne, en dehors de celui des quatre États membres affectés, et, pendant la période allant du 6 février 2014<sup>1215</sup> au 7 avril 2014<sup>1216</sup>, en

<sup>1208</sup> Réponse de l'OIE aux questions n° 8 et 9 du Groupe spécial.

<sup>1209</sup> Réponse de l'OIE aux questions n° 2, 8 et 9 du Groupe spécial.

<sup>1210</sup> Réponses des experts aux questions n° 16 et 17 du Groupe spécial. L'OIE a indiqué qu'elle avait décidé d'actualiser le chapitre 15.2 sur la fièvre porcine classique et d'utiliser ensuite ce texte révisé comme modèle pour la révision du chapitre 15.1, compte tenu des similarités dans l'épidémiologie des deux maladies, tout en respectant les caractéristiques spécifiques de chacune d'entre elles. Le chapitre 15.2 contient des articles spécifiques sur les prescriptions applicables à l'inactivation du virus de la peste porcine classique dans les eaux grasses (article 15.2.22), dans les viandes (article 15.2.23), dans les boyaux et dans les peaux et les trophées (19). Conformément à cette approche et reconnaissant que le chapitre 15.1 devrait contenir des renseignements plus spécifiques sur l'inactivation du virus de la PPA par traitement, le groupe *ad hoc* d'experts sur la fièvre porcine africaine, qui s'est réuni en avril 2014, a recommandé certaines modifications et un projet de texte révisé a été distribué aux pays Membres par la Commission des normes sanitaires pour les animaux terrestres de l'OIE en février 2015 (communiqué au Groupe spécial sous la forme de l'annexe 1 aux réponses de l'OIE). L'OIE a précisé que ce projet de texte était une proposition présentée par une commission élue, mais n'avait pas alors le statut de norme. Les pays Membres ont présenté de nombreuses observations sur ce projet et l'on ne peut prévoir quel sera le libellé final du texte adopté. L'OIE a toutefois indiqué que le texte révisé du chapitre 15.1 devrait en principe contenir des recommandations spécifiques sur l'inactivation du virus de la fièvre porcine africaine, y compris dans les eaux grasses et dans les viandes. Le groupe *ad hoc* sur la peste porcine africaine a indiqué que l'on disposait de renseignements scientifiques limités sur l'inactivation de ce virus et que des recherches plus approfondies étaient nécessaires sur cette question. Des renseignements tirés du rapport de 2010 de l'Autorité européenne de sécurité des aliments ont été utilisés pour mettre au point ces recommandations (20). Les pays membres de l'OIE sont encouragés à fournir des preuves scientifiques additionnelles pour mieux affiner les propositions contenues dans le projet de texte révisé distribué en février 2015.

<sup>1211</sup> Dr Thomson, procès-verbal, paragraphe 1.387 et Dr Brückner, procès-verbal, paragraphe 1.388.

<sup>1212</sup> Avis scientifique de l'EFSA de 2010 (pièce EU-24), page 11.

<sup>1213</sup> Avis scientifique de l'EFSA de 2010 (pièce EU-24), page 12.

<sup>1214</sup> Avis scientifique de l'EFSA de 2010 (pièce EU-24), page 12.

<sup>1215</sup> Lettre de la Russie à l'Union européenne du 5 février 2014, SF-EN-8/1642 (pièce EU-162).

<sup>1216</sup> Pièces EU-10, EU-11 et EU-168.

provenance également de zones situées à l'intérieur de la Lituanie et de la Pologne. Ces catégories de traitement sont les suivantes: i) traitement thermique en récipient hermétiquement clos dont l'indice  $F_0$  est égal à 3,00<sup>1217</sup>; ii) traitement thermique à une température minimale de 80 °C qui devrait être atteinte dans toute l'épaisseur de la viande; iii) traitement thermique en récipient hermétiquement clos à 60 °C pendant une durée minimale de 4 heures, la température au centre devant être maintenue à au moins 70 °C pendant 30 minutes; iv) fermentation et maturation naturelles pendant une période d'au moins 9 mois pour la viande désossée, afin d'obtenir les indicateurs suivants: valeur Aw inférieure ou égale à 0,93 ou pH inférieur ou égal à 6,0; et v) pour le jambon et les filets, traitement utilisant la fermentation et la maturation naturelles, pendant au moins 190 jours pour le jambon et 140 jours pour les filets.<sup>1218</sup>

7.884. La deuxième prescription établie par les normes est que les précautions nécessaires doivent avoir été prises après le traitement pour éviter que les produits n'entrent en contact avec une source potentielle de virus de la PPA.

#### **7.6.1.3.4 Question de savoir si les interdictions d'importer les produits en cause en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne sont "conformes aux" normes internationales pertinentes**

7.885. Nous rappelons que le Groupe spécial *Inde – Produits agricoles* a examiné premièrement si les mesures de l'Inde étaient "établies sur la base de" la norme internationale avant d'étudier la question de savoir si elles étaient conformes à cette norme. Ce groupe spécial a estimé que cela constituait un ordre d'analyse approprié au titre de l'article 3 de l'Accord SPS puisque le critère "établi sur la base" énoncé à l'article 3:1 était moins élevé que le critère "conforme à" prévu à l'article 3:2.<sup>1219</sup> À notre avis, cette approche n'est pas appropriée dans la présente procédure.

7.886. Nous jugeons approprié d'examiner premièrement le critère "conforme à" qui est plus strict. Comme nous l'avons expliqué plus haut, une mesure contestée peut être "établie sur la base" de la norme internationale pour un élément, mais pas pour un autre. Toutefois, cela n'est pas vrai d'une mesure contestée qui "est conforme à" la même norme internationale. Les indications données par l'Organe d'appel sont très claires, à savoir qu'une mesure qui est en conformité avec une norme internationale incorporerait complètement la norme internationale et la transformerait en pratique en une norme nationale.<sup>1220</sup>

7.887. Nous jugeons par conséquent particulièrement approprié d'examiner premièrement si les interdictions d'importer les produits en cause en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne sont "conformes aux" normes internationales énoncées dans le Code terrestre. S'il est constaté qu'elles ne sont pas conformes aux normes, nous examinerions alors si ces mesures sont "établies sur la base de" ces normes. Nous examinons maintenant la première de ces questions.

7.888. Il n'a pas été demandé aux groupes spéciaux antérieurs ou à l'Organe d'appel d'analyser de manière détaillée ce que signifiait la "conform[ité]" à la norme internationale pertinente aux fins de l'article 3:2 de l'Accord SPS. Selon les termes de l'article 3:2, une constatation selon laquelle les mesures de la Russie sont "conformes aux" normes internationales pertinentes établirait une présomption de compatibilité de ces mesures avec les obligations pertinentes de la Russie au titre de l'Accord SPS et aurait donc une incidence sur la manière dont le présent Groupe spécial se prononcerait sur les autres allégations formulées dans le présent différend. Si nous devions constater qu'il y a "conformité à", car nous croyons comprendre que cette présomption est "réfragable"<sup>1221</sup>, nous devrions encore songer à la manière d'évaluer si cette présomption a été réfutée ou non pour chacune des dispositions pertinentes. À cet égard, la Russie affirme que, puisque les interdictions visant les produits en cause en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne sont conformes au Code terrestre, elles bénéficient d'une présomption de compatibilité avec les dispositions pertinentes de l'Accord SPS conformément à l'article 3:2, dont la

<sup>1217</sup> ( $F_0$  – effet dommageable calculé sur les spores bactériennes.  $F_0 = 3$  signifie que le point le plus froid du produit a été chauffé suffisamment pour obtenir le même effet dommageable qu'avec une procédure de chauffage/refroidissement instantanés (121 °C (250 °F) en 3 minutes).

<sup>1218</sup> Lettre de la Russie à l'Union européenne du 5 février 2014, FS-EN-8/1642 (pièce EU-162).

<sup>1219</sup> Rapport du Groupe spécial *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 7.203.

<sup>1220</sup> Rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphe 170. Voir le rapport du Groupe spécial *Inde – Produits agricoles*, paragraphes 7.197 et 7.202.

<sup>1221</sup> Rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphe 170.

Russie indique qu'il s'agit des articles 2:2, 2:1, 5:2, 5:3, 5:4, 5:6, 6:1, 6:2 et 6:3.<sup>1222</sup> L'Union européenne affirme que les dispositions pertinentes, qui ont un lien étroit avec la question d'une manière appropriée, sont celles qui concernent l'évaluation des risques et les preuves scientifiques, mais pas celles qui concernent la discrimination.<sup>1223</sup> Les parties reconnaissent donc que les dispositions de l'Accord SPS relatives à la discrimination ne seraient pas considérées comme "pertinentes" dans le présent contexte.

7.889. D'après leur libellé, aucune des interdictions d'importer les produits en cause en provenance d'Estonie<sup>1224</sup>, de Lettonie<sup>1225</sup>, de Lituanie<sup>1226</sup> et de Pologne<sup>1227</sup> n'incorpore les normes internationales pertinentes applicables aux produits du porc traités et non traités énoncées dans le Code terrestre. Alors que les dispositions du chapitre 15.1 du Code terrestre contiennent des recommandations spécifiques sur la manière d'assurer la sécurité sanitaire du commerce de certains produits du porc, les mesures applicables aux quatre États membres de l'UE affectés prévoient des interdictions d'importer la plupart de ces produits. Par exemple, alors que l'article 15.1.15 autoriserait les importations de produits du porc appelés à entrer dans la composition d'aliments pour animaux s'ils ont été soumis à un traitement afin de garantir la destruction du virus de la PPA, la Russie applique une interdiction pure et simple pour ces produits. De même, l'article 15.1.16 autoriserait les importations de soies en provenance d'une zone exempte de PPA sous réserve de traitement visant à détruire le virus de la PPA, mais ces importations sont purement et simplement interdites par la Russie. À notre avis, les mesures contestées ne peuvent pas être considérées comme incorporant les normes internationales pertinentes.

7.890. Sur la base de ce qui précède, nous constatons que les interdictions d'importer les produits en cause en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne ne sont pas conformes aux normes internationales pertinentes énoncées dans le Code terrestre et sont donc incompatibles avec l'article 3:2 de l'Accord SPS.

#### **7.6.1.3.5 Question de savoir si les interdictions d'importer les produits en cause en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne sont "établies sur la base" des normes internationales pertinentes**

##### **7.6.1.3.5.1 Introduction**

7.891. Nous rappelons la distinction que nous avons repérée au chapitre 15.1 du Code terrestre entre les normes applicables aux produits traités et celles qui sont applicables aux produits non traités. Sur la base de cette distinction, nous procéderons à un examen indépendant de la question de savoir si les interdictions d'importer les produits en cause en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne sont "établies sur la base" des normes applicables à chacune de ces catégories de produits.

##### **7.6.1.3.5.2 Produits traités**

7.892. En ce qui concerne les mesures appliquées à l'Estonie, à la Lettonie, à la Lituanie et à la Pologne, pour les produits traités, l'Union européenne affirme que les dispositions pertinentes du Code terrestre (articles 15.1.14 à 15.1.16) autorisent le commerce de produits du porc qui ont été soumis à un traitement dans un établissement agréé afin de garantir la destruction du virus de la PPA. Dans la mesure où les mesures de la Russie interdisent l'importation des produits visés aux articles 15.1.14 à 15.1.16 en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne, qu'ils aient ou non subi une forme quelconque de traitement, elles sont en contradiction avec les normes

<sup>1222</sup> Première communication écrite de la Russie, paragraphe 216.

<sup>1223</sup> Réponse de l'Union européenne à la question n° 118 du Groupe spécial, paragraphes 237 à 239.

<sup>1224</sup> G/SPS/N/RUS/76 (pièce EU-13) et lettre du service vétérinaire russe à la DG SANCO, FS-NV-8/17431, 11 septembre 2015 (pièce RUS-37).

<sup>1225</sup> G/SPS/N/RUS/64 (pièce EU-12) et lettre de la Russie du 27 juin 2014 contenant des instructions, FS-NF-8/11315 (pièce EU-169).

<sup>1226</sup> G/SPS/N/RUS/48 (pièce EU-7), G/SPS/N/RUS/48/Add.1 (pièce EU-8), G/SPS/N/RUS/48/Add.2 (pièce EU-10), lettre du service vétérinaire russe à la DG SANCO, FS-EN-8/1023, 25 janvier 2015 (pièce RUS-28) et interface WAHIS de l'OIE (pièce RUS-168).

<sup>1227</sup> G/SPS/N/RUS/49 (pièce EU-9), G/SPS/N/RUS/49/Add.1 (pièce EU-11), lettre du service vétérinaire russe, FS-NV-8/2972, 27 février 2014 (pièce RUS-29) et interface WAHIS de l'OIE (pièce RUS-168).

internationales pertinentes énoncées dans le Code terrestre. Elles ne sont donc pas en conformité avec ces normes.<sup>1228</sup>

7.893. Selon la Russie, ses mesures sont "conformes" au Code terrestre. Le pays exportateur a la charge de démontrer que les précautions nécessaires ont été prises, ce que l'Union européenne n'a pas fait en ce qui concerne les exportations en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne.<sup>1229</sup> La Russie affirme par ailleurs qu'elle peut accepter des produits provenant de pays infectés par la PPA qui respectent des normes de régionalisation, de compartimentation et/ou de traitement thermique conformes aux recommandations de l'OIE.<sup>1230</sup>

7.894. La question dont le Groupe spécial est saisi est de savoir si les interdictions de la Russie visant les produits traités en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne sont "établies sur la base de" la norme internationale pertinente pour les produits soumis à un traitement afin de garantir la destruction du virus de la PPA.

7.895. Lorsque nous avons discerné le sens des normes internationales énoncées dans les dispositions pertinentes du Code terrestre (articles 15.1.14 à 15.1.16)<sup>1231</sup>, nous avons relevé que ces articles prévoyaient le commerce des produits du porc qui avaient été soumis à un traitement dans un établissement agréé afin de garantir la destruction du virus de la PPA. Les dispositions du Code terrestre relatives au traitement des produits indiquent que les recommandations relatives à l'importation ne sont pas liées au statut sanitaire d'un pays, d'une zone ou d'un compartiment particuliers au regard de la PPA, mais plutôt à la certification attestant qu'une méthode de traitement adéquate a été utilisée afin de garantir la destruction du virus de la PPA. Ces dispositions prévoient que l'importation devrait être autorisée si le traitement requis a été effectué et certifié. Comme nous l'avons mentionné plus haut, les experts auprès du Groupe spécial ont indiqué qu'une température interne de 70 °C permettrait d'atteindre ce résultat et que cela devrait conduire à l'acceptation des produits ayant été soumis à un traitement thermique de ce type.<sup>1232</sup>

7.896. Pourtant, la Russie a imposé des interdictions à l'importation générales visant les produits traités en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne.<sup>1233</sup> De plus, la Russie exempte de l'application de l'interdiction d'importer les "produits finis pour l'alimentation des chiens et des chats" (Lettonie, Lituanie et Pologne), et les additifs de synthèse des aliments pour animaux et les préparations d'aliments pour animaux ayant été soumises à un traitement thermique (Estonie).<sup>1234</sup>

7.897. La Russie a émis des doutes concernant l'efficacité des installations de traitement situées dans les quatre États membres de l'UE affectés pour garantir la destruction du virus de la PPA et prendre les précautions nécessaires après le traitement afin d'éviter que les produits n'entrent en contact avec une source potentielle de virus de la PPA.<sup>1235</sup> L'Union européenne a rejeté l'allégation de la Russie et fourni certains renseignements à cet égard dans une lettre datée du 4 avril 2014.<sup>1236</sup>

7.898. Nous notons que l'article 15.1.14 du Code terrestre a établi la prescription en matière de traitement afin de garantir la destruction du virus de la PPA dans les produits à base de viandes fraîches de porc appelés à entrer dans la composition d'aliments pour animaux (à savoir les aliments pour chats et chiens) et ne fait pas la distinction entre ces produits et les produits soumis à un traitement thermique destinés à la consommation humaine s'agissant de l'inactivation du virus. Il en va de même pour l'article 15.1.15 concernant les produits qui ne sont pas issus de viandes fraîches de porcs. Le Dr Brückner et le professeur Penrith ont confirmé qu'il n'y aurait aucune raison pour que le traitement thermique soit différent pour les aliments destinés aux

<sup>1228</sup> Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphes 132 à 135 et paragraphe 140.

<sup>1229</sup> Déclaration liminaire de la Russie à la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 37; et deuxième communication écrite de la Russie, paragraphe 29.

<sup>1230</sup> Réponse de la Russie à la question n° 115 du Groupe spécial, paragraphe 206.

<sup>1231</sup> Voir plus haut la section 7.6.1.3.3.2.

<sup>1232</sup> Procès-verbal, paragraphes 1.387 et 1.388.

<sup>1233</sup> Voir plus haut le paragraphe 7.889. Il convient également de noter que, comme nous l'avons expliqué au paragraphe 7.883, durant la période allant du 6 février au 7 avril 2014, la Russie a accepté les importations de produits traités en provenance de Lituanie et de Pologne.

<sup>1234</sup> Comme il est indiqué plus haut dans les tableaux 1 et 4.

<sup>1235</sup> Deuxième communication écrite de la Russie, paragraphe 29. Voir aussi la pièce RUS-209.

<sup>1236</sup> Voir la pièce RUS-56.

animaux de compagnie.<sup>1237</sup> La Russie n'a fourni aucune justification pour le fait qu'elle acceptait le caractère adéquat du traitement thermique pour certains produits, alors que, dans le même temps, elle excluait les importations d'autres produits en cause ayant été soumis à un traitement thermique. De plus, nous rappelons que, entre le 6 février et le 7 avril 2014, la Russie a accepté les importations de produits traités en provenance de Lituanie et de Pologne, même alors qu'il y avait eu des foyers de PPA sur le territoire de ces États membres de l'UE.<sup>1238</sup>

7.899. Un traitement adéquat pour garantir la destruction du virus de la PPA devrait permettre la sécurité sanitaire du commerce international des produits concernés conformément aux normes internationales pertinentes, et non pas conduire à l'imposition d'une interdiction d'importer. Toutefois, dans la mesure où les mesures en cause appliquées par la Russie interdisent les produits visés aux articles 15.1.14 à 15.1.16, elles s'écartent fondamentalement des normes internationales pertinentes. À notre avis, cela constitue une contradiction qui, selon le critère juridique applicable, amènerait à conclure que la norme internationale n'a pas été utilisée "comme base" des mesures contestées.

7.900. Sur la base de ce qui précède, nous constatons que les interdictions d'importer les produits en cause en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne, dans la mesure où elles s'appliquent aux produits traités, ne sont pas "établies sur la base" des normes internationales pertinentes et sont donc incompatibles avec l'article 3:1 de l'Accord SPS.

#### **7.6.1.3.5.3 Produits non traités**

7.901. L'Union européenne fait valoir que les interdictions frappant les produits en cause sont en contradiction avec les dispositions pertinentes du Code terrestre et ne sont donc pas conformes aux normes internationales pertinentes.<sup>1239</sup>

7.902. La Russie fait valoir qu'elle a rejeté d'une manière objective les zones dont l'Union européenne alléguait qu'elles étaient exemptes de PPA, en se fondant sur les dispositions pertinentes du Code terrestre. Elle fait valoir que ses mesures en cause sont établies sur la base des normes internationales pertinentes.<sup>1240</sup>

7.903. À la suite de notre examen du sens des normes internationales pertinentes applicables aux produits non traités, nous en venons à la conclusion que, avant de comparer les interdictions d'importer les produits en cause en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne avec ces normes aux fins de déterminer si ces mesures sont "établies sur la base" de celles-ci, nous estimons qu'il est approprié et instructif pour nous de procéder à l'examen des allégations de l'Union européenne au titre de l'article 6 de l'Accord SPS.

7.904. Nous estimons que cette approche est appropriée dans les circonstances de la présente affaire, dans laquelle nos conclusions au titre de l'article 3:1 de l'Accord SPS n'auront pas d'incidence sur la charge de la preuve qui incombe au plaignant s'agissant des allégations formulées au titre d'autres dispositions de l'Accord SPS (c'est-à-dire l'article 6). Nous rappelons notre constatation selon laquelle les interdictions d'importer les produits en cause en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne ne sont pas "conformes aux" normes internationales pertinentes. Dans ce contexte, il ne nous est pas interdit de suivre cette approche. Cela ne serait pas le cas pour un groupe spécial qui examine une justification selon laquelle les mesures contestées sont "conformes" à la norme internationale pertinente conformément à l'article 3:2 puisqu'une constatation positive concernant cette justification entraînerait une présomption de compatibilité avec les dispositions pertinentes de l'Accord SPS et du GATT de 1994.<sup>1241</sup>

7.905. Par conséquent, nous allons suspendre notre analyse des allégations des parties au titre de l'article 3 concernant le point de savoir si les interdictions d'importer les produits en cause en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne, dans la mesure où elles s'appliquent aux produits non traités, sont "établies sur la base" des normes internationales applicables à ces

<sup>1237</sup> Il est fait référence aux réponses des experts à la question n° 17 du Groupe spécial.

<sup>1238</sup> Voir plus haut le paragraphe 7.871. Voir les pièces EU-162 et EU-10, EU-11 et EU-168.

<sup>1239</sup> Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphes 126, 131, 133 à 138 et 140.

<sup>1240</sup> Première communication écrite de la Russie, paragraphes 78, 79 et 214.

<sup>1241</sup> Voir le rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphes 102 et 110.

produits, de manière à éclairer notre analyse par un examen de ces mesures au titre de l'article 6 de l'Accord SPS. À la suite de notre analyse de la compatibilité des interdictions d'importer les produits en cause en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne avec l'article 6, nous reprendrons notre analyse de la question de savoir si ces mesures, dans la mesure où elles s'appliquent aux produits non traités, sont "établies sur la base" des normes internationales pertinentes applicables à ces produits et nous communiquerons nos constatations à cet égard. Nous passons maintenant à l'examen des allégations formulées par l'Union européenne au titre de l'article 6 au sujet des interdictions d'importer les produits en cause en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne.

## **7.6.2 Allégations au titre de l'article 6:1, 6:2 et 6:3 de l'Accord SPS**

### **7.6.2.1 Principaux arguments des parties**

#### **7.6.2.1.1 Union européenne**

7.906. L'Union européenne allègue que les interdictions d'importer les produits en cause en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne sont incompatibles avec l'article 6:1 et 6:2 parce que la Russie n'a pas fait en sorte, et ne fait pas en sorte, que les mesures en cause soient adaptées aux caractéristiques sanitaires de la région d'origine et de destination des produits en cause. Elle soutient en outre que ces mesures ne tiennent pas compte, entre autres choses, du degré de prévalence de la PPA ou de son absence, ni de l'existence de programmes d'éradication et de lutte (immédiatement mis en œuvre conformément aux normes internationales établies par l'OIE), ni des critères ou directives appropriés élaborés par les organisations internationales compétentes.<sup>1242</sup>

7.907. Au sujet de la première phrase de l'article 6:2, l'Union européenne fait valoir que la Russie n'a pas reconnu les concepts de zones exemptes de maladies en ce qui concerne la PPA dans l'Union européenne.<sup>1243</sup> Elle allègue que c'est ce que démontre l'application par la Russie de quatre interdictions sans discernement visant les produits en cause en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne.<sup>1244</sup> Pour ce qui est de la deuxième phrase de l'article 6:2, l'Union européenne fait en outre valoir que ces interdictions ont été appliquées sans qu'il soit tenu compte de facteurs pertinents tels que la géographie, les écosystèmes, la surveillance épidémiologique et l'efficacité des contrôles sanitaires.<sup>1245</sup> Elle allègue que, compte tenu de l'étendue de son territoire géographique, il doit être tenu compte du facteur géographique, et souligne les mesures de lutte qu'elle a prises à cet égard. L'Union européenne présente les diverses mesures prises pour lutter contre la PPA chez les porcins vivants et les sangliers.<sup>1246</sup>

7.908. En ce qui concerne l'article 6:3, l'Union européenne affirme avoir fourni à la Russie des renseignements allant au-delà de ce qui était nécessaire pour démontrer objectivement que les zones exemptes de maladies ou les zones à faible prévalence de maladies étaient, et resteraient vraisemblablement, des zones exemptes de maladies ou des zones à faible prévalence de maladies, respectivement.<sup>1247</sup>

#### **7.6.2.1.2 Russie**

7.909. Le moyen de défense de la Russie concernant les interdictions d'importer les produits en cause en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne est fondé sur la conformité avec l'article 6:1, 6:2 et 6:3<sup>1248</sup> en raison de sa décision objective de ne pas reconnaître les diverses zones de l'Union européenne, sur la base des points de référence appropriés du Code terrestre et des critères plus généraux décrits à l'article 6 de l'Accord SPS.<sup>1249</sup> Selon la Russie, le

<sup>1242</sup> Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 216.

<sup>1243</sup> Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 215.

<sup>1244</sup> Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 210.

<sup>1245</sup> Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 210.

<sup>1246</sup> Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphes 211 à 214.

<sup>1247</sup> Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 218.

<sup>1248</sup> Deuxième communication écrite de la Russie, paragraphes 50 à 56. La Russie soutient que toute évaluation objective d'une zone exempte de PPA, conformément aux facteurs indiqués à l'article 6:1 et 6:2 de l'Accord SPS, devrait comprendre l'évaluation des principes de zonage énoncés à l'article 4.3.3 du Code terrestre ainsi que des principes connexes énoncés à l'article 5.3.7.

<sup>1249</sup> Deuxième communication écrite de la Russie, paragraphe 127.



Groupe spécial devrait examiner la décision qu'elle a prise de ne pas reconnaître les zones de l'Union européenne est objectivement justifiable, au lieu de procéder à un examen *de novo* de cette décision.<sup>1250</sup> La Russie fait valoir que la conformité des interdictions d'importer les produits en cause en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne avec le Code terrestre (comme le prévoit l'article 3:2) fait qu'elles bénéficient d'une présomption de compatibilité, que l'Union européenne n'a pas réfutée.<sup>1251</sup>

7.910. À titre subsidiaire, la Russie fait valoir que l'Union européenne n'a pas agi d'une manière compatible avec les dispositions de l'article 6:3 de l'Accord SPS en ce qui concerne la reconnaissance demandée des zones et que, par voie de conséquence, elle ne peut pas établir que la Russie a agi d'une manière incompatible avec l'article 6:1 et 6:2 du même accord.<sup>1252</sup>

7.911. La Russie affirme en outre que, indépendamment de l'article 6:3, l'Union européenne n'a pas démontré que la Russie violait l'article 6:2 car, entre autres choses, la Russie a des lois (par exemple la Décision n° 317 concernant l'Union douanière et le Mémoire de 2006) qui reconnaissent explicitement le concept de régionalisation.<sup>1253</sup>

## 7.6.2.2 Principaux arguments des tierces parties

### 7.6.2.2.1 Australie

7.912. L'Australie affirme qu'elle partage l'avis de la Russie selon lequel la première phrase de l'article 6:2 de l'Accord SPS exige seulement la reconnaissance du *concept* de "zones exemptes de parasites ou de maladies, et de zones à faible prévalence de parasites ou de maladies". Cependant, elle souligne également que, "dans l'affaire *Inde – Produits agricoles*, l'Organe d'appel [sic] "a ensuite constaté que," à [son] avis, pour que les mesures SPS adoptées par les Membres de l'OMC soient conformes à l'article 6:2, elles [devaient] au minimum ne pas refuser ni contredire la reconnaissance des concepts recouvrant ces zones lorsqu'ils [étaient] pertinents en ce qui concerne la maladie en cause".<sup>1254</sup>

7.913. L'Australie souligne qu'il sera nécessaire que le Groupe spécial détermine si les mesures de la Russie, ayant fait l'objet d'une notification ou autre, fonctionnent de telle manière qu'elles refusent ou contredisent la reconnaissance de ces zones. Une telle constatation peut être éclairée par les autres constatations du Groupe spécial au titre de l'article 3 et de l'article 5 de l'Accord SPS.<sup>1255</sup>

### 7.6.2.2.2 Brésil

7.914. Le Brésil fait valoir que la grande question à l'examen à ce sujet est celle de savoir s'il est possible d'imposer légitimement une prohibition à l'importation (interdiction à l'échelle du pays et/ou de l'UE) si le Membre importateur considère que les mesures adoptées par le Membre exportateur n'étaient pas suffisantes pour établir des zones ou compartiments exempts de maladies ou de parasites.<sup>1256</sup>

7.915. Le Brésil affirme que l'adaptation aux conditions régionales dans le contexte de l'article 6:1 de l'Accord SPS implique de tenir compte, entre autres choses, des critères ou directives appropriés qui pourraient être élaborés par les organisations internationales compétentes.<sup>1257</sup>

7.916. Le Brésil fait valoir qu'un Membre a le droit de considérer que les mesures adoptées par un autre Membre ne sont pas satisfaisantes pour la détermination de la zone de confinement, si i) il

<sup>1250</sup> Deuxième communication écrite de la Russie, paragraphe 49.

<sup>1251</sup> Deuxième communication écrite de la Russie, paragraphes 128 et 129. Voir aussi la réponse de la Russie à la question n° 118 du Groupe spécial, paragraphes 215 à 224.

<sup>1252</sup> Deuxième communication écrite de la Russie, paragraphes 130 à 132.

<sup>1253</sup> Deuxième communication écrite de la Russie, paragraphes 133 à 141.

<sup>1254</sup> Communication de l'Australie en tant que tierce partie, paragraphe 19 (citant le rapport du Groupe spécial *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 7.698 (pas encore adopté à la date du dépôt de la communication)).

<sup>1255</sup> Communication de l'Australie en tant que tierce partie, paragraphe 20.

<sup>1256</sup> Communication du Brésil en tant que tierce partie, paragraphe 4.

<sup>1257</sup> Communication du Brésil en tant que tierce partie, paragraphe 5.

n'y avait pas conformité avec la norme au sens de l'article 3:2 ou si ii) le niveau de protection recherché par le Membre importateur est plus élevé que celui établi par la norme. Selon le Brésil, si un Membre importateur considère que les mesures adoptées par le Membre exportateur ne sont pas conformes à la norme internationale, en ce sens qu'elles n'"incorpor[ent] [pas] complètement la norme internationale", alors il pourrait être fondé d'établir une prohibition à l'importation. Par ailleurs, un Membre peut choisir d'adopter un niveau de protection plus élevé et décider que le mécanisme établi par le pays exportateur n'est pas suffisant eu égard à son propre niveau approprié de protection. Le Brésil signale que, si tel est le cas, il faudra procéder à une évaluation des risques afin de fournir une justification scientifique à l'appui de la mesure SPS.<sup>1258</sup>

#### 7.6.2.2.3 Norvège

7.917. La Russie fait valoir que pour examiner les allégations se rapportant à la régionalisation, le Groupe spécial devrait d'abord évaluer si la Russie a dûment reconnu les concepts de zones exemptes de parasites ou de maladies, et de zones à faible prévalence de parasites ou de maladies et si toute détermination de ces zones s'est faite sur la base de facteurs pertinents, y compris la géographie, les écosystèmes, la surveillance épidémiologique et l'efficacité des contrôles sanitaires et phytosanitaires. Ensuite, le Groupe spécial devrait évaluer si la Russie a fait en sorte que les mesures en cause en l'espèce soient adaptées aux caractéristiques SPS de la région affectée, comme l'indique l'article 6:1. Conformément à la deuxième phrase de cette disposition, il devrait être examiné si, dans son évaluation des caractéristiques SPS d'une région, la Russie a tenu compte des facteurs pertinents comme le degré de prévalence de la peste porcine africaine, l'existence de programmes d'éradication ou de lutte, et les critères ou directives appropriés élaborés par les organisations internationales compétentes.

7.918. La Norvège souligne qu'une constatation établissant que la partie défenderesse n'a pas reconnu les concepts de zones exemptes de parasites ou de maladies, et de zones à faible prévalence de parasites ou de maladies amènera à constater que cette partie n'a pas fait en sorte que ses mesures soient adaptées aux caractéristiques SPS de ces régions conformément à la première phrase de l'article 6:1, et que, inversement, s'il est constaté que la partie défenderesse a reconnu ces concepts, il faut examiner si cette partie a fait en sorte que ses mesures soient adaptées aux caractéristiques SPS des régions affectées et si elle a tenu compte des facteurs pertinents dans son évaluation des caractéristiques SPS d'une région, d'une manière compatible avec l'article 6:1.<sup>1259</sup>

#### 7.6.2.2.4 États-Unis

7.919. Les États-Unis font valoir que les dispositions de l'article 6 contiennent des obligations séparées, mais liées entre elles, qui doivent être lues conjointement dans leur contexte. Ils soulignent que, tandis que la première phrase de l'article 6:1 de l'Accord SPS impose une obligation concernant les mesures, la première phrase de l'article 6:2 prescrit de reconnaître des concepts, c'est-à-dire ceux de zones exemptes de parasites ou de maladies, et de zones à faible prévalence de parasites ou de maladies.<sup>1260</sup>

7.920. Les États-Unis soulignent que ni les obligations énoncées dans la première phrase de l'article 6:2 de l'Accord SPS ni celles qui figurent à l'article 6:1 n'entrent en jeu uniquement après qu'une demande a été formulée au titre de l'article 6:3 pour la reconnaissance d'une zone spécifique comme zone exempte de parasites ou de maladies ou comme zone à faible prévalence de parasites ou de maladies.<sup>1261</sup>

### 7.6.2.3 Analyse du Groupe spécial

#### 7.6.2.3.1 Introduction

7.921. Le Groupe spécial est saisi des questions de savoir si les interdictions d'importer les produits en cause en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne imposées par la

<sup>1258</sup> Communication du Brésil en tant que tierce partie, paragraphes 7 à 9.

<sup>1259</sup> Communication de la Norvège en tant que tierce partie, paragraphes 27 à 30.

<sup>1260</sup> Communication des États-Unis en tant que tierce partie, paragraphes 3 à 6.

<sup>1261</sup> Communication des États-Unis en tant que tierce partie, paragraphes 7 à 11.

Russie sont compatibles avec l'article 6:1 et 6:2 de l'Accord SPS et si l'Union européenne a satisfait aux prescriptions de l'article 6:3 de l'Accord SPS.

7.922. Plus haut, dans la section 7.5.3.2, nous avons examiné le texte de l'article 6:1, 6:2 et 6:3 de l'Accord SPS, le rapport entre ces dispositions, l'ordre dans lequel il convient de les analyser et le critère juridique correspondant à chacune d'elles. Nous avons ensuite examiné l'interdiction à l'échelle de l'UE à la lumière des indications identifiées dans ces sections. Afin d'éviter des répétitions inutiles, nous ne répéterons pas les indications générales sur lesquelles nous fonderons notre évaluation des interdictions d'importer les produits en cause en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne. En revanche, nous inclurons des renvois aux sections et constatations pertinentes, selon qu'il sera nécessaire.

7.923. Nous rappelons que, comme il est expliqué plus haut au paragraphe 7.365, il peut être difficile pour un pays exportateur, quel qu'il soit, de demander la reconnaissance d'une zone exempte de maladies en l'absence d'un système réglementaire, dans le pays importateur, qui permette la reconnaissance de ce concept. Comme dans le processus d'analyse qu'il a entrepris dans cette section du rapport, le Groupe spécial examinera tout d'abord si la Russie reconnaît le concept de zones exemptes de maladies au sens de l'article 6:2 de l'Accord SPS. Si nous devions constater que la Russie reconnaît ce concept, nous examinerions ensuite si l'Union européenne a fourni les preuves nécessaires à cet égard afin de démontrer objectivement à la Russie que ces zones sont, et resteront vraisemblablement, exemptes de parasites ou de maladies conformément à l'article 6:3. Guidé par ses constatations concernant cette question, le Groupe spécial poursuivra en examinant si la Russie s'est conformée à l'obligation, énoncée à l'article 6:1, de faire en sorte que ses mesures soient adaptées aux caractéristiques SPS de la région d'origine et de destination des produits.

#### **7.6.2.3.2 Question de savoir si la Russie reconnaît le concept de zones exemptes de parasites ou de maladies, et de zones à faible prévalence de parasites ou de maladies, conformément à la première phrase de l'article 6:2**

7.924. Plus haut, dans la section 7.5.2.3.4, nous avons examiné cette question en ce qui concerne l'interdiction à l'échelle de l'UE. Le raisonnement que nous avons fait dans cette section repose sur la reconnaissance des concepts prévus dans la première phrase de l'article 6:2 de l'Accord SPS. Dans le cadre de notre analyse, nous avons examiné l'argument de l'Union européenne selon lequel la reconnaissance de tels concepts ne peut pas se faire dans l'abstrait, mais plutôt qu'elle est requise dans l'application de la mesure SPS contestée.

7.925. Le résultat de notre analyse nous a amené à constater que la Russie reconnaissait les concepts mentionnés à l'article 6:2 en ce qui concerne la PPA et que, par conséquent, l'interdiction à l'échelle de l'UE n'était pas incompatible avec les obligations de la Russie au titre de l'article 6:2 de l'Accord SPS. Nous considérons que cette constatation est tout aussi applicable en ce qui concerne les interdictions d'importer les produits en cause en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne. Nous constatons donc que ces mesures ne sont pas incompatibles avec les obligations de la Russie au titre de l'article 6:2 de l'Accord SPS.

7.926. Après cette constatation, nous passons à l'examen du respect par l'Union européenne des dispositions de l'article 6:3 pour formuler des constatations qui éclaireront notre analyse des obligations de la Russie au titre de l'article 6:1.

#### **7.6.2.3.3 Question de savoir si l'Union européenne a démontré objectivement qu'il y avait des zones exemptes de maladies ou des zones à faible prévalence de maladies sur le territoire de l'Estonie, de la Lettonie, de la Lituanie et de la Pologne, conformément à l'article 6:3 de l'Accord SPS**

##### **7.6.2.3.3.1 Introduction**

7.927. L'Union européenne fait valoir que, depuis la détection de la PPA chez les sangliers en Lituanie en janvier 2014, elle a fourni à la Russie des renseignements qui, selon elle, vont au-delà de ce qui est nécessaire pour démontrer objectivement que les zones exemptes de maladies ou les zones à faible prévalence de maladies sont, et resteront vraisemblablement, des zones exemptes

de maladies ou des zones à faible prévalence de maladies, respectivement.<sup>1262</sup> Elle soutient qu'elle a communiqué en temps opportun tous les renseignements nécessaires sur ses mesures de régionalisation concernant la PPA en Lituanie, en Pologne, en Lettonie et en Estonie, afin de démontrer objectivement à la Russie que le reste de ces États membres de l'UE et le reste de l'Union européenne, à l'exception de la Sardaigne, sont et resteront vraisemblablement des zones exemptes de maladies; et qu'un accès raisonnable a été ménagé à la Russie pour des inspections, des essais et autres procédures pertinentes. L'Union européenne affirme que la Russie n'a pas achevé son processus de reconnaissance sans retard injustifié, en violation de ses obligations au titre de l'article 6 de l'Accord SPS.<sup>1263</sup>

7.928. L'Union européenne est d'avis que, au titre de l'article 6:3 de l'Accord SPS, un Membre importateur n'est pas obligé d'accepter automatiquement une proposition de régionalisation présentée par un Membre exportateur. Cependant, sa décision doit tenir compte de facteurs objectifs tels que ceux énoncés dans la deuxième phrase de l'article 6:2 de l'Accord SPS: la géographie, les écosystèmes, la surveillance épidémiologique et l'efficacité des contrôles sanitaires, et, en cas de désaccord entre le Membre importateur et le Membre exportateur, ce dernier peut renvoyer le différend devant les organes juridictionnels de l'OMC. Selon l'Union européenne, un groupe spécial chargé d'une telle affaire a le devoir de procéder à une évaluation objective de la question dont il est saisi conformément à l'article 11 du Mémorandum d'accord.<sup>1264</sup>

7.929. La Russie fait valoir que l'Union européenne ne lui a pas démontré objectivement que les zones exemptes de PPA alléguées établies dans les quatre États membres de l'UE infectés "[étaient], et rester[aient] vraisemblablement, des zones exemptes de parasites ou de maladies" conformément à l'article 6:3 de l'Accord SPS.<sup>1265</sup> Selon elle, l'Union européenne n'a pas effectivement établi de zones de confinement concernant la PPA conformément aux directives de l'OIE et, de ce fait, n'a pas démontré que les régions exemptes de PPA "[étaient], et rester[aient] vraisemblablement, des zones exemptes de parasites ou de maladies", et les quatre États membres de l'UE affectés devraient être, dans leur intégralité, considérés comme étant infectés par la PPA.<sup>1266</sup> La Russie fait valoir que l'Union européenne n'a pas fourni en temps opportun des renseignements exhaustifs et exacts pertinents pour l'évaluation de ses zones et de ses mesures de lutte contre la PPA d'une manière incompatible avec l'article 6:3 de l'Accord SPS et l'article 5.3.7 du Code terrestre. Elle indique également que le cadre juridique de l'Union européenne est pertinent en théorie et est semblable à la législation russe, mais qu'il ne contient pas de renseignements sur l'efficacité des mesures de lutte contre la PPA qui y sont décrites ou la mesure dans laquelle elles ont été mises en œuvre.<sup>1267</sup> En outre, l'Union européenne n'a pas divulgué les plans de lutte nationaux à la Russie jusqu'en mars 2015 et mai 2015, bien qu'ayant admis que ces rapports contenaient des renseignements très pertinents.<sup>1268</sup>

#### 7.6.2.3.3.2 Critère juridique

7.930. Plus haut, dans la section 7.5.2.3.5.2, nous avons expliqué le critère juridique applicable à notre examen des allégations de l'Union européenne au titre de l'article 6:3 de l'Accord SPS. Comme il est expliqué plus loin, nous appliquerons le même critère juridique dans notre examen des allégations de l'Union européenne au titre de l'article 6:3 en ce qui concerne les interdictions d'importer les produits en cause en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne. Nous rappelons que cet examen avait trait à l'évaluation de ce que sont les preuves nécessaires pour démontrer objectivement à la fois que des zones exemptes de PPA existent et que ces zones resteront vraisemblablement exemptes de PPA. À notre avis, les différences dans la situation au regard de la PPA de chacun des quatre États membres de l'UE affectés, ainsi que dans le type de renseignements que l'Union européenne a fournis en ce qui concerne chacun de ses États membres affectés, justifient que nous examinions les renseignements fournis par l'Union européenne à la Russie séparément pour chacun des quatre États membres de l'UE affectés. Nous rappelons que certaines catégories de renseignements sont communes aux quatre États membres de l'UE affectés. Par conséquent, nous examinerons les catégories de renseignements communs

<sup>1262</sup> Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphes 218 et 219 à 232.

<sup>1263</sup> Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 236.

<sup>1264</sup> Réponse de l'Union européenne à la question n° 112 du Groupe spécial, paragraphes 219 et 220.

<sup>1265</sup> Première communication écrite de la Russie, paragraphe 236.

<sup>1266</sup> Première communication écrite de la Russie, paragraphe 237.

<sup>1267</sup> Observations de la Russie sur la réponse de l'Union européenne à la question n° 322 du Groupe spécial, paragraphe 193.

<sup>1268</sup> Voir la deuxième communication écrite de la Russie, paragraphes 58 à 77.

lorsque cela sera pertinent et nous signalerons quand nous procéderons à notre évaluation spécifique concernant chacun des quatre États membres de l'UE.

#### **7.6.2.3.3.3 Renseignements fournis par l'Union européenne à la Russie à compter de janvier 2014**

7.931. Plus haut, dans la section 7.5.2.3.5.3, nous rendons compte de façon détaillée, d'après ce qui a été versé au dossier, des renseignements que l'Union européenne a fournis à la Russie à compter de janvier 2014. Ces renseignements, ainsi que d'autres pièces pertinentes versées au dossier, sont la base de l'évaluation que nous effectuons pour déterminer si l'Union européenne a fourni à la Russie les preuves nécessaires afin de démontrer objectivement qu'il y a en Estonie, en Lituanie, en Lettonie et en Pologne des zones exemptes de PPA qui le resteront vraisemblablement. Nous procédons à cet examen dans la section suivante.

#### **7.6.2.3.3.4 Évaluation par le Groupe spécial des preuves fournies par l'Union européenne à la Russie**

##### ***Introduction***

7.932. Plus haut, au paragraphe 7.395, nous avons indiqué que, parmi les "preuves nécessaires" requises afin de "démontrer objectivement" le statut sanitaire d'une zone donnée, conformément à l'article 6:3 de l'Accord SPS, un Membre devait fournir des preuves concernant i) la géographie; ii) les écosystèmes; iii) la surveillance épidémiologique; iv) l'efficacité des contrôles sanitaires ou phytosanitaires; v) le degré de prévalence de maladies ou de parasites spécifiques; vi) l'existence de programmes d'éradication ou de lutte; et vii) les renseignements correspondant aux critères ou directives appropriés élaborés par les organisations internationales compétentes. Nous avons également noté qu'il s'agissait d'une liste exemplative et que ces éléments n'étaient pas cumulatifs. En outre, certains de ces éléments sont liés entre eux. Par exemple, il se peut que la géographie ne soit pas un facteur pertinent dans la dissémination de tous les parasites et maladies, et les programmes d'éradication et de lutte sont uniquement pertinents lorsque la présence d'une maladie particulière est connue dans une région. De même, le degré de prévalence d'une maladie spécifique ne peut être établi qu'au moyen de programmes de surveillance efficaces.

7.933. Nous rappelons que les catégories susmentionnées et le nombre de preuves qu'un Membre devrait présenter à l'appui du statut sanitaire d'une zone donnée devraient être déterminés au cas par cas. Par conséquent, avant d'examiner la mesure dans laquelle l'Union européenne a fourni des preuves concernant chacune de ces catégories, nous examinerons certains aspects pertinents pour le présent différend qui nous permettront d'indiquer de façon plus spécifique en l'espèce les ensembles de renseignements que l'Union européenne aurait dû fournir à la Russie afin de démontrer objectivement qu'il y avait des zones sur son territoire qui étaient exemptes de la PPA et le resteraient vraisemblablement.

7.934. Un aspect particulièrement pertinent pour ce qui est de savoir quelles catégories de preuves sont en rapport avec un différend particulier concerne la nature de la maladie et le type de caractéristiques dont un Membre exportateur a déclaré qu'elles existaient dans une zone de son territoire. L'Union européenne allègue qu'elle a démontré objectivement qu'une zone de son territoire était exempte de PPA et le resterait vraisemblablement.<sup>1269</sup> Dans la section 7.5.2.3.5.4, nous avons analysé les renseignements que l'Union européenne a fournis pour attester l'absence de PPA dans ces zones de son territoire en dehors de l'Estonie, de la Lettonie, de la Lituanie et de la Pologne (les États membres de l'UE affectés par des foyers de PPA pendant toute l'année 2014). Dans la présente section, nous axerons notre examen sur le caractère exempt de PPA, d'après les allégations, de certaines zones situées dans les États membres de l'UE affectés par la PPA.

7.935. La différence entre les approches est principalement fondée sur le champ d'application géographique distinct des mesures contestées. À notre avis, l'interdiction à l'échelle de l'UE, après l'imposition de l'interdiction d'importer les produits en cause en provenance d'Estonie, de Lituanie, de Lettonie et de Pologne, n'est pas applicable aux importations des produits en cause en provenance de ces territoires. Dans le même ordre d'idées, nous considérons que l'approche analytique la plus appropriée pour examiner la situation au 11 septembre 2014 consiste à

<sup>1269</sup> Déclaration liminaire de l'Union européenne à la deuxième réunion du Groupe spécial, paragraphes 46 à 54.

examiner séparément les "preuves nécessaires" que l'Union européenne aurait dû fournir à la Russie afin de "démontrer objectivement" qu'il y avait des zones dans ses quatre États membres affectés qui étaient exemptes de maladies et le resteraient vraisemblablement. Pour ce faire, nous tiendrons compte du fait que la présence de la PPA figure parmi les caractéristiques SPS de certaines parties des pays dans lesquels sont situées les zones à l'examen.

7.936. Nous rappelons que, d'après la définition d'une zone exempte de parasites ou de maladies énoncée au paragraphe 6 de l'Annexe A de l'Accord SPS,

[u]ne zone exempte de parasites ou de maladies peut entourer une zone, être entourée par une zone ou être adjacente à une zone – qu'il s'agisse d'une partie d'un pays ou d'une région géographique englobant des parties ou la totalité de plusieurs pays – dans laquelle il est connu qu'un parasite ou une maladie spécifique existe mais qui fait l'objet de mesures régionales de contrôle telles que l'établissement d'une protection, d'une surveillance et de zones tampons qui circonscriront ou éradiqueront le parasite ou la maladie en question.

7.937. Nous garderons cela à l'esprit en poursuivant notre examen du point de savoir si l'Union européenne a fourni à la Russie les preuves nécessaires afin de démontrer objectivement qu'il y avait des zones exemptes de PPA dans chacun de ses quatre États membres affectés et que ces zones resteraient vraisemblablement exemptes de cette maladie. En particulier, nous notons que, selon cette définition d'une zone exempte de maladies, la présence d'une maladie sur le territoire d'un pays n'implique pas l'impossibilité d'établir des zones exemptes de maladies qui entourent une zone, sont entourées par une zone ou sont adjacentes à une zone dans laquelle il est connu qu'une maladie spécifique existe mais qui fait l'objet de mesures de lutte.

7.938. Plus haut, au paragraphe 7.404, nous avons décrit le type de preuves que l'Union européenne devrait fournir à la Russie afin de démontrer deux aspects du statut sanitaire au regard de la PPA de zones de son territoire. Le premier type de preuves concerne le fait que ces zones soient exemptes de PPA. Le second concerne la probabilité que ces zones restent exemptes de PPA. Nous tirons de ces observations des indications pour la réalisation de notre évaluation de ce que sont les preuves nécessaires que l'Union européenne aurait dû fournir à la Russie afin de démontrer objectivement qu'il y a des zones exemptes de PPA, qui le resteraient vraisemblablement, sur le territoire de l'Estonie, de la Lettonie, de la Lituanie et de la Pologne.

7.939. Compte tenu de ce qui précède, nous considérons que l'Union européenne aurait dû fournir à la Russie des preuves nécessaires en ce qui concerne i) la géographie; ii) la surveillance épidémiologique de la PPA; iii) l'efficacité des contrôles sanitaires ou phytosanitaires concernant la PPA; iv) les écosystèmes, en particulier la présence de la PPA chez la faune sauvage et les schémas d'écologie du comportement de cette faune; v) le degré de prévalence de la PPA; et vi) l'existence de programmes d'éradication ou de lutte. De plus, les renseignements que l'Union européenne a fournis à la Russie concernant ces catégories devraient démontrer objectivement qu'il y avait des zones exemptes de PPA dans chacun des quatre États membres de l'UE affectés.

7.940. Plus haut, aux paragraphes 7.412 et 7.413, nous avons identifié les catégories de preuves nécessaires que l'Union européenne aurait dû fournir à la Russie afin de démontrer objectivement que les zones exemptes de PPA le resteraient vraisemblablement. Ces catégories comprennent les preuves nécessaires en ce qui concerne l'efficacité de ses mesures de lutte contre la PPA (y compris des renseignements sur leur efficacité concrète). À cette fin, nous examinerons les renseignements fournis concernant: i) le programme de surveillance; ii) l'analyse diagnostique; iii) les mesures de détection et de prise en charge précoces, y compris le contrôle des déplacements; et iv) l'éradication de la maladie.

7.941. Nous sommes conscients que les foyers de PPA se sont déclarés à des moments différents dans les quatre États membres de l'UE affectés. Nous rappelons que le premier foyer en Lituanie a été confirmé le 24 janvier 2014<sup>1270</sup>, le premier foyer en Pologne a été confirmé le

---

<sup>1270</sup> Communication du 24 janvier 2014: La peste porcine africaine (PPA) détectée chez deux sangliers en Lituanie, dans les régions de Salcininkai et de Varena, à la frontière avec le Bélarus (pièce EU-132). Voir aussi les cas de PPA dans l'Union européenne notifiés à l'OIE (pièce EU-118) et les données tirées de l'interface WAHIS de l'OIE, au 31 août 2015 (pièce RUS-296 révisée).



17 février 2014<sup>1271</sup>, le premier foyer en Lettonie a été confirmé le 26 juin 2014<sup>1272</sup> et le premier foyer en Estonie a été confirmé le 8 septembre 2014.<sup>1273</sup> Nous rappelons aussi notre observation concernant notre analyse de l'obligation de l'Union européenne au titre de l'article 6:3 s'agissant de l'interdiction à l'échelle de l'UE, selon laquelle nous examinerions l'obligation de l'Union européenne dans l'intervalle entre l'adoption de l'interdiction à l'échelle de l'UE et la date limite du 11 septembre 2014.<sup>1274</sup> Nous avons examiné chaque mesure individuellement. En outre, dans les circonstances particulières de la présente affaire et à la lumière des considérations temporelles que nous avons exposées plus haut<sup>1275</sup>, nous avons décidé de procéder à un examen composite et progressif des interdictions d'importer les produits en cause en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne. Lorsque cela sera pertinent, nous nous référerons à des renseignements particuliers se rapportant à chacun des quatre États membres de l'UE affectés.

***Évaluation des éléments de preuve communs concernant les zones exemptes de PPA dans les quatre États membres de l'UE affectés***

7.942. Le premier type de renseignements concerne la géographie. À notre avis, cette catégorie comprend les renseignements relatifs au lieu où les foyers de PPA se sont déclarés, ainsi qu'à toutes autres caractéristiques géographiques pertinentes des territoires dont il est allégué qu'ils sont exempts de PPA.

7.943. D'après les éléments de preuve versés au dossier, entre le 24 janvier et le 27 juin 2014, l'Union européenne a envoyé à la Mission permanente de la Russie à Bruxelles des communications faisant état de l'apparition de nouveaux foyers de PPA dans les États membres de l'UE affectés.<sup>1276</sup> L'Union européenne joignait habituellement à ces communications les rapports reçus des autorités vétérinaires nationales de l'État membre de l'UE concerné. La plupart de ces rapports comprenaient des renseignements géographiques détaillés concernant le lieu où les foyers s'étaient déclarés.

7.944. En outre, l'Union européenne a informé la Mission permanente de la Russie à Bruxelles des Décisions d'exécution de la Commission qui avaient été adoptées pour ajuster les zones de protection et de surveillance existantes en fonction de la portée géographique des nouveaux foyers qui s'étaient déclarés dans chacun des quatre États membres de l'UE affectés.<sup>1277</sup>

7.945. En pièce jointe à la lettre du 7 février 2014, l'Union européenne a fourni à la Russie l'avis scientifique de l'EFSA de 2010 sur la PPA. Ce document contient des renseignements pertinents pour la compréhension de la situation géographique des quatre États membres de l'UE affectés.<sup>1278</sup>

7.946. De plus, comme nous l'avons déjà expliqué<sup>1279</sup>, les autorités vétérinaires des États membres de l'UE déclarent toujours l'apparition de tout foyer à l'OIE afin que ces renseignements

<sup>1271</sup> Communication du 17 février 2014: Présence de peste porcine africaine (PPA) confirmée en Pologne chez un sanglier trouvé à 900 mètres de la frontière avec le Bélarus (pièce EU-136). Voir aussi les cas de PPA dans l'Union européenne notifiés à l'OIE (pièce EU-118) et les données tirées de l'interface WAHIS de l'OIE, au 31 août 2015 (pièce RUS-296 révisée). Le rapport à l'OIE indique que l'événement a commencé le 13 février 2014 et a été confirmé le 17 février 2014. Voir le rapport de suivi n° 6, référence de l'OIE: 15045, date du rapport: 31/03/2014, Pays: Pologne (pièce EU-152).

<sup>1272</sup> Communication du 26 juin 2014: Détection de la peste porcine africaine (PPA) en Lettonie (pièce EU-147). Voir aussi les cas de PPA dans l'Union européenne notifiés à l'OIE (pièce EU-118) et les données tirées de l'interface WAHIS de l'OIE, au 31 août 2015 (pièce RUS-296 révisée). Le rapport à l'OIE indique que l'événement a commencé le 25 juin 2014 et a été confirmé le 26 juin 2014. Voir le rapport de suivi n° 34, référence de l'OIE: 17579, date du rapport: 22/04/2015, pays: Lettonie (pièce EU-153).

<sup>1273</sup> Voir aussi les cas de PPA dans l'Union européenne notifiés à l'OIE (pièce EU-118) et les données tirées de l'interface WAHIS de l'OIE, au 31 août 2015 (pièce RUS-296 révisée). Le rapport à l'OIE indique que l'événement a commencé le 2 septembre 2014 et a été confirmé le 8 septembre 2014. Voir le rapport de suivi n° 43, référence de l'OIE: 17604, date du rapport: 28/04/2015, pays: Estonie (pièce EU-155).

<sup>1274</sup> Voir plus haut la section 7.3.6.

<sup>1275</sup> Voir plus haut la section 7.3.6.

<sup>1276</sup> Voir les pièces EU-132, EU-133, EU-134, EU-135, EU-136, EU-137, EU-138, EU-139, EU-140, EU-141, EU-142, RUS-30, EU-143, EU-144, EU-145, EU-146, EU-147, EU-148, EU-206, EU-186, EU-207, EU-208, EU-209, EU-210, EU-187, RUS-326, RUS-327, RUS-328, EU-177, EU-211 et EU-212.

<sup>1277</sup> Voir les pièces EU-33 à EU-44. Voir aussi plus loin l'appendice 1 pour une description des autres communications.

<sup>1278</sup> Avis scientifique de l'EFSA de 2010 (pièce EU-24).

<sup>1279</sup> Voir plus haut le paragraphe 7.425.



soient inclus dans les rapports de suivi hebdomadaires de la base de données WAHIS de l'OIE. Les renseignements publiés dans cette base de données comprennent des renseignements sur le lieu où les foyers déclarés sont apparus, ainsi que des cartes montrant l'emplacement de ces lieux.<sup>1280</sup>

7.947. L'Union européenne a également fourni au Groupe spécial et à la Russie, en tant que pièce jointe à sa première communication écrite, une compilation de cartes indiquant l'évolution de la situation au regard de la PPA dans l'Union européenne de 2007 à 2014.<sup>1281</sup> En outre, certains des autres éléments de preuve auxquels il est fait référence plus loin contiennent des renseignements pertinents sur la situation géographique dans les quatre États membres de l'UE affectés.<sup>1282</sup>

7.948. À notre avis, l'Union européenne a fourni de nombreuses preuves en ce qui concerne la situation géographique au regard de la maladie dans chacun de ses quatre États membres affectés. Ces renseignements comprenaient des mises à jour constantes permettant de comprendre la situation sur le terrain à mesure qu'elle évoluait.

7.949. Nous avons déjà examiné les preuves que l'Union européenne a fournies à la Russie en ce qui concerne la deuxième catégorie de renseignements, à savoir la surveillance épidémiologique de la PPA. Ces renseignements concernent i) le cadre juridique contenu dans les articles 3 et 18 de la Directive 2002/60/CE du Conseil; ii) le manuel de diagnostic de la PPA de l'Union européenne (contenu dans la Décision 2003/422/CE de la Commission); iii) une indication de la fiabilité des notifications que l'Union européenne a présentées par l'intermédiaire du système d'information WAHIS pour permettre de vérifier à tout moment la situation au regard de la PPA dans ses États membres; iv) les programmes de surveillance approuvés pour l'année 2013 concernant l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie et la Pologne; et v) une indication du type de surveillance active appliqué dans les zones à risques désignées en 2013 couvrant les quatre États membres de l'UE affectés.<sup>1283</sup> Après avoir examiné ces preuves, nous avons conclu que les explications et les renseignements fournis par l'Union européenne démontraient de façon suffisante que celle-ci disposait de mécanismes de suivi et de surveillance de la PPA appropriés. Pour renforcer encore cette conclusion, nous rappelons que l'Union européenne a complété les renseignements sur les enquêtes de suivi menées dans ses quatre États membres affectés tout au long de 2014, par les lettres qu'elle a adressées au FSVPS le 6 mars 2014<sup>1284</sup>, le 13 mars 2014<sup>1285</sup> et le 13 juin 2014.<sup>1286</sup>

7.950. La troisième catégorie de preuves a trait à l'efficacité des contrôles sanitaires ou phytosanitaires concernant la PPA. Pour ce qui est de cet ensemble de renseignements, nous avons déjà fait référence aux mesures que l'Union européenne a adoptées pour empêcher l'introduction de la PPA tant dans ses États membres affectés et que dans ses États membres non affectés.<sup>1287</sup> Ces mesures comprennent l'identification des porcins et le contrôle de leurs mouvements (en vertu de la Directive 2008/71/CE); des règlements applicables à l'alimentation des porcins en produits d'origine animale (y compris la prohibition de l'alimentation en eaux grasses); des limitations concernant le commerce intra-UE de porcins vivants; des mesures concernant l'introduction dans l'Union européenne de colis personnels contenant des produits d'origine animale; la surveillance et l'inspection de l'hygiène alimentaire, y compris des produits du porc et du sanglier; des règles spécifiques en cas de présence de la PPA dans des États membres de l'UE (énoncées dans la Directive 2002/60/CE du Conseil); et des mesures visant à atténuer le risque d'introduction de la PPA en provenance de pays voisins. Nous avons aussi noté que, outre ces mesures, l'Union européenne communiquait des renseignements concernant les plans d'urgence pour les maladies infectieuses et les audits de ces plans.<sup>1288</sup> Enfin, nous avons aussi

<sup>1280</sup> Voir les pièces EU-152 à EU-156.

<sup>1281</sup> Peste porcine africaine de 2007 à 2014, compilation de cartes de l'OIE par la Commission européenne ([http://ec.europa.eu/food/animal/diseases/docs/presentation\\_asf\\_en.pdf](http://ec.europa.eu/food/animal/diseases/docs/presentation_asf_en.pdf)) (pièce EU-21).

<sup>1282</sup> Voir par exemple les plans d'éradication pour l'Estonie (pièce EU-117), la Lettonie (pièce EU-116), la Lituanie (pièce EU-101) et la Pologne (pièce EU-102), qui ont été communiqués à la Russie au cours des premiers mois de 2015.

<sup>1283</sup> Voir plus haut les paragraphes 7.430 à 7.435.

<sup>1284</sup> Lettre de l'Union européenne à la Russie du 6 mars 2014, ARES(2014)601346, SANCO/G7/PD/mh/(2014)630598 (pièce EU-86).

<sup>1285</sup> Lettre de l'Union européenne à la Russie du 13 mars 2014, ARES(2014)709435, SANCO/G7/PD/mh/(2014)745829 (pièce EU-91).

<sup>1286</sup> Lettre de l'Union européenne à la Russie du 13 juin 2014, ARES(2014)1941949, SANCO/G7/PD/mh/(2014)2038505 (pièce EU-94).

<sup>1287</sup> Voir plus haut les paragraphes 7.422 à 7.425.

<sup>1288</sup> Voir plus haut le paragraphe 7.442.

noté que l'Union européenne avait tenu à clarifier des situations qui avaient suscité chez la Russie des préoccupations quant à la prévention de la PPA, et à remédier à ces situations.<sup>1289</sup>

7.951. Outre ces renseignements, l'Union européenne a fourni à la Russie des copies des plans d'urgence pour l'Estonie<sup>1290</sup>, la Lettonie<sup>1291</sup>, la Lituanie<sup>1292</sup> et la Pologne<sup>1293</sup> au moyen de la lettre du 21 mai 2014.<sup>1294</sup> La Russie conteste l'utilité de ces plans, faisant valoir qu'ils ne s'appliquent pas exclusivement à la PPA mais aussi à d'autres maladies infectieuses, et qu'ils ne sont pas actualisés.<sup>1295</sup> De plus, la Russie estime que la teneur des mesures de lutte décrites dans les plans d'urgence est inadéquate car ces mesures ne font pas référence à une stratégie de réduction concernant les sangliers ni à une stratégie d'élimination/de réduction concernant les fermes artisanales.<sup>1296</sup> Elle conteste aussi l'utilité de ces plans car ils ne prouvent pas que les mesures soient mises en œuvre en temps utile et d'une manière complète et efficace en cas d'apparition d'un foyer de PPA.<sup>1297</sup> À cet égard, elle appelle l'attention sur les rapports d'audit de l'Union européenne elle-même concernant l'état de préparation des pays à la mise en œuvre des plans d'urgence, qui suscitent un doute profond quant à l'état de préparation des services vétérinaires et à leur capacité de mettre en œuvre les mesures énoncées dans les plans d'urgence.<sup>1298</sup> Malgré cette objection, à notre avis, ces documents indiquent clairement les mesures qui seraient appliquées dans chacun des quatre États membres de l'UE affectés en cas d'apparition d'un foyer de PPA. En outre, en ce qui concerne la Lituanie, l'Union européenne a communiqué des renseignements à l'appui des ordres juridiques au niveau national prescrivant l'application de ces mesures.<sup>1299</sup> Bien que cela puisse être utile pour étayer encore l'efficacité des mesures de lutte en Estonie, en Lettonie et en Pologne, nous ne considérons pas que la fourniture de renseignements similaires pour ces trois États membres de l'UE soit essentielle compte tenu de l'échange de renseignements général à cet égard.

7.952. La Russie conteste l'efficacité des mesures de lutte que l'Union européenne a mises en place. Son principal argument est que, du fait de l'apparition continue de foyers de PPA et de la dissémination géographique de ces foyers sur le territoire des quatre États membres de l'UE affectés, ainsi que de la redéfinition continue des cantons de zones infectées et des nombreux foyers apparus en dehors de ces zones, les mesures de lutte de l'Union européenne sont inefficaces.<sup>1300</sup> La Russie examine ces mesures d'après les observations que ses experts ont formulées tout au long de 2014 au sujet de leur scepticisme quant aux résultats positifs que les mesures de l'Union européenne pourraient produire. À son avis, le système de l'Union européenne est inadéquat.<sup>1301</sup>

7.953. À notre avis, les experts consultés par le Groupe spécial ont donné une explication utile de la meilleure manière d'envisager la situation actuelle dans la région d'Europe orientale. Ils ont noté qu'il était très difficile de lutter contre la PPA et de l'éradiquer en raison de sa nature très contagieuse et virulente, et de sa présence chez les sangliers. Dans ce contexte, ils ont indiqué qu'il était très difficile de lutter contre la PPA.<sup>1302</sup> Dans ces circonstances, il nous est difficile

<sup>1289</sup> Voir plus haut le paragraphe 7.443.

<sup>1290</sup> Code de conduite pour la lutte contre la peste porcine africaine en Estonie, 11 avril 2013 (pièce EU-77).

<sup>1291</sup> Plan de la République de Lettonie visant à lutter contre les maladies animales infectieuses très dangereuses, 28 février 2013 (pièce EU-76).

<sup>1292</sup> Plan d'urgence de la Lituanie pour la peste porcine classique (PPC) et la peste porcine africaine (PPA), 30 décembre 2011 (pièce EU-74).

<sup>1293</sup> Plan d'urgence vétérinaire de la Pologne pour la peste porcine africaine, janvier 2014 (pièce EU-75).

<sup>1294</sup> Lettre de l'Union européenne à la Russie du 21 mai 2014, ARES(2014)1658269, SANCO/G6/AB(2014)1782253 (pièce EU-92).

<sup>1295</sup> Voir les observations de la Russie sur la réponse de l'Union européenne à la question n° 322 du Groupe spécial, paragraphe 198.

<sup>1296</sup> Voir la réponse de la Russie à la question n° 322 du Groupe spécial, paragraphes 293 à 298.

<sup>1297</sup> Réponses de la Russie à la question n° 322 du Groupe spécial, paragraphe 292.

<sup>1298</sup> Réponses de la Russie à la question n° 322 du Groupe spécial, paragraphes 299 à 310.

<sup>1299</sup> Arrêté n° B1-49 du 24 janvier 2014 sur les mesures visant à lutter contre la peste porcine africaine (pièce EU-71) et Arrêté n° B1-60 du 30 janvier 2014 sur l'abattage des porcs dans le cadre des mesures visant à prévenir la dissémination de la peste porcine africaine (pièce EU-72).

<sup>1300</sup> Déclaration liminaire de la Russie à la deuxième réunion du Groupe spécial, paragraphes 8 à 29.

<sup>1301</sup> Réponse de la Russie à la question n° 279 du Groupe spécial, paragraphe 137.

<sup>1302</sup> Professeur Penrith, paragraphe 1.195 du procès-verbal; Dr Brückner, paragraphe 1.196 du procès-verbal; Dr Thomson, paragraphe 1.198 du procès-verbal; et Dr Thiermann, paragraphe 1.199 du procès-verbal.

d'évaluer l'efficacité des mesures exclusivement sur la base de l'étendue de la dissémination de la maladie après l'apparition des foyers initiaux. Étant donné que le présent différend concerne des mesures imposées par la Russie en 2014, il ne nous semble pas approprié de nous reposer seulement sur un examen effectué rétrospectivement. Ainsi, nous examinons et prenons en considération la structure et la conception des mesures de lutte, ainsi que le reste des preuves nécessaires pertinentes, y compris le degré de prévalence de la maladie, afin d'examiner le respect, par l'Union européenne, de son obligation au titre de l'article 6:3. Nous attachons une importance particulière à ces considérations dans le contexte de notre évaluation du point de savoir si l'Union européenne a fourni à la Russie les preuves nécessaires afin de démontrer objectivement que les zones exemptes de PPA situées dans chacun de ses quatre États membres affectés resteraient vraisemblablement exemptes de cette maladie.

7.954. Le type de preuves suivant que nous estimons nécessaire pour que l'Union européenne démontre objectivement que certaines zones de ses quatre États membres affectés sont exemptes de PPA concerne les écosystèmes pertinents. Le premier aspect que nous examinerons à cet égard est le point de savoir s'il est connu que la PPA n'existe pas chez la faune sauvage dans les zones dont il est allégué qu'elles sont exemptes de cette maladie.

7.955. Les éléments de preuve versés au dossier indiquent que des foyers de PPA dans les quatre États membres de l'UE affectés se sont déclarés chez des sangliers.<sup>1303</sup> À notre avis, il s'agit d'un facteur de risque qui doit être pris en considération à la lumière des renseignements que nous avons examinés en ce qui concerne l'écologie du comportement des sangliers. À cet égard, nous avons noté que l'avis scientifique de l'EFSA de 2010 sur la PPA indiquait ce qui suit: "les sangliers ne migrent pas, tout du moins selon la définition classique de la migration. On enregistre quelques mouvements saisonniers de courte portée, mais toujours à l'intérieur du site d'habitat des individus, qui varie entre 20 et 100 km<sup>2</sup>. Les infections peuvent toutefois se propager entre des régions plus étendues lorsqu'il existe une continuité dans la distribution géographique des sangliers, comme cela a été observé pour la PPC (EFSA, 2009c). À cet égard, l'Ukraine (Crimée), la Pologne et la Roumanie peuvent être exposées à un risque en raison de la distribution continue et de la densité élevée chez les sangliers. Il peut également exister d'éventuels corridors reliant les zones russes infectées et la Lituanie ou la Lettonie. En l'absence de sangliers ou lorsque les barrières naturelles/artificielles empêchent un contact direct entre les populations infectées et les populations sensibles, les infections disparaissent généralement de façon spontanée (Artois *et al.*, 2002); pour la PPA, ce schéma a été observé en Sardaigne uniquement (Firinù et Scarano, 1988)".<sup>1304</sup> Cela a encore été confirmé au moyen de l'explication fournie en pièce jointe de la lettre adressée par la DG SANCO au FSVPS le 13 juin 2014, dans laquelle l'Union européenne a expliqué les critères utilisés pour délimiter les frontières des zones infectées/exemptes de maladies/à haut risque sur le territoire de la Pologne et de la Lituanie.<sup>1305</sup> Les experts auprès du Groupe spécial ont confirmé le fondement scientifique de ces renseignements.<sup>1306</sup>

7.956. Une autre catégorie importante de renseignements à prendre en considération a trait à la prévalence de la maladie. L'Union européenne a communiqué à la Russie des renseignements quasi-quotidiens concernant tous les nouveaux foyers de PPA apparus dans ses quatre États membres affectés. Chaque fois que ces renseignements n'ont pas été directement mis à disposition, ils ont été fournis par l'intermédiaire des rapports d'information que chaque État membre de l'UE a présentés à l'OIE pour publication dans la base de données WAHIS. Ces renseignements, ainsi que les estimations de la population de sangliers dans les quatre États membres de l'UE affectés communiquées par l'Union européenne à la Russie, permettraient à celle-ci de connaître le degré de prévalence de la PPA sur le territoire des quatre États membres de l'UE affectés.<sup>1307</sup>

7.957. Le dernier type de renseignements que nous examinerons concerne l'existence de programmes d'éradication ou de lutte concernant la PPA. D'après le cadre juridique général de l'Union européenne concernant cette maladie, après l'apparition d'un foyer de PPA, les États membres de l'UE devraient faire en sorte que des programmes d'éradication et de lutte soient mis

<sup>1303</sup> Pig Progress, "New ASF outbreak in Belgorod Oblast, Russia", 11 juin 2014 (RUS-118).

<sup>1304</sup> Avis scientifique de l'EFSA de 2010 (pièce EU-24), page 29.

<sup>1305</sup> Lettre de l'Union européenne à la Russie du 13 juin 2014, ARES(2014)1941949, SANCO/G7/PD/mh(2014)2038505 (pièce EU-94), page 4.

<sup>1306</sup> Voir plus haut la note de bas de page 632.

<sup>1307</sup> Voir plus haut la note de bas de page 584.

en place. Cependant, comme il est expliqué plus loin, l'Union européenne n'a pas communiqué à la Russie les programmes d'éradication de la PPA approuvés pour l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie et la Pologne avant mars et mai 2015. Au cours de la présente procédure, la Russie a reconnu que ces programmes comportaient des renseignements utiles pour étayer une allégation selon laquelle certaines zones étaient exemptes de PPA et le resteraient vraisemblablement.<sup>1308</sup> Elle fait également valoir que l'Union européenne ne lui a pas auparavant fourni le type de renseignements qui figurent dans les plans d'éradication de la Lituanie, de la Pologne, de la Lettonie et de l'Estonie, spécifiquement en ce qui concerne les frontières des zones initiales de la Lituanie.<sup>1309</sup>

7.958. L'article 16 de la Directive 2002/60/CE du Conseil<sup>1310</sup> prescrit aux États membres de l'UE de présenter à la Commission, dans un délai de 90 jours à compter de la confirmation d'un cas primaire de PPA chez des sangliers, un plan écrit concernant les mesures prises pour éradiquer la maladie chez les sangliers. Ce plan doit contenir une description des mesures prises pour éradiquer la maladie chez les sangliers dans la zone infectée et des mesures appliquées aux exploitations porcines dans la zone infectée susmentionnée. Conformément à l'article 16, la Commission européenne examinera alors le plan afin de déterminer s'il permet d'atteindre les objectifs souhaités. Le plan, le cas échéant modifié, sera approuvé conformément à la procédure de réglementation accélérée visée à l'article 24, paragraphe 2, de la Directive 2002/60/CE du Conseil.

7.959. En réponse aux questions du Groupe spécial, l'Union européenne a indiqué que la Lituanie avait initialement présenté son plan d'éradication à la Commission européenne le 22 avril 2014; la Pologne le 14 mai 2014; la Lettonie le 26 septembre 2014, et l'Estonie le 12 décembre 2014.<sup>1311</sup> La Commission européenne a formellement approuvé les plans présentés par la Décision 2014/442 du 7 juillet 2014 (Lituanie et Pologne)<sup>1312</sup> et par la Décision 2015/570 du 7 avril 2015 (Estonie et Lettonie).<sup>1313</sup> La Pologne a présenté une modification du plan, qui a été formellement acceptée au moyen d'une lettre le 24 novembre 2014.<sup>1314</sup>

7.960. Le Groupe spécial note cependant avec perplexité que l'Union européenne a envoyé les plans d'éradication polonais et lituanien à la Russie le 24 mars 2015<sup>1315</sup> seulement; les plans estonien et letton ont été communiqués à la Russie dans le contexte des réponses de l'Union européenne aux réponses du Groupe spécial le 19 mai 2015.<sup>1316</sup> L'Union européenne ne donne pas d'explication concernant le retard avec lequel les plans lituanien et polonais ont été envoyés et explique que les plans estonien et letton n'ont pas été envoyés à ce moment-là (en mars 2015) car ils n'avaient pas encore été formellement approuvés.<sup>1317</sup> Il n'y a pas eu non plus d'explication concernant le retard avec lequel les divers plans d'éradication ont été approuvés, en particulier celui qui a été présenté par la Lettonie.

7.961. Le Groupe spécial sait que l'élaboration d'un plan d'éradication, bien que prescrite par la législation de l'Union européenne, n'est pas nécessairement requise pour qu'il soit reconnu qu'une zone est exempte d'un parasite ou d'une maladie et le restera vraisemblablement. L'article 6:1 fait référence, entre autres choses, à l'existence de programmes d'éradication ou de lutte, et nous sommes conscients que de nombreuses maladies animales, surtout celles qui affectent la faune sauvage, peuvent être impossibles à éradiquer complètement. Cependant, l'existence de programmes de lutte efficaces devrait néanmoins permettre d'établir des zones exemptes de maladies.

7.962. En l'espèce, étant donné que des plans d'éradication ont bien été élaborés pour les quatre États membres de l'UE affectés, le Groupe spécial a examiné chacun d'entre eux pour déterminer

<sup>1308</sup> Observations de la Russie sur la réponse de l'Union européenne à la question n° 236 du Groupe spécial, paragraphes 59 et 60.

<sup>1309</sup> Deuxième communication écrite de la Russie, paragraphe 67.

<sup>1310</sup> Directive du Conseil du 27 juin 2002, 2002/60/CE (pièce EU-31).

<sup>1311</sup> Réponse de l'Union européenne à la question n° 19 du Groupe spécial.

<sup>1312</sup> Pièces EU-50, EU-101 et EU-102.

<sup>1313</sup> Pièces EU-103, EU-116 et EU-117.

<sup>1314</sup> Lettre du 4 novembre 2014, ARES(2014)3660850 (pièce EU-129).

<sup>1315</sup> Lettre du 24 mars 2015 adressée par l'UE à la Russie, ARES(2015)1284836 (pièce RUS-154). Voir aussi les pièces RUS-167, EU-101 et EU-102.

<sup>1316</sup> Eradication plan for African swine fever in wild boar in Latvia (pièce EU-116) et Plan for the eradication of African swine fever from feral pig population in Estonia (pièce EU-117).

<sup>1317</sup> Voir la réponse de l'Union européenne à la question n° 19 du Groupe spécial.

dans quelle mesure ils fournissent des preuves qui n'ont pas été mises à la disposition de la Russie auparavant et qui lui auraient été nécessaires pour évaluer si l'Union européenne pouvait démontrer que des zones de chacun de ces quatre États membres de l'UE étaient exemptes de PPA. Comme il est expliqué en détail plus loin pour chaque État membre de l'UE affecté, il ressort de cet examen que, bien que ces plans d'éradication fournissent des renseignements d'une manière plus organisée et plus facilement accessible, ils ne contiennent généralement pas de renseignements qui n'aient pas déjà été fournis par l'Union européenne à la Russie.

7.963. Sur la base de ce qui précède, nous considérons que l'Union européenne a fourni à la Russie les preuves nécessaires afin de démontrer objectivement que, à un moment déterminé dans le temps, il y avait des zones exemptes de PPA dans chacun de ses quatre États membres affectés.

7.964. Par contre, il est plus difficile pour le Groupe spécial de déterminer si les renseignements fournis par l'Union européenne étaient suffisants pour démontrer objectivement que les zones exemptes de la maladie dans chacun de ses quatre États membres affectés le "rester[aient] vraisemblablement". Comme nous l'avons indiqué plus haut<sup>1318</sup>, notre évaluation de cette question sera axée sur le point de savoir si, outre les preuves nécessaires pour démontrer objectivement qu'il y avait des zones exemptes de PPA dans chacun des États membres de l'UE affectés, l'Union européenne a fourni à la Russie les preuves nécessaires quant à l'efficacité de ses mesures de lutte.

7.965. Nous savons que nous devons fonder notre décision sur les renseignements que l'Union européenne avait fournis à la Russie au 11 septembre 2014. Les deux parties ont fourni des renseignements concernant des cas de PPA ultérieurs dans les quatre États membres de l'UE affectés jusqu'au second semestre de 2015, mais ni l'une ni l'autre ne pouvait savoir, en septembre 2014, quelle serait la situation près d'un an plus tard. De plus, aucun groupe spécial antérieur n'a examiné de plainte déposée alors que sévissait un foyer actif d'une maladie très contagieuse et que la situation continuait d'évoluer rapidement.

7.966. Dans notre analyse du cadre temporel que le Groupe spécial doit respecter, nous avons expliqué que nous sommes en droit de soupeser les éléments de preuve antérieurs et postérieurs à l'établissement du Groupe spécial.<sup>1319</sup> De plus, conformément à notre devoir d'examiner la totalité des éléments de preuve versés au dossier afin de procéder à une évaluation objective de la question dont nous sommes saisis<sup>1320</sup>, et étant donné l'importance des événements ultérieurs dans le contexte du présent différend, nous examinerons les éléments de preuve versés au dossier qui sont postérieurs à l'établissement du Groupe spécial.

7.967. À notre avis, l'un des plus grands défis dans le contexte des foyers de PPA dans les quatre États membres de l'UE affectés est l'évolution constante de la situation et l'expansion fréquente des zones de protection et des zones de surveillance.<sup>1321</sup> L'Union européenne a expliqué que cela

<sup>1318</sup> Voir plus haut les paragraphes 7.939 à 7.941.

<sup>1319</sup> Voir plus haut le paragraphe 7.177 (faisant référence au rapport de l'Organe d'appel CE – *Certaines questions douanières*, paragraphe 188).

<sup>1320</sup> Voir par exemple les rapports de l'Organe d'appel CE – *Hormones*, paragraphe 133; *Japon – Pommes*, paragraphe 221; CE – *Amiante*, paragraphe 161; *Australie – Saumons*, paragraphe 266; CE – *Linge de lit (article 21:5 – Inde)*, paragraphes 170, 177 et 181; CE – *Sardines*, paragraphe 299; CE – *Accessoires de tuyauterie*, paragraphe 125; *Japon – Produits agricoles II*, paragraphes 141 et 142; *Corée – Produits laitiers*, paragraphe 138; *Corée – Boissons alcooliques*, paragraphes 161 et 162; *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères*, paragraphe 313; *États-Unis – Jeux*, paragraphe 363; CE – *Certaines questions douanières*, paragraphe 258; *États-Unis – Acier au carbone*, paragraphe 142; et *Brésil – Pneumatiques rechapés*, paragraphe 185.

<sup>1321</sup> Voir les pièces EU-119, EU-120, EU-121, EU-33 à EU-44, et RUS-297 (révisée). Nous rappelons que, dans l'article 9 de la Directive 2002/60/CE du Conseil (pièce EU-31), les zones infectées sont appelées "zones de protection" et les zones tampons sont appelées "zones de surveillance", dans lesquelles des foyers de PPA se sont déclarés dans des élevages de porcs domestiques. L'article 15 de la Directive 2002/60/CE du Conseil (pièce EU-31) prévoit l'établissement de mesures de lutte contre la maladie, y compris l'établissement de zones de protection et de surveillance. Tout au long du rapport, nous appelons: "zones infectées" les zones dans lesquelles des foyers de PPA se sont déclarés et que la législation de l'UE a identifiées comme des zones de protection; "zones tampons" les zones appelées "zones de surveillance" dans la législation de l'UE; et "zones exemptes de PPA" les zones dans lesquelles la PPA n'a pas été notifiée, qui ne sont ni des zones infectées ni des zones tampons. Nous notons par ailleurs que, après la publication de la Décision d'exécution 2014/178/UE de la Commission (pièce EU-37) le 27 mars 2014, les zones de protection situées dans les États

ne posait aucun problème car le système de lutte contre la PPA appliqué sur son territoire était conçu pour s'adapter continuellement afin de garder une longueur d'avance sur la maladie.<sup>1322</sup> Elle a indiqué que, chaque fois qu'un foyer se déclarait à proximité ou à l'intérieur de la zone tampon (qui est exempte de PPA), cette zone était élargie davantage de manière à garantir une marge de sécurité autour de la zone désignée comme étant exempte de PPA. Cet avis est, dans une certaine mesure, approuvé par le Dr Brückner, qui a décrit le processus d'adaptation des mesures à la dissémination de la PPA.<sup>1323</sup> À notre avis, la fourniture de renseignements dans ce contexte devrait être détaillée et efficace. Autrement, il serait très difficile de considérer que ces preuves correspondent à ce qui est nécessaire pour démontrer objectivement qu'il y a des zones exemptes de PPA qui le resteront vraisemblablement.

7.968. Ayant ces considérations à l'esprit, nous allons examiner si l'Union européenne a fourni à la Russie les preuves nécessaires afin de démontrer objectivement que les zones exemptes de PPA situées dans chacun de ses quatre États membres affectés resteraient vraisemblablement exemptes de cette maladie. Nous allons examiner cette question pour chacun des quatre États membres de l'UE affectés, en suivant l'ordre chronologique d'apparition des foyers (à savoir: Lituanie, Pologne, Lettonie et Estonie).

***Évaluation des preuves que l'Union européenne a fournies à la Russie afin de démontrer objectivement que les zones exemptes de PPA en Lituanie le resteraient vraisemblablement***

7.969. Nous allons maintenant examiner la mesure dans laquelle l'Union européenne a fourni à la Russie les preuves nécessaires afin de démontrer objectivement que les zones exemptes de PPA en Lituanie le resteraient vraisemblablement. Comme nous l'avons indiqué plus haut au paragraphe 7.940, les preuves les plus importantes pour démontrer qu'une zone exempte de maladies le restera vraisemblablement ont trait à l'efficacité des mesures de lutte. Nous prendrons donc en considération les preuves fournies quant à l'efficacité des mesures de lutte appliquées en Lituanie. À cette fin, nous examinerons les renseignements fournis concernant: i) le programme de surveillance; ii) l'analyse diagnostique; iii) les mesures de détection et de prise en charge précoces; et iv) l'éradication de la maladie. Pour ce faire, nous examinerons les renseignements que l'Union européenne a fournis à la Russie, y compris ceux qui figurent dans le plan d'éradication de la Lituanie. Nous déterminerons quelle part des renseignements qui y figurent avait déjà été fournie par l'Union européenne à la Russie. En procédant à cet examen, nous nous centrerons sur l'examen des preuves nécessaires que l'Union européenne a fournies à la Russie quant à l'efficacité des mesures de lutte en Lituanie. Nous examinerons également les foyers qui sont apparus dans ce pays après janvier 2014 et jusqu'à l'établissement du Groupe spécial le 22 juillet 2014, ainsi que la situation ultérieure. Notre examen de cette question est par ailleurs éclairé par notre analyse concernant les catégories de preuves nécessaires que nous avons examinées dans la section précédente pour déterminer si l'Union européenne avait démontré objectivement l'existence de zones exemptes de PPA dans ses quatre États membres affectés.

7.970. Notre examen de la documentation fournie par l'Union européenne à la Russie montre que des renseignements concernant les cas initiaux et leur emplacement ont été fournis à la Russie le 24 janvier 2014, le jour même où la présence de la maladie a été confirmée.<sup>1324</sup> La Russie a été informée de l'établissement de zones de contrôle, comprenant la zone infectée, et des mesures appliquées dans chacune de ces zones pour lutter contre la dissémination de la PPA,

---

membres de l'UE affectés ont été divisées en deux catégories, l'une concernant la population de porcs domestiques et de sangliers (porcs sauvages), appelée "partie III", et l'autre concernant uniquement la population de sangliers, appelée "partie II". Les zones de surveillance ont été identifiées comme "partie I". Le 9 octobre 2014, la Décision d'exécution 2014/709/UE de la Commission (pièce EU-44) a établi une distinction additionnelle relative aux zones concernant la population de porcs domestiques et de sangliers (partie III selon la Décision d'exécution 2014/178/UE de la Commission) entre les zones dans lesquelles la situation épidémiologique s'est stabilisée et la maladie est devenue endémique, appelées désormais "partie IV", et celles dans lesquelles la situation reste dynamique et l'évolution est incertaine, appelée désormais "partie III".

<sup>1322</sup> Voir la réponse de l'Union européenne à la question n° 19 du Groupe spécial.

<sup>1323</sup> Réponse du Dr Brückner à la question orale n° 7 du Groupe spécial, procès-verbal, paragraphe 1.196.

<sup>1324</sup> Communication du 24 janvier 2014: La peste porcine africaine (PPA) détectée chez deux sangliers en Lituanie, dans les régions de Salcininkai et Varena, à la frontière avec le Bélarus (pièce EU-132).

le 27 janvier 2014.<sup>1325</sup> D'autres renseignements ayant trait à la stratégie de surveillance et d'échantillonnage, ainsi qu'aux mesures de protection prises en Lituanie, ont été fournis à la Russie le 7 février 2014.<sup>1326</sup> Des rapports sur les mesures d'intervention d'urgence de la Lituanie ont également été présentés en février et mars 2014, et le plan d'urgence ainsi que d'autres renseignements sur la surveillance, l'éradication et le suivi ont été communiqués en avril, mai et juin 2014.<sup>1327</sup>

7.971. Comme nous l'avons noté plus haut<sup>1328</sup>, le plan d'éradication de la PPA pour la Lituanie<sup>1329</sup> a été approuvé en juillet 2014, mais communiqué à la Russie en mars 2015 seulement. Le Groupe spécial relève que ce plan: i) contient une chronologie des événements et rappelle les prescriptions juridiques de l'UE imposant d'élaborer un plan d'éradication; ii) décrit les enquêtes épidémiologiques menées et les diverses hypothèses concernant la source d'introduction du virus de la PPA; iii) définit les zones infectées et les zones à risque; iv) décrit les programmes de surveillance et les mesures préventives applicables aux sangliers; et v) décrit les programmes de surveillance et les mesures préventives applicables aux exploitations porcines dans les zones infectées et les zones à risque.

7.972. Même si la communication sans délai du plan d'éradication lituanien aurait pu faciliter l'évaluation, par la Russie, du point de savoir si une zone exempte de la maladie avait effectivement été établie et maintenue dans ce pays, un examen attentif du contenu de ce plan révèle que la plupart des renseignements qu'il contient avaient déjà été mis à la disposition de la Russie au moyen de diverses communications et de leurs pièces jointes respectives. Nous n'avons pu relever, dans le plan d'éradication, aucun renseignement significatif qui n'ait pas été mis à la disposition de la Russie auparavant.

7.973. En examinant les différentes catégories de renseignements fournis à la Russie, nous observons que, même avant l'apparition du premier foyer en Pologne, l'Union européenne avait présenté à la Russie, le 7 février 2014, un rapport de synthèse sur les activités de surveillance de la PPA mises en œuvre en Lituanie, en Pologne, en Lettonie et en Estonie.<sup>1330</sup> Ce rapport porte sur la période allant du 1<sup>er</sup> novembre 2013 au 28 janvier 2014 et contient des renseignements relatifs à la surveillance effectuée sur la base d'un échantillonnage réalisé sur des sangliers et des porcins domestiques.

7.974. Nous avons déjà examiné, plus haut, les renseignements que l'Union européenne a fournis à la Russie afin de démontrer objectivement l'existence de zones exemptes de PPA. Nous avons

<sup>1325</sup> Décision d'exécution de la Commission 2014/43/UE du 27 janvier 2014 concernant certaines mesures provisoires de protection contre la peste porcine africaine en Lituanie, J.O. L 26, page 44 (pièce EU-33), (communication du 24 janvier 2014: La peste porcine africaine (PPA) détectée chez deux sangliers en Lituanie, dans les régions de Salcininkai et Varena, à la frontière avec le Bélarus (pièce EU-132) et communication du 27 janvier 2014: Peste porcine africaine (PPA) en Lituanie. Mesures provisoires de protection (pièce EU-133).

<sup>1326</sup> *African swine fever in Lithuania*, exposé du Service national de l'alimentation et des questions vétérinaires de la Lituanie, 6-7 février 2014 (pièce EU-66), Arrêté n° B1-49 du 24 janvier 2014 sur les mesures visant à lutter contre la peste porcine africaine (pièce EU-71(b)), et Arrêté n° B1-60 du 30 janvier 2014 sur l'abattage des porcins dans le cadre des mesures visant à prévenir la dissémination de la peste porcine africaine (pièce EU-72).

<sup>1327</sup> Plan d'urgence de la Lituanie pour la peste porcine classique (PPC) et la peste porcine africaine (PPA), 30 décembre 2011 (pièce EU-74), rapport final d'un audit effectué en Lituanie du 27 février au 2 mars 2012 afin d'évaluer les mesures prises à l'occasion de l'apparition récente de foyers de peste porcine classique et les plans d'intervention contre les épizooties, SANCO 2012-6386; (pièce EU-79); Annexe, réponse des autorités compétentes de la Lituanie aux recommandations figurant dans le rapport DG(SANCO)/2012-6386-MR sur un audit effectué du 27 février au 2 mars 2012, plan d'intervention actualisé reçu le 9 octobre 2012 (pièce EU-234); Réponse des autorités compétentes de la Lituanie aux recommandations figurant dans le rapport DG(SANCO)/2012-6386-MR sur un audit effectué du 27 février au 2 mars 2012, plan d'intervention reçu le 14 mai 2012 (pièce EU-235), *Veterinary Control Programme on African swine fever early detection in Lithuania and Belarus in 2014, 2013* (pièce EU-238); et Commission européenne, *Final Report of an Audit Carried out in Lithuania from 14 to 16 April 2014 in order to evaluate the implementation of animal health controls in relation to African Swine Fever* (Rapport sur l'audit vétérinaire de l'UE de 2014 concernant la Lituanie, 14-16 avril 2014) (pièce RUS-69).

<sup>1328</sup> Voir plus haut les paragraphes 7.959 et 7.960.

<sup>1329</sup> Plan d'éradication de la peste porcine africaine chez les porcins sauvages dans certaines zones de la Lituanie (communiqué à la Russie le 24 mars 2015) (pièce EU-101) et Plan d'éradication de la peste porcine africaine (PPA) chez les sangliers dans le sud de la Lituanie, juin 2014 (pièce RUS-156).

<sup>1330</sup> Pièces EU-62 et EU-63.



conclu que, au mois de juillet 2014, l'Union européenne avait fourni à la Russie les preuves nécessaires afin de démontrer objectivement qu'il y avait des zones exemptes de PPA en Lituanie. S'agissant, en particulier, des renseignements concernant l'efficacité des contrôles sanitaires établis en Lituanie, nous avons examiné les renseignements concernant l'évolution de la PPA en Lituanie, du premier cas en janvier 2014 jusqu'au moment de l'établissement du Groupe spécial, le 22 juillet 2014.<sup>1331</sup> Durant cette période, après l'apparition du premier foyer de PPA en Lituanie, des cas ultérieurs ne se sont déclarés que dans la zone désignée comme étant infectée ou dans la zone tampon qui l'entourait directement. Il apparaîtrait donc que, jusqu'au 22 juillet 2014, l'Union européenne avait effectivement démontré que la zone désignée comme étant exempte de PPA en Lituanie resterait exempte de la maladie.<sup>1332</sup> Il apparaîtrait que, au moment de l'établissement du Groupe spécial, l'Union européenne avait effectivement démontré l'efficacité des mesures de lutte pour ce qui est de faire en sorte que la zone de la Lituanie qui était exempte de PPA le resterait. Cependant, nous rappelons que nous sommes convenus de prendre en considération les renseignements que les parties avaient fournis jusqu'en septembre 2014.

7.975. Le Groupe spécial est conscient que, immédiatement après son établissement, le 24 juillet 2014, un nouveau foyer s'est déclaré dans une partie de la Lituanie qui n'avait aucun rapport avec les premiers cas et les premières zones, dans une zone située en dehors des zones infectées et des zones tampons établies par la Décision d'exécution 2014/178/UE de la Commission du 27 mars 2014.<sup>1333</sup> Ce foyer s'est déclaré dans un grand élevage de porcs domestiques (19 411 porcs)<sup>1334</sup>, ce qui pourrait susciter des préoccupations quant à l'efficacité des programmes de lutte et de prévention. En réponse à l'apparition de ce foyer, l'Union européenne a publié la Décision d'exécution 2014/502/UE de la Commission du 24 juillet 2014 élargissant les zones infectées et les zones tampons.<sup>1335</sup> Nous rappelons également que les experts ont indiqué que l'on pouvait s'attendre à ce qu'il y ait d'autres cas de PPA chez les porcs sauvages et d'autres foyers dans des élevages domestiques, et le cas échéant, cela n'équivalait pas à un échec des mesures de lutte contre la PPA.<sup>1336</sup> Les experts ont aussi indiqué que, tant que les foyers additionnels restaient limités à la zone infectée déclarée, il ne devrait y avoir aucune conséquence pour les zones exemptes.<sup>1337</sup> En outre, comme les experts l'ont expliqué, le but d'une zone tampon, qui est elle-même exempte de la PPA, est de faire en sorte que les zones désignées comme étant exemptes de PPA soient physiquement séparées des zones infectées par la PPA. Par conséquent, l'apparition d'un cas ou d'un foyer dans une zone tampon ne remet pas en question le statut de zone exempte de maladie de la zone désignée comme telle. Cependant, cela modifie le statut de la zone tampon, qui devient une zone infectée par la PPA. En outre, étant donné que la réglementation de l'Union européenne n'autorise aucun commerce à partir de la zone tampon, un cas ou un foyer dans cette zone n'aurait pas d'incidence sur le risque que la Russie importe des produits infectés par la PPA. Par contre, l'apparition d'un foyer dans une zone exempte de maladie a pour effet de modifier immédiatement le statut de cette zone, qui devient une zone infectée par la PPA.<sup>1338</sup>

7.976. Le cas suivant en Lituanie s'est aussi présenté dans un élevage domestique (quoique très petit, avec seulement deux porcs), cette fois dans la zone tampon.<sup>1339</sup> L'incident a commencé

<sup>1331</sup> Nous avons examiné les données fournies par les deux parties à cet égard. Nous avons centré notre attention sur les pièces EU-118, RUS-275 et RUS-296 révisée.

<sup>1332</sup> Cas de PPA dans l'Union européenne notifiés à l'OIE (pièce EU-118) et données tirées de l'interface WAHIS de l'OIE, au 31 août 2015 (pièce RUS-296 révisée).

<sup>1333</sup> Pièce EU-37.

<sup>1334</sup> Cas de PPA dans l'Union européenne notifiés à l'OIE (pièce EU-118) et données tirées de l'interface WAHIS de l'OIE, au 31 août 2015 (pièce RUS-296 révisée).

<sup>1335</sup> Pièce EU-40.

<sup>1336</sup> Professeur Penrith, paragraphe 1.195 du procès-verbal; docteur Brückner, paragraphe 1.196 du procès-verbal; docteur Thomson, paragraphe 1.198 du procès-verbal; et docteur Thiermann, paragraphe 1.199 du procès-verbal.

<sup>1337</sup> Voir les réponses des experts à la question n° 32 du Groupe spécial, compilation des réponses des experts, paragraphes 4.20 à 4.24. Voir en particulier la réponse du professeur Penrith.

<sup>1338</sup> Voir la réponse du docteur Thomson à la question n° 32 du Groupe spécial, compilation des réponses des experts, paragraphe 4.22. Voir aussi l'article 15.1.4 du Code terrestre et la déclaration liminaire de la Russie à la deuxième réunion du Groupe spécial, paragraphes 30 à 32.

<sup>1339</sup> Il y a une divergence entre les données fournies par l'Union européenne dans la pièce EU-118 et celles qui sont fournies par la Russie dans la pièce RUS-296 révisée en ce qui concerne l'apparition du foyer en Lituanie le 29 juillet 2014. D'après la pièce EU-118, il n'y a pas eu de foyer en Lituanie le 29 juillet 2014, mais un foyer a toutefois été confirmé le 6 août 2014. La pièce RUS-296 fait état de l'apparition d'un foyer

le 29 juillet 2014, lorsqu'un porcin est tombé malade dans un élevage du district d'Utena, en Lituanie. Ce porcin est mort le 5 août 2014 et a fait l'objet d'une analyse destinée à détecter la présence de la PPA. Le 6 août 2014, l'analyse a confirmé cette présence. Cela témoigne nettement d'un programme de suivi et de surveillance efficace. De plus, pendant que cette situation évoluait, le 31 juillet 2014, l'Union européenne a publié la Décision d'exécution 2014/513/UE de la Commission, qui a élargi la zone de protection au district d'Utena.<sup>1340</sup> Le 22 août 2014, il y a eu un autre incident dans un élevage domestique (ne comptant là encore que deux porcins), qui s'est produit en dehors des zones infectées et des zones tampons. Après ce cas, le 28 août 2014, l'Union européenne a publié la Décision d'exécution 2014/673/UE de la Commission, qui a élargi les zones infectées et les zones tampons en Lituanie.<sup>1341</sup> Par la suite, à l'exception d'un sanglier infecté trouvé dans la zone tampon le 10 décembre 2014, tous les autres cas en Lituanie se sont déclarés dans des zones déjà infectées.<sup>1342</sup> D'après les renseignements disponibles au 11 septembre 2014, nous considérons que l'Union européenne avait fourni des preuves suffisantes afin de démontrer objectivement que les zones exemptes de maladies en Lituanie resteraient vraisemblablement exemptes de la PPA.

7.977. Nous sommes parfaitement conscients que, d'après les renseignements fournis par les deux parties<sup>1343</sup>, d'autres cas de PPA se sont déclarés en Lituanie après septembre 2014. Certes, nous considérons que ces renseignements sont importants pour l'examen, par la Russie, de l'allégation de l'Union européenne selon laquelle elle avait établi en Lituanie des zones exemptes de maladies qui le resteraient vraisemblablement, mais il n'était évidemment pas possible pour l'Union européenne de fournir de tels renseignements en septembre 2014. Nous examinerons donc ces renseignements plus loin, dans le contexte de notre examen de l'article 6:1.

***Évaluation des preuves que l'Union européenne a fournies à la Russie afin de démontrer objectivement que les zones exemptes de PPA en Pologne le resteraient vraisemblablement***

7.978. Nous allons maintenant examiner la mesure dans laquelle l'Union européenne a fourni à la Russie les preuves nécessaires afin de démontrer objectivement que les zones exemptes de PPA en Pologne le resteraient vraisemblablement. Comme nous l'avons indiqué plus haut au paragraphe 7.940, les preuves les plus importantes pour démontrer qu'une zone exempte de maladies le restera vraisemblablement ont trait à l'efficacité des mesures de lutte. Nous prendrons donc en considération les preuves fournies quant à l'efficacité des mesures de lutte appliquées en Pologne. À cette fin, nous examinerons les renseignements fournis concernant: i) le programme de surveillance; ii) l'analyse diagnostique; iii) les mesures de détection et de prise en charge précoces; et iv) l'éradication de la maladie. Pour ce faire, le Groupe spécial analysera les renseignements que l'Union européenne a fournis à la Russie, y compris ceux qui figurent dans le plan d'éradication de la Pologne. Il déterminera quelle part des renseignements qui y figurent avait déjà été fournie par l'Union européenne à la Russie. En procédant à cet examen, il se concentrera sur l'examen des preuves nécessaires que l'Union européenne a fournies à la Russie quant à l'efficacité des mesures de lutte en Pologne. Il examinera également d'autres renseignements fournis par l'Union européenne à la Russie, ainsi que les foyers qui sont apparus en Pologne après février 2014 et jusqu'à l'établissement du Groupe spécial le 22 juillet 2014, ainsi que la situation ultérieure. Notre examen de cette question est par ailleurs éclairé par notre analyse concernant les

le 29 juillet 2014. Comme il est indiqué dans l'interface WAHIS de l'OIE, la date de début de l'incident est le 29 juillet 2014, voir la pièce EU-154, page 1/17.

<sup>1340</sup> Décision d'exécution 2014/513/UE de la Commission du 31 juillet 2014 modifiant l'annexe de la Décision d'exécution 2014/178/UE en ce qui concerne les zones de Lituanie, de Lettonie et d'Estonie soumises à des restrictions au titre de la peste porcine africaine, J.O. L 231, page 7 (pièce EU-41).

<sup>1341</sup> Décision d'exécution 2014/673/UE de la Commission du 28 août 2014 modifiant l'annexe de la Décision d'exécution 2014/178/UE en ce qui concerne les zones soumises à des restrictions en raison de la peste porcine africaine dans certains États membres, J.O. L 259, page 23 (pièce EU-43). Nous notons qu'il y a une divergence entre les renseignements fournis par l'Union européenne dans la pièce EU-118 et ceux qui sont fournis par la Russie dans la pièce RUS-296 (révisée) sur le point de savoir si cet incident a eu lieu dans une zone infectée. D'après la pièce EU-118 (révisée), cet incident a eu lieu dans une zone infectée. D'après la pièce RUS-296 (révisée), il a eu lieu en dehors de la zone infectée et de la zone tampon. En comparant les zones infectées et les zones tampons en place en Lituanie à l'époque (d'après ce qui est indiqué dans les pièces EU-37 et EU-41), nous concluons que cet incident a eu lieu dans une zone qui n'avait pas encore été désignée comme zone infectée ou zone tampon.

<sup>1342</sup> Cas de PPA dans l'Union européenne notifiés à l'OIE (pièce EU-118) et données tirées de l'interface WAHIS de l'OIE, au 31 août 2015 (pièce RUS-296 révisée).

<sup>1343</sup> Pièces EU-118 et RUS-296 révisée.

catégories de preuves nécessaires que nous avons examinées dans la section précédente pour déterminer si l'Union européenne avait démontré objectivement l'existence de zones exemptes de PPA dans ses quatre États membres affectés.

7.979. Notre examen de la documentation fournie montre que des renseignements concernant les cas initiaux et leur emplacement ont été fournis à la Russie le 17 février 2014<sup>1344</sup>, après l'apparition du premier foyer le 13 février 2014. Par cette communication, ainsi que par des communications ultérieures de février, de mars et d'avril 2014<sup>1345</sup>, la Russie a été informée de l'établissement de zones de contrôle, comprenant la zone infectée, et d'une zone à risque, et des mesures appliquées dans chacune de ces zones pour lutter contre la dissémination de la PPA. Des renseignements ayant trait à la stratégie de surveillance et d'échantillonnage, ainsi qu'aux mesures de protection prises en Pologne, ont également été fournis au moyen de ces communications. Des rapports sur les mesures d'intervention d'urgence de la Pologne ont également été présentés en février et mars 2014, et le plan d'urgence ainsi que d'autres renseignements sur la surveillance, l'éradication et le suivi ont été communiqués en avril, mai et juin 2014.<sup>1346</sup> Le Groupe spécial note par ailleurs que le plan d'éradication pour la Pologne n'a pas été communiqué à la Russie en temps opportun, comme il a été indiqué au paragraphe 7.960.

7.980. En particulier, le plan d'éradication polonais<sup>1347</sup> contient des renseignements sur: i) les mesures d'éradication; ii) les enquêtes et les contrôles épidémiologiques réalisés dans la zone infectée; iii) la désignation de la zone infectée et de la zone tampon; iv) les programmes de surveillance et les mesures de prévention applicables aux sangliers dans la zone infectée et la zone tampon; et v) les programmes de surveillance et les mesures de prévention applicables aux exploitations porcines dans les zones infectées. Même si la communication sans délai du plan d'éradication polonais aurait pu faciliter l'évaluation, par la Russie, du point de savoir si une zone exempte de la maladie avait effectivement été établie et maintenue dans ce pays, un examen attentif du contenu de ce plan révèle que la plupart des renseignements qu'il contient avaient déjà été mis à la disposition de la Russie au moyen de différentes communications et de leurs pièces jointes respectives. Nous n'avons pu relever, dans le plan d'éradication, aucun renseignement significatif qui n'ait pas été mis à la disposition de la Russie auparavant.

7.981. En examinant les différentes catégories de renseignements fournis à la Russie, nous observons que, même avant l'apparition du premier foyer en Pologne, l'Union européenne avait présenté à la Russie, le 7 février 2014, un rapport de synthèse sur les activités de surveillance de la PPA mises en œuvre en Lituanie, en Pologne, en Lettonie et en Estonie.<sup>1348</sup> Ce rapport porte sur la période allant du 1<sup>er</sup> novembre 2013 au 28 janvier 2014 et contient des renseignements relatifs à la surveillance effectuée sur la base d'un échantillonnage fondé sur les risques et statistiquement valable réalisé sur des sangliers et des porcins domestiques afin de permettre la détection précoce de la maladie en Pologne, entre autres pays. Des renseignements sur les mesures de protection contre la PPA introduites en Pologne<sup>1349</sup> ont également été communiqués par l'Union européenne le 7 février 2014 et comportaient des renseignements sur l'analyse des risques effectuée pour déterminer les voies possibles d'introduction de la PPA en Europe, et les mesures mises en œuvre pour freiner la dissémination de la PPA, y compris avant et après l'apparition du foyer en Lituanie voisine. À la suite de l'apparition du foyer du 17 février 2014 en Pologne, l'Union européenne a fourni, au début de mars 2014, des renseignements spécifiques sur ses activités de suivi et de surveillance visant à répondre à l'apparition des foyers, y compris la mise en œuvre de la Directive 2002/60/CE.<sup>1350</sup> Le Groupe spécial relève que, de mars à septembre 2014, l'Union européenne a fourni à la Russie divers documents relatifs à l'adoption de mesures de lutte

<sup>1344</sup> Communication du 17 février 2014: Présence de peste porcine africaine (PPA) confirmée en Pologne chez un sanglier trouvé à 900 mètres de la frontière avec le Bélarus (pièce EU-136).

<sup>1345</sup> Pièces EU-138, EU-139, EU-140, EU-141, EU-142 et EU-143. Voir aussi plus loin l'appendice 1.

<sup>1346</sup> Pièces EU-92 et EU-94. Voir aussi plus loin l'appendice 1.

<sup>1347</sup> Plan d'éradication de la peste porcine africaine chez les porcins sauvages dans certaines zones de la Pologne (communiqué à la Russie le 24 mars 2015) pièce EU-102.

<sup>1348</sup> Lettre de l'Union européenne à la Russie du 29 janvier 2014, ARES(2014)209377, SANCO G7/RF/mh(2014)219959 (pièce EU-62) et tableau de calcul Excel sur la Pologne, annexée de la lettre du 29 janvier 2014 (pages 6 à 8) (pièce EU-63).

<sup>1349</sup> *Protective measures introduced in Poland against the African swine fever threat*, Inspection vétérinaire générale de la Pologne, 6-7 février 2014 (pièce EU-67).

<sup>1350</sup> Communication du 5 mars 2014: Peste porcine africaine (PPA) en Lituanie et en Pologne – Exposés sur la situation (pièce EU-143).

additionnelles en Pologne visant à freiner la PPA, des mises à jour épidémiologiques ou d'autres renseignements relatifs à la surveillance.<sup>1351</sup>

7.982. Nous avons déjà examiné plus haut les mesures prises par l'Union européenne dans le contexte de la détermination des zones exemptes de PPA. Nous avons conclu que, en juillet 2014, l'Union européenne avait pris les mesures appropriées pour établir des zones exemptes de PPA en Pologne. S'agissant, en particulier, de l'efficacité des contrôles sanitaires établis en Pologne, nous avons examiné les renseignements concernant l'évolution de la PPA en Pologne, du premier cas en février 2014 jusqu'au moment jusqu'au moment de l'établissement du Groupe spécial, le 22 juillet 2014.<sup>1352</sup> Durant cette période, après l'apparition du premier foyer de PPA en Pologne, des cas ultérieurs ne se sont déclarés que dans la zone désignée comme étant infectée. Il apparaîtrait donc que, jusqu'au 22 juillet 2014, l'Union européenne avait effectivement démontré que la zone désignée comme étant exempte de PPA en Pologne resterait exempte de la maladie.<sup>1353</sup> Cependant, nous rappelons que nous avons décidé de prendre en considération les renseignements que les parties avaient fournis jusqu'au 11 septembre 2014.

7.983. Le Groupe spécial note que, après son établissement, il y a eu d'autres foyers qui ne se sont déclarés que dans la zone désignée comme étant infectée. Deux de ces incidents se sont produits dans de petits élevages domestiques (huit porcs au maximum, dont cinq au plus ont été infectés) avant le 11 septembre 2014.<sup>1354</sup>

7.984. Les cartes fournies par la Russie confirment également qu'il y a eu peu d'expansion des zones infectées et des zones tampons désignées en Pologne, qui correspondent toutes à une petite partie du nord-est du pays.<sup>1355</sup>

7.985. D'après les renseignements disponibles au 11 septembre 2014, nous considérons que l'Union européenne avait fourni à la Russie les preuves nécessaires afin de démontrer objectivement que les zones exemptes de maladies en Pologne resteraient vraisemblablement exemptes de la PPA.

7.986. Certes, nous sommes conscients que d'autres cas de PPA se sont déclarés en Pologne après septembre 2014, mais, comme il a été dit plus haut, l'Union européenne ne disposait évidemment pas de ces renseignements le 11 septembre 2014. Nous examinerons donc ces preuves lorsque nous examinerons les mesures de la Russie dans le contexte de l'article 6:1.

***Évaluation des preuves que l'Union européenne a fournies à la Russie afin de démontrer objectivement que les zones exemptes de PPA en Lettonie le resteraient vraisemblablement***

7.987. Nous allons maintenant examiner la mesure dans laquelle l'Union européenne a fourni à la Russie les preuves nécessaires afin de démontrer objectivement que les zones exemptes de PPA en Lettonie le resteraient vraisemblablement. Comme nous l'avons indiqué au paragraphe 7.940, les preuves les plus importantes pour démontrer qu'une zone exempte de maladies le restera vraisemblablement ont trait à l'efficacité des mesures de lutte. À cette fin, nous prendrons en considération les preuves nécessaires fournies quant à l'efficacité des mesures de lutte appliquées en Lettonie avant et après l'apparition du premier foyer le 26 juin 2014, à savoir, des renseignements concernant: i) le programme de surveillance; ii) l'analyse diagnostique; iii) les mesures de détection et de prise en charge précoces; et iv) l'éradication de la maladie. Pour ce faire, nous examinerons les renseignements que l'Union européenne a fournis à la Russie, y compris ceux qui figurent dans le plan d'éradication de la Lettonie. Nous déterminerons quelle part des renseignements qui y figurent avait déjà été fournie par l'Union européenne à la Russie. En procédant à cet examen, nous nous centrerons sur l'examen des preuves nécessaires que l'Union européenne a fournies à la Russie quant à l'efficacité des mesures de lutte en Lettonie.

<sup>1351</sup> Communication du 27 mars 2014: Adoption de mesures de lutte contre la peste porcine africaine dans certains États membres (pièce EU-146).

<sup>1352</sup> Nous avons examiné les données fournies par les deux parties à cet égard. Nous avons centré notre attention sur les pièces EU-118, RUS-275 et RUS-296 révisée.

<sup>1353</sup> Cas de PPA dans l'Union européenne notifiés à l'OIE (pièce EU-118) et (pièce RUS-296 révisée).

<sup>1354</sup> Cas de PPA dans l'Union européenne notifiés à l'OIE (pièce EU-118).

<sup>1355</sup> Vue d'ensemble actualisée des foyers, des modifications des zones et des foyers apparus hors-zones, au 31 août 2015. (pièce RUS-297 révisée).

7.988. En examinant les renseignements fournis par l'Union européenne à la Russie avant l'apparition du premier foyer en Lettonie, nous observons que l'Union européenne avait présenté à la Russie, le 7 février 2014, un rapport de synthèse sur les activités de surveillance de la PPA mises en œuvre en Lituanie, en Pologne, en Lettonie et en Estonie. Ce rapport<sup>1356</sup> porte sur la période allant du 1<sup>er</sup> novembre 2013 au 28 janvier 2014 et contient des renseignements relatifs à la surveillance effectuée sur la base d'un échantillonnage fondé sur les risques et statistiquement valable réalisé sur des sangliers et des porcins domestiques afin de permettre la détection précoce de la maladie en Lettonie, entre autres pays. En outre, en février 2014, l'Union européenne a fourni à la Russie des rapports concernant spécifiquement la Lettonie, sur l'audit des plans d'urgence en matière de santé animale réalisé en 2013<sup>1357</sup> et sur les mesures de prévention de la PPA mises en œuvre en 2013.<sup>1358</sup> Ces rapports montrent que la Lettonie disposait de mécanismes de surveillance et de suivi avant l'apparition des foyers. S'agissant du programme de détection précoce devant être mis en œuvre en 2014<sup>1359</sup> qui a été communiqué à la Russie en tant que pièce jointe au document fourni le 7 février 2014<sup>1360</sup>, le Groupe spécial note que le document lui-même indique que le programme joint devait être mis en œuvre en 2013 et que la révision pour 2014 était toujours à l'examen.

7.989. Le premier cas de PPA en Lettonie s'est déclaré le 26 juin 2014 et des renseignements concernant le foyer ont été fournis à la Russie le jour même où la présence de la maladie a été confirmée.<sup>1361</sup> Dans cette communication, l'Union européenne a fourni à la Russie des renseignements sur l'emplacement et la portée des foyers, l'établissement de zones de protection et de surveillance, et la confirmation que la mise en œuvre des mesures appliquées dans chaque zone avait commencé. Tout au long de juillet 2014, l'Union européenne a fourni à la Russie d'autres renseignements sur l'adoption et la modification de la Décision d'exécution de la Commission sur les mesures de protection, ainsi que des mises à jour et des cartes concernant les nouveaux foyers apparus en Lettonie.<sup>1362</sup>

7.990. Le 22 juillet 2014, l'Union européenne a notifié à la Russie de nouveaux foyers qui s'étaient déclarés en Lettonie en dehors des zones tampons ou zones infectées désignées.<sup>1363</sup> À ce stade, les zones auparavant exemptes de PPA ne l'étaient plus, ce qui remettrait en question l'efficacité des zones de surveillance et de protection établies auparavant. Cette situation est différente de celle qui existait en Lituanie et en Pologne, en raison de la fréquence des cas se déclarant en dehors des zones désignées comme zones de protection et de surveillance, et en raison de la grande distance qui séparait les nouveaux incidents. Le Groupe spécial note que, de l'apparition du premier foyer jusqu'au 11 septembre 2014, 3 des 31 foyers qui se sont déclarés dans des élevages domestiques se trouvaient en dehors des zones tampons ou des zones infectées désignées, y compris le premier foyer, d'après les renseignements fournis par l'Union européenne.<sup>1364</sup> Malgré la faible prévalence, la grande distance entre les foyers et la distance entre les nouveaux foyers et les frontières des zones infectées et des zones tampons désignées soulèvent des questions quant à l'efficacité des mesures de lutte en Lettonie.

7.991. L'Union européenne a présenté des éléments de preuve qui démontrent qu'elle avait fourni sans délai à la Russie des mises à jour et des cartes concernant les nouveaux foyers en Lettonie. Cependant, elle ne s'est pas acquittée de cette charge concernant les renseignements significatifs sur les mesures de lutte révisées ou actualisées après l'apparition de ce foyer avant septembre 2014.

<sup>1356</sup> Lettre de l'Union européenne à la Russie du 29 janvier 2014, ARES(2014)209377, SANCO G7/RF/mh(2014)219959 (pièce EU-62).

<sup>1357</sup> Rapport final d'un audit effectué en Lettonie du 4 au 8 mars 2013 afin d'évaluer la mise en œuvre des plans d'urgence en matière de santé animale et des dispositions relatives à la protection des animaux en cas de dépeuplement dans le but de lutter contre une maladie, SANCO 2013-6777 (pièce EU-80).

<sup>1358</sup> *Protective measures against African swine fever in Latvia*, 6 février 2014 (pièce EU-68).

<sup>1359</sup> *Veterinary Programme on African swine fever early detection in Latvia in 2014, 2013* (pièce EU-239).

<sup>1360</sup> Lettre de l'Union européenne à la Russie du 7 février 2014, ARES(2014)304571, SANCO/G7/DP/tb(2014)328578 (pièce EU-65) et annexe annotée de la lettre du 7 février 2014, qui contient des références aux numéros des pièces de l'UE correspondant à chaque document (pièce EU-214).

<sup>1361</sup> Communication du 26 juin 2014: Détection de la peste porcine africaine (PPA) en Lettonie (pièce EU-147).

<sup>1362</sup> (Pièce EU-148), (pièce EU-206), (pièce EU-207), (pièce EU-209), (pièce EU-210), (pièce EU-212).

<sup>1363</sup> Communication du 22 juillet 2014: Peste porcine africaine en Lettonie (pièce EU-187).

<sup>1364</sup> Voir la pièce EU-118.

7.992. Le 19 mai 2015, le plan d'éradication de la Lettonie a été communiqué à la Russie<sup>1365</sup>, soit près de onze mois après l'apparition du foyer initial de PPA et cinq semaines après l'approbation du plan par la Commission européenne. Ce plan contient des renseignements concernant: i) la chronologie des foyers de PPA et les prescriptions juridiques de l'UE imposant d'élaborer un plan d'éradication; ii) les enquêtes et conclusions épidémiologiques relatives aux sangliers et aux porcins domestiques; iii) la définition des zones infectées et des zones à risque; iv) les programmes de surveillance et les mesures préventives applicables aux sangliers et aux exploitations porcines dans les zones infectées et les zones à risque; et v) la mise en œuvre des mesures et les questions administratives.

7.993. Il n'y a pas dans le dossier suffisamment d'éléments de preuve attestant que l'Union européenne a fourni à la Russie des preuves touchant à la mise en œuvre ou la modification de mesures de lutte après l'apparition du premier foyer en Lettonie et jusqu'en septembre 2014. À notre avis, la communication en temps utile du plan d'éradication de la Lettonie aurait permis à la Russie de disposer davantage de renseignements pour l'évaluation de la situation en Lettonie.<sup>1366</sup>

7.994. Nous savons que la PPA a continué de se propager en Lettonie après septembre 2014. Nous examinerons plus loin les renseignements fournis par les deux parties à cet égard dans le contexte de notre analyse au titre de l'article 6:1.

7.995. Après avoir examiné les renseignements concernant les foyers de PPA, les mesures de protection, les programmes de surveillance et les plans de détection et de prise en charge précoces contre la PPA, ainsi que l'évolution de la PPA en Lettonie avant et après l'apparition du premier foyer, le Groupe spécial observe que, bien que l'Union européenne ait fourni à la Russie une assez grande quantité de renseignements sur les mesures appliquées en Lettonie, y compris en lui communiquant rapidement les faits relatifs aux foyers, elle n'a pas fourni des renseignements actualisés et additionnels sur les plans de détection précoce, de surveillance et d'éradication de la Lettonie après l'apparition des foyers. Ces renseignements auraient été nécessaires à la Russie pour évaluer la capacité et l'efficacité des plans de lutte contre la PPA de la Lettonie. Nous concluons donc que, le 11 septembre 2014, l'Union européenne n'avait pas fourni de renseignements suffisants afin de "démontrer objectivement" à la Russie que les zones de la Lettonie désignées comme étant exemptes de PPA resteraient vraisemblablement exemptes de la maladie, conformément à l'article 6:3 de l'Accord SPS.

***Évaluation des preuves que l'Union européenne a fournies à la Russie afin de démontrer objectivement que les zones exemptes de PPA en Estonie le resteraient vraisemblablement***

7.996. Nous allons maintenant examiner la mesure dans laquelle l'Union européenne a fourni à la Russie les preuves nécessaires afin de démontrer objectivement que les zones exemptes de PPA en Estonie le resteraient vraisemblablement. Comme nous l'avons indiqué plus haut au paragraphe 7.940, les preuves les plus importantes pour démontrer qu'une zone exempte de maladies le restera vraisemblablement ont trait à l'efficacité des mesures de lutte. Nous prendrons donc en considération les preuves que l'Union européenne a fournies à la Russie quant à l'efficacité des mesures de lutte appliquées en Estonie. À cette fin, nous examinerons les renseignements fournis concernant: i) le programme de surveillance; ii) l'analyse diagnostique; iii) les mesures de détection et de prise en charge précoces; et iv) l'éradication de la maladie. Pour ce faire, le Groupe spécial analysera les renseignements que l'Union européenne a fournis à la Russie, y compris ceux qui figurent dans le plan d'éradication de l'Estonie. Il déterminera quelle part des renseignements qui y figurent avait déjà été fournie par l'Union européenne à la Russie. En procédant à cet examen, il se concentrera sur l'examen des preuves nécessaires que l'Union européenne a fournies à la Russie quant à l'efficacité des mesures de lutte en Estonie. Il examinera également d'autres renseignements fournis par l'Union européenne à la Russie, ainsi que les foyers qui sont apparus en Estonie. À la différence de ce qu'il s'est passé dans les autres États membres affectés, le premier cas en Estonie ne s'est déclaré que le 8 septembre 2014, bien après l'établissement du

<sup>1365</sup> *Eradication plan for African swine fever in wild boar in Latvia* (pièce EU-116).

<sup>1366</sup> La Russie allègue que les renseignements suivants, inclus dans le plan d'éradication de la Lettonie, ne lui avaient pas été fournis par l'Union européenne auparavant et étaient utiles aux fins de son évaluation des mesures de régionalisation en Lettonie: identification de la cause probable de la dissémination de la PPA et indemnisation des élevages situés dans les zones infectées et les zones à risque (principalement des fermes artisanales). Deuxième communication écrite de la Russie, paragraphe 69.

Groupe spécial. Par conséquent, tous les renseignements se rapportant à des cas concrets datent de ce moment. Notre examen de cette question est par ailleurs éclairé par notre analyse concernant les catégories de preuves nécessaires que nous avons examinées dans la section précédente pour déterminer si l'Union européenne avait démontré objectivement l'existence de zones exemptes de PPA dans ses quatre États membres affectés.

7.997. Notre examen de la documentation que l'Union européenne a fournie à la Russie, telle qu'elle figure dans le dossier, montre que, à la différence de ce qui s'est passé avec les trois autres États membres de l'UE, pour lesquels celle-ci a officiellement informé la Russie de l'existence du premier foyer de PPA par écrit, rien ne nous indique que l'Union européenne ait envoyé une lettre similaire dans le cas de l'Estonie. Toutefois, nous rappelons que les autorités vétérinaires des États membres de l'UE déclarent régulièrement les foyers de maladies à l'OIE.

7.998. Le Groupe spécial observe que, avant l'apparition du foyer du 8 septembre 2014 en Estonie, l'Union européenne a fourni à la Russie, en février 2014, des renseignements sur les mesures de préparation et de surveillance concernant la PPA en Estonie.<sup>1367</sup> En outre, en février 2014, l'Union européenne a communiqué à la Russie les résultats d'un audit réalisé en 2013<sup>1368</sup> et un plan d'urgence a été communiqué en mai 2014.<sup>1369</sup> Étant donné les paramètres temporels du présent différend et le fait que le premier foyer est apparu en septembre 2014, le Groupe spécial considère que la période plus courte pour l'examen des preuves nécessaires de l'efficacité des mesures de lutte nécessite l'examen de renseignements additionnels fournis par l'Union européenne après septembre 2014. Le Groupe spécial note en outre que le plan d'éradication pour l'Estonie n'a pas été communiqué à la Russie en temps opportun, comme il a été indiqué plus haut, au paragraphe 7.960.

7.999. En particulier, le plan d'éradication estonien<sup>1370</sup> contient des renseignements sur: i) les enquêtes et les contrôles épidémiologiques réalisés dans la zone infectée; ii) les programmes de surveillance et les mesures de prévention dans la zone infectée; iii) la coordination avec les chasseurs, les services de la faune sauvage et les contrôles vétérinaires; iv) les campagnes visant à sensibiliser les chasseurs aux mesures préventives; et v) la gestion de la population de sangliers. Même si la communication sans délai du plan d'éradication estonien aurait pu faciliter l'évaluation, par la Russie, du point de savoir si une zone exempte de la maladie avait effectivement été établie et maintenue dans ce pays, un examen attentif du contenu de ce plan révèle que la plupart des renseignements qu'il contient avaient déjà été mis à la disposition de la Russie au moyen de différentes communications et de leurs pièces jointes respectives. Nous n'avons pu relever, dans le plan d'éradication, aucun renseignement significatif qui n'ait pas été mis à la disposition de la Russie auparavant.

7.1000. En examinant les différentes catégories de renseignements fournis à la Russie, nous observons que, même avant l'apparition du premier foyer en Estonie, l'Union européenne avait présenté à la Russie, le 7 février 2014, un rapport de synthèse sur les activités de surveillance de la PPA mises en œuvre en Lituanie, en Pologne, en Lettonie et en Estonie.<sup>1371</sup> Ce rapport porte sur la période allant du 1<sup>er</sup> novembre 2013 au 28 janvier 2014 et contient des renseignements relatifs à la surveillance effectuée sur la base d'un échantillonnage fondé sur les risques et statistiquement valable réalisé sur des sangliers et des porcins domestiques afin de permettre la détection précoce de la maladie en Estonie, entre autres pays. Au début de novembre 2014, l'Union européenne a présenté au Comité permanent des végétaux, des animaux, des denrées alimentaires et des aliments pour animaux, des renseignements concernant les activités de surveillance et de suivi menées après l'apparition du premier foyer.<sup>1372</sup> Un examen des renseignements versés au dossier montre que l'Union européenne a également communiqué un code de conduite pour la lutte contre

<sup>1367</sup> Lettre de l'Union européenne à la Russie du 7 février 2014, ARES(2014)304571, SANCO/G7/DP/tb(2014)328578 (pièce EU-65).

<sup>1368</sup> Rapport final d'un audit effectué en Estonie du 15 au 19 avril 2013 afin d'évaluer la mise en œuvre des plans d'urgence en matière de santé animale et des dispositions relatives à la protection des animaux en cas de dépeuplement dans le but de lutter contre une maladie, SANCO 2013- 6781 (pièce EU-82).

<sup>1369</sup> Lettre de l'Union européenne à la Russie du 21 mai 2014, ARES(2014)1658269, SANCO/G6/AB(2014)1782253 (pièce EU-92).

<sup>1370</sup> *Plan for the eradication of African swine fever from feral pig population in Estonia* (pièce EU-117).

<sup>1371</sup> Lettre de l'Union européenne à la Russie du 29 janvier 2014, ARES(2014)209377, SANCO G7/RF/mh(2014)219959 (pièce EU-62).

<sup>1372</sup> *African swine fever in Estonia*, Comité permanent des végétaux, des animaux, des denrées alimentaires et des aliments pour animaux, Bruxelles, 3-4 novembre 2014 (pièce EU-98).



la peste porcine africaine en Estonie en janvier 2015<sup>1373</sup>, mais le Groupe spécial note que ce document ne contient pas de renseignements actualisés sur les activités de suivi et de surveillance menées en Estonie après l'apparition du foyer.

7.1001. Nous avons déjà examiné plus haut les mesures prises par l'Union européenne dans le contexte de la détermination des zones exemptes de PPA. Nous avons conclu que, le 22 juillet 2014, l'Union européenne avait fourni à la Russie les preuves nécessaires afin de démontrer objectivement qu'il y avait en Estonie des zones exemptes de PPA sur la base des mesures de surveillance et de contrôle prises conformément au cadre juridique de l'Union européenne. S'agissant, en particulier, de l'efficacité des contrôles sanitaires établis en Estonie, le Groupe spécial a gardé à l'esprit que la plupart des preuves disponibles en ce qui concerne l'Estonie à cet égard étaient postérieures à son établissement. Dans l'intervalle entre l'apparition du premier foyer de PPA en Lituanie voisine et la date d'établissement du Groupe spécial, il apparaîtrait que l'Union européenne avait effectivement démontré que la zone de l'Estonie désignée comme étant exempte de PPA resterait vraisemblablement exempte de la maladie.<sup>1374</sup> Comme il a été expliqué précédemment au paragraphe 7.941, nous avons décidé de prendre en considération les renseignements que les parties avaient fournis jusqu'au 11 septembre 2014.

7.1002. Nous savons que la PPA a continué de se propager en Estonie après septembre 2014. Nous examinerons plus loin les renseignements fournis par les deux parties à cet égard dans le contexte de notre analyse au titre de l'article 6:1.

7.1003. Toutes les preuves disponibles concernant l'Estonie sont postérieures à l'établissement du Groupe spécial, mais elles semblent démontrer l'existence d'un système de lutte efficace qui a empêché l'entrée de sangliers infectés dans la zone exempte de PPA et contenu les foyers apparus dans des élevages de porcins domestiques à l'intérieur des zones infectées, les cas étant peu nombreux et affectant une petite population de porcins. Par conséquent, ces preuves ultérieures ne remettent pas en cause notre conclusion que, au 11 septembre 2014, l'Union européenne avait fourni à la Russie les preuves nécessaires afin de démontrer objectivement que les zones de l'Estonie exemptes de PPA le resteraient vraisemblablement.

### **Conclusion**

7.1004. D'après l'analyse qui précède, nous concluons que, tout du moins au 11 septembre 2014, l'Union européenne n'avait pas fourni à la Russie les preuves nécessaires afin de démontrer objectivement, conformément à l'article 6:3 de l'Accord SPS, qu'il y avait en Lettonie des zones qui resteraient vraisemblablement exemptes de PPA. Nous concluons également qu'il n'en va pas de même en ce qui concerne l'Estonie, la Lituanie et la Pologne, car l'Union européenne a fourni à la Russie les preuves nécessaires afin de démontrer objectivement que, dans ces trois États membres de l'UE, il y avait des zones exemptes de PPA qui le resteraient vraisemblablement. En outre, les éléments de preuve versés au dossier concernant les renseignements que l'Union européenne a communiqués à la Russie après le 11 septembre 2014 permettent de confirmer et d'étayer nos constatations.

#### **7.6.2.3.4 Question de savoir si la Russie, au moyen des interdictions d'importer les produits en cause en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne, a fait en sorte qu'il y ait une adaptation aux caractéristiques SPS de l'Union européenne et de la Russie concernant la PPA, conformément à ses obligations au titre de l'article 6:1 de l'Accord SPS**

##### **7.6.2.3.4.1 Introduction**

7.1005. L'Union européenne fait valoir que la Russie, au moyen des interdictions visant les produits en cause en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne n'adapte pas ses mesures aux caractéristiques SPS de l'Union européenne et de la Russie concernant la PPA. Cela tient à ce que, dans son évaluation des caractéristiques sanitaires de la zone affectée, la Russie n'a pas tenu compte, entre autres choses, du degré de prévalence ou de l'absence de la PPA, ni de

<sup>1373</sup> Code de conduite pour la lutte contre la peste porcine africaine en Estonie, 11 avril 2013 (pièce EU-77).

<sup>1374</sup> Cas de PPA dans l'Union européenne notifiés à l'OIE (pièce EU-118) et données tirées de l'interface WAHIS de l'OIE, au 31 août 2015 (pièce RUS-296 révisée).

l'existence de programmes d'éradication et de lutte (immédiatement mis en œuvre conformément aux normes internationales établies par l'OIE), ni des critères ou directives appropriés élaborés par les organisations internationales compétentes.<sup>1375</sup> L'Union européenne souligne en outre que, malgré la mise en œuvre de mesures de régionalisation appropriées dans l'UE, la Russie ne reconnaît pas que le territoire de celle-ci, à l'exclusion des zones soumises à restriction, est une zone exempte de maladies.<sup>1376</sup> L'Union européenne signale également que l'article 6:1 de l'Accord SPS exige que les mesures soient adaptées non seulement à la région d'origine d'un produit, mais également à sa région de destination. À cet égard, elle souligne qu'il y a des régions en Russie où on ne trouve pas de sangliers et que, dans la mesure où on ne trouve pas de porcs domestiques dans ces régions de Russie, l'introduction des produits en cause ne présenterait pas de risques sanitaires liés à la PPA et l'importation à destination des consommateurs dans ces régions devrait être autorisée.<sup>1377</sup>

7.1006. La Russie fait valoir que, compte tenu des facteurs même qui sont énumérés à l'article 6:1 de l'Accord SPS, de manière objective et raisonnable, elle n'a pas reconnu les zones de l'Union européenne.<sup>1378</sup> Elle affirme que, pour évaluer s'il existe une base objective à sa décision de ne pas reconnaître les zones exemptes de PPA proposées, conformément aux normes du Code terrestre applicables et d'une manière compatible avec l'article 6 de l'Accord SPS, le Groupe spécial doit déterminer si la décision qu'elle a prise concernant les diverses zones de l'Union européenne était "objectivement justifiable". La Russie souligne que, en procédant à cet examen, le Groupe spécial ne doit pas substituer sa propre appréciation du poids qui doit être accordé à certains éléments de preuve à celle du pays importateur. En fait, il doit déterminer si les circonstances et les éléments de preuve dans leur totalité (ou leur absence) étaient suffisant pour étayer l'objectivité de la décision de la Russie à la lumière des dispositions pertinentes du Code terrestre et des critères énoncés à l'article 6 de l'Accord SPS ainsi que des renseignements disponibles.<sup>1379</sup> La Russie affirme en outre qu'il existe des parallèles significatifs entre les dispositions plus spécifiques relatives au zonage qui figurent au chapitre 4.3 et à l'article 5.3.7 du Code terrestre et les facteurs pertinents plus généraux qui sont énumérés à l'article 6:2 et 6:1 de l'Accord SPS.<sup>1380</sup> À cet égard, elle fait valoir que, premièrement, l'article 6:1 rend obligatoire de tenir compte "des critères et directives appropriés qui pourraient être élaborés par les organisations internationales compétentes", ce qui signifie que toute évaluation objective d'une zone exempte de PPA compatible avec l'article 6:1 de l'Accord SPS devrait inclure l'évaluation des "principes" de zonage énoncés à l'article 4.3.3 et à l'article 5.3.7 connexe du Code terrestre.<sup>1381</sup> Deuxièmement, tous les facteurs généraux énumérés à l'article 6:1 et 6:2 de l'Accord SPS, dont les pays importateurs doivent tenir compte lorsqu'ils décident d'accepter la régionalisation, figurent également dans les dispositions plus spécifiques du chapitre 4.3 du Code terrestre et, indépendamment du point de savoir si les dispositions des articles 4.3.3 et 4.3.3.3 du Code terrestre sont contraignantes pour l'Union européenne lorsqu'elle cherche à établir une zone exempte de PPA, ces dispositions constituent, au minimum, des points de repère pertinents pour évaluer les critères généraux de l'article 6 de l'Accord SPS.<sup>1382</sup> Troisièmement, l'article 6:3 de l'Accord SPS coïncide également en grande partie avec l'article 5.3.7 du Code terrestre, qui traite de la "séquence d'étapes à suivre pour définir une zone ou un compartiment et obtenir leur reconnaissance à des fins commerciales".<sup>1383</sup> La Russie conclut que le Code terrestre est une version plus détaillée et plus précise des dispositions générales énoncées à l'article 6 de l'Accord SPS. En conséquence, s'il constatait qu'il était objectivement justifié pour la Russie de ne pas reconnaître les zones de l'UE conformément aux normes, recommandations et directives de référence du Code terrestre en matière de zonage/régionalisation, le Groupe spécial devrait également constater que la Russie a agi d'une manière compatible avec l'article 6 de l'Accord SPS.<sup>1384</sup>

<sup>1375</sup> Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 215.

<sup>1376</sup> Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 215.

<sup>1377</sup> Deuxième communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 128.

<sup>1378</sup> Première communication écrite de la Russie, paragraphe 231.

<sup>1379</sup> Deuxième communication écrite de la Russie, paragraphe 49. Voir aussi la réponse de la Russie à la question n° 113 du Groupe spécial, paragraphes 190 à 196.

<sup>1380</sup> Deuxième communication écrite de la Russie, paragraphe 50.

<sup>1381</sup> Deuxième communication écrite de la Russie, paragraphe 51.

<sup>1382</sup> Deuxième communication écrite de la Russie, paragraphe 52.

<sup>1383</sup> Deuxième communication écrite de la Russie, paragraphe 53.

<sup>1384</sup> Deuxième communication écrite de la Russie, paragraphe 56.

7.1007. À la lumière des arguments des parties, le Groupe spécial est saisi de la question de savoir si la Russie, en appliquant les interdictions visant les produits en cause en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne, a adapté ses mesures aux caractéristiques SPS de l'Union européenne et de la Russie concernant la PPA, conformément à ses obligations au titre de l'article 6:1 de l'Accord SPS. Pour répondre à cette question, le Groupe spécial procèdera tout d'abord à l'examen du critère juridique applicable, y compris à un examen de l'argument de la Russie relatif au critère d'examen applicable.

#### 7.6.2.3.4.2 Critère juridique et critère d'examen

7.1008. Plus haut, dans la section 7.5.2.3.6.2, nous avons examiné le critère juridique applicable en vertu de l'article 6:1. Dans cette section, nous avons aussi examiné le critère d'examen que nous devrions appliquer en l'espèce.

7.1009. Outre les considérations exposées dans cette section, nous estimons pertinent d'examiner l'argument de la Russie, selon lequel, d'après ce qu'a dit l'Organe d'appel dans l'affaire *Inde – Produits agricoles*, "un Membre exportateur qui déclare, par exemple, qu'un Membre importateur n'a pas déterminé une zone spécifique du territoire de ce Membre exportateur comme étant "exempte de parasites ou de maladies" – et n'a pas finalement adapté ses mesures SPS à cette zone – aura du mal à faire admettre une allégation selon laquelle le Membre importateur a de ce fait agi d'une manière incompatible avec l'article 6:1 ou l'article 6:2, à moins que le Membre exportateur ne puisse démontrer qu'il s'est lui-même conformé à l'article 6:3".<sup>1385</sup>

7.1010. Cependant, nous notons que l'Organe d'appel a poursuivi comme suit:

Il ne s'agit pas de laisser entendre, comme le fait l'Inde, qu'il peut *uniquement* être constaté qu'un Membre qui adopte ou maintient une mesure SPS a manqué à l'obligation énoncée dans la première phrase de l'article 6:1 après qu'un Membre exportateur a fait la démonstration objective prévue à l'article 6:3. En effet, comme il a été dit plus haut, *même en l'absence de cette démonstration objective par un Membre exportateur, il pouvait néanmoins être constaté qu'un Membre n'avait pas fait en sorte qu'une mesure SPS soit adaptée aux conditions régionales au sens de l'article 6:1, lorsque par exemple, le concept de zones exemptes de parasites et de maladies était pertinent, mais que le régime réglementaire de ce Membre empêchait la reconnaissance de ce concept. En outre, comme il a été dit plus haut, les zones exemptes de parasites ou de maladies et les zones à faible prévalence de parasites ou de maladies, qui sont traitées spécifiquement à l'article 6:2 et 6:3, ne sont qu'un sous-ensemble des caractéristiques SPS qui peuvent nécessiter l'adaptation d'une mesure SPS conformément à la première phrase de l'article 6:1.* Nous faisons aussi observer que l'article 6:1 indique expressément que les "critères ou directives" élaborés par des organisations compétentes étaient pertinents pour l'évaluation des caractéristiques SPS de régions, ce qui donne à penser que, dans certaines circonstances, l'adaptation d'une mesure SPS aux caractéristiques SPS régionales peut être effectuée en tenant compte des critères et directives pertinents élaborés par ces organisations, le cas échéant. Enfin, nous rappelons que la prescription globale prévue à l'article 6:1 imposant d'assurer l'adaptation des mesures SPS est une obligation permanente qui s'applique à l'adoption d'une mesure SPS ainsi que par la suite. Toutes ces considérations confortent le point de vue selon lequel un Membre peut agir d'une manière incompatible avec l'obligation prévue dans la première phrase de l'article 6:1 si un Membre exportateur ne fait pas la démonstration objective, prévue à l'article 6:3.<sup>1386</sup> (italique ajouté)

7.1011. Nous croyons comprendre que les indications données par l'Organe d'appel précisent qu'une détermination du point de savoir si un Membre fait en sorte que ses mesures soient adaptées aux caractéristiques SPS du Membre importateur ou à celles qui existent sur son territoire, en vertu de l'article 6:1 de l'Accord SPS, peut être établie même lorsqu'un Membre exportateur n'a pas fait la démonstration objective conformément à l'article 6:3. À la lumière de

<sup>1385</sup> Deuxième communication écrite de la Russie, paragraphe 130 (citant le rapport de l'Organe d'appel *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 5.156).

<sup>1386</sup> Rapport de l'Organe d'appel *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 5.157. (notes de bas de page omises)

ces indications, nous évaluerons si les interdictions d'importer les produits en cause en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne sont adaptées aux caractéristiques SPS de zones situées dans ces États membres de l'UE affectés et de la Russie.

**7.6.2.3.4.3 Question de savoir si les interdictions visant les produits en cause en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne sont adaptées aux caractéristiques SPS pertinentes des régions situées dans ces États membres de l'UE ainsi qu'aux caractéristiques SPS de la Russie**

7.1012. Nous rappelons que, conformément à l'article 6:1 de l'Accord SPS, la Russie a l'obligation d'adapter ses mesures SPS aux caractéristiques sanitaires et phytosanitaires de la région d'origine et de destination du produit. En l'espèce, il s'agit de l'adaptation aux caractéristiques SPS de l'Estonie, de la Lettonie, de la Lituanie et de la Pologne ainsi qu'aux caractéristiques SPS de la Russie. Pour déterminer si la Russie a procédé à cette adaptation, nous déterminerons et examinerons d'abord les caractéristiques SPS de chacune de ces régions et analyserons ensuite si les interdictions imposées par la Russie sur les produits en cause en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne sont effectivement adaptées à ces caractéristiques.

7.1013. Plus haut, dans la section 7.6.2.3.3, nous avons examiné si l'Union européenne avait fourni à la Russie les preuves nécessaires afin de démontrer objectivement qu'il y avait des zones exemptes de maladies, qui le resteraient vraisemblablement, sur le territoire de l'Estonie, de la Lettonie, de la Lituanie et de la Pologne, conformément à l'article 6:3 de l'Accord SPS. Notre constatation, après examen des preuves que l'Union européenne avait fournies à la Russie ainsi que des éléments de preuve versés au dossier, comme il est indiqué plus haut au paragraphe 7.1004, est négative pour ce qui est de la Lettonie et positive pour ce qui est de l'Estonie, de la Lituanie et de la Pologne. Nous rappelons que nous avons constaté que l'Union européenne avait fourni les preuves nécessaires à l'appui de ses allégations selon lesquelles il y avait des zones exemptes de PPA dans ses quatre États membres affectés. Cependant, elle n'a pas fourni à la Russie les preuves nécessaires afin de démontrer objectivement que les zones exemptes de PPA en Lettonie resteraient vraisemblablement exemptes de cette maladie.

7.1014. D'après notre constatation au titre de l'article 6:3 en ce qui concerne l'Estonie, la Lituanie et la Pologne, nous considérons que l'Union européenne a fourni les preuves nécessaires afin de démontrer objectivement qu'il y avait dans chacun de ces trois États membres de l'UE des zones qui se caractérisaient comme étant des zones exemptes de PPA et qui le resteraient vraisemblablement. De plus, d'après notre constatation au titre de l'article 6:3 s'agissant de la Lettonie, nous considérons que l'Union européenne a fourni les preuves nécessaires afin de démontrer objectivement qu'il y avait en Lettonie des zones qui se caractérisaient comme étant exemptes de PPA. Cependant, en raison du caractère durable de l'obligation de veiller à l'adaptation conformément à l'article 6:1, nous considérons que, pour déterminer les caractéristiques SPS des quatre États membres de l'UE affectés, il convient que nous prenions également en considération les renseignements les plus récents versés au dossier en ce qui concerne les foyers de PPA. Nous allons examiner les caractéristiques SPS dans chacun des États membres de l'UE affectés, en particulier eu égard au statut le plus récent concernant la présence de la PPA.

7.1015. D'après les renseignements fournis par l'Union européenne, il y a eu 77 incidents/cas en Lituanie entre janvier 2014 et avril 2015, le dernier s'étant déclaré le 16 avril 2015. Sur ces 77 cas, 6 se sont déclarés dans des élevages de porcins domestiques – et le dernier de ces foyers est apparu le 31 août 2014.<sup>1387</sup> Nous notons également que, d'après les renseignements plus récents fournis par la Russie, il a été fait état de 38 autres cas de foyers de PPA entre les 4 juin et 27 août 2015, dont un seulement s'est déclaré en dehors de la zone désignée comme étant infectée, mais à l'intérieur de la zone tampon, chez un sanglier. Il a été fait état de onze foyers chez des porcins domestiques dans la zone infectée durant cette période. D'après les renseignements actualisés de la Russie, 123 incidents au total se sont déclarés en Lituanie entre le 24 janvier 2014 et le 27 août 2015.<sup>1388</sup> En examinant ces chiffres conjointement avec les

<sup>1387</sup> Cas de PPA dans l'Union européenne notifiés à l'OIE (pièce EU-118).

<sup>1388</sup> Pièce RUS-296 révisée. Les données communiquées par la Russie concernant les foyers en Lituanie (RUS-275) indiquent des différences dans le nombre des foyers et leur emplacement (c'est-à-dire dans la zone tampon, la zone infectée ou la zone exempte de la maladie), par rapport aux renseignements fournis par l'Union européenne dans la pièce EU-118. La Russie indique 85 cas de foyers de PPA en Lituanie entre

renseignements géographiques les plus récents versés au dossier<sup>1389</sup>, nous jugeons manifeste que, en août 2015, il y avait des zones de la Lituanie qui restaient exemptes de PPA.

7.1016. D'après les renseignements fournis par l'Union européenne, il a été fait état de 59 incidents de PPA en Pologne entre février 2014 et avril 2015, le dernier s'étant déclaré le 16 avril 2015. Sur ces 59 cas, seuls 3 se sont déclarés dans des élevages de porcins domestiques – et le dernier de ces foyers est apparu le 31 janvier 2015. Nous notons également que, d'après les renseignements plus récents fournis par la Russie, il a été fait état de 13 autres cas de foyers de PPA entre les 29 mai et 21 août 2015, dont aucun foyer additionnel n'a été signalé en dehors de la zone désignée comme étant infectée. D'après les renseignements actualisés de la Russie, 80 foyers au total se sont déclarés en Pologne entre le 13 février 2014 et le 21 août 2015.<sup>1390</sup> En examinant ces chiffres conjointement avec les renseignements géographiques les plus récents versés au dossier<sup>1391</sup>, nous jugeons manifeste que, en août 2015, il y avait des zones de la Pologne qui restaient exemptes de PPA.

7.1017. D'après les renseignements fournis par l'Union européenne, la Lettonie a fait état de 251 incidents au total entre le 26 juin 2014 et le 17 avril 2015. Dix des cas qui se sont présentés chez des sangliers ont été découverts dans la zone exempte de PPA, et sept sangliers infectés ont été trouvés dans les zones tampons. D'après les renseignements fournis par la Russie, cinq foyers se sont déclarés chez des porcins domestiques en dehors des zones désignées comme zones tampons ou zones infectées, entre le 26 juin 2014 et le 1<sup>er</sup> septembre 2015.<sup>1392</sup> Nous rappelons notre constatation au titre de l'article 6:3 selon laquelle l'Union européenne n'a pas fourni à la Russie des renseignements qui démontrent objectivement que les zones exemptes de PPA en Lettonie resteraient vraisemblablement exemptes de cette maladie. Cette constatation reposait dans une large mesure sur le fait que les éléments de preuve versés au dossier concernant les renseignements relatifs à la Lettonie que l'Union européenne avait fournis à la Russie au 11 septembre 2014 remettaient en question l'efficacité des mesures de lutte contre la PPA appliquées en Lettonie. Malgré ces constatations, en examinant les chiffres susmentionnés conjointement avec les renseignements géographiques les plus récents versés au dossier<sup>1393</sup>, nous considérons que, en août 2015, il y avait des zones de la Lettonie qui restaient exemptes de PPA.

7.1018. D'après les renseignements fournis par l'Union européenne, il y a eu 84 incidents de PPA en Estonie entre septembre 2014 et avril 2015, le dernier s'étant déclaré le 17 avril 2015. Sur ces 84 cas, aucun ne s'est déclaré dans des élevages de porcins domestiques et aucun des sangliers infectés n'a été trouvé dans des zones exemptes de PPA. Sept des sangliers infectés (dont le premier) ont été trouvés dans la zone tampon. Le dernier d'entre eux a été trouvé le 16 avril 2015. D'après les renseignements disponibles au 11 septembre 2014, nous considérons que l'Union européenne avait fourni des preuves suffisantes afin de démontrer objectivement que les zones exemptes de PPA en Estonie resteraient vraisemblablement exemptes de cette maladie. Nous notons également que, d'après les renseignements plus récents fournis par la Russie,

---

le 24 janvier 2014 et le 4 juin 2015, dont: i) 2 cas se sont déclarés chez des porcins domestiques en dehors de la zone tampon et de la zone infectée (les 29 juillet et 22 août 2014); et ii) 2 cas se sont déclarés chez des sangliers dans la zone tampon (le 10 décembre 2014 et le 18 mai 2015). La pièce actualisée fournie par la Russie (RUS-296 révisée) contient des renseignements additionnels sur le nombre de foyers apparus en Lituanie jusqu'au 27 août 2015. Il est fait état de 38 autres cas de foyers de PPA entre les 4 juin et 27 août 2015, dont seulement un concerne un foyer chez des sangliers dans la zone tampon. Il est également fait état de onze foyers chez des porcins domestiques dans la zone infectée durant cette période. D'après les renseignements actualisés de la Russie, 123 foyers au total se sont déclarés en Lituanie entre le 24 janvier 2014 et le 27 août 2015.

<sup>1389</sup> Renseignements disponibles dans les pièces EU-119 et RUS-297 révisée.

<sup>1390</sup> Pièce RUS-296 révisée. Bien qu'elles comportent des différences de dates, les données communiquées par la Russie concernant les foyers en Pologne (RUS-275) corroborent les trois incidents de foyers chez des porcins domestiques dans la zone d'infection (les 17 juillet et 5 août 2014, et le 30 janvier 2015) et le cas de sanglier infecté dans la zone tampon (le 19 mars 2015) indiqués dans la pièce de l'UE (EU-118). Au total, il est fait état de 67 incidents en Pologne entre le 13 février 2014 et le 29 mai 2015. La pièce actualisée fournie par la Russie (RUS-296 révisée) contient des renseignements additionnels sur le nombre de foyers apparus en Pologne après le 13 février 2014 et jusqu'au 21 août 2015. Il est fait état de 13 autres cas de foyers de PPA durant cette période, dont aucun n'a été signalé en dehors de la zone désignée comme étant infectée. D'après les renseignements actualisés de la Russie, 80 foyers au total se sont déclarés en Pologne entre le 13 février 2014 et le 21 août 2015.

<sup>1391</sup> Renseignements disponibles dans les pièces EU-119 et RUS-297 révisée.

<sup>1392</sup> Pièce RUS-296 révisée.

<sup>1393</sup> Renseignements disponibles dans les pièces EU-119 et RUS-297 révisée.

le 18 mai 2015, il y a eu un cas chez les sangliers en dehors des zones infectées et des zones tampons. De plus, le Groupe spécial observe que les trois premiers foyers chez les porcins domestiques se sont déclarés dans une zone désignée comme étant infectée le 18 juillet 2015, n'affectant que quatre animaux. La situation chez les porcins domestiques a évolué au fil de l'été, 14 cas se présentant dans de petits élevages (affectant de 1 à 15 animaux) situés dans des zones désignées comme étant infectées, entre les 25 juillet et 27 août 2015. Les foyers se sont multipliés chez les sangliers, se déclarant toujours dans les zones infectées et les zones tampons (il n'y a eu que huit cas dans la zone tampon). D'après les renseignements actualisés de la Russie, 250 foyers au total sont apparus en Estonie entre le 2 septembre 2014 et le 2 septembre 2015. En examinant ces chiffres conjointement avec les renseignements géographiques les plus récents versés au dossier<sup>1394</sup>, nous jugeons manifeste que, en août 2015, il y avait des zones de l'Estonie qui restaient exemptes de PPA.

7.1019. C'est à ces caractéristiques particulières de l'Estonie, de la Lettonie, de la Lituanie et de la Pologne que la Russie a l'obligation d'adapter les interdictions d'importer les produits en cause en provenance de ces États membres de l'UE affectés.

7.1020. À notre avis, le fait d'imposer une interdiction pure et simple sur les produits en cause, comme celle que la Russie impose sur les produits en cause en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne, et le fait de ne pas reconnaître l'existence de zones exemptes de PPA dans ces quatre États membres de l'Union européenne, équivalent à ne pas adapter la mesure aux caractéristiques sanitaires et phytosanitaires de chacun des quatre États membres de l'UE affectés. De plus, cette conclusion est renforcée par notre analyse ultérieure concernant l'adaptation des interdictions d'importer les produits en cause en provenance des quatre États membres de l'UE affectés aux caractéristiques SPS de la Russie.

7.1021. De plus, notre examen de l'obligation de la Russie au titre de l'article 6:1 abordera le point de savoir s'il y a des éléments des caractéristiques SPS de la région de destination des produits auxquels les mesures contestées auraient dû être adaptées. Nous examinerons également s'il y a des facteurs additionnels qui, à la lumière des circonstances de l'espèce, éclaireraient notre examen des obligations de la Russie au titre de l'article 6:1.

7.1022. Nous faisons observer que, à partir de 2007, il y a eu des foyers de PPA en Russie et que la PPA n'a pas été éradiquée dans ce pays.<sup>1395</sup> À notre avis, cela fait partie des caractéristiques SPS du territoire de destination des produits en cause en provenance de l'Union européenne et auxquelles la Russie doit adapter ses mesures. Les experts SPS consultés par le Groupe spécial ont souligné à de nombreuses reprises qu'"il [fallait] se rappeler que la FR [Russie] n'[était] pas un pays exempt de la PPA".<sup>1396</sup>

7.1023. Lorsque nous avons examiné cette question concernant l'interdiction à l'échelle de l'UE, nous avons indiqué que le Groupe spécial *États-Unis – Animaux* avait fait remarquer: "[s]i, par exemple, une région particulière du territoire d'un Membre importateur [avait] un statut SPS similaire à celui de la région d'origine d'un produit (par exemple, le même degré de prévalence pour une maladie donnée), ce Membre [pouvait] être tenu d'adapter sa mesure en assouplissant les restrictions à l'importation dans cette région".<sup>1397</sup> Nous souscrivons à cette déclaration, en ce sens que le degré de prévalence d'une maladie donnée sur le territoire du Membre importateur fait partie intégrante de la situation à laquelle ce Membre doit adapter ses mesures SPS. Nous rappelons également l'observation suivante du Dr Thomson: "il me semble que le problème à l'examen est un problème régional englobant le Caucase, les États Baltes, la Fédération de Russie et la partie orientale de l'UE. Comme il est indiqué ailleurs, du point de vue de la PPA, l'ensemble de la région semble, à peu de choses près, dans la même situation. La majeure partie de la vaste superficie de l'UE se situe en dehors de cette région ...".<sup>1398</sup> Cela ne veut pas dire qu'un pays dans lequel il existe une maladie ne peut pas imposer de restrictions à l'importation pour prévenir une nouvelle entrée de la maladie dans les régions où des mesures de lutte ont été mises en place ou

<sup>1394</sup> Renseignements disponibles dans les pièces EU-119 et RUS-297 révisée.

<sup>1395</sup> Voir la première communication écrite de la Russie, paragraphe 23 (faisant référence à l'interface WAHIS de l'OIE, rapports d'événements, peste porcine africaine, Russie (2007-2014). (pièce RUS-144)); réponse de la Russie à la question n° 143 du Groupe spécial, paragraphe 264; et deuxième communication écrite de la Russie, paragraphes 146 et 147. Voir aussi plus haut les paragraphes 4.22 à 4.24.

<sup>1396</sup> Dr Thomson, paragraphe 2.128 (réponse à la question n° 13 du Groupe spécial).

<sup>1397</sup> Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.642.

<sup>1398</sup> Réponse du Dr Thomson à la question n° 5 de l'UE, paragraphe 1.128.

pour prévenir sa propagation à des zones du pays importateur qui en sont exemptes. En réalité, le fait qu'une maladie existe déjà dans la région d'importation et le fait que des mesures de lutte soient en place sont des facteurs qui affectent les risques possibles présentés par les produits importés et qui doivent donc être pris en considération pour déterminer si une mesure particulière est adaptée aux caractéristiques SPS de la région de destination d'un produit.

7.1024. En outre, conformément à la deuxième phrase de l'article 6:1, pour évaluer les caractéristiques SPS d'une région, les Membres tiendront compte, entre autres choses, du degré de prévalence de maladies ou de parasites spécifiques, de l'existence de programmes d'éradication ou de lutte, et des critères ou directives appropriés qui pourraient être élaborés par les organisations internationales compétentes. À notre avis, étant donné qu'un Membre a besoin de savoir quelles sont les caractéristiques SPS auxquelles ses mesures SPS doivent être adaptées, il lui serait difficile d'agir conformément à ses obligations au titre de l'article 6:1 sans avoir procédé à une évaluation des régions d'origine et de destination des produits en cause.

7.1025. Comme nous l'avons indiqué lorsque nous avons examiné cette question concernant l'interdiction à l'échelle de l'UE, nous convenons avec le Groupe spécial *États-Unis – Animaux* de ce qui suit: "l'obligation de "tenir compte" des facteurs énumérés dans la deuxième phrase [de l'article 6:1] est intrinsèquement liée aux obligations relatives à l'évaluation des risques au titre de l'article 5 de l'Accord SPS. En particulier, l'article 5:2 impose aux Membres qui procèdent à une évaluation des risques de "tenir compte", entre autres choses, de la "prévalence de maladies ou parasites spécifiques" et de l'"existence de zones exemptes de parasites ou de maladies" lorsqu'ils évaluent les risques comme le prescrit l'article 5:1. Par conséquent, il est raisonnable de conclure que l'évaluation des caractéristiques SPS d'une région, tenant compte des facteurs énumérés dans la deuxième phrase de l'article 6:1, pourrait être effectuée dans le cadre de l'évaluation des risques faite par un Membre".<sup>1399,1400</sup>

7.1026. Il n'est pas contesté que la Russie n'a pas fondé son interdiction à l'échelle de l'UE ni les interdictions visant les produits en cause en provenance des quatre États membres de l'UE affectés par la PPA sur une évaluation des risques. Dans la section 7.6.5 plus loin, nous examinons les justifications que la Russie a avancées pour se dispenser du respect de son obligation, en vertu de l'article 5:1, de fonder ses mesures SPS sur une évaluation des risques. Nonobstant notre examen dans la section 7.6.5 plus loin concernant les allégations de l'Union européenne au titre des articles 5:1, 5:2, 2:2 et 5:7, nous jugeons pertinent pour notre analyse au titre de l'article 6:1 le fait que la Russie n'a pas procédé à une évaluation des risques liés à l'importation des produits en cause en provenance du territoire de l'Union européenne, y compris l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie et la Pologne. En particulier, nous considérons que l'absence d'une évaluation des risques limite la capacité d'un Membre d'évaluer les caractéristiques SPS des régions d'origine et de destination des produits en question.

7.1027. En l'espèce, nous considérons que le fait de refuser les importations de marchandises en provenance de l'ensemble du territoire de l'Estonie, de la Lettonie, de la Lituanie et de la Pologne, et le fait de ne pas adapter les interdictions d'importer les produits en cause en provenance de ces quatre États membres de l'UE affectés de manière à faire en sorte qu'elles soient adaptées à la présence de la PPA dans certaines zones de la Russie, constituent un manquement à l'obligation de la Russie au titre de l'article 6:1. Ce manquement est encore renforcé par le fait que la Russie n'a pas procédé à une évaluation des risques selon qu'il était approprié en fonction des circonstances, ce qui, en l'espèce, impliquait de procéder à un examen exhaustif, comprenant la justification scientifique correspondante, des mesures de régionalisation adoptées par l'Union européenne et des risques possibles pour différentes zones de la Russie. Nous considérons, par exemple, que le risque présenté par les importations dans les zones de la Russie où la PPA existe actuellement, y compris chez les sangliers, peut être sensiblement différent du risque pour les zones du territoire russe qui sont exemptes de PPA. Tel serait le cas en particulier si les mesures de lutte et de surveillance que la Russie applique à la PPA sur son territoire sont effectivement aussi efficaces qu'elle l'allègue.

<sup>1399</sup> (note de bas de page de l'original) Notre affirmation ne devrait pas être lue comme excluant la possibilité d'autres situations dans lesquelles l'article 6:1 pourrait être appliqué en l'absence d'une évaluation des risques.

<sup>1400</sup> Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.644.



#### **7.6.2.3.4.4 Conclusion**

7.1028. Sur la base de ce qui précède, nous constatons que la Russie n'a pas adapté les interdictions d'importer les produits en cause en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne aux caractéristiques SPS concernant la PPA des régions d'origine des produits visés par l'interdiction imposée sur les importations en provenance de ces quatre États membres de l'UE, ni aux caractéristiques SPS concernant la PPA en Russie. En outre, la Russie n'a pas procédé ni ne s'est référée à une évaluation des risques sur laquelle elle aurait pu fonder son évaluation des éléments pertinents pour déterminer les caractéristiques SPS des régions d'origine des produits en cause. Nous constatons, par conséquent, que les interdictions d'importer les produits en cause en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne sont incompatibles avec l'article 6:1 de l'Accord SPS.

#### **7.6.2.4 Conclusion concernant la compatibilité des interdictions visant les produits en cause en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne avec l'article 6 de l'Accord SPS**

7.1029. Dans la présente section, nous constatons que la Russie reconnaît les concepts de zones exemptes de parasites ou de maladies, et de zones à faible prévalence de parasites ou de maladies en ce qui concerne la PPA, et, par conséquent, que les interdictions d'importer les produits en cause en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne ne sont pas incompatibles avec les obligations de la Russie au titre de l'article 6:2 de l'Accord SPS.<sup>1401</sup>

7.1030. Nous constatons également que, au moins au 11 septembre 2014, l'Union européenne n'avait pas fourni à la Russie les preuves nécessaires afin de démontrer objectivement, conformément à l'article 6:3 de l'Accord SPS, qu'il y avait en Lettonie des zones qui étaient exemptes de PPA et qui le resteraient vraisemblablement. Nous constatons également que l'Union européenne avait fourni à la Russie les preuves nécessaires afin de démontrer objectivement, conformément à l'article 6:3 de l'Accord SPS, qu'il y avait en Estonie, en Lituanie et en Pologne des zones qui étaient exemptes de PPA et qui le resteraient vraisemblablement.<sup>1402</sup>

7.1031. Enfin, nous constatons que la Russie n'a pas adapté les interdictions d'importer les produits en cause en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne aux caractéristiques SPS concernant la PPA des régions d'origine des produits visés par l'interdiction imposée sur les importations en provenance de ces quatre États membres de l'UE, ni aux caractéristiques SPS concernant la PPA en Russie. En outre, la Russie n'a pas procédé à une évaluation des risques sur laquelle elle aurait pu fonder son évaluation des éléments pertinents pour déterminer les caractéristiques SPS des régions d'origine des produits en cause. Par conséquent, les interdictions d'importer les produits en cause en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne sont incompatibles avec l'article 6:1.<sup>1403</sup>

#### **7.6.3 Question de savoir si les interdictions d'importer les produits en cause en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne sont "établies sur la base" des normes internationales pertinentes au sens de l'article 3:1 de l'Accord SPS (suite)**

##### **7.6.3.1 Évaluation de la question de savoir si les interdictions d'importer les produits en cause en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne, telles qu'elles sont applicables aux produits non traités, sont "établies sur la base" des normes internationales applicables aux produits non traités**

7.1032. Dans la section 7.6.1.3.3, nous avons discerné le sens des normes internationales pertinentes en l'espèce, lesquelles sont énoncées dans le Code terrestre. À la fin de cette section, nous avons indiqué que, à la suite de notre examen du sens des normes internationales pertinentes applicables aux produits non traités à la lumière des arguments des parties et des circonstances dans le présent différend, nous avons conclu que, avant de comparer les interdictions d'importer les produits en cause en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne avec ces normes aux fins de déterminer si ces mesures étaient "établies sur la base" de celles-ci, nous jugions approprié et instructif de procéder à l'examen des allégations de l'Union

<sup>1401</sup> Voir plus haut la section 7.5.2.3.4.

<sup>1402</sup> Voir plus haut la section 7.5.2.3.5.

<sup>1403</sup> Voir plus haut la section 7.5.2.3.6.

européenne au titre de l'article 6 de l'Accord SPS. Après avoir procédé à notre examen de ces allégations et formulé les constatations correspondantes, nous reprenons maintenant notre examen de la question de savoir si les interdictions d'importer les produits en cause en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne sont établies sur la base des dispositions pertinentes du Code terrestre applicables aux produits non traités en cause.

7.1033. Dans les sections 7.6.1.3.1 et 7.6.1.3.2 plus haut, nous avons longuement expliqué le critère juridique applicable au titre de l'article 3:1 de l'Accord SPS. Pour qu'une mesure soit établie sur la base d'une norme internationale pertinente, elle devrait avoir cette norme comme "principe fondamental", comme "point de départ", ou être "étayée" par celle-ci. En outre, s'il est constaté qu'une mesure est en contradiction avec la norme, c'est-à-dire qu'elle s'en écarte fondamentalement, on ne peut pas dûment conclure que cette norme internationale a été utilisée "comme base de" la mesure correspondante.<sup>1404</sup> Eu égard à ces critères, nous passons à présent à la question de savoir si les interdictions d'importer les produits en cause en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne sont "établies sur la base" des dispositions pertinentes du Code terrestre.

7.1034. Nous rappelons que les dispositions du Code terrestre relatives au statut sanitaire au regard de la PPA prévoient la reconnaissance de pays, zones et compartiments exempts de PPA. Ainsi, les articles 15.1.2, 15.1.3 et 15.1.4 font chacun référence à un "pays", à une "zone" ou à un "compartiment" exempt de PPA sur le même plan<sup>1405</sup>, sans imposer d'ordre, de préférence ou de hiérarchie entre ces trois termes. De plus, conformément à certains articles du chapitre 15.1 du Code terrestre<sup>1406</sup>, le commerce de certains produits du porc et à base de viande de porc est sans danger lorsque ces produits sont issus d'animaux provenant d'un pays ou d'une zone exempte de PPA.<sup>1407</sup> Les dispositions pertinentes du Code terrestre exigent donc une reconnaissance des zones exemptes de PPA, qui est subordonnée à l'établissement correct de ces zones.

7.1035. Dans la section 7.5.2.3.5 plus haut, nous avons conclu que l'Union européenne n'avait pas fourni à la Russie les preuves nécessaires afin de démontrer objectivement que des zones de la Lettonie étaient exemptes de PPA et le resteraient vraisemblablement.<sup>1408</sup> Ce manquement, considéré dans le contexte des renseignements versés au dossier dont disposait la Russie jusqu'en septembre 2014, étayerait le fait qu'il y avait des incertitudes quant à l'existence de zones exemptes de PPA en Lettonie qui le resteraient vraisemblablement. À cet égard, nous croyons comprendre que les normes énoncées dans le Code terrestre pour le commerce des produits du porc non traités constituent le fondement des interdictions d'importer les produits en cause en provenance de Lettonie.

7.1036. Dans la section 7.5.2.3.5 plus haut, nous avons également conclu que l'Union européenne avait fourni à la Russie les preuves nécessaires afin de démontrer objectivement que des zones de l'Estonie, de la Lituanie et de la Pologne étaient exemptes de PPA et le resteraient vraisemblablement.<sup>1409</sup> Étant donné que les dispositions pertinentes du Code terrestre appellent les membres de l'OIE à prévoir la possibilité d'une reconnaissance du statut exempt de PPA (historiquement ou sur la base de programmes d'éradication) pour un pays ou une "zone", le fait que la Russie n'a même pas prévu la possibilité d'effectuer des importations en provenance de la Pologne depuis février 2014 équivaut, selon nous, à "s'écarter fondamentalement" des dispositions du Code terrestre traitant du statut exempt de PPA, en particulier les articles 15.2 à 15.4. En conséquence, nous constatons que les interdictions d'importer les produits en cause en provenance d'Estonie, de Lituanie et de Pologne, telles qu'elles sont applicables aux produits non traités, sont contraires aux normes internationales pertinentes et ne peuvent donc pas être considérées comme ayant été "établies sur la base" de ces normes aux fins de l'article 3:1 de l'Accord SPS.

<sup>1404</sup> Voir plus haut le paragraphe 7.254.

<sup>1405</sup> Pour les définitions de ces concepts, voir plus haut les paragraphes 7.293 à 7.297.

<sup>1406</sup> Pour la liste des articles du chapitre 15.1 du Code terrestre qui sont pertinents pour notre examen concernant les produits non traités, voir plus haut le tableau 8.

<sup>1407</sup> Voir plus haut la section 7.5.1.3.4.2.

<sup>1408</sup> Voir plus haut la section 7.5.2.3.5.4.

<sup>1409</sup> Voir plus haut la section 7.5.2.3.5.4.

7.1037. Sur la base de ce qui précède, nous constatons que les interdictions d'importer les produits en cause en provenance de Lettonie, telles qu'elles sont applicables aux produits non traités provenant de zones exemptes de PPA, sont établies sur la base du Code terrestre et sont donc compatibles avec l'obligation de la Russie d'établir ses mesures SPS sur la base de normes internationales, conformément à l'article 3:1 de l'Accord SPS.

### **7.6.3.2 Conclusion concernant la question de savoir si les interdictions d'importer les produits en cause en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne sont "établies sur la base" des normes internationales pertinentes**

7.1038. Nous rappelons que nous jugeons qu'il était particulièrement approprié de procéder à un examen des interdictions d'importer les produits en cause en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne pour deux catégories de produits visés par ces mesures. La première a trait à la portée des mesures contestées concernant les produits soumis à un traitement, ce que nous avons examiné à la lumière des dispositions du Code terrestre énonçant les normes pour le commerce des produits du porc traités (articles 15.1.14 à 15.1.16). La seconde a trait à la portée des mesures contestées concernant les produits non traités en provenance de zones exemptes de PPA, ce que nous avons examiné à la lumière des dispositions du Code terrestre énonçant les normes pour le commerce des produits non traités (articles 15.1.2 à 15.1.4, 15.1.5, 15.1.8, 15.1.10, 15.1.12, 15.1.13, 15.1.14, 15.1.15 et 15.1.16).

7.1039. S'agissant de la portée des mesures contestées concernant les produits traités, nous constatons que les interdictions d'importer les produits en cause en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne ne sont pas "établies sur la base" des normes internationales pertinentes, telles qu'elles sont énoncées dans les articles 15.1.14 à 15.1.16 du Code terrestre; et qu'elles sont donc, dans la mesure où elles sont applicables aux produits traités, incompatibles avec l'article 3:1 de l'Accord SPS.

7.1040. S'agissant de la portée des mesures contestées concernant les produits non traités, nous constatons que les interdictions d'importer les produits en cause en provenance de Lettonie sont "établies sur la base" des normes internationales pertinentes qui sont énoncées dans les articles pertinents du chapitre 15.1 du Code terrestre; et qu'elles sont donc, dans la mesure où elles sont applicables aux produits non traités, compatibles avec l'article 3:1 de l'Accord SPS. Nous constatons également que les interdictions d'importer les produits en cause en provenance d'Estonie, de Lituanie et de Pologne, telles qu'elles sont applicables aux produits non traités, ne sont pas "établies sur la base" des normes internationales pertinentes qui sont énoncées dans les articles pertinents du chapitre 15.1 du Code terrestre, et qu'elles sont donc, dans la mesure où elles sont applicables aux produits non traités, incompatibles avec l'article 3:1 de l'Accord SPS.

## **7.6.4 Allégations au titre de l'article 8 et de l'Annexe C de l'Accord SPS**

### **7.6.4.1 Principaux arguments des parties**

#### **7.6.4.1.1 Union européenne**

7.1041. L'Union européenne allègue que la Russie n'a pas modifié, et ne modifie pas, les mesures en cause en vue de permettre la reprise des importations en Russie des produits en cause en provenance de zones non affectées de l'UE et/ou des produits traités ou transformés de manière appropriée.<sup>1410</sup> Dans son allégation au titre de l'article 8 et de l'Annexe C de l'Accord SPS, l'Union européenne fait référence à "l'acceptation des mesures de régionalisation de l'UE".<sup>1411</sup> Elle fait valoir que la Russie n'a pas fait en sorte que les procédures visant à vérifier et à assurer le respect des mesures SPS soient engagées et achevées sans retard injustifié et d'une manière non moins favorable pour les produits importés que pour les produits similaires d'origine nationale, conformément à l'Annexe C 1) a). L'Union européenne soutient en outre que la Russie ne s'est pas acquittée de ses obligations dans l'application des procédures d'homologation prévues à l'Annexe C 1) b). Par ailleurs, elle allègue que la Russie n'a pas fait en sorte que les demandes de renseignements soient limitées à ce qui était nécessaire pour que les procédures de contrôle, d'inspection et d'homologation soient appropriées comme indiqué à l'Annexe C 1) c). À cet égard,

<sup>1410</sup> Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 337.

<sup>1411</sup> Deuxième communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 161.

l'Union européenne conclut que les mesures de la Russie sont contraires à l'Annexe C 1) a), b) et c) de l'Accord SPS et, par conséquent, à l'article 8 de l'Accord SPS.<sup>1412</sup>

#### 7.6.4.1.2 Russie

7.1042. La Russie soutient que le champ des procédures de contrôle, d'inspection et d'homologation tel qu'il est établi à l'article 8 et à l'Annexe C de l'Accord SPS ne couvre pas les allégations de l'Union européenne et les éléments de preuve présentés. De plus, elle affirme que, même si le champ de l'Annexe C couvrirait effectivement les mesures faisant l'objet des allégations de l'Union européenne, celle-ci n'a pas présenté d'éléments de preuve suffisants et ne s'est pas acquittée de la charge qui lui incombait d'établir *prima facie* l'existence d'une violation de l'article 8 et de l'Annexe C 1) a), b) et c) de l'Accord SPS. En ce qui concerne les mesures visant les importations en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne, la Russie affirme que le dossier étaye la conclusion selon laquelle les quatre États membres de l'Union européenne ne lui ont pas fourni des renseignements complets, en temps opportun et adéquats sur la mise en œuvre de mesures efficaces de lutte contre la PPA, non seulement dans leur demande initiale de régionalisation des zones exemptes de PPA, mais également par la suite en ce qui concerne chacune des modifications législatives apportées aux limites de la zone dont il est allégué qu'elle est exempte de PPA. La Russie affirme qu'elle réexamine régulièrement ses mesures provisoires, mais que le fait que l'Union européenne n'a pas fourni de renseignements suffisants a causé le retard actuel. Selon la Russie, un ou plusieurs des experts auprès du Groupe spécial ont jugé pertinentes un certain nombre de questions posées par la Russie en ce qui concerne tous les États membres de l'UE.<sup>1413</sup>

#### 7.6.4.2 Principaux arguments des tierces parties

##### 7.6.4.2.1 Brésil

7.1043. Le Brésil fait référence à l'argument de la Russie selon lequel les négociations aboutissant à l'adoption d'une procédure ne relèvent pas du champ d'application de l'article 8 et de l'Annexe C de l'Accord SPS. Il estime que l'existence de négociations au sujet de certaines procédures n'est pas en soi un critère décisif aux fins de la détermination de l'applicabilité de l'article 8.<sup>1414</sup> En outre, il mentionne la prescription imposant d'achever les procédures SPS sans retard injustifié, et souligne que ce retard sera injustifié s'il est dénué de justification, excessif ou disproportionné.<sup>1415</sup>

##### 7.6.4.2.2 États-Unis

7.1044. Les États-Unis estiment que l'allégation de l'Union européenne au titre de l'article 8 et de l'Annexe C de l'Accord SPS repose sur une prémisse erronée, à savoir que les mesures en cause relèvent du champ d'application de ces dispositions, parce qu'il ne s'agit pas des procédures de contrôle, d'inspection ou d'homologation d'une mesure SPS existante, mais plutôt d'une demande de modification de la portée de cette mesure.<sup>1416</sup>

#### 7.6.4.3 Analyse du Groupe spécial

##### 7.6.4.3.1 Introduction

7.1045. L'Union européenne formule ses allégations au titre des dispositions de l'Accord SPS relatives aux procédures de contrôle, d'inspection et d'homologation dans l'ordre suivant: i) l'Annexe C 1), en faisant en particulier référence à ses alinéas a), b) et c); et ii) l'article 8. Elle fait valoir qu'à la lumière des arguments qu'elle a présentés au titre de l'article C 1), la Russie a enfreint les dispositions de l'Annexe C 1) a), b) et c) et, par conséquent, de l'article 8.<sup>1417</sup>

<sup>1412</sup> Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphes 343 et 344; deuxième communication écrite de l'Union européenne, paragraphes 167 à 185.

<sup>1413</sup> Observations de la Russie concernant les réponses des experts aux questions n° 12 et n° 13 du Groupe spécial. Voir aussi la deuxième communication écrite de la Russie, paragraphes 61 à 77, 83 à 86 et 196.

<sup>1414</sup> Communication du Brésil en tant que tierce partie, paragraphes 22 à 27.

<sup>1415</sup> Communication du Brésil en tant que tierce partie, paragraphes 28 à 33.

<sup>1416</sup> Communication des États-Unis en tant que tierce partie, paragraphes 12 à 18.

<sup>1417</sup> Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 344.

La Russie présente ses arguments à la fois au titre de l'article 8 et de l'Annexe C 1), y compris les alinéas de l'Annexe C 1) a), b) et c) qui sont pertinents.

7.1046. Le Groupe spécial est appelé à examiner le champ d'application de l'article 8 et de l'Annexe C de l'Accord SPS, et à évaluer les allégations d'incompatibilité formulées par l'Union européenne en ce qui concerne l'Annexe C 1) a), b) et c). Avant de passer à l'évaluation en question, nous indiquons les dispositions juridiques pertinentes.

#### **7.6.4.3.2 Dispositions juridiques pertinentes**

7.1047. L'article 8 de l'Accord SPS, intitulé "Procédures de contrôle, d'inspection et d'homologation", dispose ce qui suit:

Les Membres se conformeront aux dispositions de l'Annexe C dans l'application des procédures de contrôle, d'inspection et d'homologation, y compris les systèmes nationaux d'homologation de l'usage d'additifs ou d'établissement de tolérances pour les contaminants dans les produits alimentaires, les boissons ou les aliments pour animaux, et par ailleurs feront en sorte que leurs procédures ne soient pas incompatibles avec les dispositions du présent accord.

7.1048. L'Annexe C de l'Accord SPS s'intitule "Procédures de contrôle, d'inspection et d'homologation". La note de bas de page relative au titre de cette annexe indique ce qui suit:

<sup>[7]</sup> Les procédures de contrôle, d'inspection et d'homologation comprennent, entre autres, les procédures d'échantillonnage, d'essai et de certification.

7.1049. La partie pertinente de l'Annexe C 1) dispose ce qui suit:

1. En ce qui concerne toutes procédures visant à vérifier et à assurer le respect des mesures sanitaires ou phytosanitaires, les Membres feront en sorte:

a) que ces procédures soient engagées et achevées sans retard injustifié et d'une manière non moins favorable pour les produits importés que pour les produits similaires d'origine nationale;

b) que la durée normale de chaque procédure soit publiée ou que la durée prévue soit communiquée au requérant s'il le demande; que, lorsqu'il recevra une demande, l'organisme compétent examine dans les moindres délais si la documentation est complète et informe le requérant de manière précise et complète de toutes les lacunes; que l'organisme compétent communique les résultats de la procédure au requérant aussitôt que possible et de manière précise et complète afin que des correctifs puissent être apportés en cas de nécessité; que, même lorsque la demande comportera des lacunes, l'organisme compétent mène la procédure aussi loin que cela sera réalisable, si le requérant le demande; et que, s'il le demande, le requérant soit informé du stade de la procédure, ainsi que des raisons d'éventuels retards;

c) que les demandes de renseignements soient limitées à ce qui est nécessaire pour que les procédures de contrôle, d'inspection et d'homologation, y compris l'homologation de l'usage d'additifs ou l'établissement de tolérances pour les contaminants dans les produits alimentaires, les boissons ou les aliments pour animaux, soient appropriées;

7.1050. L'article 8 de l'Accord SPS exige que les Membres "se conform[ent] aux dispositions de l'Annexe C dans l'application des procédures de contrôle, d'inspection et d'homologation", incorporant ainsi les disciplines de l'Annexe C dans le dispositif de l'Accord SPS. Cela est conforme au libellé de l'article 1:3 de l'Accord SPS, qui énonce que "[l]es annexes [] font partie intégrante de [l']accord". Ainsi, le fait de ne pas se conformer aux obligations énoncées à l'Annexe C 1)

"implique une violation de l'article 8".<sup>1418</sup> En conséquence, le Groupe spécial déterminera d'abord si la Russie a manqué à ses obligations au titre de l'Annexe C 1) a), b) et c). S'il est établi que la Russie a manqué à ses obligations au titre de l'Annexe C, cela signifiera donc que l'article 8 a lui aussi été enfreint.

7.1051. Comme la Russie conteste que ses actions contestées relèvent de l'article 8 et de l'Annexe C 1) de l'Accord SPS, le Groupe spécial examinera en premier lieu si l'article 8 et l'Annexe C 1) de l'Accord SPS sont applicables aux actions de la Russie. Si nous constatons que les actions contestées relèvent de ces dispositions, nous procéderons à l'évaluation des allégations d'incompatibilité avec l'Annexe C 1) a) à c) et, par conséquent, avec l'article 8, qui sont formulées par l'Union européenne.

#### **7.6.4.3.3 Question de savoir si les actions contestées de la Russie relèvent de l'article 8 et de l'Annexe C 1) de l'Accord SPS**

7.1052. Dans la section 7.5.4.3.3 plus haut, nous avons résumé et examiné les arguments des parties concernant la question de savoir si la procédure en cause, telle qu'elle a été indiquée par l'Union européenne, relève de l'article 8 et de l'Annexe C 1) de l'Accord SPS. Nous rappelons les arguments des parties puis nous les examinons eu égard à la façon dont la procédure en cause est appliquée aux fins des zones infectées par la PPA dans les quatre États membres de l'UE affectés.

##### **7.6.4.3.3.1 Plainte de l'Union européenne**

7.1053. L'Union européenne affirme, en ce qui concerne l'article 8 et l'Annexe C de l'Accord SPS, que l'acceptation de ses mesures de régionalisation ne constitue pas une négociation entre deux Membres, contrairement à ce que fait valoir la Russie, mais en fait un échange objectif de renseignements nécessitant une décision de la part du Membre importateur.<sup>1419</sup> L'Union européenne énumère une série d'événements survenus à partir du début de février 2014 qui constituent, selon elle, un retard injustifié dans la procédure, y compris i) la demande répétée par la Russie de renseignements déjà fournis; ii) les demandes par la Russie de renseignements non pertinents; et iii) l'absence de réponse de la Russie aux renseignements et explications additionnels fournis par l'Union européenne.<sup>1420</sup>

7.1054. La Russie fait valoir que l'Union européenne, dans son allégation concernant le retard injustifié de la Russie pour répondre aux communications ou aux demandes d'entretien, ne fournit que quelques renseignements sur les discussions et les échanges qui ont eu lieu entre elles.<sup>1421</sup> Elle fait valoir que les éléments de preuve fournis par l'Union européenne donnent une image globale faussée de l'échange constant de renseignements et des négociations intensives sur la régionalisation, y compris les nombreuses explications fournies par la Russie au sujet de l'insuffisance des renseignements communiqués. La Russie conclut que l'Union européenne a simplement affirmé qu'il y avait violation de l'article 8 et de l'Annexe C 1) a) en signalant des retards allégués dans l'évaluation des demandes concernant la régionalisation sans démontrer que ces retards étaient "injustifiés". La Russie affirme que, même si le champ des procédures couvrirait les mesures faisant l'objet des allégations de l'Union européenne, celle-ci n'a pas présenté d'éléments de preuve suffisants et ne s'est pas acquittée de la charge de la preuve qui lui incombait d'établir *prima facie* l'existence d'une violation de l'article 8 et de l'Annexe C 1) a), b) et c) de l'Accord SPS.<sup>1422</sup>

<sup>1418</sup> Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Volaille (Chine)*, paragraphe 7.394. Voir aussi le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.62. Le Groupe spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques* a constaté que le fait de ne pas se conformer aux dispositions de l'Annexe C de l'Accord SPS impliquait une infraction corollaire à l'article 8. Rapports du Groupe spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques*, paragraphe 7.1569.

<sup>1419</sup> Deuxième communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 162.

<sup>1420</sup> Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 339; réponse de l'Union européenne à la question n° 194 du Groupe spécial, paragraphes 383 et 384; et deuxième communication écrite de l'Union européenne, paragraphes 161 et 167 à 183.

<sup>1421</sup> Première communication écrite de la Russie, paragraphes 432 et 433. En ce qui concerne l'article 8 et l'Annexe C 1) a), la Russie souligne que l'Union européenne fait référence dans ses allégations aux "zones non affectées de l'UE" sans préciser ce qu'elle entend par là. Elle indique qu'elle présente ses arguments en supposant que l'Union européenne fait référence à l'Estonie, à la Lettonie, à la Lituanie et à la Pologne.

<sup>1422</sup> Déclaration finale de la Russie à la deuxième réunion avec le Groupe spécial, paragraphe 3.



7.1055. Dans la mesure où l'Union européenne conteste le fait que la Russie, à ce jour, n'a pas accepté sa demande de reconnaissance de zones exemptes de PPA, nous ne voyons dans l'article 8 ou dans l'Annexe C 1) a) à c), aucune obligation, exigeant un *résultat* particulier en ce qui concerne les procédures dont ces dispositions traitent.<sup>1423</sup> Nous croyons comprendre néanmoins que l'Union européenne conteste le processus d'examen par la Russie de sa demande de reconnaissance de zones exemptes de PPA, en particulier en ce qui concerne certains renseignements demandés par la Russie.<sup>1424</sup>

7.1056. Par conséquent, nous allons d'abord examiner si ce processus entre dans le champ d'application de l'article 8 et de l'Annexe C. Dans le cadre de cet examen, nous analyserons si les actions de la Russie, en tant que Membre défendeur, qui ont été indiquées, constituaient "toutes procédures" entrant dans le champ d'application de l'article 8 et de l'Annexe C 1). Si c'est le cas, nous examinerons si ces procédures visaient "à vérifier et à assurer le respect des mesures sanitaires ou phytosanitaires."<sup>1425</sup>

#### 7.6.4.3.3.2 Champ des procédures de contrôle, d'inspection et d'homologation

##### "[T]outes" procédures

7.1057. Dans la section 7.5.4.3.3.2 plus haut, nous avons examiné cette question pour ce qui était de l'interdiction à l'échelle de l'UE. Comme nous l'avons noté, la procédure en cause alléguée par l'Union européenne a trait à la reconnaissance de zones exemptes de PPA sur son territoire. À notre avis, cela renvoie à la fois à des zones situées à l'intérieur et à l'extérieur de l'Estonie, de la Lettonie, de la Lituanie et de la Pologne. Aux fins de notre analyse, nous examinons séparément la situation relative à la façon dont la Russie a considéré les zones situées à l'extérieur de ces quatre États membres de l'UE affectés (ce que nous avons évalué dans la section 7.5.2 plus haut pour ce qui était de l'interdiction à l'échelle de l'UE) et la situation relative à la façon dont elle a considéré les zones situées à l'intérieur des quatre États membres de l'UE affectés. Dans la présente section, nous axons notre analyse sur la seconde situation. Toutefois, selon nous, notre analyse de la question de savoir si l'examen par la Russie des zones exemptes de PPA en Estonie, en Lettonie, en Lituanie et en Pologne équivaut à "toutes procédures" recoupe l'examen des zones situées à l'intérieur et à l'extérieur des quatre États membres de l'UE affectés. Par conséquent, nous nous appuyons sur notre analyse de cette question qui est expliquée dans la section 7.5.4.3.3.2 plus haut. Nous passons à présent à notre évaluation de la question de savoir si l'examen par la Russie des zones exemptes de PPA dans les quatre États membres de l'UE affectés visait "à vérifier et à assurer le respect" des mesures SPS."

##### "Vérifier et assurer" le "respect" des mesures SPS

7.1058. L'article 8 et l'Annexe C 1) s'appliquent aux procédures relatives au contrôle, à l'inspection et à l'homologation "qui visent à vérifier et à assurer le respect des mesures SPS."<sup>1426</sup> L'Annexe A 1) définit une "mesure sanitaire ou phytosanitaire" comme toute mesure appliquée pour atteindre l'un quelconque des objectifs qui y sont énoncés. Nous estimons que le membre de phrase "vérifier et ... assurer le respect d'une mesure SPS" signifie que l'article 8 et l'Annexe C

<sup>1423</sup> Nous ne voulons pas dire qu'il n'y a pas dans ces dispositions d'obligation fondamentale imposant de parvenir à une décision. En fait, ces dispositions prévoient une prescription imposant d'exécuter une procédure et d'arriver à une détermination finale, qu'elle soit positive ou négative. Voir, par exemple, le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.112.

<sup>1424</sup> Rapport de l'Organe d'appel *Australie – Pommes*, paragraphe 420 et suivants. Dans son rapport sur l'affaire *Australie – Pommes*, l'Organe d'appel a précisé qu'un plaignant jouissait d'un pouvoir discrétionnaire en ce qui concerne l'indication des mesures en cause et que le Groupe spécial ne devrait pas confondre la prescription imposant d'indiquer les mesures en cause et la prescription imposant d'indiquer le fondement juridique de la plainte. Cette précision a été donnée dans la partie du rapport dans laquelle l'Organe d'appel a déterminé si le Groupe spécial avait fait erreur en constatant que les allégations au titre de l'Annexe C 1) a) et de l'article 8 de l'Accord SPS ne relevaient pas de son mandat. L'article 6:2 du Mémoire d'accord n'impose aucune prescription additionnelle, comme l'analyse du Groupe spécial le laisse entendre, voulant qu'un plaignant démontre, dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial, que la mesure en cause indiquée cause la violation, ou peut constituer une violation, de l'obligation pertinente. La question de savoir si les mesures indiquées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial *peuvent constituer une violation* ou *causer la violation* de l'obligation énoncée à l'Annexe C 1) a) et à l'article 8 est une question essentielle qui doit être examinée et réglée sur le fond. Rapport de l'Organe d'appel *Australie – Pommes*, paragraphe 423.

<sup>1425</sup> Voir, par exemple, le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.71.

<sup>1426</sup> Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Volaille (Chine)*, paragraphe 7.356.



couvrent toutes procédures visant à rendre certain qu'une mesure appliquée pour atteindre l'un des objectifs énoncés à l'Annexe A 1) soit respectée, c'est-à-dire pleinement mise en œuvre.<sup>1427</sup> À cet égard, l'Organe d'appel a fait observer à ce propos que "[c]omme les procédures auxquelles il [était] fait référence à l'Annexe C 1) [étaient] celles qui permett[aient] de vérifier et d'assurer le respect des mesures SPS, cela laiss[ait] entendre que de telles mesures exist[aient] avant l'application, l'engagement ou l'achèvement des procédures pertinentes, car ces dernières vis[aient] à vérifier et à assurer le respect des premières."<sup>1428</sup>

7.1059. Par conséquent, nous examinons d'abord si la procédure en cause de la Russie permet de vérifier et d'assurer le respect d'une mesure SPS telle qu'elle est définie dans l'Annexe A 1).

7.1060. Nous rappelons les constatations que nous avons formulées plus haut au paragraphe 7.231 selon lesquelles les interdictions d'importer les produits en cause en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne constituent des mesures SPS au sens de l'Annexe A 1), ainsi que les constatations que nous avons formulées plus haut au paragraphe 7.517 selon lesquelles les procédures en cause – le processus d'examen par la Russie de la demande de régionalisation de l'Union européenne concernant la PPA – sont liées à l'imposition et au maintien des interdictions d'importer les produits en cause en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne ainsi qu'à leur portée géographique et aux produits qu'elles visent.

7.1061. La Russie a souligné<sup>1429</sup> que les interdictions d'importer les produits en cause en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne, avaient en partie été adoptées sur la base du Mémoire de 2006<sup>1430</sup> et des certificats vétérinaires bilatéraux<sup>1431</sup>, qui existaient déjà. En outre, les interdictions d'importer les produits en cause en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne ont clairement été adoptées dans le cadre de la réglementation SPS générale de la Russie sur les maladies animales, figurant dans la Décision n° 317 de l'Union douanière.<sup>1432</sup> Dans ce contexte, nous estimons que la procédure en cause (à savoir le processus d'examen par la Russie de la demande présentée par l'Union européenne en vue de la reconnaissance de zones exemptes de PPA sur son territoire y compris les quatre États membres de l'UE affectés) vise à déterminer si la situation épizootique dans l'Union européenne justifie une adaptation des certificats vétérinaires convenus bilatéralement en 2006. Dans le même ordre d'idées, la procédure en cause concerne la vérification du respect d'une mesure qui existe déjà et qui relève de l'article 8 et de l'Annexe C 1) de l'Accord SPS (et elle ne constitue pas des "négociations" sur la régionalisation et sur les révisions de certificats qui entreraient dans la catégorie des procédures visant à modifier une mesure).

7.1062. Nous passons à présent à l'examen de la compatibilité du processus en cause avec les paragraphes a) à c) de l'Annexe C 1).

#### **7.6.4.3.4 Question de savoir si la procédure en cause a été engagée conformément à l'Annexe C 1) a) à c) de l'Accord SPS**

##### **7.6.4.3.4.1 Ordre d'analyse**

7.1063. Nous rappelons que l'Union européenne a formulé des allégations se rapportant aux paragraphes a) à c) de l'Annexe C 1) de l'Accord SPS. Comme nous l'avons déjà noté<sup>1433</sup>, nous

<sup>1427</sup> Nous trouvons des éléments à l'appui de cette approche dans le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.73.

<sup>1428</sup> Rapport de l'Organe d'appel *Australie – Pommes*, paragraphe 436.

<sup>1429</sup> Première communication écrite de la Russie, paragraphes 343 et 345; réponse de la Russie à la question n° 78 du Groupe spécial, paragraphe 129; et deuxième communication écrite de la Russie, paragraphes 172 à 174.

<sup>1430</sup> Mémoire du 4 avril 2006 entre l'Union européenne et la Russie sur les principes de zonage et de compartimentation en matière vétérinaire (pièce EU-61).

<sup>1431</sup> Certificat vétérinaire pour les porcelets à l'engrais (pièce EU-52); certificat vétérinaire pour les porcins destinés à la reproduction (pièce EU-53); certificat vétérinaire pour la viande de porc et les préparations à base de viande de porc crue (pièce EU-54); certificat vétérinaire pour les porcins destinés à l'abattage (pièce EU-55); certificat vétérinaire pour les produits alimentaires finis (pièce EU-56); certificat vétérinaire pour la viande en conserve, les salamis et autres produits carnés prêts à consommer (pièce EU-57).

<sup>1432</sup> Décision n° 317 de l'Union douanière (pièce RUS-25).

<sup>1433</sup> Voir plus haut le paragraphe 7.29.

sommes libres de structurer l'ordre de notre analyse des allégations de l'Union européenne compte tenu des circonstances de l'espèce, d'une manière compatible avec la structure et la logique des dispositions en cause.<sup>1434</sup> La plupart des arguments et des éléments de preuve présentés par l'Union européenne portaient principalement sur le fait que la Russie avait demandé des preuves non nécessaires, lesquelles n'avaient pas été examinées en temps utile, ce qui a entraîné des violations alléguées des paragraphes c) et a) de l'Annexe C 1). Par ailleurs, l'Union européenne traite, de façon sommaire, d'autres violations potentielles concernant le paragraphe b) de l'Annexe C 1).

7.1064. Sur la base de ce qui précède, nous poursuivrons notre analyse en examinant si les procédures en cause sont contraires au paragraphe c) de l'Annexe C 1), puis nous feront de même pour les paragraphes a) et b) et de cette annexe.

#### **7.6.4.3.4.2 Critère juridique**

7.1065. Dans la section 7.5.4.3.4.2 plus haut, nous avons examiné en détail le critère juridique applicable au titre de l'Annexe C 1) a) à c). Nous nous appuierons sur les examens que nous avons effectués dans cette section pour traiter les questions suivantes se rapportant à la manière dont la Russie a engagé et achevé la procédure en cause concernant les zones exemptes de PPA qui existaient en Estonie, en Lettonie, en Lituanie et en Pologne, selon les allégations de l'Union européenne.

#### ***Question de savoir si la procédure en cause est compatible avec l'article 8 et avec l'Annexe C 1) a), C 1) b) et C 1) c)***

##### **Introduction**

7.1066. Comme nous l'avons indiqué, nous estimons que la manière de procéder la plus appropriée pour nous est de commencer notre examen des allégations de l'Union européenne au titre de l'article 8 et de l'Annexe C 1) par une évaluation de l'incompatibilité avec l'Annexe C 1) c) de la procédure en cause, pour ce qui est des produits en cause en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne. Nous commençons donc par cette évaluation, puis nous procéderons à notre examen au titre de l'Annexe C 1) a) et C 1) b).

##### **Question de savoir si la procédure en cause est incompatible avec l'Annexe C 1) c)**

7.1067. L'Union européenne affirme que les demandes de renseignements de la Russie n'étaient pas limitées à ce qui était nécessaire aux fins de l'évaluation des mesures de régionalisation de l'UE concernant la PPA de l'Union européenne, ce qui constitue une violation de l'Annexe C 1) c).<sup>1435</sup> À l'appui de cette affirmation, elle a fait référence aux demandes de renseignements spécifiques que nous examinons ci-après. La Russie fait valoir que l'Union européenne n'a pas fourni d'éléments *prima facie* et ne s'est pas acquittée de la charge de la preuve qui lui incombait de démontrer que la Russie avait enfreint l'Annexe C 1) c).<sup>1436</sup>

7.1068. En particulier, l'Union européenne allègue que la Russie a demandé des renseignements non nécessaires. Ces demandes font l'objet des lettres que le FSVPS a envoyées à la DG SANCO les 5 février et 12 mars 2014.

7.1069. Les arguments de l'Union européenne sont formulés comme étant généralement applicables aux zones exemptes de PPA sur l'ensemble de son territoire, c'est-à-dire, y compris les zones situées à l'intérieur et à l'extérieur des quatre États membres de l'UE affectés. Comme nous l'avons expliqué plus haut, nous jugeons nécessaire de procéder séparément à l'analyse en ce qui concerne les demandes de renseignements se rapportant aux zones exemptes de PPA dans les États membres de l'UE ayant connu des foyers de PPA et celles se rapportant aux zones exemptes de PPA situées en dehors de ces États membres. Nous estimons que cette approche distincte est

<sup>1434</sup> Rapports de l'Organe d'appel *Canada – Automobiles*, paragraphe 151; et *Canada – Exportations de blé et importations de grains*, paragraphe 109. Voir aussi le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.13.

<sup>1435</sup> Deuxième communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 184.

<sup>1436</sup> Première communication écrite de la Russie, paragraphe 441.

appropriée et découle de notre interprétation selon laquelle il existe une différence entre ce qui doit être démontré pour étayer l'existence d'une zone exempte de PPA dans un pays dans lequel un foyer de PPA s'est déclaré et ce qui doit être démontré pour étayer l'existence d'une telle zone en dehors d'un tel pays. Nous rappelons que cette différence s'impose compte tenu des niveaux de risque présentés par des produits provenant d'un territoire situé à proximité d'une zone infectée par la PPA, en particulier à la lumière du site d'habitat des sangliers et des liens potentiels entre les populations de cette espèce. En outre, dans notre évaluation au titre de l'article 6:3, qui figure dans les sections 7.5.2.3.5 (en ce qui concerne l'interdiction à l'échelle de l'UE) et 7.6.2.3.3 (pour ce qui est des interdictions d'importer les produits en cause en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne), nous avons expliqué les différentes preuves nécessaires que l'Union européenne devait fournir à la Russie afin de démontrer objectivement l'existence de zones exemptes de PPA, et la probabilité qu'elles le restent, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des quatre États membres de l'UE affectés.

7.1070. En outre, nous rappelons que la situation concernant la PPA dans les quatre États membres de l'UE affectés a évolué au cours de l'année 2014. Les différences dans le degré de dissémination de la PPA sur le territoire de chaque État membre de l'UE affecté pourraient avoir une incidence sur le volume de renseignements nécessaires pour que la Russie engage et achève la procédure en cause. Nous identifierons donc le type de renseignements demandés par la Russie, en ce qui concerne les territoires affectés par la PPA au cours de l'année 2014, afin d'évaluer la mesure dans laquelle ces renseignements étaient nécessaires pour que la Russie achève la procédure en cause. Nous faisons généralement référence aux renseignements demandés en ce qui concerne les quatre États membres de l'UE affectés, étant donné que nous considérons que, quelle que soit la date d'apparition des foyers dans chacun de ces États membres de l'UE, les demandes de renseignements concernant la Lituanie, présentées en février 2014, reflétaient le type de renseignements que la Russie jugeait nécessaires pour achever la procédure en cause. Ce critère relatif aux renseignements demandés, tel qu'il a été modifié dans l'ensemble des communications ultérieures de 2014, nous servira de point de repère pour ce qui est de l'achèvement de la procédure en cause pour les quatre États membres de l'UE affectés par la PPA.

7.1071. Nous passons aux arguments de l'Union européenne concernant les renseignements demandés par la Russie pour l'évaluation des zones exemptes de PPA en Estonie, en Lettonie, en Lituanie et en Pologne.

7.1072. En ce qui concerne la lettre du 5 février 2014<sup>1437</sup>, l'Union européenne indique que les renseignements suivants sont non nécessaires et dénués de pertinence: i) la population porcine dans les élevages privés à titre accessoire avec le détail des densités par région; ii) le volume de production de différentes exploitations agricoles et usines; iii) les volumes de viande de sanglier et de trophées de chasse exportés; et, iv) des renseignements détaillés sur les chasseurs étrangers. Dans ses arguments, l'Union européenne allègue que les demandes susmentionnées étaient non nécessaires aux fins de l'évaluation de ses mesures de régionalisation.<sup>1438</sup> En outre, elle conteste la pertinence des demandes de renseignements présentées par la Russie dans la lettre du 5 février 2014, qui portent sur i) les élevages porcins et les usines de transformation de la viande de porc, y compris des renseignements sur les fournisseurs et les volumes de production; et ii) une estimation approximative des entreprises agréées pour expédier des produits d'origine animale, selon le niveau de l'état zoosanitaire.<sup>1439</sup> L'Union européenne fait valoir que ces renseignements peuvent être pertinents aux fins de la compartimentation, mais qu'ils sont dénués de pertinence aux fins de la régionalisation. Elle allègue par ailleurs, non seulement que la Russie disposait déjà des renseignements concernant les élevages porcins et les usines de transformation agréées, mais aussi que les renseignements demandés sur le niveau de l'état sanitaire n'étaient pas non plus pertinents pour la régionalisation, étant donné que toutes les exploitations des régions exemptes sont exemptes de PPA.<sup>1440</sup>

<sup>1437</sup> Lettre de la Russie à l'Union européenne du 5 février 2014, FS-SD 8/1640 (pièce EU-84).

<sup>1438</sup> Deuxième communication écrite de l'Union européenne, paragraphes 168 et 169.

<sup>1439</sup> Deuxième communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 172. Voir aussi la première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 339.

<sup>1440</sup> Deuxième communication écrite de l'Union européenne, paragraphes 172 et 173.

L'Union européenne a fait référence à des demandes de renseignements analogues formulées dans la lettre du 16 mai 2014, voir la deuxième communication écrite de l'Union européenne, paragraphes 177 et 178 (faisant référence à la lettre de la Russie à l'Union européenne du 16 mai 2014, FS-EN-8/7999 (pièce EU-93)).

7.1073. Pour ce qui est de la lettre du 12 mars 2014<sup>1441</sup>, l'Union européenne estime que la Russie a demandé les renseignements non nécessaires et dénués de pertinence sur les points suivants: i) l'absence de toute preuve de l'inexistence de la PPA sur le territoire d'autres États membres de l'UE; et ii) l'absence de toute preuve de l'impossibilité d'introduire de la viande issue d'animaux infectés par le virus de la PPA dans le cycle de production de la viande de porc en provenance d'autres États membres de l'UE.<sup>1442</sup>

7.1074. L'Union européenne allègue en outre que, dans la lettre datée du 16 mai 2014 adressée par le FSVPS à la DG SANCO, la Russie a demandé des réponses à des questions auxquelles l'Union européenne avait déjà répondu de manière exhaustive.<sup>1443</sup> De plus, l'Union européenne soutient que, dans cette lettre, il était aussi demandé des renseignements non nécessaires, comme ceux qui se rapportent i) au statut zoosanitaire des petites exploitations (du fait de leur nombre important sur les territoires des zones infectées par la PPA/à risque élevé de PPA) et à la mesure de leur protection biologique (possibilité d'élevage en plein air, alimentation de base, régime d'introduction des animaux nouvellement arrivés récemment dans le troupeau, etc.); et ii) à la représentation cartographique des établissements agréés pour fournir des porcins vivants et des produits du porc en provenance des États membres de l'UE (la Pologne et la Lituanie, en particulier) à la Fédération de Russie, avec indication des matières premières de base utilisées par ces établissements.<sup>1444</sup>

7.1075. De plus, l'Union européenne fait valoir qu'elle a indiqué clairement à la Russie qu'"aucun établissement [infecté] n[était] autorisé à fournir de la viande de porc ou des produits à base de viande de porc aux établissements agréés pour l'exportation vers la Fédération de Russie."<sup>1445</sup> Sur cette base, l'Union européenne affirme qu'elle a fourni de nombreux éléments de preuve pour étayer ses allégations au titre de l'Annexe C et de l'article 8 de l'Accord SPS.<sup>1446</sup>

7.1076. La Russie, quant à elle, a fait valoir que ces demandes de renseignements étaient justifiées. Selon elle, les experts ont confirmé que ses demandes avaient un fondement objectif.<sup>1447</sup>

7.1077. Le Groupe spécial a demandé aux experts de formuler des observations sur la pertinence des questions figurant dans certaines des demandes de renseignements de la Russie aux fins de l'évaluation des risques pertinents.<sup>1448</sup>

<sup>1441</sup> Lettre de la Russie à l'Union européenne du 12 mars 2014, FS-SD-4/3620 (pièces EU-90/RUS-135).

<sup>1442</sup> Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 339; et deuxième communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 176.

<sup>1443</sup> Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 339 (faisant référence à la lettre de la Russie à l'Union européenne du 16 mai 2014, FS-EN-8/7999 (pièce EU-93)).

<sup>1444</sup> Deuxième communication écrite de l'Union européenne, paragraphes 177 à 181.

<sup>1445</sup> Deuxième communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 182.

<sup>1446</sup> Dans sa réponse à la question n° 194 du Groupe spécial, l'Union européenne a indiqué quels étaient les renseignements demandés par la Russie en mars 2014 qui avaient déjà été fournis ou qui n'étaient pas pertinents aux fins de l'évaluation par la Russie des mesures de régionalisation de l'Union européenne:

- la preuve que les régions historiquement exemptes de PPA dans l'ensemble de l'UE sont effectivement exemptes de cette maladie, ce qui est contraire aux dispositions du Code terrestre de l'OIE;

- des renseignements sur la population porcine dans le secteur agro-industriel et dans les élevages privés à titre accessoire avec le détail des densités par région; des renseignements détaillés sur les élevages porcins, les usines de transformation de la viande de porc et les produits semi-finis, classés en fonction du volume de production; les textes réglementaires régissant la chasse au sanglier et l'utilisation ultérieure des animaux tués (pour l'alimentation ou comme trophées); les réglementations régissant l'exportation de la viande de sanglier et de trophées, le nombre d'animaux tués ainsi que la viande et les trophées exportés au cours de la période 2013-2014; des renseignements détaillés sur les chasseurs étrangers qui sont entrés dans les États membres de l'UE pour chasser le sanglier au cours de la période 2013-2014, ventilés par région (y compris des renseignements sur leur nombre et leur pays d'origine); des renseignements détaillés sur les élevage porcins et les usines de transformation de la viande qui sont agréés pour expédier des animaux et des produits vers le territoire de l'Union douanière, y compris des renseignements sur les fournisseurs (nombre, pays, région) et sur les volumes de production, ventilés par région; une estimation approximative des entreprises qui sont agréées pour expédier des produits d'origine animale vers le territoire de l'Union douanière, selon le niveau de l'état zoosanitaire, équivalente à l'évaluation précédemment effectué par les entreprises russes et biélorusses, ventilées par région et classées par volume de production.

<sup>1447</sup> Déclaration finale de la Russie à la deuxième réunion avec le Groupe spécial, paragraphe 4. Voir aussi les observations de la Russie sur la réponse de l'Union européenne à la question n° 322 du Groupe spécial; et les observations de la Russie sur les réponses des experts aux questions n° 12 et n° 13 du Groupe spécial.

7.1078. Dans sa réponse à cette question, le Dr Brückner a fait observer que "l'objet et l'ampleur des renseignements exigés n'[étaient] pas clairs". Il a fait remarquer en outre ce qui suit:

Les renseignements normalement exigés d'un pays exportateur seraient limités à l'agent pathogène concerné et aux dangers potentiels associés à cet agent en provenance de la zone faisant l'objet du différend (zone affectée par la PPA) et ces renseignements exigés seraient en général des renseignements qui ne sont pas encore disponibles auprès du pays exportateur (lesquels, dans le cas des exportations en provenance de l'UE vers la Fédération de Russie, seraient par défaut déjà disponibles pour d'autres exportations d'animaux et de produits d'origine animale). Toutefois, les renseignements demandés dans la pièce RUS-131, sont, à mon avis, "disproportionnés" et bon nombre des questions sont hors sujet et non nécessaires aux fins d'une analyse des risques sensée, qu'elle soit quantitative ou qualitative.<sup>1449</sup>

7.1079. Dans sa réponse à cette question, le Pr Penrith a indiqué qu'il "apparaiss[ait] que ces renseignements [étaient] ceux que l'UE pourrait utiliser pour réaliser une évaluation des risques très détaillée concernant la dissémination du virus sur son territoire".<sup>1450</sup> Elle a par ailleurs expliqué que les États membres de l'UE "ne [pouvaient] pas [tous] être considérés comme présentant un risque égal de PPA pour la Russie". Par conséquent, certains renseignements demandés par la Russie sont dénués de pertinence pour certaines zones de l'Union européenne (à savoir, ceux qui concernent les populations de sangliers et leurs mouvements sur des territoires insulaires; et les abattages sanitaires sur des territoires n'ayant jamais connu de cas de PPA ou n'en ayant pas eu depuis plus de 20 ans).<sup>1451</sup> En outre, le Pr Penrith a indiqué que les renseignements exigés par la Russie devraient se limiter à la liste des points qu'elle avait identifiés et elle a mentionné que plus de détails pourraient être exigés de pays ayant connu des foyers de la maladie.<sup>1452</sup> Elle a conclu sa réponse en indiquant que "dans leur grande majorité, les renseignements exigés n'[étaient] pas pertinents ni nécessaires aux fins d'évaluation des risques par la Russie".

7.1080. Dans sa réponse à cette question, le Dr Thomson a exprimé ses vues sur la pertinence des renseignements demandés dans les cinq lettres indiquées par le Groupe spécial. S'agissant de la lettre datée du 5 février 2014 (pièce EU-84), le Dr Thomson a noté que certaines des questions figurant dans cette pièce étaient des variantes d'autres questions posées ailleurs par la Russie, et a indiqué que, pour un pays "qui n'[était] pas lui-même exempt de PPA, cela [lui] sembl[ait] disproportionné et [était] peut-être une tentative de "brouiller les cartes".<sup>1453</sup> En ce qui concerne la lettre datée du 10 avril 2014 (pièce RUS-240), le Dr Thomson a fait observer que la pertinence des trois questions posées était douteuse, en partie parce qu'"il serait raisonnable de demander à

<sup>1448</sup> Question n° 13 du Groupe spécial aux experts. Les communications auxquelles la question du Groupe spécial faisait référence sont celles qui ont été adressées par la Russie à l'Union européenne ou à certains États membres de l'UE, datées du 5 février 2014 (pièce EU-84), du 12 mars 2014 (pièce EU-90/pièce RUS-135), du 10 avril 2014 (pièce RUS-240), du 16 mai 2014 (pièce EU-93), du 31 juillet 2014 (pièce RUS-157) et du 1<sup>er</sup> décembre 2014 (pièce RUS-131).

<sup>1449</sup> Réponse du Dr Brückner à la question n° 13 du Groupe spécial, compilation des réponses des experts, paragraphe 2.123.

<sup>1450</sup> Réponse du Pr Penrith à la question n° 13 du Groupe spécial, compilation des réponses des experts, paragraphe 2.125.

<sup>1451</sup> Réponse du Pr Penrith à la question n° 13 du Groupe spécial, compilation des réponses des experts, paragraphe 2.125.

<sup>1452</sup> Réponse du Pr Penrith à la question n° 13 du Groupe spécial, compilation des réponses des experts, paragraphe 2.125. La liste des renseignements mentionnés par le Pr Penrith figurait dans sa réponse à la question n° 12 du Groupe spécial. Cette liste comprend les renseignements suivants: i) le point de savoir s'il s'agit d'une maladie à déclaration obligatoire dans tout le pays et quels sont les moyens utilisés pour faire en sorte que cela soit connu; ii) le point de savoir si le pays dispose d'une capacité de diagnostic concernant la PPA (personnel vétérinaire et acteurs de la chaîne de valeur porcine, formés au diagnostic de terrain et capacités des laboratoires pour confirmer un diagnostic de terrain); iii) la législation en place pour la prévention et la gestion des foyers de maladies graves, y compris la PPA; iv) les connaissances vétérinaires et l'expertise sur tous les porcins domestiques dans le pays ou la zone et l'autorité sur ces derniers; v) les connaissances vétérinaires sur les espèces, la population, la répartition et l'habitat des porcins sauvages dans le pays ou la zone; vi) le fondement épidémiologique de la reconnaissance d'une zone, y compris toutes les caractéristiques topographiques pertinentes; et vii) le champ et l'étendue de la surveillance active de la PPA entreprise dans le pays ou la zone pour étayer l'affirmation selon laquelle le pays ou la zone est exempt de PPA. Réponse du Pr Penrith à la question n° 12 du Groupe spécial, compilation, paragraphe 2.114.

<sup>1453</sup> Réponse du Dr Thomson à la question n° 13 du Groupe spécial, compilation des réponses des experts, paragraphe 2.131.

l'UE les résultats et les conclusions issues des enquêtes menées sur son territoire en général", au lieu de demander à la Pologne les enquêtes elles-mêmes.<sup>1454</sup> En ce qui concerne la lettre datée du 16 mai 2014 (pièce EU-93), le Dr Thomson a noté que, à l'exception des renseignements concernant la présence du vecteur de la PPA dans les États membres de l'UE, il apparaissait que les questions posées étaient pertinentes.<sup>1455</sup> Concernant la lettre datée du 31 juillet 2014 (pièce RUS-157), le Dr Thomson a indiqué que cette "demande [lui] sembl[ait] pertinente et justifiée".<sup>1456</sup> Enfin, s'agissant de la lettre datée du 1<sup>er</sup> décembre 2014 (pièce RUS-131), le Dr Thomson a indiqué pouvoir considérer qu'il pouvait voir de la pertinence, et donc une justification, dans les questions concernant: i) les plans de détection précoce et d'intervention concernant la PPA pour chaque État membre de l'UE; ii) des renseignements détaillés sur le suivi et la surveillance des sangliers dans chaque État membre de l'UE; iii) des renseignements détaillés concernant les mesures prises par chaque État membre de l'UE pour prévenir la dissémination transfrontières de la PPA dans l'Union européenne (à l'exclusion des données démontrant leur efficacité); et iv) des renseignements sur le rôle des tiques dans la dissémination de la PPA dans les États membres de l'UE. Le Dr Thomson a ajouté, faisant référence aux autres questions figurant dans cette lettre, qu'elles "[lui] donn[aient] l'impression d'être une répétition ou d'être des questions auxquelles peu de pays au monde, pour ne pas dire aucun, y compris la Fédération de Russie, seraient en mesure d'apporter des réponses satisfaisantes. Il [était] nécessaire de rappeler que la Fédération de Russie n'[était] pas un pays exempt de PPA".<sup>1457</sup>

7.1081. À notre avis, les réponses des experts indiquent que certains des renseignements demandés par la Russie sont excessifs par rapport à ce qui lui serait nécessaire pour effectuer à une analyse du risque de dissémination de la PPA depuis l'Union européenne en Russie. Selon nous, ceci est directement pertinent pour la question dont nous sommes saisis.

7.1082. Ainsi que nous l'avons décrit plus haut au paragraphe 7.516, l'objectif immédiat de la procédure en cause est d'évaluer s'il y a des zones exemptes de PPA sur le territoire de l'Union européenne, y compris s'il y a de telles zones en Estonie, en Lettonie, en Lituanie et en Pologne. Comme il est expliqué plus haut aux paragraphes 7.1069 et 7.1070 les demandes de renseignements que nous examinerions dans cette section étaient celles qui seraient nécessaires pour engager et achever la procédure en cause, telle qu'elle visait à vérifier le caractère exempt de PPA de certaines zones dans les États membres de l'UE affectés par cette maladie. Cela inclurait les renseignements dont nous avons déjà indiqué qu'ils constituaient les preuves nécessaires que l'Union européenne aurait dû fournir à la Russie afin de démontrer objectivement l'existence de zones exemptes de PPA, qui le resteraient vraisemblablement, dans les États membres de l'UE affectés.<sup>1458</sup>

7.1083. Dans ce contexte, nous estimons que les demandes de renseignements de la Russie, s'agissant de la vérification de l'existence de zones exemptes de PPA dans les États membres de l'UE affectés par cette maladie devraient être limitées i) à la géographie; ii) à la surveillance épidémiologique de la PPA; iii) à l'efficacité des contrôles sanitaires ou phytosanitaires concernant la PPA; iv) aux écosystèmes, en particulier à la présence de la PPA et aux caractéristiques de l'écologie du comportement chez la faune sauvage; v) au degré de prévalence de la PPA; et vi) à l'existence de programmes d'éradication ou de lutte.<sup>1459</sup> À notre avis, certaines des demandes de renseignements formulées par la Russie entre février et juillet 2014 dépassent ce cadre. Comme les experts l'ont indiqué, certains des renseignements demandés par la Russie nous semblent non nécessaires et injustifiés.

7.1084. Ainsi que nous l'avons expliqué, le type de renseignements que la Russie était en droit de demander concernant les États membres de l'UE dans lesquels des foyers de PPA s'étaient déclarés diffère du type de ceux qu'elle était en droit de demander pour étayer l'évaluation des zones exemptes de PPA en dehors des États membres de l'UE affectés. Nous rappelons l'avis

<sup>1454</sup> Réponse du Dr Thomson à la question n° 13 du Groupe spécial, compilation des réponses des experts, paragraphe 2.130.

<sup>1455</sup> Réponse du Dr Thomson à la question n° 13 du Groupe spécial, compilation des réponses des experts, paragraphe 2.132.

<sup>1456</sup> Réponse du Dr Thomson à la question n° 13 du Groupe spécial, compilation des réponses des experts, paragraphe 2.129.

<sup>1457</sup> Réponse du Dr Thomson à la question n° 13 du Groupe spécial, compilation des réponses des experts, paragraphe 2.128.

<sup>1458</sup> Voir plus haut les paragraphes 7.935 et 7.936.

<sup>1459</sup> Voir plus le paragraphe 7.935.

du professeur Penrith selon lequel les renseignements de la première catégorie pouvaient être plus détaillés. Gardant cela à l'esprit, nous indiquons ensuite les renseignements qui, selon nous, sont excessifs par rapport à ce que la Russie était en droit de demander pour engager et achever la procédure en cause concernant les zones exemptes de PPA dans les États membres de l'UE affectés.

7.1085. En particulier, des demandes de renseignements excessives ont été présentées au moyen de la lettre du 5 février 2014 en ce qui concerne i) des renseignements détaillés sur les élevages porcins, les usines de transformation de la viande de porc et les produits semi-finis, classés en fonction du volume de production; ii) les règlements régissant l'exportation de viande de sanglier et de trophées, le nombre d'animaux tués ainsi que la viande et les trophées exportés au cours de la période 2013-2014 (pour les régions adjacentes à la zone infectée); iii) des renseignements détaillés sur les chasseurs étrangers qui sont entrés dans le pays pour chasser le sanglier au cours de la période 2013-2014, (y compris des renseignements sur leur nombre et leur pays d'origine), ventilés par pays et par région; iv) des renseignements détaillés sur les élevages porcins et les usines de transformation de la viande qui sont agréés pour expédier animaux et des produits vers le territoire de l'Union douanière, y compris des renseignements sur les fournisseurs (nombre, pays, région) et sur les volumes de production, ventilés par pays et par région; et v) une estimation approximative des entreprises qui sont agréées pour expédier des produits d'origine animale vers le territoire de l'Union douanière, selon le niveau de l'état zoosanitaire, équivalente à l'évaluation précédemment effectuée par les entreprises russes et biélorusses, ventilées par région et classées par volume de production.

7.1086. En outre, au moyen de la lettre datée du 16 mai 2014, la Russie a demandé les renseignements suivants, qui nous semblent excessifs s'agissant de l'évaluation de zones exemptes de PPA en Estonie, en Lettonie, en Lituanie et en Pologne: i) la représentation cartographique des établissements agréés pour fournir des porcins vivants et des produits du porc en provenance des États membres de l'UE affectés (la Pologne et la Lituanie, en particulier) à la Russie, avec indication des matières premières de base utilisées par ces établissements; ii) le statut zoosanitaire des petites exploitations (du fait de leur nombre important sur les territoires des zones infectées par la PPA/à un risque élevé de PPA) et la mesure de leur protection biologique (possibilité d'élevage en plein air, alimentation de base, régime d'introduction des animaux nouvellement arrivés dans le troupeau, etc.); iii) des données sur l'évaluation interne par les services vétérinaires des États membres de l'UE des ressources (humaines, techniques et financières) nécessaires à la création et au maintien des zones exemptes de PPA susmentionnées; iv) des données sur l'isolement fonctionnel de sous-populations d'animaux domestiques et sauvages dans les zones, accompagnées de preuves de l'absence de migration/mouvements saisonniers des sangliers entre les zones; et v) des données sur la présence du vecteur de la PPA dans les États membres de l'UE.<sup>1460</sup> Nous rappelons que certains des renseignements précédents auraient pu être pertinents pour l'évaluation de la situation dans un État membre de l'UE affecté. Cependant, le niveau de détail requis pour ces catégories de renseignements semble excessif. Nous rappelons que les renseignements que la Russie serait en droit de demander sont ceux qui seraient nécessaires pour engager et achever la procédure en cause. En l'espèce, la Russie a demandé un niveau de détail excessif pour plusieurs catégories de renseignements ce qui, selon nous, va au-delà de ce que nous avons indiqué comme étant nécessaire pour démontrer objectivement l'existence de zones exemptes de PPA dans un État membre de l'UE affecté.

7.1087. Sur la base de ce qui précède, nous estimons que la Russie a formulé des demandes de renseignements qui n'étaient pas limitées à ce qui était nécessaire pour la procédure en cause, ce qui constitue une infraction à l'Annexe C 1) c).

#### Question de savoir si la procédure en cause est incompatible avec l'Annexe C 1) a)

7.1088. Nous avons exposé plus haut les arguments des parties concernant l'Annexe C 1) a) qui se rapportent également aux États membres de l'UE affectés.

7.1089. La Russie fait valoir que les éléments de preuve fournis par l'Union européenne donnent une image globale faussée de l'échange constant de renseignements et des négociations intensives sur la régionalisation, y compris les nombreuses explications fournies par la Russie au sujet de

<sup>1460</sup> Lettre de la Russie à l'Union européenne du 16 mai 2014, FS-EN-8/7999 (pièce EU-93).



l'insuffisance des renseignements communiqués. Elle fait également valoir qu'elle a fait plusieurs offres en vue de la reprise des échanges commerciaux avec l'Union européenne à la condition qu'ils soient exempts de PPA.<sup>1461</sup> La Russie conclut que l'Union européenne a simplement affirmé qu'il y avait violation de l'article 8 et de l'Annexe C 1) a) en signalant des retards allégués dans l'évaluation des demandes de régionalisation, sans démontrer que ces retards étaient "injustifiés". Au contraire, la Russie fait valoir qu'il lui a fallu un délai raisonnable pour évaluer les demandes de régionalisation de l'Union européenne, en particulier à la lumière de la détérioration de la situation concernant la PPA dans l'Union européenne.<sup>1462</sup> À cet égard, la Russie soutient que l'Union européenne n'a pas présenté d'éléments de preuve suffisants pour établir des éléments *prima facie* et ne s'est pas acquittée de la charge de la preuve qui lui incombait de démontrer que la Russie avait enfreint l'article 8 et l'Annexe C 1) a).<sup>1463</sup>

7.1090. Nous rappelons qu'une détermination de la question de savoir si un retard dans une procédure d'homologation, de contrôle ou d'inspection est injustifié, aux fins de l'Annexe C 1) a), doit être examinée à la lumière des circonstances propres à une affaire.<sup>1464</sup> En outre, "les retards [causés par un Membre] ... ne sont pas tous" contraires à l'Annexe C 1) a), et un Membre n'est pas responsable des retards qui ne lui sont pas imputables.<sup>1465</sup>

7.1091. Au paragraphe 7.571 plus haut, nous avons fait remarquer que, ayant à l'esprit les indications données par des groupes spéciaux antérieurs et l'Organe d'appel, nous considérons qu'un retard était injustifié s'il était "injustifié[], ou excessi[f] d'une autre manière, disproportionné[] ou injustifiable[]".<sup>1466</sup> Pour évaluer si le "retard" allégué par l'Union européenne peut être considéré comme "injustifié", nous examinerons si le retard est injustifié, ou excessif d'une autre manière, disproportionné ou injustifiable.

7.1092. Dans le cadre de cet examen, nous cherchons à savoir s'il y a eu des périodes d'inaction ou une incapacité d'aller de l'avant sur le fond de la demande qui constitueraient des retards au sens de l'Annexe C 1) a).<sup>1467</sup> Cela suppose non seulement la prise en compte de la période de temps totale durant laquelle la Russie, en tant que Membre importateur, mène la procédure, mais cela exige également une évaluation globale des faits et des circonstances propres à l'affaire. Dans l'absolu, le délai dont un Membre a besoin pour évaluer une demande donnée – et le temps nécessaire pour effectuer toute série d'étapes intermédiaires requises pour vérifier l'exhaustivité, l'exactitude et la pertinence des renseignements – dépendront des circonstances propres à l'affaire.<sup>1468</sup> Nous partageons le point de vue du Groupe spécial *États-Unis – Animaux* sur l'importance de disposer d'un point de référence pour évaluer le caractère raisonnable de la durée du processus d'examen, par référence à des indicateurs comme la durée normale de la procédure qui transparaît dans les politiques et pratiques du Membre exécutant la procédure, ainsi que les directives données par l'OIE.<sup>1469</sup>

7.1093. Par ailleurs, nous rappelons les observations que nous avons formulées plus haut dans la section 7.3.6 sur l'importance des considérations temporelles en l'espèce. Nous notons que le Groupe spécial *États-Unis – Animaux* a identifié une date de fin pour la période dont il tiendrait compte afin d'évaluer les retards injustifiés allégués dans la conduite des procédures du Membre défendeur.<sup>1470</sup> En faisant référence à la décision de l'Organe d'appel dans l'affaire *CE – Morceaux de poulet* et à la décision du Groupe spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques*, le Groupe spécial *États-Unis – Animaux* a déterminé que la date de fin

<sup>1461</sup> Première communication écrite de la Russie, paragraphes 435 et 436.

<sup>1462</sup> Première communication écrite de la Russie, paragraphe 437.

<sup>1463</sup> Première communication écrite de la Russie, paragraphe 438.

<sup>1464</sup> Rapport de l'Organe d'appel *Australie – Pommes*, paragraphe 437.

<sup>1465</sup> Première communication écrite de la Russie, paragraphe 434 (faisant référence aux rapports du Groupe spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques*, paragraphes 7.1495 et 7.1497).

<sup>1466</sup> Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.129. En référence au rapport de l'Organe d'appel *Australie – Pommes*, paragraphe 437 (faisant référence aux rapports du Groupe spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques*, paragraphe 7.1495).

<sup>1467</sup> En retenant l'ordre d'analyse du Groupe spécial *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.127.

<sup>1468</sup> Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.114. Ce groupe spécial a fait observer que les Membres requérants présentaient des circonstances différentes du point de vue SPS, qui "[pouvaient] aussi être affectées par la législation, les politiques, la gouvernance et les infrastructures vétérinaires".

<sup>1469</sup> Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.117.

<sup>1470</sup> Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.118.

appropriée aux fins de l'examen des allégations du plaignant serait la date d'établissement du Groupe spécial.<sup>1471</sup>

7.1094. En l'espèce, nous rappelons les échanges qui ont eu lieu entre les parties en rapport avec la demande de l'Union européenne en vue de la reconnaissance de zones exemptes de PPA sur son territoire qui a été présentée initialement dans la lettre datée du 31 janvier 2014<sup>1472</sup> (à cette date, il n'était apparu que deux foyers de la maladie chez les sangliers en Lituanie), et la réponse négative de la Russie à cette demande dans la lettre datée du 29 juillet 2014 (après la date d'établissement du Groupe spécial et après que les foyers se sont déjà déclarés en Pologne et en Lettonie). En outre, nous rappelons les échanges ultérieurs, y compris la communication de la Russie du 1<sup>er</sup> décembre 2014 et la réponse de l'Union européenne du 23 décembre 2014.

7.1095. Dans ce contexte, nous devons déterminer si la procédure en cause visant la reconnaissance de zones exemptes de PPA dans les États membres affectés, a été engagée et achevée sans retard injustifié.

7.1096. Comme nous l'avons indiqué dans notre analyse des allégations de l'Union européenne au titre de l'Annexe C 1) c), la Russie a formulé un certain nombre de demandes de renseignements qui allaient au-delà des renseignements qui étaient nécessaires à la procédure en cause. Nous soulignons que c'était le cas pour les zones situées dans les États membres de l'UE affectés par des foyers de PPA, indépendamment du moment auquel le foyer initial s'était déclaré dans l'État membre correspondant.

7.1097. À notre avis, lorsqu'un Membre formule des demandes de renseignements non justifiées et non nécessaires, qui vont au-delà de ce qui serait exigé pour procéder à une évaluation sur le fond la situation faisant l'objet de la procédure en cause, ce Membre agirait d'une manière qui empêche d'engager et d'achever les procédures correspondantes. En l'espèce, les demandes de renseignements excessives et injustifiées de la Russie en ce qui concerne les renseignements détaillés sur le secteur porcin et les chasseurs étrangers dans les États membres de l'UE affectés par la PPA correspondent à ce cas de figure. À la lumière des indications de l'Organe d'appel citées plus haut<sup>1473</sup>, ce cas peut constituer un manquement à l'obligation d'engager et d'achever une procédure sans retard injustifié.

7.1098. En outre, nous considérons que les références de la Russie aux outils qu'elle privilégie en ce qui concerne la lutte contre la PPA et son éradication dans les États membres de l'UE affectés, y compris la sécurité des échanges en provenance des compartiments par opposition aux zones (ou régions) exemptes de PPA<sup>1474</sup>, témoignent de sa réticence à examiner la demande de l'Union européenne en temps utile.

7.1099. Sur la base de ce qui précède, nous concluons que la procédure en cause a été engagée et achevée avec un retard injustifié, ce qui constitue une infraction à la première clause de l'Annexe C 1) a).

7.1100. Nous passons à présent à l'allégation de l'Union européenne concernant la seconde clause de l'Annexe C 1) a), c'est-à-dire l'allégation selon laquelle la procédure en cause a été engagée et achevée d'une manière moins favorable pour les produits importés que pour les produits similaires d'origine nationale. S'agissant de cette allégation, le Groupe spécial examinera si l'Union européenne a établi que les produits en cause en provenance de l'Union européenne ont été traités d'une "manière moins favorable" que les produits d'origine nationale en ce qui concerne l'engagement et l'achèvement de la procédure en cause.

7.1101. Nous rappelons l'analyse que nous avons effectuée plus haut dans le contexte de l'interdiction à l'échelle de l'UE et nous renvoyons à cette analyse.<sup>1475</sup> De même, nous croyons comprendre que le raisonnement qui sous-tend l'argument de l'Union européenne en l'espèce est

<sup>1471</sup> Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.118.

<sup>1472</sup> Lettre de l'Union européenne à la Russie du 31 janvier 2014, ARES(2014)226547, SANCO G7/JP/mh(2014)241111 (pièce EU-64).

<sup>1473</sup> Rapport de l'Organe d'appel *Australie – Pommes*, paragraphe 438.

<sup>1474</sup> Lettre du service vétérinaire russe à la DG SANCO, FS-AS-8/23743, 1<sup>er</sup> décembre 2015 (pièce RUS-131).

<sup>1475</sup> Voir plus haut les paragraphes 7.572 à 7.591.

que les demandes de renseignements non nécessaires et excessives que la Russie lui a adressées en ce qui concerne la reconnaissance de zones exemptes de PPA dans les États membres de l'UE affectés n'ont pas été faites au sujet des échanges correspondants de produits similaires en Russie.

7.1102. À notre avis, l'Union européenne n'a pas fourni d'éléments de preuve suffisants pour étayer son affirmation selon laquelle ce type de renseignements n'est pas exigé par la Russie afin de déterminer quelles zones de la Russie sont exemptes de PPA. En outre, elle n'a pas clairement expliqué le processus interne de la Russie visant à établir la reconnaissance de zones exemptes de PPA dans ce pays: elle n'a fait qu'indiquer qu'il n'y avait pas d'interdiction visant le commerce intérieur des produits en cause provenant de zones exemptes de PPA en Russie. Sans ces renseignements, nous ne sommes pas en mesure de vérifier si la Russie a mis plus d'un an pour déterminer l'existence de zones exemptes de PPA sur son territoire, ni quel type et quelle quantité d'éléments de preuve elle a exigés de ses autorités régionales à cette fin. Nous estimons par conséquent que l'Union européenne ne s'est pas acquittée de la charge de démontrer que la procédure de la Russie n'était pas conforme à la seconde clause de l'Annexe C 1) a).

7.1103. Compte tenu de la constatation que nous avons formulée plus haut concernant la première clause de l'Annexe C 1) a), selon laquelle la Russie a engagé et achevé la procédure en cause avec un retard injustifié, nous concluons que cette procédure est incompatible avec l'Annexe C 1) a).

**Question de savoir si la procédure en cause est incompatible avec l'Annexe C 1) b)**

7.1104. L'Union européenne soutient que la Russie enfreint l'ensemble des cinq obligations énoncées à l'Annexe C 1) b).<sup>1476</sup> La Russie fait valoir que l'Union européenne se contente d'énumérer les obligations contenues dans les dispositions sans expliquer en quoi il y a eu manquement à ces obligations procédurales spécifiques.<sup>1477</sup>

7.1105. Selon l'Union européenne, la Russie n'a pas publié, ni ne lui a communiqué par un autre moyen, la durée normale de la procédure et n'a satisfait à aucune des autres prescriptions de l'Annexe C 1) b) de l'Accord SPS.<sup>1478</sup> L'Union européenne fait valoir en outre, dans ses réponses à la question n° 197 du Groupe spécial, que, malgré ses demandes répétées en vue d'obtenir des éléments de preuve supplémentaires concernant les mesures de régionalisation de l'Union européenne, la Russie n'a jamais fourni aucun renseignement quant à la durée prévue de la procédure d'homologation.<sup>1479</sup> Le Groupe spécial<sup>1480</sup> a demandé à l'Union européenne de lui dire si elle avait demandé à la Russie des renseignements sur la durée prévue du traitement de sa demande de régionalisation, et de communiquer les éléments de preuve pertinents attestant que cette demande avait été présentée. L'Union européenne a répondu ceci:

L'UE a souligné à plusieurs reprises que les renseignements fournis devraient permettre à la Russie d'évaluer et d'accepter les mesures de régionalisation de l'UE concernant la PPA.<sup>1481</sup>

En dépit de la quantité sans précédent de renseignements qui lui ont été fournis, la Russie a déclaré avec insistance qu'elle n'avait pas reçu de renseignements suffisants pour pouvoir procéder à une évaluation des risques.

<sup>1476</sup> Dans l'affaire *États-Unis – Animaux*, le Groupe spécial a d'abord examiné si les mesures contestées relevaient de son mandat. Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Animaux*, paragraphes 7.188 et 7.190. Le Groupe spécial a estimé que, pour se conformer à l'article 6:2 du Mémoire d'accord, un plaignant était tenu de préciser d'une manière suffisamment claire, parmi les cinq obligations figurant dans la disposition, celles qu'il contestait dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial. En l'espèce, nous considérons que l'Union européenne a indiqué qu'elle contestait l'ensemble des cinq obligations énoncées dans l'Annexe C 1) b). Voir la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Union européenne, pages 5 et 6.

<sup>1477</sup> Première communication écrite de la Russie, paragraphe 439.

<sup>1478</sup> Deuxième communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 187.

<sup>1479</sup> Réponse de l'Union européenne à la question n° 197 du Groupe spécial, paragraphe 388.

<sup>1480</sup> Question n° 289 du Groupe spécial, qui souhaitait obtenir des éclaircissements sur le paragraphe 342 de la première communication écrite de l'Union européenne.

<sup>1481</sup> (note de bas de page de l'original) Lettres du 20 février 2014 (pièce EU-175), du 6 mars 2014 (pièce EU-86) et du 13 mars 2014 (pièce EU-91).

Au vu du refus de la Russie de reconnaître qu'elle avait reçu tous les renseignements pertinents, l'UE s'est principalement efforcée de fournir les renseignements supplémentaires demandés. Dans ces circonstances, il n'a pas été adressé à la Russie de demande spécifique concernant la durée prévue de traitement de la demande de l'UE.<sup>1482</sup>

7.1106. Nous constatons par conséquent que l'Union européenne n'a pas fait de demande au sens de la disposition considérée et n'a donc pas déclenché d'obligation pour la Russie de communiquer la durée prévue de la procédure.<sup>1483</sup>

7.1107. En outre, nous rappelons qu'un "commencement de preuve, en l'absence de réfutation effective par la partie défenderesse, fait obligation au groupe spécial, en droit, de statuer en faveur de la partie plaignante fournissant le commencement de la preuve".<sup>1484</sup>

7.1108. L'Union européenne n'a pas tenté de présenter un quelconque argument ou élément de preuve à l'appui de son allégation selon laquelle la procédure en cause était incompatible avec l'Annexe C 1) b) de l'Accord SPS. Nous estimons par conséquent qu'elle n'a pas établi d'éléments *prima facie* s'agissant de l'incompatibilité alléguée de la procédure en cause avec l'Annexe C 1) b).

#### 7.6.4.4 Conclusion

7.1109. Comme il est expliqué dans les sections précédentes, nous constatons que le processus d'examen par la Russie de la demande présentée par l'Union européenne en vue de la reconnaissance de zones exemptes de PPA au sein de l'UE, y compris ses quatre États membres affectés, relève du champ d'application de l'article 8 et de l'Annexe C 1) de l'Accord SPS. Nous constatons également que la Russie a formulé des demandes de renseignements qui n'étaient pas limitées à ce qui était nécessaire pour la procédure en cause, ce qui constitue une infraction à l'Annexe C 1) c). En outre, la Russie a engagé et achevé la procédure en cause avec un retard injustifié, rendant ainsi la procédure en cause incompatible avec l'Annexe C 1) a). Nous estimons que l'Union européenne n'a pas établi d'éléments *prima facie* pour ce qui est de l'incompatibilité alléguée de la procédure en cause avec l'Annexe C 1) b). Compte tenu de ces constatations, nous constatons que la procédure en cause est incompatible avec l'article 8 de l'Accord SPS.

### 7.6.5 Allégations au titre des articles 2:2, 5:1, 5:2 et 5:7 de l'Accord SPS

#### 7.6.5.1 Principaux arguments des parties

##### 7.6.5.1.1 Union européenne

7.1110. L'Union européenne fait valoir que, puisque les mesures de la Russie ne sont pas "conformes" aux recommandations de l'OIE et ne sont pas établies "sur la base" de celles-ci, il est nécessaire de déterminer si leur imposition a un fondement scientifique solide.<sup>1485</sup>

7.1111. L'Union européenne souligne qu'une analyse au titre de l'article 5:1 de l'Accord SPS suppose d'examiner deux questions: celle de savoir s'il y a une "évaluation des risques" au sens de l'Accord SPS et celle de savoir si les mesures SPS en cause sont établies "sur la base" de ladite évaluation des risques.<sup>1486</sup>

7.1112. L'Union européenne fait valoir que la Russie n'a fourni aucune évaluation des risques à l'appui de son interdiction à l'échelle de l'UE, bien que cette évaluation des risques ait été

<sup>1482</sup> Réponse de l'Union européenne à la question n° 289 du Groupe spécial, paragraphes 135 à 137.

<sup>1483</sup> Nous notons que le Groupe spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques* a estimé que la durée prévue des procédures devait être communiquée aux requérants s'ils le demandaient et que, dans ce différend, aucun élément de preuve n'avait été fourni concernant des demandes présentées par ces requérants. Rapports du Groupe spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques*, paragraphes 7.1587 à 7.1589.

<sup>1484</sup> Rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphe 104.

<sup>1485</sup> Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 153.

<sup>1486</sup> Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 154.

demandée au cours des nombreux contacts qui ont eu lieu entre les autorités vétérinaires compétentes de la Russie et celles de l'UE.<sup>1487</sup>

7.1113. L'Union européenne signale que l'article 5:2 de l'Accord SPS contient une liste des facteurs dont il faut tenir compte lorsque l'on procède à une évaluation des risques.<sup>1488</sup> Elle fait valoir que, pour adopter, maintenir et/ou appliquer les mesures en cause, la Russie n'a pas tenu, et ne tient pas, compte de ces facteurs.<sup>1489</sup>

7.1114. L'Union européenne affirme que, puisque la Russie n'a fourni aucune évaluation des risques concernant les mesures en cause, elle enfreint les dispositions de l'article 5:1 de l'Accord SPS et qu'il s'ensuit que les dispositions de l'article 2:2 sont aussi enfreintes.<sup>1490</sup>

7.1115. L'Union européenne signale que, bien que seul l'article 5:7 de l'Accord SPS puisse quand même justifier la mesure d'un Membre dans de telles circonstances, la Russie ne satisfait à aucune des prescriptions de cette disposition.<sup>1491</sup>

#### **7.6.5.1.2 Russie**

7.1116. La Russie fait valoir que ses restrictions à l'importation visant les quatre États membres de l'UE affectés sont conformes aux normes internationales et que donc, elles sont présumées être compatibles avec les dispositions pertinentes de l'Accord SPS, y compris l'article 2:2.<sup>1492</sup>

#### **7.6.5.2 Principaux arguments des tierces parties**

##### **7.6.5.2.1 Australie**

7.1117. L'Australie souligne qu'il n'apparaît pas que la Russie ait procédé à une évaluation des risques en ce qui concerne le commerce des produits pertinents provenant des zones affectées par la PPA, que ce soit à l'intérieur des quatre États membres de l'UE affectés ou à l'échelle de l'UE.<sup>1493</sup>

7.1118. L'Australie souligne qu'il est nécessaire que le Groupe spécial examine si le niveau des renseignements scientifiques était insuffisant, de manière à justifier l'adoption provisoire par la Russie de mesures SPS non établies sur la base d'une évaluation des risques conformément à l'article 5:7 de l'Accord SPS.<sup>1494</sup>

7.1119. L'Australie souligne que l'insuffisance des éléments de preuve doit concerner les renseignements qui sont pertinents pour l'évaluation des risques en question. Elle note aussi que la prescription relative au délai raisonnable doit être établie au cas par cas, et que l'incertitude apparente portant, en l'espèce, selon elle, sur les zones de confinement pour la PPA, le Groupe spécial souhaitera peut-être tenir compte des règles et directives connexes en matière de régionalisation.<sup>1495</sup>

##### **7.6.5.2.2 Brésil**

7.1120. Le Brésil fait valoir qu'il n'y a pas de point de référence fixe ou strict pour déterminer ce que sont des "preuves scientifiques suffisantes" aux fins de cette disposition et que la quantité de preuves scientifiques peut varier en fonction des circonstances de l'affaire. Il souligne toutefois que, même si la quantité de preuves scientifiques considérée comme suffisante pour justifier une mesure provisoire dans le contexte de l'article 5 peut varier, la décision rendu par l'Organe d'appel dans l'affaire *Japon – Pommes*, dans laquelle l'Organe d'appel a estimé qu'il y avait une grande

<sup>1487</sup> Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 165.

<sup>1488</sup> Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 168.

<sup>1489</sup> Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 170.

<sup>1490</sup> Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 176.

<sup>1491</sup> Deuxième communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 68.

<sup>1492</sup> Deuxième communication écrite de la Russie, paragraphe 296; voir aussi la deuxième communication écrite de la Russie, note de bas de page 664.

<sup>1493</sup> Communication de l'Australie en tant que tierce partie, paragraphe 10.

<sup>1494</sup> Communication de l'Australie en tant que tierce partie, paragraphe 11.

<sup>1495</sup> Communication de l'Australie en tant que tierce partie, paragraphe 14.

quantité de preuves scientifiques lorsqu'il a vérifié l'existence "[d']études scientifiques et [d'une] expérience pratique ... accumulées depuis 200 ans", peut servir de point de référence.<sup>1496</sup>

#### 7.6.5.2.3 Norvège

7.1121. La Norvège souligne que, bien qu'en vertu de l'article 2:1 de l'Accord SPS, les Membres aient le droit de prendre les mesures SPS qui sont "nécessaires à la protection de la santé et de la vie des personnes et des animaux ou à la préservation des végétaux à condition que ces mesures ne soient pas incompatibles avec les dispositions [de l']Accord", ce droit comporte certaines obligations, y compris celles qui sont énoncées à l'article 5 de l'Accord SPS.<sup>1497</sup>

7.1122. La Norvège affirme que l'article 5:1 de l'Accord SPS est considéré comme une "application spécifique" de l'obligation fondamentale énoncée à l'article 2:2 et que l'Organe d'appel a précisé que lorsqu'une mesure n'était pas établie sur la base d'une évaluation des risques conformément à l'article 5:1, elle serait présumée être incompatible avec les deuxième et troisième éléments de l'article 2:2 de l'Accord SPS.<sup>1498</sup>

7.1123. La Norvège souligne qu'en ce qui concerne l'article 5:7 de l'Accord SPS, l'Organe d'appel a identifié quatre prescriptions cumulatives qui doivent être respectées pour qu'un Membre puisse avoir recours à cet article: i) la mesure doit être imposée relativement à une situation dans laquelle "les informations scientifiques pertinentes sont insuffisantes"; ii) elle doit être adoptée "sur la base des renseignements pertinents disponibles"; iii) le Membre doit "s'efforcer[]" d'obtenir les renseignements additionnels nécessaires pour procéder à une évaluation plus objective du risque"; et iv) il doit "examiner[]" en conséquence la mesure ... dans un délai raisonnable".<sup>1499</sup>

7.1124. La Norvège souligne que la condition liminaire pour que l'article 5:7 de l'Accord SPS s'applique est que les éléments de preuve soient insuffisants, et que la principale question sera de savoir si les preuves scientifiques disponibles permettent, sur le plan quantitatif ou qualitatif, une évaluation des risques au sens de l'article 5:1.<sup>1500</sup>

7.1125. La Norvège souligne également que le mot "insuffisant", dans le contexte de l'article 5:7 de l'Accord SPS, fait référence à la fois aux situations dans lesquelles il n'y a pas assez de preuves scientifiques (sur le plan quantitatif) et aux situations dans lesquelles il y en a assez, mais elles ne donnent pas de résultats fiables (sur le plan qualitatif).<sup>1501</sup>

7.1126. La Norvège affirme qu'en ce qui concerne le deuxième élément, les "renseignements pertinents disponibles" doivent équivaloir à "des preuves de l'existence d'un risque", même s'il n'y en a pas assez pour procéder à une évaluation appropriée des risques. En outre, il doit y avoir un lien rationnel entre la base d'éléments de preuve et la mesure provisoire, et même si les critères rigoureux de l'article 5:1, conjointement avec l'article 5:2 et 5:3 et avec l'Annexe A 4), ne s'appliquent pas dans le cadre de l'article 5:7, ils doivent être considérés comme un contexte pertinent et indiquent donc quels types de renseignements peuvent être considérés comme des "renseignements pertinents disponibles".<sup>1502</sup>

7.1127. En ce qui concerne le troisième élément, qui est de "s'efforcer[]" d'obtenir les renseignements additionnels nécessaires pour procéder à une évaluation plus objective du risque", la Norvège souligne que cela reflète le caractère temporaire des mesures provisoires au sens de l'article 5:7 de l'Accord SPS et que, même si "les renseignements à obtenir doivent être en rapport avec la réalisation d'"une évaluation plus objective du risque", c'est-à-dire l'évaluation de la probabilité de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination, en l'espèce, d'un parasite en fonction des mesures SPS qui pourraient être appliquées", un Membre "n'est pas censé garantir

<sup>1496</sup> Communication du Brésil en tant que tierce partie, paragraphe 21 (citant le rapport de l'Organe d'appel *Japon – Pommes*, paragraphes 180, 186 et 188).

<sup>1497</sup> Communication de la Norvège en tant que tierce partie, paragraphes 3 et 4.

<sup>1498</sup> Communication de la Norvège en tant que tierce partie, paragraphe 5.

<sup>1499</sup> Communication de la Norvège en tant que tierce partie, paragraphe 8.

<sup>1500</sup> Communication de la Norvège en tant que tierce partie, paragraphes 10 à 12.

<sup>1501</sup> Communication de la Norvège en tant que tierce partie, paragraphe 14 (citant le rapport de l'Organe d'appel *Japon – Pommes*, paragraphe 185).

<sup>1502</sup> Communication de la Norvège en tant que tierce partie, paragraphe 19.

des résultats spécifiques [et] [i]l n'est pas non plus censé prédire les résultats effectifs de ses efforts pour collecter des renseignements additionnels au moment où il adopte la mesure SPS".<sup>1503</sup>

7.1128. Pour ce qui est de la prescription imposant de procéder à un examen dans un délai raisonnable, la Norvège souligne que ce qui constitue un "délai raisonnable" devrait être évalué au cas par cas et dépendra "des circonstances propres à chaque cas d'espèce, y compris la difficulté d'obtenir les renseignements additionnels nécessaires pour l'examen et les caractéristiques de la mesure SPS provisoire".<sup>1504</sup>

### 7.6.5.3 Analyse du Groupe spécial

#### 7.6.5.3.1 Introduction

7.1129. L'Union européenne a formulé ses allégations au titre des articles 2:2, 5:1, 5:2 et 5:7 de l'Accord SPS de la même manière pour l'interdiction à l'échelle de l'UE que pour les interdictions d'importer les produits en cause en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne. Elle fait valoir que les mesures en cause ne sont pas établies sur la base d'une évaluation des risques effectuée conformément à l'article 5:1 et 5:2.<sup>1505</sup> En outre, elle soutient que, parce qu'elle a enfreint l'article 5:1 en ne fournissant pas d'évaluation des risques concernant les mesures en cause, la Russie a aussi enfreint, par voie de conséquence, l'article 2:2.<sup>1506</sup> Pour ce qui est de l'article 5:7, elle fait valoir qu'il ne s'agit pas d'une situation dans laquelle les preuves scientifiques sont insuffisantes et que la Russie n'a rempli aucune des conditions de l'article.<sup>1507</sup> Selon elle, le caractère suffisant des preuves scientifiques devrait être évalué au moment de l'adoption de la mesure. De plus, après l'adoption de la mesure, le Membre est obligé de s'efforcer d'obtenir les renseignements additionnels nécessaires pour procéder à une évaluation plus objective du risque. Selon l'Union européenne, à partir du moment où un Membre demande des renseignements qui ne sont pas nécessaires pour procéder à une évaluation plus objective du risque, y compris le type de renseignements qualifiés par les experts individuels, dans le cadre de la présente procédure, de "disproportionnés" ou de tentative de "brouiller les cartes", il ne peut plus bénéficier de la protection provisoire de l'article 5:7. De telles demandes de renseignements sont le signe annonciateur clair que le Membre en question ne s'efforce pas véritablement de procéder à une évaluation plus objective du risque (objective parce qu'établie sur la base des renseignements pertinents disponibles). La Russie n'a effectué et n'a fourni aucune évaluation des risques à l'appui des mesures en cause.<sup>1508</sup>

7.1130. La Russie s'appuie sur différentes approches pour défendre les interdictions d'importer les produits en cause en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne, et l'interdiction à l'échelle de l'UE. En ce qui concerne les premières, elle réplique que les mesures visant l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie et la Pologne sont présumées être compatibles avec les articles 2:2, 5:1 et 5:2 parce qu'elles sont conformes aux critères juridiques pertinents énoncés dans le Code terrestre au sens de l'article 3:2.<sup>1509</sup> À un stade avancé de la procédure, son argument était que, si le Groupe spécial devait constater que l'article 6 de l'Accord SPS ne constituait *pas* une base permettant aux Membres importateurs de prendre des mesures commerciales préventives en attendant la mise en conformité du pays exportateur avec l'article 6:3 de l'Accord SPS et que l'analyse temporelle appropriée se centrerait sur la date d'établissement du Groupe spécial, ces mesures seraient justifiées au regard de l'article 5:7.<sup>1510</sup> La Russie fait valoir qu'en conséquence,

<sup>1503</sup> Communication de la Norvège en tant que tierce partie, paragraphe 20 (citant le rapport de l'Organe d'appel *Japon – Produits agricoles II*, paragraphe 92).

<sup>1504</sup> Communication de la Norvège en tant que tierce partie, paragraphe 21.

<sup>1505</sup> Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphes 165 et 170.

<sup>1506</sup> Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 176. Voir aussi la déclaration liminaire de l'Union européenne à la première réunion du Groupe spécial, paragraphes 78 à 80; la réponse de l'Union européenne à la question n° 122 du Groupe spécial, paragraphes 255 à 257; et la deuxième communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 65.

<sup>1507</sup> Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 202; déclaration liminaire de l'Union européenne à la première réunion du Groupe spécial, paragraphes 81 à 95; et deuxième communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 68.

<sup>1508</sup> Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphes 165 et 170.

<sup>1509</sup> Première communication écrite de la Russie, paragraphes 216 et 296; et réponse de la Russie à la question n° 126 du Groupe spécial, paragraphe 235.

<sup>1510</sup> Nous notons que la Russie a avancé cet argument en réponse à la question n° 279 du Groupe spécial et a présenté des arguments supplémentaires à l'appui de cet argument dans ses réponses aux questions n° 293 et 294 du Groupe spécial. Toutes ces questions ont été posées par le Groupe spécial après



cela enlèverait tout fondement aux allégations formulées par l'Union européenne au titre des articles 5:1, 5:2 et 2:2 de l'Accord SPS à l'égard de ses interdictions d'importer les produits en cause en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne.<sup>1511</sup>

7.1131. Plus haut, dans la section 7.5.5.3.3.1, nous avons examiné le texte des articles 5:1, 5:2, 2:2 et 5:7 de l'Accord SPS, le rapport entre ces dispositions, l'ordre dans lequel il convient de les analyser, et le critère juridique correspondait à chacune d'elles. Nous avons ensuite examiné l'interdiction à l'échelle de l'UE à la lumière des indications identifiées dans ces sections. Afin d'éviter des répétitions inutiles, nous ne répéterons pas les indications générales sur lesquelles nous fonderons notre évaluation des interdictions d'importer les produits en cause en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne. En revanche, nous incluons des renvois aux sections et constatations pertinentes, selon qu'il sera nécessaire.

7.1132. D'après ce que nous comprenons des arguments de la Russie et nos constatations concernant l'article 6 de l'Accord SPS et le cadre temporel dans lequel nous examinons les mesures en cause, nous estimons que les conditions pour l'examen de l'argument subsidiaire de la Russie sont remplies. Par conséquent, nous passons à l'examen de la question de savoir si les interdictions d'importer les produits en cause en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne relèvent de l'article 5:7.

#### **7.6.5.3.2 Question de savoir si l'article 5:7 s'applique aux interdictions d'importer les produits en cause en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne**

7.1133. Pour ce qui est de la charge de la preuve, nous rappelons que, dans l'affaire *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques*, le Groupe spécial, qui partait de l'hypothèse que l'article 5:7 était un "droit assorti de réserves", a conclu que, du fait que l'article 5:1 n'était applicable que si l'article 5:7 ne l'était pas, "lorsqu'une partie plaignante formul[ait] une allégation de violation au titre de l'article 5:1, c'[était] à la partie plaignante qu'incomb[ait] la charge d'établir *prima facie* qu'il y [avait] incompatibilité avec l'article 5:1 et l'article 5:7".<sup>1512</sup> Le Groupe spécial *États-Unis – Animaux* a fait observer qu'"il n'y [avait] rien dans la jurisprudence relative à l'article 5:7 ni dans d'autres dispositions établissant des exemptions ou prévoyant la possibilité de déroger à certaines obligations contractées dans le cadre de l'OMC qui rempla[çait] l'hypothèse fondamentale que la partie qui affirm[ait] une chose assum[ait] la charge de la prouver".<sup>1513,1514</sup> Par conséquent, le Groupe spécial constate que l'Union européenne avait la

la deuxième réunion de fond et la Russie y a répondu le 8 octobre 2015. Nous sommes préoccupés par l'effet que cette chronologie peut avoir sur la régularité de la procédure. Sur ce point, nous notons que l'Union européenne n'a soulevé aucune d'objection concernant la date à laquelle cet argument subsidiaire avait été avancé et que, dès le début de la procédure, elle a contesté l'applicabilité de l'article 5:7 à l'égard de l'interdiction à l'échelle de l'UE comme à l'égard des interdictions d'importer les produits en cause en provenance des quatre États membres de l'UE affectés. Nous rappelons que l'Organe d'appel a constaté ceci: "[i]l s'ensuit que les principes de la bonne foi et de la régularité de la procédure obligent la partie défenderesse à préparer sa défense rapidement et clairement. Cela permettra à la partie plaignante de comprendre qu'un moyen de défense particulier a été invoqué, "[prendre] sa dimension et [avoir] une possibilité adéquate de l'examiner et d'y répondre". La question de savoir si un moyen de défense a été invoqué à un stade suffisamment précoce de la procédure de groupe spécial pour permettre à la partie adverse d'être avisée d'une manière adéquate dépend des circonstances particulières d'un différend donné." (Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Jeux*, paragraphe 272 (citant le rapport de l'Organe d'appel *Chili – Système de fourchettes de prix*, paragraphe 164)). Au vu des circonstances de la présente affaire, nous estimons que, même si la Russie aurait bien pu présenter plus tôt ce moyen de défense subsidiaire particulier concernant les interdictions visant certains de ses États membres, l'Union européenne a eu une possibilité adéquate d'examiner cet argument.

<sup>1511</sup> Réponse de la Russie à la question n° 279 du Groupe spécial, paragraphe 134.

<sup>1512</sup> Rapports du Groupe spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques*, paragraphe 7.3000. Comme le Groupe spécial *États-Unis – Animaux*, au paragraphe 7.292 de son rapport, nous relevons que le Groupe spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques* a fondé son raisonnement sur la décision, rendue par l'Organe d'appel dans l'affaire *CE – Préférences tarifaires* concernant un libellé similaire figurant dans la Clause d'habilitation, qui avait été publiée après la décision de l'Organe d'appel concernant l'article 5:7 de l'Accord SPS. Dans l'affaire *CE – Préférences tarifaires*, l'Organe d'appel a dit que dans les cas où la disposition contenant l'autorisation constituait un droit plutôt qu'une exception, "la partie plaignante avait la charge d'établir qu'une mesure contestée était incompatible avec la disposition autorisant un comportement particulier". Rapport de l'Organe d'appel *CE – Préférences tarifaires*, paragraphe 88.

<sup>1513</sup> (note de bas de page de l'original) Voir, par exemple, le rapport de l'Organe d'appel *Japon – Pommes*, paragraphe 157 ("il incombe à la partie qui affirme un fait d'en apporter la preuve"). Rapport de l'Organe d'appel dans l'affaire *Canada – Énergie renouvelable / Canada – Programme de tarifs de rachat*

charge initiale, dans le cadre de son argumentation au titre de l'article 5:1, d'invoquer l'inapplicabilité de l'article 5:7 – ce qu'elle a fait dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial et dans sa première communication écrite.<sup>1515</sup> Puisque la Russie a affirmé que ses mesures entraient dans le champ d'application de l'article 5:7, il lui incombe de prouver qu'il a été satisfait à chacune des quatre prescriptions cumulatives.<sup>1516</sup>

7.1134. L'Union européenne fait valoir qu'il ne s'agit pas d'une situation dans laquelle les preuves scientifiques sont insuffisantes et que la Russie n'a rempli aucune des conditions de l'article 5:7.<sup>1517</sup>

7.1135. La Russie fait valoir, à titre subsidiaire, que les interdictions d'importer les produits en cause en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne sont justifiées au regard de l'article 5:7 de l'Accord SPS.<sup>1518</sup> Elle ne présente pas d'argumentation claire sur la manière dont il est satisfait aux quatre éléments de l'article 5:7 en ce qui concerne les interdictions d'importer les produits en cause en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne. Elle fait plutôt des références limitées à certains de ces quatre éléments.

7.1136. En ce qui concerne le caractère suffisant des preuves scientifiques, la Russie considère que le Groupe spécial n'a pas à se limiter à examiner ce caractère tel qu'il se présentait au moment de l'adoption de la mesure contestée, mais au contraire qu'il doit l'analyser de manière continue. À cet égard, elle indique que le rapport scientifique 2015 de l'EFSA confirme que l'incertitude scientifique demeure quant à la dissémination et l'éradication de la PPA, en particulier dans l'Union européenne considérée dans son ensemble.<sup>1519</sup>

7.1137. De plus, la Russie indique que l'imposition initiale des quatre mesures visant chacun des États membres de l'UE affectés correspond à des interdictions provisoires d'importer divers porcins vivants et produits du porc suite à la notification par l'État membre de l'UE visé des premiers foyers de PPA. Ces interdictions initiales étaient des mesures préventives.<sup>1520</sup> Selon nous, cela signifie que la Russie a fondé ses mesures sur les renseignements pertinents disponibles concernant la présence de la PPA dans les quatre États membres de l'UE affectés.

7.1138. La Russie fait valoir qu'elle a ensuite demandé des renseignements additionnels. En particulier, elle dit avoir pris activement contact avec l'Union européenne et avoir envoyé des hauts fonctionnaires russes chargés des questions SPS pour qu'ils fassent des visites sur le terrain et qu'ils rencontrent des responsables des services vétérinaires en Estonie, en Lettonie, en Lituanie et en Pologne, à plusieurs reprises tout au long de l'année 2014.<sup>1521</sup> Elle termine en indiquant que, compte tenu de la dissémination de la PPA dans les États membres de l'UE affectés et des éléments de preuve concernant les foyers de PPA au second semestre de 2014 jusqu'au milieu de 2015, et étant donné que l'Union européenne n'avait pas démontré objectivement que ses zones exemptes de PPA le resteraient, elle a maintenu les mesures.<sup>1522</sup>

---

*garantis* (où l'Organe d'appel a conclu que "la qualification d'une disposition comme étant une dérogation ne prédétermine pas la question de savoir à quelle partie incombe la charge de la preuve en ce qui concerne les prescriptions énoncées dans la disposition".) (Rapport de l'Organe d'appel *Canada – Énergie renouvelable / Canada – Programme de tarifs de rachat garantis*, paragraphe 5.56 (faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *Chine – Matières premières*, paragraphe 334)).

<sup>1514</sup> Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.292.

<sup>1515</sup> Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Union européenne (WT/DS475/2), page 4; première communication écrite de l'Union européenne, paragraphes 177 à 202; et deuxième communication écrite de l'Union européenne, paragraphes 66 à 83.

<sup>1516</sup> Nous trouvons des éléments additionnels à l'appui de cette approche dans le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.293.

<sup>1517</sup> Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 202; déclaration liminaire de l'Union européenne à la première réunion du Groupe spécial, paragraphes 81 à 95; et deuxième communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 68.

<sup>1518</sup> Réponse de la Russie à la question n° 279 du Groupe spécial, paragraphe 134. Voir aussi la réponse de la Russie à la question n° 293 du Groupe spécial, paragraphe 148; réponse de la Russie à la question n° 294 du Groupe spécial, paragraphe 150.

<sup>1519</sup> Réponse de la Russie à la question n° 309 du Groupe spécial, paragraphes 266 et 267.

<sup>1520</sup> Réponse de la Russie à la question n° 295 du Groupe spécial, paragraphe 156. La Russie fait aussi référence aux réponses aux questions n° 279, 293 et 294 du Groupe spécial.

<sup>1521</sup> Réponse de la Russie à la question n° 295 du Groupe spécial, paragraphe 157.

<sup>1522</sup> Réponse de la Russie à la question n° 295 du Groupe spécial, paragraphes 158 et 159.

7.1139. Dans le cadre de l'examen par le Groupe spécial de la question de savoir si les mesures de la Russie entrent dans le champ d'application de l'article 5:7, nous allons d'abord déterminer si les preuves scientifiques étaient (in)suffisantes pour permettre à la Russie d'évaluer les risques pertinents au sens de l'article 5:1 et 5:7 et conformément à la définition figurant au paragraphe 4 de l'Annexe A. Au cas où le Groupe spécial constaterait que les renseignements scientifiques sont insuffisants, nous examinerions si les interdictions d'importer les produits en cause en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne remplissent les trois autres conditions énoncées à l'article 5:7.

7.1140. Les parties ont examiné les quatre prescriptions dans leurs arguments. Les préoccupations de l'Union européenne ont trait à la fois à l'adoption et à l'application continue, ou au maintien, de la mesure en cause. La plupart des éléments de preuve cités par l'Union européenne à l'appui de ses affirmations au titre de l'article 5:7 se rapportent à la période suivant l'adoption de la mesure visant la Lituanie et couvrent toute l'année 2014, y compris les dates auxquelles les mesures ont été adoptées à l'égard des importations des produits en cause en provenance de Pologne (février 2014), de Lettonie (juin 2014) et d'Estonie (septembre 2014). Les renseignements évoqués par l'Union européenne comprennent les éléments d'information qu'elle a envoyés à la Russie de sa propre initiative et ceux qu'elle lui a donnés en réponse à ses demandes.<sup>1523</sup> Par conséquent, le Groupe spécial juge approprié de commencer par examiner le caractère suffisant des preuves scientifiques à toutes les dates pertinentes de 2014. Il examinera ensuite la mesure dans laquelle les interdictions d'importer les produits en cause en provenance des États membres de l'UE affectés étaient établies sur la base des renseignements pertinents disponibles; puis il évaluera si la Russie s'est efforcée d'obtenir les renseignements additionnels nécessaires pour procéder à une évaluation plus objective du risque. Enfin, il évaluera si la Russie a examiné en conséquence les mesures contestées dans un délai raisonnable. Comme ces prescriptions sont cumulatives, si nous constatons que la Russie ne s'est pas conformée à l'une quelconque de ces quatre prescriptions, elle serait dans l'impossibilité de s'appuyer sur l'article 5:7 pour exclure l'applicabilité d'autres dispositions de l'Accord SPS. Nous considérons que cette approche est appropriée pour formuler des constatations suffisantes en ce qui concerne les allégations des parties.

7.1141. Nous allons procéder à un examen complet des quatre éléments de l'article 5:7 en ce qui concerne les interdictions d'importer les produits en cause en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne. Si besoin est, nous ferons référence aux renseignements se rapportant spécifiquement à l'un des quatre États membres de l'UE affectés.

#### **7.6.5.3.2.1 Question de savoir si les renseignements scientifiques pertinents étaient insuffisants au moment de l'adoption des interdictions d'importer les produits en cause en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne**

7.1142. La première condition pour l'application de l'article 5:7 est l'insuffisance des preuves scientifiques. Comme nous l'avons noté, de l'avis de l'Organe d'appel dans l'affaire *Japon – Pommes*, c'est le cas lorsque l'ensemble des preuves scientifiques disponibles ne permet pas, sur le plan quantitatif ou qualitatif, de procéder à une évaluation adéquate des risques telle qu'elle est exigée à l'article 5:1 et définie au paragraphe 4 de l'Annexe A.<sup>1524</sup> La Russie a fait valoir que le caractère suffisant des preuves scientifiques devrait être examiné de manière continue. Elle fait référence à l'observation formulée par le Groupe spécial *Japon – Pommes* concernant la période considérée aux fins de l'examen du caractère suffisant des preuves scientifiques au titre de l'article 5:7.<sup>1525</sup> Toutefois, nous partageons l'avis exprimé par le Groupe spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques* selon lequel le caractère (in)suffisant des preuves scientifiques pertinentes devrait être évalué par rapport au moment où la mesure SPS a été adoptée.<sup>1526</sup> Par conséquent, nous centrerons notre examen sur les dates, selon leur

<sup>1523</sup> Pour un exposé détaillé de ces échanges, voir plus loin l'appendice 1.

<sup>1524</sup> Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Pommes*, paragraphe 179.

<sup>1525</sup> Réponse de la Russie à la question n° 309 du Groupe spécial, paragraphe 265 (faisant référence au rapport du Groupe spécial *Japon – Pommes*, paragraphe 7.10).

<sup>1526</sup> Cela concorde avec l'avis des groupes spéciaux antérieurs, par exemple dans l'affaire *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques*, selon lequel l'évaluation du point de savoir si les preuves scientifiques pertinentes sont insuffisantes devrait se faire par rapport au moment de l'adoption de la mesure SPS provisoire pertinente. Rapports du Groupe spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques*, paragraphe 7.3253. Nous rappelons les observations générales sur le cadre temporel utilisé par le Groupe spécial que nous avons formulées plus haut dans la section 7.3.6.

pertinence pour chacun des États membres de l'UE affectés, pour toute l'année 2014 à compter du mois de janvier, au cours duquel l'interdiction visant les importations en provenance de la Lituanie a été adoptée.

7.1143. Comme nous l'avons indiqué plus haut, la Russie ne fournit pas de fondement détaillé pour son allégation subsidiaire au titre de l'article 5:7. D'après ce que nous comprenons, son argument, selon lequel les preuves scientifiques sont insuffisantes, est formulé dans le contexte plus large de ses allégations concernant l'interdiction à l'échelle de l'UE et le caractère globalement insuffisant des preuves scientifiques qui ne lui permet pas de procéder à une évaluation des risques appropriée en fonction des circonstances.<sup>1527</sup> En ce qui concerne le caractère suffisant des preuves scientifiques aux fins de son évaluation des risques liés à la situation au regard de la PPA dans les États membres de l'UE affectés, la Russie indique que le rapport scientifique 2015 de l'EFSA confirme que l'incertitude scientifique demeure quant à la dissémination et l'éradication de la PPA, en particulier dans l'Union européenne considérée dans son ensemble.<sup>1528</sup>

7.1144. En réponse aux arguments de la Russie, l'Union européenne maintient que les renseignements scientifiques pertinents sont suffisants et affirme qu'elle les lui a communiqués.<sup>1529</sup> À l'appui de cette affirmation, elle fait référence aux lettres, courriels, fax, réunions et inspections par le biais desquels ces renseignements ont été communiqués.<sup>1530</sup>

7.1145. Nous gardons à l'esprit que l'insuffisance des preuves scientifiques ne peut pas être invoquée en cas d'"incertitude scientifique" (c'est-à-dire lorsqu'il y a une incertitude scientifique non réglée)<sup>1531</sup>, ni en cas de controverse scientifique.<sup>1532</sup> En outre, le fait qu'il est possible de compléter les preuves scientifiques sous-jacentes ne les rend pas, à lui seul, insuffisantes.<sup>1533</sup>

7.1146. Nous notons par ailleurs que la Russie fait référence aux risques potentiels associés à l'importation de porcins et de produits du porc en provenance des États membres de l'UE affectés, y compris certaines catégories de ceux qui ont été soumis à un traitement en vue de l'inactivation du virus de la PPA.<sup>1534</sup> Cependant, la plainte de l'Union européenne a trait aux interdictions de la Russie visant les importations des produits en cause en provenance des États membres de l'UE affectés et à l'absence d'adaptation de ces interdictions conformément à l'Accord SPS.

7.1147. Nous rappelons nos observations antérieures selon lesquelles la PPA est déjà présente dans certaines parties de la Russie<sup>1535</sup>, en particulier dans des zones limitrophes des territoires de l'Estonie, de la Lettonie et du Bélarus. Les risques devant être évalués en l'espèce sont donc ceux d'une nouvelle entrée ou d'une dissémination plus étendue de la PPA en Russie, et en particulier dans ses régions exemptes de PPA.

7.1148. Compte tenu de ces éléments et des arguments des parties, le Groupe spécial examinera si les aspects qualitatifs et quantitatifs des preuves scientifiques disponibles, y compris les renseignements que l'Union européenne a fournis à la Russie, sont d'un type et d'une portée (in)suffisants pour que la Russie puisse procéder à une évaluation des risques appropriée en fonction des circonstances.

7.1149. Plus haut, dans la section 7.5.5.3.5, nous avons examiné les sources des preuves scientifiques figurant dans le dossier pour déterminer si, s'agissant des risques associés à la situation au regard de la PPA dans les États membres de l'UE non affectés, les éléments de preuve étaient (in)suffisants pour que la Russie puisse procéder à une évaluation des risques appropriée en fonction des circonstances. Nous nous appuyerons sur cet examen pour notre évaluation du

<sup>1527</sup> Réponse de la Russie à la question n° 309 du Groupe spécial, paragraphes 266 et 267.

<sup>1528</sup> Réponse de la Russie à la question n° 309 du Groupe spécial, paragraphes 266 et 267.

<sup>1529</sup> Deuxième communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 68.

<sup>1530</sup> Deuxième communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 68 (faisant référence aux pièces EU-62, EU-64, EU-65, EU-89, EU-91, EU-92, EU-94 et EU-132 à EU-148). Voir plus loin l'appendice 1.

<sup>1531</sup> Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Pommes*, paragraphes 183 et 184.

<sup>1532</sup> Rapports de l'Organe d'appel *États-Unis/Canada – Maintien de la suspension*, paragraphe 677.

<sup>1533</sup> Rapports de l'Organe d'appel *États-Unis/Canada – Maintien de la suspension*, paragraphe 702.

<sup>1534</sup> Pièces EU-7, EU-8, EU-10, EU-11, EU-168 et RUS-28 (concernant les mesures visant la Lituanie); pièces EU-9, EU-10, EU-11, EU-168 et RUS-29 (concernant les mesures visant la Pologne); pièces EU-12 et EU-169 (concernant les mesures visant la Lettonie); et pièces EU-13 et RUS-37 (concernant les mesures visant l'Estonie). Voir plus haut les tableaux 1 et 2.

<sup>1535</sup> Voir plus haut le paragraphe 7.208.

caractère (in)suffisant des preuves scientifiques relatives à la situation au regard de la PPA dans les États membres de l'UE affectés.

7.1150. À notre avis, la présence de PPA sur le territoire d'un pays est un facteur qui doit être examiné dans le contexte d'une évaluation des risques appropriée en fonction des circonstances. Toutefois, nous estimons que, dans le cas d'une maladie comme la PPA – qui, comme nous l'avons constaté, est bien connue, a été étudiée en détail et fait l'objet d'une grande quantité de preuves scientifiques – les incertitudes qui peuvent exister concernant l'introduction et la dissémination de cette maladie sur un territoire jusqu'alors non affecté ne devraient pas compromettre la capacité d'un Membre de procéder à une évaluation des risques. Selon nous, cela était particulièrement vrai pour les États membres de l'UE affectés par la PPA, surtout au moment où la Russie a adopté chacune des interdictions d'importer les produits en cause en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne.

7.1151. Nous rappelons qu'en janvier 2014, et encore plus après cette date, de nombreuses preuves scientifiques étaient disponibles concernant l'épidémiologie de la PPA, les vecteurs potentiels de sa transmission et de sa dissémination (y compris l'écologie du comportement des sangliers), les risques potentiels de dissémination de la maladie dans la région de la Baltique, et le type de mesures de lutte qui pouvaient être appliquées. En outre, la Russie avait reçu (au moins au 7 février 2014) des renseignements sur les plans d'urgence prévus dans l'Union européenne et dans ses États membres affectés, ainsi que sur le cadre réglementaire général applicable au sein de l'UE en matière de lutte contre la PPA.

7.1152. La Russie a eu accès à ces renseignements dans un contexte bien particulier. Elle avait une expérience directe de la PPA depuis au moins sept ans, soit depuis l'apparition des premiers foyers dans l'Union européenne. Selon nous, elle disposait de preuves scientifiques accessibles au public concernant la maladie, ainsi que d'experts qualifiés qui comprenaient les risques et savaient comment les évaluer. La Russie conteste ce point de vue, en se fondant largement sur l'argument selon lequel l'Union européenne n'a pas fourni de renseignements détaillés sur un certain nombre de domaines, ce qui a entraîné une incertitude scientifique quant à la dissémination et à l'éradication de la PPA. Il est possible que certains des renseignements demandés par la Russie puissent compléter les renseignements déjà disponibles aux fins d'une évaluation des risques, selon qu'il est approprié en fonction des circonstances. Toutefois, l'Organe d'appel a clairement indiqué que "[l]'application de l'article 5:7 [était] déclenchée non par l'existence d'une incertitude scientifique mais plutôt par l'insuffisance des preuves scientifiques".<sup>1536</sup> Sur cette base, il a conclu qu'il "ne pouv[ait] pas accepter l'approche du Japon consistant à interpréter l'article 5:7 à travers le prisme de l'"incertitude scientifique"". <sup>1537</sup> Suivant les indications de l'Organe d'appel, nous ne pouvons pas accepter l'approche de la Russie consistant à évaluer le caractère (in)suffisant des preuves scientifiques à la lumière d'incertitudes scientifiques persistantes.

7.1153. Nous rappelons que nous avons constaté que l'Union européenne n'avait pas fourni à la Russie les preuves nécessaires afin de démontrer objectivement qu'il y avait des zones exemptes de PPA, qui le resteraient vraisemblablement, dans chacun des quatre États membres de l'UE affectés. Selon nous, notre examen au titre de l'article 6:3 n'est pas le pendant de notre examen au titre de l'article 5:7 aux fins de la détermination du caractère (in)suffisant des preuves scientifiques. Alors qu'au titre de l'article 6:3, nous nous sommes concentrés sur un type particulier d'éléments de preuve fournis par l'Union européenne à la Russie (c'est-à-dire les éléments de preuve nécessaires pour démontrer objectivement l'existence de zones exemptes de PPA, qui allaient probablement le rester), au titre de l'article 5:7, nous procédons à un examen plus étendu concernant les preuves scientifiques disponibles dont la Russie pouvait se servir pour procéder à une évaluation des risques liés à la situation au regard la PPA dans les quatre États membres de l'UE affectés. Par conséquent, nos constatations au titre de l'article 6:3 ne font qu'éclairer l'analyse des éléments de preuve versés au dossier que nous effectuons dans la présente section. Comme nous l'avons expliqué, les renseignements fournis par l'Union européenne à la Russie étayaient notre point de vue selon lequel la Russie disposait de preuves scientifiques suffisantes pour procéder à une évaluation des risques, selon qu'il était approprié en fonction des circonstances. Nous faisons observer en outre que notre constatation au titre de l'article 6:3 concernant les États membres de l'UE affectés se rapporte au fait que l'Union européenne n'a pas démontré objectivement qu'il y avait des zones exemptes de PPA, qui

<sup>1536</sup> Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Pommes*, paragraphe 184.

<sup>1537</sup> Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Pommes*, paragraphe 184.

le resteraient vraisemblablement, dans les États membres de l'UE affectés. À cet égard, le fondement de notre constatation relative à ce manquement de l'UE n'a pas d'incidence sur le caractère suffisant des preuves scientifiques dont, selon nous, la Russie disposait pour procéder à une évaluation des risques liés à la situation au regard de la PPA dans les États membres de l'UE affectés, au moment de l'adoption de chacune des interdictions d'importer les produits en cause en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne.

7.1154. Notre constatation, selon laquelle il y avait des preuves scientifiques suffisantes pour que la Russie puisse procéder à une évaluation des risques, ne signifie pas que les conclusions de cette évaluation auraient été nécessairement favorables à une autorisation des importations en provenance des quatre États membres de l'UE affectés. Cette évaluation des risques par la Russie aurait pu identifier des niveaux du risque de réintroduction ou de dissémination plus étendue de la PPA associé aux importations en provenance des quatre États membres de l'UE affectés qui auraient pu, en toute hypothèse, étayer la décision de la Russie d'interdire ces importations.

7.1155. Sur la base de ce qui précède, nous estimons qu'il y avait, tout au long de l'année 2014 et au moment de l'adoption de chacune des interdictions d'importer les produits en cause en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne, des preuves scientifiques suffisantes pour permettre à la Russie de procéder à une évaluation des risques, selon qu'il était approprié en fonction des circonstances, s'agissant de la situation au regard de la PPA dans chacun de ces quatre États membres de l'UE.

7.1156. Bien que la constatation précédente soit suffisante pour conclure que les interdictions d'importer les produits en cause en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne n'entrent pas dans le champ d'application de l'article 5:7 et que la Russie ne peut pas se prévaloir de l'exemption assortie de réserves des obligations énoncées aux articles 5:1, 5:2 et 2:2, le Groupe spécial juge prudent d'examiner ces interdictions dans le contexte des trois autres éléments de l'article 5:7.

#### **7.6.5.3.2.2 Question de savoir si les interdictions d'importer les produits en cause en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne ont été adoptées sur la base des renseignements pertinents disponibles**

7.1157. Nous avons constaté qu'il y avait des preuves scientifiques suffisantes concernant la PPA pour permettre à la Russie de procéder à une évaluation des risques s'agissant de la situation au regard de la maladie dans les États membres de l'UE affectés, selon qu'il était approprié en fonction des circonstances. Toutefois, afin de donner une vue d'ensemble complète des mesures en cause, nous allons examiner les autres prescriptions de l'article 5:7.

7.1158. En ce concerne la deuxième condition énoncée à l'article 5:7, selon laquelle la mesure devrait être adoptée sur la base des renseignements pertinents disponibles, nous avons indiqué que cela était pertinent lorsqu'il y avait un lien rationnel et objectif entre les renseignements concernant le risque et la mesure.<sup>1538</sup>

7.1159. L'Union européenne affirme aussi que le fait qu'une mesure soit manifestement non nécessaire et disproportionnée serait pertinent pour déterminer si elle est fondée sur des renseignements pertinents ou si elle constitue plutôt une restriction déguisée au commerce international.<sup>1539</sup> À cet égard, elle soutient que, "lorsqu'il s'agit d'une maladie bien connue comme la PPA, s'il n'y a qu'un seul cas chez des sangliers à quelques kilomètres seulement de la frontière avec le Bélarus, la Russie n'aurait pas dû interdire, même à titre provisoire, les produits en cause en provenance de l'ensemble du territoire de l'Union européenne, y compris des zones situées à des milliers de kilomètres, compte tenu de la fermeté des mesures de l'UE et de l'épidémiologie de la maladie".<sup>1540</sup>

7.1160. La Russie indique que l'imposition initiale des quatre mesures visant chacun des États membres de l'UE affectés correspond à des interdictions provisoires d'importer divers porcins

<sup>1538</sup> Voir les rapports de l'Organe d'appel *États-Unis/Canada – Maintien de la suspension*, paragraphe 678. Voir aussi plus haut le paragraphe 7.675.

<sup>1539</sup> Réponse de l'Union européenne à la question n° 148 du Groupe spécial, paragraphes 305 à 307; et deuxième communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 77.

<sup>1540</sup> Deuxième communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 78.

vivants et produits du porc suite à la notification par l'État membre de l'UE visé des premiers foyers de PPA. Ces interdictions initiales étaient des mesures préventives.<sup>1541</sup> Selon nous, cela signifie que la Russie a fondé ses mesures sur les renseignements pertinents disponibles concernant la présence de la PPA dans les quatre États membres de l'UE affectés.

7.1161. En outre, nous estimons que notre examen des éléments de preuve dont, selon nous, la Russie disposait pour procéder à une évaluation des risques liés à la situation dans les quatre États membres de l'UE affectés, peut éclairer notre examen des renseignements pertinents disponibles sur lesquels la Russie a, selon ses allégations, fondé ses mesures visant l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie et la Pologne.

7.1162. Ayant ces considérations à l'esprit, le Groupe spécial va examiner s'il y a un lien rationnel et objectif entre les renseignements pertinents disponibles concernant les risques découlant d'une nouvelle entrée et d'une dissémination plus étendue potentielles de la PPA en Russie par le biais des importations des produits en cause en provenance des quatre États membres de l'UE affectés, et chacune des interdictions d'importer les produits en cause en provenance de ces États membres de l'UE, telles qu'elles sont appliquées à l'égard des produits traités et non traités. Nous commencerons par examiner le cas des produits non traités.

7.1163. La Russie indique qu'elle a adopté ses mesures à titre préventif au titre de l'article 5:7 pour réagir immédiatement à l'apparition des foyers de PPA qui s'étaient déclarés en Lituanie (janvier 2014), en Pologne (février 2014), en Lettonie (juin 2014) et en Estonie (septembre 2014). Pour nous aider dans notre analyse, nous classons les renseignements pertinents disponibles de la manière suivante: i) les rapports scientifiques dont disposait la Russie, ii) l'expérience de la Russie dans la gestion des foyers de PPA, et iii) les notifications présentées par l'Union européenne en ce qui concerne les foyers de PPA dans chacun de ses quatre États membres affectés.<sup>1542</sup>

7.1164. Dans la première catégorie de renseignements figure l'avis scientifique de l'EFSA de 2010. Dans la section 4.2.1.4 de cet avis, il est expliqué qu'il existe des corridors écologiques reliant indirectement la population de sangliers des pays du Transcaucase et de la Russie à celle de l'Union européenne. À cet égard, il est souligné que les "populations de sangliers du Bélarus ont de nombreux contacts avec celles de la Pologne et de la Lituanie tandis que les populations de sangliers de l'Ukraine sont en contact avec celles de la Pologne et de la Roumanie, et dans une moindre mesure, avec celles de la République slovaque et de la Hongrie".<sup>1543</sup> Expliquant l'écologie du sanglier et indiquant que l'espèce *Sus Scrofa* n'est pas une espèce migratrice, l'avis précise que les infections "peuvent toutefois se propager entre des régions plus étendues s'il existe une continuité dans la répartition géographique des sangliers ... À cet égard, l'Ukraine (la Crimée), la Pologne et la Roumanie peuvent être exposées à un risque en raison de la répartition en continu et de la densité élevée des sangliers. Il peut également exister d'éventuels corridors reliant les zones infectées de la Russie à la Lituanie ou à la Lettonie".<sup>1544</sup> Le bulletin EMPRES Watch de 2013 de la FAO confirme l'existence des risques associés à la transmission de la PPA par le sanglier.<sup>1545</sup>

7.1165. Outre les preuves scientifiques auxquelles nous avons fait référence au paragraphe précédent, nous rappelons les renseignements concernant les foyers de la maladie qui se sont déclarés dans chaque État membre de l'UE affecté. Comme nous l'avons noté, d'après les éléments de preuve versés au dossier, l'Union européenne a directement informé la Russie de l'apparition de foyers en Lituanie, en Pologne et en Lettonie.<sup>1546</sup> De plus, les États membres de l'UE ont régulièrement notifié à l'OIE les foyers apparus sur le territoire des quatre États membres de l'UE affectés.<sup>1547</sup>

<sup>1541</sup> Réponse de la Russie à la question n° 295 du Groupe spécial, paragraphe 156. La Russie fait aussi référence à ses réponses aux questions n° 279, 293 et 294 du Groupe spécial.

<sup>1542</sup> Voir plus haut la note de bas de page 583 relative au paragraphe 7.420 et les pièces EU-152 à EU-156. Voir aussi plus loin l'appendice 1.

<sup>1543</sup> Avis scientifique de l'EFSA de 2010 (pièce EU-24), page 29.

<sup>1544</sup> Avis scientifique de l'EFSA de 2010 (pièce EU-24), page 30.

<sup>1545</sup> FAO, EMPRES Watch, mai 2013 (pièce RUS-3), page 9.

<sup>1546</sup> Pour les foyers en Lituanie, voir la pièce EU-132; pour les foyers en Pologne, voir la pièce EU-136; et pour les foyers en Lettonie, voir la pièce EU-147. Voir aussi plus loin l'appendice 1.

<sup>1547</sup> Voir les cas de PPA dans l'Union européenne notifiés à l'OIE (pièce EU-118). Voir plus haut la note de bas de page 583 relative au paragraphe 7.420 et les pièces EU-152 à EU-156. Voir aussi plus loin l'appendice 1.



7.1166. Nous jugeons aussi pertinent de rappeler que le virus de la PPA est déjà présent et répandu sur le territoire de la Russie. En fait, il se pourrait que la PPA ait été introduite sur le territoire des quatre États membres de l'UE affectés par des sangliers infectés originaires de Russie et du Bélarus. La Russie a décrit de manière assez détaillée les diverses mesures qu'elle avait prises pour tenter de lutter contre la PPA sur son territoire. D'après ce que nous comprenons, la Russie se fonde sur l'expérience de ses autorités en matière de PPA comme élément additionnel à l'appui de son affirmation selon laquelle les mesures initiales visant les quatre États membres de l'UE affectés étaient établies sur la base des renseignements pertinents disponibles.

7.1167. Nous constatons qu'il y a un lien rationnel et objectif entre l'apparition de la PPA sur le territoire de chacun des États membres de l'UE affectés et l'adoption d'une interdiction d'importer les produits considérés. Cette constatation est évidemment limitée au moment initial de l'adoption des mesures et aux produits non traités. Nous rappelons nos constatations au titre de l'article 6:1 selon lesquelles la Russie a toujours l'obligation de faire en sorte que ses mesures soient adaptées (c'est-à-dire les interdictions d'importer les produits en cause en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne) aux caractéristiques SPS des zones d'origine et de destination des produits.

7.1168. Sur la base de ce qui précède, nous estimons qu'il y a un lien rationnel et objectif entre les interdictions visant les produits en cause en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne, et les renseignements pertinents disponibles concernant les risques découlant d'une nouvelle entrée et d'une dissémination plus étendue potentielles de la PPA en Russie par le biais des importations des produits non traités en cause en provenance des États membres de l'UE affectés.

7.1169. Nous passons à l'examen de la question de savoir si l'application des interdictions d'importer les produits traités en cause en provenance des quatre États membres de l'UE affectés est établie sur la base des renseignements pertinents disponibles. Plus haut, aux paragraphes 7.876 à 7.878, nous avons examiné les renseignements pertinents disponibles concernant les traitements existants aux fins de l'inactivation du virus de la PPA, y compris ceux qui étaient disponibles tout au long de l'année 2014. Nous rappelons que, plus haut, aux paragraphes 7.1029 à 7.1031, nous avons constaté que les interdictions visant la plupart des produits traités en cause en provenance des quatre États membres de l'UE affectés étaient contraires aux normes internationales figurant dans le Code terrestre pour les produits traités. Dans le cadre de notre analyse, nous avons indiqué que la Russie ne donnait aucune justification quant à sa décision de limiter les produits traités "acceptables" à certaines catégories d'aliments pour chiens et chats. Nous fondant sur notre raisonnement relatif au caractère contraire des interdictions visant la plupart des produits traités en cause en provenance des quatre États membres de l'UE affectés, nous estimons que ces mesures, pour ce qui est des produits traités, ne sont pas établies sur la base des renseignements pertinents disponibles.

7.1170. Nous passons maintenant à la troisième prescription de l'article 5:7 de l'Accord SPS.

#### **7.6.5.3.2.3 Question de savoir si la Russie s'est efforcée d'obtenir les renseignements additionnels nécessaires pour procéder à une évaluation plus objective du risque en ce qui concerne les interdictions d'importer les produits en cause en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne**

7.1171. La troisième prescription de l'article 5:7 est que le Membre importateur appliquant la mesure doit s'efforcer d'obtenir les renseignements additionnels nécessaires pour procéder à une évaluation plus objective du risque.<sup>1548</sup>

7.1172. L'Union européenne fait valoir que la Russie "a fait un usage abusif du processus au lieu de s'efforcer d'obtenir des renseignements en rapport avec l'évaluation des risques" car les renseignements qu'elle s'efforçait d'obtenir, selon ses allégations, soit avaient déjà été fournis par l'Union européenne, soit étaient dénués de pertinence aux fins des mesures de régionalisation

<sup>1548</sup> L'article 5:7 impose au Membre importateur la charge de s'efforcer d'obtenir les renseignements scientifiques additionnels nécessaires pour procéder à une évaluation plus objective du risque. Voir, par exemple, le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis/Canada – Maintien de la suspension*, paragraphe 679; et le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.294.

concernant la PPA appliquées par l'Union européenne.<sup>1549</sup> Après l'adoption d'une mesure provisoire, le Membre en question a l'obligation de s'efforcer d'obtenir des renseignements additionnels pour procéder à une évaluation plus objective du risque. Selon l'Union européenne, à partir du moment où un Membre demande des renseignements qui ne sont pas nécessaires pour procéder à une évaluation plus objective du risque, y compris le type de renseignements qualifiés par les experts individuels, dans le cadre de la présente procédure, de "disproportionnés" ou de tentative de "brouiller les cartes", il ne peut plus bénéficier de la protection provisoire de l'article 5:7. L'Union européenne fait valoir que de telles demandes de renseignements sont le signe annonciateur clair que le Membre en question ne s'efforce pas véritablement de procéder à une évaluation plus objective du risque (objective parce qu'établie sur la base des renseignements disponibles).

7.1173. La Russie fait valoir qu'elle a demandé des renseignements additionnels. En particulier, elle dit avoir pris activement contact avec l'Union européenne et avoir envoyé des hauts fonctionnaires russes chargés des questions SPS pour qu'ils fassent des visites sur le terrain et qu'ils rencontrent des responsables des services vétérinaires en Estonie, en Lettonie, en Lituanie et en Pologne, à plusieurs reprises tout au long de l'année 2014.<sup>1550</sup>

7.1174. L'article 5:7 n'impose pas des conditions préalables explicites concernant les renseignements additionnels devant être collectés ou une procédure de collecte spécifique.<sup>1551</sup> Néanmoins, l'Organe d'appel a conclu ce qui suit:

[L]e Membre de l'OMC qui adopte une mesure SPS provisoire devrait être en mesure d'identifier les insuffisances en ce qui concerne les preuves scientifiques pertinentes, et les dispositions qu'il entend prendre pour obtenir les renseignements additionnels qui seront nécessaires pour remédier à ces lacunes pour pouvoir procéder à une évaluation plus objective et examiner la mesure provisoire dans un délai raisonnable. Les renseignements additionnels à collecter doivent être "en rapport" avec la réalisation de l'évaluation du risque spécifique.<sup>1552</sup>

7.1175. L'obligation énoncée dans la deuxième phrase de l'article 5:7 implique que le Membre qui adopte une mesure SPS provisoire "doit faire tout son possible pour remédier aux insuffisances des preuves scientifiques pertinentes au moyen de recherches scientifiques additionnelles ou en recueillant des renseignements auprès des organisations internationales compétentes ou d'autres sources".<sup>1553,1554</sup> Toutefois, cela ne signifie pas que ce Membre est censé garantir des résultats spécifiques et il n'est pas non plus censé prédire les résultats effectifs de ses efforts pour collecter des renseignements additionnels au moment où il adopte la mesure SPS.<sup>1555</sup>

7.1176. Compte tenu de ces considérations, nous rappelons que, suite à l'apparition de foyers de PPA dans chacun des États membres de l'UE affectés, la Russie a interdit certains produits en provenance de chacun de ces États membres. Nous notons que le champ des renseignements demandés qui font l'objet d'une controverse entre les parties se rapporte largement à la situation sur l'ensemble du territoire et dans tous les États membres de l'UE, en plus des quatre États membres affectés par la PPA.<sup>1556</sup>

7.1177. Dans notre analyse sur la conformité de la Russie avec l'Annexe C 1) c), nous avons constaté que la Russie avait demandé des renseignements qui allaient au-delà de ce qui était nécessaire pour engager et achever la procédure de vérification de la présence de PPA sur le

<sup>1549</sup> Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 196.

<sup>1550</sup> Réponse de la Russie à la question n° 295 du Groupe spécial, paragraphe 157.

<sup>1551</sup> Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Produits agricoles II*, paragraphe 92; rapport du Groupe spécial *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.295.

<sup>1552</sup> Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis/Canada – Maintien de la suspension*, paragraphe 679 (note de bas de page de l'original omise); rapport du Groupe spécial *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.295.

<sup>1553</sup> (note de bas de page de l'original) Conformément à l'article 10:1 de l'*Accord SPS*, il sera tenu dûment compte des besoins spéciaux des pays en développement Membres pour ce qui est de leur capacité d'obtenir des renseignements additionnels pour une évaluation plus objective des risques.

<sup>1554</sup> Rapports de l'Organe d'appel *États-Unis/Canada – Maintien de la suspension*, paragraphe 679.

<sup>1555</sup> Rapports de l'Organe d'appel *États-Unis/Canada – Maintien de la suspension*, paragraphe 679. Voir aussi le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Animaux*, paragraphes 7.295 à 7.297.

<sup>1556</sup> Voir plus loin l'appendice 1.

territoire des États membres de l'UE affectés.<sup>1557</sup> Nous rappelons que ces demandes non nécessaires concernaient: i) des renseignements détaillés sur les élevages porcins, les usines de transformation de la viande de porc et les produits semi-finis, *classés en fonction du volume de la production*; ii) les règlements régissant l'exportation de viande de sanglier et de trophées, *le nombre d'animaux tués ainsi que la viande et les trophées exportés au cours de la période 2013-2014* (pour les régions adjacentes à la zone infectée); iii) des renseignements détaillés sur les chasseurs étrangers qui sont entrés dans le pays pour chasser le sanglier au cours de la période 2013-2014 (y compris des renseignements sur leur nombre et leur pays d'origine), ventilés par pays et par région; iv) des renseignements détaillés sur les élevages porcins et les usines de transformation de la viande qui sont agréés pour expédier des animaux et des produits vers le territoire de l'Union douanière, *y compris des renseignements sur les fournisseurs (nombre, pays, région) et sur les volumes de production, ventilés par pays et par région*; et v) une estimation approximative des entreprises qui sont agréées pour expédier des produits d'origine animale vers le territoire de l'Union douanière, selon le niveau de l'état zoosanitaire, équivalente à l'évaluation précédemment effectuée pour les entreprises russes et biélorussiennes, *ventilées par région et classées par volume de production*; vi) la représentation cartographique des établissements agréés pour fournir des porcins vivants et des produits du porc en provenance des États membres de l'UE affectés (la Pologne et la Lituanie en particulier) à la Russie, avec indication des matières premières de base utilisées par ces établissements; vii) le statut zoosanitaire des petites exploitations (du fait de leur nombre important sur les territoires des zones infectées par la PPA/à risque élevé de PPA) et la mesure de leur protection biologique (possibilité d'élevage en plein air, alimentation de base, régime d'introduction des animaux nouvellement arrivés dans le troupeau, etc.); viii) des données sur l'évaluation interne par les services vétérinaires des États membres de l'UE des ressources (humaines, techniques et financières) nécessaires à la création et au maintien des zones exemptes de PPA susmentionnées; ix) des données sur l'isolement fonctionnel de sous-populations d'animaux domestiques et sauvages dans les zones, accompagnées de preuves de l'absence de migration/mouvements saisonniers des sangliers entre les zones; et x) des données sur la présence du vecteur de la PPA dans les États membres de l'UE.<sup>1558</sup> Dans le cadre de notre examen au titre de l'Annexe C 1) c), nous avons rappelé que certains des renseignements précédents auraient pu être pertinents pour l'évaluation de la situation dans un État membre de l'UE affecté. Cependant, le niveau de détail requis pour ces catégories de renseignements semble excessif. Nous rappelons que les renseignements que la Russie serait en droit de demander sont ceux qui seraient nécessaires pour engager et achever la procédure en cause. Nous avons conclu que la Russie avait demandé un niveau de détail excessif pour plusieurs catégories de renseignements, ce qui, selon nous, va au-delà de ce que nous avons indiqué comme étant nécessaire pour démontrer objectivement l'existence de zones exemptes de PPA dans un État membre de l'UE affecté.<sup>1559</sup>

7.1178. En outre, nous estimons que notre constatation au titre de l'article 6:3 selon laquelle l'Union européenne n'a pas démontré objectivement qu'il y avait en Lettonie des zones exemptes de PPA, qui le resteraient vraisemblablement, n'est pas un élément déterminant pour ce qui est de l'existence de ces zones exemptes de PPA. Il se pourrait très bien que l'Union européenne soit en mesure de démontrer au moyen de renseignements additionnels, dont certains ont été communiqués à la Russie au cours de la présente procédure, qu'il y a des zones exemptes de PPA, qui le resteraient vraisemblablement, dans au moins certains des quatre États membres de l'UE affectés.

7.1179. Compte tenu de cela, nous ne voyons rien dans les éléments de preuve versés au dossier qui étaye l'affirmation de la Russie selon laquelle tous les renseignements qu'elle a demandés étaient "en rapport" avec la réalisation d'une évaluation plus objective<sup>1560</sup> du risque spécifique au

<sup>1557</sup> Voir plus haut le paragraphe 7.1087.

<sup>1558</sup> Lettre de la Russie à l'Union européenne du 16 mai 2014, FS-EN-8/7999 (pièce EU-93).

<sup>1559</sup> Voir plus haut le paragraphe 7.1086.

<sup>1560</sup> Nous faisons référence ici à la distinction dans le degré d'objectivité, sur la base des preuves scientifiques disponibles, qui est faite à partir des situations visées à l'article 5:7 et 5:1. L'article 5:7 exige que les Membres qui appliquent une mesure SPS provisoire sur la base des renseignements pertinents disponibles "s'efforcent d'obtenir les renseignements additionnels nécessaires pour procéder à une *évaluation plus objective du risque*" (pas d'italique dans l'original). À notre avis, cela renvoie au type d'évaluation des risques exigée conformément à l'article 5:1 et 5:2, telle qu'elle est définie à l'Annexe A 4) de l'Accord SPS. Avant, les groupes spéciaux tels que *États-Unis – Animaux* faisaient référence au texte de l'article 5:7 sans donner de définition particulière de l'expression "évaluation plus objective du risque". Ils mettaient plutôt l'accent sur ce

sens donné à cet élément de l'article 5:7. Comme nous l'avons déjà noté, les experts consultés par le Groupe spécial ont qualifié certains des renseignements demandés par la Russie de "disproportionnés" ou de tentative de "brouiller les cartes".<sup>1561</sup> Bien que l'article 5:7 prescrive qu'un Membre doit activement faire tout son possible pour remédier aux insuffisances des preuves scientifiques pertinentes au moyen de recherches scientifiques additionnelles ou en recueillant des renseignements auprès des organisations internationales compétentes ou d'autres sources, il ne prévoit pas qu'un Membre utilise ce processus pour demander des renseignements qui ne sont pas en rapport avec le risque spécifique encouru.

7.1180. Nous constatons donc que la Russie ne s'est pas efforcée d'obtenir les renseignements additionnels qui étaient "nécessaires" pour procéder à d'une évaluation plus objective du risque au sens de l'article 5:7.

#### **7.6.5.3.2.4 Question de savoir si la Russie a examiné les interdictions d'importer les produits en cause en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne dans un délai raisonnable**

7.1181. La quatrième condition de l'article 5:7 est que le Membre qui applique la mesure doit l'examiner dans un délai raisonnable. Ce qui constitue un délai raisonnable doit être établi au cas par cas<sup>1562</sup>, sur la base des faits et circonstances propres à une affaire donnée. Dans l'affaire *Japon – Produits agricoles II*, l'Organe d'appel a dit que ce qui constituait un "délai raisonnable" au sens de l'article 5:7 dépendait, entre autres, de la difficulté d'obtenir les renseignements nécessaires pour procéder à une évaluation plus objective du risque.<sup>1563</sup>

7.1182. Nous rappelons que le Groupe spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques* a interprété l'expression "délai raisonnable" figurant à l'article 5:7 d'une manière semblable à l'expression "retard injustifié" figurant à l'Annexe C 1) a).<sup>1564</sup> Ce concept ne dépend pas de la durée du retard, mais plutôt du point de savoir si un retard est légitime et justifiable par opposition à injustifié ou excessif.<sup>1565</sup>

7.1183. L'Union européenne fait valoir que la Russie n'a pas examiné ses mesures dans un délai raisonnable. Elle identifie cette période comme correspondant aux six mois écoulés entre la date de l'apparition du premier foyer en Lituanie, à la fin de janvier 2014, et la date de l'établissement du Groupe spécial, le 22 juillet 2014, et à la période allant du moment où elle a fourni des renseignements additionnels, en juin 2014, jusqu'au moment où la Russie l'a contactée de

---

que nous mentionnons au paragraphe 6.55, à savoir le type de renseignements additionnels qui seraient nécessaires.

<sup>1561</sup> Réponse du Dr Brückner à la question n° 13 du Groupe spécial (indiquant ce qui suit: "les renseignements demandés dans la pièce RUS-131 [Lettre du service vétérinaire russe à la DG SANCO, FS-AS-8/23743, 1<sup>er</sup> décembre 2014] sont, à [m]on avis, "disproportionnés" car bon nombre des questions sont hors du sujet et inutiles aux fins d'une analyse des risques sensée, que ce soit sur le plan quantitatif ou qualitatif"); et réponse du Dr Thomson à la question n° 13 du Groupe spécial (indiquant ce qui suit à propos des questions posées dans la lettre du 5 février 2014 adressée par la Russie à l'UE, FS-SD 8/1640 (pièce EU-84): "[c]es questions sont pour la plupart des variantes d'autres questions posées par la Fédération de Russie. Pour un pays qui n'est pas lui-même exempt de PPA, cela me semble disproportionné et constitue peut-être une tentative de "brouiller les cartes").

<sup>1562</sup> Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Produits agricoles II*, paragraphe 93.

<sup>1563</sup> Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Produits agricoles II*, paragraphe 93. Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.300.

<sup>1564</sup> Rapports du Groupe spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques*, paragraphes 7.1495 à 7.1497 (concernant l'Annexe C 1) a)) et 7.3245 (concernant l'article 5:7). Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.301.

<sup>1565</sup> Rapport de l'Organe d'appel *Australie – Pommes*, paragraphe 437; rapport du Groupe spécial *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.301. De plus, le Groupe spécial *États-Unis – Animaux* a examiné le contexte des procédures d'arbitrage au titre de l'article 21:3 c) – qui déterminent le délai raisonnable dans lequel les Membres doivent mettre en œuvre les décisions et recommandations de l'ORD – dans lequel les arbitres avaient interprété l'expression "délai raisonnable" comme désignant "le délai le plus court possible dans le cadre du système juridique du Membre [mettant en œuvre]". Décision de l'arbitre *CE – Hormones (article 21:3 c))*, paragraphe 26. Ce groupe spécial a fait observer que, même si cette interprétation n'était pas directement applicable dans ces circonstances, elle donnait bien à entendre que, lorsque les Membres de l'OMC devaient mener des actions législatives ou réglementaires impliquant des processus juridiques complexes pour mettre leurs mesures en conformité avec leurs obligations dans le cadre de l'OMC, le caractère raisonnable pouvait être interprété comme signifiant aussi rapidement qu'il était juridiquement possible tout en acceptant les raisons légitimes d'un retard.

nouveau, au début de décembre 2014. La Russie affirme que, compte tenu de la dissémination de la PPA dans les États membres de l'UE affectés et des éléments de preuve concernant les foyers de PPA au second semestre de 2014 jusqu'au milieu de 2015, et étant donné que l'Union européenne n'avait pas démontré objectivement que ses zones exemptes de PPA le resteraient, elle a maintenu les mesures contestées.<sup>1566</sup>

7.1184. Ayant ces considérations à l'esprit, nous examinons si la Russie a examiné les mesures visant les États membres de l'UE affectés dans un délai raisonnable, et compte tenu du cadre temporel pour l'analyse du Groupe spécial (à savoir de janvier à la date d'établissement du Groupe spécial, le 22 juillet 2014, en englobant aussi les dates d'adoption des mesures visant l'Estonie et la Lettonie (septembre 2014)).

7.1185. Le Groupe spécial *États-Unis – Animaux* a examiné la question de savoir si les États-Unis avaient examiné les mesures en cause dans ce différend dans un délai raisonnable. Dans son analyse, ce groupe spécial s'est appuyé sur ses constatations au titre de l'Annexe C 1) a) relatives à la question de savoir si les États-Unis avaient pris des retards injustifiés dans leur examen de la demande de l'Argentine concernant le nord de son territoire.<sup>1567</sup> Nous souscrivons à l'approche du Groupe spécial *États-Unis – Animaux*. Nous considérons que notre évaluation de cette question est étroitement liée à notre examen du respect par la Russie de ses obligations dans le cadre de l'Annexe C 1) a). À cet égard, nous avons constaté que les demandes de renseignements excessives et injustifiées de la Russie en ce qui concerne les mesures de surveillance et de contrôle dans les États membres de l'UE non affectés revenaient à agir d'une manière qui empêchait d'engager et d'achever la procédure de vérification de l'existence de zones exemptes de PPA. À la lumière des indications de l'Organe d'appel<sup>1568</sup>, nous avons constaté que cette situation constituait un manquement à l'obligation d'engager et d'achever une procédure sans retard injustifié. Nous avons donc constaté que la Russie avait engagé et achevé la procédure en cause avec un retard injustifié.

7.1186. Nos constatations concernant l'Annexe C 1) a) éclairent notre analyse du respect par la Russie de la dernière prescription de l'article 5:7. En particulier, nous estimons que les demandes de renseignements excessives de la Russie ont entraîné des retards persistants dans l'examen des renseignements fournis par l'Union européenne. Nous tenons compte du fait qu'un Membre peut avoir besoin d'un certain temps pour traiter des renseignements détaillés et complexes. Il peut aussi avoir besoin de faire traduire ces renseignements en vue de les évaluer correctement. Néanmoins, nous considérons que, dans une situation comme celle des États membres de l'UE affectés, dans laquelle la Russie a reçu des renseignements pendant plus de sept mois (de janvier à septembre 2014) et a insisté de manière injustifiée sur le caractère insuffisant de ces renseignements, la Russie n'examine pas ses mesures SPS dans un délai raisonnable.

7.1187. Nous constatons donc qu'il n'est pas satisfait en l'espèce à la quatrième prescription aux fins de l'application de l'article 5:7 parce que la Russie n'a pas examiné les interdictions visant les produits en cause en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne dans un délai raisonnable.

#### 7.6.5.3.2.5 Conclusion

7.1188. Nous avons constaté qu'il y avait des preuves scientifiques suffisantes pour permettre à la Russie de procéder à une évaluation des risques s'agissant de la situation au regard de la PPA en Estonie, en Lettonie, en Lituanie et en Pologne, selon qu'il était approprié en fonction des circonstances. En outre, nous avons constaté que la Russie avait adopté la mesure provisoirement sur la base des renseignements pertinents disponibles, sauf dans le cas des produits traités en cause. Toutefois, la Russie ne s'est pas efforcée d'obtenir des renseignements additionnels et n'a pas examiné les interdictions d'importer les produits en cause en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne dans un délai raisonnable. Ayant constaté que la Russie n'avait pas satisfait à trois des quatre prescriptions aux fins d'application de l'article 5:7, nous constatons qu'aucune des interdictions d'importer les produits en cause en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne n'entre dans le champ d'application de l'article 5:7 et que la Russie ne peut pas se prévaloir de l'exemption assortie de réserves des obligations énoncées

<sup>1566</sup> Réponse de la Russie à la question n° 295 du Groupe spécial, paragraphes 158 et 159.

<sup>1567</sup> Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.303.

<sup>1568</sup> Rapport de l'Organe d'appel *Australie – Pommes*, paragraphe 438.

aux articles 5:1, 5:2 et 2:2. Par conséquent, nous allons maintenant évaluer la conformité des mesures de la Russie avec les articles 5:1, 5:2 et 2:2 de l'Accord SPS.

#### 7.6.5.3.3 Question de savoir si les mesures de la Russie sont établies sur la base d'une évaluation des risques

7.1189. Nous avons noté qu'il était important que les Membres établissent leurs mesures SPS sur la base d'une évaluation des risques afin de maintenir l'"équilibre fragile qui [avait] été soigneusement négocié dans l'*Accord SPS* entre les intérêts partagés quoique parfois divergents qui consist[aient] à promouvoir le commerce international et à protéger la vie et la santé des êtres humains"<sup>1569</sup>, ainsi que des animaux.<sup>1570</sup> Ayant cela à l'esprit, nous allons évaluer si les mesures de la Russie sont établies sur la base d'une évaluation des risques.

7.1190. Dans le présent différend, la Russie a fait valoir qu'elle n'avait pas l'obligation de fournir une évaluation des risques concernant les interdictions d'importer les produits en cause en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne car il s'agissait de mesures qui étaient conformes aux normes internationales pertinentes, ou à titre subsidiaire, qui avaient été adoptées sur la base de l'article 5:7 de l'Accord SPS.<sup>1571</sup>

7.1191. Plus haut, au paragraphe 7.890, nous avons constaté que les interdictions d'importer les produits en cause en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne n'étaient pas conformes au Code terrestre. De plus, comme il a été indiqué plus haut au paragraphe 7.1188, nous avons constaté que les conditions requises à l'article 5:7 n'avaient pas été remplies en ce qui concerne les interdictions visant les quatre États membres de l'UE affectés. Par conséquent, le fondement de la justification donnée par la Russie pour ne pas avoir d'évaluation des risques sur la base de laquelle ces interdictions seraient établies n'est pas valable. Compte tenu de cela, nous devons examiner s'il y a une évaluation des risques au sens du paragraphe 4 de l'Annexe A.

7.1192. Nous rappelons que nous avons constaté plus haut au paragraphe 7.1188 que les interdictions d'importer les produits en cause en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne poursuivaient les objectifs inscrits à la fois dans l'Annexe A 1) a) et dans l'Annexe A 1) b). Le premier type d'évaluation des risques requis au titre du paragraphe 4 de l'Annexe A (c'est-à-dire l'"évaluation de la probabilité de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination d'un parasite ou d'une maladie") est approprié pour des mesures qui visent l'objectif énoncé à l'Annexe A 1) a). Le deuxième type d'évaluation des risques requis au titre du paragraphe 4 de l'Annexe A (c'est-à-dire l'"évaluation des effets négatifs que pourrait avoir sur la santé des personnes et des animaux la présence ... d'organismes pathogènes dans ... les aliments pour animaux") est approprié pour des mesures qui visent l'objectif énoncé à l'Annexe A 1) b).<sup>1572</sup> Par conséquent, l'évaluation des risques par la Russie devrait englober les deux types d'évaluation des risques mentionnés au paragraphe 4 de l'Annexe A.

7.1193. La Russie a reconnu tout au long de la présente procédure qu'elle n'avait pas procédé à une évaluation des risques au sens de l'article 5:1 et du paragraphe 4 de l'Annexe A.<sup>1573</sup> Nous constatons donc qu'il n'est pas satisfait à la prescription aux fins de notre examen au titre de l'article 5:1 de l'Accord SPS. Comme nous l'avons indiqué plus haut<sup>1574</sup>, notre analyse des allégations de l'Union européenne au titre de l'article 5:2 devrait être effectuée en même temps que celle qui correspond à l'article 5:1. Dans une situation où il n'y a pas d'évaluation des risques, il est clair qu'un Membre ne satisfait à aucune des prescriptions de l'article 5:2.

7.1194. Sur la base de ce qui précède, nous constatons que les interdictions d'importer les produits en cause en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne sont incompatibles avec l'article 5:1 et 5:2 de l'Accord SPS.

<sup>1569</sup> Rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphe 177.

<sup>1570</sup> Voir plus haut le paragraphe 7.712.

<sup>1571</sup> Première communication écrite de la Russie, paragraphes 216 et 296; réponse de la Russie à la question n° 126 du Groupe spécial, paragraphe 235; et réponse de la Russie à la question n° 279 du Groupe spécial, paragraphe 134.

<sup>1572</sup> Rapport de l'Organe d'appel *Australie – Saumons*, paragraphe 123, note de bas de page 69. Voir aussi le rapport de l'Organe d'appel *Australie – Saumons*, paragraphe 120, et rapport du Groupe spécial *Australie – Saumons*, paragraphes 8.72 et 8.116.

<sup>1573</sup> Deuxième communication écrite de la Russie, paragraphes 185 à 203.

<sup>1574</sup> Voir plus haut le paragraphe 7.713.



#### 7.6.5.3.4 Article 2:2 de l'Accord SPS

7.1195. Nous rappelons que, d'après ce qu'a dit l'Organe d'appel dans l'affaire *Inde – Produits agricoles*, une constatation d'incompatibilité avec l'article 5:1 et 5:2 de l'Accord SPS établit une présomption réfragable d'incompatibilité avec l'article 2:2.<sup>1575</sup> Nous devons donc examiner si la Russie a avancé un quelconque argument à l'appui d'une telle réfutation.

7.1196. Les arguments de la Russie concernant l'absence d'évaluation des risques étaient centrés sur la conformité des interdictions d'importer les produits en cause en provenance des États membres de l'UE affectés avec le Code terrestre. À titre d'argument subsidiaire, la Russie a fait référence à l'applicabilité de l'article 5:7 à ces mesures et à la justification correspondante au regard des articles 5:1, 5:2 et 2:2. Toutefois, nous ne considérons pas qu'elle ait avancé des arguments étayant l'idée que les interdictions d'importer les produits en cause en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne étaient fondées sur des principes scientifiques et n'étaient pas maintenues sans preuves scientifiques suffisantes.

7.1197. À notre avis, nos constatations concernant le fait que les interdictions d'importer les produits en cause en provenance des États membres de l'UE affectés ne sont pas conformes au Code terrestre et ne relèvent pas de l'article 5:7, ainsi que l'absence d'évaluation des risques sur la base de laquelle ces mesures seraient établies, confirment que celles-ci ne sont ni fondées sur des principes scientifiques, ni maintenues avec des preuves scientifiques suffisantes. La Russie n'a pas réfuté ces constatations. Selon nous, elle n'a pas réfuté la présomption d'incompatibilité établie par nos constatations d'incompatibilité avec l'article 5:1 et 5:2.

7.1198. Sur la base de ce qui précède, nous constatons que les interdictions d'importer les produits en cause en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne enfreignent, par voie de conséquence, l'article 2:2 de l'Accord SPS.

#### 7.6.5.4 Conclusion

7.1199. Nous avons constaté qu'il y avait des preuves scientifiques suffisantes pour permettre à la Russie de procéder à une évaluation des risques s'agissant de la situation au regard de la PPA dans les États membres de l'UE affectés, selon qu'il était approprié en fonction des circonstances. En outre, nous avons constaté que la Russie avait adopté les mesures provisoirement sur la base des renseignements pertinents disponibles, sauf dans le cas des produits traités en cause. Nous avons également constaté qu'elle ne s'était pas efforcée d'obtenir des renseignements additionnels et n'avait pas examiné les interdictions d'importer les produits en cause en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne dans un délai raisonnable. Ayant constaté que la Russie n'avait pas satisfait à trois des quatre prescriptions aux fins de l'application de l'article 5:7 de l'Accord SPS, nous constatons que les interdictions visant les États membres de l'UE affectés n'entrent pas dans le champ d'application de l'article 5:7 et que la Russie ne peut pas se prévaloir de l'exemption assortie de réserves des obligations énoncées aux articles 5:1, 5:2 et 2:2 de l'Accord SPS. Nous avons aussi constaté que la Russie n'avait pas établi les interdictions visant les États membres de l'UE affectés sur la base d'une évaluation des risques au sens du paragraphe 4 de l'Annexe A de l'Accord SPS, enfreignant ainsi l'article 5:1 et 5:2. Nous avons aussi constaté que la Russie n'avait pas réfuté la présomption d'incompatibilité que nos constatations ont établie en ce qui concerne l'article 2:2; par conséquent, les interdictions visant les États membres de l'UE affectés sont aussi incompatibles avec l'article 2:2.

### 7.6.6 Allégations au titre des articles 5:3, 5:4, 5:6, et 2:2 de l'Accord SPS

#### 7.6.6.1 Introduction

7.1200. Dans la section 7.5.6 plus haut, nous avons expliqué que l'Union européenne formulait des allégations au sujet de quatre dispositions de l'article 5 de l'Accord SPS qui se rapportent au niveau approprié de protection sanitaire: l'article 5:3, 5:4, 5:5 et 5:6. Compte tenu de cette approche, nous avons décidé qu'avant de passer au fond des allégations de l'Union européenne, nous examinerions en premier ce qu'est le niveau de protection sanitaire que la Russie juge approprié en ce qui concerne la PPA. Au paragraphe 7.753 plus haut, nous avons constaté que le

---

<sup>1575</sup> Rapport de l'Organe d'appel *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 5.24.



niveau de protection sanitaire que la Russie jugeait approprié pour la PPA était élevé ou prudent. Nous avons aussi expliqué que notre examen concernant ledit niveau de protection approprié était commun pour l'évaluation des allégations formulées par l'Union européenne au sujet aussi bien de l'interdiction à l'échelle de l'UE que des interdictions d'importer les produits en cause en provenance des quatre États membres de l'UE affectés.

7.1201. Dans la section 7.5.6 plus haut, nous avons examiné la compatibilité de l'interdiction à l'échelle de l'UE avec les articles 5:3, 5:4, 5:6 et 2:2 de l'Accord SPS. Dans cette section, nous avons reproduit le texte des dispositions juridiques pertinentes<sup>1576</sup> et le critère juridique applicable en ce qui concerne chacune de ces dispositions.<sup>1577</sup> Nous utiliserons cette analyse pour notre examen des allégations de l'Union européenne au titre des articles 5:3, 5:4, 5:6 et 2:2 concernant les interdictions d'importer les produits en cause en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne. Nous passons à notre évaluation correspondante de ces allégations de l'Union européenne.

#### **7.6.6.2 Question de savoir si les interdictions visant les importations des produits en cause en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne sont incompatibles avec l'article 5:3 de l'Accord SPS**

7.1202. Dans la section 7.5.6.3 plus haut, nous avons présenté les arguments des parties, exposé le critère juridique au titre de l'article 5:3 de l'Accord SPS et entrepris d'examiner la compatibilité de l'interdiction à l'échelle de l'UE avec cet article. Nous utilisons cette analyse pour examiner la compatibilité des interdictions d'importer les produits en cause en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne avec l'article 5:3 de l'Accord SPS.

7.1203. Dans le cadre de notre analyse développée plus haut, nous avons examiné deux questions concernant l'interdiction à l'échelle de l'UE. La première est celle de savoir si la Russie a tenu compte des facteurs économiques pertinents lorsqu'elle a évalué le risque pour la santé et la vie des animaux ou pour la préservation des végétaux. La seconde est celle de savoir si la Russie a tenu compte des facteurs économiques pertinents lorsqu'elle a déterminé la mesure à appliquer pour obtenir le niveau approprié de protection sanitaire ou phytosanitaire.

7.1204. Comme cela a été relevé plus haut<sup>1578</sup>, en ce qui concerne la première question, nous considérons que, s'il existe des preuves scientifiques suffisantes mais qu'il n'y a pas conformité avec la norme internationale pertinente, en n'établissant pas ses mesures SPS sur la base d'une évaluation des risques, telle que définie à l'article 5:1 et à l'Annexe A 4) de l'Accord SPS, un Membre ne serait pas en mesure d'agir d'une manière compatible avec l'article 5:3.

7.1205. Dans le présent différend, nous avons constaté que l'interdiction visant les importations des produits en cause en provenance de Lettonie, telle qu'elle est applicable aux produits non traités, était fondée sur la norme internationale pertinente.<sup>1579</sup> Nous avons aussi constaté que les interdictions d'importer les produits en cause en provenance d'Estonie, de Lituanie et de Pologne, telles qu'elles sont applicables aux produits non traités, n'étaient pas fondées sur la norme internationale pertinente.<sup>1580</sup> De plus, nous avons constaté que les interdictions d'importer les produits en cause en provenance des quatre États membres de l'UE affectés, telles qu'elles sont applicables aux produits traités, n'étaient pas fondées sur les normes internationales pertinentes.<sup>1581</sup> En outre, nous avons constaté que les interdictions d'importer les produits en cause en provenance des quatre États membres de l'UE affectés, telles qu'elles sont applicables tant aux produits traités qu'aux produits non traités, n'étaient pas établies sur la base d'une évaluation des risques appropriée en fonction des circonstances, dans une situation où il y avait suffisamment de preuves scientifiques pour que la Russie puisse effectuer une telle évaluation.<sup>1582</sup> Compte tenu de ces constatations et du raisonnement exposé plus haut, nous constatons que les

<sup>1576</sup> Voir plus haut la section 7.5.6.1.

<sup>1577</sup> Voir plus haut les paragraphes 7.762 à 7.776, en ce qui concerne l'article 5:3; les paragraphes 7.789 à 7.792, en ce qui concerne l'article 5:4; les paragraphes 7.806 à 7.813, en ce qui concerne l'article 5:6; et les paragraphes 7.839 à 7.845, en ce qui concerne l'article 2:2 de l'Accord SPS.

<sup>1578</sup> Voir plus haut le paragraphe 7.775.

<sup>1579</sup> Voir plus haut le paragraphe 7.1040.

<sup>1580</sup> Voir plus haut le paragraphe 7.1040.

<sup>1581</sup> Voir plus haut le paragraphe 7.1039.

<sup>1582</sup> Voir plus haut le paragraphe 7.1199.

interdictions d'importer les produits en cause en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne sont incompatibles avec l'article 5:3.

7.1206. Dans la section 7.5.6.5.1.1 plus haut, nous avons traité la question de savoir si la Russie avait tenu compte des facteurs économiques pertinents lorsqu'elle a déterminé la mesure à appliquer pour obtenir le niveau de protection qu'elle jugeait approprié pour la PPA. S'agissant de cette seconde question, nous avons constaté que l'Union européenne ne s'était pas acquittée de la charge qui lui incombait d'établir *prima facie* que l'interdiction à l'échelle de l'UE était incompatible avec l'article 5:3 de l'Accord SPS pour ce qui était de la prise en compte par la Russie des facteurs économiques pertinents au moment de déterminer la mesure à appliquer pour obtenir le niveau approprié de protection sanitaire ou phytosanitaire.<sup>1583</sup>

7.1207. Nous ne voyons pas de distinction dans la manière dont l'Union européenne a fait valoir son argumentation concernant l'interdiction à l'échelle de l'UE et concernant les interdictions d'importer les produits en cause en provenance des quatre États membres de l'UE affectés. En fait, l'Union européenne a formulé ses arguments au titre de l'article 5:3 pour les deux séries de mesures.<sup>1584</sup> Par conséquent, nous considérons que notre constatation figurant au paragraphe 7.784 plus haut au sujet de l'interdiction à l'échelle de l'UE est aussi applicable aux interdictions visant les importations des produits en cause en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne.

7.1208. Sur la base de ce qui précède, nous constatons que les interdictions visant les produits en cause en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne sont incompatibles avec l'article 5:3 de l'Accord SPS parce que, du fait qu'elle n'a pas établi ces mesures sur la base d'une évaluation des risques dans des circonstances dans lesquelles l'article 5:7 n'était pas applicable, la Russie pouvait ne pas avoir tenu compte des facteurs économiques pertinents énumérés à l'article 5:3 lorsqu'elle a évalué les risques d'entrée et de dissémination de la PPA conformément à l'article 5:1 et au paragraphe 4 de l'Annexe A de l'Accord SPS. Cependant, l'Union européenne n'a pas établi *prima facie* l'incompatibilité des interdictions d'importer les produits en cause en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne avec l'obligation incombant à la Russie de tenir compte des facteurs économiques pertinents énumérés à l'article 5:3 lorsqu'elle a déterminé la mesure à appliquer pour obtenir le niveau approprié de protection sanitaire ou phytosanitaire concernant l'entrée et la dissémination de la PPA.

#### **7.6.6.3 Question de savoir si la Russie a tenu compte de l'objectif qui consiste à réduire au minimum les effets négatifs sur le commerce lorsqu'elle a déterminé le niveau approprié de protection sanitaire ou phytosanitaire**

7.1209. Dans la section 7.5.6.4 plus haut, nous avons présenté les arguments des parties, exposé le critère juridique applicable au titre de l'article 5:4 de l'Accord SPS et examiné la compatibilité de l'interdiction à l'échelle de l'UE avec l'article 5:4. Nous utilisons cette analyse pour examiner la compatibilité des interdictions d'importer les produits en cause en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne avec l'article 5:4 de l'Accord SPS.

7.1210. Dans notre analyse développée plus haut, nous avons conclu qu'au vu de la nature incitative de l'article 5:4, nous ne ferions pas de constatations concernant le point de savoir si la Russie a tenu compte de l'objectif consistant à réduire au minimum les effets négatifs sur le commerce lorsqu'elle a déterminé son niveau approprié de protection. Cependant, cela est sans préjudice de la prise en considération par le Groupe spécial de l'objectif consistant à réduire au minimum les effets négatifs sur le commerce international dans son interprétation d'autres dispositions de l'Accord SPS à la lumière des allégations de l'Union européenne.

<sup>1583</sup> Voir plus haut le paragraphe 7.783.

<sup>1584</sup> Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 262.

#### **7.6.6.4 Question de savoir si les interdictions d'importer les produits en cause en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne sont plus restrictives pour le commerce qu'il n'est nécessaire conformément à l'article 5:6 de l'Accord SPS**

##### **7.6.6.4.1 Introduction**

7.1211. Dans la section 7.5.6.5 plus haut, nous avons présenté les arguments des parties, exposé le critère juridique applicable au titre de l'article 5:6 de l'Accord SPS et examiné la compatibilité de l'interdiction à l'échelle de l'UE avec l'article 5:6. Nous utilisons cette analyse pour examiner la compatibilité des interdictions d'importer les produits en cause en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne avec l'article 5:6 de l'Accord SPS.

7.1212. Nous relevons que la Russie a formulé des arguments spécifiques concernant les interdictions d'importer les produits en cause en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne. Par conséquent, nous mentionnons brièvement les arguments de la Russie avant d'analyser si ces mesures sont incompatibles avec l'article 5:6. Nous utiliserons l'argumentation de l'Union européenne telle qu'elle est résumée dans la section 7.5.6.5.1.1 plus haut.

##### **7.6.6.4.2 Principaux arguments des parties**

###### **7.6.6.4.2.1 Union européenne**

7.1213. L'Union européenne fait valoir que la Russie n'a pas expressément indiqué le niveau de protection qu'elle jugeait approprié.<sup>1585</sup> Selon l'Union européenne, si le niveau de protection n'est pas précisé par écrit, un groupe spécial devrait le déduire des mesures SPS appliquées dans la pratique.<sup>1586</sup>

7.1214. L'Union européenne affirme que certes, la Russie a bien imposé une interdiction à l'échelle du pays en ce qui concerne les produits en cause pour chacun des quatre États membres de l'UE affectés, mais qu'elle n'a pas conjugué cette interdiction avec une interdiction à l'échelle de la Russie.<sup>1587</sup> L'Union européenne fait aussi valoir que les éléments de preuve factuels indiquent qu'en réalité, la Russie a un niveau approprié de protection assez bas<sup>1588</sup> et que, même à supposer qu'elle ait un niveau approprié de protection très élevé ou très prudent, il existe une solution de rechange possible qui satisfait cumulativement aux conditions énoncées dans la note de bas de page 3 de l'Accord SPS.<sup>1589</sup>

7.1215. L'Union européenne souligne que l'application des normes de l'OIE, qui recommandent la régionalisation et le commerce à partir des pays/zones exempts de PPA ou en ce qui concerne toute partie d'un pays ayant notifié la présence de la PPA si les produits ont été soumis à des traitements spécifiques, constitue une solution de rechange de ce type, satisfaisant à toutes les prescriptions juridiques énoncées à l'article 5:6 de l'Accord SPS.<sup>1590</sup> L'Union européenne fait valoir qu'une telle solution de rechange est raisonnablement applicable par la Russie, qui ne suppose pas de difficultés techniques ni de charge économique compromettant sa faisabilité, tout en permettant d'obtenir le niveau approprié de protection de la Russie et en étant sensiblement moins restrictive pour le commerce.<sup>1591</sup> L'Union européenne conclut que les mesures de la Russie en cause sont donc incompatibles avec les dispositions de l'article 5:6 de l'Accord SPS.<sup>1592</sup>

###### **7.6.6.4.2.2 Russie**

7.1216. La Russie fait valoir que l'Union européenne n'a pas établi *prima facie* qu'il existait une mesure de rechange satisfaisant à l'ensemble des trois prescriptions de l'article 5:6.<sup>1593</sup> Selon la Russie, il n'existe pas de mesures de rechange moins restrictives applicables qui permettent

<sup>1585</sup> Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 242.

<sup>1586</sup> Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 243.

<sup>1587</sup> Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 245.

<sup>1588</sup> Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 248.

<sup>1589</sup> Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 249.

<sup>1590</sup> Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 252.

<sup>1591</sup> Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 258.

<sup>1592</sup> Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 259.

<sup>1593</sup> Première communication écrite de la Russie, paragraphe 337.

d'obtenir le niveau de protection qu'elle juge approprié, qui est fondé sur la norme internationale pertinente.<sup>1594</sup>

7.1217. La Russie estime que le Groupe spécial devrait rejeter l'allégation de l'Union européenne au titre de l'article 5:6. Premièrement, dans la mesure où l'Union européenne déduit le niveau approprié de protection de la Russie des mesures appliquées aux importations, ces mesures, de l'avis de la Russie, ne peuvent logiquement pas être plus restrictives pour le commerce qu'il n'est requis pour obtenir ce niveau de protection.<sup>1595</sup> Deuxièmement, la Russie soutient que, dans la mesure où l'Union européenne déduit un niveau approprié de protection différent des mesures appliquées par la Russie sur son territoire, elle réitère une allégation de niveaux appropriés de protection prétendument distincts qui relève de l'article 5:5 et devrait donc être rejetée par le Groupe spécial dans son examen au titre de l'article 5:6.<sup>1596</sup>

7.1218. Selon la Russie, l'application du Code terrestre n'est pas une mesure moins restrictive pour le commerce, comme le fait valoir l'Union européenne, parce que les mesures de la Russie concernant l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie et la Pologne sont déjà "conformes aux et/ou fondées sur les" normes pertinentes du Code terrestre.<sup>1597</sup> La Russie précise par ailleurs que, si le pays exportateur ne s'acquitte pas de la charge qui lui incombe d'établir, et de démontrer objectivement qu'il a établi, des zones de confinement conformément aux directives de l'OIE, le pays importateur peut rejeter les zones proposées par le pays exportateur, qui ne reflètent pas le même niveau approprié de protection, et imposer des restrictions à l'importation à l'échelle du pays.<sup>1598</sup> La Russie affirme qu'elle a agi en conséquence et dans le respect du Code terrestre.<sup>1599</sup>

7.1219. La Russie affirme aussi que, face à ce qu'elle estime être la combinaison "fatale" d'une densité élevée chez les sangliers et de pourcentages élevés de fermes artisanales à faible niveau de sécurité biologique, les mesures à l'importation établies sur la base de la compartimentation sont les mesures les moins restrictives pour le commerce qui lui permettraient d'obtenir le niveau de protection qu'elle juge approprié.<sup>1600,1601</sup>

#### 7.6.6.4.3 Analyse du Groupe spécial

7.1220. Comme on l'a expliqué plus haut<sup>1602</sup>, pour évaluer la compatibilité des interdictions d'importer les produits en cause en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne avec l'article 5:6 de l'Accord SPS, le Groupe spécial doit déterminer si l'Union européenne a indiqué une ou plusieurs mesures de rechange. Il doit ensuite examiner si les mesures de rechange présentées par l'Union européenne: i) sont raisonnablement applicables par la Russie compte tenu de la faisabilité technique et économique; ii) permettent d'obtenir le niveau de protection jugé approprié par la Russie; et iii) sont sensiblement moins restrictives pour le commerce que les interdictions d'importer les produits en cause en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne.<sup>1603</sup>

7.1221. Avant de passer à notre examen des mesures de rechange indiquées par l'Union européenne, nous rappelons que le Groupe spécial serait tenu de traiter la question de savoir si l'article 5:7 "supprime" la nécessité de se conformer à l'article 5:6 uniquement s'il constate que la Russie se conforme à l'article 5:7.<sup>1604</sup> Au paragraphe 7.719, nous avons constaté que les

<sup>1594</sup> Première communication écrite de la Russie, paragraphe 334.

<sup>1595</sup> Première communication écrite de la Russie, paragraphe 336.

<sup>1596</sup> Première communication écrite de la Russie, paragraphe 336. La Russie fait observer qu'elle n'applique pas de niveaux appropriés de protection distincts pour les porcins vivants et produits du porc d'origine nationale et ceux qui sont importés (première communication écrite de la Russie, note de bas de page 637 relative au paragraphe 336 faisant référence à la première communication écrite de la Russie, paragraphes 275 à 287).

<sup>1597</sup> Première communication écrite de la Russie, paragraphe 337.

<sup>1598</sup> Première communication écrite de la Russie, paragraphe 337; observations de la Russie sur la réponse de l'Union européenne à la question n° 286 du Groupe spécial, paragraphe 149.

<sup>1599</sup> Première communication écrite de la Russie, paragraphe 337; et observations de la Russie sur la réponse de l'Union européenne à la question n° 286 du Groupe spécial, paragraphe 149.

<sup>1600</sup> Réponse de la Russie à la question n° 159 du Groupe spécial, paragraphe 300.

<sup>1601</sup> Deuxième communication écrite de la Russie, paragraphe 143.

<sup>1602</sup> Voir plus haut le paragraphe 7.810.

<sup>1603</sup> Rapport de l'Organe d'appel *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 5.203.

<sup>1604</sup> Cela correspond à l'approche adoptée dans le différend *États-Unis – Animaux* selon laquelle le Groupe spécial, ayant constaté que les mesures des États-Unis n'étaient pas couvertes par l'exemption prévue

interdictions d'importer les produits en cause en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne n'étaient pas assujetties à l'article 5:7. Nous constatons donc qu'il n'est pas nécessaire de traiter l'argument de la Russie concernant la relation entre l'article 5:7 et l'article 5:6.

7.1222. Nous rappelons aussi qu'au paragraphe 7.1037 plus haut, nous avons constaté que l'interdiction visant les importations des produits en cause en provenance d'Estonie, telle qu'elle est applicable aux produits non traités, était fondée sur la norme internationale pertinente. Nous avons aussi constaté que les interdictions d'importer les produits en cause en provenance de Lettonie, de Lituanie et de Pologne, telles qu'elles sont applicables aux produits non traités, n'étaient pas fondées sur la norme internationale pertinente. En outre, nous avons constaté que les interdictions d'importer les produits en cause en provenance des quatre États membres de l'UE affectés, telles qu'elles sont applicables aux produits traités, n'étaient pas fondées sur les normes internationales pertinentes.

7.1223. Sans perdre de vue ces considérations, nous passons à l'examen des mesures de rechange indiquées par l'Union européenne.

#### **7.6.6.4.3.1 Question de savoir si l'Union européenne a indiqué une ou plusieurs mesures de rechange**

7.1224. Les mesures que l'Union européenne présente comme solution de rechange sont celles qui découlent de l'application du Code terrestre, qui recommande la régionalisation et le commerce à partir des pays/zones exempts de PPA ou de toute partie d'un pays ayant notifié la présence de la PPA si les produits ont été soumis à des traitements spécifiques.<sup>1605</sup> En particulier, l'Union européenne fait valoir qu'à la place d'une interdiction à l'échelle de l'UE, la Russie devrait autoriser le commerce de certains produits conformément à des dispositions spécifiques du chapitre 15.1 du Code terrestre. Le tableau 9 ci-dessous renferme les mesures de rechange indiquées par l'Union européenne, telles qu'elles sont pertinentes pour l'interdiction à l'échelle de l'UE, sur la base des dispositions du Code terrestre spécifiées.

**Tableau 9 Mesures de rechange indiquées par l'Union européenne<sup>1606</sup>**

Produit	Disposition du Code terrestre	Recommandation
Porcins vivants	Article 15.1.5	Autoriser le commerce à partir des zones de l'UE exemptes de PPA.
Semence de porcins domestiques et embryons de porcins domestiques collectés <i>in vivo</i>	Articles 15.1.8 et 15.1.10	Autoriser le commerce à partir des zones de l'UE exemptes de PPA.
Viandes fraîches de porcins domestiques et de sangliers	Articles 15.1.12. et 15.1.13	Autoriser le commerce à partir des zones de l'UE exemptes de PPA.
Produits du porc qui ont été traités de façon à garantir la destruction du virus de la PPA (par ex., traitement thermique, maturation)	Article 15.1.14	Autoriser le commerce à partir de l'ensemble du territoire des quatre États membres de l'UE partiellement affectés.

à l'article 5:7, a décidé de ne pas examiner l'argument des États-Unis selon lequel le maintien d'une mesure provisoire en vertu de l'article 5:7 excluait l'applicabilité de l'article 5:6 (rapport du Groupe spécial *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.439).

<sup>1605</sup> Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 252; et deuxième communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 134.

<sup>1606</sup> Ce tableau est établi sur la base de la déclaration liminaire de l'Union européenne à la deuxième réunion du Groupe spécial, paragraphes 72 à 76.

Produit	Disposition du Code terrestre	Recommandation
Soies	Article 15.1.16	Autoriser le commerce à partir du pays, des zones ou des compartiments exempts de PPA; ou le commerce des produits qui ont été soumis à un traitement dans un établissement agréé pour l'exportation par l'Autorité vétérinaire afin de garantir la destruction du virus de la PPA, et dès lors que les précautions nécessaires ont été prises après le traitement afin d'éviter que les produits n'entrent en contact avec une source potentielle de virus de la PPA.

7.1225. À notre avis, l'Union européenne a clairement indiqué ce que seraient les mesures de rechange pour les produits en cause. Nous allons maintenant examiner si les mesures fondées sur les recommandations du Code terrestre indiquées par l'Union européenne satisfont aux trois éléments cumulatifs de l'article 5:6 de l'Accord SPS.

#### **7.6.6.4.3.2 Question de savoir si les mesures fondées sur les recommandations du Code terrestre sont raisonnablement applicables, compte tenu de la faisabilité technique et économique**

7.1226. Ayant déterminé les mesures de rechange indiquées par l'Union européenne, nous devons d'abord examiner si ces mesures de rechange sont raisonnablement applicables par la Russie, compte tenu de la faisabilité technique et économique. Dans la section 7.5.6.5.2.3 plus haut, nous avons constaté que les mesures recommandées dans le Code terrestre au sujet de la régionalisation étaient raisonnablement applicables pour la Russie parce qu'elles étaient faisables au plan technique et économique. Nous utilisons cette constatation aux fins de l'analyse que nous entreprenons en ce qui concerne les interdictions d'importer les produits en cause en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne.

7.1227. En outre, nous notons que l'Union européenne a aussi indiqué à titre de mesure de rechange pour les interdictions visant les importations des produits en cause en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne les recommandations figurant dans le Code terrestre en ce qui concerne les produits traités. À savoir, accepter le commerce des produits qui ont été traités dans un établissement agréé pour l'exportation de façon à garantir la destruction du virus de la PPA, et dès lors que les précautions nécessaires ont été prises après le traitement afin d'éviter que les produits n'entrent en contact avec une source potentielle de virus de la PPA, comme énoncé aux articles 15.1.14 et 15.1.16.

7.1228. Nous avons observé que la Russie n'avait pas contesté la faisabilité technique et économique des mesures conformes au Code terrestre. Au contraire, elle a allégué que ses mesures visant les importations en provenance des quatre États membres de l'UE affectés étaient "conformes aux" ou "fondées sur les" normes internationales énoncées dans le Code terrestre, donnant donc à entendre qu'elle considère ces normes comme faisables au plan technique et économique.

7.1229. Comme indiqué par l'Union européenne, les mesures de rechange découlant du Code terrestre comprennent l'acceptation des importations des produits traités, conformément au chapitre 15.1 du Code terrestre. À notre avis, l'acceptation de ces importations en provenance de l'Union européenne n'entraîne pas une charge technique ou économique importante. En réalité, elle nécessite une coopération appropriée entre les services vétérinaires de l'Union européenne et ceux de la Russie afin de vérifier le respect des exigences en matière de traitement pour la sécurité sanitaire des échanges dans chacun des quatre États membres de l'UE affectés.

7.1230. Ayant examiné ces éléments, nous considérons que les mesures recommandées en vertu du Code terrestre en ce qui concerne la régionalisation sont raisonnablement applicables par la Russie parce qu'elles sont faisables au plan technique et économique.



#### **7.6.6.4.3.3 Question de savoir si les mesures fondées sur les recommandations du Code terrestre permettent d'obtenir le niveau de protection que la Russie juge approprié**

7.1231. Dans la section 7.5.6.5.2.4, nous avons constaté que les mesures recommandées dans le Code terrestre en ce qui concerne la régionalisation permettaient d'obtenir le niveau de protection élevé que la Russie jugeait approprié. Nous utilisons cette constatation aux fins de l'analyse que nous entreprenons en ce qui concerne les interdictions d'importer les produits en cause en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne.

7.1232. De plus, nous rappelons que l'Union européenne a aussi indiqué à titre de mesure de rechange pour les interdictions visant les importations en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne les recommandations figurant dans le Code terrestre au sujet des produits traités. À savoir, accepter le commerce des produits qui ont été traités dans un établissement agréé pour l'exportation de façon à garantir la destruction du virus de la PPA, et dès lors que les précautions nécessaires ont été prises après le traitement afin d'éviter que les produits n'entrent en contact avec une source potentielle de virus de la PPA, comme énoncé aux articles 15.1.14 et 15.1.16.

7.1233. Dans ses réponses aux questions du Groupe spécial, l'OIE se réfère à la préface du Code terrestre, où il est dit que "[l]es normes rassemblées dans le Code ... sont destinées à améliorer la santé et le bien-être des animaux terrestres ainsi que la santé publique vétérinaire dans le monde. À cet effet, cet ouvrage prévoit notamment des textes à caractère normatif garantissant la sécurité sanitaire des échanges internationaux d'animaux terrestres".<sup>1607</sup> L'OIE a également fait observer que "[t]outes les différentes combinaisons de procédures d'essai, de traitement et de certification indiquées au chapitre 15.1 assur[ai]ent la sécurité sanitaire des échanges d'animaux et des produits d'origine animale".<sup>1608</sup> De plus, l'OIE conclut que "[q]uelle que soit la politique d'un pays relative au niveau approprié de protection, l'OIE considère que l'application des mesures recommandées dans le Code terrestre assure les conditions de la sécurité sanitaire des échanges d'animaux et de produits d'origine animale."<sup>1609</sup> À notre avis, les explications de l'OIE englobent la référence aux recommandations concernant la sécurité sanitaire des échanges découlant du traitement des produits en cause prévues au chapitre 15.1 du Code terrestre.

7.1234. Sur cette base, nous devons examiner si le niveau de protection qui serait obtenu par les mesures de rechange suggérées par l'Union européenne atteint le niveau de protection que la Russie juge approprié en ce qui concerne la PPA.<sup>1610</sup> Nous rappelons que nous avons constaté que tant le niveau de protection que la Russie juge approprié que le niveau de protection obtenu au moyen des mesures de rechange suggérées par l'Union européenne étaient élevés. Nous rappelons aussi que la Russie reconnaît que son niveau approprié de protection pour la PPA, tel qu'il est appliqué aux importations des produits en cause, pourrait être obtenu au moyen de mesures qui sont conformes aux normes énoncées dans le Code terrestre.<sup>1611</sup> Nous concluons donc que le niveau de protection obtenu au moyen des mesures conformes aux dispositions du chapitre 15.1 du Code terrestre en ce qui concerne les produits traités atteint le niveau de protection que la Russie juge approprié.

7.1235. Nous poursuivons donc en procédant à la comparaison entre le caractère restrictif pour le commerce des interdictions d'importer les produits en cause en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne et celui des mesures de rechange indiquées par l'Union européenne.

#### **7.6.6.4.3.4 Question de savoir si les mesures fondées sur les recommandations du Code terrestre sont sensiblement moins restrictives pour le commerce que les interdictions d'importer les produits en cause en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne**

7.1236. Nous rappelons que des groupes spéciaux antérieurs ont examiné la troisième prescription en comparant les mesures de rechange proposées par la partie plaignante avec les

---

<sup>1607</sup> Réponse de l'OIE à la question n° 19 du Groupe spécial.

<sup>1608</sup> Réponse de l'OIE à la question n° 19 du Groupe spécial.

<sup>1609</sup> Réponse de l'OIE à la question n° 19 du Groupe spécial.

<sup>1610</sup> Rapport de l'Organe d'appel *Australie – Pommes*, paragraphe 344.

<sup>1611</sup> Voir plus haut les paragraphes 7.750 et 7.805.



mesures contestées.<sup>1612</sup> Le Groupe spécial *Inde – Produits agricoles*, se rangeant à l'avis du Groupe spécial *Australie – Saumons*, a fait observer que "toute mesure imposant des conditions à l'importation, même strictes, "serait encore sensiblement moins restrictive pour le commerce qu'une prohibition pure et simple".<sup>1613</sup>

7.1237. Gardant cela à l'esprit, nous passons à l'analyse de la question de savoir si les mesures appliquées conformément aux recommandations concernant la régionalisation figurant au chapitre 15.1 du Code terrestre sont sensiblement moins restrictives pour le commerce que les interdictions d'importer les produits en cause en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne.

7.1238. Au paragraphe 7.871 plus haut, nous avons expliqué que nous examinerions séparément les interdictions visant les importations en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne telles qu'elles sont applicables aux produits en cause traités et à ceux qui ne sont pas traités. En suivant cette distinction, nous avons fait des constatations séparées concernant la question de savoir si ces mesures, telles qu'elles sont appliquées aux produits en cause traités et non traités, sont fondées sur les normes internationales pertinentes énoncées dans le Code terrestre. Afin d'examiner correctement les mesures en cause, nous estimons que nous devrions suivre la même approche analytique dans le contexte de notre évaluation de la question de savoir si les mesures fondées sur les recommandations concernant la régionalisation figurant dans le Code terrestre sont sensiblement moins restrictives pour le commerce que les interdictions visant les importations en provenance des quatre États membres de l'UE affectés. Nous commencerons notre examen par une évaluation de la question en ce qui concerne les produits traités, suivie de l'analyse correspondante pour les produits non traités.

### **Produits traités**

7.1239. Au paragraphe 7.898 plus haut, nous avons constaté que les interdictions visant les importations en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne, applicables aux produits traités, n'étaient pas fondées sur les normes internationales énoncées dans le Code terrestre. En outre, nous rappelons que ces mesures imposent une interdiction à l'importation générale pour la plupart des produits traités en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne.<sup>1614</sup>

7.1240. Dans notre évaluation des dispositions pertinentes du Code terrestre, nous avons expliqué que certaines dispositions du chapitre 15.1 prévoyaient que le commerce des produits du porc, qu'ils proviennent ou non de zones exemptes de PPA, se faisait dans des conditions de sécurité sanitaire, dès lors que ces produits ont été soumis à un traitement (traités) dans un établissement agréé pour l'exportation afin de garantir la destruction du virus de la PPA, et que les précautions nécessaires ont été prises après le traitement afin d'éviter que les produits n'entrent en contact avec une source potentielle de virus de la PPA.<sup>1615</sup>

7.1241. Eu égard à ce qui précède, nous concluons que la solution de rechange proposée par l'Union européenne, à savoir que la Russie accepte les produits du porc qui ont été certifiés comme satisfaisant aux prescriptions en matière de traitement exposées plus haut, qui permet la sécurité sanitaire du commerce de ces produits du porc traités visés par les articles 15.1.14, 15.1.15 et 15.1.16, est sensiblement moins restrictive pour le commerce qu'une interdiction frappant ces mêmes produits.

<sup>1612</sup> Rapports des Groupes spéciaux *États-Unis- Animaux*, paragraphe 7.425; *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 7.591; et *Australie – Saumons*, paragraphe 8.182.

<sup>1613</sup> Rapport du Groupe spécial *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 7.590 (citant le rapport du Groupe spécial *Australie – Saumons*, paragraphe 8.182).

<sup>1614</sup> À l'exclusion des aliments pour chats et chiens ayant été soumis à un traitement thermique (température non inférieure à 70 °C sur une durée non inférieure à 20 minutes) en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne; ainsi que les additifs alimentaires produits par synthèse chimique ou microbiologique en provenance d'Estonie. Voir plus haut le tableau 1 (Produits visés par les mesures en cause) au-dessous du paragraphe 7.144.

<sup>1615</sup> Voir plus haut le paragraphe 7.287.

**Produits non traités**

7.1242. Au paragraphe 7.1040 plus haut, nous avons constaté que l'interdiction visant les importations en provenance de Lettonie, telle qu'elle est applicable aux produits non traités, était fondée sur les normes internationales énoncées dans le Code terrestre en ce qui concerne les produits non traités en provenance de zones exemptes de PPA. Nous avons aussi constaté que les interdictions visant les importations en provenance d'Estonie, de Lituanie et de Pologne, telles qu'elles sont applicables aux produits non traités, n'étaient pas fondées sur la norme internationale pertinente.

7.1243. Dans notre évaluation des dispositions pertinentes du Code terrestre, nous avons expliqué que certaines dispositions du chapitre 15.1 permettaient d'assurer la sécurité sanitaire du commerce à partir des zones exemptes de PPA. Dans nos constatations au titre de l'article 6:3, nous avons constaté que l'Union européenne n'avait pas fourni à la Russie les preuves nécessaires pour démontrer objectivement l'existence de zones exemptes de PPA, qui le resteraient vraisemblablement, sur le territoire de la Lettonie. Nous avons aussi constaté que l'Union européenne avait fourni à la Russie les éléments de preuve nécessaires pour démontrer objectivement qu'il y avait des zones exemptes de PPA, qui le resteraient vraisemblablement, en Estonie, en Lituanie et en Pologne.<sup>1616</sup>

7.1244. Eu égard à ce qui précède, nous concluons que l'Union européenne n'a pas démontré que la solution de rechange qu'elle a indiquée en ce qui concerne les produits non traités, à savoir que la Russie fonde les mesures contestées sur les recommandations relatives à la régionalisation figurant dans le Code terrestre, qui permettent la sécurité sanitaire du commerce des produits du porc en provenance des zones exemptes de PPA, visées aux articles 15.1.5, 15.1.8, 15.1.10, 15.1.12, 15.1.13 et 15.1.16, était sensiblement moins restrictive pour le commerce qu'une interdiction frappant ces mêmes produits en provenance de Lettonie. Nous concluons aussi que la solution de rechange proposée par l'Union européenne, à savoir que la Russie fonde les interdictions visant les importations en provenance d'Estonie, de Lituanie et de Pologne sur les recommandations relatives à la régionalisation figurant dans le Code terrestre, qui permettent la sécurité sanitaire du commerce des produits du porc en provenance des zones exemptes de PPA, visées aux articles 15.1.5, 15.1.12 et 15.1.13, est sensiblement moins restrictive pour le commerce qu'une interdiction frappant ces mêmes produits en provenance d'Estonie, de Lituanie et de Pologne.

**7.6.6.4.4 Conclusion**

7.1245. Nous avons constaté que l'Union européenne avait indiqué des mesures fondées sur les recommandations relatives aux produits traités figurant dans le Code terrestre comme étant une solution de rechange raisonnablement applicable permettant de remplacer les interdictions visant les importations en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne, telles qu'elles sont appliquées aux produits traités visés par les articles 15.1.14, 15.1.15 et 15.1.16 du Code terrestre. Nous avons aussi constaté que la solution de rechange était applicable par la Russie, faisable au plan technique et économique pour la Russie, qu'elle permettrait d'obtenir le niveau de protection que la Russie jugeait approprié, et qu'elle était sensiblement moins restrictive pour le commerce que les interdictions visant les importations en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne. Par conséquent, nous concluons que ces mesures, telles qu'elles sont applicables aux produits traités, sont incompatibles avec l'article 5:6 de l'Accord SPS, en ce qui concerne les produits traités visés au chapitre 15.1 du Code terrestre, parce qu'elles sont sensiblement plus restrictives pour le commerce qu'il n'est requis pour obtenir le niveau de protection que la Russie juge approprié.

7.1246. Nous avons aussi constaté que l'Union européenne avait indiqué des mesures fondées sur les recommandations relatives à la régionalisation figurant dans le Code terrestre à titre de solution de rechange raisonnablement applicable par rapport aux interdictions visant les importations en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne, telles qu'elles sont appliquées aux produits non traités couverts par les articles 15.1.5, 15.1.8, 15.1.10, 15.1.12 et 15.1.13 du Code terrestre. Nous avons aussi constaté que la solution de rechange était faisable au plan technique et économique et permettrait d'obtenir le niveau de protection que la Russie jugeait approprié, et qu'elle était sensiblement moins restrictive pour le commerce que les interdictions

<sup>1616</sup> Voir plus haut le paragraphe 7.1004.

d'importer les produits en cause en provenance d'Estonie, de Lituanie et de Pologne. Cependant, nous avons constaté que l'Union européenne n'avait pas démontré que la mesure de rechange était sensiblement moins restrictive pour le commerce que l'interdiction d'importer les produits en cause en provenance de Lettonie. Par conséquent, nous concluons que l'Union européenne n'a pas démontré que l'interdiction visant les importations en provenance de Lettonie, telle qu'elle est applicable aux produits non traités, était incompatible avec l'article 5:6 de l'Accord SPS. Nous concluons également que les interdictions d'importer les produits en cause en provenance d'Estonie, de Lituanie et de Pologne, telles qu'elles sont applicables aux produits non traités, sont incompatibles avec l'article 5:6 de l'Accord SPS, parce qu'elles sont sensiblement plus restrictives pour le commerce qu'il n'est requis pour obtenir le niveau de protection que la Russie juge approprié.

#### **7.6.6.5 Question de savoir si les mesures en cause représentent plus que ce qui est nécessaire à la protection de la santé des animaux conformément à l'article 2:2 de l'Accord SPS**

##### **7.6.6.5.1 Principaux arguments des parties**

###### **7.6.6.5.1.1 Union européenne**

7.1247. L'Union européenne fait valoir que l'article 2:2 de l'Accord SPS est une disposition plus générale et que les paragraphes 1<sup>er</sup>, 2 et 6 de l'article 5 sont des dispositions plus spécifiques.<sup>1617</sup> Selon elle, il s'ensuit qu'une constatation de violation de l'article 5:6 en ce qui concerne la gestion des risques entraînera en conséquence une violation de l'article 2:2 de l'Accord SPS, plus précisément en ce qui concerne la prescription relative à la nécessité.<sup>1618</sup>

7.1248. L'Union européenne fait valoir que la Russie ne respecte pas les prescriptions de l'article 5:6 et de la note de bas de page 3 de l'Accord SPS.<sup>1619</sup>

###### **7.6.6.5.1.2 Russie**

7.1249. La Russie fait valoir que ses restrictions à l'importation appliquées aux quatre États membres de l'UE infectés sont conformes aux normes internationales. Elle fait valoir que, par conséquent, elles sont présumées être compatibles avec les dispositions pertinentes de l'Accord SPS, y compris l'article 2:2.<sup>1620</sup>

##### **7.6.6.5.2 Analyse du Groupe spécial**

7.1250. Dans la section 7.5.6.6.2.1 plus haut, nous avons exposé le critère juridique applicable en ce qui concerne l'article 2:2 et indiqué que nous convenions avec le Groupe spécial *Inde – Produits agricoles* que la prescription relative à la "nécessité" énoncée à l'article 2:2 était étroitement liée à la détermination au titre de l'article 5:6.

7.1251. Dans sa deuxième communication écrite, l'Union européenne fait valoir que, eu égard à la relation entre les articles 2:2 et 5:6<sup>1621</sup>, une constatation de violation de l'article 5:6 en ce qui concerne la gestion des risques entraînera en conséquence une violation de la prescription relative à la nécessité énoncée à l'article 2:2.<sup>1622</sup> L'Organe d'appel a été clair lorsqu'il a avalisé l'analyse présentée par le Groupe spécial *Inde – Produits agricoles*, en considérant qu'une infraction à l'article 5:6 n'entraînait pas de violation corollaire de l'article 2:2. En fait, une telle constatation peut conduire à formuler une présomption réfragable.<sup>1623</sup>

7.1252. À notre avis, la Russie n'a présenté aucun argument ou élément de preuve qui permettrait de réfuter la présomption découlant d'une constatation d'incompatibilité avec

<sup>1617</sup> Deuxième communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 129.

<sup>1618</sup> Deuxième communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 130.

<sup>1619</sup> Deuxième communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 134.

<sup>1620</sup> Première communication écrite de la Russie, paragraphe 296.

<sup>1621</sup> Deuxième communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 129 (faisant référence au rapport du Groupe spécial *CE – Hormones (Canada)*, paragraphe 8.99.

<sup>1622</sup> Deuxième communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 130.

<sup>1623</sup> Rapport de l'Organe d'appel *Inde – Produits agricoles*, paragraphes 5.37 et 5.38.

l'article 5:6. En fait, elle a axé ses arguments sur la compatibilité des mesures en cause avec ses obligations au titre de l'article 5:6.

7.1253. Nous rappelons notre constatation selon laquelle les interdictions d'importer les produits en cause, telles qu'elles sont applicables aux produits traités, en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne, sont sensiblement plus restrictives pour le commerce que les mesures de rechange indiquées par l'Union européenne. Le Groupe spécial a aussi constaté que les mesures de rechange étaient applicables par la Russie et qu'elles atteignaient le niveau de protection que celle-ci jugeait approprié en ce qui concerne la PPA.

#### **7.6.6.5.3 Conclusion**

7.1254. Compte tenu de nos constatations au titre de l'article 5:6 et des arguments et éléments de preuve présentés par la Russie pour réfuter la présomption d'incompatibilité avec l'article 2:2 découlant d'une constatation de violation de l'article 5:6, nous constatons que les interdictions d'importer les produits en cause, telles qu'elles sont applicables aux produits traités, en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne, sont incompatibles avec l'article 2:2 de l'Accord SPS parce qu'elles sont appliquées au-delà de la mesure nécessaire pour protéger la vie et la santé des personnes et des animaux.

### **7.7 Allégations au titre des articles 2:3 et 5:5 de l'Accord SPS**

#### **7.7.1 Introduction**

7.1255. Le Groupe spécial examinera maintenant les allégations de l'Union européenne selon lesquelles les mesures de la Russie sont incompatibles avec les articles 2:3 et 5:5 de l'Accord SPS.

7.1256. Pour commencer, nous faisons observer que l'Union européenne a formulé des allégations individuelles et indépendantes en ce qui concerne les obligations de la Russie au titre des articles 2:3 et 5:5 de l'Accord SPS.<sup>1624</sup> Compte tenu de cela, avant de procéder à l'examen de chacune des allégations de l'Union européenne, nous devons d'abord déterminer la relation entre les articles 2:3 et 5:5 et décider de l'ordre de notre analyse des allégations de l'Union européenne au titre de ces deux dispositions.

#### **7.7.2 Relation entre les articles 2:3 et 5:5 de l'Accord SPS et ordre d'analyse**

7.1257. L'article 2:3 concerne les mesures sanitaires qui i) établissent une discrimination arbitraire ou injustifiable entre les Membres où existent des conditions identiques ou similaires; ou ii) sont appliquées de façon à constituer une restriction déguisée au commerce. L'article 5:5 traite d'une situation dans laquelle i) le Membre imposant la mesure a adopté des niveaux appropriés de protection dans plusieurs situations différentes; ii) ces niveaux de protection présentent des "différences"/"distinctions" arbitraires ou injustifiables dans le traitement des situations différentes; et iii) ces différences arbitraires ou injustifiables entraînent une discrimination ou une restriction déguisée au commerce.

7.1258. L'Organe d'appel a constaté que les articles 2:3 et 5:5 étaient étroitement liés.<sup>1625</sup> Ces deux dispositions énoncent des obligations de non-discrimination et condamnent les restrictions déguisées au commerce international. L'article 2:3 a un caractère plus général que l'article 5:5. Une violation de l'article 2:3 n'impliquera pas nécessairement une violation de l'article 5:5<sup>1626</sup>, et l'existence d'une discrimination arbitraire ou injustifiable au sens de la première phrase de l'article 2:3 peut être constatée sans qu'il soit nécessaire de procéder à un examen au titre de l'article 5:5.<sup>1627</sup>

7.1259. Compte tenu de cette relation, les groupes spéciaux saisis d'allégations au titre des articles 2:3 et 5:5 ont habituellement adopté l'approche consistant à examiner l'allégation au titre

<sup>1624</sup> Première communication écrite de l'Union européenne, section IV.E; et deuxième communication écrite de l'Union européenne, section III.E.

<sup>1625</sup> Rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphe 212.

<sup>1626</sup> Rapport du Groupe spécial *Australie – Saumons*, paragraphe 8.109.

<sup>1627</sup> Rapport de l'Organe d'appel *Australie – Saumons*, paragraphe 252; et rapport du Groupe spécial *États-Unis – Volaille (Chine)*, paragraphe 7.318.

de l'article 5:5 avant de passer à l'allégation au titre de l'article 2:3. En fait, dans la plupart des différends dans le cadre desquels une allégation au titre de l'article 2:3 a été formulée, celle-ci a été présentée non en tant qu'allégation indépendante, mais plutôt en tant qu'infraction corollaire de l'infraction alléguée à l'article 5:5.<sup>1628</sup>

7.1260. Dans l'affaire *Inde – Produits agricoles*, les États-Unis, partie plaignante, ont ordonné leur analyse de telle sorte que leur allégation principale était formulée au titre de l'article 2:3 de l'Accord SPS et, à titre "subsidaire"<sup>1629</sup>, au titre de l'article 5:5 du même accord. Le groupe spécial chargé de cette affaire a d'abord examiné l'allégation au titre de l'article 2:3 et a ensuite appliqué le principe d'économie jurisprudentielle pour ce qui est de l'allégation "subsidaire" des États-Unis au titre de l'article 5:5.<sup>1630</sup>

7.1261. Dans la procédure du présent Groupe spécial, l'Union européenne ordonne ses allégations suivant l'approche adoptée par le Groupe spécial *Inde – Produits agricoles*.<sup>1631</sup> Ainsi, elle présente d'abord ses allégations en ce qui concerne l'article 2:3, suivies des allégations au titre de l'article 5:5.<sup>1632</sup> L'Union européenne dit préférer cette approche en raison de la nature plus vaste des obligations de non-discrimination énoncées à l'article 2:3, tandis que l'article 5:5 porte sur la discrimination qui peut résulter de distinctions dans les niveaux de protection.<sup>1633</sup> Dans sa première communication écrite, la Russie a réfuté les allégations de l'Union européenne en commençant par l'article 5:5 et en passant ensuite à l'article 2:3. Cependant, la Russie ne s'est pas prononcée sur l'ordre d'analyse que le Groupe spécial devrait suivre.

7.1262. Nous rappelons que l'Organe d'appel a reconnu qu'un groupe spécial avait le pouvoir discrétionnaire de s'écarter de l'ordre suggéré par la partie plaignante si cela était exigé à la lumière de l'interprétation ou de l'application correcte des dispositions juridiques en cause.<sup>1634</sup>

7.1263. De plus, nous rappelons que l'article 2:3 a une portée plus vaste que l'article 5:5. En l'espèce, l'Union européenne a formulé des arguments distincts, quoique connexes, en ce qui concerne les raisons pour lesquelles les mesures en cause sont contraires aux obligations de la Russie au titre des articles 2:3 et 5:5. L'Union européenne n'a pas formulé ses allégations au titre de l'article 2:3 comme des allégations corollaires des constatations au sujet de l'article 5:5.

7.1264. Compte tenu de ce qui précède, nous adopterons l'ordre d'analyse suggéré par l'Union européenne et commencerons par l'examen de son allégation selon laquelle les mesures de la Russie entraînent une discrimination arbitraire et injustifiable incompatible avec l'article 2:3 de l'Accord SPS. Nous examinerons ensuite l'allégation de l'Union européenne selon laquelle la Russie contrevient à l'article 5:5 de l'Accord SPS car elle fait des distinctions arbitraires ou injustifiables dans les niveaux qu'elle considère appropriés dans des situations différentes, parce que ces distinctions entraînent une discrimination ou une restriction déguisée au commerce international.

<sup>1628</sup> Rapports des Groupes spéciaux *Australie – Saumons (article 21:5 - Canada)*, paragraphes 7.112 à 7.114; *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques*, paragraphes 7.1446 à 7.1448, 7.1765 et 7.1766 et 7.3405 et 7.3406, *États-Unis – Volaille (Chine)*, paragraphes 7.318 et 7.319; et *Australie – Pommes*, paragraphe 7.1095.

<sup>1629</sup> Rapport du Groupe spécial *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 7.336 (Faisant référence à la première communication écrite des États-Unis, section VIII.H).

<sup>1630</sup> Rapport du Groupe spécial *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 7.481.

<sup>1631</sup> Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphes 270 et 271.

<sup>1632</sup> Deuxième communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 135.

<sup>1633</sup> Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 268.

<sup>1634</sup> Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réduction à zéro (article 21:5 – CE)*, paragraphe 277. Voir aussi les rapports de l'Organe d'appel *Canada – Énergie renouvelable/Programme de tarifs de rachat garantis*, paragraphe 5.8; le rapport de l'Organe d'appel *Canada – Exportations de blé et importations de grains*, paragraphes 126 à 129, et les rapports des Groupes spéciaux *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.13; et *Australie – Saumons*, paragraphes 8.42 à 8.48.

### **7.7.3 Question de savoir si les mesures de la Russie sont incompatibles avec l'article 2:3 de l'Accord SPS**

#### **7.7.3.1 Principaux arguments des parties**

##### **7.7.3.1.1 Union européenne**

7.1265. L'Union européenne fait valoir que les mesures de la Russie violent les obligations énoncées dans les deux phrases de l'article 2:3 de l'Accord SPS. Elle précise que les obligations figurant dans ces deux phrases de l'article 2:3 ne devraient pas être distinguées de façon mécanique, car les concepts y figurant respectivement se donnent mutuellement du sens.<sup>1635</sup>

##### **7.7.3.1.1.1 Première phrase de l'article 2:3 – discrimination arbitraire ou injustifiable**

7.1266. L'Union européenne souligne que trois conditions cumulatives devraient être remplies pour qu'une violation de la première phrase de l'article 2:3 puisse être établie. Ces conditions sont les suivantes: i) la mesure établit une discrimination entre les territoires de Membres autres que le Membre qui impose la mesure, ou entre le territoire du Membre qui impose la mesure et celui d'un autre Membre; ii) la discrimination est arbitraire ou injustifiable; et iii) des conditions identiques ou similaires existent sur le territoire des Membres faisant l'objet de la comparaison.<sup>1636</sup>

7.1267. L'Union européenne fait valoir que, en l'espèce, les trois conditions cumulatives sont remplies en ce qui concerne deux cas de discrimination.<sup>1637</sup> Le premier cas concerne la différence entre le traitement accordé aux produits importés en provenance de l'Union européenne et celui qui est accordé au commerce intérieur des produits nationaux russes en cause. Les produits en cause en provenance de l'ensemble du territoire de l'Union européenne (y compris l'ensemble du territoire des quatre États membres de l'UE affectés) sont soumis à une interdiction totale à l'importation, ce qui est contraire au principe de la régionalisation, qui autoriserait le commerce des produits en cause en provenance de l'ensemble du territoire de l'Union européenne, sauf les zones affectées par la PPA situées dans les quatre États membres de l'UE et en Sardaigne. Or il n'y a qu'une interdiction limitée visant le commerce des produits nationaux russes, qui ne s'applique qu'aux produits provenant d'une zone limitée autour du centre de l'épizootie de PPA.<sup>1638</sup>

7.1268. S'agissant de cette situation, l'Union européenne fait valoir que i) la différence de traitement entraîne une discrimination car la Russie autorise le commerce intrarussien des porcins vivants et des produits du porc en provenance des zones non affectées et n'applique pas d'interdiction à l'échelle de la Russie visant les produits liés au risque de PPA; ii) la discrimination entre le territoire russe et le territoire de l'Union européenne est arbitraire et injustifiable parce que la différence de traitement ne peut pas être expliquée par un état épizootique différent; et iii) des conditions identiques ou similaires existaient dans l'Union européenne (y compris dans ses quatre États membres affectés) et en Russie, à savoir l'existence du virus de la PPA aussi bien sur le territoire russe que sur le territoire de l'Union européenne, qui était la caractéristique pertinente ayant déclenché la prohibition à l'importation imposée par la Russie sur les porcins vivants et certains produits du porc en provenance de l'Union européenne.<sup>1639</sup>

7.1269. Le second cas de discrimination, selon l'Union européenne, concerne l'acceptation des mesures de régionalisation d'autres Membres de l'OMC comme l'Ukraine, sans reconnaissance des mesures de régionalisation "pointues" concernant la PPA appliquées dans l'Union européenne.<sup>1640</sup> En particulier, l'Union européenne se réfère à deux situations, toutes deux antérieures à l'établissement du Groupe spécial. L'une s'est produite en 2012, lorsque la Russie, de manière sélective, n'a appliqué aucune interdiction visant les produits ukrainiens à la suite de l'apparition d'un cas de PPA dans la région de Zaporozhye. Une deuxième situation s'est produite au début de 2014 en ce qui concerne la région de Lugansk. L'Union européenne souligne à cet égard que, le 15 janvier 2014, la Russie a annoncé une interdiction visant le commerce en provenance de la

<sup>1635</sup> Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 273.

<sup>1636</sup> Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 274 (citant *Australie – Saumons* (article 21:5 – Canada), paragraphe 7.111).

<sup>1637</sup> Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 286.

<sup>1638</sup> Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphes 287 à 289.

<sup>1639</sup> Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphes 288 à 294.

<sup>1640</sup> Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 299.



région de Lugansk, tout en acceptant les produits du porc en provenance du reste de l'Ukraine. Cette interdiction régionale a été notifiée à l'OMC le 21 janvier 2014.<sup>1641</sup>

7.1270. S'agissant de ce second cas, l'Union européenne fait valoir que i) la différence de traitement entre le territoire ukrainien et celui de l'Union européenne (et le territoire des quatre États membres de l'UE affectés) entraîne une discrimination parce que, dans le cas de l'Ukraine, une interdiction à l'échelle du pays n'a pas été imposée en réaction à la notification de l'apparition d'un foyer de PPA; ii) cette discrimination est arbitraire et injustifiable parce que la différence de traitement ne peut pas être expliquée par un statut épizootique différent; et iii) les mêmes conditions ou des conditions similaires existaient tant dans l'Union européenne qu'en Ukraine, parce que l'existence du virus de la PPA sur les deux territoires était la caractéristique pertinente ayant déclenché la prohibition à l'importation imposée par la Russie sur les produits en cause en provenance de l'ensemble de l'Union européenne, d'une part, et l'interdiction à l'importation territoriale limitée visant les produits du porc ukrainiens similaires, d'autre part.<sup>1642</sup>

#### **7.7.3.1.1.2 Deuxième phrase de l'article 2:3 – restriction déguisée au commerce international**

7.1271. L'Union européenne fait valoir que les mesures de la Russie en cause équivalent à une restriction déguisée au commerce international pour plusieurs raisons: premièrement, l'application par la Russie de mesures draconiennes aux importations en provenance de l'Union européenne, bien qu'elle soit beaucoup moins stricte s'agissant de la circulation intérieure des produits nationaux ou s'agissant des importations en provenance d'autres pays, y compris d'autres Membres de l'OMC, équivaut à une restriction déguisée au commerce international. Deuxièmement, la tentative de la Russie de justifier ses mesures en invoquant les normes de l'OIE découle manifestement d'une lecture erronée du Code terrestre et du Manuel terrestre de l'OIE. Troisièmement, la Russie n'a présenté aucune évaluation des risques à l'appui de ses mesures, laquelle est prescrite par l'article 5:1 de l'Accord SPS en ce qui concerne les mesures qui ne sont pas "conformes aux" normes internationales et ne sont pas établies "sur la base de" ces normes.<sup>1643</sup>

7.1272. L'Union européenne conclut que les mesures en cause sont donc contradictoires, contraires aux normes internationales, protectionnistes, discriminatoires et ne sont pas fondées sur des preuves scientifiques et des principes scientifiques, et qu'elles constituent donc une restriction déguisée au commerce international au sens de la deuxième phrase de l'article 2:3 de l'Accord SPS.<sup>1644</sup>

7.1273. L'Union européenne affirme en outre que, bien qu'aux fins de la première phrase de l'article 2:3, la discrimination devrait avoir lieu entre les Membres de l'OMC, le concept de restriction déguisée au commerce international énoncé dans la deuxième phrase de l'article 2:3 ne présente pas de limitation de ce type.<sup>1645</sup>

7.1274. L'Union européenne soutient que, dans la pratique, cela signifie que des facteurs similaires devraient être pris en compte par le Groupe spécial dans son analyse du traitement accordé par la Russie aux produits du Bélarus et des conditions de la discrimination entre des Membres de l'OMC. En particulier, l'Union européenne a expliqué qu'une telle distinction était pertinente compte tenu du contexte du texte introductif de l'article XX du GATT de 1994, au libellé similaire, que l'Organe d'appel a pris en compte dans son analyse concernant la "discrimination arbitraire et injustifiable" pour établir ses conclusions sur la "restriction déguisée au commerce international".<sup>1646</sup>

<sup>1641</sup> Deuxième communication écrite de l'Union européenne, paragraphes 139 et 140.

<sup>1642</sup> Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphes 301 à 304.

<sup>1643</sup> Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphes 313 à 322.

<sup>1644</sup> Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 323.

<sup>1645</sup> Deuxième communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 136 (faisant référence aux réponses des États-Unis en tant que tierce partie à la question du Groupe spécial n° 24, paragraphe 45).

<sup>1646</sup> Deuxième communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 137. Voir aussi la réponse de l'Union européenne à la question n° 169 du Groupe spécial, paragraphes 349 et 350.



### 7.7.3.1.2 Russie

7.1275. La Russie scinde son moyen de défense concernant cette allégation selon deux axes principaux: le premier a trait aux mesures à l'échelle des pays à l'égard de l'Estonie, de la Lettonie, de la Lituanie et de la Pologne; et le second concerne l'interdiction à l'échelle de l'UE.

#### 7.7.3.1.2.1 Première phrase de l'article 2:3 – discrimination arbitraire ou injustifiable

7.1276. En ce qui concerne l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie et la Pologne, la Russie affirme que ses mesures ne sont pas incompatibles avec l'article 2:3 car elles n'établissent pas de discrimination arbitraire ou injustifiable à l'égard de l'Union européenne, que ce soit par rapport aux restrictions à la circulation intérieure imposées par la Russie ou par rapport au traitement que la Russie accorde au Bélarus et à l'Ukraine.

7.1277. Dans le premier cas, la Russie affirme que ses restrictions à l'importation des produits en provenance des États membres de l'UE infectés par la PPA ne sont pas discriminatoires par rapport aux restrictions qu'elle applique à la circulation intérieure.<sup>1647</sup> Elle explique que ses mesures ne traitent pas *de jure* les porcins vivants et les produits du porc importés en provenance des États membres de l'UE infectés par la PPA différemment de la manière dont elle traite ses propres produits après l'apparition d'un foyer de PPA sur son territoire, et que toute différence *de facto* dans l'application des mesures est fondée sur, et causée par, l'incapacité de l'Union européenne de démontrer objectivement que ses régions dont il est allégué qu'elles sont exemptes de PPA sont exemptes de cette maladie et le resteront. De l'avis de la Russie, compte tenu des "conditions qui existent dans les pays de l'UE infectés par la PPA", la décision de la Russie de rejeter les zones de l'Union européenne tout en maintenant ses zones intérieures n'est pas discriminatoire.<sup>1648</sup>

7.1278. La Russie considère en outre que, en supposant, pour les besoins de l'argumentation, qu'il existe des différences entre ses mesures concernant les importations en provenance des quatre États membres de l'UE infectés et ses mesures internes, ces différences ne sont, ni arbitraires, ni n'entraînent de discrimination injustifiable au regard de l'article 2:3 de l'Accord SPS. De plus, la Russie fait valoir que, contrairement à ce que l'Union européenne laisse entendre, une différence formelle de traitement ou des différences formelles entre les mesures ne suffisent pas à établir qu'il y a discrimination arbitraire au sens de l'article 2:3 de l'Accord SPS. De fait, la Russie affirme qu'une évaluation du point de savoir si une différence de traitement est arbitraire ou injustifiable doit être fondée sur la raison d'être avancée pour en expliquer l'existence.<sup>1649</sup>

7.1279. La Russie fait valoir que la différence de traitement n'est pas arbitraire car elle résulte de l'incapacité de l'Union européenne de donner un fondement raisonnablement objectif aux zones qu'elle a établies et à la question de savoir si ses zones dont il est allégué qu'elles sont exemptes de PPA sont exemptes de cette maladie et le resteront.<sup>1650</sup> En outre, la Russie fait valoir qu'il n'y a pas discrimination arbitraire ou injustifiable parce que des mesures qui sont structurées ou fonctionnent différemment peuvent refléter le même niveau approprié de protection.<sup>1651</sup>

7.1280. La Russie fait également valoir que l'Union européenne n'a pas démontré que des conditions identiques ou similaires existaient. Elle fait valoir que, *premièrement*, toute étendue plus vaste de la zone géographique visée par les mesures à l'importation par rapport aux mesures internes est due à l'incapacité et à l'absence de volonté de l'Union européenne de proposer des zones infectées par la PPA de taille raisonnable ou des compartiments, tandis que la Russie applique des mesures de zonage internes strictes et de grande portée. *Deuxièmement*, les importations en provenance des États membres de l'UE infectés à destination de la Russie posent un risque plus élevé de dissémination du virus de la PPA, en particulier à la lumière des dispositions permissives relatives aux interdictions prescrites par la législation de l'Union européenne, tandis que la Russie applique des dispositions strictes relatives aux interdictions conjuguées à une vaste gamme d'autres mesures d'éradication et de contrôle.<sup>1652</sup>

<sup>1647</sup> Première communication écrite de la Russie, paragraphe 304.

<sup>1648</sup> Première communication écrite de la Russie, paragraphe 305.

<sup>1649</sup> Première communication écrite de la Russie, paragraphes 307 et 308.

<sup>1650</sup> Première communication écrite de la Russie, paragraphe 309.

<sup>1651</sup> Deuxième communication écrite de la Russie, paragraphes 143 à 159.

<sup>1652</sup> Première communication écrite de la Russie, paragraphes 311 à 314.

7.1281. En ce qui concerne l'interdiction à l'échelle de l'UE et les allégations de l'Union européenne concernant une discrimination entre les autres États membres de l'UE et l'Ukraine/le Bélarus, la Russie affirme que l'Union européenne n'a pas établi que le respect provisoire des conditions des certificats vétérinaires par la Russie entraînait un traitement des importations de porcins et de produits du porc en provenance des autres États membres de l'UE qui soit moins favorable que le traitement accordé aux importations similaires en provenance de l'Ukraine et du Bélarus.

7.1282. Pour ce qui est de l'Ukraine, la Russie affirme qu'elle a accepté et respecté un système de certification vétérinaire similaire au système de certification convenu avec l'Union européenne: les certificats vétérinaires indiquent que les produits proviennent d'une portion du territoire de l'Ukraine qui est exempte de PPA depuis trois ans; et ils prévoient la possibilité de suspendre la certification des porcins et des produits du porc si ces portions de territoire n'ont pas été exemptes de PPA au cours des trois dernières années. Le respect provisoire des certificats vétérinaires par la Russie n'est pas arbitraire ni injustifiable; le fait de ne pas autoriser les importations de produits du porc non certifiés correspond au traitement accordé à tous les porcins et produits du porc non certifiés en provenance de tout autre Membre avec lequel la Russie a un système de certification. Au moment de la demande d'établissement d'un groupe spécial, la Russie n'établissait pas de discrimination entre les porcins vivants et produits du porc provenant des autres États membres de l'UE et ceux provenant de l'Ukraine. La discrimination arbitraire et injustifiable alléguée découle du non-respect, par l'Union européenne, des prescriptions relatives à la PPA figurant dans les certificats vétérinaires convenus.

7.1283. S'agissant du Bélarus, la Russie soutient que toute différence de traitement entre le Bélarus et l'Union européenne est justifiée et non arbitraire, puisque cette différence reflète le fait que le Bélarus a reconnu et établi des compartiments aux niveaux de sécurité biologique élevés, tandis que l'Union européenne n'a pas fourni de renseignements suffisants pour l'évaluation de la probabilité de l'entrée de la PPA en Russie par l'importation de porcins et de produits du porc non certifiés en provenance des autres États membres de l'UE. La discrimination alléguée découle du non-respect, par l'Union européenne, des prescriptions relatives à la PPA figurant dans les certificats vétérinaires convenus.

#### **7.7.3.1.2.2 Deuxième phrase de l'article 2:3 – restriction déguisée au commerce international**

7.1284. En ce qui concerne les interdictions d'importer les produits en cause en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne, la Russie s'appuie sur les éléments de preuve et les arguments qu'elle présente au titre de l'article 5:5 pour affirmer que ses mesures ne constituent pas une restriction déguisée au commerce international.

7.1285. Pour ce qui est de l'interdiction à l'échelle de l'UE, la Russie soutient que l'Union européenne n'a pas démontré que cette mesure constituait une restriction déguisée au commerce international incompatible avec la deuxième phrase de l'article 2:3. La situation découle du non-respect, par l'Union européenne, des prescriptions relatives à la PPA figurant dans les certificats vétérinaires convenus. La Russie estime que l'importation présenterait un risque jusqu'à ce qu'une analyse des risques appropriée ait été effectuée, et qu'elle agit de bonne foi.<sup>1653</sup>

7.1286. S'agissant de la première allégation de discrimination, la Russie affirme qu'elle n'a pas établi de discrimination arbitraire ou injustifiable dans son traitement de l'Union européenne par rapport au traitement qu'elle accorde aux porcins vivants et aux produits du porc sur son propre territoire.

7.1287. La Russie répète que le présent différend peut être distingué de l'affaire *Inde – Produits agricoles* en ce sens que, dans cette dernière, la même condition, à savoir la présence de l'IA à déclaration obligatoire en Inde ou dans un autre Membre, "était la distinction pertinente qui déclench[ait] l'interdiction d'importer imposée par les mesures de l'Inde concernant l'IA", tandis que, en l'espèce, la simple présence de la PPA ne "déclenchait" pas automatiquement les mesures pertinentes, à savoir les mesures de régionalisation internes par opposition aux restrictions à l'importation à l'échelle des pays visant les quatre États membres de l'UE infectés par la PPA. De fait, la présence de la PPA déclenchait *une évaluation du caractère adéquat des mesures de*

<sup>1653</sup> Première communication écrite de la Russie, paragraphe 407.

*régionalisation de l'UE*. De l'avis de la Russie, à la différence de l'affaire *Inde – Produits agricoles*, le présent différend ne porte pas sur des conditions identiques ou similaires.<sup>1654</sup>

7.1288. La Russie se réfère en outre à ses arguments au titre de l'article 5:3 de l'Accord SPS et les réitère pour alléguer qu'elle n'a pas établi de discrimination arbitraire ou injustifiable au regard de l'article 2:3 du même accord.<sup>1655</sup>

7.1289. S'agissant de la seconde allégation de discrimination, la Russie fait valoir qu'elle n'a pas établi de discrimination arbitraire ou injustifiable en ce qui concerne l'Ukraine ou le Bélarus.

7.1290. La Russie souligne que, pour ce qui est du Bélarus, l'Union européenne a changé sa position. La Russie fait observer que l'Union européenne a reconnu que le Bélarus n'était pas Membre de l'OMC et que l'obligation de non-discrimination énoncée à l'article 2:3 de l'Accord SPS n'était applicable qu'aux Membres de l'Organisation.<sup>1656</sup>

7.1291. S'agissant de l'Ukraine, la Russie fait valoir que, après un examen ayant révélé le caractère inadéquat des mesures de confinement de l'Ukraine, la Russie a décidé de ne pas reconnaître les zones de l'Ukraine, tout comme ce qu'elle a fait à l'égard des États membres de l'UE affectés. Elle affirme en outre que la discrimination alléguée n'est plus en place actuellement, et qu'elle n'était pas non plus en place à la date de l'établissement du Groupe spécial.<sup>1657</sup>

7.1292. Enfin, la Russie fait valoir que la jurisprudence pertinente a établi que des éléments de preuve postérieurs à l'établissement du Groupe spécial étaient pertinents pour l'évaluation du point de savoir si elle avait manqué ou non à ses obligations au titre de l'article 2:3 de l'Accord SPS. Elle affirme que ne pas tenir compte de l'évolution dynamique en cours des faits concernant la PPA dans l'Union européenne limiterait la capacité du Groupe spécial d'aider les parties à "arriver à une solution positive [du] différend[ ]" et de les aider à "régler [la question] de manière satisfaisante" conformément au but du mécanisme de règlement des différends.<sup>1658</sup>

### 7.7.3.2 Analyse du Groupe spécial

#### 7.7.3.3 Introduction

7.1293. L'Union européenne formule ses allégations conjointement en ce qui concerne les deux ensembles de mesures en cause (c'est-à-dire les interdictions d'importer les produits en cause en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne et l'interdiction à l'échelle de l'UE), en faisant référence à trois cas de discrimination allégués. La Russie invoque son moyen de défense séparément pour ce qui est des interdictions visant les produits en cause en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne et pour ce qui est de l'interdiction à l'échelle de l'UE. Nous estimons approprié d'entreprendre une analyse conjointe pour parvenir à des conclusions au titre de l'article 2:3 s'agissant des deux ensembles de mesures en cause.

7.1294. Nous notons que l'Union européenne fait référence à trois situations de discrimination. Par conséquent, par souci de clarté, le Groupe spécial structurera son analyse de manière à aborder en premier lieu la disposition juridique en cause et à en examiner ensuite les parties pertinentes eu égard à chacune des situations de discrimination invoquées par l'Union européenne. Lorsque cela sera nécessaire, le Groupe spécial précisera si ses constatations se rapportent aux interdictions d'importer les produits en cause en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne ou à l'interdiction à l'échelle de l'UE.

#### 7.7.3.4 Dispositions juridiques en cause

7.1295. L'article 2 de l'Accord SPS s'intitule "Droits et obligations fondamentaux". L'article 2:3 dispose ce qui suit:

<sup>1654</sup> Deuxième communication écrite de la Russie, paragraphe 163.

<sup>1655</sup> Deuxième communication écrite de la Russie, paragraphe 164.

<sup>1656</sup> Deuxième communication écrite de la Russie, paragraphe 165.

<sup>1657</sup> Deuxième communication écrite de la Russie, paragraphes 167 et 168.

<sup>1658</sup> Deuxième communication écrite de la Russie, paragraphe 169.

Les Membres feront en sorte que leurs mesures sanitaires et phytosanitaires n'établissent pas de discrimination arbitraire ou injustifiable entre les Membres où existent des conditions identiques ou similaires, y compris entre leur propre territoire et celui des autres Membres. Les mesures sanitaires et phytosanitaires ne seront pas appliquées de façon à constituer une restriction déguisée au commerce international.

7.1296. L'article 2:3 de l'Accord SPS contient deux obligations fondamentales. En vertu de la première, énoncée dans la première phrase, les Membres "feront en sorte que leurs mesures sanitaires et phytosanitaires n'établissent pas de discrimination arbitraire ou injustifiable entre les Membres où existent des conditions identiques ou similaires, y compris entre leur propre territoire et celui des autres Membres". En vertu de la seconde, énoncée dans la deuxième phrase, les mesures SPS des Membres "ne seront pas appliquées de façon à constituer une restriction déguisée au commerce international".<sup>1659</sup> Nous examinerons si chacune des mesures en cause respecte chacune de ces obligations.

### 7.7.3.5 Première phrase de l'article 2:3 de l'Accord SPS

7.1297. Une allégation au titre de la première phrase de l'article 2:3 de l'Accord SPS comporte trois éléments cumulatifs: i) la mesure établit une discrimination entre les territoires de Membres autres que le Membre qui impose la mesure, ou entre le territoire du Membre qui impose la mesure et celui d'un autre Membre; ii) la discrimination est arbitraire ou injustifiable; et iii) des conditions identiques ou similaires existent sur le territoire des Membres faisant l'objet de la comparaison.<sup>1660</sup>

7.1298. L'Organe d'appel a précisé que ces trois prescriptions s'éclairaient mutuellement, si bien que l'analyse de chacune d'entre elles ne pouvait être effectuée isolément de celle des deux autres. Il a ajouté que l'ordre de l'analyse de ces trois prescriptions pouvait varier en fonction des circonstances de chaque différend. L'Organe d'appel a en outre fait observer qu'il n'apparaissait pas que la première phrase de l'article 2:3 prescrive l'ordre particulier de l'analyse de ces prescriptions. À son avis, logiquement, l'identification des conditions pertinentes et l'évaluation du point de savoir si elles sont identiques ou similaires constitueront souvent un bon point de départ pour une analyse au titre de cette disposition.<sup>1661</sup>

7.1299. Sur la base de ces indications, nous examinerons d'abord le critère juridique relatif à chacune de ces prescriptions. Nous examinerons ensuite si des conditions identiques ou similaires existent sur le territoire des Membres faisant l'objet de la comparaison, s'il y a discrimination dans chacune des situations indiquées par l'Union européenne et, si nous constatons l'existence de cas de discrimination, nous examinerons alors si cette discrimination est arbitraire ou injustifiable. Nous effectuerons cette évaluation séparément pour chaque situation de discrimination indiquée par l'Union européenne.<sup>1662</sup>

7.1300. Avant de procéder à l'examen de ces trois éléments, nous observons que l'Union européenne bâtit ses arguments au titre de la première phrase de l'article 2:3 sur la base de ses allégations de l'existence de deux "cas" de discrimination, dont le second concerne deux "situations" de discrimination. Premièrement, l'Union européenne conteste le fait que la Russie maintient une interdiction totale visant les produits importés en provenance de l'ensemble du territoire de l'Union européenne (y compris de l'ensemble du territoire des quatre États membres de l'UE affectés) par opposition à une interdiction visant les produits nationaux russes limitée aux zones entourant le centre de l'épizootie. Deuxièmement, l'Union européenne conteste le fait que la Russie a initialement accepté les mesures de régionalisation d'autres Membres de l'OMC, tels que l'Ukraine, mais n'a pas reconnu les mesures de régionalisation concernant la PPA prises dans l'Union européenne. Selon l'Union européenne, il y a eu cette différence de traitement à deux occasions: premièrement, en 2012, lorsque la Russie, de manière sélective, n'a appliqué aucune interdiction visant les produits ukrainiens à la suite de l'apparition d'un cas de PPA dans la région

<sup>1659</sup> Rapport du Groupe spécial *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 7.388 (faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *Australie – Saumons*, paragraphe 252).

<sup>1660</sup> Rapports des Groupes spéciaux *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 7.389; et *Australie – Saumons* (article 21:5 – *Canada*), paragraphe 7.111.

<sup>1661</sup> Rapport de l'Organe d'appel *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 5.261.

<sup>1662</sup> Nous faisons observer que cette approche a été suivie par le Groupe spécial *États-Unis – Animaux*. Voir le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Animaux*, paragraphes 7.578, 7.600 et 7.618.

de Zaporozhye; et deuxièmement le 15 janvier 2014, lorsque la Russie a annoncé une interdiction visant le commerce en provenance de la région de Lugansk, tout en acceptant les produits du porc en provenance du reste de l'Ukraine.

7.1301. Nous passons maintenant au critère juridique applicable lorsqu'il s'agit d'évaluer une allégation au titre de la première phrase de l'article 2:3 de l'Accord SPS. Nous examinerons ensuite les trois éléments requis pour déterminer l'existence d'une violation de la première phrase de l'article 2:3, pour chacune des trois situations de discrimination indiquées par l'Union européenne.

#### 7.7.3.5.1 Critère juridique

##### 7.7.3.5.1.1 Question de savoir si des conditions identiques ou similaires existent sur le territoire des Membres faisant l'objet de la comparaison

7.1302. Pour faciliter notre examen de cette question, nous discernons d'abord le sens des termes employés dans cette disposition. À cet égard, dans le dictionnaire, le terme "identical" (identique) est défini comme suit: "designating a proposition whose terms express an identity or denote the same thing; of a thing or set of things viewed at different times – the very same; or of two or more separate things; agreeing in every detail" (qui désigne une proposition dont les termes expriment une identité ou indiquent la même chose; au sujet d'une chose ou d'un ensemble de choses considérées à des moments différents – les mêmes; ou de deux choses distinctes ou plus; concordant dans les moindres détails).<sup>1663</sup> Le terme "similar" (similaire), quant à lui, est défini ainsi: "of the same substance or structure throughout – homogenous; having a resemblance or likeness; of the same nature or kind" (de même essence ou structure en tout point – homogène; qui a une ressemblance ou une analogie; de même nature ou ordre).<sup>1664</sup> Enfin, le terme "condition" (condition) est défini comme étant "a way of living or existing"; "the state of something"; "the physical state of something"; et "the physical or mental state of a person or thing" (une façon de vivre ou d'exister; l'état de quelque chose; l'état physique de quelque chose; et l'état physique ou mental d'une personne ou d'une chose).<sup>1665</sup>

7.1303. Le Groupe spécial *Inde – Produits agricoles* a fait observer, premièrement, que les mêmes faits qui éclairaient l'évaluation du point de savoir si la discrimination était ou non arbitraire ou injustifiable pouvaient également éclairer l'évaluation du point de savoir s'il existait ou non des conditions identiques ou similaires; et, deuxièmement, que les "conditions" pertinentes, aux fins d'une analyse donnée, pouvaient être la présence d'une maladie sur un territoire (et le risque concomitant associé à cette maladie).<sup>1666</sup>

7.1304. Le Groupe spécial a donc souscrit à l'assertion de l'Inde selon laquelle, si la maladie pertinente était présente dans un pays mais pas dans un autre, cela pouvait indiquer qu'il n'existait pas de conditions identiques ou similaires. Cependant, étant donné que l'Inde ne s'était pas acquittée de la charge qui lui incombait de prouver que l'IAFP à déclaration obligatoire<sup>1667</sup> était exotique en Inde, et eu égard à la constatation du Groupe spécial selon laquelle l'Inde ne maintenait pas un mécanisme de surveillance adéquat pour détecter de manière fiable la présence ou l'absence d'IAFP à déclaration obligatoire sur son territoire, il n'y avait aucune base permettant au Groupe spécial, dans ce différend, de tenir compte d'une telle indication.<sup>1668</sup>

7.1305. L'Inde a contesté cette constatation en appel. Selon elle, le Groupe spécial avait renversé la charge de la preuve de façon incorrecte en lui imposant de démontrer que l'IAFP à déclaration obligatoire était exotique en Inde. L'Organe d'appel a constaté que le Groupe spécial n'avait pas

<sup>1663</sup> *Shorter Oxford English Dictionary on Historical Principles*, 6<sup>ème</sup> édition (Oxford University Press, 2007) volume 1, page 1319, tel qu'il est cité dans le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.572.

<sup>1664</sup> *Shorter Oxford English Dictionary on Historical Principles*, 6<sup>ème</sup> édition (Oxford University Press, 2007), volume 2, page 2838, tel qu'il est cité dans le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.572.

<sup>1665</sup> *Merriam-Webster*, disponible à l'adresse suivante: <http://www.merriamwebster.com/dictionary/condition> (consulté pour la dernière fois le 9 décembre 2014), tel qu'il est cité dans le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.572.

<sup>1666</sup> Rapport du Groupe spécial *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 7.460.

<sup>1667</sup> Influenza aviaire faiblement pathogène (IAFP) à déclaration obligatoire.

<sup>1668</sup> Rapport du Groupe spécial *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 7.467.

fait erreur en faisant cette constatation, principalement parce qu'il avait eu raison d'attribuer à l'Inde la charge de démontrer l'un des piliers en matière de preuve de son argumentation.<sup>1669</sup>

7.1306. Ce groupe spécial a par ailleurs fait observer que le risque contre lequel l'Inde se protégeait était l'IAFP à déclaration obligatoire et qu'il ne disposait d'aucun élément de preuve qui donne à penser que les risques associés à l'IAFP à déclaration obligatoire étaient, d'une façon ou d'une autre, différents selon l'origine du produit pertinent. Par conséquent, il a considéré que l'Inde se protégeait contre un risque identique ou similaire lorsqu'elle prenait des mesures pour se protéger contre l'IAFP à déclaration obligatoire, indépendamment du point de savoir si le produit était originaire de l'Inde, des États-Unis ou d'ailleurs. En conséquence, le Groupe spécial a constaté que les risques contre lesquels l'Inde se protégeait sur son territoire constituaient des conditions qui étaient semblables à celles d'autres Membres, y compris les États-Unis.<sup>1670</sup>

7.1307. Suivant cette approche analytique, le Groupe spécial *Inde – Produits agricoles* a exprimé l'opinion selon laquelle les "conditions pertinentes" concernaient la présence de l'IA à déclaration obligatoire<sup>1671</sup> en Inde ou dans un autre Membre. Il a expliqué que, dans les conditions où l'IA à déclaration obligatoire était présente dans un pays autre que l'Inde, celle-ci appliquait une prohibition à l'importation. À l'inverse, selon ce groupe spécial, dans les conditions où l'IA à déclaration obligatoire était présente en Inde, les dispositions pertinentes de la législation indienne<sup>1672</sup> autorisaient la circulation et le commerce des produits en dehors de la zone de surveillance. Pour le Groupe spécial, les mesures en question s'attaquaient ainsi à la même condition – la présence de l'IA à déclaration obligatoire – et elles le faisaient différemment. Le Groupe spécial a précisé qu'il n'affirmait pas que la situation sanitaire en Inde était identique ou similaire à la situation sanitaire aux États-Unis, mais que la condition pertinente pour l'analyse au titre de cet élément de l'article 2:3 était la présence de l'IA à déclaration obligatoire en Inde ou dans un autre Membre parce que c'était la distinction pertinente qui déclenchait la prohibition à l'importation imposée par les mesures de l'Inde concernant l'IA. Ce groupe spécial a donc conclu que les conditions pertinentes étaient identiques ou similaires entre l'Inde et les autres pays (y compris les États-Unis) aux fins de cet élément de la première phrase de l'article 2:3 de l'Accord SPS.<sup>1673</sup>

7.1308. Nous faisons observer qu'en l'espèce, la situation est claire en ce qui concerne la présence de la maladie pertinente, la PPA, sur le territoire des Membres faisant l'objet de la comparaison. La Russie reconnaît que la PPA existe sur son territoire.<sup>1674</sup> En raison du fait que la PPA n'est pas exotique en Russie et que, comme elle l'indique, de vastes programmes sont en place pour lutter contre la dissémination de la PPA sur le territoire russe<sup>1675</sup>, les comparaisons indiquées par le Groupe spécial *Inde – Produits agricoles* sont particulièrement pertinentes en l'espèce.

7.1309. Nous rappelons que le Groupe spécial *États-Unis – Animaux* a indiqué ce qui suit:

Dans le contexte du texte introductif de l'article XX, l'Organe d'appel a indiqué ce qui suit dans l'affaire *CE – Produits dérivés du phoque*: "seules les "conditions" qui sont pertinentes aux fins de l'établissement d'une discrimination arbitraire ou injustifiable à la lumière du caractère spécifique de la mesure en cause et des circonstances propres à une affaire particulière" devraient être prises en considération.<sup>1676</sup> Il a en outre fait observer que l'objectif réglementaire poursuivi par la mesure en cause pouvait également fournir des indications utiles sur la question de savoir quelles "conditions" existant dans les différents Membres étaient "pertinentes".<sup>1677,1678</sup>

<sup>1669</sup> Rapport de l'Organe d'appel *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 5.280.

<sup>1670</sup> Rapport du Groupe spécial *Inde – Produits agricoles*, paragraphes 7.468 à 7.470.

<sup>1671</sup> Influenza aviaire (IA) à déclaration obligatoire.

<sup>1672</sup> Plan d'action national de 2012 (NAP 2012) de l'Inde.

<sup>1673</sup> Rapport du Groupe spécial *Inde – Produits agricoles*, paragraphes 7.463 et 7.464.

<sup>1674</sup> Voir plus haut les paragraphes 7.207 et 7.208.

<sup>1675</sup> Voir plus loin les paragraphes 7.1336 et 7.1337.

<sup>1676</sup> (note de bas de page de l'original) Rapport de l'Organe d'appel *CE – Produits dérivés du phoque*, paragraphe 5.299.

<sup>1677</sup> (note de bas de page de l'original) Rapport de l'Organe d'appel *CE – Produits dérivés du phoque*, paragraphe 5.300.

<sup>1678</sup> Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.572.



7.1310. Le Groupe spécial *États-Unis – Animaux* a considéré que la mesure contestée visait à garantir que les importations d'animaux ou de produits d'origine animale sensibles à la fièvre aphteuse soient uniquement autorisées si le niveau de risque lié à ces importations permettait d'obtenir le niveau de protection que les États-Unis jugeaient approprié pour cette maladie.<sup>1679</sup> Le Groupe spécial a constaté que la condition qui devait être identique ou similaire dans les deux régions faisant l'objet de la comparaison était le niveau de risque d'introduction de la fièvre aphteuse lié aux importations du produit en cause en provenance des deux régions et la capacité de ces importations de satisfaire au niveau approprié de protection des États-Unis.<sup>1680</sup> L'un des faits saillants de cette affaire était que la fièvre aphteuse n'était présente nulle part aux États-Unis.

7.1311. Nous convenons avec le Groupe spécial *Inde – Produits agricoles* que les "conditions" pertinentes aux fins d'une analyse donnée au titre de la première phrase de l'article 2:3 peuvent être la présence d'une maladie sur un territoire et le risque concomitant associé à cette maladie. En outre, nous considérons que, à la différence de la situation examinée par le Groupe spécial *Inde – Animaux*, l'approche du Groupe spécial *Inde – Produits agricoles* porte sur les risques associés à l'entrée d'une maladie déjà présente et répandue en Inde, c'est pourquoi l'approche adoptée dans l'affaire *Inde – Produits agricoles* convient mieux à la situation.

7.1312. Par conséquent, dans le but d'éclaircir son interprétation des conditions pertinentes existant sur le territoire de la Russie, le Groupe spécial tiendra compte du point de savoir si la PPA est présente sur les territoires des Membres faisant l'objet de la comparaison, ainsi que des risques associés à cette maladie. Il évaluera ces éléments sur le territoire des Membres faisant l'objet de la comparaison dans chacune des trois situations de discrimination alléguée.

#### **7.7.3.5.1.2 Question de savoir si la mesure établit une discrimination entre les territoires de Membres autres que le Membre qui impose la mesure, ou entre le territoire du Membre qui impose la mesure et celui d'un autre Membre**

7.1313. Pour examiner le sens du terme "discrimination" dans la première phrase de l'article 2:3, le Groupe spécial s'inspire de la manière dont ce terme a été interprété dans le contexte de cette disposition, ainsi que d'autres dispositions des accords visés et, en particulier, du texte introductif de l'article XX du GATT de 1994. Le texte introductif de l'article XX est libellé comme suit:

Sous réserve que ces mesures ne soient pas appliquées de façon à constituer soit un moyen de discrimination arbitraire ou injustifiable entre les pays où les mêmes conditions existent, soit une restriction déguisée au commerce international, rien dans le présent Accord ne sera interprété comme empêchant l'adoption ou l'application par toute partie contractante des mesures [prises aux fins énumérées aux alinéas de l'article XX.]

7.1314. L'Organe d'appel a précisé le sens du terme "discrimination" dans ce contexte en indiquant qu'il y avait discrimination "non seulement lorsque les pays où les mêmes conditions exist[aient] [étaient] traités de manière différente, mais aussi lorsque l'application de la mesure en cause ne permett[ait] pas de s'assurer du bien-fondé du programme de réglementation au regard des conditions existant dans ces pays exportateurs".<sup>1681</sup>

7.1315. Après avoir cité ces indications, le Groupe spécial *Inde – Produits agricoles* a indiqué ce qui suit:

Nous notons que le libellé de l'article 2:3 de l'Accord SPS est semblable à celui du texte introductif de l'article XX. Les deux dispositions parlent de discrimination "arbitraire" et "injustifiable", et d'une comparaison entre les conditions existant dans différents "pays" (dans le contexte de l'article XX) ou "Membres" (dans le contexte de l'article 2:3). Nous notons également que le dernier considérant du préambule de l'Accord SPS indique que cet accord "élabore[]" des règles pour l'application des dispositions du GATT de 1994 qui se rapportent à l'utilisation des mesures [SPS], en particulier les dispositions de l'article XX b)", ce qui comprend le texte introductif.

<sup>1679</sup> Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.580.

<sup>1680</sup> Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.580.

<sup>1681</sup> Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Crevettes*, paragraphe 165.



Étant donné les similitudes entre ces dispositions et la référence à l'article XX du GATT de 1994 qui est faite dans le préambule de l'Accord SPS, nous jugeons qu'il est approprié d'interpréter le terme "discrimination" figurant à l'article 2:3 de l'Accord SPS d'une manière semblable à celle que l'Organe d'appel a adoptée dans le contexte de l'article XX du GATT de 1994. En conséquence, dans le contexte de l'article 2:3 de l'Accord SPS, nous estimons qu'il peut y avoir discrimination non seulement i) lorsque les Membres où les mêmes conditions existent (y compris entre le territoire du Membre qui impose la mesure et celui des autres Membres) sont traités de manière différente, mais aussi ii) dans les cas où l'application de la mesure en cause ne permet pas de s'assurer du bien-fondé du programme de réglementation au regard des conditions existant dans le pays exportateur.<sup>1682</sup>

7.1316. Le Groupe spécial *États-Unis – Animaux* est convenu que le libellé du texte introductif de l'article XX du GATT de 1994 présentait un certain nombre de similitudes avec celui de l'article 2:3: les deux dispositions parlent de discrimination arbitraire et injustifiable, et d'une comparaison entre les "conditions" existant dans différents Membres.<sup>1683</sup> Ce Groupe spécial a également fait remarquer que le dernier considérant du préambule de l'Accord SPS indiquait que cet accord "élabor[ait] des règles pour l'application des dispositions du GATT de 1994 qui se rapport[aient] à l'utilisation des mesures [SPS], en particulier les dispositions de l'article XX b)", ce qui comprenait le texte introductif.<sup>1684</sup> Par conséquent, il a considéré que le texte introductif de l'article XX constituait un contexte utile pour son interprétation des termes de l'article 2:3.<sup>1685</sup>

7.1317. S'agissant de la prescription voulant que les mesures établissent une discrimination entre les Membres qui connaissent des conditions identiques ou similaires, le Groupe spécial *États-Unis – Animaux* a indiqué ce qui suit:

[L]'Organe d'appel a toujours indiqué qu'un traitement différent n'équivalait pas nécessairement à une discrimination. L'analyse de la discrimination est centrée sur le point de savoir si la mesure en cause modifie les conditions de concurrence au détriment des produits originaires des territoires de Membres autres que le Membre qui impose la mesure, ou entre le territoire du Membre qui impose la mesure et celui d'un autre Membre.<sup>1686</sup> Dans l'affaire *États-Unis – Crevettes*, l'Organe d'appel a constaté qu'il pouvait y avoir "discrimination" dans le contexte du texte introductif de l'article XX non seulement lorsque les Membres où les mêmes conditions existaient étaient traités de manière différente, mais aussi lorsque l'application de la mesure en cause ne permettait pas de s'assurer du bien-fondé du programme de réglementation au regard des conditions existant dans le pays exportateur.<sup>1687</sup> De plus, selon l'Organe d'appel, la discrimination peut résulter non seulement "des modalités de fonctionnement détaillées" d'une mesure, mais aussi de l'application d'une mesure "par ailleurs équitable et juste en apparence".<sup>1688</sup> Enfin, le Groupe spécial *États-Unis – Volaille (Chine)* a indiqué qu'une discrimination pouvait résulter aussi bien des "mesures SPS "fondamentales"" que des "prescriptions procédurales et [d]es demandes de renseignements".<sup>1689,1690</sup>

7.1318. Par conséquent, le Groupe spécial peut considérer qu'il peut y avoir discrimination dans le contexte de l'article 2:3 non seulement lorsque les Membres où les mêmes conditions existent sont traités de manière différente, mais aussi lorsque l'application de la mesure en cause ne permet pas

<sup>1682</sup> Rapport du Groupe spécial *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 7.400.

<sup>1683</sup> Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.570.

<sup>1684</sup> Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.570.

<sup>1685</sup> Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.570.

<sup>1686</sup> (note de bas de page de l'original) Voir, par exemple, les rapports de l'Organe d'appel *CE – Amiante*, paragraphes 98 et 99; *République dominicaine – Importation et vente de cigarettes*, paragraphe 96; *Philippines – Spiritueux distillés*, paragraphe 256.

<sup>1687</sup> (note de bas de page de l'original) Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Crevettes*, paragraphe 165. Voir aussi le rapport du Groupe spécial *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 7.400; le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Volaille (Chine)*, paragraphe 7.292.

<sup>1688</sup> (note de bas de page de l'original) Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Crevettes*, paragraphe 160.

<sup>1689</sup> (note de bas de page de l'original) Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Volaille (Chine)*, paragraphe 7.147. Dans le contexte du texte introductif de l'article XX du GATT de 1994, voir les rapports de l'Organe d'appel *États-Unis – Crevettes*, paragraphe 160; *CE – Produits dérivés du phoque*, paragraphe 5.302.

<sup>1690</sup> Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.573.

de s'assurer du bien-fondé du programme de réglementation au regard des conditions existant dans le pays exportateur. De plus, la discrimination peut résulter non seulement "des modalités de fonctionnement détaillées" d'une mesure, mais aussi de l'application d'une mesure "par ailleurs équitable et juste en apparence". En outre, une discrimination peut résulter aussi bien des "mesures SPS "fondamentales"" que des "prescriptions procédurales et [d]es demandes de renseignements". Même si le Groupe spécial tire des indications quant au fond d'affaires antérieures relatives à l'article XX (texte introductif), nous avons également à l'esprit l'"observation préliminaire" concernant la qualification de l'article 2:3 formulée par l'Organe d'appel dans l'affaire *Inde – Produits agricoles*:

Nous faisons d'abord observer que, nonobstant certaines similitudes entre ses termes et ceux du texte introductif de l'article XX du GATT de 1994, l'article 2:3, première phrase, de l'Accord SPS énonce une obligation et n'est pas libellé sous la forme d'une exception. Ainsi, un plaignant qui formule une allégation selon laquelle une mesure SPS d'un Membre est incompatible avec l'article 2:3, première phrase, a la charge globale de montrer *prima facie* qu'il y a incompatibilité.<sup>1691</sup>

7.1319. Cette "observation préliminaire" est un rappel important que, bien que le libellé de l'article 2:3 de l'Accord SPS et celui du texte introductif de l'article XX du GATT de 1994 puissent être similaires, ils revêtent un caractère juridique différent et, en conséquence, exigent une attribution différente de la charge de la preuve applicable. Aux fins de la présente procédure, cela signifie que l'Union européenne, en tant que partie plaignante, a la charge d'établir *prima facie* qu'il y a incompatibilité avec les éléments de l'article 2:3 en ce qui concerne chacune de ses allégations spécifiques.

#### 7.7.3.5.1.3 Question de savoir si la discrimination est arbitraire ou injustifiable

7.1320. Pour faciliter notre examen de cette question, nous discernons d'abord le sens des termes employés dans cette disposition. À cet égard, dans le dictionnaire, le terme "arbitrary" (arbitraire) est défini comme suit: "based on mere opinion or preference as opposed to the real nature of things, capricious, unpredictable, inconsistent" (fondé sur une simple opinion ou préférence et non sur la véritable nature des choses; capricieux, imprévisible, incohérent).<sup>1692</sup> Pour sa part, le terme "unjustifiable" (injustifiable) est défini comme "not justifiable, indefensible", (non justifiable, indéfendable)<sup>1693</sup>, le mot "justifiable" (justifiable) signifiant "[c]apable of being legally or morally justified or shown to be just, righteous, or innocent; defensible" ([q]ui peut être justifié d'un point de vue juridique ou moral, dont le caractère juste, droit ou innocent peut être démontré; défendable) et "[c]apable of being maintained, defended, or made good" (qui peut être maintenu, défendu, ou démontré).<sup>1694</sup>

7.1321. Dans un certain nombre d'affaires, l'Organe d'appel a expliqué qu'une analyse du point de savoir si une discrimination était arbitraire ou injustifiable au sens du texte introductif de l'article XX "devrait être axée sur la cause de la discrimination, ou la raison d'être avancée pour expliquer son existence".<sup>1695</sup> En particulier, dans l'affaire *Brésil – Pneumatiques rechapés*, l'Organe d'appel a centré son analyse sur le point de savoir si la mesure en cause avait un "lien rationnel avec" son objectif déclaré qui était de protéger la santé ou la vie des personnes au titre de l'alinéa b) de l'article XX.<sup>1696</sup> Cette approche a été adoptée par les Groupes spéciaux *États-Unis – Volaille*

<sup>1691</sup> L'Organe d'appel a formulé cette "observation préliminaire" au sujet de l'article 2:3 avant d'examiner les allégations de l'Inde au titre de l'article 11 du Mémoire d'accord. Rapport de l'Organe d'appel *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 5.260.

<sup>1692</sup> *Online Oxford English Dictionary* (tel qu'il est cité dans le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Volaille (Chine)*, paragraphe 7.259; et le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.587).

<sup>1693</sup> *Online Oxford English Dictionary* (tel qu'il est cité dans le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Volaille (Chine)*, paragraphe 7.259; et le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.587).

<sup>1694</sup> *Online Oxford English Dictionary* (tel qu'il est cité dans les rapports des Groupes spéciaux *États-Unis – Volaille (Chine)*, paragraphe 7.259; et *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.587).

<sup>1695</sup> Rapport de l'Organe d'appel *Brésil – Pneumatiques rechapés*, paragraphes 225 et 226 (faisant référence aux rapports de l'Organe d'appel *États-Unis – Essence*, pages 28, 29 et 31; *États-Unis – Crevettes*, paragraphes 163 à 172; et *États-Unis – Crevettes (article 21:5 – Malaisie)*, paragraphes 144 et 147). Voir aussi le rapport de l'Organe d'appel *CE – Produits dérivés du phoque*, paragraphe 5.303; et le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Volaille (Chine)*, paragraphe 7.261.

<sup>1696</sup> Rapport de l'Organe d'appel *Brésil – Pneumatiques rechapés*, paragraphe 227.

(Chine), Inde – Produits agricoles et États-Unis – Animaux dans leur analyse au titre de l'article 2:3 de l'Accord SPS.<sup>1697</sup>

7.1322. Dans le contexte d'une analyse de l'article 5:5 de l'Accord SPS, qui constitue une spécification de l'obligation fondamentale énoncée à l'article 2:3, dans l'affaire *Australie – Saumons*, l'Organe d'appel a confirmé la constatation du Groupe spécial selon laquelle la mesure en cause établissait une discrimination arbitraire et injustifiable parce qu'elle traitait de façon différente deux produits qui présentaient le même niveau de risque.<sup>1698</sup>

7.1323. Sur la base de ces indications, notre analyse sera axée sur la raison d'être que la Russie avance pour expliquer chacune des situations de discrimination alléguées par l'Union européenne en ce qui concerne les mesures en cause. Dans le cadre de l'évaluation du point de savoir si la discrimination à l'égard des importations des produits en cause en provenance de l'Union européenne (vis-à-vis de la Russie) ou entre les importations en provenance de l'Union européenne et les importations en provenance de l'Ukraine<sup>1699</sup> découlant des mesures de la Russie est "arbitraire ou injustifiable", le Groupe spécial examinera si la distinction réglementaire entre les deux situations/ensembles d'importations a un lien rationnel avec l'objectif déclaré des mesures.<sup>1700</sup>

#### 7.7.3.5.2 Premier cas de discrimination: traitement des produits nationaux en Russie

##### 7.7.3.5.2.1 Question de savoir si des conditions identiques ou similaires existent en Russie et dans l'Union européenne

7.1324. Selon l'Union européenne, des conditions identiques ou similaires existaient dans l'Union européenne (y compris ses quatre États membres affectés) et en Russie, à savoir l'existence du virus de la PPA aussi bien sur le territoire russe que sur le territoire de l'Union européenne. Celle-ci affirme que le premier cas de PPA dans l'Union européenne était la caractéristique pertinente ayant déclenché la prohibition à l'importation imposée par la Russie sur les produits en cause en provenance de l'Union européenne.<sup>1701</sup>

7.1325. La Russie affirme qu'il y a des différences de "conditions" entre la situation dans l'Union européenne et la situation en Russie en ce qui concerne les mesures de lutte contre la PPA dans au moins deux cas. Le premier concerne les différences de taille des zones établies en Russie et dans l'Union européenne pour contenir la PPA.<sup>1702</sup> Le second concerne les différentes dispositions relatives aux interdictions en place dans les zones affectées dans l'Union européenne et en Russie.<sup>1703</sup>

7.1326. À cet égard, la Russie affirme en outre que le présent différend peut être distingué de l'affaire *Inde – Produits agricoles* en ce sens que, dans cette dernière, la même condition, à savoir la présence de l'IA à déclaration obligatoire en Inde ou dans un autre Membre, était "la distinction pertinente qui déclench[ait] l'interdiction d'importer imposée par les mesures de l'Inde concernant l'IA", tandis que, en l'espèce, la simple présence de la PPA ne "déclenchait" pas automatiquement les mesures pertinentes, à savoir les mesures de régionalisation internes par opposition aux restrictions à l'importation à l'échelle des pays visant les quatre États membres de l'UE infectés par la PPA. De fait, la présence de la PPA déclenchait *une évaluation du caractère adéquat des*

<sup>1697</sup> Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Volaille (Chine)*, paragraphe 7.261. Voir aussi Rapport du Groupe spécial *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 7.429.

<sup>1698</sup> Rapport de l'Organe d'appel *Australie – Saumons*, paragraphe 158.

<sup>1699</sup> Au cours de la procédure, l'Union européenne a précisé que ses références au Bélarus n'étaient pertinentes que dans le contexte de la deuxième phrase de l'article 2:3, et non de la première phrase de cet article. Voir la deuxième communication écrite de l'Union européenne, paragraphes 136 et 137. Nous n'examinons donc pas les allégations se rapportant au Bélarus en ce qui concerne la première phrase de l'article 2:3. Toutefois, nous faisons observer que les pièces suivantes se rapportent à cet argument: pièces EU-100, RUS-42 et RUS-43.

<sup>1700</sup> La même approche a été suivie par le Groupe spécial *États-Unis – Animaux*. Voir le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.589.

<sup>1701</sup> Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 294.

<sup>1702</sup> Réponse de la Russie à la question n° 174 du Groupe spécial, paragraphe 307.

<sup>1703</sup> Réponse de la Russie à la question n° 174 du Groupe spécial, paragraphe 308.

*mesures de régionalisation de l'UE.* De l'avis de la Russie, à la différence de l'affaire *Inde – Produits agricoles*, le présent différend ne porte pas sur des conditions identiques ou similaires.<sup>1704</sup>

7.1327. Comme il est indiqué plus haut, au paragraphe 7.1312 pour déterminer si des conditions similaires existent dans l'Union européenne et en Russie en ce qui concerne le commerce des produits en cause, nous examinerons la présence de la PPA sur chaque territoire et les risques qu'elle présente.

7.1328. Nous rappelons qu'il n'est pas contesté que la PPA et le virus de la PPA sont présents en Russie depuis 2007. Il n'est pas non plus contesté que la PPA et le virus de la PPA ont été introduits sur le territoire de l'Union européenne en janvier 2014 par des sangliers infectés en Lituanie près de la frontière avec le Bélarus. Il y a eu des sangliers infectés en Estonie, en Lettonie, en Lituanie et en Pologne. En outre, certains élevages de porcins domestiques ont été infectés par la PPA, tout au long de 2014 et jusqu'au second semestre de 2015, en Estonie, en Lettonie, en Lituanie et en Pologne.<sup>1705</sup>

7.1329. Les experts ont indiqué les différents risques associés à la présence de la PPA dans une zone particulière. Nous rappelons l'avis du Dr Thomson selon lequel "le problème à l'examen est un problème régional englobant le Caucase, les États baltes, la Fédération de Russie et la partie orientale de l'UE. Comme il est indiqué ailleurs, du point de vue de la PPA, l'ensemble de la région semble, à peu de choses près, se trouver dans la même situation".<sup>1706</sup> Nous rappelons également l'avis suivant du Dr Thomson:

À mon avis, le nœud de ce problème commercial est que l'UE et la Fédération de Russie sont confrontées à un problème similaire, à savoir qu'elles ont toutes deux subi une incursion de la PPA sur leur territoire et toutes deux, dans le cadre de leur stratégie de gestion de la PPA, ont établi des zones exemptes de PPA. La Fédération de Russie semble insinuer que le risque d'importer la PPA en provenance de zones exemptes de PPA situées dans des pays de la partie orientale l'UE est plus élevé que pour le commerce intérieur des mêmes marchandises et produits provenant de zones exemptes de PPA au sein de la Fédération de Russie. Je n'ai pas une expérience suffisante de la situation sur le terrain pour accepter ou rejeter cette insinuation. Cependant, il me semble que les risques sont probablement similaires. Si c'est le cas, conformément à l'article 6, les risques liés au commerce intérieur et au commerce extérieur proposé ne sont pas sensiblement différents. Si c'est le cas, il n'y a pas de raison sanitaire d'empêcher le commerce transfrontières proposé.<sup>1707</sup>

7.1330. Nous déduisons des réponses des experts que les risques associés à la maladie sont présents aussi bien sur le territoire de l'Union européenne que sur le territoire de la Russie.

7.1331. Sur la base de ce qui précède, nous estimons que les conditions pertinentes sont identiques ou similaires en Russie et dans l'Union européenne aux fins de la première phrase de l'article 2:3 de l'Accord SPS.

#### **7.7.3.5.2.2 Question de savoir si les mesures de la Russie établissent une discrimination entre les produits importés et les produits nationaux**

7.1332. L'Union européenne fait valoir que la différence de traitement des importations des produits en cause, par rapport au commerce intrarusse de ces produits, entraîne une discrimination. En particulier, elle affirme que la Russie interdit les importations des produits en cause en provenance de l'ensemble du territoire de l'Union européenne, alors qu'elle autorise le

<sup>1704</sup> Réponse de la Russie à la question n° 174 du Groupe spécial, paragraphe 309; et deuxième communication écrite de la Russie, paragraphe 163.

<sup>1705</sup> Pièces EU-118 et RUS-296 révisées. Voir plus haut les paragraphes 7.1015 à 7.1018.

<sup>1706</sup> Réponse du Dr Thomson à la question n° 5 du Groupe spécial, compilation des réponses des experts, paragraphe 1.128

<sup>1707</sup> Réponse du Dr Thomson à la question n° 54 du Groupe spécial, compilation des réponses des experts, paragraphe 4.149.

commerce de ces produits en provenance de zones de la Russie non affectées, suivant des mesures de régionalisation autour du centre de l'épizootie de PPA.<sup>1708</sup>

7.1333. La Russie affirme que les restrictions à l'importation visant les produits en provenance des États membres de l'UE infectés par la PPA ne sont pas discriminatoires par rapport aux restrictions appliquées à la circulation intérieure des produits provenant des zones infectées par la PPA. *De jure*, la Russie allègue qu'elle applique les principes de régionalisation et de compartimentation aussi bien aux produits importés qu'aux produits nationaux. *De facto*, elle fait valoir que toute différence de traitement est seulement la conséquence de l'incapacité de l'Union européenne de démontrer objectivement que ses régions exemptes de PPA sont exemptes de cette maladie et le resteront.<sup>1709</sup>

7.1334. Nous rappelons d'abord que, comme il est indiqué plus haut au paragraphe 7.1318, pour constater l'existence d'un traitement discriminatoire, nous devons déterminer que des conditions identiques ou similaires existant dans chacun des deux Membres sont traitées différemment, ou que l'application de la mesure en cause ne permet pas de s'assurer du bien-fondé du programme de réglementation au regard des conditions existant dans le pays exportateur.

7.1335. Nous avons constaté que l'interdiction à l'échelle de l'UE proscrivait l'importation des produits originaires de zones non affectées par la PPA.<sup>1710</sup> Nous avons aussi constaté que l'interdiction à l'échelle de l'UE n'était pas fondée sur les normes internationales pertinentes. Nous rappelons que les interdictions d'importer les produits en cause en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne imposent des prohibitions à l'importation à l'échelle des pays. Nous avons constaté que ces mesures n'étaient pas conformes aux normes internationales pertinentes.<sup>1711</sup> Nous avons également constaté que les interdictions d'importer les produits en cause en provenance d'Estonie, de Lituanie et de Pologne n'étaient pas fondées sur les normes internationales pertinentes, tandis que l'interdiction visant les produits non traités en provenance de Lettonie était fondée sur la norme internationale pertinente.<sup>1712</sup>

7.1336. Nous sommes appelés à examiner comment la Russie traite le commerce intrarussien des produits en cause. Après avoir examiné la teneur des *Instructions de 1980 concernant la PPA*<sup>1713</sup>, ainsi que les éléments de preuve concernant la manière dont elles ont été appliquées dans différentes zones de la Russie<sup>1714</sup>, il nous apparaît clairement que la législation intérieure de la Russie ne prescrit pas l'imposition d'une interdiction sur les produits en cause provenant de certaines régions, certaines zones ou certains compartiments au-delà des première et deuxième zones à risque entourant le centre de l'épizootie (article 5 des *Instructions de 1980 concernant la PPA*). De plus, nous notons que la Russie soutient qu'elle ne maintient pas d'interdiction à l'échelle de la Russie en ce qui concerne le commerce intérieur des produits en cause.<sup>1715</sup>

7.1337. En outre, la Russie a reconnu qu'elle autorisait le commerce des produits en cause en provenance de certaines installations conformes aux normes de sécurité biologique de niveau IV même si elles étaient situées dans une zone considérée comme étant infectée par la PPA.<sup>1716</sup> Le niveau IV concerne les exploitations bénéficiant d'une protection de haut niveau, qui peuvent être certifiées comme telle si elles satisfont à des normes de sécurité biologique spécifiques décrites dans la législation russe.<sup>1717</sup>

<sup>1708</sup> Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphes 287 à 290.

<sup>1709</sup> Première communication écrite de la Russie, paragraphe 305.

<sup>1710</sup> Voir plus haut les paragraphes 7.83 et 7.84.

<sup>1711</sup> Voir plus haut le paragraphe 7.890.

<sup>1712</sup> Voir plus haut les paragraphes 7.1039 et 7.1040.

<sup>1713</sup> Instructions de la Russie relatives aux mesures de prévention et d'éradication de la PPA du 21 novembre 1980 (pièce EU-18).

<sup>1714</sup> Voir plus haut la note de bas de page 1045.

<sup>1715</sup> Réponses de la Russie à la question n° 266 du Groupe spécial, paragraphe 51.

<sup>1716</sup> Première communication écrite de la Russie, paragraphe 34; et réponse de la Russie à la question n° 138 du Groupe spécial, paragraphes 247 à 249. Voir aussi l'Arrêté n° 258 du 23 juillet 2010 du Ministère de l'agriculture de la Fédération de Russie portant approbation des directives relatives à la détermination du statut zoosanitaire des exploitations porcines et des établissements qui procèdent à l'abattage des porcins ainsi qu'à la transformation et à l'entreposage des produits du porc (pièce RUS-22).

<sup>1717</sup> Arrêté n° 258 du 23 juillet 2010 du Ministère de l'agriculture de la Fédération de Russie portant approbation des directives relatives à la détermination du statut zoosanitaire des exploitations porcines et des

7.1338. Sur la base de ces éléments de preuve, il nous apparaît clairement que la Russie autorise le commerce intérieur des produits en cause originaires de zones qu'elle considère comme étant exemptes de PPA.

7.1339. À cet égard, il y a une nette distinction dans le traitement des produits dans les mêmes conditions, c'est-à-dire les importations des produits en provenance de zones non affectées par la PPA. Les produits importés provenant de zones non affectées par la PPA situées dans l'Union européenne ne sont pas autorisés à entrer sur le marché de la Russie, tandis que le commerce intrarusse est possible pour ce même type de produits provenant de zones non affectées par la PPA. À cet égard, nous constatons que l'interdiction à l'échelle de l'UE établit une discrimination à l'égard des produits originaires des zones de l'Union européenne non affectées par la PPA par rapport au traitement accordé au commerce des produits nationaux. Les interdictions d'importer les produits en cause en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne établissent une discrimination car elles imposent des prohibitions à l'importation à l'échelle des pays. Comme nous l'avons vu, il n'y a pas d'interdiction à l'échelle de la Russie visant le commerce intrarusse des produits concernés.

7.1340. Si nous devons accepter l'argument de la Russie selon lequel la distinction de traitement n'équivaut pas à une discrimination, en raison de son refus objectif des mesures de régionalisation de l'Union européenne, nous devrions examiner le deuxième scénario de discrimination potentielle. Il s'agit du point de savoir si l'application de la mesure en cause ne permet pas de s'assurer du bien-fondé du programme de réglementation au regard des conditions existant dans le pays exportateur.

7.1341. Nous faisons observer que des groupes spéciaux antérieurs ont axé leur évaluation de la discrimination au regard de la première phrase de l'article 2:3 de l'Accord SPS sur la question de savoir s'il y avait eu une différence de traitement. Cependant, dans l'affaire *États-Unis – Crevettes*, l'Organe d'appel a examiné les mesures adoptées par les États-Unis en ce qui concerne l'importation de certaines crevettes et de certains produits à base de crevettes, en particulier l'article 609 de la Loi générale n° 101-162 ("l'article 609"). En vertu de ces mesures, les États-Unis n'autorisaient pas les importations de crevettes pêchées par des crevettiers commerciaux utilisant des mécanismes pour la protection des tortues comparables, du point de vue de leur efficacité, à ceux qu'exigeaient les États-Unis si ces crevettes provenaient des eaux de pays non certifiés conformément à l'article 609. L'Organe d'appel a considéré que les mesures en cause, telles qu'elles étaient appliquées, visaient davantage à inciter concrètement les Membres de l'OMC à adopter essentiellement le même régime réglementaire global que celui que les États-Unis appliquent à leurs crevettiers. À cet égard, l'Organe d'appel a fait observer qu'"il y [avait] discrimination non seulement lorsque les pays où les mêmes conditions exist[aient] [étaient] traités de manière différente, mais aussi lorsque l'application de la mesure en cause ne permet[tait] pas de s'assurer du bien-fondé du programme de réglementation au regard des conditions existant dans ces pays exportateurs".<sup>1718</sup>

7.1342. Nous notons que la réglementation de la Russie concernant les importations de produits vétérinaires a trait à l'adaptation des mesures SPS à des conditions sanitaires particulières sur la base des principes de régionalisation.<sup>1719</sup> La Russie autorise l'établissement de régions, zones ou compartiments particuliers exempts de PPA, à partir desquels le commerce intérieur des produits en cause est autorisé. Cependant, comme il est indiqué plus haut, en vertu des mesures en cause, la Russie impose une interdiction à l'importation à l'échelle des pays visant les produits en cause en provenance des quatre États membres de l'UE affectés par la PPA, ainsi qu'une interdiction à l'échelle de l'UE visant les produits en cause en provenance du reste du territoire de l'Union européenne. Néanmoins, à la lumière de notre analyse et de nos constatations au titre de l'article 6<sup>1720</sup> et du dialogue sur la régionalisation exposé à l'appendice 1, nous ne considérons pas que l'application des mesures en cause ne permette pas de s'assurer du bien-fondé du programme de réglementation au regard des conditions existant dans les Membres exportateurs de manière à entraîner une autre forme de discrimination au sens de la première phrase de l'article 2:3 de l'Accord SPS.

---

établissements qui procèdent à l'abattage des porcins ainsi qu'à la transformation et à l'entreposage des produits du porc (pièce RUS-22).

<sup>1718</sup> Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Crevettes*, paragraphe 165.

<sup>1719</sup> Voir plus haut le paragraphe 7.204 et le tableau 3.

<sup>1720</sup> Section 7.6.1 plus haut.

7.1343. Nous considérons que l'argument de la Russie concernant son refus objectif des mesures de régionalisation de l'Union européenne n'affecte pas notre constatation antérieure selon laquelle il y a eu traitement discriminatoire. La raison qui sous-tend ce traitement, examinée dans la section suivante, pourrait être pertinente pour déterminer si la discrimination est arbitraire ou injustifiable, et non pas si la discrimination elle-même existe.

7.1344. Sur la base de ce qui précède, nous constatons que, au moyen des mesures en cause, la Russie établit une discrimination entre les importations des produits en cause en provenance des zones de l'Union européenne non affectées par la PPA et le commerce intérieur des produits en cause en provenance des zones de la Russie non affectées par la PPA.

#### 7.7.3.5.2.3 Question de savoir si la discrimination est arbitraire ou injustifiable

7.1345. L'Union européenne fait valoir que la différence de traitement est arbitraire et injustifiable car elle ne peut pas s'expliquer par un statut épizootique différent. Selon elle, ses mesures de régionalisation et de contrôle sont efficaces, ce qui n'est pas le cas des mesures de la Russie.<sup>1721</sup> À son avis, la Russie a imposé une interdiction disproportionnée sur les produits en cause en provenance de l'UE après que les notifications de la présence de la PPA ont été adressées à l'OIE. Par ailleurs, alors que les mesures internes de la Russie ont une efficacité limitée pour ce qui est d'assurer la détection et le confinement appropriés de la PPA à l'intérieur de la Russie, le commerce des produits associés au risque de PPA d'origine russe est en principe permis.<sup>1722</sup>

7.1346. La Russie fait valoir que la différence de traitement n'est pas arbitraire car elle résulte de l'incapacité de l'Union européenne de donner un fondement raisonnablement objectif aux zones inadéquates qu'elle a établies et du fait qu'elle n'a pas démontré que ses zones dont il est allégué qu'elles sont exemptes de PPA sont exemptes de cette maladie et le resteront.<sup>1723</sup> À cet égard, la Russie indique que l'évaluation du Groupe spécial devrait être axée sur la cause de la discrimination ou la raison d'être avancée pour en étayer l'existence.<sup>1724</sup>

7.1347. Nous convenons avec la Russie que notre examen du point de savoir si la discrimination est arbitraire ou injustifiable devrait être axé sur la cause de la discrimination ou la raison d'être avancée pour en étayer l'existence. À cet égard, le Groupe spécial trouve des indications utiles dans les rapports des Groupes spéciaux *États-Unis – Animaux* et *États-Unis – Volaille (Chine)*. Ces Groupes spéciaux ont considéré que le sens de l'expression "discrimination arbitraire ou injustifiable" en vertu de l'article 2:3 de l'Accord SPS supposait un examen du point de savoir s'il existait un "lien rationnel" entre les raisons données pour le traitement discriminatoire et "l'objectif déclaré de la mesure".<sup>1725</sup> Nous devons donc examiner si la distinction réglementaire entre les importations en provenance de l'Union européenne et le commerce intérieur a un lien rationnel avec les objectifs déclarés des mesures.

7.1348. Dans la section 7.4.4.2.1.1 plus haut, le Groupe spécial a examiné la portée de l'interdiction à l'échelle de l'UE. Sur la base des éléments de preuve examinés à cette occasion, nous constatons que l'objectif de cette interdiction est de faire en sorte que les produits non traités en provenance de l'un quelconque des territoires de l'Union européenne non affecté par la PPA ne soient pas importés en Russie, en raison de l'incapacité des vétérinaires de l'Union européenne de certifier les prescriptions vétérinaires énoncées dans les certificats vétérinaires convenus par les deux parties en 2006. Ces prescriptions se rapportent à l'absence de la PPA pendant trois ans sur l'ensemble du territoire de l'Union européenne à l'exception de la Sardaigne.

7.1349. En outre, dans la section 7.4.4.2.2.1 plus haut, le Groupe spécial a examiné les objectifs des interdictions imposées sur les importations des produits en cause en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne. Après avoir examiné le texte de chacune de ces mesures, ainsi que leurs notifications présentées à l'OMC par la Russie, nous avons conclu que l'objectif des

<sup>1721</sup> Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 291.

<sup>1722</sup> Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 297.

<sup>1723</sup> Première communication écrite de la Russie, paragraphe 309.

<sup>1724</sup> Première communication écrite de la Russie, paragraphe 308.

<sup>1725</sup> Rapports des Groupes spéciaux *États-Unis – Animaux*, paragraphes 7.574 et 7.588; et *États-Unis – Volaille (Chine)*, paragraphe 7.147. Dans le contexte du texte introductif de l'article XX du GATT de 1994, voir les rapports de l'Organe d'appel *États-Unis – Crevettes*, paragraphe 160; et *CE – Produits dérivés du phoque*, paragraphe 5.302.



interdictions spécifiques visant ces quatre États membres de l'UE était d'assurer la protection du territoire russe contre la PPA et le virus de la PPA.

7.1350. Sur la base de ce qui précède, d'une manière générale, l'objectif réglementaire des mesures en cause est de limiter les nouvelles entrées et la dissémination plus étendue de la PPA par des sources additionnelles sur le territoire russe. L'Union européenne a donné une explication détaillée des mesures de surveillance, de lutte et d'éradication prévues par sa réglementation.<sup>1726</sup> Elle a en outre fourni des renseignements sur les mesures qu'elle a appliquées pour assurer une protection contre l'entrée et la dissémination de la PPA sur son territoire.<sup>1727</sup> À notre avis, les mesures de l'Union européenne concernant la PPA prouvent qu'elles ont également pour objectif d'assurer une protection contre une nouvelle entrée et une dissémination plus étendue de la PPA.

7.1351. De plus, nous croyons comprendre que la Russie a reconnu que, conformément au Code terrestre, l'Union européenne avait le droit de retenir la stratégie de lutte contre la PPA de son choix, et que le nœud du désaccord entre les parties découle du fait que la Russie estime que l'Union européenne n'a pas démontré l'efficacité réelle des zones qu'elle a établies. Cette divergence ne concerne pas l'objectif réglementaire des mesures concernant la PPA adoptées par l'Union européenne.

7.1352. Nous rappelons notre constatation selon laquelle la Russie a fixé un niveau approprié de protection élevé ou prudent en ce qui concerne la PPA.<sup>1728</sup> Sur la base de l'objectif des mesures de l'Union européenne, nous pouvons déduire que le niveau approprié de protection prévu par ces mesures assure une protection contre l'entrée et la dissémination de la PPA.<sup>1729</sup> À notre avis, il s'agit d'un niveau approprié de protection élevé ou prudent au moins équivalent à celui de la Russie pour ce qui est de la PPA. Cet objectif a été mis en œuvre au moyen d'un certain nombre de mesures visant à lutter contre la dissémination de la PPA depuis les zones actuellement infectées et à éradiquer la maladie dans les quatre États membres de l'UE affectés.<sup>1730</sup>

7.1353. Le Groupe spécial a connaissance des allégations de la Russie selon lesquelles les méthodes de lutte de l'Union européenne n'ont pas été efficaces pour prévenir l'entrée et la dissémination plus étendue de la PPA dans les quatre États membres de l'UE affectés.<sup>1731</sup> Les éléments de preuve versés au dossier du Groupe spécial démontrent aussi que bien que la Russie ait fait tout son possible<sup>1732</sup>, ses méthodes de lutte n'ont pas entièrement réussi à prévenir la dissémination de la PPA sur le territoire russe depuis son introduction initiale. En effet, à la première réunion avec le Groupe spécial, la Russie a indiqué de façon détaillée comment, malgré des efforts coûteux et considérables visant à établir un compartiment exempt de PPA, certaines entreprises ont été néanmoins infectées par la PPA.<sup>1733</sup> Le Groupe spécial n'est pas convaincu que les méthodes de lutte de la Russie, bien que différentes dans une certaine mesure de celles appliquées par l'Union européenne, aient été plus efficaces pour prévenir la dissémination plus étendue de la PPA au fil du temps.

7.1354. Tel qu'il est décrit aux paragraphes 7.211, 7.228 et 7.748 plus haut, l'objectif des mesures en cause est d'assurer la protection du territoire de la Russie contre une nouvelle entrée et une dissémination plus étendue de la PPA. Lorsque nous avons évalué les allégations de l'Union européenne au titre de l'article 3 de l'Accord SPS, nous avons observé que les éléments de preuve versés au dossier, y compris les avis des experts, étayaient l'affirmation selon laquelle il y avait des zones exemptes de PPA dans l'Union européenne.<sup>1734</sup> Cependant, la Russie a refusé d'accepter l'une quelconque de ces zones sur la base d'un certain nombre de facteurs dont elle considère qu'ils étayaient objectivement ce refus.<sup>1735</sup> Nous avons en outre constaté que la Russie autorisait le

<sup>1726</sup> Voir plus loin les appendices 1 et 2.

<sup>1727</sup> Voir plus loin les appendices 1 et 2.

<sup>1728</sup> Voir plus haut le paragraphe 7.753.

<sup>1729</sup> Directive 2002/60/CE du Conseil du 27 juin 2002, (pièce EU-31), article premier.

<sup>1730</sup> Voir plus loin les appendices 1 et 2.

<sup>1731</sup> Voir, par exemple, la première communication écrite de la Russie, paragraphes 309 et 313.

<sup>1732</sup> Voir les notes de bas de page 1042, 1043, 1044 et 1045 relatives au paragraphe 7.733 plus haut, dans lesquelles le Groupe spécial fait référence aux mesures adoptées par la Russie dans les régions de Voronej, Krasnodar et Belgorod.

<sup>1733</sup> Voir la pièce RUS-148.

<sup>1734</sup> Voir plus haut les sections 7.5.2 et 7.6.1.

<sup>1735</sup> Voir la deuxième communication écrite de la Russie, paragraphes 57 à 127.

commerce intérieur des produits en cause provenant de zones ou de compartiments considérés comme exempts de PPA conformément au cadre réglementaire russe.<sup>1736</sup>

7.1355. Considérées ensemble, ces constatations sont des "signaux d'alarme" ou des éléments qui indiquent clairement<sup>1737</sup> que les mesures de la Russie établissent une discrimination arbitraire ou injustifiable entre les produits nationaux et les produits importés. Toutefois, avant de formuler nos conclusions, nous jugeons approprié d'examiner les explications de la Russie sur la raison d'être qui sous-tend la distinction réglementaire entre les produits en cause importés en provenance de l'Union européenne et ceux qui sont produits dans le pays.

7.1356. Au sujet de l'interdiction d'importer les produits en cause en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne, la Russie explique que l'Union européenne n'a pas été en mesure de démontrer que ses zones dont il était allégué qu'elles étaient exemptes de PPA étaient effectivement exemptes de cette maladie et le resteraient vraisemblablement.<sup>1738</sup>

7.1357. Nous sommes conscients que, selon les dispositions du Code terrestre (en particulier l'article 5.3.7.1), le pays importateur dispose d'un certain degré de flexibilité pour reconnaître ou rejeter une zone à des fins de commerce international. Cependant, nous sommes aussi conscients que, en vertu de ses obligations au titre de l'Accord SPS, dans les circonstances du présent différend, la Russie devrait au moins reconnaître explicitement, dans la mesure elle-même, la possibilité qu'une telle reconnaissance ait lieu. Elle ne le fait pas, que ce soit d'après le libellé des mesures en cause ou sur la base de leur application. Nous considérons que cette conclusion est sans préjudice de nos constatations au titre de l'article 6:2 de l'Accord SPS, selon lesquelles la Russie a reconnu le concept de zones exemptes de la maladie dans sa législation SPS générale en ce qui concerne la PPA.<sup>1739</sup> La raison en est que, dans notre analyse au titre de l'article 6:2, nous abordons une question distincte qui n'a pas de rapport direct avec l'existence de cas de discrimination tels que ceux que nous examinons dans ce contexte.

7.1358. Aucune des mesures en cause ne contient d'indication explicite selon laquelle il y a une possibilité de reconnaître des zones ou compartiments exempts de PPA sur le territoire de l'Union européenne. Les instruments au moyen desquels l'interdiction à l'échelle de l'UE est appliquée font uniquement référence à l'incapacité de l'Union européenne de délivrer les certificats vétérinaires attestant que l'ensemble de son territoire à l'exception de la Sardaigne a été exempt de PPA au cours des trois dernières années. Compte tenu de cette incapacité, ils prescrivent à l'Union européenne de s'abstenir de délivrer ces certificats vétérinaires. En outre, la Russie a ordonné aux autorités présentes aux frontières d'accorder une attention particulière au respect de cette prescription.

7.1359. Les mesures visant l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie et la Pologne imposent une "restriction temporaire" sur les importations des produits en cause. Cependant, d'après leur libellé, elles ne prévoient pas explicitement la possibilité d'une régionalisation dans l'Union européenne.

7.1360. Cela est également vrai en ce qui concerne l'application des deux ensembles de mesures. Bien que la Russie ait demandé des renseignements additionnels<sup>1740</sup> et qu'elle ait formellement rejeté la reconnaissance de zones exemptes de PPA par l'Union européenne<sup>1741</sup>, elle n'a, à ce jour, pas été disposée à reconnaître une quelconque zone en dehors des quatre États membres affectés (et de la Sardaigne), indépendamment des caractéristiques particulières des différentes zones au sein de l'Union européenne. De fait, la Russie a toujours exclu la possibilité qu'il y ait des zones exemptes de PPA au sein de l'Union européenne en dehors des quatre États membres affectés (et de la Sardaigne). Elle a maintenu son interdiction d'importer les produits en cause à l'échelle de l'UE. Elle a également maintenu ses "restrictions temporaires" à l'échelle des pays visant les importations des produits en cause en provenance de l'ensemble du territoire de l'Estonie, de la Lettonie, de la Lituanie et de la Pologne.

<sup>1736</sup> Voir plus haut le paragraphe 7.1338.

<sup>1737</sup> Les mêmes expressions sont employées par le Groupe spécial *États-Unis – Animaux*. Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.590.

<sup>1738</sup> Première communication écrite de la Russie, paragraphe 309.

<sup>1739</sup> Voir plus haut le paragraphe 7.379.

<sup>1740</sup> Voir plus loin l'appendice 1.

<sup>1741</sup> Lettre de la Russie à l'Union européenne du 29 juillet 2014, C-EH-8/13771 (pièce RUS-263).

7.1361. Nous avons déjà fait observer que le commerce des produits en cause suivant les normes de l'OIE assurerait la protection de la Russie contre une nouvelle entrée et une dissémination plus étendue de la PPA et du virus de la PPA. Ces mesures comprennent le commerce en provenance de pays, zones ou compartiments exempts de PPA. Nous avons également fait observer que les deux parties convenaient que le Code terrestre offrait certaines flexibilités en ce qui concerne la manière dont un Membre peut établir ses zones exemptes de PPA. En outre, compte tenu des éléments de preuve versés au dossier ainsi que des réponses des experts, il nous semble qu'au moins certaines zones du territoire de l'Union européenne pourraient être considérées comme exemptes de PPA.<sup>1742</sup>

7.1362. Sur la base de ce qui précède, nous concluons que les mesures de la Russie, en autorisant le commerce intérieur des produits en cause en provenance de zones exemptes de PPA situées en dehors des première et deuxième zones à risque et en provenance de compartiments exempts de PPA, et en interdisant les importations des mêmes produits en provenance de zones exemptes de PPA situées au sein de l'Union européenne, ainsi qu'en refusant, au moyen des mesures qu'elle a adoptées et de leur application, la reconnaissance des zones exemptes de PPA, la Russie établit une discrimination arbitraire ou injustifiable entre des Membres (y compris le territoire du Membre imposant la mesure) où les mêmes conditions existent. Cela équivaut à une violation de la première phrase de l'article 2:3 de l'Accord SPS.

#### **7.7.3.5.3 Considérations préliminaires relatives aux deux situations intervenant dans le deuxième cas de discrimination**

7.1363. Nous rappelons que, en ce qui concerne le deuxième cas de discrimination, l'Union européenne se réfère à deux situations: premièrement, en 2012, lorsque la Russie, de manière sélective, n'a appliqué aucune interdiction visant les produits ukrainiens à la suite de l'apparition d'un cas de PPA dans la région de Zaporozhye; et deuxièmement, le 15 janvier 2014, lorsque la Russie a annoncé une interdiction visant le commerce en provenance de la région de Lugansk, tout en acceptant les produits du porc en provenance du reste de l'Ukraine.

7.1364. La Russie affirme que les situations décrites en ce qui concerne le deuxième cas de discrimination n'existent plus et qu'elles n'existaient pas non plus à la date de l'établissement du Groupe spécial.<sup>1743</sup> À son avis, cela démontre que l'Union européenne ne s'est pas acquittée de la charge qui lui incombait de démontrer que le deuxième cas de discrimination était un manquement aux obligations de la Russie au titre de l'article 2:3.

7.1365. L'Union européenne considère que, même si une mesure n'est plus en vigueur, un groupe spécial peut toujours formuler des constatations à son sujet sans émettre de recommandations.<sup>1744</sup>

7.1366. Nous rappelons que les mesures en cause sont les interdictions imposées par la Russie sur les importations des produits en cause en provenance des quatre États membres de l'UE affectés et du reste de l'Union européenne. À cet égard, l'objection soulevée par la Russie ne porte pas sur le point de savoir si une mesure contestée antérieure à l'établissement d'un groupe spécial peut être examinée aux fins du règlement d'un différend. En fait, la question est de savoir si, dans l'évaluation d'une allégation de discrimination au titre de la première phrase de l'article 2:3, la situation comparée avec la mesure contestée peut être antérieure à l'établissement du Groupe spécial et ne plus exister.

7.1367. L'Organe d'appel et des groupes spéciaux ont examiné s'il était approprié qu'ils formulent des constatations sur une mesure venue à expiration.<sup>1745</sup> À cet égard, l'Organe d'appel a indiqué ce qui suit: "[l]e fait qu'une mesure est ou non toujours en vigueur n'est pas déterminant pour le

<sup>1742</sup> Voir plus haut dans la section. 7.6.1.3.4 notre analyse concernant les caractéristiques SPS de certaines zones de l'Union européenne.

<sup>1743</sup> Deuxième communication écrite de la Russie, paragraphe 169.

<sup>1744</sup> Observations de l'Union européenne sur les réponses de la Russie à la question n° 259 du Groupe spécial, paragraphe 41.

<sup>1745</sup> Rapports de l'Organe d'appel *Chine – Matières premières*, paragraphe 263 (faisant référence au rapport du Groupe spécial *États-Unis – Chemises et blouses de laine*, paragraphe 6.2; au rapport du Groupe spécial *Indonésie – Automobiles*, paragraphe 14.9; au rapport du Groupe spécial *Chili – Système de fourchettes de prix*, paragraphe 7.126; au rapport du Groupe spécial *République dominicaine – Importation et vente de cigarettes*, paragraphe 7.344; et aux rapports du Groupe spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques*, paragraphes 7.1303 à 7.1312).

point de savoir si cette mesure affecte actuellement le fonctionnement de tout accord visé. Par conséquent, nous ne souscrivons pas à l'argument des États-Unis selon lequel des mesures dont le fondement législatif est venu à expiration sont incapables d'affecter le fonctionnement d'un accord visé au moment présent et que, par conséquent, des mesures venues à expiration ne peuvent pas faire l'objet de consultations au titre du Mémorandum d'accord.<sup>1746</sup> Toutefois, le fait qu'une mesure soit venue à expiration peut affecter les recommandations qu'un groupe spécial peut formuler conformément à l'article 19:1 du Mémorandum d'accord.<sup>1747</sup>

7.1368. L'Organe d'appel a également indiqué que les limites temporelles concernant les mesures qui peuvent relever du mandat d'un groupe spécial ne s'appliquent pas de la même façon aux éléments de preuve. En fait, les éléments de preuve qui viennent étayer une allégation peuvent être antérieurs ou postérieurs à l'établissement du groupe spécial.<sup>1748</sup> Ainsi, il n'est pas interdit à un groupe spécial d'apprécier un élément de preuve simplement parce que celui-ci est antérieur ou postérieur à son établissement.<sup>1749</sup> L'Organe d'appel a ajouté ceci: "[u]n groupe spécial jouit d'un certain pouvoir d'appréciation lorsqu'il s'agit de déterminer la pertinence et la valeur probante d'un élément de preuve qui est antérieur ou postérieur à son établissement".<sup>1750</sup>

7.1369. À notre avis, les situations que l'Union européenne nous demande de prendre en considération pour ce qui est du deuxième cas de discrimination doivent être considérées comme étant des éléments de preuve. Nous sommes conscients que ces éléments de preuve sont antérieurs à l'établissement du Groupe spécial. Cependant, cela ne nous interdit pas d'examiner ces éléments de preuve compte tenu des allégations de l'Union européenne au titre de la première phrase de l'article 2:3 de l'Accord SPS en ce qui concerne le deuxième cas de discrimination.

#### **7.7.3.5.4 Deuxième situation de discrimination: traitement des importations en provenance d'Ukraine en 2012**

##### **7.7.3.5.4.1 Question de savoir si des conditions identiques ou similaires existent en Ukraine en 2012 et dans l'Union européenne au moment de l'établissement du Groupe spécial**

7.1370. L'Union européenne se réfère à la deuxième situation de discrimination dans les termes suivants: "Le premier cas s'est produit en 2012, quand la Russie n'appliquait aucune interdiction visant les produits ukrainiens à la suite de l'apparition d'un cas de PPA dans la région de Zaporozhye. La Russie a considéré à ce moment-là que les mesures ukrainiennes étaient suffisantes pour prévenir toute dissémination du virus de la PPA."<sup>1751,1752</sup> Cependant, l'Union européenne n'explique ni dans sa deuxième communication écrite, ni dans ses réponses aux questions du Groupe spécial, en quoi les conditions pertinentes sont similaires ou identiques entre la situation qui existait en Ukraine en 2012 et la situation dans l'Union européenne au moment de l'établissement du présent Groupe spécial.

7.1371. La Russie ne conteste pas cette assertion ni ne présente d'arguments en ce qui concerne ce cas de discrimination allégué.

<sup>1746</sup> Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 262.

<sup>1747</sup> Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 272.

<sup>1748</sup> Voir plus haut la section 7.3.6.

<sup>1749</sup> L'Organe d'appel a indiqué ce qui suit: "Toutefois, nous rappelons que, dans le cadre de l'affaire *États-Unis – Fils de coton*, l'Organe d'appel a dit – lorsqu'il examinait une détermination relative à une mesure de sauvegarde dans le domaine des textiles – qu'on ne pouvait attendre d'un Membre qu'il examine des "éléments de preuve qui n'existaient pas et qui, par conséquent, n'auraient absolument pas pu être pris en compte lorsque le Membre a établi sa détermination. (...) En conséquence, un groupe spécial ne doit pas prendre en compte des éléments de preuve qui n'existaient pas à ce moment-là". (Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Fils de coton*, paragraphes 77 et 78 (italique dans l'original; note de bas de page omise)) Nous notons également que l'Organe d'appel a dit, dans le cadre de l'affaire *CE – Sardines*, que "[l]e stade du réexamen intérimaire n'[était] pas un moment approprié pour présenter de nouveaux éléments de preuve". (Rapport de l'Organe d'appel *CE – Sardines*, paragraphe 301)". Rapport de l'Organe d'appel *CE – Certaines questions douanières*, paragraphe 188.

<sup>1750</sup> Rapport de l'Organe d'appel *CE – Certaines questions douanières*, paragraphe 188.

<sup>1751</sup> (note de bas de page de l'original) Communiqué de presse, Service fédéral russe de surveillance vétérinaire et phytosanitaire, 2 août 2012, <http://www.fsvps.ru/fsvps/news/5049.html> (pièce EU-165).

<sup>1752</sup> Deuxième communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 139.

7.1372. Comme nous l'avons indiqué plus haut au paragraphe 7.1312, pour déterminer si des conditions similaires existent dans l'Union européenne et en Ukraine en ce qui concerne le commerce des produits en cause, nous examinerons la présence de la PPA sur chaque territoire et les risques qu'elle présente.

7.1373. La seule pièce que l'Union européenne fournit pour étayer l'existence de la PPA en Ukraine en 2012 est un communiqué de presse du FSVPS faisant référence à une lettre du chef adjoint de ce service à l'intention du président du service vétérinaire et phytosanitaire national de l'Ukraine.<sup>1753</sup> Cette lettre fait référence à "des restrictions volontaires à l'exportation d'animaux sensibles à la peste porcine africaine en rapport avec l'apparition de foyers de la maladie dans le village de Kamyshevotka, district de Primorsk, dans la région ukrainienne de Zaporijia". Cela démontre la présence de la PPA sur le territoire de la région ukrainienne de Zaporijia.

7.1374. Toutefois, nous estimons que l'Union européenne ne fournit aucune sorte d'élément de preuve à l'appui des caractéristiques particulières de la présence de la PPA dans cette région. De plus, elle ne formule aucune sorte d'argument expliquant en quoi les conditions qui existaient en Ukraine en 2012 sont similaires ou identiques à celles qui existaient dans l'Union européenne au moment de l'établissement du Groupe spécial. L'Union européenne semble considérer, sans indication claire à cet égard, que les arguments qu'elle a formulés dans sa première communication écrite en ce qui concerne le deuxième cas de discrimination sont applicables à la situation relative aux importations des produits en cause en provenance de l'Ukraine en 2012.

7.1375. Les failles et lacunes de l'argumentation de l'Union européenne limitent dans une large mesure notre capacité d'effectuer la comparaison entre les conditions pertinentes en Ukraine en 2012 et celles qui existaient dans l'Union européenne au moment de l'établissement du Groupe spécial<sup>1754</sup> afin de déterminer si ces conditions sont similaires ou identiques. En l'absence d'une telle évaluation, nous ne sommes pas en mesure de procéder au reste de l'examen en vertu de la première phrase de l'article 2:3 en ce qui concerne la deuxième situation de discrimination.

7.1376. Sur la base de ce qui précède, nous estimons que l'Union européenne n'a pas fourni d'éléments de preuve et d'arguments suffisants pour nous permettre de déterminer que les conditions pertinentes étaient identiques ou similaires en Ukraine en 2012 et dans l'Union européenne au moment de l'établissement du présent Groupe spécial<sup>1755</sup>, aux fins de la première phrase de l'article 2:3 de l'Accord SPS.

#### **7.7.3.5.5 Troisième situation de discrimination: traitement des importations en provenance d'Ukraine entre les 15 et 30 janvier 2014**

##### **7.7.3.5.5.1 Question de savoir si des conditions identiques ou similaires existent en Ukraine et dans l'Union européenne et si le traitement accordé par la Russie aux importations en provenance d'Ukraine en 2014 établit une discrimination arbitraire ou injustifiable par rapport au traitement accordé aux importations en provenance de l'Union européenne**

7.1377. La troisième situation de discrimination à laquelle l'Union européenne fait référence découle de l'acceptation par la Russie de la régionalisation appliquée dans la région de Lugansk en Ukraine entre les 15 et 30 janvier 2014. Selon l'Union européenne, le 15 janvier 2014, la Russie a annoncé une interdiction visant le commerce en provenance de la région de Lugansk, tout en acceptant les produits du porc en provenance du reste de l'Ukraine. Cette interdiction a été notifiée à l'OMC le 21 janvier 2014.<sup>1756</sup> L'Union européenne considère que des conditions identiques ou similaires existaient dans l'Union européenne et en Ukraine, parce que la présence du virus de la PPA sur les deux territoires était la caractéristique pertinente ayant déclenché les prohibitions à l'importation imposées par la Russie.<sup>1757</sup>

<sup>1753</sup> Communiqué de presse, Service fédéral russe de surveillance vétérinaire et phytosanitaire, 2 août 2012, <http://www.fsvps.ru/fsvps/news/5049.html> (pièce EU-165).

<sup>1754</sup> Voir plus haut la section 7.3.6.

<sup>1755</sup> Voir plus haut la section 7.3.6.

<sup>1756</sup> Voir G/SPS/N/RUS/46 (pièce EU-6).

<sup>1757</sup> Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphes 300 à 305; et deuxième communication écrite de l'Union européenne, paragraphes 140 à 142.

7.1378. La Russie souligne que l'allégation de l'Union européenne est fondée sur une situation qui n'existait plus au moment de l'établissement du Groupe spécial, et se concentre sur le caractère justifié de tout traitement différent qu'elle a accordé aux importations en provenance d'Ukraine durant ces deux semaines.<sup>1758</sup>

7.1379. Comme nous l'avons indiqué plus haut au paragraphe 7.1312, pour déterminer si des conditions similaires existent dans l'Union européenne et en Ukraine en ce qui concerne le commerce des produits en cause, nous examinons la présence de la PPA sur chaque territoire et les risques qu'elle présente. L'Union européenne a fait référence à la notification adressée à l'OMC de l'interdiction d'importer les produits en cause en provenance d'Ukraine imposée par la Russie. Prise conjointement avec d'autres pièces présentées par les parties, cette notification constitue un élément de preuve de la présence de la PPA sur le territoire de l'Ukraine le 15 janvier 2014. Comme cela a été indiqué par l'Union européenne, admis par la Russie et confirmé par les éléments versés au dossier, la réaction initiale de la Russie à l'apparition de ce foyer a été d'imposer une interdiction limitée aux produits originaires de la région de Lugansk.<sup>1759</sup> Celle-ci était la seule région alors affectée par la PPA. Deux semaines plus tard, la Russie a réévalué cette mesure et a imposé une nouvelle interdiction, qui n'apparaît pas dans le dossier du Groupe spécial comme ayant été notifiée à l'OMC, et qui s'appliquait aux produits en provenance de l'ensemble du territoire de l'Ukraine.

7.1380. En outre, il ressort clairement du dossier que, à compter du 25 janvier 2015, la Russie a imposé une interdiction d'importer les produits en cause en provenance de Lituanie. De plus, deux jours plus tard, elle a notifié à l'Union européenne qu'elle n'accepterait plus les certificats vétérinaires attestant que l'ensemble de l'Union européenne, à l'exception de la Sardaigne, a été exempt de PPA au cours des trois dernières années. Cette notification, telle qu'elle est décrite plus haut, ainsi que des instructions internes de la Russie et leur mise en application, ont entraîné une interdiction d'importer les produits en cause en provenance de l'ensemble du territoire de l'Union européenne.

7.1381. Lorsque l'on compare ces deux situations, il est manifeste que, durant la brève période de janvier 2014 mentionnée par l'Union européenne, la Russie a initialement réagi à l'apparition du foyer de PPA en Ukraine en reconnaissant immédiatement des régions ou des zones exemptes de PPA en Ukraine, alors qu'elle n'admettait pas cette possibilité pour l'Union européenne.

7.1382. Aux fins de notre analyse, nous devons également comprendre s'il y avait des différences de fond entre les situations au regard de la PPA en Ukraine et dans l'Union européenne, qui établiraient une distinction entre les risques associés à la présence de la PPA sur le territoire de chacun de ces Membres. D'après les descriptions des risques associés à la PPA fournies par les experts, il ne semble pas y avoir de différence importante entre les conditions des risques associés à la présence de la PPA dans ces Membres.

7.1383. Cependant, il nous est difficile de poursuivre notre examen d'une allégation de discrimination sur la base d'un événement qui a duré 15 jours et qui a eu lieu près de 7 mois avant la date de l'établissement du présent Groupe spécial. Il nous est difficile de voir la valeur et l'importance de toutes constatations concernant ces allégations étant donné les faits et circonstances particuliers dont nous sommes saisis, et l'Union européenne ne nous a pas présenté de raisonnement convaincant à cet effet. En conséquence, nous sommes d'avis qu'il convient d'appliquer le principe d'économie jurisprudentielle à ces allégations de discrimination formulées par l'Union européenne au titre de l'article 2:3. La raison en est que le Groupe spécial considère qu'il n'est pas nécessaire d'établir des constatations sur ces éléments des allégations pour que l'ORD puisse faire des recommandations et prendre des décisions suffisamment précises, auxquelles il pourra être donné suite rapidement, "pour que le [ ] différend[s] [soit] résolu [ ] efficacement".<sup>1760</sup>

<sup>1758</sup> Voir la deuxième communication écrite de la Russie, paragraphes 138 à 169; voir aussi la réponse de la Russie à la question n° 166 du Groupe spécial, paragraphe 340.

<sup>1759</sup> Voir la première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 302; la première communication écrite de la Russie, paragraphe 325; et le document G/SPS/N/RUS/46 (pièce EU-6).

<sup>1760</sup> Rapport de l'Organe d'appel *Australie – Saumons*, paragraphe 223.

### 7.7.3.5.6 Conclusion sur les allégations au titre de la première phrase de l'article 2:3 de l'Accord SPS

7.1384. Le Groupe spécial a constaté que les mesures de la Russie visant les importations des produits en cause en provenance de l'Union européenne (y compris celles qui sont imposées sur les importations en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne, ainsi que du reste de l'Union européenne) établissent une discrimination arbitraire ou injustifiable s'agissant du commerce intérieur des produits en cause et des importations des produits en cause en provenance de l'Union européenne.

### 7.7.3.6 Deuxième phrase de l'article 2:3 de l'Accord SPS

7.1385. Ayant constaté que les mesures en cause établissaient une discrimination arbitraire ou injustifiable, nous portons maintenant notre attention sur la deuxième phrase de l'article 2:3 pour examiner si les mesures ont été appliquées de façon à constituer une restriction déguisée au commerce. Nous faisons observer que cette phrase contient une obligation qui n'est pas subordonnée à une constatation de discrimination arbitraire ou injustifiable. Autrement dit, les obligations énoncées dans les première et deuxième phrases de l'article 2:3 ne sont pas de nature cumulative. Néanmoins, elles sont étroitement liées.

#### 7.7.3.6.1 "restriction déguisée au commerce international"

7.1386. L'expression "restriction déguisée au commerce international" a été interprétée par un groupe spécial pour la première fois, dans le contexte de l'article 2:3 de l'Accord SPS, dans l'affaire *Inde – Produits agricoles*. Le Groupe spécial chargé de cette affaire s'est appuyé sur des observations antérieures formulées par l'Organe d'appel dans le contexte de l'article 5:5 de l'Accord SPS. Outre l'article 5:5 de l'Accord SPS, d'autres indications peuvent être tirées d'interprétations antérieures faites dans le cadre d'une analyse du texte introductif de l'article XX du GATT de 1994, qui contient un libellé similaire. En ce qui concerne le sens de l'expression "restriction déguisée au commerce international", l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Essence* a indiqué que cette notion, telle qu'elle était énoncée dans le texte introductif de l'article XX du GATT de 1994, "compre[n]ait la discrimination déguisée dans le commerce international".<sup>1761</sup> Plus précisément, l'Organe d'appel a constaté ce qui suit: "la "restriction déguisée", quels que soient les autres éléments qu'elle comprend, peut être interprétée correctement comme englobant les restrictions qui équivalent à une discrimination arbitraire ou injustifiable".<sup>1762</sup>

7.1387. Le Groupe spécial *Inde – Produits agricoles* a appliqué le même raisonnement dans son interprétation de l'expression "restriction déguisée au commerce international" figurant à l'article 2:3 de l'Accord SPS, et a indiqué que ces termes "compre[n]aient les mesures qui constitu[aient] une discrimination arbitraire ou injustifiable".<sup>1763</sup>

7.1388. Le Groupe spécial *États-Unis – Animaux* a indiqué ce qui suit:

Nous ne voyons aucune raison de nous écarter de l'approche susmentionnée dans notre évaluation des allégations de l'Argentine dans le présent différend. Par conséquent, nous considérons qu'une constatation selon laquelle les mesures des États-Unis entraînent une discrimination arbitraire ou injustifiable impliquerait nécessairement de constater qu'elles sont appliquées de façon à constituer une restriction déguisée au commerce international.<sup>1764</sup>

7.1389. Nous souscrivons à l'approche suivie par les Groupes spéciaux *Inde – Produits agricoles* et *États-Unis – Animaux* en ce qui concerne la relation entre une constatation de discrimination arbitraire ou injustifiable et une constatation de restriction déguisée au commerce international, au titre de l'article 2:3.

<sup>1761</sup> Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Essence*, page 28.

<sup>1762</sup> Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Essence*, page 28.

<sup>1763</sup> Rapport du Groupe spécial *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 7.476.

<sup>1764</sup> Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.575.



7.1390. De plus, nous rappelons que, dans l'affaire *Australie – Saumons*, l'Organe d'appel a dit que, lorsqu'il était constaté qu'une mesure SPS n'était pas établie sur la base d'une évaluation des risques, tout portait à croire que la mesure "n'[avait] pas réellement pour objet de protéger la santé ou la vie des personnes et des animaux ou de préserver les végétaux, mais qu'il s'agi[ssait] plutôt d'une restriction au commerce ayant l'apparence d'une mesure SPS, autrement dit d'une "restriction déguisée au commerce international". L'Organe d'appel a en outre tenu compte de la différence de traitement associé à un certain risque entre la circulation intérieure des produits sur le territoire d'un Membre et le traitement accordé aux importations des mêmes produits.

7.1391. Nous avons constaté plus haut que les mesures SPS de la Russie en cause n'avaient pas été établies sur la base d'une évaluation des risques conformément à l'article 5:1 de l'Accord SPS, et ne bénéficiaient pas d'une justification provisoire au titre de l'article 5:7 de l'Accord SPS.<sup>1765</sup> Nous convenons que l'absence d'une évaluation des risques pour les mesures SPS en cause en l'espèce étaye encore l'idée qu'elles constituent des restrictions déguisées au commerce international.

7.1392. Ayant constaté que les mesures de la Russie en cause établissaient une discrimination arbitraire ou injustifiable s'agissant du commerce intérieur des produits en cause et des importations de ces produits, et qu'elles n'avaient pas été établies sur la base d'une évaluation des risques, nous constatons que ces mesures sont appliquées de façon à constituer une restriction déguisée au commerce international. Par conséquent, les mesures en cause sont incompatibles avec la deuxième phrase de l'article 2:3 de l'Accord SPS.

#### **7.7.3.7 Conclusion sur l'allégation de l'Union européenne au titre de l'article 2:3 de l'Accord SPS**

7.1393. Sur la base de ce qui précède, le Groupe spécial conclut que les mesures de la Russie concernant la PPA sont incompatibles avec la première phrase de l'article 2:3 de l'Accord SPS car elles établissent une discrimination arbitraire et injustifiable entre des Membres où existent des conditions identiques ou similaires. Nous constatons également que les mesures de la Russie concernant la PPA sont incompatibles avec la deuxième phrase de l'article 2:3 car elles sont appliquées de façon à constituer une restriction déguisée au commerce international.

### **7.7.4 Allégation de l'Union européenne au titre de l'article 5:5 de l'Accord SPS**

#### **7.7.4.1 Principaux arguments des parties**

##### **7.7.4.1.1 Union européenne**

7.1394. L'Union européenne soutient que la Russie a adopté ses propres "niveaux appropriés" de protection sanitaire contre les risques pour la santé ou la vie des animaux. Faute d'une déclaration claire de la Russie concernant les niveaux de protection qu'elle juge appropriés, ces niveaux de protection devraient être inférés des mesures appliquées par la Fédération de Russie aux produits de production nationale en rapport avec le risque de PPA et des mesures appliquées par la Fédération de Russie aux produits de l'Union européenne en cause.<sup>1766</sup>

7.1395. L'Union européenne souligne que les mesures de la Russie concernant les produits de l'Union européenne sont bien plus strictes que celles qui sont appliquées à la circulation intérieure des produits nationaux associés au risque de PPA en Russie. Elle fait valoir que, en outre, la Russie n'a pas pris, au niveau national, des mesures efficaces pour éradiquer et contenir le virus de la PPA. De l'avis de l'Union européenne, il s'ensuit que le niveau de protection jugé approprié par la Russie en ce qui concerne les produits d'origine nationale est assez faible, alors que le niveau de protection jugé approprié par la Russie en ce qui concerne les produits de l'Union européenne en cause est très élevé.<sup>1767</sup>

7.1396. De l'avis de l'Union européenne, tant que la transmission de la PPA par la voie de produits d'origine nationale et la transmission par la voie de produits de l'Union européenne sont

<sup>1765</sup> Voir plus haut les paragraphes 7.720 et 7.1199.

<sup>1766</sup> Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 326.

<sup>1767</sup> Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphes 328 et 329. Voir aussi la deuxième communication écrite de l'Union européenne, paragraphes 144 et 150 à 153.

considérées comme des situations distinctes, la Russie enfreint les dispositions de l'article 5:5, en appliquant des niveaux de protection différents sans aucune justification.<sup>1768</sup> L'Union européenne souligne que, dans la présente affaire, les situations sont "comparables" en ce sens qu'elles portent sur le même virus et les mêmes effets sur la santé.<sup>1769</sup>

7.1397. L'Union européenne estime que les différences présentées par les mesures de la Russie sont arbitraires et injustifiables. Elle fait valoir que les notifications adressées par la Russie à l'OMC au sujet des interdictions visant les importations en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne sont imprécises, contradictoires et témoignent d'une interprétation profondément erronée du Code terrestre. Selon l'Union européenne, non seulement les mesures de la Russie ne sont pas "conformes aux" normes internationales ni "fondées sur" ces normes, mais elles vont à l'encontre des normes pertinentes de l'OIE. De plus, la Russie n'a procédé à aucune évaluation des risques. Par conséquent, l'Union européenne estime que les mesures en cause devraient être considérées comme équivalant à une restriction déguisée au commerce international, incompatible avec les dispositions de l'article 5:5 de l'Accord SPS.<sup>1770</sup> En outre, l'infraction à l'article 5:5 entraîne une infraction corollaire à l'article 2:3 de l'Accord SPS.<sup>1771</sup>

7.1398. Par ailleurs, l'Union européenne estime que, aux fins des allégations au titre de l'article 5:5, la discrimination concernant le Bélarus est également pertinente.<sup>1772</sup>

#### 7.7.4.1.2 Russie

7.1399. En ce qui concerne les interdictions d'importer les produits en cause en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne, la Russie fait valoir que l'Union européenne confond les concepts de "niveau approprié de protection" et de "mesure". Selon elle, un Membre peut adopter un niveau approprié de protection élevé avec pour objectif de prévenir l'entrée ou la dissémination d'une maladie. Un Membre peut ensuite chercher à atteindre cet objectif au moyen de divers instruments juridiques et de mesures de prévention et d'éradication prises sur le terrain par différentes entités et organisations gouvernementales et privées. La Russie explique que la question de savoir si son niveau approprié de protection est "élevé" ou "faible" doit être appréciée au regard du niveau acceptable de risque exprimé par le but et l'objectif de ses mesures, et le fait qu'il peut exister des circonstances dans lesquelles l'objectif n'a pas été atteint n'amoindrit pas ni ne diminue l'objectif lui-même.<sup>1773</sup>

7.1400. La Russie dit appliquer le même niveau approprié de protection aux porcins vivants et produits du porc importés en provenance des États membres de l'UE infectés qu'à ces produits dans les zones intérieures infectées par la PPA. Il n'y a pas de distinctions *de jure* ou *de facto* s'agissant du niveau approprié de protection. La Russie reconnaît le principe de la régionalisation et l'applique aussi bien aux produits nationaux qu'aux produits importés après l'apparition d'un foyer de PPA. Les mesures qu'elle applique à l'Estonie, à la Lettonie, à la Lituanie et à la Pologne sont conformes aux normes internationales, ou fondées sur ces normes, et sont présumées être compatibles avec les dispositions pertinentes de l'Accord SPS (y compris les articles 5:1 et 2:2 relatifs à l'évaluation des risques) et du GATT de 1994. De plus, le service vétérinaire russe a engagé une discussion "transparente et ouverte" avec le service vétérinaire de l'Union européenne, et les mesures de la Russie ont entraîné de très importantes pertes pour ses producteurs de viande de porc. La Russie est l'un des nombreux Membres à estimer que les importations de viande de porc en provenance des États membres de l'UE infectés présentent un risque et à avoir imposé des restrictions à l'échelle des pays (Chine, Corée du Sud, Japon, Singapour, Taipei chinois et Ukraine). À titre subsidiaire, toutes distinctions alléguées entre le traitement accordé par la Russie aux produits nationaux et celui qu'elle accorde aux produits en provenance de l'Union européenne ne sont pas arbitraires ou injustifiées, et n'entraînent pas de discrimination ni de restriction déguisée au commerce international.

<sup>1768</sup> Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 327.

<sup>1769</sup> Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 330.

<sup>1770</sup> Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 331. Voir aussi la deuxième communication écrite de l'Union européenne, paragraphes 143 à 149.

<sup>1771</sup> Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 332.

<sup>1772</sup> Deuxième communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 154.

<sup>1773</sup> Première communication écrite de la Russie, paragraphe 248.

7.1401. En ce qui concerne l'interdiction à l'échelle de l'UE, la Russie soutient que l'Union européenne n'a pas établi que le respect provisoire, par la Russie, des certificats vétérinaires convenus établissait une discrimination arbitraire ou injustifiable entre les autres États membres de l'UE et la Russie. Étant donné que ce respect provisoire est justifié au titre de l'article 5:7, l'Union européenne n'a étayé ses allégations au titre d'aucune disposition de l'article 5, y compris de l'article 5:5.<sup>1774</sup>

#### 7.7.4.2 Analyse du Groupe spécial

7.1402. L'article 5:5 de l'Accord SPS prescrit la non-discrimination dans la gestion des risques pour la santé ou la vie des personnes et des animaux ou pour la préservation des végétaux. Il faut démontrer trois éléments cumulatifs pour établir une incompatibilité avec l'article 5:5: i) le Membre imposant la mesure incriminée a adopté ses propres niveaux appropriés de protection sanitaire contre les risques pour la santé ou la vie [des personnes] dans plusieurs situations différentes; ii) ces niveaux de protection présentent des différences ("distinctions") arbitraires ou injustifiables dans le traitement des situations différentes; et iii) les différences arbitraires ou injustifiables entraînent une discrimination ou une restriction déguisée au commerce international.<sup>1775</sup>

7.1403. Dans la section 7.7.2 plus haut, nous avons examiné la relation entre les articles 2:3 et 5:5 de l'Accord SPS. Nous avons indiqué que l'Organe d'appel avait constaté que ces dispositions étaient étroitement liées.<sup>1776</sup> Elles énoncent toutes deux des obligations de non-discrimination et condamnent les restrictions déguisées au commerce international. L'article 2:3 a un caractère plus général que l'article 5:5. Une violation de l'article 2:3 n'impliquera pas nécessairement une violation de l'article 5:5<sup>1777</sup>, et l'existence d'une discrimination arbitraire ou injustifiable au sens de la première phrase de l'article 2:3 peut être constatée sans qu'il soit nécessaire de procéder à un examen au titre de l'article 5:5.<sup>1778</sup>

7.1404. Dans l'affaire *Argentine – Mesures à l'importation*, l'Organe d'appel a fait observer ce qui suit:

L'Organe d'appel a expliqué que le principe d'économie jurisprudentielle "permett[ait] à un groupe spécial de s'abstenir de formuler des constatations multiples selon lesquelles la même mesure [était] incompatible avec différentes dispositions lorsqu'une seule constatation d'incompatibilité ou un certain nombre de telles constatations suffiraient à régler le différend".<sup>1779</sup> Ainsi, les groupes spéciaux ne doivent traiter que les allégations "qui doivent l'être pour résoudre la question en cause dans le différend"<sup>1780</sup>, et ils "peuvent s'abstenir de se prononcer sur chaque allégation pour autant que cela ne conduise pas à "régler ... partiellement la question".<sup>1781</sup> Néanmoins, l'Organe d'appel a prévenu que "[n]e régler que partiellement la question en cause ne représenterait pas une véritable économie jurisprudentielle" et que "[u]n groupe spécial [devait] examiner les allégations au sujet desquelles il [était] nécessaire d'établir une constatation pour que l'ORD puisse faire des recommandations et prendre des décisions suffisamment précises,

<sup>1774</sup> Première communication écrite de la Russie, paragraphes 382 et 409. Voir aussi la réponse de la Russie à la question n° 129 du Groupe spécial, paragraphes 240 et 241; la réponse de la Russie à la question n° 154 du Groupe spécial, paragraphe 277; et la deuxième communication écrite de la Russie, paragraphes 204 et 205.

<sup>1775</sup> Rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphe 214.

<sup>1776</sup> Rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphe 212.

<sup>1777</sup> Rapport du Groupe spécial *Australie – Saumons*, paragraphe 8.109.

<sup>1778</sup> Rapport de l'Organe d'appel *Australie – Saumons*, paragraphe 252; et rapport du Groupe spécial *États-Unis – Volaille (Chine)*, paragraphe 7.318.

<sup>1779</sup> (note de bas de page de l'original) Rapport de l'Organe d'appel *Canada – Exportations de blé et importations de grains*, paragraphe 133. (italique dans l'original)

<sup>1780</sup> (note de bas de page de l'original) Rapports de l'Organe d'appel *États-Unis – Chemises et blouses de laine*, page 23; *États-Unis – Thon II (Mexique)*, paragraphe 403.

<sup>1781</sup> (note de bas de page de l'original) Rapports de l'Organe d'appel *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 732; *États-Unis – Thon II (Mexique)*, paragraphe 404.

auxquelles le Membre pourra donner suite rapidement, "pour que les différends soient résolus efficacement dans l'intérêt de tous les Membres"<sup>1782,1783</sup>.

7.1405. Dans l'affaire *Argentine – Mesures à l'importation*, l'Organe d'appel a également fait observer ce qui suit:

À notre avis, le fait que deux dispositions ont un "champ d'application et [une] teneur" différents n'implique pas, en lui-même et à lui seul, qu'un groupe spécial doit examiner chacune des allégations au titre de ces dispositions. De fait, si tel était le cas, un groupe spécial ne serait en mesure d'appliquer le principe d'économie jurisprudentielle à une allégation que dans des circonstances extrêmement rares. Comme l'Organe d'appel l'a expliqué dans des différends antérieurs, ce qui devrait guider les groupes spéciaux dans leur décision d'appliquer le principe d'économie jurisprudentielle c'est la nécessité d'examiner toutes les allégations sur lesquelles ils doivent nécessairement se prononcer pour régler le différend de manière à éviter un règlement partiel.<sup>1784</sup>

7.1406. À la lumière de ces indications, nous jugeons approprié d'appliquer le principe d'économie jurisprudentielle en ce qui concerne les allégations de l'Union européenne au titre de l'article 5:5 de l'Accord SPS. La raison en est que nous avons déjà formulé des constatations au sujet des arguments de l'Union européenne concernant la discrimination au titre des première et deuxième phrases de l'article 2:3. Comme l'Organe d'appel l'a indiqué, "[l']article 5:5, lorsqu'il est lu conjointement avec l'article 2:3, peut être considéré comme traçant et jalonnant une voie menant à la même destination que celle qui est définie dans ce dernier".<sup>1785</sup> Ainsi, dans le contexte du présent différend en particulier, nous considérons que nos constatations au titre de l'article 2:3 suffisent pour apporter une solution aux questions de discrimination soulevées par l'Union européenne.

7.1407. En outre, nous avons formulé un certain nombre de constatations au titre d'autres dispositions de l'Accord SPS qui appuient notre recommandation à l'ORD de demander à la Russie de rendre les mesures en cause conformes à ses obligations au titre de l'Accord SPS. À notre avis, nos constatations dans leur totalité, résolvent la question en cause dans le présent différend. Nous considérons donc que nous n'appliquons pas de manière erronée le principe d'économie jurisprudentielle, et que nous ne réglons pas le présent différend de façon partielle.

7.1408. S'il est fait appel du présent rapport et si l'Organe d'appel devait ne pas souscrire à notre approche, nous avons formulé des constatations de fait concernant le niveau de protection jugé approprié par la Russie et à l'appui de nos constatations selon lesquelles les mesures en cause violent les première et deuxième phrases de l'article 2:3. À notre avis, ces constatations de fait fourniraient à l'Organe d'appel une base pour compléter son analyse au titre de l'article 5:5.

<sup>1782</sup> (note de bas de page de l'original) Rapport de l'Organe d'appel *Australie – Saumons*, paragraphe 223. (notes de bas de page omises) Par exemple, dans l'affaire *Australie – Saumons*, l'Organe d'appel a considéré que le fait que le Groupe spécial avait formulé des constatations de violation de l'article 5:1 de l'Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires (Accord SPS) pour ce qui était de certains saumons canadiens sans formuler de constatations au titre de l'article 5:5 et 5:6 de l'Accord SPS ne permettrait pas à l'ORD de faire des recommandations et de prendre des décisions suffisamment précises pour permettre à l'Australie de s'acquitter de ses obligations au titre de l'Accord SPS. (*Ibid.*, paragraphe 224) Il est parvenu à une conclusion similaire dans l'affaire *CE – Subventions à l'exportation de sucre*, dans laquelle il a expliqué que les constatations au titre des articles 3 et 8 de l'Accord sur l'agriculture n'étaient pas suffisantes pour "régler pleinement" le différend parce que, en s'abstenant de se prononcer sur les allégations au titre de l'article 3 de l'Accord SMC, le Groupe spécial avait écarté la possibilité qu'une voie de recours devienne accessible, en application de l'article 4.7 de l'Accord SMC, dans le cas où il aurait rendu une constatation d'incompatibilité au titre de l'article 3 de l'Accord SMC. (Rapport de l'Organe d'appel *CE – Subventions à l'exportation de sucre*, paragraphe 335)

<sup>1783</sup> Rapports de l'Organe d'appel *Argentine – Mesures à l'importation*, paragraphe 5.190.

<sup>1784</sup> Rapports de l'Organe d'appel *Argentine – Mesures à l'importation*, paragraphe 5.194.

<sup>1785</sup> Rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphe 212.

## 7.8 Allégations au titre de l'article 7 et de l'Annexe B de l'Accord SPS

### 7.8.1 Principaux arguments des parties

#### 7.8.1.1 Union européenne

7.1409. L'Union européenne allègue que les mesures visant la Lituanie sont incompatibles avec les obligations découlant pour la Russie de l'article 7 et des paragraphes 1, 2, 5 et 6 de l'Annexe B de l'Accord SPS, parce que certaines mesures en cause ont été prises par la Russie à l'égard de la Lituanie le 25 janvier 2014 (FS-EN-8/1032), mais n'ont été notifiées à l'OMC que le 10 février 2014, soit 16 jours après qu'elles ont été imposées.<sup>1786</sup> L'Union européenne fait aussi valoir en ce qui concerne l'interdiction à l'échelle de l'UE, que la Russie ne l'a ni publiée ni notifiée à l'OMC.<sup>1787</sup> De plus, l'Union européenne affirme que la Russie n'a également notifié l'interdiction frappant les produits en cause en provenance de Lettonie que le 16 juillet 2014, plus de deux semaines après son imposition intervenue le 27 juin 2014.<sup>1788</sup>

7.1410. Pour ce qui est de l'interdiction concernant la Lituanie, l'Union européenne fait valoir que la Russie n'a pas immédiatement notifié aux autres Membres, par l'intermédiaire du Secrétariat de l'OMC, les produits visés, en indiquant brièvement l'objectif et la raison d'être de la réglementation, y compris la nature du problème urgent. Elle fait aussi valoir que la Russie n'a pas fourni le texte de la réglementation aux autres Membres pour leur permettre de présenter leurs observations par écrit, qu'elle n'a pas discuté de ces observations si demande lui en était faite, ni tenu compte de ces observations et des résultats de ces discussions, et qu'il a fallu plus de deux semaines à la Russie pour notifier la mesure à l'OMC après son adoption.<sup>1789</sup>

#### 7.8.1.2 Russie

7.1411. La Russie fait valoir qu'elle a dûment notifié les mesures affectant la Lituanie.<sup>1790</sup> Elle fait valoir qu'elle a immédiatement adressé une notification à l'Union européenne, par courrier et par téléphone, concernant les restrictions à l'importation temporaires visant les exportations en provenance de Lituanie qui ont été mises en œuvre le 25 janvier 2014.<sup>1791</sup> S'agissant de l'interdiction à l'échelle de l'UE, la Russie fait valoir que l'Union européenne n'a pas établi que cette interdiction constituait une mesure assujettie aux prescriptions de l'article 7 et de l'Annexe B de l'Accord SPS.<sup>1792</sup>

### 7.8.2 Analyse du Groupe spécial

#### 7.8.2.1 Introduction

7.1412. Le Groupe spécial souligne que la transparence est d'une importance fondamentale pour le fonctionnement du système commercial multilatéral. Nous convenons avec le Comité SPS que le terme "transparence" est employé dans le contexte de l'OMC pour désigner l'un des principes fondamentaux de ses Accords: faire en sorte que les politiques, les règles et les réglementations commerciales des Membres atteignent un plus haut degré de clarté, de prévisibilité et d'information.<sup>1793</sup>

7.1413. Pour examiner les allégations de l'Union européenne relatives à la transparence au titre de l'article 7 et de l'Annexe B de l'Accord SPS, le Groupe spécial reproduira tout d'abord les dispositions juridiques pertinentes, ensuite il fournira un résumé du critère juridique applicable s'agissant de ces dispositions. Après avoir précisé le critère juridique, le Groupe spécial examinera

<sup>1786</sup> Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 349.

<sup>1787</sup> Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 350. Voir aussi la réponse de l'Union européenne à la question n° 201 du Groupe spécial, paragraphe 391.

<sup>1788</sup> Deuxième communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 191.

<sup>1789</sup> Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 353.

<sup>1790</sup> Première communication écrite de la Russie, paragraphes 442 et 443.

<sup>1791</sup> Première communication écrite de la Russie, paragraphe 443, citant la lettre de la Russie à l'Union européenne du 25 janvier 2014, FS-EN-8/1023 (pièce RUS-28).

<sup>1792</sup> Première communication écrite de la Russie, paragraphe 446.

<sup>1793</sup> G/SPS/7/Rev.3, paragraphe 1.

les allégations de l'Union européenne concernant les interdictions d'importer les produits en cause en provenance de Lituanie, puis l'interdiction à l'échelle de l'UE.

### **7.8.2.2 Dispositions juridiques pertinentes**

7.1414. L'article 7 de l'Accord SPS dispose ce qui suit:

Les Membres notifieront les modifications de leurs mesures sanitaires ou phytosanitaires et fourniront des renseignements sur ces mesures conformément aux dispositions de l'Annexe B.

7.1415. Les dispositions pertinentes de l'Annexe B de l'Accord SPS prévoient ce qui suit:

#### *Publication des réglementations*

1. Les Membres feront en sorte que toutes les réglementations sanitaires et phytosanitaires<sup>5</sup> qui auront été adoptées soient publiées dans les moindres délais de manière à permettre aux Membres intéressés d'en prendre connaissance.

2. Sauf en cas d'urgence, les Membres ménageront un délai raisonnable entre la publication d'une réglementation sanitaire ou phytosanitaire et son entrée en vigueur, afin de laisser aux producteurs des Membres exportateurs, en particulier des pays en développement Membres, le temps d'adapter leurs produits et méthodes de production aux exigences du Membre importateur.

...

#### *Procédures de notification*

5. Chaque fois qu'il n'existera pas de norme, directive ou recommandation internationale, ou que la teneur d'une réglementation sanitaire ou phytosanitaire projetée ne sera pas en substance la même que celle d'une norme, directive ou recommandation internationale, et si la réglementation peut avoir un effet notable sur le commerce d'autres Membres, les Membres:

a) publieront un avis sans tarder de manière à permettre aux Membres intéressés de prendre connaissance du projet d'adoption d'une réglementation déterminée;

b) notifieront aux autres Membres, par l'intermédiaire du Secrétariat, les produits qui seront visés par la réglementation, en indiquant brièvement l'objectif et la raison d'être de la réglementation projetée. Ces notifications seront faites sans tarder, lorsque des modifications pourront encore être apportées et que les observations pourront encore être prises en compte;

c) fourniront, sur demande, aux autres Membres le texte de la réglementation projetée et, chaque fois que cela sera possible, identifieront les éléments qui diffèrent en substance des normes, directives ou recommandations internationales;

d) ménageront, sans discrimination, un délai raisonnable aux autres Membres pour leur permettre de présenter leurs observations par écrit, discuteront de ces observations si demande leur en est faite, et tiendront compte de ces observations et des résultats de ces discussions.

6. Toutefois, dans les cas où des problèmes urgents de protection de la santé se poseront ou menaceront de se poser à un Membre, celui-ci pourra, selon qu'il le jugera nécessaire, omettre telle ou telle des démarches énumérées au paragraphe 5 de la présente annexe à condition de:

a) notifier immédiatement aux autres Membres, par l'intermédiaire du Secrétariat, la réglementation en question et les produits visés, en indiquant brièvement l'objectif et la raison d'être de la réglementation, y compris la nature du (des) problème(s) urgent(s);

b) fournir, sur demande, le texte de la réglementation aux autres Membres;

c) ménager aux autres Membres la possibilité de présenter leurs observations par écrit, discuter de ces observations si demande lui en est faite, et tenir compte de ces observations et des résultats de ces discussions.

<sup>5</sup> Mesures sanitaires et phytosanitaires telles que lois, décrets ou ordonnances d'application générale.

### 7.8.2.3 Critère juridique

#### 7.8.2.3.1 Introduction

7.1416. L'article 7 de l'Accord SPS impose aux Membres l'obligation de notifier les modifications de leurs mesures SPS et de fournir des renseignements sur ces mesures conformément aux dispositions de l'Annexe B dudit accord.<sup>1794</sup> Les dispositions de l'Annexe B se rapportent à la transparence des réglementations SPS, en évoquant la publication des réglementations, les points d'information et les procédures de notification. Ces dispositions devraient être lues conjointement, et une constatation d'incompatibilité avec les dispositions de l'Annexe B entraînerait une incompatibilité avec l'article 7.<sup>1795</sup> Sur cette base, des groupes spéciaux antérieurs ont commencé leur examen des allégations au titre de l'article 7 et de l'Annexe B par l'évaluation des éléments particuliers figurant à l'Annexe B.<sup>1796</sup>

7.1417. Avant d'étudier les éléments particuliers du critère juridique en ce qui concerne les paragraphes pertinents de l'Annexe B de l'Accord SPS, le Groupe spécial rappelle l'attribution de la charge de la preuve dans le contexte des allégations formulées en vertu de l'article 7 et de l'Annexe B. Le Groupe spécial *Japon – Pommes* a constaté que "[l']article 7 de l'Accord SPS exige[ait] que les Membres notifient les "modifications" de leurs mesures SPS".<sup>1797</sup> À cet égard, nous rappelons que pour établir *prima facie* qu'il y a incompatibilité avec l'article 7 et l'Annexe B, chaque fois qu'une allégation est formulée concernant la notification de modifications d'une mesure SPS, non seulement le plaignant devrait formuler les allégations au titre de ces dispositions, mais il devrait aussi fournir des éléments de preuve étayant l'existence des modifications des mesures SPS qui auraient dû être notifiées, ce qui suppose notamment d'expliquer dans quelle mesure les nouvelles réglementations s'écartent des précédentes.<sup>1798</sup>

7.1418. Ayant exposé ces considérations préliminaires, le Groupe spécial entreprend à présent d'examiner le critère juridique en ce qui concerne les obligations pertinentes prévues à l'Annexe B de l'Accord SPS.

#### 7.8.2.3.2 Annexe B

7.1419. Les dispositions de l'Annexe B se rapportent aux prescriptions en matière de publication et de notification. Certaines des obligations applicables qui y sont prévues sont subordonnées aux questions de savoir si la situation présente une quelconque urgence, s'il existe une norme

<sup>1794</sup> Rapports du Groupe spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques*, paragraphe 7.47, sous-paragraphe 85.

<sup>1795</sup> Rapport du Groupe spécial *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 7.741 (faisant référence au rapport du Groupe spécial *Japon – Produits agricoles II*, paragraphe 8.116; et au rapport de l'Organe d'appel *Japon – Produits agricoles II*, paragraphe 108).

<sup>1796</sup> Rapport du Groupe spécial *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 7.741.

<sup>1797</sup> Rapport du Groupe spécial *Japon – Pommes*, paragraphe 8.319. Dans la note de bas de page 425 relative au paragraphe 8.319, ce Groupe spécial a par ailleurs noté ceci: "nous ne pensons pas que les modifications apportées aux instruments juridiques doivent être notifiées dans tous les cas".

<sup>1798</sup> Rapport du Groupe spécial *Japon – Pommes*, paragraphes 8.316 à 8.318.



internationale et si la teneur de la mesure du Membre est en substance la même que celle d'une norme, directive ou recommandation internationale.

7.1420. Nous convenons avec le Groupe spécial *Inde – Produits agricoles* que les "dispositions de l'Annexe B relatives à la transparence s'appliquent seulement aux mesures qui peuvent être considérées comme des "réglementations SPS"<sup>1799</sup>. Ce Groupe spécial a d'autre part indiqué ce qui suit:

L'expression "réglementations SPS" est définie dans la note de bas de page relative à l'Annexe B 1) comme désignant les "mesures [SPS] telles que lois, décrets ou ordonnances d'application générale". L'Organe d'appel dans l'affaire *Japon – Produits agricoles II* a précisé que la note de bas de page relative à l'Annexe B 1) incluait une liste indicative d'instruments, comme l'indiquaient les mots "telles que". Cette liste n'est donc pas exhaustive. L'Organe d'appel a expliqué que le champ d'application de l'expression "réglementation SPS" englobait aussi, outre les "lois, décrets ou ordonnances", d'autres instruments qui étaient "d'application générale" et avaient "un caractère similaire" à celui des instruments explicitement mentionnés dans la liste exemplative figurant dans la note de bas de page relative à l'Annexe B 1).<sup>1800;1801</sup>

7.1421. À titre préliminaire, il est donc nécessaire de déterminer si une mesure relève de l'article 7 et de l'Annexe B, en puisant des indications dans le texte et la note de bas de page de l'Annexe B 1).

#### 7.8.2.3.2.1 Annexe B 1)

7.1422. L'Annexe B 1) oblige les Membres à faire en sorte que les réglementations SPS qu'ils ont adoptées soient publiées dans les moindres délais de manière à permettre aux Membres intéressés d'en prendre connaissance. En plus de constituer une réglementation SPS, pour qu'une mesure soit soumise à l'obligation de publication énoncée à l'Annexe B, i) elle doit avoir "été adoptée"; et ii) elle doit être "d'application générale".<sup>1802</sup>

#### 7.8.2.3.2.2 Annexe B 2)

7.1423. L'Annexe B 2) prescrit aux Membres de ménager, sauf en cas d'urgence, un délai raisonnable entre la publication de la réglementation SPS et son entrée en vigueur.

7.1424. À la Conférence ministérielle de Doha, les Membres ont décidé ce qui suit:

Sous réserve des conditions énoncées au paragraphe 2 de l'Annexe B de l'Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires, l'expression "délai raisonnable" sera interprétée comme signifiant normalement une période qui ne sera pas inférieure à six mois. Il est entendu que les délais concernant des mesures spécifiques doivent être considérés compte tenu des circonstances particulières de la mesure et des actions nécessaires pour la mettre en œuvre. L'entrée en vigueur des mesures qui contribuent à la libéralisation du commerce ne devrait pas être retardée sans nécessité.<sup>1803</sup>

<sup>1799</sup> Rapport du Groupe spécial *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 7.737.

<sup>1800</sup> (note de bas de page de l'original) Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Produits agricoles II*, paragraphe 105. L'Organe d'appel a expliqué en outre ce qui suit:

L'objet et le but du paragraphe 1 de l'Annexe B est de "permettre aux Membres intéressés [de] prendre connaissance" des réglementations sanitaires et phytosanitaires adoptées ou maintenues par d'autres Membres et donc de renforcer la transparence concernant ces mesures. À notre avis, le champ d'application de l'obligation de publication énoncée au paragraphe 1 de l'Annexe B devrait être interprété à la lumière de l'objet et du but de cette disposition.

Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Produits agricoles II*, paragraphe 106.

<sup>1801</sup> Rapport du Groupe spécial *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 7.738.

<sup>1802</sup> Rapport du Groupe spécial *Japon – Produits agricoles II*, paragraphe 8.109.

<sup>1803</sup> WT/MIN(01)/17, paragraphe 3.2. Dans le différend *États-Unis – Cigarettes aux clous de girofle*, l'Organe d'appel a examiné le statut juridique du paragraphe 5.2 de cette décision de la Conférence ministérielle dans le contexte de la détermination de la question de savoir si la définition de l'expression "délai raisonnable" employée à l'article 12.2 de l'Accord OTC constituait une interprétation multilatérale au sens de

7.1425. Pour examiner la compatibilité avec le paragraphe 2 de l'Annexe B, un groupe spécial devrait d'abord déterminer s'il est inapplicable aux circonstances de l'affaire dont il est saisi en raison de l'existence d'un cas d'urgence.<sup>1804</sup> Il faudrait ensuite qu'il examine si la mesure a été publiée dans un délai raisonnable.

#### 7.8.2.3.2.3 Annexe B 5)

7.1426. Conformément à son texte introductif, l'Annexe B 5) s'appliquera lorsque les circonstances ci-après sont réunies: a) lorsqu'il n'existe pas de norme, directive ou recommandation internationale, ou que la teneur de la mesure projetée n'est pas en substance la même que celle d'une norme, directive ou recommandation internationale, et b) si la réglementation peut avoir un effet notable sur le commerce d'autres Membres.<sup>1805</sup>

7.1427. S'agissant du premier élément, le Groupe spécial *Inde – Produits agricoles* a considéré que l'analyse aux fins du texte introductif de l'Annexe B 5) était différente de la détermination du point de savoir si une mesure a été "établie sur la base" d'une norme internationale ou si elle est "conforme à" une telle norme, en application de l'article 3:1 et 3:2 de l'Accord SPS. Dans son raisonnement, ce Groupe spécial a estimé qu'aux fins de son analyse, "en substance la même" signifiait qu'il fallait "qu'il y ait quelque chose qui soit très voisin de l'identité".<sup>1806</sup> Ce Groupe spécial a ajouté que, dans les circonstances de cette affaire, "pour que la teneur d'une réglementation SPS soit "en substance la même" que celle d'une norme internationale, la première [devait] être à tout le moins "établie sur la base de" la seconde, conformément à l'article 3:1 de l'Accord SPS".<sup>1807</sup>

7.1428. S'agissant du second élément, le Groupe spécial *Inde – Produits agricoles* a considéré qu'une interdiction pure et simple visant l'importation en Inde des produits en question constituait la mesure la plus restrictive qu'un Membre puisse prendre en ce qui concerne le commerce, et qu'elle avait donc un effet "notable" sur le commerce.<sup>1808</sup>

7.1429. Nous notons que les Procédures recommandées pour l'exécution des obligations résultant de l'Accord SPS en matière de transparence (article 7), adoptées par le Comité SPS avec effet au 1<sup>er</sup> décembre 2008, encouragent les Membres à notifier toutes les réglementations qui sont fondées sur une norme, directive ou recommandation internationale, y sont conformes ou sont en substance les mêmes que celle-ci, s'il est attendu qu'elles aient un effet notable sur le commerce d'autres Membres. En outre, les Procédures recommandées indiquent ce qui suit:

Aux fins de l'Annexe B, paragraphes 5 et 6, de l'Accord SPS, la notion d'"effet notable sur le commerce d'autres Membres" peut s'entendre de l'effet sur le commerce:

- d'une seule réglementation sanitaire ou phytosanitaire ou de plusieurs réglementations sanitaires ou phytosanitaires conjuguées;
- d'un produit déterminé, d'un groupe de produits ou de produits en général;
- entre deux ou plusieurs Membres.

---

l'article IX:2 de l'Accord sur l'OMC. L'Organe d'appel a conclu que le paragraphe 5.2 ne constituait pas une interprétation multilatérale adoptée conformément à l'article IX:2 de l'Accord sur l'OMC; cependant, il a confirmé la constatation du Groupe spécial selon laquelle il constituait un accord ultérieur intervenu entre les parties, au sens de l'article 31 3) a) de la Convention de Vienne au sujet de l'interprétation de l'expression "délai raisonnable" figurant à l'article 12.2 de l'Accord OTC. Voir le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Cigarettes aux clous de girofle*, paragraphes 247 à 268.

<sup>1804</sup> Rapport du Groupe spécial *Inde – Produits agricoles*, paragraphes 7.752 et 7.753.

<sup>1805</sup> Rapport du Groupe spécial *Japon – Pommes*, paragraphe 8.310. Voir aussi le rapport du Groupe spécial *Inde – Produits agricoles*, paragraphes 7.771 et 7.772.

<sup>1806</sup> Rapport du Groupe spécial *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 7.779. Ce Groupe spécial a établi cette conclusion en se fondant sur l'interprétation donnée par l'Organe d'appel de l'expression "identiques en substance" employée à l'article XXIV:8 a) ii) du GATT de 1994. Rapport de l'Organe d'appel *Turquie – Textiles*, paragraphe 50.

<sup>1807</sup> Rapport du Groupe spécial *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 7.780.

<sup>1808</sup> Rapport du Groupe spécial *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 7.773.

Pour déterminer si la réglementation sanitaire ou phytosanitaire peut avoir un effet notable sur le commerce, le Membre concerné devrait prendre en considération les renseignements pertinents dont il dispose, tels que: la valeur des importations ou l'importance qu'elles présentent à d'autres titres pour les Membres importateurs et/ou exportateurs concernés, qu'il s'agisse d'autres Membres considérés individuellement ou collectivement; le potentiel de développement de ces importations; et les difficultés que le respect des réglementations sanitaires ou phytosanitaires projetées implique pour les producteurs d'autres Membres, en particulier des pays en développement Membres.<sup>1809</sup>

7.1430. Si un groupe spécial s'est assuré que les prescriptions visant l'application de l'Annexe B 5) sont satisfaites, il lui faudra alors examiner si, dans cette affaire particulière, la partie défenderesse s'est conformée aux obligations pertinentes énoncées aux paragraphes a) à d).<sup>1810</sup> Même si les directives du Comité ne contiennent pas d'interprétation juridique ni de modification de l'Accord SPS lui-même, elles peuvent faciliter notre compréhension des obligations incombant aux Membres.<sup>1811</sup>

#### **7.8.2.3.3 Annexe B 6)**

7.1431. Dans les cas où des problèmes urgents de protection de la santé se posent ou menacent de se poser, un Membre peut omettre les démarches prescrites dans l'Annexe B 5) en ce qui concerne des mesures projetées. L'Annexe B 6) impose trois conditions additionnelles qui doivent être remplies pour qu'un Membre puisse tirer parti de cette approche exceptionnelle, à savoir a) notifier immédiatement aux autres Membres, par l'intermédiaire du Secrétariat, la réglementation en question et les produits visés, en indiquant brièvement l'objectif et la raison d'être de la réglementation, y compris la nature du (des) problème(s) urgent(s); b) fournir, sur demande, le texte de la réglementation aux autres Membres; et c) ménager aux autres Membres la possibilité de présenter leurs observations par écrit, discuter de ces observations si demande lui en est faite, et tenir compte de ces observations et des résultats de ces discussions. Ces conditions, y compris celle qui figure dans le texte introductif, sont cumulatives, de sorte que les quatre conditions doivent toutes être remplies pour que les dispositions de l'Annexe B 6) soient déclenchées.<sup>1812</sup>

#### **7.8.2.3.4 Ordre d'analyse**

7.1432. L'Union européenne a formulé des allégations au titre de l'article 7 de l'Accord SPS en liaison avec l'Annexe B 1), B 2), B 5) et B 6) de cet accord. Pour déterminer l'ordre dans lequel nous examinerons ces allégations, nous tenons compte de la relation entre l'article 7 et l'Annexe B de l'Accord SPS.

7.1433. Eu égard aux considérations exposées plus haut au paragraphe 7.1416 et aux circonstances du présent différend, le Groupe spécial commencera par examiner la question liminaire de savoir si les mesures contestées au titre de l'article 7 et de l'Annexe B relèvent de ces dispositions, en tirant des indications du texte de l'Annexe B 1) et de la note de bas de page y relative. En fonction du résultat de son analyse au titre de l'Annexe B 1), le Groupe spécial pourra ensuite examiner les allégations au titre de l'Annexe B 2), de l'Annexe B 6) et de l'Annexe B 5). Il entreprend d'examiner ces éléments en ce qui concerne les interdictions d'importer les produits en cause en provenance de Lituanie et l'interdiction à l'échelle de l'UE.

#### **7.8.2.3.5 Question de savoir si les mesures contestées relèvent de l'article 7 et de l'Annexe B**

7.1434. Il n'est pas contesté que les mesures concernant la Lituanie ont été adoptées. Nous rappelons que les interdictions d'importer les produits en cause en provenance de Lituanie sont maintenues au moyen des instructions du FSVPS adressées aux chefs des départements territoriaux. Le Groupe spécial a constaté que ces mesures constituaient les mesures SPS qui ont

<sup>1809</sup> G/SPS/7/Rev.3, paragraphes 8 à 10.

<sup>1810</sup> Rapport du Groupe spécial *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 7.782.

<sup>1811</sup> G/SPS/7/Rev.3, paragraphe 3.

<sup>1812</sup> Rapport du Groupe spécial *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 7.762.

été appliquées les 25 janvier et 27 juin 2014, respectivement.<sup>1813</sup> Le Groupe spécial a aussi constaté que l'interdiction à l'échelle de l'UE était une mesure attribuable à la Fédération de Russie, adoptée le 29 janvier 2014.<sup>1814</sup>

7.1435. L'expression "réglementations SPS" est définie dans la note de bas de page relative à l'Annexe B 1) comme désignant les "mesures [SPS] telles que lois, décrets ou ordonnances d'application générale". L'Organe d'appel a précisé que l'expression "réglementations SPS" englobait les "lois, décrets ou ordonnances", ainsi que d'autres instruments qui sont d'"application générale" et ont un "caractère similaire" à celui des instruments explicitement mentionnés dans la liste exemplative figurant dans la note de bas de page relative à l'Annexe B 1).<sup>1815</sup>

7.1436. Nous sommes confrontés à la question de savoir si les mesures en cause en l'espèce, qui se rapportent aux actions spécifiques qui ont suivi l'apparition de foyers de PPA, prises dans le contexte d'un cadre législatif et réglementaire plus général<sup>1816</sup>, peuvent être considérées comme des "lois, décrets ou ordonnances", ou bien, à tout le moins, comme des instruments juridiques d'application générale, au sens de la note de bas de page relative à l'Annexe B 1). La prescription de la Russie voulant que les produits proviennent de zones qui sont exemptes de PPA depuis au minimum trois ans existe depuis au moins 2006, quand elle a été incorporée au texte du certificat vétérinaire convenu au niveau bilatéral. Cette prescription établie par la Russie n'a pas été modifiée. Ce qui a changé, c'est la situation au regard de la PPA au sein de l'Union européenne, et en particulier dans les quatre États membres de l'UE affectés.

7.1437. Nous avons soigneusement examiné les arguments des parties concernant le point de savoir si ce changement dans l'application d'une prescription existante devait être notifié. En particulier, nous avons passé au crible l'argumentation que l'Union européenne nous a présentée. Nous relevons que l'Union européenne a axé ses arguments exclusivement sur le respect des délais pour la notification et la publication de ces actions.<sup>1817</sup> Nous en avons conclu que l'Union européenne n'avait pas établi *prima facie* que les mesures en cause en l'espèce pouvaient être considérées comme des lois, décrets ou ordonnances d'application générale qui relèveraient de l'article 7 et de l'Annexe B 1) de l'Accord SPS. Cette conclusion ainsi tirée, il n'est pas nécessaire que nous poursuivions davantage notre examen des allégations de l'Union européenne au titre de l'Annexe B.

7.1438. À titre subsidiaire, le Groupe spécial juge approprié d'appliquer le principe d'économie jurisprudentielle en ce qui concerne les allégations formulées par l'Union européenne au titre de l'Annexe B. La raison en est que le Groupe spécial considère qu'il n'est pas nécessaire d'établir des constatations sur ces éléments des allégations pour que l'ORD puisse faire des recommandations et prendre des décisions suffisamment précises "pour que le[] différend[] [soit] résolu[] efficacement".<sup>1818</sup> Les mesures en cause sont à présent bien connues de l'Union européenne et aucune action entreprise par la Russie à ce stade ne renforcerait la transparence de ces mesures, en temps utile, au profit de l'Union européenne ou des autres Membres de l'OMC.

### 7.8.3 Résumé des conclusions en ce qui concerne les mesures contestées

7.1439. Sur la base de ce qui précède, le Groupe spécial constate que l'Union européenne n'a pas établi *prima facie* que les mesures en cause relevaient de l'article 7 et de l'Annexe B. À titre subsidiaire, le Groupe spécial applique le principe d'économie jurisprudentielle en ce qui concerne ces allégations de l'Union européenne.

## 8 CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

8.1. Comme il a été exposé plus en détail plus haut, le Groupe spécial *constate* que:

<sup>1813</sup> Voir plus haut le paragraphe 7.170.

<sup>1814</sup> Voir plus haut le paragraphe 7.84.

<sup>1815</sup> Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Produits agricoles II*, paragraphe 105. Voir le rapport du Groupe spécial *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 7.738.

<sup>1816</sup> Voir la Décision n° 317 de l'Union douanière (pièce RUS-25).

<sup>1817</sup> Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphes 351 à 357; et deuxième communication écrite de l'Union européenne, paragraphes 190 à 193.

<sup>1818</sup> Rapport de l'Organe d'appel *Australie – Saumons*, paragraphe 223.

- a. L'Union européenne a démontré l'existence de l'interdiction à l'échelle de l'UE alléguée en tant que mesure composite qui reflète le refus par la Russie d'accepter certaines importations des produits en cause en provenance de l'Union européenne. Le fondement du refus de la Russie est la prescription figurant dans les certificats vétérinaires négociés avec l'Union européenne. Selon cette prescription générale, l'ensemble du territoire de l'Union européenne, à l'exception de la Sardaigne, doit être exempt de PPA pendant une période de trois ans pour que les produits en cause puissent être importés en Russie. Suite à l'apparition de foyers de PPA en Lituanie, les produits en provenance de l'Union européenne ne satisfont pas à cette prescription. Par conséquent, les actions entreprises par la Russie pour appliquer cette prescription générale à la situation actuelle dans l'Union européenne donnent lieu à une interdiction à l'échelle de l'UE des produits en cause imputable à la Russie. Par conséquent, l'interdiction à l'échelle de l'UE est une mesure susceptible d'être contestée dans le cadre du mécanisme de règlement des différends de l'OMC.
- b. Il n'y a aucune limitation dans le Protocole d'accession de la Russie à l'évaluation par le Groupe spécial du bien-fondé des allégations présentées par l'Union européenne en ce qui concerne l'interdiction à l'échelle de l'UE.
- c. Les restrictions à l'importation visant les produits en cause en provenance d'Estonie et de Lettonie relèvent du mandat du Groupe spécial.
- d. S'agissant des allégations de l'Union européenne concernant l'interdiction à l'échelle de l'UE, en vertu de l'Accord SPS:
  - i. l'interdiction à l'échelle de l'UE est une mesure SPS au sens de l'Annexe A 1) de l'Accord SPS;
  - ii. l'interdiction à l'échelle de l'UE n'est pas établie sur la base du Code terrestre et elle est en conséquence incompatible avec l'obligation de la Russie d'établir ses mesures SPS sur la base de normes internationales, conformément à l'article 3:1 de l'Accord SPS;
  - iii. la Russie reconnaît les concepts de zones exemptes de parasites ou de maladies, et de zones à faible prévalence de parasites ou de maladies en ce qui concerne la PPA, et, par conséquent, l'interdiction à l'échelle de l'UE n'est pas incompatible avec les obligations de la Russie au titre de l'article 6:2 de l'Accord SPS;
  - iv. pendant la période comprise entre le 7 février et le 11 septembre 2014, l'Union européenne a démontré objectivement à la Russie, conformément à l'article 6:3 de l'Accord SPS, qu'il y avait des zones de son territoire, en dehors de l'Estonie, de la Lettonie, de la Lituanie et de la Pologne, qui étaient exemptes de PPA et qui le resteraient vraisemblablement;
  - v. la Russie n'a pas adapté l'interdiction à l'échelle de l'UE aux caractéristiques SPS concernant la PPA des régions d'origine des produits visés par cette mesure ni aux caractéristiques SPS concernant la PPA en Russie. Par conséquent, l'interdiction à l'échelle de l'UE est incompatible avec l'article 6:1;
  - vi. le processus d'examen par la Russie de la demande présentée par l'Union européenne en vue de la reconnaissance de zones exemptes de PPA au sein de l'UE relève du champ d'application de l'article 8 et de l'Annexe C 1) de l'Accord SPS. La Russie a formulé des demandes de renseignements, en ce qui concerne l'interdiction à l'échelle de l'UE, qui n'étaient pas limitées à ce qui était nécessaire pour la procédure en cause, ce qui constitue une infraction à l'Annexe C 1) c). En outre, la Russie a engagé et achevé la procédure en cause avec un retard injustifié, rendant ainsi la procédure en cause incompatible avec l'Annexe C 1) a). En conséquence, la procédure en cause est incompatible avec l'article 8 de l'Accord SPS;
  - vii. il y avait des preuves scientifiques suffisantes pour permettre à la Russie de procéder à une évaluation des risques s'agissant de la situation au regard de la PPA dans les

États membres de l'UE non affectés, selon qu'il était approprié en fonction des circonstances. En outre, la Russie n'a pas adopté la mesure provisoirement sur la base des renseignements pertinents disponibles, ne s'est pas efforcée d'obtenir les renseignements additionnels nécessaires pour procéder à une évaluation plus objective du risque et n'a pas examiné l'interdiction à l'échelle de l'UE dans un délai raisonnable. Par conséquent, l'interdiction à l'échelle de l'UE n'entre pas dans le champ d'application de l'article 5:7 et la Russie ne peut pas se prévaloir de l'exemption assortie de réserves des obligations énoncées aux articles 5:1, 5:2 et 2:2 de l'Accord SPS. En outre, la Russie n'a pas établi l'interdiction à l'échelle de l'UE sur la base d'une évaluation des risques au sens du paragraphe 4 de l'Annexe A de l'Accord SPS, enfreignant ainsi l'article 5:1 et 5:2; et la Russie n'a pas réfuté la présomption d'incompatibilité que nos constatations ont établie en ce qui concerne l'article 2:2; par conséquent, l'interdiction à l'échelle de l'UE est aussi incompatible avec l'article 2:2;

- viii. l'interdiction à l'échelle de l'UE est incompatible avec l'article 5:3 de l'Accord SPS parce que, du fait qu'elle n'a pas établi cette mesure sur la base d'une évaluation des risques dans des circonstances dans lesquelles l'article 5:7 n'était pas applicable, la Russie pouvait ne pas avoir tenu compte des facteurs économiques pertinents énumérés à l'article 5:3 lorsqu'elle a évalué les risques d'entrée et de dissémination de la PPA conformément à l'article 5:1 et au paragraphe 4 de l'Annexe A de l'Accord SPS; et
  - ix. l'interdiction à l'échelle de l'UE est incompatible avec l'article 5:6 de l'Accord SPS, en ce qui concerne les produits non-traités visés par le chapitre 15.1 du Code terrestre, car elle est sensiblement plus restrictive pour le commerce qu'il n'est requis pour obtenir le niveau de protection jugé approprié par la Russie. Compte tenu de nos constatations au titre de l'article 5:6 et des arguments et éléments de preuve présentés par la Russie pour réfuter la présomption d'incompatibilité avec l'article 2:2 découlant d'une constatation d'incompatibilité de l'interdiction à l'échelle de l'UE avec l'article 5:6, l'interdiction à l'échelle de l'UE est incompatible avec l'article 2:2 de l'Accord SPS parce qu'elle est appliquée au-delà de la mesure nécessaire pour protéger la vie et la santé des animaux.
- e. S'agissant des allégations de l'Union européenne concernant les interdictions d'importer les produits en cause en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne, en vertu de l'Accord SPS:
- i. les restrictions à l'importation des produits en cause en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne sont des mesures SPS au sens de l'Annexe A 1) de l'Accord SPS;
  - ii. les interdictions d'importer les produits en cause en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne ne sont pas conformes aux normes internationales pertinentes énoncées dans le Code terrestre et sont donc incompatibles avec l'article 3:2 de l'Accord SPS. Par conséquent, la Russie n'est pas en droit de bénéficier de la présomption de compatibilité des interdictions d'importer les produits en cause en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne avec les autres dispositions pertinentes de l'Accord SPS et du GATT de 1994;
  - iii. les interdictions d'importer les produits en cause en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne, telles qu'elles sont applicables aux produits traités, ne sont pas "établies sur la base" des normes internationales pertinentes, telles qu'elles sont énoncées dans les articles 15.1.14 à 15.1.16 du Code terrestre; et elles sont donc, dans la mesure où elles sont applicables aux produits traités, incompatibles avec l'article 3:1 de l'Accord SPS;
  - iv. les interdictions d'importer les produits en cause en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne, telles qu'elles sont applicables aux produits non traités, ne sont pas "établies sur la base" des normes internationales pertinentes, telles qu'elles sont énoncées dans les articles pertinents du chapitre 15.1 du Code

terrestre; et elles sont donc, dans la mesure où elles sont applicables aux produits non traités, incompatibles avec l'article 3:1 de l'Accord SPS;

- v. l'interdiction d'importer les produits en cause en provenance de Lettonie, telle qu'elle est applicable aux produits non traités, est "établie sur la base" des normes internationales pertinentes, telles qu'elles sont énoncées dans les articles pertinents du chapitre 15.1 du Code terrestre; et elle est donc, dans la mesure où elle est applicable aux produits non traités, compatible avec l'article 3:1 de l'Accord SPS;
- vi. la Russie reconnaît les concepts de zones exemptes de parasites ou de maladies, et de zones à faible prévalence de parasites ou de maladies en ce qui concerne la PPA, et, par conséquent, les interdictions d'importer les produits en cause en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne ne sont pas incompatibles avec les obligations de la Russie au titre de l'article 6:2 de l'Accord SPS;
- vii. au moins au 11 septembre 2014, l'Union européenne avait fourni à la Russie les preuves nécessaires afin de démontrer objectivement, conformément à l'article 6:3 de l'Accord SPS, qu'il y avait en Estonie, en Lituanie et en Pologne des zones qui étaient exemptes de PPA et qui le resteraient vraisemblablement;
- viii. au moins au 11 septembre 2014, l'Union européenne n'avait pas fourni à la Russie les preuves nécessaires afin de démontrer objectivement, conformément à l'article 6:3 de l'Accord SPS, qu'il y avait en Lettonie des zones qui étaient exemptes de PPA et qui le resteraient vraisemblablement;
- ix. la Russie n'a pas adapté les interdictions d'importer les produits en cause en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne aux caractéristiques SPS concernant la PPA des régions d'origine des produits visés par les interdictions imposées sur les importations en provenance de ces quatre États membres de l'UE, ni aux caractéristiques SPS concernant la PPA en Russie. En outre, la Russie n'a pas procédé à une évaluation des risques sur laquelle elle aurait pu fonder son évaluation des éléments pertinents pour déterminer les caractéristiques SPS des régions d'origine des produits en cause. Par conséquent, les interdictions d'importer les produits en cause en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne sont incompatibles avec l'article 6:1;
- x. le processus d'examen par la Russie de la demande présentée par l'Union européenne en vue de la reconnaissance de zones exemptes de PPA au sein de l'UE, y compris ses quatre États membres affectés, relève du champ d'application de l'article 8 et de l'Annexe C 1) de l'Accord SPS. La Russie a formulé, en ce qui concerne les interdictions d'importer les produits en cause en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne, des demandes de renseignements qui n'étaient pas limitées à ce qui était nécessaire pour la procédure en cause, ce qui constitue une infraction à l'Annexe C 1) c). La Russie a engagé et achevé la procédure en cause avec un retard injustifié, rendant ainsi la procédure en cause incompatible avec l'Annexe C 1) a). En conséquence, la procédure en cause est incompatible avec l'article 8 de l'Accord SPS;
- xi. il y avait des preuves scientifiques suffisantes pour permettre à la Russie de procéder à une évaluation des risques s'agissant de la situation au regard de la PPA dans les États membres de l'UE affectés, selon qu'il était approprié en fonction des circonstances. En outre, la Russie a adopté provisoirement les interdictions d'importer les produits en cause en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne, sur la base des renseignements pertinents disponibles, sauf en ce qui concerne ces mesures telles qu'elles sont applicables aux produits traités en cause. De plus, la Russie ne s'est pas efforcée d'obtenir les renseignements additionnels nécessaires pour procéder à une évaluation plus objective du risque et n'a pas examiné les interdictions d'importer les produits en cause en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne dans un délai raisonnable. Par conséquent, les interdictions visant les États membres de l'UE affectés n'entrent pas dans le champ d'application de l'article 5:7 et la Russie ne peut pas se prévaloir de l'exemption



assortie de réserves des obligations énoncées aux articles 5:1, 5:2 et 2:2 de l'Accord SPS en ce qui concerne ces mesures. En outre, la Russie n'a pas établi les interdictions visant les États membres de l'UE affectés sur la base d'une évaluation des risques au sens du paragraphe 4 de l'Annexe A de l'Accord SPS, enfreignant ainsi l'article 5:1 et 5:2. Elle n'a pas réfuté la présomption d'incompatibilité que nos constatations ont établie en ce qui concerne l'article 2:2; par conséquent, les interdictions visant les États membres de l'UE affectés sont aussi incompatibles avec l'article 2:2;

- xii. les interdictions visant les produits en cause en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne sont incompatibles avec l'article 5:3 de l'Accord SPS parce que, du fait qu'elle n'a pas établi ces mesures sur la base d'une évaluation des risques dans des circonstances dans lesquelles l'article 5:7 n'est pas applicable, la Russie pouvait ne pas avoir tenu compte des facteurs économiques pertinents énumérés à l'article 5:3 lorsqu'elle a évalué les risques d'entrée et de dissémination de la PPA conformément à l'article 5:1 et au paragraphe 4 de l'Annexe A de l'Accord SPS;
  - xiii. les interdictions visant les importations en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne, telles qu'elles sont applicables aux produits traités, sont incompatibles avec l'article 5:6 de l'Accord SPS, en ce qui concerne les produits traités visés au chapitre 15.1 du Code terrestre, parce qu'elles sont sensiblement plus restrictives pour le commerce qu'il n'est requis pour obtenir le niveau de protection que la Russie juge approprié. Compte tenu de nos constatations au titre de l'article 5:6 et du fait que la Fédération de Russie n'a pas présenté d'arguments ou d'éléments de preuve pour réfuter la présomption d'incompatibilité avec l'article 2:2 découlant d'une constatation de violation de l'article 5:6, nous constatons que les interdictions d'importer les produits en cause, telles qu'elles sont applicables aux produits traités, en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne, sont incompatibles avec l'article 2:2 de l'Accord SPS parce qu'elles sont appliquées au-delà de la mesure nécessaire pour protéger la vie et la santé des animaux; et
  - xiv. les interdictions d'importer les produits en cause en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne, telles qu'elles sont applicables aux produits non traités, sont incompatibles avec l'article 5:6 de l'Accord SPS, en ce qui concerne les produits non traités couverts par les articles 15.1.5, 15.1.8, 15.1.10, 15.1.12 et 15.1.13 du Code terrestre, parce qu'elles sont sensiblement plus restrictives pour le commerce qu'il n'est requis pour obtenir le niveau de protection que la Russie juge approprié. Compte tenu de nos constatations au titre de l'article 5:6 et des arguments et éléments de preuve présentés par la Russie pour réfuter la présomption d'incompatibilité avec l'article 2:2 découlant d'une constatation de violation de l'article 5:6, nous constatons que les interdictions d'importer les produits en cause, telles qu'elles sont applicables aux produits non traités, en provenance d'Estonie, de Lituanie et de Pologne, sont incompatibles avec l'article 2:2 de l'Accord SPS parce qu'elles sont appliquées au-delà de la mesure nécessaire pour protéger la vie et la santé des animaux.
- f. S'agissant des allégations de l'Union européenne au titre de l'article 2:3 de l'Accord SPS en ce qui concerne les mesures en cause:
- i. les mesures en cause de la Russie sont incompatibles avec la première phrase de l'article 2:3 de l'Accord SPS car elles établissent une discrimination arbitraire et injustifiable entre des Membres où existent des conditions identiques ou similaires. Nous constatons également que les mesures de la Russie concernant la PPA sont incompatibles avec la deuxième phrase de l'article 2:3 car elles sont appliquées de façon à constituer une restriction déguisée au commerce international.

8.2. Ayant constaté que les mesures de la Russie concernant la PPA étaient incompatibles avec l'article 2:3 de l'Accord SPS, le Groupe spécial *s'abstient de se prononcer* sur l'allégation de l'Union européenne au titre de l'article 5:5 de l'Accord SPS.

8.3. Le Groupe spécial *s'abstient aussi de se prononcer* sur les allégations de l'Union européenne en ce qui concerne l'interdiction d'importer les produits en cause en provenance de Lettonie, telle qu'elle est applicable aux produits non traités, conformément aux articles 5:6 et 2:2 de l'Accord SPS, parce que l'Union européenne n'a pas établi *prima facie* que la solution de rechange indiquée par l'Union européenne en ce qui concerne les produits non traités était sensiblement moins restrictive pour le commerce que cette mesure.

8.4. Le Groupe spécial *s'abstient aussi de se prononcer* sur les allégations de l'Union européenne en ce qui concerne les mesures en cause conformément à l'article 7 et à l'Annexe B de l'Accord SPS, parce que l'Union européenne n'a pas établi *prima facie* que les mesures en cause relevaient du champ d'application de ces dispositions et n'a donc pas établi *prima facie* qu'il y avait incompatibilité à cet égard.

8.5. Le Groupe spécial *s'abstient aussi de se prononcer* sur les allégations de l'Union européenne en ce qui concerne les mesures en cause conformément à l'Annexe C 1) b) de l'Accord SPS parce que l'Union européenne n'a pas établi *prima facie* qu'il y avait incompatibilité à cet égard.

8.6. Le Groupe spécial *s'abstient aussi de se prononcer* sur les allégations de l'Union européenne en ce qui concerne le fait que la Russie n'a pas tenu compte des facteurs économiques pertinents énumérés à l'article 5:3 pour déterminer la mesure qu'elle appliquerait pour obtenir le niveau approprié de protection sanitaire ou phytosanitaire en ce qui concerne la PPA, parce que l'Union européenne n'a pas établi *prima facie* qu'il y avait incompatibilité à cet égard.

8.7. Le Groupe spécial *s'abstient aussi de se prononcer* sur les allégations de l'Union européenne en ce qui concerne le fait que la Russie n'a pas tenu compte de l'objectif qui consiste à réduire au minimum les effets négatifs sur le commerce lorsqu'elle a déterminé le niveau approprié de protection sanitaire et phytosanitaire, parce que le Groupe spécial constate que l'article 5:4 n'impose pas d'obligation positive aux Membres de l'OMC.

8.8. En vertu de l'article 3:8 du Mémoire d'accord, dans les cas où il y a infraction aux obligations souscrites au titre d'un accord visé, la mesure en cause est présumée annuler ou compromettre un avantage. Nous concluons que, dans la mesure où elles sont incompatibles avec les dispositions spécifiées de l'Accord SPS, les mesures en cause ont annulé ou compromis des avantages résultant pour l'Union européenne de cet accord.

8.9. Conformément à l'article 19:1 du Mémoire d'accord, ayant constaté que la Russie avait agi d'une manière incompatible avec ses obligations au titre des articles 3:1, 3:2, 5:1, 5:2, 2:2, 5:3, 5:6, 6:1 et 8, ainsi qu'avec l'Annexe C 1) a) et C 1) c) de l'Accord SPS, nous recommandons que l'ORD demande à la Russie de rendre ses mesures conformes à ses obligations au titre de l'Accord SPS.

---

## 9 APPENDICE 1 CHRONOLOGIE DES ÉCHANGES DE RENSEIGNEMENTS ENTRE L'UNION EUROPÉENNE ET LA RUSSIE À COMPTER DU 24 JANVIER 2014

9.1. Le 24 janvier 2014, la DG SANCO a envoyé à la délégation de la Russie à Bruxelles un fax signalant deux foyers de maladie chez des sangliers en Lituanie, dans les régions de Salcininkai et de Varena à la frontière avec le Bélarus. Ce fax était accompagné du rapport du Directeur du Service national de l'alimentation et des questions vétérinaires de la Lituanie, lequel contenait des renseignements détaillés concernant le lieu où les foyers étaient apparus, la date à laquelle un diagnostic positif de PPA avait été établi sur les cas signalés (22 janvier 2014) et les mesures de surveillance et de contrôle qui avaient été mises en place.<sup>1819</sup>

9.2. Le 27 janvier 2014, la DG SANCO a envoyé à la délégation de la Russie à Bruxelles un fax qui était accompagné du projet de Décision d'exécution de la Commission indiquant les zones de la Lituanie qui devraient être considérées comme infectées.<sup>1820</sup> Ce projet a été adopté le 27 janvier 2014 en tant que Décision d'exécution 2014/43/UE de la Commission.<sup>1821</sup> Le 30 janvier 2014, la DG SANCO a fait parvenir à la délégation de la Russie ladite décision.<sup>1822</sup> Le même jour, la DG SANCO a envoyé au Directeur du FSVPS (M. Dankvert) une lettre dans laquelle, évoquant la conversation fructueuse que M. Miko avait eue ce jour avec M. Dankvert, elle indiquait que, d'après ce que comprenait l'Union européenne suite à cette conversation, les restrictions à l'importation introduites par la Russie à cause de la PPA ne s'appliquaient qu'à la Lituanie (et s'ajoutaient à celles qui s'appliquaient déjà à la Sardaigne), et elle énumérait les points qui pouvaient encore être certifiés.<sup>1823</sup>

9.3. Le 29 janvier 2014, la DG SANCO a envoyé au Directeur du FSVPS (M. Dankvert) une lettre au sujet de la certification des porcins vivants et de leurs produits eu égard aux foyers de PPA apparus en Lituanie. Dans cette lettre, il était indiqué que l'Union européenne avait appliqué toutes les dispositions des Memoranda de 2004 et de 2006 en notifiant immédiatement les deux cas de PPA lituaniens. Il y était noté en outre que l'Union européenne tenait la Russie quotidiennement informée de toutes les mesures de lutte et de prévention et activités de surveillance mises en œuvre ainsi que des données qui étaient utilisées. Il y était mentionné par ailleurs que des experts russes et biélorussiens avaient été invités à se joindre aux équipes d'urgence constituées. Cette lettre était accompagnée des données les plus récentes sur la surveillance de la PPA exercée dans les États membres de l'UE à risque (Estonie, Lettonie, Lituanie et Pologne), y compris des données sur les tests effectués en 2013 et au cours des premiers mois de 2014 dans ces États membres. Dans cette attente, il était par ailleurs demandé une attestation supplémentaire qui accompagnerait les certificats vétérinaires pour la viande de porc et les préparations à base de viande de porc crue, les porcelets à l'engrais, les porcins destinés à la reproduction et les porcins destinés à l'abattage, afin d'adapter les principes de la régionalisation à la situation sanitaire au regard de la PPA dans l'Union européenne.<sup>1824</sup>

9.4. Le 29 janvier 2014, le FSVPS a envoyé à la DG SANCO une lettre dans laquelle il indiquait, s'agissant des renseignements nécessaires à la reconnaissance de la régionalisation dans l'Union européenne, qu'elle devrait lui communiquer "les données complètes (points 5, 6, 7, 8, 9 et 10 [du Mémoire de 2006]) ainsi que les dispositions prévues par les recommandations du Code terrestre de l'OIE, - des propositions argumentées sur la régionalisation et le zonage du territoire de l'UE en ce qui concerne la PPA compte tenu de l'évaluation des risques effectuée par l'UE".<sup>1825</sup> Les points du Mémoire d'accord de 2006 mentionnés dans cette lettre portent sur: les zones établies (point 5); les mesures de lutte et de prévention, y compris les programmes de surveillance (point 6); les enquêtes et la surveillance épidémiologiques (point 7); la réévaluation

<sup>1819</sup> Communication du 24 janvier 2014: La peste porcine africaine (PPA) détectée chez deux sangliers en Lituanie, dans les régions de Salcininkai et de Varena, à la frontière avec le Bélarus (pièce EU-132).

<sup>1820</sup> Communication du 27 janvier 2014: Peste porcine africaine (PPA) en Lituanie. Mesures provisoires de protection (pièce EU-133).

<sup>1821</sup> Décision d'exécution 2014/43/UE de la Commission du 27 janvier 2014 concernant certaines mesures provisoires de protection contre la peste porcine africaine en Lituanie, JO L 26, page 44 (pièce EU-33).

<sup>1822</sup> Communication du 30 janvier 2014: Peste porcine africaine (PPA) en Lituanie. Mesures provisoires de protection (adoption de la Décision d'exécution) (pièce EU-134).

<sup>1823</sup> Pièce EU-172 et pièce RUS-224.

<sup>1824</sup> Lettre de l'Union européenne à la Russie du 29 janvier 2014, ARES(2014)209377, SANCO G7/RF/mh(2014)219959 (pièce EU-62).

<sup>1825</sup> Lettre de la Russie à l'Union européenne du 29 janvier 2014, FS-SA-8/1277 (pièce EU-14).

du statut des zones en raison de l'apparition de foyers de la maladie (point 8); les mesures de lutte prises et l'évolution de la situation (point 9); et la constitution d'un groupe de travail commun permanent.<sup>1826</sup>

9.5. Le 31 janvier 2014, la DG SANCO a envoyé au Directeur du FSVPS une lettre demandant que le statut sanitaire des États membres de l'UE et de leurs régions soit reconnu en vertu du principe de la régionalisation, s'agissant des foyers de PPA apparus en Lituanie. Dans cette lettre, la DG SANCO rappelle le cours des événements entre le 22 janvier 2014 et la date de son courrier, et fait référence au cadre juridique de l'Union européenne ainsi qu'à l'efficacité des mesures prises par l'UE afin de combattre et d'éradiquer la PPA. Elle mentionne en outre la présence d'experts de la Russie dans l'équipe vétérinaire d'urgence constituée en Lituanie. La DG SANCO demande par ailleurs formellement aux autorités compétentes de la Russie "de reconnaître le statut sanitaire de zone exempte de PPA des États membres de l'UE". À cette fin, elle demande que soit modifié le libellé des certificats vétérinaires pour la viande de porc et les préparations à base de viande de porc crue, les porcelets à l'engrais, les porcins destinés à la reproduction et les porcins destinés à l'abattage, de la manière proposée dans les annexes jointes à sa lettre.<sup>1827</sup>

9.6. Le 5 février 2014, le FSVPS a répondu à la lettre de la DG SANCO datée du 31 janvier 2014. Il joignait à son courrier une liste préliminaire de questions<sup>1828</sup> auxquelles l'Union européenne devrait répondre pour lui permettre de comprendre la situation objectivement en vue de la prise de décisions ultérieures sur la question de savoir si une régionalisation était possible concernant la PPA.<sup>1829</sup> Les questions de cette liste portaient sur la Lituanie, sur les pays adjacents situés dans la zone manifestement à risque (Lettonie, Estonie et Pologne) et sur les autres États membres de l'UE. Toutefois, les mêmes renseignements étaient parfois demandés pour les trois groupes. Ces questions sont reproduites dans le tableau A1 ci-après.

**Tableau A1 Liste des renseignements demandés dans la lettre du 5 février 2014 du FSVPS**

Pays	Renseignements demandés
Tous les États membres de l'UE	<ul style="list-style-type: none"> <li>- plan d'intervention d'urgence détaillé aux niveaux régional et national en cas d'apparition d'un foyer de PPA;</li> <li>- renseignements sur la population de sangliers avec le détail des densités par région;</li> <li>- population de porcins dans le secteur agro-industriel et dans les élevages privés à titre accessoire avec le détail des densités par région;</li> <li>- nombre d'études de suivi sur les porcins et les sangliers menées au cours de la période 2013-2014, ventilé par région;</li> <li>- renseignements détaillés sur les élevages porcins, les usines de transformation de la viande de porc et les produits semi-finis, classés en fonction du volume de la production;</li> <li>- textes réglementaires prévoyant et précisant les procédures de suivi et les enquêtes épidémiologiques en cas de suspicion/de mortalité/de maladie (diagnostics différentiels)/élimination des animaux sensibles à la PPA – porcins et sangliers;</li> <li>- textes réglementaires régissant la chasse au sanglier et l'utilisation ultérieure des animaux tués (pour l'alimentation ou comme trophées);</li> </ul>

<sup>1826</sup> Mémorandum du 4 avril 2006 entre l'Union européenne et la Russie sur les principes de zonage et de compartimentation en matière vétérinaire (pièce EU-61).

<sup>1827</sup> Lettre de l'Union européenne à la Russie du 31 janvier 2014, ARES(2014)226547, SANCO G7/JP/mh(2014)241111 (pièce EU-64).

<sup>1828</sup> Dans une lettre datée du 18 février 2014, le FSVPS semble reconnaître que cette liste de questions préliminaires, envoyée le 5 février 2014, est la base sur laquelle la Russie est prête à effectuer une "évaluation objective de la situation épizootique en Lituanie et dans les pays voisins situés dans la zone clairement à risque (Lettonie, Estonie et Pologne) et dans les autres États membres de l'UE. Cette lettre indique en outre que le FSVPS "attend[ ] avec intérêt de recevoir les renseignements [qu'il a] demandés". Voir la lettre de la Russie à l'Union européenne du 18 février 2015 (pièce EU-167).

<sup>1829</sup> Lettre de la Russie à l'Union européenne du 5 février 2014, FS-SD 8/1640 (pièce EU-84).

Pays	Renseignements demandés
Lituanie	<ul style="list-style-type: none"> <li>- textes réglementaires régissant la chasse au sanglier et l'utilisation ultérieure des animaux tués (pour l'alimentation ou comme trophées), règlements régissant l'exportation de viande de sanglier et de trophées, nombre d'animaux tués ainsi que la viande et les trophées exportés au cours de la période 2013-2014;</li> <li>- renseignements détaillés sur les chasseurs étrangers qui sont entrés dans le pays pour chasser le sanglier au cours de la période 2013-2014, ventilés par région (y compris des renseignements sur leur nombre et leur pays d'origine);</li> <li>- renseignements détaillés sur les élevages porcins et les usines de transformation de la viande qui sont agréés pour expédier des animaux et des produits vers le territoire de l'Union douanière, y compris des renseignements sur les fournisseurs (nombre, pays, région) et sur les volumes de production, ventilés par région;</li> <li>- estimation approximative des entreprises qui sont agréées pour expédier des produits d'origine animale vers le territoire de l'Union douanière, selon le niveau de l'état zoosanitaire, équivalente à l'évaluation précédemment effectuée pour les entreprises russes et biélorussiennes, ventilées par région et classées par volume de production.</li> </ul>
Lettonie, Estonie et Pologne et autres États membres de l'UE	<ul style="list-style-type: none"> <li>- textes réglementaires régissant la chasse au sanglier et l'utilisation ultérieure des animaux tués (pour l'alimentation ou comme trophées), règlements régissant l'exportation de viande de sanglier et de trophées, nombre d'animaux tués ainsi que la viande et les trophées exportés au cours de la période 2013-2014 (pour les régions adjacentes à la zone infectée);</li> <li>- renseignements sur les mesures qui ont déjà été prises/sont actuellement prises pour prévenir l'introduction de l'agent étiologique dans le secteur agro-industriel du porc/les élevages privés à titre accessoire/la population de sangliers;</li> <li>- description des mesures qui ont déjà été prises/sont actuellement prises sur les territoires des États membres de l'UE qui sont situés dans la zone manifestement à risque (postes de contrôle de sécurité/à la frontière);</li> <li>- description de la maladie et de la procédure d'inspection sanitaire (avec l'indication des textes réglementaires) et certification préalable à l'exportation à toutes les étapes du cycle de production;</li> <li>- description des mesures qui ont déjà été prises/sont actuellement prises pour contrôler le mouvement des animaux vivants et la circulation des produits de l'élevage porcin (produits du porc dans le cas des autres États membres de l'UE);</li> <li>- renseignements détaillés sur les chasseurs étrangers qui sont entrés dans le pays pour chasser le sanglier au cours de la période 2013-2014 (y compris des renseignements sur leur nombre et leur pays d'origine), ventilés par pays et par région;</li> <li>- renseignements détaillés sur les élevages porcins et les usines de transformation de la viande qui sont agréés pour expédier des animaux et des produits vers le territoire de l'Union douanière, y compris des renseignements sur les fournisseurs (nombre, pays, région) et sur les volumes de production, ventilés par pays et par région;</li> <li>- estimation approximative des entreprises qui sont agréées pour expédier des produits d'origine animale vers le territoire de l'Union douanière, selon le niveau de l'état zoosanitaire, équivalente à l'évaluation précédemment effectuée pour les entreprises russes et biélorussiennes, ventilées par région et classées par volume de production.</li> </ul>

9.7. Le 6 février 2014, la DG SANCO a envoyé à la délégation de la Russie à Bruxelles un fax contenant le projet de Décision d'exécution de la Commission et deux exposés sur la situation au regard de la PPA en Lituanie ainsi que sur les mécanismes de contrôle et de surveillance mis en place.<sup>1830</sup>

9.8. Le 6 février 2014, la DG SANCO a envoyé au Sous-Directeur du FSVPS (M. Nepoklonov) une lettre dans laquelle elle demandait que soient reconnues les déclarations des vétérinaires officiels des États membres de l'UE attestant que certains produits en cause avaient subi certaines formes de traitement.<sup>1831</sup>

9.9. Le 7 février 2014, la DG SANCO a envoyé au Directeur du FSVPS une lettre contenant des renseignements additionnels se rapportant à la préparation face à la maladie et à la surveillance de celle-ci dans l'Union européenne. Point particulièrement intéressant pour la présente partie de notre évaluation, l'Union européenne a fourni des renseignements sur "la structure du secteur porcin dans l'ensemble de l'UE, ainsi qu'une évaluation globale effectuée par la Commission des plans d'urgence mis en place dans les États membres de l'UE".<sup>1832</sup> Par ailleurs, il est indiqué dans

<sup>1830</sup> Pièce EU-135. Le premier de ces exposés est le même que celui qui figure dans la pièce EU-66 mentionnée dans le tableau A2 ci-après.

<sup>1831</sup> Lettre de la DG SANCO, G7/PD/(2014)312766, datée du 6 février 2014 (pièce RUS-185).

<sup>1832</sup> Lettre de l'Union européenne à la Russie du 7 février 2014, ARES(2014)304571, SANCO/G7/DP/tb(2014)328578 (pièce EU-65), page 1.

la communication que "presque tous ces renseignements ont été mis, et sont encore, à la disposition du public, y compris [des] services [du FSVPS]". Cette lettre figure parmi les communications que l'Union européenne a désignées comme répondant aux demandes de renseignements de la Russie.<sup>1833</sup>

9.10. La DG SANCO a joint quatre annexes à la lettre du 7 février 2014 susmentionnée. En réponse à une question du Groupe spécial, l'Union européenne a précisé et indiqué les éléments d'information qu'elle avait versés au dossier du présent différend avec le numéro de la pièce correspondante.<sup>1834</sup> Nous ferons donc référence aux renseignements contenus dans ces annexes au moyen du numéro de la pièce à laquelle ils correspondent, tels que l'Union européenne les a fournis. Le tableau A2 ci-après présente un récapitulatif des renseignements que l'Union européenne a joints en annexe à sa communication datée du 7 février 2014.

**Tableau A2 Récapitulatif des éléments de preuve fournis en annexe par l'Union européenne**

Catégorie de renseignements		Élément d'information
Législation concernant la PPA	Législation communautaire applicable à tous les États membres de l'UE	- Directive 2002/60/CE du Conseil établissant des dispositions spécifiques pour la lutte contre la PPA (pièce EU-31) - Décision 2003/422/CE de la Commission portant approbation du manuel de diagnostic de la PPA (pièce EU-32)
	Décisions d'exécution de l'UE adoptées suite à la détection de foyers de la maladie en Lituanie	- Décision 2014/43/UE de la Commission concernant certaines mesures provisoires de protection contre la PPA en Lituanie (pièce EU-33) - (Projet de) Décision de la Commission concernant certaines mesures de protection contre la PPA en Lituanie (pièce EU-135)
	Législation nationale adoptée en Lituanie suite à la détection de foyers de la maladie dans le pays	- Arrêté n° B1-60 du 30 janvier 2014 du Directeur du Service national de l'alimentation et des questions vétérinaires de la Lituanie sur l'abattage de porcins dans le cadre des mesures visant à prévenir la dissémination de la PPA, (pièce EU-72) - Arrêté n° B1-48 du 24 janvier 2014 du Directeur du Service national de l'alimentation et des questions vétérinaires concernant l'Arrêté n° B1-31 du 20 janvier 2014 sur les mesures visant à prévenir la dissémination de la PPA, (pièce EU-70) - Arrêté n° B1-49 du 24 janvier 2014 du Directeur du Service national de l'alimentation et des questions vétérinaires de la Lituanie sur les mesures visant à lutter contre la PPA, (pièce EU-71)
Structure du secteur porcin dans l'Union européenne		Tableau fournissant des données sur le nombre d'élevages et de têtes selon la taille de l'élevage et la taille du cheptel porcin pour 27 États membres de l'UE, entre 2007 et 2010 (pièce EU-215)
		Données sur le secteur porcin (production porcine (pièce EU-245)) et population porcine au niveau communautaire de tous les États membres de l'UE en 2011, 2012 et 2013 (pièce EU-244)
		Perspectives du secteur porcin actualisées (exposé du comité de gestion de l'organisation commune des marchés agricoles du 23 janvier 2014 (pièce EU-243))
Renseignements détaillés sur le secteur porcin en Lituanie		La lettre indique qu'"il y a 18 526 élevages porcins comptabilisant au total 657 288 porcins en Lituanie. Dans la zone infectée (6 districts), il y a 369 éleveurs pour 13 732 porcins (12 288 porcins dans 5 élevages et 1 444 porcins dans des petits élevages fermiers)". La lettre indique aussi que la liste des exploitations agréées pour exporter vers la Russie est à la disposition des autorités russes (comme il ressort de la consultation du site Web dédié du FSVPS (pièce EU-216)).

<sup>1833</sup> Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 221.

<sup>1834</sup> Réponse de l'Union européenne à la question n° 322 du Groupe spécial, dans le cadre de laquelle elle a présenté la pièce EU-214, qui indique précisément à quelle pièce correspond chaque élément d'information fourni en annexe à la lettre du 7 février 2014.

Catégorie de renseignements	Élément d'information
Intervention d'urgence en cas de PPA dans les États membres de l'UE/Plans d'urgence	Lignes directrices pour l'élaboration de plans d'intervention en cas de maladies épidémiques, document SANCO/10101/2002 (pièce EU-73)
	Exposé sur la planification des interventions d'urgence dans le cadre de la formation de haut niveau <i>Better Training For safer Food</i> (Une meilleure formation pour des denrées alimentaires plus sûres) dispensée par Fred Landeg, Commandeur de l'ordre de l'Empire britannique, licencié en médecine vétérinaire et membre du Collège royal des chirurgiens vétérinaires (pièce EU-125)
	Rapport d'un audit sur les plans d'intervention en cas d'épizooties et sur le programme d'éradication de la rage, effectué en Lituanie du 20 au 24 juillet 2009 (pièce EU-78)
	Rapport d'un audit sur les mesures prises à l'occasion de l'apparition récente de foyers de peste porcine classique et les plans d'intervention contre les épizooties, effectué en Lituanie du 27 février au 2 mars 2012 (pièce EU-79)
	Rapport d'un audit sur la mise en œuvre des plans d'urgence en matière de santé animale et des dispositions relatives à la protection des animaux en cas de dépeuplement dans le but de lutter contre une maladie, effectué en Lettonie du 4 au 8 mars 2013 (pièce EU-80)
	Rapport d'un audit sur les plans d'intervention en cas d'épizootie et sur le programme d'éradication de la rage, effectué en Lettonie du 15 au 19 juin 2009 (pièce EU-81)
	Rapport d'un audit sur la mise en œuvre des plans d'urgence en matière de santé animale et des dispositions relatives à la protection des animaux en cas de dépeuplement dans le but de lutter contre une maladie, effectué en Estonie du 15 au 19 avril 2013 (pièce EU-82)
	Rapport d'un audit sur les plans d'intervention contre les épizooties (en particulier la fièvre aphteuse et la peste porcine classique) et sur les activités de surveillance de la fièvre catarrhale ovine, effectué en Pologne du 7 au 16 avril 2008 (pièce EU-83)
	Renseignements relatifs à un audit récent du système de plans d'urgence de la Lituanie
	Rapport d'un audit sur les mesures prises à l'occasion de l'apparition récente de foyers de peste porcine classique et les plans d'intervention contre les épizooties, effectué en Lituanie du 27 février au 2 mars 2012 (pièce EU-79) – disponible sur le site Web dédié de l'Union européenne (pièce EU-126)
	Plan d'urgence de la Lituanie pour la peste porcine classique et la PPA, approuvé par l'Arrêté n° B1-831 du Directeur du Service national de l'alimentation et des questions vétérinaires du 30 décembre 2011 (pièce EU-74)
	Annexe contenant la réponse des autorités compétentes de la Lituanie au rapport d'un audit, effectué du 27 février au 2 mars 2012, sur les mesures prises à l'occasion de l'apparition récente de foyers de peste porcine classique et sur les plans d'intervention contre les épizooties en Lituanie, plan actualisé reçu le 9 octobre 2012 (pièce EU-234).
	Annexe contenant la réponse des autorités compétentes de la Lituanie au rapport d'un audit, effectué du 27 février au 2 mars 2012, sur les mesures prises à l'occasion de l'apparition récente de foyers de peste porcine classique et sur les plans d'intervention contre les épizooties en Lituanie, plan actualisé reçu le 14 mai 2012 (pièce EU-235).
Exemples d'audits effectués dans d'autres États membres de l'UE	Captures d'écran reproduisant les renseignements disponibles sur les rapports des audits effectués en Finlande, au Portugal, aux Pays-Bas et en Estonie (pièce EU-217). Le site Web permet aussi de consulter des rapports d'audits analogues concernant d'autres États membres de l'UE.
	Rapport d'un audit sur la mise en œuvre des plans d'urgence en matière de santé animale et des dispositions relatives à la protection des animaux en cas de dépeuplement dans le but de lutter contre une maladie, effectué en Finlande du 3 au 7 septembre 2012 (pièce EU-218) Annexe contenant les observations générales des autorités compétentes de la Finlande sur le projet de rapport DG(SANCO)/2012-6401 sur l'audit effectué du 3 au 7 septembre 2012, reçues le 17 janvier 2013 (pièce EU-219)



Catégorie de renseignements	Élément d'information
Renseignements sur les établissements de transformation	Annexe contenant la réponse des autorités compétentes de la Finlande aux recommandations figurant dans le rapport DG(SANCO)/2012-6401-MR sur l'audit effectué du 3 au 7 septembre 2012, reçue le 17 janvier 2013 (pièce EU-220)
	Annexe 2 résumant les prescriptions juridiques relatives aux plans d'urgence en cas d'épizootie, y compris de PPA (pièce EU-221)
	Rapport d'un audit sur la mise en œuvre des plans d'urgence en matière de santé animale et des dispositions relatives à la protection des animaux en cas de dépeuplement dans le but de lutter contre une maladie, effectué au Portugal du 24 au 28 septembre 2012 (pièce EU-222)
	Observations générales des autorités compétentes du Portugal sur le projet de rapport DG(SANCO)/2012-6402 de l'audit effectué du 24 au 28 septembre 2012, reçues le 16 janvier 2013 (pièce EU-223)
	Annexe contenant la réponse des autorités compétentes du Portugal aux recommandations figurant dans le rapport DG(SANCO)/2012-6402-MR sur l'audit effectué du 24 au 28 septembre 2012, reçue le 4 janvier 2013 (pièce EU-224)
	Annexe 2 résumant les prescriptions juridiques relatives aux plans d'urgence en cas d'épizootie, y compris de PPA (pièce EU-225)
	Rapport d'un audit sur la mise en œuvre des plans d'urgence en matière de santé animale et des dispositions relatives à la protection des animaux en cas de dépeuplement dans le but de lutter contre une maladie, effectué aux Pays-Bas du 28 janvier au 6 février 2013 (pièce EU-226)
	Annexe 2 résumant les prescriptions juridiques relatives aux plans d'urgence en cas d'épizootie, y compris de PPA (pièce EU-227)
	Observations générales des autorités compétentes des Pays-Bas sur le projet de rapport DG(SANCO)/2013-6775 sur l'audit effectué du 28 janvier au 6 février 2013, reçues le 16 avril 2013 (pièce EU-228)
	Réponse des autorités compétentes des Pays-Bas aux recommandations du projet de rapport DG(SANCO)/2013-6775 sur l'audit effectué du 28 janvier au 6 février 2013, reçue le 16 avril 2013 (pièce EU-229)
	Corrigendum relatif à la version anglaise du rapport de l'audit sur la mise en œuvre des plans d'urgence en matière de santé animale et des dispositions relatives à la protection des animaux en cas de dépeuplement dans le but de lutter contre une maladie, effectué aux Pays-Bas du 28 janvier au 6 février 2013 (pièce EU-230)
	Rapport d'un audit sur la mise en œuvre des plans d'urgence en matière de santé animale et des dispositions relatives à la protection des animaux en cas de dépeuplement dans le but de lutter contre une maladie, effectué en Estonie du 15 au 19 avril 2013 (pièce EU-231)
	Observations générales des autorités compétentes de l'Estonie sur le projet de rapport DG(SANCO)/2013-6781 sur l'audit effectué du 15 au 19 avril 2013, reçues le 16 août 2013 (pièce EU-232)
	Réponse des autorités compétentes de l'Estonie aux recommandations figurant dans le rapport DG(SANCO)/2013-6781 sur l'audit effectué du 15 au 19 avril 2013, reçue le 16 août 2013 (pièce EU-233)
	Exposé du Groupe de travail sur la planification des interventions et la préparation aux situations d'urgence, présenté les 25 et 26 septembre 2013 (pièce EU-236)
	Renseignements sur tous les établissements de transformation dans tous les États membres de l'UE (exemple de liste concernant la France (pièces EU-241 et 242)) – La lettre indiquait l'adresse d'un site Web avec des liens vers les renseignements provenant des 28 États membres de l'UE La lettre fournissait un tableau récapitulatif contenant des statistiques sur les établissements situés en Lituanie, en Lettonie, en Estonie et en Pologne

Catégorie de renseignements	Élément d'information
Mesures d'urgence prises aux fins de la prévention et de la détection précoce de la PPA	Programme visant la détection précoce de l'infection par le virus de la PPA et l'approfondissement des connaissances sur le risque de présence de la PPA sur le territoire de la Pologne, approuvé pour 2013 (pièce EU-237)
	Programme de contrôle vétérinaire concernant la détection précoce de la PPA en Lituanie et au Bélarus, approuvé pour 2013 (pièce EU-238)
	Programme de contrôle vétérinaire concernant la détection précoce de la PPA en Lettonie en 2014, approuvé pour 2013 (pièce EU-239)
	Programme estonien de mesures additionnelles de surveillance vétérinaire en rapport avec l'apparition de foyers de peste porcine africaine en Russie et en Biélorussie en 2014, approuvé pour 2013 (pièce EU-240)
Renseignements additionnels concernant la surveillance de la PPA en Estonie, en Lettonie, en Lituanie et en Pologne	Exposé présenté le 6 février 2014 au Comité permanent de la chaîne alimentaire et de la santé animale par le Service national de l'alimentation et des questions vétérinaires de la Lituanie (pièce EU-66)
	Exposé présenté le 7 février 2014 au Comité permanent de la chaîne alimentaire et de la santé animale par l'Inspection générale vétérinaire de la Pologne (pièce EU-67)
	Exposé présenté le 7 février 2014 au Comité permanent de la chaîne alimentaire et de la santé animale par l'autorité vétérinaire de la Lettonie (pièce EU-68)
	Exposé présenté le 7 février 2014 au Comité permanent de la chaîne alimentaire et de la santé animale par le Conseil vétérinaire et alimentaire de l'Estonie (pièce EU-69)
Renseignements additionnels	Avis scientifique de l'EFSA sur la PPA, publié le 19 avril 2010 (pièce EU-24)

9.11. Le 12 février 2014, le FSVPS a répondu à la lettre que la DG SANCO lui avait envoyée le 6 février 2014. Dans cette lettre, il indiquait qu'il approuvait le projet d'annexe aux certificats vétérinaires pour les produits alimentaires finis contenant des matières premières d'origine animale, pour la viande en conserve, les salamis et autres produits carnés prêts à consommer, et pour les matières premières d'origine animale (porcine) destinés à la production d'aliments pour animaux de compagnie et d'aliments pour animaux à fourrure.<sup>1835</sup>

9.12. Le 17 février 2014, la DG SANCO a envoyé à la délégation de la Russie à Bruxelles un fax l'informant de la présence d'un sanglier infecté par la PPA en Pologne, à 900 mètres de la frontière avec le Bélarus dans la province de Podlachie. Une lettre du responsable des services vétérinaires de la Pologne était jointe au fax et indiquait que toutes les mesures avaient mises en œuvre conformément à la Directive 2002/60/CE du Conseil et selon les directives de la DG SANCO concernant la surveillance de la PPA et la lutte contre cette maladie. Il était aussi fourni en pièce jointe une carte indiquant la localisation approximative de l'endroit où le sanglier mort avait été trouvé.<sup>1836</sup>

9.13. Le 18 février 2014, la DG SANCO a envoyé à la délégation de la Russie à Bruxelles un fax lui transmettant la Décision d'exécution 2014/93/UE de la Commission du 14 février 2014<sup>1837</sup> concernant certaines mesures de protection contre la PPA en Lituanie.<sup>1838</sup> Le même jour, la DG SANCO a envoyé à la délégation un autre fax lui transmettant une communication des autorités vétérinaires polonaises indiquant la zone considérée comme infectée en application de l'article 15 de la Directive 2002/60/CE du Conseil.<sup>1839</sup> Le 18 février 2014 également, la DG SANCO a fourni à la délégation, par fax, le projet de décision d'exécution de la Commission concernant certaines mesures provisoires de protection contre la PPA en Pologne.<sup>1840</sup> Enfin, toujours le même jour, l'Union européenne a informé la délégation de la Russie à Bruxelles que le projet de décision concernant des mesures provisoires de protection avait été adopté sous le

<sup>1835</sup> Pièce RUS-331.

<sup>1836</sup> Communication du 17 février 2014: Présence de peste porcine africaine (PPA) confirmée en Pologne chez un sanglier trouvé à 900 mètres de la frontière avec le Bélarus (pièce EU-136).

<sup>1837</sup> Décision d'exécution 2014/93/UE de la Commission du 14 février 2014 concernant certaines mesures de protection contre la peste porcine africaine en Lituanie, JO L 46, page 20 (pièce EU-34).

<sup>1838</sup> Communication du 18 février 2014: Peste porcine africaine (PPA) en Lituanie (adoption de la Décision d'exécution) (pièce EU-137).

<sup>1839</sup> Communication du 18 février 2014: Peste porcine africaine (PPA) en Pologne – Renseignements sur la zone infectée (pièce EU-138).

<sup>1840</sup> Communication du 18 février 2014: Peste porcine africaine (PPA) en Pologne. Mesures provisoires de protection (pièce EU-139).

numéro C(2014)1179<sup>1841</sup> et lui a communiqué en pièce jointe une carte indiquant les zones visées par les mesures de protection en Lituanie et en Pologne le long de la frontière avec le Bélarus.<sup>1842</sup>

9.14. Le 20 février 2014, la DG SANCO a envoyé à la délégation de la Russie à Bruxelles un fax lui transmettant la Décision d'exécution 2014/100/UE de la Commission du 18 février 2014 concernant certaines mesures de protection contre la PPA en Pologne.<sup>1843</sup> Le même jour, elle a envoyé une lettre au Directeur du FSVPS indiquant que "tous les renseignements pertinents qui devraient permettre à la Russie de reconnaître la régionalisation de l'UE en ce qui concern[ait] la peste porcine africaine [avaient] été communiqués" le 7 février 2014. Il était indiqué dans cette lettre que, le 8 février 2014, M. Y. Nepoklonov avait accusé réception de cette communication. Il y était par ailleurs mentionné les renseignements additionnels que les services vétérinaires de la Russie avaient pu obtenir lors de la réunion qui s'était tenue le 11 février 2014 à Vilnius.<sup>1844</sup>

9.15. Le 26 février 2014, la DG SANCO a envoyé à la délégation de la Russie à Bruxelles un fax lui faisant suivre les renseignements communiqués par l'Inspection vétérinaire générale de la Pologne concernant certaines mesures provisoires de protection contre la PPA en Pologne.<sup>1845</sup> Le même jour, elle a envoyé une lettre au Directeur du FSVPS rappelant les renseignements qui avaient été envoyés jusque-là à la Russie, accompagnée d'une carte illustrant la régionalisation de l'UE concernant la PPA en Lituanie et en Pologne, ainsi que les Décisions d'exécution de la Commission, 2014/93/UE du 14 février 2014 et 2014/100/EU du 18 février 2014, concernant certaines mesures de protection contre la PPA en Lituanie et en Pologne, respectivement.<sup>1846</sup>

9.16. Le 27 février 2014, le FSVPS a envoyé à la DG SANCO une lettre indiquant que l'Union européenne tenait des consultations au niveau des experts avec des organismes des États membres de l'Union douanière et de la Commission économique eurasiatique, habilités dans le domaine vétérinaire, pour ce qui était de la modification des certificats vétérinaires convenus en 2006 et de la mise en œuvre de mesures de zonage et de régionalisation dans l'Union européenne. Cette lettre indiquait aussi qu'un questionnaire avait été soumis pour établir un bilan impartial en vue de la prise de décision ultérieure concernant la régionalisation. En conclusion, elle indiquait qu'à la suite de la consultation au niveau des experts et de la réception des réponses au questionnaire soumis, les organismes habilités de l'Union douanière envisageraient de nouveaux approvisionnements de porcs et de produits du porc en provenance des États membres de l'UE et à destination de la Russie.<sup>1847</sup>

9.17. Le 3 mars 2014, le FSVPS a envoyé une lettre à la DG SANCO qui faisait référence aux lettres précédentes reçues de la part de celle-ci les 7, 20, 25 et 26 février 2014. Cette lettre indiquait que "[m]alheureusement, l'approbation des conditions de régionalisation dans l'UE [était] entravée par le fait que les experts de la Russie attend[aient] encore de recevoir des renseignements complets sur les mesures prises contre la PPA par les autorités vétérinaires de l'UE en vue d'endiguer la maladie (dans les pays affectés) et de prévenir l'introduction du virus de la PPA dans les autres pays voisins ainsi que d'autres données aux fins de l'évaluation des risques, comme il [était] indiqué dans la liste de questions" qui [avait] été "communiquée dans la lettre du 5 février 2014". Il était noté dans la lettre que, jusque-là, le FSVPS n'avait reçu de réponse qu'à 5 des 37 questions posées. En outre, cette lettre mentionnait la réunion qui devait se tenir peu de

<sup>1841</sup> Décision d'exécution 2014/100/UE de la Commission du 18 février 2014 concernant certaines mesures provisoires de protection contre la peste porcine africaine en Pologne, JO L 50, page 35 (pièce EU-35).

<sup>1842</sup> Communication du 18 février 2014: Peste porcine africaine (PPA) en Pologne. Adoption de mesures provisoires de protection (pièce EU-140).

<sup>1843</sup> Communication du 20 février 2014: Peste porcine africaine (PPA) en Pologne (adoption de la Décision d'exécution) (pièce EU-141).

<sup>1844</sup> Lettre de la DG SANCO du 20 février 2014 (SANCO/G7/PD/mh (2014) 450287 (pièce EU-175) et lettre de la DG SANCO au service vétérinaire russe, SANCO/G7/PD/mh(2014) 450287, 20 février 2014 (pièce RUS-217).

<sup>1845</sup> Communication du 26 février 2014: Peste porcine africaine (PPA) en Pologne. Mesures mises en place dans la zone infectée (pièce EU-142).

<sup>1846</sup> Lettre de la DG SANCO au service vétérinaire russe, SANCO/G7/PD/mh(2014)542957, 26 février 2014 (pièce RUS-30).

<sup>1847</sup> Lettre adressée par le service vétérinaire russe au service vétérinaire français, 27 février 2014, ΦC-HB-8/2964 (pièce RUS-231).

temps après, à Vladimir, et demandait que l'UE fournisse les renseignements requis concernant les points mentionnés dans les questions de la liste avant cette réunion.<sup>1848</sup>

9.18. Le 5 mars 2014, la DG SANCO a envoyé à la délégation de la Russie à Bruxelles un fax lui faisant suivre les exposés présentés à la réunion du Comité permanent de la chaîne alimentaire et de la santé animale, le 4 mars 2014, sur la situation au regard de la PPA en Lituanie et en Pologne, et en ce qui concernait le résultat de la mission effectuée par l'équipe vétérinaire communautaire d'urgence en Pologne. Le fax indiquait un lien vers la page Web dédiée sur laquelle ces exposés pouvaient être consultés.<sup>1849</sup> Le même jour, l'Union européenne a envoyé à la délégation un autre fax auquel était joint un projet de décision d'exécution de la Commission concernant certaines mesures de protection contre la PPA en Pologne.<sup>1850</sup>

9.19. Le 6 mars 2014, la DG SANCO a envoyé au Directeur du FSVPS une lettre faisant référence aux dispositions logistiques prises en vue d'une réunion qui devait avoir lieu le 7 mars 2014. La lettre contenait par ailleurs un tableau récapitulant les renseignements que l'Union européenne avait fournis à la Russie en réponse à une lettre du 5 février 2014.<sup>1851</sup>

9.20. Le tableau A3 ci-après présente un récapitulatif des renseignements communiqués par l'Union européenne dans la lettre du 6 mars 2014 susmentionnée.

**Tableau A3 Récapitulatif des renseignements et explications fournis par l'Union européenne, 6 mars 2014**

Catégorie de renseignements	Élément d'information/Explication
Plan d'intervention d'urgence détaillé aux niveaux régional et national en cas d'apparition d'un foyer de peste porcine africaine	- Il a été indiqué que les renseignements sur les plans d'urgence, y compris les audits de la Commission et les mesures prises pour améliorer ces plans, avaient été fournis. - Il a été noté que "le plan d'urgence de chaque pays ne [pouvait] pas être fourni parce qu'il cont[enait] des renseignements confidentiels".
Population de sangliers avec le détail des densités par pays et par région	- Il a été indiqué que la réponse avait été communiquée, en ce qui concernait la Pologne, dans l'exposé que celle-ci avait présenté au Comité permanent de la chaîne alimentaire et de la santé animale, le 4 mars 2014. - Il a été indiqué que d'autres renseignements sur la densité de la population de sangliers dans l'Union européenne figuraient dans le bulletin <i>Empres Watch</i> de la FAO, volume 28, mai 2013, page 8 (avec un lien vers un site Web sur lequel figure le document).
Population de porcins dans le secteur agro-industriel et dans les élevages privés à titre accessoire avec le détail des densités par pays et par région	- Il a été indiqué que des renseignements sur la structure du secteur porcin dans l'Union européenne avaient déjà été fournis. - Il a été indiqué que d'autres renseignements sur la densité de la population de porcins dans les exploitations dont le niveau de sécurité biologique était faible, dans l'Union européenne, figuraient dans le bulletin <i>Empres Watch</i> de la FAO, volume 28, mai 2013, page 8 (avec un lien vers un site Web sur lequel figure le document).
Nombre d'enquêtes de suivi sur les porcins et les sangliers menées au cours de la période 2013-2014, ventilé par région	- Il a été indiqué que les rapports sur les enquêtes de suivi en Estonie, en Lettonie, en Lituanie et en Pologne avaient été communiqués parce que ces États membres de l'UE étaient ceux qui étaient exposés à des risques. - Il a été expliqué que la surveillance en laboratoire active dans d'autres États membres de l'UE n'était pas considérée comme nécessaire compte tenu des mouvements limités des sangliers; et que la notification de toute suspicion de PPA était obligatoire dans tous les États membres de l'UE.

<sup>1848</sup> Lettre adressée par le service vétérinaire russe à la DG SANCO, FS-SD-8/3196, 3 mars 2014 (pièce RUS-137).

<sup>1849</sup> Communication du 5 mars 2014: Peste porcine africaine (PPA) en Lituanie et en Pologne – Exposés sur la situation (pièce EU-143).

<sup>1850</sup> Communication du 5 mars 2014: Peste porcine africaine (PPA) en Pologne (approbation par le Comité de la Décision d'exécution) (pièce EU-144).

<sup>1851</sup> Lettre de l'Union européenne à la Russie du 6 mars 2014, ARES(2014)601346, SANCO G7/JP/mh(2014)630598 (pièce EU-86).

Catégorie de renseignements	Élément d'information/Explication
Renseignements détaillés sur les élevages porcins, les usines de transformation de la viande de porc et les produits semi-finis, classés en fonction du volume de la production	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Il a été expliqué que d'autres données plus détaillées, y compris par région, étaient mises à la disposition du public sur le site Web d'Eurostat (avec l'indication d'une page Web dédiée sur laquelle ces renseignements peuvent être consultés).</li> <li>- Un extrait de données tirées de cette base pour chaque État membre de l'UE en ce qui concerne les exploitations porcines, a été fourni dans un fichier PDF intitulé "Pig_sector".</li> </ul>
Textes réglementaires prévoyant et précisant les procédures de suivi et les enquêtes épidémiologiques en cas de suspicion/de mortalité/de maladie (diagnostics différentiels)/élimination des animaux sensibles à la PPA – porcins et sangliers	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Il a été indiqué que la Directive 2002/60/CE du Conseil et le manuel de diagnostic de la PPA avaient déjà été fournis.</li> </ul>
Textes réglementaires régissant la chasse au sanglier et l'utilisation ultérieure des animaux tués (pour l'alimentation ou comme trophées), règlements régissant l'exportation de viande de sanglier et de trophées, nombre d'animaux tués ainsi que la viande et les trophées exportés au cours de la période 2013-2014 (pour les régions adjacentes à la zone infectée)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Il a été expliqué que les règles applicables aux zones affectées dans l'Union européenne en ce qui concernait la chasse figuraient dans les documents mentionnés au point précédent.</li> <li>- Il a été aussi expliqué que ces renseignements, s'agissant des zones non affectées de l'Union européenne, n'étaient pas pertinents aux fins de l'approbation de la régionalisation.</li> </ul>
Renseignements sur les mesures qui ont déjà été prises/sont actuellement prises pour prévenir l'introduction de l'agent étiologique dans le secteur agro-industriel du porc/les élevages privés à titre accessoire/la faune sauvage	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Il a été expliqué que les renseignements figuraient dans les plans qui avaient déjà été communiqués (pour ce qui est de tous les États membres de l'UE, à l'exception de la Lituanie).</li> </ul>
Description des mesures qui ont déjà été prises/sont actuellement prises sur les territoires des États membres de l'UE qui sont situés dans la zone manifestement à risque (postes de contrôle de sécurité/à la frontière)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Il a été expliqué que les renseignements figuraient dans les plans qui avaient déjà été communiqués (pour ce qui est de la Pologne, de la Lettonie et de l'Estonie).</li> </ul>
Description de la maladie et de la procédure d'inspection sanitaire (avec l'indication des textes réglementaires) et certification préalable à l'exportation à toutes les étapes du cycle de production	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Il a été expliqué que le règlement (CE) n° 882/2004 définissait les contrôles officiels effectués pour s'assurer de la conformité avec les dispositions de l'Union européenne relatives à la santé animale et qu'il était applicable à tous les États membres de l'UE (avec l'indication d'un lien vers un site Web sur lequel le texte du règlement peut être consulté).</li> </ul>
Description des mesures qui ont déjà été prises/sont prises actuellement pour contrôler le mouvement des animaux vivants et la circulation des produits de l'élevage porcin	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Il a été expliqué que la Directive 64/432/CEE du Conseil définissait les règles régissant le mouvement des bovins et des porcins dans l'Union européenne (avec l'indication d'un lien vers un site Web sur lequel le texte du règlement peut être consulté).</li> </ul>
Renseignements détaillés sur les chasseurs étrangers qui sont entrés dans le pays pour chasser le sanglier au cours de la période 2013-2014 (y compris des renseignements sur leur nombre et leur pays d'origine), ventilés par pays et par région	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Il a été expliqué que ces renseignements ne pouvaient pas être fournis.</li> </ul>
Renseignements détaillés sur les élevages porcins et les usines de transformation de la viande qui sont agréés pour expédier des animaux et des produits vers le territoire de l'Union douanière, y compris des renseignements sur les fournisseurs (nombre, pays, région) et sur les volumes de production, ventilés par pays et par région	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Il a été expliqué que les renseignements concernant les entreprises agréées pour l'exportation étaient déjà à la disposition des autorités russes.</li> <li>- Il a été indiqué par ailleurs que les renseignements détaillés sur les fournisseurs et les volumes de production ne pouvaient pas être envoyés.</li> </ul>

Catégorie de renseignements	Élément d'information/Explication
Estimation approximative des entreprises qui sont agréées pour expédier des produits d'origine animale vers le territoire de l'Union douanière, selon le niveau de l'état zoosanitaire, équivalente à l'évaluation précédemment effectuée pour les entreprises russes et biélorussiennes, ventilées par région et classées par volume de production	- Il a été expliqué que ces renseignements ne pouvaient pas être facilement compilés et étaient dénués de pertinence eu égard au but recherché.

9.21. Le 6 mars 2014 également, la DG SANCO a envoyé au Sous-Directeur du FSVPS une lettre dans laquelle elle l'informait qu'une équipe vétérinaire communautaire d'urgence se rendrait en Lituanie du 12 au 14 mars 2014 aux fins de la détection de la PPA, et dans laquelle elle invitait la Russie à nommer un expert qui se joindrait à l'équipe réalisant cette mission.<sup>1852</sup> Elle joignait à cette lettre un projet de "document de travail sur les mesures préventives de l'UE concernant la PPA".<sup>1853</sup>

9.22. Le 7 mars 2014, des experts de l'Union européenne et de la Russie se sont réunis à Vladimir. Les représentants de la Russie et de l'Union européenne ont établi un procès-verbal de cette réunion dans lequel les avis exprimés par les parties ont été consignés. Les représentants de l'Union européenne ont fait rapport des mesures prises pour localiser la PPA et prévenir sa dissémination plus étendue, et ont fourni une carte sur laquelle étaient indiquées les zones affectées par la maladie. Les experts de l'Union européenne ont en outre fait observer les points forts des mesures en place. Les experts de la Russie ont formulé quelques remarques sur les mesures de l'UE. Il convient de noter que les experts de la Russie ont indiqué, à propos du questionnaire envoyé le 5 février 2014, qu'"en réponse, [il avait été reçu] soit des données obsolètes sur le recensement des porcins dans l'ensemble de l'UE (jusqu'en 2010) alors que des renseignements actualisés [avaient] été fournis pour la Pologne et la Lituanie, soit des renseignements insuffisants qui ne permett[ai]ent pas d'analyser objectivement les risques". Selon les experts de la Russie, il s'agit d'une sous-estimation des risques encourus. Les experts de l'Union européenne ont assuré que celle-ci fournirait tous les renseignements non confidentiels demandés par la Russie au sujet des plans d'urgence.<sup>1854</sup>

9.23. Le 10 mars 2014, la DG SANCO a envoyé au Directeur du FSVPS une lettre mentionnant les échanges qui avaient eu lieu au cours de la réunion du 7 mars 2014 à Vladimir et demandant confirmation de la réunion prévue à Madrid le 14 mars 2014. Il était noté dans cette lettre que, pendant la réunion de Vladimir, "la Commission européenne [avait] fourni [aux] services [du FSVPS] tous les éclaircissements demandés sur la situation et les mesures de l'UE concernant la PPA, démontrant la sécurité des échanges avec les zones non affectées de l'UE".<sup>1855</sup>

9.24. Le 12 mars 2014, le FSVPS a envoyé à la DG SANCO une lettre indiquant que les experts techniques n'avaient pas eu le temps d'examiner certaines questions à leur réunion de Vladimir, à savoir i) les remarques sur les mesures prises en Lituanie et en Pologne, qui avaient été faites par l'expert du FGBU "VNIIZH" (Centre fédéral pour la santé animale) participant à l'enquête sur les sources de propagation de la PPA au sein du groupe d'intervention immédiate; ii) le fait que seule une intervention situationnelle était possible et l'absence d'une approche systématique de l'Union européenne qui permettrait d'éviter la propagation plus étendue du virus de la PPA; iii) l'absence de toute preuve de l'inexistence de la PPA sur le territoire d'autres États membres de l'UE; et iv) l'absence de toute preuve de l'impossibilité d'introduire de la viande issue d'animaux infectés par le virus de la PPA, dans le cycle de production de la viande de porc, en provenance d'autres États membres de l'UE. La lettre confirmait en outre la réunion prévue à Madrid.<sup>1856</sup>

9.25. Le 13 mars 2014, le FSVPS a envoyé à la DG SANCO une lettre au sujet de certaines "infractions aux règles vétérinaires" commises dans le cadre du commerce de certains produits,

<sup>1852</sup> Lettre de l'Union européenne à la Russie du 6 mars 2014, ARES(2014)605187, SANCO G7/PD/mh (2014)640752 (pièce EU-87).

<sup>1853</sup> La version finale de ce document a été communiquée en tant que pièce EU-88.

<sup>1854</sup> Procès-verbal de la réunion technique entre l'Union européenne et la Russie du 7 mars 2014 (pièce EU-89).

<sup>1855</sup> Lettre de la DG SANCO du 10 mars 2014 (SANCO/G7/PD/mh(2014)6591200) (pièce EU-173).

<sup>1856</sup> Lettre de la Russie à l'Union européenne du 12 mars 2014, FS-SD-4/3620 (pièce EU-90/pièce RUS-135).



provenant d'usines de réfrigération lituaniennes, qui faisaient l'objet d'un contrôle et d'une surveillance vétérinaires parce qu'ils étaient fabriqués dans des pays tiers ou dans des États membres de l'UE qui n'avaient pas le droit d'exporter vers l'Union douanière. À cet égard, le FSVPS a demandé que la DG SANCO lui fournisse des renseignements sur "les entreprises de l'UE qui recev[ai]ent des produits du porc en provenance d'établissements ou d'usines lituaniennes et polonaises depuis l'apparition de foyers de" PPA en Lituanie et en Pologne.<sup>1857</sup>

9.26. Le 13 mars 2014, la DG SANCO a envoyé au Directeur du FSVPS une lettre mentionnant les questions considérées comme étant en suspens par la Russie, s'agissant des renseignements présentés par l'Union européenne pendant la réunion qui s'était tenue avec les experts de la Russie le 7 mars 2014. En annexe à cette lettre, l'Union européenne a fourni un tableau énumérant les questions que la Russie considérait comme restant en suspens et indiquant les réponses données pendant la réunion ainsi que les éléments de preuve fournis par l'Union européenne.<sup>1858</sup>

9.27. Le tableau A4 ci-après dresse une liste des renseignements et explications fournis par l'Union européenne à la Russie en annexe à la lettre du 13 mars 2014 susmentionnée.

**Tableau A4 Récapitulatif des renseignements et explications fournis par l'Union européenne, 13 mars 2014**

Catégorie de renseignements	Élément d'information/Explication
Mesures adoptées pour lutter contre la PPA en Pologne	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Des éléments de preuve ont été fournis au cours de la visite sur place.</li> <li>- Exposés présentés par des États membres de l'UE au Comité permanent de la chaîne alimentaire et de la santé animale (CPCASA).</li> <li>- Des éléments de preuve figurent dans les rapports complets de l'équipe vétérinaire communautaire d'urgence.</li> <li>- D'autres éléments de preuve ont été recueillis lors de la deuxième visite de l'équipe en Lituanie.</li> <li>- Exemple de mesure de sécurité biologique appliquée en Pologne, illustré par des photos prises par l'équipe (jointes en annexe).</li> </ul>
Plans d'intervention d'urgence en cas d'apparition de foyers de PPA	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Explication concernant l'approche de l'intervention d'urgence en cas de PPA au moyen de plans d'urgence.</li> <li>- Exemple d'audits réalisés par l'Office alimentaire et vétérinaire (OAV) de l'Union européenne concernant le plan d'urgence de lutte contre la peste porcine classique en Lituanie (indication d'un lien vers un site Web).</li> <li>- Exemple d'application du plan d'urgence de lutte contre la PPA de l'Espagne (indication d'un lien vers un site Web).</li> <li>- Mesures mises en place en raison du risque encouru du fait de la présence de PPA dans des pays voisins de l'Union européenne (Décision 2013/426/UE – pièce RUS-349). Ces mesures ont fait l'objet d'inspections de l'OAV (il a été fourni des exemples des rapports des audits y relatifs par l'indication de liens vers des sites Web).</li> </ul>
Mesures prises par les États membres de l'UE non affectés concernant la PPA/Preuve de l'inexistence de la PPA dans les États membres de l'UE non affectés	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Explication de la surveillance passive appliquée dans l'Union européenne, conformément à l'article 1.4.5 du Code terrestre, visant à démontrer l'absence de PPA dans l'UE sur des territoires qui ne sont pas des zones à haut risque et qui ne sont pas adjacents à des zones infectées.</li> <li>- Il a été expliqué que les éléments de preuve fournis au moyen de la surveillance susmentionnée prouvaient que la majeure partie du territoire de l'Union européenne satisfaisait aux prescriptions du point 1 b) de l'article 1.4.6 du Code terrestre de sorte à pouvoir être considéré comme historiquement exempt de PPA.</li> <li>- Il a été expliqué que les États membres de l'UE devaient notifier la présence ou la suspicion de la PPA à l'autorité compétente, laquelle devait procéder à une enquête complète sur cette suspicion (Directive 2002/60/CE).</li> <li>- Explication de la surveillance active mise en place en Estonie, en Lettonie, en Lituanie et en Pologne, et renseignements concernant les rapports relatifs à ces programmes (indication de liens vers des sites Web).</li> <li>- Il a été expliqué que la surveillance active serait étendue en 2014 à d'autres États membres de l'UE qui étaient adjacents à des zones à haut risque, par exemple la Finlande ou la Roumanie.</li> </ul>

<sup>1857</sup> Lettre du service vétérinaire russe, EC-AC-8/3671, 13 mars 2014 (pièce RUS-209).

<sup>1858</sup> Lettre de l'Union européenne à la Russie du 13 mars 2014, ARES(2014)709435, SANCO G7/PD/mh(2014)745829 (pièce EU-91).



Catégorie de renseignements	Élément d'information/Explication
Absence de preuve de l'impossibilité d'introduire de la viande issue d'animaux infectés par le virus de la PPA, dans le cycle de production de la viande de porc, en provenance d'autres États membres de l'UE	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Il a été expliqué que cette approche de la surveillance avait été appliquée à d'autres maladies comme la fièvre aphteuse, la peste porcine classique, la clavelée et la variole caprine, etc. pour lesquelles l'Union européenne avait obtenu, dans le monde entier, la reconnaissance de son statut de zone exempte.</li> <li>- Il a été expliqué que les règles de l'Union européenne, pleinement en vigueur dans tous les États membres de l'UE, garantissaient pour les partenaires commerciaux dans l'UE et dans les pays tiers l'impossibilité d'une transmission de la PPA ou de toute autre maladie analogue comme la peste porcine classique par la viande ou les animaux infectés par le virus de la PPA dans le cycle de production de la viande de porc en provenance d'autres États membres de l'UE.</li> <li>- Il a été fait référence au "document de travail sur les mesures préventives de l'UE concernant la PPA" joint en annexe (SANCO/7073/2014/Rev1 (pièce EU-88)).</li> <li>- Il a été indiqué que le fonctionnement et la mise en œuvre du règlement pertinent faisait régulièrement l'objet d'un audit effectué par l'OAV (avec l'indication d'un lien vers un site Web sur lequel ces rapports peuvent être consultés).</li> </ul>

9.28. Le 17 mars 2014, la DG SANCO a envoyé à la délégation de la Russie à Bruxelles un fax lui transmettant la Décision d'exécution 2014/134/UE de la Commission du 12 mars 2014<sup>1859</sup> concernant certaines mesures de protection contre la PPA en Pologne.<sup>1860</sup>

9.29. Le 19 mars 2014, le FSVPS a envoyé à la DG SANCO une lettre faisant référence à une téléconférence entre le FSVPS et la DG SANCO qui avait eu lieu le 18 mars 2014, au sujet de la régionalisation concernant la PPA et de la modification du libellé des certificats vétérinaires. Cette lettre indiquait que "[m]alheureusement, nous n'av[ions] pas pu nous entendre sur le processus de régionalisation concernant la PPA dans l'UE, ni sur la question du caractère suffisant de la réponse de l'UE et des éléments de preuve concluants montrant que le reste de l'UE n'[était] pas affecté par la maladie". Il été noté par ailleurs dans cette lettre que la Belgique avait été le seul État membre de l'UE à avoir fourni au FSVPS "des réponses complètes à [ses] questions sur l'endémicité de la PPA dans l'Union européenne".<sup>1861</sup>

9.30. Le 27 mars 2014, la DG SANCO a envoyé à la délégation de la Russie à Bruxelles un fax lui transmettant le projet de Décision d'exécution de la Commission concernant des mesures zoosanitaires de lutte contre la PPA dans certains États membres de l'UE, adopté sous la cote C(2014)1979.<sup>1862</sup>

9.31. Le 2 avril 2014, le FSVPS a envoyé à la DG SANCO une lettre indiquant que "les experts russes attend[aient] toujours des renseignements détaillés sur les mesures de lutte contre la PPA qui [étaient] prises par les autorités vétérinaires de l'UE, en particulier des dispositions visant à localiser la maladie dans les pays affectés ainsi qu'à prévenir l'introduction du virus de la PPA dans d'autres pays de l'UE". Cette lettre indiquait en outre que le FSVPS n'avait pas reçu de réponse à la demande de renseignements, envoyée le 13 mars 2014, concernant les négociants de l'Union européenne qui avaient reçu des produits du porc en provenance de Lituanie et de Pologne après l'apparition des foyers de la maladie. De plus, elle évoquait les préoccupations que le FSVPS avaient soulevées en ce qui concerne l'absence de frontières vétérinaires à l'intérieur de l'Union européenne et le fait que la DG SANCO "ne [pouvait] pas garantir que de la viande de porc fraîche en provenance des pays de l'UE affectés par la PPA [n'entrerait pas] dans la chaîne de production de produits alimentaires finis exportés vers la Russie". Sur cette base, la lettre se terminait par l'annonce de la décision d'imposer, à compter du 7 avril 2014, des restrictions temporaires sur les exportations de produits alimentaires finis, à l'exception des aliments pour chiens et chats ayant été soumis à un traitement thermique (à une température de traitement de plus de 70°C pendant plus de 20 minutes) en provenance de Lituanie et de Pologne et à destination de la Russie.<sup>1863</sup>

<sup>1859</sup> Décision d'exécution 2014/134/UE de la Commission du 12 mars 2014 concernant certaines mesures de protection contre la peste porcine africaine, en Pologne, JO L 74, page 63 (pièce EU-36).

<sup>1860</sup> Communication du 17 mars 2014: Peste porcine africaine (PPA) en Pologne (publication de la Décision d'exécution) (pièce EU-145).

<sup>1861</sup> Lettre du service vétérinaire russe à la DG SANCO, FS-SD-8/4168, 19 mars 2015 (pièce RUS-130).

<sup>1862</sup> Communication du 27 mars 2014: Adoption de mesures de lutte contre la peste porcine africaine dans certains États membres (pièce EU-146). Voir aussi la Décision d'exécution 2014/178/UE de la Commission du 27 mars 2014 (pièce EU-37).

<sup>1863</sup> Lettre du service vétérinaire russe à la DG SANCO, FS-EN-8/5084, 2 avril 2015 (pièce RUS-54).

9.32. Le même jour, le FSVPS a envoyé à la DG SANCO une lettre faisant observer, entre autres choses, que les "mesures annoncées par la Commission européenne sembl[aient] insuffisantes pour assurer la régionalisation concernant la PPA dans l'UE. L'introduction de restrictions dans certaines zones de la Lituanie et de la Pologne ne permet[tait] pas de prévenir efficacement le risque d'une dissémination plus étendue du virus de la PPA".<sup>1864</sup>

9.33. Le 4 avril 2014, la DG SANCO a envoyé au Sous-Directeur du FSVPS (M. Saurin) une lettre faisant état des faits nouveaux se rapportant à des soupçons de violations des conditions d'importation russes. En outre, cette lettre fournissait des renseignements concernant la liste des établissements agréés pour le stockage de sous-produits animaux, non destinés à la consommation humaine.<sup>1865</sup>

9.34. Le 10 avril 2014, le FSVPS a envoyé au responsable des services vétérinaires de la Pologne une lettre dans laquelle il demandait des renseignements pour évaluer l'efficacité des mesures de lutte visant à confiner le foyer de PPA et prévenir sa dissémination plus étendue. Les renseignements demandés étaient les suivants: i) un certain nombre d'études de surveillance réalisées en mars et avril 2014 afin de détecter la présence du virus de la PPA dans les populations de porcins domestiques (dans les secteurs privé et agro-industriel) et dans les populations de sangliers à l'intérieur des zones de quarantaine et des zones tampons (à la fois en chiffres absolus et en proportion du nombre total des animaux sauvages et domestiques sensibles à la maladie au sein du troupeau); ii) un certain nombre d'études de surveillance menées en mars et avril 2014 afin de détecter la présence du virus de la PPA dans les populations de porcins domestiques (dans les secteurs privé et agro-industriel) et dans les populations de sangliers sur les territoires administratifs qui sont adjacents aux zones de quarantaine et aux zones tampons (à la fois en chiffres absolus et en proportion du nombre total des animaux sauvages et domestiques sensibles à la maladie au sein du troupeau); et iii) les livraisons, en volumes, de viande de porc et de produits prêts à consommer contenant de la viande de porc, en provenance des entreprises lituaniennes situées dans les zones de quarantaine et les zones tampons, qui sont effectuées à l'intention de toute entreprise située à l'extérieur de ces zones, y compris dans d'autres pays de l'Union européenne.<sup>1866</sup>

9.35. Le 18 avril 2014, le FSVPS a envoyé au Directeur du Service national de l'alimentation et des questions vétérinaires de la Lituanie une lettre indiquant que, pour qu'il puisse lever les restrictions temporaires à l'importation de certains produits finis à base de porc, le FSVPS était disposé à réaliser dans un délai de deux mois une inspection des établissements lituaniens de fabrication de produits d'origine animale qui souhaitaient exporter des produits à destination des États membres de l'Union douanière.<sup>1867</sup>

9.36. Le 16 mai 2014, le FSVPS a envoyé à la DG SANCO une lettre dans laquelle il déplorait que l'Union européenne n'ait pas fourni les renseignements concernant les "risques additionnels" relevés par les experts de la Russie à la réunion tenue à Vladimir le 7 mars 2014. Il était en outre noté dans cette lettre que, pour cette raison, le FSVPS souhaitait rappeler à la DG SANCO la nécessité de fournir des renseignements sur les questions suivantes: i) la justification des critères de délimitation des frontières des zones infectées par la PPA/exemptes de PPA/à risque élevé de PPA sur le territoire de la Pologne et de la Lituanie, à savoir les textes réglementaires et législatifs ainsi que les données scientifiques utilisées comme base pour le zonage dans les États membres de l'UE en ce qui concerne la PPA; ii) la représentation cartographique des établissements agréés pour fournir des porcins vivants et des produits du porc en provenance des États membres de l'UE (la Pologne et la Lituanie en particulier) à la Russie, avec indication des matières premières de base utilisées par ces établissements; iii) le statut zoosanitaire des petites exploitations (du fait de leur nombre sur les territoires des zones infectées par la PPA/à risque élevé de PPA) et la mesure de leur protection biologique (possibilité d'élevage en plein air, alimentation de base, régime d'introduction des animaux nouvellement arrivés dans le troupeau, etc); iv) la question de savoir s'il existait des plans visant à mettre en œuvre des programmes de surveillance (détection précoce de la PPA) dans les États membres de l'UE voisins de la Pologne et de la Lituanie compte tenu de

<sup>1864</sup> Lettre de la Russie à l'Union européenne du 2 avril 2014, FS-EN-8/5095 (pièce RUS-53).

<sup>1865</sup> Lettre de la DG SANCO au service vétérinaire russe, SANCO/G7/PD/mh (2014)1055360, 4 avril 2015 (pièce RUS-56).

<sup>1866</sup> Lettre de la Russie à la Pologne du 10 avril 2014, FS-NV-8/5827 (pièce RUS-240).

<sup>1867</sup> Lettre du service vétérinaire russe à la DG SANCO, FS-AS-8/6360, 18 avril 2014 (pièce RUS-138.b révisée).

l'évolution de la situation épizootique au regard de la PPA dans ces deux pays; v) des données sur l'évaluation interne par les services vétérinaires des États membres de l'UE des ressources (humaines, techniques et financières) nécessaires à la création et au maintien des zones susmentionnées; vi) des données sur l'isolement fonctionnel de sous-populations d'animaux domestiques et sauvages dans les zones, accompagnées de preuves de l'absence de migration/mouvements saisonniers des sangliers entre les zones; et vii) des données sur la présence du vecteur de la PPA dans les États membres de l'UE.<sup>1868</sup>

9.37. Le 21 mai 2014, la DG SANCO a envoyé au Sous-Directeur du FSVPS (M. Nepoklonov) une lettre contenant les renseignements supplémentaires demandés par la Russie dans le cadre des consultations tenues les 30 avril et 1<sup>er</sup> mai 2014. Cette lettre faisait référence aux communications que l'Union européenne avait envoyées les 7 février et 13 mars 2014 et apportaient des précisions sur certains renseignements demandés par la Russie. Elle indiquait ceci: "Je suis convaincu que la Fédération de Russie sera dorénavant en mesure non seulement d'évaluer correctement les mesures de régionalisation de l'Union européenne, mais aussi de manière plus pressante, d'autoriser sans délai la reprise de l'exportation de porcins et de produits du porc vers son territoire."<sup>1869</sup>

9.38. Le tableau A5 ci-après dresse une liste des renseignements et explications que l'Union européenne a fournis à la Russie en annexe à la lettre du 21 mai 2014 susmentionnée.

**Tableau A5 Récapitulatif des renseignements et explications fournis par l'Union européenne, 21 mai 2014**

Catégorie de renseignements	Élément d'information/Explication
Renseignements supplémentaires ou précisions fournis à la Russie concernant le plan d'intervention d'urgence détaillé qu'elle avait demandé	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Il a été précisé que les plans d'urgence étaient établis individuellement au niveau de l'État membre de l'UE. Il a été rappelé que les renseignements concernant ces plans d'urgence avaient été fournis avec la lettre du 7 février 2014.</li> <li>- Il a été fourni une copie des plans d'urgence de la Pologne, de la Lituanie, de la Lettonie et de l'Estonie, avec l'indication que tous les renseignements sensibles avaient été supprimés de cette copie.</li> <li>- Il a été rappelé que, dans la lettre du 7 février 2014, l'Union européenne avait déjà fourni des renseignements complets concernant les plans d'urgence des 24 autres États membres de l'UE.</li> <li>- Il a été rappelé que, dans la lettre du 13 mars 2014, l'Union européenne avait envoyé le plan d'urgence de l'Espagne qui pouvait fournir un exemple des méthodes et des actions qui constituaient les plans d'urgence appliqués dans toute l'Union européenne.</li> </ul>
Renseignements supplémentaires sur les données concernant la population de sangliers, avec le détail des densités par pays et par région	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Il a été rappelé que, dans la lettre du 6 mars 2014, une carte fondée sur une étude publiée par la FAO (couvrant la période 2005-2011) avait été transmise avec les densités estimées de la population de sangliers en Europe, par région.</li> <li>- Il a été fourni un tableau actualisé (apparemment jusqu'à 2014) indiquant la population estimée de sangliers en Estonie, en Lettonie, en Lituanie et en Pologne.</li> </ul>
Renseignements détaillés sur les élevages porcins et renseignements sur la population de porcins avec le détail des densités par région	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Il a été rappelé qu'un tableau fournissant des données sur le nombre d'élevages et de têtes selon la taille de l'élevage et la taille du cheptel porcin pour les 27 États membres de l'UE, en 2010, avait été fourni avec la lettre du 7 février 2014.</li> <li>- Il a été fourni un tableau indiquant le nombre de porcins qui étaient élevés dans les exploitations en décembre 2013 pour l'ensemble des 28 États membres de l'UE.</li> <li>- Il a été fourni un tableau indiquant le nombre d'exploitations porcines en 2010 pour l'ensemble des 28 États membres de l'UE. La lettre indique que ces renseignements sont recueillis tous les trois ans et que 2010 a été la dernière année où cela a été fait.</li> <li>- Il a été fourni des tableaux, actualisés jusqu'en 2014, contenant de plus amples renseignements sur les populations de porcins en Lituanie et en Pologne, d'après leurs programmes de contrôle et de surveillance.</li> </ul>
Renseignements supplémentaires sur les mesures prises pour prévenir l'introduction de la PPA	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Rappel des renseignements fournis sur les programmes de surveillance de la PPA et de lutte contre cette maladie en Estonie, en Lettonie, en Lituanie et en Pologne en 2013, communiqués par la lettre du 7 février 2014.</li> <li>- Il a été fourni des plans concernant les activités de contrôle et de surveillance prévues en Estonie, en Lettonie, en Lituanie et en Pologne en 2014.</li> </ul>

<sup>1868</sup> Lettre de la Russie à l'Union européenne du 16 mai 2014, FS-EN-8/7999 (pièce EU-93).

<sup>1869</sup> Lettre de l'Union européenne à la Russie du 21 mai 2014, ARES(2014)1658269, SANCO/G6/AB(2014)1782253 (pièce EU-92).

Catégorie de renseignements	Élément d'information/Explication	
Renseignements sur les chasseurs étrangers qui sont entrés dans le pays pour chasser le sanglier au cours de la période 2013-2014	- Explication du cadre réglementaire applicable au traitement des carcasses de sangliers, de la viande de sanglier, des produits à base de viande de sanglier et des trophées, y compris les restrictions de mouvement. - Il a été indiqué que, dans ce contexte, les renseignements concernant chaque chasseur, entré dans le pays pour chasser le sanglier, étaient dénués de pertinence.	
Renseignements sur les élevages porcins et les usines de transformation de la viande agréés pour expédier des animaux et des produits vers le territoire de l'Union douanière	Population de porcins (élevages et porcins)	La lettre fait référence aux renseignements communiqués par la lettre du 7 février 2014 et indique que des renseignements actualisés plus complets ont été fournis dans cette communication.
	Établissements	La lettre fait référence aux renseignements communiqués par la lettre du 7 février 2014 et indique que ces renseignements sont à la disposition des autorités russes sur leur page Web dédiée.
	Fournisseurs de viande de porc aux établissements	Explication des interdictions claires visant l'expédition et la fourniture de porcins vivants et de viande de porc en provenance de zones infectées légalement définies, comme le prévoit l'article 8 de la Décision d'exécution 2014/178/UE de la Commission.

9.39. Le 5 juin 2014, le FSVPS a envoyé au Directeur du Service national de l'alimentation et des questions vétérinaires de la Lituanie une lettre dans laquelle il indiquait les noms des experts de la Russie qui participeraient à une inspection conjointe des usines de production lituaniennes souhaitant exporter leurs produits vers des États membres de l'Union douanière. Cette inspection devait se dérouler sur 7 jours à partir du 15 juin 2014. Elle devait porter sur les points suivants: les usines de fabrication de produits à base de viande et prêts à consommer, la situation épizootique en Lituanie et l'efficacité des mesures prises par les services vétérinaires lituaniens pour surveiller la PPA et prévenir sa dissémination.<sup>1870</sup>

9.40. Le 13 juin 2014, la DG SANCO a envoyé au Sous-Directeur du FSVPS (M.Nepoklonov) une lettre contenant les renseignements supplémentaires demandés par la Russie dans une lettre envoyée à l'Union européenne le 16 mai 2014. La lettre fait référence aux communications que l'Union européenne a envoyées au FSVPS, les 7 février, 6 et 13 mars et 21 mai 2014, et apporte certaines explications et précisions au sujet des renseignements demandés par la Russie. Elle souligne que la situation épidémiologique de la PPA dans l'Union européenne reste inchangée parce que, depuis février 2014, seuls deux nouveaux cas de PPA ont été découverts chez des sangliers en Pologne.<sup>1871</sup>

9.41. Le tableau A6 ci-après dresse une liste des renseignements et explications que l'Union européenne a fournis à la Russie en annexe à la lettre du 13 juin 2014 susmentionnée.

**Tableau A6 Récapitulatif des renseignements et explications fournis par l'Union européenne, 13 juin 2014**

Catégorie de renseignements	Élément d'information/Explication
Justification des critères de délimitation des frontières des zones infectées par la PPA/exemptes de PPA/à risque élevé de PPA sur le territoire de la Pologne et de la Lituanie	Il a été fourni une explication des données scientifiques, y compris sur le site d'habitat des sangliers, prises en compte pour définir les zones.
Représentation cartographique des établissements agréés pour fournir des porcins vivants et des produits du porc en provenance des États membres de l'UE (la Pologne et la Lituanie en particulier) à la Russie, avec indication des matières premières de base utilisées par ces établissements	Il a été fait référence aux réponses fournies par l'UE dans sa lettre du 21 mai 2014 au sujet des renseignements sur les élevages porcins et les usines de transformation de la viande qui sont agréés pour expédier des animaux et des produits vers le territoire de l'Union douanière, y compris des renseignements sur les fournisseurs et sur les volumes de production, ventilés par pays et par région (dernière rubrique du tableau A5 figurant plus haut).

<sup>1870</sup> Lettre du service vétérinaire russe au Directeur du Service national de l'alimentation et des questions vétérinaires de la République de Lituanie, FS-NV-8/9668, 5 juin 2014 (pièce RUS-355).

<sup>1871</sup> Lettre de l'Union européenne à la Russie du 13 juin 2014, ARES(2014)1941949, SANCO/G7/PD/mh(2014)2038505 (pièce EU-94).

Catégorie de renseignements	Élément d'information/Explication
Statut zoosanitaire des petites exploitations (du fait de leur nombre important sur les territoires des zones infectées par la PPA/à risque élevé de PPA) et mesure de leur protection biologique (possibilité d'élevage en plein air, alimentation de base, régime d'introduction des animaux nouvellement arrivés dans le troupeau, etc)	Il a été expliqué que, conformément au Code terrestre, le statut zoosanitaire au regard de la PPA des élevages/exploitations, quelle que soit leur taille, est défini par le statut de la zone dans laquelle ils sont situés. Ce statut peut être celui de zone infectée/réglémentée ou celui de zone exempte de la maladie. L'attribution de ce statut à des élevages pris individuellement – quel que soit l'endroit où ils sont situés – n'est pas prévue dans le Code terrestre et donc pas non plus dans la législation de l'Union européenne.
Question de savoir s'il est prévu de planifier et de mettre en œuvre des programmes de surveillance (détection précoce de la PPA) dans les pays de l'UE voisins de la Pologne et de la Lituanie, compte tenu de l'évolution de la situation épidémiologique au regard de la PPA dans ces deux pays	Il a été expliqué qu'en règle générale, une surveillance non spécifique ou passive est exercée dans l'ensemble de l'Union européenne. La surveillance (active) ciblant la PPA est appliquée lorsqu'il existe un risque différencié, comme dans les territoires ou les pays qui sont voisins des pays infectés. En 2013, une surveillance a été exercée en Estonie, en Lettonie, en Lituanie et en Pologne. Il a été en outre expliqué qu'en 2014, à cause des cas détectés, la surveillance a été encore renforcée en Estonie, en Lettonie, en Lituanie et en Pologne. Cette surveillance est également renforcée dans les autres États membres de l'UE qui se considèrent comme des pays à risque, en raison de leur grande proximité avec la frontière de la Russie, du Bélarus et/ou de l'Ukraine.
Données sur l'évaluation interne effectuée par les services vétérinaires des pays de l'UE des ressources (humaines, techniques et financières) nécessaires à la création et au maintien des zones susmentionnées	Il a été répondu qu'il existait une évaluation systématique des services vétérinaires de chaque État membre de l'UE au moyen d'audits réalisés par l'OAV. Les ressources humaines, techniques et financières nécessaires sont mises à disposition selon que de besoin. Les rapports détaillés des audits réalisés à ce jour sont mis à la disposition du public sur la page Web dédiée de l'OAV (la lettre indique un lien vers un site Web sur lequel ces rapports peuvent être consultés).
Données sur l'isolement fonctionnel de sous-populations d'animaux domestiques et sauvages dans les zones, accompagnées de preuves de l'absence de migration/mouvements saisonniers des sangliers entre les zones	Il a été fait référence aux documents scientifiques de l'EFSA qui avaient été envoyés à la Russie avec la lettre datée du 7 février 2014, selon lesquels les sangliers ne migraient pas et les mouvements de ces animaux d'une zone à l'autre étaient très limités. Il a été noté que le risque de contact entre animaux domestiques et animaux sauvages dans les zones infectées existait, mais que c'était pour cette raison que des mesures de restriction étaient appliquées aux mouvements des porcs domestiques en provenance des zones affectées. L'Union européenne a souligné que cette surveillance intensive se poursuivait afin de confirmer l'absence de la maladie dans les élevages.
Données sur la présence du vecteur de la PPA dans les pays de l'Union européenne	Il a été expliqué que l'UE ne disposait pas encore de données concernant les zones infectées de son territoire et que les préoccupations relatives aux vecteurs de la PPA se rapportaient au rôle que ceux-ci jouaient dans la persistance de l'infection dans des zones déjà affectées, c'est pourquoi toute question sur la présence de vecteurs dans cette affaire, était de l'avis de l'Union européenne dénuée de pertinence s'agissant des zones non affectées par la PPA.

9.42. Le 26 juin 2014, la DG SANCO a envoyé à la délégation de la Russie à Bruxelles un fax l'informant que la présence de PPA avait été confirmée dans une exploitation artisanale de porcs, dans le district de Kraslava, et chez trois sangliers trouvés morts dans le district de Dagda en Lettonie, à la frontière avec le Bélarus, et lui transmettant une communication du Service de l'alimentation et des questions vétérinaires de la Lettonie. Le fax indiquait que des mesures conformes à la Directive 2002/60/CE du Conseil étaient mises en œuvre et que la présence de la PPA avait été confirmée dans la zone qui était déjà réglementée en raison de la présence établie de peste porcine classique en Lettonie (Décision d'exécution 2013/764/UE de la Commission).<sup>1872</sup>

9.43. Le 27 juin 2014, la DG SANCO a envoyé à la délégation de la Russie à Bruxelles un fax lui transmettant le projet de Décision d'exécution de la Commission, adoptée le même jour,

<sup>1872</sup> Communication du 26 juin 2014: Détection de la peste porcine africaine (PPA) en Lettonie (pièce EU-147).

concernant certaines mesures provisoires de protection contre la PPA en Lettonie.<sup>1873</sup> Le 1<sup>er</sup> juillet 2014, elle a envoyé à la délégation un fax lui transmettant la Décision d'exécution 2014/417/UE de la Commission, adoptée le 27 juin 2014, dont elle avait envoyé le projet le 27 juin 2014, concernant certaines mesures provisoires de protection contre la PPA en Lettonie.<sup>1874</sup>

9.44. Le 30 juin 2014, le FSVPS a envoyé à la DG SANCO une lettre indiquant que, compte tenu de la dissémination persistante de la PPA dans toute l'Union européenne, spécifiquement eu égard aux foyers de maladie apparus chez les sangliers et les porcins domestiques en Lettonie, il était d'avis que la discussion sur la modification des certificats vétérinaires de certains produits du porc devrait être reportée. En conclusion, la lettre indiquait qu'il serait utile d'organiser des consultations sur la question dès que possible.<sup>1875</sup>

9.45. Le 7 juillet 2014, la DG SANCO a envoyé à la délégation de la Russie à Bruxelles un fax l'informant que la présence de PPA avait été confirmée chez cinq sangliers morts découverts à la frontière de la Pologne avec le Bélarus. Le fax contenait en annexe le rapport correspondant de l'inspection vétérinaire de la Pologne et indiquait que ces cas s'étaient déclarés à l'intérieur de la zone réglementée mentionnée dans la partie II de l'Annexe de la Décision d'exécution 2014/178/UE de la Commission.<sup>1876</sup>

9.46. Le 8 juillet 2014, la DG SANCO a envoyé à la délégation de la Russie à Bruxelles un fax lui transmettant le projet de Décision d'exécution de la Commission, adoptée le même jour sous la cote C(2014)4925, énumérant certaines régions de Lettonie affectées par la PPA dans les parties I et II de l'Annexe de la Décision 2014/178/UE.<sup>1877</sup> Le même jour, elle a envoyé à la délégation un fax l'informant que la présence de PPA avait été confirmée chez six sangliers morts découverts près de la frontière de la Pologne avec le Bélarus. Ce fax contenait en annexe le rapport correspondant de l'inspection vétérinaire de la Pologne et indiquait que ces cas s'étaient déclarés à l'intérieur de la zone réglementée mentionnée dans la partie II de l'Annexe de la Décision d'exécution 2014/178/UE de la Commission.<sup>1878</sup>

9.47. Le 9 juillet 2014, la DG SANCO a envoyé à la délégation de la Russie à Bruxelles un fax contenant une carte montrant les zones telles qu'elles étaient présentées dans l'Annexe actualisée de la Décision d'exécution 2014/178/UE de la Commission concernant des mesures zoosanitaires de lutte contre la PPA dans certains États membres de l'UE.<sup>1879</sup>

9.48. Le 10 juillet 2014, la DG SANCO a envoyé à la délégation de la Russie à Bruxelles un fax lui transmettant la Décision d'exécution 2014/448/UE de la Commission, adoptée le 8 juillet 2014, modifiant l'Annexe de la Décision d'exécution 2014/178/UE de la Commission concernant la PPA en Lettonie.<sup>1880</sup>

<sup>1873</sup> Communication du 27 juin 2014: Peste porcine africaine (PPA) en Lettonie – Adoption de mesures provisoires de protection (pièce EU-148).

<sup>1874</sup> Communication du 1<sup>er</sup> juillet 2014: Peste porcine africaine (PPA) chez les porcins domestiques et les sangliers en Lettonie, Décision d'exécution 2014/417/UE de la Commission du 27 juin 2014 (pièce EU-206). Voir aussi la Décision d'exécution 2014/417/UE de la Commission du 27 juin 2014 concernant certaines mesures provisoires de protection contre la peste porcine africaine en Lettonie, JO L 192, page 66 (pièce EU-38).

<sup>1875</sup> Lettre du service vétérinaire russe au service vétérinaire de l'UE, 30 juin 2014, ФС-СД-8/11415 (pièce RUS-250).

<sup>1876</sup> Communication du 7 juillet 2014: Peste porcine africaine (PPA) chez les sangliers en Pologne à l'intérieur de la zone réglementée mentionnée dans la partie II de l'Annexe de la Décision 2014/178/UE (pièce EU-186).

<sup>1877</sup> Communication du 8 juillet 2014: Adoption de la Décision d'exécution de la Commission modifiant la Décision 2014/178/UE concernant la peste porcine africaine en Lettonie (pièce EU-207). Voir aussi la Décision d'exécution 2014/448/UE de la Commission du 8 juillet 2014 (pièce EU-39).

<sup>1878</sup> Communication du 8 juillet 2014: Peste porcine africaine (PPA) chez les sangliers en Pologne à l'intérieur de la zone réglementée mentionnée dans la partie II de l'Annexe de la Décision 2014/178/UE (pièce EU-208).

<sup>1879</sup> Communication du 9 juillet 2014: Mise à jour des renseignements épidémiologiques et carte montrant la régionalisation établie dans la Décision 2014/178/UE, telle qu'elle a été modifiée en dernier lieu, concernant la peste porcine africaine (pièce EU-209).

<sup>1880</sup> Communication du 10 juillet 2014: Publication de la Décision modifiant la Décision d'exécution 2014/178/UE de la Commission sur la régionalisation concernant la peste porcine africaine

9.49. Le 22 juillet 2014, la DG SANCO a envoyé à la délégation de la Russie à Bruxelles un fax l'informant de la confirmation d'un foyer de PPA chez des porcins domestiques et d'un cas positif chez des sangliers dans la municipalité de Valka. Le fax contenait en annexe le rapport correspondant du Service de l'alimentation et des questions vétérinaires de la Lettonie et indiquait que ces cas avaient été confirmés à l'extérieur de la zone réglementée mentionnée dans les parties I et II de l'Annexe de la Décision d'exécution 2014/178/UE de la Commission.<sup>1881</sup>

9.50. Le 24 juillet 2014, la DG SANCO a envoyé à la délégation de la Russie à Bruxelles un fax l'informant d'une forte suspicion de PPA dans un élevage commercial de porcins du village de Rupinskai (sous-district de Kazitiskis, district d'Ignalina) situé dans la partie orientale de la Lituanie près de la frontière avec le Bélarus.<sup>1882</sup> Le même jour, elle a envoyé à la délégation un fax l'informant de la confirmation de la présence de la PPA dans une exploitation comptant des porcins domestiques, située dans la région d'Ignalina en Lituanie, et a transmis le rapport correspondant du Service national de l'alimentation et des questions vétérinaires de ce pays. Le fax indiquait que le foyer de maladie avait été confirmé à l'extérieur de la zone réglementée mentionnée dans les parties I et II de l'Annexe de la Décision d'exécution 2014/178/UE de la Commission.<sup>1883</sup> Le 24 juillet 2014 également, la DG SANCO a envoyé un autre fax contenant le projet de Décision d'exécution de la Commission, adoptée le même jour, concernant certaines mesures provisoires de protection contre la PPA en Lituanie.<sup>1884</sup>

9.51. Le 28 juillet 2014, la DG SANCO a envoyé au FSVPS une lettre faisant état de la confirmation d'un foyer de PPA dans la région d'Ignalina en Lituanie, dans laquelle elle invitait les autorités russes à rejoindre l'équipe communautaire d'urgence qui se rendrait en Lituanie les 30 et 31 juillet. L'Union européenne a joint à cette lettre les projets de décisions d'exécution portant révision de l'annexe de la Décision d'exécution 2014/178/UE de la Commission.<sup>1885</sup> Le même jour, la DG SANCO a envoyé à la délégation de la Russie à Bruxelles un fax lui transmettant la Décision d'exécution 2014/502/UE de la Commission du 24 juillet 2014 concernant certaines mesures provisoires de protection contre la PPA en Lituanie.<sup>1886</sup>

9.52. Le 29 juillet 2014, le FSVPS a envoyé à la DG SANCO une lettre dans laquelle il était indiqué que, entre autres choses, les déclarations de foyers de PPA chez des porcins domestiques dans des régions de la Lettonie et de la Lituanie situées à l'extérieur des "zones de quarantaine" confirmaient l'inefficacité des mesures de prévention approuvées par la Commission européenne. Cette lettre indiquait en outre que des éléments de preuve démontraient clairement l'existence des autres risques mentionnés par les experts de la Russie à la réunion qui s'était tenue le 7 mars 2014, s'agissant de la possibilité que de la viande infectée soit introduite dans la chaîne de production de la viande de porc. Elle se terminait en indiquant que l'aggravation de la situation épidémiologique dans l'Union européenne, ainsi que l'absence d'éléments de preuve concluants d'une surveillance suffisante et d'un fonctionnement correct des zones déterminées, "empêch[ai]ent" actuellement la Fédération de Russie d'accepter les conditions concernant la régionalisation de l'UE, proposées par la Commission européenne à la réunion qui s'[était] tenue le 4 juillet 2014 à Moscou, ainsi que de déclarer l'ensemble du territoire de l'UE exempt de PPA".<sup>1887</sup>

9.53. Le 31 juillet 2014, le FSVPS a envoyé à la DG SANCO une lettre indiquant que, en raison de l'aggravation de la situation épidémiologique dans les États membres de l'UE et du nombre croissant de foyers signalés à l'extérieur des "zones de quarantaine", il demandait une proposition actualisée concernant la régionalisation dans l'Union européenne. En outre, au vu du foyer de PPA qui s'était déclaré dans l'un des plus grands élevages porcins de la Lituanie, situé à l'extérieur de la zone "de quarantaine", il demandait à la DG SANCO de lui "faire savoir si la Commission européenne [avait] pris des mesures supplémentaires pour restreindre le mouvement des animaux vivants et la

---

(pièce EU-210). Voir aussi la Décision d'exécution 2014/448/UE de la Commission du 8 juillet 2014 (pièce EU-39).

<sup>1881</sup> Communication du 22 juillet 2014: Peste porcine africaine en Lettonie (pièce EU-187).

<sup>1882</sup> Fax, SANCO/G2/FR/is (2014) 2721683, 24 juillet 2014 (pièce RUS-326).

<sup>1883</sup> Fax, SANCO/G2/FB/is (2014) 2728623, 24 juillet 2014 (pièce RUS-327).

<sup>1884</sup> Fax, SANCO/G2/FB/is (2014) 2729207, 24 juillet 2014 (pièce RUS-328). Voir aussi la Décision d'exécution 2014/502/UE de la Commission du 24 juillet 2014 (pièce EU-40).

<sup>1885</sup> Pièces RUS-133 et RUS-380.

<sup>1886</sup> Fax, SANCO/G2/MP/kh (2014) 2759647, 28 juillet 2014 (pièce RUS-330). Voir aussi la Décision d'exécution 2014/502/UE de la Commission du 24 juillet 2014 (pièce EU-40).

<sup>1887</sup> Lettre de la Russie à l'Union européenne du 29 juillet 2014, C-EH-8/13771 (pièce RUS-263).



circulation des produits de l'élevage à l'extérieur des zones de quarantaine et sur le territoire de l'UE".<sup>1888</sup>

9.54. Le 26 septembre 2014, la DG SANCO a envoyé au FSVPS une lettre concernant un nouveau cas de PPA chez un sanglier près de la frontière entre l'Estonie et la Russie, dans le comté de Viru-Est, à 40 km environ de la frontière russe et à 220 km du foyer de maladie le plus proche en Estonie. Elle soulignait dans cette lettre qu'"[elle] étai[t] particulièrement préoccupé[e] par l'origine possible de ce cas, en particulier compte tenu du fait que jusque-là les enquêtes n'[avaient] révélé aucun lien épidémiologique avec d'autres cas ou foyers dans l'UE".<sup>1889</sup>

9.55. Le 13 octobre 2014, le FSVPS a répondu à la lettre de la DG SANCO du 26 septembre 2014. Dans sa réponse, il indiquait que la conclusion concernant l'introduction de la PPA en Estonie par la région de Leningrad n'était pas suffisamment fondée. Sur ce point, la lettre faisait référence aux notifications que la Russie avait fait parvenir à l'OIE s'agissant du nombre de foyers et des mesures de lutte mises en place dans cette zone. Il y était noté par ailleurs que la dissémination plus large de la PPA dans les États membres de l'UE affectés était due à la circulation non contrôlée de produits d'origine animale en provenance des sites affectés par la maladie et à l'absence de mesures strictes de contrôle de la faune sauvage, et cette lettre mettait en évidence les avantages de la compartimentation aux fins de la sécurité des échanges.<sup>1890</sup>

9.56. Le 1<sup>er</sup> décembre 2014, le FSVPS a envoyé à la DG SANCO une lettre indiquant que le processus d'examen des certificats vétérinaires et la reprise des échanges de porcins destinés à la reproduction et de produits du porc étaient "retardés" parce que l'Union européenne n'avait pas fourni les renseignements suffisants exigés aux fins de l'évaluation objective des risques associés à la dissémination de la PPA dans les États membres de l'UE. Cette lettre mentionnait par ailleurs la réticence de l'Union européenne à suivre les principes de la compartimentation prévus par le Code terrestre. De plus, la lettre demandait à l'Union européenne de fournir des renseignements détaillés concernant une liste particulière de questions.<sup>1891</sup> Ces questions sont reproduites dans le tableau A7 ci-après.

**Tableau A7 Liste de questions jointe à la lettre du FSVPS du 1<sup>er</sup> décembre 2014**

N°	Question
1	Prière de fournir le plan de détection précoce et d'intervention concernant la PPA pour chaque État membre de l'UE. Pour chaque plan qui a été mis en œuvre afin de remédier à la situation épizootique actuelle, prière de fournir des éléments prouvant l'efficacité de ce plan et indiquer les dispositions prises par les responsables pour le mettre activement à exécution. Indiquer le budget attribué à son exécution, le nombre de personnes affectées à l'inspection, les rapports sur l'élimination effective de la PPA et les plans en vue de l'accroissement des ressources consacrées à son exécution.
2	Prière de fournir des renseignements détaillés concernant le suivi/la surveillance des sangliers dans chaque État membre de l'UE.
3	Prière d'indiquer les caractéristiques de la population de sangliers dans chaque État membre de l'UE, y compris des données détaillées sur la densité de cette population dans chaque région de chaque État membre de l'UE.
4	Prière de fournir des données sur le rôle des sangliers dans la dissémination de la PPA dans les États membres de l'UE, y compris des éléments de preuve concernant l'isolement fonctionnel, la migration et les mouvements saisonniers de sous-populations de sangliers entre les différents États membres de l'UE.
5	Prière de fournir des renseignements détaillés sur les mesures prises par chaque État membre de l'UE pour prévenir la dissémination transfrontières de la PPA dans l'Union européenne. Pour chaque mesure, prière de fournir des données démontrant son efficacité et d'indiquer les dispositions prises par les responsables pour la mettre activement à exécution.
6	Prière de fournir des renseignements détaillés sur les mesures prises par chaque État membre de l'UE pour prévenir la dissémination transfrontières de la PPA du fait des mouvements de sangliers dans l'UE. Pour chaque mesure, prière de fournir des données démontrant son efficacité et d'indiquer les dispositions prises par les responsables pour la mettre activement à exécution.

<sup>1888</sup> Lettre de la Russie à l'Union européenne du 31 juillet 2014, EH-8/14006 (pièce RUS-157).

<sup>1889</sup> Pièces EU-177 et RUS-191. Cette lettre faisait référence aux lettres envoyées par la DG SANCO au FSVPS les 1<sup>er</sup> et 10 juillet 2014 (toutes deux figurant dans les pièces EU-177 et RUS-191) concernant les liens potentiels entre la situation au regard de la PPA en Russie et la situation dans les États membres de l'UE affectés (il s'agissait à ce moment-là de la Lettonie, de la Lituanie et de la Pologne).

<sup>1890</sup> Lettre du service vétérinaire russe à la DG SANCO, FS-EN-8/19574, 13 octobre 2015 (pièce RUS-39).

<sup>1891</sup> Lettre fournie à titre de pièce, adressée par le service vétérinaire russe à la DG SANCO, FS-AS-8/23743, 1<sup>er</sup> décembre 2015 (pièce RUS-131).

N°	Question
7	Prière de fournir des renseignements détaillés concernant les mesures destinées à prévenir la propagation de la PPA à/depuis des exploitations agricoles de petite taille et de taille moyenne et des exploitations/installations agricoles ayant un faible niveau de protection (par exemple, les locaux dans lesquels les porcins ne sont pas confinés à l'intérieur) dans chaque État membre. Pour chaque mesure, prière de fournir des données démontrant son efficacité et d'indiquer les dispositions prises par les responsables pour la mettre activement à exécution.
8	Prière d'expliquer de quelle manière chaque État membre de l'UE contrôle et suit les déplacements des chasseurs étrangers et la chasse au sanglier pratiquée par des chasseurs étrangers. Prière de fournir des données sur les déplacements des chasseurs étrangers entre les différentes zones à risque de PPA dans l'Union européenne.
9	Prière de fournir des renseignements détaillés sur les mesures prises par chaque État membre de l'UE pour prévenir la dissémination transfrontières de la PPA du fait des déplacements des chasseurs étrangers et de la circulation de carcasses et trophées issus de la chasse dans l'Union européenne. Pour chaque mesure, prière de fournir des données démontrant son efficacité et d'indiquer les dispositions prises par les responsables officiels pour la mettre activement à exécution.
10	Prière de fournir des données concernant le rôle des tiques dans la dissémination de la PPA dans les États membres de l'UE, y compris en ce qui concerne leur répartition et leurs hôtes de prédilection.
11	Prière de fournir des renseignements détaillés sur les mesures prises par chaque État membre de l'UE pour prévenir la dissémination transfrontières de la PPA par l'intermédiaire des tiques dans l'Union européenne. Pour chaque mesure, prière de fournir des données démontrant son efficacité et d'indiquer les dispositions prises par les responsables pour la mettre activement à exécution.
12	Prière de fournir des renseignements détaillés sur les mesures prises par chaque État membre de l'UE pour contrôler et suivre les matières premières (par exemple, les animaux destinés à l'abattoir, les carcasses destinées aux usines de production de viande) utilisées par les entreprises qui fournissent des porcins vivants et des produits du porc à la Russie. Prière de fournir des éléments prouvant que ces matières premières ne proviennent pas des zones infectées par la PPA/à risque élevé de PPA.
13	Prière d'indiquer si les entreprises de l'Union européenne qui fournissent des porcins vivants et des produits du porc à la Russie ont revu leurs plans d'approvisionnement en matières premières eu égard à l'évolution de la situation épizootique dans l'UE.
14	Prière de justifier les critères appliqués pour délimiter les frontières des zones infectées par la PPA/exemptes de PPA/à risque élevé de PPA. Prière d'indiquer si ces critères devraient être appliqués à d'autres États membres de l'UE.
15	Prière d'indiquer quels sont les règlements et les résultats de recherches sous-tendant les principes du zonage concernant la PPA dans les États membres de l'UE.
16	Prière de fournir des renseignements détaillés sur les mesures prises par chaque État membre de l'UE pour éradiquer la PPA. Pour chaque mesure, prière de fournir des données démontrant son efficacité et d'indiquer les dispositions prises par les responsables pour la mettre activement à exécution. Indiquer le budget attribué à son exécution, le nombre de personnes affectées à l'inspection, les rapports sur l'élimination effective de la PPA et les plans en vue de l'accroissement des ressources consacrées à son exécution. Pour chaque État membre de l'UE qui n'a pas pris de mesures visant à éradiquer la PPA, prière d'indiquer si cet État membre a élaboré des plans en vue de l'éradication de la PPA et de fournir tous ces plans.
17	Prière de fournir des renseignements détaillés sur les mesures prises par chaque État membre de l'UE pour prévenir la dissémination de la PPA lors de l'abattage de porcins infectés par la maladie. Pour chaque mesure, prière de fournir des données démontrant son efficacité et d'indiquer les dispositions prises par les responsables pour la mettre activement à exécution.
18	Prière de fournir des renseignements détaillés sur les mesures prises par chaque État membre de l'UE pour prévenir la dissémination de la PPA lors de la destruction/élimination inappropriée de carcasses de porcins infectés par la PPA. Pour chaque mesure, prière de fournir des données démontrant son efficacité et d'indiquer les dispositions prises par les responsables pour la mettre activement à exécution.
19	Prière de fournir des renseignements détaillés sur les procédures que chaque État membre de l'UE a mises en place pour contrôler et surveiller les sites d'enfouissement de porcins infectés par la PPA. Prière d'indiquer les dispositions prises par les responsables pour s'assurer que ces procédures sont suivies.
20	Prière de fournir des renseignements détaillés sur les procédures que chaque État membre de l'UE a mises en place concernant le nettoyage et la désinfection des locaux dans lesquels se trouvaient des porcins infectés par la PPA. Prière d'indiquer les dispositions prises par les responsables pour s'assurer que ces procédures sont suivies.
21	Prière de fournir des données concernant le rôle des facteurs ci-après dans la dissémination de la PPA dans les États membres de l'UE: viande congelée, viande réfrigérée, lard gras, véhicules utilisés pour transporter des porcins/produits infectés par la PPA, viande fumée, viande fermentée, véhicules traversant des zones infectées par la PPA, personnes prenant part à l'élevage de porcins, lisier, aliments pour animaux, litière, vecteurs passifs, légumes, récoltes, ravageurs (par exemple, rongeurs), animaux de compagnie, foin et pailles, et insectes.

N°	Question
22	Prière de fournir des renseignements détaillés sur les mesures prises par chaque État membre de l'UE pour prévenir la dissémination transfrontières de la PPA dans l'Union européenne par l'intermédiaire des facteurs énumérés ci-dessus dans la question n° 21. Pour chaque mesure, prière de fournir des données démontrant son efficacité et d'indiquer les dispositions prises par les responsables pour la mettre activement à exécution.
23	Données concernant les mesures qui sont prises/ont déjà été prises pour prévenir l'introduction de la PPA dans les élevages industriels/les fermes artisanales/la population sauvage de porcins, et concernant les mesures qui sont prises/ont déjà été prises dans les États membres de l'UE (postes de contrôle/postes d'inspection frontaliers) ainsi que renseignements décrivant la procédure d'inspection vétérinaire et sanitaire et la certification préalable à l'exportation à toutes les étapes de la chaîne de production en entier.
24	Compte tenu du grand nombre de petits élevages (dont le cheptel porcin est de moins de 200 têtes) situés dans les zones infectées par la PPA/à risque élevé de PPA, il conviendrait de préciser le statut zoosanitaire de ces exploitations ainsi que les mesures de sécurité biologique que celles-ci ont prises (possibilité d'élevage en plein air, source d'approvisionnement en aliments pour animaux, procédure d'introduction des animaux nouvellement arrivés dans le troupeau).
25	Localisation sur une carte des exploitations agréées pour exporter des porcins vivants et des produits du porc vers la Russie avec l'indication de la provenance des matières premières.
26	Description des mesures qui sont prises/ont déjà été prises pour contrôler les mouvements des animaux vivants et la circulation des produits du porc, des aspects concernant la traçabilité des aliments pour animaux, du matériel et de l'outillage (y compris, celui qui est usagé), des méthodes de surveillance passive/active des populations d'animaux sensibles à la maladie.
27	Quelle est la procédure suivie pour le diagnostic différentiel concernant la PPA en cas de salmonellose, d'érysipèle, de peste porcine classique et de maladie d'Aujeszky? Données statistiques (nombre de cas suspects/confirmés de la maladie).
28	Prière de donner les coordonnées de l'autorité compétente dans les États membres de l'UE qui est chargée de l'établissement des zones selon les différents statuts sanitaires au regard de la PPA (pour chaque pays).
29	Une évaluation des performances des services vétérinaires (PVS) a-t-elle été effectuée (ressources humaines, techniques, financières et autres) dans les États membres de l'UE, y compris une évaluation des autorités compétentes qui sont chargées de l'établissement des zones selon les différents statuts au regard de la PPA pour chaque pays?
30	Quels sont les critères/facteurs utilisés pour évaluer les PVS dans les États membres de l'UE et leur rapport d'équivalence avec les critères recommandés par l'OIE aux fins de l'évaluation des performances des services vétérinaires (Outil PVS de l'OIE)?
31	Plans d'urgence concernant la PPA, y compris données sur les effectifs et la logistique.

9.57. Le 19 décembre 2014, le FSVPS a envoyé à la DG SANCO une lettre portant sur la situation au regard de la PPA en Estonie. Par cette lettre, il demandait à la DG SANCO de fournir des renseignements détaillés sur l'étude du foyer d'un point de vue épizootique, ainsi qu'une description détaillée des mesures mises en œuvre en Estonie pour prévenir la dissémination de la PPA dans les régions russes limitrophes qui sont exemptes de la maladie.<sup>1892</sup>

9.58. Le 23 décembre 2014, la DG SANCO a envoyé une lettre au FSVPS en réponse à la lettre de la Russie datée du 1<sup>er</sup> décembre 2014 demandant des renseignements additionnels concernant la PPA. Cette lettre faisait référence aux communications envoyées par la DG SANCO au FSVPS les 7 février, 6 et 13 mars, 21 mai et 13 juin 2014. Elle contenait l'observation suivante au sujet des trois premières de ces cinq communications: "Je ne doute pas que ces renseignements sont plus que suffisants pour permettre à vos services de conclure à la sécurité sanitaire des porcins et des produits qui en sont issus, en provenance des zones non affectées de l'UE". La lettre indiquait en conclusion qu'il était surprenant que la Russie ait présenté une nouvelle série de questions en dépit du fait qu'au cours des cinq mois précédents, elle n'avait donné aucune information en retour sur les réponses les plus récentes que l'Union européenne avait envoyées à sa demande, et que la Russie alléguait une fois encore que la Commission européenne n'avait pas fourni tous les renseignements nécessaires pour procéder à une évaluation des risques.<sup>1893</sup>

9.59. Le 19 mars 2015, le FSVPS a envoyé à la DG SANTE une lettre dans laquelle il demandait une explication sur la procédure de notification à l'OIE des foyers de maladies animales par les États membres de l'UE. Il était expliqué dans cette lettre que cette demande était motivée par certains doutes que le FSVPS avait sur la manière dont les autorités compétentes en Estonie

<sup>1892</sup> Lettre du service vétérinaire russe au Directeur des affaires vétérinaires et internationales, Commission européenne, HB-8/25328, 19 décembre 2014 (pièce RUS-379).

<sup>1893</sup> Lettre de la DG SANCO au service vétérinaire russe, SANCO/G7/PD/mh (2014) 4703183, 23 décembre 2014 (pièce RUS-132).

notifiaient les nouveaux foyers apparus chez les sangliers. Selon la lettre, l'"approche du Service estonien empêch[ait] la réalisation d'une évaluation complète de la dissémination de la PPA parmi la faune sauvage".<sup>1894</sup>

9.60. Le 24 mars 2015, la DG SANTE a envoyé au FSVPS une lettre faisant référence aux communications précédentes de l'Union européenne et fournissant des réponses aux questions posées par la Russie dans le document joint à la lettre FS-AS-8/24743 datée du 1<sup>er</sup> décembre 2014. Cette lettre contenait une description des renseignements qui avaient déjà été donnés par l'Union européenne dans ses communications des 7 février, 6 et 13 mars, 21 mai et 13 juin 2014, ainsi que des renseignements additionnels complétant ceux qui avaient déjà été fournis à la Russie.<sup>1895</sup>

9.61. Le tableau A8 ci-après présente un récapitulatif des renseignements fournis par l'Union européenne dans la communication du 24 mars 2015 susmentionnée. De plus, il avait été joint à cette communication les plans d'éradication pour la Lituanie<sup>1896</sup> et la Pologne.<sup>1897</sup>

**Tableau A8 Récapitulatif des renseignements et explications fournis par l'Union européenne, 24 mars 2015**

Catégorie de renseignements	Renseignements déjà communiqués	Renseignements additionnels
Plan prévu de détection précoce et d'intervention concernant la PPA pour chaque État membre de l'UE, y compris éléments de preuve de l'efficacité du plan, dispositions prises en vue de son exécution, budget, dotation en personnel, rapports sur l'élimination effective de la PPA et plans en vue de l'accroissement des ressources consacrées à son exécution.	Par la lettre du 7 février 2014, il a été fourni: i) des renseignements généraux sur l'élaboration et la teneur des plans d'urgence; ii) un exposé tiré de la formation <i>Better Training for Safer Food</i> (Une meilleure formation pour des denrées alimentaires plus sûres) sur le fonctionnement des plans d'urgence dans le cadre d'une formation; iii) les rapports des audits effectués par l'OAV sur la planification d'urgence en Estonie, en Lettonie, en Lituanie et en Pologne; iv) des exemples d'audits effectués dans d'autres États membres de l'UE; et v) un exposé de l'OAV sur la planification d'urgence. Par la lettre du 13 mars 2013, il a été fourni les renseignements suivants: i) le plan d'urgence concernant la PPA de l'Espagne; et ii) le rapport de l'audit effectué par l'OAV en Lituanie. Par la lettre du 21 mai 2014, il a été fourni des renseignements généraux sur les plans d'urgence ainsi que sur les plans d'urgence concernant la PPA de l'Estonie, de la Lettonie, de la Lituanie et de la Pologne.	L'Union européenne a expliqué que des renseignements suffisants avaient déjà été communiqués à la Russie. La lettre indiquait par ailleurs que, pendant les consultations tenues à Genève du 30 avril au 1 <sup>er</sup> mai 2014, il avait été convenu que seuls les plans d'urgence des pays affectés par la PPA étaient pertinents.

<sup>1894</sup> Lettre du service vétérinaire russe au service vétérinaire de l'Union européenne, FS-EN-8/4220, 19 mars 2015 (pièce RUS-153).

<sup>1895</sup> Lettre du 24 mars 2015 adressée par l'UE à la Russie, ARES(2015)1284836 (pièce RUS-154) et lettre de la DG SANTE au FSVPS.

ARES(2015)1284836 - 24/03/2015; réponses de l'UE au questionnaire envoyé par le FSVPS avec la lettre FS-AS-8/23743 datée du 1<sup>er</sup> décembre 2014 (pièce RUS-167).

<sup>1896</sup> Plan d'éradication de la peste porcine africaine chez les porcs sauvages dans certaines régions de la Lituanie (communiqué à la Russie le 24 mars 2015) (pièce EU-101) et Plan d'éradication de la peste porcine africaine chez les sangliers dans le sud de la Lituanie, juin 2014 (pièce RUS-156).

<sup>1897</sup> Plan d'éradication de la peste porcine africaine chez les porcs sauvages dans certaines régions de la Pologne (communiqué à la Russie le 24 mars 2015) (pièce EU-102) et *Polish plan of measures in order to eradicate African Swine Fever in wild boar in infected area and buffer zone developed on the basis of Article 16 of the Council Directive 2002/60/EC*. ARES(2015)1284836 - 24/03/2015 (pièce RUS-149).

Catégorie de renseignements	Renseignements déjà communiqués	Renseignements additionnels
Renseignements détaillés concernant le suivi/la surveillance des sangliers dans chaque État membre de l'UE.	Par la lettre du 7 février 2014, il a été fourni les programmes de lutte contre la PPA et de surveillance de cette maladie de 2013 pour l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie et la Pologne. Par la lettre du 21 mai 2014, il a été fourni les programmes de lutte contre la PPA et de surveillance de cette maladie de 2014 pour l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie et la Pologne.	Il a été indiqué des liens vers la page Web dédiée de la DG SANTE sur laquelle figure le plus grand nombre de données à jour pour l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie et la Pologne. L'Union européenne fait observer que ces renseignements sont disponibles en permanence et régulièrement actualisés.
Caractéristiques de la population de sangliers dans chaque État membre de l'UE, y compris des données détaillées sur la densité de cette population dans chaque région de chaque État membre de l'UE.	Par la lettre du 21 mai 2014, il a été fourni des données sur la population estimée de sangliers en Estonie, en Lettonie, en Lituanie et en Pologne. Par la lettre du 6 mars 2014, il a été fourni une carte fondée sur une étude de la FAO (avec des données tirées de diverses sources statistiques pour les années 2005 à 2011), indiquant les densités estimées de la population de sangliers dans l'Union européenne, par région.	Il a été expliqué que beaucoup de renseignements scientifiques avaient été mis à disposition sur le site Web du Cadre mondial pour la maîtrise progressive des maladies animales transfrontières (GF-TAD) au terme des discussions menées lors de la réunion du groupe permanent d'experts sur la PPA pour la région de la Baltique et l'Europe de l'Est, qui s'était tenue les 1 <sup>er</sup> et 2 décembre 2014 à Minsk (indication du lien vers le site Web sur lequel ces renseignements peuvent être consultés).
Données sur le rôle des sangliers dans la dissémination de la PPA dans les États membres de l'UE, y compris des éléments de preuve concernant l'isolement fonctionnel, la migration et les mouvements saisonniers de sous-populations de sangliers entre différents États membres de l'UE.	Par la lettre du 7 février 2014, il a été fourni l'avis scientifique de 2010 de l'EFSA concernant la PPA (avec l'indication du lien vers le site Web sur lequel cet avis peut être consulté). Par la lettre du 13 juin 2014, il a été fourni l'avis scientifique de 2014 de l'EFSA concernant la PPA (avec l'indication du lien vers le site Web sur lequel cet avis peut être consulté).	Il a été expliqué que, outre les renseignements fournis auparavant, des discussions approfondies et didactiques s'étaient tenues sur cette question lors de la réunion du GF-TAD des 1 <sup>er</sup> et 2 décembre 2014 à Minsk (des renseignements à cet égard étant disponibles sur le site Web indiqué dans cette lettre).
Renseignements détaillés sur les mesures prises par chaque État membre de l'UE pour prévenir la dissémination transfrontières de la PPA dans l'Union européenne. Pour chaque mesure, fournir des données démontrant son efficacité et indiquer les dispositions prises par les responsables officiels pour la mettre activement à exécution.	Par la lettre du 7 février 2014, il a été fourni la Directive 2002/60/CE du Conseil établissant des dispositions spécifiques pour la lutte contre la PPA. Par les lettres des 6 et 13 mars 2014, il a été fourni le "document de travail sur les mesures préventives de l'UE concernant la PPA".	Il a été expliqué qu'en outre, la Décision d'exécution 2014/709/UE de la Commission du 9 octobre 2014 concernant des mesures zoosanitaires de lutte contre la PPA dans certains États membres de l'UE et abrogeant la Décision d'exécution 2014/178/UE, prévoyait des règles détaillées sur les interdictions et autres restrictions visant à éviter la dissémination de la maladie au niveau local et au-delà des frontières.

Catégorie de renseignements	Renseignements déjà communiqués	Renseignements additionnels
<p>Renseignements détaillés sur les mesures prises par chaque État membre de l'UE pour prévenir la dissémination transfrontières de la PPA du fait des mouvements des sangliers dans l'UE. Pour chaque mesure, fournir des données démontrant son efficacité et indiquer les dispositions prises par les responsables pour la mettre activement à exécution.</p>	<p>Il a été expliqué que les mesures visant à prévenir la dissémination transfrontières de la PPA étaient établies par un dispositif législatif complet fondé sur la Directive 2002/60/CE du Conseil et sur le reste de la législation vétérinaire de l'UE.</p> <p>Par la lettre du 7 février 2014, il a été fourni la Directive 2002/60/CE du Conseil établissant des dispositions spécifiques pour la lutte contre la PPA.</p>	<p>Il a été expliqué qu'en outre, lorsque le sanglier intervenait dans le scénario épidémiologique de la PPA, des mesures spécifiques ciblées étaient prévues dans les plans nationaux d'éradication.</p> <p>Il a été fourni une copie des plans d'éradication de la Lituanie et de la Pologne approuvés par la Décision d'exécution 2014/442/CE de la Commission (avec l'indication du lien vers le site Web sur lequel ces renseignements peuvent être consultés).</p> <p>Il a été expliqué que les plans d'éradication de l'Estonie et de la Lettonie avaient été revus conformément aux recommandations du GF-TAD à la réunion de Minsk et que le projet de décision portant approbation de ces plans avait fait l'objet d'un vote au comité permanent des végétaux, des animaux, des denrées alimentaires et des aliments pour animaux, le 5 mars 2015; et qu'il devait être adopté dans les semaines suivantes (avec l'indication du lien vers le site Web sur lequel figurent les recommandations du GF-TAD).</p> <p>Il a été fourni une copie du rapport sur la mission de l'équipe vétérinaire communautaire d'urgence effectuée à Vilnius du 8 au 10 octobre 2014.</p>
<p>Renseignements détaillés concernant les mesures destinées à prévenir la propagation de la PPA à/ depuis des exploitations agricoles de petite taille et de taille moyenne et des exploitations/installations agricoles ayant un faible niveau de protection (par exemple, les locaux dans lesquels les porcins ne sont pas confinés à l'intérieur) dans chaque État membre de l'UE. Pour chaque mesure, fournir des données démontrant son efficacité et indiquer les dispositions prises par les responsables pour la mettre activement à exécution.</p>	<p>Par la lettre du 7 février 2014, il a été fourni la Directive 2002/60/CE du Conseil, pierre angulaire de la législation concernant la PPA. Il a été expliqué que ces règles s'appliquaient à l'ensemble de l'Union européenne, quelle que soit la taille des exploitations.</p>	<p>Il a été expliqué que, outre les mesures de contrôle, des actions de prévention avaient aussi été entreprises volontairement par certains États membres de l'UE. Ces actions ont été co-financées par l'Union européenne comme il est indiqué dans la Décision d'exécution 2014/236/UE de la Commission du 24 avril 2014 concernant une contribution financière de l'Union aux mesures de surveillance et autres mesures d'urgence appliquées en Estonie, en Lettonie, en Lituanie et en Pologne contre la PPA (avec l'indication du lien vers le site Web sur lequel ces renseignements peuvent être consultés).</p> <p>En outre, il a été fourni les renseignements présentés par la Lettonie et la Lituanie à la réunion du comité permanent de novembre 2014.</p>



Catégorie de renseignements	Renseignements déjà communiqués	Renseignements additionnels
		<p>En ce qui concerne la Lettonie, les éleveurs de porcins qui ne peuvent pas mettre en œuvre les prescriptions de sécurité biologique, doivent abattre les porcins sous contrôle officiel – 3 600 porcins ont été abattus dans le cadre de ce programme et 1 501 éleveurs de porcins dans les zones réglementées ont été dédommagés depuis juillet 2014 (avec l'indication du lien vers le site Web sur lequel ces renseignements peuvent être consultés).</p> <p>Pour ce qui est de la Lituanie, au 15 décembre 2014, dans la zone mentionnée dans la partie III de la Décision d'exécution 2014/709/UE de la Commission, tous les porcins des exploitations dont le niveau de sécurité biologique est faible auront été abattus très rapidement après la réalisation de tests concernant la PPA (avec l'indication du lien vers le site Web sur lequel ces renseignements peuvent être consultés).</p>
Manière dont chaque État membre de l'UE contrôle et surveille les déplacements des chasseurs étrangers et la chasse au sanglier pratiquée par des chasseurs étrangers. Fournir des données sur les déplacements des chasseurs étrangers entre les différentes zones à risque de PPA dans l'UE.	Par la lettre du 21 mai, des renseignements ont été fournis sur les chasseurs étrangers.	Il a été expliqué que la libre circulation des personnes était un principe fondamental de l'Union européenne énoncé à l'article 45 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne. Comme il a été expliqué à la réunion de consultation qui s'est tenue du 30 avril au 1 <sup>er</sup> mai 2014 à Genève, aucune distinction n'est faite entre chasseurs nationaux et des chasseurs étrangers (avec l'indication du lien vers le site Web sur lequel ces renseignements peuvent être consultés).
Renseignements détaillés sur les mesures prises par chaque État membre de l'UE pour prévenir la dissémination transfrontières de la PPA du fait des déplacements des chasseurs étrangers et de la circulation des carcasses et trophées issus de la chasse dans l'Union européenne. Pour chaque mesure, fournir des données démontrant son efficacité et indiquer les dispositions prises par les responsables pour la mettre activement à exécution.	Par la lettre du 21 mai, des renseignements ont été fournis sur les chasseurs étrangers.	<p>Il a été expliqué que la libre circulation des personnes était un principe fondamental de l'Union européenne énoncé à l'article 45 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne. Comme il a été expliqué à la réunion de consultation qui s'est tenue du 30 avril au 1<sup>er</sup> mai 2014 à Genève, aucune distinction n'est faite entre chasseurs nationaux et chasseurs étrangers (avec l'indication du lien vers le site Web sur lequel ces renseignements peuvent être consultés).</p> <p>Il a été expliqué en outre que les mesures préventives visant à éviter la dissémination de la PPA par des produits tels que les trophées rapportés par des chasseurs étaient prévues dans la Directive 2002/60/CE du Conseil, en particulier au point 2 c) de l'article 15.</p>



Catégorie de renseignements	Renseignements déjà communiqués	Renseignements additionnels
Données concernant le rôle des tiques dans la dissémination de la PPA dans les États membres de l'UE, y compris en ce qui concerne leur répartition et leurs hôtes de prédilection.	Il a été indiqué que le rôle des vecteurs de la maladie (les tiques) avait été expliqué par l'EFSA dans ses avis scientifiques sur la PPA de 2010 (fournis par la lettre du 7 février 2014) et de 2014 (fournis par la lettre du 13 juin 2014). Il a été indiqué que des renseignements additionnels avaient également été fournis dans la lettre du 13 juin 2014.	Il a été expliqué que, selon l'EFSA: "les tiques ne jouent pas un rôle actif dans la dissémination géographique du virus. On ne constate jamais d'infestation chez les sangliers parce qu'ils ne séjournent pas à l'intérieur de terriers potentiellement infestés par des tiques". Il a été indiqué par ailleurs que, dans les quatre États membres de l'UE affectés, les tiques molles n'avaient jamais été mentionnées en rapport avec la PPA. À ce jour, il n'a pas été prouvé que, si elles étaient présentes, elles jouaient un rôle dans le scénario épidémiologique de la PPA. Leur présence/répartition dans ces États membres de l'UE n'a pas fait l'objet d'études. Il a été en outre noté, de façon importante, que le rôle des tiques de l'espèce <i>Ornithodoros</i> spp. comme vecteurs dans le scénario épidémiologique de la PPA, était en rapport avec la persistance de la maladie dans des locaux infectés après abattage sanitaire et repeuplement. Les tiques ne jouant aucun rôle dans la dissémination géographique de la maladie, ces renseignements ne sont donc pas pertinents aux fins de la reconnaissance de la régionalisation.
Renseignements détaillés sur les mesures prises par chaque État membre de l'UE pour prévenir la dissémination transfrontières de la PPA par l'intermédiaire des tiques dans l'Union européenne. Pour chaque mesure, fournir des données démontrant son efficacité et indiquer les dispositions prises par les responsables pour la mettre activement à exécution.	Il a été fourni la même explication et les mêmes références que celles qui sont indiquées au point précédent.	Il a été fourni la même explication que celle qui est indiquée au point précédent.
Renseignements détaillés sur les mesures prises par chaque État membre de l'UE pour contrôler et suivre les matières premières (par exemple, les animaux destinés à l'abattoir, les carcasses destinées aux usines de production de viande) utilisées par les entreprises qui fournissent des porcins vivants et des produits du porc à la Russie. Fournir des éléments prouvant que ces matières premières ne proviennent pas des zones infectées par la PPA/à risque élevé de PPA.	Par la lettre du 7 février 2014, il a été fourni la Directive 2002/60/CE du Conseil, pierre angulaire de la législation concernant la PPA. Il a été indiqué que des renseignements détaillés additionnels avaient déjà été fournis au sujet des mesures de l'Union européenne pertinentes par les lettres des 13 mars et 21 mai 2014. Il a été noté qu'il avait été indiqué qu'aucun établissement n'était autorisé à fournir de la viande de porc ou des produits à base de viande de porc en provenance des zones définies, telles qu'elles étaient énumérées dans l'annexe à la décision de l'Union européenne établissant la régionalisation, aux entreprises agréées pour exporter vers la Russie.	Il a été expliqué que la Décision d'exécution 2014/709/UE de la Commission du 9 octobre 2014 concernant des mesures zoosanitaires de lutte contre la PPA dans certains États membres de l'UE prévoyait des règles détaillées (avec l'indication du lien vers le site Web sur lequel ces renseignements peuvent être consultés). Il a été indiqué que d'autres renseignements sur la mise en œuvre de mesures de lutte contre la PPA figuraient dans les derniers rapports d'audits de l'OAV (il a été indiqué le lien vers le site Web sur lequel les rapports des audits concernant la Lettonie, la Lituanie et la Pologne pouvaient être consultés, et il a été expliqué que l'OAV avait effectué son audit en Estonie du 2 au 6 mars 2015).

Catégorie de renseignements	Renseignements déjà communiqués	Renseignements additionnels
Renseignements concernant la question de savoir si les entreprises de l'Union européenne qui fournissent des porcins vivants et des produits du porc à la Russie ont revu leurs plans d'approvisionnement en matières premières eu égard à l'évolution de la situation épizootique dans l'UE.	Il a été fourni la même explication que celle qui est indiquée au point précédent.	Il a été fourni la même explication que celle qui est indiquée au point précédent.
Justification des critères appliqués pour délimiter les zones infectées par la PPA/exemptes de PPA/à risque élevé de PPA. Indiquer si ces critères devraient être appliqués à d'autres États membres de l'UE.	Il a été indiqué que ces renseignements avaient déjà été fournis par la lettre du 13 juin 2014.	Il a été expliqué que, comme il avait déjà été indiqué, la régionalisation de l'Union européenne était fondée sur les critères énoncés aux points 3 b) et 3 c) de l'article 16 de la Directive 2002/60/CE du Conseil, laquelle était appliquée dans toute l'UE. Lorsqu'une zone infectée est délimitée, il est tenu compte de l'existence de grands obstacles naturels ou artificiels comme dans le cas particulier de la Lituanie et de l'Estonie, pays dans lesquels un lac ou un fleuve a été considéré comme un obstacle naturel. À titre d'exemple, on peut citer: - pour l'Estonie, le lac Võrtsjärv - pour la Lettonie, le fleuve Daugava
Indiquer quels sont les règlements et les résultats d'études sous-tendant les principes du zonage concernant la PPA dans les États membres de l'UE.	Par la lettre du 7 février 2014, il a été fourni la Directive 2002/60/CE du Conseil, pierre angulaire de la législation concernant la PPA. Il a été indiqué que des renseignements additionnels avaient déjà été fournis par la lettre du 13 juin 2014.	Il a été expliqué que les mesures de régionalisation de l'Union européenne étaient conformes au chapitre 4.3 du Code terrestre (zonage et compartimentation), et étaient aussi conformes à l'article 6 de l'Accord SPS de l'OMC. De plus, la Décision d'exécution 2014/709/UE de la Commission du 9 octobre 2014 concernant des mesures zoosanitaires de lutte contre la PPA dans certains États membres de l'UE prévoit des règles détaillées (avec l'indication du lien vers le site Web sur lequel ces renseignements peuvent être consultés).

Catégorie de renseignements	Renseignements déjà communiqués	Renseignements additionnels
Renseignements détaillés sur les mesures prises par chaque État membre de l'UE pour éradiquer la PPA, y compris éléments de preuve de l'efficacité des mesures, personnel chargé de leur exécution, budget attribué à leur exécution, effectifs d'inspection, rapports sur l'élimination effective de la PPA et plans en vue de l'accroissement des ressources consacrées à leur exécution. Pour chaque État membre de l'UE qui n'a pas pris de mesures visant à éradiquer la PPA, indiquer si cet État membre a élaboré des plans en vue de l'éradication de la PPA, et fournir tous ces plans.		Il a été indiqué que des renseignements sur la mise en œuvre de mesures spécifiques de lutte contre la PPA figuraient dans les derniers rapports d'audits de l'OAV (il a été indiqué le lien vers le site Web sur lequel les rapports des audits concernant la Lettonie, la Lituanie et la Pologne pouvaient être consultés, et il a été expliqué que l'OAV avait effectué son audit en Estonie du 2 au 6 mars 2015).
Renseignements détaillés sur les mesures prises par chaque État membre de l'UE pour prévenir la dissémination de la PPA lors de l'abattage de porcins infectés par la maladie. Pour chaque mesure, fournir des données démontrant son efficacité et indiquer les dispositions prises par les responsables pour la mettre activement à exécution.	Il a été fait référence aux dispositions des articles 5 (paragraphe 1, alinéas a), c) et d)), et paragraphes 10 et 11 et 14 de la Directive 2002/60/CE. Il a été indiqué que, à titre de moyen de protection supplémentaire, la Décision d'exécution 2014/709/UE de la Commission contenait d'autres dispositions.	Il a été indiqué que des renseignements sur la mise en œuvre de mesures de lutte contre la PPA figuraient dans les rapports d'audits de l'OAV (il a été indiqué le lien vers le site Web sur lequel les rapports des audits concernant la Lettonie, la Lituanie et la Pologne pouvaient être consultés, et il a été expliqué que l'OAV avait effectué son audit en Estonie du 2 au 6 mars 2015).
Renseignements détaillés sur les mesures prises par chaque État membre de l'UE pour prévenir la dissémination de la PPA lors de la destruction/élimination inappropriée de carcasses de porcins infectés par la PPA. Pour chaque mesure, fournir des données démontrant son efficacité et indiquer les dispositions prises par les responsables pour la mettre activement à exécution.	Il a été fourni la même explication que celle qui est indiquée au point précédent.	Il a été fourni la même explication que celle qui est indiquée au point précédent.

Catégorie de renseignements	Renseignements déjà communiqués	Renseignements additionnels
<p>Renseignements détaillés sur les procédures que chaque État membre de l'UE a mises en place pour contrôler et surveiller les sites d'enfouissement de porcins infectés par la PPA. Indiquer quelles sont les dispositions prises par les responsables pour s'assurer que ces procédures sont suivies.</p>	<p>Il a été fait référence aux dispositions des articles 5 (paragraphe 1 alinéas a), c) et d)), et paragraphes 10, 11 et 14 de la Directive 2002/60/CE.</p> <p>Il a été indiqué que, à titre de moyen de protection supplémentaire, la Décision d'exécution 2014/709/UE de la Commission contenait d'autres dispositions.</p> <p>Il a été aussi expliqué qu'en outre, des règles détaillées s'appliquaient à l'élimination des carcasses par enfouissement selon le Règlement (UE) n° 142/2011 de la Commission du 25 février 2011 portant application du règlement (CE) n° 1069/2009 du Parlement européen et du Conseil établissant des règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux et produits dérivés non destinés à la consommation humaine et portant application de la directive 97/78/CE du Conseil en ce qui concerne certains échantillons et articles exemptés des contrôles vétérinaires effectués aux frontières en vertu de cette directive (avec l'indication du lien vers le site Web sur lequel ces renseignements peuvent être consultés).</p> <p>Les carcasses de porcins, dont l'abattage a été rendu obligatoire en raison d'une maladie virale infectieuse, doivent être éliminées sous contrôle officiel et d'une manière qui permette d'éviter tout risque de dissémination du virus causant cette maladie.</p> <p>Il devrait être normalement procédé à la destruction de ces carcasses dans une usine d'équarrissage agréée à cette fin par le service vétérinaire officiel. Dans certaines circonstances, l'autorité compétente peut considérer l'enfouissement comme une méthode de rechange pour la destruction des carcasses.</p>	<p>Il a été expliqué qu'en outre, certains des plans d'urgence élaborés par les États membres de l'UE prévoyaient d'autres règles nationales. Par exemple, les mesures suivantes:</p> <p>La fosse d'enfouissement doit avoir des dimensions suffisantes pour contenir 60 carcasses de porcins adultes, avec une couche de 2 mètres d'épaisseur pour les recouvrir (longueur de 6 m; largeur de 3 m; profondeur de 4 m);</p> <p>Il est recommandé que les animaux ne soient disposés que sur 2 couches;</p> <p>Pour éviter que les carcasses enfouies dans une fosse ne remontent à la surface, une incision devrait être pratiquée dans l'abdomen de l'animal avant l'enfouissement pour permettre aux gaz de s'échapper de l'appareil digestif et de la cavité abdominale.</p>
<p>Renseignements détaillés sur les procédures que chaque État membre de l'UE a mises en place concernant le nettoyage et la désinfection des locaux dans lesquels se trouvaient des porcins infectés par la PPA. Expliquer quelles sont les dispositions prises par les responsables pour s'assurer que ces procédures sont suivies.</p>	<p>Il a été expliqué que des règles détaillées figuraient au point 1 g) de l'article 5, au point 2 c) de l'article 14 et dans l'Annexe II de la Directive 2002/60/CE.</p>	

Catégorie de renseignements	Renseignements déjà communiqués	Renseignements additionnels
Données concernant le rôle des facteurs ci-après dans la dissémination de la PPA dans les États membres de l'UE: viande congelée, viande réfrigérée, lard gras, véhicules utilisés pour transporter des porcins/produits infectés par la PPA, viande fumée, viande séchée, viande fermentée, véhicules traversant des zones infectées par la PPA, personnes prenant part à l'élevage de porcins, lisier, aliments pour animaux, litière, vecteurs passifs, légumes, récoltes, ravageurs (par exemple, rongeurs), animaux de compagnie, foin et pailles, et insectes.	Pour des renseignements détaillés, il a été fait référence à l'avis scientifique de l'EFSA sur la PPA de 2010 (fourni par la lettre du 7 février 2014) et à celui de 2014 (fourni par la lettre du 13 juin 2014) (avec l'indication des liens vers le site Web sur lequel ces deux avis peuvent être consultés).	Il a été fait référence aux pages 36 à 40 de l'avis scientifique de l'EFSA de 2010.
Renseignements détaillés sur les mesures prises par chaque État membre de l'UE pour prévenir la dissémination transfrontières de la PPA dans l'Union européenne par l'intermédiaire des facteurs énumérés au point précédent. Pour chaque mesure, fournir des données démontrant son efficacité et indiquer les dispositions prises par les responsables pour la mettre activement à exécution.	Il a été indiqué qu'un ensemble complet de renseignements sur les mesures de prévention (surveillance) et de lutte (éradication) avait déjà été fourni dans toutes les lettres mentionnées plus haut.	Il a été indiqué que des renseignements sur la mise en œuvre de mesures de lutte contre la PPA figuraient dans les rapports d'audits de l'OAV (il a été indiqué le lien vers le site Web sur lequel les rapports des audits concernant la Lettonie, la Lituanie et la Pologne pouvaient être consultés, et il a été expliqué que l'OAV avait effectué son audit en Estonie du 2 au 6 mars 2015).
Données concernant les mesures qui sont prises/ont déjà été prises pour prévenir l'introduction de la PPA dans les élevages industriels/les petits élevages fermiers/la population sauvage de porcins, et concernant les mesures qui sont prises/ont déjà été prises dans les États membres de l'UE (postes de contrôle/postes d'inspection frontaliers) ainsi que renseignements décrivant la procédure d'inspection vétérinaire et sanitaire et la certification préalable à l'exportation à toutes les étapes de la chaîne de production en entier.		Il a été expliqué qu'en raison de la menace perçue d'une dissémination de la PPA à partir des pays limitrophes de l'Union européenne à l'est, l'OAV avait commencé à effectuer des audits pour évaluer la mise en œuvre de contrôles à la frontière pour lutter contre la PPA déjà en 2013 et avait continué en 2014 (avec l'indication du lien vers le site Web sur lequel les rapports des audits concernant l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie et la Pologne peuvent être consultés). De plus, des règles détaillées figurent dans le Règlement (CE) n° 882/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 relatif aux contrôles officiels effectués pour s'assurer de la conformité avec la législation sur les aliments pour animaux et les denrées alimentaires et avec les dispositions relatives à la santé animale et au bien-être des animaux (avec l'indication du lien vers le site Web sur lequel ces renseignements peuvent être consultés).

Catégorie de renseignements	Renseignements déjà communiqués	Renseignements additionnels
		<p>Il a été expliqué en outre que les États membres de l'UE affectés par la PPA faisaient régulièrement un rapport au Comité permanent sur les résultats des contrôles renforcés qu'ils effectuaient sur les marchandises importées. Ces résultats montrent qu'en raison des contrôles accrus, le nombre de cas découverts a diminué.</p> <p>Les règles qui doivent être observées en ce qui concerne la certification sont énoncées dans la Directive 96/93/CE du Conseil concernant la certification des animaux et des produits animaux (avec l'indication de liens vers les sites Web sur lesquels ces renseignements peuvent être consultés).</p> <p>Invitation à consulter les liens vers les exposés que la Lettonie et la Lituanie ont présentés au Comité permanent en novembre 2014. Pour ce qui est de la Lettonie, il a été souligné que le contrôle des bagages personnels avait été renforcé et que des échantillons étaient prélevés de manière aléatoire sur les produits d'origine animale saisis (sur 20 échantillons, 3 avaient donné des résultats mettant en évidence la présence du génome de la PPA) (avec l'indication de liens vers les sites Web sur lequel ces renseignements peuvent être consultés).</p> <p>Il a été expliqué que, selon le Mémoire de 2004, des certificats préalables à l'exportation ne devraient être délivrés que pour les animaux ou les produits d'origine animale circulant entre deux ou plusieurs États membres de l'UE dans lesquels ces animaux ou produits devaient être utilisés pour des produits destinés à l'exportation vers la Russie et où le certificat préalable à l'exportation était nécessaire pour faire en sorte que le produit final respecte les conditions d'importation de la Russie. Les prescriptions de la Directive 96/93/CE du Conseil concernant la certification vétérinaire sont applicables.</p>
Données concernant les petits élevages (dont le cheptel porcin est de moins de 200 têtes) situés dans les zones infectées par la PPA/à risque élevé de PPA, à savoir: leur statut zoosanitaire ainsi que les mesures de sécurité biologique prises dans ces élevages (possibilité d'élevage en plein air, source d'approvisionnement en aliments pour animaux, procédure d'introduction des animaux nouvellement arrivés dans le troupeau).		<p>Il a été expliqué que cette question avait déjà été examinée précédemment et qu'elle avait constitué le principal thème de la réunion du GF-TAD qui s'était tenue à Tallinn les 11 et 12 février 2015 (avec l'indication du lien vers le site Web sur lequel ces renseignements peuvent être consultés).</p>

Catégorie de renseignements	Renseignements déjà communiqués	Renseignements additionnels
Localisation sur une carte des exploitations agréées pour exporter des porcins vivants et des produits du porc vers la Fédération de Russie avec l'indication de la provenance des matières premières.		Il a été expliqué que tous les élevages de l'Union européenne, à l'exception de ceux qui étaient situés dans les zones infectées, étaient agréés pour exporter à destination de la Russie. En ce qui concerne les établissements de production de denrées alimentaires, la liste des établissements agréés est établie et tenue par la Russie, et non par l'Union européenne.
Description des mesures qui sont prises/ont déjà été prises pour contrôler les mouvements des animaux vivants et la circulation des produits du porc, des aspects de la traçabilité des aliments pour animaux, du matériel et de l'outillage (y compris, celui qui est usagé), des méthodes de surveillance passive/active des populations d'animaux sensibles à la maladie.		Il a été noté que, cette question étant de nature plutôt générale, l' <i>acquis</i> vétérinaire de l'ensemble de l'Union européenne pourrait être cité à titre de réponse. Il a été expliqué que la législation communautaire de base était: la Directive du Conseil du 26 juin 1964 relative à des problèmes de police sanitaire en matière d'échanges intracommunautaires d'animaux des espèces bovine et porcine (64/432/CEE) (avec l'indication du lien vers le site Web sur lequel ces renseignements peuvent être consultés).
Renseignements concernant la procédure relative au diagnostic différentiel concernant la PPA en cas de salmonellose, d'érysipèle, de peste porcine classique et de maladie d'Aujeszky; y compris données statistiques (nombre de cas suspectés/confirmés de la maladie).		Il a été expliqué que la législation communautaire pertinente était: la Décision 2003/422/CE de la Commission du 26 mai 2003 portant approbation du manuel de diagnostic de la peste porcine africaine (avec l'indication du lien vers le site Web sur lequel ces renseignements peuvent être consultés).
Coordonnées de l'autorité compétente dans l'État membre de l'UE qui est chargée de l'établissement des zones selon les différents statuts sanitaires au regard de la PPA (pour chaque pays)		Il a été expliqué que les renseignements concernant les délégués de l'Union européenne figuraient sur la page Web de l'OIE (avec l'indication du lien vers le site Web sur lequel ces renseignements peuvent être consultés).



Catégorie de renseignements	Renseignements déjà communiqués	Renseignements additionnels
Indiquer si une évaluation des performances des services vétérinaires (PVS) a été effectuée (y compris concernant les ressources humaines, techniques, financières et autres) dans les États membres de l'UE, y compris une évaluation de l'autorité compétente qui est chargée de l'établissement des zones selon les différents statuts sanitaires au regard de la PPA pour chaque pays.		Il a été expliqué que les autorités compétentes des États membres de l'UE faisaient régulièrement l'objet d'un audit effectué par l'Office alimentaire et vétérinaire (OAV) de la Direction générale de la santé et de la sécurité alimentaire de la Commission, pour faire en sorte que la législation de l'Union européenne, dans des domaines comme la sécurité alimentaire et la santé et le bien-être des animaux, soit dûment mise en œuvre et respectée. L'OAV prend en considération les facteurs de risque et les facteurs commerciaux, outre l'état de la législation, pour établir l'ordre de priorité des missions sur le terrain. Les rapports de l'Office, y compris les profils par pays des États membres, sont à la disposition du public sur le site Web de la Commission (avec l'indication du lien vers le site Web sur lequel ces renseignements peuvent être consultés).
Indiquer quels sont les critères/facteurs utilisés pour évaluer les PVS dans les États membres de l'UE et quel est leur rapport d'équivalence avec les critères recommandés par l'OIE aux fins de l'évaluation des performances des services vétérinaires (Outil PVS de l'OIE).		Il a été expliqué que l'outil PVS de l'OIE était un instrument dont l'utilisation était facultative, offert par l'OIE aux pays membres qui souhaitaient recourir à la méthode PVS de l'OIE. Les États membres de l'UE n'ont pas demandé à l'OIE d'évaluation des PVS (à l'exception de la Bulgarie et de la Roumanie qui l'ont fait avant de devenir membres de l'Union européenne), ce qui entraînerait dans une certaine mesure une duplication ou un chevauchement des activités de l'OAV décrites plus haut. Toutefois, certains États membres de l'UE ont procédé à des auto-évaluations pilotes des PVS au moyen de l'outil PVS de l'OIE.
Renseignements sur les plans d'urgence concernant la PPA, y compris des données sur les effectifs et la logistique.		Il a été fait référence aux observations formulées au premier point du tableau.

9.62. Le 10 avril 2015, le FSVPS a envoyé à la DG SANTE une lettre portant sur la situation sanitaire au regard de la PPA dans l'Union européenne. Cette lettre évoquait l'inefficacité des mesures en place dans l'Union européenne et les problèmes concernant la notification correcte des cas à l'OIE par les autorités estoniennes. Il y était en outre noté que la Russie n'avait reçu la lettre datée du 21 mai 2014 qu'en janvier 2015. En ce qui concerne cette lettre, le FSVPS a fait observer qu'elle ne contenait pas les renseignements demandés sur les résultats de la surveillance active dans les États membres de l'UE qui étaient limitrophes des États membres affectés par la PPA. La lettre soulignait par ailleurs que certains des renseignements figurant en annexe à la lettre du 21 mai 2014 étaient rédigés dans la langue nationale, ce qui compliquait encore leur analyse.<sup>1898</sup>

9.63. Le 16 juin 2015, la DG SANTE a envoyé au FSVPS une lettre en réponse à sa demande de renseignements. Cette lettre faisait référence à une demande de renseignements concernant les résultats de la surveillance de la PPA dans les États membres de l'UE qui étaient limitrophes des États membres affectés par la PPA. Sur ce point, la DG SANTE a indiqué que ces renseignements n'étaient pas "pertinents aux fins de la reconnaissance de la régionalisation", en particulier compte

<sup>1898</sup> Lettre du service vétérinaire russe, FS-NV-8/5906, 10 avril 2015 (pièce RUS-329).

tenu de la distance qui séparait les territoires de ces États membres de l'UE de la zone affectée et étant donné les bons résultats de la surveillance intensive exercée dans les zones exemptes de PPA des quatre États membres affectés. La lettre expliquait que ces derniers renseignements qui comprenaient des mises à jour régulières, présentés lors des réunions du Comité permanent des végétaux, des animaux, des denrées alimentaires et des aliments pour animaux, étaient à la disposition du public (avec l'indication du lien vers le site Web sur lequel ces renseignements peuvent être consultés). Elle contenait par ailleurs une copie des traductions en anglais des plans d'urgence de l'Estonie, de la Lettonie, de la Lituanie et de la Pologne.<sup>1899</sup>

---

<sup>1899</sup> Lettre du service vétérinaire de l'Union européenne au service vétérinaire de la Fédération de Russie, ARES(2015)2518258, 16 janvier 2015 (pièce RUS-319). En réponse à la question n° 321 du Groupe spécial, paragraphe 177, l'Union européenne a confirmé que ces plans d'urgence correspondaient aux pièces EU-74, EU-75, EU-76 et EU-77.

## 10 APPENDICE 2 DESCRIPTION DE LA DIRECTIVE 2002/60/CE DU CONSEIL

10.1. La Directive 2002/60/CE du Conseil<sup>1900</sup> établit des dispositions spécifiques pour la lutte contre la PPA. Cette directive prévoit une série de mécanismes de surveillance et de contrôle que les autorités vétérinaires des États membres de l'UE doivent mettre en place en ce qui concerne la PPA.

10.2. Le mécanisme de surveillance établi à l'article 3 de la Directive 2002/60/CE du Conseil prévoit que les États membres de l'UE doivent veiller à ce que la présence ou la suspicion de la PPA fassent l'objet d'une notification obligatoire et immédiate à l'autorité compétente. En outre, cette disposition indique qu'un État membre de l'UE, sur le territoire duquel la PPA est constatée, i) doit notifier la maladie et fournir des informations à la Commission et aux autres États membres de l'UE sur<sup>1901</sup> les foyers de PPA confirmés dans des exploitations, les cas de PPA confirmés dans des abattoirs ou des moyens de transport, les cas primaires de PPA confirmés dans des populations de porcins sauvages et les résultats de l'enquête épidémiologique; et ii) doit fournir des informations à la Commission et aux autres États membres de l'UE sur les autres cas confirmés dans les populations de porcins sauvages dans une zone infectée par la PPA.

10.3. L'article 4 de la Directive 2002/60/CE du Conseil prévoit une liste détaillée de mesures que les États membres de l'UE doivent adopter en cas de suspicion de la présence de PPA dans une exploitation. Ces mesures sont les suivantes: 1) les États membres doivent veiller à ce que les autorités compétentes mettent en œuvre immédiatement les moyens d'investigation officiels visant à confirmer ou infirmer la présence de PPA, y compris un contrôle du registre et des marques d'identification des porcins; 2) quand l'autorité compétente considère que la présence de PPA dans une exploitation ne peut pas être infirmée, elle doit faire placer immédiatement l'exploitation sous surveillance officielle et ordonner: que tous les porcins de l'exploitation soient recensés et qu'une liste des porcins déjà malades, morts ou susceptibles d'être infectés, avec leur nombre, soit établie et tenue à jour; que tous les porcins de l'exploitation soient maintenus dans leurs locaux d'hébergement ou confinés dans d'autres lieux permettant leur isolement; que toute entrée de porcins dans l'exploitation et toute sortie de porcins de celle-ci soient interdites (cette interdiction de sortie de l'exploitation peut être étendue aux animaux d'autres espèces et la destruction des rongeurs ou des insectes peut être exigée); que toute sortie de l'exploitation des carcasses de porcins soit soumise à une autorisation délivrée par l'autorité compétente; que toute sortie de l'exploitation de certains produits, aliments pour animaux, autres objets et déchets susceptibles de transmettre la PPA soit interdite, sauf autorisation délivrée par l'autorité compétente – les viandes, les produits à base de viande porcine, le sperme, les ovules et les embryons ne pouvant pas quitter l'exploitation aux fins d'échanges intracommunautaires; que le mouvement des personnes en provenance ou à destination de l'exploitation soit subordonné à l'autorisation écrite de l'autorité compétente; que des moyens appropriés de désinfection soient utilisés et qu'une enquête épidémiologique soit effectuée; 3) lorsque la situation épidémiologique l'exige, l'autorité compétente peut appliquer les mesures prescrites en cas de confirmation de la présence de PPA dans une exploitation, y compris une application limitée de ces mesures aux seuls porcins suspects d'être infectés ou contaminés par le virus de la PPA pour autant que certaines conditions soient remplies; elle peut mettre en place une zone de contrôle temporaire autour de l'exploitation dans laquelle existe une suspicion de contamination et dans laquelle un certain nombre ou l'ensemble des mesures susmentionnées seront appliquées; et 4) lorsqu'elles ont été adoptées, ces mesures ne peuvent être levées que lorsque la présence de PPA est officiellement infirmée.

10.4. Les mesures que les États membres de l'UE doivent adopter en cas de confirmation de la présence de PPA dans une exploitation sont prévues à l'article 5 de la Directive 2002/60/CE du Conseil. Il s'agit, outre les mesures décrites au point 2) du paragraphe précédent, des mesures suivantes: mise à mort de tous les porcins de l'exploitation sous contrôle officiel sans délai et d'une manière qui permet d'éviter tout risque de propagation de la PPA tant durant le transport que lors de la mise à mort; prélèvement d'un nombre suffisant d'échantillons sur les porcins lors de leur mise à mort de manière à pouvoir déterminer le mode d'introduction du virus de la PPA

<sup>1900</sup> Directive 2002/60/CE du Conseil du 27 juin 2002 (pièce EU-31).

<sup>1901</sup> Ces renseignements doivent être fournis conformément à l'annexe I de la Directive 2002/60/CE du Conseil, qui contient une liste détaillée des renseignements qu'un État membre de l'UE devrait communiquer à la Commission et aux autres États membres de l'UE en cas de confirmation de la présence de PPA (pièce EU-31).

dans l'exploitation et la période au cours de laquelle il a pu être présent dans l'exploitation avant la notification de la maladie; transformation des carcasses des porcins morts ou mis à mort sous surveillance officielle; dans toute la mesure du possible, traçage et transformation sous surveillance officielle des viandes de porcins abattus au cours de la période située entre l'introduction probable de la maladie dans l'exploitation et l'application des mesures officielles; traçage et destruction sous surveillance officielle, de manière à éviter le risque de propagation du virus de la PPA, des spermes, ovules ou embryons de porcins collectés dans l'exploitation au cours de la période située entre l'introduction probable de la maladie dans l'exploitation et l'adoption des mesures officielles; transformation conformément aux instructions du vétérinaire officiel de toute matière ou de tout déchet susceptibles d'être contaminés (tels que les aliments des animaux) et destruction de tous les matériaux à usage unique pouvant être contaminés (notamment ceux utilisés pour les opérations de mise à mort); après l'élimination des porcins, nettoyage et, si nécessaire, désinfection des bâtiments d'hébergement des porcins et des véhicules ayant été utilisés pour leur transport ou celui de leurs carcasses ainsi que le matériel, la litière, le fumier et le lisier susceptibles d'être contaminés; en cas de foyer primaire de la maladie<sup>1902</sup>, soumission de l'isolat du virus de la PPA à la procédure de laboratoire permettant d'identifier le type génétique et conduite d'une enquête épidémiologique. L'article 5 prévoit en outre que la Commission doit examiner immédiatement la situation avec l'État membre de l'UE concerné et le plus tôt possible au sein du comité vétérinaire permanent et que, le cas échéant, des mesures additionnelles visant à prévenir la propagation de la maladie devront être adoptées.

10.5. L'article 6 de la Directive 2002/60/CE du Conseil prévoit des règles spéciales applicables aux exploitations comprenant différentes unités de production. Ces règles comprennent, en ce qui concerne les populations porcines saines, des dérogations possibles par rapport aux mesures prévues aux articles 4 et 5 lorsque le vétérinaire officiel confirme que la structure, l'importance de ces unités de production et la distance entre elles, ainsi que les opérations qui y sont effectuées sont telles que ces unités de production, sur le plan de l'hébergement, de l'entretien et de l'alimentation sont complètement distinctes, de telle sorte que le virus ne puisse se propager d'une unité de production à l'autre. En outre, l'article 7 prévoit des règles spécifiques relatives à des mesures dans les exploitations contacts, c'est-à-dire celles dans lesquelles le vétérinaire officiel constate ou estime, sur la base d'une enquête épidémiologique, que la PPA peut avoir été introduite à partir d'autres exploitations.

10.6. Les conditions de la conduite d'une enquête épidémiologique concernant les cas suspects ou les foyers de PPA sont énoncées à l'article 8 de la Directive 2002/60/CE du Conseil. Cette enquête est effectuée sur la base de questionnaires élaborés dans le cadre de plans d'intervention. Elle porte au minimum sur: a) la durée de la période pendant laquelle le virus de la PPA peut avoir existé dans l'exploitation avant la notification ou la suspicion de la maladie; b) l'origine possible de la PPA dans l'exploitation et la détermination des autres exploitations dans lesquelles des porcins ont pu être infectés ou contaminés à partir de cette même source; c) les mouvements des personnes, véhicules, porcins, carcasses, sperme, viandes ou toute matière susceptibles d'avoir transmis le virus à partir ou en direction des exploitations en question; et d) la possibilité que les vecteurs ou les porcins sauvages soient la cause de la dispersion de la maladie. L'article 8 dispose par ailleurs que, si les résultats de ces investigations indiquent que la PPA pourrait s'être propagée à partir d'exploitations ou vers des exploitations situées dans d'autres États membres de l'UE, la Commission et les États membres concernés doivent en être immédiatement informés.

10.7. Dès que le diagnostic de la PPA a été officiellement confirmé pour les porcins d'une exploitation, l'article 9 de la Directive 2002/60/CE du Conseil prescrit que l'autorité compétente établisse autour du foyer une zone de protection d'au moins trois kilomètres de rayon, et une zone de surveillance, englobant la zone de protection, d'au moins dix kilomètres de rayon. L'article 9 2) prévoit que, lors de l'établissement de ces zones, l'autorité compétente doit prendre en considération: a) les résultats de l'enquête épidémiologique; b) la situation géographique,

---

<sup>1902</sup> On entend par "foyer primaire", aux fins de la Directive 2002/60/CE du Conseil, le foyer au sens de l'article 2 d) de la Directive 82/894/CEE du Conseil du 21 décembre 1982 concernant la notification des maladies des animaux dans la Communauté (article 2 h) de la Directive 2002/60/CE du Conseil (pièce EU-31)). L'article 2 d) de la Directive 82/894/CEE dispose ceci: "foyer primaire": tout foyer non lié du point de vue épizootologique à un foyer antérieur constaté dans la même région d'un État membre, telle que l'a défini l'article 2 la directive 64/432/CEE, ou bien la première apparition dans une région différente du même État membre (disponible à l'adresse: <http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:31982L0894&from=fr>, consulté pour la dernière fois le 5 janvier 2016).

notamment les frontières naturelles ou artificielles; c) la localisation et la proximité des exploitations; d) les courants d'échanges et les mouvements des porcs ainsi que les abattoirs et les installations de transformation des carcasses disponibles; et e) les installations et le personnel disponibles afin de contrôler tout mouvement de porcs à l'intérieur des zones, notamment si les porcs devant être mis à mort doivent sortir de leur exploitation d'origine. L'article 9 3) dispose que, si une zone comprend des parties du territoire de plusieurs États membres de l'UE, les autorités compétentes de chaque État membre concerné doivent collaborer à l'établissement de cette zone. Enfin, l'article 9 4) prévoit que l'autorité compétente doit prendre toutes les mesures nécessaires, y compris l'emploi de pancartes et d'affiches bien visibles ainsi que le recours aux médias, tels que la presse et la télévision, afin de garantir que toutes les personnes présentes dans les zones de protection et de surveillance sont pleinement informées des restrictions en vigueur conformément aux articles 10 et 11, et qu'elle doit prendre toutes les mesures qu'elle juge appropriées pour garantir une bonne application de ces mesures.

10.8. Les mesures que les États membres de l'UE doivent veiller à faire appliquer dans une zone de protection sont définies à l'article 10 de la Directive 2002/60/CE du Conseil. Elles consistent en: a) un recensement de toutes les exploitations, effectué dès que possible; après l'établissement de la zone de protection, des visites de ces exploitations par un vétérinaire officiel, dans un délai maximal de sept jours, en vue d'un examen clinique des porcs et d'un contrôle du registre et des marques d'identification des porcs; b) l'interdiction de tout mouvement ou transport de porcs sur les voies publiques ou privées, à l'exclusion, en cas de besoin, des chemins de desserte des exploitations, sauf accord de l'autorité compétente lorsqu'elle autorise les mouvements visés au point f) ci-après<sup>1903</sup>; c) le nettoyage, la désinfection et, si nécessaire, la désinsectisation et le traitement, dès que possible après leur contamination, des camions ainsi que des autres véhicules et équipements utilisés pour le transport de porcs ou d'autres animaux ou de matières susceptibles d'être contaminés; et l'interdiction pour les camions ou autres véhicules ayant servi au transport de porcs de quitter la zone sans être nettoyés et désinfectés, puis inspectés et autorisés à nouveau par l'autorité compétente aux fins du transport; d) l'interdiction pour toute autre espèce d'animal domestique de pénétrer dans l'exploitation ou de la quitter sans autorisation de l'autorité compétente; e) la déclaration immédiate de tous les porcs morts ou malades, se trouvant dans une exploitation, à l'autorité compétente qui procède aux investigations appropriées; f) l'interdiction pour les porcs de quitter l'exploitation dans laquelle ils sont détenus au cours des 40 jours<sup>1904</sup> au moins suivant l'achèvement des opérations préliminaires de nettoyage et de désinfection et, si nécessaire, de désinsectisation de l'exploitation infectée; après 40 jours<sup>1905</sup>, à certaines conditions (énoncées à l'article 10 3)), l'autorité compétente peut autoriser les porcs à quitter ladite exploitation pour être acheminés directement vers des sites spécifiques<sup>1906</sup>; g) l'interdiction pour le sperme, les ovules ou embryons de porcs de quitter les exploitations situées à l'intérieur de la zone; et h) l'assurance que toute personne entrant dans les exploitations porcines, ou en sortant, observe les mesures d'hygiène appropriées qui sont nécessaires afin de réduire le risque de propagation du virus de la PPA. L'article 10 2) prévoit les conditions particulières dans lesquelles, lorsque les mesures décrites sont maintenues au-delà de 40 jours<sup>1907</sup>, l'autorité compétente peut autoriser la sortie des porcs d'une exploitation située

<sup>1903</sup> Cette interdiction ne s'étend pas au transit de porcs par la route ou le rail, sans déchargement ni arrêt; et des dérogations peuvent être accordées pour les porcs d'abattage provenant de l'extérieur de la zone de protection et dirigés vers un abattoir situé dans ladite zone en vue d'un abattage immédiat (article 10 1 b)).

<sup>1904</sup> Ce délai peut être réduit à 30 jours pour autant que les États membres de l'UE aient appliqué, conformément au manuel de diagnostic, un programme intensif de prélèvements d'échantillons et de tests permettant d'exclure la présence de la PPA dans l'exploitation concernée (article 10 5) de la Directive 2002/60/CE du Conseil).

<sup>1905</sup> Ce délai peut être réduit à 30 jours pour autant que les États membres de l'UE aient appliqué, conformément au manuel de diagnostic, un programme intensif de prélèvements d'échantillons et de tests permettant d'exclure la présence de la PPA dans l'exploitation concernée (article 10 5) de la Directive 2002/60/CE du Conseil).

<sup>1906</sup> Les sites en question sont: i) un abattoir désigné par l'autorité compétente, de préférence à l'intérieur de la zone de protection ou de surveillance en vue d'un abattage immédiat; ii) une entreprise de transformation ou un lieu approprié où les porcs sont immédiatement mis à mort et leurs carcasses transformées sous contrôle officiel; iii) dans des circonstances exceptionnelles, d'autres locaux situés à l'intérieur de la zone de protection (les États membres de l'UE qui font usage de cette disposition doivent en informer immédiatement la Commission dans le cadre du comité vétérinaire permanent).

<sup>1907</sup> Ce délai peut être réduit à 30 jours pour autant que les États membres de l'UE aient appliqué, conformément au manuel de diagnostic, un programme intensif de prélèvements d'échantillons et de tests

à l'intérieur de la zone de protection, afin qu'ils soient acheminés directement vers des sites spécifiques.

10.9. L'article 10 3) prévoit les conditions dans lesquelles l'autorité compétente peut autoriser les porcins à quitter l'exploitation concernée. L'article 10 4) prescrit que l'application de ces mesures est maintenue au moins jusqu'à ce que les opérations de nettoyage, de désinfection et, si nécessaire, de désinsectisation des exploitations infectées soient terminées; et que les porcins présents dans toutes les exploitations aient subi des examens cliniques et de laboratoire (qui ne peuvent pas être pratiqués avant que 45 jours<sup>1908</sup> se soient écoulés depuis l'achèvement des opérations préliminaires de nettoyage) effectués conformément au manuel de diagnostic, afin de détecter la présence éventuelle de la PPA.

10.10. L'article 11 de la Directive 2002/60/CE du Conseil prévoit les mesures qui sont applicables dans les zones de surveillance. Ces mesures comprennent: a) un recensement de toutes les exploitations; b) l'interdiction de tout mouvement ou transport de porcins sur les voies publiques ou privées, à l'exclusion, en cas de besoin, des chemins de desserte des exploitations, sauf accord de l'autorité compétente<sup>1909</sup>; c) le nettoyage, la désinfection et, si nécessaire, la désinsectisation et le traitement, dès que possible après leur contamination, des camions ainsi que des autres véhicules et équipements utilisés pour le transport de porcins ou d'autres animaux ou de matières susceptibles d'être contaminés; et l'interdiction pour les camions ou autres véhicules ayant servi au transport de porcins de quitter la zone sans être nettoyés et désinfectés; d) l'interdiction pour toute autre espèce d'animal domestique de pénétrer dans l'exploitation ou de la quitter sans autorisation de l'autorité compétente pendant les sept jours qui suivent l'établissement de la zone; e) la déclaration immédiate de tous les porcins morts ou malades, se trouvant dans une exploitation, à l'autorité compétente qui procède aux investigations appropriées; f) l'interdiction pour les porcins de quitter l'exploitation dans laquelle ils sont détenus au cours des 30 jours<sup>1910</sup> au moins suivant l'achèvement des opérations préliminaires de nettoyage et de désinfection et, si nécessaire, de désinsectisation de l'exploitation infectée; après 30 jours<sup>1911</sup>, à certaines conditions (énoncées à l'article 10 3))<sup>1912</sup>, l'autorité compétente peut autoriser les porcins à quitter ladite exploitation pour être acheminés directement vers des sites spécifiques; g) l'interdiction pour le sperme, les ovules ou embryons de porcins de quitter les exploitations situées dans la zone; et h) l'assurance que toute personne entrant dans les exploitations porcines, ou en sortant, observe les mesures d'hygiène appropriées qui sont nécessaires afin de réduire le risque de propagation du virus de la PPA. L'article 11 2) prévoit les conditions particulières dans lesquelles, lorsque les mesures décrites sont maintenues au-delà de 40 jours<sup>1913</sup>, l'autorité compétente peut autoriser la sortie des porcins d'une exploitation située à l'intérieur de la zone de surveillance, afin qu'ils soient acheminés directement vers des sites spécifiques.

---

permettant d'exclure la présence de la PPA dans l'exploitation concernée (article 10 5) de la Directive 2002/60/CE du Conseil).

<sup>1908</sup> Ce délai peut être réduit à 30 jours pour autant que les États membres de l'UE aient appliqué, conformément au manuel de diagnostic, un programme intensif de prélèvements d'échantillons et de tests permettant d'exclure la présence de la PPA dans l'exploitation concernée (article 10 5) de la Directive 2002/60/CE du Conseil).

<sup>1909</sup> Cette interdiction ne doit pas s'appliquer au transit de porcins par la route ou le rail, sans déchargement ni arrêt, ni aux porcins d'abattage provenant de l'extérieur de la zone de surveillance et dirigés vers un abattoir situé dans ladite zone en vue d'un abattage immédiat (article 11 1) b)).

<sup>1910</sup> Ce délai peut être réduit à 21 jours pour autant que les États membres de l'UE aient appliqué, conformément au manuel de diagnostic, un programme intensif de prélèvement d'échantillons et de tests permettant d'exclure la présence de la PPA dans l'exploitation concernée (article 11 4) de la Directive 2002/60/CE du Conseil).

<sup>1911</sup> Ce délai peut être réduit à 21 jours pour autant que les États membres de l'UE aient appliqué, conformément au manuel de diagnostic, un programme intensif de prélèvement d'échantillons et de tests permettant d'exclure la présence de la PPA dans l'exploitation concernée (article 11 4) de la Directive 2002/60/CE du Conseil).

<sup>1912</sup> L'article 11 1) f) dispose par ailleurs que "[t]outefois, si les porcs doivent être transportés vers un abattoir, sur demande d'un État membre accompagnée des justifications appropriées et selon la procédure visée à l'article 24, paragraphe 2, des dérogations à l'article 10, paragraphe 3, points e) et f), quatrième tiret, peuvent être autorisées, notamment en ce qui concerne le marquage des viandes de ces porcs et leur utilisation ultérieure ainsi que la destination des produits résultant du traitement".

<sup>1913</sup> Ce délai peut être réduit à 30 jours pour autant que les États membres de l'UE aient appliqué, conformément au manuel de diagnostic, un programme intensif de prélèvement d'échantillons et de tests permettant d'exclure la présence de la PPA dans l'exploitation concernée (article 11 4) de la Directive 2002/60/CE du Conseil).

10.11. L'article 11 3) prescrit que l'application de ces mesures est maintenue au moins jusqu'à ce que les opérations de nettoyage, de désinfection et, si nécessaire, de désinsectisation des exploitations infectées soient terminées; et que les porcins présents dans toutes les exploitations aient subi des examens cliniques et de laboratoire (qui ne peuvent pas être pratiqués avant que 40 jours<sup>1914</sup> se soient écoulés depuis l'achèvement des opérations préliminaires de nettoyage) effectués conformément au manuel de diagnostic, afin de détecter la présence éventuelle de la PPA.

10.12. Les mesures applicables en cas de suspicion ou de confirmation de la présence de PPA dans un abattoir ou un moyen de transport sont prévues à l'article 14 de la Directive 2002/60/CE du Conseil. En cas de suspicion de PPA dans un abattoir ou un moyen de transport, la première mesure que les États membres de l'UE doivent prendre est de veiller à ce que l'autorité compétente mette en œuvre immédiatement les moyens d'investigation officiels visant à confirmer ou infirmer la présence de ladite maladie. En cas de détection d'un cas de PPA dans un abattoir ou un moyen de transport, l'autorité compétente veille à ce que: a) tous les animaux sensibles présents dans l'abattoir ou le moyen de transport soient mis à mort dans les meilleurs délais; b) les carcasses, abats et déchets animaux des porcins éventuellement infectés et contaminés soient transformés sous contrôle officiel; c) le nettoyage, la désinfection et, si nécessaire, la désinsectisation des bâtiments et équipements, y compris des véhicules, soient effectués sous le contrôle du vétérinaire officiel; d) une enquête épidémiologique soit effectuée; e) l'isolat du virus de la PPA soit soumis à la procédure de laboratoire permettant d'identifier le type génétique de virus; f) les mesures prévues pour les exploitations contacts soient appliquées dans l'exploitation dont proviennent les porcins ou carcasses infectés et dans les autres exploitations contacts (sauf indication contraire de l'enquête épidémiologique, les mesures prévues en cas de confirmation de la présence de PPA dans une exploitation sont appliquées dans l'exploitation d'origine des porcins ou carcasses infectés); et g) la réintroduction d'animaux aux fins d'abattage ou de transport n'ait pas lieu avant que 24 heures au moins se soient écoulées depuis l'achèvement des opérations de nettoyage, de désinfection et, si nécessaire, de désinsectisation.

10.13. L'article 15 de la Directive 2002/60/CE du Conseil énonce les mesures applicables en cas de suspicion ou de confirmation de la présence de PPA chez les porcins sauvages. Conformément à cette disposition, dès que l'autorité compétente d'un État membre est informée que des porcins sauvages sont suspects d'être infectés, elle doit prendre toute mesure appropriée en vue de confirmer ou d'infirmer la présence de la maladie, en donnant des informations aux propriétaires de porcins ainsi qu'aux chasseurs et en procédant à des enquêtes, comprenant notamment des examens de laboratoire, sur tous les porcins sauvages abattus par arme à feu ou découverts morts. Dès confirmation d'un cas primaire de PPA chez des porcins sauvages, pour freiner la propagation de la maladie, l'autorité compétente d'un État membre doit prendre immédiatement les mesures suivantes: a) mise en place d'un groupe d'experts comprenant des vétérinaires, des chasseurs, des biologistes et des épidémiologistes spécialistes de la faune sauvage, qui assiste l'autorité compétente dans les tâches suivantes: étude de la situation épidémiologique et délimitation de la zone infectée conformément à l'article 16 3) b), établissement de mesures appropriées à appliquer dans la zone infectée<sup>1915</sup>, établissement du plan d'éradication à soumettre à la Commission conformément à l'article 16 et contrôles visant à vérifier l'efficacité des mesures adoptées en vue de l'éradication de la PPA dans la zone infectée; b) mise sous surveillance officielle des élevages de porcins dans la zone définie comme infectée et ordre notamment: qu'il soit effectué un recensement officiel de tous les porcins se trouvant dans toutes les exploitations, tenu à jour par le propriétaire (les informations contenues dans le recensement doivent être présentées sur demande et peuvent être vérifiées à chaque visite d'inspection)<sup>1916</sup>; que tous les porcins de l'exploitation soient maintenus dans leurs locaux d'hébergement ou confinés dans d'autres lieux où ils peuvent être isolés des porcins sauvages (lesquels ne doivent avoir accès à aucun produit susceptible d'entrer par la suite en contact avec les porcins de l'exploitation); qu'aucun porcine n'entre dans l'exploitation ou ne la quitte, sauf autorisation de l'autorité compétente compte tenu de la situation épidémiologique; que des moyens appropriés de

<sup>1914</sup> Ce délai peut être réduit à 20 jours pour autant que les États membres de l'UE aient appliqué, conformément au manuel de diagnostic, un programme intensif de prélèvement d'échantillons et de tests permettant d'exclure la présence de la PPA dans l'exploitation concernée (article 11 4) de la Directive 2002/60/CE du Conseil).

<sup>1915</sup> Ces mesures peuvent comprendre la suspension de la chasse et l'interdiction de l'alimentation des porcins sauvages.

<sup>1916</sup> Toutefois, en ce qui concerne les élevages en plein air, le premier recensement opéré pourra être effectué sur la base d'une estimation (article 15 2) b)).



désinfection et, si nécessaire, la désinsectisation soient utilisés aux entrées et sorties des bâtiments d'hébergement des porcins ainsi que de l'exploitation elle-même; que des mesures d'hygiène appropriées soient appliquées par toutes les personnes en contact avec les porcins sauvages, afin de réduire le risque de propagation du virus de la PPA; que tous les porcins morts ou malades présentant des symptômes de PPA et se trouvant dans l'exploitation subissent un test de dépistage de la PPA; qu'aucune partie d'un quelconque porc sauvage, abattu ou trouvé mort, ainsi qu'aucun matériel ou équipement pouvant être contaminé par le virus de la PPA ne soient introduits dans une exploitation porcine que les porcins, leur sperme, leurs embryons ou ovules ne quittent pas la zone infectée à des fins d'échanges intracommunautaires; c) prise de dispositions afin que tous les porcins sauvages abattus par arme à feu ou trouvés morts dans la zone infectée déterminée soient inspectés par un vétérinaire officiel et subissent un examen de dépistage de la PPA (et application des règles régissant la transformation des carcasses de tous les animaux ayant donné un résultat positif ou négatif); d) veiller à ce que l'isolat du virus de la PPA soit soumis à la procédure de laboratoire permettant d'identifier le type génétique du virus.

10.14. L'article 15 3) prévoit en outre qu'en cas d'apparition de la PPA chez les porcins sauvages d'une zone d'un État membre de l'UE proche du territoire d'un autre État membre, les États membres concernés doivent collaborer à l'établissement de mesures de lutte contre la maladie.

10.15. Les règles régissant les plans d'éradication de la PPA dans une population de porcins sauvages sont énoncées à l'article 16 de la Directive 2002/60/CE du Conseil. Conformément à cet article, les États membres de l'UE doivent présenter à la Commission, dans un délai de 90 jours à compter de la confirmation d'un cas primaire de PPA chez des porcins sauvages, un plan écrit concernant les mesures prises pour éradiquer la maladie dans la zone définie comme infectée ainsi que les mesures mises en œuvre dans les exploitations situées dans ladite zone. La Commission examine alors le plan afin de déterminer s'il permet d'atteindre les objectifs souhaités. Ce plan, le cas échéant modifié, est approuvé conformément à la procédure de réglementation accélérée prévue à l'article 24 2) de la Directive 2002/60/CE du Conseil. Il peut être modifié ou complété ultérieurement pour tenir compte de l'évolution de la situation, y compris s'agissant de la détermination de la zone infectée. S'il est procédé à une redéfinition de cette zone, les États membres de l'UE respectifs doivent veiller à ce que la Commission et les autres États membres soient informés de ces modifications dans les meilleurs délais. Si les modifications concernent d'autres dispositions du plan, les États membres de l'UE soumettent le plan modifié à la Commission en vue d'un examen et d'une approbation éventuelle conformément à la procédure visée à l'article 24 2).

10.16. Comme l'indique l'article 16 3), le plan d'éradication doit contenir des informations sur: a) les résultats des enquêtes épidémiologiques et des contrôles effectués conformément à l'article 15 et la répartition géographique de la maladie; b) la détermination de la zone infectée sur le territoire de l'État membre de l'UE concerné<sup>1917</sup>; c) l'organisation d'une étroite coopération entre les biologistes, les chasseurs, les sociétés de chasse, les services de protection de la faune sauvage et les autorités vétérinaires (santé animale et santé publique); d) la campagne d'information à mettre en œuvre afin de sensibiliser les chasseurs aux mesures qu'ils doivent adopter dans le cadre du plan d'éradication; e) les efforts particuliers réalisés en vue de déterminer l'ampleur de l'infection dans la population de porcins sauvages, par l'examen des porcins sauvages abattus par des chasseurs ou trouvés morts et par des examens de laboratoire, y compris au moyen d'enquêtes épidémiologiques par catégories d'âge; f) les exigences à respecter par les chasseurs en vue d'éviter toute propagation de la maladie; g) la méthode d'élimination des porcins sauvages trouvés morts ou abattus<sup>1918</sup>; h) l'enquête épidémiologique effectuée sur chacun de ces porcins<sup>1919</sup>; i) les programmes de surveillance et les mesures de prévention applicables aux exploitations situées dans la zone infectée délimitée et, le cas échéant, autour de celle-ci, y

<sup>1917</sup> En délimitant la zone infectée, l'autorité compétente tient compte des éléments suivants: les résultats des enquêtes épidémiologiques effectuées et la répartition géographique de la maladie; la population de porcins sauvages dans la zone; et l'existence d'obstacles importants, naturels ou créés par l'homme, aux mouvements de porcins sauvages (article 16 3) b)).

<sup>1918</sup> Cette méthode d'élimination doit être fondée sur: la transformation sous contrôle officiel; ou l'inspection effectuée par un vétérinaire officiel et les tests de laboratoire (article 16 3) g)).

<sup>1919</sup> Cette enquête comprend obligatoirement les réponses à un questionnaire donnant des renseignements sur le secteur géographique où l'animal a été trouvé mort ou abattu; la date à laquelle l'animal a été trouvé mort ou abattu; la personne qui a trouvé l'animal mort ou qui l'a abattu; l'âge et le sexe du porc; s'il a été abattu, les symptômes constatés avant qu'il le soit; s'il a été trouvé mort, l'état de la carcasse; et les conclusions du laboratoire (article 16 3) h)).

compris le transport et le mouvement d'animaux à l'intérieur, en provenance ou en direction de cette zone<sup>1920</sup>; j) les autres critères appliqués pour la levée des mesures prises; k) l'autorité ayant la responsabilité de superviser et de coordonner les unités responsables de la mise en œuvre du plan; l) le système d'information mis en place afin que le groupe d'experts désigné conformément à l'article 15 2) a), puisse procéder à un examen régulier des résultats du plan d'éradication; et m) les mesures de contrôle de la maladie qui sont mises en œuvre au plus tôt douze mois après la constatation du dernier cas de PPA chez des porcins sauvages dans la zone infectée déterminée; ces mesures de contrôle doivent rester en place pendant au moins douze autres mois et incluent au minimum les dispositions déjà mises en œuvre conformément aux points e), g) et h).

10.17. L'article 16 prévoit par ailleurs l'obligation pour les États membres de l'UE respectifs de transmettre un rapport concernant la situation épidémiologique dans la zone infectée définie et les résultats du plan d'éradication à la Commission et aux autres États membres. Ce rapport doit être transmis à la Commission tous les six mois. En outre, la Directive 2002/60/CE du Conseil contient des dispositions concernant: le nettoyage, la désinfection et la désinsectisation (article 12); le repeuplement des exploitations porcines à la suite de l'apparition de foyers de la maladie (article 13); les mesures visant à prévenir la propagation du virus de la PPA par l'intermédiaire de vecteurs (article 17); les procédures de diagnostic et les exigences en matière de biosécurité (article 18); l'emploi, la fabrication et la vente de vaccins contre la PPA (article 19); les contrôles communautaires (article 20); les plans d'intervention (article 21) et les centres de lutte contre l'épizootie et les groupes d'experts (article 22).

---

---

<sup>1920</sup> Ces mesures doivent au minimum comprendre l'interdiction de sortie des porcins, de leur sperme et des embryons ou ovules de la zone infectée à des fins d'échanges intracommunautaires et peuvent comprendre une interdiction temporaire de la production de porcins et de l'établissement de nouvelles exploitations (article 16 3) i)).